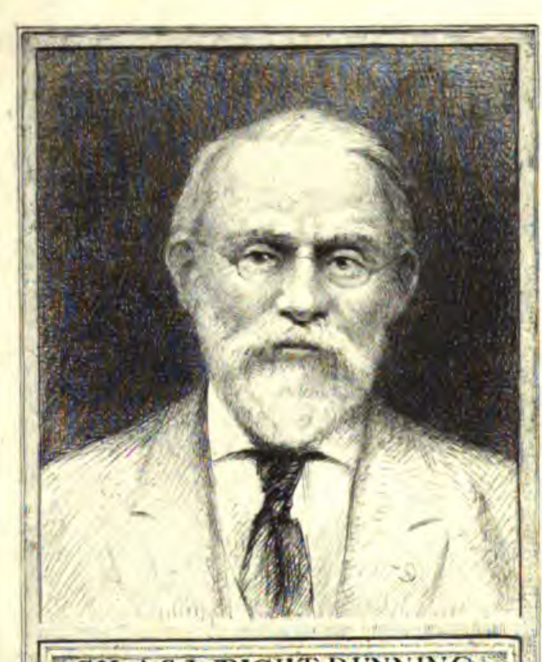
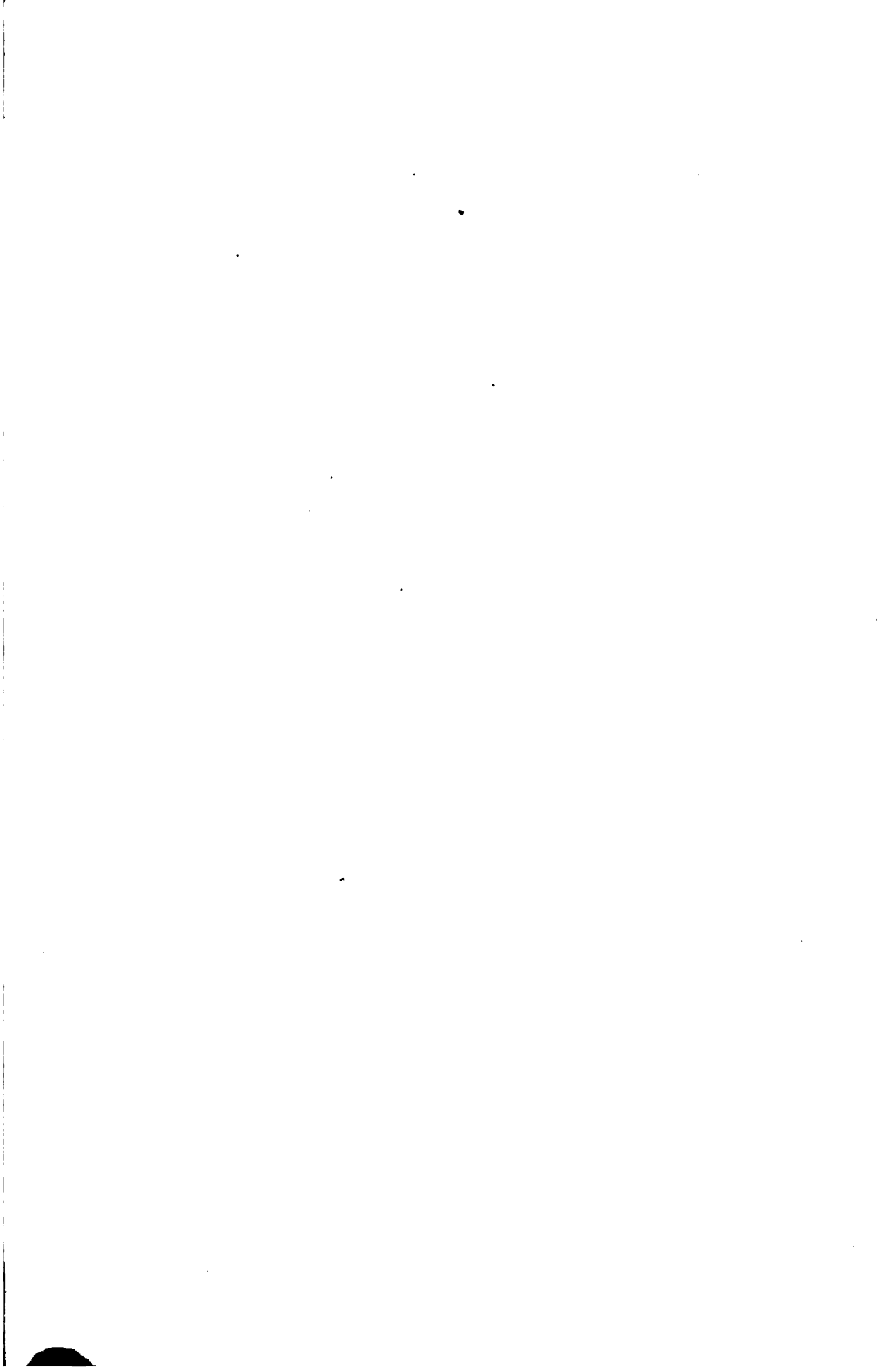

a39015 00026514 3b


SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY









Stramberg, Christian von

Denkwürdiger und nützlicher

Rheinischer Antiquarius,

welcher die

wichtigsten und angenehmsten geographischen, historischen und politischen

Merkwürdigkeiten

des ganzen

Rheinstroms,

von seinem Ausflusse in das Meer bis zu seinem Ursprunge darstellt.

Von einem

Nachforscher in historischen Dingen.



Mittelrhein.

Der II. Abtheilung 11. Band.

Coblenz, 1863.

Druck und Verlag von Rud. Friedr. Hergt.

Der Rheingau.

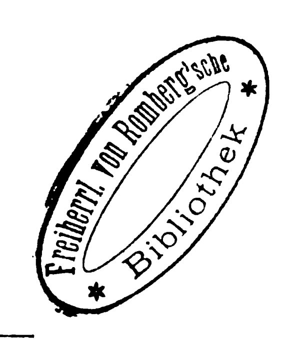
Historisch und topographisch

dargestellt

durch

Chr. von Stramberg.

Zweiter Band.



Coblenz.
Druck und Verlag von Rud. Friedr. Hergt.
1863.

Der Rheingau, Schwalbach, Wiesbaden.

Johannesberg.

(Beschluß.)

Clemens Wenceslaus Lothar, Fürst von Metternich-Winnenburg, Herzog von Plaß und Portella, Graf von Königswart, unterließ niemals, wenn er in den Tagen seines höchsten Glanzes in Coblenz weilte, das Haus, worin er am 15. Mai 1773 das Licht der Welt erblickte, den Metternicher Hof zu besuchen. Dann mußte auch der letzte Winkel ihm aufgeschlossen werden, in sichtbarer Rührung betrat er, was einstens der Mutter Boudoir gewesen, am längsten aber beschäftigte er sich mit den bescheidenen Stuben des obern Stockes, in denen er zusamt seinem Bruder und dem Hofmeister gehauset hatte. Diese Anhänglichkeit deutet auf anmuthige Erinnerungen aus der Kinderzeit, bekundet insbesondere, daß der Knabe nicht zu leiden gehabt hat unter einer Modethorheit jener Zeit. Der Taille, vielleicht auch der Küche zum Vortheil, und damit der Leib stets dem Geist unterthänig bleibe, wurden die Kinder in der Nahrung vielfältig verkürzt, nicht selten der körperlichen Entwicklung zu unwiederbringlichem Nachtheil.

Eine Thorheit, die Mode werden soll, muß nothwendig von der Seine herstammen. Da war das Hungersystem erfunden worden. Der Duc de Lauzun, geb. 13. April 1747, erzählt in seinen Denkwürdigkeiten: »J'étais d'ailleurs comme

tous les enfans de mon âge et de ma sorte; les plus jolis habits pour sortir, nu et *mourant de faim,* à la maison.« Die Souvenirs de la marquise de Créquy behandeln ungleich umständlicher die wunderliche Manie. »Une inconcevable folie de ce temps-là, c'était la manière de nourrir ses enfans. D'abord on commençait par les allaiter soi-même; on n'avait que du mauvais lait à leur donner, et même on n'en avait pas du tout; mais c'était égal: — à la Jean-Jacques! Vous pensez bien que tous les enfans de ce temps-là n'étaient pas assez résolument constitués pour résister à une nourriture insuffisante ou de qualité chétive; il en mourait les deux tiers à la mamelle, et le surplus n'en échappait que pour aller mourir d'étisie après dix-huit ou vingt années de souffrance continuelle et de consomption. Mesdames de Rieux, d'Estaing, de Lusignan et de Gouffier, s'étaient opiniâtrées à nourrir leurs poupons, attendu que le lait et la sollicitude d'une mère ne sauraient être remplacés par le lait et les soins d'une mercenaire, etc. Ce qu'il en est arrivé, c'est que leurs héritiers sont allés *ad patres,* ainsi qu'on aurait dû le pressentir avec de pareilles nourrices. La *sollicitude maternelle* de ces Dames ne s'étant exercée que sur leurs garçons, il ne leur est resté que des filles, et quand M. de Gouffier rencontrait chez moi Jean-Jacques Rousseau, il ne manquait pas de me dire: — C'est pourtant grâce à lui que ma maison va se trouver éteinte, vilain songe-creux! — Mais mon Dieu, Madame, qu'est-ce que c'est donc que la maison de Gouffier, me demanda-t-il ensuite (Jean-Jacques). Avez-vous jamais ouï parler de l'Amiral de Bonnivet? — Sans aucun doute. — N'avez-vous rien lu sur les Ducs de Roannez? — Voilà par exemple une famille dont je ne sais rien du tout. — Eh bien, lisez l'Histoire de France avant de faire des livres sur l'éducation. A la place du Marquis de Gouffier, je vous étranglerais!

»Une autre imagination folle, où Jean-Jacques Rousseau n'était pour rien, c'était celle d'empêcher les enfans de manger à leur appétit, laquelle sottise avait succédé à celles de Mes-

dames de Blot, de Monaco, de Valbelle et *tutte quante,* lesquelles avaient entrepris de ne pas manger pour leur propre compte. On empêchait donc les pauvres enfans de manger de la bonne soupe et de la viande, à dessein de ne leur introduire dans le sang et les humeurs aucun élément de putridité. On les privait de manger du fruit à cause des vers; point de confitures, à cause de la poitrine et de la terreur des acides; jamais d'autre boisson que de l'eau panée; c'est excellent pour les entrailles; et jamais de pâtisseries, ce qui va sans dire, à cause de l'estomac. On les nourrissait à la panade et la bouillie de gruau pour les bons repas, ensuite on leur donnait pour le goûter ainsi qu'au déjeûner, du colifichet emmietté dans du lait écrémé, comme on aurait fait pour élever des serins jaunes à la brochette. Le Marquis de Villeneuve de Trans disait que sa femme avait une perruche à qui l'on donnait bien autrement à manger qu'à ses quatre enfans! Comme tous les enfans mouraient de faim, ils pleuraient toute la journée. Ils en devenaient voleurs et menteurs: et même il y avait des garçons qui finissaient par se révolter. Les trois Béthune et les Choiseul s'étaient confédérés pour escalader je ne sais combien de murailles afin d'aller dévaster pendant la nuit, l'office et le garde-manger de la Duchesse de Sully, leur grand'mère; mais la situation des petites filles était la plus lamentable, et comme elles n'avaient pas la ressource et l'occasion de pouvoir voler commodément des croûtes de pain, des fruits verts et des carottes crues, les plus alertes et les plus déterminées s'en prenaient à la pâtée du chat.

»Le petit de Saint-Mauris et sa sœur qui est aujourd'hui Mme de Nassau, n'avaient pas eu la rougeole qui venait d'éclater à Versailles; la Princesse de Montbarrey s'en tourmentait outre mesure, et je lui fis dire par votre père d'envoyer ses deux enfans chez moi, rue de Grenelle, où je les ferais loger en bonne exposition du plein midi.

»On me les amène, et comme ils avaient les lèvres tachées de noir, de vert, de violet, de gros rouge et autres bar-

bouillages incompréhensibles, je m'insinuai dans leur confiance, et j'en appris qu'ils n'avaient fait autre chose que manger depuis Versailles jusqu'à Paris, des pains à cacheter dont ils avaient rempli leurs pochettes. La petite fille disait en pleurant qu'il ne fallait pas les dénoncer, parce qu'on les ferait mourir pour avoir été voler les pains à cacheter du Roi, dans un arrière-cabinet de leur père où les secrétaires de ce Ministre avaient leurs fournitures de bureau.

»Ils étaient affamés et maigres comme des chacals: — Attendez donc, leur dis-je, et je commençai par faire donner à chacun d'eux une pleine jatte de soupe au riz. Ensuite on leur servit, et méthodiquement pendant six semaines, un bon potage à déjeuner, et pour le second repas, des côtelettes grillées ou des pigeons étuvés à l'orge, des légumes au bouillon, de la compote; quelquefois des tartelettes en pâtisserie *brisée,* mais non pas *feuilletée,* ce qui va sans dire. On les faisait goûter avec des fruits, des tartines de confitures, ou du laitage, et leur souper consistait régulièrement dans un beau poulet rôti (dont ils ne mangeaient que les ailes), lequel était flanqué d'un plat de chicorée, d'épinards ou de laitues bien cuites, et lequel était accosté d'un compotier de bons pruneaux d'Agen, aiguisés, comme on dit à l'office, avec un peu de vin de Malaga, pour les faire dormir. Je les faisais bien laver avec de l'eau de veau, tous les matins, et de la tête aux pieds; on les baignait tous les samedis à la Dauphine, et puis tous les quinze jours une excellente petite médecine noire, avec du tamarin bien acide et de la bonne manne en larmes, quelques follicules de séné, un grain de soufre, un bouquet de cerfeuil, une pincée de rhubarbe, un scrupule d'aloès, un soupçon de jalap, enfin de la thériaque de Venise et de l'électuaire de kinorodon, le tout infusé dans de la tisane d'absinthe. Mais il doit vous en souvenir de mes bonnes petites médecines, et je suis sûre que l'eau vous en vient à la bouche? est-il friand!

»S'ils avaient trouvé des pains à cacheter dans mes cabinets, ce qui n'était guère possible à cause de mes belles

manières, je vous assure qu'ils n'auraient pas eu la tentation de les dérober pour les manger. A la suite de ce régime nouveau pour eux et qui était l'ancien régime pour moi, ils engraissèrent, ils s'égayèrent et s'embellirent; ils devinrent plus doux, plus confians, plus véridiques, et lorsque la Princesse ou le Prince de Montbarrey venaient les voir, ils ne s'y reconnaissaient plus. — Comment, disaient-ils, nos enfans mangent tout ce qu'ils veulent et n'en sont pas malades? ils sont devenus prodigieusement raisonnables!

»Les enfans qu'on fait manger dans leurs chambres et qu'on laisse manger à leur appétit, ne sont jamais gourmands. C'est la moralité de mon historiette.«

Glücklich waren demnach die Kinder Metternich dem Aushungerungs- und Entkörperungssystem entgangen, was vielleicht nicht der Fall mit der Mutter, von welcher mir bekannt, daß sie im J. 1807 nur 59 Pfund schwer. Sie, geborne Gräfin von Kageneck, mußte, bei den vielfältigen Abwesenheiten ihres Herren, vornehmlich mit der Erziehung der Kinder sich befassen, von der zwar gar wenig bekannt. Ich weiß nur, daß derselben ein eigens gesammelter Fonds bestimmt, glaube gehört zu haben, daß Graf Clemens neben dem häuslichen Unterricht auch das Gymnasium besuchte, weiß aber von den Hauslehrern nur den einzigen Simon zu nennen. Der verdankte seine Ernennung dem Umstand, daß er im Elsaß geboren, für die Gräfin demnach beinahe ein Landsmann war. Nicht allerdings glücklich ist sothane Wahl ausgefallen: von Simons pädagogischen Verdiensten habe ich nie gehört, wohl aber, daß er der eben im Werden begriffenen französischen Revolution Enthusiast, eingefleischter Jacobiner geworden ist. Gar häufig kommen in den vornehmsten Häusern dergleichen Mißgriffe vor, erinnere ich doch an la Harpe; glücklicherweise hat Simon keinen dauernden Einfluß auf seinen Zögling gewinnen können, wie ich das, anderer Umstände nicht zu gedenken, aus einer diesem entfallenen mündlichen Aeußerung schließe. Seit einem Vierteljahrhundert hatte er von Simon nichts gehört, als dieser zu Paris sich ihm vorstellte, das traurige ihm gefallene Loos beklagend, die Vermittlung des vor-

maligen Schülers bei dem Herzog von Orléans anrief. Dessen Töchtern gab Simon Unterricht in der deutschen Sprache, gegen eine Remuneration von 1200 Franken jährlich. Daß diese verdoppelt werde, sollte der Fürst befürworten: das hat er auch gethan, „aber von dem schroen Kerl" nichts erhalten.

Der Unwillen über Ludwig Philipp, der zur Zeit jener Erzählung bereits den Thron bestiegen hatte, riß den Diplomaten hin zu jenem leidenschaftlichen Ausdruck, von eigentlicher Theilnahme für Simon ergab sich hingegen nicht die mindeste Spur. Schro, der Coblenzer Provincialismus, beweiset, daß der Fürst den in der Kindheit vernommenen Tönen nicht durchaus fremd geworden, wie auch aus seinem Gespräch mit Görres zu schließen. Der hatte nach beendigter Audienz die Thüre beinahe erreicht, da wurde er zurückgerufen mit den Worten: „Sie haben aber die Coblenzer Sprache noch gar nicht vergessen. — Und es freut mich," entgegnete er, „mit Ew. Durchlaucht wenigstens die eine Aehnlichkeit zu haben." In der That war in des Fürsten Organ, trotz allen Zusätzen aus dem Wiener Dialect und dem Einflusse des vielseitigen Verkehrs mit den gebildetesten Kreisen, die in Coblenz empfangene Grundlage nicht zu verkennen, während seinem Französischen, bei aller Volubilität, eine deutsche, ich möchte sagen allemannische, aus Straßburg herstammende Färbung geblieben ist.

Nach Straßburg war nämlich des Grafen erster bedeutender Ausflug gerichtet. Der Mutter Vorliebe für diese Stadt mag wohl eher die Wahl dieser Universität herbeigeführt haben, als der hohe Ruf, in welchem damals der Publicist Christoph Wilhelm Koch stand. Doch haben dessen Einfluß auf das Gemüth der Schüler diese allgemein anerkannt, und Metternich selbst, seit 1788 Straßburger Bursche, hat sich dieses Lehrers jederzeit dankbar und in Hochachtung erinnert, in ganz anderer Stimmung als des auch für die Universität ihm gebliebenen Mentors Simon, ob er gleich diesem im Laufe seiner akademischen Studien einen Genuß der eigenthümlichsten Art verdanken sollte. Es war für alle Provinzen von Frankreich die Zeit der mehr oder minder blutigen Emeuten gekommen. Daß er eine solche anzusehen wünsche,

äußerte der Graf, und sofort machte der Mentor sich anheischig, dieses Vergnügen ihm zu verschaffen. Die Anstalten waren bald getroffen, an einem heitern Sommertag — das Wetter ist für Emeuten, ja selbst Revolutionen von der höchsten Bedeutung, Regen vorzugsweise wird ihnen tödtlich — wurde Graf Clemens einem Stübchen des Rathhauses eingeführt, und vom Fenster herab schaute er, wie gegenüber Patrioten sich scharten, fortwährend sich verstärkend eine Katzenmusik anstimmten, darauf in steigender Begeisterung dem nächsten Hause einbrachen, Fenster und Thüren einschlugen, die Einwohner mißhandelten, die Mobilien theilweise auf die Straße warfen, theilweise fortschleppten, vermuthlich um sie in Sicherheit zu bringen, das Holzwerk zu einem Scheiterhaufen ordneten, welchen zu vergrößern die nächsten fünf oder sechs Häuser beitragen mußten. Denn auch die wurden geplündert, gleich dem Hause des ersten Aristokraten. Schon bedrohte die Flamme, hoch aus dem Scheiterhaufen emporlodernd, einige andere Häuser, da kam endlich herangezogen ein Trupp Nationalgardisten, von einem Bürgergeneral befehligt, dessen Anrede, beginnend mit dem Zauberwort Citoyens, dem einzigen, so über dem Höllenlärm der Neugierige vernehmen konnte, doch allmälig die Plünderer verscheuchte.

Daß der Anblick von solchen Dingen, die Betrachtung der Weise, in welcher sie herbeigeführt worden, dem jungen Manne einen unverlöschlichen Eindruck hinterließen, läßt sich nicht bezweifeln, einen ungleich tiefern Eindruck, als die Abhandlungen vom Katheder herab. Metternich, schreibt sein Biograph, „studirte, wie die Cavaliere jener Zeit (wohl auch der gegenwärtigen Zeit, wohl auch Nichtcavaliere) meistens studirten, aus Zeitvertreib, hörte heut ein halbes Colleg, morgen ein ganzes, übermorgen keins, machte Partien zu Wagen und zu Pferde, ging auch schon in Dämmerstunden heimlich in Liebchens Stübchen und gestand in süßen melodischen Worten feurig die ersten Gefühle eines verlangenden Herzens.“ Daß hierzu der Mentor die erste Anleitung gab, zweifle ich im mindesten nicht nach den an dem Erzieher eines andern Jünglings gleicher Sphäre, an dem Abbé Horn gemachten Erfahrungen.

Das ultraliberale Treiben in Straßburg mag doch endlich die Gräfin beunruhigt haben; im Herbst 1790 rief sie den Sohn von dannen ab, und soll dieser, der Krönung Leopolds II in Frankfurt Zeuge, durch seine Schönheit schon damals die Aufmerksamkeit der Damen angezogen haben. „Auch ergraute Würdenträger waren davon berührt und gestanden laut ein, daß hier die Natur mit verschwenderischer Liebe gehandelt habe. Und dem war auch so: dieses feine Gesicht mit der sanft gebogenen Nase, umwallt von einem blonden, auf die Schultern sich ringelnden Haar, schwärmerisch belebt durch große blaue Augen, adelig und edel wie das Antlitz eines deutschen Ritterjünglings auf alten Gemälden; dazu eine stolze und doch in seltener Harmonie sich wiegende Figur, eine überraschende Sicherheit in jeder Bewegung, ein feiner Anstand im ganzen Wesen, und wenn die rothen, in sinnlicher Wölbung geschwungenen Lippen sich öffneten, eine Sprache, die zur ganzen vollendeten Erscheinung paßte und Ohr wie Herz gleich angenehm berührte (das mögen die ungerechten Detractoren des Coblenzer Dialects sich merken); in der That, eine solche Erscheinung hätte unter allen Umständen durch sich selbst und die mächtige Gunst gefühlvoller Frauen einen hohen Platz errungen, selbst wenn Name und Rang und Talent ihr gemangelt."

Dem vorübergehenden Aufenthalt in Frankfurt folgte der Besuch der Hochschule in Mainz, wo Clemens vier Jahre zubrachte, „weniger mit Studien, d. i. mit Hefteschreiben, denn mit fleißiger Ausbildung der hohen Cavaliereigenschaften ausgefüllt, wozu der glänzende Hof des Kurfürsten Erthal mit seinen schönen und geistvollen Frauen eine seltene Gelegenheit bot, besonders war es die galante Freundin Erthals (die Gräfin Coudenhove), welche sich des jungen Metternich annahm und ihn zuerst in die Schule der Frauen nahm, in der der spätere Staatskanzler die wahre Hochschule seiner Bildung erkannte." Er sollte der Diplomatie eingeführt werden, den Gesandtschaftsposten im Haag übernehmen, als die Ereignisse des J. 1794 des Vaters glänzende Stellung in Brüssel vernichteten, ihm die Ungnade des Kaisers und den Verlust seiner sämtlichen Besitzungen

auf dem linken Rheinufer zuzogen. Im Beginn von Ereignissen, durch welche seine nächsten Hoffnungen vereitelt werden sollten, hatte der Sohn („ein guter aimabler junger Mensch von der niedlichsten verve, ein perfecter Cavalier," wie des alten Fürsten Kaunitz Zeugniß sich ausdrückt) eine Reise nach England unternommen, der sich sofort nach dem Aufgeben der Niederlande der gesamten Familie Verzug nach Wien anschloß. Ein volles Jahr war noch nicht verstrichen, und es wurde am 27. Sept. 1795 dem Grafen Clemens angetraut des Fürsten Ernst Christoph von Kaunitz Tochter Maria Eleonore, geb. 10. Oct. 1775. Ihr Großvater, der Haus-, Hof- und Staatskanzler Wenzel Anton Fürst von Kaunitz, war das Jahr zuvor, den 27. Juni 1794 mit Tod abgegangen, der Familie blieben aber die einflußreichsten Verbindungen, die sicherlich nicht ohne Einfluß auf des jungen Metternich frühzeitige Beförderung, abgesehen von dem schönen Besitzthum der jungen Frau, die Herrschaft Kojetein in der fruchtbaren Hana.

Der Verwendung der Kaunitz scheint auch Metternich, der Vater, seine Rehabilitirung verdankt zu haben, er wurde als kaiserlicher Plenipotentiarius an die Spitze der Gesandtschaft für den Reichsfriedenscongreß zu Rastadt, 1798, gestellt, während er als Director des katholischen westphälischen Grafencollegiums zu dessen Vertreter den Grafen Clemens ernannte. Der war, berichtet Lang, „damals noch ein junger Mann von angenehmem Aeußern, sehr höflich und durchaus nirgends vorlaut, daher auch wohl Niemand die große Rolle prophezeite, die er einst als kaiserlicher Staatskanzler spielen würde." Dagegen, fällt Hr. Schmidt-Weißenfels ein, „wußte man um so mehr und Ergötzliches von seinen Abenteuern mit Frauen zu erzählen, die auch als Ehemann in Auswahl zu lieben, dem Grafen Clemens, als perfecter Cavalier, nicht anstößig erschien, und in welcher Beziehung er, nach Art der Cicisbeos von Rom, mit seiner Gemahlin ein förmliches und beiden Theilen angenehmes Abkommen getroffen hatte, das in so frivoler Zeit nirgends und am wenigsten in der feinen Gesellschaft Oesterreichs Anstoß erregte." Nur fürchte ich, daß in solchem Abkommen die gute Gräfin erlebte, was eine

in Coblenz ziemlich bekannte Frau im Geiste vorhersah. Die hatte viel von den häufigen Untreuen ihres ungleich jüngern Ehemanns zu leiden und klagte einstens einer Freundin, was so schmerzlich sie drückte. „Ich würde ihm Gleiches mit Gleichem vergelten, einen Liebhaber mir anschaffen," rieth die weltkluge Freundin. „O! ich kriege keinen, ich bin ja so schro," entgegnete die Trostlose. Schro ist eigentlich ein pöbelhafter Ausdruck, Gebildete sagen Schra.

In Bezug auf Liebschaften waren Vater und Sohn Metternich lange ein Herz und eine Seele, „und thürmten sich gar manchmal für den aimablen Grafen Clemens Verlegenheiten auf, so fand er im Vater gern einen erfahrenen Lehrer und Berather; oft freilich wurde dem alten Metternich ein wenig viel von der Naivetät seines Sohnes zugemuthet, denn es kam vor, daß Beide einem Gegenstand der Liebe gleichzeitig huldigten und in erotischen Zusammenkünften sich gegenseitig überraschten. Doch diese Harmonie des Geschmacks bot dem Leben einen pikanten Zusatz von dramatischem Stoff, den denn auch Kotzebue, der sich um jene Zeit in Wien aufhielt, einmal in seinem bekannten Lustspiel: Die beiden Klingsberge verwerthete, ohne daß die Originale noch die damalige Salonwelt sich groß über solche Indiscretion verwundert hätte."

Im J. 1801 wurde Graf Clemens als Gesandter bei dem Hofe von Dresden accreditirt. Damals, wie heute noch, wurde für die Diplomatie nirgends eine wissenschaftliche Basis erfordert; sie galt, in Oestreich zumal, „als eine angenehme Beschäftigung desjenigen Adels, der Ehrgeiz oder Lust zu Stellen und Aemtern besaß, und man setzte voraus, daß ein Cavalier das nöthige Talent ebenso wie den Rang und nothwendigen Reichthum mitbringe. Angenehmes Aeußere, Feinheit des Benehmens waren die einzigen Bedingungen, die man sonst noch zu stellen pflegte; wer noch mehr bieten konnte, war um so angenehmer. Das Recht von Gottes Gnaden war hier eben so stark vorhanden, wie bei den Souverainen, und die Kunst zu regieren damals auch im Entferntesten nicht so schwer, wie Unruhe und Anmaßung der Völker sie jetzt gemacht." Um dieses System hat

sich auch nachmalen, 1857, der Fürst gegen seinen Biographen ausgedrückt. „Ich habe keinen Ehrgeiz gehabt, sondern der Wille des Kaisers machte mich ohne mein Zuthun erst zum Gesandten im Haag, dann in Dresden, so daß ich aus dem Salon sogleich auf die höchste Stufe des Staates trat. Es war dies keine Erhebung, denn meine Familie nahm mit den höchsten Rang der Gesellschaft ein und ich hatte es nicht nöthig, Staatsstellungen zu bekleiden; auch bin ich später nicht gestiegen, denn ich wurde von Hause aus den höchsten Aemtern zugetheilt und habe ununterbrochen fast ein halbes Jahrhundert in deren Genuß zugebracht. Wenn ich für meine Zeit eine große Bedeutung erhielt, so lag dies lediglich in meinen persönlichen Eigenschaften, und da ich auch zum Vergnügen Chemie und Geologie getrieben, so hätte ich vielleicht als Professor dieser Wissenschaften ebenso viel Glück wie als Staatsmann gemacht."

Uebermäßiger Anstrengung bedurfte es in dem neuen Posten nicht, der Dresdener Hof verharrte in der ganzen Zähigkeit der Inertie auf der seit dem bayerischen Erbfolgekrieg beliebten Abhängigkeit von Preussen, und darin ihn zu stören ist dem Grafen Clemens nicht eingefallen. Gleichwohl hat er nachmalen Dresden als die eigentliche Wiege seiner staatsmännischen Bildung angegeben: von anmuthigen Träumen war wenigstens umgaukelt diese Wiege, bunte Abenteuer, Jagd- und Spielpartien mit Lord Minto, dem englischen Gesandten, mit den kurfürstlichen Ministern von Loß und Bose, Liebesaffairen mit dem kurfürstlichen Hofe nahverwandten Damen, aus denen er nie Geheimnisse machte, mit der Fürstin Bagration, mit der Herzogin von Kurland, von der auch noch später Rede sein wird. Aus dieser Traumwelt sollte Graf Clemens durch die politischen Ereignisse abgerufen werden. Oestreich schickte sich an, das wie niemals bedrohte England gegen einen unwiderstehlichen Eroberer in Schutz zu nehmen, suchte sich aber für den verzweifelten Kampf durch Bündnisse zu stärken. Zu dem Ende wurde Graf Stadion nach Petersburg entsendet, Metternich angewiesen, dessen bisherigen Gesandtschaftsposten in Berlin einzunehmen, im Hochsommer 1803. Dort ebenfalls ist er der fröhliche Lebemann ge-

blieben, wenn gleich der Ernst der Situation ausschließliche Hinneigung zu den Geschäften zu gebieten schien. Indessen soll es ihm wiederholt gelungen sein, halb und halb die Unschlüssigkeit des Königs zu überwinden, und nach Abschluß des Potsdamer Vertrags vom 3. Nov. 1805, dem er sehr förderlich gewesen ist, konnte Preussens Theilnahme bei der Coalition kaum mehr zweifelhaft genannt werden. Am Ende brach sich doch alles an dem Einflusse von Haugwitz und an einem in die Instruction für dessen Sendung nach Wien aufgenommenen Punkt. Darin war im Interesse des Friedens nachgegeben, daß Oestreich Tyrol verliere, und hat die darüber empfangene Mittheilung den Kaiser Franz bestimmt, sofort Frieden zu schließen, wie sein Enkel in verwandter Situation zu Villafranca gethan hat. Daß Bayern, Würtemberger, Badener in dem unglücklichen Feldzug von 1805 unter den Fahnen des Reichsfeindes stritten, glaubte Metternich durch die Fehler der östreichischen Politik verschuldet. „Wie kann man sich denn nur einen Augenblick über den Abfall der süddeutschen Fürsten wundern?“ sagt er. „Man hätte wenigstens seit dem Lunéviller Frieden aufrichtig und unaufhörlich daran denken müssen, ihnen Vertrauen zu zeigen, sich eine Vormauer aus ihnen zu bilden, den alten, bald offenen, bald heimlichen Erbkampf zwischen den Höfen von Wien und München gründlichst zu beschwichtigen, daß Bayern endlich im ruhigen Gleichgewicht eines wahren Mittelstaates nimmer nöthig haben sollte, gegen Oestreich stets den Schutz Frankreichs zu suchen.“ Mit den Geschichten Arnulfs des Bösen und Kaiser Ludwigs des Bayern, mit der Herzoge von Bayern Beziehungen zu Karl V, mit dem westphälischen Frieden, mit dem spanischen und östreichischen Erbfolgekrieg, mit der Neutralität von 1792 und ff. Jahren scheint er sich nicht viel beschäftigt zu haben, daß er aber den Charakter von Montgelas nicht erkannt hatte, ist unverantwortlich. Eine der Folgen des Presburger Friedens war Stadions Ernennung zum Minister der auswärtigen Angelegenheiten. Deß Nachfolger in Petersburg sollte Graf Clemens werden, das wünschte Kaiser Alexander, und er wurde auch im März 1806 von Berlin abgerufen, für die nordische Mission ausersehen.

„Doch Stadion, welcher den leichten und geschmeidigen Charakter des Grafen sehr wohl kannte, hielt ihn für geeigneter, die östreichischen Interessen Napoleon gegenüber zu vertreten, um so mehr, als sich zu diesem unangenehmen und vielen Uebermüthigkeiten eines hochfahrenden Siegers ausgesetzten Posten Niemand finden wollte."

In den Tagen der Stiftung des Rheinbundes begab Metternich sich auf den Weg nach Paris, und war ungemein gnädig sein Empfang bei dem Kaiser, wie sehr dieser auch geneigt sein mochte, den Vertreter einer jüngst noch feindlichen Macht seinen Uebermuth empfinden zu lassen. Napoleon ließ sich sogar herab, mit ihm über seine Jugend, die so auffallend contrastire mit der Gravität des uralten Hauses Oestreich, zu scherzen, und der Gesandte soll dem entgegnet haben: „Ew. Majestät waren bei Austerlitz nicht älter als ich," ein schreckliches, ein ehrloses Wort, so es gesprochen worden. „Neben der Gunst des Kaisers gewann Graf Metternich auch in den Salons persönlichen Einfluß; seine Liebenswürdigkeit und Geistreichigkeit führte auch hier in der Hauptstadt des Esprit dem lebefrohen Alcibiades liebeverlangende und mit Versuchungen spielende Frauen zu, während die Höflinge ihn hoch wegen seines feinen Benehmens und seiner cavalieren Eigenschaften stellten. Der Glanz, den er entfaltete, sein Aufwand, sein Haus waren überdies Ursachen genug, ihm die Gunst eines Hofes zuzuwenden, der viel Gewicht auf dergleichen Attribute eines Gesandten legte. Genug, überall wo Metternich seine persönlichen Eigenschaften einsetzen konnte, feierte er Triumphe; nur gehörten diese dem Cavalier, nicht dem Gesandten." Wenig Glück machte er in diplomatischen Verhandlungen: nicht daß er an Talleyrand einen allzu überlegenen Gegner gefunden hätte, sondern weil keine Möglichkeit, dem starren Willen des Mannes, vor dem Europa sich beugte, zu gebieten. Talleyrand nicht, Napoleon hat den für Oestreich so nachtheiligen Vertrag vom 10. Oct. 1807 geboten; es mußte den langgedehnten Strich auf dem rechten Ufer des Isonzo, samt dem wichtigen Gradiska abtreten, und für dieses Stück der Erblande das venetianische Monfalcone, kaum ein Zehntel des Abgetretenen, annehmen.

Seit Anfang des J. 1808 hatte Metternich sich in einen Liebeshandel mit der Großherzogin von Berg eingelassen, die jedoch, seine Huldigungen hinnehmend, fortwährend mit Junot verkehrte, wie dessen Frau mit dem Gesandten. »Junot entretenait avec Madame Murat, qui n'était encore que grande-duchesse de Berg, des relations fort intimes, non qu'elle eût pour lui un goût véritable, mais elle espérait, en l'enchaînant par ses faveurs, l'amener à servir ses vues ambitieuses. En effet, elle ne songeait à rien moins qu'à ménager à son époux l'héritage de l'empereur dans le cas où il aurait été tué dans une de ses campagnes. Murat se flattait d'avoir pour lui l'armée. De son côté, l'impératrice Joséphine songeait au même héritage pour son fils Eugène Beauharnais; et les deux belles-sœurs sentaient réciproquement de quelle importance, le cas échéant de la mort de Napoléon, il serait d'avoir pour soi le gouverneur de Paris. Lorsque Bonaparte était à Tilsit, Joséphine invita Junot à déjeuner, et le sonda pour savoir ce qu'il ferait. Junot, embarrassé par le nom d'Eugène que mettait en avant Joséphine, fit une réponse évasive de manière à ne point se compromettre; mais s'il lui fut aisé d'éluder les insinuations timides de la pauvre impératrice, qui n'était plus d'âge à séduire personne, il n'en fut pas de même de la grande-duchesse Caroline qui était la plus agréable, sans contredit, des sœurs de Bonaparte. »»Elle était fort élégante, dit Madame d'Abrantès, ouvrait toujours le bal avec le gouverneur de Paris, jouait au wisk avec lui, montait à cheval avec lui, le recevait seul de préférence à tout autre; enfin ce pauvre gouverneur de Paris qui n'était pas un ange et dont la tête et même le cœur, pour être bien à moi et à ses enfants, n'en étaient pas moins accessibles à des impressions passagères, ne put résister aux séductions qui naturellement s'offraient à lui..; il devint amoureux avec passion... Les résultats de cette malheureuse affaire ont été la mort et le malheur de Junot..; il fut exilé: car le gouvernement ou vice-royauté de Portugal n'était autre chose qu'un *exil doré*.«« Madame d'Abrantès ne dit pas tout: elle aurait

pu ajouter une scène scandaleuse entre elle et son époux à propos de M. de Metternich, qui faisait marcher avec autant d'habileté que de bonheur une double intrigue avec Madame Murat et Madame d'Abrantès. Chacune des deux se croyait la seule aimée. L'empereur, voulant mettre fin à ces désordres, fit saisir par le moyen de sa police et tomber entre les mains de sa sœur une lettre que le galant diplomate adressait à Madame Junot. Madame Murat envoya au mari la lettre fatale. Junot, non content de traiter militairement son épouse infidèle, voulait appeler en duel son heureux adorateur. Marmont, son compatriote et son ami, lui représenta que ce serait jouer trop gros jeu: »»L'empereur, lui dit-il, a le plus grand intérêt à bien traiter M. de Metternich. Il n'est déjà pas trop satisfait de toi, je te conseille de ne pas l'irriter par une démarche peu sage. Les torts de Metternich sont de ceux qu'un homme d'esprit ne venge jamais directement.«« Puis il lui conseilla d'user de représailles à l'égard de l'ambassadrice. D'autres amis tinrent à Junot le même langage et finirent par le persuader; mais s'il se dirigea vers Madame de Metternich, ce ne fut que pour donner une preuve authentique de son ignorance des formes de la bonne compagnie. Il envoya un de ses aides-de-camp complimenter l'ambassadrice et la prier de passer chez lui, ayant, disait-il, une communication à lui faire. Madame de Metternich renvoya l'aide-de-camp avec la réponse que méritait l'insolence d'un pareil message. Junot comprit la leçon; mais marchant de sottise en sottise, il ne se rend chez l'ambassadrice que pour lui dénoncer platement l'infidélité de son mari, et lui porter sa tendre correspondance avec Madame Junot. Les lettres étaient sans signature; Madame de Metternich affecta de ne point les connaître, et congédia Junot en lui reprochant d'avoir manqué de délicatesse et d'égards. Elle se plaignit à Napoléon, qui envoya sur-le-champ chercher Junot, et lui reprocha sévèrement son peu de savoir-vivre. Le général, toujours brusque, et ne se soumettant qu'avec peine aux habitudes de respect qu'exigeait le nouvel em-

pereur, répondit: »»Vous allez voir qu'il faudra me laisser faire.... sans me plaindre. Je voulais assommer le beau fils, et lui passer mon sabre au travers du corps. Marmont qui se mêle de me donner des avis m'a retenu. Il fallait pourtant le punir. J'ai montré ses lettres à sa femme. J'aurais dû prendre ma revanche avec elle. — A la bonne heure, répliqua l'empereur, la vengeance eût été selon les règles de la bonne compagnie; celle que vous avez prise ne convient ni à un galant homme, ni à votre rang.«« Puis il ordonna à Junot de lui apporter toutes les lettres avant la nuit, ce qui fut fait; et le général, qui sans cet incident n'aurait peut-être pas emmené sa femme en ambassade, n'eut garde de la laisser à Paris. Au surplus, ce départ était une véritable disgrâce; Bonaparte n'ignorait pas la publicité de la liaison entre Junot et Madame Murat; il avait eu avec lui sur ce sujet une explication des plus vives, dans laquelle Junot s'était permis de répondre en matamore à l'égard de Murat.«

Metternichs Liebesliaison mit der Schwester des Kaisers wurde sogar noch 1814, während die Alliirten in Frankreich, unterhalten, zum Erstaunen von Lord Castlereagh, der ein Paar aufgefangene zärtliche Briefe Metternichs an die Gemahlin des Königs Joachim gerichtet, zu Troyes im Hauptquartier zu lesen bekam. Daß der Diplomat sich bemühte, das vertraute Verhältniß mit einer dem Kaiser so nahe stehenden Dame zu benutzen, um möglichst dem Geheimniß von dessen Entwürfen einzubringen, ist eben so natürlich, als daß Napoleon auf den Einfall gerieth, die nämliche Verbindung in seinem Interesse auszubeuten. In einer großen Cour rief er der Schwester zu: »Amusez ce niais-là! Nous en avons besoin à présent!« Ihm war es von Wichtigkeit, bei der unerwarteten Wendung, welche die Dinge in Spanien zu nehmen schienen, in dem Beginn einer neuen Aera, um die Entschließungen des Wiener Hofs belehrt zu werden. Von beiden Seiten wurde jedes Mittel zur Anwendung gebracht, um das Räthsel zu lösen. Metternich soll Verbindungen mit Fouché und Talleyrand, den beiden Malcontenten angeknüpft,

von ihnen wichtige Belehrungen über die wahre Stärke und Lage des Riesen, der sich beigehen ließ, Europa erdrücken zu wollen, empfangen haben. In Beziehung auf Fouché hat Napoleon geäußert: »qu'il était sûr de trouver son vilain pied dans les souliers de tout le monde«; von dem andern ist es ausgemacht, daß es seine ausgezeichneteste Gabe, Resultate, denen er durchaus fremd, sich anzueignen. Bestimmtere Aufschlüsse über den Einfluß, welchen der beiden Celebritäten Mittheilungen auf Metternichs Ansichten geübt, und ob sie ihm die Ueberzeugung beigebracht haben, daß nie eine günstigere Zeit kommen würde, um mit Napoleon anzubinden, wären daher höchst wünschenswerth.

In Paris waren Metternichs officielle Beschäftigungen ziemlich einfacher Natur: er hatte die Beschwerden des Wiener Hofs über die Occupation von Rom, die Usurpation der drei östlichen Legationen und über die spanischen Angelegenheiten anzumelden; andererseits mußte er fortwährende Klagen über Oestreichs zweifelhafte Anhänglichkeit zu dem Continentalsystem, über dessen ausgedehnte, mehr und mehr erstarkende Rüstungen vernehmen. Ueber diesen Punkt namentlich entspann sich zwischen Champagny und Metternich eine Correspondenz von anfangs confidentiellem, dann officiellem Charakter. Metternich läugnete keineswegs, daß sein Hof rüste, erklärte aber zugleich, daß dieser nur Vertheidigung bezwecke, daß Oestreich nicht an Feindseligkeiten denke; man beabsichtige einzig auf Grund der gemachten Erfahrungen die militairische Organisation der Monarchie zu verändern, worin Frankreich weder zu Beschwerden, noch zu Besorgnissen Grund finden könne. Am 15. Aug. 1808, in großer Cour die Gratulationen für Namens- und Geburtstag empfangend, vergaß sich der eben aus Spanien zurückgekehrte Napoleon zu einem wüthenden Ausfall gegen den neapolitanischen Gesandten, Marchese del Gallo: der sei es, durch welchen er sich verleiten lassen, zu Leoben Waffenstillstand, zu Passeriano dem darniederliegenden Oestreich Frieden zu bewilligen, seine Königin Karoline, die unermüdliche Megäre der Zwietracht, sei nicht nur die erste Messaline des Jahrhunderts, sondern auch eine Tribade. — Welche Königin Karoline hierunter zu verstehen, hätte billig ein

Zweifel aufgeworfen werden können. Gallo konnte nicht mehr der Gesandte K. Ferdinands IV, des Gemahls der Erzherzogin Karoline, »qui avait cessé de régner,« sein, sondern muß den K. Joachim vertreten haben, der mit Karoline Bonaparte verheurathet, durch Dekret vom 15. Jul. 1808 zu dem Thron von Neapel berufen worden.

Zu subtil und zu gewagt wäre aber dergleichen Distinction den dort versammelten Staatsmännern gewesen. „Solcher unerhörten Beschimpfung eines Gesandten folgte eine ängstliche tiefe Stille des gesamten Hofes, der ahnete, daß das Ungewitter erst sein Vorspiel gehabt und seine Entladung nachfolgen werde. Unwillkürlich richteten sich Aller Blicke auf Metternich; denn wem anders als dem östreichischen Gesandten konnte der Hieb gegolten haben? In der That ging der Kaiser schnell, mit zusammengekniffenen Lippen und funkelnden Augen auf den östreichischen Gesandten los, nahm ihn, so sagte man, bei der Brust und fragte zornig: Was will denn Ihr Kaiser? — Er will, daß Sie seinen Gesandten respectiren, antwortete Metternich mit großer Geistesgegenwart," in scharfem Gegensatz zu dem, was sich in verwandter Situation am 1. Januar 1859 zu Paris ereignete.

Napoleon stutzte einen Augenblick, zog die Hand zurück, fuhr dann fort: „Meine Heere haben zwar jenseits der Pyrenäen einigen Verlust erlitten, doch werden, ehe das Jahr ablauft, keine Punkte in Spanien oder Portugal mehr aufständig, meine Adler in Lissabon und Cadiz aufgepflanzt, die scheußlichen Leoparden, deren Tritte noch das Festland besudeln, ins Meer gesprengt sein. Ich fordere gleichzeitig drei Conscriptionen ein, nicht nur um den spanischen Krieg schnell zu beendigen, sondern auch um Oestreich, mit dem ich übrigens in keiner Irrung mich befinde, Schach zu bieten. Nachdem Frankreich vier weit mächtigere Coalitionen besiegt hat, wird es gewiß auch vermögen, nöthigenfalls zugleich gegen Oestreich und Spanien siegreich die Waffen zu erheben. Die Kriege auf dem Continent haben jedesmal meine Macht gesteigert, England gröblich in seinen Hoffnungen getäuscht. Vergißt das Wiener Cabinet, aufgehetzt durch die Reichsritter und seine eigenen Aristokraten, daß ich den Kaiser Franz

an meinem Bivouac in Mähren begnadigt, und den russischen Pralern vergönnt habe, friedlich abzuziehen, so hat das Haus Lothringen, so vieler übermüthigen Großofficiere von Frankreich Wiege, aufgehört zu regieren." Kaltblütig hielt Metternich das Sturzbad aus, und es folgte eine zweite Entladung, die noch gefährlicher ausfallen konnte. In schneidendem Ton verwies ihm Napoleon seine Conferenzen mit Fouché und Talleyrand, mit Führern der spanisch-portugiesischen Opposition, mit Infantado, San Carlos, Castelfranco, Lima, Palmella, durch welche er sich zu den falschen Berichten an sein Cabinet habe verleiten lassen. Nichts brachte den Interpellirten aus der Fassung.

„Wer greift Sie an, daß Sie an Vertheidigung denken?" fuhr nach einer Pause Napoleon fort. „Wer bedroht Sie, daß Sie glauben können, nächstens angegriffen zu werden? Besteht seit dem Presburger Frieden zwischen uns die mindeste Uneinigkeit? Und doch erlassen Sie Proclamationen, zur Vertheidigung des Vaterlandes aufrufend .... Halten Sie die Gelegenheit etwa für günstig? Sie irren. Meine Politik ist einfach, weil redlich, weil ich das Bewußtsein meiner Kraft habe. Ich will 100,000 Mann nach Spanien schicken, werde aber gleichwohl im Stande sein, Ihnen die Spitze zu bieten. Sie rüsten, ich werde rüsten. Sie werden keine Macht des Festlandes für sich haben. Der Kaiser von Rußland wird Sie zur Ruhe ermahnen, das wage ich in seinem Namen Ihnen zu erklären. Ihr Kaiser will, das glaube ich, den Krieg nicht; ich traue dem Versprechen, so er bei jener Unterredung mir gab. Ich hatte seine Hauptstadt, den größten Theil seiner Provinzen eingenommen, gab fast Alles zurück. Glauben Sie, daß ein glücklicher Sieger, von Paris Meister, die gleiche Mäßigung bezeigt haben würde? Sicherlich nicht. Ihr Kaiser will den Krieg nicht, Ihr Ministerium will ihn nicht, und doch ist die Bewegung, durch Sie hervorgerufen, so stürmisch, daß der Krieg bald gegen Ihren und meinen Willen ausbrechen wird. In einer Proclamation haben Sie verboten, vom Krieg zu sprechen. Man glaubt aber den Thatsachen, nicht der Proclamation." Alles das hörte Metternich in der bewunderungswürdigsten Fassung, daß Napoleon selbst zugeben mußte,

er habe in seltener Unerschrockenheit den Sturm bestanden, auch von dem an sich einigermaßen beflissen zeigte, das für den Grafen persönlich Beleidigende durch Freundlichkeit und Anwandlungen von Vertraulichkeit auszugleichen.

Indessen wurde seit dem Erfurter Congreß die Spannung zwischen Wien und Paris immer bedenklicher, Metternichs Stellung immer peinlicher. Er sollte beruhigen, täuschen, friedliche Versicherungen geben, und die Thatsachen straften ihn der Lüge. Es wurde ihm letzlich eine bestimmte Erklärung abgefordert, welche zu geben, er sein Unvermögen bekannte, sie einzuholen, müsse er nach Wien reisen. Das that er im Dec. 1808, vielleicht nur, um sich zu überzeugen, daß für den Krieg Alles vorbereitet sei; nach Paris zurückgekommen, blieb er stumm, die verheißene Erklärung schuldig. Das wußte Napoleon zu würdigen, er verhandelte nicht mehr mit Metternich, sprach nicht mit ihm, ignorirte ihn. Persönliche Angriffe konnte der Gesandte aushalten, solches Ignoriren war ihm unerträglich. Am 2. März 1809 dem Minister Champagny Oestreichs Kriegsbereitschaft officiell notificirend, fragte er höchst naiv: „Weshalb hat der Kaiser nicht mit mir gesprochen?“ und Champagny entgegnete: „Der Kaiser spricht nicht mehr mit Ihnen, weil er lange vergeblich mit Ihnen sprach, und weil Sie durch trügerische Versprechungen bei ihm den Einfluß verloren haben, den man einem Gesandten zugesteht.“ Bei einer andern Gelegenheit, da er nochmals die Beschwerden seines Hofs vortrug, klagte Metternich, daß man im täglichen Verkehr ihm selbst nicht mehr die Rücksichten bezeige, die ein Gesandter Oestreichs verlangen könne, und Champagny erwiderte: „Der Kaiser zürnt dem Grafen Metternich nicht. Ihr Hof allein, indem er seine Versprechungen nicht erfüllte, hat die Würde Ihres Charakters verletzt.“

Bereits war der französische Gesandte von Wien abgerufen, Metternich blieb zu Paris, und übergab seines Hofs Erklärung vom 27. März, in welcher, unter herben Anklagen, die von Rußland und Frankreich gebotenen Garantien, falls Oestreich Frieden halten würde, zurückgewiesen, und mit der Eingabe dieses Ultimatums beinahe gleichzeitig überschritten östreichische Heere den

Inn und die Etsch. Harte Unfälle erwarteten ihrer in Bayern, Wien war von den Franzosen besetzt, und Metternich verharrte immer noch in seiner frivolen, fröhlichen Stimmung, den Parisern zu argem Scandal. Den 24. Mai endlich verlangte er seine Pässe, deren Ausfertigung doch mancherlei Schwierigkeiten begegnete, indem er nur erst den 2. Jul. unter militairischer Escorte zur Vorpostenlinie bei Komorn gebracht wurde, wo dann seine Auswechslung gegen das in Ungern zurückbehaltene französische Gesandtschaftspersonal erfolgte. Sofort begab er sich nach Wolkersdorf in das kaiserliche Hauptquartier.

Mit Abschluß des Waffenstillstandes von Znaim, 12. Jul. wurden Friedensunterhandlungen eingeleitet, die in Ungrisch-Altenburg zum Abschluß gebracht werden sollten. Die Bevollmächtigten waren Graf Metternich und Graf Nugent östreichischer, Champagny französischer Seits. Die Verhandlungen wurden den 17. Aug. eröffnet, von Metternich mit lebhaften Klagen über die Behandlung der von den Franzosen überzogenen Provinzen. Seine Absicht war, Zeit zu gewinnen. In der That wurde in den zwölf ersten Sitzungen nichts von Belang erreicht. Aber diese Taktik war auf die Dauer nicht zu verfolgen und alle Kunst und Geschicklichkeit vermochte nichts gegen den eisernen Willen eines Siegers, der sich in durchaus veränderter Situation zu Prag und Châtillon nicht minder unbeugsam ergab. Nachdem schon das Project einer Abdankung des Kaisers Franz auf die Bahn gebracht worden, gewannen die Unterhandlungen einen bessern Verlauf, nur wurden sie nicht in Altenburg fortgesetzt, sondern unmittelbar zwischen den beiden Kaisern, und ergab sich als ihr Resultat der Wiener Frieden vom 14. Oct., neben der Abtretung weiter Provinzen, dem unterliegenden Theile abermals ungeheure Opfer in Geld auferlegend.

Noch während der in Altenburg gepflogenen Unterhandlungen zum Staatsminister ernannt, übernahm Graf Metternich am 8. Oct. das bis dahin von Stadion geführte Portefeuille der auswärtigen Angelegenheiten. „Könnte ich diesen abgründlich leichtsinnigen Lebemann eines so ernsten und festen, fast altrömischen Gedankens fähig erachten," zürnte Stadion, auf Metternichs Antheil bei Ausbruch des Kriegs von 1809 deutend, „ich

hätte wahrhaftig geglaubt, er habe diese Riesenglut entzündet, die jetzt in ihrer Asche noch furchtbar drohend verglimmt, blos in der Gier, mein Portefeuille an sich zu reißen und auf meinem Platz zu stehen." Sehr bald ergab sich, daß er eine der Richtung des Vorgängers schroff entgegengesetzte Politik verfolgen werde. In der Erschlaffung, welche die Folge außerordentlicher Anstrengungen zu sein pflegt, hatte insbesondere unter der Generalität und dem Hofadel die Ansicht Platz gewonnen, daß jede fernere Auflehnung gegen die Napoleonische Herrschaft eitel Thorheit, und fortan Oestreich seine Blicke dem Osten zuzuwenden habe. Bei der Ohnmacht der Türkei sei es nicht allzu schwer, in der Eroberung der Donaufürstenthümer Ersatz für das Verlorne zu finden, sollte auch die Aussicht eines solchen Erfolgs die Wiederherstellung Polens, die Abtretung Galiziens, einen Krieg mit Rußland erfordern. Da man glaubte, Napoleon beabsichtige jene Wiederherstellung, so zweifelte man nicht, daß er auf diese Bedingungen die Eroberung der Donaufürstenthümer erleichtern würde. Unter allen Umständen hielt es die Partei für vortheilhaft, sich mit Napoleon zu verbünden, gegen Rußland Front zu machen. Sie bedachte nicht die unmäßige Ausdehnung einer Linie, die weit über die Naturgrenze, die siebenbürgischen Alpen hinausreichend, zu einem hoffnungslosen Vertheidigungskrieg gegen den nordischen Nachbar führen, Oestreich in die Rolle versetzen würde, welche nach Napoleons III wunderlicher Conception das improvisirte Reich der Rumänen, die vermeintliche eherne Mauer gegen Rußlands Vergrößerungsentwürfe, übernehmen soll. Wenn Oestreich dereinst berufen sein sollte, einen Kampf auf Leben und Tod mit den Moskowitern auszufechten, so hätte er nicht der Wallachei und Moldau, sondern ungleich höhern Zwecken, der Wiederherstellung des Reichs der Jagellonen, des Katholicismus an Dnieper und Düna zu gelten, Ideen, wildfremd den Kreisen, in welchen Metternich sich bewegte, gleichwie er zu scharfsinnig, um die Monarchie mit den vorläufig für sie durchaus werthlosen Donaufürstenthümern belasten zu wollen.

Anders verhielt es sich mit den übrigen Plänen jener Partei. In dem Gedanken eines französischen Bündnisses leuchtete dem

Minister wohl der einzige Hoffnungsstral für die Erhaltung des in seinen Grundfesten erschütterten Staats, ohne daß darin eine Erinnerung an die berühmte oder berüchtigte Allianz vom 1. Mai 1756, abgeschlossen zu einer Zeit, da von Frankreich weder etwas zu hoffen noch zu fürchten war, gesucht werden darf. Die Annäherung zu Napoleon, die somit die Basis für Metternichs Politik werden sollte, hat nur als Nothbehelf zu gelten, als ein Haschen nach der Zukunft, als ein Versuch, dessen Erfolg sich nicht im Geringsten voraussehen ließ. Aber in der Lage der Dinge mußte der momentane Vortheil den Ausschlag geben, und den zum Guten zü wenden, wurden Napoleons Heurathsprojecte das wirksamste Mittel. Es unterliegt keinem Zweifel, daß Metternich und eine starke, ihm zur Seite stehende Partei am Wiener Hofe die Bewerbungen des Imperators um die Hand einer russischen Großfürstin mit Schrecken verfolgten, denn solche Vermählung besiegelte die französisch-russische Allianz und warf Oestreich aus allen seinen Bahnen. Daher hatte man kaum, Ausgang Januar 1810, in Wien Kenntniß erlangt von den Schwierigkeiten, welchen Napoleons Freiwerberei in Petersburg begegnete, als der Gesandte zu Paris, Fürst Schwarzenberg angewiesen wurde, dem Herzog von Cadore (Champagny) bei passender Gelegenheit mitzutheilen, daß Kaiser Franz gern bereit sei, dem Beherrscher von Frankreich seine Tochter zu geben. In überraschender Hast kam Napoleon diesem Antrag entgegen: im Anfang Februars war bereits die Unterhandlung mit dem russischen Hofe abgebrochen, die mit Oestreich gepflogene dem Abschluß nahe. Am 7. März that Marschall Berthier die feierliche Anwerbung, der am 11. die Trauung par procureur, den 13. die Abreise der jungen Kaiserin folgte. Sie begleiten zu dürfen, hatte Metternich gewünscht, und durch die Gesandtschaft diesen Wunsch anmelden lassen. Es wurde ihm den 25. Febr. geantwortet, der Kaiser werde ihn gern sehen, nur möge er zu seinem Vergnügen, nicht als officieller Begleiter der Kaiserin reisen. Durch den Wink ließ er keineswegs sich abschrecken. Den 1. April traf er zu Compiègne ein, wo er der eigentlichen Trauung beiwohnte, dann beschäftigte er sich mit der Erneuerung alter Bekannt-

schaften, mit der Sondirung des Terrains in Bezug auf die projectirte Allianz, mit der Ausgleichung einiger aus dem Friedensvertrag vom 14. Oct. 1809 sich ergebenden Schwierigkeiten. In dieser Hinsicht gelang es ihm zu erwirken, daß ein Contributionsrest von zwölf Millionen in monatlichen Raten abzutragen, was bei der fortdauernden Geldnoth eine Erleichterung von einigem Belang, dann wurde die Verpflichtung erlassen, daß Oestreich nicht über 150,000 Mann unter den Waffen haben dürfe, daß also äußerlich wenigstens die Ehre und Unabhängigkeit der Monarchie hergestellt ward. Daß aber bei dieser Gelegenheit die unter Sequester gelegten Besitzungen des Fürsten Metternich, desgleichen der Schwarzenbergischen Familie am Rhein und in den Gebieten des Rheinbundes der Kaiser freigegeben habe, wird nur von den Bundesstaaten zu verstehen sein, denn gerade um diese Zeit wurde das in den französischen Departements Rhein-und-Mosel, Saar und Donnersberg belegene Metternichische Eigenthum definitiv den Staatsdomainen einverleibt.

Am 10. Oct. 1810 kehrte der Graf nach Wien zurück. Dort hätte eine klaffende Wunde, die steigende Unordnung in den Finanzen, die sorgfältigste Pflege erfordert. Den Grund des Uebels hatte der Minister des Auswärtigen gar wohl erkannt, wie das aus Anekdoten, die er nicht selten erzählte, sich ergibt. Der Finanzminister Graf Joseph von Wallis, doch endlich, vorzüglich durch Metternichs Bemühungen, von einem Posten entfernt, welchen auszufüllen er durchaus unfähig, wurde in Betracht seiner darin erworbenen Verdienste zum Präsidenten der obersten Justizstelle ernannt. Als solcher erhielt er durch Couriergelegenheit, gleich nach Mitternacht, den berühmten, von K. Ludwig XVIII gestifteten, dem Gonzenheimer Bennel gleichgeachteten Lilienorden. Augenblicklich mußte alles, was von dienstbaren Geistern vorhanden, ausrücken, um, durch die weite Stadt sich verbreitend, die Herren von der Justizstelle zu dem Hrn. Präsidenten zu rufen. Stunden vergingen, bis sie insgesamt vereinigt, eine weitere Stunde noch brachten sie in der gespanntesten Erwartung gähnend zu. Dann endlich öffnete sich die Flügelthüre, und es trat unter sie der Minister, den Lilienorden

dem Schlafrock angeheftet, sprechend: „Sie sehen, meine Herren, die neue Auszeichnung, welche ich der Gnade des Königs von Frankreich verdanke; ich habe Sie in Kenntniß setzen wollen von dem mir gewordenen Glück und wünsche Ihnen geruhsame Nacht.“ Minder beschwerlich war ein anderer Dienst, den von seinen Räthen der Präsident forderte. Er hielt auch im Alter sich für den vollendetesten Reiter, und glaubte mit seinen Reitkünsten Aller Augen auf sich ziehen zu können. Aber die Bewunderung versagte ihm das eigensinnige Publicum; dafür sich zu entschädigen, hat er seinen Räthen und Expedienten zur unwandelbaren Pflicht gemacht, jedesmal, wenn er zu Gaul steigen wollte, zu erscheinen und in Begeisterung dem kühnen Roßbändiger ihren Beifall zu bezeigen. Solchen Händen hat, wie gesagt, Metternich das wichtige Departement, die eigentliche Quelle des Staatslebens entwunden, aber weiter haben sich nicht erstreckt, konnten sich vielleicht, nach Maasgabe seiner Stellung, seine Verdienste um die Finanzen nicht erstrecken, abgesehen davon, daß sie in der Regel für Staatsmänner, wie für Rechtsgelehrte ein verschlossenes Buch bleiben.

In Erwartung von Dingen, die da kommen sollten, in mancherlei Vorbereitungen wurde das Jahr 1811 zugebracht. Das Cabinet der Tuilerien blickte mit einigem Mißtrauen auf das bunte Treiben in Wien, ließ sich jedoch durch seinen Gesandten Otto beruhigen, der auch nicht anstand, der Anfrage Champagnys, ob der tiefverschuldete Graf Metternich ein Geschenk Napoleons annehmen möchte, die Versicherung entgegenzusetzen, daß es einer Bestechung keineswegs bedürfe, indem der Graf aus persönlicher und politischer Ueberzeugung der Sache des großen Kaisers ergeben sei. In gleichem Sinne äußerte sich nachmalen Bignon: „Der leichtfertige Mann (Metternich) war keineswegs ein falscher, der Verschwender kein bestechlicher, und der, welcher für das Vergnügen allen Nationen angehörte, blieb 1811 und theilweise 1812 in der Politik Franzose.“

Für den russischen Krieg sich bereitend, fand Napoleon es nöthig, sich der Beihülfe von Oestreich und Preussen zu versichern. Nachdem er gleich nach der Heurath die ihm nahe ge-

legte Allianz mit Oestreich in gewisser Hochmüthigkeit abgelehnt hatte, fand er sich das Jahr darauf in dem Falle, sie zu suchen, schon um das Bemühen Rußlands, mit dem Wiener Hof wieder in freundliche Beziehungen zu treten, gleich im Beginn zu vereiteln. Metternich übereilte sich nicht, das angebotene Bündniß einzugehen. Er zögerte, in der Absicht, für den im Anfang geringen Preis eine Erhöhung zu erhalten, verhandelte, redigirte fast ein Jahr. Das Bündniß, laut dessen Oestreich einzig für den Krieg mit Rußland ein Hülfscorps von 30,000 Mann stellen sollte, die unzertrennbar, stets ein eigenes Armeecorps ausmachen würden, kam den 14. März 1812 zu Stande.

Zu Sitz gelangt in dem Parterre von Kaisern und Königen, welchem am 16. Mai 1812 Napoleon in seiner vollen Herrlichkeit sich zeigte, will Metternich damals schon an das nahende Verderben des Weltstürmers geglaubt, und auf diesen Glauben seine fernere Politik gebaut haben. Er äußerte, seinem Biographen gegenüber: „Ich kam zweimal in Dresden mit Napoleon zusammen, und jedesmal am Vorabend der größten Ereignisse; das erste Mal, im Jahr 1812, stand Napoleon auf der Höhe seines Glücks, und ich glaubte nicht mehr daran; das zweite Mal, 1813, fand ich ihn am Rande des Abgrunds und zeigte ihm denselben. Ich konnte nach den Unterredungen, die ich mit ihm 1812 in Dresden hatte, nicht daran zweifeln, daß der Kaiser nicht mehr derselbe war wie früher; er besaß eine Heftigkeit, die aus der Selbstunsicherheit entspringt, eine Unstätigkeit der Gedanken, die sich auch im Blicke offenbarte und welche gewöhnlich bei einem Genie die Furcht vor dem eigenen Untergang bedeutet." Sollte in diesen Worten angedeutet werden, was mir nicht klar, daß Metternich bereits im Mai 1812 eine Ahnung von dem Zusammensturz des Kaiserthums gehabt habe, so möchte ich ihn wohl einer Selbsttäuschung bezüchtigen, die einem lebhaften Wunsch entsprungen, allgemach unter der Gewalt der Ereignisse sich zu dem Gedanken ausbildete, er habe das Alles vorausgesehen. Als Oestreich der Coalition beitrat, stellte sein Vertreter keinerlei Bedingungen auf, wie dringend nothwendig dergleichen z. B. in Bezug auf Westgalizien gewesen wären, er

durfte nur fordern, hat aber nichts gefordert, weil er die Möglichkeit eines glücklichen Kriegs nicht ahnte.

Nach Wien zurückgekehrt, hätte der Minister zunächst mit seinem Herren um die einzuhaltende Richtung sich verständigen müssen, wäre er nicht gewohnt gewesen, die eignen Ideen denen des Kaisers unterzuordnen, wie entschieden sie auch den seinigen entgegenstehen mochten. Daraus erklärt sich alle sogenannte Metternichische Politik. „Scharfsinnig, gewandt, ausgestattet mit allen Vorzügen der äußern Form und Wohlgefälligkeit, war der Graf doch viel zu wenig ein Staatsmann, der für eine große Idee sich aufzuopfern verstand, und ein viel zu großer Hofmann, um ein politisches System schaffen zu können. Er konnte das Gegebene dekoriren und ausbauen, theils ganz nach den Angaben des Bauherrn, theils nach eigenen Ideen; doch war es ihm ewig fern, die Festigkeit und innere Gesundheit, die Nützlichkeit und Schönheit in etwas Anderem als der äußern Wirkung und im Erfolge zu finden.

„Kaiser Franz war es, der die Unterlage Dessen gab, was Metternich später in nach seiner Weise ausgeschmückten Vervollkommnung sein System nannte. Der Kaiser war ein starrer, autokratischer Geist, ein unversöhnlicher Feind der Revolution, erfüllt von dem Wesen der Grundsätze seiner Dynastie, die er als politisches System aufstellte. Er besaß eine eiserne Consequenz, um seinen Zweck zu erreichen, und wich er auch, durch die Noth der Umstände gezwungen, öfter von der geraden Bahn ab, so war er doch weit entfernt, das Ziel aus den Augen zu verlieren. In ihm repräsentirte sich unter einfachem, schlichten Wesen das fürstliche Patriarchenthum, das seinen Willen Niemanden unterordnete und nach eigenem Ermessen das Größte und Kleinste im Reich zu bestimmen liebte. Er war, wie Ludwig XIV, der Staat; in ihm identificirte sich Oestreich, und seine Interessen sollten die seines Reiches sein.

„Ein unabhängiger, mit selbstständigen Grundsätzen erfüllter Minister würde mit einem solchen Charakter in allzu viele Widersprüche gekommen sein, um lange das Vertrauen und die Sympathien des Kaisers als vornehmster Rathgeber zu besitzen. Der

Geschmeidigkeit und eigenen Unfertigkeit, wie sie Metternich besaß, war es allein möglich, nicht nur während der großen Krisis von 1812 bis 1813, sondern auch während der übrigen Zeit von Kaiser Franzens Regierung das Ruder des Staatsschiffes zu führen. Er that es auf und nach des Kaisers Befehl, anfangs widerstrebend und gegen die eigenen Anschauungen, später aus wirklichem Interesse. Wie sich der Kaiser erst allmälig zu seinem Minister hingezogen fühlte und ihm einen wirklichen Einfluß auf sich gestattete, so arbeitete sich auch Metternich erst nach und nach in die Prinzipien und Ansichten seines Herrn hinein, um sie dann theils mit den seinigen zu identificiren, theils dieselben doch als die eigenen auszugeben. Erst später, nach dem Wiener Congreß, ließ der Kaiser seinem Minister freie Hand hinsichtlich der auswärtigen Politik, während für die innere Verwaltung seine Stimme nur selten entscheidend war und Kaiser Franz, der so viel arbeitete, daß er sich selbst für einen sehr brauchbaren Hofrath hielt, diese Angelegenheiten meistens allein erledigte.

„Metternich hatte freilich die Alliance mit Napoleon auch nicht für mehr als einen politischen Schachzug angesehen; indessen seit der Vermählung hatte er sich schon daran gewöhnt, in dem Anlehnen an Frankreich Oestreichs Kräftigung zu ermöglichen. Er war zu furchtsam und zu klug, sich den Gefahren eines Krieges auszusetzen; er liebte seine Stellung zu sehr, um nur im äußersten Nothfall und bei der möglichsten Garantie von Vortheilen sich zu entschlossenen Handlungen zu verstehen. In der Alliance mit Napoleon erkannte er, wenn auch kein Glück, so doch einen Vortheil Oestreichs, und ehe nicht des Weltbezwingers Gestirn erbleichte, war Metternich nicht Willens, aus dem Gefolge des französischen Kaisers zu verschwinden. In dieser Hinsicht harmonirte er vollkommen mit seinem Gebieter; nur brachte dieser dem momentanen Bündniß mit seinem Schwiegersohn seinen Haß und seine Sehnsucht nach Vergeltung zum Opfer, während die Metternichsche Natur zu schwach und biegsam war, um Gefühlen des Hasses und der Rache jemals Raum zu gönnen. Er meinte es bis zu einem gewissen Punkt ehrlich mit Napoleon, dessen Genius er bewunderte und den er, nach seinen conserva-

tiven Anschauungen, als etwas Existirendes erhalten wissen wollte. Kaiser Franz fühlte sich in seiner Souverainität selbst bei zu erzielenden Vortheilen viel zu sehr durch die in der Noth eingegangene Alliance gedemüthigt, um nicht bei erster Gelegenheit die Fessel abzustreifen und die volle Selbstständigkeit möglichst mit reicher Entschädigung der durch die Kriege erlittenen Verluste zu erlangen. So erhielt denn Metternich schon beim Ausbruch des russischen Krieges vom Kaiser Befehl, sich nicht mehr als absolut nöthig mit dem Geschick Napoleons zu verflechten und besonders die Hülfstruppen möglichst zu erhalten. So ward denn auch der Krieg mit unleugbarer Zurückhaltung geführt."

Das hat Napoleon selbst nicht wenig dem östreichischen Feldherren erleichtert durch einen dem Meister in der Kunst unverzeihlichen Fehler. Er hatte nicht wahrgenommen, daß Volhynien für Polen ist, was Böhmen für Deutschland, ein Donjon, eine Citadelle, die alles unter ihr Gelegene beherrscht, und überließ die Eroberung einer Provinz, die der Mittelpunkt aller seiner Operationen hätte sein sollen, seinem äußersten rechten Flügel, dem östreichischen Hülfscorps. Dadurch wurden seine Communicationslinien gebrochen, sobald die russische Donauarmee sich in Bewegung setzen konnte, und in grauenhafter Weise endete an der Beresina das von Moskau her ihn verfolgende Desastre. Auf seine eigenen Kräfte reducirt, befand Schwarzenberg sich einigermaßen in die Nothwendigkeit versetzt, im Januar 1813 durch Vertrag den Russen das Herzogthum Warschau zu überlassen und mit den östreichischen, polnischen und sächsischen Truppen sich auf Krakau zurückzuziehen.

Als vorläufig der Krieg geendigt, faute de combattans, fand die Diplomatie, daß es an der Zeit, aus ihrem Incognito hervorzutreten. Bereits im Nov. war dem Londoner Cabinet mitgetheilt worden, daß Oestreich gedenke, eine den Frieden anbahnende Stellung einzunehmen. Gleich nach Neujahr ließ Metternich die Russen wissen, daß sie getrost gegen Oder und Elbe vordringen möchten, Oestreich würde handeln, sobald es fertig sei. Hinsichtlich Preussens fand insgeheim ein Austausch der

Cabinetsansichten statt: vielleicht war schon zu Dresden im Mai 1812 eine Annäherung zwischen Hardenberg und Metternich angebahnt worden. Von der Stimmung in Wien mag doch eine Kunde an Napoleon gelangt sein. Noch aus Wilna, 3. Dec. wurde der Gesandte in Wien, Otto angewiesen, eine aufmerksame, selbst mißtrauende Beobachtung den Schritten und Meinungen des östreichischen Cabinets zuzuwenden. Schon am 5. Dec. mußte Otto von Metternich selbst hören, daß die Allianz mehr zu Napoleons, als Oestreichs Vortheil, und daß dieses in einem Revirement auf die mächtigsten Allianzen und großen Gewinn rechnen könne, abgesehen von der öffentlichen Stimmung, welche laut fordere, daß man gegen Frankreich Partei nehme. Der Zusatz, daß man im Cabinet die Allianz mit Frankreich viel zu hoch halte, um ihr untreu zu werden, wirkte beruhigend.

Am 3. Januar hatte der Ton sich bedeutend geändert. „Sagt uns offen," meinte im Gespräch mit Otto der Minister, „was Ihr thun wollet, und setzt uns in den Stand, gegen Euch als guter Bundesgenosse, gegen die Andern als selbstständige Macht zu handeln. Wir sind durchdrungen von dem Geist der Allianz und können Euch wesentliche Dienste leisten." Deutlicher tritt in den nächsten Tagen die eigentliche Meinung hervor. „Deutschland, Preussen, Polen, Oestreich besonders leiden unter dem Stand der Dinge. Es ist daher natürlich, daß wir den Frieden aufs Dringendste wollen. Sobald uns der Kaiser seine Ansichten darüber mittheilt, werden wir sie geltend machen. Er möge nur volles Vertrauen in uns setzen, offen mit uns reden." Dem schloß sich wie zufällig die Mittheilung an, daß man von der andern Seite um die Freundschaft von Oestreich werbe, England eine Subsidie von zehn Millionen Pfund angeboten habe, „die aber mit Verachtung zurückgewiesen worden".

Napoleon berücksichtigte kaum Metternichs Absichten, er hatte nichts dagegen, daß dieser sich mit der Einleitung eines Friedens beschäftige, aber Vollmacht dafür zu geben, oder Oestreich der durch das Bündniß vom 14. März 1812 eingegangenen Pflichten zu entbinden, oder, was vielleicht vor Allem Metternich wollte, eine neue Allianz zu erkaufen, dazu wollte Napoleon sich nicht

verstehen. Metternich hingegen, den Worten nach die Allianz festhaltend, ignorirte sie in den Thatsachen, und operirte, als sei er Napoleons Bevollmächtigter oder Schutzherr geworden. Wessenberg mußte nach London, Lebzeltern ins russische Hauptquartier gehen, um den Frieden zu befürworten, die Stimmungen zu ergründen, Anknüpfungsfäden zu suchen. Um ganz unabhängig von Frankreich sich darzustellen, wurden die für den Bedarf neuer Rüstungen angebotenen Subsidien in feiner Weise abgelehnt. So war aus einer Allianz allmälig und lediglich durch eine gut angebrachte Schwerverständlichkeit des Grafen von Metternich eine Verwendung, dann durch eine leichte Schwenkung schon eine Intervention geworden. Der Standpunkt, den die Allianz dem östreichischen Cabinet anwies, war somit längst verlassen. Freilich wollte Metternich dies weder wahr haben, noch merken lassen, und er erklärte noch Ende Januar dem Gesandten Otto, daß man 100,000 Mann mobil mache und um 30,000 Mann das Hülfscorps vermehren, mithin mehr leisten werde, als wozu man sich verpflichtet habe. Zugleich wurde Fürst Schwarzenberg von der Armee abgerufen, damit er, Bevollmächtigter an dem Pariser Hofe, „vor ganz Europa einen schlagenden Beweis von den Gesinnungen Oestreichs gebe, indem er, Führer des Hülfscorps bei seinem Chef erscheine, persönlich dessen Befehle einzuholen.“ Im halben Febr. versicherte Metternich dem gläubigen Otto, daß man in Paris falschen Begriffen von der Mobilmachung sich hingebe, daß man das dort anstößige Wort Vermittlung nie gebraucht habe, sondern daß es sich um eine Intervention handle, um die Intervention eines Alliirten, der erschöpft durch den Krieg, sich nach Frieden sehne. „Unsere Allianz mit Frankreich ist so nothwendig, daß, wenn Ihr sie brechen solltet, wir Euch morgen eine neue vorschlagen würden auf dieselben Bedingungen.“ Schließlich wurde angedeutet, daß Rußland die Intervention billige und annehme, auch von den glänzenden Anerbietungen, die man Oestreich mache, gesprochen.

Eine der nächsten Folgen der Erhebung Preussens war des Grafen von Narbonne Sendung nach Wien: um jeden Preis sollte er den auf der östreichischen Politik ruhenden Schleier

lüften. Zu dem Ende brachte dieser in der Note vom 10. April die Theilung von Preussen zwischen Rußland, Oestreich und Sachsen in Vorschlag: Oestreich sollte Schlesien haben, etwan auch die illyrischen Provinzen, wie man zu Paris dem Fürsten Schwarzenberg zu verstehen gab. Kühl nahm Metternich das verspätete Gebot auf, und einige Tage nachher, 1. Mai gab er die trockene Erklärung, daß Oestreich, den Frieden herbeizuführen, zur bewaffneten Vermittlung schreiten werde. Zugleich schrieb er an Narbonne: „Ich hoffe, daß der Kaiser Napoleon dem Mann etwas Vertrauen schenkt, der zum großen Theil die zwischen Oestreich und Frankreich waltenden Beziehungen herbeigeführt hat. Kann es denn in der Natur der Dinge liegen, daß dieser Mann zu dem Sturz des Wirkens von mehren Jahren in dem Augenblick beitragt, wo ein durchaus günstiges Ereigniß dem Kaiser, Ihrem Herren, jeden Zweifel benehmen muß?"

Den 2. Mai war bei Lützen geschlagen worden. Zu Dresden in des Königs Cabinet fand Napoleon eine Correspondenz, die vollständiger, denn Narbonnes Berichte, um Metternichs Bestreben, ihn gänzlich zu isoliren und auf diese Art den östreichischen Friedensvorschlägen geneigter zu machen, ihn belehren konnte. Die letzten Zweifel mußten schwinden bei dem Anblick der am 8. Mai von Metternich in einer Note an Narbonne aufgestellten Friedensvorschläge: darin war die Auflösung des Rheinbundes, Rückgabe der illyrischen Provinzen an Oestreich, Verzicht auf die Hansestädte, Auflösung des Herzogthums Warschau und Wiederherstellung der preussischen Monarchie verlangt. Tiefen Ingrimm empfand Napoleon, daß ihm, dem Sieger solche Demüthigung zugemuthet werde von einer Macht, die noch keine Kanone gelöset hatte, aber er konnte seine Gefühle nicht sofort geltend machen, verlangte nur in dem Schreiben vom 14. Mai, daß Oestreich die unbewaffnete Neutralität ergreife, erklärte dann auf ferneres Drängen seine Bereitwilligkeit, auf einem Congreß in neutraler Stadt den allgemeinen Frieden zu verhandeln. Die Freude um diesen wesentlichen Erfolg wurde indessen dem Minister des Auswärtigen vergällt durch die Nachricht, daß Napoleon kurz vor der Schlacht bei Bauzen versucht habe, mit Alexander einen

Separatfrieden zu schließen. Kaiser Franz und sein Minister geriethen in die äußerste Bestürzung, denn das Gelingen eines solchen Versuchs, dem der Russen neueste Niederlage, die Desorganisation ihrer Armee gebieterisch das Wort redete, mußte Oestreich in vollständiger Isolirung der Rache Napoleons anheimgeben. Rasch wurde die Reise nach Gitschin beliebt, 31. Mai, für welche Metternich des Kaisers Begleiter. Sie wollten den beiden Heeren und den Dingen näher sein.

Kaum war Metternich zu Gitschin angekommen, als sich Graf Nesselrod bei ihm einfand, mit der Erklärung, daß, wenn Oestreich jetzt nicht das Schwert ziehe, Rußland sich genöthigt sehen würde, auf die günstigen von Napoleon gebotenen Bedingungen Frieden zu schließen. Ohne sich hierdurch einschüchtern zu lassen, entgegnete Metternich, daß er in der Rolle des Vermittlers verharre, zugleich das Versprechen gebend, er werde, sofern Frankreich auf seine Vorschläge nicht eingehe, der Allianz beitreten. Einstweilen wurde nach vielen Streitigkeiten und Zögerungen Seitens der Verbündeten am 4. Juni Waffenstillstand auf sechs Wochen abgeschlossen, während welcher Zeit die Vermittlung Früchte tragen konnte. Am 15. Juni ließ Metternich durch Bubna eine Note übergeben, worin Napoleon eingeladen, seine Vorschläge für den Frieden aufzustellen, welchen dann Oestreich seine Unterstützung leihen würde. Zugleich verlangte er die Suspension des Bundesvertrags für die Dauer der Vermittlung. Napoleon wollte nur die Suspension von zwei Artikeln zugestehen. Es wurden in dieser Hinsicht mehre Noten gewechselt, und ließ Metternich anfragen, ob der Kaiser vorziehen würde, daß er persönlich nach Dresden komme, um sich mit ihm ohne fernern Zeitverlust zu verständigen. In der Antwort sagte Maret, schier unhöflich, daß man noch zu wenig vorgeschritten sei, um eine persönliche Verhandlung nöthig zu finden.

Dessen hätte es kaum bedurft, um die Ueberzeugung zu erwecken, daß Napoleon den Frieden nicht wolle, und die Nothwendigkeit eines nähern Anschlusses zu den Alliirten einsehend, fuhr der Minister nach Opoczna, um dort mit Kaiser Alexander und dem König von Preussen mündliche Verabredungen hinsichtlich

von Oestreichs Beitritt zu der Coalition zu treffen. Daß man dort die ganze Tragweite eines solchen Ereignisses erkenne, mußte man aus dem Empfang des Ministers schließen, aus der Bereitwilligkeit, mit der man auf seine hier wiederholte Erklärung, daß Frankreich lediglich den Rheinbund, die Hansestädte, das Herzogthum Warschau aufzugeben, die Restauration von Preussen zu bewilligen habe, einging. Es verpflichtete sich demnach Kaiser Franz in dem Vertrag von Reichenbach, 27. Juni, Frankreich den Krieg zu erklären, wenn es bis zum Ablauf der Waffenruhe die von Oestreich formulirten Bedingungen nicht angenommen haben würde. Ohne Zweifel hatte Napoleon doch endlich die Folgen, welche die Fahrt nach Opoczna für ihn haben konnte, bedacht, daß er für gut fand, einzulenken. Metternich, den 22. oder 23. Juni zu Gitschin wieder eingetroffen, wurde überrascht durch eine mittlerweile eingelaufene Depesche, worin Napoleon ihn nach Dresden forderte, um die Zwistigkeiten persönlich zu ordnen.

Den 25. Juni kam Metternich zu Dresden an, und wurde es sein Bestreben, in wiederholten Conferenzen mit Maret die streitigen Punkte, als die Suspension der Allianz und die Art und Weise der Vermittlung, zu erledigen. Es ergaben sich hierbei Reibungen, geeignet, den Ausgang des Hauptgeschäftes vorhersehen zu lassen. Am 28. Juni Nachmittags wurde des Kaisers Franz Vertreter in dem Palast Marcolini von Napoleon empfangen. Die Vorzimmer waren erfüllt von Generalen und Diplomaten, die in sichtbarer Aengstlichkeit in des Grafen Zügen zu lesen suchten. Berthier geleitete ihn zur Thüre des Cabinets, verschwand mit den Worten: „Bringen Sie uns den Frieden? Seid doch vernünftig... beenden wir den Krieg, das thut uns Noth, und Euch nicht minder.“

Der Kaiser, zum Empfang vorbereitet, den Degen an der Seite, den Hut unter dem Arm, in Zügen und Augen verhaltener Zorn, grüßte höflich, doch kalt. „Da sind Sie also, Herr von Metternich, Sie kommen sehr spät!“ Sofort ergoß er sich in den heftigsten Vorwürfen, daß seit Abschluß des Waffenstillstandes 24 Tage verlaufen seien, ohne daß irgend der Frie-

den gefördert worden. „Unter dem Vorwand, den Frieden herbeizuführen, habt Ihr gerüstet, und jetzt, mit Euren Rüstungen fertig oder beinahe, maßt Ihr Euch an, die von meinen Feinden gemachten Bedingungen mir aufzudringen; mit einem Wort, Ihr gebahret Euch als Leute, die bereit sind, den Krieg zu erklären. Gestehen Sie nur, Sie wollen Krieg mit mir. Die Menschen sind doch unverbesserlich; die Lehren nützen niemals! Ich habe die Russen und Preussen geschlagen, tüchtig geschlagen, wenn sie auch Ihnen das Gegentheil sagten. Wollt Ihr auch Euer Theil haben? Gut, Ihr sollt es haben. Auf Wiedersehen in Wien für den October!“ Kalt und vornehm höflich entgegnete Metternich: „Sire, wir wollen Ihnen den Krieg nicht erklären, aber einem Zustand abhelfen, der für Europa unerträglich geworden, uns Alle, und jeden Augenblick mit allgemeiner Zerstörung bedrohet. Eure Majestät sind dabei gleich uns interessirt, denn auch Sie kann das Glück einmal verrathen, und bei dieser schrecklichen Wandelbarkeit der Dinge wäre es keine Unmöglichkeit, daß Sie durch Unglücksfälle betroffen würden.“

„Was wollen Sie denn, was verlangen Sie von mir?“ fragte Napoleon. — „Den Frieden, einen nothwendigen, unumgänglichen Frieden, einen Frieden, dessen Sie bedürftig sind wie wir, der Ihre und unsere Lage sichere.“ Dann trug in möglichster Schonung Metternich die Bedingungen vor, welche den Frieden gewähren könnten. „O ich durchschaue Euch,“ zürnte Napoleon. „Ihr Oestreicher wollt ganz Italien: Eure Freunde, die Russen wollen Polen, die Preussen Sachsen, die Engländer Holland und Belgien, denn gebe ich heute nach, so fordert Ihr morgen diese Gegenstände Eurer Begehrlichkeit. Aber dann macht Euch gefaßt, Millionen Menschen auszuheben, mehrer Generationen Blut zu vergießen, bevor Ihr am Fuße des Montmartre mit mir verhandeln könnt. Eure Souveraine, auf Thronen geboren, können nicht verstehen, was ich empfinde. Kommen sie geschlagen in ihre Residenzen zurück, das kümmert sie wenig. Aber ich, der Mann des Krieges, bedarf der Ehre, des Ruhms, ich kann nicht verkleinert zu meinem Volk zurückkommen, ich muß groß, berühmt, bewundert bleiben.“

Dem stellte Metternich entgegen: „Wann aber würde dieses aufhören, falls Niederlage oder Sieg in gleicher Weise den Grund abgeben sollte, diese unseligen Kriege fortzusetzen?" — „Ich gehöre mir nicht an, sondern dem braven Volk, das bereit, auf meinen Ruf sein edelstes Blut zu vergießen." — „Sire, dieses brave Volk, dessen Muth die Welt bewundert, hat selbst der Ruhe nöthig. Sie haben die letzten Rekruten, Kinder beinahe, aufbieten müssen... was beginnen, wenn diese dahin sind? Werden Sie noch jüngere Leute einberufen?" Diese Worte reizten den Kaiser von neuem; sein Antlitz verzerrte sich, und seiner nicht mehr Herr, warf er den Hut von sich, oder ließ ihn zur Erde fallen. Das schien Metternich nicht zu bemerken, ließ den Hut liegen. „Herr," fuhr der Kaiser auf, „Sie waren nie Soldat, haben nicht gelernt, wie ich, das eigene und Anderer Leben verachten. Was sind mir 200,000 Menschen?" — „Oeffnen wir," entgegnete Metternich, „Thüren und Fenster, auf daß ganz Europa Sie höre (si fabula vera)." Einigermaßen betroffen, meinte der Kaiser, er habe der Franzosen weniger, als der Hülfsvölker geopfert, dann auf den russischen Krieg kommend, wollte er ihn nur als eine verfehlte gewöhnliche Wintercampagne gelten lassen. Während er also sprach, schritt er hastig auf und ab, schob wüthend mit dem Fuß den auf der Erde liegenden Hut in einen Winkel, und beklagte nochmals, als einen großen Fehler, die Heurath mit der Erzherzogin. „Für Napoleon den Eroberer ein Fehler," erinnerte Metternich, „für den Begründer des Kaiserreichs kein Fehler." — „Fehler oder nicht! Ihr wollt mir also den Krieg erklären?" und damit zählte er seine Streitkräfte auf. Dann zog er den Minister in ein Seitengemach, zeigte ihm Karten und Angaben von der Stärke der östreichischen Kriegsmacht, woraus sich ergeben sollte, daß sie für ihn keineswegs beunruhigend, und Kaiser Franz am besten mit der Neutralität fahren würde. „Ihr wollt Illyrien, gut, ich gebe es Euch, aber bleibt neutral, und ich schlage mich neben Euch, ohne Euch. Den Frieden, den Ihr wollt, geb ich, aber Eure Vermittlung will mir ihn dergestalt aufdringen, daß ich in den Augen der Welt als ein Besiegter erschiene, der ich doch eben zwei Siege erfochten habe." Der

Minister, auf die Nothwendigkeit der Vermittlung zurückkommend, versicherte, daß sie keineswegs Gesetze vorschreiben, nur als freundschaftliche Intervention auftreten wolle. „Also, Sie bestehen dabei," brausete Napoleon auf, „Sie wollen mir Gesetze vorschreiben! Gut, so sei denn Krieg, auf Wiedersehen in Wien!"

So endigte die berühmte Audienz, nachdem sie an sechs Stunden gedauert hatte, daß es beinahe Nacht geworden. Der Graf wollte sich beurlauben, wurde aber durch einige versöhnliche Worte aufgehalten, letzlich mit der Einladung, in den nächsten Tagen wiederzukommen, entlassen. In den Vorzimmern befand sich Alles in der höchsten Spannung, welcher der Anblick des aufgeregten Ministers noch ein Zusatz. Berthier fragte, ob er mit dem Kaiser zufrieden sei? „Ich bin zufrieden, vollständig aufgeklärt, denn Ihr Herr hat, das schwöre ich Ihnen, den Verstand verloren." (Das letzte möcht ich abermals bezweifeln.) Er war gesonnen, noch an demselben Abend abzureisen, wurde aber, nachdem kaum eine Stunde verlaufen, durch die von Maret ausgehende Erklärung überrascht, daß man die östreichische Vermittlung anerkenne und eine darauf bezügliche Convention abschließen wolle. Die wurde den 30. Juni unterzeichnet, ein Congreß, in Prag den 8. Juli zu eröffnen, beliebt, und, nach dem Wunsche des französischen Kaisers, versprochen, daß für Verlängerung des Waffenstillstandes bis zum 10. Aug. Sorge getragen werden solle. Diese Verlängerung zu erhalten, war bei der Stimmung in dem Hauptquartier der Alliirten eine schwierige Aufgabe; sie wurde doch endlich den 27. Jul. bewilligt. Jetzt traf auch Caulaincourt, der französische Bevollmächtigte, zu Prag ein, wo seit dem 12. Jul. die russischen und preussischen Vertreter warteten, und der Congreß, der kaum noch 14 Tage vor sich hatte, konnte seinen Anfang nehmen. Bis Ende Juli hatte aber Graf Metternich darin nichts erreicht: man stritt sich nur über den Modus der Verhandlungen. Ein lustiges Leben führten die unbeschäftigten Herren, selbst Caulaincourt, dem doch Metternich fast täglich einprägte, daß der 10. Aug. ein peremptorischer Termin sei, am 11. Oestreich der Coalition beitreten müsse, wenn Napoleon die Bedingungen nicht annehme. Das fruchtete doch so viel, daß Caulaincourt,

in Folge neuer Instructionen, am 6. Aug. in einer vertraulichen Besprechung mit Graf Metternich die Bedingungen, unter welchen der Frieden möglich, angab. Es wurde ihm die wenig tröstliche Antwort, daß hiernach zehn Tage früher die Einigung hätte erfolgen können, jetzt wäre es zu spät, da nur mehr drei Tage übrig, eine Verlängerung des Waffenstillstandes zu erhalten, unmöglich sei. Doch wolle er die Beantwortung der Vorschläge seinem Kaiser überlassen. In der That fuhr er sofort hinaus nach Brandeis, sie dem Monarchen vorzulegen, und es beantwortete sie das östreichische Ultimatum vom 8. August, die bestimmte Erklärung, daß wenn die früher gestellten Bedingungen nicht angenommen würden, Oestreich die Vermittlung aufgeben, der Coalition beitreten müsse. Daß bei den damaligen Communicationsmitteln bis zu dem festgesetzten Termin die Antwort aus Dresden nicht einlaufen könne, berechnete wohl jeder; in der Mitternacht, 10—11. August, empfing Graf Metternich in dem Salon der Herzogin von Sagan die Mittheilung, daß die preussisch-russischen Gesandten ihre Vollmachten als erloschen betrachteten, und daselbst unterzeichnete er die Note, wodurch Caulaincourt benachrichtigt, daß Oestreich der Coalition beitrete.

Am Morgen des 11. Aug. fuhr Caulaincourt bei dem Grafen vor, Ueberbringer der eben aus Dresden ihm zugekommenen Vorschläge. Fast alle östreichische Propositionen annehmend, wollte Napoleon doch Triest, Hamburg und Lübeck behalten, so daß er nur Illyrien und Warschau aufgegeben hätte. Es wurde ihm die Antwort, daß Triest für Oestreich zu wichtig, um darauf verzichten zu können, dabei habe sich dessen Stellung seit einigen Stunden der Art verändert, daß der Minister allein keine bindenden Zusagen machen könne, doch solle jeder annehmliche Vorschlag durch ihn bei den Alliirten nachdrücklich unterstützt werden. Das führte zu der weitern Mittheilung vom 15. August, laut welcher Napoleon alle von Oestreich gemachten Forderungen bewilligte. In gewichtigen Worten sprach sich hierauf Metternich gegen Caulaincourt aus: „Mit wenigen unbedeutenden Abänderungen würden die heute gemachten Vorschläge am 10. August noch zum Frieden geführt haben, weil Oestreich dann sein ganzes

Gewicht hätte benutzen können, um die Alliirten willfährig zu machen. Ich wiederhole mich, noch am 10. konnte Kaiser Napoleon damit der Welt den Frieden geben. Wir können aber nicht einen östreichischen Frieden schließen; es handelt sich nicht um unsere speciellen Interessen, sondern um die von ganz Europa. Unsere Handlungsweise war ehrlich, loyal, vernünftig. Heute sind bereits 150,000 Russen in Böhmen, und wir haben Verpflichtungen gegen sie. Rußland und Preussen haben mit Schweden Verträge geschlossen, mit England Vereinbarungen getroffen. So weit sind wir mit beiden Mächten nicht, und am 10., das wiederhole ich, waren wir noch ganz frei. An uns liegt es nicht, daß Ihr nicht spracht, da wir darum baten. Der Kaiser von Oestreich wollte niemals Frieden dictiren, nur annehmbar ihn haben."

Was Caulaincourt noch erreichte, war das Versprechen, den verbündeten Monarchen Kenntniß von den letzten Vorschlägen zu geben, wobei Metternich noch bemerkte, daß er damit in eine sehr unangenehme Stellung gerathe, da man bereits französischer Sympathien ihn bezüchtige. Das Ergebniß dieser Verheißung durfte Caulaincourt zu Königssaal abwarten, wo er denn am 16. Aug. die Benachrichtigung empfing, daß die verbündeten Herrscher die Vorschläge als verspätet und ungenügend verworfen, und hiermit die Unterhandlungen abgebrochen hätten. Am 19. Aug. erschien das Manifest, am 17. hatten die Feindseligkeiten begonnen, in Gefolge des von Metternich insofern beeinflußten Feldzugsplans, daß es ihm gelungen, an der Stelle des Erzherzogs Karl dem Fürsten Karl von Schwarzenberg den obersten Kriegsbefehl zuzuwenden. Aus persönlichen Rücksichten dem Erzherzog abhold, hatte er den Kaiser von Rußland auf den hohen Ruhm des Erretters von Deutschland im J. 1796, des Siegers von Stockach, Caldiero, Aspern aufmerksam gemacht, welchem nothwendig alle Ehren des bevorstehenden Riesenkampfs angehören würden. Das wirkte auf ein nach Thaten dürstendes Gemüth.

Mit gleichem Erfolg war Metternich während des Kampfes bemüht, die Politik nach seinen Ansichten zu leiten, und begünstigt durch Hardenbergs Schwäche, Nesselrods persönliche Anhäng-

lichkeit, Aberdeens und Castlereaghs geistige Armuth, dem Kaiser Alexander, einem Stein und Blücher zu Trotz, den östreichischen Interessen die entschiedene Präponderanz zu verschaffen. Das einfachste Mittel würde ohne Zweifel die Anrufung des Rechtes des Siegs gegeben haben, aber Metternich, »homme sans initiative,« wie Louis Blanc ihn nennt, zitterte vor den stürmischen Redensarten, die sich in seiner Umgebung, in den allgemach der französischen Censur entschlüpfenden Zeitungen geltend machten. Aufgewachsen in den Agonien des 18. Jahrhunderts, hielt er fest zu dessen Traditionen, die einigermaßen zu verbessern seine Einsicht ihn lehrte, und das glaubte er zu bewirken, indem er die von Napoleon aufrechterhaltenen oder neugeschaffenen Regierungen in Deutschland anerkenne, in der Meinung, mittels derselben den an vielen Stellen auftauchenden revolutionairen Geist zu hemmen. Es war dieses die Grundidee bei Abfassung des Teplitzer Vertrags vom 9. Sept., des geheimen Artikels insbesondere, wodurch die Auflösung des Rheinbundes bei völliger, unbedingter Unabhängigkeit der darin begriffenen Fürsten ausgesprochen. Die erste Folge hiervon war der zu Ried mit Bayern abgeschlossene Vertrag, dem bald, nach den blutigen Ereignissen von Leipzig, ähnliche Verträge mit andern Regierungen folgten. Uneingedenk, was die Ehre des Hauses Oestreich fordere, hat Metternich die auf dessen Kosten von vormaligen Reichsfürsten gemachten Eroberungen anerkannt, als wofür er der Zustimmung seines Kaisers gewiß, nachdem dieser unter dem überwältigenden Eindruck des endlich errungenen Siegs, ihn und seine gesamte Nachkommenschaft in den Fürstenstand erhoben hatte, 20. Oct. 1813. Was der alte Kaiserstaat seit beinahe einem Jahrhundert meist durch freiwillige Abnegation und Isolirung verloren, was durch Napoleon für immer gebrochen schien, der Einfluß auf das Reich, dieser fand sich jetzt plötzlich, durch geschickte Benutzung glücklicher Umstände, hergestellt. Die kleinern Staaten, welche Metternichs Politik selbstständig erhielt, vertriebene Fürsten, die er wieder einsetzte, sie alle waren zur Dankbarkeit gegen Oestreich verpflichtet, seinem Einflusse zugethan, keiner doch, wie der viel zu früh aus seiner Heldenbahn abgerufene Herzog von Braunschweig.

Gleichwie die Idee eines Staatenbundes in Deutschland zunächst von Metternich ausging, so trat er auch als Vordermann auf derjenigen, die in Frankfurt schon, Anfang Novembers, von der Fortsetzung des Kriegs auf französischem Gebiet abmahnten, zum Frieden riethen. Napoleon hatte kurz vor der Schlacht von Leipzig dem gefangenen General von Merveld ein auffallendes Verlangen nach Frieden geäußert, auch, damit er ein Friedensbote werde, den Gefangenen freigegeben, jetzt glaubte Metternich zu dem gleichen Zwecke sich eines französischen Diplomaten, den er im Hauptquartier festhielt, bedienen zu können. Am 8. Nov. sprach er zu St. Aignan: „Jetzt will noch niemand an seine Dynastie, auch England bezeigt sich viel gemäßigter als man dachte, und nie war für ihn ein Augenblick zum unterhandeln günstiger. Wenn Kaiser Napoleon ernstlich einen dauerhaften Frieden will, so kann er der Welt und Frankreich viel Unglück ersparen, in dem Falle darf er aber die Verhandlungen nicht um einen Tag hinausschieben.“ In einer Conferenz, zu welcher Metternich, Aberdeen und Nesselrod am folgenden Tage vereinigt, wurde der Friedensentwurf aufgesetzt, wonach Frankreich seine „natürlichen Grenzen“, den Rhein, die Alpen und Pyrenäen behalten sollte. Beklagenswerthe Unwissenheit, die nicht einsieht, daß das linke Rheinufer für Frankreich ein Angriffsposten, welchem das nördliche Deutschland bis zur Oder, nicht blos bis zur Elbe, offen steht, in gleicher Weise, wie der Elsaß Süddeutschland bis zum Inn commandirt.

Samt dem schönen Document wurde St. Aignan nach dem feindlichen Lager gebracht. Es wurde dem friedlichen Antrag eine ausweichende Antwort, daher Metternich außer Stand, der kriegerischen Richtung im Hauptquartier länger zu widerstehen: dem jetzt von den Verbündeten erlassenen Manifest folgte der Einbruch in Frankreich selbst, welchem doch unbeschadet, in einer Note an das französische Cabinet, vom 14. Januar 1814, Metternich dringend zum Frieden mahnte und einen Congreß, in Châtillon abzuhalten, vorschlug. Nur auf einen Waffenstillstand wollte Napoleon eingehen. Den zu bewilligen, wollte, konnte Metternich nicht. Dagegen bemühte er sich, den Verblendeten

zu überzeugen, daß für ihn die Hoffnung auf der Verbündeten Uneinigkeit eitel, auch betonte er, mit auffallendem Nachdruck, daß Graf Stadion für den Congreß der östreichische Bevollmächtigte sein werde, mit welchem er über alle Punkte einverstanden. An Caulaincourt, den neuen Minister des Aeußern schrieb er: „Wenn der Kaiser Napoleon jetzt nur die Stimme der Vernunft hört, wenn er seinen Ruhm in dem Glücke eines großen Volkes sucht, so wird Kaiser Franz gern an den Augenblick zurückdenken, da er sein liebstes Kind ihm anvertraute. Wenn aber eine beklagenswerthe Täuschung Ihren Herrn taub machen sollte für den einmüthigen Wunsch seines Volkes, eines ganzen Welttheils, so wird der Kaiser von Oestreich zwar das Schicksal seiner Tochter beklagen, aber darum die Fortschritte seiner Heere nicht hemmen."

Immer noch verharrte Metternich in seinen friedlichen Bestrebungen, denen jetzt die Betrachtung der Gefahren, von welchen tieferes Eindringen in Frankreich begleitet sein könnte, sich gesellte. Noch spukte der so gründlich durch Julius Cäsar, durch der Plantageneten Siege widerlegte Wahn von der Unüberwindlichkeit der Franzosen in ihrer Heimath. Der Krieg wurde sehr schlaff geführt, was zum Theil die Niederlagen bei Champaubert, Montmirail und Vauchamps erklärt, Metternich ließ durch den Prinzen von Liechtenstein die Mittheilung machen, daß das Eintreffen der Bourbonen auf dem Kriegsschauplatz keineswegs Napoleons Herrschaft bedrohe, daß man nur den Frieden wünsche, und brachte endlich den fortwährend kriegslustigen Kaiser Alexander dahin, daß er an Rasumowsky Vollmacht gab, eventuell den Frieden zu unterzeichnen. Die Verhandlungen zu Châtillon, begonnen den 5. Febr. 1814, waren so weit gediehen, daß Caulaincourt nahe daran, die Bedingungen, deren wesentlichste die Reduction des Kaiserthums auf die Grenze von 1792, anzunehmen, als Napoleon die ihm, allerdings vor der Schlacht von Montmirail gegebene Carte blanche zurückzog, und lediglich auf die Frankfurter Bedingungen sich einlassen wollte, es als eine Gnade darstellend, wenn er den Rückzug der geschlagenen Feinde nicht weiter gefährden werde. Er schrieb 21. Febr. an Kaiser Franz, um ihn von der Coalition abzu-

ziehen, oder wenigstens einen Frieden auf die zu Frankfurt beliebte Basis zu erhalten. Seinen Antrag beantwortete auf das Bündigste der Allianzvertrag von Chaumont (1. März), wodurch alle Sonderverträge nochmals untersagt, und jede der vier Mächte für die Dauer von 20 Jahren sich zur Stellung eines Contingents von 150,000 Mann verpflichtete.

Unter solchen Umständen schleppten sich die Verhandlungen fruchtlos hin, „und wenn es Caulaincourt gelang, die Aufhebung des ganzen Congresses noch durch Zusicherungen auf eigene Hand und das verzweifelte Manoeuvre mit Gegenvorschlägen einige Wochen hinzuziehen, so war es der Freundschaft Metternichs und dessen Friedensliebe zu danken, welche bis zum Aeußersten ging, um Napoleon Zeit zum Bedenken und zur Rettung zu verschaffen. Denn die Nachsicht und Friedfertigkeit im verbündeten Lager war erschöpft, die Einigkeit war wiederhergestellt und der energische Fortgang des Krieges ließ kaum einen Zweifel an dessen Ausgang aufkommen.“ Auch jetzt noch versuchte Fürst Metternich das Aeußerste. Er entsendete den Fürsten Eszterhazy nach Châtillon, um Caulaincourt wissen zu lassen, daß an längeres Hinhalten nicht mehr zu denken, daß Oestreich ohne offene Verletzung der Verträge nichts mehr für Napoleon thun könne. „Gibt es denn kein Mittel,“ fragte Eszterhazy, „den Kaiser aufzuklären um seine Lage? Will er durchaus sein und des Sohnes Schicksal auf die letzte Lavete stellen?“ Und das that er; auf die letzte dringende Mahnung erhielt Caulaincourt lediglich die alte Weisung, Zeit zu gewinnen, und dafür war es zu spät. Am 18. März erklärten die Verbündeten, daß die Verhandlungen zu Châtillon beendigt, und die Heere traten den Marsch an gen Paris.

Noch in der letzten Stunde war Metternich bemühet, dieses Aeußerste abzuwarten. Denselben 18. März schrieb er an Caulaincourt: „Die Dinge, Herzog, gehen sehr schlecht. Ich werde Alles aufbieten, was möglich, um Lord Castlereagh noch einige Tage zurückzuhalten. Reiset er ab, so ist der Frieden verloren.“ Auf solche Mahnung endlich ließ Napoleon aus Saint-Dizier an den Fürsten schreiben, daß er den Frieden unterzeichne. Aber

der Congreß hatte sich aufgelöset, Kaiser Franz nach Süden sich gewendet, daß es fast, bei der außerordentlichen Massirung seiner Völker in den Thälern der Saone und Rhone, scheinen sollte, er habe den vorübergehenden Gedanken gefaßt, seinem Enkel wenigstens ein Königreich Burgund zu retten. Welche Wohlthat für Deutschland, vielleicht auch für Frankreich, konnte sich daraus ergeben! Durch die Bewegungen der insurgirten Bauern wurden Kaiser Franz und Metternich in Dijon, Wessenberg in Nancy festgehalten, als sie am 10. April zu Paris eintrafen, war Alles abgemacht, die Abdankungsurkunde unterschrieben, die vollständige Restauration der Bourbonen erfolgt.

Die Fahrt nach London hat Kaiser Franz nicht, wohl aber sein Minister mitgemacht, als deren Ergebniß die Quadrupelallianz vom 29. Juni 1814 zu betrachten, während der Fürst nebenbei die sich offenbarende persönliche Abneigung zwischen Kaiser Alexander und dem Prinz-Regenten, zusamt Castlereaghs Unbedeutendheit und Unbekanntschaft mit den Angelegenheiten des Festlandes benutzte, um den englischen Minister näher an sich zu ziehen und ihn für seine von Rußland sich abwendende Politik zu gewinnen. Jedoch sind ihm, bei aller Freundschaft mit den englischen Diplomaten, kaum mehr als officielle Ehrenbezeugungen geworden. Nur verlieh ihm die Universität Oxford die hergebrachte läppische Auszeichnung, den Doctorhut, aber den Bathorden ihm zu bieten, wie den beiden Feldherren, hat man nicht gewagt, und das Hosenband wollte man ihm nicht geben. Persönlich ziemlich enttäuscht, und mehr denn früher gegen England eingenommen, reisete er Anfang Juli nach Wien zurück.

Eine feierliche Nachtmusik wurde ihm auf Veranstaltung des Grafen Ferdinand Palfy gebracht, dann eilte er nach Baden, wo nicht nur die Fürstliche Gemahlin mit den Kindern, sondern auch die Herzogin von Sagan sich befanden, wo er mehre Monate in einem dolce far niente, in Zerstreuung, in süßen Plaudereien verbrachte. Dort entschlüpfte ihm das unglückliche Geständniß, „daß nach Reglung der interessanteren Territorial- und auswärtigen Fragen", die deutsche von selbst ihre Lösung finden würde. So wenig hatte er das eine der beiden Haupt-

elemente der Größe Oestreichs begriffen, so fern geblieben war ihm die Ahnung von dem, so langsam, aber unwiderstehlich in Deutschland sich vorbereitete. Der Congreß, nachdem er im August beginnen sollen, ward aus mancherlei Veranlassungen bis zum October, dann bis zum 1. Nov. verschoben. Trotzdem strömten aber seit Anfang Sept. Fürsten und Staatsmänner, Gesandte, Deputationen, Bittsteller, Fremde, Abenteurer nach Wien; und die ersten Verhandlungen über Form und Gang der Sache nahmen gegen Ausgang Sept. ihren Anfang. Seit dem 14. waren nämlich Hardenberg, Nesselrod, Castlereagh in Wien eingetroffen, und hatte Castlereagh in einem sehr ernsten und feierlichen Billet den Fürsten aufgefordert, je eher je lieber das große Geschäft zu beginnen. Die goldenen Tage von Baden waren abgelaufen.

In vorläufigen vertraulichen Berathungen wurde Fürst Metternich zum Congreßpräsidenten erwählt; in zum Theil sehr stürmischen Debatten verständigte man sich hinsichtlich der Geschäftsleitung und Behandlung der einzelnen Gegenstände durch Ausschüsse, daher der Congreß in seiner Gesamtheit eigentlich nie, kaum bei der Schlußacte zur Wirklichkeit gelangte. Nach diesen Vorarbeiten eröffnete sich jene Aera von glänzenden Festen, die von Manchen als die Saturnalien der dahinsterbenden Legitimität verdammt worden sind, gleichwie man die Festlichkeiten zu Mainz, bei Anwesenheit von Kaiser Franz II, 1792, als den Leichenschmaus für das römisch-deutsche Kaiserthum betrachten wollte.

„Für diesen gesellschaftlichen, salonartigen Charakter des Congresses war der Fürst von Metternich ein ausgezeichneter Präsident. Ihm standen alle jene Talente und Vorzüge, welche hier ihre Triumphe feierten, in seltenster Vollkommenheit zu Gebote, und sie fielen um so mehr ins Gewicht, je mehr sich die Machtstellung und überwiegende Beeinfließung des östreichischen Ministers auf den Gang der Congreßberathungen herausstellte. Seine Soireen und Maskenbälle in dem Gartenhause, seiner Villa am Rennwege galten als die glänzendsten Feste unter all diesen glänzenden Vergnügungen; seine Verschwendung

dabei war ungeheuer, aber sie wurde für die Vornehmsten, Schönsten und Geistvollsten aufgeboten. Als Wirth bewunderten ihn Alle als den perfecten Cavalier, und wann das Entzücken über seine Liebenswürdigkeit und Feinheit endlich zu ermatten schien, so rief es die stolze Schönheit und unvergleichliche Anmuth seiner Tochter wieder neu ins Leben. Der Fürst paßte für diesen Congreß, der förmlich sein eigenes Leben repräsentirte und den Boudoirs der Damen die Geschäfte der Politik überließ. Und dies für seinen Zweck auszunutzen, darin war Metternich Meister. Man nannte ihn scherzweise le ministre papillon; die einflußreichsten Frauen, die Herzogin von Sagan, welche hier ins bayerische Lager übergegangen war, die Gräfin von Talleyrand, die Fürstin von Taxis, die schönen Zichy, Lady Castlereagh, die Gräfin von Bernstorf, die von Dresden her noch geliebte Fürstin Bagration, fast alle auf ihre Anbeter und höchsten Geliebten einflußreichen Damen standen mit dem Fürsten in Verbindung und halfen ihm in seinen Intriguen. Denn das war des Fürsten Schwäche; er konnte Manches offen und schneller, auch besser erreichen; aber er zog es vor, den Hofmann auch beim Staatsmann zur Geltung zu bringen; seine Intriguen entsprangen keinerlei Bosheit oder Jagoleidenschaft, sie waren nur seine beliebten Mittel, Politik zu machen und politische Erfolge zu erzielen. Das Wort Napoleons über Metternich, il prend l'intrigue pour la politique, war in dieser Hinsicht richtig. Diese Künste im Verkehr mit Frauen auf die höhern Geschäfte zu übertragen, gefiel freilich Denen, die mit dem staatsmännischen Handeln andere Begriffe verbanden, wenig, und selbst der sonst nachsichtige Nostitz verdammte bitter diese trügerische Oberfläche des Congresses, nach deren Durchbruch man nur auf heillose Ränke stoße."

Am 3. Nov. fand die Eröffnung des eigentlichen Congresses statt und gleich anfangs trat die polnische zusamt der sächsischen Frage in den Vordergrund. Weder Hardenberg, noch Metternich hatten, der Allianz beitretend, an Sicherheiten in Bezug auf Polen gedacht. Jetzt sah sich Metternich genöthigt, mit der äußersten Anstrengung den russischen Ansprüchen entgegenzutreten. Nicht

minder mußten ihn Preussens Gelüste zu Sachsen beunruhigen, im Besitz von Schlesien und Meissen wurde Preussen für Böhmen ein allzu gefährlicher Nachbar: hatte doch nur eben, zu diesem Besitz zu gelangen, Napoleon die Schlacht an der Katzbach gewagt. Daneben war die Expropriation von Sachsen ein directer Angriff auf die öffentliche Moral: hatte doch der Kurfürst von Sachsen keiner Felonie gegen seinen Kaiser sich schuldig gemacht, nur, als souverainer Herrscher, treu in dem Bündniß ausgehalten, welches einzugehen er genöthigt gewesen. Einstweilen diesen Punkt bei Seite lassend, suchte vielmehr der Minister, der bereits auf England und Frankreich zählen konnte, auch Preussen zur Theilnahme bei dem Widerstand gegen Rußland heranzuziehen. In der That erhob sich Hardenberg in Begntwortung einer Metternichischen Note sehr nachdrücklich gegen die russische Politik. Des Schreibens Inhalt theilte Metternich am 14. Dec. dem Kaiser Alexander mit, zugleich sich erbietend, seine Entwürfe hinsichtlich Polens zu unterstützen, wenn er dagegen helfen wolle, den preussischen Anspruch auf Sachsen zurückzuweisen. Der Kniff that aber die gehoffte Wirkung nicht, Alexander, schon längst zürnend dem Schreiber, wie Metternich ihm hieß, eilte die Documente dem Kaiser Franz mitzutheilen und erklärte, daß er mit einem solchen Minister ferner nicht verhandeln werde. Auch verbot er seiner Umgebung, fortan die Soireen des Fürsten Metternich zu besuchen.

Die entente cordiale von Preussen und Rußland wurde inniger durch die verfehlte Intrigue, und dagegen sich zu wahren, schlossen auf Metternichs Veranlassung am 3. Januar 1815 Oestreich, England und Frankreich ein geheimes Bündniß zur Vertheidigung gegen Rußlands und Preussens Prätensionen, welchem auch Bayern, Hannover, Niederland, Braunschweig und Darmstadt beitraten, und dessen Existenz über zwei Monate lang den Gästen der Kaiserburg, dem Kaiser Alexander und dem König Friedrich Wilhelm verborgen blieb. Es erhob sich auch etwas einem Kriegsgetümmel ähnliches, um welches zwar im Ganzen der Fürst wenig bekümmert sich zeigte, Politik nach seiner Weise trieb, Hoffeste ordnete, den zu lebenden Bildern sich hergebenden Damen eigenhändig die Schminke auflegte. Gerade in jener Zeit

war an der Tagesordnung die Angelegenheit der Mediatisirten, hochwichtig für Oestreich. Um einen entscheidenden Schritt sollten die Unterdrückten und ihre Beschützer sich einigen, nur Metternichs Unterschrift fehlte dem erschöpfenden Vortrag. Sie zu erhalten forschte drei Tage lang der Mediatisirten Sachwalter, der von Gärtner, nach demjenigen, von dem allein das belebende Princip ausgehen konnte. Vollkommen unsichtbar, introuvable war der Fürst geworden, als sei über ihn der Geist seines Ahns Philipp Adolf, Abth. I Bd. 1 S. 202, gekommen. Ein glücklicher Zufall führte den Bekümmerten in der Herzogin von Sagan Quartier, und er fand den schmerzlich Gesuchten auf der Leiter stehend, seit mehren Tagen mit dem Aufhängen von Draperien beschäftigt. Vielleicht wurde auf der Leiter das Placet legalisirt, was einen eigenthümlichen Pendant darstellen würde zu der Unterlage, deren der alte, damals doch nur 37jährige Kaunitz beim Unterschreiben des Aachener Friedensinstruments, 1748, sich gebrauchte. Zum Krieg kam es indessen 1815 nicht: nach verwickelten Unterhandlungen erfolgte die Theilung Sachsens, während Rußland unter dem Namen eines prätentiösen Königreichs Polen seine Grenzen weit über die Weichsel vorschob, nicht einmal das seit 1772 östreichische Zamosc zurückgab. Daß beide Streitfragen meist im östreichischen Sinne gelöset worden, kann doch kaum im Ernst gesagt worden sein. Triumphirend äußerte Castlereagh vor dem Parlament, er habe, im protestant interest, jenes Oestreich, welches dreimal in dem Laufe des Revolutionskriegs seine letzte Karte einsetzte, damit England gerettet werde, um Westgalizien betrogen.

Mit einem andern Vorschlag machte Metternich vollends kein Glück, vielleicht weil er allzu vernünftig, um der dabei Interessirten Zustimmung zu finden. Durch den Vertrag vom 3. Juni 1814 hatte Bayern dem alten Besitzer Tyrol, Salzburg, Vorarlberg, das Hausruck- und Innviertel zurückgegeben, dafür reichliche Entschädigung stipulirend. Die sollte jetzt ermittelt werden, und Metternich erfaßte den kühnen Gedanken eines Austausches der Krone von Italien gegen jene von Bayern. Dadurch würde Oestreich statt der Länder, die keine Macht geben, das herrlichste Arrondissement bis zu Alb und Spessart hin, in

Bayern, Alemannien, Ostfranken einen unschätzbaren Zuwachs deutscher biederer zuverlässiger Männer erhalten haben. Nicht abgeneigt war K. Max Joseph auf den Tausch einzugehen, aber Wrede vorall wollte davon nichts wissen, und benutzte den Einfluß, welchen die ihm zugethane Herzogin von Sagan auf Metternich übte, um diesen von sothanem Project abzubringen.

Inmitten der vielen Ungewißheiten und Schwankungen war man doch mit einigen Hauptfragen ins Reine gekommen, Vieles aber lag noch beinahe unerörtert, da fand am 7. März 1815, erschöpft durch eine Conferenz, die bis zum Morgen gedauert hatte, Fürst Metternich eine als dringend bezeichnete Depesche des Generalconsuls in Genua. Kaum daß er in der Ermüdung sich entschließen konnte, sie zu erbrechen. Sie enthielt die lakonische Mittheilung, daß Napoleon aus Elba verschwunden sei. Am Morgen um 8 Uhr war Metternich bei seinem Kaiser, eine Stunde später hatte er mit den beiden andern Monarchen sich besprochen, die Tripelallianz hergestellt, um 10 Uhr gingen die Couriere ab, den der Heimath zuziehenden Truppencolonnen Stillstand zu gebieten. Am 13. März unterzeichneten die drei großen Mächte das Manifest, wodurch Napoleon in die Acht erklärt. Er hoffte den ihm zugedachten Todesstoß abzuwenden, wenn es ihm gelinge, Zwiespalt im verbündeten Lager hervorzurufen. Den auf Ludwigs XVIII Tisch gefundenen Allianzvertrag vom 3. Januar 1815 übersendete er dem Kaiser Alexander. Der ließ den Fürsten zu sich bitten, zeigte, in Steins Gegenwart, ihm das Document, fragte: „Kennen Sie dies?" Metternich suchte eine ausweichende Antwort, darin störten ihn des Kaisers Worte: „Metternich, so lange wir leben, soll über diesen Gegenstand zwischen uns niemals wieder Rede sein! Jetzt haben wir Anderes zu thun; Napoleon ist wieder da, unsere Allianz muß darum fester bestehen denn je!" Und damit warf er den Vertrag in das Kaminfeuer. Vollständig hatte er sich mit dem Fürsten ausgesöhnt.

„Während nun ganz Europa sich anschickte, den großen Soldatenkaiser in einem letzten Ringkampf für immer niederzuwerfen, tagte der Congreß in Wien weiter und führte in aller Hast seine Arbeiten zu Ende. Auch die deutsche Verfassungs-

frage kam nun zum Austrag; sie spielte die vornehmste Rolle, seitdem der europäische Areopag durch die Nachricht von Napoleons Rückkehr in Harnisch gejagt wurde." Daß man bis dahin mit dieser Hauptsache nicht weiter gekommen, ist nicht allein Metternichs Schuld, wenngleich nicht zu läugnen, daß für ihn — unselige Verblendung — Deutschland nur eine Nebensache. Ihm genügte ein System von Allianzen, wie er es im Kriege angebahnt, die Idee eines Bundesstaates oder der Wiederherstellung des Kaiserthums lag ihm noch ganz fern. Der für die Angelegenheit von Deutschland niedergesetzte Ausschuß hatte sich nach einer unfruchtbaren Thätigkeit von fünf Wochen wieder aufgelöset. Wieder kam im Januar 1815 die deutsche Frage auf die Bahn. In allem Ernst verlangte man jetzt die Wiederherstellung des Kaiserthums, für welche vornehmlich die kleinern Staaten stimmten. Aber Preussen widersprach, Metternich, verliebt in die bequeme Idee des abgeschlossenen Oestreichs, blieb unthätig. Im Mai endlich wurden, nachdem Preussen hierzu die Veranlassung gegeben, in eilf übereilten Sitzungen die Grundzüge einer deutschen Föderation, wie Wessenberg sie mit Benutzung des preussischen Entwurfs niedergelegt, angenommen, unbestimmt und dehnbar, um in einer spätern Zeit nach Bedürfniß gedeutet und ausgebeutet werden zu können. Durch sie war das große Volk der Deutschen zu schimpflicher, regungloser Neutralität verdammt, oder, wie Metternich sich ausdrückte, „Deutschland soll den Beruf haben, in dem Centrum Europas eine große defensive Vereinigung zur Erhaltung der Ruhe des Welttheils zu bilden." Eine treffende Wahrheit hat damals in dem Rheinischen Merkur Görres ausgesprochen: „Man kann nicht verkennen, daß in diesem Verfassungsentwurf auf eine sehr glückliche Art die französische Constitution vom Jahr III mit der türkischen Verfassung verbunden ist und zwar so, daß Fürsten unter einander den Republikanismus sich gefallen lassen, ihren Völkern aber den Sultanismus herzlich gern gönnen."

Der Congreß war beendigt, 10. Juni 1815, und der Fürst eilte in das große Hauptquartier nach Heidelberg. Dort war er kaum eingetroffen, und es wurde bei Waterloo geschlagen,

als er Paris erreichte, fand er das Wesentlichste abgemacht: Napoleon abermals entthront, die Rückkehr der Bourbonen gesichert, den zweiten Pariser Frieden stipulirt. Eines Triumphes, der nicht sein Werk, genoß er zu Paris, während eines Aufenthalts von mehren Monaten, in reichen Zügen. „Er erholte sich, nachdem Alles zu Ende war und kein Sturm mehr drohte, von den großen Arbeiten und Erfolgen der zwei verflossenen Jahre in den Armen der Sinnlichkeit und des Salonlebens und zehrte behäbig von dem ersten Ruhm und den großen ihm von den fremden Fürsten verliehenen Auszeichnungen und Belohnungen an Orden, Geld, Titeln und Gütern, die in Verbindung mit dem vom eigenen Herrn Gegebenen sich noch mehrere Jahre lang fortsetzten und die zerrütteten Vermögensverhältnisse der Metternichschen Familie wieder glänzend emporbrachten. Ihm ward sein Theil an den französischen Entschädigungsmillionen, die Oestreich nahm; der König von Neapel, nachdem durch Metternichs Hülfe Murats Reich gestürzt worden, hatte ihn zum Herzog von Portella erhoben (1. Aug. 1818), womit eine Dotation von 60,000 Francs jährlich verbunden ward; die Verbündeten schenkten ihm die reiche ehemalige Benedictinerprobstei Johannisberg im Rheingau (was unrichtig) und der Kaiser von Rußland suchte noch besonders den Mann sich verbindlich zu machen, der meist alle Politik gegen ihn gerichtet hatte. Ehe er nach Petersburg zurückkehrte, ersuchte er Metternich um eine freundschaftliche nicht politische Privatcorrespondenz, zu deren Kosten der Fürst jährlich 50,000 Dukaten annehmen möge. Metternich befragte den Kaiser darum, der ihm die Erlaubniß dazu auch gewährte, denn er halte ihn für einen ehrlichen Mann. Diese Revenue bezog der östreichische Minister bis zu Alexanders Tode und Nicolaus, nachdem er sie ihm anfänglich aus Groll über Oestreichs orientalische Politik entzogen hatte, erhöhte sie auf 75,000 Dukaten," Angaben, deren Gewähr lediglich auf der Wiener Abendzeitung vom Juli 1848 beruht, die daher höchlich der Bestätigung bedürfen.

Kaum war der Waffenlärm verstummt, die neue Ordnung für Europa festgestellt, als sich aus der mit Mühe und Noth

geglätteten politischen Oberfläche das Bedenken um Italien störend emporhob. Durch das von Metternich vorübergehend aufgefaßte Tauschproject würde Oestreichs Druck auf Italien, wenn auch die Lombardei hingegeben, ungezweifelt noch fühlbarer geworden sein. Italien ist durch die Natur zur Abhängigkeit von Deutschland verurtheilt, ist lediglich dessen Litoral. Dort, nicht in der gefrornen Ostsee, in der durch die Engländer beherrschten Nordsee liegen Deutschlands Häfen. Wir sehen, als noch das römische Kaiserreich in seiner Blüthe, z. B. zu Marc Aurels Zeiten, häufig deutsche Heere in Toscana walten, bis zur Tiber sich ausdehnen, und doch reichte damals die römische Herrschaft bis zur, ja über die Donau, waren Noricum und Rhätien ihr unterworfene Provinzen. Heutzutage reicht der Deutschen unbestrittenes Gebiet bis zu den Alpen, und wie Frankreich durch die westlichen Alpen scharf von Frankreich geschieden wird, so ist durch die östlichen Alpen, deren Gipfel überall von Deutschen eingenommen, Italien an Deutschland geheftet. Darum ist Italien in der Theilung des großen karolingischen Reichs und das ganze Mittelalter hindurch bei Deutschland geblieben, wie beharrlich auch die Anstrengungen der Lombarden, sich dieser Abhängigkeit zu entziehen, wie geringfügig auch die Mittel, so die spätern Kaiser den Erhebungen entgegenzusetzen hatten. In der größten Erbärmlichkeit zeigt sich das vereinigte Italien unter der ephemeren Herrschaft der Wido, der Berengare, Harduin, und wenn auch von den Nachfolgern Rudolfs von Habsburg Italien ganz eigentlich vernachläßigt worden ist, so haben doch deutsche Abenteurer, Condottieri, dergleichen Herzog Werner von Urslingen, Konrad und Luz von Landau, Hans von Horneck, Wolf von Wolfeck, gar fühlbar nachgewiesen, wessen von Italien die Herrschaft.

Lange vor diesen Zeiten hatten die kühnsten, unternehmendsten Kaiser den Gedanken einer Tarviser oder Veroneser Mark gefaßt, die vom Isonzo zur Etsch reichend, und dem Herzog von Kärnthen untergeordnet, den Deutschen jederzeit die Straße nach Italien offen halten sollte. Bei der Beschaffenheit des Heerwesens im 11. Jahrhundert mußte der Ausführung dieses wohlberechneten Entwurfs verzichtet werden. Hingegen erstarkte un-

vermerkt in der Burg Tyrol ein Grafengeschlecht, das anfangs nur selten genannt, allgemach die ausgedehnte Herrschaft an Etsch, Eisach und Inn gewann, die Herrschaft, welche den Entwurf der Salischen Kaiser zur Wirklichkeit erhebend, als ein Riesenalp auf die Brust von Italien drückt und nimmer von dannen zu entfernen sein wird. Erkannt wurde die Wichtigkeit dieser Schöpfung nur erst im 16. Jahrhundert. Das immer noch die Hoheit des deutschen Reichs erkennende Herzogthum Mailand den Händen des Reichsfeindes, des Königs von Frankreich zu entreißen, machte Kaiser Karl V sich zur Aufgabe, und daß sie zu lösen, die Kräfte von Tyrol ausreichten, haben die beiden Tyroler, Georg und Kaspar von Freundsberg hinlänglich erwiesen. Die Lombardei wurde eine östreichische Provinz, von der doch Karl V selbst die ausgedehnte Herrschaft Asti trennte, um damit den durch Frankreich seiner Staaten entsetzten Herzog von Savoyen zu erfreuen. Diese Staaten wiederzugewinnen, haben Karl V und sein Sohn die außerordentlichsten Anstrengungen gemacht, damit aber in dem Hause des Schützlings die bitterste Feindschaft geerndtet. Beinahe drei Jahrhunderte ist die Lombardei östreichisch geblieben, bis auf die zwischen Ticino und Sesia gelegene Hälfte, deren die beiden ersten Könige von Sardinien sich bemächtigt haben, zum Dank für die hunderttausende deutscher Soldaten, die gefallen sind, das Haus Savoyen gegen Frankreich aufrecht zu erhalten, den Piemontesern einen durchaus unverdienten kriegerischen Ruhm zu verschaffen.

Im J. 1814 wurde die an das französische Kaiserthum verlorne Lombardei dem rechtmäßigen Herrscher wieder zurückgegeben, und haben die Mailänder diese Wendung freudig begrüßt, ihren ganzen Zorn an denjenigen ausgelassen, welche ihnen einen französischen König aufzudringen vermeinten. Damals lebten noch viele, denen die goldenen Zeiten von 1748 bis 1796 eingedenk, und viel größer war die Zahl derjenigen, denen aus eigner Erfahrung bekannt, daß eitel Schwindelei die Wohlthaten, welche die Revolutionirung ihnen gebracht haben sollte.

Aber schon hatte Metternich den folgenschwersten Fehler begangen, nicht nur die erwünschteste Gelegenheit verabsäumt, um

bei der allgemeinen Restauration den König von Sardinien zur Restitution der gestohlenen Hälfte von Mailand zu nöthigen, sondern ihm auch mit Genua die gefährlichste Vergrößerung zukommen lassen. Ohne Zweifel hatte er bedacht, daß das unbeschützte Küstenland von Ligurien 1796 die Pforte geworden für der Franzosen Vordringen zu Po und Mur, und damit solches sich nicht wiederhole, wurde Genua den Sarden überlassen, die so glorreich in dem Feldzug von 1796 ihre Meisterschaft in dem Vertheidigungskrieg bekundet haben, und 1859 den Besitz von Genua benutzten, um die Franzosen dem Herzen von Italien einzuführen. Der Mensch denkts, Gott lenkts; hatte doch auch Napoleon auf Verona, Legnago, Mantua und Peschiera ein System von Befestigung begründet, das für ewige Zeiten den Deutschen den Eingang Italiens verschließen sollte. Die unpolitische, vollkommen überflüssige Vergrößerung eines Erbfeindes brachte aber noch die weitere Folge, daß in Turin ein wahrer Heißhunger nach dergleichen wohlfeilen Erwerbungen erwachte, der nur auf Kosten Oestreichs zu befriedigen. Von dort ist das Feldgeschrei, Unita italiana ausgegangen, dem allmälig, nachdem man dem vor allen andern Landschaften Italiens pressurirten Piemont eine sogenannte Constitution gegeben, auch anderwärts die Besten und Edelsten, denen nach einem Plauderstuhl, unbeschränkter Preßfreiheit, behufs der Verbreitung von Absurditäten oder Schändlichkeiten, reichbesoldeten Aemtern, absonderlich auch nach der Gelegenheit, das Doppelte von dem zu bewilligen, so der absoluteste Herrscher jemals seinen Unterthanen abgefordert hätte, ꝛc. gelüstete. Alles Dinge, von denen Kaiser Franz nichts wissen wollte. Eine Deputation, die schon im Mai 1814 um eine freie Verfassung unter einem Erzherzog gebeten hatte, ward von ihm dahin beschieden, daß er auch Italiener sei, das Land durch seine Waffen erobert habe und es in seiner Weise regieren werde. Bei einer andern Gelegenheit äußerte er: „Die Lombarden müssen vergessen, daß sie Italiener sind; meine italienischen Provinzen brauchen nur durch das Band des Gehorsams für den Kaiser vereinigt zu sein.“ Metternich äußerte gegen San Marzano: „Der Kaiser, welcher den Geist der Unita italiana

bannen will, hat weder angenommen, noch wird je annehmen den Titel: König von Italien; deshalb hat er die Organisation der italienischen Armee aufgelöset, alle Institute aufgehoben, welche ein großes nationales Königreich hätten vorbereiten können; er will den Geist des italienischen Jacobinismus zerstören und so die Ruhe Italiens sicherstellen." Dieser Jacobinismus äußerte sich anfangs 1815 in Aufruhrversuchen. Als der Ruf Napoleons Aufbruch von Elba verkündigte, wurde die Aufregung so lebhaft, daß Metternich doch rathsam fand, Concessionen zu machen. Es wurde am 7. April die Errichtung des lombardisch-venetianischen Königreichs angekündigt, unter einem Vicekönig, wodurch „jene Nationalität, auf die mit Recht so großer Werth gelegt wird," erhalten und die Organisation des Königreichs „dem Charakter und den Gewohnheiten der Italiener angepaßt" werden sollte. Kaum war jedoch die Gefahr beseitigt, als Metternich sich für diese Zugeständnisse durch eine Reihe von Maasregeln rächte, welche die östreichische Herrschaft erst unpopulär, dann verhaßt machten. Unter solchen Maasregeln wird voran die Einführung der dem italienischen Charakter widerstrebenden Conscription genannt, wobei man ganz und gar vergißt, daß die Conscription eine französische, seit Jahren von den Befreiern nach Italien verpflanzte Erfindung war. Mit besserm Rechte mag wohl dem Fürsten ein in raffinirtester Vollkommenheit ausgebildetes Polizei- und Spionirsystem zugeschrieben werden, welches inzwischen der berühmten loi des suspects verglichen, nur ein Kinderspiel genannt werden darf, auch in dem Ermitteln von Mazzinis Person und Umtrieben keineswegs in seinem Raffinement sich bewährt hat.

Nicht genug, daß die Regierung mit dem bösen Willen vieler Eingebornen zu ringen hatte, selbst unter den Auserwählten, die das unruhige Volk mit der deutschen Herrschaft zu versöhnen dahin geschickt, fanden sich Förderer der vermeintlichen italienischen Nationalitätsbestrebungen. Als ein solcher ist der Erzbischof Gaisruck von Mailand zu nennen. Auch in Ungern wie in Polen hat man die Erfahrung gemacht, daß dort ansässige Deutsche die enthusiastischesten Verfechter einer ihnen fremden Nationalität geworden sind. Das erklärt sich aus dem Bedienten-

sinn, welchen der Bettelstaat in seiner vielfältigen Verzweigung dem einst so selbstständigen Volk der Deutschen aufgezwängt hat, wobei man aber doch auch dem allgemeinen Blödsinn, der die einstweilige Vernichtung deutscher Herrschaft in Italien als ein freudiges Ereigniß begrüßt, Rechnung tragen muß. Zweimal in jener Periode, 1816 und 1817, hat Metternich Italien besucht; im J. 1817 begleitete er als k. k. Uebergabe-Commissair die dem Prinzen von Brasilien, Dom Pedro, bestimmte Braut, die Erzherzogin Leopoldine. Man muß bekennen, daß Kaiser Franz viel Glück gehabt hat in der Wahl seiner Schwiegersöhne. Den durch die Uebergabe verlängerten Aufenthalt suchte Metternich zu benutzen, um des Großherzogs von Toscana Abneigung für Bildung eines italienischen Bundes unter dem Protectorat von Oestreich zu überwinden. Es war das vergebliches Bemühen; so wenig wie sein Vater hat Großherzog Ferdinand begreifen wollen, daß seine Herrschaft nur ein Ableger von Oestreich, und zweimal, 1848 und 1859, sollten sich in Bezug auf Toscana die Ereignisse von 1797 wiederholen. Weniger darf es befremden, daß auch der Papst auf die Idee einzugehen sich weigerte, er hätte zwar der Gelegenheit genug gehabt, einzusehen, wie nothwendig der Kirche ein streitbarer Vogt, glaubte aber für jetzt den Einflüsterungen des Turiner Hofs, „eine solche Liga sei nichts anderes, als der schön übertünchte Vorwand, die italienischen Mächte zu beklagenswerther Sklaverei herabzusetzen".

Von dem Zustand von Unzufriedenheit und Sehnsucht nach Abhülfe der Mißstände und Halbheiten, von dem, wie Italien, so Deutschland heimgesucht, soll ebenfalls nur Metternich die Schuld tragen. „So nahm er aus Italien den Haß gegen alle nationalen Bestrebungen nach Deutschland herüber, terrorisirte zuletzt hier wie dort mit der Furcht vor der Revolution die Souveraine und verpflanzte von dem Vicekönigreich das raffinirteste Polizeisystem nach Oestreich, das Princip, durch forcirte Ruhe jenen vulkanischen Ausbruch zu ersticken, nach Deutschland." Hier müßte vor allem untersucht werden, in wie fern seit des Fürsten politischem Austritt in dem Zustand von Unzufriedenheit und Sehnsucht nach Abhülfe Besserung sich ergeben hat, welche

Art von Befriedigung durch den allgemeinen Sieg des Liberalismus, durch die vielen constitutionellen Schöpfungen dem Volke geworden ist. In Erwartung des Ergebnisses einer solchen Untersuchung wird man zugeben, daß jenem von dem Fürsten ergriffenen System europäischer Erhaltungspolitik das Verdienst unbestreitbar, „nach der Befreiung von der Napoleonischen Herrschaft den wahrscheinlichen Zusammenbruch vieler Staaten und eine allgemeine Anarchie verhütet, in einzelnen der Dynastien aus dem Scheinleben zuletzt ein wirkliches ermöglicht zu haben. Der Fürst hat die alte Ordnung der Dinge befestigt, nicht um ihr Ewigkeit zu geben, sondern um den Einbruch der neuen Zeit minder unheilvoll für die Throne zu machen. Freilich trieb seine Methode das Gift, statt heraus, in die Körper hinein und überwies sie so periodischen Revolutionen und mehr oder minder großem Siechthum. Aber erhalten waren doch die Staaten, und das war Metternichs Zweck vornehmlich gewesen." Leider haben nicht alle Staaten diesen Zweck begriffen, einer wahrhaften Umsturzpolitik vielmehr gehuldigt, wozu die Zeitungsschreiber getreulich halfen.

Eine gewaltige Scheu vor den Zeitungsschreibern gehörte zu Metternichs Schwachheiten, daher seine stete Furcht, den vermeintlichen Dolmetschern der öffentlichen Meinung illiberal zu erscheinen, welche Furcht dann nicht wenige Schuld tragt an der auffallenden Schwachheit der Monarchie in den letzten zwölf Jahren seines Waltens. Der in seinen Augen so fürchterlichen Waffe sich zu gebrauchen, hatte er kurz vor dem Beitritt zu der großen Allianz den Oestreichischen Beobachter gegründet, der aber von der in den Kriegsjahren erlangten Bedeutung sehr bald zu der tiefsten Flachheit herabsank. Eine andere ihm angehörende literarische Schöpfung waren die Wiener Jahrbücher der Literatur, die auch Großes geleistet haben für arabische Philologie und Poesie. Für die Politik hatte er in Gentz sich einen Klopffechter zugelegt und den Mann, der doch eigentlich nur die Uebersetzung von den meist unfruchtbaren Ideen des Parlamentsredners Burke, als den eigentlichen Diamant der Staatskanzlei betrachtet. Die Enttäuschung, die Entdeckung, daß Gentz nichts weniger als ein Staatsmann, ist ihm spät genug geworden.

„Gentz war ein Phantast,“ so drückte in seinen letzten Jahren der Fürst sich aus, „ein Idealist, der alle Augenblicke neue Pläne hatte und sich von jedem Dinge leicht einnehmen lassen konnte; während dieses Verliebtseins in die Dinge von oft ganz heterogenster Natur war er zu Allem unfähig; dann deducirte er bloß, entfaltete seine Kunst als Sophistiker und brachte sich gern selber durch seine Phantasien ins Feuer. Ich konnte mit ihm in solchen Krisen gar nicht verkehren und war froh, wenn er mich nicht besuchte; denn alle ruhigen Vernunftgründe nahm er nicht an. Besonders in der letzten Zeit seines Lebens war er in dieser Beziehung sehr merkwürdig geworden; es gab zwischen uns die heftigsten Scenen und doch konnte ich wieder nicht grollen, weil ich seine Natur kannte. Denn kaum waren acht Tage vergangen, so pflegte Gentz wiederzukommen und vollständig ernüchtert mit mir über dieselbe Sache zu reden, in welche er vorher so sehr verliebt gewesen war, daß er darüber allen ihm sonst eigenen klaren Blick verloren hatte. Alsdann einigten wir uns ohne jede Schwierigkeit und er arbeitete den behandelten Gegenstand mit dem Talente aus, welches mit Recht als ein glänzendes anerkannt worden ist. Aber Alles in Allem genommen hatte ihn die Julirevolution zu einem ganz anderen Menschen gemacht; er hatte seine Ruhe und Sicherheit eingebüßt, hielt Alles für verloren und blieb am liebsten aus der Staatskanzlei fort, schon weil sein Liebesverhältniß ihn total beschäftigte.“

Ungleich bedeutender ist, was bei dieser Gelegenheit der Fürst von sich selbst sagte. „Ich muß immer lächeln, wenn ich lese oder höre, ich sei ein Absolutist und Finsterling gewesen. Die Menschen, die dies behaupten, kennen mich nicht und ich mag sie auch nicht belehren, das hieße Eulen nach Athen tragen. Wahr ist, daß ich für das heut Mode gewordene sogenannte constitutionelle System keine Sympathien hege, weil es mir für die praktische Staatskunst als unzweckmäßig erscheint. Denn dieser sogenannte Vertrag zwischen Thron und Volk wird immer nur eingegangen, um ihn bei guter Gelegenheit zu brechen, und diese Kämpfe beider Parteien, welche das constitutionelle Staatsleben bilden, müssen die Kraft der Staaten ebenso wie die der monarchi-

schen Autorität auf die Dauer brechen. Meints ein Fürst ehrlich, kann er sicher darauf rechnen, daß man seine Macht bis zu einem bloßen Schattenbilde herabzudrängen suchen wird. Ich kann nun einmal nicht von der Ueberzeugung loskommen, daß diese Zwitterinstitution demoralisirend auf den Staat einwirkt und zu Parteikämpfen führt, die freilich das politische Leben fördern, aber den Staat in Zeiten äußerer Gefahr auch leicht ins Verderben stürzen können. Eine Republik ist mir immer noch lieber; denn da ist Alles einheitlich und die Form der Regierung ist lange nicht so verschieden von einer Monarchie, als gewöhnlich hingestellt wird. Ich glaube auch, daß alle Monarchien eher gute Republiken als constitutionelle Staaten werden. Das Beispiel von England schlägt mich nicht; dort ist Volk und sociale Einrichtung grundverschieden von denen des Continents und dem wahren Wesen nach ist England ein oligarchischer Staat, der bei uns gar nicht möglich ist. Würden die Engländer ein Parlament haben nach dem französischen Muster, man sollte sehr bald die Wirkung kennen lernen. Für das alte Ständewesen, welches unseren Institutionen entspricht, habe ich immer Unterstützung beansprucht; es liegt darin, meiner Meinung nach, die echte Freiheit und zugleich eine Garantie für die Macht des Staats."

Auffallenden Eindruck machte auf den Minister, der gewohnt, jedem Zeitungswisch Aufmerksamkeit zu schenken, die Kunde von den Kindereien auf der Wartburg, von dem Heldenkind aus Lithauen 2c. Seiner Meinung nach mußte die Demagogie zerstört werden, ehe sie wie ein Krebs um sich greife. Vor allem hatte Gentz im Beobachter das Treiben der Bursche, und mehr noch jenes der Lehrer zu geiseln, dann wurden auf dem Congreß zu Aachen, Oct. — Nov. 1818, Verhandlungen eröffnet, um, nach den Grundsätzen der heiligen Allianz, das conservative System für Europa festzustellen. Am 15. Nov. wurde zu Aachen die Declaration unterzeichnet, „worin die Souveraine als Grundlage des zwischen ihnen bestehenden erhabenen Bundes den unwandelbaren Entschluß bekennen, nie, weder in ihren wechselseitigen Angelegenheiten, noch in ihren Verhältnissen zu andern Mächten, von der strengsten Befolgung der Grundsätze des Völkerrechts

abzugehen, weil die unverrückte Anwendung dieser Grundsätze auf einen dauerhaften Friedenszustand die einzig wirksame Bürgschaft für die Unabhängigkeit jeder einzelnen Macht und für die Sicherheit des gesamten Staatenbundes gewährt." Was in Aachen nur vorbereitet worden, dem sollte die Conferenz in Karlsbad, eröffnet 6. August 1819, die Vollendung geben. Ihr dienten als Einleitung die seit zwei Jahren stattgefundenen, „von der größten Demoralisation des Volks zeugenden Ereignisse," unter denen oben an steht die Ermordung Kotzebues, 23. März 1819. Unter deren Eindruck waren die Mitglieder der Conferenz im Voraus überzeugt von der Unentbehrlichkeit, „gegen die demagogischen Umtriebe die Mittel gerechter Nothwehr zu ergreifen," und es wurde anerkannt die Unumgänglichkeit einer wohlgeordneten, liberalen, in sämtlichen Bundesstaaten gleichförmigen Censur, gewissermaßen auch die Unvereinbarkeit repräsentativer Verfassungen mit der Autorität der Bundesversammlung. In diesem Sinne bestimmte der Bundesbeschluß vom 20. Sept. 1819, daß die Bundesversammlung, damit nicht Deutschland der Anarchie verfalle, eine feste Norm für die einzuführenden landständischen Verfassungen aufzustellen habe; daß ihr, der obersten gesetzgebenden Behörde, eine Executivmacht, behufs Vollziehung ihrer Befugnisse beizulegen sei; sie erkannte, daß die Gebrechen des Universitätswesens zur Ueberwachung der Jugend wie der Lehrer strenge Maasregeln erforderten, daß der Mißbrauch der Presse die Einführung der Censur gebiete, und daß die Ausdehnung der revolutionairen Umtriebe die Bestellung einer Centraluntersuchungscommission nothwendig mache. Die Nothwendigkeit, Hand anzulegen dem Universitätswesen selbst, dieser Tradition aus einer längst verschollenen Zeit, die keine Bücher besaß und nur einzelne berühmte Namen von Lehrern kannte, hat auch in Karlsbad niemand einsehen wollen.

Sehr bald fanden des Fürsten trübe Ahnungen ihre Bestätigung in Ereignissen, die zwar ohne directe Verbindung mit Deutschland. Am 1. Januar 1820 kam zu Ausbruch der ganz Spanien fortreißende Soldatenaufruhr zu Cadiz, am 13. Febr. 1820 wurde der Herzog von Berry ermordet. Am 4. Mai 1820

schrieb der Fürst an den Badischen Gesandten von Berstett: „Die Zeit schreitet in Stürmen vorwärts; ihren ungestümmen Gang gewaltsam aufhalten zu wollen, wäre ein eitles Unternehmen. Nur durch Festigkeit, Mäßigung und Weisheit, durch vereinte und in der Vereinigung wohlberechnete Kraft ihre verheerenden Wirkungen zu mildern, das allein ist den Beschützern und Freunden der Ordnung übrig geblieben. Die Erhaltung des Bestehenden ist unser nächstes und wichtigstes Augenmerk. Wir begreifen aber darunter nicht blos die alte und in wenigen Staaten unberührt gebliebene Ordnung im engern Sinne des Worts, sondern auch neu eingeführte Institutionen, sobald sie einmal verfassungsmäßige Kraft haben." Am 16. Mai 1820 unterzeichneten die in Wien versammelten Minister der Bundesstaaten die Schlußacte ihrer, die Karlsbader Conferenzen erläuternden und ergänzenden Berathungen.

Am 2. Jul. 1820 desertirten aus Nola die Unterlieutenants Morelli und Silvati mit 120 Reitern vom Regiment Borbone, Cavalerie, denen sich der Pfaffe Menichini und 20 andere Carbonari angeschlossen, um in Avellino die Revolutionirung des Königreichs beider Sicilien zu beginnen. Sie war alsbald vollbracht, aber Metternich zweifelte nicht, sprach: „Man muß suchen, daß das nicht weiter gehe, es ist ein Werk der Carbonari und ich hätte es längst voraussehen können." Gegen den Principe Cimitile, den dritten von der revolutionairen Regierung in Neapel nach Wien entsendeten Unterhändler, äußerte der Fürst: „Die Revolution in Neapel ist das Werk einer Secte und der Ueberrumpelung. Die Billigung derselben von Seiten der Höfe würde die Keime der Revolution auch auf solchen Boden verpflanzen, der noch frei davon ist. Es gibt nur ein Mittel, und das ist nicht Versöhnung, sondern Abhülfe. Alle Männer, die das Beste ihres Landes wollen, mögen den König bitten, die Zügel der Regierung wieder zu übernehmen und alle seit dem 5. Juli geschehenen Handlungen aufzuheben." — „Denken Sie denn, daß solche Männer sich finden würden?" entgegnete Cimitile. „Wenn Sie keine finden, so beherrscht der Kaiser, mein Herr, Männer, welche bereit sind, zu thun, was ich Ihnen bezeichnet habe, verfügen Sie

darüber, 80,000, selbst 100,000 Mann werden auf Ihren ersten Wunsch marschiren und die Revolte niederwerfen." Beiläufig dieselben Worte, mit welchen Manteufel die Besten und Edelsten von Elberfeld entlassen hat.

Zu Wien war man fest entschlossen, zu interveniren, dafür die Genehmigung der Großmächte zu erhalten, wurde der Congreß zu Laibach, Nov. 1820, beliebt. Der Intervention traten Frankreich und am entschiedensten England entgegen, Kaiser Alexander schwankte, hingerissen aber durch die von Metternich empfangene Mittheilung eines Aufruhrs in der Garde zu Petersburg, fragt er: „Was ist zu thun?" Entgegnet Metternich: „Rußland, Preussen und Oestreich mögen sich, in Erneuerung der heiligen Allianz, für die Anwendung ihrer Grundsätze verbünden, dann verantworte ich die Zukunft." Damit ergriff er die Feder, den Entwurf einer Erklärung niederzuschreiben, worin gesagt, daß dieselben Principien, welche die Großmächte vereinigten zum Niederwerfen des militairischen Despotismus eines aus der Revolution hervorgegangenen Individuums, gegen jede revolutionaire Gewalt geltend gemacht werden sollen, sei es durch Vermittlung, sei es durch Zwang. Zu dem Ende würde man den König beider Sicilien einladen, einen fernern Congreß in Laibach zu besuchen, wo man sich mit ihm verständigen könne. Sofort genehmigte der Kaiser von Rußland den Entwurf, dem auch Preussen ohne Zögerung beitrat, während Lord Stewart mit Heftigkeit protestirte, den Fürsten beschuldigte, England getäuscht zu haben, versicherte daß dieses niemals den aufgestellten Grundsätzen beitreten werde. Wenig kümmerte sich jedoch der Fürst um solchen Protest, und noch weniger um die schwachen Versuche des französischen Hofs, die kleinen italienischen Staaten auf seine Seite zu ziehen. Troppau wurde verlassen; von einem Unfall, der auf der Rückreise bei Nikolsburg den Fürsten traf, ist Abth. I Bd. 2 S. 118 Rede gewesen.

Der Congreß wurde in Laibach eröffnet, und sehr willig von dem König von Neapel die Nothwendigkeit erkannt, gegen alle, von seinem Parlament vorgenommenen Veränderungen zu protestiren. Aber das Parlament hatte, ihn zu controliren, den

Duca, weiland Marchese del Gallo ausgesendet, eben denjenigen, der zu Leoben als Vermittler auftrat, dann aus Kaiser Napoleons Munde die herbe Apostrophe vernahm. Mit dem Duca zu verhandeln, wurde Metternich angewiesen. „Man hat Sie kommen lassen," sprach dieser, „um die Ergebnisse der Berathungen zu vernehmen. Ich handele im Namen der Großmächte und mit Zustimmung des Königs von Neapel. — Aber," entgegnete Gallo, „ich verlange meinen Herren zu sprechen. — Sie werden ihn sprechen und von ihm die Bestätigung dessen, was ich sage, vernehmen. — Ich habe einige Bemerkungen zu machen. — Man hat Sie nicht gerufen um Ihre Bemerkungen zu hören und Sie haben deren keine zu machen. Sie sind hier um zu vernehmen, daß die Mächte keine der zu Neapel vorgenommenen Veränderungen anerkennen, und daß der König in sein Reich mit der durch den Vertrag von 1815 ihm zugesicherten Machtvollkommenheit zurückkehren wird. Oestreicher, 50—80,000 Mann, sollen Neapel besetzen, um, für die Dauer von drei Jahren, die Ruhe zu sichern; das Land hat sie zu unterhalten. In sein Recht wieder eingesetzt, wird der König nach seiner Weisheit das für des Volkes Wohl Ersprießliche anordnen; sollte man thöricht genug sein, Widerstand zu versuchen, so werden weitere 100,000 Mann folgen. Uebrigens warten Sie dem König auf, er wird bestätigen was ich ausgesprochen habe."

Die östreichische Armee setzte sich in Bewegung; gegen sie gerichtet waren die Wünsche aller Deutschen, die, nach einem Lieblingsausdruck jener Epoche, mit dem Geist der Zeit fortgeschritten waren. Man erwartete nur Großthaten von den schwarzgekleideten Fabiern von Cocagna, man verfolgte mit Entzücken die Erzählungen von den Vertheidigungsanstalten, mittels deren man die Leistungen der Guerillas überboten zu sehen hoffte, man schwärmte in der Betrachtung des prächtigen Reiterregiments, das vergleichbar einem gespenstigen Zug von Matamoros, bei Fackelschein durch die Strada de Toledo sich wälzte, auf keiner Landkarte waren die in den ersten Berichten genannten Ortschaften Frosinone und Ceprano zu finden. Das währte indessen nicht lange, und es kamen die Hiobsposten rasch

hintereinander, von dem gänzlichen Mangel der Neapolitaner an modernem Selbstbewußtsein, nach dem vortrefflichen Ausdruck der Cölnischen Zeitung, von der Occupation der Hauptstadt. Waren sanguinisch die Hoffnungen gewesen, so wurde in ihrer ganzen Bitterkeit die Enttäuschung empfunden. Es ergab sich unendliche Verachtung für den jüngst noch so gefeierten italienischen Namen. Zu München ließ das Unglück die Schauspieler, aus der Vorstellung nach Haus gehend, mit einem Italiener zusammentreffen, den erfassen, in eine Ecke drücken, der Reihe nach .... war das Werk eines Augenblicks. Den 23. März 1821 zogen die Oestreicher der Stadt Neapel ein, und in denselben Tagen kam zu Ausbruch die Revolution zu Turin, der jedoch eine östreichische Division unter Bubna schon zu Anfang Aprils ihr Ende bereitete. In den wenigen Tagen hat der Prinz von Carignan die noble Rolle einstudirt, die er späterhin als spada d'Italia durchführen sollte. Sie hätte wohl berechtigen können, ihn von der Succession zu einem Thron auszuschließen, dessen das Haus Carignan durch seine Antecedentien so wenig würdig (Abth. II Bd. 4 S. 791—793). Zudem war Karl Alberts Urgroßvater an eine Bastardtochter des ersten Königs von Sardinien verheurathet gewesen, daß mithin die Ebenbürtigkeit verloren. Zu thun, was hier Rechtens, mögen Familienrücksichten, für das Böse so mächtig, für das Gute so unwirksam, verhindert haben.

Noch tagte der Congreß, als die Nachricht von der Erhebung Griechenlands, beginnend mit dem Aufruhr zu Kalavrita, 24. März 1821, eintraf. Die Lösung der damit auftauchenden Fragen wurde einem neuen Congreß vorbehalten, und wie die Minister insgesamt, trat auch Metternich die Rückreise an. In deren Lauf ist ihm die glänzendste Anerkennung seiner Verdienste geworden; seine Ernennung zum Haus-, Hof- und Staatskanzler datirt vom 25. Mai 1821. Bereits nahmen die Ereignisse im Osten seine ganze Aufmerksamkeit in Anspruch. Kaiser Alexanders Sympathien für die griechische Revolution konnten zu einem allgemeinen Krieg führen, den zu verhindern bot der Staatskanzler die Vermittlung von Oestreich an, und als sie nicht abgelehnt, nicht angenommen worden, reisete er in Gesellschaft des

Erzherzogs Ferdinand nach Hannover, wo eben, October 1821, K. Georg IV Hof hielt und seinen Minister Castlereagh um sich hatte. Metternich und Castlereagh einigten sich zu einer gemeinschaftlich zu betreibenden Vermittlung, die denn auch das gewünschte Ergebniß erbrachte, den ernstlichen Zusammenstoß Rußlands mit der Pforte vorläufig hintertrieb. Vollends die Gefahren zu beseitigen, welche die griechischen Wirren dem Weltfrieden bereiten konnten, die Revolution in Spanien, die jeden Augenblick dem beweglichen Frankreich sich mittheilen konnte, zu bändigen, beantragte der Staatskanzler den Congreß zu Verona, auf welchem die Lage Europas auf das Neue erwogen, die heiklichsten Fragen erledigt werden sollten.

Dahin abzugehen bereitete sich Robert Marques von Londonderry Viscount Castlereagh, der Tag seiner Abreise war wohl bereits festgesetzt, als er durch freiwilligen Tod, 12. Aug. 1822, ganz Europa in Erstaunen versetzte. »Cependant les affaires extérieures de l'Europe se compliquaient singulièrement,« schreibt Capefigue; »l'indépendance de l'Amérique espagnole amenait une situation exceptionelle; les puissances continentales avaient cru nécessaire de prendre des mesures extraordinaires pour arrêter le progrès des opinions démocratiques; lord Castlereagh, associé depuis 1811 à ces grandes assemblées de princes et de rois, pour la répression des idées désorganisatrices, aurait voulu maintenir l'Angleterre dans la même situation diplomatique, et cependant la position était changée. Un mouvement libéral plus prononcé se faisait sentir; le système politique de Castlereagh n'avait plus sa popularité, il avait fait son temps; la majorité incertaine, dans le parlement, se prononça dès ce moment pour l'émancipation des catholiques d'Irlande; une proposition de Canning, sur les catholiques, passa à la chambre des communes, elle ne fut repoussée que par les lords; un tel résultat devait amener un changement de ministère, et le suicide de lord Castlereagh rendit la modification du cabinet indispensable. Ce ministre, comme tous les hommes de cœur, n'avait pas voulu survivre à la grande pensée de son système; et c'était ce système qui avait

maintenu la force et la dignité de la Grande-Bretagne, pendant la révolution française et l'Empire de Napoléon. Le mouvement politique appelait Canning à former un nouveau cabinet; c'était lui qui avait obtenu la majorité sur la question de l'émancipation catholique; et d'après les usages anglais il devait être chef du gouvernement. Le roi n'aimait pas Canning; ses liaisons avec la reine Caroline l'avaient profondément blessé; Canning n'était pas whig, c'était un tory un peu nuancé par l'ancien parti Grenville; mais la position qu'il avait prise dans le parlement choquait les opinions personnelles de Georges IV. D'abord, en ce qui touchait l'émancipation des catholiques, le roi, comme gardien de la religion anglicane, n'acceptait qu'avec une extrême répugnance le ministre qui avait été dans le parlement l'expression même des opinions favorables à cette émancipation; ensuite Georges IV savait les liaisons de Canning avec quelques personnages importants du parti whig; il connaissait les idées aventureuses sur la politique étrangère que cet homme d'état avait conçues. Ce ne fut donc qu'après de longues négociations et par suite d'une nécessité impérative que Georges IV accepta Canning comme chef du cabinet; il subit là une nécessité passagère comme Georges III quand il avait formé le ministère Fox; aussi, sous prétexte de la goutte, se retira-t-il à Brighton, et il n'ouvrit plus le parlement en personne. C'était dire hautement qu'il n'approuvait pas le système ministériel qui lui avait été imposé par les circonstances. Canning fit prononcer le discours de la couronne par commissaires, et prit en son nom propre la direction la plus absolue du cabinet. Ceci se passait durant le congrès de Vérone et les transactions diplomatiques qui préparèrent la guerre d'Espagne; l'opinion de Canning fut formelle; il parla avec beaucoup de netteté sur toutes les questions extérieures; il commença un système politique tout entier dans les pensées révolutionaires. Jusqu'à la mort de Castlereagh, l'Angleterre avait été une puissance politique et continentale, se rapprochant des gouvernements conservateurs, afin d'amener un système de répression; avec

Canning, au contraire, c'était la révolution qui allait trouver en Angleterre un auxiliaire, partout où elle pourrait se produire victorieuse. Ce système avait déjà triomphé dans les colonies espagnoles; la Grèce luttait vigoureusement contre l'empire ottoman; le Piémont, l'Espagne avaient arboré les couleurs révolutionnaires; un large champ était ouvert aux déclamations de Canning, et il en profita. Mais ici, nous le répétons, le roi Georges IV demeura étranger aux actes politiques de ce ministre; sa confiance royale fut plus spécialement placée dans la chambre des lords qui devint tout-à-fait pouvoir de résistance. Canning s'aperçut bien que dans cette haute chambre l'opposition serait formidable, et il entama plusieurs fois avec le roi la question d'une promotion de pairs, attendu les impossibilités qui entouraient son ministère. Le refus de la part du roi fut très-vif et persévérant; il voyait dans la chambre des lords la seule garantie constitutionelle pour son autorité qu'il ne voulait point abandonner. Canning, de son côté, exposait »»qu'il fallait accepter sa démission si on ne lui donnait les moyens de mener le gouvernement à bonne fin.«« Une première transaction fut faite; on convint de suspendre la nomination des pairs, et d'attendre un vote du parlement mieux prononcé sur la question catholique. Les pétitions arrivaient de toutes parts; et, comme les communes avaient déjà donné gain de cause aux catholiques, sir John Russel eut espoir de faire passer son bill de réforme, une des idées les plus anciennes de l'opposition. Ainsi se développaient toutes les questions politiques de l'Angleterre; elles marchaient lentement, mais depuis l'avènement de Canning il était bien constaté que la Grande-Bretagne tendait à la réforme de sa constitution. Si les catholiques d'Irlande obtenaient leur émancipation, c'était évidemment le premier pas de fait; il n'y avait pas de raison pour que l'on s'arrêtât, et la réforme viendrait après tout naturellement. Canning ne pouvait aller jusque-là; sa puissance sur l'esprit du roi n'était pas assez grande; aussi, pour maintenir sa popularité, le ministre anglais exagérait-il les

principes de libéralisme à l'extérieur. Ce fut à l'occasion de la guerre d'Espagne qu'il exposa ses doctrines de l'insurrection. Le gouvernement anglais appelait hautement les nations à se soulever contre leurs rois; il favorisait de tous ses efforts l'émancipation des colonies espagnoles, il cherchait à s'emparer des forces politiques de l'Espagne, il voulait organiser l'insurrection grecque contre la Porte, et ces systèmes quasi-révolutionaires exposés en parlement excitaient le plus vif enthousiasme, et faisaient décerner à Canning les titres les plus éclatants par le vieux libéralisme. Il éloignait, autant qu'il le pouvait, les questions intérieures, et particulièrement la réforme parlementaire. Les choses marchèrent ainsi jusqu'à la mort du ministre anglais, qui n'avait jamais eu la confiance de son souverain.«

An Castlereagh verlor Metternich einen ergebenen, seine Grundsätze theilenden Beistand, in dessen Nachfolger traf er auf einen unabhängigen, trotzigen, geistreichen Feind. Als Englands Vertreter, der getreuste Auffasser von Cannings Ideen kam Wellington zum Congreß, eigentlich nur, um gegen jede Intervention in Spanien zu protestiren. Seine Vorträge waren „nichts als traurige Monumente einer von allen guten Grundsätzen abgefallenen Regierung und zugleich des elendesten Diplomaten, den diese Regierung vielleicht je in einem großen Geschäfte verwendet hat." Metternich, überzeugt, daß Englands Widerstand auf ungeschlachte Redensarten sich beschränken werde, betrieb mit Eifer und Erfolg die Ausführung der zwischen den vier Mächten getroffenen Verabredungen. In seiner an die spanische Regierung erlassenen Note heißt es: „Die Verwirrung auf der Halbinsel ist seit Kurzem in schreckhafter Weise gewachsen, die strengsten Maasregeln, die kühnsten Schritte können nicht länger die Regierung aufrecht erhalten. Der Bürgerkrieg ist in den Provinzen ausgebrochen; die Beziehungen zu dem größten Theil von Europa sind gestört, oder gebrochen, hinsichtlich Frankreichs haben sie einen Charakter angenommen, der die ernstesten Besorgnisse um deren Folgen erwecken muß. Diesem Zustand von Isolirung, durch die letzten Ereignisse herbeigeführt, hat Spanien ein Ende

zu machen. Vor Allem muß der König frei sein, und wird er von dem Augenblick an frei sein, da er an die Stelle eines unpracticabel befundenen Regiments eine Ordnung setzen kann, welche in einer glücklichen Vereinigung die Rechte des Monarchen mit den wahren Interessen und gesetzlichen Wünschen aller Classen der Nation verbindet." Die Intervention erfolgte in einer die Erwartungen aller Gebildeten noch schmerzlicher täuschenden Weise, als es mit den Ereignissen in Neapel der Fall gewesen. Die Männer der Bewegung hatten nicht Zeit gehabt, in Spanien die Massen von Gesindel aufzutreiben, welche aller Revolutionen nothwendigster Factor sind. Daß die Intervention schmähliche Früchte trug, dafür kann der Fürst-Staatskanzler nicht verantwortlich gemacht werden.

Leichtern Kaufes wurde er fertig mit den Emancipationsgelüsten, zu denen die Höfe von München, Stuttgart, Karlsruhe, Darmstadt und Cassel sich verleiten lassen. Zwar fanden seine Vorstellungen in München, wo er von Verona kommend, den 1. Januar 1823 eintraf, den gehofften Eingang nicht, in Würtemberg zeigte man sich noch rücksichtloser, verurtheilte die Beschlüsse von Verona, das System der heiligen Allianz und erklärte, von den so befriedigende Resultate erbringenden Verwaltungsgrundsätzen nimmermehr abgehen zu wollen, aber in seinem Bestreben, an dem Bundestage die Majorität zu gewinnen, verharrend, zog Metternich zuerst Sachsen an sich, dann auch Baden, das doch am mehrsten durch Umtriebe, deren Erfüllung dem J. 1848 vorbehalten, bearbeitete Land. In dem Gedächtniß von des Herzogs Friedrich Wilhelm von Braunschweig Hinneigung zu Oestreich von dessen Sohn das Gleiche erwartend, verwendete er sich so eifrig für den Herzog Karl, daß diesem, der am 30. Oct. 1823 das 19. Jahr zurücklegte, der Vormund, König Georg IV an demselben Tage die Regierung überließ. Metternich hatte dem Grafen Münster geschrieben, daß er in dem jungen Herzog „eine Ruhe und Haltung gefunden habe, die seinem Alter voraus sei, und dazu einen Respect für den erhabenen Vormund, der einer schönen Seele zu entsteigen scheine."

Am 6. Febr. 1823 begannen die Sitzungen des Bundestags. Es wurden ihm die Beschlüsse von Verona zur Annahme vorgelegt, die Majorität bekannte sich jedoch nur zu den Grundsätzen und Absichten der heiligen Allianz, ohne die Uebereinstimmung mit deren Maasregeln auszusprechen. Oestreich und Preussen im Verein erfaßten hierauf den Gedanken einer Epuration des Bundestags. Zuerst wurde von Hessen-Darmstadt, welches nächst Würtemberg die stärkste Opposition machte, die Zurückberufung seines Gesandten gefordert, und auf eine fulminante Depesche bewilligt. Die gleiche Forderung wurde an Würtemberg gestellt, und weil der König Anstand nahm, den von Wangenheim, als den entschiedenen Widersacher der östreichischen Politik abzurufen, erhielt der östreichische Gesandte den 28. Mai die Weisung Stuttgart zu verlassen. Dem Beispiel folgten Rußland und Preussen, und sah Würtemberg sich zur Nachgiebigkeit gezwungen, mußte auch den Deutschen Beobachter unterdrücken. Schon vorher waren andere mißliebige Gesandte, wie Gagern und Texel beseitigt worden. Ohne Anstand ging durch der Antrag, die Veröffentlichung der Bundesprotokolle aufzuheben: wer noch etwas von Opposition in sich tragen mochte, der konnte sich freuen, daß solche Geständnisse absoluter Nullität der Aufmerksamkeit des Publicums entzogen. Mit derselben Leichtigkeit wurden auch fernere Anträge durchgesetzt, auf Verlängerung des Preßgesetzes vom J. 1819, Fortbestand der Mainzer Umtriebscommission, Beaufsichtigung der Universitäten lautend. Vollständig ward zur Anwendung gebracht was man das Metternichische System zu nennen pflegt.

Während sothanes System das namenlose Weh durch alle Gauen von Deutschland trug, die Presse dem Drucke der unwürdigsten Fesseln schier erlag, das freie Wort verstummte, einige Jungen auf der Festung büßten, daß sie, den reformatorischen Beruf in sich verspürend, dem Trieb des Geistes gefolgt waren, der edle Commersch sogar Hemmungen und Beschränkungen begegnete, offenbarte das nach Außen hin so despotisch erscheinende System in den Erbstaaten einen sehr gemüthlichen Charakter, wie er durch die Ruhe und Folgsamkeit der Nation bedingt. Ihr

war nach der kurzen, unvergängliche Früchte tragenden Preßfreiheit unter Joseph II, die Schreiberdiarrhöe vollkommen fremd geworden, sie begnügte sich mit den wenigen von der Regierung privilegirten Zeitungen, sie bemerkte kaum, daß man ihr, um das Einschwärzen verdächtiger oder beunruhigender Ansichten zu verhüten, beinahe jeden geistigen Verkehr mit dem Ausland benommen hatte. Einzig in dem lombardischen Königreich traten fortwährend beunruhigende Symptome auf in geheimen Verbindungen und Verschwörungen, denen die Regierung bei weitem nicht den gehörigen Nachdruck entgegenzusetzen wußte, gleichwie sie keineswegs sich bemühet zeigte, den Ursachen der häufig und häufiger sich äußernden Mißstimmung nachzuspüren, viel weniger ihnen abzuhelfen. Als einer der vornehmsten Agenten der gereizten Stimmung ist zu betrachten die fortwährend im Steigen begriffene Ueberschwemmung von Beamten aus den alten Provinzen, vornehmlich aus Welsch-Tyrol. Diese betrachtete mit Ingrimm die auf den Staatsdienst angewiesene Bevölkerung, der mußte es eine höchst anlockende Idee sein, bei erster Gelegenheit der unzähligen Intrüsen ledig zu werden. Wenn aber hierdurch nicht selten der Staat sich veranlaßt sah, Strenge zu üben, so hatte Metternich wenig andern Antheil bei dergleichen Maasregeln, als daß er bemühet, sie in der Anwendung zu mildern oder gänzlich zu beseitigen. Mancher Verbrecher hat seiner Fürsprache sich erfreut; die versagte er niemals, und vollends unerträglich war ihm der Anblick von persönlichen Leiden. Man sagt, er habe keine Mücke in Todesnöthen sehen können, sie regelmäßig aus dem Wasser herausgezogen, um ihr das Leben zu erhalten. Kaiser Franz, in dessen Charakter eine gewisse Unerbittlichkeit begründet, läugnete nicht, daß er im Verzeihen ein schlechter, Metternich ein ungleich besserer Christ sei. Dem hat der ungrische Reichstag von 1825 das Indigenat taxfrei verliehen: es lösete auch dieser Reichstag in Wohlgefallen sich auf, nachdem die auf demselben sich ergebende mächtige Opposition mehrentheils dem Staatsdienst eingetreten war. Es ist das die Grundlage aller politischen Umwälzungen: »Ote-toi de là, afin que je m'y place.«

Wohl hatte Metternich die Nothwendigkeit erkannt, die spanischen Colonien zum Gehorsam gegen die Metropole zurückzuführen, seine Wünsche in dieser Hinsicht mußten aber scheitern aus Abgang der Mittel, sie geltend zu machen. Eben so wenig vermochte er in Bezug auf Portugal, wo er genöthigt, für Dom Miguel Partei zu nehmen, während Canning die ganze Macht von England anwendete, um der entgegengesetzten Ansicht die Oberhand zu verschaffen. Sorgen ungleich ernsterer Art bereitete dem Staatskanzler des Kaisers Alexander Ableben, 1. Dec. 1825, und des Nachfolgers energischer, eroberungssüchtiger Charakter. Gleich die englisch-russische Allianz vom 4. April 1826 bezweckte offenbar die Ablösung Griechenlands von der türkischen Herrschaft. Unstreitig hat Metternich den größten Einfluß geübt auf die Nachgiebigkeit, welche in dem Vertrag vom 25. Sept. 1826, den Forderungen Rußlands gegenüber, die Pforte bezeigte. Aber nur vertagt war damit die Crise: am 6. Jul. 1827 kam zu Stande der Vertrag, wodurch Rußland, England und Frankreich sich verpflichteten, nöthigenfalls von dem Sultan die Freigebung Griechenlands zu erzwingen. Dem Bündniß folgte schnell genug Cannings Tod, 8. Aug. 1827, nichts desto weniger wurde am 20. Oct. die Seeschlacht bei Navarin geliefert, von dem neuen Minister, Herzog von Wellington vor dem versammelten Parlament als eine große Katastrophe, einzig zum Vortheil von Rußland herbeigeführt, beklagt. Von der Schlacht empfing Metternich die Nachricht, da er eben zur Trauung fahren wollte.

Wittwer seit 19. März 1825, hatte er, der lebenslustige 54jährige Herr, seit längerer Zeit unter den Schönen des Landes sich umgesehen, und als der Schönen schönste befunden die in der That blendende Tochter der ehemaligen Geliebten K. Ferdinands von Neapel, Antoinette Freyin von Leykam, geb. 25. Aug. 1806. Die von Leykam, vormals in der Stadt Cöln und im Bergischen begütert, gehören nicht zu dem ritterbürtigen Adel, und begegnete daher des Fürsten Wahl von Seiten seiner Mutter und Schwester lebhaftem Einspruch, während die beabsichtigte „Mißheurath“ vielfältig von der vornehmen Welt in Wien bespöttelt wurde. In deren Sinn war die Braut keine Geborne: hat doch

einst bei der Präsentation der Gemahlin eines Gesandten eine Eiferin für das reine Vollblut, für die Etiquette, die Runde bei den anwesenden Damen gemacht, einer jeden in die Ohren raunend: »ne lui parlez pas, elle n'est pas née.« Den Unterschied des Heerschildes einigermaßen auszugleichen, hatte der Kaiser am 8. Oct. 1827 die Braut seines Ministers in den Grafenstand, als Gräfin von Beilstein erhoben. Trotz der durch die Hiobspost von Navarin hervorgerufenen Bestürzung fand die Trauung statt den 5. Nov. 1827, zu Hetzendorf, in dem k. k. Lustschloß, bei des Fürsten Schwager, dem Herzog Ferdinand von Würtemberg, in Beisein der fürstlichen Mutter und Schwester. Nicht lange hat diese Ehe Bestand gehabt. Die Fürstin starb im Wochenbett, 17. Januar 1829, nachdem sie am 7. Januar von einem Sohne, dem Fürsten Richard entbunden worden. Die von den hohen Damen empfangenen déboires haben ohne Zweifel wesentlich diesen Trauerfall verschuldet.

Die Folgen des Ereignisses von Navarin, der Pforte zu Gute, so viel möglich zu neutralisiren, suchte Metternich die Allianz mit Frankreich, welche herbeizuführen, ganz gegen seine Weise, er sogar einen Schreckschuß wagte. Es wurde das Tuileriencabinet aufmerksam gemacht auf die Gefahr, den Prinzen von Carignan, das Schooskind Frankreichs, von der Thronfolge in Sardinien ausgeschlossen zu sehen, auf die ungleich dringendern Gefahren, welche der Sohn Napoleons der Monarchie der Bourbonen bereiten könne. Karl X haßte den östreichischen Staatskanzler persönlich, und ließ unbedenklich den Gesandten von Lebzeltern wissen, man bekümmere sich wenig um die Wichtigkeit, welche seit einiger Zeit gewisse Leute dem Sohne des Exkaisers beizulegen beflissen. Auch den Gerüchten hinsichtlich Sardiniens trage man keine Rechnung, da ihre Realisirung herbeiführen werde, was vor allem Fürst Metternich zu vermeiden habe, eine französische Alpenarmee, deren Anblick hinreichen werde, um die Halbinsel in Aufregung zu versetzen. Zu einem wider Rußland gerichteten Bündniß werde das französische Cabinet niemals die Hand bieten. Ungezweifelt hat diese in Bezug auf den ersten Punkt vollständig durch spätere Ereignisse widerlegte Ansicht,

neben der seit 1814 in Frankreich waltenden Russenfurcht, in der Ueberzeugung gewurzelt, daß so lange Metternich am Ruder, niemals eine ernstliche Anstrengung, höchstens nur passiver Widerstand zu erwarten sein dürfte. Später soll sogar Karl X geäußert haben, daß er einen Krieg mit Oestreich sehr gern haben würde, indem er darin die Gelegenheit ersehe, die innern Unruhen auszugleichen, die Nation im Großen zu beschäftigen.

Der Frieden von Adrianopel, 14. Sept. 1829, besiegelte Rußlands Unterwürfigkeit gegen die Türkei, die zwar schon früher durch Metternich aufgegeben worden. Hatte er doch bereits eine Annäherung zu Kaiser Nicolaus versucht, gegen dessen Vertrauten, den General Krasicki geäußert: „Ich weiß, daß, um den europäischen Vulcan zu ersticken, ein enges Band zwischen Oestreich und dem einzigen, starken, großen Selbstherrscher Nicolaus bestehen muß; aber wenn ein feindliches Geschick will, daß Europa dem Willen der Ideologen und wirren Köpfe, derjenigen verfalle, welche den Monarchen zu dienen scheinen, dann ist das Einzige, so ich Ihnen versichern kann, daß Oestreich das letzte sein wird zu weichen.“ Ferner, in einem andern Zwiegespräch: „In seiner jetzigen Lage kennt der Kaiser von Oestreich nur einen einzigen Feind, den aller Throne; er kennt nur zwei Parteien, die der Zerstörung und die der Erhaltung, diese die Basis unseres Systems.“ Dem folgten Klagen, daß man solche Wahrheiten nicht mehr einsehen wolle, daß Rußland, aufgefordert, dem System wieder seine Unterstützung zu leihen, in kränkender Weise für den Nothfall seine Armee angeboten habe. „Der Kaiser hat genug, um sich zu behaupten. Herr von dreißig Millionen Unterthanen, will er nur bewahren was er besitzt, von niemanden verlangt er etwas; er fürchtet den Krieg nicht, wird aber, deß gebe ich Ihnen mein Wort, keinen unternehmen. Wenn ihm etwas Noth thut, so ist es des Kaisers von Rußland moralische Unterstützung, damit dem Uebel die Zukunft benommen, dem verheerenden Strom, der bereits gegen die Stufen der Throne anschlagt, ein Damm gesetzt werde.“ In diesen Worten spricht sich die feige Politik aus, die so lange unter scheinbaren, nichtigen Erfolgen sich verbergend, die gewaltige Monarchie von Concessionen

zu Concessionen gegen das Ausland zuerst, dann immer weiter geführt hat. Das ist wahrlich nicht die Politik, geziemend einem Staat, der auf vier mächtige Nationalitäten, darunter die eine von allen die mächtigste, gestützt, zur Weltherrschaft berufen schien, wenigstens in dem Zwecke seiner Selbsterhaltung angewiesen, genöthigt war, diese Nationalitäten zu ergänzen. Diese Politik hat, statt den reichen Grundstoff zu benutzen, das Volk in seiner apathischen Selbstgenügsamkeit bestärkt, denn wenn der Deutsche überhaupt genügsam von Natur ist, kein Arges dabei hat, wenn man ihn dieser oder jener Provinz entledigt, so ist der Oestreicher in sothaner Genügsamkeit der Deutsche par excellence.

Solcher Politik ist es zuzuschreiben, daß die Gestaltung von Griechenland ohne alle Zuziehung von Oestreich lediglich im russischen Sinne erfolgte, daß einer der eifrigsten Träger russischer Interessen, Kapodistrias zum Präsidenten von Griechenland erwählt wurde, daß bei der Wahl eines Königs auf den von Oestreich schwach angedeuteten Candidaten, den durch seine Selbstständigkeit Ehrfurcht gebietenden Herzog von Modena, schlechterdings keine Rücksicht genommen wurde, während das von Louis Philipp regierte ohnmächtige Frankreich hier als eine der vermittelnden Mächte auftreten durfte. Die Annäherung des Sturms, welchem Karl X erlag, mag Metternich allerdings vorhergesehen haben, sollen ihm doch von dem wieder zu Athem gekommenen Bonapartismus den Sohn Kaiser Napoleons betreffende Vorschläge zugekommen sein; so hat er auch im Mai 1830 an den französischen Gesandten in Wien bedenkliche Worte gerichtet: „Ihre beiden klaffenden Wunden sind allerdings das Wahlgesetz und die Preßfreiheit; aber daraus folgere ich nicht, daß man sie mit Brutalität angreifen, daß man einen Staatsstreich unternehmen dürfe. Nur mittels der Kammern können Sie zum Ziele gelangen; auch wird Europa zu Anderm die Hand nicht bieten. Ich kenne den öffentlichen Geist in Frankreich zu genau, um nicht zu wissen, daß ein Staatsstreich den Untergang der Dynastie herbeiführen würde." Durchaus aber muß ich in Abrede stellen, daß der Staatskanzler das sofortige Eintreten der Katastrophe erwartet habe. So arg wird er freilich sich nicht geirrt

haben wie Radowitz, der im Februar 1848 von der zu Paris vorgenommenen Recognoscirung heimgekehrt, versichern durfte, nie habe der Thron von Ludwig Philipp fester gestanden, noch wie jener Mann, der, nachdem er Jahre lang zu Paris in des preussischen Gesandten von Werther Intimität verlebt, in den ersten Tagen des Juli 1830 die Heimath besuchend, sich vermaß, von 14 zu 14 Tagen auf dem Pontneuf zu Paris eines der Häupter der Revolution, Lafayette, Foix u. s. w. guillotiniren zu lassen, ohne daß sich darum die leiseste Bewegung ergeben werde. Aber doch hat Fürst Metternich in dem Maße sich getäuscht, daß er unmittelbar vor den berühmten Julitagen in zahlreicher und glänzender Gesellschaft von Diplomaten, darunter z. B. der Gesandte Caraman, vom Johannesberg aus Coblenz besuchend, durch lustige sorglose Haltung bedenkliches Kopfschütteln der wenigen erregte, welche in ernstlicher Bekümmerniß den Gang der Dinge an der Seine verfolgten, indessen der große Haufen sich ergötzte oder scandalisirte an dem mehr als frivolen Zeitvertreib jener glänzenden Gesellschaft, an den romantischen Fluß- und Mondpartien ꝛc. ꝛc.

Der vielen Lust folgte schwere Unlust, wie durch einen Zauberschlag fand die ganze Weltlage sich umgekehrt. Bevor er noch zu einem Entschlusse hinsichtlich Frankreichs gekommen, war der Staatskanzler bedacht, der Schweiz, die längst als vieler Intriguen Herd verdächtig, sich zu versichern. Er sprach zu Effinger, ihrem Geschäftsträger: „Man wolle sich nicht in die innern Angelegenheiten Frankreichs mischen, aber auch von daher keine Rückwirkung auf andere Staaten zugeben. Mehr denn je sei die Schweiz zur strengsten Neutralität verpflichtet, in einem Moment, da es sich um Festhaltung des erschütterten Staats- und Völkerrechts handle; hauptsächlich dürfe sie keinen französischen Einflüssen sich hingeben. Oestreich werde diese kostbare Neutralität beschützen und, falls sie gefährdet sein sollte, gern bereit sein, nicht weniger schnell als zur Vertheidigung der eignen Gebiete, die Waffen zu erheben.“ Einstweilen blieb die Schweiz dieser Politik getreu, wie schwer auch hier an seinem eignen System Metternich sich versündigt hatte. Die Anerken-

nung der radicalen Cantone Aargau und Waadt, dieser rebellischen Unterthanen der Berner, war ein grober Fehler, indem er die Kraft der Regierung brach, die durch ihren Sinn jederzeit ihre Nachbarschaft mit Habsburg, mit dem Stamm, der unerschütterlich im Unglück wie im Glück, bekundet hat, und die auch jetzt noch vor allen Cantonalregierungen befähigt gewesen wäre, dem Radicalismus zu gebieten, den sie statt dessen, durch die Einverleibung von Bruntrut, bei sich aufnehmen mußte. Diesen Fehler namentlich hat Metternich zu verantworten, denn das Werkzeug, so er für Constituirung der Schweiz einem Kapodistrias und Pozzo di Borgo entgegensetzte, war der von Lang als alterndes knisfiges Männlein bezeichnete Schraudt, einer jener Ulpianer, deren Unbrauchbarkeit der Minister von Duminique beklagt hat (Abth. I Bd. 2 S. 431).

Bunt sah es bereits in Deutschland aus, allgemein war, Sept. 1830, die Aufregung, im Aufruhr begriffen Hessen, Sachsen, Braunschweig, dazu sich neigend Westphalen. Nach solchen Prämissen säumte Metternich nicht lange mit der Anerkennung des Bürgerkönigs; sie wurde den 8. Sept. 1830 gegeben, und fand das Beispiel allgemeine Nachahmung. Sichtlich hat hier der Staatskanzler sich durch die Furcht vor den Pralereien der französischen Zeitungen bestimmen lassen. Es verhielt sich aber mit diesen wie mit allen Pralereien: Frankreich war damals gänzlich entwaffnet, vollkommen wehrlos. Das im Lager bei Urmütz stehende preussische Armeecorps hat man nur gegen die Emeuten in Cöln und Aachen verwendet. Zu Cöln hatte aber bereits die von den Behörden zu Hülfe gerufene Fastnachtsgesellschaft die Ruhe hergestellt; den Ausgang der Aachener Revolution habe ich Abth. II Bd. 1 S. 791—794 erzählt. Die hierdurch disponibel gewordenen Preussen durften nur die Maas überschreiten, vor Brüssel sich zeigen, und der letzte Tag der belgischen Erhebung wäre gekommen; vereinigt mit den Holländern, die man nicht weiter vor Brüssel brauchte, oder auch ohne sie, waren die Preussen stark genug, um durch rasches Vordringen der Buchdruckerrevolution in Paris mächtig zu werden. Aber das wollte die Politik nicht, die Preussen bezogen eine beobachtende Stellung, und die Vereinigung der absoluten Gegensätze, Holland

und Belgien, durch unwissenden Leichtsinn geboten, wurde mit demselben Leichtsinn aufgehoben. Der gute Gagern hatte sich eingebildet, in seinem Königreich der Niederlande ein neues Burgund, gegen Frankreich eine undurchdringliche Wehre, aufzubauen. Mit Belgien fielen alle den Franzosen entgegengesetzten Festungen, und mußte Preussen der Möglichkeit verzichten, auf dem linken Rheinufer eine Schlacht anzunehmen, es sei denn, daß ihm wie 1815 die gesamte Streitmacht von Europa zur Seite stehe.

In ganz anderm Maase, als durch das, so in der weiten Ferne, wenn auch in einem noch unlängst östreichischen Lande sich ergab, wurde die östreichische Monarchie durch die Revolution in Warschau (29. Nov. 1830) berührt. Sie erweckte in Ungern die lebhaftesten Sympathien, denen entgegenzutreten die Regierung keinen Anlaß fand, vielmehr deutlich merken ließ, daß auch ihre Wünsche für die Polen. Man fürchtete zu Wien ganz außerordentlich die weitere Berührung mit Rußland, die bisher nur auf den Landschaften Volhynien und Podolien beruhend, nach der gewaltsamen Unterdrückung der polnischen Bewegung über die ganze Nordgrenze von Galizien sich ausdehnen würde: eigentlich doch eine kindische Furcht, da der Zar schon durch die Nachlässigkeit des östreichischen Ministeriums vor der Kriegserklärung vom 10. Aug. 1812 und durch die Bestimmungen des Congresses König von Polen geworden war, mithin über alle Mittel des Scheinkönigreichs zu gebieten hatte. Diese Furcht ging so weit, daß selbst Metternich, der Mann des Nachgebens und des Friedens, für einen Augenblick wenigstens den Gedanken ergriff, zur Wiederherstellung Polens, sogar mittels der Abtretung von Galizien, die Hand zu bieten, falls die Polen einen Erzherzog zum König wählen, Frankreich und England solche Wahl in Vorschlag bringen würden. Man interessirte sich auch zu Paris wie zu London für diese aus Warschau dahin getragene Idee, weil man aber ihre Bedeutung nicht zu würdigen vermochte, so blieb es bei den Wünschen, und was in jedem Betracht eine Chimäre geworden, mußte aufgegeben werden.

Nimmermehr würde Kaiser Franz, in seiner Scheu vor Revolutionen, einer solchen zum Besten einen Krieg unternommen

haben, dann ist es, vermöge der Zerrissenheit der Nation, selbst wenn es möglich sein sollte, ihre Grenze herzustellen, wie Stephan Bathory, Wladislaw IV sie gegeben haben, eine absolute Unmöglichkeit, unmöglich wie die Selbstständigkeit von Ungern, daß Polen mittels seiner eigenen Kräfte bestehe. Die Nation hat nur die eine Wahl, der engste Verband mit den Deutschen, oder die Unterthänigkeit gegen Rußland. Sollte also für Polen etwas geschehen, so konnte Ersprießliches nur durch die Vereinigung mit dem östreichischen Staatskörper, nicht durch die Wahl eines Schattenkönigs, eines Erzherzogs erzielt werden. Dafür aber mußte Oestreich seine ganze Kraft einsetzen, auf den Beistand von Frankreich und England zählen können. Daß aber für eine solche Mitwirkung keine Aussicht, hat schon Napoleon I gezeigt. Der Erfolg seines Kriegs mit Rußland war gesichert, sobald er sich entschloß, das Reich der Jagellonen nach seinen drei Abtheilungen, Böhmen, Ungern, Polen in der Hand seines Schwiegervaters zu vereinigen: unsterbliche Fehde zwischen dem westlichen und dem östlichen Panslavismus wäre hiervon die Folge gewesen, unangefochten hätte er die Wiederherstellung des abendländischen Kaiserthums vervollständigen mögen, aber die Unersättlichkeit ließ den einfachen Gedanken bei ihm nicht aufkommen, zu dem sich die verbündeten Mächte in dem Krimkrieg eben so wenig erheben konnten, daher auch ihre großartigen Anstrengungen ohne alles Resultat bleiben mußten.

Der Staatskanzler selbst ist sehr bald von seiner kriegerischen Wallung zurückgekommen. Nachdem er im Januar 1831 hinsichtlich der Anstrengungen der Polen geäußert hatte: „Glaubt man, daß ich als Mensch beim Anblick so vielen Muths unempfindlich bleiben kann, und denkt man, daß ich, der Minister, nicht lieber ein stets wohlwollendes und befreundetes Polen, als ein stets ehrgeiziges und nach Vergrößerung strebendes Rußland zum Nachbar haben möchte?" so begnügte er sich doch, die Polen im Geheimen zu begünstigen und zu beschützen, ohne dabei die strengste Neutralität zu verletzen. Wie sich aber mehr und mehr, samt der Unfähigkeit der Führer, die Hoffnungslosigkeit des Kampfes ergab, erkalteten in dem gleichen Maase die Sympa-

thien. Schon Ende Juli 1831 schrieb der Fürst an Skrzynecki, er könne den Polen keinen andern Rath geben, als sich ihrem rechtmäßigen Herren zu unterwerfen, und nach dem Falle Warschaus bekannte man unumwunden, wie sehr man auch geneigt gewesen, den Anstrengungen eines schwärmerischen Rittergeistes Nachsicht zu gewähren, habe man doch einen reichlichen Zusatz von Unbesonnenheit und aufrührischen Principien nicht verkennen können. „Dieses früher auszusprechen, da die Polen noch kämpften und ein solches Eingeständniß ihnen schädlich sein konnte, wäre ungroßmüthig gewesen. Jetzt, nachdem ihr Schicksal entschieden, behaupten die Thatsachen, den Meinungen gegenüber, ihren Rang." Selbst die Verwendung um das Schicksal der besiegten Polen wurde lau betrieben: niemals zu festem Auftreten geneigt, offenbarte Metternich in allen Beziehungen zu Rußland eine in der That strafbare Schwäche.

Dafür konnten in dem gegenwärtigen Falle selbst die Ereignisse in Italien nicht entschuldigen. Wie hinsichtlich der Waadt und des Aargaues hatte der Congreß auch mit den transalpinischen Landvogteien der Schweiz, woraus der Canton Tesin entstanden, gesündigt. Nach der alten Verfassung gehörten die drei Landvogteien Bellenz, Riviera und Bollenz den Cantonen Uri, Schwiz, Unterwalden unter dem Kernwald allein, waren Lavis, Luggarus, Meynthal, Mandris den sämtlichen eidgenössischen Orten, mit Ausnahme von Appenzell, unterthänig, das Livinerthal ließ der Canton Uri, hier alleiniger Gebieter, durch einen Landvogt regieren. Unter Landvögten, durch die verschiedenen Cantone der Reihe nach ernannt, standen auch die übrigen Bezirke, und konnten unter solchem Regiment die gewöhnlichen Folgen einer abwechselnden Herrschaft, verstärkt durch der regierenden Herren Bedürfniß sich zu bereichern, nicht ausbleiben. Lange vor Revolutionirung der Schweiz waren die italienischen Landvogteien, gleich dem benachbarten Veltlin, die Hochschule für Diebe, Räuber und Mörder, der Tummelplatz von Taugenichtsen jeglicher Art geworden. Noch toller mußte das werden, nachdem man das Völkchen ermächtigt, sich selbst zu regieren, und gestaltete es sich, bis beinahe zu den Thoren von Mailand reichend, zu einem

höchst unbequemen, gefährlichen Nachbar für die Lombardei. Der Gefahr, welcher man doch so leicht zur Zeit des Congresses hätte abhelfen können, wurde man erst im J. 1830 in Wien inne, nachdem die Landschaft, die italienischen Flüchtlinge und Banditen ohne Unterschied aufnehmend, der Herd aller Conspirationen geworden. Man schrieb indessen noch 1831, nicht 1848, und nach längerm Bedenken wurden die Flüchtlinge aus dem Canton Tesin fortgeschafft.

Viel mehr Mühe haben die Revolten in Parma, Modena, Ferrara, Bologna den Oestreichern nicht gemacht, sie erlagen schnell dem von dem Staatskanzler geltend gemachten Interventionsprincip. Vorher hatte er um die Sache mit dem französischen Cabinet sich benehmen wollen, und zur Antwort erhalten: „es trete die Möglichkeit eines Kriegs ein, sobald die Oestreicher Modena occupiren, die Wahrscheinlichkeit, falls sie dem Kirchenstaat einrücken, Gewißheit, wenn sie Piemont antasten. Dasselbe, nur in trotzigerer Weise, mußte der Gesandte zu Wien, Marschall Maison aussprechen, und Metternich erwiderte: „Bisher haben wir zugegeben, daß Frankreich das Princip der Nichtintervention aufstelle, jetzt ist es an der Zeit, ihm zu bedeuten, daß wir dasselbe in Bezug auf Italien nicht anerkennen. Wir werden unsere Waffen überall hintragen, wo Empörung sich ergibt. Sollte diese Intervention einen Krieg herbeiführen, wohlan! wir wollen uns lieber einer solchen Chance aussetzen, als unter Emeuten umkommen.“ Modena und der Kirchenstaat wurden von den Oestreichern überzogen, und Metternich erklärte auf das Bestimmteste, daß ein Gleiches für Piemont beschlossen, sobald dort ein Aufruhr ausbrechen würde. Louis Philipp regte sich nicht. Als aber 1832 Bologna abermals die Fahne der Revolution aufpflanzte, eine neue Intervention im Kirchenstaat nöthig geworden, ermannte sich der König der Franzosen zu verwegener That, er ließ Ancona besetzen, wie es scheint, im geheimen Einverständniß mit dem päpstlichen Staatssecretair Bernetti, der in solcher Weise der östreichischen Occupation ledig zu werden hoffte. Zum höchsten erzürnt durch solchen Handstreich, erklärte der Staatskanzler dem französischen Gesandten, „daß die Maasregel an sich, minder

nicht die sie begleitenden Umstände, sie nothwendiger Weise zu einer europäischen Angelegenheit machen, da alle Cabinete gleich sehr bei dergleichen kühnem Bruch des Völkerrechts interessirt." Weiter hat sein Zorn aber sich nicht erstreckt; stillschweigend gab er zu, was er um keinen Preis hätte dulden dürfen, was einzig von Oestreich die Angelegenheit.

Dafür setzte Frankreich um so eifriger den stummen Krieg in Italien fort: „Junker Philipps ward genannt der Stumme von Falkenstein, nicht daß er ein Stummer wäre von Reden, dann er war ein Stummer von Werken." Es fand auch für solchen Krieg Louis Philipp den thätigsten Beistand in England, nicht nur von Seiten der Regierung, sondern von den Engländern überhaupt, für die es schon damals Manie geworden, mittels Aufwendung aller Kräfte Italien für den Protestantismus zu gewinnen, den Untergang der Popery herbeizuführen. Bald wurde der Einfluß der entente cordiale auf allen Punkten bemerkbar; beide Höfe, wenig befriedigt mit den in Gefolge des Memorandum der fünf Großmächte vom 21. Mai 1831 durch den h. Stuhl gemachten Concessionen, verlangten deren noch fernere, welche zu erhalten Oestreich ihnen behülflich sein sollte. Aber der Papst weigerte sich entschieden und Metternich erklärte dem englischen Gesandten in der Note vom 28. Jul. 1832, „durch solche Einmischung würde der Souverainität des Papstes Eintrag geschehen, zumal seit der Occupation von Ancona jedes Zugeständniß als durch Gewalt errungen scheinen müsse. Die Malcontenten würden dann jedesmal die Fremden herbeirufen. Dem Kaiser erlaube sein Gewissen nicht mehr, als dem h. Vater zur Ausführung und Handhabung der von ihm ausgehenden Bewilligungen zu rathen, welches zu fördern ihm von Oestreich erfahrne Beamte überlassen worden."

Mehr Glück machten die beiden Höfe in Belgien, von welchem schließlich abzulassen, die Holländer durch der Franzosen Expedition nach Antwerpen genöthigt wurden. Deutlich war damit und in der Begünstigung des Savoyerzugs die Absicht von Louis Philipp, als Protector des Liberalismus aufzutreten, an Tag gelegt. Mit Recht hierdurch beunruhigt, suchte Metternich

die persönlich (Sept. 1833) zu Münchengratz anwesenden Monarchen von Rußland und Preussen zur Erneuerung der heiligen Allianz, dann zu einer gegen die demagogischen Gelüste des Tuileriencabinets gerichteten Erklärung zu bestimmen. Die Erklärung wurde auch gegeben, doch von jedem Hofe individuell, und hat der östreichische Gesandte die ihm aufgegebene Note in den ersten Tagen des Nov. 1833 dem französischen Minister des Auswärtigen, Duc de Broglie vorgelesen. Sie besprach die furchtbare Ausdehnung der revolutionairen Propaganda, der zu widerstehen einzig die gemeinsamen Maasregeln aller Regierungen vermöchten, und erklärte schließlich, daß, wenn Frankreich nicht dem Treiben der Umsturzpartei wehre, Unruhen in den also bearbeiteten Ländern entstehen könnten, durch welche die drei Mächte gezwungen zu interveniren, und daß sie jedes Entgegentreten in diesem Falle als eine Feindseligkeit gegen jede einzelne von ihnen betrachten würden. Broglie, der Erbe aller staatsmännischen Weisheit der Necker und Lafayette, setzte dem Vorwurf der Begünstigung der Propaganda eine Denegation entgegen, und beantwortete die Drohung in nicht minder gereiztem und scharfen Ton mit der Erklärung, daß Frankreich eine Intervention in Belgien, der Schweiz oder Piemont niemals zugeben werde. Anders Louis Philipp, der, den wiederholten officiellen Erklärungen zu Trotz, doch allmälig einer gewissermaßen reactionairen Richtung sich zuwendete.

Ihm bangte vor dem gewaltigen Hebel, den er in den Händen von Oestreich sah, und der befähigt, jeden Augenblick das Ende der Julidynastie herbeizuführen. Napoleon Franz Karl Joseph, der einzige Sohn des großen Napoleon und der Erzherzogin Marie Louise war in Oestreich erzogen worden, hatte dort den in der h. Taufe empfangenen Namen Napoleon aufgeben, dagegen den Titel eines Herzogs von Reichstadt annehmen müssen, obgleich der Staatsvertrag vom 11. April 1814 der Kaiserin Marie Louise die Herzogthümer Parma, Piacenza und Guastalla mit aller Proprietät und Souverainität überlassen, die Nachfolge in denselben ihrem Sohn und dessen Nachkommenschaft zugesichert, verordnet hatte, daß dieser Sohn sofort den

Titel Prinz von Parma, Piacenza und Guastalla annehme. Nichts desto weniger wurde in der Congreßacte (Art. 99) der Besitz der Herzogthümer der Kaiserin Marie Louise nur für ihre Lebenszeit zugesichert, ohne des Sohnes und des früher ihm zugestandenen Titels zu erwähnen. Also hat für seinen Enkel Kaiser Franz gesorgt, also Metternich seine angebliche Civil-Hegemonie bewährt. Und doch war der Staat von Parma östreichisches, durch die Abtretung von Neapel und Sicilien und von großen Stücken der Lombardei übertheuer erkauftes Land gewesen, bis die Wechselfälle des Erbfolgekriegs und der Aachener Frieden von 1748 ihm auch die Abtretung dieses Entschädigungslandes auferlegten.

Nicht zufrieden, den Enkel um der Mutter dürftiges Erbe gebracht zu haben, war Kaiser Franz auch bedacht, ihm eine Erziehung geben zu lassen, „die ihn gegen die Verlockungen der Parteien sichere.“ Dazu war förmlich angewiesen der Staatskanzler, als welchem seit dem Ende der zwanziger Jahre die oberste Leitung der Erziehung des Prinzen anvertraut. Wie ernstlich gemeint aber diese Vorkehrungen, sie konnten dem Sohne Napoleons seine Wichtigkeit für eine große, rührige, in stetem Wachsthum begriffene Partei nicht benehmen. Vielfältige Versuche wurden angestellt, das östreichische Cabinet für die Idee einer Wiederherstellung des französischen Kaiserthums zu gewinnen, nicht ohne Aufmerksamkeit von Metternich angehört, aber durch Hoffnungen niemals belebt. „Was verlangen, erwarten Sie denn von uns?“ fragte er einen dieser Agenten. „Daß Sie den Herzog von Reichstadt zu den Grenzen Frankreichs bringen lassen; seine Gegenwart und der magische Namen Napoleon werden mit einem Schlag das gebrechliche Bauwerk zertrümmern, das schwankend auf unserm Vaterland ruht und mit seinen Trümmern das Ihrige bedroht. — Und welche Bürgschaft,“ fragte weiter der Fürst, „wird für seine Zukunft der Herzog von Reichstadt finden? — Ihn werden der Franzosen Liebe und Muth umgeben, einen Wall um ihn bilden. — Nicht doch,“ erinnerte Metternich, „nach den ersten sechs Monaten würden ihn die zudringlichen trotzigen Anforderungen von Ehrgeiz, Neid, Haß,

Verschwörung belagern, er am Rande eines Abgrundes sich befinden. Wie ich Ihnen bereits sagte, der Kaiser hält zu fest zu seinen Grundsätzen, zu dem was die Pflichten gegen seine Völker ihm auferlegen, ist viel zu besorgt für seines Enkels Wohl, als daß er jemals Vorschlägen solcher Art das Ohr leihen könnte. Uebrigens täuschen Sie sich vollständig hinsichtlich des Ausgangs Ihres Unternehmens, oder vielmehr seines Bestandes. Denn ohne Bonaparte Bonapartismus zu versuchen, ist eine durchaus eitle Idee. Der sogar, als es mit einem Genie, das so leicht nicht wiederzufinden, ihm gelang, die Revolution zu besiegen und niederzuhalten, bedurfte eines Zusammenwirkens von günstigen Umständen, namentlich einer ununterbrochenen Siegesfolge, um die Ergebenheit seiner Soldaten zu befestigen, und die Massen durch eine Mischung von Furcht und Enthusiasmus zu betäuben. Geblendet durch die Stetigkeit seiner Triumphe glaubte er an sich und Alle glaubten an ihn. Aber der Bestand einer solchen Gewalt kann nur vorübergehend sein, weil sie durch die Dauer der Erfolge begründet ist. Die Niederlagen würden seine Herrschaft über die Gemüther gebrochen haben, wenn auch sein Thron nicht sofort eingestürzt wäre. Und was würde in dem gegenwärtigen Zustand selbst ein Napoleon vermögen? Ist es doch, als habe ein böser Geist sich vorgesetzt, Frankreich zu der vollständigsten Nichtigkeit herabzubringen! Alles dort zerstört, zersetzt sich, in Staub löset die Gesellschaft sich auf. Aus den Trümmern einer umgestürzten Gesellschaft hatte Napoleon wiederum ein Gebäude errichtet, Sie streben nur darnach, auch die Trümmer zu zertrümmern." Noch andern Versuchungen der Art wurde durch das Schicksal der Fürst entzogen. Sein Mündel, „dessen junges Leben sichtlich in Ausschweifungen und Schwindsucht sich abspulte," starb zu Schönbrunn, 23. Jul. 1823. Abermals hat des Grafen Münster Ausspruch sich bewährt: „Und wenn Metternich Alles kann, Eines kann er doch nicht werden, Educationsrath." Mit dem Prinzen sank für Metternich eine Sorge ins Grab, sagt des Fürsten Biograph. Eine Sorge also, was einem andern Staatsmann vielleicht das Mittel zu den riesenhaftesten Entwürfen und Erfolgen werden konnte. Hat er aber so wenig

mit dem noch grünenden Reis zu bewirken gewußt, wie durfte man ihm zumuthen, daß er aus dem dürren Reis, aus König Karl X und dessen Familie, irgend etwas den Interessen der Monarchie Zusagendes zimmere. Diese Pfänder hatte doch sichtlich das meist für Oestreich so parteiische Glück dahin geführt, damit durch sie ersetzt, was in dem Herzog von Reichstadt verloren worden.

Hingegen machten dem Fürsten noch keine Sorgen die seit 1830 in dem protestantischen Theile von Deutschland hin und wieder auftauchenden, die Hegemonie von Preussen bezweckenden Einheitsbestrebungen, und das eigentlich nur unter den Zeitungsschreibern sich kund gebende Verlangen nach einer der Bundesversammlung beizugebenden Mischung von Volksrepräsentation: ihm genügte einstweilen der Bundesbeschluß vom 21. Oct. 1830, worin sich die Regierungen zu gegenseitiger Hülfe im Falle des Aufruhrs und zur Anrufung des Bundes verpflichteten, auch sich versprachen, die Censur zu üben und keiner unzeitigen, der Gesamtheit gefährlichen Nachgiebigkeit Raum zu geben. Groß ward auch die polizeiliche Thätigkeit im Laufe des J. 1831, ohne doch der Gährung abzuhelfen. Sie offenbarte sich zu Hambach, Mai 1832, daß der Staatskanzler nicht umhin konnte, am Bundestag durch Präsidialvortrag vom 28. Juni 1832 die Ueberzeugung aussprechen zu lassen, „in Deutschland gehe die Revolution mit starken Schritten vorwärts," was sofort zu neuen Beschlüssen gegen Steuerverweigerung, auswärts gedruckte deutsche Schriften, politische Vereine, Volksversammlungen und Feste, politische Reden, Abzeichen in Bändern und Cocarden, aufstecken von Fahnen, errichten von Freiheitsbäumen führte. Das Alles wurde aber von den Massen kaum bemerkt, geschweige dann empfunden, und die fortwährend sich äußernde Mißstimmung beruhete auf ungleich solidern Gründen, als auf den durch den Bundestag gebotenen Beschränkungen. „Es hat mir immer weh gethan," äußerte der Fürst in viel späterer Zeit gegen seinen Biographen, „wenn man mich der Rachsucht und des feindseligen Auftretens gegen das Volk im Allgemeinen beschuldigte, nie aber mehr als in jener Zeit wo die Julirevolution ihre Wirkungen auch nach Deutschland sandte und der Bundestag sich genöthigt

sah, mit strengern Maasregeln der Bewegung entgegenzutreten. Man glaubt gar nicht wie schwach es mit manchen Regierungen bestellt war und wie ich oft ermuthigen und beruhigen mußte, um das Preisgeben fürstlicher Würde zu verhindern. Andererseits bin ich nie so verschrien worden wie damals; was mir nie passirte, es kamen mir Warnungen und Drohbriefe zu und ich konnte jeden Tag denken, von irgend einem Fanatiker angefallen zu werden. Eine solche Wirkung war mir unangenehm; nicht daß ich Furcht oder Reue empfand, sondern weil sie bewies daß man mich für einen Erzfeind des Volkes hielt. Ich glaube selbst, die Bundesbeschlüsse jener Zeit trugen einen gehässigen Charakter an der Stirn, aber dergleichen Maasregeln werden nie populair sein, das liegt in der Natur der Sache. Ich kann geirrt haben, doch nach meiner Ueberzeugung habe ich das gethan, was zur Aufrichtung mancher Fürsten, zur Erhaltung mancher Staaten und damit zur Abwehr unermeßlicher Uebel nöthig war. Ich konnte Alles vor meinem Gewissen und vor meinem Kaiser verantworten."

Der Frankfurter Putsch, April 1833, war auch keineswegs geeignet, die Furcht vor Revolutionen zu beschwichtigen. Gleich nach dem Attentat schrieb der Staatskanzler nach Frankfurt an den Gesandten: „In mangelhaftem Ausgang dieser Untersuchung geht eine vielleicht nie wiederkehrende Gelegenheit verloren, auf den eigentlichen Grund des Uebels, welches seit Jahren feindselig auf den Fürsten wie auf den Völkern lastet, zu kommen." Es erließ auch in Folge dieses Ereignisses der Bund neue Beschlüsse, Verbote, Polizeimaasregeln, mit denen der Fürst sich doch für jetzt weniger beschäftigte, als mit seinem Lieblingsgedanken, das sogenannte Repräsentativsystem durch Stände nach dem alten Zuschnitt zu ersetzen. Der Angriff auf die Repräsentation erfolgte in den zu Anfang des J. 1834 in Wien abgehaltenen Ministerialconferenzen, in welchen Bevollmächtigte der einzelnen Regierungen zu gemeinsamen Beschlüssen für die vollständige Unterdrückung der revolutionairen Partei in Deutschland sich einigen sollten. „Aus den Stürmen der Zeit," sprach der Fürst Staatskanzler, die Conferenzen eröffnend, „aus den Stürmen der Zeit

ist eine Partei entsprossen, deren Kühnheit, wenn nicht durch Entgegenkommen, doch durch Nachgiebigkeit bis zum Uebermuth gesteigert ist. Jede Autorität anfeindend, weil sie selbst zur Herrschaft sich berufen wähnt, unterhält sie mitten im allgemeinen politischen Frieden einen innern Krieg, vergiftet den Geist und das Gemüth des Volks, verführt die Jugend, bethört selbst das reifere Alter, trübt und verstimmt alle öffentlichen und Privatverhältnisse, stachelt mit voller Ueberlegung die Völker zu systematischem Mißtrauen gegen ihre rechtmäßigen Herrscher auf und predigt Zerstörung und Vernichtung von Allem, was besteht. Diese Partei ist es, welche sich der Formen der in Deutschland eingeführten Verfassungen zu bemächtigen gewußt hat. Ob sie diesen scheinbar gesetzlichen, langsamen und sicheren Weg, oder den des offenen Aufruhrs einschlage, immer verfolgt sie den nämlichen Zweck. Planmäßig vorschreitend, begnügte sie sich damit, in den ständischen Kammern den Regierungen gegenüber eine Position zu gewinnen. Allmälig ging ihr Streben weiter; die gewonnene Stellung sollte thunlichst verstärkt werden; dann galt es, die Regierungsgewalt in möglichst enge Grenzen einzuschließen: endlich sollte die wahre Herrschaft nicht länger in dem Staatsoberhaupt concentrirt bleiben, sondern die Staatsgewalt in die Omnipotenz der ständischen Kammer verpflanzt werden... Und in der That dürfen wir uns nicht verhehlen, daß die Partei mit größerm oder geringerm Erfolge, leider! ihren Zweck hier und da zu erreichen gewußt, und daß, wenn nicht bald dem überfluthenden Strom dieses Geistes ein hemmender und rettender Damm entgegengesetzt und in dem mächtigen Entwicklungsgang jener Fortschritte der Faction ein Abschnitt gemacht wird, in Kurzem selbst das Schattenbild einer monarchischen Gewalt in den Händen mancher Regenten zerfließen könnte."

Die Rede hat ihres Eindrucks nicht verfehlt. In dem Schlußprotokoll der Conferenzen, vom 12. Juni 1834, aus 60 Artikeln bestehend, wurde die Wirksamkeit der ständischen Versammlungen namhaft beschränkt, besonders durch Einführung eines Schiedsgerichtes für Conflicte zwischen Regierung und Ständen, wodurch, nach Metternichs Aeußerung, die Uebermacht der repub-

licanischen Kammern gebrochen, „der schlichte Pfad der natürlichen Verhältnisse" wieder betreten. Es wurde den Ständen das Recht genommen, Steuern zu verweigern, oder derselben Bewilligung von Bedingungen abhängig zu machen. In Hinsicht der Universitäten, des Unterrichts- und Erziehungswesens, der Presse und der Competenz der Schwurgerichte in politischen und Preßprocessen blieb es bei den Karlsbader Beschlüssen. Hiermit sollte, nach des Fürsten Schlußrede, ein Weg gefunden sein, „der, wenn er mit treuem und beharrlichen Festhalten an dem einmal als recht Erkannten verfolgt wird, ohne feindliche Gegenwirkungen hervorzurufen, nicht bloß aus dem Labyrinth der im Augenblick drohenden Gefahren und Bedrängnisse zu führen, sondern auch für alle Zukunft auf einen bessern Pfad der Ordnung, der echten Freiheit und des Rechts zu leiten geeignet ist."

Kaiser Franz, geb. 12. Febr. 1768, starb 2. März 1835, ein unersetzlicher Verlust für Metternich, dessen weiche Natur und weichliche Gewohnheiten, Abhängigkeit vom Körper, Hang zum Vergnügen, Arbeitsscheu, in dem sehr brauchbaren Hofrath, in dem ernsten zähen Sinn des Monarchen ein unschätzbares Correctiv gefunden hatten. Drei Jahre früher, 1832, war ihm sein alter ego, seine Feder, Friedrich von Gentz durch den Tod entrissen worden, und von dem an sah er sich doch genöthigt, die eigenen Kräfte mehr anzustrengen. Ueber seine Weise zu arbeiten, läßt er folgendermaßen sich vernehmen: „Im Anfang bin ich meist etwas unsicher und suche den richtigen Faden; daher geschieht es oft, daß ich mehrere Anfänge hintereinander, bisweilen schon halbe Seiten verwerfe und frische Bogen nehme: habe ich aber einmal den richtigen Anfang gefunden, dann geht es unaufhaltsam fort, und je tiefer hinein, desto strömender und besser. So wie der Bogen eilig vollgeschrieben ist, gebe ich ihn in das Bureau, wo er sogleich ins Reine gebracht wird. Diese Reinschrift lasse ich dann durch vertraute Gehülfen, die an meinen Geist und an meine tournure de phrase gewöhnt sind, mit Sorgfalt durchsehen, doch nur allein wegen des äußerlichen Redegangs." In solchen Beschäftigungen mag er doch nicht selten

gestört worden sein durch eine neue Herzensangelegenheit. Am 30. Januar 1831 war er die dritte Heurath eingegangen mit der reizenden Gräfin Melanie Maria Antonia von Zichy, geb. 28. Jan. 1805, eine Verbindung, in welcher zum erstenmal er Familienglück kennen lernen sollte.

Der junge Kaiser bezeichnete den Antritt seiner Regierung durch Handlungen der Gnade. Namentlich wurden die Gefangnen auf dem Spielberg und auf Munkacz meist freigegeben, ermächtigt, nach America auszuwandern, wie der Fürst Staatskanzler vorgeschlagen hat. Dieser, als bester Freund und treuester Diener von dem sterbenden Kaiser seinem Sohne empfohlen, war nach kurzem Bedenken in seiner bisherigen Stellung bestätigt worden, wie das auch dem Polizeiminister Grafen Sedlnitzky und dem Staats- und Conferenzminister Grafen Franz Anton von Kolowrat-Liebsteinsky geschah. Neben Metternich und Kolowrat nahm ein Bruder des Kaisers Franz, Erzherzog Ludwig, den bedeutendsten Antheil bei der neuen Regierung, er repräsentirte gleichsam die Person des Kaisers, dessen Gesundheitszustand ihm nicht erlaubte, sich viel mit den Sorgen des Regiments zu befassen. Ein Geschäftsmann von strenger Gewissenhaftigkeit, fest in seiner Anhänglichkeit zu dem System des verstorbenen Kaisers, dabei aber ungemein bedenklich und furchtsam, hegte der Erzherzog die günstigste Meinung von des Staatskanzlers Talent und Erfahrung, die sich denn auch in dem größern ihm vergönnten Spielraum aussprach und gegen mancherlei Intriguen ihn schirmte.

Absonderlich war in Kolowrat, dem Freimaurer, dem Fürsten ein Gegner von Belang erwachsen. Die Differenzen, namentlich in Betreff des Staatsraths, dessen Präsident Kolowrat, dem Namen nach, bestimmten diesen, im Herbst 1836 den Geschäften abzusagen und auf seine Güter zu gehen. Da man ihn keineswegs zu ersetzen wußte, sah man sich genöthigt, mit dem Mißvergnügten zu capituliren, und es wurde mit Kolowrats Zustimmung eine oberste Behörde creirt, die Staatsconferenz, aus dem Erzherzog Ludwig, als Präsidenten, dem muthmaßlichen Thronerben, Erzherzog Franz, und den Ministern Metternich und Kolowrat bestehend. Hingegen blieb der Staatsrath in seiner alten Verfassung, und

begnügte sich Kolowrat der Section des Innern und der Finanzen vorzustehen. Um die Mitte des Dec. 1836 war diese Cabinetsmutation vollbracht, Metternich zu einer Stellung erhoben, ausgedehnter und einflußreicher, als er sie je unter Kaiser Franz gehabt; es wurde aber auch sofort sichtbar, wie nothwendig ihm der Rückhalt an dem Selbstherrscher gewesen. Mit dessen Energie, mit staatsmännischem Blick und der Fähigkeit zu ernstem Eingehen auf die Geschäfte begabt, würde der Fürst, getragen durch das Vertrauen des Erzherzogs Ludwig, gar wohl den einheitlichen Willen in der Regierung haben vertreten können, aber, wie das durch seine Individualität bedingt, die Staatsconferenz diente bloß den Rivalitäten der drei Mitglieder, und die Staatsmaschine begann zu stocken, oder vielmehr zu erlahmen, besonders in Ansehung der Tendenzen, welche sein ganzes Leben hindurch Metternich zu bekämpfen geglaubt hatte. Allen Sünden, gegen den Absolutismus begangen, wurde durch die Finger gesehen, die Bahn der Concessionen angetreten, obgleich das Volk im Allgemeinen in einem beneidenswerthen Zustand von Glückseligkeit, dergleichen kaum einem andern Lande gegeben, sich befand. Mit einigem Stolz, und nicht ohne Grund, mochte der Staatskanzler in seinen an fremde Cabinete gerichteten Depeschen hinweisen auf den väterlichen Charakter des östreichischen Regiments, „das durchaus nicht stationair sondern progressiv sei, unter dem es mehr Freiheit als irgendwo anders in Europa gebe, vielleicht Böhmen und Ungern ausgenommen, wegen des alten dort herrschenden Oppositionsgeistes."

Die Opposition in Ungern, nachdem sie bereits 1830 bedenklich genug aufgetreten, war der schlummernden Regierung vollends über den Kopf gewachsen, und kaum durch ehrlose Nachgiebigkeit in ihren extremen Forderungen zu beschwichtigen. Ueberhaupt hat Oestreich in Beziehung zu Ungern jederzeit eine verkehrte Politik verfolgt. Als Leopolds I glückliche Waffen das Königreich von Pest und Paschas befreit hatten, ohne daß die eine Hälfte der Nation den geringsten Antheil bei dem sie betreffenden Kampfe genommen hätte, während die andere Hälfte ihre letzten Kräfte anstrengte, um den Sieg der Barbarei herbeizuführen, wollten

die kaiserlichen Minister das theuer Erstrittene als ein erobertes Land behandelt wissen. Dazu konnte der gütige Kaiser sich nicht verstehen, verlangte nur, daß Ungern als ein Erbreich jederzeit dem Erstgebornen im Hause Oestreich bleibe, und die Abschaffung der abgeschmackten, von K. Andreas II 1222 bewilligten Clausel, wonach die Unterthanen berechtigt, die Waffen wider ihren König zu ergreifen, sintemal dieselbe göttlichen und menschlichen Rechten zuwider sei; dagegen verhieß er, die Stände bei ihren hergebrachten Freiheiten zu schirmen. Das Ausmerzen jener Clausel war die einzige Veränderung, so Leopold in einer Verfassung sich erlaubte, die in gar vielen Punkten kaum die Möglichkeit des Regierens, viel weniger einer geregelten Verwaltung zuläßt.

Demselben Fehler verfiel Leopolds Nachfolger, nachdem er durch die verzweifeltesten Anstrengungen einer Empörung Meister geworden, die in ihrer Absurdität, in ihren nichtswürdigen Motiven Bd. 4 S. 591—631 geschildert ist. Blutend, vollständig besiegt lag Ungern zu den Füßen Kaiser Karls VI, es stand in seiner Macht, er war eigentlich verpflichtet, mit der Wurzel das Uebel auszureuten, eine Aristokratie, die lieber Türkenknecht als deutsch sein will, zu vertilgen. Er ließ Gnade für Recht ergehen.

Vollständig haben das die Ungern in eines Jahrhunderts Lauf vergessen, absonderlich jene Familien, die in den Empörungen von 1605, 1621, 1672, 1701 die thätigsten, die straffälligsten gewesen sind. Das Cabinet mußte während des Landtags von 1832 — 1836 Zugeständnisse machen, welche das Geständniß unglaublicher Schwäche enthaltend, die verderblichsten, die schrecklichsten Folgen voraussehen ließen. Auf jenem Landtage trat zum erstenmal Kossuth, der Mime, der Vorbeter von Kapolna auf: er ließ, was bis dahin nicht erlaubt, Berichte von den Sitzungen veröffentlichen und durch die Lithographie im Lande verbreiten. Das suchte zwar die Regierung zu verhindern, sie erhob sich zu dem Versuch, durch einzelne Verhaftungen die Führer der Opposition einzuschüchtern, aber ihr linkisches schüchternes Auftreten fachte nur den Sturm weiter an; auf dem Reichstag von 1839 mußten noch ausgedehntere Zugeständnisse gemacht, gestattet werden, daß die Sitzungsberichte ausführlich

in den ungrischen Zeitungen erschienen, daß die deutsche Sprache aus allen officiellen Erlassen verschwinde. Die Revolution war faktisch eingetreten.

Auch in Italien ward die Erschlaffung bemerkbar, zunächst in der Amnestie von 1838 und 1840. Mit politischen Amnestien ist nicht viel ausgerichtet: die Dankbarkeit der Begnadigten wird sich darauf beschränken, daß sie bei erster Gelegenheit dem krummen Klotz, nach Kaiser Friedrichs IV Ausdruck, den Garaus machen. Vorläufig schien die Lombardei beruhigt. Dagegen trat die Opposition in Böhmen laut genug auf, und es erhob sich ein Sprachenkampf, hinter welchem wie in Ungern separatistische Tendenzen verborgen, nur daß in Böhmen das in Ungern verpönte slavische Idiom zur Herrschaft gelangen sollte. Bereits ergab sich in dem unlängst noch so ruhigen Kaiserthum eine wahrhaft babylonische Verwirrung, bei der sich zu betheiligen sogar die Stände von Niederöstreich und Tyrol ein Gelüsten empfanden. Dort so wenig wie in Ungern und Böhmen hat man erwogen, daß Revolutionen, angebahnt durch die höhern Classen, jederzeit zu ihrem Verderben ausschlagen. Glücklicherweise ließ hier, der Ohnmacht gegenüber, die Regierung so viel Ernst blicken wie anderwärts Schwachheit. Wie schwach sie aber überhaupt, auch dem Ausland gegenüber geworden, ergibt sich am deutlichsten in dem Zollverein, dem ersten, aber höchst bedeutenden Schritt zu einer preussischen Hegemonie in Deutschland.

Doch konnte Metternich immer noch diplomatische Erfolge feiern. Nachdem es ihm nicht gelungen, den blutigen Zusammenstoß zwischen dem Sultan und dem Pascha von Egypten zu verhindern, war doch der Vertrag von Kutajah, durch welchen vorläufig den Störungen des Weltfriedens vorgebeugt, ausschließlich sein Werk, so jedoch Rußland, zu dem Bündniß von Unkiar-Skelessi die Pforte vermögend, alsbald zu neutralisiren wußte. Bedrohlicher denn jemals ergaben sich die Aussichten eines großen europäischen Kriegs, den zu verhüten seit zehn Jahren Metternich unablässig beschäftigt. Mäßigen, beruhigen, betrachtete er als das einzige Mittel, die Gefahr zu beschwören, und dazu auf das dringlichste rathend, brachte er es dahin, daß Frankreich

und England sich beruhigten, mindestens stillschweigend die östreichische Vermittlung annahmen. Rußland gab die bündigsten, von Metternich garantirten Erklärungen, daß dem Bündnisse von Unkiar-Skelessi keine eigennützigen Absichten zum Grunde liegen, und abermals war die Erhaltung des Friedens den Bemühungen des Fürsten Staatskanzlers zu verdanken. Bevor es dahin gekommen, hatte er gegen Saint-Aulaire, den französischen Gesandten geäußert: „Worüber beschwert man sich denn? über eine Stipulation, die keinen Werth hat, wenn man ihr nicht Gelegenheit zum Handeln gibt. Die Hauptsache ist beendigt oder beseitigt, da die Truppen des Pascha sich zurückgezogen haben; die russische Armee selbst hat das ottomanische Gebiet geräumt; der Kriegsfall liegt also sehr fern. Oestreich war ebenfalls beunruhigt, als es noch an ein absolutes Uebergewicht Rußlands in der Türkei glaubte, und blieb keineswegs der letzte Staat, den naheliegenden Möglichkeiten gegenüber zu rüsten. Darum mißbilligte es nicht, daß Frankreich und England ein Gleiches thaten. Aber wozu jetzt, da Alles sich aufklärt, dieser Kriegslärm, diese Rüstungen? Man sollte allerseits an die allgemeine Entwaffnung denken, um sich nicht zu ruiniren, das ist mein sehnlichster Wunsch. Seit Erledigung der revolutionairen Fragen befinden sich keine ernstlichen mehr in der Schwebe. Der Vertrag von Unkiar-Skelessi ist so gut wie nicht vorhanden, kann auch dergestalt gedeutet werden, daß er nie zur Ausführung kommt."

Dem versöhnlichen Streben des Staatskanzlers wurden einige Nebenereignisse förderlich. Das russische Lager bei Kalisch intriguirte, beünruhigte die Cabinete nicht wenig. Dann kam Kaiser Nicolaus plötzlich nach Wien, und dem folgte sehr bald der Congreß zu Teplitz, wo die Monarchen von Oestreich, Rußland und Preussen, begleitet von ihren Ministern, über die Lage von Europa, absonderlich über die Bewegung in Deutschland sich beriethen, wohl die Einleitung zu neuen Maasregeln des deutschen Bundes gegen den Zeitgeist. Es wurde Krakau von Oestreichern, Russen, Preussen besetzt, was mit der Ausweisung der Flüchtlinge verbunden, es vernichtete Kaiser Nicolaus den letzten Schatten polnischer Selbstständigkeit. Wegen Krakau pro-

testirte K. Louis Philipp, der eben die Septembergesetze durchgebracht hatte, in lauen Noten, wogegen Metternich ihm wegen dieser Gesetze gratulirte, mit dem Zusatz, „daß man von nun an mit ihm auf vernünftiger Grundlage verhandeln könne, da Ordnung und allgemeine Politik nicht weiter durch Presse und Propaganda, aller Regierungen gemeinsame Feinde, beunruhigt werden.“

Aber schon wieder trat die orientalische Frage in den Vordergrund. Der Pascha von Egypten schickte sich an, nochmals seinen Oberherren zu bekriegen, 1839, für die Pforte waren Rußland und England, dem Pascha hielt Frankreich zu; um Oestreich buhlten Alle, wie denn Kaiser Nicolaus, für seine Politik den Staatskanzler zu gewinnen, persönlich nach Teplitz sich erhob. „Oestreich,“ also sprach zu ihm der Fürst, „Oestreich kann und darf nicht Partei nehmen: im Falle eines Conflicts wird es den Ereignissen zuschauen, um schließlich als vermittelnde, versöhnende Macht einzutreten. Vor Allem muß man das blutige Zusammentreffen der Egypter und Türken zu verhindern suchen.“ Frankreich ebenfalls suchte den Staatskanzler zu gewinnen, und war von beiden Seiten das Werben und Drängen um ihn unbeschreiblich, als er im Herbst auf Johannesberg einkehrte, diesmal von seiner ganzen Kanzlei begleitet. Aber auch jetzt scheiterten alle Versuche ihn zu einer Partei herüberzuziehen, wie er denn damals dem französischen Gesandten sagte: „Ich bin der Rathgeber Aller, höre an, beschwichtige die Leidenschaften, kann und will aber nicht entschieden Partei nehmen. Ich wünsche die Erhaltung des Friedens, die Eintracht der Mächte; während man in London berathschlagt, sehe ich nicht ein, weshalb Frankreich, in unerklärlicher Vorliebe für den Pascha, dem europäischen Concert sich entfremdet. Hätte ich Rath zu ertheilen, so würde ich dafür stimmen, daß man sich dem gemeinsam Beschlossenen füge, weil dieses weise und bestimmt ausfallen dürfte. Wir wollen Frankreich nicht ausschließen, wollen aber noch viel weniger uns von Frankreich ins Schlepptau nehmen lassen; bei einem Vertrag gibt es eben mehrere Parteien und eine allein kann keine Gesetze machen.“ Allem Ansehen nach hatte er doch bereits seine

Partei ergriffen, und nach längerm Zögern trat Oestreich mit Rußland, England und Preussen in die Quadrupelallianz vom 15. Jul. 1840, die sich vorsetzte, des Pascha von Egypten Forderungen zurückzuweisen, in dem bisherigen Verhältniß zu der Pforte ihn zu belassen. Große Aufregung ergab sich darum in Frankreich, laut sprach man davon, am Rhein für Waterloo Rache zu nehmen, den Oestreichern die Lombardei zu entreißen. Nicht viel gab Metternich auf diese Demonstrationen. „Was bedeuten," äußerte er im Gespräch mit Saint-Aulaire, dem Gesandten, „diese übertriebenen Rüstungen? Wollt ihr Krieg? Wir waren friedlich gesinnt, und ihr schreckt uns! Wollt ihr, daß Deutschland wie 1813 sich erhebe? Ist das einmal erfolgt, so muß es auch zu etwas dienen, und dann stehen wir für nichts.... Ein wenig seid ihr doch immer von der Tarantel gestochen; tanzt ihr nicht, so richtet ihr die Zähne gegen alle Welt. Sagt nur was die Deutschen euch gethan haben?"

Den Worten hat der Ernst sich angeschlossen. Wie unverantwortlich Metternich die Armee, heutzutage die einzige Stütze des Stabilitätssystems, vernachlässigte, ließ er doch eine Flotille, auf welcher auch Erzherzog Friedrich sich einschiffte, ausrüsten. Von dem Admiral Bandiera geführt und der englischen Escadre unter Stopford zugetheilt, wirkte sie zu der Einnahme von Sidon und den umliegenden Gebirgen, es beugte sich das gewaltige Ptolemais, das so lange den Angriffen des gesamten Islam widerstanden hatte, vor dem selbst der große Napoleon zurückweichen mußte. Unter dem Einfluß solcher Erfolge schrieb Metternich nach London an den östreichischen Gesandten: „Syrien ist verloren, unwiederbringlich für den Pascha verloren, lassen wir Frankreich keine Illusionen mehr. Heute handelt es sich nur mehr um Egypten allein; Mehemet Ali unterwerfe sich ohne Zögern und die egyptische Frage ist erledigt." Bereits begann Frankreich nach dem Abgang des kriegerischen Thiers einzulenken. Nur mehr für Mehemet Ali das erbliche Paschalik von Egypten beansprechend, gab es Syrien auf. Die Pforte hatte die Absetzung des Pascha ausgesprochen, Lord Ponsonby, der Gesandte in Constantinopel, und Palmerston selbst verriethen noch ungemeine Kriegslust.

Metternich scheute die Verlängerung des Kriegs, wollte den Pascha nicht fallen lassen. Er zürnte dem Lord Ponsonby: „Das ist ein Tollkopf, fähig Frieden zu schließen oder Krieg zu erklären, ohne Rücksicht für die bestimmten Befehle seines Hofs; er ist im übrigen der beste Mensch, aber toll. Zum Glück mag er heut treiben was er will, er wird doch nicht verhindern können, daß die Geschichte vollständig und gründlich zu Ende geht.“ Solchen Ansichten hingegeben, ließ er durch Saint-Aulaire im Nov. 1840 den neuen Minister Guizot wissen, „daß bezüglich auf Egypten Oestreich keine Schwierigkeiten erheben wird, und zwar aus Rücksicht für Frankreich. Hr. Guizot mag das den Kammern mittheilen, wenn er es dienlich findet.“ England suchte aber Zweifel zu erwecken, hinsichtlich der Unterwerfung Mehemeds, Frankreich wurde schwieriger. Jetzt äußerte sich Metternich in den heftigsten Ausdrücken über Palmerstons „chicanirenden und boshaften Geist,“ suchte zugleich Frankreich zu beruhigen. „Zerbrechen wir uns nicht ohne Noth den Kopf, weder Sie noch ich,“ meinte er gegen Saint-Aulaire. „Binnen wenigen Tagen werden wir Antwort aus Alexandria, das letzte Finale der orientalischen Angelegenheiten haben.“ Er hatte sich nicht geirrt, die Antwort Mehemed Alis, eingetroffen den 28. Juni 1841, hob alle Bedenklichkeiten: er begnügte sich mit dem erblichen Paschalik von Egypten unter der Hoheit der Pforte.

Einen Augenblick beschäftigte sich der Fürst mit der Idee eines Anschlusses der Monarchie zu dem unlängst von ihm angefeindeten deutschen Zollverein, die aber nur zu Schreibereien führte, noch schneller ließ er ab von dem Versuch, in Benutzung der Ereignisse von 1843 und 1844 einigen Einfluß in Griechenland zu gewinnen, dann sah er sich genöthigt zu der Incorporation von Krakau in das Kaiserthum die Hände zu bieten. Zu Münchengratz im J. 1833 war stipulirt worden, daß die Stadt Krakau, im Fall sie der Herd aller auf Polen bezüglichen Verschwörungen bleibe, ihre Selbstständigkeit einbüßen, einem der drei nordischen Reiche einverleibt werden solle. Dem folgerecht wurde die Stadt von Russen, Preussen und Oestreichern besetzt und beaufsichtigt, bis die neuen aufrührischen Bewegungen in

Galizien und preussisch Polen den Kaiser Nicolaus bestimmten, auf Grund des geheimen Protokolls von Münchengratz Oestreich einzuladen, daß es sich das unverbesserliche Fragment von Galizien einverleibe.

Ueber das eroberte Herzogthum Warschau verfügend, hatten die drei Mächte hinsichtlich Krakaus, militairische Position vom ersten Rang, sich nicht einigen können, man war genöthigt gewesen, aus dem für alle drei begehrlichen Punkt einen Freistaat zu bilden. Darin ergab sich jedoch gleich nach seiner Entstehung das getreueste Bild der altpolnischen Verfassung, unausgesetzter Parteikampf, fortwährende Agitation im Innern und nach Außen, überhaupt solche Verwirrung, daß z. B. der Landtag die Veröffentlichung seiner Verhandlungen gebot, die Polizei sie untersagte und gegen die Repräsentation obsiegte. Mit einem solchen Nachbar war nicht zu capituliren, und wie Oestreich nur höchst ungern zu der ersten Theilung von Polen gewirkt hatte, eben so ungern fand es sich jetzt in dem Fall, das über den Freistaat Krakau gesprochene Urtheil vollziehen zu müssen (1846). Metternich schwankte längere Zeit, bevor er sich entschließen konnte. Aber der Zuwachs an Land (21 □Meilen), die Furcht, daß Rußland oder Preussen ihm zuvorkommen möchte, hob seine Bedenklichkeiten, und er ließ erklären, daß Oestreich in Betracht der fortwährend von Krakau ausgehenden revolutionairen Verschwörungen, zum Heil der drei großen Staaten, unter welche Polen getheilt, und „lediglich der politischen Nothwendigkeit folgend", den bisherigen Freistaat Krakau sich einverleibe.

Das zu dulden weigerte sich Preussen auf das bestimmteste, als Grund angebend, daß man das Münchengratzer Geheimprotokoll dem Wortlaut nach nicht kenne, da der Minister Ancillon, der es von Seiten Preussens unterzeichnete, mittlerweile verstorben sei. Nachträglich wurde doch der Widerspruch aufgegeben, indem das Protokoll sich versiegelt unter Ancillons Papieren gefunden hatte. Eine gewisse Analogie des in Privathänden gebliebenen wichtigen Protokolls mit dem, so Lang von seinem Gesandtschaftstreiben in Rastadt berichtet, wird man nicht verkennen. „Herr von Dohm bearbeitete gewöhnlich die deutschen Gesandt-

schaftsberichte an das Departement des Herrn von Alvensleben, über den Gang und die öffentlichen Verhandlungen der Reichsdeputationen, mit den beigelegten östers commentirten Reichsdeputationsprotokollen. Mir wär' es eigentlich obgelegen, solche per dictaturam aus der Kanzlei des Herrn von Albini aufzunehmen; ich erhielt sie aber um eine Kleinigkeit, durch meinen Stiefelwichser und Kleiderausputzer, und eben so leicht machte ich mir die zugemuthete abschriftliche Beilage derselben für die Dohmschen Berichte, indem ich aus dem Pack von 10 bis 15 Bogen ein kleines Heft von höchstens zwei, ein Stück aus diesem und dann ein Stück aus dem andern, oft aus zwei Votis, was manchmal sehr schnackisch lautete, z. B. dem Hannoveraner und Würzburger, ein einziges aus Anfang und Ende karrikaturmäßig zusammensetzte, was ich auch ohne alle Gefahr wagen konnte, in der absoluten Gewißheit, daß in Berlin keine Seele diese, schon vier Wochen vorher in allen Zeitungen gedruckt gestandenen, abscheulichen Protokolle, jetzt noch einmal umgedruckt würde lesen wollen. Ich und Herr von Bever, dem ich meine Kunst ebenfalls mittheilte, konnten uns daher des Lachens nicht enthalten, wenn dann von Zeit zu Zeit aus dem Departement des Herrn von Alvensleben belobende Rescripte eintrafen, welche den Empfang dieser interessanten Mittheilungen bestätigten und deren regelmäßige Fortsetzung verlangten."

Die Unterdrückung des interessanten Freistaats Krakau erregte einen Höllenlärm, absonderlich in England und Frankreich, scharfe Kritiken von Seiten Palmerstons, drohende Reden von einzelnen Aristiden in dem Londoner Parlament. Durch sie wollte und will man jeden Bruch der Verträge ab Seiten einer andern Macht entschuldigt finden; das Recht der Eroberung, durch die heilige Allianz verpönt, war von ihr wieder anerkannt, wovon eine nothwendige Folge, daß wenn die Wiener Verträge für die Weichsellande ihre Verbindlichkeit verloren hatten, sie auch nicht weiter an Rhein und Po zu gelten hatten. Das nur haben jene Politiker vergessen, daß Krakau bis 1809 östreichisch gewesen, daß es von Rechtswegen dem letzten Besitzer wieder hätte zufallen sollen, und daß lediglich der Willen der drei Mächte, durch welche die Eroberung des Herzog-

thums Warschau vollbracht, dem Freistaat die transitorische Existenz gegeben hatte. Es sollte damit ein Zankapfel beseitigt, keineswegs ein Herd für verbrecherische Umtriebe gegründet werden.

Um dieselbe Zeit hatte die Bewegung in Italien einen höchst beunruhigenden Charakter angenommen, offenbar sollte es wieder der von Julius II, von Paul IV projectirten Austreibung der Barbaren gelten. Dieser Idee hatte Karl Albert sich bemächtigt und sie durch alle erdenklichen Künste der Verführung einem Volke eingeimpft, dem doch recht gut bewußt, daß von allen Regierungen Italiens jene von Piemont die theuerste, die am mehrsten despotische sei. Solchem Wahn konnte nur die Gewalt entgegentreten, aber die Gewalt in ihrer vollständigsten Anwendung, nicht ein System von Verordnungen, auf die niemand achtet, von Prohibitionen und Neckereien. Mehr noch als in irgend einem andern Lande ist für die vollständig revolutionirte Lombardei ein stets schlagfertiges zahlreiches Heer Bedürfniß geworden. Dieses Bedürfniß verkannte Metternich ganz und gar, hatte er sich doch gewöhnt, seine leicht errungenen, meist spurlos verschwindenden diplomatischen Erfolge als das höchste Ergebniß staatsmännischer Weisheit zu betrachten. Mehr als in einem andern Kronlande war in Italien die Armee vernachlässigt worden. Das wußte sehr genau Karl Albert, und daher die unglaubliche Frechheit der Pygmäe in allen ihren Beziehungen zu dem Riesen. In seiner Langmuth für solche Frechheit wurde Metternich nicht wenig gestärkt durch das Ableben (1. Juni 1846) des energischen, seiner Politik durchaus ergebenen Papstes Gregor XVI. Daß er versucht habe, auf die Wahl des Nachfolgers den Einfluß zu üben, welchen man von jeher einem Kaiser, der keinen Fußbreit Landes in Italien besaß, zugestanden hatte, davon ergibt sich keine Spur. Frankreich, wie unbedeutend auch unter Ludwig Philipps Regiment, machte den neuen Papst (16. Juni 1846), und Pius IX, dessen ganze Familie wegen ihrer revolutionairen Tendenzen in Reclusion sich befand, verkündigte sofort allgemeine Amnestie, wogegen die Partei der Bewegung ihn als den Förderer der Nationalbestrebungen begrüßte. Pius IX konnte sich berufen wähnen, die Ideen Pauls IV zu verwirklichen.

Metternich säumte nicht mit dem Versuch, den Neuerer einer Bahn zu entführen, die er revolutionair, die päpstliche Autorität selbst bedrohend nannte. Er mißbilligte die Amnestie, hielt es für gefährlich, daß man im Kirchenstaat über die nach dem Memorandum vom Mai 1831 zu bewilligenden Reformen hinausgehe. Um sich einigermaßen gegen den fortwährend an Ausdehnung gewinnenden Schwindel der Bevölkerungen zu sichern, ließ er die Besatzung von Ferrara verstärken. Dagegen protestirte das römische Ministerium mit vielem Eclat, darauf sich stützend, daß der Congreßacte Ausdruck, place de Ferrare, nur von der Citadelle, nicht von der Stadt zu gelten habe. Abgesehen davon, daß dieser Protest sogleich von England und Frankreich zu einer Cabinetsfrage erhoben wurde, gab er den Vorwand zu der auf allen Punkten des Kirchenstaats vorgenommenen Errichtung der Guardia civica. Die Entrüstung gegen die Tedeschi noch höher zu treiben, wurde angenommen, daß ein Aufruhr in Rom, gegen des Papstes reformatorische Versuche gerichtet, den Fürsten Metternich zum geheimen Anstifter habe. Mit Unwillen diese absurde Beschuldigung zurückweisend, schrieb er an den päpstlichen Staatssecretair, „man habe nur die bestimmte Frage zu stellen, ob sich ein Complot ergebe; es solle ja genau auf den Grund gegangen und anher mitgetheilt werden, wenn ein östreichischer Unterthan darein verwickelt sei. Oestreichs Betheiligung sei lediglich Parteilüge.“ Etwas spät glaubte doch Metternich im Hintergrunde der Bewegung englische Verhetzung wahrzunehmen, erklärte sich gegen den Papst zu Truppenhülfe und Intervention bereit. Das lehnte man in Rom mit auffälliger Ostentation ab, meinte daß die Italiener sich allein beschützen könnten, stellte unverholen die Einheit Italiens in Aussicht, welche durch einen Zollverein anzubahnen, mit Sardinien und Toscana unterhandelt wurde. Die Unruhe, so er ob solcher Dinge empfand, hat der Fürst gegen den Grafen Apponyi ausgesprochen: „Ich bezweifle nicht die guten Absichten des heiligen Vaters, aber wird er können, was er will? Die Revolutionaire, die Uebelgesinnten werden neue Kraft aus den an sich ersprießlichen Reformen ziehen, die Oestreich ohnehin bereit ist, gutzuheißen, da es selbst 1831

sie anrieth. Aber wird man den Papst nicht weiter drängen? Soll er sich leiten lassen? Kann er leiten? Er lasse sich nicht verführen durch die Doctrinen der Gioberti und Lamennais, die ihm einreden, sich auf das Demokratische in den katholischen Ideen zu stützen, auf die falsche, unheilbringende Kraft. Ihr vertrauend, würde er Europa größern Gefahren aussetzen, als je dasselbe seit dem Sturz des französischen Throns bestanden hat."

Von der Bewegung in Italien überhaupt handelt der Staatskanzler in einem Schreiben an Guizot: „Ich glaube an den Triumph der gemäßigten Ideen in Ländern, welche gleich Frankreich mehre Revolutionen durchlaufen haben. Das ist dann ein Compromiß, welches sich den Werth einer Wohlthat erwirbt. Aber ich glaube nicht an den Erfolg des juste-milieu in der Phase, in der sich die italienischen Staaten befinden; das wäre keine Revolution, die sich schließt, sondern eine Revolution, die beginnt; denn die Staaten sind revolutionirt, sobald die Macht aus den Händen der bestehenden Regierungen in die einer andern, welche die auch sei, übergeht. Es ist nicht wahr, daß ich zu dem absoluten Widerstand mich bekenne; es gibt nichts Absolutes als die Wahrheit. Die Politik ist ein Geschäft der Folgerungen, welches das Absolute nicht kennt. In Theorie wie in der Praxis wurde niemals Absolutes versucht. Mein Widerstand, dem revolutionairen Geist gegenüber, war zuweilen thätlich, wie 1820, oftmals defensiver Natur, wie 1831. Für jetzt warte ich ab. Was in Italien vorgeht, ist eher Revolte, denn Revolution. Die Revolten sind greifbarer als die Revolutionen; sie haben einen Körper, den man fassen kann. Die Revolutionen sind wie Gespenster, und man muß, sein Benehmen ihnen gegenüber zu bestimmen, warten, bis die Gespenster mit einem Körper sich bekleiden.... Ich bin in Frankreich erzogen worden, unter der Leitung eines Lehrers, der 1792 die Rolle eines Präsidenten des Zehnercomités gespielt hat, jener Schöpfung der Marseiller, bestimmt, die Ereignisse vom 10. Aug. zu bewirken und zu leiten, und der 1793 durch ein Revolutionsgericht verurtheilt wurde (1).

(1) Beides ist ein Gedächtnißfehler, oder eine rhetorische Floskel, vergl. S. 5.

Ich habe mithin allen Personen der Revolution zur Seite gelebt und in einer Welt, die wohl verschieden war von jener Welt, aus welcher man sie aller Wahrscheinlichkeit nach hervorgegangen wähnen mußte. Dieser Lauf war die natürliche Folge der Unabhängigkeit und Ruhe, welche die Basis meines Charakters bildeten."

In einer Note an die vier Großmächte vom 2. Aug. 1847 sagt der Fürst: „Italien ist ein geographischer Namen. Die italienische Halbinsel wird durch souveraine, von einander unabhängige Staaten gebildet. Die Existenz und territoriale Abgrenzung dieser Staaten beruhen auf den Grundsätzen des allgemeinen öffentlichen Rechts und sind durch in keiner Weise anzufechtende politische Transactionen gekräftigt. Der Kaiser seinerseits ist entschlossen, diese Transactionen zu achten und zu ihrer vollständigen Aufrechthaltung nach seinen Kräften und Rechten beizutragen." Schließlich wird gefragt, wie die verschiedenen Höfe die Garantie der italienischen Staaten betrachten und welchen Werth sie ihr noch beilegen? Die Frage hätte man wohl sich ersparen können. Preussen und Rußland bezeigten nicht die mindeste Lust, sich mit den italienischen Angelegenheiten zu befassen, Frankreich verharrte in der von Louis Philipps Charakter unzertrennlichen zweideutigen Politik, England, durch Palmerston vertreten, bot alle seine Mittel auf, um die von ihm ausgehende Agitation immer höher zu treiben. Savoyen war nämlich, seit man gelegentlich des durch den Ryswyker Frieden beendigten Kriegs, in London dessen ehrlose Tendenzen kennen gelernt, für England ein Schooskind geworden, dem man die sorgfältigste Pflege widmete. Ihm zum Besitz der Lombardei zu verhelfen, glaubte Palmerston in der totalen Umwälzung von Italien die erwünschte Gelegenheit zu finden, freilich nicht ahnend, daß er eigentlich für Napoleon III, für die Wiederherstellung französischer Herrschaft in Genua, Turin, Florenz, Rom arbeite. Das muß man dem Whig, dem Radicalismus zu Gute halten. »Georges IV, incertain et décousu tant qu'il fut en dehors des affaires, hérita, une fois au pouvoir, de la conviction profonde de Georges III: »»qu'il n'y avait de gran-

deur pour l'Angleterre qu'avec un ministère tory.«« A la fin de ses jours cette conviction se fortifia encore; il prit Canning avec la même répugnance que Georges III avait pris Fox; quoiqu'il aimât personnellement lord Goderich, il n'avait aucune confiance dans son ministère, et il ne fut véritablement satisfait que lorsque le duc de Wellington et le comte d'Aberdeen eurent pris le timon des affaires. Ainsi, durant les deux règnes les tories gouvernèrent presque constamment l'Angleterre, et l'élevèrent à ce point de grandeur où elle est parvenue; tandis que les whigs, au contraire, occupèrent quelque temps la direction du cabinet, et furent obligés presque immédiatement de quitter les affaires politiques. L'école des conservateurs se lie mieux aux intérêts d'une nation qui ne peut être grande que par l'aristocratie. Le gouvernement anglais tombera du jour, où le radicalisme pourra faire triompher ses maximes, et dominer la législation de la Grande-Bretagne.«

Metternich war einmal der Mann der Noten und Protokolle. Der Rebellion in Galizien 1847 Meister zu werden, hätte er nimmer vermocht. Die Unthätigkeit der Regierung ersetzte die durch sie gehobene russniakische Bevölkerung, in einer Weise zwar, wie sie von rachedürstenden Barbaren zu erwarten. Für die von Bela und seinen Horden verübten Grausamkeiten wollten Montalembert und andere Philanthropen die Regierung verantwortlich erklären. Sie ahnten nicht, daß Oestreich in seiner damaligen Verfassung den erboßten Bauern weder gebieten noch verbieten konnte. Statt in Italien eine furchtbare Militairmacht zu entwickeln, überschickte der Staatskanzler an Palmerston einen aufgefangenen Brief Mazzinis vom 4. Oct. 1847, worin der ganze Plan des jungen Italiens enthüllt, erklärt war, der Zweck der Agitation sei, „den Haß gegen die Tedeschi zu steigern und durch alle mögliche Mittel Oestreich zu reizen." Dem fügte er hinzu: „Der Geist der Umwälzung, welcher unter der Fahne der Reform in einigen Staaten der Halbinsel zum Durchbruch gekommen ist, hat den Haß gegen Oestreich zum Feldgeschrei erwählt. Ereignisse, deren Schauplatz heute die Schweiz (des Sonderbundes Fall),

werden die Intensität der Bewegung in Italien steigern und müssen so auf die Stellung der Regierungen zu den Parteien, wie auf die materielle Lage des lombardisch-venetianischen Königreichs Einfluß üben.“ Damit sollte gleichsam entschuldigt werden, daß Oestreich seine Truppen am Po verstärkte, keineswegs zwar in genügender Weise, durch sie das Modenesische besetzen ließ. In Folge einer glücklich durchgeführten Negociation mit Modena und Parma träumte Metternich bereits von Intervention zu Neapel und ließ er zu dem Ende bei dem Papst um Verstattung des Durchzugs anfragen. Indem aber eine entschieden verneinende Antwort erfolgte, Sardinien und England immer provocirender auftraten, verloren sich von selbst die tapfern Entschließungen, und Metternich dachte höchstens nur mehr an Erhaltung der Ruhe in der Lombardei, wiewohl er bereits den Krieg mit Sardinien für unvermeidlich hielt. Unverholen spricht seine Verlegenheit in der an den Gesandten in London, Grafen von Dietrichstein gerichteten Note, 27. Febr. 1848, sich aus: „Durch Circulair vom 2. August 1847 hat unser Hof seine Stellung gegenüber den ernsten Ereignissen, welche schon damals in einzelnen italienischen Staaten sich ergaben, gezeichnet. Trotzdem hat das brittische Cabinet wiederholte Anfragen hinsichtlich unserer so deutlich ausgesprochenen Politik gestellt. Worauf konnten sie begründet sein? Doch nur auf den Zweifel, und wie war der möglich? Wir wollen uns nicht zu der Annahme versteigen, man habe den in dem angeführten Circulair entwickelten Ideen Sr. Kaiserlichen Maj. kein Zutrauen geschenkt, wir wollen lieber der Meinung beipflichten, daß man die Ausführung unserer Ideen für unmöglich hielt. Wie sollen wir uns dann erklären, daß die italienischen Regierungen in ihrem Mißtrauen gegen uns durch die officiellen Organe des brittischen Cabinets genährt werden? Wie erklären wir uns besonders die neuliche Anwesenheit eines Geschwaders im adriatischen Meer und das Ausbleiben jeglicher Erklärung darüber von Seiten der brittischen Regierung, die der allgemein verbreiteten Meinung widerspreche, es sei die Bestimmung dieses Geschwaders, Oestreich zu überwachen? Die uns geziemende Stellung in der gegenwärtigen Situation Italiens

zu finden, ist eine höchst schwierige Aufgabe, die durch eine befreundete Macht nicht erschwert werden sollte."

Der Briefsteller hatte noch keine Kunde von den Februarereignissen in Paris, sie vernehmend sprach er zu Lord Ponsonby: „Das Cabinet, so ich vertrete, nährt die feste Ueberzeugung, daß die Februarereignisse auf die brittische Regierung denselben Eindruck machen werden, den sie der unsrigen gegeben haben. Sie constatiren eine vollständige Revolution, und Revolutionen können auf jede Regierung, welches auch ihre politische Verfassung, nur dieselbe Wirkung hervorbringen. Die Stellung, in welcher die italienische Halbinsel sich befindet, vermehrt für unsern Hof den Ernst der Situation. Das Urtheil, welches wir von Anfang her über die italienischen Angelegenheiten fällten, ist in der Circulardepesche vom 2. Aug. 1847 niedergelegt. Wenn der Eindruck, durch die Unternehmungen einzelner italienischen Regierungen bei manchen Höfen hervorgerufen, nicht derselbe, der sich für uns herausstellte, so ist das dadurch bedingt, daß wir die unter der Asche lauernden Gefahren besser kannten. Wenn wir ferner in den gemachten Erklärungen die Richtung der Politik angeben, welche der Kaiser hinsichtlich der italienischen Staaten einzuhalten gesonnen, so werden die Thatsachen jetzt beweisen, daß Se. Maj. nicht von dem Wege, den sie sich vorgezeichnet hatte, abgewichen ist, und der jetzt, da die jüngsten Vorgänge in Frankreich die Situation noch ungleich bedenklicher machen, am allerwenigsten verlassen werden dürfte. Nicht Oestreich allein, ganz Europa ist um ein halbes Jahrhundert zurückgesetzt, und Angesichts der entsetzlichsten Jahre der ersten französischen Revolution. Welche Folgen wird die Wiederkehr der schrecklichsten Jahre dieser Revolution bringen? Die nächste Zukunft wird darauf zu antworten wissen."

Das erzählt des Fürsten Depesche an den Grafen von Dietrichstein, 4. März 1848, und heißt es darin weiter: „Im vergangenen Sept. erhielt ich von Lord Palmerston eine Interpellation in Betreff der feindlichen Absichten, welche der sardinische Hof uns gegen sich zuschrieb. Meine Antwort vom 23. Sept. war die einzige, welche darauf zu geben möglich. Heute hat sich die Sache

geändert, und was im Sept. einer Verlegenheit der sardinischen Regierung zuzuschreiben, kann heute, in Folge der Ereignisse in Frankreich, keine Entschuldigung mehr finden. Wir wissen mit Bestimmtheit, daß die in den verschiedenen italienischen Staaten zur Macht gelangten Parteiführer, daß dieselben Männer, die in der Schweiz gesiegt, in Frankreich den Thron von 1830 umgestürzt haben und Willens sind, ganz Europa zu erschüttern, unter dem Vorgeben das gesamte Oberitalien unter der Herrschaft von K. Karl Albert vereinigen zu wollen, lediglich dahin trachten, daß dieser Fürst Oestreich aus seinen Besitzungen jenseits der Alpen vertreibe. Indem wir einfach diese Thatsache constatiren, bleibt es uns fern, des Königs von Sardinien Gemeinschaft, Einverständniß mit den Urhebern dieses Vorhabens anzunehmen, aber wir glauben nicht, daß der Turiner Hof die Kraft besitze, solchem Andrängen zu widerstehen. Auch wenden wir uns nicht an die sardinische Regierung, sondern an den Hof, dem sie ihre eingebildeten Befürchtungen vortrug und der ihr Unterstützung gewährte. In Folge dessen sind Sie beauftragt den ersten Staatssecretair zu befragen, ob das brittische Cabinet einen Angriff Sardiniens auf das lombardisch-venetianische Königreich als ein Ereigniß betrachten würde, welchem es fremd zu bleiben habe, und welche Schritte es im entgegengesetzten Falle bei dem Turiner Hof thun würde, um zu verhüten, daß bei der bereits so schwierigen allgemeinen socialen und politischen Lage eine solche Verschlimmerung des Uebels eintrete." Die Antwort sollte der Fürst nicht mehr empfangen.

Nicht viel weniger Sorge bereitete ihm die Schweiz, wo zwei Parteien, jene der Reform, meist aus protestantischen Elementen bestehend, und die conservative Partei, Katholiken und seit 1844 in dem sogenannten Sonderbund vereinigt, einander unfreundlich gegenüberstanden, bis dahin die Berufung der Jesuiten nach Luzern den Vorwand gab zu offener Feindschaft. Deutlich genug war durch die Erfahrung von drei Jahrhunderten Oestreich um die in solchem Falle einzuhaltende Richtung belehrt worden, zumal die Folgen seiner in dem Toggenburger Krieg von 1712 beobachteten, einigermaßen zwar durch die Umstände

gebotenen Neutralität ganz nicht geeignet, in künftigen Fällen zu ähnlicher Impassibilität einzuladen. Nach der allgemeinen Ansicht der frühern Jahrhunderte war ein römischer Kaiser als der Kirche oberster Vogt verpflichtet, ihre Beschlüsse zu vollstrecken, ihre Rechte zu wahren. Für einen großen Theil der Christenheit wurde diese Verpflichtung durch die Reformation annullirt, um so fester schlossen sich, in Deutschland vorall, die Katholiken dem weltlichen Oberhaupt der Kirche an. Einzig diese Anhänglichkeit vermag die Wunder des dreißigjährigen Kriegs zu erklären. Das Kaiserthum war ein Spott geworden, durch Familienstreitigkeiten das Erzhaus zerrissen, in offenem Aufruhr begriffen das Königreich Böhmen samt den einverleibten Ländern, von Ungern die eine Hälfte in der Türken Gewalt, die andere Hälfte anhängend einem Rebellen von der schrecklichsten Befähigung, der tollsten Anarchie hingegeben das eine wie das andere Oestreich, buchstäblich befand sich Ferdinand II in der Lage seines Vetters, »senza prattica, senza soldati, senza danari.« Aber was der Kaiser nicht vermochte, das brachten dem obersten Vogt der Kirche seine Glaubensgenossen willig zum Opfer; wir haben gehört von den 21 Limburgern, die auszogen für Ferdinand II zu streiten (Bd. 3 S. 558), und in Treue ihm gleich hat Leopold I bewahrt, festgehalten Joseph I und Karl VI die Ehren, zusamt den Pflichten eines obersten Schirmvogtes der Kirche, wenn gleich schon einige Stralen von sogenannter Aufklärung bemerkbar werden.

Wesentlichen Eintrag thaten dem alten System K. Friedrichs II Angriffe auf Karls VI Erbe. Deren sich zu erwehren, mußte Maria Teresa ungleich straffer die Zügel der Regierung anziehen, und es bildete sich in dem Interesse der Selbsterhaltung die unermeßliche materielle Macht, in deren Ueberschätzung Joseph II es verschmähte, fernerhin der Kirche Vogt zu sein. Viele gläubige Herzen wendeten sich ihm ab, der ein Feind der Kirche geworden, und den Bruch zu ergänzen, hat keiner seiner Nachfolger gewagt, bis Kaiser Franz Joseph das vielleicht verspätete, jedenfalls von allen Aufgeklärten grimmig angefeindete Experiment mit dem Concordat anstellte. Am wenigsten war Metternich geeignet, den

Fehler, durch welchen die Anhänglichkeit der Katholiken überhaupt verscherzt, einzusehen, zu bessern. Hat er doch niemals begriffen, daß, indem Preussen in so consequenter, aufopfernder, ehrenhafter und zugleich Vortheil bringender Weise das Protectorat des Protestantismus übt, es für Oestreich Pflicht wäre, die verscherzte Stellung an der Spitze des Katholicismus wieder einzunehmen, und eben so wenig hat er wahrgenommen, daß es in dem heutigen Zustand der Welt nur zwei Parteien gibt von wahrhafter Bedeutung, die Demokratie und die clericale Partei, und daß diese, geordnet, unter einem Oberhaupt vereinigt, der Demokratie gewichtigster Gegner werden könnte. Der Fürst war, seinen eigenen Worten nach, ein gläubiger Katholik, jedoch, als ein Sohn des aufgeklärten Jahrhunderts, allen religiösen Tendenzen fern. Nach seiner Ansicht durfte der Staat in seinem Gang so wenig durch Hierarchie, als durch Factionsgeist gehemmt werden, und deswegen hielt er die Josephinischen Anordnungen unverändert bei, obgleich Kaiser Franz häufig die Neigung verrieth, der Kirche größere Freiheit zu verleihen. Das Streben darnach machte sich noch bemerkbarer seit dem Ableben des Kaisers Franz, und der Staatskanzler konnte nicht umhin, dem allgemeinen Wunsch, dessen eifrige Vertreterin die Fürstin selbst, einige Concessionen zu machen, wenn gleich der von Joseph II herrührende kirchliche Zopfstyl im Wesentlichen unverändert beibehalten wurde. Namentlich hat die Rückkehr der Jesuiten stets an ihm einen entschiedenen Gegner gefunden, ob aus der Gespensterfurcht, die einstens zur Aufhebung des Ordens gewirkt hatte, oder aus der andern, auf ihn mächtig einwirkenden Furcht, den Zeitungsschreibern illiberal zu erscheinen, dieses lasse ich dahin gestellt sein. „Ich bin der Mann der Wahrheit,“ erklärte er einstens, „und brauche das Tageslicht nicht zu scheuen. Ich bewundere die Institution der Jesuiten, aber ich hasse den Jesuitismus; der hat keinen größern Feind als mich; ich bin gläubiger Katholik, aber den Pietismus verabscheue ich! Ebenso geht es mir mit dem Liberalismus, ich bin ihm ein unversöhnlicher Feind; aber im besten Sinne liberal zu sein, darf ich mich wohl rühmen.“ Hiernach läßt sich wohl annehmen, daß das

Decret von 1845, wodurch den Jesuiten unbegrenzte Zulassung oder Duldung ihrer Concurrenz für alle Fächer des Unterrichts gestattet, gegen seinen Willen erlassen worden sei.

Diese Abneigung gegen jegliche Erhöhung der Kirche, gegen eine Gesellschaft insbesondere, hinsichtlich deren er sich durch Nicolai und Biester belehren lassen, verschuldet in hohem Grade Metternichs Zögerungen und Schwankungen, dem Liberalismus und den Einheitsgelüsten in der Schweiz gegenüber. Den Sonderbund nach seiner Weise unterstützend, unterhandelte er mit England und Frankreich, die damals ebenfalls keine Modification der Schweizerbundesacte wollten: zugleich aber war er bemühet, die beabsichtigte Berufung der Jesuiten nach Luzern zu hintertreiben; daß sie davon abstehe, dann wenigstens die Sache auf unbestimmte Zeit vertage, hat er an die dasige Regierung geschrieben. Dem Papst Gregor ließ er vorstellen, „wie es im wohlverstandenen Interesse der katholischen Kirche liege, im versöhnlichen Sinne aufzutreten, und zur Vermeidung eines Bürgerkriegs den Jesuitenorden zu vermögen, daß er von der zu Luzern ihm bewilligten Vergünstigung keinen Gebrauch mache." Auf seinen Betrieb ließen auch die übrigen Mächte zu Rom und Luzern sich mit Abmahnungen und Protesten vernehmen, ohne doch die Berufung nach Luzern, der Jesuiten Einführung verhindern zu können.

Solche Rücksichtlosigkeit nahm der Fürst dermaßen übel auf, daß er nahe daran, den Sonderbund aufzugeben. Schon hatte er, den Cabineten zum Erstaunen, erklärt, daß es nöthig sein dürfte, den schweizerischen Bundesbehörden größern Einfluß, verstärkte Executionsmittel zu verschaffen, als zu welchem Ende er die schweizer Regierung aufforderte, die Mediation der Mächte anzurufen. Gleich darauf, Mai 1845, ließ er den Hof der Tuilerien wissen, daß man zu Wien „keinen Grund mehr habe, sich der Installation der Jesuiten in Luzern zu widersetzen". Damit war verbunden der Vorschlag einer gemeinsamen Note an den Vorort, des Inhalts, daß jede Einmischung der Tagsatzung in die innere Verwaltung von Luzern oder jedem andern Canton, besonders in Betreff des Unterrichtwesens, als eine Verletzung des

Bundesvertrags anzusehen, welcher in jeglicher Weise sich zu widersetzen, die Cantone berechtigt sein würden. Eines solchen Bekenntnisses von Versatilität hätte es keineswegs bedurft, um die übrigen Mächte von jeder ernstlichen Verwendung zu Gunsten des Sonderbundes abzuhalten. Dagegen hatte Metternich manche Vorwürfe zu hören, daß er, früher der entschiedene Gegner der weitern Verbreitung des Jesuitenordens in der Schweiz, in der gegenwärtigen Conjunctur so wenig Beständigkeit zeige. Er versuchte eine Rechtfertigung: „Man scheine im Ausland die Stimmung des kaiserlichen Hofs in Betreff der Jesuiten wenig zu kennen, wenn man behaupten wolle, daß er sie unterstütze, oder gar sie anderwärts aufdringe. In Wahrheit habe man für sie in Oestreich keine Vorliebe, aber von der andern Seite sei man wenig um ihren Einfluß besorgt, da wo sie innerhalb der Monarchie sich befänden. Sie wären den Bischöfen unterworfen, denen es vollkommen freistehe, deren zu halten oder nicht zu halten; die Regierung bleibe durchaus indifferent. Hiernach werde man begreifen, daß er nicht gemeint gewesen, mit seinen Vorschlägen den Einzug der Jesuiten als solche in Luzern zu begünstigen, sondern einen Grundsatz aufrecht zu erhalten, den der Cantonalsouverainität, welcher der Grundstein des Bundesvertrags, und den der Wiener Hof mit seinen Alliirten sich stets verpflichtet halten würde, gegen jede Beeinträchtigung, woher sie auch kommen möge, zu vertheidigen."

Auch seine Mediationsgelüste hatte der Fürst gegen den von der schweizer Regierung aufgestellten Protest zu verfechten: „Was eine Mediation anlangt, so fehle nach seiner Ansicht das Substrat dazu: denn eine Mediation sei nur denkbar, wo zwei sich bekämpfende Parteien beiderseits einen dritten um Vermittlung angehen, was eben mit der Schweiz nicht der Fall. Eine Mediation müsse stets angerufen werden. Anders verhalte es sich dagegen mit einer Intervention. Diese sei ein völlig selbstständiger und willkürlicher Act, der jedoch in der Regel auf Widerstand stoße und zum Krieg führe." Wenig achteten des Geplauders die Agitatoren in der Schweiz, sie zählten auf die zahme Stimmung in Wien, auf ihren innigen Zusammenhang mit der Um-

sturzpartei in Frankreich und Italien. Dieser Verbrüderung mit einiger Aussicht auf Erfolg entgegenzuwirken, bemühte sich der Staatskanzler, das Ministerium von Louis Philipp für die Idee einer Intervention in der Schweiz zu gewinnen. Damit glückte es ihm insoweit, daß Frankreich allen Fleißes sich bemühte, auch in England Sympathien für die östreichische Politik in der Schweiz zu erwecken. Das mußte freilich ein vergebliches Beginnen bleiben, dagegen brachte Metternich Rußland, Preussen und den französischen Gesandten in der Schweiz, diesen zwar ohne Vorbewußt seines Cabinets, zur Unterzeichnung eines Allianzentwurfs, welcher sich die Pacification der Schweiz, die Abwendung der projectirten Reform in der Bundesverfassung zur Aufgabe machte. Aber es verweigerte Louis Philipp seine Ratification.

Hingegen erklärte die Tagsatzung am 20. Juni 1847 den Sonderbund für einen Bruch der Verfassung, das Austreiben der Jesuiten für eine Angelegenheit des Bundes. Auch jetzt noch verharrte Louis Philipp in seiner furchtsamen Unthätigkeit, und England spornte die radicale Partei in der Schweiz, schnell über den Sonderbund herzufallen, bevor die Cabinete zu einer Entschließung kämen. Der Rath wurde sofort zur Anwendung gebracht und schmachvoller, denn vor Jahren Neapel oder Spanien, erlag der Sonderbund. Am 4. December machte der Schweizer Geschäftsträger dem Staatskanzler Anzeige von der Auflösung des Sonderbundes, trocken entgegnete dieser, „wie er eine Antwort zu ertheilen nicht im Falle sei.“ Um so eifriger zeigte er sich bemühet, den Folgen dieses Siegs der Umsturzpartei entgegen zu arbeiten. Der an der Verweigerung der Ratification durch Louis Philipp gescheiterte Plan der Intervention wurde neuerdings aufgefaßt. Im Januar 1848 reiseten Radowitz im Auftrag Preussens, Colloredo als östreichischer Bevollmächtigter nach Paris, um eine Allianz zum Abschluß zu bringen. Bedenklichkeiten des Tuileriencabinets nöthigten die beiden Gesandten, persönlich bei ihren Höfen neue Instructionen einzuholen. Mit Ende Januar trafen sie wieder zu Paris ein, und war die Ratification des Allianzvertrags für den 15. März 1848 verheißen. Wie verlautet, sollte demnächst an die Schweizer Regierung die

Aufforderung ergehen, von allen Reformen in der Bundesverfassung abzustehen. Im Falle der Weigerung, dieser Intimation nachzukommen, würde ein starkes östreichisches Corps die östliche Schweiz besetzen. Darob anscheinend erzürnt, sollte Frankreich, unter dem Vorgeben, die Schweiz von den Oestreichern zu befreien, ihre westliche Hälfte durch eine zweite Interventionsarmee überziehen lassen. Das würde ungezweifelt die Demagogen in Bern und Aarau, in Zürich zur Besinnung gebracht haben. Aber der 24. Februar und der 13. März waren nahe, und es blieb den Völkern die vollkommenste Ueberzeugung von der tiefen Ohnmacht der Souveraine, welche ihr Verhalten in der Angelegenheit des Sonderbunds hervorgerufen hatte.

Seinen politischen Seherblick hatte Metternich namentlich in Beurtheilung der Richtung des unlängst zur Regierung gelangten Königs Friedrich Wilhelm IV von Preussen bekundet, wenn er am 14. Febr. 1841 schrieb, es möchten sich in ihrem Gefolge „Verlegenheiten für alle Regierungen in Deutschland, Aufregung, weitergehende Wünsche der Völker, Unruhe, Gefahr und Ohnmacht der monarchischen Autorität“ ergeben. Er suchte und fand sehr bald die Veranlassung zu persönlicher Verständigung mit dem König. Als dieser im Sept. 1842 den Grundstein zum Dom in Cöln legte, fand auch Metternich daselbst sich ein, und hatte zu Coblenz eine Unterredung mit dem Monarchen, deren Zweck, so hieß es, einerseits die Uebereinstimmung von Oestreich und Preussen in Bezug auf allgemeine Politik und den deutschen Bund zu kräftigen, andererseits aber und hauptsächlich, den König auf die nachtheiligen Folgen für seine Machtvollkommenheit und somit für das conservative Princip überhaupt aufmerksam zu machen, die aus „zu rasch auf einander folgenden, den politischen Ideen des Jahrhunderts gebrachten Concessionen hervorgehen könnten“. In Bezug auf den letzten Punkt wurde Wesentliches nicht erzielt, wie denn auch die 1845 zu Coblenz stattgefundenen Conferenzen, gelegentlich des Besuchs der Königin von England ein beruhigendes Resultat nicht gebracht haben. Wenigstens wurde damals eine auffallende Bekümmerniß des Fürsten sowohl, als seiner nächsten Umgebung bemerkt: der Fürst,

so erzählte man sich, empfinde große Niedergeschlagenheit um eine Danaidenarbeit, an die er in der treulichsten Ueberzeugung sein ganzes Leben gesetzt, und die jetzt, in dem allgemeinen Abfall, spurlos verschwinde. Den letzten Versuch nach Außen vielleicht hat er gemacht in den an K. Friedrich Wilhelm IV gerichteten „wohlmeinenden Vorstellungen über die Schwierigkeit, auf der einmal betretenen Bahn sich nicht von den Umständen fortreißen zu lassen."

Bereits hatte die Flamme das eigene Dach ergriffen. In Ungern trat auf dem Landtag 1843—1844 die Opposition offen auf mit dem Streben nach Emancipation und vollständiger Lossagung von Oestreich, welchem die Regierung nur die zahmste Nachgiebigkeit, die bedenklichsten Concessionen entgegenzusetzen wußte. In dem leidenschaftlichen Sprachenkampf, welcher dem Liberalismus Gelegenheit gab, seine despotischen Neigungen in ihrer vollen Widerwärtigkeit blicken zu lassen, versündigte sich die Regierung gleich sehr an den Aborigenen, den jüngsten Einwanderern gegenüber, und an den Deutschen, welchen Ungern seine ganze Gesittigung verdankt. Jene, die zahlreichen Slavenstämme, die Rumänen wurden verurtheilt, Magyaren (sprich Madiaren) zu werden. So lohnte Oestreich dem Stamm der Kroaten, dem es doch die ungeheuern Verbindlichkeiten hat, der in den letzten 12 Jahren des dreißigjährigen Kriegs allein noch die Ehre seiner Waffen aufrecht erhielt, dem beinahe ausschließlich angehört, was man von den Thaten der Ungern im Laufe des Erbfolgekriegs erzählt; so wurde der Serben geprüfte Treue anerkannt. Doch mögen die Kossuth und ihre Nachbeter immerhin decretiren, nimmermehr wird ihr unharmonisches, höchstens eine Verwandtschaft mit Lappen und Kalmüken bekundendes Idiom, den ungleich cultivirtern, reichen, eine ganze Sprachwelt öffnenden Idiomen der Böhmen, Russen, Kroaten, Serben obsiegen können. Zumal unverantwortlich erscheint die Feigheit der Minister in diesem Streite, wo das Recht so ganz für sie. Weniger will ich ihnen verargen, daß sie durch Kossuth sich überlisten ließen. Den hatte man 1841 gefangen gesetzt, weil er eine handschriftliche Zeitung circuliren lassen, jetzt erhielt

er ein Privilegium für den Druck einer großen Zeitung, Pesti Hirlap, die so manches arme Gehirn durch den Wiederhall von längst verbrauchten verkümmerten Floskeln verwirren sollte. Das Privilegium habe Kossuth, so erzählt man, erschlichen durch das Vorgeben, er müsse wohl anfangs oppositionell schreiben, um Abonnenten zu gewinnen, nachher aber werde er einlenken und die Opposition mäßigen. Ganz unwahrscheinlich ist das Vorgeben nicht, von wegen Metternichs blinder Verehrung für Zeitungen. Eine kleine Bemerkung, die Zeitungsschreiber betreffend, kann ich hier nicht unterdrücken. In unserm gesegneten Preussen ist die Befähigung zu dem unerheblichsten Aemtchen durch ein dreifaches examen rigorosum nachzuweisen, als Zeitungsschreiber, d. i. Publicist, Organ, Bildner der öffentlichen Meinung, mag auf eigne Faust jeder Schulknabe auftreten.

Gleich nach dem Schlusse des stürmischen Landtags von 1844, Angesichts der fortwährend sich steigernden Verwirrung und Auflösung, riethen energische Männer zu einer dem Radicalismus entgegenzusetzenden radicalen Cur, zur Aufhebung aller ständischen Verfassungen, zunächst in Ungern. Daran hatte Metternich schon 1825 gedacht, jetzt bangte ihm vor einem solchen Staatsstreich, wie sich aus seiner Denkschrift über die ungrischen Zustände zu Ende das Jahrs 1844 ergibt. „Gesetzliche Begriffe und Formen, welche Jahrhunderte durchlebt haben, lassen sich durch Machtsprüche nicht auslöschen. Das Unternehmen der Umwandlung eines constitutionellen Verhältnisses in ein absolutes wäre in unserer Zeit ein unausführbares. Ist eine Lage auf das Erwiesenste der Umwandlung bedürftig, so bieten jene Begriffe und Formen der reformirenden Gewalt eine feste und zugleich die sicherste Grundlage durch ihren historischen, durch Nichts zu ersetzenden Werth. Ungerns Verfassung ist von jeher eine repräsentative im freiesten Sinne des Worts gewesen, wo die gesetzgebende Gewalt zwischen dem Fürsten und den Ständen getheilt." Es sei der richtige Weg, „daß der König nicht suche die repräsentative Berechtigung zu Gunsten eines absoluten Monarchieprincips aufzuheben, sondern vielmehr, daß er in der ihm zur Hälfte zustehenden Berechtigung die Initiative ergreife und

selbst mit der Reform vorangehe, nicht aber solche anzustreben der vulgairen Partei überlasse." Bisher habe die Regierung in Ungern und Siebenbürgen ein negatives System verfolgt, den Ständen die Ausarbeitung der Vorlagen überlassen. Solche Passivität sei gefährlich, denn jedes Land müsse regiert werden; versiege die Regierungsgewalt in der obersten Region, welcher die Gesetze das Recht und die Pflicht des Regierens zuweisen, dann würden sich Gewalten in den untern Schichten erheben, stets bereit, Sorgen, denen sie im geringsten nicht gewachsen, zu übernehmen. Der König habe die Zügel der Regierung zu ergreifen, voranzugehen in der Richtung, welche Recht und Pflicht ihm vorzeichnen; er übernehme die materielle Belebung des Landes, erfülle seinen Beruf und bereite für den nächsten Landtag Alles, wofür er der gesetzlichen Beihülfe der Stände nicht bedarf. Die Dinge in Ungern seien der Art, daß von oben herab etwas geschehen müsse, statt der Reformen und unumgänglichen Verbesserungen sei Ueberflüssiges, Nebensächliches oder Verkehrtes eingeführt worden. „Das Land bedarf vor Allem der Belebung des Grund und Bodens; Gesetze, welche das Eigenthum schirmen und in Evidenz zu stellen geeignet sind; es bedarf der Arme zur Bebauung des Bodens, dieser Urquelle alles Nationalreichthums; Communicationsmittel zum Absatz seiner Naturprodukte; Fabriken bedarf es in erster Linie nicht, denn es kann die Capitalien noch besser in einer andern Richtung verwenden; sie werden entstehen, wenn ihre Stunde geschlagen hat." Ferner begehrt die Schrift Gleichheit vor dem Gesetz, Anfertigung eines Catasters, der, im Vorbeigehen gesagt, aller Regierungen Liebhaberei ist, weil er Gelegenheit gibt, die Steuern, unter dem Vorwand der Peräquation, unvermerkt und unaufhörlich zu erhöhen; sie will vorab die Gründung einer Hypothekenbank und Beschaffung von Communicationen in Straßen, Eisenbahnen, Flußschiffahrt. „Die ersten Schritte zur Rettung sind im Werk, sie müssen verfolgt und zu Ende geführt werden, denn das Einhalten in deren Ausbildung würde unausbleiblich den Ausbruch der offenkundigen Revolution zur Folge haben. Dort, wo die Dinge einmal stehen wie in Ungern, bleiben sie nicht stehen,

denn sie können es nicht. Ungern muß durch die Fürsorge des Königs einer verständigen Lage zugeführt werden, oder es wird einer solchen Lage auf selbst gesuchten Wegen nachstreben, d. h. auf Wegen, die denen gleichen, welche Ströme sich bei Wasserfluthen, ohne Rücksicht auf ihr Abfließen und die Verwüstungen, welche sie anrichten, bahnen."

Auch in Böhmen traten in fortwährend gesteigerter Lebhaftigkeit die Emancipationsgelüste auf. Immer leidenschaftlicher äußerte sich das Streben nach sogenannter Nationalität, und die Czechomanie wetteiferte mit den in Ungern vorkommenden Thorheiten, während die Stände, blind für die aus der Tiefe sie angähnenden Gefahren, lustig voranschritten auf der Bahn der Opposition, vielfache Nachgiebigkeit von Seiten der Regierung erzwangen. Viel unbequemer noch wurden die in Wien selbst tagenden Stände von Niederöstreich, in welchen die Stimmung von 1619 wieder aufzuleben schien, und die, wie damals, auf jene der Hauptstadt ungemessenen Einfluß übte. Der Staatskanzler, obgleich ihm fortwährend undenkbar eine Revolution in Oestreich, fand jetzt selbst, in der allgemeinen Gährung, daß man auch hier „nicht länger stillstehen dürfe, daß Modificationen in dem Stabilitätssystem einzutreten hätten, daß die Bahn der Reform zu versuchen sei, bevor man darauf gedrängt und gewaltsam bis zu unbekannten Endpunkten fortgestoßen würde." Einstweilen, bei der entschiedenen Abneigung des Erzherzogs Ludwig für Neuerungen, als welcher sich unlöslich gefesselt wähnte durch die von Kaiser Franz auf dem Sterbebett ihm hinterlassenen Worte, „daß er um keinen Preis Veränderungen einführe, das Bestehende erhalte," blieb es bei Herabsetzung der Militairdienstzeit von 14 auf 8 Jahre, der Verordnung wegen Ablösung von Zehnten und Frohnden in Böhmen und den deutschen Provinzen, bei dem Eintritt der Censur-Oberdirection, 1. Januar 1848, und des Obersten-Censurgerichts, 1. Febr., bei der Eröffnung der Wiener Akademie, 2. Februar 1848, wenn auch der Schweizer Geschäftsträger, Effinger, in der Depesche vom 19. Febr. äußert: „Seit ungefähr einer Woche ist in Wien viel davon die Rede, daß mehrere dem Thron nahestehende Mitglieder des Kaiserhauses die Ueberzeugung

ausgesprochen hätten, wie die östreichische Staatsverwaltung dem Andringen moderner Ideen von außen und von innen auf die Länge ohne Concessionen nicht mit Erfolg widerstehen könne. Aeußerungen dieser Art scheinen wirklich gefallen zu sein. Hochgestellte Staatsbeamte, die stets dem Fortschritt in einem gewissen Maße huldigten, sind in Folge davon veranlaßt worden, vorhandene Pläne, welche die Rechte sowohl der Ständeversammlungen als auch der italienischen Congregationen auszudehnen bezwecken, zur Hand zu nehmen und neu zu bearbeiten, damit sie der Staatsconferenz vorgelegt werden können."

In der That arbeitete der Staatskanzler bereits an einer Verfassung für Böhmen und die deutschen Erblande, nachdem es seinen Bemühungen gelungen, die „theilweise Erweiterung der ständischen Befugnisse" durch die Staatsconferenz beschließen zu lassen. Es war auch bereits im Werke, der sämtlichen Provinzialstände Deputirte nach Wien zu berufen, auf daß sie mit den Behörden beriethen. Als es aber um die Ausführung sich handelte, traten die Zweifel und Zögerungen wieder ein. Erzherzog Ludwig und mit ihm ein Theil des Hofs wollten die Sache noch einmal in Erwägung gezogen wissen, die Erzherzogin Sophie äußerte gegen den Staatskanzler: „Man muß bedenken, daß sich die Umwandlung Oestreichs zu einer constitutionellen Monarchie nicht durchführen läßt, ohne daß ganze Stücke davon abfallen und alle Fugen des Reichs auseinandergehen." Am 28. Febr. Abends brachte ein Courier dem Fürsten die Nachricht von der Abdankung des K. Louis Philipp, von der Regentschaft der Herzogin von Orléans. „Abdanken darf jeder," bemerkte der Fürst, „die Regentschaft ist nicht verfassungsmäßig, das hat Frankreich mit sich auszumachen." Am folgenden Morgen kam die Mähre von der Republik Frankreich, für den Staatskanzler wie für viele Andere ein betäubender Schlag.

Dem Gedanken, der Republik eine Coalition mit Preussen und Rußland, eine Intervention entgegenzusetzen, der vielfältig am Hofe sich geltend machte, widersprach er auf das Entschiedenste. Er meinte, man müsse abwarten, „welchen Verlauf die Revolution nehme, wie weit deren Folgen sich erstrecken, bis

wohin ihre Schwingungen gehen." Man habe viel zu viel zu Hause zu thun, um an einen Krieg denken zu können, dessen Gefährlichkeit durch die Stimmung im eigenen Lande so sehr erhöhet werde. Oestreich sei durch Ungern und Italien zu viel gehemmt, um ein Wagniß zu unternehmen, welches die Gesamtkraft des Staats in Anspruch nehme. Beklagenswerthe Verblendung! In der Lage der Dinge konnte der Monarchie nichts vortheilhafter sein, als ein großer Krieg, dessen Erfolg durch die mächtigsten Allianzen verbürgt: wenn Oestreich für sich selbst eine Million Soldaten aufbrachte, und daß ihm solches möglich, haben die Ungern noch in demselben Jahr gezeigt, wenn es diese Sündfluth auf die neue Republik warf, so erstickte es alle Bewegungen im Innern, und gleich einem Morgennebel verschwand die armselige Republik und Karl Albert und der Demagogen Herrschaft in der Schweiz.

Nochmals wurde des Staatskanzlers Ansicht maasgebend, und im Beginn des Lenzmonats erklärte Oestreich sich keineswegs mit den innern Angelegenheiten jener Republik befassen zu wollen; kaum aber hatte die kriegerische Wallung sich besänftigt, als um so lauter der Ruf nach umfassenden politischen Reformen ertönte. Dagegen eiferte Metternich, der im Princip und lange schon Umwandlungen in der beinahe unthätig gewordenen Staatsmaschine angestrebt hatte, weil fortan jede Concession als unfreiwillig erscheinen, die Verlegenheiten der Regierung steigern mußte. Eine Hofpartei, stark durch die ihr beigetretenen Persönlichkeiten aus dem regierenden Hause, forderte jetzt mit Ungestümm schnelle und radicale Concessionen, vollständige umfassende Reformen. Sie, unlängst noch dem äußersten Conservatismus zugethan und deshalb vielfältig Metternichs reformatorischen Tendenzen zürnend, trat ihm nun mittels einer vollständigen Seitenbewegung feindlich entgegen. An der Spitze dieser Partei stand die Erzherzogin Sophie, ausgehend von dem Princip, daß man einzig durch einen kühnen Entschluß den von allen Seiten drohenden Gefahren, dem Schicksal der Bourbonen entgehen könne. Sie rieth dem Kaiser, einer allzuschweren Last sich zu entledigen, zu Gunsten ihres Sohns abzudanken, damit eine Neugestaltung der Monarchie möglich zu

machen. Ihre Ansicht wurde jedoch von Erzherzog Ludwig und von dem Staatskanzler bestritten. Sie fanden die Gefahr keineswegs so dringend, eine Revolution undenkbar, wenn man nicht dem aufgeregten Volk Gelegenheit gebe, sich noch weiter aufzureizen und in ihm durch den Glauben an die Schwäche der Regierung die Lust zu fernern ausgedehnteren Forderungen wecke. Darüber kam es in den Familienberathungen vom 6. und 7. März zu sehr heftigen Debatten, und damals schon soll Erzherzog Johann, des Staatskanzlers persönlicher leidenschaftlicher Gegner, dessen Entfernung verlangt haben, mit seinem Begehren aber an des Kaisers Willen verwiesen worden sein.

Eines bessern Erfolgs sich zu vergewissern, trat die Partei in Verbindung mit den Leitern des am 13. März zu eröffnenden Landtags von Niederöstreich, damit von dort aus das Verlangen von Metternichs Rücktritt wiederholt werde. Die Losung dazu sollte der Gewerbsverein, eine ganz neue Art von Tribunat, geben. In Gegenwart des Erzherzogs Franz, des präsumtiven Thronerben, und des Ministers Kolowrat votirte dieser am 6. März eine Adresse an den Kaiser, worin zwar Niemand genannt, aber doch ziemlich deutlich die Beseitigung eines Machthabers beantragt, Angesichts dessen der „Anschluß der Regierten an die Regierung" unmöglich sei. Die Adresse wurde dem Erzherzog überreicht und von ihm mit einer Danksagung aufgenommen, anstatt die Deputirten, die Gnoten ins Stockhaus zu schicken.

Am 12. März erfolgte der zweite Angriff. Die Universität hatte sich mit der meuterischen Partei in der Ständeversammlung geeinigt und eine Petition beschlossen, die bestimmte Forderungen stellte, hauptsächlich den Rücktritt Metternichs forderte. Eine Deputation, geführt von den Professoren Hyd und Endlicher, zog nach der Burg, trug auch mündlich dem Erzherzog Ludwig ihr Begehren vor. Beinahe hätte diese Deputation, zwei Ludimagistri und einige hundert Knaben, den Untergang einer Monarchie herbeigeführt, die den Angriffen Solimans des Prächtigen, des großen Gustav, eines Richelieu, Ludwigs XIV, Friedrichs II, der französischen Republik, Napoleons widerstanden hatte. Erzherzog Ludwig entließ die Deputation mit sichtlicher

Ungnade und ohne Bescheid; er war keiner der gekrönten Philosophen, über welche die Aebtissin von Saint-Antoine, eine Beauvau, sich lustig machte: »Mon Dieu, comme tous ces Princes philosophes ont l'air fadè et comme ils sont doucereux! On dirait qu'ils vous poissent aux doigts et que ce sont des Rois de pâte de guimauve.« Doch versammelte er den Staatsrath, um die der Lage angemessenen Maasregeln zu berathen. Es kam die Rede auf die schulmeisterliche Deputation, die geforderte Abdankung Metternichs, und der Erzherzog meinte, daß der Kaiser den so vielfältig um die Dynastie verdienten Mann einer Petition wegen nicht fallen lassen werde. Die künstlich erzeugte Agitation gegen den Staatskanzler dürfe nicht in Betracht kommen, gerade jetzt bedürfe man am mehrsten der erprobten Männer. Der Fürst Staatskanzler, mild, würdig, doch wohl nicht ohne innerliche Bewegung, erklärte, wenn es des Kaisers Wunsch, ihn seiner Stellung zu entheben, werde er dem augenblicklich nachkommen. Zu alt, um noch ehrgeizig zu sein, habe er lange genug seinen Platz eingenommen, daß er ihn wohl höhern Rücksichten gegenüber verlassen könne. Dem Streben nach Popularität stets fremd, würde er eben so wenig wie bei frühern Anlässen aus seiner allenfallsigen Unbeliebtheit ein Motiv hernehmen, um von dem von dem Kaiser ihm anvertrauten Posten zurückzutreten. Nur mit der gebürenden Würde gedenke er ihn zu verlassen. Der Kaiser ließ sich bewegen, die Jungen vorzulassen, ohne doch bestimmte Hoffnungen ihnen zu geben, Metternich aber besprach noch an demselben Abend mit dem Landmarschall Grafen Montecuccoli die Vereinigung der Ausschüsse der Provinzialstände, ließ auch noch an demselben Abend die darauf bezüglichen kaiserlichen Handschreiben ausfertigen. Schließlich ersuchte er den Grafen, auf die am andern Morgen bevorstehende Eröffnung des Landtags versöhnlich zu wirken, damit durch dessen Haltung das Volk beschwichtigt werde.

Mit dem frühen Morgen des 13. März traten die Mitglieder der Staatsconferenz zusammen, die ganze kaiserliche Familie hatte sich um den Kaiser geschart. Hier wie dort berieth man die über Nacht bedenklicher gewordene Lage. Es wurde berichtet, daß die

Straßen um das Ständehaus, das Universitätsgebäude, die Burg selbst, mit Menschen sich füllten, die Studenten sich anschickten, eine neue Deputation ausrücken zu lassen. Diese Nachrichten veranlaßten die Aufstellung schwacher Truppendetachements, um die Burg abzusperren, und durch Aussendung von Patrouillen jeden beginnenden Tumult zu zerstreuen. Was anderwärts vorging, scheint nicht in Betracht gekommen zu sein. Die Volksmassen vor dem Ständehaus, auf der Freiung, dem Hof und dem Ballplatz wurden durch Redner, Studenten vorzugsweise aufgeregt, in dieser Aufregung durch die Vorlesung von Kossuths Reden bestärkt; es erhoben sich begeisterte Sprecher für Preßfreiheit, Constitution, Nationalgarde; die dem Staatskanzler gebrachten Pereats wiederholten sich, und vor dem Ständehaus ergab sich ein heftiger Tumult, den das nicht ernstlich gemeinte Einschreiten der bewaffneten Macht verstärkte.

Während dem standen in der Burg die beiden Parteien einander schroffer gegenüber. Erzherzog Ludwig bestand auf der Verweigerung weiterer Zugeständnisse, die Erzherzogin Sophie, Erzherzog Johann drangen in den Kaiser, ungesäumt durch Concessionen aller Art den Sturm zu beschwören. Diesem Streit entgegengesetzter Ansichten gesellten sich die Nachrichten von der Erstürmung des Ständehauses, von der Verachtung, mit welcher die verheißene Einberufung der ständischen Ausschüsse aufgenommen worden, von der Erbitterung, veranlaßt durch den Fall einiger Narren, die im Streit mit den Truppen erschossen worden, Erbitterung, die in dem wohlthätigsten Schrecken sich aufgelöset haben würde, wenn man von den Truppen vernünftigen Gebrauch gemacht hätte. Nichts ist gefährlicher, verderblicher, als die bewaffnete Macht, der höchste Ausdruck der Staatsgewalt, in einem Kinderspiel herabzuwürdigen. Der Unruhe in der Burg machte einige Diversion das Eintreffen der zu einer Deputation sich hergebenden Landstände von Niederöstreich. Ruhig hörte ihr Geplauder, ihre Wünsche Erzherzog Ludwig, entließ sie dann mit dem Bescheid, daß ein Comité prüfen, der Kaiser das Zweckmäßige beschließen werde.

Metternich war inzwischen nach Haus gefahren; unter seinen Fenstern hielt der Pole (Jude?) Burian eine donnernde Rede

von der Entsetzlichkeit des Metternichischen Systems, welche der mehrfach wiederholte Ruf: „Nieder mit Metternich!" beantwortete. Gelassen überblickte der Fürst, von seinem Fenster aus, das sinnlose Geschrei, dann eilte er zurück nach der Burg. Dort befand sich in fortwährendem Steigen die Rathlosigkeit, die Verwirrung, der ein mächtiger Zusatz das Anhäufen von Menschen, angebliche Deputirte. Kaum eingetreten, wurde der Staatskanzler bestürmt durch die Erzherzoge, die seit mehren Tagen geschäftig, seinen Sturz herbeizuführen. Sie verlangten, daß er, eine der Dynastie bedrohliche Gefahr zu entfernen, abdanke, indem seine Beseitigung der vielen Deputationen wesentlichstes Anbringen sei. Es schwiegen der Kaiser und diejenigen, die bis dahin fest zu Metternich gehalten hatten, eine leichte Röthe überflog sein Antlitz, kaum daß er die äußere Fassung beizubehalten vermochte. Er ging in das Zimmer der Staatsconferenz.

Fortwährend mehrten sich die Deputationen, es gesellte sich ihnen eine Menge anderer Müssiggänger, auf eigene Hand gekommen um zu warnen, zu rathen, zu horchen. Mit jedem Augenblick wuchs die Verwirrung. Man erzählte von dem Einschreiten der Truppen, dem das Volk Steinwürfe, wohl auch Flintenschüsse entgegensetze. Erzherzog Ludwig ließ endlich einige Deputationen vortreten: sie verlangten Concessionen, Preßfreiheit, die Abdankung des Gehaßten, Einstellung des Gefechts, Bewaffnung der Bürger, damit nicht, wie bereits in den Vorstädten, auch in der Stadt der rasende Pöbel brenne und morde, drohten mit dem Aergsten, falls man nicht schnell nachgebe. Mit andern Schreiern beschäftigte sich Graf Hartig. „Glauben Sie," zürnte er, „daß Se. Maj. einen Mann wie den Fürsten Metternich, einen Mann der seit dreißig Jahren und in den sturmbewegtesten Zeiten das Staatsruder geführt hat, nun plötzlich den Launen des Volks opfern werde?" Erzherzog Ludwig, unbeweglich in dem Sturm, lehnte die Forderungen ab und entzog sich fernerm Drängen. In dem Zimmer der Staatsconferenz wechselte er einige Worte mit Metternich, ihm anheimgebend, ob er selbst mit den Leuten sprechen wolle oder nicht; er möge ihnen zugestehen was er nöthig finde.

Sofort begab sich der Fürst nach dem Audienzzimmer, wohin die Erzherzoge Ludwig, Albrecht und Maximilian ihm folgten; auch die meisten übrigen Glieder des Kaiserhauses hatten sich dort eingefunden. Alles befand sich in der lebhaftesten Spannung, die doch durch die Vorlassung einer Deputation von bürgerlichen Officieren unterbrochen wurde. Metternich ging ihr langsam entgegen, klopfte den Sprecher auf die Schulter, redete ihn an: „Sie sind ein Bürger; die Bürger Wiens haben sich bei jeder Gelegenheit ausgezeichnet und wäre es Schande für sie, wenn sie nicht im Verein mit dem Militair einen Straßenkrawall zu besiegen vermöchten. — Durchlaucht," entgegnete der Mann, „hier handelt es sich nicht um einen Straßenkrawall, sondern um eine Revolution, an der alle Stände Theil nehmen. — Das ist nicht wahr," entgegnete mit Heftigkeit der Fürst, „es sind Italiener, Polen, Schweizer, welche das Volk aufwiegeln. — Durchlaucht, die überreichten Petitionen enthalten Tausende von Unterschriften aus allen Ständen, vom hohen Staatsbeamten bis zum letzten Handwerker, und würden Durchl. einen Blick in die Straßen werfen, Sie würden sich von der Wahrheit meiner Angabe überzeugen. So viel unser Einschreiten betrifft, können wir unmöglich im Verein mit dem Militair wirken, denn dieses ist, seit man auf das Volk geschossen, ungemein verhaßt, und allein sind wir zu schwach." Im November desselben Jahrs hat man etwas mehr auf das Volk geschossen, und sein Haß gegen das Militair war alsbald gedämpft.

Der Fürst entließ diese Deputation ohne allen Bescheid: sie wurde aber in der Burg festgehalten, damit sie nicht durch ihren Bericht eine Aufregung erhöhe, die an sich lebhaft genug. Von allen Seiten erhob sich, wiederhallend in dem Audienzsaal, das Geschrei: „Nationalgarde! Preßfreiheit! Abdankung Metternichs! Constitution!" Von allen Seiten bestürmt, vom Hof geopfert, ließ der Staatskanzler die Deputationen bedeuten, daß man Nationalgarde nicht, wohl aber eine Bürgerwehr, die Aufhebung der Censur, eine Constitution bewillige, und daß er sogleich die darauf bezüglichen Erlasse aufsetzen und dem Kaiser vorlegen werde. Während er damit in seinem Arbeitscloset beschäftigt,

erhob sich in den Vorzimmern und Hallen immer gebieterischer, immer drohender das Verlangen seiner Absetzung, die von dem Kaiser zu erhalten, die Erzherzogin Sophie, Erzherzog Johann unablässig beschäftigt. Ihrem Drängen vermochte nicht länger Ferdinand V zu widerstehen, er ließ den Fürsten bitten, daß er dem Frieden zu lieb, die Gefahren, durch welche der Thron bedroht, zu beseitigen, von seinem Posten abtreten möge. Das ihm zu eröffnen hat Erzherzog Johann übernommen; theilweise mögen die Thränen, mit welchen er im Sommer zu Cöln den König von Preussen empfing, in der Betrachtung dieses Ereignisses und seiner Folgen geflossen sein. Kaiser Ferdinand V selbst hat den 2. Dec. 1848 abgedankt.

Die Botschaft dessen, so von ihm gefordert, nahm in tiefem Ernst, bleich, mit einem verächtlichen Lächeln der Fürst auf. Er ging nach dem Audienzsaal, wohin eben die Deputationen stürmisch — schon war die Zeit der Sturmpetitionen gekommen — nach dem Kaiser verlangten, um ihrerseits des Fürsten Entlassung zu ertrotzen. Ruhig und bedächtig, in all der Würde die ihm eigen, gelangte der greise Minister in des Saales Mitte und sprach, zu den Wortführern der Deputationen gewendet: „Wenn Sie glauben, meine Herren, daß ich dem Staat durch meinen Rücktritt einen Dienst erweise, so bin ich mit Freuden dazu erbötig." Und es entgegnete der nächste: „Durchlaucht, wir haben nichts gegen Ihre Person, aber Alles gegen Ihr System und darum müssen wir Ihren Rücktritt mit Freuden begrüßen. — Die Aufgabe meines Lebens," nahm wiederum der Fürst das Wort, „war für das Heil der Monarchie von meinem Standpunkt aus zu wirken; glaubt man, daß mein Verbleiben auf demselben dies Heil gefährde, so kann es für mich kein Opfer sein, ihn zu verlassen; ich lege mein Amt in die Hände des Kaisers nieder. Ich wünsche Ihnen Glück zur neuen Regierung, ich wünsche Oestreich Glück." Es antwortete lautes Triumphgeschrei, ein Lebehoch für den Kaiser. Einen ruhigen prüfenden Blick warf der Fürst auf die wogende Menge, dann hob er wieder an: „Ich sehe voraus, daß sich die falsche Behauptung verbreiten werde, ich hätte die Monarchie mit mir davon getragen. Dagegen lege

ich feierlichen Protest ein. Weder ich noch irgend jemand hat Schultern breit genug, um einen Staat davon zu tragen. Verschwinden Reiche, so geschieht dies nur, wenn sie sich selbst aufgeben." Er verließ den Saal, ohne weiter den Kaiser oder einen der Prinzen zu sehen; Kammerdiener und Lakaien, gewöhnlich so dienstwillig, scheuten seinen Anblick; das hat er belächelt, dafür aber noch am Abend der Besuch eines der Erzherzoge, der in dieser Weise sich ehrte, empfangen.

Ein kleiner Kreis war in denselben Stunden um den Fürsten versammelt, und es kam die Meldung von dem fortwährenden Rasen des Pöbels der Vorstädte, und wie die Metternichische Villa am Rennweg erstürmt, verwüstet, kümmerlich durch die Anstrengungen der Studenten vor gänzlicher Zerstörung bewahrt worden sei. Es waren das die ersten Früchte der rasenden Idee, dem Volk Waffen zu reichen, von der unglaublichen Thorheit, die eben darum in allen Gauen Deutschlands nachgeahmt worden. Glücklicherweise haben die Kinder, welchen der unverzeihlichste Leichtsinn die Messer in die Hand gegeben, mit demselben gedankenlosen Leichtsinn die Messer sich entwinden lassen. Die Meldung von dem Angriff auf die Villa, von den blutigen Excessen in den Vorstädten erweckte in der kleinen Gesellschaft dringende Besorgnisse. „Fürchtet nichts," beruhigte der Fürst, „es sind das Excesse, die, unter solchen Umständen unvermeidlich, die allgemeine Abkühlung beschleunigen. Ich hoffe morgen wird Alles besser sein, und die Wiener selbst werden sich über den heutigen Tag am meisten wundern." Damit ging er zu Bett.

Die für den andern Morgen verheißene Besserung wollte sich nicht ergeben. Die Zeitung brachte die Decrete, wodurch die Volksbewaffnung genehmigt, ein Comité „zur Erwägung des Zeitgemäßen" angeordnet, meldete, „daß der geheime Haus-, Hof- und Staatskanzler Fürst von Metternich seine Stelle in die Hände Sr. Maj. des Kaisers niedergelegt habe;" keineswegs gedämpft, fortwährend im Steigen begriffen zeigte sich die Gährung im Volk, daß jeden Augenblick der angekündigte Sturm auf die Staatskanzlei zu befürchten. Von namenlosem Schrecken ergriffen, drang die Fürstin auf ungesäumte Flucht. Dem Begehren zu willfahren,

verlangte ihr Herr von der Staatscasse, behufs der Reisekosten, einen Vorschuß oder aber einen Rückstand; seine Anweisung wurde mit trotzigem Hohn zurückgewiesen. Er und die Seinen, von zwei Getreuen geführt, eilten über die Bastei in den Liechtensteinischen Palast, um daselbst bis zum Einbrechen der Dunkelheit zu weilen. Ein Miethkutscher trug sie in schnellem Lauf zum Rothenthurmthor, wo zwar die Passage gesperrt, doch ließ man den Wagen durchschlüpfen ohne zu untersuchen. In der Jägerzeil wurde bei einem Freunde eingekehrt, das Fuhrwerk gewechselt; drei Tage brachten die Flüchtlinge, wie endlich die Linien von Wien hinter ihnen, auf einem benachbarten Gute zu, dann wurde die Reise nach Ollmütz angetreten. Dort wurde dem Wagen der Einlaß der Festung versagt, nur auf einem Umweg die Eisenbahn erreicht, ein Frachtwagen gemiethet, dem die dicht verschlossene, als leer angegebene Kutsche aufzusetzen. So fuhr Metternich, stets die Fürstin und einen Getreuen zur Seite, in einem Güterzug nach Prag. Aber man hatte die von einem Güterzug unzertrennliche Langsamkeit, und daß er an manchen Stationen Stunden lang anzuhalten pflegt, nicht bedacht. Es fehlte den Reisenden an Speise und Trank; nachdem er 17 lange Stunden in dem Gefängniß ausgehalten, sprach der Fürst: „Erdürsten oder anders sterben, ist alles Eins, ich muß trinken,“ und damit öffnete er den Schlag, ein Glas Wasser zu begehren. Das konnte zu den peinlichsten Verlegenheiten führen, indem sich noch andere Passagiere bei dem Zug befanden, denen, wie dem Zugführer eine solche Reisemethode höchst verdächtig vorkommen mochte. Es blieb nichts übrig, als dem Zugführer sich anzuvertrauen, und der gab ohne Weiteres das Zeichen abzufahren.

Einem Gasthof innerhalb der böhmischen Grenze eingekehrt, erregten die Flüchtlinge, angeblich englische Reisende, Verdacht, indem sie fortwährend Französisch sprachen, es fielen auch die ihrer Wäsche eingestickten Zeichen auf. Einige Winke, dem Gesinde entfallen, daß der Engländer wohl Fürst Metternich sein möge, bestimmten zu übereiltem Aufbruch, der indessen keine Nachforschungen veranlaßte. Zu Dresden mochte die bedrängte

Familie von den überstandenen Mühseligkeiten sich erholen, dann ging es nach Frankfurt, wo man einen Tag sich aufhielt. Der Fürst ging bei hellem Mittag aus, den Obristen Grafen Nobili, vom k. k. Generalquartiermeister-Stab, zu besuchen. Es erkannten ihn einige Pflastertreter, sie schlugen Lärm, und vor dem Hause sammelte sich ein Haufen Volk, das unter Drohen und Schimpfen den Fürsten forderte. Er flüchtete durch eine Hinterthür in den anstoßenden Garten von Rothschild: anderweitige Belästigung fand nicht statt, eben so wenig im weitern Verlauf der Reise, die Rheinabwärts nach Holland, schließlich nach England gerichtet.

In dem sichern Hafen angelangt, den Träumen des Ehrgeizes vollkommen abgewendet, verfolgte der Fürst doch mit Aufmerksamkeit das wirre Treiben auf dem Continent, das Gebahren einer Partei, die, nachdem sie alle seine Besorgnisse um die Zukunft gerechtfertigt, jetzt ihre gänzliche Unfähigkeit zu Allem, einzig Lärm und Geschrei ausgenommen, an Tag legte. „Man wird froh sein," äußerte er einstens, „wenn man nach einem Jahr noch die Hälfte dieser Errungenschaften besitzt. Diese Gährung, welche den Schlamm bis an die Stufen der Throne erhebt, wird wieder sinken, muß wieder fallen." Die Republik in Frankreich hielt er für unmöglich, die Restauration der Orléans für wahrscheinlich, die Wiederherstellung des Kaiserthums undenkbar. Den Gedanken davon erfaßte er doch im Augenblick, da Louis Napoleon die Erlaubniß erhielt nach Frankreich zurückzukehren. „Nie hätte ich geglaubt," dies seine Worte, „daß sich die Weltgeschichte so schnell und so genau wiederholt; am allerwenigsten, daß der Bonapartismus wieder zu einer Macht gelangt, die immer für Europa etwas Gefährliches besitzt, weil sie um Alles spielt und die merkwürdigste Verbrüderung von Umständen sie zum Symbol des Ehrgeizes und der Ruhmsucht gemacht hat. Der Bonapartismus ist immer mehr eine Drohung gegen die Monarchen als gegen die Völker," denen es, nach des Abbé de Pradt Ausspruch, gleichgültig sein mag, ob aus Paris oder Petersburg, aus Wien oder Berlin der Präfect kommt.

Bemerkenswerth ist die Ansicht von der politischen Bedeutung Frankreichs, zu welcher in späterer Zeit der Fürst sich bekannt hat. „Es wird noch lange unmöglich sein, sich dem Einflusse dieses Staats, der in der That ungemein ist, zu entziehen, weil alle gesellschaftlichen Verhältnisse der civilisirten Staaten in innigstem directen Verkehr mit ihm stehen. Darin liegt ein großes Unglück für die Welt, deren Ruhe und innere Zufriedenheit dadurch mindestens auf ein Jahrhundert gestört ist. Diese geistige Centralisation, welche bewirkt daß jede Bewegung des französischen Volks bis in die fernsten Theile der Civilisation vibrirt, reizt hauptsächlich die Franzosen zu Revolutionen, wie denn meiner Meinung nach das pointirte Selbstgefühl und die Eitelkeit derselben die innerste Ursache davon gewesen ist. Frankreich wird sich in diesen innern Kämpfen aufreiben und ermatten, und einmal verfallen, wenn das Ausland, überdrüssig dieser jetzt noch interessanten Unruhe, in die es mit hineingezogen wird, sich emancipirt hat. Schon der Verfall aller romanischen Stämme deutet auf diese Zukunft hin, und bereits ist die politische Isolirung Frankreichs eine Thatsache. Jede Allianz mit ihm kann nur noch künstlich und vorübergehend sein, das sagte schon der Fürst Kaunitz, als die Revolution seine große Idee zerstörte. Eine Consolidation der Regierung ist dort unmöglich geworden, wenn sie nicht mindestens zwei Generationen überdauern kann und in auswärtigen Kriegen die revolutionairen Ideen der Franzosen ertödtet. Aber das ist heute ein gewagtes Spiel. Ich erhielt einmal von einem etwas exaltirten Mann einen Plan, wonach Frankreich geviertheilt werden sollte, so daß England die nördlichen Provinzen, Deutschland die östlichen bekäme. Der Rest sollte zwei französische Staaten bilden, einen Bourbonischen mit Paris, und einen südlichen Napoleonischen mit Marseille als Hauptstadt. Wer weiß, ob sich von diesem Plan nicht doch einmal etwas realisirt!"

Daß es damit noch im weiten Felde, hat der Fürst in seinen letzten Tagen einsehen, beklagen gelernt. „Der Bonapartismus ist eine Drohung für Europa, sein Zweck ist der alte, nur geht er einen andern Weg. — Der Kaiser Napoleon hat schöne Karten in

Händen; er spielt sein Spiel gut, glückliche Aussichten thun sich ihm auf. Er ist geschickt und glücklich und wird es weit bringen. Aber es gibt eine Klippe, die er vermeiden muß. Ich fürchte, er wird als revolutionairer Kaiser umkommen. Ich denke an 1831, das ist ein böses Blatt in seiner Geschichte. Wenn er als revolutionairer Kaiser umkommt, so wird es in Italien sein, und an dem Tage, wo er seine Politik von der Politik Oestreichs und Europas absondern wird."

Die Tage des Exils waren vorüber, der Fürst gedachte der Rückkehr nach dem Lande, das seine Heimath geworden. Vorläufig ließ er darum in Wien anfragen, und erhielt er von höchster Stelle den gnädigsten Bescheid, gleichwie hinsichtlich der Stimmung im Volk die beruhigendsten Mittheilungen ihm zukamen. Vollständig hatte dieses Volk ihn vergessen, niemals ihn eigentlich gehaßt. Wenig drückend war ihm des Fürsten Regiment gewesen, nicht sowohl regiert, als in der mildesten Weise verwaltet, hatte es größerer Freiheit genossen als unter jeder andern Regierung. Das Auflehnen gegen ihn war keineswegs das Ergebniß von Rachegefühlen, sondern, neben den Einwirkungen von Polaken, Juden, Magyaren und Italienern, vornehmlich jene Furcht, die auch auf Metternich, auf die Regierung überhaupt, stets überwiegenden Einfluß geübt hatte, die Furcht thöricht, illiberal zu erscheinen. Seit Jahren hatten die Wiener so viel gehört und gelesen von dem Unwillen des Auslandes über Metternichs System, daß sie befürchten mußten in den Augen der Herren Preussen und Sachsen, auch der jüdischen Zeitungsjugend, als Böotier zu gelten, so sie nicht auf eigene Faust ein Revolutiönchen gegen den modernen Sejanus machten.

In der Ueberzeugung, daß er der kaiserlichen Regierung keine Verlegenheiten bereiten werde, trat der Fürst die Rückreise nach dem Continent an. Zu Cöln, Juni 1851, ließ sich wohl hinter ihm einiges Pfeifen vernehmen, aber von weiterer Aufregung ergab sich keine Spur. Fort ging es nach Johannesberg, wo den Fürsten Aufmerksamkeiten der Souveraine und Behörden, wohl auch Bezeugungen der Theilnahme für ein unverdientes Geschick erwarteten. Des Kaisers Legaten in Mainz und Frank-

fürst, der Präsident des Bundestages kamen nach Johannesberg, dem Schloßherren die mündliche Versicherung zu überbringen, daß es anders geworden. Auch der Herzog von Nassau, der König von Preussen besuchten ihn, und der Johannesberg, erst von fanatisirten Nachbarn bedroht, dann scheu gemieden, wurde wiederum, wie vordem, von Fürsten, Ministern, Diplomaten das Rendezvous. Aber darin lag keine politische Bedeutung. Die Aufmerksamkeiten schuldete man der Person, der Bedeutung und dem Rang eines Mannes, der, vollkommen erkennend, daß seine Laufbahn geschlossen, dem Ehrgeiz früherer Tage abgesagt hatte. Ein Besucher, aus voriger Zeit ihm wohl bekannt, bespricht also den Eindruck, den das Wiedersehen ihm hinterlassen:

„Die Person und die Persönlichkeit Metternichs war ziemlich dieselbe geblieben. Wenn das Haar mir weißer erschien und dünner, der Fürst selbst dürrer und schmächtiger, so war diese Veränderung wohl nur dem Einfluß von vier Jahren zuzuschreiben, während welcher ich ihn nicht gesehen hatte. Vier Jahre in solchem Alter zählen schwer und markiren sich deutlich. Aber der Geist, der Charakter, der Humor des Fürsten war wohl noch immer derselbe; nichts, selbst in vertrautem Erguß des Herzens, ließ daran mahnen, daß ihn das Geschick gewaltsam von der Höhe einer politischen Stellung ins Privatleben herabgestoßen hatte, daß man einen gestürzten Minister vor sich habe, der unfreiwillig von der Stätte seines Wirkens, seiner Macht und seiner Gewohnheit geschieden war. Was ich bei allen Personen gefunden, hohen wie niedrigen, daß sie durch das Exil, freiwillig oder gezwungen, verbittert und sehr reizbar werden, die Dinge, die während ihrer Abwesenheit sich zugetragen haben, einseitig und falsch beurtheilen, glossiren, wenn sie ihren Interessen oder Ansichten widersprechen, auf Persönlichkeiten hinleiten, um über dieselben ihre Verdammungsurtheile zu fällen — von alle dem bemerkte ich keine Spur bei dem Staatskanzler von ehemals und glaube auch nicht, daß er sich anders gab als er war; denn dazu ist er zu naiv, ehrlich und unbefangen. Metternich hat sich immer nur selbst getäuscht (nach den Ereignissen von 1848—1861 fürwahr eine arge Täuschung

von Seiten des Schreibers) und täuschte auch Andere dabei, ohne es, wenigstens meistentheils, zu beabsichtigen oder sich vorgenommen zu haben. Er sprach jetzt über alle politischen Ereignisse, die schleswig-holsteinsche Angelegenheit, die Stellung und Politik Oestreichs, so objectiv, als habe er nie selbst Politik gemacht und nie mehr als geschichtliches Interesse an den Fragen der Zeit genommen. Seine Liebenswürdigkeit war dabei unverändert geblieben: auch der Geist war noch frisch, klar und elastisch, aber gleichwohl zeigten sich die Spuren des Alters in der beginnenden Schwerhörigkeit und Redelust."

Im Sept. 1851 verließ der Fürst den Johannesberg, um über Dresden seine Güter in Böhmen zu besuchen. Kurz war sein Aufenthalt in Königswart, schon am 2. Oct. ist er in Wien eingetroffen, wo er die mittlerweile wiederhergestellte Villa am Rennweg bezog. Am andern Morgen schon gab ihm den ersten Besuch der Kaiser, der eben am 2. aus Italien zurückgekommen war, und am 5. Oct. machte er seine Aufwartung bei Hof, wo alsbald wieder ein bedeutender Einfluß ihm geworden ist, wie dann der Kaiser selbst ihm oft seinen Rath abverlangte, ohne ihn doch jedesmal zu befolgen oder befolgen zu können. Daß Metternich des Fürsten von Schwarzenberg Politik in Deutschland mißbilligte, kann nicht befremden, er, der Mann der Vermittlung und Begütigung, mußte zurückbeben vor dem kühnen Auftreten, welches indessen das einzige Mittel, das deutsche Volk aus seiner trübseligen Erniedrigung zur Einheit zu erheben, so nicht Schwarzenbergs Tod, 5. April 1852, den Faden der großartigsten Entwürfe gebrochen hätte. Viel weniger konnte Metternich den Gang der östreichischen Politik in dem Krimkrieg, dessen nothwendiges Resultat ihre vollständige Isolirung, billigen. Die Freundschaft mit Napoleon hielt er für einen bloßen Nothbehelf, aller eigentlichen Bedeutung bar: im Gegentheil werde durch sie die Isolirung vervollständigt, das Anknüpfen neuer freundlichen und nützlichen Beziehungen unendlich erschwert.

Eine bedeutende Abnahme in des Fürsten Lebenskraft trat ein mit dem Tode seiner Gemahlin, 3. März 1854; verbittert wurden ihm gar sehr seine letzten Augenblicke durch die Ereig-

nisse in Italien, welche längst er vorgesehen hatte, ohne sie doch abwenden zu können. „Wie schwer mußte diesen Greis, der sich seit zehn Jahren daran gewöhnt hatte, aus dem Munde der Leute gekommen zu sein, der Vorwurf und die allgemeine Behauptung treffen, er sei an diesem Kriege schuld, weil er die Italiener durch seine Politik erbittert und Oestreich zu Feinden gemacht habe! Wie mußte jetzt die laut geäußerte Beschuldigung drücken, der jetzige Krieg sei eine Consequenz seines Systems von Einstmals, die Sühne für all das was er verbrochen habe?" also argumentirt Hr. Schmidt-Weißenfels, der nicht zu bedenken scheint, daß seit acht Jahrhunderten die Italiener bemühet, die deutsche Herrschaft abzuschütteln, daß diese acht Jahrhunderte zwar zur Genüge beweisen, wie unerheblich ihre Feindschaft oder Freundschaft, daß aber gleichwohl repressive Maasregeln unumgänglich nothwendig, die schleichende heimtückische stupide Nationalabneigung, die Meuchelmörder im Zaum zu halten, daß endlich Metternich keineswegs das Wiederaufleben des Bonapartismus, durch welchen allein die Stimmung in Italien einige Bedeutung erhalten konnte, verschuldet. Ob Metternich selbst das bedacht hat, weiß ich nicht, wohl aber, daß die Schlacht von Magenta, der Rückzug der östreichischen Armee, das ehrlose, stupide Gewehrstrecken ganzer Abtheilungen, jene alte Krankheit, die vorlängst mit Kraut und Loth, oder aber mit dem Strick, als solcher Galgenvögel verdientem Lohn, hätte ausgemerzt werden müssen, den 86jährigen Greis tödtlich traf. Aber bis zu den letzten Augenblicken bewahrte er den freien klaren Geist; am Vorabend seines Todes las er wie gewöhnlich die verschiedenen Zeitungen mit lebhafter Theilnahme. Am 11. Juni 1859, um 2½ Uhr Nachmittags, am Tage also von der Franzosen Einzug in Mailand, starb, entschlummerte eigentlich in der sanftesten Weise der Fürst. Dieses sanfte Einschlummern ist, wie eine vieljährige Erfahrung mich belehrt, häufig, gewöhnlich den Sanftmüthigen beschieden.

Am 15. Juni fand das Leichenbegängniß statt. Die Erzherzoge Franz Karl, Ludwig, Albrecht, Ernst, Leopold, Rainer, Ludwig Victor; die Minister, das diplomatische Corps hatten

sich in dem Sterbhause vereinigt, um dem Verstorbenen, der auf dem Paradebett ausgesetzt gewesen, die letzte Ehre zu erweisen; eben so hatten die Ritter des Teresenordens, zahlreiche Civil- und Militairbeamte, Bischöfe, Ordensleute, Weltgeistliche in großer Zahl, Gelehrte und Künstler sich eingefunden. Vor dem Sarg, auf dem mit Wappen ausgeschmückten Leichenwagen, hatten die Franziscaner sich geordnet: dem Sarg folgten die nächsten Angehörigen, die Freunde und Diener des Hauses und eine Menge von Hof- und Staatsbeamten, Officiere aller Grade und Waffengattungen. Dem Sarg zu beiden Seiten gingen Fackelträger in langen Reihen; auf vier schwarzen Sammetkissen wurden die Orden des Verstorbenen, die höchsten aller Staaten, von England keiner, getragen. Diese Masse von Bändern und Kreuzen bekundete nur zu sehr, wie man von den Traditionen der alten Zeit, wahrer Größe abgewichen. Dem goldenen Bliess soll kein anderer Orden sich gesellen. Am Portal der Pfarrkirche zum h. Karl Borromäus auf der Wieden empfing der Pfarrer, umgeben von acht Priestern, den Chorknaben und der Trauermusik, den Sarg, der dann zu den Stufen des Hochaltars getragen wurde. Schwarz ausgeschlagen, mit dem Wappen des Verstorbenen behängt, war der Chor, schwarz verhängt der Altar gleichwie die Kirchenstühle. Unzählige Kerzen und Wachsfackeln brannten auf den Altären und in den Seitenschiffen und beleuchteten die bunte große Versammlung, die dem Todten und der alten Zeit Oestreichs die letzte Ehre erwies. Nachdem die Einsegnung vollbracht, wurde die Leiche einem schlichten Packwagen aufgesetzt, um sie zur Nordbahn zu bringen: ihr folgten wenige Equipagen des fürstlichen Hauses.

Sie wurde nach Plaß im Pilsener, weiland Rakonitzer Kreise gebracht, um in der dortigen Familiengruft ihre Ruhestätte zu finden. Der Fürst hatte das vom Kaiser Joseph II im J. 1785 aufgehobene Cisterzienserstift Plaß im J. 1826 auf öffentlicher Versteigerung angekauft, und noch in demselben Jahr den Neubau der Capelle zum h. Wenceslaus begonnen. „Außerhalb des Stiftsgebäudes, der Prälatur gegenüber, steht auf einem kleinen Hügel die vom Abte Andreas Troyer im Jahr 1690 erbaute

Begräbnißkirche zum heil. Wenzel; sie ist aus dem Verfalle, in welchen sie nach Aufhebung des Stifts gerathen war, im Jahr 1826 prächtig wieder hergestellt, neu und im edlen Geschmacke verziert worden, und unter dem erhöhten Fußboden wurde die fürstliche Familiengruft eingerichtet. Ueber dem äußern Eingange zur Gruft ist die Ueberschrift: Pax vobis. Diese Kirche wurde von Sr. Heiligkeit dem Papste Leo XII im J. 1827 mit einem Ablaßbreve begnadigt und mit den Reliquien der heiligen Valentiana in einem kostbaren Sarkophage beschenkt. Bei derselben ist ein eigener Geistlicher angestellt, welcher von der hohen Obrigkeit dotirt ist, jedoch auch in der Seelsorge des Pfarrsprengels Aushülfe zu leisten verpflichtet ist. An den 10 Ablaßtagen, nämlich am Sterbetage des letzten fürstlichen Familienhauptes, am St. Wenzelstage und in der Octave vom Allerseelentage, ist hier feierlicher Gottesdienst." Zu der Herrschaft Plaß, wie sie durch den Fürsten erworben worden, gehören 56 Dörfer und 4 Dorfantheile; unweit des Dorfes Plaß hat er das große Eisenhüttenwerk angelegt, 1 Hochofen mit Gußwerk, Drehwerk, 6 Frischfeuer, 1 Streck- und 1 Zainhammer und eine große Dampfmaschine von 26 Pferdekraft.

Von Kaiser Franz hatte der Fürst als Dotation die in der Temeswarer Gespannschaft belegene Herrschaft Daruwar erhalten, es könnte jedoch sein, daß sie nachmalen gegen die ebenfalls im Banat liegende Herrschaft St. Peter vertauscht worden. Das Fürstenthum Ochsenhausen, über 3/4 des Gebiets der vormaligen Reichsabtei, nach der officiellen Angabe ein Einkommen von 70,000 fl., wovon aber an Schaesberg, Sinzendorf ꝛc. Annuitäten, zusammen 20,000 fl. zu entrichten, wurde im Sept. 1806 unter Würtembergische Hoheit gezogen. Auf der Landschaftscasse lag damals eine bedeutende Schuldenlast, noch bedeutendere Schulden, 335,000 fl. Capital und 21,950 fl. rückständige Zinsen, brachte der Fürst von seinen westrheinischen Besitzungen herüber. Die Landschaftsschuld wurde im J. 1807 zu 555,000 fl. festgestellt, davon jedoch im J. 1821 die Staatscasse 350,000 fl. übernahm. Bei Ausbruch des Kriegs von 1809 wurde das Fürstenthum von Würtemberg eingenommen, nach dem Frieden indessen

zurückgegeben. Bereits im J. 1805 hatte der Fürst das Amt Sulmetingen an Thurn und Taxis verkauft. Durch Vertrag vom 14. Nov. 1808 wurden, die an Wartenberg zu entrichtende Rente abzulösen, mehre Ortschaften abgetreten. Im J. 1825 endlich verkaufte der Fürst die ganze noch übrige Besitzung, mit Ausnahme des Schloßguts Herschberg, überhaupt 14 Dörfer, 15 Weiler und 14 Höfe in dem Preis von 1,200,000 Gulden an Würtemberg; außerdem wurden gegenseitige Forderungen aufgehoben, die auf der Herrschaft ruhenden Renten von Würtemberg übernommen. Im J. 1830 verkaufte der Fürst auch noch das Schlößchen Herschberg am Bodensee mit den Weinbergen und sonstigen dazu gehörenden Gütern. Die Abtei Ochsenhausen hatte in den letzten Jahren eine Bruttoeinnahme von 180,000 Gulden gehabt.

Hingegen ist die seit 1630 Metternichische Herrschaft Königswart in dem Ellbogner, vormals Pilsner Kreis von Böhmen, mit ihren reichen Waldungen, 7043 Joch, dem Fürsten verblieben, und hat er auf die Ausstattung des dasigen Schlosses große Summen verwendet. „Es pflegt jeden Sommer einige Zeit vom fürstlichen Besitzer bewohnt zu werden. Die pracht- und geschmackvolle Einrichtung, die ausgezeichneten Kunstwerke, welche Säle und Zimmer schmücken, die in ihrer Art einzige Hauskapelle und die wissenschaftlichen Sammlungen machen nebst dem schönen englischen Park dieses Schloß zu dem anziehendsten Punkte der Umgebung des nahen Marienbades, wohin zahlreiche Kurgäste Ausflüge machen und, da mit größter Liberalität jedem Besucher der Zutritt gestattet ist, mit reicher Befriedigung für Geist und Herz zurückkehren. Die Kapelle ist im Jahr 1832 im jonischen Styl ganz neu gebaut worden. Ihre höchste Zierde ist der Altar, den weiland Papst Gregor XVI dem Fürsten zum Geschenk gemacht hat, ein sehenswerthes Kunstwerk, welches aus den seltensten Marmorarten, Ueberresten der am 15. Jul. 1823 abgebrannten St. Paulus-Kirche zu Rom, dieses ersten großen christlichen Tempels Kaiser Constantins, gebildet worden ist. Ein Sarkophag aus Rosso antico umhüllt die sterblichen Reste eines wenige Jahre nachher in den Katakomben mit eigener Grabschrift und

den Zeichen des Märtyrerthums gefundenen Heiligenleibes. Das im Schlosse aufgestellte Münz-, Mineralien- und Naturalien-Cabinet steht nebst der dazu gehörigen Sammlung alter Waffen unter der Aufsicht eines eignen Custos, Hrn. Karl Huß, welcher, ehemals in Eger wohnhaft, diese Sammlungen gegründet und erweitert hatte, und sie im J. 1828 dem Fürsten von Metternich vertragsmäßig gegen eine Leibrente von 300 fl. C.-M., nebst freier Wohnung im Schlosse und einem Deputat von Brennholz, als Eigenthum abtrat." Anderes, freilich nicht bedeutendes Stammgut, die Vogtei Craich, der Hof Blumenrod, eine Hube zu Niederbrechen, alles bei Limburg gelegen, war nach des Dompropstes von Hohenfeld Ableben, vertragsmäßig an den Fürsten zurückgefallen.

Die Villa am Rennweg zu Wien war seit dem Jahre 1851 sein gewöhnlicher Wohnsitz. „Der Bau wie die Einrichtung dieses Hauses zeugen von dem gediegenen Geschmack und dem Reichthum des ehemaligen Ministers von Oestreich. Ein schöner Park, ein wahres Muster der Landschaftsgartenkunst, dehnt sich hinter dem Gebäude aus, überreich an Georginen, Semper-Florensrosen, Camelien, englischen Pelargonien, hochstämmigen Bäumen, und garnirt mit einer herrlichen, in Töpfen gezogenen Orangerie. Nach der Straße hinaus ist kein Portal, es liegt nach der Parkseite und zwei Auffahrten zu beiden Seiten der Villa führen dahin." Von der Hofhaltung des Fürsten weiß ich nur, daß er in den Zeiten seiner Herrlichkeit, neben dem Staatsgehalt, freien Servis, Licht und Holz hatte. Das Licht wurde in Wachskerzen gegeben, und da der Abfall der Dienerschaft gehörte, betrug dieser einzige Artikel 30,000 Gulden jährlich. Der Gehalt war zu 100,000 Gulden festgesetzt; Fürst Kaunitz hatte nur 40,000 Gulden Gehalt, dabei aber, weil er Tafel geben mußte, 100,000 Gulden Tafelgelder bezogen.

Aus des Fürsten erster Ehe kamen sieben Kinder: 1. Marie Leopoldine, geb. 17. Jan. 1797. Verm. 16. Sept. 1817 mit dem Grafen Joseph Eszterhazy, ist sie 20. Jul. 1820 gestorben. 2. Franz Karl Georg, geb. 21. Febr. 1798, gest. 3. Dec. 1799. 3. Clemens Eduard, geb. und gest. 15. Juni 1799. 4. Franz

Karl Victor, k. k. Kammerherr, Attaché bei der Gesandtschaft zu Paris, Malteserritter, geb. 12. Jan. 1803, gest. 30. Nov. 1829. 5. Clementine Maria Octavia, geb. 30. Aug. 1804, starb 1821 als eines Grafen Eszterhazy Braut. 6. Leontine Adelheid Marie Pauline, geb. 18. Juni 1811, wurde den 8. Febr. 1835 dem Grafen Moriz Sandor angetraut. Sie besitzt die von dem Bruder ererbte Herrschaft Kosetein. 7. Hermine Gabriele Marie Eleonore Leopoldine, geb. 1. Sept. 1815, ist Honorar-Stiftsdame des savoyischen Damenstiftes zu Wien. Der zweiten Ehe gehört einzig an Fürst Richard Clemens Joseph Lothar Hermann, k. k. Gesandter zu Paris, geb. 7. Jan. 1829, verm. 30. Juni 1856 mit der Gräfin Pauline Clementine Walpurga von Sandor, von der ein Töchterlein, Sophie, geb. 16. Mai 1857. In der dritten Ehe wurden geboren: 1. Melanie Marie Pauline Alexandrine, geb. 27. Febr. 1832, verm. 20. Nov. 1853 mit dem Grafen Joseph Zichy. 2. Clemens Franz Ferdinand Lothar, geb. 21. April, gest. 4. Juni 1833. 3. Paul Clemens Lothar, geb. 14. Oct. 1834, Rittmeister bei Horvath, Dragoner, Nr. 6. 4. Lothar Stephan August Clemens Maria, geb. 13. Sept. 1837.

Fürst Clemens von Metternich, nochmals auf ihn zurückzukommen, war kein selbstständiger Charakter, und darum allen kühnen und entschiedenen Maasregeln abgeneigt. Mit Versprechungen verschwenderisch, hielt er sich nicht immer durch sie gebunden. Schwierigkeiten suchte er stets zu umgehen, und wo es ihm dienlich schien, im Gespräch die Wahrheit zu entstellen, fand er darin so wenig Bedenken wie andere Staatsmänner. In wesentlichen Dingen verdienten seine Worte indessen Glauben, zu Zeiten nur entsprang sein scheinbarer Unbestand dem Gefühl seiner Ohnmacht und der Nothwendigkeit, seinen geringen Einfluß auf die innern Angelegenheiten des Staats zu verbergen. Seine Machtvollkommenheit beschränkte sich unter Kaiser Franz und ebenso unter dem Nachfolger auf das Departement der äußern Angelegenheiten. Er konnte den Staat in einen Krieg von unübersehbaren Folgen stürzen, mußte aber im Innern eine Menge Dinge geschehen oder

bestehen lassen, die er durchaus verdammte. Nie hat er durchzusetzen vermocht, daß die Weine vom Schloß Johannesberg, das doch östreichisches Eigenthum, zollfrei eingeführt würden.

Er war vorzugsweise Verstandesmann und darum scheinbar jeglicher Leidenschaft bar, hörte mit Ruhe an und wußte sich in eines Jeden Lage zu versetzen. Wie unangenehm ihm auch, in Gefolge der Gewohnheiten einer hohen Stellung, ein Widerspruch, selten ließ er darum in Discussionen sich ein, nur durch ein geringschätziges Schweigen gab er etwelche Mißstimmung zu erkennen. In vielen Fällen hat ganz eigentlich unwiderstehlich der Fluß seiner wohlgesetzten, durch richtigen Periodenbau ausgezeichneten Rede sich ergeben. Nicht minder hinreißend zeigte er sich durch Leutseligkeit und Liebenswürdigkeit, Eigenschaften die er noch im höchsten Alter in vielseitigem Verkehr entfaltete. Nichts erinnerte geflissentlich daran, daß man dem Manne gegenüber, der ein Vierteljahrhundert lang der europäischen Diplomatie Obmann, in einem Abschnitt der Weltgeschichte die Hauptperson gewesen. Aller Manierirung, Vornehmthuerei, Steifigkeit oder einstudirtem Mienenspiel fremd, zeigte er sich natürlich, einfach, herzlich, und doch vornehm im schönsten Styl. Seiner geistigen Ueberlegenheit und Feinheit unbeschadet, war der Fürst mit einer Gutmüthigkeit, Einfalt begabt, die im täglichen Verkehr ihn um so verführerischer erscheinen ließ. Ueber dieser Gutmüthigkeit konnte wahre Menschenkenntniß, die einem Machthaber unentbehrlichste Eigenschaft, bei ihm nicht aufkommen. Viel wäre zu erinnern gewesen an den Trägern seiner Gewalt, in den Zeiten seines kräftigen Mannesalters, an dem Polaken Mier, an dem Westphalen von Spiegel, an dem Sachsen General von Langenau, an dem Hofrath Floret, dem Bonner, der das Hauswesen regierte. In diesem Hauswesen ergab sich das treueste Bild von der unerschöpflichen Güte des Fürsten. Alle seine Diener sind zu Veteranen erwachsen.

Lebhaft sich betheiligend bei den Fortschritten der Literatur, hat er bis ins höchste Alter vorzugsweise mit Chemie und Medizin sich beschäftigt. Medizin studirte er zumal eifrig während der Muße, die seiner Ernennung zu dem Gesandtschaftsposten

in Dresden vorherging. Er besuchte abwechselnd alle Hospitäler der Kaiserstadt und verfehlte nie bei wichtigen Operationen zu erscheinen. Es war auch unter seinen Bekannten die Ansicht gemein, daß ein Kranker unter den Händen des Haus-, Hof- und Staatskanzlers häufig besser fahren würde, als mit einem Arzt von Profession. Den kranken Staat zu heilen hat er nicht unternommen, konnte er kaum unternehmen. Dazu wäre vor Allem eine gänzliche Umwandlung in dem Unterrichtssystem erforderlich gewesen, und an das durfte Metternich nicht Hand legen, abgesehen davon, daß er in den Ideen des aufgeklärten Jahrhunderts erwachsen, zu einer heilsamen Thätigkeit in diesem Fach keineswegs berufen. An der Zeit, etwas zu leisten, hätte es von 1809 bis 1848 nicht gefehlt. Im J. 1618 wurden die kaiserlichen Minister zu Prag von ihren noblen Vettern aus dem Fenster herabgestürzt, keine menschliche Seele wagte es den schwer Verletzten Beistand zu leisten, bis die Frau von Lobkowitz ihrer sich erbarmte, und im J. 1648 widerstand das wiederum katholisch gewordene Prag in der heldenmüthigsten Weise allen Anstrengungen eines bis dahin sieghaften Feindes. Das Wunderwerk hätte sich wohl im 19. Jahrhundert wiederholen können, aber niemand konnte oder wollte dazu die nothwendige Einleitung treffen. So beschränkte denn Metternich sich auf bloße Palliativmittel, die in ihrer letzten Einwirkung, in Gefolge einer seltenen Verkettung von Widerwärtigkeiten, unwirksam. Daß nicht ungegründet seine Furcht vor Revolutionen, haben die Ereignisse von 1848 und 1860 bewiesen, daß er in der Anwendung der Gegenmittel auf Irrwege gerieth, ist nicht lediglich seine Schuld. — Noch muß ich erinnern, was bei Marienthal, Bd. 10 S. 635, vergessen worden, daß der Fürst die verfallene Kirche ankaufte, in der Absicht dahin eine klösterliche Gemeinde zu setzen. Diese Absicht begegnete manchen Schwierigkeiten, bis der Bischof von Limburg, in sothaner Hinsicht des Fürsten Legatar, doch endlich die Ermächtigung erhielt, für die Bedienung der vollständig restaurirten Kirche drei Priester vitae communis zu bestellen. Das Nähere wird in der Lebensbeschreibung von Bartholomäus Holzhauser, dem würdigsten Wiederhersteller der vita communis, unter der Rubrik Bingen gegeben.

Die vormals von Schloß Johannesberg abhängende Fuldische Au, zwischen Geisenheim und Winkel, ist vermöge ihrer Lage, dem Leinenpfad zur Linken, dem linken Rheinufer zugetheilt und durch die französische Domainenverwaltung verkauft worden. Hingegen hat Fürst Metternich um Gut und Schloß Johannesberg mannichfaltiges Verdienst sich erworben. Große Anstrengungen wurden gemacht, dem von Kellermann vernachlässigten Weinbau wieder aufzuhelfen; wenigstens ist im J. 1819 von dem Wirthschaftsamt für den Ankauf von Dünger die Summe von 9000 Gulden verrechnet worden, verhältnißmäßig doch etwas weniger als die Zündhölzchen, die während des Herzogs von Braunschweig letztem Besuch seines Schlosses in Oels zu dem Betrag von 70 Rthlr. verbraucht wurden. Das Schloß Johannesberg, 1826 den Gebäuden nach hergestellt und einfach aber geschmackvoll meublirt, enthält des eigentlich Sehenswerthen nicht viel, doch einige Landschaften, zwei große neue Bilder, die Kurfürsten Lothar von Trier und Karl Heinrich von Mainz, beide des Geschlechtes Metternich, vorstellend, das Bild des Kaisers Franz II, des Johann Schweikard von Kronberg, jenes großen Kurfürsten von Mainz, des Deutschmeisters Walther von Kronberg, Büsten des Fürsten und seines Lehrers, Nic. Vogt, Statuetten von Kaiser Maximilian und seiner Gemahlin, der burgundischen Erbin, von ihrem Enkel, Kaiser Karl V, von Ulrich von Hutten (ein Beleg für das von des Fürsten religiöser Richtung Gesagte), von Franz von Sickingen, von K. Gustav Adolf.

Dem Schlosse zur Seite steht die im 12. Jahrhundert erbaute, nachmals erneuerte Basilica unter Anrufung des h. Johannes des Täufers, dessen Statue, 1854 von Geertz in Löwen gearbeitet, den freien Platz vor der Kirche ziert. In dieser Kirche hat, bis auf Herz und Gehirn, Nicolaus Vogt seine Ruhestätte gefunden, und heißt es auf der sie bezeichnenden Platte: H i e r w ä h l t e s e i n e R u h e s t ä t t e N i c o l a u s V o g t, g e b. z u M a i n z a m 6. D e c. 1 7 5 6, g e s t. z u F r a n k f u r t a. M. a m 1 9. M a i 1 8 3 6. D e m t r e u e n V e r f e c h t e r d e s a l t e n R e c h t e s, d e m b e g e i s t e r t e n F r e u n d e d e s d e u t s c h e n V a t e r l a n d e s, d e m e i f r i g e n F ö r d e r e r d e r h e i m a t h l i c h e n G e-

schichte widmet diesen Grabstein sein Freund und dankbarer Schüler C. W. L. Fürst von Metternich. Sehenswerth sind auch die fast ganz dem Felsen eingehauenen Keller mit den gewaltigen Stückfässern und den Minenlöchern, diese ein Monument des damaligen Divisionsgenerals, nachmaligen Marschalls Lefebvre. Er hatte der Propstei eine unerschwingliche Brandschatzung auferlegt. Der Propst suchte der Forderung gegenüber die Unmöglichkeit geltend zu machen, und Lefebvre ließ seine Sapeurs dem Keller einbrechen und die Minen anlegen, mittels deren das ganze Gewölbe in die Luft zu sprengen. Es sitzen auf demselben die Weinberge, welche den edelsten Wein, die Blume vom Johannesberg erzeugen. Ohne Zweifel hat man Mittel gefunden, den General zu befriedigen, die Weinberge wurden gerettet, die Löcher aber mahnen an eine Zeit, die man erlebt haben muß, um an sie zu glauben.

Die vornehmste Merkwürdigkeit des Johannesberg, nächst dem Wein, wird stets die Aussicht bleiben, deren man von dem langgedehnten Erker aus genießt. Sie wird herkömmlich in Göthes Worten beschrieben; dem Herkommen mich entziehend, lasse ich den Bürger Becker sprechen: „Die Aussicht von dem Balkon des Schlosses auf Johannisberg ist bezaubernd. Man hat den ganzen Rheingau vor sich von Biberich bis nach Bingen hinab. Unser Führer hatte die Güte, uns auf dieser herrlichen Stelle mit kalter Küche zu bewirthen, die aus jungen Hühnern und frischem Lachs bestand und uns trefflich schmeckte. Um den Fuß dieses Hügels laufen Weingärten hin, und man bemerkt mit Vergnügen, wie die Industrie der Bewohner alles so sorgfältig aneinander gereiht und mit der lobenswürdigsten Sparsamkeit den Raum der kleinen Mauern eingeengt hat, die zum Auffangen der Sonnenstralen unentbehrlich sind. Im Vorgrunde hatten wir den Rhein, der hier in einem trägen Laufe sich fortbewegt und unter Bingen in den dort zusammengedrängten Gebirgen verliert. Die grünen Wälder im Hintergrunde schienen uns die Hitze des Tags zu mildern. Das Vergnügen, hier zu verweilen, ist ruhig, ungestört und ländlich. Hier wäre der Ort, wo ich mich vor dem Geräusche der Stadt hin retten

würde, wenn ich in Mainz leben müßte. Der Grund, warum mir Johannisberg so sehr gefällt, liegt nicht in blendenden und großen Anlagen der Natur und der Kunst rund umher, die wir erst weiter herab finden werden, mich ergötzt hier die einfache Natur und die Mannichfaltigkeit der kleinen schönen Partieen und die weite Aussicht, die man hier genießt und die von keiner Oede unterbrochen wird. Man sieht hier Dörfer und Menschen und Fluren in lieblichem Gemische, und die Inselchen, die auf dem Flusse zu schwimmen scheinen, ziehen mich besonders an. Dort, am entgegengesetzten Ufer geht eine Heerde Rinder. Die Schallmei des Hirten können wir hier noch hören." — Bedeutender als diese Ergießung ist ungezweifelt eine Stelle in des Herrn D. Wittmann ungemein werthvoller Chronik der niedrigsten Wasserstände des Rheins, die ich darum buchstäblich, als einen Nachtrag aufnehme. „Das Kloster hatte wahrscheinlich mehr nach Osten zu gestanden als das heutige seit 1730 errichtete Schloß, indem man vor einigen Jahren beim tiefern Roden von Weinbergen, östlich von der jetzigen Kirche, auf alte Mauerreste und Klosterutensilien stieß. Der Berg selbst war bei Errichtung des Klosters noch öde und wild (noch heute heißt eine Gewann nordöstlich von der Schloßkirche hinter den Eichen), indem in der Grenzbeschreibung, welche Adalbert von seines Vorgängers Ruthard Stiftung in einer Urkunde vom J. 1130 gibt, von einem Anbau nichts gemeldet wird; auch geht der damalige noch wilde Zustand des Berges, der erst von den Mönchen zu Weinbergen angelegt wurde, daraus hervor, daß seine Grenzen auf drei Seiten, im Ost, Süd und West, bis zum angebauten Felde gingen (was nicht gesagt wäre, wenn er selbst angebaut gewesen), wie aus der Schenkung hervorgeht, welche Ruthard dem Kloster mit einem in Norden gelegenen Theil eines Waldes machte, welcher sich vom Bache Hunenklingun nach dem Kalevunberch (Kalvenberg, jetzt Kahlenberg) hinzog, wo es heißt: circumpositi nemoris aliquantam partem, scilicet usque ad alveum, qui dicitur Hunenclingun, et ita deorsum, usque ad locum, qui vocatur Kalevunberch in Septentrionali montis plaga, et in aliis tribus plagis usque ad ruralia loca, in dotem super sacras

reliquias delegavit. Diese Stelle liefert den Beweis, daß der Wald damals noch sehr nahe an das Kloster heranging, denn die hier bezeichnete Waldstrecke war eine damalige Fortsetzung des heutigen sogenannten Abtswaldes, welcher jetzt noch auf der linken Seite des Klingelbaches von Stephanshausen her, bei Marienthal bis gegen das heutige Braunsteinbergwerk vorbeiläuft. Dort endigt heutzutage der Wald und östlich von diesem Bergwerke mündet ein Seitenthälchen, welches der Schafgraben genannt wird. Auch heißen die dort angebauten Felder noch das Klingelhäuser Feld. Von diesem Klingelhäuser Felde bis zum Kahlenberge setzt sich ein Bergrücken fort, welcher damals, wie die Urkunde sagt, noch mit Wald bedeckt war, heutzutage aber mit Weinreben bepflanzt ist und die Hölle (Helle, Halde) genannt wird. Dieser Bergrücken wird durch drei Fahrwege jetzt in drei Theile oder Weinlagen geschieden, wovon die untere an das Wiesenthal grenzende Lage die Unterhölle, die mittlere die Mittelhölle und die obere die Oberhölle heißt. Diese Weinlagen ziehen sich bis zum Dorfe Johannisberg hin und enden mit dem Kahlenberge, welcher einen ganz nach Süden hervortretenden Vorsprung oder Kopf bildet und unweit des Brunnens im Schweizerthale und ganz nahe hinter der neuangelegten Kaltwasseranstalt zu Johannisberg liegt und sich in das Wiesenthal herabsenkt.

„Genannter Kahlenberg, nach dem südlichen Theile des Schloßberges, die beste Johannisberger Weinlage, war als integrirender Theil eines Weingutes schon im Anfange des 18. Jahrhunderts im Besitze der Familie meines Großoheims, des kurfürstl. Mainzischen Leibarztes, Professors und Hofraths Dr. Ittner. (Ein Neffe desselben war der auch als Schriftsteller und großer Kenner des Alterthums bekannte Großh. Badische Staatsrath und Kanzler des Malteser-Ordens, Joseph Albr. von Ittner, Gesandter bei der Eidgenossenschaft der Schweiz ꝛc.) Nach dem Tode von dessen Gattin, Maria Theresia Ittner, geb. Renauld, Edle von Kellenbach (geb. 1737 auf dem Schlosse Wartelstein bei Kirn an der Nahe), ging jenes Weingut im J. 1821 nebst dem genannten Kahlenberg, Aeckern und Wiesen an

ihre beiden Nichten erblich über, wovon die jüngste, meine Mutter, Johanna Christine Wittmann, geb. Renauld, Edle von Kellenbach war. Die ältere der Erbinen verkaufte schon 1822 ihren Gutsantheil an den Weinhändler P. A. Mumm in Frankfurt a. M. und im J. 1841 verkaufte auch mein sel. Vater den andern Theil nebst Haus, Wiesen, Aeckern und Gärten ebenfalls an den Weinhändler Mumm, so daß jetzt das ganze Gut mit dem Kahlenberge und seinen andern vorzüglichen Weinlagen in den Händen dieser bekannten Weinhandlung sich befindet." Noch verdient ein Erzeugniß des Johannesberg ehrende Erwähnung, es ist das Brod, weißer und feinkörniger, als es in irgend einer Hauptstadt zu finden, und dabei von Geschmack ungemein kräftig, überhaupt eine Leckerei sonder Gleichen.

St. Bartholomä, Winkel, Mittelheim.

Von langen Zeiten her werden diese drei Ortschaften in dem gemeinsamen Namen Winkel, Lang-Winkel aus guten Gründen, vereinigt. St. Bartholomä, an der Mündung der von Stephanshausen herabkommenden, den Fuß des Johannesberg und die Claus berührenden Klingelbach, steht wohl zum Theil auf dem Boden der einst für den Rheingau, von wegen der Abhaltung des Haingerichts und des Landtags so wichtigen Lützelau. Dahin hatte Simon, der Dombechant, im J. 1279 die zwei feierlichen Convente in Betreff der Differenzien des Klosters Eberbach ausgeschrieben. Von dem Landtag schreibt Bodmann: „Ein schönes Bild ist die Erwägung der unbegränzten Freyheit unserer alten Rheingaubewohner, mit welcher sie bis auf jüngere Zeiten herab ihr gemeinsames Landwesen und die darauf zielenden Anstalten selbst angeordnet, allmählich ausgeformt und nach dem Bedürfnisse der Zeit und Umstände umgeschaffen haben. Sie waren somit Schöpfer und Baumeister ihrer eigenen Landesverfassung, und schritten dabey mit einer Einfalt, Biederkeit und Klugheit zu Werke, die, soweit uns die noch vorhandenen Ueberbleibsel schriftlicher Denkmäler davon unterrichten, in der That noch

unsere Hochachtung und Bewunderung verdienen. Ihre Sorgfalt, ihre kleine Republik in Friedens- wie in Kriegszeiten zu bestellen, äußerte sich auf ihren feyerlichen Landthaidingen oder Landtägen auf der Lützelaue, die so oft gehäuft wurden, als es der Vorfall erheischte. Daß sie ständig und ungeboten gewesen seyen, finde ich nirgends angemerkt. Eine Insel wählte man wahrscheinlich hierzu absichtlich, weil damals noch ein nicht unbeträchtlicher Theil des am linken Rheinufer liegenden, obgleich zu einem andern Gau gehörigen Landstrichs, dem Rheingau beigesellet war und an seiner Verfassung, Rechten, Nutzbarkeiten etc. Antheil nahm.

„Die dort gehaltenen Landversammlungen, deren Urstände sich in das graueste Alter verlieren, hatten zweyerley Zwecke und Eigenschaften; sie waren politische Zusammenkünfte, um dort des Landes Beste in Landesverfassungs- und Verwaltungsgegenständen, in eigentlichen Landespolizey-, Landwirthschafts-, Defensions- etc. Sachen zu beachten; sie waren aber auch das Landgericht, wohin bürgerliche Sachen in höherer Instanz, dann peinliche zu Hals und Hand, und jene zu Haut und Haar gehörten; hier war es nämlich, wo dem landschädlichen Manne das Landrecht genommen und nach Befund wieder gegeben ward. Die ältesten Urkunden erwähnen ihrer unter dem Ausdrucke: placitum generale, placitum terrae, mallus provinciae, Conventus primorum terre in Luzelnowe etc. und immer erschienen dabey milites, armigeri, et ceteri terre incole Ringavie. Wie nun kein Stand, keine Geburt, kein Gewerb etc. Jemanden abhielt, dort zu erscheinen, und wenigstens von dem, was dort vorging, ein Augen- und Ohrenzeuge zu seyn: so war hingegen doch frühzeitig, um sich durch Ordnung gegen tumultuarische Auftritte eines unberechtigten und gerne zügellosen Zusammenlaufs zu bewahren, eine Repräsentantschaft gewillkührt, wornach schon in den allerersten Zeiten nur die ansehnlichern Geschlechter jeder Gemeinde (meliores parentelae) und nachdem sich diese in den Stand des heutigen Adels emporgeschwungen und getrennt hatten, nebst ihnen die Schultheißen, Sitz und Stimme zu führen berechtigt waren, jedem andern Bürger jedoch vergönnt war, dort beizuwohnen,

auch die abgefaßten Beschlüsse durch seine Collaudationen zu begnehmigen und zu sanktioniren, dergleichen Urtheils- und Schlußbestätigungen des umstehenden Volks wirklich allgemein und tief in der Sitte der deutschen Landeskonventen lagen, wie bereits Andere erwähnt haben.

„Dabey erschien vormals der Rheingraf, späterhin der Landvogt, das ist, der erzbischöfliche Vizedom; aber etwa als erzbischöflicher Stellvertreter? als Präsident? als Direktor des Landkonvents? keineswegs; nur um zu wachen, daß seines Herrn Gerechtsamen nicht zu nahe getreten werde, um diese durch den dort versammelten Landrath herkömmlich weisen zu lassen, hatte er den Beysitz, verhinderte übrigens die Freyheit der Versammlung so wenig, als jene der Berathungen und Stimmführung, und maßte sich weder einige Geschäftsleitung noch Vollziehungsgewalt an. Die Sammenung geschah unter freyem Himmel, in Anwesenheit des Volksumstandes; die Berathungen und Beschlüsse wurden nur in den wichtigsten Vorfällen schriftlich, und hier ganz kurz, aufgezeichnet; Protokolle waren unbekannt; der Hauptinhalt ward sonächst in eine Urkunde verfaßt und von den anwesenden Landräthen bezeugt, späterhin auch durch das Eltviller angehängte Stadtsiegel beglaubiget. Die Gegenstände der Berathungen waren mannigfaltig und durchaus wichtig, nachbarliche und einheimische Vorgänge, man beschloß dort Aus- und Heimzüge, Sühne und Orlogen, regulirte dort Landes- und Markgrenz-Differenzien, verhandelte über nachbarliche Verhältnisse mit dort erschienenen Fürsten, Grafen und Herren, rathschlagte über Aufnahme neuer Bürger zur Landesbewohnung, über allgemeine Landespolizey, Rechte einzelner Landstände ꝛc.; nicht selten liefen auch dahin Beschlüsse der Haingeraidetage, ja sogar Urtheile von Stadt- und Dorfgerichten zur Bestätigung ein, falls sie nebenher in die allgemeine Landesverfassung einschläglich schienen. Hier war es auch, wo dem neuen Landesfürsten die feyerliche Huldigung geleistet, wo ihm die Landesbeschwerden vorgetragen, seine Rechte gewiesen, wo neue Verordnungen beschlossen, die beschlossenen dem Volke vorgelesen und bekannt gemacht wurden; der Landtag war das Organ des Rheingaues in Rücksicht auf den Fürsten

und Auswärtige; durch ihn ging alles an diese, und von diesen hinwieder unmittelbar an ihn zurück; nichts einseitig konnte hier der Adel, nichts Städte, Flecken und Dörfer, nichts Klöster und Geistlichkeit, nichts Forensen und Bürger unternehmen; alles war an dem Wege gemeiner Berathung, Vorwissen und Beyhülfe gebannet. Den vortrefflichsten Nutzen gewährte diese Ordnung der Dinge dadurch, daß unter dem Ohre und Herzen so vieler biedern Rathmänner nichts allgemein Schädliches ins Land einschleichen konnte. Daher das hohe Zutrauen auf den Landtag, daher die Ehrfurcht für seine Beschlüsse, daher der blinde Gehorsam und die ungezwungene Befolgung derselben. Gerne ward allgemein bethatet, was vorher allgemein berathen war; hingegen wußte man sich auch zu hüten, das einmal Beliebte leichtsinnig abzuändern, wozu überhaupt nur die höchste Noth bestimmen konnte." In der Folge ging zwar die Lützelau selbst großentheils, und ihr Name im gemeinen Leben fast gänzlich verloren: dennoch blieb ihre Gegend noch lange die Malstatt, und noch im 15. Jahrhundert, namentlich 1468, wurde das Haingericht regelmäßig zu St. Bartholomä abgehalten, als welcher Namen längst schon des Oertchens eigentlichen Namen, Klingelmünde verdrängt hatte. Der Rheingraf Richolf, der Stifter der Claus, erbaute nämlich bei dem ihm zuständigen Klingelmünde eine Kirche, so er dem h. Bartholomäus zu Ehren weihen ließ, und daneben ein Siechenhaus, so er 1109 samt der Kirche, der Grafenau (ungezweifelt die Lützelau), drei Mansen in Gaualgesheim, zwei Weinbergen im Gräfenberg und drei Mancipien dem Kloster Johannesberg schenkte. Von wegen Aufnahme der Siechen »in domum et familiam leprosorum, que ad scum Bartholomeum intitulata esse dinoscitur, et wlgariter dicitur Vszessinhus« hatte das Kloster einst mit den Tempelherren in Mainz zu rechten, laut Urkunde vom 1. Febr. 1226.

Samt dem Kloster Johannesberg wurde St. Bartholomä unter kurfürstliche Verwaltung gezogen, bis Kurfürst Johann Schweikard von Kronberg die Kirche mit dem Anhang von Gebäulichkeiten und 3¼ Morgen zehntfreien Weinbergen bedingungsweise den Jesuiten zu Mainz überließ. Er schreibt, d. d. Aschaffen-

burg, 1. Dec. 1605, dem Ehrsamen und hochgelehrten, unserm lieben Andechtigen und getrewen Petro Winaeo, der heil. Schrift Doctorn, und unsers Collegii Societatis Jesu Rectorn in Unser Statt Maintz. „Johann Schweickhardt, von G. G. Ertzbischoff zu Maintz und Churfürst. Ehrsamer, Hochgelehrter, lieber Andechtiger. Wir mögen dir gnediglich nit verhalten, daß Wir onlengst von Pater Joanne Michaelis, als er eben alhir gewesen, demüthigst durch ein Memorial und sonsten pitlich angelanget worden, Wir genediglich geruhen wolten, Unserem Collegio Societatis in Unserer Statt Maintz Sacellum divi Bartholomaei, welches onferr von Winkel in Unserm Landt des Rheingawes gelegen, sampt dessen Pertinentiis und Zugehorungen aus Gnaden anzuaignen und zu übergeben. Ob nun wol Wir dessen umb allerhand erheblichen Motiven und Ursachen willen nit onbillig bedenkens tragen, so stellen Wir es jedoch aus sonders wolmainenden Gnaden, damit Wir die Societet, und insonderheit Unser Collegium zu Maintz mainen, dahin, daß du dich von wegen Unsers Collegii berurter Capellen, sampt dessen Zugehör, Crafft dieser Unserer genedigen Concession und Bewilligung würklich unterfangen und annehmen mögest, doch mit der ausdrücklichen Maß und Condition, wan über kurtz oder lang Unser Closter S. Johansberg, darzu diese Capellen gehörig, widerumb in ein ander Standt solte gestelt und gerichtet werden, daß auch auff ein solchen Fall mehrbemelt Unser Collegium jederzeit one einigen Auszug oder Weigerung schuldig und verbunden sein solle, gedachte Capellen alsbalden wiederumb guetwilliglich abzutretten, und das immittelst dieselbe Capelle und Kirchlein sampt dem Hoffhaus uff eweren Costen ohne Beschwerung Unserer Unterthanen reparirt, die divina certis temporibus durchs Jahr darinnen peragiret, die vierthalb Morgen Weingarten, so vor undenklichen Jahren aller Beschwerung frey, in guetem wesentlichen Baw und Besserung erhalten, und da es vielleicht voran gedeutetermaßen zu einem andern Stand gelangen solte, Euch dieser Reservation und limitirten Concession bequemen und gemeß zu verhalten, sonsten auch Euch mit dem Hoffman bey gedachter Capellen seiner Arbeit halber zu vergleichen wissen werdet. Darüber

Wir dan deiner weiteren Erclerung vor allen Dingen erwarten wöllen, alsdan deshalben gepürende Verordnung zu thun haben mögen."

„Nach Maasgabe dieser Erklärung erfolgte endlich am 3. Aug. 1626 von dem nämlichen Erzbischof Johann Schweikard, da dem päpstlichen Stuhle Obiges angezeigt, wohlgefällig aufgenommen und dem Erzbischof auferlegt worden: „„ermeldtes Sacellum sampt allen dessen pertinentiis und Zugehörung absolute vom Closter S. Johannesberg abzusöndern, und solches ewiglich gedachten Collegio zu incorporiren ꝛc."", die förmliche und unumwundene Einverleibung. Von Zeit der klösterlichen Aufhebung bis zur Zeit, als die Jesuiten in den Besitz eintraten, ward dieses Kirchlein mit Gottesdienst anfänglich von dem Pfarrer des Fleckens Johannesberg und nachher von einem Priester zu Marienthal bedient, der dafür jährlich 16 Malter Korn und 1 Fuder Wein erhielt. Im Jahr 1650 erhob das Stift St. Victor zu Mainz gegen die Jesuiten darüber einen Prozeß, bestritt die Zehendfreyheit, und gründete sich auf langen, durch alte Oestricher Zehendregister vom Jahr 1423 u. ff. beglaubigten Besitz ihres Bezehndungsrechts ꝛc.; die Sache scheint aber in der Folge liegen geblieben zu seyn. Im Jahr 1718 ward diese Kapelle von den Jesuiten zu Mainz erneuert. In dem Hausprotokolle derselben heißt es davon: »»Hoc anno sacellum S. Bartholomaei infra pagum Winkel situm, et ad Collegium Moguntinum spectans, interius et exterius renovatum, novoque altari et fenestris exornatum est. Probata est haec renovatio non tantum incolis, sed etiam vicinis, quorum nunc major quam antecedenter ad id confluxus est; et plures festo S. Bartholomaei devotione accensi cerei, et pecuniae oblatae; imo qui sacello propriores habitant, per quadragesimam in eo convenientes, cantilenas de Christo patiente, et litanias decantarunt etc.«« Im Jahr 1774 wurde die Kirche abgebrochen und dem Boden gleich gemacht.

Von Winkel handelt P. Hermann Bär mit sichtbarer Vorliebe. „Nach Elfelt zeigen sich an Winkel die Merkmale des höchsten Alters. Auch dieser Ort hat wahrscheinlich den Römern

seine Erbauung und ersten Namen zu danken. Er hieß ursprünglich Vinicella, und ward auch mit einer geringen Aenderung in die gemeine Sprache der Fränkischen und nachfolgenden Zeiten übertragen. Die uralten, von Pithöus herausgegebenen Jahrbücher nennen ihn aufs Jahr 850 Winzella. Ja, noch im Anfange des 12. Jahrhunderts kömmt Winkel in einer Urkunde des Rheingauischen Grafen Richolphs unter dem Namen Winzella vor. Dieser Ort hieß also damalen in der gemeinen Sprache Winzell. Denn die Schriftsteller des mittlern Alters drückten die Namen der Städte und Dörfer nach dem Laut aus, den sie in der Muttersprache hatten, und fügten nur öfters eine lateinische Termination bei. Winzell ist offenbar eine Ableitung vom lateinischen Stammworte Vinicella. Dies war also der ursprüngliche Namen von Winkel, und verräth nicht nur dessen Römische Stiftung, sondern auch seine erste Bestimmung. Die ganz offenbare Bedeutung des ursprünglichen Namens erklärt nämlich, daß Winkel für ein Weinlager errichtet ward. Eine alte, unter den Winklern hergebrachte Sage bestätigt diese Meinung. Nur spricht sie die erste Anstalt, gewiß irrig, Karl dem Großen zu. Das große Verdienst dieses Monarchen um die Aufnahme unsers Vaterlandes habe ich schon selbst anerkannt. Ich will auch zugeben, daß er die mit seinem Palaste zu Ingelheim nächst verbundene Gegend von Winkel zum Hauptziele seiner Verbesserung genommen, daß er die aus seiner Anlage erzogenen Weine zu Winkel niedergelegt habe. Aber für den Urheber dieser Anstalt, für den ersten Stifter Winkels kann ich ihn nicht halten. Denn warum hätte er, selbst ein Deutscher, dieser von ihm errichteten Kolonie einen lateinischen Namen gegeben? Hat also die Erbmeinung der Winkler einen Grund, so kann sie nicht mehr beweisen, als daß Karl die schon von den Römern zu Winkel getroffenen Anstalten fortsetzte, oder vielleicht erneuerte. (1)

„(1) Bei der im 5. Jahrhundert epidemischen Völkerwanderung, bei den abwechselnden Heerzügen der Franken, Hunen, Alemannen und anderer Nationen mag wohl der von den Römern in der Anlage Winkels bezielte Zweck, nämlich, wie ich zeigen werde, der Weinhandel, ins Stocken gerathen seyn. Doch blieb Winkel selbst stehen, und das Gedächtniß seiner vormaligen Bestimmung sowohl,

„Nun läßt sich auch die Epoche und besondere Veranlassung dieser neuen Kolonie mit einigem Grund angeben. Wahrscheinlich kam sie im 3. Jahrhundert durch eine veränderte Politik der Römer auf. Der Kaiser Probus hatte ein vormaliges Staatsverbot aufgehoben, und sowohl den Galliern, als überrheinischen Deutschen in Ober- und Nieder-Germanien den Weinbau gestattet. Durch diese Erlaubniß wurden die Römischen Handelsleute, welche ohnehin überall sehr geschäftig waren, berechtigt und besser in Stand gesetzt, ihren Weinhandel unter den diesseitigen Deutschen auszubreiten. Diese hatten von jeher eine große Trinklust. Um ihre Neigung besser und leichter benützen zu können, schuf sich die Römische Gewinnsucht auf dem deutschen Ufer beständige Niederlagen. Zwischen Mainz und Bingen wählten sie zu diesem Etablissement die wegen der gemächlichen Rheinfahrt bequeme Gegend von Winkel, und errichteten daselbst ein Weinmagazin, das sie in ihrer Sprache Vinicella nannten. Dieser Namen blieb dem in der Folge aus dem Weinlager erwachsenen Dorf eigen, bis er hernach durch Winzell der deutschen Sprache angepaßt, und endlich gar in dieselbe übersetzt worden ist. Denn Winkel ist ohne Zweifel nichts anders, als der durch eine in der gemeinen Sprache gewöhnliche Abkürzung verstümmelte Namen Winkeller. Das jenseitige Weinheim, ein kleines, aber sehr altes Dörfchen, scheint diese Etymologie von Winkel zu bestätigen. Sein ächtdeutscher Namen gründet sich ohne Zweifel, wie andere seines Gleichen, auf ein natürliches oder sonst zufälliges Verhältniß, welches durch ihn bedeutet wird. Eigener Weinertrag konnte zu seiner Benennung keinen Stoff reichen. Denn er war in diesem Dörfchen nie zu Hause, und sein ganzer Bezirk ist von der Natur für denselben nicht geeigenschaftet. Sein Namen rührt also wahrscheinlich daher, weil es gleichsam die jenseitige Stapel

---

als die für selbe getroffene Einrichtung erhielt sich bis auf Karl den Großen. Dieser mag denn wohl den vormaligen Plan der Römer hervorgesucht und Winkel neuerdings zu einem Weinlager bestimmt haben. Auf diese Art ließ sich die alte Tradition der Winkler mit den wahrscheinlichern Spuren des höhern Alters vereinigen."

der über Rhein in das große Weinmagazin (Vinicella) gehenden Weine war. (²)

„Ein Ort, zu dessen Anlage die Handlung den ersten Stein legt, hat schon daher die besten Aussichten zu schneller Aufnahme und Erweiterung. Dies traf eben bei Winkel glücklich ein. Es wuchs schleunig an, und gewann bald das Ansehen eines namhaften Orts. Auch unter den Franken erhielt es über andere einen vorzüglichen Rang. In der Mitte des 9. Jahrhunderts war es schon so empor gekommen, daß sich Raban, der Erzbischof von Mainz, dasselbe zu seiner ordentlichen Residenz bestimmte. In der Folge nahm es immer zu, und die frühzeitige Ausbreitung seines eignen Weinbaues ersetzte bei ihm den Abgang seines ersten Berufs. Im 12. Jahrhundert zeigt sich Winkel als der weitschichtigste Flecken des Rheingaues und begriff die zwei heutigen Oerter Mittelheim und Oestrich unter seinem Namen. So fremd diese Behauptung scheinen mag, so sicher ist sie auf deutliche Zeugnisse des Alterthums gegründet. In meinem oft belobten Schenkungsbuche, worin die ältesten Erwerbungen des Klosters Eberbach bis zum Jahr 1211 verzeichnet sind, werden die in der Oestricher Feldmark noch jetzt bekannten Distrikte Langflecht, Ernart, Dasberg auf Winkel gezählt. Vom besondern noch heute bestehenden Winkel waren alle diese Pflegen zu weit entfernt, als daß man sie, mit Ausschließung Oestrichs, für dessen Zugehörungen halten könnte. Kein Irrthum des Rezensenten läßt sich wahrscheinlich denken. Denn er war ein Eberbacher Mönch, dem wohl die Nachbarschaft seines Klosters bekannter war, als daß er eine Ortschaft mit der andern verwechseln sollte. Ohnehin hatte er bei seiner Ausziehung die Original-Urkunden vor sich, aus denen er die Lage der Güter zuverläßig kennen lernte. Sein Zeugniß setzt daher unläugbar voraus, daß Oestrich damalen noch ein Theil von Winkel und unter dessen Namen begriffen war.

„(2) Weinheims erste Anlage bestand wahrscheinlich nur in wenigen Fischer- und Schifferhütten, dergleichen Leute sich wegen dem bequemen und ihnen verdienstlichen Rheinfahr daselbst niederließen. Durch Winkels Emporkunst und den vermehrten Weinhandel nahm es allmählich zu, wuchs zu einem Dörfchen an, und erhielt vom Weinfahr seinen Namen."

„Diese Verbindung Oestrichs mit Winkel unter einem Namen erhellet noch deutlicher aus der dasigen Pfarrgeschichte. Die Pfarrei von Winkel mit dem sich bis über den Mapperhof erstreckenden Zehendrechte gehörte schon in der Mitte des 12. Jahrhunderts dem St. Victorsstifte zu Mainz, und der Pfarrsatz vorzugsweis dem dortigen Probst. Die Kirche, worauf dies Recht haftete, stand aber in jenem Theile von Winkel, der hernach als ein besonderer Ort unter dem Namen Oestrich bekannt ward. Dies erhellet offenbar aus zwo wichtigen Urkunden. Im Jahr 1219 ward dem St. Victorischen Probst Christian vom Erzbischof Sifrid II der Pfarrsatz zu Winkel gegen die Ansprüche der dortigen Bürgerschaft bestätiget. Hier heißt es noch durchaus die Kirche von Winkel, und von Oestrich geschieht gar keine Meldung. Allein bald hernach änderte sich die Sprache. Denn als nach 35 Jahren (1254) der Probst Ludwig, Christians Nachfolger, den nämlichen Pfarrsatz mit seinen Nutzbarkeiten dem St. Victorischen Kapitel zur Verbesserung der Präbenden abtrat, hieß es schon nicht mehr die Kirche von Winkel, sondern von Oestrich. Unstreitig war also dieser letzte Ort vormalen mit Winkel vereint und dessen ansehnlichster Theil.

„Um so mehr war dann auch der viel geringere Ort Mittelheim vor dem 13. Jahrhundert ein Zugehör und Namensgenoß des großen Winkels. Eine Behauptung, die sich nicht allein auf seine zwischen Oestrich und Winkel befangene Lage, sondern auch auf positive Zeugnisse gründet. Das Kloster Gottesthal wird in den Urkunden des 12. Jahrhunderts einstimmig nach Winkel versetzt. Ja, es hieß gleichsam antonomastisch das Kloster zu Winkel. Dasselbe bestand aber zuverläßig in dem heutigen Mittelheim, und eben dieser Ort hat jenem zum Theil eingegangenen Kloster seine Pfarrkirche zu danken. Es ist also auch entschieden, daß sich noch im 12. Jahrhundert der gemeine Namen Winkel über Mittelheim, wie über Oestrich erstreckt habe. Dieser große, sich der Länge nach über eine halbe Meile ausdehnende Raum eines Dorfs zeiget uns noch im 12. Jahrhundert ein Ueberbleibsel der alten, zerstreuten Ansiedlungsart unserer Vorfahren, und war ohne Zweifel auch die Ursache, warum man

Winkel allmälig theilte, und endlich in drei Ortschaften trennte. Ich stelle mir die im gemeinen Leben nach und nach vorbereitete und endlich ganz realisirte Absonderung also vor. Um bei der so weiten Strecke des Orts die Wohnungen einzelner Bürger näher bestimmen zu können, theilte man Winkel anfänglich in Nieder-, Mittel- und Ober- oder Ost-Winkel. Diese Eintheilung ward in der gemeinen Sprache, nach dem gewöhnlichen Gange so abgekürzt, daß man bei zween Theilen den Hauptnamen Winkel allmälich ausließ, und sie schlechtweg Mittelheim und Oestrich nannte. (3) Dieser Sprachgebrauch ward durch die geänderte Ansiedlungsart, kraft welcher sich jeder der drei Theile von Winkel mit seinen Wohnstätten näher zusammen that, noch mehr befestigt, und endlich durch bürgerliche und kirchliche Absonderung der Gemeinheiten gänzlich authorisirt. (4)"

Bei Bodmann hingegen heißt es: „Hat irgend ein Ort unsers Rheingaues Anspruch auf römischen Ursprung zu machen, so

„(3) Der Namen Mittelheim scheint allerdings relativ zu seyn, und das Mittel eines vormaligen Ganzen anzubeuten. Die Lage des kleinen Oertchens zwischen Oestrich und Winkel stimmt mit dieser Etymologie gänzlich überein. Der Namen Oestrich, wie er damalen hieß, verräth ein gleiches Verhältniß und zeigt den östlichen Theil an, so wie das den Hungarn entrissene vormalige Avarien hernach Osterichi (Oestreich) oder die östliche Mark im Vergleiche mit andern deutschen Markgrafschaften genannt ward. Aus diesem, schon lange vor der würklichen Trennung des alten Winkels eingeführten Sprachgebrauche lassen sich nun gar leicht einige Stellen erklären, worin Oestrich und Mittelheim im 12. Jahrhundert als besondere, selbstständige Dörfer vorkommen. Z. B. in einer Urkunde von 1123 heißt es: »»In pago Reni in villis Hosteriche et Richardeshusen,«« und von Mittelheim im Jahr 1191: »»Predium et villicatio in villa Mittilaha.«« Bei Gud. T. I. pag. 307. Hier werden nämlich diese beiden Theile von Winkel nach der schon gewöhnlichen Redensart genommen, um die Lage der Güter näher zu bezeichnen."

„(4) Die gänzliche Umschaffung Winkels in drei Dörfer geschah zwischen 1219 und 1254. Doch muß der Namen Oestrich im Anfange des 13. Jahrhunderts schon viel gemeiner als vorher gewesen seyn. Denn auch der Verfasser meines Schenkungsbuchs thut endlich, da er die jüngste Erwerbung vor 1211 rezensirt, von Oestrich mit folgenden Worten Meldung: »»Hoc concambium factum est in Osterich ante maccella coram villico episcopi, Heinrico Grifenclawen.«« C. 13. pag. 61. Dies geschieht aber auch zum ersten und einzigen Mal, daß er in seinem Buche, wo er so viele zur Oestricher Feldmarke gehörige Grundstücke des klösterlichen Neu- und Reichardshäuser-Hofs verzeichnet, sich des Namens Oestrich gebrauchet."

sind es die uralten Flecken Winkel und Lorch. Von ersterem ist es unzweifelhaft, daß er, nicht zwar von eigenem, unter oder bald nach der Regierung des K. Probus, angeblich am Rheine begonnenen Weinbaue (denn dafür hatte Winkel doch wirklich damals noch keine Empfänglichkeit), sondern von einem dort angelegten römischen Weinlager oder Magazin für die dort stationirten und weiter nach Deutschland vorrückenden römischen Truppen seine Benennung habe. Als Schwestern dieses römischen Weinmagazins zu Winkel nennen wir in der Nähe den unsern Bretzenheim bei Mainz noch heutigen Tags sogenannten Heidenkeller, ingleichen einen andern bei Heidesheim, deren unterirdische Stellen zwar wohlbekannt, aber von Freunden des römischen Alterthums noch nicht untersucht sind. Was hingegen Bär von dem gegenüber liegenden Ort Weinheim und dem aus seinem Namen abgeleiteten Verhältnisse meldet, fällt schon dadurch hinweg, weil dieser Ort ursprünglich Wigenheim geheißen, auch auf ein gleiches Alter mit Winkel keinen Anspruch machen kann. Den wirklichen Aufenthalt dieser Weltstürmer bei und in Winkel bewähren noch einige Namens-Ueberbleibsel dortiger Plätze, obgleich keine römische Steinschrift mehr davon vorhanden ist. Ein Stück Feld zwischen Oestrich und Reichartshausen, vormals Eigenthum der Jesuiten zu Mainz, heißt das Heidenloch (vielleicht das Bustum der dortigen Station), auch befand sich zu oder bei Winkel eine Gasse, Namens Heidenthalsgasse, wovon es in dem Protoc. Capit. des Victorstifts zu Mainz ad an. 1493, S. 29, bei der Grenzbeschreibung des Zehends zu Winkel, zwischen denen von Scharfenstein und dem Stifte, heißt: et inferius intra stratam terminus decime Scharpensteyns extenditur a vico der Mittelheymer Gemarke, usque ad vicum dictum Dyl von Heyddendalsgassen.

„Dem verfallenen römischen Weinkeller soll hiernächst Erzbischof Hraban (IX Jahrhundert) wieder auf die Beine geholfen haben. Er hielt sich hier öfters auf (jedoch ohne feste Residenz), hatte hier ein Bethaus und starb auch daselbst. Vielleicht entstand hiernächst aus diesem Bethause die nachherige Pfarrkirche zu Winkel. Zu Hrabans Zeiten gab es noch keine Hauscapel-

len (?); jene in dem alten Gebäude, welches man ihm beileget, war demnach sicher nicht dessen Bethaus, sie rühret aus spätern Zeiten. Unstreitig trug der öftere und lange Aufenthalt dieses so gelehrten, als überaus angesehenen Mannes zu Winkels früher Aufnahme und Cultur-Erweiterung trefflich bei; noch will man die Reste seiner Wohnung und den, wo nicht römischen, doch ältesten Rheingauer Keller in einem dort noch vorhandenen uralten Gebäude (nunmehr Eigenthum der Freyherren von Greisenklau, wahrscheinlicher Ueberbleibsel des alten Sitzes der Herren de Winkelo, sey es des Dynasten- oder Rittergeschlechts des XII Jahrhunderts) erkennen, und Winkel fröhnet auch sonst noch seinem Andenken durch einige Sagen von Wundern, welche diesem Ueberbleibsel eigen sein sollen.

„Ein Beweis des hohen, frühzeitigen Wohlstands unsers Winkels liefern die vielen dort angesessenen bessern Parentelen, woraus häufige und uralte erzstiftische Dienstleute hervorgingen. Ein Ast des ältesten Rheingrafen-Geschlechts hatte hier seinen Sitz und nannte sich de Winkela." An einer andern Stelle setzt jedoch Bodmann an die Spitze des Stammbaums der Herren von Winkel einen Dudo von Lorch, 1071, Vater von drei Kindern. Die Tochter, Dankmud, wurde des Rheingrafen Richolf Gemahlin und nahm am Abend ihres Lebens den Schleier auf Johannesberg. Der jüngere Sohn, Ruthard, Abt zu St. Peter in Erfurt, wurde 1088 zu dem erzbischöflichen Stuhl in Mainz erhoben und zeigte sich, kaum daselbst eingeführt, als ein Eiferer für die Kirchenzucht und als der großmüthige Beförderer kirchlicher Institute. Im J. 1091 beschenkte er das Kloster auf dem Jacobsberg, die Brüder vom Dom begabte er 1092 und 1108 mit 12 Pfund Heller zu Bingen, dem Hof zu Bleinig und den Vogteien zu Oberheimbach, Finten, Ulm, Badenheim und Ebersheim. Ihnen die von Erzbischof Wezelo gemachte Stiftung, jährlich 4 Carraten Wein aus Lahnstein bestätigend, fügte er noch eine fünfte hinzu. Der Abtei St. Alban verlieh er St. Justins Kirche in Höchst mit allen davon abhängenden Gütern, Rechten und Freiheiten. Der Klöster Bursfeld und Komburg Stiftung hat er bestätigt, nach Komburg zugleich 1090 Wein-

güter in Rüdesheim und Lorch geschenkt. Das seit mehren Jahren im Schutt liegende Kloster Disibodenberg wurde durch ihn wieder aufgebaut und reichlich beschenkt, 1108, auch gab er den dahin gesetzten Benedictinern den bisherigen Abt auf dem Jacobsberg, den Burkard zum Vorsteher. Für die Cultur des Rheingaues aber wurde zumal wichtig die von ihm 1106 unternommene Stiftung der Abtei auf dem Bischofs- oder Johannesberg.

Im J. 1098 war Ruthard in des Kaisers Ungnade gefallen, entweder weil er keine Gemeinschaft mit dem Gebannten haben wollte, oder weil man ihn der Theilnahme bei der Judenschlacht, zu Mainz unter des Grafen Emicho Anführung von den Kreuzfahrern verübt, beschuldigte. Jedenfalls sind des Erzbischofs nächste Vettern ungemein thätig bei dem Frevel gewesen. Er selbst suchte zwar, so wird von ihm gerühmt, die Juden zu schützen, ließ ihre Güter an einen sichern Ort bringen und die Eigenthümer in den großen Saal des Bischofshofs aufnehmen. Aber den fanatisirten Kreuzfahrern war des Kirchenfürsten Wohnung nicht heilig, sie erstürmten den Palast, brachen die Thüre des Saals und mordeten 700 Juden. Von den übrigen retteten einige durch scheinbare Annahme des Christenthums das Leben, viele tödteten ihre Weiber, Kinder und sich selbst. Des Mordens war vollends kein Ende, als auch Graf Emicho, nach Bodmanns nicht ungegründeter Meinung selbst ein Rheingraf, »vir nobilissimus et in hac regione (Moguntiae) potentissimus,« nach Albert von Aachen, mit seinen Scharen zu Mainz eintraf, und weit entfernt dem Unfug des Gesindels zu steuern, es vielmehr zur Fortsetzung der Greuel ermunterte: »Non solum prout ejus decebat generositatem, nec morum censor nec correptor enormitatis, sed maleficiorum particeps et incensor« (Wilhelm von Tyrus). Der Chronik von Ursberg zufolge wäre auch Erzbischof Ruthard bei diesen blutigen Händeln nicht so ganz unschuldig gewesen. Als Kaiser Heinrich IV der ermordeten Juden Gut für sich in Anspruch nahm, eine Untersuchung gegen die Raubmörder anstellte, nahm sich ihrer der Erzbischof sehr lebhaft an, und erzählt die Chronik ferner: »Extiterunt autem qui dicerent, etiam ipsum pontificem multam partem de pecuniis invasis accepisse.«

Der kaiserlichen Ungnade oder Ahndung sich zu entziehen, flüchtete Ruthard mit seiner ganzen Sippschaft nach Thüringen, wo die Mainzer Kirche reich begütert, und er, bei der Nähe von Sachsen, auf mächtigen Beistand zählen konnte. Sieben Jahre hatte er dort zugebracht und während solcher Zeit das Kloster Steina bei Nörthen, auch St. Martinszelle zu Falkenau gestiftet, diese 1104 der St. Petersabtei zu Erfurt einverleibt, als zu Ausbruch kamen die Zwistigkeiten zwischen dem Kaiser und seinem Sohn. Zur Osterfeier 1105 hatte der jüngere Heinrich in Quedlinburg sich eingefunden, wo er alsbald, hauptsächlich auf Ruthards Betrieb, von den Sachsen als ihr König anerkannt wurde. Auch der Sachsen allgemeine Aussöhnung mit dem h. Stuhl, jene der Bischöfe von Hildesheim, Paderborn und Halberstadt, die Synode zu Nordhausen hat Ruthard zu Stand gebracht. In der besagten Synode, wo Bischöfe, Aebte und andere Große in Menge versammelt, wurde besonders gegen den Verfall der Kirchenzucht geeifert, die Simonie und die Ketzerei der Nicolaiten verdammt.

Die kaum bestrittenen Erfolge sollte Ruthards Wiedereinführung in das Erzbisthum krönen. Zu dem Ende führte der jüngere Heinrich sein Heer aus Sachsen nach dem Rhein, dessen Uebergang ihm jedoch der Vater verwehrte. Hier abgewiesen, wendete der Sohn sich dem obern Main zu. Er belagerte Nürnberg, das die tapferste Gegenwehr leistete, bis der Kaiser, besorgt um das Schicksal, so eine gewaltsame Einnahme der ihm so theuern und so treu ergebenen Stadt bereiten könnte, Befehl gab, dem Sohne die Thore zu öffnen. Auf Regensburg hatte der jüngere Heinrich ebenfalls sein Augenmerk gerichtet, der Vater folgte ihm aber in großer Geschwindigkeit, daß man seine Annäherung nicht ehender gewahrte, als da die Vorläufer seines Heeres dem Thore einritten. Genöthigt zu weichen, zog der jüngere Heinrich Verstärkungen aus Bayern und Schwaben heran, daß er wohl im Stande dem Vater die Stirne zu bieten. Nur der Fluß Regen trennte noch die beiden Heere, und eine Schlacht schien unvermeidlich. Allein die Großen von beiden Seiten traten zusammen, um eine Ausgleichung zu versuchen. Man hatte sich beinahe geeinigt, als Spuren von Abfall und Auflösung unter

den Kaiserlichen bemerkbar wurden, deren Folgen der Monarch durch schleunigen Rückzug nach der böhmischen Grenze abzuhelfen vermeinte; von dannen gelangte er auf Umwegen durch Sachsen und Westphalen nach dem Rhein. Aber auch hier gab man ihn von wegen dieser Flucht verloren, Alles neigte sich dem Sohne zu, der sofort einen großen Reichstag nach Mainz ausschrieb. Es folgten die Ereignisse in Coblenz und Hammerstein, Abth. III Bd. 6 S. 65, die Absetzung Heinrichs IV.

Schon vorher hatte der Sohn den Erzbischof wieder seinem Stuhle eingeführt, dessen ihn zu entsetzen, Papst Paschalis II unternahm, weil er unterlassen hatte, der Einladung zu dem Concilium in Troyes Folge zu leisten. Er wurde suspendirt, entschuldigte sich in der demüthigsten Weise wegen seiner vorgerückten Jahre und erhielt Begnadigung 1108. Es schrieb damals Paschalis an den Bischof Gebhard von Constanz: »Novit fraternitas tua, quia Moguntinensis Archiepiscopus per Dominum Urbanum praedecessorem nostrum catholicae est restitutus Ecclesiae. Nos quoque accepto pro infamia eius competentium personarum iuramento, petentibus vestrarum partium, tam clericis quam laicis bonis viris, plenitudinem ei officii Pontificalis indulsimus. Nisi igitur post hac certior causa persuadet, suum ei ius, vel in electo primo, vel in aliis aufferre possumus.« Nur kurze Zeit hat Erzbischof Ruthard dem Concilium überlebt. Er starb den 30. April 1109 und wurde der Sage nach in der von ihm erbauten Kirche auf dem Johannesberg beigesetzt.

Den Stamm hat fortgepflanzt sein Bruder Embricho, neben dem man zwar noch zwei andere Brüder, Dudo und Piligrim kennt (Bd. 10 S. 70). Embricho wurde der Vater Wulferichs I, von Winkel genannt, 1104, gest. vor 1108, der in der Ehe mit des Grafen Ludwig II im Rheingau Tochter Hiltrud, gest. 1118, den Sohn Wulferich II von Winkel gewann. Dieser, Stifter des Klosters Gottesthal, starb um das J. 1148, unbeerbt.

Neben den Dynasten von Winkel kommt aber noch ein Rittergeschlecht gleichen Namens, später von Greifenklau genannt, vor. Davon ist Abth. I Bd. 3 S. 598—614 gehandelt, und wird dessen

auch bei Vollraths Erwähnung geschehen. „Außer diesen zwei Hauptgeschlechtern mögen noch mehre andere in Winkel gewohnt haben, von denen weitere Nachrichten abgehen; so lernen wir z. B. aus dem uralten rheingräflichen Lehensverzeichnisse einen 1211—1228 lebenden Henricus rufus de Winkelo, — im Jahr 1130 einen Hartwinus et frater eius Arnoldus de Winchela kennen; und wenn der in dem alten Necrologium des Stiftes St. Victor vorkommende Ruthard, Chorherr daselbst, nicht etwa mit unserm gleichen Namens, Domdechante zu Mainz, ein und dieselbe Person ist, so versetzen wir ihn ebenmäßig, bis auf bessern Beweis, unter den Winkler Adel dunklen Geschlechts."

Von dem Ort Winkel heißt es in dem Güterverzeichniß der Abtei Bleidenstatt, 9—10. Jahrhundert: »In Pinguia sunt duo mansi fiscales, et 18 jurnales, quos dedit Luitbertus Archiepisc. cum uno manso in Wynkele, de quo servit Milo cum filiis suis ad opus senioris (du seigneur, Robot); in vindemia dat 2 carratas vini et solidos 6, quos habet Hatto comes, advocatus ecclesie nostre. In eadem villa habemus 8 iurnales vinearum, et mancipia 6, quorum duo nichil serviunt, sed operant in vineis ad vindemiam tres dies, triturant uvas et cetera faciunt servicia; reliqui autem serviunt in vineis, navigant, et solvunt in festo st[i] Martini denarios 6.« Die nämliche Abtei erwarb hier Weinberge: »Anno Domini 1078 acquisivi in placito Ludewici comitis curiam nostram in Ibingen, cum vineis in Winkelo, quas Volmarus ultra sex annos iniuste possedit,« und Hemma, des Rheingrafen Ludwig Schwester, schenkte ihr 1052 einen Hof: »Domina Hemma tradidit pro anniversario mariti sui curtem in Winkelo cum consensu et voluntate Ludewici comitis fratris sui, qui addidit vineam in Ibingen ad 3 carratas. Testes sunt Embricho comes, Dudo comes et frater eius Udalrich.«

Erzbischof Siegfried bestätigte 1071 die von der Matrone Hiltrud dem St. Victorstift gemachte Schenkung: »Noverit dilectio fidelium ... qualiter nobilis matrona Hiltrudis nomine, legalis vidua, filiusque eius Reinfridus, et Ludovicus comes mundiburdus eorum — omnem proprietatem suam in pago

Rinegowe, videlicet in villis Winkela, Eybinga et in Loricha — Ecclesie s[ti] Victoris extra muros Moguntine civitatis — tradiderunt perpetuo possidendam.« Giselbert vermacht 1096 nach Bleidenstatt einen Weinberg in Winkel, »in uno latere S. Mauritius et in alio latere Richolfus comes, ad altare S. Ferrucii in Blidenstat, ut annis singulis, si sanus Jherosolimis rediero, urnam vini fratribus propinam.«

Rheingraf Richolf, in der Stiftungsurkunde für St. Bartholomä, 1109, nennt den Ort Winzellam, daß also die römische Ableitung nicht so schlechterdings zu verwerfen, wie mehre Neuere thun. Im April 1213 vertauschte die Abtei St. Alban ihren Hof zu Winkel, einschließlich eines Aufgeldes von 25 Mark Aachener Pfennige, gegen der Abtei Bleidenstatt Hof zu Erbenheim, dann 1 Mansus und 6 Morgen Ackerland, das gelegen ist bei dem Königsstuhl, und sollen die Herren von Bleidenstatt inskünftige die Memorie des Erzbischofs Adelbert I, der den Hof zu Winkel an St. Alban gab, in St. Gotthards Capelle am Dom zu Mainz in gebürender Form begehen, gleichwie die Herren von St. Alban den Jahrstag des seligen Erzbischofs Heistulf, durch welchen das Gut zu Erbenheim an St. Ferrucien Altar geopfert worden, ebenfalls im Dom feierlichst abhalten und den Brüdern von Bleidenstatt und vom Dom in ihrem Dormitorium am Tage der Ordination des besagten Erzbischofs Heistulf eine Mahlzeit ausrichten und zugleich seiner fleißig im Gebet gedenken werden. Außerdem soll der von der Kirche zu Winkel abhängende Weinberg in Mittelheim, aus welchem St. Ferrucien Stift jährlich 4 Ohm Wein bezog, fortan in der gleichen Weise an Dudos von Geisenheim Schwester Willegis zinsen, wie das in einer besondern Urkunde vorgeschrieben ist. — Auch das uralte Kloster zu Amöneburg, von dessen Ursprung, Schicksalen und Untergang beinahe nichts bekannt, besaß von den ersten Zeiten seiner Stiftung her in Winkel beträchtliche Güter; nach seinem Erlöschen, wahrscheinlich im Anfang des 13. Jahrhunderts, verschrieb aus dem hiermit vacant gewordenen Eigenthum Erzbischof Siegfried II dem Mariengradenstift zu Mainz 15 Schilling Cölnisch aus Lorch und zwei Carraten hun-

nischen Weins aus Winkel, 12. idus aprilis 1217. Auch die übrigen Klostergüter kamen in fremde Hände, daher Erzbischof Gerlach, 1346—1371, als er an des vormaligen Klosters Stelle das Collegiatstift zu St. Johann Baptist erbaute, dasselbe ganz neu aus erzstiftischen Mitteln begiften mußte.

In Bezug auf die Pfarrei schreibt Bodmann: „Seine (Winkel nämlich) in der Folge emanzipirte Töchter, Mittelheim und Oestrich, bildeten mit ihm ursprünglich nur eine einzige Gemeinde — hatten eine gemeinschaftliche Kirche — und standen in Ansehung ihrer Dorf- und Feldmarken, ihres Gerichts, und des örtlichen Heerbanns, Reiß und Folge rc. in voller Gemeinschaft. Die zerstreute Ansiedlungsart des alten Rheingaues, in dieser eben so fruchtbaren, als malerisch schönen Ebene, hatte nämlich frühzeitig dem Flecken Winkel eine ungemein große Ausdehnung verschafft; seine Kirche war uralt, und deren Pfarrsatz verlieh, wenn anders die Nachrichten gegründet sind, die wir davon unten mittheilen (1), bereits Erzbischof Willigis dem Stift St. Victor zu Mainz; sie lag nach Bär in jenem Theile, welches heut zu Tage Oestrich heißt und das ansehnlichste Stück vom alten Winkel gewesen sein soll. Wenn uns nun dieser Mönch berichtet, Oestrich habe nur erst im 13. Jahrhundert diesen Namen geführet und komme früher überall nur noch unter dem kollektiven Namen von Winkel vor, so ist ihm, bei seinen

(1) Am 8. März 1493 verordnet Erzbischof Berthold, als erbetener Schiedsrichter für den Streit um die Collation und Präsentation der Kirche zu Winkel: »Quod prefati validi de Gryfenclaen manebunt posterius et semper in possessione juris praesentandi, quemadmodum hactenus fuerunt longo tempore, idoneam personam ad predictam ecclesiam; et quia Prepositus noster una cum Capitulo, licet olim ipsis competebat jus, sicut claruit ex donatione Willigisi, et juramento Prepositi nostri, etiam quodam decreto bone memorie Dñi Syfridi Archiepiscopi, tamen longo tempore non fuit practicatum, nec probatum, quod aliquis fuerit per eosdem presentatus et investitus &c., attamen idem D. Prepositus noster, una cum Capitulo Sti. Victoris habebunt unam idoneam personam ad unum ex beneficiis in eadem ecclesia Wynckela, quamprimam vacaverit, nominare, quem predicti Gryfenclae presentabunt Preposito Sti. Mauritii investiendum sine contradictione aliqua semel tantum, de cetero manebit jus presentandi ejusdem beneficii apud eosdem validos Gryfenclaen.«

eingeschränkten Quellen, dieser Irrwahn leicht zu verzeihen — nun wissen wir es besser. Wir liefern unten drei ungedruckte Urkunden vom J. 1021, 1123 und 1171, welche dieses Orts schon unter jenem Namen erwähnen; und wenn eben derselbe die Epoche der Umschaffung Winkels in drei Dörfer zwischen die Jahre 1219—1254 setzt, so scheint uns dieß seinen Grund in dessen irriger Hypothese von der Winkelschen Kirche zu Oestrich zu haben. Wir wollen zwar wegen jener Umschaffung apodiktisch hier nichts bestimmen, glauben jedoch annehmen zu dürfen, daß sie weit früher, und zwar am Schlusse des 12. Jahrhunderts erfolgt sein möge; die noch immer fortwährende Verbindung der Marke, des Gerichts, Zehends, Heerfolge ꝛc. zwischen Oestrich und Winkel bewirkte zwar, daß noch lange hernach, und selbst im 13. Jahrhundert, unser Oestrich immer noch unter dem Namen: Winkelo in Saal- und Lagerbüchern, Registern ꝛc. aufgeführt ward; sicher aber war ihre Trennung als Gemeinden längst vorhergegangen." Jedenfalls hat Winkel bereits im 11. Jahrhundert seine eigene Pfarrkirche gehabt, als welche seit unfürdenklichen Zeiten zu Ehren der h. Walpurgis geweihet ist. Diese Kirche samt dem Zehnten schenkte Rheingraf Wolfram der Abtei auf Johannesberg, was Erzbischof Siegfried II am 7. April 1218 bestätigte. Von der Abtei mag sie als Lehen an die Greifenklau gekommen sein. Das heutige Winkel, mit 1733 Einwohnern in 382 Familien, ist gewissermaßen nur eine lange Straße, in der viele Frankfurter und Mainzer Kaufleute ihre Landsitze haben. Auch die Grafen von Schönborn haben hier Besitzungen samt einer Mühle. Von dem römischen Keller, von des Erzbischofs Hraban Bethaus, als den größten Merkwürdigkeiten des Ortes, ist geredet worden, von Hraban selbst zu handeln, liegt mir noch auf.

Gar vornehmer Herkunft soll er gewesen sein. Trithemius läßt ihn der Familie der Magnentier entstammen, als welche Angabe durch zwei, dem gelehrten Erzbischof gleichzeitige Handschriften, einigermaßen auch durch eine von Julian dem Abtrünnigen ausgehende Notiz bestätigt wird. Es berichtet dieser nämlich, Magnentius, des Constantius Gegenkaiser, habe unter Franken

und Sachsen viele Anverwandte und Stammgenossen gezählt. Betrachtend jedoch die unendlichen Schwierigkeiten für die Nachweise einer Genealogie, die vom Anfang des 4. zu jenem des 9. Jahrhunderts reicht, bin ich sehr geneigt anzunehmen, daß der gelehrte Erzbischof an einer unter den Gelehrten aller Zeiten nicht selten vorkommenden Schwachheit, an dem Drang, einen glänzenden Stammbaum sich zu geben, gelitten hat. Erinnere ich doch nur an unsere Zeitgenossen, den Mann des Fortschrittes, den Republikaner, an den sogenannten Sismondi, an Bilderdyk, den Grafen von Teisterband. Wie es aber mit Hrabans Beziehungen zu dem alten römischen Kaiserhaus sein mag, er war der Sohn ansehnlicher Eltern in Mainz, nach Trithemius des Ruthard und der Adelgunde, die auch noch einen zweiten Sohn gewannen, jenen Tutin, dem Hraban ein unter seinen Gedichten vorkommendes Epitaphium setzte. Diese Angabe des Mosellaners scheint unter allen Umständen besser begründet, als die Meinung eines Eckart und Schannat, welche durch den öfter vorkommenden Namen Hraban verleitet, als des Erzbischofs Eltern den Bualtrame und die Bualtrat, »Moguntiae cives, sed genere claro ortos,« nennen. Ein solcher Zweifel hinsichtlich der Namen der Eltern ist allein hinreichend, um die Verwandtschaft mit den Magnentiern zu verdächtigen.

Auch Hrabans Geburtstag ist von mancherlei Zweifel umgeben. Frühere Schriftsteller haben ihn zu einem Schüler des Beda venerabilis machen wollen, verleitet ohne Zweifel durch die Chroniken, welche auf dem Concilium zu Frankfurt 794 einen Hraban, Schüler des Beda venerabilis, erscheinen lassen. Es ist aber ein ganz anderer Raban gemeint, als welcher an der Seite seines Abtes, des h. Benedict von Aniane, jenes Concilium besuchte. Des Trithemius Angabe, laut welcher unser Hraban im J. 788 geboren sein soll, wird durch dessen in den ersten Jahren des 9. Jahrhunderts beginnenden Briefwechsel mit Alcuin widerlegt. Mabillon hat nach dem Jahr, in welchem Hraban das Diaconat empfing, jenes seiner Geburt berechnet, und hiernach sich für das J. 776 entschieden. Dahls Annahme, Hraban sei im J. 780 geboren, weil er im J. 810, in dem

Alter von 30 Jahren sein Werk De Laudibus s. Crucis geschrieben, wird durch den von Mabillon angegebenen Grund und durch den Umstand widerlegt, daß die Epoche der Vollendung jenes Werkes nicht bekannt ist, dessen Abfassung aber jedenfalls früher angenommen werden muß, als im J. 810, weil schon Alcuin diese Arbeit Hrabans kannte und auf ihre Vollendung drang. Mabillons Berechnung scheint jedenfalls die verläßlichste.

Den Knaben haben die Eltern der Kirche bestimmt. In dem Alter von neun Jahren wurde er als puer oblatus in das Kloster Fulda gegeben, um dort der seinem Beruf angemessenen Erziehung zu genießen. Unter des Abtes Baugolf Leitung begann er seine Studien, als deren Genossen genannt werden: Baturicus, der nachmalige Bischof zu Regensburg; Hatto, später Abt zu Fulda; Brun, der künftige Abt zu Hersfeld; Freculf, später Bischof zu Lisieux; Haymo, nachmalen Bischof zu Halberstadt. Hraban scheint durch Fleiß und Frömmigkeit sich dem Abt empfohlen zu haben; dieser, im Begriffe, die Regierung der Abtei niederzulegen, ließ, 800 etwan, dem Jüngling die Diaconatsweihe ertheilen. „In jener Zeit, in welcher Aebte dieser Weihe nicht theilhaftig waren, muß die Ertheilung derselben an einen Mönch als Ausnahme betrachtet werden, insbesondere bei Hraban, wenn er sie noch in demselben Jahre erhielt, in welchem ihn die Gesetze zum Empfange derselben befähigten, da sie Niemand vor dem 25. Jahre ertheilt werden durfte.“

Baugolfs Nachfolger, Abt Ratgar, bezeichnete den Antritt seiner Regierung durch Anordnungen für die weitere Ausbildung der ihm untergebenen Cleriker. Candidus wurde an Eginhard, Modestus mit einigen andern an Clemens Scotus, Hraban und Hatto nach Tours an Alcuin, bei dem auch Samuel, der spätere Bischof zu Worms, sich einfand, entsendet. Sie sollten sich, unter des Meisters Augen, befähigen, den Schulen in Fulda vorzustehen. Nur ein Jahr hat Hraban in Tours zugebracht, doch bildete sich in dessen Verlauf das innigste Verhältniß zwischen Alcuin und seinem Schüler Hraban, in welchem Alcuin nicht nur als Lehrer, sondern auch als geistiger Vater sich darstellt, wie denn von ihm Hraban den Namen Maurus, einst dem Lieb-

lingsschüler des h. Benedict eigen, empfing. In seinen Gedichten nennt Alcuin den Hraban, von wegen dessen Sittenreinheit, den heiligen Knaben Benedict, auch spricht er in herzlichen Worten seine väterliche Sorge für Hrabans Wohl aus:

Has tibi, sancte puer Benedicti Maure, camoenas
Albinus vates versiculis cecinit:
Valde optans animo tibi prospera cuncta fideli,
Ut felix vivas semper ubique Deo.
Pro quo funde preces solita pietate, tonanti
Conservet famulum ut Christus ab hoste suum.

Aus einem Schreiben Alcuins an Hraban ergibt sich, daß dieser sein Werk de Laudibus sanctae Crucis in Tours begann, und ermuntert ihn der Lehrer, dasselbe zu vollenden, damit auch er desselben sich freuen könne. Hingegen gedenkt Hraban in seinen Gedichten zum öftern in freudiger Dankbarkeit des Aufenthalts in Tours. Von dannen zurückgekehrt, übernahm er, gemeinschaftlich mit Samuel, die Leitung der Klosterschule in Fulda. Trithemius zufolge ertheilten darin Unterricht zwölf der am mehrsten befähigten Mönche, die sogenannten Senioren; sie standen unter dem Magister, in dessen Verrichtungen Hraban und Samuel sich getheilt zu haben scheinen; der Magister war unmittelbar dem Abt untergeben. Vorgetragen wurden, neben den theologischen Wissenschaften, die sieben freien Künste, Grammatik, Rhetorik, Dialectik, Arithmetik, Geometrie, Musik und Astronomie. Daneben wurde auch, wie späterhin zu Prüm, Unterricht in der deutschen Sprache ertheilt. Im dreißigsten Lebensjahr vollendete Hraban sein Werk de Laudibus sanctae Crucis, beiläufig um 806, laut seiner poetischen Zugabe:

Ast ubi sex lustra implevit, jam scribere tentans
Ad Christi laudem hunc condidit arte librum.

Eine andere poetische Zugabe ist an den h. Martinus gerichtet:

Sancte Dei praesul, meritis in saecula vivens,
Causam quam ferimus suscipe mente pia ...

Worte, welche in einer Handschrift aus dem 9. Jahrhundert durch eine Abbildung versinnlicht. Der Heilige ist in sitzender Stellung dargestellt. Ihm nähert sich ein jugendlicher wohlgenährter Mönch, den Folianten zu überreichen, den Schriftsteller begleitet

ein ältlicher Mann; Alcuin, Kahlkopf und Schnurbart, die Dedication mit empfehlender Geberde begleitend. Das Werk zerfällt in zwei Bücher. Davon enthält das erste 28 Gedichte (aus deren einzelnen Buchstaben und Worten Figuren des Kreuzes gebildet sind), samt den Erklärungen; das zweite Buch, in Prosa, gibt die Erklärungen zu allen Figuren. Einer dauernden Ruhe sollte Hraban im Kloster nicht genießen. Die Pest vom J. 807 raffte den größten Theil der jüngern Mönche hinweg, die Schuljugend kam zu Aufruhr und entfloh den heiligen Mauern. Auch war Abt Ratgar auf Abwege gerathen: er schaffte die heilsamen Satzungen der Vorfahren theilweise ab, beschränkte den Gottesdienst, hob die Studienanstalt auf, wogegen er, behufs seiner Bauten, von den Untergebenen übermäßige körperliche Anstrengungen forderte, denen mehre erlagen. Das geschah absonderlich von wegen der Kirche, die er auf einem benachbarten Berge aufführte, und aus welcher in der Zeiten Verlauf eine der reichsten Propsteien erwachsen sollte.

Hraban, dessen Lehramt mit dem Eintritt der Seuche aufgehört hatte, und nicht wieder hergestellt worden zu sein scheint, mußte seiner Brüder Geschick theilen, vielleicht am bittersten empfinden, denn der Abt nahm ihm seine Bücher, wie er das in einer an Ratgar gerichteten Epistel beklagt:

Jam mihi concessit bonitas tua discere libros,
Sed me paupertas suffocat ingenii.
Me quia quaecunque docuerunt ore magistri,
Ne vaga mens perdat, cuncta dedi foliis.
Hinc quoque nunc constant glossae, parvique libelli,
Quos precor indigno reddere praecipias.
Servi quidquid habent, dominorum jure tenentur,
Sic, ego quae scripsi, omnia jure tenes.
Nec mihi ceu propria petulans haec vindico scripta,
Defero sed vestro omnia judicio,
Seu mihi haec tribuas, seu non, tamen omnipotens
Divinitas semper det tibi cuncta bona.

Dazu bemerkt Mabillon, vielleicht seiner Fehde mit dem Abbé de Rancé eingedenk: „Wohl sollte ein ehernes Herz durch so gerechte, so bescheidene Bitte gerührt worden sein: er hat aber dem Felsen gesungen. Deß Folge war schweres Uebel, der Mönche Trennung oder Verbannung, die Einsamkeit in der Einsamkeit.“

Vergeblich wendeten die Bedrückten sich um Abhülfe an den kaiserlichen Hof. Vergeblich sang Hraban von dem tyrannischen Abt:

Trux deturbat oves, caede cruentat:
Nullius miseret, saevit in omnes.
His commota malis turba reliquit
Antiquum stabulum; fit peregrina,
Laesis una salus pergere longe est.

Erzbischof Richolf von Mainz, 809 nach Fulda entsendet, um die Streitigkeit zwischen Abt und Convent zu untersuchen, sprach sich zu Ratgars Gunsten aus, und hat dieser noch ferner die Kirchen auf dem Johannis- und Frauenberg, dann jene in Schlitz erbaut, in gewohnter Weise die Mönche mißhandelnd. Sie schickten, ihre in dem Libellus supplex niedergelegten Klagepunkte weiter zu entwickeln, zwölf aus ihrer Mitte an das kaiserliche Hoflager, wo auch Ratgar, seine Rechtfertigung zu führen, sich einfand. Ausgemacht wurde jedoch nichts, daher neue Unruhen in der Klostergemeinde sich ergaben, bis der Kaiser den Erzbischof Richolf von Mainz und die Bischöfe Bernhard von Worms, Hatto von Augsburg und Wolgar von Würzburg nach Fulda entsendete, die dann in einem förmlichen placitum die Ruhe im Kloster für einige Zeit wieder herstellten, 812.

Am 20. Dec. 814 wurde Hraban von dem neuen Erzbischof von Mainz, Heistulf, zum Priester geweihet, die Quälereien von Seiten des Abtes begannen aber schon wieder und führten schließlich zu der Absetzung Ratgars im J. 817. Die Vertriebenen kehrten in das Kloster zurück, welchem einstweilen Altfried und Aaron, vermuthlich Mönche aus Aniane, von dannen sie der Kaiser nach Fulda versetzt hatte, vorstanden. Später erlaubte der Kaiser die Wahl eines Abtes, die nach manchem Bedenken auf Eigil fiel. Den hatte wegen seines vorgerückten Alters und körperlicher Schwachheit Ratgar aus dem Kloster vertrieben, er bewährte sich aber, nachdem er von Hraban die Benediction empfangen, als ein getreuer, umsichtiger Vorstand. Unter ihm, so rühmt Candidus, waren Abt und Convent eines Sinnes im Herren; Hraban erlangte wiederum seine frühere Magisterwürde, und die Schulen von Fulda blühten in erneuertem Glanz. Eigel und Hraban waren Freunde, unterhielten sich

häufig über gelehrte Gegenstände. Während jener seinen Schülern Theologie vortrug, beschäftigte er sich zugleich mit dem Werke de institutione clericorum, so er 819 dem Erzbischof Heistulf, der die neue Kirche zu St. Michael zu weihen, nach Fulda gekommen war, widmete. Besonders von jenen Mönchen, sagt er in der an Heistulf gerichteten Vorrede, welche schon die heiligen Weihen empfangen hätten, sei er sehr häufig über die Ausübung ihres Amtes und den Kirchendienst befragt worden, und habe er nach Gelegenheit von Zeit und Ort geantwortet, wie es den Aussprüchen der Alten geziemend, ohne doch damit jenen zu genügen, welche von ihm ein Werk erwarteten, worin alle die vereinzelten Antworten zusammengestellt und ihnen eine Uebersicht des Ganzen gewährt.

Dem Werke gehen zwei Dedicationen voraus, die metrische an die Mönche von Fulda, die andere, in Prosa, an Heistulf gerichtet. Dann folgen drei Bücher, besonders die Schriften von Cyprian, Hilarius, Damasus, Ambrosius, Hieronymus, Augustinus, Cassiodorus, Gregor dem Großen berücksichtigend. Das erste Buch handelt von der Kirche, den kirchlichen Weihen, der priesterlichen Kleidung, den Sacramenten, dem Meßopfer. Das zweite Buch bespricht die Verpflichtung zu den kanonischen Stunden, Fasten, Beichte und Buße, Fest- und Fasttage, die kirchlichen Lectionen, den Kirchengesang, das Glaubensbekenntniß, die verschiedenen Ketzereien. Im dritten Buche wird gezeigt, was zur Bildung des Clerikers, sowohl aus der heiligen Schrift, als aus den wissenschaftlichen und künstlerischen Werken der Heiden erforderlich; es wird hierbei des h. Augustin Schrift de doctrina christiana zum Grunde gelegt und ausgeführt, wie die Lehrer nach den Eigenthümlichkeiten ihrer Schüler ihre Vorträge ordnen, vor allem aber die Lehren der Kirche getreulich wiedergeben sollen. Wie man sieht, blieb bei solchem Unterricht die römische wie griechische Literatur nicht unberücksichtigt. Den einzelnen Disciplinen eingehend, bezeichnet Hraban „die Grammatik als die Wissenschaft, die alten Poeten und Geschichtschreiber auszulegen, und zugleich ohne Fehler zu reden und zu schreiben. In diesem Stücke dachte man in dem neunten

Jahrhundert noch besser, als an manchen Orten in dem achtzehnten, wo die Grammatik nichts anders war, als die Wissenschaft, ein schlechtes Deutsch in ein noch schlechteres Latein ohne Fehler gegen die Regeln des Syntaxes zu übersetzen. Wenn man nur nicht leere Wortstreite liebt, fährt Rhaban fort, sondern nur sich recht ausdrücken lernen will, so ist es nicht nur allein nicht sträflich, sondern auch löblich, sich auf diese Wissenschaft zu legen. Weil auch die heiligen Schriftsteller, fährt er ferner fort, manchmal der Tropen und uneigentlichen Redensarten sich bedienen, muß man wissen, was sie seyn, damit man nicht das Uneigentliche für das Eigentliche nehme. (Wer hätte wohl die letzte Ursache erwartet?) Auch ist es nicht unanständig, die Tonmeßkunst zu erlernen, weil bei den Hebräern die Psalmen bald jambische, bald alcäische, bald sapphische Füße haben, jedoch räth er den heidnischen Poeten erst die Haare abzuschneiden, wie man es den fremden Weibern bei den Juden gemacht, das ist, dasjenige, was von der Liebe und den heidnischen Gottheiten bei ihnen vorkäme, auszumerzen.

„Die Rhetorik sey zwar die Wissenschaft, wohl zu reden in Rechtssachen, könne aber auch auf geistliche Dinge angewandt werden, und derjenige sündige nicht, der sich darauf lege; doch rathe er nicht, das reifere Alter damit zu beschäftigen, sondern blos Jünglinge, und das nur zu einer Zeit, wo man sie noch nicht zu nothwendigern Dingen anhalten könne; man könne sie übrigens auch aus den Schriften der heiligen Väter lernen. Nun folget die Dialectik. Diese ist nach dem Rhaban die Kunst aller Künste, die Wissenschaft aller Wissenschaften. Diese lehrt lehren und lernen. In dieser offenbaret sich die Vernunft, und gibt an Tag, was sie wolle und was sie sehe. Diese weiß allein, daß sie weiß, und kann und will auch allein Wissende machen. In dieser erkennen wir durch die Vernunftschlüsse, was und woher wir seyn. (War Rhaban nicht ein glücklicher Mann, wenn ihn seine Dialectik alles dieses gelehrt hat? Aber noch nicht genug.) Durch diese verstehen wir, was gut oder böse ist, was der Schöpfer und das Geschöpf sey. Durch diese untersuchen wir die Wahrheit und entdecken die Falschheit. Durch

diese machen wir Vernunftschlüsse, und finden, was aus einer Sache folge und was nicht folge, was Widersprüche in sich enthalte, was wahr, was wahrscheinlich und was falsch sey in den Streitigkeiten .... Nun können wir uns leicht einbilden, was Rhaban ferner daraus folgere. Daher müssen dann, sagt er, die Geistlichen diese edelste unter allen Künsten wissen und ihre Regeln beständig meditiren, damit sie die Kunstgriffe der Ketzer auf eine feine Art unterscheiden und ihre Sätze mit vergifteten Vernunftschlüssen widerlegen lernen. (Rhaban spielt in diesem letztern an auf die Pfeile, die man vergiftete, damit jede Wunde tödtlich würde.)

„Daraus sehen wir schon zur Genüge, was der letzte Zweck alles damaligen Studirens gewesen. Rhaban war in Ansehung der noch übrigen freien Künste in einiger Verlegenheit, wie er ihre Verbindung mit der Religion herausbringen sollte; doch wußte er sich noch zu helfen. Denn wenigstens, sagt er, wird durch sie unser Gemüth großen Theils von fleischlichen Dingen abgehalten. Die Arithmetik, sagt er weiter, sey nicht zu verachten, weil in der Schrift stehe, Gott habe alles in einem gewissen Maaß und Zahl gemacht. Jede Zahl habe ihre Eigenschaft, und in den Zahlen, die in der Schrift vorkommen, seyen oft Geheimnisse verborgen, die man ohne Arithmetik nicht errathen könne. Die Geometrie sey nützlich, weil bei dem Bau der Arche und des Tempels allerhand Figuren, als Zirkel, halbe Zirkel, Viereck und dergleichen seyen gebraucht worden. Die Kenntniß dieser Figuren diene einem Schriftausleger sehr, ihren geistlichen Verstand einzusehen. Die Musik sey eine so edle und nützliche Wissenschaft, daß man ohne sie nicht im Stande sey, den Gottesdienst zu halten. Endlich müsse auch ein Geistlicher sehr genau suchen, den Lauf der Sonne, des Monds und der Sterne kennen zu lernen, damit er nicht allein die vergangene Zeit, sondern auch die zukünftige wohl bestimmen könne, und für sich sowohl wisse, wenn die Ostern oder andere Festtage in der Kirche zu halten seyen, als es auch dem Volk verkündigen könne.

„Ein solcher Plan konnte nun freilich nicht viel Einfluß auf die Sitten der Nation haben, oder die Aufklärung geschwind befördern; indeß, wenn auch alles nur auf die Religion ange-

sehen war, so mußten doch auch bei der Bearbeitung dieser Wissenschaften zu Zeiten Funken abspringen, die auf andere Gegenstände gleichsam von ungefähr Licht verbreiteten. Unter den Wahrheiten ist ohnehin eine so genaue Verbindung, daß, sobald es anfängt, in dem Kopf auch nur auf einer Seite hell zu werden, auch schon die Dämmerung auf der andern anbricht. Es ist doch allemal viel, daß in einem Lande, wo man noch seine eigene Sprache nicht schreiben konnte, man nach Verlauf von 50 bis 60 Jahren nicht allein dieses that, sondern auch Syllogismen, lateinische Verse und astronomische Berechnungen machte. Wenigstens mußte ein nach Rhabans Plan erzogener Priester unendliche Vorzüge vor einem andern haben, der nichts als Rinder und Pferde, und zur Noth auch Menschen schlachten und seine Träume für Wahrsagereien verkaufen konnte, und höchstens noch einige Kräuter näher kannte, als sein Nachbar. Ich sage, ein nach Rhabans Plan erzogener Priester. Denn es war allemal auch ein Plan, wie so viele andere, die sich zwar gut lesen lassen, aber selten ganz in das Werk gerichtet werden. Auch war die ganze Vorschrift mehr auf die angesehen, die Kirchenprälaten oder förmliche Gelehrten werden wollten. Wie unwissend manche Landpriester noch müssen gewesen seyn, sieht man aus den Fragen, die ihnen in den jährlichen Visitationen vorgelegt wurden, worin es unter andern hieß: ob sie im Stande seyen, die (lateinische) Formeln der Sacramente in der einfachen und vielfachen Zahl, in dem männlichen und weiblichen Geschlecht nach Beschaffenheit der Umstände herzusagen; ob sie die Episteln und Evangelien lesen können, und wenigstens dem buchstäblichen Sinn nach verstehen; ob sie die Psalmen auswendig wissen und 40 verdeutschte Homilien des heiligen Gregorius nebst einer Auslegung des apostolischen Glaubensbekenntnisses und des Vater Unsers besitzen. Dieses war vermuthlich die ganze Bibliothek eines Landpriesters. Da selbst die ganze Bibel bei einem Pfarrer eine äußerst seltene Sache war, so darf man um so weniger klassische Auctoren oder andere Bücher bei ihnen suchen.

„Man sieht hieraus wenigstens so viel, daß Deutschland seinen ersten Hauptschritt zur Kultur der christlichen Religion zu

danken hat. Wer würde wohl jemals in Deutschland darauf verfallen seyn, eine todte und noch dazu die Sprache der ältesten Feinde des Landes mit so großer Mühe zu lernen, wenn diese nicht gewesen wäre? Freilich brauchte es Zeit, bis man im Stande war, die gehörigen Vortheile daraus zu ziehen. Was die Musik und den gregorianischen Gesang, den Karl einführte, insonderheit betraf, wollte es, wenigstens nach dem Zeugnisse der Ausländer, den Deutschen am wenigsten gelingen."

Im folgenden Jahre 820 schrieb Hraban auf Bitten des Bruders Macarius den Dialog de computo. Macarius hatte ihm das Werk eines Ungenannten, worin diese Materie behandelt, zugesendet, auf daß er Berichtigungen und Erläuterungen einschalte, Hraban fand aber die Darstellung dermaßen ermüdend und verworren, daß er nicht umhin konnte, eine ganz neue Bearbeitung des Gegenstandes vorzunehmen. So entstanden die 96 Capitel, welche nicht nur für Anfänger in der Zeitrechnung berechnet, sondern auch für Männer vom Fach, die besonders mit Arithmetik und Astronomie sich beschäftigen. Auch in diesem Werke entfaltet Hraban seine Belesenheit in der klassischen Literatur. Er vornehmlich hat sich mit dem Abt Eigil in die Sorge für die Translation der Gebeine des h. Bonifacius (1. Nov. 819) getheilt, den Bau der Doppelkirche auf dem Kirchhof großentheils geleitet, und deren Altäre metrisch beschrieben. Das Gedicht findet sich in der von unserm Browerus besorgten Ausgabe: Venantii Honorii Clementiniani Fortunati carminum, epistolarum, expositionum libri XI, accessere Hrabani Mauri Fuldensis, archiepiscopi Maguntini, poemata sacra nunquam edita. Omnia recens illustrata notis variis a Christophoro Browero, societ. Jesu presbytero, Maguntiae 1617. 4. Die Sammlung umfaßt drei Abtheilungen: 1° Gedichte an verschiedene Personen, Epigramme und Inschriften auf Kirchen, Altäre rc., 2° Hymnen, 3° Epitaphien. Noch bei Lebzeiten Eigils schrieb Hraban seinen Commentar zu Matthäus, behufs dessen er über dem Studium der Kirchenväter sich die nothwendigen Auszüge gemacht hatte, so weit es die klösterlichen Geschäfte und das Lehramt erlaubten: »Horum ergo lectioni intentus, quantum

mihi prae innumeris monasticae servitutis retinaculis licuit, et prae nutrimento parvulorum, quod non parum nobis ingerit molestiam.« Die Schrift selbst, mittels welcher Hraban die Reihenfolge seiner exegetischen Werke eröffnet, befolgt genau die Methode der Kirchenväter und gibt eine Auswahl von Stellen aus Eusebius, Hilarius, Ambrosius, Hieronymus, Augustinus, Fulgentius, Victorinus, Fortunatianus, Orosius, Leo, Gregor von Nazianz, Gregor dem Großen, Johann Chrysostomus und den übrigen Vätern, „deren Namen im Buche des Lebens verzeichnet sind.“

Auf Absterben Eigils wurde Hraban zum Abt erwählt, zwischen dem 3. Aug. und 28. Oct. 822, und ward die Sorge für die Verbreitung und Befestigung der christlichen Lehre deß dringendste Sorge. Die Schule übergab er an Candidus, nur die Cleriker wollte er auch ferner selbst unterrichten. Gleich im ersten Jahr bestellte er seinen Schüler Liutbert, dem noch andere Mönche aus Fulda beigegeben, zum Abt des neugestifteten Klosters Corvey. Indem er aber die Lehrer des Volkes zu bilden bemühet, verfehlte er nicht, mittels seiner Homilien auf das Volk zu wirken. Es umfassen dieselben die vorzüglichsten Feste des Kirchenjahrs, Weihnachten, Beschneidung des Herren, Epiphania, Darstellung Jesu im Tempel (Hypapanti), Ostern, Christi Himmelfahrt, Pfingsten, Mariä Geburt und Himmelfahrt, die Feste Johannis des Täufers, der Apostel Peter und Paul, des Apostels Andreas, des Erzengels Michael, der hh. Martin, Bonifacius und Alban; es wird darin manichfache Belehrung über die christliche Tugend, über die Sünde, Warnung vor den Gelegenheiten zum Sündigen gegeben. Vor allem verpönt Hraban den Umgang mit Heiden, als deren Gesellschaft von den Christen gesucht, deren Gebräuche von ihnen nachgeahmt würden. Das habe er ihnen, namentlich auch die Theilnahme bei den sündhaften Gastmählern der Heiden, häufig verboten, gleichwohl sei ihm vor wenigen Tagen, da er die Mittel, die Fortschritte der Gläubigen in dem Wege des Heils zu fördern bedachte, gegen die Nacht ein Geschrei im Volke aufgefallen, so erschütternd, als begehre dieser Höllenlärm zum Himmel zu dringen, er habe um dessen Veranlassung sich erkundigt und

vernommen, es solle damit dem abnehmenden Mond beigesprungen werden. Am andern Morgen erzählte man ihm ferner, daß in solchem Falle die Hörner geblasen würden, als eine Aufmunterung für die Streiter, daß man das Grunzen der Schweine nachahme, Pfeile und Wurfgeschoß gegen den Mond richte, Feuer gegen den Himmel schleudere. Alles dieses geschehe dem Mond zu Beistand, denn es wollten unbekannte Ungeheuer ihn zerreißen, und würden ihn ganz und gar verschlingen, so man ihm nicht zu Hülfe käme. Aus demselben Grunde, den Dämonen im Interesse des Mondes eine Diversion zu machen, fällen Andere die Einzäumung der Grundstücke, und zerschlagen all ihr Hausgeschirr. Hraban lehrt, daß die Ungeheuer, welche den Mond zerfleischen sollen, Truggebilde sind, und daß die Abnahme des Mondes durch den Schatten der Erde bedingt wird. In einer andern Homilie klagt er über jene Christen, welche die Gebräuche der Heiden nachahmen, er warnt vor Zeichendeutern, Weissagern und Hexenmeistern. Christen sollen weder den Flug der Vögel beobachten, noch ihrem Gesang lauschen, um daraus zu wahrsagen, noch im Falle einer Reise für Ausgang und Rückkehr bestimmte Tage wählen, denn jeder Tag sei von Gott, der alles wohl gemacht hat, geschaffen. Eben so wenig soll man des lächerlichen verwerflichen Niesens achten, vielmehr unter dem Zeichen des Kreuzes und mit Gebet die Reise antreten.

Freculf, zur bischöflichen Würde erhoben, hatte sich an Hraban gewendet, um aus dessen Feder eine Auslegung des Pentateuch zu erhalten. Wie die Biene, schreibt der Bischof, in grünen lachenden Fluren die Blüthen sammelt, um sie dem Bienenstock einzutragen, so möge auch Hraban sammeln und dem Freunde den duftenden Honig samt der Wachsscheibe bieten. Wolle der Abt fragen, warum Freculf sich nicht solcher Arbeit unterziehe, so möge er bedenken, daß er, falls er auch dazu befähigt sein sollte, in seinem Bisthum Lisieux die nöthigen Bücher nicht vorfinde, nicht einmal das alte und neue Testament, geschweige denn Schriften zu deren Auslegung. Hraban erwidert, wie kärglich ihm auch die Zeit zugemessen, habe er doch die Arbeit begonnen, und theile ihm das Buch der Genesis mit, weil er aus Liebe

zu ihm nichts verweigern, aus Ehrfurcht nicht ungehorsam sein dürfe.

In je vier Büchern erklärt Hraban die Genesis und den Exodus. In der Vorrede zu dem Exodus zeigt er, es seien darin beinahe alle Sacramente der Kirche enthalten. In dem leiblichen Auszug der Kinder Israel aus Egypten sei unser Auszug aus dem geistigen Egypten angedeutet; der Durchzug des rothen Meers, der Untergang des Pharao stelle figürlich die Taufe, den Untergang der geistigen Feinde, dar; das Opfer des Lammes, die Osterfeier bezeichnen die Leiden des wahren Lammes und unsere Erlösung. Manna und Wasser aus dem Felsen werden dem Volk gegeben, auf daß wir verlangen Brod und Trank des Lebens. Auf Sinai werden die Gebote Gottes erlassen, damit wir Unterwürfigkeit dem höchsten Wesen lernen. In der Bundeslade, der Anordnung der Gefäße und des Gottesdienstes, in den Opfern spiegeln sich der wundervolle Schmuck der Kirche und die geistigen Opfer. Durch die geistliche Salbung und das Räucherwerk wird uns die Heiligung des göttlichen Geistes und das Geheimniß des Gebets anempfohlen. Den Leviticus behandelt Hraban in sieben Büchern, als deren Grundlage annehmend den Satz des h. Hieronymus, daß die einzelnen Opfer, ja die einzelnen Sylben, die Kleider Aarons und die ganze Einrichtung der Leviten himmlische Geheimnisse andeuten. In derselben Weise werden die Bücher Numeri und Deuteronomium, jedes in vier Büchern abgehandelt. Der Auslegung des Pentateuch folgte jene des Josua, der Richter und der Ruth, und bezeichnet Hraban das Ganze mit dem auch bei den hh. Hieronymus und Gregor vorkommenden Ausdruck Heptateuch.

Ein Commentar über das Buch der Könige wurde in Jahresfrist vollendet und dem Kaiser, gelegentlich von dessen Besuch in Fulda, dargebracht. Von einer Betheiligung Hrabans bei den Ereignissen zu Compiègne und Nimmegen 830 liegt nichts vor. Da er stets dem Kaiser treu ergeben, so könnten diese Ereignisse ihn wohl veranlaßt haben, an Ludwig den Deutschen, der zu Compiègne seines Vaters Absetzung verhindert, zu Nim-

wegen ihm getreulich beigestanden hatte, in der Einleitung zu der Arbeit über die Chronik, etwelche Lobsprüche zu spenden. Dem Archidiacon des kaiserlichen Palastes, dem Gerold seine Erklärung der Bücher der Machabäer zusendend, schreibt Hraban, er habe für diesen Commentar nicht allein das alte Testament, sondern auch den Josephus und die Historiker der Heiden benutzt, weil in der Geschichte der Machabäer nicht nur der Juden, sondern auch fremder Völker gedacht. Es sei dabei seine Absicht gewesen, die Wahrheit der heiligen Geschichte um so deutlicher erscheinen zu lassen und den Sinn der Erzählung dem Leser um so begreiflicher zu machen.

Nachdem der Kaiser, der in Gefolge der Ereignisse auf dem Lügenfeld, 833, des Thrones verlustig sein sollte, wiederum in seine Rechte eingesetzt worden, schrieb Hraban eine Abhandlung von der Ehrfurcht der Söhne gegen den Vater und von der Pflichttreue der Unterthanen, welche er sofort dem Kaiser übersendete. Darin zeigt er, auf Stellen aus dem alten und neuen Testament sich stützend, daß die weltliche Obrigkeit berechtigt sei, die Verbrecher mit dem Schwert zu bestrafen, daß aber dagegen die göttliche Milde denen verzeihe, die sich in Wahrheit bekehren und ihre Sünden büßen. Auf des Monarchen öffentliche Buße in dem Kloster St. Medard zu Soissons kommend, lehrt er, der sich im Allgemeinen als Sünder bekenne, und doch von Andern schwerer Verbrechen nicht überführt werden könne, sei weder zu richten, noch zu verdammen. Zugleich für Lothar, den strafbaren, aber reuigen Sohn sich verwendend, ermahnt der Schreiber den Monarchen, das Beispiel des Vaters im Evangelium zu befolgen, als welcher den verlornen Sohn bei seiner Heimkehr mit offenen Armen empfing. Am Schlusse erinnert Hraban, er habe nicht geschrieben, um als Vielwisser zu gelten, sondern als treuer Diener gesprochen, um den Kaiser, den so viele in der neuesten Zeit zu Unrecht, theils aus Bosheit, theils aus furchtsamer Schwäche beleidigten, zu mahnen, daß er zur Richtschnur sich erwähle, was Gott am wohlgefälligsten und mit den Aussprüchen der heiligen Schrift übereinstimmend, um darnach zu handeln. In einer zweiten auf Befehl des Kaisers

verfaßten Schrift, de vitiis et virtutibus, beweiset er, daß der Untergebenen Gehorsam und Unterwürfigkeit belohnt, Hartnäckigkeit und Stolz bestraft werden. Vergeblich seien daher die Bemühungen jener, welche die kaiserliche Würde beneidend, sie durch bodenlose Schmähung zu besudeln suchten, denn die Kraft des Allmächtigen sei mit dem, der ihr vertraue, und fälle die Hartnäckigkeit der Stolzen. Aus der heiligen Schrift beweiset Hraban, daß man auch der heidnischen Obrigkeit Gehorsam schulde, wie viel mehr einem gütigen tugendhaften Fürsten. Dann vermahnt er den Kaiser, fortzuschreiten in dem Weg des Guten und, eingedenk der göttlichen Vorschrift: seid barmherzig, auch Barmherzigkeit zu üben.

Der Kaiserin, die nicht länger an Tortona, den Ort ihres Exils gebunden, widmete Hraban seinen Commentar über die Bücher Esther und Judith. Diese beiden Bücher, bemerkt er, seien im allegorischen Sinn für die Kaiserin bearbeitet, weil sie den Namen der einen dieser Frauen der heiligen Schrift trage, mit der andern den gleichen Rang einnehme. Die lobenswerthe Klugheit der Kaiserin habe die mehrsten ihrer Feinde besiegt, und werde sie, im Guten ausharrend und höhere Vollkommenheit anstrebend, auch die übrigen besiegen. Doch erwarte ihrer noch fernerer Kampf, und sie habe die göttliche Hülfe anzurufen. Der nämlichen Zeit dürfte die von dem Abt gegebene Auslegung des Propheten Daniel in 32 Capiteln angehören. Er widmete diese Arbeit dem K. Ludwig, indem dessen Lebenswandel in allem jenem des Propheten gleiche. Im Sommer 835 erwarb er von dem römischen Diacon Deusdona Reliquien in großer Zahl, von Alexander Papst, von dem Diacon Felicissimus, von der h. Concordia, von den Blutzeugen und Päpsten Fabian und Urban, von den hh. Castulus, Sebastian, Pamphilus, Papias, Maurus, Victor, Felicitas, von den hh. Jungfrauen und Blutzeugen Emerentiana und Basilla. Den Reliquien seine Ehrfurcht zu bezeigen, empfing er sie bei der Kirche zu St. Johann Baptist, 9 Stadien vom Kloster. Im f. J. 836 erhielt er von dem Römer Sabbatinus, einem Layen, Gebeine des h. Quirinus, der Päpste Cornelius und Callistus, der hh. Nereus,

Achilleus, Turturinus und Stacteus, gleichwie der Priester Abbo ihm den Leib des h. Venantius, der lange in dem Gebiet von Rimini geruhet hatte, verschaffte. Es war der 15. Mai, und wurde die litania major im Kloster begangen, als die Gebeine des h. Venantius anlangten. Für den Schrein des h. Venantius, von kunstreicher Arbeit, hat, wie für das Reliquar der hh. Alexander und Fabian, Hraban die Aufschriften in gebundener Rede verfaßt.

Bereits war Hraban mit dem Commentar zu den Briefen Pauli beschäftigt; er nennt seine Arbeit ein Sammelwerk, collectarium, weil alle Erklärungen den Kirchenvätern entnommen sind. Im J. 837 entsendete er 15 seiner Mönche, darunter der durch ihn gebildete Liutbert als Abt, nach dem durch Graf Erlesried von Kalw gestifteten Kloster Hirsau. Dagegen wird er von Kaiser Ludwig in einer zu Fulda ohne Angabe des Jahrs ausgestellten Urkunde belobt für den Eifer, mit welchem er die Erwerbung von Reliquien betreibe, und ihm vergönnt, wie er darauf angetragen hatte, Boten überall hin, und besonders nach Rom zu schicken, welche auf Vorzeigung kaiserlicher Briefe die Mittheilung von Reliquien verlangen könnten. Damals arbeitete Hraban unverdrossen an einem Commentar über das Buch der Weisheit in drei und über Jesus Sirach in zehn Büchern. Begonnen, aber nicht vollendet war, als Kaiser Ludwig am 20. Juni 840 mit Tod abging, die Erklärung des Propheten Jeremias in zwanzig Büchern, wofür hauptsächlich die Vorarbeiten des h. Hieronymus, von Gregor dem Großen und Origenes benutzt. Jetzt verlangte von ihm Kaiser Lothar einen Commentar über Jeremias, dann über Ezechiel im moralischen und mystischen Sinn, der sich der Auslegung des Papstes Gregor in der zehnten Homilie anschließe. Darauf antwortete Hraban in der an den Kaiser gerichteten Vorrede zu Jeremias, ihm, der nicht blos körperlich krank, sondern auch in seiner geistigen Thätigkeit gehemmt, falle es ungemein schwer, sich an eine Arbeit zu wagen, welche die scharfsinnigsten und beredetesten Lehrer aufgaben, als ihre Kräfte übersteigend. Niemals habe er einer festen Gesundheit sich erfreuet, jetzt fühle er sich viel weiter herabgekommen.

Schwere Krankheit fessele ihn meist an sein Lager, anstatt daß er vordem in seinem Arbeitszimmer mit Lesen und Schreiben sich habe beschäftigen können. Deshalb überschicke er dem Kaiser für jetzt nur die Auslegung des Jeremias, so er bei des Kaisers Ludwig Lebzeiten begonnen, nach dessen Sterbfall vollendet habe, und behalte die Arbeit über Ezechiel einer bessern Zeit bevor, wenn Gott in seiner unendlichen Barmherzigkeit ihm die Fähigkeit zu lesen und zu schreiben wiedergeben werde.

War Hraban nicht vermögend, des Kaisers Wünsche in der einen Hinsicht zu erfüllen, so diente er ihm desto eifriger, in dem was den einen unbändige Herrschsucht, den andern der rechtmäßige Anspruch der Erstgeburt schien. Zu dem Ende hatte er sich dem Erzbischof Otgar von Mainz angeschlossen. Es unterlag aber Lothar in der Schlacht bei Fontenay, 25. Juni 841, welche die Könige Ludwig und Karl als ein Gottesurtheil betrachteten, gleichwie die Bischöfe ihrer Partei erklärten, der Ausgang der Schlacht beweise zur Genüge, daß die beiden Brüder lediglich für Recht und Billigkeit gestritten hätten. Da aber Manchen menschliche Leidenschaft geführt habe, andere im Streit wider ihren Willen sündigten, sei ein dreitägiges Fasten nothwendig. Diese Ansicht mißbilligt Hraban, der in seiner Ergebenheit für Lothar das Beginnen von dessen Brüdern als ein Auflehnen gegen die Legitimität betrachten mußte. Viele, schreibt er, entschuldigen das Morden, neuerlich durch den Aufruhr und die Feindschaft unter den Fürsten veranlaßt, und halten eine Buße für unnöthig, weil die Völker nach dem Befehl ihrer Gebieter handelten, Gott sein Urtheil verkündigt hat. Dieses Urtheil ist aber für männiglich ein undurchdringliches Geheimniß; sagt doch die Schrift, die Gerichte Gottes sind ein tiefer Abgrund. Die solch verruchtes Morden entschuldigen wollen, mögen doch erwägen, ob sie vor dem Auge Gottes als schuldlos hinstellen können jene, welche aus Geiz, der wie Götzendienst sündhaft, oder in dem Ringen um die Gunst ihrer zeitlichen Herren, nicht zufällig, sondern absichtlich ihre Brüder geschlachtet haben. Deshalb irrt schwer, der da wähnt, ohne angemessene Buße von Gott Vergebung seiner Missethaten erhalten zu können, und be-

haftet sich, wenn er auch andere in seine Täuschung zu verwickeln versucht, mit doppelter Schuld, indem zugleich Selbsttäuschung und Anderer Verleitung zu Irrthum ihm zur Last fallen. Dabei übersehe man nicht den gewaltigen Unterschied zwischen einem rechtmäßigen Herrscher und dem aufrührischen Tyrannen, zwischen demjenigen, welcher die Ruhe des christlichen Friedens zu brechen versucht, und dem, welcher mit gewaffneter Hand das Recht gegen Unrecht zu vertheidigen strebt. Wie verderblich das Blutvergießen bei Fontenay dem Frankenvolk, absonderlich dem fränkischen Element in Gallien geworden, scheint Hraban nicht bemerkt zu haben. Anders Rhegino, wenn er beklagt, daß in jener Schlacht die Franken so sehr geschwächt worden, daß sie nicht allein von dem an unvermögend geworden, ihre Grenzen zu erweitern, sondern auch nur die eigenen zu vertheidigen.

Hraban verharrte in seiner Anhänglichkeit zu Kaiser Lothar, dem er in Aachen und in Mainz aufwartete, seine Hoffnungen beruheten aber vornehmlich auf Erzbischof Otgar, dessen Schutz er schriftlich anruft, mit dem Zusatz, wenn Otgar ihn nicht schirme, müsse er samt seinen Anhängern in den Zellen sich verbergen. In dem Hauptkloster zu Fulda hatte sich demnach bereits eine Partei gebildet für Kaiser Ludwigs I jüngere Söhne. Scharfsinniger, denn ihr gelehrter Abt, hatte diese Partei in dem deutschen Ludwig den Repräsentanten des eigentlichen Frankenvolks erkannt. Nachdem des Erzbischofs Otgar Versuch, durch die 842 am Rhein bezogene Stellung die Vereinigung der Heere der beiden jüngern Könige, und deren Vordringen gegen Mosel und Maas zu hintertreiben, mißlungen war, konnte Hraban nicht länger in Fulda sich behaupten, er resignirte, April 842, zu Gunsten seines Schülers und Freundes Hatto oder Bonifacius. Ein gesegnetes Andenken hat er seinen Söhnen in Fulda hinterlassen.

Großentheils sein Werk war die außerordentliche Erweiterung des klösterlichen Eigenthums, welches zu verwerthen, gegen unbefugte Ansprüche zu handhaben, er unermüdet thätig sein mußte, nachdem er lange mit schweren Sorgen, den Unterhalt seiner Gemeinde betreffend, zu kämpfen gehabt hatte. Denn

wie erfreulich auch der durch ihn der Abtei gegebene Aufschwung, der Andrang derer, so unter seiner Leitung sich zu heiligen verlangten, war so bedeutend, daß kaum die nothwendigsten Bedürfnisse für den zahlreichen Convent zu beschaffen. Der war zu 250 Köpfen angewachsen, ungerechnet diejenigen, welche in den Zellen oder sonstigen Klostergütern wirthschafteten. Hraban wußte nicht, womit die vielen Menschen zu bekleiden, und schickte deshalb im J. 836 einige Mönche nach Aachen, um dem Kaiser vorzutragen, wie beschwerlich dem Kloster der Abgang hinlänglicher Bekleidung und wie wenig der Abt der überaus zahlreichen Klostergemeinde das Nöthige an Kleidungsstücken zu reichen vermöge, als wodurch die Bitte gerechtfertigt, der Monarch wolle dem Kloster den zollfreien Ankauf von Tüchern u. dgl. gestatten. Auf dieses Gesuch eingehend, will der Kaiser, daß weder ein öffentlicher Richter, noch sonst jemand aus richterlicher Gewalt von den in des Klosters Namen ausgeschickten Agenten, sie mögen zu Wasser oder zu Land reisen, Zoll fordere: dafür, hofft er, werden die Mönche um so eifriger für des Kaisers, der Kaiserin, ihrer Nachkommen und des gesamten Reiches Wohlfahrt beten.

Den von Eigil begonnenen Klosterbau brachte Hraban vollends zu Stande, er ließ auf allen Zellen, auch auf sonstigen Gütern Kirchen aufführen, die Besitzungen, welchen Kirchen beigegeben, nicht mehr durch Maier, sondern durch Priester verwalten, baute mehr denn 30 Oratorien. Er vollendete den Bau auf dem Petersberg, dessen Oratorium er 838 einweihen ließ. Die in fremde Hände gerathene Zelle zu Sollenhofen, wo die der Lithographie so wichtigen Steine lagern, hat er wiederum für das Kloster gewonnen. Die Bibliothek wurde durch ihn bedeutend bereichert, in einem an den Bibliothekar Gerhohus gerichteten Gedicht spricht er in Begeisterung von den hier aufgehäuften Schätzen:

Dicere quid possum de magna laude librorum
Quos sub clave tenes, frater amate, tuo?
Quidquid ab arce Deus coeli direxit in orbem
Scripturae sanctae per pia verba viris,
Illic invenies, quidquid sapientia mundi
Protulit in medium temporibus variis.

In Vorliebe überwachte Hraban die Klosterschule, die ihm vorzüglich ihren hohen Ruf verdankte und so viele treffliche Lehrer aussendete. Alle Augenblicke, die er den ausgedehnten Amtssorgen abgewinnen konnte, wurden für die Ausarbeitung von Erklärungen der heiligen Schrift, oder aber um Andere im Verständniß derselben zu unterrichten, benutzt. Die Kunst zu fördern, erzeigte Hraban sich nicht minder thätig, denn für die Wissenschaft; von den schon früher dem Abt angewiesenen Tafelgütern setzte er bestimmte Intraden aus für die Verzierung der Kirche und für künstlerische Arbeiten. Die neue Klosterkirche erhielt durch ihn reiche Verzierungen in Metall und kostbare Bekleidung. Ausgezeichneten Fleiß ließ er auf die Anfertigung der Reliquienschreine verwenden; die bleiernen Reliquienkasten wurden steinernen Särgen eingefügt, und darüber erhob sich, mit Gold, Silber und Edelgestein verziert, der hölzerne Schrein: die Inschriften an den Schreinen, von Hraban angegeben, waren in Gold ausgelegt, an einem Schrein in St. Bonifacien Kirche auch die Cherubim angebracht. Auf des Abtes Geheiß fertigte der Mönch Isanbert zur Bewahrung von Reliquien eine Kapsel, die ein anderer Mönch, Rudolf, anmalte; der beiden vortreffliche Arbeit belobt Hrabans Carmen 106, de capsa quam Isanbertus monachus fecit. Rudolf war aber nicht der einzige Maler im Convent, auch Candidus und Hatto trieben die edle Schilderkunst. Ueber die Stelle, wo früher der h. Bonifacius begraben lag, setzte Hraban einen steinernen Thurm, in dessen Mitte er die Reliquien der hh. Cornelius, Callistus, Sistus u. s. w. in einem steinernen Sarg beisetzen ließ; darüber erhob sich, von vier Säulen getragen, mit Gold und Silber verziert, ein hölzernes Dach; darunter war angebracht ein Schrein in Gestalt eines länglichen Vierecks, geschmückt mit Gold, Silber und Edelgestein, dann mit den Bildnissen der Heiligen, deren Reliquien hier verwahrt.

Die Decke des Gewölbes, welches über den Leichnam des h. Bonifacius gespannt, bemalte Candidus, und zwar nach seiner Beschreibung zu urtheilen, mit den Bildnissen derjenigen, welche bei der Translation der Gebeine des Heiligen anwesend waren.

Hatto aber, indem er die Kunst mit Hintansetzung der Wissenschaft betrieb, empfing von seinem Abt eine leichte Zurechtweisung, Carmen 28 ad Bonosum:

> Nam pictura tibi cum omni sit gratior arte,
> Scribendi ingrato non spernas, posco, laborem,
> Psallendi nisum, studium curamque legendi,
> Plus quia gramma valet, quam vane in imagine forma...

Endlich hat auch Hraban dem Kloster Fulda eingeführt einen in der spätern Zeit den Benedictinern allgemeinen Gebrauch, vermöge dessen, auf Absterben eines Bruders, dessen pitancia dreißig Tage lang an die Armen abgegeben wird. — Dem in so vielen andern Beziehungen durch ihn umgeschaffenen Fulda valedicirend, wendete er sich zunächst nach Halberstadt, zu seinem Freund, dem Bischof Haymo, wo er einen Besuch von Otgar, dem immer noch in der Verbannung sich befindenden Erzbischof von Mainz, empfing. Dieser, milder gestimmt durch das Schicksal, verlangte von Hraban eine Schrift über die Art und Weise, für begangene Sünden Buße zu thun, und fand sofort Erhörung. Hraban verfaßte eine Bußordnung in vierzig Capiteln, aus den Vorschriften der Canonen und den Lehren der Kirchenväter geschöpft; besonders benützte er hierbei die Sammlung des Dionysius Exiguus. Nicht lange vorher hatte er an Bischof Humbert von Würzburg geschrieben, dessen Frage, für welche Verwandtschaftsgrade die Ehe zuläßig, zu beantworten; mit dieser Beantwortung war Hatto, der neue Abt von Fulda, nicht allerdings zufrieden, indem er die Ehegesetze des alten Testaments, welchem Hraban alle Beweisstellen entlehnt hatte, nicht für anwendbar fand der Neuzeit. Er legte daher dem großen Theologen zwei Fragen vor, die eine die gründlichere Erörterung der bei der Ehe in Betracht kommenden Verwandtschaftsgrade verlangend, die andere diejenigen betreffend, welche durch magische Künste oder dämonischen Zaubergesang die Menschen täuschen, verwandeln sollen.

In der Antwort an den Abt, „den ihm theuersten aller Menschen und den eifrigsten Hirt," nimmt Hraban die an Humbert gerichteten Sätze wieder auf, citirt, sie zu erläutern, da er im

nenen Testament nichts sie betreffendes habe finden können, mehre Beispiele aus den Kirchenvätern, erinnert daneben, daß das alte wie das neue Testament von Gott gegeben. Hinsichtlich der zweiten Frage handelt er vordersamst von dem im alten Testament gegen die Zauberer erlassenen Strafgesetze, weiter unterscheidet er die Hauptzweige der schwarzen Kunst, samt ihren Unterabtheilungen. Magie treiben die eigentlichen Magier, oder malefici, wie sie ihrer verderblichen Werke halber genannt werden, die necromantici, hydromantici, geomantici, aëromantici, pyromantici, incantatores, arioli. Zur Classe der Wahrsager rechnet er die aruspices, augures oder Pythones, welcher Namen dem Apollo Pythius entlehnt, astrologi, genethliaci, mathematici, horoscopi, sortilegi, salisatores. Dazu werden Beispiele von ihrer manichfaltigen Thätigkeit aus dem alten Testament und der Mythologie, nebst Erklärungen aus Classikern, Varro und Lucan angeführt. Von Tempestariis und Defensoribus wird nicht gehandelt, und mag ein Zeitgenosse diese Benennungen erklären.

„Der berühmte Agobard, Erzbischof von Lyon, der unter Ludwig dem Frommen gelebt, sagt, die Christen seiner Zeit glaubten solche abgeschmackte Dinge, die sich nicht einmal die Heiden würden haben aufbürden lassen. Unter diese zählt Agobard hauptsächlich die damals fast allgemeine Meinung, daß es Menschen gebe, die Ungewitter und Hagel machen könnten. Ein solches gemachtes Wetter wurde aura levatitia, diejenigen aber, die vorgaben, es machen zu können, Tempestarii genannt. Karl hatte zwar mehrmals Gebote gegeben, daß keiner ein Tempestarius werden solle; aber eben daraus ersehen wir, daß das Volk von dem Aberglauben nicht durch Verbote, sondern durch Ueberzeugung abzubringen sey. Die Meisten, sagt Agobard ferner, sind so albern und unsinnig, daß sie glauben und behaupten, es gebe ein Land, Magonia mit Namen, aus welchem Schiffe in den Wolken ankommen, die die Früchte, die durch Ungewitter und Hagel zu Grunde gehen, aufladen, und in dieses Land zurückbringen, indem diese Luftschiffleute mit den Wettermachern in Verbindung stünden, und durch gewisse Geschenke das Getreide an sich erhandelten. Eben dieser erzählet auch, daß er selbst

vier Menschen, drei Männern und einem Weibe, das Leben gerettet, die das Volk durchaus steinigen wollte, weil es dieselben für Leute hielt, die bei einem Donnerwetter aus ihren Luftschiffen herab auf die Erde gefallen wären. Eine andere Art von dergleichen Betrügern waren die, welche man Defensores, das ist, Beschützer oder Bewahrer, nannte. Diese gaben vor, sie könnten zwar kein Wetter machen, jedoch aber Felder und Früchte davor bewahren, wenn man ihnen ein Gewisses von dem Ertrag zukommen lasse. Viele sind, sagt der nämliche Agobard, die den Priestern niemals freiwillig den Zehnten, den Wittwen und Waisen und andern Armen nie ein Almosen geben, wenn man sie auch noch so oft dazu ermahnet, ihren Defensoren aber ihr Gewisses auf das pünktlichste auch ungemahnt entrichten. Doch spürte man auch anderer Seits, wenigstens einigermaßen, die Folgen der guten Anstalten, die Karl getroffen hatte. Ludwig I hatte einen Mann an seinem Hofe, der die Kometen nicht fürchtete, die man noch an dem Hofe Ludwigs XIII fürchtete. Agobard sah nicht allein die Thorheit in Ansehung des Wettermachens ein, sondern er schrieb auch ein Buch gegen die verdammenswürdige Meinung derjenigen, die dafür hielten, man könne die Wahrheit durch das Feuer, das Wasser und den Zweikampf erforschen. Was vermochten aber diese wenige Vernünftigdenkende gegen die große Menge der andern?"

Uebrigens bedarf die Angabe, daß der Astronomus, Verfasser von dem Leben Ludwigs des Frommen, die Cometen nicht fürchtete, der Beschränkung. Hier die Stelle nach der von Guizot besorgten Uebersetzung. »Mais, au milieu de ces saints jours, un phénomène toujours funeste et d'un triste présage, je veux dire une comète, parut au ciel sous le signe de la Vierge, en cet endroit où se réunissent sous son manteau la queue du serpent et le corbeau. Ce météore qui ne marchait point, comme les sept étoiles errantes, vers l'Orient, après avoir, dans l'espace de vingt jours, ce qui est miraculeux, traversé les signes du Lion, du Cancer, des Gémeaux, vint enfin déposer, à la tête du Taureau et sous les pieds du Cocher, le globe de feu et la multitude de rayons qu'il avait jusque-là portés de tous

côtés. Dès que l'empereur, très-attentif à de tels phénomènes, eut le premier aperçu celui-ci, il ne se donna plus aucun repos qu'il n'eût fait appeler devant lui un certain savant et moi-même qui écris ceci, et qui passais pour avoir quelque science dans ces choses. Dès que je fus en sa présence, il s'empressa de me demander ce que je pensais d'un tel signe. Et comme je lui demandai du temps pour considérer l'aspect des étoiles, et rechercher par leur moyen la vérité, promettant de la lui faire connaître le lendemain, l'empereur, persuadé que je voulais gagner du temps, ce qui était vrai, pour n'être point forcé à lui annoncer quelque chose de funeste: »»Va, me dit-il, sur la terrasse du palais, et reviens aussitôt me dire ce que tu auras remarqué, car je n'ai point vu cette étoile hier au soir, et tu ne me l'as point montrée; mais je sais que ce signe est une comète dont nous avions parlé ces jours derniers; dis-moi donc ce que tu crois qu'il m'annonce;«« puis me laissant à peine répondre quelques mots, il reprit: »»Il est une chose encore que tu tiens en silence: c'est qu'un changement de règne et la mort d'un prince sont annoncés par ce signe;«« et comme j'attestais le témoignage du prophète qui a dit: »»Ne craignez point les signes du ciel, comme les nations les craignent,«« ce prince, avec sa grandeur d'ame et sa sagesse ordinaire, me dit: »»Nous ne devons craindre que celui qui a créé et nous-mêmes et cet astre. Mais nous ne pouvons assez admirer et louer la clémence de celui qui daigne, par de tels indices, nous avertir, au milieu de notre inertie, de nos péchés et de notre impétinence. Ce signe se rapporte à moi, comme à tous également. Marchons donc de toutes nos forces et de toute notre volonté dans une meilleure voie, de peur que, si nous persévérons dans notre impénitence au moment où le pardon nous est offert, nous ne nous en rendions enfin indignes.«« Après avoir dit ces paroles, il prit quelque peu de vin, ordonna à tous ceux qui l'entouraient de l'imiter, et commanda ensuite à chacun de se retirer. Il passa toute cette nuit, comme il me le fut rapporté, à offrir à Dieu des louanges et d'humbles prières.

Le lendemain, quand l'aurore parut, il fit appeler les ministres de son palais, et ordonna que de grandes aumônes fussent distribuées aux pauvres et aux serviteurs de Dieu, tant parmi les moines que parmi les chanoines. Ensuite il fit célébrer un grand nombre de messes, moins par crainte pour lui-même que par prévoyance pour l'Église confiée à ses soins. Ces ordres exécutés selon qu'il l'avait desiré, il alla chasser dans les Ardennes, ce qui lui réussit plus heureusement que de coutume; et tout ce qu'il entreprit en ce temps eut un heureux succès.« Dem Comet von 837 folgte jener vom Januar 838, und davon heißt es: »Durant cet hiver, c'est-à-dire, vers le commencement de janvier, une comète apparut au signe du Scorpion, peu de temps après le coucher du soleil. Or l'apparition de ce signe funeste fut bientôt suivie de la mort de Pepin.«

Im J. 844 hatte Hraban Sachsen wiederum verlassen, um sich in der Einsamkeit des Petersberges bei Fulda ausschließlich mit den Wissenschaften zu beschäftigen. Die Zeiten waren bereits so ruhig geworden, daß er seine Verbindungen mit Kaiser Lothar erneuern durfte. Dem hatte er seinen Commentar zu Josua übersendet. Sothanes Geschenk nahm der Monarch freudig auf, verlangte ferner eine Erklärung des Anfangs der Genesis und der Propheten Jeremias und Ezechiel. Von den zwei Briefen, welche der Kaiser bei dieser Gelegenheit an den erprobten Freund richtete, ist der eine verloren gegangen; in dem andern äußert der Kaiser seine Sehnsucht nach persönlichem Zusammentreffen mit Hraban und preiset zugleich den Aufenthalt, den dieser in der stillen Gebirgslandschaft gesucht habe, ein solcher sei über alles dem innern Menschen förderlich, weil da weder Neid noch Schmeichelei seine Seelenruhe störe. In seiner Antwort versichert Hraban, daß er unausgesetzt für des Kaisers Wohl bete; die Arbeit über Jeremias habe er befohlner Maßen eingesendet, den Ezechiel, gleichwie den Jeremias, in zwanzig Büchern abgehandelt.

Derselben Zeit mag angehören ein anderes Werk, de universo, so in zweiundzwanzig Büchern den ganzen Cyclus wissenschaftlicher Bildung vorträgt. Vieles, äußert Hraban in der

Zueignung an Bischof Haymo, haben die Alten von der Natur der Dinge, von den Etymologien der Namen und Wörter geschrieben, ich will für dich ein Werk schaffen, das außerdem auch die mystische und historische Erklärung der Materien gibt. In freundschaftlicher Erinnerung bespricht er die Zeit, da er und Haymo dem gemeinsamen Studium der heiligen Schrift und der Classiker oblagen, und es folgen dieser Einleitung fünf Bücher, eitel kirchliche Gegenstände behandelnd. Das erste Buch spricht von Gott, den göttlichen Personen, der Dreieinigkeit und den Engeln; das zweite und dritte von den merkwürdigen Personen des alten Testaments, den Patriarchen und Propheten; das vierte Buch von Personen aus dem neuen Testament, den Aposteln und Evangelisten, den Märtyrern, von Kirche und Synagoge, von der Religion und dem Glauben, den Clerikern, Mönchen und Gläubigen, von Ketzerei und Schisma, von den Glaubensbekenntnissen und Sacramenten, von dem Exorcismus, von dem Symbolum, Gebet und Fasten, Reue, Beichte und Genugthuung. Das fünfte Buch behandelt die heilige Schrift alten und neuen Testaments, sowie ihre Verfasser, die Canones der Evangelien und Concilien, den Ostercyclus, die Kirchenväter und Opfer.

Das 6te und 7te Buch beschäftigen sich mit dem Menschen und dessen mancherlei Beziehungen, Verwandtschaft, Ehe ꝛc. Im 8ten Buch ist die Rede von dem Thierreich und den verschiedenen Thiergattungen, in dem 9ten von der Welt und den Weltgegenden, von den Elementen, Gestirnen u. s. w., im 10. von Zeit und Zeitmaß, von den Weltaltern, von den Festtagen, dem Sabbath und Sonntag; in 11 von dem Wasser, dem Meer, den Flüssen, Quellen, von Schnee, Regen, Eis, Hagel, Thau, Nebel; in 12 und 13 von der Erde und derselben Beschaffenheit; in 14 von den Gebäuden nach ihrer verschiedenen Eintheilung; in 15 von Philosophen, Poeten, Sibyllen, Magiern, heidnischen Gottheiten und Gebräuchen; in 16 von der Sprache; in 17 von Steinen und Metallen; in 18 von Maas, Gewicht und Zahl, von Musik, Krankheiten und Arzneien. Das 19te Buch ist dem Landbau und den Gewächsen, das 20te dem Krieg und den Kriegsgeräthschaften, das 21te Kunstarbeiten, Gemälden, Farben,

Kleidung, Schmuck u. s. w. gewidmet. Das 22te Buch handelt vom Tisch, von Tisch- und Hausgeräthen.

Gelegentlich eines Aufenthalts in Hersfeld, October 845, scheint K. Ludwig der frühern freundschaftlichen Beziehungen zu Hraban, die durch dessen Verbindung mit K. Lothar getrübt worden, eingedenk worden zu sein. Er entbot ihn zu sich nach Ratsdorf in Hessen, wo eine von dem Kloster Fulda abhängige Zelle, und äußerte dort im Gespräch den Wunsch, von Hraban eine allegorische Erklärung der Gesänge in der heiligen Schrift zu erhalten. Eine solche glaubte Hraban im Pult zu haben, es fehlten aber die Gesänge bei Jesajas und Habakuk. Als die Lücke ausgefüllt, wurde das Ganze während der Fasten dem König zugesendet. Für die Auslegung hatte Hraban die Itala und die Uebersetzung des h. Hieronymus zum Grunde gelegt, die Gesänge aber geordnet nach der für die kirchlichen laudes angenommenen Folge: am Sonntag das canticum trium puerorum, feria secunda der Gesang aus Jesajas, worin die Ankunft des Erlösers gepriesen wird, feria tertia der Gesang des Ezechias, feria quarta jener der Prophetin Anna, feria quinta das Lied der Israeliten bei dem Auszug aus Egypten, feria sexta der Gesang aus Habakuk, die Geheimnisse des Leidens, der Auferstehung und Himmelfahrt des Erlösers verkündigend, sabbatho der Gesang aus Deuteronomium, die Wohlthaten Gottes gegen sein Volk preisend. Beigefügt sind das Canticum Zachariae und das Canticum b. Mariae, dieses in der Vesper, jenes in der Mette zu singen. Indem der König während des Aufenthaltes zu Ratsdorf auch eine Abschrift des Werkes de universo gewünscht hatte, beeilte sich Hraban, diese ebenfalls, samt einer von Lobsprüchen für K. Ludwig erfüllten Vorrede, einzusenden.

Dergleichen Aufmerksamkeit trug ihre Früchte. Auf Ableben Erzbischof Otgars, 21. April 847, wurde Hraban zu dem erledigten Stuhl von Mainz erhoben, erhielt auch 26. Juni n. J. die bischöfliche Weihe. Im Beginn des Oct. versammelte er zu Mainz seine erste Synode, welcher die Bischöfe von Worms, Würzburg, Paderborn, Hildesheim, Chur, Halberstadt, Verden, Eichstädt,

Augsburg, Constanz und Speier beiwohnten. Die Synodalbeschlüsse verfügen Strafen für die Verletzung der Immunität der Kirchengüter und für Priestermord, behandeln auch von andern Verbrechen den Mord, nicht vorsätzlich verübten Todtschlag, Blutschande, Vatermord. Vatermörder, heißt es in dem 21. Canon, treiben sich aller Orten umher. Sie sollen künftig an einen bestimmten Aufenthalt gebunden sein und strenge Buße thun, um Gottes Zorn zu versöhnen. Heurath und Kriegsdienst werden ihnen untersagt. Auch mit der angeblichen Prophetin Thiota und dem ketzerischen Mönch Gottschalk hatte die Synode zu thun. „In dem Constanzer Kirchsprengel," erzählt P. Maurus Feyerabend, „wanderte eine gewisse Prophetin, Thiota mit Namen, umher, die sich mit falschen Prophezeiungen abgab, die Leute mit dem nächst bevorstehenden letzten Gerichtstage erschreckte, andere mit andern vorgeblich göttlichen Verheißungen tröstete, von allen aber einige Beiträge für ihre Gewinnsucht forderte. Salomo, welcher damals die Constanzische Kirche regierte, konnte derselben nicht habhaft werden; sie ließ sich aber zu Mainz eben zu einer Zeit betreten, wo unter dem berühmten Erzbischof und Abt zu Fulden Rhaban Maurus von den versammelten Bischöfen eine Synode gehalten wurde. Plötzlich rief man die Betrügerin vor die Kirchenversammlung, und nachdem man ihre gewinnsüchtigen Betrügereien entdeckt hatte, wurde sie öffentlich gegeißelt und ihr hiemit die weitere Amtsverrichtung einer Prophetin niedergelegt. Die Dummheit des 9ten Jahrhunderts war also nicht so groß, wie die Glaubensneuerer ehedem vorgaben und die heutigen Ungläubigen so gerne nachsprechen, welche den finstern Jahrhunderten, wie sie dieselben nennen, alle gesunde Unterscheidungs- und Beurtheilungskraft absprechen und dagegen nur blinde Leichtgläubigkeit andichten.

„Nicht viel besser erging es einem gewissen Mönch Gotheschalk, der in Sachsen geboren und zu Fulden erzogen, nachmals Baiern, Schwaben und andere Gegenden Deutschlands durchwanderte und allenthalben jene gottlose Lehre, welche die Glaubensneuerer im 16. Jahrhundert wiederum aufwärmten, ausstreuete, daß nämlich Gott einige unabänderlich zur ewigen Glück-

seligkeit und andere eben so unabänderlich zur ewigen Verdammniß bestimmt habe. Auch dieser traf zu Mainz ein, als eben die Bischöfe nach der Osternzeit, wie gewöhnlich, versammelt waren. Der gelehrte Erzbischof Rhaban gab sich Mühe, den Mann zurechtzuweisen; als aber alle Gegenvorstellungen wider dessen Eigensinn nichts vermochten, wurde derselbe in der Mainzer Synode verdammt und auf Befehl des Königs Ludwig nach Rheims an den Bischof Hinkmar mit dem Auftrage geschickt, denselben in seinem Kirchsprengel wohl zu bewachen und alle weitere Verbreitung des Irrthums zu hindern. Jedoch Hinkmar ließ dem Schwärmer gegen das Verbot freiere Zügel, und daher geschah es, daß Gotheschalk im folgenden Jahre wieder verdammt, mit Ruthen gestrichen und in ein engeres Gefängniß verwiesen wurde."

Während K. Ludwig die Rüstungen zu einem Feldzug gegen die Böhmen betrieb 848, besuchte Hraban das Hoflager im Lahngau, und versprach er bei dieser Gelegenheit dem Bischof Noting, gegen den Irrthum, daß der zum Leben' Prädestinirte nicht zu Grund gehen, der zum Tod Prädestinirte nicht selig werden könne, zu schreiben. Das Versprechen hat Hraban in einem »opusculum« gelöset, in dessen Eingang er äußert, wenn der vernünftige Mensch die Kräfte seiner Natur und die Macht seines Schöpfers richtig erkennte, würde er sich nie in thörichte Fragen verwickeln und Dinge, welche der christlichen Religion widerstreben, weder in Gedanken hegen, noch weiter verbreiten. Da aber der alte Feind, welcher seit Anbeginn von Neid gegen des Menschen Heil erfüllt, niemals aufhöre, in die Saat des Herren Unkrautsamen zu streuen, so erzeuge er auch in dem eiteln Gerede der Menschen nicht nur unnütze, sondern auch schädliche, von Gotteslästerung erfüllte Aussprüche, so daß einige Gott zum Urheber ihres Verderbens machen durch die Behauptung, die Menschen, welche durch Gottes Vorherwissen und seine Vorherbestimmung zur Theilnahme am ewigen Leben berufen, müßten selig werden, während die, welcher ewiges Verderben erwartet, durch die Vorherbestimmung Gottes dazu genöthigt sind, und daher dem Untergang nicht entgehen könnten. Das

Ungereimte solcher Behauptungen könne auch der Ungelehrte einsehen, denn wer alles Gute erschaffen, alle Völker der Erde zum Heil befähigt habe, nach dessen Willen alle Menschen selig werden und zur Erkenntniß der Wahrheit gelangen sollen, zwinge niemand zum Verderben, sondern bewirke vielmehr, daß wer den rechten Glauben und gute Werke aufweise, zum ewigen Heil gelange. Wenn, wie jene meinen, die Vorherbestimmung Gottes den Menschen wider seinen Willen zur Sünde treibt, wie könnte Gott, der gerechte Richter, den Sünder verdammen, der nicht freiwillig, sondern gezwungen gesündigt hätte? Gleich vielen seiner Zeitgenossen, nahm Hraban mit Entsetzen auf die Lehre von einer zwiefachen Prädestination; er widersprach ihr beharrlich, als später Theologen, die er zu achten gewohnt, zu ihr sich bekannten. Die Lehre von einer Prädestination der Bösen schien ihm, wie seinen Zeitgenossen, unzertrennlich von der Prädestination zum Bösen. Verzweiflung hielt man für solcher Lehre nothwendige Folge.

Mit einem Schreiben an Erzbischof Hinkmar von Rheims beschließt Hraban seine Thätigkeit in dem Streit um die Prädestination. In die innern Fragen über die Lehre von derselben war er überhaupt nie eingegangen, sondern hatte sich mit der Bekämpfung von Lehren begnügt, wie er sie vielleicht von weniger gebildeten Anhängern Gottschalks gehört haben mochte. Zudem drückten ihn schon Alter und Krankheit, und die Last sonstiger Geschäfte ließ ihm wenig Zeit übrig auf jenen Streit zu verwenden. Er hatte Fragen über die Bußdisciplin, an ihn durch seinen Chorbischof Reginbold gerichtet, zu beantworten, dann die Vertheidigung der jetzt auch in Gallien angefochtenen Chorbischöfe übernommen, mittels des Liber de chorepiscopis et dignitate atque officio eorum ad Drogonem episcopum Metensem, konnte aber nicht verhindern, daß die Pariser Synode 849 alle Chorbischöfe in Gallien der bischöflichen Würde entsetzte.

Die große Hungersnoth von 850 gab dem Erzbischof Gelegenheit, seine Mildthätigkeit gegen die Armen in größerm Maasstab noch wie weiland in Fulda zu bekunden. Seine Villa zu Winkel wurde der Sammelplatz aller Nothleidenden, und speisete der Erzbischof deren täglich an dem einen Orte dreihundert, wäh-

rend er fortwährend den Studien hingegeben, seine Homilien, sein Werk über die Eucharistie, sein Martyrologium, den Commentar über Jesajas zu Stande brachte. Kaiser Lothar hatte an ihn geschrieben, nach seiner Gewohnheit habe er die Fastenzeit in dem Studium von Erbauungsbüchern zugebracht, und, sein Gemüth vollends zu erheben, gesucht, die Lectionen, welche nach dem Laufe des Kirchenjahrs über dem Amt gesungen werden, mit den Erklärungen der Kirchenväter zu vergleichen, die beschäftigten sich aber vorzugsweise mit dem was an den Sonntagen und eigentlichen Festtagen vor der Versammlung der Gläubigen abgelesen werde, wogegen sie die Ferien, die Fasten, die Bittage, die Lectionen für Kriegs-, Hungers- und Wassernoth, bei Erdbeben und Dürre, die vielen Feste der Heiligen, Jahrgedächtnisse, Ertheilung der geistlichen Weihen, Quatembertage und die zwölf Lectionen für Ostern und Pfingsten übergehen. Wie Hraban wohl wisse, könne der Kaiser nicht die ganze Menge der Commentare, in welchen die Lectionen samt der Auslegung enthalten, auf allen Reisen nachführen, falle es doch schwer, nur die historiarum bibliotheca zu haben.

Darum fühle sich der Kaiser zu unendlichem Dank für die Allmacht verpflichtet, welche neben andern Gaben der Milde ihn, wie einst seine Vorfahren, mit einem Stralenglanz ihrer Lehre erleuchtet habe. Wie der Schöpfer den Vorfahren einen Hieronymus, Augustinus, Gregorius, Ambrosius und andere gesendet, so habe er ihm einen Hrabanus Maurus, an Verdienst und Wissenschaft jenen gleich, gegeben. „Deßhalb, heiliger Vater und vortrefflicher Lehrer, leihe den Bitten des Flehenden ein geneigtes Ohr, sei seinen Wünschen in einer großartigen Anstrengung günstig, und unternimm die Arbeit, welche unsere sehnlichsten Wünsche verwirklicht.“ Es folgt das Gesuch, Hraban möge die Auslegung aller Lectionen dergestalt zu einem Band ammeln, daß auf die Erklärung der Epistel oder die stellvertretende Lection jedesmal die des Evangeliums folge, und im ganzen Lectionarium nicht eine Lection ohne Auslegung oder homiletische Anrede bleibe. Dem allen möge er die Erklärung der Segnungen Jacobs über seine Söhne, der letzten Segnung durch Moyses über sein Volk gesprochen, die Rede zum Fest Allerheiligen und die Erzählung

von Auffindung und Erhöhung des wahren Kreuzes hinzufügen. Schließlich bemerkt der Kaiser, Hraban dürfe sich vor dem Umfang solcher Arbeit nicht fürchten, denn süß sei der Lohn, und glänzen würden die Gerechten gleich den Sternen, auch möge Hraban sich mit seinem Alter nicht entschuldigen, denn sein Geist blühe in Jugendfrische, eben so wenig sich durch das Verzeichniß der Lectionen, wie es der Kaiser ihm übersende, stören lassen, falls er dasselbe unvollständig oder ungeeignet finde. Seien zwei Bände nicht zureichend, so könne auch der dritte beigefügt werden.

Hraban antwortet, er habe im Gefühl seiner körperlichen und geistigen Schwachheit sich gefürchtet, die gewünschte Arbeit zu übernehmen, indem das Alter schwer auf ihn drücke, und er nicht wie einstmals den Studien obliegen könne, sondern viele Zeit im Bett verlieren müsse, statt sie auf Studien und Ausarbeitungen zu verwenden, dessenungeachtet sei er bereit, dem kaiserlichen Willen nach Kräften zu gehorchen, wie er denn hiermit den ersten Theil einreiche. Dem ihm mitgetheilten Verzeichniß habe er aber nicht überall sich nachachten können, weil sein eigenes Lectionarium dieselbe Ordnung nicht beobachte, und das Verzeichniß die vollständige Reihenfolge der Episteln und Evangelien des Kirchenjahrs nicht darbiete. Darum habe er häufig das Verzeichniß nach dem Ritus der Mainzer Kirche abgeändert. Diese Sammlung von Homilien ist demnach von derjenigen, welche Hraban dem Erzbischof Heistulf widmete, wesentlich verschieden, indem sie auf Begehren des Kaisers planmäßig angelegt wurde, auch das ganze Kirchenjahr umfassen sollte. Als eine Eigenthümlichkeit dieser Sammlung mag gelten, daß von Epiphanien bis zum Sonntag quinquagesima, von Ostern bis Pfingsten und in den Wochen nach Pfingsten für feria quarta jedesmal zwei Homilien, eine über die Epistel, die andere über das Evangelium gegeben sind, und feria sexta nur eine Homilie über das Evangelium hat. Der erste, ungedruckte Theil der Sammlung beginnt mit der Vigil zur Non des Weihnachtsfestes und schließt mit der Vigil zum Osterfest. In der Weihnachtswoche haben der h. Stephan, Johannes Evangelist, die Unschuldigen Kinder, Sylvester ihre Homilien. Dann folgen

Christi Beschneidung, Sonntag nach Christtag, die Vigil von Epiphania und das Fest selbst, der erste Sonntag nach Epiphania samt feria quarta und sexta, die Octave von Epiphania; für St. Felix wird auf die Bekenner im Allgemeinen verwiesen. Dem zweiten Sonntag nach Epiphania ist feria quarta und sexta beigefügt, wie nicht minder dem dritten, samt dem Fest der heil. Agnes. Der vierte Sonntag mit feria 4 et 6 und der Lichtmesse. Der fünfte Sonntag, ohne Homilien für die Ferien. Septuagesima mit feria 4 et 6. Sexagesima mit feria 4, 6 et 7. Quinquagesima mit feria 4, 5, 6 et 7. Den Schluß machen die Fasten; jede Ferie der Woche hat ihre Homilie.

Dem zweiten Theil geht vor ein Schreiben an den Kaiser, des Inhalts, es folge hiermit dem ersten Theil, vom Christtag bis zur Ostervigil, die andere, von Ostern bis zum 15. Sonntag nach Pfingsten reichende Abtheilung; die dritte, bis zum Schluß des Kirchenjahrs, sei ebenfalls in Arbeit, und sollten ihr zum Schluß die Auslegung über die Feste der Heiligen, über andere Feierlichkeiten und die Trauermessen beigefügt werden. Den Homilien für sämtliche Ferien der Osterwoche folgen jene vom Weißen Sonntag samt feria 4 et 6; angezeigt sind demnächst die Homilien für Mariä Verkündigung, Leo, Tiburtius, Valerianus und Maximus. Dem reihen sich an die Homilien für den ersten Sonntag nach der Osterwoche samt fer. 4 und 6, für den zweiten mit Philipp und Jacob, fer. 4 und 6, für den dritten mit Kreuzerhöhung und den zwei Ferien, für den vierten mit der litania major, der Vigil für die Himmelfahrt und dem Fest selbst, für den Sonntag nach Himmelfahrt mit fer. 4 und 6, und den Vigilien für Pfingsten, für das Pfingstfest und sämtliche Ferien der Pfingstwoche, den ersten Sonntag nach Pfingsten mit fer. 4, den zweiten Sonntag mit Erwähnung von dem Feste der hh. Nabor und Nazarius, samt fer. 4 und 6, für den dritten Sonntag mit den beiden Ferien und dem Sabbath, für den vierten Sonntag mit den beiden Ferien, für den fünften mit der Vigil für Johannes den Täufer und dem Fest selbst, den sechsten Sonntag mit der Vigil für Peter und Paul und dem darauf folgenden Fest, den siebenten Sonntag mit der Octave von den

Aposteln und den beiden Ferien, den achten bis eilften Sonntag samt den Ferien, den zwölften mit fer. 4 und 6, der Vigil und dem Fest des h. Laurentius und Mariä Himmelfahrt, den dreizehnten Sonntag mit den beiden Ferien, Bartholomäus und Johannis Enthauptung, endlich für den vierzehnten Sonntag nach Pfingsten mit fer. 4 und 6.

Der dritte Theil, der bis zum Schlusse des Kirchenjahrs reichen sollte, hat sich nirgends gefunden; der Verfasser mag durch zunehmende Kränklichkeit oder durch des Kaisers Lothar Ableben, 28. Sept. 855, in seiner Thätigkeit gestört worden sein. Hingegen hat Hraban noch dem Kaiser gewidmet seinen tractatus de anima, meist nach Cassiodor bearbeitet und von Mittheilungen aus des Vegetius Kriegskunst begleitet. Bei den häufigen Einfällen der Barbaren, meint er, könnten diese nützlich werden. Dem Abt Radlaic, gest. 851, widmete er kurz vor dessen Ableben das von ihm ausgearbeitete Martyrologium. Für seinen Commentar zu Jesajas, 18 Bücher, hat er vornehmlich die Arbeiten der hh. Gregorius und Augustinus benutzt. So viel Kränklichkeit und die Schwäche des Greisenalters ihm erlaubten, sagt Hraban, habe er das zum Verständniß des Jesajas Nothwendige zusammengestellt, um für sich und seine Leidensbrüder, die von den Gebrechen des Alters und Krankheit gedrückt, aus dem Worte Gottes Nahrung zu gewinnen; auch diejenigen, welche noch wohlbehalten an Geist und Körper, könnten sich an dem reichlichen Mahl, welches die Auslegung des Jesajas nach der Bearbeitung der Kirchenväter biete, stärken. Einen Commentar zu Johannes, in 14 Capiteln, hat Hraban ebenfalls ausgearbeitet.

Der Synode zu Mainz, am 3. Oct. 852 auf Befehl K. Ludwigs zusammengetreten und alle Bischöfe von Ostfranken, Bayern und Sachsen vereinigend, präsidirte Hraban, und zwar nicht blos dem Namen nach, wie sich aus verschiedenem durch ihn Durchgesetzten ergibt. Gegen die von Paschasius Radbertus in einer Abhandlung von der Transsubstantiation aufgestellte Behauptung, nach der Consecration sei auf dem Altar gegenwärtig eben das Fleisch, welches von der Jungfrau Maria geboren, am Kreuz gelitten habe und auferstanden sei, erhoben sich mehre, darunter

Hraban in einer um das J. 853 an Abt Eigil von Prüm gerichteten, jedoch nicht vollständig auf uns gekommenen Schrift. Jeder Gläubige, äußert er, müsse glauben und bekennen, daß der Leib und das Blut des Herren wahrhaft Fleisch und Blut sei, unerhört aber wäre die Behauptung, daß es eben das Fleisch, welches von Maria geboren, am Kreuze litt und wieder auferstanden ist. Hraban, auf Augustinus sich stützend, nimmt vielmehr an, nicht der Natur, sondern der Art nach sei der Leib Christi, welchen unter den Gestalten von Brod und Wein der Priester täglich darbringt, der Leib, welcher von Maria geboren. Er führt ferner aus, daß sich das Leiden Christi keineswegs erneuere in der Feier des heiligen Geheimnisses des unblutigen Opfers. Gelegentlich ergibt sich aus dieser Arbeit, daß Hraban einen Zug gegen die Theiß-Bulgaren mitmachte, und hier einen vornehmen und mächtigen Heiden traf, von dem er ersucht wurde, zu trinken »in illius Dei amore, qui de vino sanguinem suum facit«. Dahin hatte demnach bereits die christliche Lehre einen Weg gefunden. Der Bulgaren Chan Mortagon glaubte, dem Christenthum, welches seinem Volk durch Slaven und Gefangne eingeführt worden, mit Gewalt entgegenwirken zu können, ließ auch den Bischof Manuel und mehre von dessen Verwandten aus den vornehmsten Geschlechtern des Landes hinrichten. Der Krieg mit den Franken, 824 bis 829, galt jedoch nicht dem Christenthum, sondern den Grenzen des von den Franken beherrschten Pannoniens, deß nächste Nachbarn die Theiß-Bulgaren.

Um das Jahr 854 oder 855 richtete Hraban an den Bischof Heribald von Auxerre ein Werk, worin im Auszug die Canonen über die Buße für verschiedene Verbrechen und die Disciplin der Cleriker gegeben, wie sie ausführlicher in das Pönitentialbuch für Erzbischof Otgar aufgenommen. Des nämlichen Bischofs Heribald Frage, ob die Eucharistie nach dem Genusse, wenn sie gleich andern Speisen in Verwesung übergehe, nicht wieder die Natur, so ihr vor der Consecration eigen, annehme, beantwortet Hraban verneinend, indem er zwischen den sichtbaren Gestalten und dem unsichtbaren Werk des Sacraments und dessen Wirkungen unterscheidet. Von den sichtbaren Gestalten lehrt er, daß sie gleich

andern Speisen der Verwesung verfallen, was Paschasius nicht zugeben wollte. Ungeachtet des hiermit gemachten Unterschieds wurde ihm noch in späterer Zeit, namentlich von Heriger, der Vorwurf des Stercoranismus gemacht. Der Brief an Heribald wurde Hrabans Schwanengesang: er starb zu Winkel in seiner Villa, den 4. Febr. 856. Ganz unabhängig von seinen Schriften wird ihm bis auf den heutigen Tag von den Rheingauern ein dankbares Andenken bewahrt und rufen sie nicht selten seine Fürbitte im Himmel an, wie denn das Volk zu allen Zeiten Heilige verehrte, über welche die Kirche sich noch nicht ausgesprochen hatte. Als solchen nenne ich zunächst den h. Johann von Nepomuk.

Daß er in seinen Werken nicht sowohl die Erzeugnisse eigener Betrachtung, als vielmehr die Aussprüche der Kirchenväter wiedergebe, ist dem Erzbischof schon in der Vorzeit zum öftern vorgeworfen worden. Er entgegnet: daß er Erläuterungen, von den ehrwürdigsten Lehrern gegeben, samt ihren Namen den geeigneten Stellen einführe, könne ihm nicht als ein Fehler angerechnet werden; es erscheine ihm nützlicher, in Demuth die Auslegung der Kirchenlehrer festzuhalten, als in den von ihm gelieferten Erklärungen die eigene Verherrlichung zu suchen. Ungezweifelt hat er durch diese Methode die theologische Bildung jener Zeit ungleich mehr gefördert, als dieses durch eine von ihm ausgehende Exegese hätte geschehen können. Er wurde für die Auslegung der heiligen Schrift gleichsam der Begründer einer Schule, welche die Kenntniß der Lehren des Christenthums, wie sie in den Traditionen der Kirchenväter niedergelegt, nach allen Seiten hin verbreitete, und die verschiedenen Ansichten und Erklärungen der Väter mittheilend, den menschlichen Geist von mechanischem Nachbeten abhielt und ihn zu selbstständiger Thätigkeit erzog. Hrabans Schreibweise erhebt sich durch die Einfachheit der Darstellung über seine Zeitgenossen; sie ist klar, natürlich, meist der erkünstelten Beredsamkeit und dem schwülstigen Vortrag anderer Schriftsteller des neunten Jahrhunderts fern. Auch in seinen Gedichten sind die Schilderungen gewöhnlich einfach und rein, ohne darum von Härten und Fehlern in Prosodie und Metrum freier zu sein, als andere Poesien des Jahrhunderts. Ein großer Kenner der

Literatur und der gelehrten Sprachen, bekundet er durchgehends in seinen Werken eine seltene Belesenheit in den classischen Schriften des Alterthums. Zum Verständniß der heiligen Schriften hielt er die Kenntniß der hebräischen, griechischen und lateinischen Sprache für unentbehrlich. Griechische Wörter mit den von ihm oder von andern Schriftstellern gegebenen Erklärungen kommen in seinen Werken häufig vor, daß ihm also eine gewisse Kenntniß der Sprache nicht zu bestreiten. Des Hebräischen wird er ebenfalls nicht unkundig gewesen sein, wenigstens beruft er sich in seinen Arbeiten über das Buch der Könige und die Chronik auf die von einem Juden der Neuzeit gegebene Auslegung, ohne ihr doch irgend eine Autorität beizulegen. Vielmehr will er sie dem Urtheil seiner Leser anheimgeben. Auch die deutsche Sprache hat ihm Manches zu danken. Die ihm irrig zugeschriebene glossa ordinaria, dieses für die Erklärung der Bibel in den mittlern Zeiten so beliebte Werk, das zwar größtentheils den Commentaren Hrabans über die einzelnen Theile der heiligen Schrift entnommen, berichtet, der Unterricht sei zu Fulda in deutscher Sprache gegeben worden, unstreitig, bei der hohen Bedeutung der dasigen Schule, eine für die Ausbildung des Idioms folgenreiche Anordnung. Mehr vielleicht that Hraban als Erzbischof, indem er, ein altes Herkommen erneuernd, den Geistlichen befahl, die dem Volke bestimmten Homilien in das Deutsche zu übertragen.

Alles erwogen, wird man sehr gern der Ansicht des gelehrten Abtes Trithemius beipflichten, daß vor Hraban kein Deutscher von ferne zu der von ihm erreichten Stufe der Bildung sich erhoben habe, wie denn vor ihm nur Ausländer als der Deutschen Lehrer aufgetreten seien. Obgleich nun, fahrt Trithem fort, für Verbreitung christlicher Lehre, für die Förderung deutscher Sprache und Sitte, ausgezeichnetes Verdienst sich zu erwerben, er der erste Deutsche gewesen ist, so hat doch bis auf diese Zeit kein Schriftsteller uns eine vollständige Darstellung seines Lebenslaufs überliefert, nur daß Verschiedene hier und da seiner mit dem gebührenden Lob gedenken. Dieser Betrachtung und dem Wunsche des Kurfürsten Albrecht von Mainz verdanken wir die von Trithemius

im J. 1515 verfaßte Biographie Hrabans, deren erstes Buch sein Leben in der Abtei Fulda abhandelt, indeß die beiden andern Bücher sein Wirken als Erzbischof und seine schriftstellerische Thätigkeit umfassen. Verdienstlich an sich, leiden sie doch an dem gewöhnlichen Gebrechen von des Mosellaners historischen Arbeiten, deren eigentlicher Grund die Mangelhaftigkeit der Quellen, auf welche er angewiesen. Des Trithemius drei Bücher haben die Bollandisten in den ersten Band des Februars aufgenommen. Von seinem Freund Diederich von Elz, der zu Fulda Capitular, wird er mit Hraban verglichen, weil ihn zu Sponheim das Loos betraf, so Hraban in Fulda erlebte: »qui cum essent animarum idonei optimique pastores, odium monachorum suorum propter justitiam inciderunt, et quos venerari summo honore debuerant, invidis machinationibus persecuti sunt.« Das Ziel, nach welchem Trithemius trachtete, hat in der glänzendsten Weise mein verehrter Freund, D. Kunstmann erreicht in seinem Hrabanus Magnentius Maurus. Eine historische Monographie von Dr. Friedrich Kunstmann. Mit einer Abbildung. Mainz, 1841 in 8º S. IV und 228. Es ist das nach Forschung, Gründlichkeit, Scharfsinn ein Meisterwerk, von dem hier freilich nur ein dürftiger Auszug gegeben werden konnte.

Die Abhandlung über Winkel und den Erzbischof Hraban mag beschließen ein Aufsatz des verdienten Kirchenraths Dahl, der Frankfurter Didascalia von 1827, Nr. 155, 156, 158, 160 entlehnt. „Man gibt dem bekannten großen Flecken Winkel oder Langenwinkel im Rheingau einen römischen Ursprung, und das mit Recht. Denn wenn irgend ein Ort des Rheingaus Ansprüche auf römischen Ursprung zu machen hat, so sind es die alten Flecken Winkel und Lorch (Vinicella et Lorecha). Von ersterem ist es unzweifelhaft, daß er von einem dort angelegten römischen Weinlager (Weinkeller) zum Behufe des unter der Regierung des Kaisers Probus wahrscheinlich am Rhein begonnenen Weinbaues seine Benennung erhalten habe. Den wirklichen Aufenthalt der Römer bei und in Winkel bewähren noch einige Namen dortiger Pläze, obschon keine römische Steinschriften bis jezt aufgefunden worden sind. So heißt ein Stück Feld zwischen

Oestrich und Reichardshausen das Heidenloch, und eine Gasse in oder bei Winkel hieß die Heidenthalsgasse. Ein District in der Winkeler Feldmark erscheint unter dem Namen Märzacker, welchen Bodmann (in seinem Rheingau, S. 502) für ein uraltes Stativ einer römischen Legion (campus Martius ad discurrendum), nicht aber für die älteste Stätte der Rheingauer Provinzialversammlungen (wie P. Bär in seinen Nachrichten vom Rheingau, S. 239, not. h) hält und angibt, womit auch ich einverstanden bin. Den verfallenen römischen Weinkeller — das alte Vinicella — hat hiernächst Erzbischof Hraban (Raban) von Mainz sehr wahrscheinlich, im 9. Jahrhundert, wieder hergestellt. Er hielt sich öfters hier auf (jedoch ohne feste Residenz), hatte hier ein Bethaus (Oratorium) und starb auch daselbst. (1) Unstreitig trug der öftere und lange Aufenthalt dieses berühmten Mannes zu Winkels früher Aufnahme und Kultur-Erweiterung trefflich bei, und noch zeigt man die (angeblichen) Reste seiner Wohnung und den, wo nicht römischen, doch ältesten Weinkeller im Rheingau in einem zu Winkel, zunächst am Rheine, vorhan-

„(1) Hraban oder Raban, mit dem Beinamen Maurus, welchen ihm sein Lehrer Alkuin beigelegt hat, war in Mainz den 2. Febr. 788 geboren, und stammte aus einem edlen und vornehmen Geschlechte, und zwar, nach der Angabe Tritheims, aus dem Geschlechte der Magnenzier, und soll sein Vater Rutshard geheißen haben. Von Jugend an ward er im Kloster Fulda erzogen, machte allda guten Fortgang in der Tugend sowohl als in den Wissenschaften, die er zu Turon unter dem Lehramte des großen Alkuins in einem hohen Grade ausbildete. Nach seiner Zurückkunft nach Fulda ward er zum Vorsteher der dortigen Schule bestellt, welche durch sein Lehramt einen großen Ruhm erlangte. Im Jahr 822 ward er zum Abte zu Fulda gewählt, welchem Amte er 20 Jahre lang zu großem Vortheile des Klosters vorgestanden, dann aber selbiges freiwillig niedergelegt hat. Nach dem Tode des Mainzer Erzbischofs Otgar ward Raban am 27. Juni 847 an dessen Stelle zum Erzbischofe geweihet. Im nämlichen Jahre hielt er auf Befehl des Königs Ludwig des Deutschen eine Kirchenversammlung in dem St. Albanskloster bei Mainz und in der Folge noch mehrere. Die seiner Obsorge anvertraueten Schulen brachte er in den größten Flor und starb nach einem höchst thatenreichen Leben am 4. Febr. 856 zu Winkel, in einem Alter von 68 Jahren, ward nach St. Alban bei Mainz begraben, im J. 1515 aber von dem Erzbischofe Albrecht II nach Halle in Sachsen versetzt. Die Schriften Rabans sind, wie Tritheim sich ausdrückt, gleichsam ohne Zahl, wodurch er den Namen und den Ruhm eines Kirchenlehrers erhalten hat."

denen Gebäude, das gegenwärtig und schon lange ein Eigenthum des Freiherrlichen Geschlechtes von Greifenklau zu Vollrats ist. Der in diesem Gebäude befindlichen Erde, vorzüglich aber dem Bauschutte und Mauerspeise, schreibt der Volksglaube Wunderkräfte zu, namentlich in Vertreibung der Ratten und Mäuse. Mehr noch als dieses verdient bemerkt zu werden, daß Erzbischof Raban in dieser seiner Wohnung bei einer im Jahre 850 ausgebrochenen großen Hungersnoth gegen 300 Arme täglich speiste. Diese und mehr andere, aber gräßliche, Begebenheiten aus bemeldter Hungerzeit erzählen uns die uralten Annalen des Pithöus. Der Ort Winkel wird daselbst Winzella genannt. (1) Man wird leicht begreifen, daß dieses eine Ableitung von dem lateinischen Worte Vinicella ist. In Urkunden des 9. Jahrhunderts kommen die Namen Wynklelum und Wynkelum vor. Im 11. Jahrhundert und später findet man die Benennungen Wynkela und Wynkelo, aber noch im Anfange des 12. Jahrhunderts erscheint wieder der Name Winzella in einer Urkunde des Rheingauer Grafen Richolf.

„So wie aus dem Gesagten das hohe Alter des Fleckens Winkel hervorgeht, so beweisen auch den hohen und frühzeitigen Wohlstand desselben die vielen dort ehemals angesessenen Personen und Familien des Adels; namentlich hatte ein Ast des ältesten Rheingrafengeschlechtes seinen Sitz in Winkel. Dankmud, die Tochter Dudos I von Lorch, ward die zweite Gemahlin des Grafen Richolf im westlichen Rheingau, † nach 1109. Letzterer stiftete die St. Georgsklause, erbaute die St. Bartholomäuskirche (wovon weiter unten) führte dabei ein Siechenhaus auf und trug nicht wenig zur Stiftung des Klosters Bischofsberg (Johannesberg) bei. Ja er machte letzterem sogar ein Präsent mit seinem eigenen und einzigen Sohne, dem Grafen Ludwig III, und seiner Tochter Werntrud. (2) Richolf und seine Gemahlin Dankmud begaben sich in das Kloster Johannesberg, lebten dort

„(1) Morabatur autem ex tempore Rabanus Archiepiscopus in quadam villa parochiae suae, cui vocabulum est Vinzella."

„(2) Die Abtei Johannesberg war ein Doppelkloster, wovon weiter unten ein Mehreres."

als Mönch und Nonne und starben auch darin. Das Nämliche that auch der Sohn Ludwig, jedoch erst nach des Vaters Tod und erst kurz vor dem Jahr 1123. Nach einem streng geführten Leben starb er daselbst nach 1140 in einem hohen Alter. Mit ihm erlosch der Zweig der Rheingrafen, welche in Winkel ihren Sitz hatten. Ein großer Theil seiner Güter, Rechte und Gefälle, sammt dem Wohnsitze in Winkel kamen an den Bruderssohn seiner Mutter, Wulferich I von Lorch, der sich hierauf von Winkel benennete, aber allschon 1118 todt war.

„Dieser Wulferich hatte eine Hiltrud, Tochter des Rheingrafen Ludwigs II, zur Gemahlin. Ihr Sohn, Wulferich II von Winkel, wurde der Stifter der Kanonie zu Winkel (später Gottesthal genannt), und mit ihm endete das Dynastengeschlecht von Winkel. Gleichzeitig mit diesem wohnte ein Rittergeschlecht in Winkel, das sich ebenfalls von diesem Orte benennte. Der erste bekannte Ritter dieses Geschlechts ist Heinrich I von Winkel, welcher von 1131 bis 1140 urkundlich vorkömmt und eine Tochter Volmars II von Heppenhefte zur Gemahlin hatte. Dessen Enkel, Embricho II und Heinrich III schrieben sich von Winkel, genannt Greifenklau, und kommen auch unter letzterm Namen allein vor. Sie lebten bis zu den Jahren 1226 und 1227. Friedrich I, des obgedachten Embrichos Enkel, schrieb sich von Greifenklau zu Winkel; er starb ums J. 1270. Ein Sohn oder Enkel von diesem, der Ritter Friedrich von Greifenklau, nahm den Beinamen zum Volrades an. Vermuthlich hatte er dieses Schloß, wovon er den Namen annahm, und zwar noch vor 1332, erbaut. Es war dieses eine Erbschaft, wie es scheint, von den alten Volraden, einer adelichen Familie, welche in Winkel ihren Sitz hatte. Des obgedachten Friedrichs Nachkommen, die Freiherren von Greifenklau zu Vollrats, haben ihren Stammsitz auf dem Schlosse Vollrats bei Winkel, besitzen aber auch, wie gesagt, die alte Rabans-Wohnung — vielleicht der Sitz der Volraden — als Eigenthum. Der Flecken Winkel bildete ursprünglich mit Oesterich und Mittelheim nur eine einzige Gemeinde, und diese hatte nur eine Kirche und stand in Ansehung ihrer Feldmarken, ihres Gerichts ꝛc. in voller Gemeinschaft. Die Umschaffung des

alten Fleckens Winkel in drei besondere Gemeinden, Gerichte, Flecken und Gemarken, Oesterich, Mittelheim und Winkel, geschah wahrscheinlich zu Ende des 12. Jahrhunderts, ohnerachtet noch lange nachher eine gewisse Verbindung unter denselben stattfand.

„Der alte Flecken Winkel hatte schon frühzeitig ein Bethaus (Oratorium), welches Erzbischof Raban, einer alten Tradition zufolge, in seiner kleinen Residenz errichtete. Bodmann nimmt zwar ersteres auch an, glaubt auch, daß Raban solches erbaut habe, will aber nicht zugeben, daß solches in Rabans Wohnung gewesen, auch sucht er letztere nicht in dem alten Gebäude am Rheine, als welches die allgemeine Meinung bisher dafür angenommen hat, indem er vorgiebt: 1) damals (zu Rabans Zeiten) habe es noch keine Hauskapellen gegeben, und 2) sey jenes alte Gebäude am Rheine bei weitem so alt noch nicht, daß es an die Zeiten des bemeldten Erzbischofs reiche. Dagegen glaubt er, daß jene Wohnung und die darin als Ruine befindliche Kapelle etwa diejenige sey, welche die adliche Dame Bertha, eine Tochter des Mainzer Stadtkämmerers Embricho (in den Jahren 1090 und 1099 vorkommend) dem Kloster Johannesberg mit Haus und Zugehör schenkte. Das von Raban erbaute Oratorium — meint Bodmann — sey auf einem andern Platz gestanden, und aus demselben seye vermuthlich die Pfarrkirche erwachsen.

„So sehr ich die Ansichten und Meinungen Bodmanns ehre, so finde ich doch in seinen Angaben noch nicht Gründe genug, um die uralte Tradition von der Wohnung des Erzbischofs Raban am Rheine und dessen noch sichtbaren Reste der Hauskapelle oder eines Oratoriums ganz umzustoßen. Sehr gern will ich aber glauben, daß schon zu den Zeiten Rabans ein Oratorium für die christliche Gemeinde zu Winkel bestanden habe, an dessen Stelle, da es zu klein geworden für die daselbst stets zunehmenden Bewohner, Erzbischof Willegis eine Pfarrkirche zu erbauen und eine Pfarrei zu stiften bewilligte, wovon das St. Victorstift bei Mainz das Patronatrecht erhielt, wie aus dem Protokolle des bemeldten Stiftes vom Jahre 1493 erhellet, wovon

Bodmann einen Auszug liefert. Wenn derselbe aber das Victorstift und die Dynasten von Winkel als Gründer der Kirche und Stifter der Pfarrei angibt, so ist dies ein Widerspruch, der sich nur dadurch heben läßt, daß ersteres sowohl als letztere das Meiste zur Erbauung der Kirche und Stiftung der Pfarrei beigetragen und beide auch Antheil an dem Patronatsrecht erhalten haben. Das St. Victorstift machte von seinem Rechte nur wenig und endlich gar keinen Gebrauch mehr, woher es ohne Zweifel kam, daß der Rheingraf Wolfram (vermuthlich aus einem Erbrechte der Dynasten von Winkel) bemeldtes Patronatrecht dem Kloster Johannesberg, mit Erzbischöflicher Bewilligung, im Jahr 1218 überließ. Diese Schenkung scheint jedoch nicht zu Stande gekommen zu seyn, denn wir finden im J. 1219 das Victorstift und dessen Propst im Besitze dieses Rechtes, welches aber von beiden abermals außer Acht gelassen worden zu seyn scheint, indem wir später die Herren von Greifenklau, als Erben der Ritter von Winkel, im Besitze des Patronatrechtes finden. Endlich fiel es dem Propste Johannes von Gudenberg wieder ein, von dem alten Kollationsrechte Gebrauch zu machen, wozu das Kapitel 1492 seine Einwilligung gab. Dadurch kam aber letzteres in Streit mit der Familie von Greifenklau, welcher im J. 1493 dahin verglichen wurde, daß bemeldte Familie im Besitze ihres Rechtes ohngekränkt bleiben soll, jedoch in der Art, daß dem St. Victorstift und dessen Propste das Recht verbleibe, zu einem der Beneficien in der Pfarrkirche zu Winkel ein taugliches Subject vorzuschlagen, welches dann die Familie von Greifenklau dem Propste von St. Moriz in Mainz, als Archidiakon, zu präsentiren habe. Auch diese Bedingungen hörten in der Folge auf, und das völlige Präsentationsrecht blieb der Familie von Greifenklau allein. Dagegen kam der Pfarrsatz der später erbauten Pfarrkirche zu Oesterich nicht allein gleich Anfangs an das St. Victorstift, sondern dieses blieb auch in ohngestörtem Besitze bis zu seiner Auflösung. Vermuthlich hat die Kirche daselbst ihre Erbauung bemeldtem Stifte zu verdanken. Der Flecken Oesterich selbst ist eine spätere Ausdehnung des alten Fleckens Vinicella, denn im J. 817 waren auf dem Platze, wo

jetzt Oesterich steht, Weingärten, und derselbe Platz hieß damals Elisa, so wie der nahe Bach.

„Zu Mittelheim — dem mittlern Theile des alten Winkels — bestand bereits unter Erzbischof Markulf, im J. 1141, eine Augustiner-Kanonie, und zwar als ein Doppelkloster, dergleichen man im Rheingau, zu Mainz und andern Orten mehrere fand. Die Schwestern dieser Kanonie wohnten mit den Brüdern unter einem Dache, welche Art von Gemeinschaft aber nicht von langer Dauer war. Die Chorherren mußten noch vor dem Ende des 12. Jahrhunderts auswandern und überließen Kirche, Haus und Güter den Schwestern allein. Diese wurden jedoch des dortigen Aufenthaltes, aus unbekannten Ursachen, müde, und unternahmen in der Nähe von Mittelheim im Anfange des 13. Jahrhunderts einen neuen Klosterbau, welchen der Rheingraf Sifrid zwar sehr beförderte, der aber doch erst gegen das Jahr 1250 ganz vollendet wurde. Inzwischen scheinen die Nonnen alle bereits im J. 1217 in dem neuen Kloster — Gottesthal — gewohnt zu haben, und nicht erst im J. 1250 dahin gezogen zu seyn. Das Haus und die Kirche zu Mittelheim wurden später der Gemeinde überlassen. Ersteres ward und blieb bis auf den heutigen Tag das Pfarrhaus und letztere die Pfarrkirche. Beide haben eine schöne Lage am Rhein. Das Patronatrecht bemeldter Pfarrei hatte sich das Kloster Gottesthal vorbehalten, und es blieb im Besitz bis zu seiner Auflösung.

„Zur Gemeinde Winkel (circa 1400 Seelen stark) gehört auch noch das gleich unterhalb des Fleckens Winkel liegende ehemalige Dorf Klingelmünde, von der daselbst in den Rhein mündenden Klingelbach also benennt. Als im Jahr 1108 der Graf Richolf vom Rheingau eine Kapelle dort erbaute, welche zu Ehren des h. Apostels Bartolomäus eingeweihet wurde, so erhielt das Dorf den Namen St. Bartolmä. Dieses ist jedoch nach und nach bis auf einige Häuser eingeschrumpft, die Kirche aber bis auf die neuesten Zeiten stehen geblieben und erst im J. 1774 völlig abgebrochen worden. Von dem bei St. Bartolmä vormals gehaltenen Haingerichte und der noch ältern Landgerichtsstätte oder Malstatt Lützelaue, bei Winkel, soll in der Folge noch die Rede seyn.

„Malerische Ansichten von Winkel und Johannesberg haben geliefert: Vogt, in den Malerischen Ansichten des Rheines von Mainz bis Düsseldorf, 1807, in gr. 8., mit 32 nach der Natur von Schütz aufgenommenen und von Günther gestochenen Kupfern. Sodann J. Roux, in den Malerischen Ansichten vom Rhein 2c. in 72 Blättern, mit Text von A. Schreiber. Ein in Kupfer von G. Reinheimer gestochenes und von Schütz dem Vetter gezeichnetes, illuminirtes Bild von Winkel, Johannesberg, Geisenheim und Umgebungen, ist wohl eins der schönsten, welche der Verfasser kennt."

Mittelheim, Mittilaha im Jahre 1191 und 1259, dürfte seinen Namen der Mittilaha, Mittelbach zwischen den größern Bächen, der Else, Elzbach bei Oestrich und der Winkeler Bach, entlehnen. Das Stift St. Johann zu Mainz besaß gegen Ausgang des 12. Jahrhunderts »in Mittilheim vinearum iugera III cum area una ad edificandum, que nobis dedit Alda beate memorie gloriosa«. Alda, in Westphalen geboren, und als freigebige Wohlthäterin verschiedener Gestifte gepriesen, starb nach dem Necrolog von St. Johann im Laufe des 12. Jahrhunderts. Auch die Propstei Ravengirsburg besaß hier Güter, die sie jedoch im J. 1313 an den Rheingrafen Siegfried gegen Güter zu Boppard vertauschte: »Nos vero Stephanus (der Propst) predictus dedimus Ringravio omnes vineas nostras, quas a Godefrido de Merle apud Lorchen et Mettelenheim ex nostra pecunia comparavimus.« Der Ort blieb aber lange höchst unbedeutend, bis die von Hobe (Eberbach) ausgewanderten regulirten Chorherren daselbst sich niederließen, eine Kirche erbauten und in dieser Weise den Grund zu dem Aufkommen einer selbstständigen Gemeinde legten. Gleichwohl verharrte Mittelheim, das dem Auge als die Fortsetzung von Winkel erscheint, noch lange, sowie Oestrich, in der Gemeinschaft der Feldmark mit Winkel, wie denn erst im Jahre 1386 Erzbischof Adolf die Marken von Mittelheim und Oestrich schied, verordnend:

„Um solche Zweiung, als unse Dörfer die von Oestrich und die von Mittelheim bisher gehabt han, und der beiderseit an uns gangen sind, deß scheiden wir und setzen sie in der Maßen,

als hernach geschrieben steht. Zum ersten setzen und scheiden wir sie, daß die Dörfer Oestrich und Mittelheim mit ihrer Feldmarken gescheiden sollen sein in der Maß, als jeglichs Dorf die bisher behüt und beschatzet hat. It. so setzen und scheiden wir sie um den Wald, daß sie den theilen und untersteinen sollen, also daß den von Mittelheim das Fünftheil an dem Wald fürbaß werden und zugehören soll, dabei wir auch unsen Vitzthum schicken wollen, sie darum zu unterscheiden. It. so wollen und setzen wir auch, daß die von Mittelheim zu Gericht und zu ungeboten Dingen gehen sollen gen Oestrich, als sie das bisher gethan han, als lange als wir sie anders darum heißen. It. wollen und bescheiden wir sie, daß die von Oestrich und Mittelheim fürbaß in einem Amt bleiben sollen, darin sie mit andern Dörfern, die dazu gehören und bisher gewest sind, doch also, daß die von Mittelheim uns, unsen Nachkommen und dem Stift zu Mainz an Beden, Steuern, Reisen, Ausziehen, Diensten und andern Sachen ein Fünftheil thun und geben sollen für sich besonders, als die von Oestrich und sie gemeinlich bisher gethan und gegeben han. It. mögen die von Mittelheim fürbaß solch fünfte Theil an Beden, Steuren, Reisen, Ausziehen, Diensten und andern Sachen unter ihnen, und ohne die von Oestrich setzen und machen und thun, als sich das gebüren mag; und mögen auch fürbaß, ob ihnen gebürt auszuziehen und zu reisen, ihre eigene Kost und Zehrung haben besonders, oder mit welchem Dorf, das in das Amt gehört, sie gelüstet zu thun. Was auch die vorgenannten Dörfer Oestrich und Mittelheim in ihren gemeinen Sachen kundlichen verschrieben han von Gülten oder anderer Schuld, dabei wollen wir unsere Freunde schicken, das zu verhören, und sie darum setzen und scheiden, daß ihnen beiderseit nach Anzahl gleich geschehe, als vorgeschrieben steht. Datum Eltvill in festo Omnium Sanctorum anno 1386."

Im J. 1396, wie auch nach des Kurfürsten Albrecht Neuer Ordnung und Regiment der Landschaft Rheingau, 1527, gehörte Mittelheim nach Oestrich in das Gericht. Laut der von dem schwäbischen Bund ausgeschriebenen Brandschatzung enthielt der Ort damals 62 Herdstätten. Die Pfarrkirche zu St. Egidien, ur-

sprünglich eine Klosterkirche, wurde bei der Verlegung des Klosters nach Gottesthal im 13. Jahrhundert der Benutzung der Gemeinde überlassen, doch blieb den Nonnen das Patronatrecht. Auch bestanden hier vordem drei Capellen, zur h. Jungfrau, St. Laurentius und nahe am Rhein St. Nicolaus. In die Pfarrei, 486 Seelen, gehört einzig die drei Viertelstunden entfernte Pfingstmühle.

Vollraths, Gottesthal.

„Da ein Rittergeschlecht, das den Namen Volrades führte, bereits 1268 urkundlich vorkommt, nämlich Cunradus dictus Volrades armiger und 1298 Henricus miles dictus Volraids, ein Beiname, der an den bereits 1218 erwähnten Volradus de Winkela miles anklingt, so ist die von Bodmann aufgestellte Meinung, daß erst der 1349 als unzweifelhafter Ahnherr des Geschlechtes Greifenklau erscheinende Ritter Friedrich zum Volrades als der Erbauer der Burg Vollraths zu betrachten sei, dahin zu berichtigen, daß das Mainzische Ministerialgeschlecht von Winkel, von dem die Greifenklau urkundlich abstammen, bereits im 13. Jahrhundert im Besitze von Vollraths war, sich in einzelnen Gliedern davon nannte, und daß der Name der Burg mit hoher Wahrscheinlichkeit von einer Ansiedelung jenes 1218 erscheinenden Volradus de Winkela miles herrührt, welche schlechtweg „zum Volrades" genannt wurde, indem man dabei die genauere Bezeichnung, Volrads Haus oder Burg, wegließ. Damit wäre die moderne klösterlich-fromme Interpretation des Namens Voll Raths — entsprechend dem Namen der bischöflichen Burg zu Trient in Wälschtyrol, Buon consiglio, zum Andenken an den guten Rath der Erbauung einer Zwingburg, den ein Hofmann dem Bischof in seinem Hader mit der Stadt Trient gab — beseitigt und ein nicht ritterlicher Ursprung des Stammhauses der edlen Greifenklau von Vollraths gerettet.

„Es ist bereits erwähnt, daß die Greifenklau ein Zweig der alten Mainzischen Ministerialen von Winkel sind und daß sie

ihren Stammbaum urkundlich sicher auf einen Heinrich von Winkel, Gem. von Heppenheft, zurückführen, der 1131—1140 erscheint. Zwei Enkel desselben, Embricho und Heinrich von Winkel, führen zuerst den Beinamen Greisenklawe, 1196—1227, und ist zu vermuthen, daß der 1268 erscheinende Conradus dictus Volrades armiger mit dem 1228—1244 erscheinenden Conrad von Winkel genannt Greifenklau, Embrichos Sohn, entweder identisch oder doch mit ihm, wie mit dem 1298 urkundlich aufgeführten Henricus miles dictus Volraids, stammverwandt ist. Im J. 1332 tritt Herr Friderich Greiffenklauwe, Ritter, zuerst mit dem ständigen Beinamen zum Volrades auf und hat seitdem das Geschlecht an dem Doppelnamen und dem festen Wohnsitze auf der Burg Vollraths festgehalten, während der ursprüngliche Name von Winkel aufgegeben wurde. Eine eigene Fügung des Schicksals war es, daß am 14. März 1860 der letzte Sprosse dieses uralten Hauses, der Freiherr Otto Philipp Johann von Greifenklau zu Vollraths, nicht auf seiner Burg Vollraths, sondern in dem ältesten und eigentlichen Stammhause zu Winkel verstarb, von wo das Geschlecht vor 700 Jahren ausgegangen war, und daß sich damals noch beide Stammsitze — wenn auch unter Sequester — im Besitze der Familie erhalten hatten.

„Das Schloß Vollraths, stets im Allodialbesitze der Familie, liegt am Abhange des Rheingauer Gebirges an dem obern Ende einer flachen Thalsenkung, die sich von dort nach Mittelheim hinabzieht, rings umgeben von den herrlichsten Weinbergslagen, einen prachtvollen Prospect über den lachenden Rheingau vor sich ausgebreitet. Das jetzige Schloß ist dem Character der übrigen mittelrheinischen Burgen ganz entgegengesetzt, kein übereinander gehäuftes, confuses, aber malerisches Durcheinander von Thürmen und thurmartigen Häusern in Mitten von terrassenartig aufsteigenden Ringmauern und crenelirten Eckthürmen, sondern ein breit und bequem hingelagertes regelmäßiges Viereck niedriger, unter einem Dach hinlaufender Herrschafts- und weitläuftiger Wirthschaftsgebäude mit mehren Höfen, großen Gärten und — die kleine Thurmcitadelle im Hofe abgerechnet — ohne jegliche Befestigung. Die ganze Anlage gleicht daher mehr einem der

großartigen Magnatensitze in den Flächen von Franken, Bayern, Oestreich oder Schlesien, als einer rheinischen Ritterburg. Die Beschreibung wird zeigen, daß wir in dem gegenwärtigen Schlosse auch nicht mehr die alte Burg Vollraths des Mittelalters, sondern einen großen herrschaftlichen Wohn- und Wirthschaftscomplex des 17. und 18. Jahrhunderts vor uns haben, wie er sonst am Mittelrhein nicht leicht gefunden wird.

„Tritt man durch das hohe, weitgeöffnete, mit dem Greifenklauischen Wappen gezierte Schloßportal im schweren Barockstyl des 17. Jahrhunderts in den vordern herrschaftlichen Hof, so hat man die herrschaftlichen Wohngebäude, zwei Stock hoch mit vielen Fenstern, zur Linken. Die Eingangsthür derselben tragt das Greifenklau-Sickingische Allianzwappen und bezeichnet also Johann Erwin von Greifenklau und Anna Liobe von Sickingen zwischen 1688—1704 als die Bauherrschaft. Aus dem vordern herrschaftlichen Hof tritt man durch ein zweites Thor in einer niedern Trennungsmauer in den großen Wirthschaftshof mit einem Brunnen und dem riesigen Misthaufen in der Mitte, rings von stattlichen Wirthschaftsgebäuden, Stallungen und Scheuern umgeben, die auf ihren mächtigen Steingiebeln die Wappen Johann Philipps Greifenklau von Vollraths, Fürstbischofs zu Würzburg 1699, und Johann Erwins Greifenklau von Vollraths und seiner zweiten Ehefrau Maria Katharina Kottwitz von Aulenbach (nach 1705) tragen. Oestlich und südlich, dem herrschaftlichen Flügel gegenüber und sich weit hinter die Wirthschaftsgebäude ausdehnend, liegen große Zier- und Küchengärten, Baumschulen, Orangerie- und Gartenhäuser, sowie ein modernes Wohngebäude, von einer hohen Ringmauer umgeben, welche sich rechtwinkelig dem Gebäudeviereck anschließt und somit ein fast regelmäßiges Quadrat von 450 Fuß Länge und 430 Fuß Breite darstellt, so daß also das Schloß mit seinem Zubehör eine Grundfläche von fast 4 Morgen einnimmt.

„Interessant wegen der eigenthümlichen Anlage — nur am Niederrhein und in Holland findet sich Aehnliches — ist eine in der Mitte des Schlosses zwischen den Gärten und Wirthschaftsgebäuden sich erhebende kleine Citadelle, offenbar bestimmt, dem

wehrlosen Ganzen in Kriegszeiten als Vertheidigungs- und Zufluchtsort zu dienen. Mitten in einem rings ausgemauerten tiefen Weiher erhebt sich nämlich ein 5 Stock hoher, mit einem Kuppeldach gekrönter Thurm mit Treppenthürmchen und zierlichem Erker, jedenfalls der einzige Rest der mittelalterlichen Burg Vollraths, wenn auch nicht von zu hohem Alter, da die Thüre des Treppenthurmes bereits den Eselsrückspitzbogen aus dem Ende des 15. Jahrhunderts mit dem Greifenklauischen Wappen von zwei Greifen gehalten, die Hauptthüre des Thurmes aber das noch jüngere Greifenklau-Reifenbergische Allianzwappen mit der Inschrift D(iederich) G(reifenklau) V(on) V(ollraths) und A(nna) V(on) R(eifenberg) mit der Jahreszahl 1589 zeigt. Ein kleiner, von einer Schießschartenmauer umgebener Vorhof deckt den einzigen Zugang zum Thurm auf einer hölzernen Brücke, die vom Wirthschaftshofe her über den Wassergraben gelegt ist. War die Brücke aufgezogen, so befanden sich die Schloßbewohner mit der werthvollsten Habe in dem massiven hohen Thurme und das Vieh in dem kleinen Vorhofe in vollkommenster Sicherheit, eine Maasregel, die gegen die Räuberbanden des 30jährigen Krieges und der folgenden Schreckenszeiten gewiß häufig nothwendig war. Zur Zeit gehört Vollraths dem Grafen Hugo von Matuschka in Schlesien, der die Greifenklauische Erbtochter Sophie geheurathet hat." Es ist ein sehr bedeutendes Gut, beiläufig zu 400,000 Rthlr. gewürdigt, das nur an Wein seine 40 Stückfaß ertragen kann, ein werthvolles, liebliches, dem Nachbar vom Johannesberg ähnelndes Gewächs, dessen verhältnißmäßige Leichtigkeit vielleicht lediglich durch die vieljährige Sequestration verschuldet ist.

Den gütigen Mittheilungen des Hrn. Eltester mögen einige Zusätze für die Abth. I Bd. 3 S. 598—730 gegebenen Nachrichten von dem Geschlecht der Greifenklau sich anschließen. Johann Erwins, S. 609, erste Frau, Anna Lioba von Sickingen, verm. 29. Juni 1688, starb 1704, eine Mutter von fünf Söhnen und zwei Töchtern. Die zweite, Maria Katharina Kottwitz von Aulenbach, verm. 8. Febr. 1705, starb 1715. Von ihren zwei Kindern starb der Sohn in früher Jugend, die Tochter, Anna Lioba, geb. 1708, heurathete 1727 den Karl Heinrich von Wars-

berg. Die dritte Frau, Maria Anna Walbott von Bassenheim, verm. 1716, starb, zusamt dem Kinde im Wochenbett, 1717. Die vierte Frau, Maria Dorothea Ferdinandine von Frankenstein, verm. 1719, hatte sechs Kinder, Maria Anna Sophia, geb. 1722, verm. 1739 mit Johann Ferdinand Sebastian von Sickingen zu Hohenburg. Der älteste Sohn starb in der Kindheit. Damian Hugo Kasimir Friedrich ward Domicellar zu Mainz 1738, gleichwie Philipp Ernst Marsilius das 1741 zu Würzburg geworden ist. Dieser starb jedoch 12. Jul. 1750. Franz Karl Philipp Anton war geboren 1726, und kommt dessen Bruder, Adolf Wilhelm Franz, geb. 1727, im J. 1757 als kurmainzischer Kammerherr, adlicher Hof- und Regierungsrath vor. Ihn, der mit Guntheim und Vollraths abgefunden, halte ich, salvo meliori, für den Vater von Karl Friedrich, dessen Heurath mit der von Horix so großes Aufsehen erregte. Karl Friedrich kommt 1776 und 1781 als kurmainzischer Kammerherr vor, wird aber 1787 nicht mehr unter den Kammerherren genannt. Ob er damals nicht mehr bei Leben, oder ob ihm der Schlüssel wegen der Heurath, oder aus andern Gründen entzogen worden, weiß ich nicht. Von den Töchtern der ersten Ehe heurathete Maria Anna 1713 den Wolf Eberhard von Dalberg, Maria Teresa Helena 1725 den Franz Wolfgang von Stechau. Der erstgeborne Sohn starb in der Wiege. Karl Philipp Heinrich ist der Fürstbischof zu Würzburg, von welchem Abth. I Bd. 3 S. 609—611 gehandelt. Franz Erwin, Domherr zu Bamberg und Würzburg, Stiftsherr zu Comburg, starb 16. April 1720. Wilhelm Damian starb als Knabe. Lothar Gottfried Heinrich, von dem Abth. I Bd. 3 S. 611 gesprochen, verm. 1714 mit Maria Anna Franzisca Esther Schenk von Staufenberg, Wittwer 26. Aug. 1723, nahm 1724 die zweite Frau, Anna Margaretha von Hoheneck.

Lothar Gottfried Heinrich gewann in der ersten Ehe vier Söhne und zwei Töchter, in der andern Ehe fünf Söhne und so viel Töchter. Der älteste Sohn, Johann Philipp, ist Abth. I Bd. 3 S. 611 vorgekommen. Dort ist auch Lothar Franz Philipp Erwin Heinrich Karl genannt, als welcher noch 1796 als Dompropst zu Würzburg, Propst zu St. Alban in Mainz und

zu St. Burkard in Würzburg, Capitular zu Comburg, Herr zu Bodenheim, Kanzler der Universität Würzburg genannt wird. Er muß 1797 gestorben sein und gab seine reiche Erbschaft Veranlassung zu dem unglücklichen Ankauf der Herrschaft Hermanmiestetz. Franz Wilhelm Friedrich Ferdinand Reichard, geboren 1. Aug. 1723, war Domicellar zu Augsburg. Von den Töchtern heurathete die eine, Maria Philippina Franzisca, 1732 den Johann Friedrich Anton Valentin Zobel von Giebelstatt, die andere, Maria Sophia Teresa, 1736 den Karl Joseph Boos von Waldeck. Die Kinder der zweiten Ehe folgen also: 1. Christoph Franz Adam Marsilius, 2. Adolf Karl Philipp, 3. Maria Anna Josepha, 4. Friedrich Franz Philipp Peter, 5. Maria Teresa Anna Lioba, 6. Maria Anna Sophia Polyxena Antonia, 7. Maria Eleonora Amalia Sophia, 8. Philipp Karl Anton Ignatius, 9. Maria Karolina Teresa Esther, 10. Franz Gottfried Lothar. Franz Gottfried Lothar, geb. 16. Dec. 1738, wird noch im Jahr 1798 aufgeführt als Domherr Jubiläus zu Würzburg, Dechant des Ritterstiftes Comburg, Propst der Collegiatstifte zu Hauch und Neuenmünster in Würzburg. Philipp Karl Anton Ignatius, des St. Josephordens Ritter, kurmainzischer und fürstlich Würzburgischer Geheimrath, Oberstallmeister zu Würzburg, Oberamtmann zu Aura-Trimberg, auch kaiserlicher wirklicher Rath, des Cantons Baunach Ritterrath, endlich großherzoglich Würzburgischer Oberstallmeister, geb. 3. Aug. 1735, starb im J. 1814. Von den Kindern seiner Ehe mit Maria Eleonora Katharina Wolfskehl von Reichenberg, Johann Philipps Tochter, kann ich nur drei mit voller Gewißheit aufführen, zwei Töchter, von denen die eine an den k. k. Obristen von Bogdan, die andere, Philippine, gleich verehrungs- und liebenswürdig, an Emmerich von Eltz-Rübenach verheurathet. Der Sohn, Aloys Otto Philipp Johann Freiherr Greifenklau von Vollraths, geb. zu Würzburg, 28. April 1777, Domicellar zu Trier 1787 und 1798, erkaufte 1798 um 600,000 Gulden die große Herrschaft Hermanmiestetz in Böhmen, um sie nach kurzen Jahren wieder zu veräußern, und starb in dem Alter von 83 Jahren, der letzte Mann seines Stammes, zu Winkel, 14. März 1860.

Ich war, schreibt P. Hermann Bär, der sich nicht leicht erwärmt, „ich war den Freiherrn von Greifenklau, als dem noch einzigen unbezweifelten Rest des alten Rheingauer Adels, größre Rücksicht schuldig. Aber nicht nur ihr Alter macht sie für die Geschichte des Rheingaues merk- und ehrwürdig. Auch andre Verhältnisse räumen ihnen besondre Vorzüge ein. Sie sind und waren von jeher die einzigen, welche im mittlern Rheingaue, der die Ortschaften Oestrich, Winkel, Mittelheim, Hallgarten und Johannsberg begreift, ritterschaftliche Güter besaßen. Dies gab ihnen bei der ehmaligen Verfassung des Rheingaues großes Ansehen und Gewicht. Zwei von ihnen gestiftete Klöster, von welchen das eine noch besteht, zwo aus ihren Mitteln begiftete Pfarrkirchen nebst andern geringern Pfründen verkünden ihre Wohlthätigkeit und verdienen den Dank der spätesten Rheingauer. Um das Beste des Landes haben sich mehrere aus ihren Stammgliedern als Viztume verdient gemacht. Doch von allem diesem mehreres an seinem Orte.“

In keinem Falle ist Aloys Otto Philipp Johann Greifenklau des Oberstallmeisters einziger Sohn gewesen. Ein anderer Sohn war Franz Karl Friedrich Joseph, geb. 1770, adelicher Hofrath zu Würzburg, Landgerichtsbeisitzer und Oberamtmann zu Eltman und Haßfurt im J. 1798. Verm. mit einer von Hettersdorf, in anderer Ehe mit einer von Reinach, ist er 1814 gestorben. Noch ein Sohn, Aloys Philipp Karl, k. k. Kämmerer, geb. 1778, gest. 1825, war in erster Ehe mit der Gräfin Walpurgis von Wallis, in anderer Ehe mit der Gräfin Elisabeth von Nostitz verheurathet. Er hinterließ zwei Töchter, Adolfine, der ersten Ehe angehörend, und zu Bergamo 23. März 1813 geboren, vermählte sich 16. Juni 1836 mit Karl Adolf von Salis-Samade. Sophie, die Tochter zweiter Ehe, geb. 1825, ist an den Grafen Hugo von Matuschka auf Rohrwiese verheurathet, und rechtet mit dem Freiherrn Clemens Wenceslaus von Eltz-Rübenach, der Philippine Greifenklau Sohn, um den Besitz von Vollraths. Die Umstände des Processes sind mir durchaus unbekannt. Einstweilen ist die Gräfin Matuschka dem Besitze eingewiesen.

Die Matuschka sind eines alten ursprünglich böhmischen Rittergeschlechtes mit dem Prädicat von Topolczan. Eine kurze

Stammtafel, mit Matthias, um 1540, beginnend, liefert Balbin. Deß Urenkel, Heinrich Matuschka von Topolczan, mit einer Skrbenski verheurathet und Vater des Appellationsgerichtsraths Johann Karl, von dem Nachkommenschaft, soll einen Bruder des Namens Friedrich gehabt haben. Dieser, k. k. Obristwachtmeister, oder vielmehr sein Sohn Franz Friedrich (1670), der Möstichen in dem Kreise Schwiebus erwarb, begründete die schlesische Linie. Ernst Rudolf, auf Börnchen bei Bolkenhain und Thomaswaldau bei Striegau, geb. 1669, war Anfangs Regierungsrath für das Fürstenthum Liegnitz, später k. k. Rath, der Fürstenthümer Schweidnitz und Jauer Landeskanzler, wurde am 3. Mai 1715 in den böhmischen Freiherrenstand erhoben, und starb 13. Febr. 1725. Sein Sohn Friedrich Rudolf, geb. 1. April 1706, kön. preussischer Oberamtsrath, erheurathete mit Josepha Barbara von Spättgen die Herrschaft Zülz, im J. 1747 von der Oberamtsregierung in Oppeln zu dem Werth von 237,762 Rthlr. feil geboten, und Pitschen, weiland bischöfliches Lehengut, in dem Kreise Neumarkt, wurde von K. Friedrich II in den Grafenstand erhoben, auch ermächtigt, der Freiherren von Spättgen Namen und Wappen den seinen beizufügen, erbaute das Schloß Pitschen und starb 10. Febr. 1770. Er hinterließ zwei Söhne, deren einer, Johann Nepomuk, sich den geistlichen Stand erwählte und noch 1805 als residirender Domherr zu Breslau vorkommt. Er hat auf die Sammlung eines sehr bedeutenden Naturalien- und Kunstcabinets „große Summen verwendet und hiermit den Beweis abgelegt, daß er sein Vermögen auf eine seines gelehrten Bruders würdige Art anzuwenden weiß. Das gedachte Cabinet ist in Betreff der Conchylien von ungemeinem Werthe und wohl ohne seines Gleichen, da das allbekannte Martinische Cabinet mit demselben vor einigen Jahren vereiniget worden ist. Vor dem Brande (1759) schätzte man die Sammlung auf 40,000 Rthlr., der Brand hat zwar nur dem Bildercabinet etwas geschadet: allein ein Freund des Besitzers hatte wider den Willen desselben das Naturaliencabinet einräumen und fortschaffen lassen; auf diese Art ist dann ein beträchtlicher Theil zu Grunde gerichtet und gestohlen worden. Ungeachtet nun diese Sammlung

selbst seit dem Brande im Thierreiche so manchen Zuwachs erhalten hat, so schätzt man sie gegenwärtig (1794) doch nur auf 30,000 Rthlr. Außer vielen Tausenden See- und Flußmuscheln, außer den ungemein vielen Doubletten, Tripletten waren an eigentlichen Conchylien 1923 Arten verzeichnet. Unter den Gemälden befanden sich ein Rubens, Arbeiten von Rottmayer, Willmann, Caracci, Ruysdale, Rosa, Rembrand, Espagnol rc."

Des Domherren Bruder, Graf Heinrich Gottfried, Oberamts-Regierungsrath zu Breslau und seit Errichtung der schlesischen Landschaft General-Landschaftsrepräsentant von Mittelschlesien, auf Zülz und Pitschen, geb. 23. Febr. 1734, starb 19. Nov. 1779. Man hat von ihm, dem entschiedenen Anhänger Linnés, eine Flora Silesiaca oder Verzeichniß der in Schlesien wildwachsenden Pflanzen, 2 Theile, Breslau, 1777, 1778, die nach dem damaligen Standpunkt der Wissenschaft ungemein verdienstlich. Seiner Ehe mit der Gräfin Bernhardine Clairon d'Haussonville gehören an Joseph, Heinrich und Bernhard, dieser geb. 17. Sept. 1764, gest. 27. Sept. 1820. Mit der Gräfin Teresa von Lodron, gest. 6. Oct. 1836, hat er die Herrschaft Arnsdorf bei Schmiedeberg, wozu Krombübel und Plagnitz, Glausnitz, Querseifen und Steinseifen gehören, erheurathet, und ist sein Nachfolger darin geworden der Sohn Benno Maximilian Hugo. Graf Heinrich, geheimer Oberjustizrath, geb. 18. Aug. 1766, heurathete am 22. Nov. 1792 die Gräfin Maria Josepha von Oppersdorf. Sie besaß gemeinschaftlich mit ihrer Schwester Antonie die Herrschaft Drewohostitz in dem Prerauer Kreise von Mähren, und starb 26. Febr. 1799, nachdem sie zwei Tage vorher, den 24. Febr. durch Testament ihren Gemahl, den Grafen Heinrich für die eine Hälfte ihres Vermögens, für die andere ihre drei Söhne Eduard, Albrecht und Hermann zu Erben ernannt hatte. Die sind alle drei im Jünglingsalter verstorben, und der Vater nahm, 20. Nov. 1801, die zweite Frau, die Schwägerin Antonie, gest. 1815. Auch sie hatte durch letzten Willen vom 26. Mai 1815 den Gemahl zusamt der Tochter Maria Franzisca zu Haupterben eingesetzt, worauf der Graf am 4. Nov. 1820 als Besitzer der ganzen Herrschaft Drewohostitz

gerichtlich ausgezeichnet wurde, sie auch bis zu seinem Ableben, 14. Oct. 1845 behielt. Reinhold, der Sohn seiner dritten Ehe (2. Juni 1816) mit Antonia Maria Rosalia Wiesner, besitzt Gorkau bei Köben.

Graf Joseph auf Zülz, Pitschen (Majorat) und Kupferberg, unweit Hirschberg, starb 2. Juni 1829, die Söhne Anton, Victor, † 1851, Gustav auf Kupferberg, Otto auf Ober-Schönfeld und Kosel bei Bunzlau und Valerius auf Florsdorf und Sohr-Neuendorf bei Görlitz hinterlassend. Graf Anton Matuschka von Topolczan, Freiherr von Spättgen, Inhaber des Majorats Pitschen, geb. 1. Sept. 1786, ist mit Maria Aloysia von Montbach verheurathet und Vater von vier Kindern. Der ältere Sohn, Alfons Maria, geb. 1822, besitzt Klein-Pramsen und Eloysenhof bei Zülz, und ist in der Ehe mit der Gräfin Gabriele von Matuschka, des Grafen Hugo Schwester, ein Vater von sechs Kindern, darunter vier Söhne, geworden. Der jüngere Sohn, Eloy Maria, geb. 1834, besitzt Bechau, Rottwitz, Schlaupitz, Antheil Klodebach, Gläsendorf und Guttwitz, sämtlich bei Neiß gelegen und vordem derer von Montbach Eigenthum. Gustav, verm. 16. Jul. 1815 mit der Gräfin Julie von Hoverden-Plencken, wurde ein Vater von vier Kindern. Der älteste Sohn, Graf Hugo auf Rohrwiese, unweit Naumburg am Bober, geb. 12. Febr. 1822, hat sich die Erbin der Greifenklau gefreiet.

Des letzten Greifenklau Mutter war, wie gesagt, eine Wolfskehl von Reichenberg, des fränkischen Geschlechtes, das in keiner Verbindung steht mit den Wolfskehl des Maifeldes oder des Gerauer Landes, das ich aber hier in einigen Worten zu feiern mir nicht versagen kann, in Betracht ihm angehörte der heldenmüthige Christian Wolfskehl, gefallen in dem Treffen an der Piave, bei S. Salvadore, 8. Mai 1809; außerdem muß ich sühnen schweres Unrecht, begangen in dem Unmuth über den kläglichen Ausgang des herrlichen Ordensstaats an Weichsel, Pregel und Düna, und seiner ehrwürdigen Trümmer im Jahre 1809, indem ich von unächten Franken sprach. Als solche haben sich zu keiner Zeit die Ritter der Orte Odenwald, Rhön und Werra, Baunach, Steigerwald, Gebirg, Altmühl gezeigt, und

absonderlich in den Agonien des deutschen Kaiserthums dargethan, daß sie die unverfälschte Nachkommenschaft der von Chlodwig nach dem obern Main geführten Colonia equestris. Damit haben sie in hohem Grade sich den Unwillen des Machthabers in Frankreich zugezogen. Christians Wolfskehl Heldenbahn ist Abth. I Bd. 2 S. 646—647 in mangelhafter Kürze dargestellt, wo nicht angemeldet, daß er im Jahre 1797 Obrist und Commandeur des prächtigen Carabinierregiments, Herzog Albert von Sachsen-Teschen, das zwar im f. J. in ein Cürassierregiment umgeschaffen wurde, im J. 1800 Generalmajor und Brigadier, mit der Station Güns bis 1804, dann 1805 in Lindau, 1806 in Peterwardein, 1807 in Sziksö, endlich, spät genug, 1808 Feldmarschall-Lieutenant geworden ist. Sein Geschlecht ist uralten Herkommens. Heinrich Wolfskehl der Junge kommt 1101 als Zeuge vor. Seines Urenkels Friedrich Söhne, Wilhelm und Friedrich, geriethen, wie es heißt, zu Streit hinsichtlich des Wappens, indem Friedrich den Rosenzweig mit 3 Rosen, welchen der Mohr in der Hand tragt, verändern wollte, in der That auch verändert hat, so daß der Mohr der Grumbach, denn diesen Namen entlehnen ihrer Besitzung Burg-Grumbach Friedrich und seine Nachkommen, rechts, jener der Wolfskehl links schauet, diese auch der Helmzier, dem doppelten Flug, ein Fähnlein hinzufügen. Während die Grumbach ihren sehr bedeutenden Güterbesitz auf dem rechten Mainufer durch Wilhelms von Grumbach Frevel und Aechtung einbüßten, indem daraus das Würzburgische Amt Rimpar-Proselsheim gebildet worden, haben die Wolfskehl ihr Stammgut auf dem linken Mainufer, Albertshausen, Allersheim, Fuchsstadt, Geroldshausen, Lindflur, Reichenberg, Rottenbauer, Uettingen, Ungershausen und Zöllingen, einen zusammenhängenden Landstrich in dem fruchtbaren Ochsenfurter Gau, beinahe unversehrt erhalten. Darin übte die Herrschaft bis zum J. 1806 die peinliche Gerichtsbarkeit durch ein selbstständiges Zentamt. Otto Wolfskehl, den 30. Aug. 1333 zum Fürstbischof von Würzburg erwählt, vermehrte das Hochstift durch den Ankauf der Städte Rothenfels, Gemünden und Mainbernheim, des Antheils an Kitzingen, Heidingsfeld und Schloß Ingolstatt, erkaufte für sich

und seine Brüder am Freitag vor Jacobi 1345 Albertshausen samt dem dasigen Halsgericht, und starb 13. August 1345. Wiprecht Wolfskehl kommt bei Spangenberg als ein berühmter Kriegsheld vor, Hans Erhard hat sich im 30jährigen Kriege durch seine Tapferkeit hervorgethan. Nach dem Matricularanschlag des Cantons Odenwald zahlten die Wolfskehl zu Reichenberg 22, die zu Uettingen 40, die zu Rottenbauer 50, die zu Albershausen 40, Jacob Ernst Wolfskehl 40 Gulden.

Etwas weiter aufwärts wie Vollraths an der nach Oestrich heruntergehenden Bach lag bis auf die neueste Zeit das Kloster Gottesthal, ursprünglich ein in Mittelheim bestehendes Doppelkloster, wo Brüder und Schwestern unter einem Dache wohnten. Es war besagtes Kloster in dem Wald Hobe, bei der villa Eberbach durch Erzbischof Adalbert I von Mainz, beiläufig um das J. 1116 begründet. „In das auf seine Kosten erbaute Kloster nahm Adelbert Mönche auf, die sich unter dem kanonischen Institut des h. Augustin dem religiösen Stand gewidmet hatten.(1) Wo er sie herberufen, ist nicht bekannt. Es waren ihrer aber wenige und diese vielleicht aus irgend einem volkreichen Kloster ausgezogen, um sich anderswo eine neue Wohnung zu suchen. Dergleichen auf anderwärtige Ansiedelung ausgehende Scharen waren damals nicht selten, und das berühmte Clarevall selbst hatte einer solchen auf gutes Glück unternommenen Auswanderung seinen Ursprung zu verdanken. Wie dem aber auch seyn mag, Adelbert nahm die regulirten Chorherren auf und wies ihnen Eberbach mit seiner Aussteuer zur Niederlassung an. Diese war aber noch gering und für eine Familie, die vielleicht ihr Beruf weniger, als andere Mönche, zur Handarbeit verpflichtet, nicht wohl hinreichend. Der Hausbezirk erstreckte sich nicht weit über die Gebäude und lag dabei noch ganz verödet. Das Uebrige der Mitgift bestand in einer halben Hube Wiesen, die Adelbert selbst geschenkt, in einer Mühle, Weinbergen und einigen Wiesen,

„(1) In der Urkunde geschieht zwar vom Augustinerinstitut nicht ausdrückliche Meldung; damit waren aber alle nicht lange vorher aufgekommene reguläre Chorherren gemeint und wir werden bald die Eberbacher Kanoniker in einem anderen Kloster auch aus Urkunden als Augustiner kennen lernen."

die sein Ministerial Wolfram, und endlich in einer halben Hube Landes zu Erbach, die ein anderer Edelmann, Konrad, dem neuen Kloster vermacht hatten. Ein unzulängliches Patrimonium für einen auch nicht sehr zahlreichen Klosterconvent!

„Die ersten Ansiedler hatten aber auch zu Eberbach keinen langen Aufenthalt. Worin immer die Schuld lag? sie arteten bald aus, vergaßen aller Zucht, vernachlässigten den Gottesdienst und brachten mit ihrem Wandel mehr Aergerniß, als Früchte der Erbauung. Der gottselige Adelbert sah dieses Verderbniß und empfand Reue über sein Werk. Da Ermahnungen, Verweise und Drohungen fruchtlos waren, beschloß er im frommen Eifer, die ungerathene Pflanzung auszurotten. Um sich jedoch in einer so wichtigen Sache nicht zu übereilen, schlug er den kanonischen Weg ein, zog seine geistlichen und weltlichen Magnaten zu Rath und forderte darüber ihre Stimmen. Der Beschluß entsprach seiner Gesinnung, und brach den irregulären Chorherren den Stab. Sie mußten auswandern, und der Erzbischof räumte Eberbach einer andern Gattung von Mönchen ein.

„Dieses in so kurzer Frist bis zur Unheilbarkeit angewachsene Verderbniß ist auffallend. Gewöhnlich ist im Anfange der Eifer rege und erhält sich wenigstens durch die erste Generation. So ging es aber zu Eberbach nicht; denn auch angenommen, daß selbiges von Adelbert in seinem ersten Jahre 1112 gestiftet worden, hätte sich dennoch die gänzliche Umwandlung bis 1131, wo sie verbannt wurden, binnen nur zwei Jahrzehenten ereignet. Entweder waren also die Chorherren schon vor ihrem Einzuge in Eberbach zuchtlos (1), oder ihr Abfall wurde durch sonderbare Umstände beschleunigt.

„Vielleicht irret man nicht, wenn man sich die unselige Erscheinung einer so schnellen Ausartung größtentheils aus der Unzulänglichkeit der Mittel erklärt; denn Mangel von dieser

„(1) Vielleicht gehören sie zu der Gattung von Mönchen, die der h. Benedikt in seiner Regel Gyrovagen nennet und die von einem zum andern Kloster herum schwärmten, ohne irgendwo eine bleibende Stätte finden zu können oder zu wollen. Wir werden eben diese Chorherren bald ein anderes Kloster beziehen, aber auch nicht gar lange nachher wieder räumen sehen.“

Seite kann der klösterlichen Disziplin eben so gefährlich, ja oft nachtheiliger seyn, als selbst der Ueberfluß [1]; und daß sich in einer Familie, worin jedem Glied alles Nöthige gereicht wird, auf Zucht und Ordnung strenger halten lasse, als in einer andern, worin die Individuen für manche ihrer Bedürfnisse selbst sorgen müssen, ist, ohne das Zeugniß der Erfahrung aufzurufen, auch nach der Sache selbst, leicht begreiflich. Daß aber Eberbachs erster Fond für ein selbstständiges Kloster unzureichend war, haben wir gesehen; und der Plan, welchen Adelbert nach Austreibung der Kanoniker befolgte, giebt leicht zu erkennen, daß er selbst von diesem Mangel überzeugt war; denn er hob Eberbachs Selbstständigkeit auf und wies es, als ein Priorat, einem andern wohl-fundirten Kloster zu.

„Wo sich die Exilirten von Eberbach hingezogen, läßt sich zwar nicht genau bestimmen; aus der Folge wird aber sehr wahrscheinlich, daß sie eine Zeitlang ohne Sitz und Oberhaupt in der Nähe herum irrten und auf ein besseres Schicksal harrten. Das Glück söhnte sich auch mit ihnen aus und schaffte ihnen nicht weit von Eberbach eine neue Wohnung in dem berühmten, zum Theil noch heute bestehenden Kloster Gottesthal, welches ein gewisser Wulferich von Winkel bei dem heutigen Ort Mittelheim auf seinem Eigenthum erbaut hatte. Dieser fromme und reiche Edelmann hatte sich schon vorher gegen die Abtei Johannisberg mit Wohlthaten ausgezeichnet. Nun sah er die von Eberbach verwiesenen Chorherren im Elende schmachten, bedauerte ihr hartes Schicksal, und faßte in der Hoffnung, daß sie durch ihren Schaden klug und besser geworden, den großmüthigen Entschluß, ein anderes Kloster für sie zu errichten. Als Rathgeber und

„(1) Es versteht sich, daß hier nur von Klöstern die Rede sey, welche nach ihrem Institut Patrimonien und gemeinschaftliches Eigenthum besitzen können; denn solche, denen ihre größere Armuth Alles, auch gemeines Eigenthum untersagt, haben wohl auch in ihrer Verfassung andere Mittel, das Leben, wie auch die Disziplin zu erhalten. Auf der andern Seite will ich aber eben auch nicht vom Ueberfluß oder Luxus im klösterlichen Leben (denn dieser wäre schon für sich selbst ein Verderbniß), sondern vom reichlichen Fond verstanden seyn, wodurch den Privatmönchen alle persönliche Sorgen des Unterhalts und mit diesen manche Ausschweifungen abgeschnitten werden."

Mitgehilfe bot sich ihm Erenfrid, ein gottseliger Stiftsherr zur Lieben Frauen in Mainz, dar, welcher sich aus freiem Triebe dem Weltgetümmel zu entreißen und in religiöse Einsamkeit zu verbergen beschlossen hatte. Diesem räumte Wulferich sein, zur Ehre des h. Aegidius geweihtes Kloster ein und überließ ihm dessen weitere Einrichtung. Erenfrid sammelte die von Eberbach ausgewanderten Chorherren, nahm sie als ihr Propst unter seine Disciplin, und gab dadurch gegen 1138 dem Kloster Gottesthal seinen Anfang. (1)

„Die zuverlässige, bisher aber noch unbemerkte Nachricht, daß Gottesthal durch die von Eberbach vertriebenen Chorherren angepflanzt wurde, findet sich in einer feierlichen Urkunde, worin Erzbischof Heinrich I im Jahr 1151 einen wichtigen Rechtsstreit und Vergleich zwischen beiden Abteien verkündet. Abt Folbert von Winkel (2), Erenfrieds Nachfolger, nahm den Grund, worauf

„(1) Erzbischof Arnold berichtet die Stiftung des Klosters Gottesthal in einer Urkunde vom Jahr 1158 also: »»Notum sit, quod quidam felicis memorie Wulfricus de Winkele, ministerialis S. Martini, cupiens pro temporalibus eterna et pro transitoriis metere perpetua, quondam cellam in eadem villa videlicet Winkela in honore S. Egidii in proprio fundo construxit et quendam beate recordationis Erenfridum S. Marie ad Gradus canonicum aridum cum suo flore mundum fugere satagentem, illuc vocavit et ei cum eadem cella quoddam allodium suum, quod dicitur Rendewindeshuba, perpetua possessione contradidit. — Actum MCLVIII.«« Diese von Wulfrich gestiftete Zelle wurde bald nachher Gottesthal genannt, und kommt schon 1145 mit ihrem Propste Erenfried unter diesem Namen vor, bei Gud. Tom. I. p. 167: »»Regularibus fratribus in Valle Dei juxta Winkelo«« — und weiter unten: »»Erenfrido preposito regulari de loco predicto.«« — Sonst wurde es damals auch schlechtweg das Kloster von oder zu Winkel genannt, z. B. bei Gud. Tom. I. pag. 208: »»D. Marcolfus motus miseratione super pauperitate fratrum et sororum sub regula Scti. Augustini communi vita *in Winkelo* degentium,«« und daselbst pag. 211. — Die Stiftung Gottesthal fällt höchst wahrscheinlich in das Jahr 1137 oder 1138; denn 1130 kommt schon Erenfried als Propst in Winkel vor: »»Erenfridus prepositus regularis in Winkel,«« — bei Joannis Tom. II. pag. 585; und bei Lebzeiten Adelberts († 1137, am 23. Juni) würden es Wulfrich und Erenfried kaum gewagt haben, die von ihm gebrandmarkten Kanoniker in das neue Kloster einzuführen."

„(2) Das Kloster Gottesthal stand wirklich bei Mittelheim und die Pfarrkirche daselbst ist noch heute zu Tag ein Ueberbleibsel davon. Es wurde aber in den Urkunden des 12. Jahrhunderts nach Winkel versetzt, weil damals auch

Eberbach und die Zellen der dortigen Mönche standen, mit einer halben Landhube zu Erbach in Anspruch, und forderte sie als Eigenthum seiner Kanonie zurück. Will man dem Prätendenten nicht allen Scheintitel absprechen, so muß man eingestehen, daß er sich auf das Postliminium gegründet habe. Ein näherer Blick in die Akten selbst gibt seine Tendenz deutlich zu erkennen.

„Folbert, vermuthlich selbst noch einer von den aus Eberbach von Adelbert verbannten Chorhrrren, glaubte nämlich mit den

---

Mittelheim und Oestrich unter dem Namen Winkel begriffen waren. Vergleiche darüber Bärs diplomatische Nachrichten vom Rheingau, Cap. V. §. 37, Seite 121—124, wo besonders S. 124 not. m. die hierher einschlagenden Beweisstellen dargelegt werden. Gudenus, Indice III. ad T. I., und Würdtwein, Dioeces. Mogunt. Comment. VI. in praef. geben zwar den Abt Folbert von Winkel als einen Benediktiner an, aber gewiß irrig, denn außer dem Johannisberg war bei Winkel nie eine andere Benediktiner-Abtei, und dort war 1151 nicht Folbert, sondern Anselm Abt (bei Gud. T. I. pag. 210), der auch noch 1158 diesem Kloster vorstand. (Daselbst pag. 231.) Ohnehin beweiset eben die Urkunde, aus der wir den Abt Folbert von Winkel kennen lernen, daß er den regulirten Chorherren von Gottesthal vorgestanden. — Erzbischof Markolf hatte dieser Kanonie eine Rheinaue, gegen Eltville über, geschenkt (bei Gud. T. I, pag. 165), außer zwei Huben derselben, die er schon vorher dem Kloster Eberbach eingeräumt hatte. (Daselbst pag. 209.) Nun behauptete Abt Folbert, die ganze Insel gehöre seinem Kloster zu, und forderte daher auch die zwei Huben von Eberbach zurück. »»In tertio capitulo duos mansos in quadam insula Reni, que curti nostre in Altavilla adjacet, ad usum fratrum suorum contraditos aiebat.«« Gud. T. I. pag. 212 (und Ocul. mem. fol. 51.) — Folbert war also zuverlässig Abt der regulären Chorherren zu Gottesthal, und nicht Benediktiner. Wir werden die nämliche Prätension vom Kloster Gottesthal in der Folge erneuert sehen. Ob übrigens Folbert dem Erenfried unmittelbar oder nach Robert gefolget sey, kann ich nicht entscheiden; denn beide kommen nur ein Mal in einem und demselben Jahre 1151, ohne Monats-Anzeige vor, bei Gudenus T. I. pag. 209 und 212. — Vielleicht liegt aber in der ersten Urkunde ein Druckfehler, und muß statt Robert, Folbert gelesen werden; denn daß in der andern Urkunde der Name Folbert richtig sey, erhellet aus dem vor mir liegenden Originale. Eben so unausgemacht ist es, ob noch der erste Propst Erenfried in seinen letzten Jahren den Titel eines Abts angenommen habe, oder sein Nachfolger. Jener kommt nach 1145 als Propst vor, bei Gud. T. I. pag. 167, und erscheint nachher gar nicht mehr in Urkunden; dagegen wird im Jahre 1151 Robert und im nämlichen auch Folbert Abt genannt. Mögen sie also beide nur eine oder zwei Personen sein, so ist doch gewiß, daß schon der unmittelbare Nachfolger Erenfrids den abteilichen Titel führte."

Seinigen, daß ihnen durch die Proscribirung Unrecht geschehen und darum wenigstens das zu erstatten sey, was sie in ihrer ersten Station nicht vom Erzbischofe, sondern durch Freigebigkeit Anderer empfangen hatten. Daher verlangte er nicht das Kloster Eberbach selbst, welches ohne Zweifel Adelbert auf seine Kosten erbauet hatte, sondern nur den von der Landschaft dazu geschenkten Grund, nicht die vom Stifter übergebenen Wiesen, sondern das von Ministerial Konrad angeschaffte Landgut zu Erbach ([1]). Er ging auch mit seinem Anspruch nicht leer aus; denn obgleich Erzbischof Heinrich, vor dessen Gericht die Fehde bestauden wurde, seine Forderungen ungegründet fand, so gab ihm doch Abt Ruthard von Eberbach, um des lieben Friedens willen, sieben Morgen Weinberge zurück, und machte dadurch dem Streit ein Ende. Diese nicht ganz abgewiesene Spolienklage setzet offenbar voraus, daß Folberts Convent schon ehemals im Besitze der angesprochenen Güter war, und beweiset unwidersprechlich, daß sich die von Eberbach verwiesenen Chorherren im Kloster Gottesthal neuerdings angesiedelt haben.

„Allein auch hier verfolgte sie ihr böser Genius und ließ sie keiner bleibenden Stätte genießen. Wahrscheinlich gaben die Kanoniker selbst durch eine an sich unschuldige und von ihnen wohlgemeinte Anstalt die Grundursache dazu. Bald nach ihrem Einzug in Gottesthal nahmen sie eine Familie von Klosterfrauen in ihr Institut auf, welche den Fond, die Kirche, so wie das Kloster mit ihnen theilten und nur in Wohnung und Tisch von ihnen geschieden waren. Dieses klösterliche Zwittergeschlecht war damals sehr gemein, und die Gottesthaler Chorherren sahen ein Beispiel davon in der Nähe. Erzbischof Markolf von Mainz hatte die Einrichtung gutgeheißen, und den „„gemeinschaftlich lebenden Brüdern und Schwestern zu Gottesthal zur Steuer ihrer Noth die Rheinaue bei Eltville geschenkt““. Dessen Nachfolger, Heinrich I, bestätigte in den Jahren 1145 und 1151 das

»(1) In primo asserebat capitulo, *fundum illum,* in quo situm erat *Eberbacense cenobium et fratrum mansiuncule*, ecclesie sue in Winkelo pertinere. In secundo dimidium mansum in villa Erbach — in jus proprietatis item ecclesie sue requirebat.«

Geschenk und dadurch eben auch das Institut. ([1]) Das bei dem ersten Anblick ein wenig zweideutige Unternehmen solcher Mönche, die wegen Zuchtlosigkeit schon ein anderes Kloster hatten räumen müssen, war also von dieser Seite gegen Vorwürfe geschützt, und die zweifache Niederlassung schien von der erzbischöflichen Begünstigung eine feste Dauer hoffen zu können.

„Dennoch war die Nonnengemeinschaft den Chorherren nachtheilig und beschleunigte ihre Erlöschung oder zweite Flucht, sey es nun, daß der geringe Fond zum Unterhalte beider Familien nicht zureichte, oder ein ihrem vorigen gleiches Schicksal eintrat. Die Kanoniker wanderten auch von hier bald wieder aus und überließen das Kloster Gottesthal mit seinem Patrimonium ihren Schwestern allein. Die Epoche dieser zweiten Auswanderung läßt sich zwar nicht bestimmt angeben, wahrscheinlich ging sie aber noch im 12. Jahrhunderte vor, denn in den zahlreichen Urkunden dieses Zeitraums, die über den Rheingau sprechen, fand ich nach Folbert weder einen Abt, noch einen Chorherrn von Gottesthal oder Winkel angeführt. Zuverlässig war aber Gottesthal schon im Anfange des 13. Jahrhunderts nur von Kanonessen bewohnt, wie sich aus einer gerichtlichen Verhandlung vom J. 1213 offenbart. In diesem Jahre wurde eine wiederholte Streitigkeit zwischen Gottesthal und Eberbach über die schon gedachte Rheinaue bei Eltville durch Compromiß geschlichtet, die Mäler abgesteint, die Absteinung in einer Synode zu Mainz bestätigt und der ganze Verlauf von den erzbischöflichen delegirten Richtern, Dompropst Konrad und Dombechant Gottfried, authentisch beurkundet. In dieser ganzen Fehde treten von Seite Gottesthals nur die Klosterfrauen auf, und von Chorherren, denen doch vormals die Aue hauptsächlich angehörte, geschieht in der Verhandlung gar keine Meldung ([2]). Gewiß hatten also diese

„(1) Der Erzbischof Markolf überlebte das Jahr 1142 nicht. († 1142, 9. Juli.) Die Chorherren zu Gottesthal hatten sich also wenigstens schon in eben diesem Jahre die Kanonessen beigesellt."

„(2) In der authentischen Relation über den Streit und den Vergleich heißt es: »»Cujus insule pars *inferior* pertinet fratribus Eberbac., *superior* vero sanctimonialibus in Gotsdal;«« und weiter unten: »»Cum fratres de

schon lange vor 1213 das Kloster Gottesthal mit der Aue aufgegeben und den Nonnen allein überlassen."

Der Wohlthäter Wolfricus von Winkel, Ministerial des h. Martinus, hatte die von ihm begründete Zelle zu St. Egidien in Mittelheim mit seinem Allod Rendewineshube begiftet. Der Propst Erenfried, 1144 Erenfridus de Winckela genannt, kam zu streiten mit dem Rheingrafen Emmerich, der als Blutfreund des Wolfricus gesamtes Erbe in Anspruch nahm. Solchen Anspruch zu beseitigen, ist der klugen Mäßigung des Propsten gelungen. Auf des Rheingrafen tödtlichen Abgang wurde im Namen von dessen Söhnlein durch die Vettern Emmerich von Winkel und Konrad von Heppenheft der Streit erneuert, und mußte der Propst Friedrich lange Zeit rechten, bis dann Erzbischof Arnold 1158 ein Abkommen zu Stande brachte, vermöge dessen die Rendewineshube dem Kloster verblieb. Es fanden sich für dasselbe noch andere Wohlthäter. Einer der vorzüglichsten ward Erzbischof Heinrich: er bestätigte nicht nur die von seinem unmittelbaren Vorgänger, Erzbischof Markulf, gemachte Schenkung einer Rheinau, 1145, sondern schenkte auch der Canonie das zu Mainz bei der Domkirche bestehende Hospital für arme Pilgrime, mit dem Tauf- und Begräbnißrecht, nebst zwei Morgen Weinberg zu Marienborn; diesem folgte eine abermalige Bestätigung der Rheinau und der von dem Ministerial Megingaud geschenkten Güter zu Winkel, und um die neue Abtei Eberbach und die von dannen vertriebene Canonie vollends zu versöhnen, schlichtete er 1151 ihre Differenzien, vier Punkte. „Der erste betraf den Grund und Boden Eberbachs, worauf die Zellen der Mönche standen; der andere einen halben Mansus von Gütern zu Erbach; der dritte zwei Huben Landes auf der Aue bei Eltville, die er sämmtlich als Eigenthum seiner Canonie ansprach und von den Eberbachern zurückforderte. Der vierte Klagepunkt, welchen die Aebtissin von Altenmünster zu Mainz mit ihm theilte, ging auf ein

---

Eberbach et Arnoldus prepositus sanctimonialium in Gotsdal super lite —«« etc. Offenbar zeigen sich hier nur die Kanonessen im Prozesse mit Eberbach und als Alleinbesitzerinnen der Aue."

Wasser, Reßlinsbrunnen genannt, dessen Quelle und Ablauf er seinem Kloster zueignen wollte. (1)

„Da sich die Partheien über Forderungen, aus denen bei einigen die Chikane nicht undeutlich hervorleuchtete, nicht selbst vereinigen konnten oder wollten, so kam die Sache vor den Erzbischof Heinrich. Dieser sah den Ungrund aller Ansprüche gegen Eberbach wohl ein. Um jedoch Liebe und Frieden um so gewisser herzustellen, war es sein Bestreben, beide Klöster gütlich mit einander zu vergleichen. Abt Ruthard von Eberbach zeigte sich, ungeachtet seines klaren, vom obern Richter selbst anerkannten Rechts, nicht ungeneigt dazu, und beförderte die fromme Absicht des hohen Vermittlers. Er bot dem Folbert sieben Morgen Weinberge von der angesprochenen halben Hube zu Erbach freiwillig an und entwaffnete durch diese Nachgiebigkeit die Eifersucht seines Gegners, der mit diesem Erbieten befriedigt, von allen anderen Forderungen abstand. Durch sein Beispiel und des Erzbischofs Heinrich Zureden bewogen, gab nun auch die Abtissin von Altenmünster ihren Anspruch auf und überließ dem Kloster Eberbach den freien Gebrauch des bestrittenen Gewässers."

„(1) Was dieses für ein Wasser und wo es gelegen war, zeigt die Urkunde nicht deutlich an, und der angeführte Namen desselben ist mir wenigstens unbekannt. Ich vermuthe aber, daß von jener Quelle die Rede sei, die bei Heidesheim auf der Höhe über dem Sandhof entspringt und sich mit einem durch das nahe Thal herabgehenden Bächlein vereinigt, welches am Sandhof vorüberläuft. Die Theilnahme der Abtissin von Altenmünster an diesem Klagpunkte begründet meine Muthmaßung. Bekanntlich hatte dieses Frauenkloster zu Heidesheim Güter, ja damals noch größtentheils die Ortsherrschaft selbst, und auch Gottesthal war in dasiger Feldgemarkung mit Ländereien angesessen. Nun erhielten auch die Eberbacher daselbst 10 Huben Feld, und darunter eben jenes Grundstück, worin das gedachte Wasser entspringt. Die Hofbrüder sahen den Brunnen als Zubehör ihres Ackers für ihr Eigenthum an und benutzten dessen Ablauf zum Vortheile ihrer Güter. Vermuthlich war aber diese Operation neu und entzog den Klöstern Gottesthal und Altenmünster einigen Genuß, den ihnen die vorigen Besitzer Gottfried und Bertha, die bei ihrem großen Reichthum auf solche Kleinigkeiten nicht achteten, nachgesehen hatten. Dadurch mag wohl die Klage verursacht worden sein. Da ich keine andere Veranlassung zu dem Streit zwischen diesen drei Klöstern mir denken kann, so mag wohl meine Muthmaßung nicht ungegründet sein. Uebrigens ist von dieser Quelle merkwürdig, daß ihr Wasser nicht weit vom Ursprunge zwei Mühlen treibt, auch in den heißesten Sommertagen nie versiecht und sich dann unter dem Sandhof verliert."

Auch war es Erzbischof Heinrich, der die Propstei zu einer Abtei erhob, wie denn 1151 Robert und in demselben Jahr Folbert als Abt vorkommt. Darum heißt es von ihm in dem Necrolog von Gottesthal, VI non. Julii: »Anniversarium reverendi patris et domini Henrici Archiepiscopi Moguntini, qui post exilium fratrum et sororum largis subventionibus misericorditer astitit, et pii patris officio functus nobis multa beneficia et solamina concessit, pro quibus memoria apud nos iugiter servetur in seculorum secula.« Kaiser Friedrich I nahm das Kloster »Gotsdale prope Winkelam« in seinen Schutz und verlieh ihm die Zollfreiheit an allen Reichszollstätten an Rhein und Main, 28. Nov. 1186. Die spätern Erzbischöfe erzeigten sich nicht minder freigebig gegen das Kloster, und ihrem Beispiel folgten nicht nur die Rheingauer, sondern selbst entferntere Nachbarn. Indessen mußten vielleicht noch vor Ausgang des Jahrhunderts die Canonici das Doppelkloster räumen, und ist von ihrem spätern Aufenthalt, von ihren Schicksalen nichts bekannt; vielleicht sind sie, meint Bodmann, nach Eberbach zurückgekehrt. Heißt es doch in dem Oculus Memoriae: »Bona que habemus apud villam, que dicitur Osterspeia, inchoata sunt anno Domini 1221, temporibus Erckenberti abbatis. Primo comparavimus a filiis nostris, domino Rehinnero abbate et conventu suo de Valle Dei, omnia bona, que habebant in eadem villa, tam in monte quam in vineis et edificiis, omnibusque attinentiis sibi, pro 80 marcis Colon. presente domino Wilhelmo abbate Clarevallis.« Unter Valle Dei wird aber nicht sowohl das rheingauische Gottesthal, als die Abtei Val-Dieu, Godsdael, die 1216 gestiftete Tochter von Eberbach, zu verstehen sein.

St. Egidien Kirche in Mittelheim, Haus und Güter, blieben den Schwestern allein. Daß die Trennung vor dem J. 1213 erfolgt sei, ergibt sich aus einer Urkunde vom besagten Jahr, den alten Hader mit Eberbach betreffend. „Er galt abermals der unter beide Klöster vertheilten Rheinaue gegen Eltville über und bestand in einer Grenzstreitigkeit, die bis zur Erbitterung und wechselseitigen Animositäten ausgeartet war. Die Vorfahrer hatten die gemeinschaftlichen Grenzlinien, wie es auf Auen und

Wiesen bräuchlich ist, mit Weiden besetzt, um jedem sein Mal kennbar und dauerhaft auszuzeichnen. Allein eben dieses Mittel zur Erhaltung der Einigkeit ward in der Folge selbst ein Stoff zur Entzweiung. Die eigentlichen Malbäume kamen bei den Gottesthalern in Vergessenheit, und nun wollten sie ihren Weidenschlag weiter ausdehnen, als ihr Eigenthum reichte und die Eberbacher zugaben. Der Nonnenpropst Arnold ließ den widersprochenen Holzhieb mit Gewalt unternehmen, und die handfesten Brüder vom Sand- und Draiser Hof setzten sich mit gleicher Entschlossenheit dem Attentat entgegen. Da keine Partie weichen wollte, kam es dahin, daß sich beide, nicht ohne wechselseitige Mißhandlungen, in periodischem Holzhiebe einander vorzukommen beeiferten. Daß solche faustrechtmäßige Balgereien zwischen Klöstern nicht erbaulich waren, versteht sich von selbst, und wirklich fielen die Neckereien der weltlichen Nachbarschaft auf. Besonnene und billig denkende Männer, welche das Aergerniß gehoben wünschten, schlugen sich daher ins Mittel und stimmten die Parteien zum Vergleich. (1) Dieser kam auch durch vier Schiedsrichter zu Stande. Das streitige Mal ward von ihnen bestimmt und sogleich, zu Verhütung neuer Anstände, feierlich ausgesteint. Im Namen der Klöster wohnten Prior Erkenbert und Propst Arnold als Deputirte der Handlung bei und genehmigten das ganze Resultat.

„Um diesem mehr Festigkeit zu verschaffen, gingen beide Sachwalter mit einander nach Mainz und wollten es von dem geistlichen Gericht autorisiren lassen. Eben ward daselbst eine Synode gehalten, welcher die zwei Gottfriede, Dombechant und Domcustos, im Namen des Erzbischofs präsidirten. (2) Beide

(1) »Factum est quod antiqua lis innovata fuit propter quarundam salicum succisiones, que sub quodam rancore nunc ab his, nunc ab illis succise sunt. Propter quod cum fratres de Eberbach et Arnoldus prepositus monialium in Gotsdal super lite, que minime sanctam decebat religionem, a vicinis commonerentur, pars utraque — arbitrio se submittentes etc.«

(2) »Cumque Erckenbertus prior de Eberbach, quod solempniter factum et diffinitum erat, S. Moguntine synodo, cui ego Godefridus major decanus et Godefridus major custos vice D. Maguntini presedimus.« Die

Deputirten traten in die Versammlung, und Prior Erkenbert legte den Receß zur Bestätigung vor. Nun that aber der Nonnenpropst einen Querschritt. Aus Laune, oder aus was immer für einer Grille angewandelt, rief er vor der Synode den von ihm unterschriebenen Vergleich auf, nahm die ganze Insel für seine Damen in Anspruch und kündete dem Eberbacher Deputirten einen förmlichen Prozeß darüber an. (1) Diese eben so unvorsichtige als unvorhergesehene Wendung machte bei der Versammlung große Sensation und konnte dem Protesteinleger übel ausschlagen. Er besann sich aber bald eines Bessern. Durch Zureden und freundschaftlichen Verweis angesehener Männer zurechtgebracht, gab er seinen Anspruch auf und erklärte öffentlich, daß die untere Hälfte der Aue dem Kloster Eberbach rechtmäßig zugehöre. Dompropst Konrad und Domdechant Gottfried, delegirte Richter des Mainzer Stuhls, beurkundeten den Verlauf, ließen ihn von mehreren Synodal-Beisitzern bezeugen und machten dem wiederholten Auestreit 1213 auf immer ein Ende. (2)"

Nicht lange, und die Klosterfrauen gefielen sich nicht mehr in dem Aufenthalt zu Mittelheim, beschlossen außerhalb des Dorfbannes sich anzusiedeln. Sie wählten für den Neubau in der Nähe, zwischen dem Wald und ihrer bisherigen Wohnstätte, eine sehr schöne Lage, und wurden in ihrem Unternehmen durch verschiedene Wohlthäter unterstützt. Als ein solcher wußte vor

---

Synode war vermuthlich nur eine Versammlung des Mainzer Klerus, oder höchstens ein Send der Stadt Mainz. Denn auf einer Seite zeigen sich in derselben nur Kleriker von Mainz, und auf der andern kein einziger von dortigen Stiftspröpsten, als welche alle, selbst Landarchidiakonen und Sendherren, am Mainzer Stadtsende keinen Theil hatten. Dompropst Konrad erscheint in der Urkunde nicht als Synodal-Beisitzer, sondern als geistlicher Richter.

(1) »Arnoldus prepositus de Gotsdal quodam casu interveniente commotus, ipsum Priorem traxit in causam, coram nobis asserens, quod tota insula ecclesie sue pertinere deberet. Cujus causam quasi injustam cum tota Synodus ammiraretur etc.«

(2) »Acta sunt hec anno D. Inc. M.C.C.XIII Indictione prima.« Aus der umständlich dargelegten Geschichte dieser Verhandlung, wobei gar keine Meldung von Chorherren, sondern nur von Nonnen vorkommt, erhellt nach meinem Bedünken deutlich genug, daß jene schon lange vor 1213 das Kloster Gottesthal geräumt hatten.

andern Rheingraf Siegfried sich den Titel eines Stifters zu verdienen, wie ihn namentlich eine Urkunde bezeichnet, die man jedoch darum lange für verdächtig gehalten hat. Man fand nämlich im J. 1724, bei Erneuerung der Kirche von Gottesthal, über dem Abbrechen eines Altars, ein bleiernes Kästchen, worin einige Gebeine mit der auf Pergament in Fractur ausgeführten Inschrift: „Diß ist das Gebein Sigfrids eines Ringrafen, der da ist gewest ein Stifter des Klosters. Wan man die Besessenen off ir Grapp bracht, so hant sie gegrisgramt und grülich gelebt, und hat der bös geist uß eynr gesprochen, er brunne sie me, den das hollische Feuwer." Die Urschrift samt den Gebeinen ward im nämlichen Jahr neuerdings unter dem wiederhergestellten Altar verwahrt, eine Abschrift aber nach Kirn geschickt. Hier wußte man nicht, wie diese Urkunde mit ältern ganz unbezweifelten Nachrichten in Uebereinstimmung zu bringen; denn nach der unverdächtigen Urkunde des Erzbischofs Arnold von 1158 war kein Rheingraf, sondern Wulferich von Winkel der Stifter, es gab auch zur Zeit der Stiftung keinen Rheingraf Siegfried, indem dieser Namen erst im 13. Jahrhundert dem neuen Geschlecht der Rheingrafen von Stein eingeführt worden, nachdem Gottesthal seit 1137—1139 bereits über 60 Jahre bestanden hatte. In Beziehung auf die erste und eigentliche Stiftung von Gottesthal verdient also jener Grabzettel keinen Glauben, weil ihm ältere und ganz sichere Zeugnisse offenbar entgegenstehen; nachdem aber nun aus unverdächtigen Originalbriefen zuverläßig bekannt, daß in der Mitte des 13. Jahrhunderts das Kloster von seiner alten Stelle versetzt und gleichsam zum zweitenmal gestiftet worden, schwindet aller Widerspruch mit sonstigen Nachrichten, denn der Zettel bezieht sich nicht auf des Klosters erste Stiftung, sondern auf dessen spätere Uebertragung nach dem heutigen Standort, die wohl als zweite Stiftung gelten mag, und stimmt demnach zu anderweitigen Nachrichten, denn in der Mitte des 13. Jahrhunderts lebte ein Rheingraf Siegfried, und kommt häufig mit seinem Bruder Werner in Urkunden vor.

Gegen das Jahr 1250 befand sich das neue Kloster in bewohnbarem Stande und wurde von den Nonnen bezogen. Unter

ihnen ergab sich beinahe gleichzeitig eine Spaltung. Die Mehrzahl des Convents war entschlossen, mit der Wohnung auch die Regel zu verändern und sich dem Orden von Cisterz anzuschließen: einige der Schwestern wollten Canonissen bleiben und widersetzten sich der Reform. Da sie aber gegen die Mehrzahl nichts vermochten, verließen sie das neue Haus, um die verlassenen Zellen in Mittelheim wieder zu beziehen. Das konnte für das Kloster bedenkliche Folgen haben, zumal einflußreiche Vettern der Ausgewanderten bei dem Handel sich betheiligten. Erzbischof Christian II trat ins Mittel und steuerte dem Uebel durch eine eben so kluge als der Lage der Dinge angemessene Verfügung, indem er, nachsichtig für die Anhängerinen der alten Regel, sie keineswegs zwang, der ihnen nicht zusagenden Reform beizutreten, sondern sie den Rest ihrer Tage nach der alten Ordonnanz zubringen ließ, ihnen das Kloster zur Wohnung, zu ihrem Unterhalt angemessene Renten anwies, und also zugleich mit der Gemeinschaft der beiden Familien den Stoff weiterer Mißhelligkeit aufhob; zugleich aber, um das Schisma nicht zu verewigen, oder durch ständige Theilung beide Klöster zu Grunde zu richten, den Canonissen in Mittelheim die Aufnahme von Novizen untersagte, außerdem verfügend, daß die ihnen nutznießlich angewiesenen Güter nach ihrem Aussterben an das Hauptkloster zurückfallen sollten, wie das auch Christians Nachfolger, Erzbischof Gerhard I bestätigte. Im J. 1241 war die neue Kirche vollendet, und deren Einweihung um so feierlicher zu begehen, erwirkte das Kloster eine Bulle, worin Papst Innocentius IV allen Gläubigen, die sich dabei einfinden und ihre Gaben niederlegen würden, bestimmte Indulgenzen verleihet. Mit Gewißheit ist nicht zu behaupten, daß Gottesthal, einmal dem Orden von Cisterz einverleibt, sogleich unter die Paternität von Eberbach gekommen sei. Wahrscheinlich übernahm der dasige Abt, von wegen der Nähe, die Visitation, einstweilen provisorisch, bis sie ihm nach 15 Jahren von Erzbischof Werner bestätigt wurde, als welcher 1265 die Klöster Marienkron bei Oppenheim, Sion bei Alzei, Dalheim bei Mainz und Gottesthal dem Abt von Eberbach als Visitator untergab.

Gegen die Mitte des 14. Jahrhunderts befand sich das Kloster in bedrängten Umständen, und mußte von seinen Gütern mehres veräußern. In der Urkunde vom Febr. 1347 verkaufen Gerlindis, Meisterin, Adelheid, Priorin, und ganzer Convent ihre Weinberge zu Algesheim, »ut sic nostre necessitatis miseria posset aliquantulum relevari.« Die Aebtissin Elisabeth Anßelm, gest. 24. Mai 1499, hat sich in der Reform des Klosters hohes Verdienst erworben, und nicht minderes Lob verdient während ihres 32jährigen Regiments Anna Kitz, gest. 18. Juni 1609; sie hat Gottesthal vollständig restaurirt. Maria Höffling, 1631 zu Wasser den Schweden entfliehend, wurde bei Bingen ereilt, und haben die Räuber das ganze Archiv, so die Aebtissin bei sich führte, in den Rhein geworfen. Im J. 1757 wird als Aebtissin Micheline Algesheimer, 1776—1786 Maria Franzisca Müller, 1787 und noch 1796 Francha Dietz genannt. In dem allgemeinen Sturm auf geistliches Eigenthum wurde auch das Kloster Gottesthal mit der Kirche und sämtlichen Klostergebäuden an Herbert aus Winkel verkauft, als welcher im J. 1812 alles von Grund aus abriß, die Steine und Grabdenkmäler zu Chausseen und Baulichkeiten verwendete, und den Platz zu Weinbergen anlegte.

Oestrich.

Oberhalb Winkel, Freiweinheim gegenüber, bildet der Rhein die Jungau, nach Dielhelm auch die Ingelheimer Au genannt, „so eine ziemlich lange, aber schmale Insel ist, die mit vielen grünen Erlenbäumen, Weiden, Feld- und Gartenfrüchten, einer schönen Schweizerzucht, bequemen Lust- und Wohnhäusern, nebst Fischweihern angefüllt ist. Auf der Insel soll Kaiser Ludwig der Fromme im Jahr 840 verstorben, von dannen aber nach Mainz geführt und allda begraben worden seyn.“ Von dem rechten Ufer wird diese Ingelheimerau getrennt durch die Karthäuserau, „auf welcher ein wohl angelegter Obst-, Küchen- und Lustgarten befindlich, im übrigen aber auch mit Weiden und andern Büschen

stark bewachsen ist." Der Karthäuserau zur Seite liegt die Grünau, von Oestrich bis Hattenheim sich erstreckend, die Langau oder Langwerther Au, „so 38 Morgen hält, mit vielen Obst- und andern Bäumen bepflanzt ist, einen starken Weidenhau hat und zu dem Gut des Freiherrn von Langwerth in Hattenheim gehört."

Von Mittelheim führt der Landweg nach Oestrich, von dessen früherer Verbindung mit Winkel sattsam gehandelt. Das heutige Oestrich ist ein ansehnlicher Flecken von 1713 Einwohnern mit einer alten schönen Pfarrkirche zum h. Martin, deren Patronat dem St. Victorstift in Mainz zuständig war, mit einem Kranen am Rhein und mehren schönen Landhäusern. „Der wichtigste und interessanteste Ort des alten Rheingaues," schreibt Decan Vogel, der nicht sattsam Winkel und Oestrich unterscheidet. „In seiner Nähe lag die Lützel- oder Grafenau, und als diese vom Rheine weggespült worden war, wurden Rheingau's allgemeine Landesversammlungen in seinem Dorfberinge, in dem ausgegangenen Klingelmünde, gehalten. Hier erwartete die Landschaft einen jeden neu erwählten Erzbischof, wenn er in pomphaftem Zuge auf dem Rhein ankam, um die Huldigung anzunehmen und des Landes Freiheiten zu bestätigen, welches unter freiem Himmel geschah, wo ein großer Kreis von Reisigen den neuen Landesherrn, die Prälaten, Ritterschaft und Landschaft umgab. Hier versammelte sich der Landtag noch im 16. Jahrhundert, wenn bedeutende Streitigkeiten zu schlichten und wichtige Beschlüsse für die ganze Provinz zu fassen waren. Hier war die erste und älteste Kirche des ganzen Gaues, von der alle übrigen als Töchter ausgegangen, und an ihr der Sitz des Erzpriesters und des Ruralcapitels aller Rheingauischen Pfarrer durch das ganze Mittelalter durch. Erst als sich Eltville, Lorch und Rüdesheim zu heben begannen, trat dieses Dorf in den Hintergrund. Es bildete ursprünglich mit Winkel ein Heimgereide und noch 1358 einen gemeinschaftlichen Centgerichtssprengel, weshalb es dann auch öfter unter dessen Namen mitbegriffen vorkommt. Im J. 1021 erwarb und vererbleihete das Albansstift in Mainz einen kleinen Hof in Hosterche, und Meingoz, der Mainzer Kämmerer, schenkte 1123, als er einen Kreuzzug antreten wollte, all sein

Eigenthum in Hosteriche und Richarteshusen an das Kloster Altenmünster in Mainz, was dieses 1388 an Eberbach verkaufte. Dieses letzte Kloster hatte hier auch schon 1215 einen Hof, der zu seinem Hospitale gehörte, und wovon es der Gemeinde zur Zeit der Noth gewappnete Mannen stellen mußte, was ihm diese aber 1340 nachließ. Das Kloster Bleidenstatt vertauschte dem Victorstift in Mainz 1171 seinen hiesigen Hof gegen einen andern in Lorch. Die zu der hiesigen erzbischöflichen Fronhube gehörigen Leibeigenen, die auf dem Einrich saßen, waren 1242 an den Ritter Dyemo von Katzenellenbogen verpfändet. Die uralte Kirche war durch Schenkung des Erzbischofs Willigis an das Victorstift in Mainz gekommen, dem dadurch auch der ganze Zehnte im ganzen Mittelrheingau zwischen Hattenheim und Geisenheim bis Gladbach hinauf zu eigen wurde. Sie war im Besitze des Probstes dieses Stifts, der sie 1250 an das Capitel abtrat, dessen Vicar nun Pfarrer wurde, dem man 1257 und 1498 sein Congruum oder seine Besoldung bestimmte. An ihr standen später noch drei Altaristen, und die Kreuzkapelle in Gottesthal und die in der Clause waren ihr zugetheilt worden. Die Schweden legten sie 1635 mit dem ganzen Dorfe in die Asche."

Das berühmte Geschlecht Zumjungen besaß zu Oestrich eine Burg, von Frelle Zumjungen zu einem Stammhaus erbaut 1391. Dabei hatte es eine Capelle, wahrscheinlich des nämlichen Freile Werk. Sie gelangte letzlich in den Besitz des Mainzer Domcapitels, und hieß, trotz ihrer gänzlichen Umgestaltung, noch immer die Burg. Von dem Geschlecht schreibt Lersner: „Diese sehr alte Familia hat sich unterschiedlich geschrieben, als Tilmann und Petermann in circa 1288 ad juvenem, Jacob und Arnold 1330 zum Frosch, Petermann 1356 zum Blaßhoff, Heinrich zum alten Schwaben, Jeckel zu Leidenfelß, Henrich und Jacob gnt. Berwolff, Henrich gnt. zu der Weiden, Jungo gnt. zum Born, Jeckel gnt. zum Damelitzen, Petermann gnt. zum Riedesel, Petermann gnt. zum Silberberg, Henn gnt. Lang, Henn gnt. zu Gudenberg, Heinrich zum Juckel, Henn zum Herbold, Orth gnt. zur Eichen, Henn zu Hattenhrim, Philipp gnt.

Wassertrunck, Orth zu Schöneck rc., meistentheils aber schreiben sie sich Vonjungen und Zumjungen, die übrigen Beynahmen seind entstanden, weilen diese Familia öffters an Manns-Stamm sehr starck gewesen.

„Ihren Ursprung haben sie aus Ungern, ziehen mit Kayser Friderico Barbarossa in Italien, werden 1173 Freytag nach Uffarts Tag zu Verona durch Henricum Zumjungen wegen seiner treuen Diensten im Zug wider die Mayländer geadelt.

1239 wohnte Walther Zumjungen in Mayntz im Hause zum Datzberg.

1288 vermacht Tilmann, der sich schreibt ad juvenem, einige Gülten denen Minoriten-Brüdern in Mayntz.

1308 ist Salman Zumjungen und N. von Breitenbach zu St. Quintin in Mayntz begraben, laut Epitaphium alldorten.

1311 stifftete und dotirte Petermann Zumjungen, oder de juveni, nebst seiner Frauen Greda von Bebenhofen, zwey Altär in dem Closter zu St. Claren zu Mayntz, als einen in honorem SS. Johannis & Petri und den andern in honorem S. Catharinæ, davon diese Familia noch heut zu Tag Collatores und Patroni seind. Beyde Eheleuthe liegen in St. Clara begraben. Dieses Petermann vier Brüder, als Tielmann und Berwolff de juveni und Jacob zum Frosch nebst Arnold ad Ranam, begeben sich mit ihrem Vettern, Tiel gnt. zum Herbolt, 1332 wegen der Auffruhr in Mayntz in die Pfaltz.

1317 Februarii 4. hielt Nicolaus Zumjungen das adliche Ambt eines weltlichen Richters in Mayntz.

1318 erhält Petermann Zumjungen zum Blaßhoff von Kayser Ludwig dem Bayern Confirmationem des Adels, wird 1356 von Kayser Carolo mit dem Burglehen zu Oppenheim begnadet.

1332 ziehet Geipel Zumjungen zum Blaßbalck, mit andern adlichen Familien aus Mayntz: Heintz Zumjungen, zum alten Schwaben gehet gleichfalls aus Mayntz, hilffet mit der Gemeine daselbst den auffgerichteten Burgfrieden beschwören, stirbt 1366. Henneckin Zumjungen zum Frosch stirbt 1332, liegt mit seiner Frauen Anna Rebstockin bey den Augustinern in Mayntz begraben, und ist dieses ihr Epitaphium: Anno Domini MCCCXXXII

die Divisionis Apostolorum, obiit honorabilis Domicellus Johannes dictus Zumjungen c. a. r. i. p. a.

1337 turnirte Diephold Zumjungen zu Ingelheim im 18. Turnier.

1345 stifftet Götzemann Zumjungen dem Teutschen Orden in Maynz 16 Pfund Geldes und 20 Achtel Korn zu einer ewigen Messe.

1350 war Henn Zumjungen Edelknecht und weltlicher Richter zu Maynz.

1356 war Heintz Zumjungen, Ritter, Reichs-Schultheiß und Ambtmann zu Oppenheim, Odernheim, Nierstein, Ober- und Nieder-Ingelheim und Winterheim. Damalen wurde ihm von Kayser Carl IV die neue Burgk Wolffstein vor 5000 fl. versetzt; ferner belehnte ihn der Kayser mit 300 fl. auff dem Zoll zu Oppenheim, und Pfaltzgraff Ruprecht Churfürst auff dem Zoll zu Cube oder Caub mit 200 Pfund Heller jährlichen; in eben diesem Jahr weiset der Kayser ihn mit seinem Bruder Dill Zumjungen wegen der 2100 fl., so Er ihnen schuldig, auff den Zoll und Schultheisenambt zu Oppenheim an; Petermann Zumjungen, zum Rindesahl, erhaltet von Kayser Carolo IV das zweyte Burcklehen zu Oppenheim, und wurde ihm auf das neue der Adel bestättiget.

1357 belehnet Graf Walram von Sponheim Henrich Zumjungen mit 400 fl. klein von Florentz auf Eych und zu dem Sande, seinen Höffen mit dero Zugehör; dieser Henrich oder Heintz Zumjungen Ritter wird von dem Kayser abermalen mit einigen Gefällen auff dem Zoll zu Maynz belehnet, worinnen auch alle Churfürsten verwilligten. Petermann Zumjungen zum Blasehoff, Edelknecht, wurde auf Befehl Kaysers Caroli IV mit der Awe gegen Ginsheim über belehnet, welcher Brieff 1359 von dem Kayser confirmiret worden; auch befreite ihme der Kayser alle seine und seiner Nachkommen Güther zu ewigen Zeiten. Jungo oder Jungelin Zumjungen zum Born wird in diesem 1357. Jahr von Kayser Carolo IV alle seine Güther befreiet, bey Pœn 50 Marck Goldes.

1359 legete Henrich Zumjungen dem edlen Hrn. Gerlach von Hohenloch 4000 fl. ab, so er auf den Zöllen und Ge-

fällen des Reichs zu Mayntz, Oppenheim, Obernheim und Ingelheim stehen gehabt, und wird darüber vom Kayser belehnet; hernach wurde er in eben diesem Jahr wegen seiner treuen Dienste und grossen Unkosten mit 2000 fl. guten Geldes auff dem Zoll zu Mayntz und 2000 fl. auff dem Zoll zu Oppenheim belehnet; 1361 wird er abermal mit 2000 fl. und 100 fl. vor seine Diener auff dem Zoll zu Mayntz belehnet, und ware denen Zoll-Bedienten anbefohlen, die Zoll-Gelder von Mayntz und Oppenheim nirgend anders anzuwenden, als es gedachter Henrich Zumjungen befehlen würde.

1360 stirbt Henrich Zumjungen gnt. zu der Weyden, wird bey denen Augustinern in Mayntz begraben, dessen Epithaphium: An. D. MCCCLX in die SS. Ciriaci & Joh. obiit Domicellus Henricus Zumjungen.

1362 besasse Jeckel Zumjungen zum Damelitzen das adliche Ambt eines weltlichen Richters zu Mayntz.

1363 ware Heintz Zumjungen der Jung, Edelknecht, des Reichs Schultheiß und Ambtmann zu Oppenheim und umbliegenden Orten; er hatte Kayser Carolo IV und Wenceslao grosse Dienste gethan und sehr viel Gelds vorgeschossen, darvor er Oppenheim und die daselbst insamt gehörige Orte, samt den Gefällen, auch denen Zöllen zu Oppenheim und Mayntz ingehabt, mit einigen Burcklehen zu Oppenheim und Wolffstein, endlichen aber auff Kayserl. Befelch sowohl Oppenheim als Wolffstein an Chur-Pfaltz cediret, nachmals das Schultheissen-Ambt und die Burgk-Lehen wieder von der Chur zu Lehen empfangen, und hat sich wegen seiner Forderung an den Zoll zu Mayntz müssen anweisen lassen, laut vieler Brieffe vom Jahr 1359 bis 1398, in welchem Jahr dieser Heintz zu Mayntz gestorben.

1369 hilfft Henn Zumjungen, nebst seinem Bruder Diel und Petermann, seine Vettern Götz und Heintzen Zumjungen zu Oppenheim mit dem Stifft zu St. Paul in Wormbs vertragen, wegen des Dorffs zu Eychen, und wurde ein Vertrag aufgericht, welchen unter andern unterschrieben und untersiegelt, Hr. Eckhard von Dersch, Probst zu St. Paul, Hennelin von der Hauben, Petermann zum Gänßfleisch, Dielmann, Petermann und Henchen

Zumjungen, Gebrüdere, beneben Hermann Zumjungen Abendt, alle Edelknecht, laut Vertrags in Vigilia S. Michaelis Anno ut supra.

1372 wird Götz Zumjungen mit seinem Bruder Heintz von den Graffen von Leiningen, Friedrich dem ältern und jüngern, mit 200 fl. belehnet, so ihr Vatter hiebevor zu Lehen gehabt. In diesem Jahr verschreibt Kayser Carl Götz und Heintz Zumjungen 50 fl. jährlich auf der Steuer und Beede zu Oppenheim bis auf Wiederlösung. Gleichfalls haben Graff Emmich von Leiningen, Henrich Zumjungen, Schultheiß zu Oppenheim, die Städte Mayntz, Wormbs, Speyer und Oppenheim, auch einige Ritter und Edelknechte, auf Bewilligung Kayser Carol des Vierten, wegen Sicherheit der Straßen einen Bund und Vereinigung gemacht.

1374 kauffen Petermann Zumjungen zum Rindesahl von Hrn. Bechtolff Schmitzel von Dirmstein, Ritter, und Fr. Elisa von Selsen 20 Malter Korn Geldes und ein halb Fuder Weins, Zeugen Johannes von Arnisheim und Peter von Cronberg.

1374 bekam Henn Zumjungen von Kayser Carl dem Vierten eine Gülte auf dem Zoll zu Mayntz, welche er 1391 verkaufte, samt einem Theil an dem Hoff Gudenberg und andern Gütern.

1377 überlassen Götz und Heintz Zumjungen, auf Geheiß des Kaysers, die Burg neuen Wolffenstein an Pfaltzgraff Ruprechten gegen 5000 fl.

1382 hatte Götz Zumjungen bey der Stadt Wetzlar 1500 fl. zu fordern, und Petermann 507 fl.

1385 erhielt Diel Zumjungen einen Ablaßbrief vor sich und die Seinen; stirbt 1415, wird zu St. Clara vor St. Elisabethen Altar in Mayntz begraben.

1391 bauete Freile Zumjungen die Burg zu Oesterrich im Ringau zu einem Stammhause, wie solches das Wappen daran bezeuget; stirbt 1399 zu Mayntz, liegt zu den Barfüssern begraben.

1393 ist Henrich Zumjungen zum Juckel, Burgmann zu Leyen, hilfft als Gemeiner den Burgfrieden zu Leyen aufrichten.

1398 lebte Heintz oder Henrich Zumjungen, Edelknecht; wegen dieses schreibet Wenceslaus, Röm. König, an Bischoff

Rabanum zu Speyer, daß er die Zollgefälle zu Udenheim, so Volmar von Wickersheim gehabt, niemand anders, dann diesem Heintzen soll folgen lassen, bis gedachter Volmar die Heimsteuer, die er ihm zu seiner Tochter zu geben versprochen, entrichtet habe. Dieser Heintz stirbt 1437 den 12. Jan. und liegt mit seiner Frauen zu St. Catharinen in Oppenheim begraben. Das Epitaph. lautet also: A. D. 1437' feria sexta post Epiphan. obiit Henricus Zumjungen armiger. Gysel de Wyckersheim Ux.

1407 wird Götz Zumjungen genannt Mäle von Churfürst Joh. zu MaynTz vor sich und seine Söhne mit dem Haus Hanau genannt, zwischen des Bischoffshoff und Marstall und dem Haus zum Stall gelegen, belehnet.

1409 wohnte Jeckel Zumjungen zum Juckel zu Erbach im Ringau, verkauffte sein adliches Gut alldar, wie auch das Gut zu Deutgenshausen (Trechtingshausen). Peter Zumjungen wohnte zu Oesterrich in der Burg; dieser verkauffte 1409 6 Heller auf dem Zoll zu Maynß vor 800 fl. von den 21 Heller, so er darauf gehabt und zusammen 2800 fl. gekostet, an Henrich Zumjungen, stirbt 1450, liegt zu Oesterrich in der Kirchen vor St. Marien Altar.

1413, 1. Oct. starb Peter Zumjungen, so Dhomherr und Sänger zu Speyer gewesen, dessen Epitaphium ist noch kurtz im Creutzgang zu sehen gewesen. Er hat einen Teppich in den Dhom gestifftet, mit seiner Ahnen Wappen, solchen auf die Feste aufzuhangen.

1413 hat Arnold Zumjungen genannt zum Flois, weltlicher Richter zu Maynß, Erbweinpacht zu St. Alban, wie auch an der Mühlen, an dem Fischwasser und an der Fronwagen im Kauffhaus zu Maynß.

1414 wird Henrich Zumjungen und sein Bruder Werner von Kayser Sigismundo mit dem Zehenden zu Krichingen und zwey Auen auf dem Rhein belehnt.

1419 verkauffet Peter Zumjungen ein freyadlich Gut zu Nierstein bey Oppenheim und begibt sich nacher Franckfurt.

1420 zog Ort oder Ortlieb Zumjungen zur Eich mit andern adlichen Geschlechtern aus Maynß, weilen denselben von der

Gemeinde zu hart zugesetzt worden, begab sich nach Oesterrich ins Ringau zu seinem Vettern Peter Zumjungen, nachgehends ist er nacher Franckfurt gezogen, und 1483 dorten gestorben; liegt mit seiner Frauen Anna zum Maulbaum in der Barfüsser Kirch begraben.

1426 stifftet Peter Zumjungen ein Gotteshaus zu Maynz, dessen Patroni die Familia lange Zeit gewesen.

1429 lebte Philipp Zumjungen genannt Wassertrunck, Edelknecht und Burgmann zu Oppenheim, verkaufft sein Freygut zu Erbach, stirbt 1454, liegt zu Oppenheim in der Kirche begraben.

1431 verkauffet Ort Zumjungen denen Herren zu St. Johann in Maynz seine Güter zu Haisenheim vor 1050 fl., trugen jährlich zu Pfacht 57 Malter Korn und 14½ fl. in Goldt, ein Pfundt Heller, zwey Ohm Wein und 2 Hüner, galt das Malter damalen 17 Schilling.

1433 stirbt Henn Zumjungen, liegt zu den Predigern in Maynz begraben, wird der alte zum Herboldt genannt, erbte von Clas von Scharpffenstein, Ritter, und Nesa von Fürstenberg dessen Frauen, und sein Hennen Schwiegermutter Schwester, das abliche Gut zu Hattenheim und Erbach im Ringau und das Haus Horneck.

1435 machte Arnold Zumjungen genannt Flois sein Testament, stifftete eine Jahrgezeit bey den Predigern in Maynz.

1437 wurde Werner Zumjungen, nebst seinem Vettern Philipps Zumjungen, von Churpfalz mit dem Mannlehen zu Weißenau belehnet.

1439 wird Philipps Zumjungen genannt Wassertrunck mit dem Burglehen zu Oppenheim von Pfalzgraff Friedrich Churfürsten belehnet.

1440 kauffte Henn Zumjungen der junge, so zu Hattenheim im Ringau wohnte, von Jeckel Judden von Elfeldt, seinem Vettern, einen Theil des Hauses zu Hattenheim vor 200 fl.; stirbt 1478 zu Maynz, liegt zu den Barfüssern zu Hattenheim (?); in der Kirchen bey dem H. Grab ist er in einem Harnisch, wie auch seine beyde Weiber in Stein gehauen. Er hatte zwey Söhne, als Johann, dem gab er Henn Stempesen, jährlich um 7 Pfd.

Heller ihn aufzuziehen, und Hermann, welchen Gerlach Benders Hausfrau von Halgarden jährlich um 8 Pfd. Heller und 1 Achtel Korn aufzohe.

1450 wird von Pfaltzgraff Friedrichen Philipp Zumjungen mit dem Burglehen zu Oppenheim belehnet; 1455 ware seiner Wittibe Eva von Oppenheim Lehenträger Claus von Dienheim.

1451 zog Peter Zumjungen, Orten Sohn, nach Erffurt, studirte alldar mit seinem Hoffmeister Cloß Greffenrode von Lindenfels, verzehrten mit einander in einem Jahr 23 fl. und 4 Groschen, darvon hatte der Hoffmeister 3 fl. zu Lohn, laut Rechnung. Dieser Peter war Müntzgenossener, und seynd die Zumjungen Müntzgenossene gewesen, stirbt 1467 Dienstag vor Mariä Empfängnüß ledigen Standes, liegt allhier zu den Barfüssern begraben.

1455 lebte noch Henn Zumjungen zu Gudenberg, welchem viele die Erfindung der Buchdruckerey zuschreiben.

1456 kosten Kone und Dynchen Zumjungen, Geschwistere, in allem in das Closter zu St. Claren in Maynz zu bringen, 100 fl. und vor Kleydung an Röck, Mäntel, Hembdern und Schleyern 43 fl.

1459 kam Elsge Zumjungen auf Recommendation und per primarias preces Ertzbischoff Diethers in das Closter Dalem bey Maynz, und dieweilen ihre Voreltern dem Closter viel Gutes gethan und ihrer Anverwandten schon viele darinnen gewesen, wurde sie gegen 50 fl. aufgenommen, Kleidung und andere Kosten trugen 37 fl. in Gold.

1460 empfing Adam Zumjungen, Edelknecht und Burgmann zu Oppenheim, die Lehen von Pfaltzgraff Friedrich Churfürsten.

1466 war Henrich Zumjungen Chorherr zu Hörde in dem adlichen Stifft, ist nachmals Propst darinnen worden, resignirt 1490 seinem Vettern Georg Zumjungen.

1466 wurden Henrich Zumjungen, Orten Sohn, und seinen Mitgesellen der Zoll zu Maynz genommen, darauf haben Henrich Zumjungen, Chorherr zu Hörde, Hr. Eitel von Sickingen, Ritter, Hermann und Henne Hundt, Gebrüdere von Saulenheim, Diederich von Angelach, Georg von Altzen, Hans und Philipps von Scharfenstein, Gebrüdere, Philipps Bock von Erpfenstein,

Wigand von Dienheim, Henrich Zumjungen, Orten Sohn, Henchen Zumjungen zu Hattenheim, Walter von Molsberg, Peter von Fürstenberg und andere Mitgesellen, so an dem Zoll zu Maynz gehabt, ein Schreiben an die Stadt Franckfurt gethan, mit Bericht, daß ihnen der Kayser den Zoll zu Maynz genommen, bitten derohalben, Sie vorbittlichen zu verschreiben, daß ihnen Gnad und Recht um das ihre widerfahre. An der Missiv haben gesiegelt Henn Hundt von Saulenheim, Wigand von Dienheim und Henrich Zumjungen.

1470 kauffte Joh. Zumjungen 20 fl. Leibgeding auf dem Dorff Ober-Eschbach, mit und beneben seinem Bruder Orten, wie sie dann auch auf Wormbs, Speyer, Wetzlar und Augspurg Leibgeding hatten.

1471 turnirte Ort Zumjungen mit Hans von Rhein, stiftet 1477 in unser Lieben Frauen Capell zu den Barfüssern in Franckfurt ein Erbbegräbnuß.

1478 erbte Ort* Zumjungen von Henn Zumjungen dem jüngern zu Hattenheim die halbe Aue zu Ginsheim, welche von dem Reich zu Lehen rühret, und wurde nach schwerem Rechtsstreit mit Hans Horneck von Heppenheim, Walrab von Koppenstein und Georg Flach von Winternheim am Kayserl. Hoff vor Orten Zumjungen gesprochen, und er mit der halben Aue von Kayser Friedrich dem Dritten den 17. May 1479 belehnet, welche er auch alles Widersprechens ohngehindert erhalten.

1479 hat Ertzbischoff Diether, nachdem bey Eroberung der Stadt Maynz ihm Ort Zumjungen vom Ertzbischoffen Adolf seine Güter und Gefälle daselbst entzogen worden, ihm und seiner Schwester alles wieder frey überlassen.

1498 lebte Henrich Zumjungen, Burgmann zu Oppenheim, wohnte zu Flörsheim; er und sein Bruder Werner hatten Lehen von dem Reich, von dem Ertzstifft Maynz die Dörffer Hane und Eych, auch einige Auen im Rhein von Churpfaltz, vom Abt zu Weißenburg, von dem Graffen von Nassau, von dem Abt von Fulda und denen Herren von Falckenstein.

1506 wurde Ort Zumjungen bey Schwalbach mit einer Lantzen durchstochen; er war in des Graffen Eberhart von

Königstein Diensten, liegt zu Königstein begraben. Ihm wurde eine Jahrgezeit gestifftet zu Königstein bey den güldenen Brüdern vor 3 fl. jährlicher Gülten; sein Epitaphium: 1506 auff Sontag nach St. Galli ist in GOtt verschieden der Edel und Ehrenvest Orth Zumjungen seelig.

1515 wird Margaretha Zumjungen Closter-Jungfrau zu St. Clara in Mayntz; zu der Zeit war Abtissin Potentiana von Schönborn und Priorin Anna von Walborn; ihre Eltern gaben in das Kloster 60 fl. an Gold.

1518 empfängt Hermann Zumjungen das Burglehen zu Oppenheim vor sich und seinen Vetter Henrich Zumjungen.

1521 wird Johann Zumjungen von Kayser Carol. V belehnet mit der Aue bey Ginsheim.

1525, Dienstag nach Matthäi, beschreibet Pfaltzgraff Ludwig Churfürst seine Graffen und Edelleut, worunter Hermann Zumjungen, vergl. Jacob Schlusser von Suderburg im bäurischen Krieg, p. 132.

1530 ist Ort Zumjungen mit dem Reichslehen von Kayser Carolo V belehnet worden, erhaltet 1539 von Ertzbischoff Alberto, Churfürsten zu Mayntz, ein Erblehen, so vorhero die Judden von Elfelt gehabt. 1544 wurde er auch von dem Graffen von Isenburg mit einem Burglehen im Hayn, von seiner zweyten Frauen herkommend, belehnet.

1548, 1559, 1566 empfing Daniel Zumjungen das Reichslehen und auch das Mayntzische Erblehen vor seines Bruders Orten Kinder von Sebastian Churfürsten.

1556 empfing Christoph Zumjungen das Mayntzische Erblehen von Churfürst Daniel.

1571 und 1577 hat Carl Zumjungen, Amtmann und Hoffmeister zu Königstein, das Reichslehen empfangen, stirbt 1587, liegt zu Königstein in der Pfarrkirchen begraben.

1588 empfängt Christoph Zumjungen das Reichslehen von Kayser Rudolpho II.

1590 empfängt Joh. Hector Zumjungen, mit dem Zunamen der Grosse, die Reichslehen. Dieser war lange Zeit dem Krieg gefolget, sowohl in Ungern, als in den Niederlanden; er ver-

ordnete, daß seine Fahne, die mit dem Burgundischen Creutz gezeichnet und von ungemeiner Grösse war, mit dem Regimentsstab, samt seinem Harnisch, Gewehr und Conterfait bey denen Documentis familiæ bleiben und solche jederzeit der älteste von der Familien in Verwahrung haben solle. Stirbt 1594, liegt zu St. Peter.

1594 empfängt Hieronymus Zumjungen das Reichslehen.

1595 war Simon Peter Zumjungen auf dem Rittertag zu Mayntz; dieser wohnte in der Pfaltz zu Freinsheim in der Burg, allwo die Zumjungen das adliche Schultheißenamt viel Jahr besessen; stirbt 1620, 17. Nov.

1611, den 6. Aug. stirbt Emmich Philipps Zumjungen, Stifftsherr zu Bleidenstatt.

1614 und 1620 empfängt Hans Hector Zumjungen das Reichslehen, hat auch das Isenburgische Lehen besessen, ist lang in Frantzösischen Diensten gewesen.

1626 war Joh. Gottfried Zumjungen Gewaltsbott zu Mayntz, nachmals Obrister und Ertzhertzog Leopold Wilhelms Oberjägermeister und Commendant zu Passau, hat sich zuletzt von und Zumjungen geschrieben, stirbt zu Passau, liegt in der Kirche zum Salvator begraben.

1630, 30. Nov. stirbt Hieronymus Augustus Zumjungen zu Ettenheim, allwo er auch in dem Chor der Kirchen begraben; dieser war Obrister, anbey Kayserl. auch Königl. Majest. in Spanien geheimer und Kriegsrath, Statthalter zu Breisach, auch Ertzhertzogs Leopolds der Zeit Bischoff zu Straßburg, Oberamtmann zu Ettenheim. Stirbt zu Ettenheim und ist alldorten in dem Chor der Kirchen begraben.

16.. war Johann Reinhard Zumjungen Johanniter Ordensritter.

1630 wurde Johann Max Zumjungen noch bey seines Vatters Leben von dem Graffen von Isenburg belehnet, und empfanget 1641 das Reichslehen. Dieser hatte sehr wohl studiret und gereiset, wie er dann die Gesandten in Lateinischer, Hispanischer, Frantzösischer, Italiänischer und Teutscher Sprache empfangen; von ihm ist die berühmte Bibliothek colligiret worden; stirbt 1649

den 6. Jun. und liegt zu St. Catharinen allhier begraben. Die Bibliothek wurde von der Stadt Frankfurt um 3500 Gulden erkauft.

1634 war Wolff Friedrich Zumjungen Obrist-Wachtmeister unter den Schweden, stirbt 1635 zu Wormbs, daselbst er zu St. Paul begraben.

1640 empfing Hans Henrich Zumjungen das Reichslehen von Kayser Ferdinando III, besaß noch das alte Zumjungische Gut zu Mittelheim im Ringau, stirbt 1640.

1649 hat Hans Hector Zumjungen das Lehen von Isenburg empfangen; machet 1666 sein Testament, unter andern legiret er darinnen dem allgemeinen Allmosenkasten allhier in Franckfurt wie auch dem Hospital, jedem absonderlich 500 Rthlr., darvon die jährige fallende Interessen von 50 Rthlr. unter die Haus-Armen, sonderlich aber vor diejene, so man in der Kirchen bittet, und unter die Krancken im Hospital, auf den Pfingst-Montag auszutheilen, und beider Orten den armen Krancken und Bettlägerigen etwan jedem eine halbe Maaß Wein reichen zu lassen. 1650 empfanget dieser Hans Hector von Kayser Ferdinando III und von Chur-Bayern und Chur-Pfaltz, so um des Reichs Vicariat stritten, 1658, und endlichen von Kayser Leopoldo 1659 das Reichslehen.

1669 empfängt Daniel Zumjungen das Reichslehen.

1679 empfängt Johann Max Zumjungen, Freyherr, das Reichslehen."

Frilo oder Freile, der Burg zu Oestrich Erbauer, gest. 1399, hinterließ die Söhne Freile zu Oestrich, der unvermählt blieb, Jeckel zum Juckel, Wallbott zu Mainz, von dem eine zahlreiche, noch in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts blühende Nachkommenschaft, und Peter zum Juckel, der in erster Ehe mit einer von Falkenberg, in anderer Ehe mit Clara zum Landeck verheurathet, nur Töchter gewann und 1450 zu Oestrich verstarb, wo sein Leichenstein, von der beiden Frauen Wappen begleitet, samt der Inschrift: † Anno Dñi MCCCCL obijt Domicellus Petrus zum Jungen, c. a. r. i. p. a. Peter Zumjungen ist vornehmlich merkwürdig durch seine Händel mit Eberhard Windeck, dem Argentier, Biographen und Günstling K. Siegmunds, des ehrlosen

Monarchen, der, einige Groschen zu erschnappen, hingab, was nicht sein Eigenthum, die Trennung der Schweiz von dem Reich vervollständigte und also Deutschlands natürliche Grenze brechend, den allmäligen Verlust aller seiner Außenwerke vorbereitete und zugleich die Waffen schmiedete, mit welchen allein die Könige von Frankreich über ein Jahrhundert lang Deutschland bestritten. In der vollen Nichtswürdigkeit zeigt sich Windeck in seinen Beziehungen zu dem Kaiser; indem daneben beigehender Auszug seiner Biographie die Unruhen in der Stadt Mainz im Jahr 1429 darstellt, und zugleich ein treues Sittengemälde der Zeit gibt, finde ich mich veranlaßt, ihn mitzutheilen.

„Eberhard Windeck, aus Mainz gebürtig, war aus einer zu den alten Geschlechtern gehörigen Familie entsprossen, die indessen in ihren Glücksumständen sehr herabgekommen seyn muß, da er selbst versichert, daß er nebst seinen Geschwistern „„gar arm““ gewesen und durch 40jährigen Herrendienst erst zu „„grosser erbarer narung““ gekommen sey. In diesem Familienverhältniß scheint der Grund zu liegen, warum er später als Demagog in seiner Vaterstadt auftrat und die Geschlechter, gegen welche ein persönlicher Haß ihn beseelt zu haben scheint, zu stürzen suchte. Seine Geburt fällt in das Jahr 1378, denn in dem Jahr 1393 zog er als ein Knabe von 15 Jahren mit einem „„grossen mechtigen““ Kaufmann von Mainz nach Prag. Die frühere Zeit seiner Jugend brachte er auf Reisen zu. Drey Jahre hielt er sich in Paris auf. Später begleitete er den Herzog Stephan von Bayern nach Frankreich und den Niederlanden, der ihm aber, seiner Versicherung nach, nicht zahlte, was er ihm schuldig war. Mit dem Jahre 1402, wo er aufs neue nach Böhmen ging, scheint sein Leben an dem Hofe König Siegmunds begonnen zu haben. In den Jahren 1416 und 17 begleitete er den König Siegmund auf dessen Reise nach Frankreich und England. Ohne Zweifel war er einer von dessen vertrautesten Hofdienern. Besonders scheint die Kasse des Königs ihm anvertraut gewesen zu seyn. Von Avignon sandte ihn Siegmund nach Genf, wo er eine Geldsumme abholen und dem König nach Lyon bringen mußte. Bei den mislichen Lagen, welche Siegmunds Geldmangel

öfters herbeiführte, ward Eberhard vor andern zum Dienste des Königs gebraucht. Bei der Zurückkunft Siegmunds nach den Niederlanden ließ er die Geschenke an Silber und Gold, mit denen der freigebige englische Hof ihn beehrt hatte, durch Eberhard Windeck für 18,000 fl. zu Brügge in Flandern versetzen, und der letztere muste selbst als Bürge 17 Wochen in dieser Stadt bleiben. Windeck ging, da die Einlösung nicht erfolgte, selbst nach Constanz zu dem Könige, von dem er die erforderliche Summe nach vieler Mühe erhielt und sie theils baar, theils in einer Verschreibung in acht und einem halben Tag zu Wagen von Constanz nach Brügge brachte, eine für die Hindernisse, die in jenen Zeiten überall dem Reisenden entgegenstanden, unglaublich schnelle Fahrt, die so eilend zurückgelegt werden muste, um den Verfalltag des Pfandes nicht zu versäumen. Nach geschehener Einlösuug jener Kostbarkeiten bedurfte es vieler Schlauheit, um diese sicher an Ort und Stelle zu bringen und allen Nachstellungen auf der Reise zu entgehen. Um nicht unterwegs angefallen und ermordet zu werden, da es öffentlich bekannt worden war, von wie vielem Werth das sey, was er bei sich führe, ließ Windeck diese Kostbarkeiten durch Nürnberger Kaufleute, unter ihre Waaren versteckt, nach Kölln bringen, wohin er selbst mit seinen Knechten nachkam. Bei der Abreise von Brügge ritte er über die Hauptplätze der Stadt, um zu zeigen, daß er und sein Knecht ohne alles Gepäcke, selbst ohne Mäntel diesen Ort verließen, wodurch er die Anschläge auf seine Person und das ihm Anvertraute vereitelte. Von Kölln brachte er diese Kostbarkeiten zu Wasser nach Mainz und von da nach Constanz. Solche mit Treue und Klugheit ausgeführte Aufträge waren es, die ihm die fortdauernde Gunst König Siegmunds erwarben, der ihn von da an auch zu Staatsgeschäften brauchte. Er folgte dem königlichen Höfe auf dessen Wanderungen. 1418 befand er sich mit König Siegmund in Breslau und 1422 in Regensburg, wo ihn der König mit einem, wie es scheint in der Wetterau gelegenen, verfallenen Reichslehen belehnte. In den folgenden Jahren hielt er sich theils in Mainz, theils an dem königlichen Hoflager in Hungarn auf, wo er für den Kurfürsten Conrad von Mainz

mehrere wichtige Unterhandlungen betrieb. Hier bat er den König, ihn seiner treuen Dienste wegen mit einer Gülte auf den Zoll zu Mainz zu belehnen, welches ihm bewilligt und 1426 auf dem Reichstag zu Nürnberg bestätigt ward.

„Von diesem Jahre an begann sein bleibender Aufenthalt in Mainz, der nur selten durch Reisen in das Hoflager unterbrochen ward. In seiner Vaterstadt eröffnete sich nun eine neue Epoche seines Lebens. Die Zerrüttung der Finanzen und die große Schuldenlast, welche die Kräfte des gemeinen Wesens völlig überstieg, führte in Mainz zu bittern Beschwerden gegen die Alten (wie die Geschlechter daselbst genannt wurden) und deren bisher geführte Stadtregierung. Es erhellt aus allem folgenden, daß Eberhard Windeck sich es zum Geschäft machte, die Zünfte besonders gegen den Rath aufzubringen, um bei der Umwälzung der bestehenden Verfassung (gleich so vielen Männern unserer Zeiten) einen Einfluß auszuüben, den er bei der bisherigen Ordnung der Dinge nicht zu erhalten hoffen durfte. Die dringende Geldnoth zwang den Rath in Mainz, Zehn aus den Zünften sich zum Beistand der Geschäftsverwaltung zu erbitten. In der Zahl dieser erwählten zehn Volksrepräsentanten befand sich Eberhard Windeck, der nebst Henne Knauch oder Knauff und dem Schreiber der Gemeinde, Niclaus von Werstadt, die erste Rolle bei der Partei der Zünfte spielte. Das Schuldenwesen der Stadt, welches nun zur Untersuchung kam und sich immer mehr aufdeckte, hatte zur natürlichen Folge, daß das Ansehen des Raths und der Geschlechter, aus denen er bestand, in demselben Grade sank, als die Ansprüche und Forderungen der Zünfte sich vermehrten. Die Zehner erklärten nach geschehener Durchsicht der Schatzbücher, die Schulden machten eine Verminderung des zu zahlreichen Rathes nothwendig, und es erfordere das Wohl des Ganzen, den Rath abzusetzen und einen andern zu erwählen, welches die Alten vergeblich zu hintertreiben suchten. Die Zehner verstärkten sich nun mit zweien aus jeder Zunft Erwählten, in allem 28 Personen, die nun zusammen auf die Absetzung des Rathes drangen. Alle Zünfte schworen einen Eid, den Zehnern thätig beizustehen, und dieß würkte so sehr auf die Geschlechter,

daß diese aus Furcht für ihre Sicherheit sich aus der Stadt entfernten.

„Die ganze Gemeinde ersuchte nun die drei Reichsstädte Worms, Speier und Frankfurt, Abgeordnete aus ihren Rathsfreunden zu schiedsrichterlicher Entscheidung auf einen anzusetzenden Tag nach Mainz zu senden. Auf diesen Tag erhielten die entflohenen Geschlechter freies Geleite, um auf demselben auch ihre Klagen vorzubringen. Zu bestimmter Zeit erfolgte diese Sitzung des Schiedsgerichtes. Für die Volkspartei traten als Redner Eberhard Windeck und die beiden andern obgenannten auf, für den alten Rath Peter Rebstock und Johann Mentzer, des Raths Schreiber.

„Diese Vorfälle, welche im Jahre 1429 sich ereigneten, beschreibt Eberhard Windeck in Reimen, welche in der Beilage 1 sich befinden. Es wird in diesen ferner beschrieben, daß der angesetzte Gerichtstag ohne ein entscheidendes Resultat sich endete, weil der alte Rath für jetzt lieber nachgeben, als die Geheimnisse der Stadt den andern Städten offenbaren wollte. Es scheint, daß man durch völlige Aufdeckung dieser Geheimnisse, die in dem übeln Finanzzustand des gemeinen Wesens bestanden, den Credit der Stadt völlig zu vernichten fürchtete. Eine Besorgniß, welche die Volksrepräsentanten mit dem Rathe theilten. Doch machte die endliche Entscheidung dieser immer mehr sich verwirrenden Angelegenheiten eine zweite ernstlichere schiedsrichterliche Entscheidung unentbehrlich, wozu die obenbenannten Städte und die Pfafheit (vermuthlich ist unter diesem Ausdruck das Mainzer Domcapitel verstanden) sich erboten. An dem dazu bestimmten Tage erschienen auch die Dynasten von Epstein und Isenburg und der Rath des Grafen von Katzenellenbogen, welche die Alten ohne Vorwissen der Gemeinde, und zu deren großer Erbitterung, eingeladen hatten.

„Nach den öffentlichen Sitzungen, die zwei bis drei Tage dauerten, während denen beide Theile den Abgeordneten ihre Klagen vorbrachten, überließ die Pfafheit den Rathsfreunden der drei Städte die völlige Entscheidung, die nun acht Tage lang heimlich unterhandelt ward. Nach dem erfolgten Spruch, der

sogleich in Ausübung gebracht wurde, mußte der alte Rath Sonntags vor U. F. Kerzweihe abdanken, und die neue Rathswahl ward in die Hand der Zünfte gegeben. Diese erkoren vier von jeder Zunft zu der Wahl, so daß über hundert Wählende zusammenkamen. Es ernannten diese vier neue Rathsherren, die nun zusammentreten und durch Ernennung des fünften, sechsten u. s. w. die fünf und dreißig Personen vollzählig machen mußten, aus denen der neue Rath bestehen sollte. Die drei Häupter der Volkspartei, Eberhard Windeck, Henne Knauff und Georg Gruel der Weber, welche Mitglieder der Zehner gewesen waren und nun in den neuen Rath gewählt wurden, mußten indessen wieder aus demselben austreten und durch drei andere ersetzt werden, wahrscheinlich auf Verfügung der Schiedsrichter, welche zu Erhaltung der Ordnung diese Unruhestifter von der Leitung der öffentlichen Angelegenheiten entfernen wollten. Da übrigens niemand aus der Gemeinde sich diesem Ausspruch widersetzte, so scheint es, daß diese drei Personen schon damals in der öffentlichen Meinung verloren hatten. Eberhard Windeck versichert zuletzt, der Hochmuth der Alten, welcher die Stadt in großen Schaden gebracht, seye billig bestraft worden; durch ihre eigene Schuld hätten sie ihre Rechte, die in dem Vorsitz bei dem Rathe sowie in der Besetzung der Hälfte der Rathsstellen bestanden, eingebüßt, und nur sieben aus ihrer Mitte seyen wieder in den neuen Rath erwählt worden, wo nun Zünftige die ersten Stellen einnähmen und sogar drei der Bürgermeisterstellen bekleideten.

„Die Beilage 2 enthält eine Privatnotiz über die Absetzung des alten und Einführung des neuen Raths sowie über manche dabei vorgefallene Begebenheiten. Windecks gereimte Erzählung der Begebenheiten des Jahres 1429 scheint von diesem ziemlich allgemein bekannt gemacht worden zu seyn; deshalb erfolgte eine Beantwortung derselben, gleichfalls in Reimen, welche die Beilage 3 enthält. Diese ist gegen Eberhard Windeck und die übrigen Häupter der Zunftpartei in Mainz gerichtet und scheint einen der Alten selbst zum Verfasser zu haben. Es wird in derselben gesagt, daß König Siegmund beide Parteien zur endlichen

Entscheidung nach Nürnberg vorgeladen habe. Uebrigens enthält dieses Gedicht, außer mehreren leidenschaftlichen Aeußerungen gegen die Häupter der Zünfte, wenig geschichtlich Neues über die damaligen Verhältnisse in Mainz; Eberhard Windeck und Niclas von Werstadt werden als die vornehmsten Aufwiegler der Gemeinde dargestellt und auf die Begebenheiten des erstern in Presburg angespielt.

„Wenn alles bisherige höchstens erweist, daß Eberhard Windeck der Partei des Volks nicht aus Vorliebe für die Sache selbst, sondern aus leidenschaftlichem Haß gegen die Geschlechter beitrat, so erscheinen nun mehrere Thatsachen, die ihn in einem sehr nachtheiligen Lichte darstellen. Windecks langer Aufenthalt an Höfen und auf Reisen scheint ihn der ehrbaren Lebensweise der Bürger in Städten entfremdet zu haben. Auf Vorfälle, die ihn übel berüchtigen mußten, spielt bereits die Beilage 2 an. Die Beilage 5 enthält ein wahrscheinlich an den Rath zu Mainz gerichtetes Schreiben Peters zum Jungen vom J. 1430, welches diesen als einen erklärten Gegner Windecks darstellt. Der letztere scheint die häusliche Ruhe Peters auf eine empörende Weise gestört zu haben, und dieser, zur Rache gereizt, legt nun urkundliche Beweise der früheren Vergehungen Eberhard Windecks in Hungarn hier bei, von welchen er in diesem Lande selbst die näheren Erkundigungen eingezogen hatte. Der Sitte jener Zeiten gemäß, wo jeder Städtebewohner außer dem Geschlechtsnamen noch den des Hauses, welches sein eigen war, und zwar im gewöhnlichen Leben den letztern allein zu führen pflegte, was besonders bei zahlreichen Familien zur persönlichen Unterscheidung diente, nannten Peter zum Jungen und seine Brüder sich zum Juckel von ihrem Hofe in Mainz. Frilo zum Juckel, Peters Bruder, hatte im Jahr 1414 in diesem Hofe den Ulmann von Erfurt getödtet; dies war einer der Vorwürfe, die Eberhard Windeck diesem Peter machte, welchen er in seinem Schreiben im Allgemeinen von sich abwendet.

„Ueber diesen Streit mit Peter zum Juckel äußert sich Eberhard in der Lebensbeschreibung K. Siegmunds folgendermaßen: Peter zum Nickel (nach dem in den meisten Namen von Oertern

und Personen verfälschten Abdruck der Menkenschen Sammlung) habe ihn zu Presburg (wo Peter, wie es scheint, in den Angelegenheiten der Mainzer Geschlechter Hülfe am königl. Hofe gegen die Beeinträchtigung ihrer Rechte gesucht hatte) gescholten, „„und das doch was erlogen alse sich denne in der warheit erfand."" Windeck reiste, um sich gegen diese Anklagen zu vertheidigen, selbst zu dem Könige, den er auf dem Wege aus Ungern nach Deutschland antraf; in Straubingen brachte er in Gegenwart vieler Fürsten und Herren seine Klagen gegen Peter zum Juckel vor dem König in der großen Stube des Schlosses vor; doch erwähnt er weder den nähern Inhalt derselben, noch irgend etwas über den fernern Ausgang dieses Streites in der Fortsetzung jener Biographie, welches Grund zu der Vermuthung gibt, daß er in derselben nicht als Sieger endete, oder die Sache ganz auf sich erliegen blieb. Er suchte dagegen seinen Muth an Peter durch die Erzählung einer schändlichen Mordthat zu kühlen, welche dieser in Presburg an Arnold zum Gelthuse, einem Kaufmann, im J. 1431 begangen haben soll, eine That, die in Mainz später erst bekannt geworden und unbestraft geblieben sey. Diese durch keinen Beweis unterstützte Behauptung trägt indessen zu sehr das Gewand der Leidenschaft und des Hasses, um sie als wahr anzunehmen.

„Ungleich erwiesener ist das, was Peter gegen den Windeck vorbrachte und in den folgenden Beilagen sich findet. Die Beilage 5 enthält ein 1429 ausgestelltes Zeugniß des Stadtrathes zu Presburg, daß Eberhard Windeck und Ulrich Rauhewarter ehemals einen Aufstand der Gemeinde gegen den Rath daselbst zu stiften suchten, worauf beide gefangen genommen wurden und Eberhard nur durch die Vorbitte einiger Bewohner des Orts, die sich zu Bürgen für ihn stellten, auf die Bedingung und sein Versprechen, sich zu festgesetzter Zeit wieder vor Gericht zu stellen, losgelassen worden sey. Er habe sich indessen nie wieder gestellt, schriftlich aber seine Aufhetzungen der Bürger gegen den Rath fortgesetzt, worüber seine eigenhändige Briefe zum Beweis dienen könnten. In Presburg habe er eine ehrbare und vermögende Frau geheurathet und diese nach Verschwendung ihres

Vermögens im Elende verlassen, in welchem sie noch lebe. Auch zu dieser Beschuldigung findet sich ein eignes Geständniß Windecks in der oft erwähnten Biographie. Seine Gefangennehmung zu Presburg fällt in das Jahr 1410. In diesem Jahre erwähnt er: „„do vingen mich die Presburger wider Got, recht und bescheidenheit und hetten mir gern Unzucht beweiset, hetten sie eine schulde an mir funden, do liesen sie mich geen."" Er zog zu dem K. Siegmund nach Cremona, im Jahr 1411 auf Fasten, „„do hies ich mir geben sin konigliche Gnade min brieff nach miner nothdorfft, do sandte ich mine brieffe gen Presburg, die mir der konige gegeben hatte, sie hulfen mich aber nit."" Die Unzulänglichkeit des königlichen Vorschreibens beweist eben nicht für unsern Biographen. Zuletzt enthält die Beilage 6 die Erzählung eines Gaunerstreichs, welcher, wie die Urkunde selbst erweist, auch dem geübtesten Betrüger unserer Zeit zum Meisterstück dienen könnte.

„Wenngleich alle diese Beschuldigungen ihn auf der schlimmsten Seite bezeichneten, so schützte ihn die Vorliebe K. Siegmunds doch, wie es scheint, vor den Folgen derselben. Mit dem Tode dieses hohen Gönners hörte dagegen manche Rücksicht gegen ihn auf, und er sah sich der Verachtung seiner Mitbürger preisgegeben. Dies gesteht er selbst, wo er erwähnt, daß auf Weihnachten die Nachricht von dem Tode K. Siegmunds in Mainz ankam, „„das was mir Eberhart Windeck gar sere lait, und ich muste viel rede horen, die ich nit gerne horte."" Er setzte die Aufzeichnung der Begebenheiten seiner Zeit bis zu der Krönung König Friedrichs III im Jahre 1442 fort, wo sie sich endigt. Es scheint daraus zu erhellen, daß er in diesem Jahre, dem 64. Jahre seines Alters, starb.

„Zum Schluß folgt noch in der Beilage 7 eine Erzählung in Reimen, die sich in derselben gleichzeitigen Handschrift befindet, welche das bisher Mitgetheilte enthielt. Die Begebenheit, von welcher sie spricht, bestätigt sich durch keinen urkundlichen Beweis in den Annalen der Geschichte Frankfurts und gehört, wenn sie als wahr sich bestätigen sollte, zu der Reihe der friedbrüchigen Vorfälle, die von den Bewohnern benachbarter Städte gegen

einander damals nicht ganz ungewöhnlich waren. Sie beschließen die hier mitgetheilte Reihe der Schilderungen jener Zeit, die keiner der Leser dieser Blätter sich wieder zurückwünschen wird."

1.

Maria muter konygyn
Gib lere und myr die synne
Dynem dyner und auch dyme knechte
Wan ich y gerne zu ryme brechte
Eyn geschicht daz mer wart kunt
Als sich daz hub zu eyner stund
Zu Mentze in der widen stad
Da mych manch gud geselle bat
Daz ich etwaß da von dichte
Wan ich von in wart berichte
Des handels wy sich der hatte gemacht
Wan etlich hatten myn keyn achte
Und hatten mich myt gedicht dor in gezougen
Dar an sy gentzlich woren betrogen
Alse mich die gemeynde myt alle
Wole und getruwelich entschuldigen solle
Die wyle ich nu dar in gezougen bin
So wil ich y stellen auch mynen synne
Daz ich solich geschicht bedichten wil
Ob ich dor in icht redde zu viel
Daz sal nymant han vor ubel myr
Wan ye myns hertzen beger
Dichten muß ob ich eß kan
Wie daz der rad zehen man
Zu ynen begert zu radslagen
Als ich eß hort sagen
Uß den zunfften ubir alle
Des gerten sy myd glichem scalle
Beyde alt und die gantze gemeyn
Daz keyner sprach under en neyn
Die da zu male zu rade gingen
Wan sy vochten yn solde myslingen
Daz sie die stad in wirde und ere
Nicht mochten gehalten mere
Als sy byß her gethan hatten
Wan yr verffarn wolde nu nume batten
Den sie byß her hant getrebin
Alse man daz hirnoch vindet gescrebin
Dy zunfte beriden siech zu hant
Da yn dy sachen worden bekant
Sy sprachen kysent wen er habent gerne
Under den zunfften der sal uch gewern
Da sy daz vernomen
Wy balde sy zu samen quamen
Sy koren da in kortzer frist
Zehen manne von gudin liste
Ebirhart Windecke myd dem bart
Hetten sie gewist, daz er wer gewesen so hart
Sie hettens yn erlaßen wole
Den andern ich ouch nennen sal
Daz was Henne Knauch der getruwe
Der macht yn dy alten scholt nuwe
Wan er ist ye eyn solch man
Iß dreffe an dye alden adir die gemeyn ratsman
Er saget uß yn gantz und gar
Des sint sie kortzlich worden gewar
Hetten sie en gekant vor als noch
In were noch ym nyet gewesen so gäch
Der dritte ist Henne Zaen zum Spanheymer
Der vierde Rosenstil der spengeler
Der funffte uff dem holtzmarcte Eckart
Der seste Jost Lewenbart
Der sobende Gorge Gruel
Der achte Mebenbach sin geselle
Der nunde Jeckel Scherer uff dem brande
Der zehende Henne zum Wagemann genande
Da sy also gekoren worden
Sy wprden beladen mit großen burden
Und myd eyden starg und groß
Ir iglicher und sin genoß
Sweren must alda eynen eyt
Daz er webder durch lib noch leyt
Laßen wolde er kerete ye vor
Gottes lob und hette yn bevor
Der gantz gemeyn notz und frommen
Da yß dar zu was kommen
Und auch waß sy worden rat slagen

Daz solden sy vor eynen raed dragen
Mocht der raet eyn bessers gedencken
Sy solden von irme ratslagen wenckin
Kunde abir yn dar an nyet gelingen
Sie solden er ratslagen an die zunffte bringen
Waz dan der meisteyl rad und zunffte
Mit eyde und virnumfft
Erkenten vor daz beste
Darby solde eß bliben feste
Si ratslagen ouch gar balde
Sy weren iung adir alde
Daz sie zehen iar by eyn ander blyben solden
Des die von alden nyt dun wolden
Und satzten sich dor widder
Daz quam yn zu schaden sidder
Wan die zehen hatten acht
Wy sy yn behilden die macht
Sie baden zehen erber man uß dem rade
Zu ratslagen fru und spade
Mit den zehen von der gemeyn
Daz must syn und was dar an keyn neyn
Nicolaus von Werstad der scriber
Und sin geselle Johann Mentzer
Worden den zwenzgen zu gegebin
Daz quam in gar glich und ebin
Doch ging eß dem eyme gar ubel hinde nach
Wan ym wart gesprochin schach
Jch meyne den von der alten siten
Der must widder heym ryten
Den weg den er was herkomen
Daz brocht yme keyn frommen
Die selben zehen als ich han geseyt
Musten sweren auch den eyt
Als die zehen hie vor baden
Und daz sy auch also wolden helffen raden
Nu hort wy eynen listigen vunt
Henne Knach vant myt dem sußen munt
Er sprach nu radent gesellen zu
Jch gewan noch hint keyn ruwe
Sint wir so vere iß haben brocht
So han ich vor daz beste gedacht
Daz wir den eyt hescriben han
Und wy wir sollen ratslaen
Mochten wir ouch behalden da in
Daz wir zu brechten myt hubisschen synne
Macht zu habin gantz und gar
Jr soldent werden wol gewar
Jß were daz beste vor arm und riche
Und ich virstene nycht bessers mych
Dan wo wir habin die macht nicht
Keyn gud da von geschycht
Des volgeten eme myd glichem schalle
Sin gesellen gentzlich alle
Da daz vernam Peter Rebestock
Er wart sich struben als eyn bog
Und sprach der briff begriffet vil
Des nyemant under uch mercken wil
Er wart gebeten saste und sere
Daz er en doch gebe lere
Waß der brieff doch in eme hette
Daz er doch myt nychte dette
Er sprach er helt vil wonders inne
Und wyßzet nycht daz sie in irme synne
Daz vormals hatten wol bedocht
Also wart daz vor den raet brocht
Wy lange sie sich des beriben
Zu lest die vyher borgermeister beschiden
Jn zu gebin vor eyn antwort
Als die zehen hatten begert
Jn zu geben siegel und brieff
Daz nymant dor widder riff
Der raet wolde eß dun gar gerne
Wan sy mochten der zehen nyet enperen
Also wart der briff vorsigelt
Und festecklich vyrrygelt
Und uff den bissche ym rade geleyt
Wy wenyg Eberhart Windecke da beyt
Er nam den briff gar balde zu ym
Nyman sprach Drutz nyt en neme
Also bracht er den briff hen en weg
Do daz vernam Henne Knauch der gecke
Er sprach ich wil uch machen kunt
Waz beduden myn listigen funt
Mit dissen briff als er in hort
Habin wir gentzlich verstort
Sune briff nu und alt
Do sy daz horten sy gingen balde
Zu hauff und raetslugen vorbaß
Ja waz waz aber daz

Daz grosßste daz ich gehort ye
Wan sie raetslageten wy daz sy
Den raet ensetzen mochten
Mit gelimp und myd zochten
Wan sy hatten gemacht der schult zu viel
Wor umb adir wy ich nycht sagen wil
Wan mich mochte etlicher scelden
Dar umb en dar ich nyet zu viel melden
Ich lasse iß umb daz beste hye
Horent aber waz daden sy
Sy worden zu rade balde und snelle
Wy en wurden die slußel
Zu sigel und zu schatzbucher
Daz was dem rade eyn groß swere
Vor widder dorsten sy sich doch setzen nicht
Wan si des selbin worden wol bericht
Daz iß must sin ane widder rebde
Wie wole etlicher gar node daz dede
Da sie die slußel hatten ynne
Si quamen vor den myt synen
Und sprachen er heren sehent zu
Wie man dissen dingen do
Myr vinden scholt die nyet ist kleyn
Waß nu sie unser meyn
Daz sagen wir uch in kortzer frist
Der raet vil zu wyt ist
Dar zu gedeilt ist der rat
Dar uß der gemeynde groß schade gat
Dan were eyn eymudig raet gewesen
Die stat were vor schult wol genesen
Waz iglicher in dem rade genoßen habe
Daz laßen ich aber myn dichten abe
Und griffen verbaß an myn slahe
Waß die zwentzig man daden da
Dar zu die zweyne schriber von der stat
Die man dar zu gebeden hatte
Sy frageten umb gar balde myt eyde
Daß er iglicher seyde
Ob eß besser wesen mochte
Odir ob iß nyt endochte
Daz man den rat ensetzet gar
Und eynen andern setzet dar
Der zu ewigen zyden blibe
Und solich dinge nyt me endribe
Als disse biß her han gethan
Also wart gefraget yderman
Off den eyt zu der stund
Getruwelich so man best kunde
Da sprachen funffzehen under yne
Iß duncket uns eyn guder synne
Syt der raet ist gar zu wyt
Daz man sie ensetze in der zyt
Und mache eynen rad der eymudig sy
Da sprach Rudolff zum Gedancke da
bliben ich by
Darzu Niclaus der stad scriber
Daz was den von alden swere
Und satzten sich dar widder viher
Die ich uch ouch wil nennen schire
Daz eyne was Rudolff zum Humbrecht
Daz ander gar eyn wyser knecht
Peter Rebestock genant
Den dritten han ich auch irkant
Zum Wydenhoff Reynhart
Und Heintz Rebestog der was gar hart
Dar zu halff yn er scriber
Genant Johannes Mentzer
Die zehen gekorn von der gemeyn
Die heysschen alle zunffte by eyn
Und daden uß iglicher zunfft zweyne
By er ratslagen zu gene
Wan iß were nit bequemelich
Ir ratslagen zu dragen vor arm und rych
Wy balde daz wart von yn gedan
Sy gabin echt und zwentzig man
Den zehen zu myd voller macht
O wy sere iß die von alden erscrag
Des achten dy zehen alles kleyne
Wan sy ir ratslagen und ir meyn
Als sy vor wole bedachten
Vor die echt und zwentzig brachten
Die berieben sich an underscheit
Und erkanten gemeynlich uff den eyt
Daz widder ir ratslagen
Ir keyner mochte gesagen
Sunder er were nutz und gut
Und stunde dar tzu alle er mut
Da daz irhorten die zehen recht
Sy daden alse fromme knecht
Und brachten iß myd wyser daet
Virnunfftiglichen vor den raet
Und beluden sy auch myd dem eyde

Daz ir iglicher seyde
Ob nach gehandelten sachen
Gut were eyn nuwer rat zu machen
Der raet irkante myd eyde da
Daz meistebeyl waz zu rade da
Da daz irkennet wart also
Da worden die von alden gar unfro
Und fochten daz sy zu schaden quemen
Und yn den halben raet nemen
Sy retten dar yn waß iglicher kunde
Dar nach ubir etliche stunde
Die zehen an die zunffte iß brachten
Den handel und wy sie eß gedachten
Und begangen was biß dar
Do sy des alles worden gewar
Sy worden zornyg und dobiten sere
Und sprachen waß sal der raet mere
Wir solen yn abe setzen gar balde
Jr sy iung adir alde
Do sy die redde also virnomen
Dy zehen aber zu samen quamen
Und ratslugen sere dy sache were groß
Sy musten liben manchin stoß
Jß were gud daz sy versorget weren
Dar umb wolden sy nyd enperen
Die zunffte musten sweren
Daz sie getruwelich wolden weren
Ob ymant wolde gewelbigen sie
Bystendig yn zu sin und wy
Sy er ratslagen hetten an gefangen
Numer da von wurde gegangen
Daz swuren sie alle gliche
Alt iung arm und ryche
Den zehen also bestendig zu sin
O wy eyn groß pyne
Bracht iß den von alden under den gaben
Sy sprachen waß schande und schaben
Habin wir gelebit hie
Jderman der flyhe
Jß ist nyt mer hir unß bliben
Sy wollen uns in den sack driben
Also quamen sy alle von hynne
Da daz die zehen worden ynne
Sy scriben balde und endelich
Dry stedde horten zum ryche
Wormeß Spire und Franckinfort

Daz sy senten er frunde vorte
Zu yn geyn Mentze in dy stat
Dar umb die gantz gemeyne bat
Umb er bede daz wart gethan
Vor sy quamen dy zehen man
Und sageten yn den handel gar
Da daz die von alden wurden gewar
Die von dan waren gefaren und geritten
Schicketen die gemeyn umb eyn geleide
zu bitten
Wan sie wolden auch vor den stedden
Sagen waß yn noet were zu redden
Wy balde wart yn gegeben daz
Dar zu solden auch sagen waß
Jn noet were und wesen mochte
Daz er keiner die gemeyne fochte
Dun wolden sie auch des glych
Sy beridden ouch sich
Daz iß nyt hindern solde an dem geleide
Waz iglich parthie da seyde
Da virliff sich redde widder redde
Wev den parthien daz wort bede
Den von den alden Johanes Mentzer
Der selbin aldin schriber
Wan iß der nycht mocht bryngen vort
So bet Peder Rebestock daz wort
Dor tzu Heintz Dulin
Und ander die gesellen sin
Mit harten worten hochmudeklich
Glich alse solden die gemeyn fochten sich
Daz was sicher gar verlorn
Wan si gaben nycht uff eren zorn
Der gemeyn scriber Niclaus von Werstad
Die ganz gemeynde bat
Jr wort zu dun wan yn was kunt
Der handel und auch die geschicht
So solde Henne Knauff auch laßen nicht
Er rette dar yn waz yn duchte gud
Des glich man Ebirhart Windeck gebot
Suft wart geret vast und vyl
Solich redde ich hie bliben laßen wil
Doch macht sich er sach zu lest als verre
Daz dar yn vil eyn groß gewerre
Und daz di zehen von der stat
Sagen wolden was der alde raet
Vor manchem iar getriben hatten

Dar vor gar flißiglichen bat
Peter Rebestog und sin gesellin
Er sprach ouch wir wullen
Mit den unsern redden recht
Als getruwe erber knecht
Die umb dagelon sollen arbeyten
Als getruwelich wir arbeiten wollen
Und hoffen auch uns solle gelingen
Daz wir die sachin zu gudim ende bringen
Und wollen dar inne nyt beiden
Dar umb laßet die stedde widder heym
riden
Daz sy der stedde heymelicheyt nyt
wurden gewar
Des volgeten die zehen alleß gar
Und wonten iß were also gantz
Da was solchir redde eyn hobischen glantz
Den man hubislich bedecken dut
Wan uff uffslege stund er mut
Ob sie des wysten icht mochten gedencken
Da sy dy zehen muchten krengken
Sy suchten rad beyde hir und dort
Wy vil sy suchten iß muchte nyt vort
Hort waz wil ich uch sagen
Sy baden iß erst zu dagin
Daz hatten sy in dem vortzog gelernt
Den sie nu driben hinver alse vernt
Als ich dicke han horen sagen
Waß der mensche lernet in iungen dagen
Daz volget ym in dem alder mydde
Also ist auch der von alden sidde
Daz off virtzog stet al er muet
Wy wole yn daz dicke scaden dut
Doch in dem virtzog sy nycht lißen
Sy baden die eren farn und flißen
Zu fursten hern ritter und knecht
Und lachten yn vor ir sache gar slecht
Und lißen etlich briff auch lesen
Wern die von der gemeyn dar by gewesen
Sy hetten gesaget nycht also vyl
Sehent da was komen daz zyl
Daz die gemeyn eyn antworte ye haben
wolt
Dar umb die von alden waren yn nyt
holt
Da die von yn mocht werden nyet
Zu hant die gemeyn er frunde beschyt
Zu heren stedden rittern und knechten
Daz sie ir vornemen auch kunt mechten
Sy yn auch da by sagen laßen
Daz si sich ye gerne wolden maßen
Waz nyt glich adir recht en were
Do die von Wormeß vernomen di mere
Den was leyt solich zweydracht der stadt
Dar umb sy beyde parthie screyb und bad
Zu dagen zu kommen vor sie und die
stedde
Frankenfort und Spier durch er bede
Daz daden sy myt wyllen gern
Do die paffheyt virnam die meren
Die santen ir frunde auch zu yn
Sy baden sy myd guden synne
Daz sy an sehen wolden got
Und sich selbin nycht mechten zu spot
Und auch wyslich er sache nemen virhant
Dar zu wart yn auch bekant
Und saget der paffheit mut
Wer sie irgent zu gut
Sy wolden nyt sparn gud adir arbeyt
Daz wart yn zu Montbasilir (1) geseyt
Dem gemeyn rade und auch den zehen
De worden da der paffheit flehen
Ir frunde santen zu yn uff den dag
Zu virhoren beider parthien sage
Des glichen ward den von alden geseyt
Die baden auch die paffheit
Umb er frunde dar zu zu senden
Daz wolde die paffheit gern vollen enden
Sy bevoln irn frunden myt fliß zu endern
Daz sy von keyner parthien weren
Sunder beiden parthien glich
Und daz sy auch flyßen sich
Waz sy gudes dar in mochten gereden
Daz sy daz myt fliße deden
Hort aber wy ein ubir mut
Die von alden drehen waz nyt gut
Alse sy dicke me habin gethan
Wan sie hatten understan
Mit hemelichen dingen

(1) Montbasilir, der Name eines Hauses in Mainz ohnweit St. Quintinskirche gelegen.

Off solichen dag zu bringen
Fursten graven und auch herren
Die wolden sy nyt gewern
Ane die zweyne von Eppesteyn
Dy quamen myd irn rittern alleyne
Und von Isenburg Dither
Umb zu vernemen solich mere
In der stad wesen mochte
Und ob sy zu ycht dochte
In fruntschafft dar yn zu redin
Daz sy gar gerne deden
Ich han dar an nyt gelogen
Iß hatte auch der graffe von Katzen-
ellenbogen
In sin rat gesendet dar
Do daz die gemeyn wart gewar
Sy worden zornyg und unfro
Daz sy nyt auch also
Vil lude gebeden hatten
Zornen dar umb wolde nyt baten
Dar umb lan ich daz bliben hie
Und sagen auch furbaß wye
Der dag an gehaben wart
Di beide parthie hatte sich geschart
Jr iglich den an had habin wolt
Daz yn der quam myd gedolt
Der paffheit frunde und auch der stede
Gar gutlich myd fruntlicher bede
Daz sy daz stellen wolden zu yn
Daz duchte die heren eyn guder sin
Und riden daz getruwelich
Daz sy dar yn ergeben sich
Daz wart gedan myd gudin sitten
Die paffheit und stede sy balde entscheden
Daz dy gemeyn den anefang hatten
Wan iß den alden nust en schette
Der paffheit frunde und auch der stede
Die da waren yme irbede
Saßin nebder um zu virhoren
Beide umb uns da durch koren
Wer gelymp adir ungelymp hette
Jr ytweder schriber da daz wort dette
Und redde umme redde virliff sich vil
Solde ich daz scriben uff daz zyl
Iß lenget dy zit und auch die redde
Wan iß vollecklich gewert hedde

Zwene adir drye dage
Waß were zu scriben sage umme sage
Iß hant gehort arm und ryche
Und wer da wolde gar uffintlich
Iß wart auch wole von beider syt
Gerette dor in zyt vor zyt
Eyner hie der ander dort
Als daz ouch menlich wol virhort
Da von nyt noet ist vil zu scriben
Daz lan ich da by bliben
Und sagen wy der paffheit
Frunde baden die parthien beide
Mit willen und der stedde rat
Daz sie beide solich gedat
An die stede wolden kommen
Sy duchte iß brechte in großin fromen
Wan yn geburt dar yn zu reddin
Daz frombe lude nit endeden
Und geburt yn auch vil ticht zu sagen
Daz man den andern muste gedagen
Also ward yn gefolget daz
Wy iß aber ginge darnach baß
Daz wart alliß heymelich gedan
Do von muß ich myn dichten lan
Und sagen wy eß vort erging
Do dy sache also gefing
Vor den steddem heymelich
By acht dagen da beschide man mich
Daz die sachen weren gar verricht
Und iglich radhere solde laßen nicht
Er solde uff sagin rad und ampt
Wy wole sich etlicher des schampt
Doch must iß sin uff einen dag
Off sondag der da nest lag
Vor unser frauwen dag kerwy
Da stund die stad rades fry
Ydoch die zehen fingen an
Nach zu geyn irme ratslaen
Und beschiden uß yeder zunffte schyr
Zu komen erber man viher
Der worden hundert adir me
Die musten alle zu der kor gene
Und kysen uff den eyt einen man
Der ratbar were und raden kan
Also daz dar weren viher und nyt me
Wy iß nu vort auch gee

Daz wyl ich auch bescheyden
Die viher musten by eren eyden
Den funfften kysen auch also
Die funffe den festen do
Und also vort ging ye die wale
Biß daz funff und dryßig wart die zale
By solicher zale must iß bliben
Nu muß ich aber forte schriben
Wy in solicher zal wart auch gekorn
Dry man an den wart verloren
Dy kore die an sy was geleit
Wan iß was den zunfften leyt
Und sy waren auch under den zehen
Sehet dar begunde der nu rat zu flehen
Die gantz gemeyn gar flißeklich
Daz sy baß beriden sich
Und yn dy dry laßen solden
Des sy ye nyt dun wolden
Also musten her widder uß die drye
Wer der dryer iglicher nu sy
Daz dun ich uch gar schire bekant
Iß was Ebirhart Windecke myd dem bart genant
Der ander Henne Knauff myd dem sußen monde
Den dritten mach ich uch ouch kunt
Iß was Gorge Gruel der weber
Ach wy gern wer der in dem rade verliben
Die zunffte iß alleß vort driben
Daz der drier keiner blebe nicht
Also wart ich vort bericht
Daz sy vor dy dry dry ander koren
Daz brachte Gorge Gruwel großen zorn
Doch wy sere er zornet iß half yn nyet
Dor noch zu hant man aber ryet
Wy man die ampt bestellen mocht
Daz iß vor arm und rych wole docht
Sehet da was bestald vor
Daz ye zu solicher kore
Komen solde uß iglicher zunfft
Ein erber man von guder virnunfft
Dy koren da zu borgermeister
Jeckel Fyssher den metzler
Johan Apteker um Johan Stange
Daz det abir den von alden bange
Wan in dem radeslagen vor
Uber komen was daz man kore
Zu borgermeister nyt me wan drye
Sehen nu da sie sahen daz sy fry
An solicher kor waren verlebin
O wie sere sie eß da dreben
Als sy dicke me haben gethan
Und waß sy ye haben underſtan
Daz muste dy lenge doch komen vort
Sy suchten dayt und suchten wort
Also lange byß sie iß dar zu brachten
Daz sy Peter Sylberberg auch machten
Zu borgermeister diß iar allein
Und dan vort me yr numer me kein
Me koren wan alleß dry
Da solde iß vortme bliben by
Hort aber waß den von alden geschach
Daz yn bracht leyt und ungemach
Dar zu brachte sy er uber muet
Der selben dut die lenge gud
Also must auch gescheen hie
Ich wil uch sagen aber also wy
Waz sy daden adir waz sy worn
Sy wolden ye hochmudeklich gebarn
Myd sorgang und auch myd redde
Wy wole ein ander vil baß dede
Daz wort getan daz mocht nyt wesen
Dar umb die stad nyt mochte genesen
Sy most in schult und liden komen
Des glichen han ich dicke virnomen
Daz hoffart stort lude und lant
Von hoffart wirt auch dicke geschant
Manch mensche und von ubir muet
Da mydde er sich dicke nyddern duet
Also ist auch hie gescheyn
Des muß menlich mer veriehen
Wan mancher under yn saß und ging auch vor
Der nu blibet sitzen by der thor
Dem er ginge vor dem geyt er nach
Ist daz nicht von gode ein rache
Umme hoffart vollerklich getan
Wan sy saßen vor hin obin an
Und hatten auch einen halben raet
Umb solich ubirmutlich getat
Ist yn daz gar benomen

Sy sitzen nu alse weren sy stommen
Mudes fry und schemde roet
Daz ist en gemeynt gar zum bode
Sy saßen auch vor zu der rechten syten
Und wolden nymant by yn lyden
Von ubirmut sy daden daz
Dar umme die zehen nyt waren laß
Sy satzten zu der rechten syten an
Der gemeynde edelste radesman
Also daz vort einer von der gemeyn
Sitzet oben an und anders der keyn
Und uff die linken syten einer von den alben
Sehent also kan hoffart walden
Hude uff und morne abe
Alse ich daz dicke geseyn habe
Sy han auch virloren gar
Irn halben raet das nam ich war
Als ich in dem rade zu einer zyt
Saß und myn augen wyt
Lauffen ließ hin und her
Zu mercken wer ein iglicher were
Da vant ich von den alben numme dan suben
Die in dem rade worn bliben
Ich han auch glauben sicher zwar
Und solden sy lebin dusent ior
Sy gewynnen kein rad numer me
Und wy eß auch umme die siben ergee
Ob die nu bliben ewiklich
Daz wil nyt bedundken mich
Doch lan ich die gemeynde myde walden
Wy sy wollent myd den alben
Iß geyt mich hie nyt me an
Wan ich myn dichten nu wil lan
Von den alden und der gemeynde
Ob ich under en dy keyn
Erzornet habe myd myme gedicht
Daz iß keiner habe vor ubil nicht
Daz bidden ich myd fliß und ernst
Wan ich doch zwar aller gernst
Igliches wolde geschonet han
Daz kunde myn synne nyt understan
Nach dem sich die sachen
Gemacht han und werden machen
Wer uns nu dissen sproch macht
Und disse geschicht zu ryme bracht
Den han ich uch noch nyt genant
Ydoch daz er uch werde bekant
So wil ich uch en nennen
Uff daz man yn moge irkennen
(1) Ebirhart Schenck den Win laß drincken
Die junge wyl mer nu fincken
Daz ich nyt mag gedichten vort
Von dissen geschicht ein enigeß wort
Ich bid dich muter godes reyne maget
Synt nymant nyt wirt von dir virsaget
Daz dyner gnaden mylbekeyt
Dem nuwen rade und der gemeyn sy unverseyt
Daz sy also regeren werden
Daz sy lob hy uff erden
Und dort immer ewelich
Virdinen mogen daz ewige rych
Amen sprechent alle
Daz myn gedicht den alden wol bevalle.

(1) Eine Buchstabenversetzung des Namens Windeck.

2.

Also der Stedde Wormeß, Spire und Frangfort erber Ratsfrunde die uff dyßmal von den vorgescreben Steten dar zu geschicket und gesant sint, erkant und geheyßen hant daz eyn iglicher der byßher des Rats zu Mentze gewest ist, sin Ratampt doch myt Beheltnysse syner Eren uffsagen sal nochdeme daz an sy gestalt gewest ist. Also sagen wir Claes Dulyn, Wylkyn Salmon, Jeckel zur Eyche, Henne zum Jungen, Hentze Sommerwun, Peder Werwolff, Reynhart Widenhoff, Peder Viztthumb, Peder Rebestog,

Heintze Dulin, Hentze Rebestog, Cleschin Bizthum und Henne Nußbom von Erkenntnisse und Geheysses wegen der vorgenanten Stete erbern Ratslude unser Ratampt uff. Kuntlich in dissem Briffe Urkunde unsere Ingesiegel zu Ende disser Schrifft gedrucket. Geben uff den Samstag nach sente Pauels Tag alse he bekert wart, alse man screp dusent virhundert und nun und zwentzig Jar. Item uff den Sondag vor uns liben Frauwen Tag Kerzwy in dem nun und zwentzigsten Jar schickte man uß yder Zunfft vier Männer uff das Rathus und uns Frunde auch vier und darzu Richter Arnold und Gotzen zur Eych die die Kore hulffen innemen und die andern vier von unsen Frunden und auch von den Zunfften sworen mit eyn zu den Heilgen da vier bidderver unversprochener ratbarer Männer zu kysen nyt umb Lib adir umme Leyt, noch umb Gabe adir umb Mogeschafft adir umb keinerley Sachen daz zu laßen, also koren die vorgenant uff den Tag zum erstin Jeckel zur Eych, Henne Appoteker, Cleischen zum Asthеymer und Ernst den Becker, die viher koren den funfften, die funffe den sesten, die sesse den sibenten myt daz er funff und drißig worden, geschach disse Kor uff den vorgenant Sondag, Mandag und Denstag in dem vorgenant Jar und waren diß die Ratherrn, die man zu den vier erkoren zum erstin Jeckel Fysch, Heintze Herheim, Cleyse Ros, Clese Schenkinberg, Ebirhart Windecke, Hermann Windecke, Henne Daysburg, Knoff, Gorge Gruel, Meister Johan der Smet, Buser der Metzler, Hans Bracht der Korsener, Heyl Frosch, Peder Lunschenbry der Bischer Stangen Son des Snyders, Cuntze von Hocheym ein Stirmann, Monch der Snyder, Frammach der Wober, Heintze Oppinheymer der Wober, Schop der Steinmyzze, Casper der Schuchman, Heintze Melbach der Soddelor, Ebirhart Roriches Son Steffen Gertner, Winckelhenne der Loer, Peder Silberberg, Peder Rebestog, Heintze Rebestog, Cleischen Bizthum, Henne Roßbom, Rudolff zu Landeck ꝛc.

Item uff Mandag darnach hatte yedye Zunfft eyn vor den Rat geschicket und unß Frunde auch eyn die Ampt zu kysen, also worden die von den Zunfften uneyns, daz man daz ufflug myt uff den Aschmytwochen da quamen sy widder uff daz Rat-

hus und korn da zu Borgermeistern Jeckel Fischer den Metzler, Henchin Appeteker, Stangen Son des Snyders, und zu Rechenmeistern Peder Rebestog, Heyl Frosch und Cleischen zum Astheymer, und zu Bumeistern und Werkmeistern Henne Nußbom und Frambach den Wober, zu Scheffen Cleischen Vizthum, Heintze Herheim, Steffen Gertner, Winkelhenne den Loer, zu Schatzmeistern Peder Silberberg den Smet an Gaporten und Bracht Hans den Korsener, und zu Almundern und Rinmeistern Rudolff zu Landecke und Cuntze von Hocheym den Stirman. Also worden die Zunffte uneins, daz man kein Borgermeister von unsern Frunden gekorn hatte, und koren sy Peder Silberberg zu Borgermeister zu den andern drey, daz er vieher warden, und koren Hermann Windecke zu eyme Schatzmeister an Peder Silberbergs stat und koren Heintz Rebestog zu eyme Rechenmeister an Peder Rebestogs sins Bruder stat ꝛc.

Item uff den Donerstag darna quamen die zehen in den Rad und satzten uns Frunde und auch die von der Gemeyn, die dan zu Rade gekorn wern, noch dem Alder alse sy beduchte wy sy sitzen solten, auch virboten die zehen, daz keiner zu Rade solte geyn der ein uffin Ebrecher were adir ein uffin Wucherer adir ein Hantspeler. Auch solte keiner des Rats in ein uffin Tavern zu Win geyn.

Item uff den Samstag darna wart man zu Rade, daz man drey andere solte kysen anstat Jorge Grueln, Ebirharts Windecks und an Knoffes stat, und kor man an yr stat Henne von Hern Peders Eyden zum Oxen, Spiß den Beuder und Gerhard den Sarwechter.

Item uff denselbin Samstag forderten die zehen ein Briff an den Raet, daz sy zu ewigen Dagen bliben solden.

Item uff den Samstag darnach ungeverlich wart den zehen ein Briff von dem Rade, den sy auch haben wolten, daz sy adir ander zehen zu ewigen Tagen syn solten, alse verre die Zunffte daz gehalten wolten han, adir sy und die Zunffte wolten nyt hulden.

Item uff den Strytsondag zu Morgen sworn die Zunffte in der Ratstuben und Wilkin Salmon, Reynhart Wydenhoff, Peder

Heintze Dulin, Hentze Rebestog, Cleschin Bizthum und Henne Rußbom von Erkenntnisse und Geheysses wegen der vorgenanten Stete erbern Ratslude unser Ratampt uff. Kuntlich in dissem Briffe Urkunde unsere Jngesiegel zu Ende disser Schrifft gedrucket. Geben uff den Samstag nach sente Pauels Tag alse he bekert wart, alse man screp dusent virhundert und nun und zwentzig Jar. Jtem uff den Sondag vor uns liben Frauwen Tag Kerzwy in dem nun und zwentzigsten Jar schickte man uß yder Zunfft vier Männer uff das Rathus und uns Frunde auch vier und darzu Richter Arnold und Gotzen zur Eych die die Kore hulffen innemen und die andern vier von unsen Frunden und auch von den Zunfften sworen mit eyn zu den Heilgen da vier bidderver unversprochener ratbarer Männer zu kysen nyt umb Lib adir umme Leyt, noch umb Gabe adir umb Mogeschafft adir umb keinerley Sachen daz zu laßen, alſo koren die vorgenant uff den Tag zum erstin Jeckel zur Eych, Henne Appoteker, Cleischen zum Asthеymer und Ernst den Becker, die viher koren den funfften, die funffe den sesten, die sesse den sibenten myt daz er funff und drißig worden, geschach disse Kor uff den vorgenant Sondag, Mandag und Denstag in dem vorgenant Jar und waren diß die Ratherrn, die man zu den vier erkoren zum erstin Jeckel Fysch, Heintze Herheim, Cleyse Ros, Clese Schenkinberg, Ebirhart Windecke, Hermann Windecke, Henne Daysburg, Knoff, Gorge Gruel, Meister Johan der Smet, Buser der Metzler, Hans Bracht der Korsener, Heyl Frosch, Peder Lunschenbry der Vischer Stangen Son des Snyders, Cuntze von Hocheym ein Stirmann, Monch der Snyder, Frammach der Wober, Heintze Oppinheymer der Wober, Schop der Steinmyzze, Casper der Schuchman, Heintze Melbach der Soddelor, Ebirhart Roriches Son Steffen Gertner, Winckelhenne der Loer, Peder Silberberg, Peder Rebestog, Heintze Rebestog, Cleischen Bizthum, Henne Roßbom, Rudolff zu Landeck rc.

Jtem uff Mandag darnach hatte yedye Zunfft eyn vor den Rat geschicket und unß Frunde auch eyn die Ampt zu kysen, alſo worden die von den Zunfften uneyns, daz man daz uffslug myt uff den Aschmytwochen da quamen sy widder uff daz Rat-

hus und korn da zu Borgermeistern Jeckel Fischer den Metzler, Henchin Appeteker, Stangen Son des Snyders, und zu Rechenmeistern Peder Rebestog, Heyl Frosch und Cleischen zum Astheymer, und zu Bumeistern und Werkmeistern Henne Rußbom und Frambach den Wober, zu Scheffen Cleischen Vizthum, Heintze Herheim, Steffen Gertner, Winkelhenne den Loer, zu Schatzmeistern Peder Silberberg den Smet an Gaporten und Bracht Hans den Korsener, und zu Almundern und Rinmeistern Rudolff zu Landecke und Cuntze von Hocheym den Stirman. Also worden die Zunffte uneins, daz man kein Borgermeister von unsern Frunden gekorn hatte, und koren sy Peder Silberberg zu Borgermeister zu den andern drey, daz er vieher warden, und koren Hermann Windecke zu eyme Schatzmeister an Peder Silberbergs stat und koren Heintz Rebestog zu eyme Rechenmeister an Peder Rebestogs sins Bruder stat ꝛc.

Item uff den Donerstag darna quamen die zehen in den Rad und satzten uns Frunde und auch die von der Gemeyn, die dan zu Rade gekorn wern, noch dem Alder alse sy beduchte wy sy sitzen solten, auch virboten die zehen, daz keiner zu Rade solte geyn der ein uffin Ebrecher were adir ein uffin Wucherer adir ein Hantspeler. Auch solte keiner des Rats in ein uffin Tavern zu Win geyn.

Item uff den Samstag darna wart man zu Rade, daz man drey andere solte kysen anstat Jorge Grueln, Ebirharts Windecks und an Knoffes stat, und kor man an yr stat Henne von Hern Peders Eyden zum Oxen, Spiß den Beuder und Gerhard den Sarwechter.

Item uff denselbin Samstag forderten die zehen ein Briff an den Raet, daz sy zu ewigen Dagen bliben solden.

Item uff den Samstag darnach ungeverlich wart den zehen ein Briff von dem Rade, den sy auch haben wolten, daz sy adir ander zehen zu ewigen Tagen syn solten, alse verre die Zunffte daz gehalten wolten han, adir sy und die Zunffte wolten nyt hulden.

Item uff den Strytsondag zu Morgen sworn die Zunffte in der Ratstuben und Wilkin Salmon, Reynhart Wydenhoff, Peder

Bizthum den Burgermeistern biestendig und gehorsam zu syn und den Raet vor uns Hern zu halten an alle Geverde.

Item uff Mandag darnach schicket man nach unsen Frunden die nyt da waren gewest uff dem Rathus, die sworn denselben Eyt auch.

Item darnach uff Sondag und Mandag verbot man die Zunffte und auch unßer Frunde und ließ die den Ußspruch horen den die Stedde gedan hatten, und sageten yn auch, wie die Schatzunge und die Umgelde erhoet weren und wy hoe, und korn uff den Dinstag Hentze Sommerwun, Steffan Gertner, Peder Werwolff und Jost zum Volker, daz die warten uff Lonecke des großen Ungeldes, der Ruden, des Mutte und des Mel Ungeldes. So kor man Knauff in daz Kauffhus und ghyt man den vorgenanten funff Personen ydem 26 Punt Heller zum Jor zu Lon. So kor man an den Zol Jeckel Duppengyßer und den Scherer zum Wagemann von Aschaffenburg.

Item uff Mytwochen zu Morgen sworn alle Becker zu den Heilgen, daz sie nymant kein Brot in sin Hues backen solten, er brechte dan ein Zeichen von Lonecke, daz die Hounge bezalt were. Do gingen die Ungelder uff Lonecke nach eßßen und auch darnach umme ynne alle leygen Keller und besagen wasz Win die Lude da hatten, und must man von eyme Fuder Wins, das eyme gewassen was, eyn Gulden geyn, daz vor ein halben gab, und von eyme Fuder Wins, daz dar gekoufft was, zweyne Gulden geyn, daz vor ein gegeben hatte.

Item uff Sondag vor Halbfasten wolten sie wyßßen, wer von unsen Frunden in der Sune sin wolte adir nyt, daz die die Stedde auch hulffen bitten, daz sie solch Briffe vorsigelten, als sie dan gesprochen hatten, und waren unser Frunde uff den Tag dryzehen adir virzehen ungeverlich die da inne sin wolden.

Item uff Mandag nach Halbfasten quamen der zehen subin und der echt und achtziger auch subin vor den Rad und meynten, es koste vele die Perde zu huren wan man von der Stedde wegen riden solte und wer man dannoch nyt wol geredyn. Nu hette Knauff groß Arbeit und Muhe gehabt in dissen Sachen, so kunte er riden und stund eme sin Harnas wol und wer ein

gerade Man und kunte auch wal redden, daz man yme Jors anderhalb hundert Gulden gebe, so wolde er zwey gute Perde halden und ein Knecht, und wan man ryden solde von der Stedde wegen, daz man dieselben Perde neme und gebe eme sin Nachtgelt davon, und verderfft man sie eme, daz man sie eme dan bezelte, so solde sin Knecht uff die Warthe riden und dun alse ein ander Dyner. Auch hetten die Zunffte Unwillen, daz sie Nachts also musten wachen, daz solde abe sin und solde Knauff in der Wochen zwirnt adir drywerbe in der Stat Nachtes ume ryden, alse dicke er wolde, daz slug der Raet abe, da sprochen sie also ver er hette vil Arbeit gehabt, nu wolde er abe heischen, ging er davon, so wolden er auch mer davon geyn. Nu hette yn die Gemeynde lip und sehen gerne, daz er noch ses Jor adir echte daby blebe, daz man yn die zehen Jor, alse man sich vorbunden hette, doch Schatzunge fry wolde lasßen, daz was dem Rade auch nyt zu Willen.

Item darnach uff Fridag quamen sie aber in den Raet und forderten daz aber Eyns. Der Rad sayd en aber abe, da sprochen sy, sy wolden yß eren Gesellen den echt und achtzigen vorlegen und hyßen uff denselben Tag unßern Scriber Johannes Mentzer abe sagen und wolden sin nyt han, des er doch nyt verdient en hatte, darnach in der Palmwochen quamen der echt und achtziger ses adir subin in den Raet mit Namen Arnold Buwichen, der daz Wort det, Peder Schornsheymer der Duchscherer, Roshenne der Leyendecker, Heintze im Galhoffe, Henchin zu Franckensteyn, Reynhart Brumsser der Wober und der Goltsleger, der die zwentzig Gulden vor den Meyneyt gap dem Rade, und sprochen, die echt und achtzig weren des eyns, daz der Rad Knauff solte geben Jors ses und zwentzig Gulden, daz er ein zeher virlibe er wolde anders abe heisschen, ginge er dan davon, so wolden yr auch me davon geyn, daz sich doch vant, daz iß der zeher und der echt und achtziger Meynunge nyt en was, alse die ses adir die subin deme Rade gesagt hatten, und sprach der zeher eynr, gebe man Knauff die Gulde nyt Jors, da gescheh numer gud von, das Volck gebe wieder Satzunge adir Mist, und was daz mit Namen Ebirhart Windeck, auch kor der Rad zu derselben Zyt Jeckel

Duppengysser an Steffen Gertners stat, als Steffan den Rad uff satzt, so kor man Cleyße Gysen an den Zol an Duppengysser stat.

Item uff Frytag vor dem Palmendage wart Arnold Buwichen der sich nant der echt und achtziger Munt und yr Wort alles gedan hatte rumyg und bleyb der Stad sculdig und dem Rade dru hundert Gulden und me an daz er ghesten und andern erbarn Luden enporte des was zu hoffe me dan dru dusent Gulden und was sere in er Fryheit myt, daz er sich myd synne Schuldigen besahete.

Item darnach nar dan ein Jor wart man gewar, wie sich Ebirhart Windeck zu Brespurg und in dem Lande gehalten hatte, alse man daz eins Theils in Instrumenten und Briffe Abeschrifft hernach gescreben vint. Auch ist vel Luden kuntlich, wie der vorgenante Ebirhart Windeck mit Elchin Gygengack von Hasemanshuß umme ging und mit dem Thornwechter Henne Korsener uff dem Isen-Thorlin, da Henne van Castel doben lag, dem der vorgenante Ebirhart Geld gelobet hatte, die obgenant Elchin darneder zu slahende.

3.

In dem almechtigen namen heben ich biß an
Von dem iamer in der wernde zu saen
Wie iß leider da in umb gaet
Die cristenheit lutzel truwen me haet
Nieman krud des andern unrecht
Also virtyrbet herre und auch der knecht
Sie ist vererret in irme gemuthe
Das wende hergot durch dine gute
Iß duncket mich nu wol wesen an der zyt
Vorworff den großen haß und nyet
Und auch die große gyrrekeit
Die yderman haet an underscheyt
Die paffen sprechen iß sy en leyt
Uff daz sie bliben an werdekeyt
Sie stelten gerne numme nach großem gude
Wan ine Got daz selbe behut
Daz sie ytzund han in erer gewalt
Vorzygent mer ob ich vorbaß schalt
Daz myn synne doch niet alles bebrachten kan

Nu heben ich ytzund widder an
An den hogesten hobten der werdekeit
Die da gewalten ubir die gantzen cristenheit
Ich ridden uß sonder allen wan
Die glidder muß ich sweben lan
Dan iß were zu viel ußzurichten
Solde iß alles myn houbt erdichten
Babist Mertin und koning Sigemunt
Hetten die zweyne den selben grunt
Den da hatte babist Petrus
Und der große keyser Karolus
Zu den gezyden was yderman do
Mit der gerechtikeit fro
Und waren die fursten lobelich
An crefften und an eren rich
Und die glebber des romeschen richs
Do bet yderman dem andern glich
Sie hatten lip die gerechtekeit
Det ymandes unrecht daz was yn leid
Und daden auch der gliche
Was daz nicht lobeliche

Nu hat uns leider die gyrickeit uberwunden
Syt ist uns mancherley plage komen
Wolten wirs vor augen han
Zwar ir mustent mirs bestan
Dan pruffent iß sy herre adir knecht
Sagent mir wer ist uff recht
Daz sin hertze sy als sin munt
Ich du iß lichte zyu wyde kunt
Doch klagen ich daz man niet straffet daz man straffen solt
Ach hergot wes ist nu die scholt
Daz niemant me wil frolich sin
Was dribestu Jacob Stoßzelin
Zwar mich druget niet min thummer syn
Die stedde mußin auch her in
Sie wenten anders iz were alles slecht
Die von Noremberg dun imme recht
Sie hant nu daz werdigeste heligdum
Daz dar uß beheimer lant ist komen
Von godes waffen und anders mere
Daz ist en wol ein groß ere
Daz yn daz ist bevoln zu walden
So mogent sy mit yrren alden
Behut sie god vor ubirmut
Und bliben sie in rechter huet
Nu ritte ich gerne widder umme
So ist mer zu ferre die krumbe
Dan ich bliben uff dem ryne
Waz mochte den von strazborg syn
So sie hatten ere und gud
Werde ritterschafft by en und hogen muet
Hetten sie die behalden daz wer en ere
Und laßen sitzen als von alter here
Der budel were yn nyt allso lere
Und mochte auch vil mere
Sonst eren glaubens han
Alda by laßen ich daz stan
Daz contzilium haet auch vil gudes gedan
Den von Costentz horen ich sagen
Hetten sie daz mit wysheyt behalden
Und ir erbern rat die von den alden
Nit vorschalden und virtriben hen
Daz mochte yn wol gud sin
Sonder orsache und schult
Iß bringet en schande und ungedolt
Des popels groß unredbelicheit
Konyng Sigemunt sprach iß solde en werden leyt
Ich solde swigen und niet zu vyel kosen
Die von Spier hant in daz buschen geblosen
Und wolde ich nyt zu viel ballen
Den von Wormeß ist ein roschen entphallen
Gote gebe daz uß da by wolde bliben
Sie sagen daz die zunffte wonder driben
Wo daz mysvile so lege ez hart
Zu Mentze ist einer komen mit dem bart
Men saget er heiße Ebirhart
Von dem saget man nacht und dag
Der hat es zu Mentze ser vorkart
Man sprichet er habe einen wilden mut
Were er zu Brespurg ez dete eme nit gut
Niclae der schriber von Werstat der hat ein langen hut
Sin wyse en dut numer gut
Da er mangen haß haet inne
Daz nyt sint gute synne
Dar uß hant sie daz genomen
Daz nu zu yn sint komen
Sie hant mit rade iß angefangen
Schenken en den win er wer sin billig mußig gangen
Sie hant der gemeynde so vil gescreben
Gesaget und gelogen daz der alde raet ist verdreben
Beide ir wibe und auch ir kint
Als sidder herre und sint
Daz die zehen sint komen
Und die gemeynde ist worden dommen
Des hant sie lutzel frommen
Die zehen wolden iß alleß gar erlich walten
Brieff und sigel mun zu halten
Des muß er ungelucke vorbaß schalten
Und widder eren rechten heren streben
Und dem konge die stat geben
Hetten sie daz gedan
Hinder den koppen solden sie billig hene gan
Werde paffheit sich vor dich

Der seß ist werlich verlich
Die synt erre in erem wesen
Und solden sie nummer des genesen
Yß muste gar ein guder artzet syn
Der yn hulffe von der pin
Dan ir sichtum ist viel zu swere
Sie sind an lude an gelde und an eren lere
Wolden sie doch ein briffelin halden
Sie hant ane schult die erbern geschlicht von den alden
Verstoßen sonder alle orsache
Daz bringet yn sicher ungemache
Sicherlich koning Sigemunt
Hat des wal ein gudin grunt
Und die werden fursten gut
Hant iß auch wol iren en mut
Manich edel herre auch da by stont
Do man verhorte ir beyder parthien munt
Ir brieffe und siegel und auch ir recht
Daz man daz widder vor koning Sigemont brecht
Der horte da wol den rechten grunt
Er sprach eß ist ein boser funt
Den die zehen da hant gedan
Und die yn da gehulffen han
Geyn Noremberg sal man sie komen lan
Yderman zu recht umb sin scholt
Dor umme bin ich dem konge holt
Daz er der von Ache nit vorgaß
Dar an was ir nit sere laß
Von den horte man frombe mere
Iß waren etliche wammaselere
Die auch da heren syn wolden
Und verbriben den rat von den alden
Der doch nie ubel hat gedan
Als ich von yn han horen sagen
Daz was den edeln heren gar zorn
Fyrnburg, Hensburg und von Longeborn
Die hant auch wal der gliche gedan
Mit manchen edeln frommen man
Und hant sich so lobelich daran gehalten
Daz got muße irs wesens walten
In was daz unglich sere leyt
Und des hant sie lob gar wyt und breit
Iß was dem konge auch gar zorn
Als ir hant gehort hie vorn
Da by stunt einer der hiß Stange
Dem wart von hertzen bange
Iß duchte auch Niclaen von Werstat nit gut
Wie wal er hat einen langen hut
Lygen kan er genug
Und hant sie der gemeynde bracht die rechte mer
Ich zwifel nit iß sy en gar swere
Und ist daz auch wol mogelich
Dan er ding ist gar unreddelich
Als iß auch wol billich mag syn
Man sprichet iß machet sere schencken den wyn
Dan ginge man uff einem guden grunt
Und dede der armen gemeyne die warheit kunt
Und wysten sie daz wonder wesen
Die sprechen mir mogen also nit genesen
Dan yn gantzer warheit
Noch nie gantz wart geseyt
Wie sie komen in daz liden hart
Und glouben dem Ebirhart mit dem bart
Mit sinen bosen snoden danckelin
Hat er zu im gebracht nun
Jurge Grueln setzen ich billich oben an
Dan ich horen nust boses von eme san
Stunde vil an eme iß were licht gut
Her Knauff der dreyt ein hogen mut
Daz kompt eme licht von art er ist ein basthart
Er hanget auch an dem bart
Und einer heißet Cuntze Rosinstiel
Der kan gertel machen viel
Ungelucke wil er erdrachten
Luge nu der wunderlichen sachen
Were eß nit zyt zu lachen
Dan Medenbach ist ein gut geselle
Er scheyß Wernher gelt den wyn uff die swelle
Er wart verstoßen alse Lucifer mit sinen genoßen
Jeckels Scherers wil ich ytzunt geswigen
Der lyt uff der heilgen schrifft zu gygen

Auch ist einer der heißet Zan
Sin fader konde wol worffel dran
Und sin geselle Jost zum Spanheymer
Der kan logen meren
Nie mensche wart sin getrost
Eckart uff dem holtzmarckt
Hat yn em viel swynder wort
Die andern wil ich lassen sweben
Sie wullen sich beßern sollen sie lebin
Wil iß anders Schenck in den win
Er sulte sin billich mußig sin
Doch sint ander sesse gekorn
Die hant ir pruffen noch hievorn
Daz wil ich laßen driben
Biß daz da war von steyt zu scriben
Dan nement die sesse eynen beßern rat
Wan die zehen gehat hant
So mochte iß god wol machen gud
Und laß uns haben guden muet
Mit Schencke yn den roden wyn
Ir wolde dan sußer an dem drancke syn
Got helffe dem armen kyndelin
Man sprichet iz sy von dissem ein sprache zu Mentz gemacht
Mot valschen logen wol erdacht
Der lyt verborgen und verholn
Als ein dyp der da hat gestoln
Quem er so vere daz man da von mochte sprechen
Mit warheit kunde ich daz gebrechen
Und gesagen den rechten grunt
An zwifel gestoppen den valschen munt
Uß dem da springet die bose vorgift
Die da verderbet die stat und auch den stifft
Dan eigen wille ist da ein verderben
Und der selen ein ewige sterben
Von eygen wille ging Beheym an
Daz hat der cristenheit vil leides gedan
Maria kongin vil here
Du durch dines kyndes ere
Hilff den werden fursten gut
Und habe uns alle in dyner hut
Und du uns dine gnade schyn
Mit dyme liben kindelin
Diß ist ein sprach in einer yle gemacht
Eß were anders vil baß bedracht
Dan wil man sich nyt baß versennen
So muß man mit der banner rennen
Und auch luder kallen
Solde iß manchen mysvallen.

4.

Mynen fruntlichen willigen Dinst zuvorn ersamen besundern guden Frunde. Ich hatte unkortzlich den Burgermeistern und dem Rade zu Mentze gescreben und sie umb ein Geleyde mir zu geben geboten, uff daz ich den vorgenant Burgermeistern, Rade und auch der erbarn Gemeynden muntlich und eygentlich gesagen und zu wissen gedun mochte, wie sich der snoyde bose lantverlouffen Bosewicht Ebirhart Windeck in andern Landen verhandelt und gehalten hat, uff daz er uch vor eme zu hutene gewyst hettent und auch uff daz ich Claren miner Husfrauwen kindechin daz der egenante Ebirhart Windeck doch iemerlich verderbet etlicher maße mochte nach uwerm Rade versorget haben, uff daz iß — von eme nit zumale verderplich gemacht wurde und alse ich also der Antworte von dem Rade zu Mentze wartende gewest bin, die mer doch noch nit von yne wurden ist, so han ich vernommen und von etlichen mynen guten Frunden verstanden, daz der ege-

nant Ebirhart Windeck vor viel frommen Luten gestanden habe und myn und myner Altern myd synen bosen logenhafftigen Worten und herdrachten und unwarhafftigen Worten und ungloublichen Redden ubel gedacht, daz er doch als ein Bosewicht gelogen hat, daz sich dan wol erfinden sal, so sich daz geboren wirdet, darane ich ungerne fyren noch minen Lip sparen wolte, dan ich hoffen und getruwen ane Zwyvel dem almechtigen Gode, daz er adir ymant anders von minen Altern adir mir nust nit anders gesagen moge dan allis Gut und Bidderbekeyt. Sundern liben Frunde ob ich einen Bruder gehabt han, der sich in boser Handelunge vergessen hette, daz ist mer und al synen und mynen Frunden getruwelichen leid, dan wir wolten yme auch soliches ungerne mogelichen adir billichen und hoffen und getruwen, daz ich adir myn erbarn Frunde unbillich finer dar engulten adir davon bose Rede horen solten und uff daz daz uwer Ersamkeit nu sehen und luter erkennen mogen, daz der Bosewicht Ebirhart Windeck mit syner bosen Zungen synen ubeln Handeln, der er mannichfelteklich begangen hat myt mer adir keinen frommen Manne bedecken solle und uff daz yr sehent mogent, daz ich ungerne uff yn lygen noch Logene erdrachten wolte, als er uff mych und myne erbarn Altern gesaget und herdrachtet hat, die yr und manyng bederbe Man in erem Wesen von der Genade Goddis in Eren wal yrkannt hant. So schicken ich uwer erbarn Wysheit zwo globliche Abescrypfft, die eine die der ersame und wyse Rat der erbarn Stat zu Brespurg von dem Handel, den Ebirhart Windecke by yne begangen hat mit irer Stedde Ingesiegel vorsigelt gegeben hat und dan eyne eyns uffen Instrumentis, daz der erbarn Stat von Erffurte offin Scriber und Notarie zu Gezugnisse eins Deyls von syner Bosheit gemacht hat, darinne ir syner Bosheit eins Deyls in der Warheit wol vernemen werdent. Dan solte ich uch von solich warer und reddelicher Orkunde syner Bosheit, die mangen beberben Manne wol wyssentlich und offenbar ist alle scryben, wie er mit der erbarn Stat Brespurg, dem Rade und der Gemeynde daselbis und andern Luden so boslich umbgangen hat und wie er dem Rade daselbis truwelos und meineydig worden ist, wie er dem Spital daselbis funff hundert Gulden boslichen endragen

hat und noch schuldig ist, wie er zu Ofen gefarn hat, sine erbar eliche Husfrauwe umb groß Narunge und Gut boslich bracht hat und nu im Jamer und Ellende in dem Spital zu Wien sitzen und ligen leßet, daz sie sich des Hungers kume erweren mag, als daz mangen frommen bederben Luten, die die und anders syne bose Handlunge dicke gehort hant, wol wyßentlich ist. Dan solte man syne manychfeldige Bosheit ganz scriben, die ich uff en weiß, iß were myr ein Krot zu scriben und were uch und allen bederben Luten verdrißlich und zu lang zu horende. Sunder ich han keinen Zwyvel, so uwer Erbarkeit die vorgenante Orkunde und Kuntschafft horen sehen und vernemen werdent, yr laßßen uch darynne nymant raden, yr haltent yne vor sin Wert und straffet yn, als sich dan daz gebort, und bitten uch liben Frunde diese mine Scrypft nit vor Unwillen, sonder vor gut wullet nemen, wan ich es in dem besten scriben. Geben unter mime Ingeß. uff den Sontag noch purificacionis Marie Anno Domini Millesimo Quadringentesimo Tricesimo.

Peder zum Jungen.

5.

Ich Hans Buwer, die Zyt Stadrichter der Stad zu Brespurg, und der geswo rn Rat daselbes bekennen und tun kunt uffentlichen allen und iglichen, die diesen unsern Briff sehent, horent lesen, daz vor uns komen ist der feste Edelman Peder zum Jungen von Mentze und hat uns flyßeklichen gebeten, daz wer eme und alle den vorgescreben, den dieser geynwurtige Briff vorbracht wurt, wyßen, erkennen und kunt tun sollen, wie sich der Ebirhart Windeck von Mentze by uns und in unser Mitte gehalten habe. Als haben wir angesehen die flyßlichen Bitten des vorgescreben Peders zum Jungen und haben yme kunt, erkennen und zu wyßen gedan und dun zu wyßen allen und iglichen in Krafft dieses Briffes, daz sich der obgenante Ebirhart Windeck also gehalten hat, daz er einen Ufflauff gemacht wolte haben und Zweydracht zuschen dem Rade und der Gemeyn der Stat zu Brespurg und ein ander Man mit yme, der da geheyßßen hat Ulrich Rauhewarter, der es mit demselben Ebirhart Windeck festeklichen gehalden hat, denselben Ufflauff und soliche Zwey-

brachtunge zu machen, und denselben Ulrich Rauhewarter haben wir umb soliche und ander Sache vor dem allerdurchluchtigesten Fursten und Heren Heren Sygemunde von Godis Genaden Romschen und zu Ungern ꝛc. Kunige unsern gnedigen Heren myt eyme rechten uberwynden, und derselbe unser gnedige Here der Koning hat uns denselben Ulrich Rauhewarter um die vorgescreben Sachen selber in unser Gefengnisse geantwortet, und also ist derselbe obgescreben Ulrich Rauhewarter umb die vorgescreben und ander Sachen in unserm Gefengnisse gestorben, umb des wyllen der obgenante Ebirhart Windeck auch gefangen ist worden myt Gericht. Nu synt da gewesen die erbarn Manne Jost Laschporte uß unsers Rades und Peder Lyst und auch Reyndel Sneykitel, auch Borger der obgenant Stat Brespurg, die gestorben sint, den Got gnade, und habent den vorgenant Ebirhart Windeck uß unser Gefengnisse uff Wiederstellunge uß gebeden und uß genomen uff einen Dag zu rechten, und derselbe Ebirhart Windeck hat verheyßßen und versprochen mit synen Truwen den obgenanten erbern Luden synen Burgen sich wieder zu stellen zum rechten. Also hat sich der vorgescreben Ebirhart Windeck, als er sich stellen zum rechten und sine Burgen ledigen solte, davon gemacht und entwechen yst und hat sich me gestellet zum rechten noch synen Burgen und hat syne Burgen darinne yn Burgeschafft blyben laßen, und darnach hat er gescriben offt und dicke manige Briffe dem Rade und gantzen Gemeynde by sunderlich der obgenanten unser Stat Brespurch manige Sache und Zweytracht, daz dieselbe Gemeyne solte widder den gantzen Rad syn und ander viel Sachen und Artickel, die nit erber ensynt, gedan hat, der man nit alsamet ytzunt gescreben kan und zu sweyr und auch verdroßßen weren zu horen. Alse sich dieselbe Sache und Zweydracht und viel Artickel, die er zuschen dem Rade und der Gemeyn hat wollen machen, wol in synen vorscreben Brieffen lutterlich gewysen sal und erfynden werdet, wan syn Notdorfft geschyet, dieselben Briffe er mit synes selbes Henden gescreben hat, die wir noch also haben, die er der obgenanten Gemeyne unser Stat und dem Rade gescreben hat und merclich Zwydracht zuschen dem Rade und der Gemeyn Armen und Richen mit sinen Schryben hat wollen machen und

dun und gerne gemacht hette, wan wyr es nit unterstanden hotten, auch hat er eyn erbar Frauwe by uns genomen zu der E, die Huser und Wyngarten und farnde Habe genug hat gehabt, als eyn erbar bydderwer from Frauwe sal haben, dieselben Huser und Wyngarten hat er derselben Frauwen gantz und gar verdan und hat dieselbe Frauwe, sin eliche Husfrauwe Ebirhart Windecke genant, in großen Ellende und in Armut sitzen laßen, bekennen wer und vor iehen by unsern Truwen, daz wer nyet anders wyssen, daz die obgenante Frauwe Windecken sich alhie in unser Myt und anderswo erbarklychen und fromlychen gehalten hat und von erbarn und fromen Luden komen ist und ein from erbar Frauwe ist und helt sich noch hude des Tages fromlych und erbarklych. Myt Orkunde dieses Briffes vorsigelt mit unser Stat angedruckten Ingesigel der da gegeben ist zu Brespurg noch Christi Geburte vyrzehenhundert Jare und darnach in dem nuhen und zweyntzygsten Jare an dem nesten Frytage des heilgen Zwölffbodden sant Thomas Dage.

6.

In dem Namen des Heren amen. Von Jare der Geburte desselben Heren dusent vyrhundert im nuhen und zweyntzygesten Jare in der sobenden Indicien und keyserlichen Gebodes des hogesten Bysthumes des heilegesten in Got Vater und Heren Heren Mertins von gotlycher Vorsichtekeyt Babist der funffte in sime zwolfften Jare an Mandage der nutzende Dag des letzten Mandes an der Zale Decembri in latin genant zu Brespurg des Bisthums Strigonia adir Gran in dußcher Sprache genant in dem Hoffe zu der Gans in der ergenannten Stat Brespurg gelegen by dem Ußgange desselben Hoffes zu tercie Zyt adir nah daby in mynen nachgescryben offinbarn Schriber und dieser nachgescryben Gezugen Gegenwurtykeyt ist personlichen und lyblichen gestanden der ersamer Man Conrad Hochhuet, Borger der Stat Ofen in Ungern, und hat da unbetwunglichen sondern mit fryen Willen und rechtem Gewisen an alliß Geverde nymande zu Leyde noch zu Lybe luterlychen bekant und gerett, wie daz Ebirhart Wyndecke yme etwan ein Sommen Geldes nemelichen funfftzig Gulden rechter und reddelicher Scholt schuldig were gewest, als

het er en wolt vornemen gefordert und erlanget habe mit Rechte daselbst zu Ofen umb die obgenante Scholt, des hette der vzgenante Ebirhart yme etliche Cleynnode nemlichen von Gesteyne als Pallas, Saphir, große Perlyn und etlyche ander Stucke williglichen zu Phande gesatzt vor dem Richter der egenanten Stat Ofen, als worden dieselben Cleynnode und Phande von Geschyckes und Befelunge wegen nach Rechte und Gewonheyt der Stat Ofen von dem Rade durch ire Schezzer daselbes, die darzu geschworn und gesatzet waren, erkant, gewerdiget, geschatzt von irs Amptes wegen, daz die obgescreben Cleynnode und Phandschafft gut genug weren vor soliche Sommen funffzig Gulden, und daz Ebirhart die vermachen und vytscheren solt und by den Richter nederlegen zu Pfandschafft bis so lange daz er den vorgescreben Hochhuet soliche sine Sommen Geldes bezalte, darzu er vyrtzehen Tage Frist Zyl und Dagezyt haben solte, als daz der obgenanten Stat Rechtlauff und Gewonheit were, und wo er solich Gelt nyt bezalte in den vorgescreben vyrtzehen Dagen, so muchte der vorgenante Hochhuet alsdan soliche Cleynnode und Phandunge verkeuffen und vorwenden vor sin Geld und Summen Gulden, als vorpytscherte der obgenante Ebirhart ein Seckelin mit den obgenanten Cleynnoden in der obgenanten Schetzer der Stat Ofen Gegenwurtykeyt, nachdem als daz uffgesatzt was und eme ward von den Schetzern also entpholen, daz er daz Seckelin in solicher Maaße verpytschert und verzeychent dem Richter brengen und by eme nederlegen solde. Also legete der obgenante Ebirhart ein Seckelin neder by den Richter, mit sime Pytscheyt wol verzeychent vormacht, darin der Richter und die Schetzer wenten und glaubten, daz solich Cleynnode, Pallas, Saphier und Perlyn weren also die sie vor gesehen und geschetzet hatten, und der Richter also zu eme nam und behilt zu eyme Rechten in solicher Meynunge alse vorgescreben ist, und do die Zyt der vyerzen Dage also gantz umbgangen und verlauffen waren und Ebirhart dem obgenanten Hochhuet kein Ußrachtunge noch Bezalunge gedan hatte, als daz dan der Hochhuet myt forder klagenden vorquam und Hulffe und Raet forderte dorch daz Recht, also wurde yrkant zum Rechten, daß Hochhuet soliche Cleynnode mochte vort vor-

penden, verkauffen adir verwandeln vor syn Gelt, und als man das Seckelin myt den Cleynnoden also man meynt daz die darinne weren mit des Ebirhartes Pitzschet und Gemercke vormachet und vorfestent und solde daz uffdun und uffen von Gerichtes wegen als daz dan von Rechtes wegen und in Gerichtes Wyse geoffent wart, do vant man der Cleynnote Pallas, Saphir und Perlyn nit daz man an funftzig Gulden geschatzt hatte, sondern daz da in dem Seckelyn was und funden wart mit desselben Ebirharts Gemercke und Pytschept wol verschlossen, daz was alles kume 6 Gulden wert, als daz von den Schetzern und Geswornn der Stat obgescreben geschatzt und irkant wart, und also balde man wolde und schoff von dem Richter der Stat Ofen noch dem Ebirhart zu senden und zu bestellen die Sachen vorbaßzer zu handeln und dampt gebarn als dan billich und recht were, do was Ebirhart davon gewechen und fluchtig worden, also daz man yne nit antreffen noch fynden mochte. Darnach alse etlich Zyt verlauffen was, in der Zyt der Rat zu Ofen noch ymme vaste gedochte und gearbeyt hatten, also fugete sich Ebirhart by denselben Hochhut und richtede sich mit eme umb sin Geld. Also liß er daz umb flyßiger Bede willen bestehen und blyben daz dor nit me Gescheifftes uß en wurde und alle abgescreben Redde und Stucke hetten sich so verlauffen und weren also gantz geschepn und ergangen in obgescrybener Maße und in gantzer Warheyt gerett und weren kuntlichen dem Rade und viel frommen Luden der Stat zu Ofen. Daruber der ferte Man Er Peter zum Jungen der da geginwertig was personlich myeh nachgescryben uffenbarn Scriber geheyschet und ermanet hat, die obgescriben Rede und Bekentenysse ware uffen Instrument und Brieff zu machen, also offt des noet gesche. Dyß ist geschepn in Jare Indicien Keyserlichen Gebottes des hogesten Bisthumes Tage, Monde, Stunde und Stede alse oben gescreben steet, daby und uber syt gewest die ersamen bescheiden Lude Jorge Huttel, Frysynges, und Niclaus Wentze von Heissesheym, Mentzer Bisthum, Gezugen zu den obgescryben Sachen geheischet und gebeden.

Unde ich Heynricus Cleynsmet, Phafe Mentzer Bisthums von Keyserlicher Gewalt uffinbar Scriber, bekennen, daz ich by

den vorgescreben Reden und Bekenteniffen geweſt bin gegenwortiglichen myt den vorgescreben Gezugen und daz also gesehen und gehort habe, darumb so han ich diß geynwurtyge Instrument und uffenbaren Briff doruß gezogen und in uffinbore Wyse bracht und daz myt myme gewonlichen Zeychen und Namen verzeychent und auch mit mynes selbes Hant gescreben und underscrebin, als ich dan daruber geheyschet byn und gebeten zu Gezugnysse und waren Glauben der vorgescreben Sache und Dynge.

7.

Die Burgere von Franckinford stoltze
und ryche
Die gabin den von Mentze ein geleyde
fur ir burger gemeinliche
Daruff riden sie zu dem Hirtzenhan (1)
Unser liebe frauwe baden sie fruntlich an.
Do sie riden off der widerfart
Die Burger von Franckinford quamen
scharp
Geriben mit armbrosten und mit swerten
Der burger von Mentze sie da begerten
Sie slugen sie ubir houpt und ubir armen
Daz muße got erbarmen
Sie furten sie ubir stocke und ubir steyn
Do hin gen Hoenfels heym
Do hin gen Hoenfels.
Man lacht sie in ein loch daz was heltz
Do sach ir einer den andern gar truwelichen an
Sie gedachten an Ebirhart Winbecke und
an Zan
Dachsperg hanget auch daran
Der sprach mit guden witzen
Sall ich in dem rade by hantwercksluden sitzen
Und an Knauffen den man nennet das
hurenkynd
Der schriber die lugen fint
Die sie hant erdacht
Und hinder die Zunfft hant bracht
Der schriber die nottel da gelesen hat
Damit hat er verstort den alden rat
Zu Mentze al in der guden stat
Mannig byderbman das claget
Wo wir hin faren adir fließen
Sie mit augen auf uns schießen
Eß sy in kirchen adir in clusen
Wir armen wißen wo behusen
Wan wir komen for die stat
Manche byderman uns nachgat
Er schilt uns schelke und meyneyd
Das ist uns ye von hertzen leyd
Darnach hat der schriber geworben nacht
und dag
Mit das er die von den alden hat getriben uß der stat
Die uns doch nutzer weren drynne
Eß muste alles gon nach syme synne
Er hat gefaren mit dem figel her und dar
Des wird die arme gemeyne wol gewar
Er hat verkaufft vil gulde
Des stet die rechnunge in großer scholt
Der schriber ist in dem rade gar werde
Manche byderbman fins libs ußer der
stat begert
Daz were ye sinen huren leit
Die er winter und sommer cleyt
Warumb salt er nit dragen ein langen
hut
Er hat doch zu Altzey ein rittermeßig gut
Hette er geschriben mit silber und mit
golt
Er enbörfft nit verdient han richern sold
O herre got in dynem trone

---

(1) Ein Kloster, das ehemals an der Nidder in der Wetterau zwischen Ortenburg und Gedern lag.

Gib dem schriber sinen rechten lon
Den er umb die gemeynde verdienet hat
Des helffent mir bidden daz ist myn rat
O herre got und mylder crist
Sint du der aller obirste bist
Und alle die wornde hast erlost
Komme der erbar stat zu helffe und zu
drost.

Von Peters zum Juckel Enkel Konrad, gest. 3. Sept. 1519, entstammt die Linie, in welcher am längsten das Geschlecht Zumjungen sich fortpflanzte. Konrads gleichnamiger Sohn wurde der Urgroßvater von Johann Maximilian, geb. 11. Sept. 1596, „ein sehr gelehrter und vieler Sprachen erfahrner Mann, so mit denen gelehrtesten Leuten seiner Zeit durch ganz Europa correspondiret." Er starb 6. Juni 1649, neben zwei Töchtern den Sohn Daniel hinterlassend. Dieser, geb. 16. Jun. 1627, gest. 30. Nov. 1678, gewann eine zahlreiche Nachkommenschaft, darunter die Söhne Johann Maximilian und Johann Hieronymus. Von diesem heißt es in einer gleichzeitigen Biographie: „Johannes Hieronymus Freyherr von und zum Jungen, stammet aus dem Geschlechte derer von und zum Jungen her, die in denen alten Lateinischen Diplomatibus de Juveni heissen. Es hat solches schon in dem XII. Seculo den Adelstand besessen, welchen Kayser Fridericus I de dato Verona Anno 1173 dem Herrn Henrico zum Jungen bestätiget, weil sich derselbe im Kriege wider die Meyländer sehr ritterlich gehalten. Es besitzet dasselbe im Ertzstiffte Mayntz, in der Pfaltz und der Orten treffliche Güter und Lehen; wie denn die noch lebende Linie, nebst ihren Vor-Eltern, in die 400 Jahr her des Reichs unmittelbare Vasallen gewesen, und es noch wirklich sind. Aus diesem Geschlechte ward den 17. Oct. 1660 unser tapfferer General geboren. Sein Herr Vater ist gewesen Herr Daniel zum Jungen, und die Frau Mutter Anna Maria Weißin von Limburg, die letzte ihres Geschlechts. Er war unter 11 Geschwistern das sechste, und trat gar zeitig in Kriegsdienste. Anno 1705 den 2. Jul. ward er Kayserlicher General-Feld-Wachtmeister, in welcher Qualität er denen Feldzügen in Italien beygewohnet." In demselben Jahr erhielt er auch das erledigte Infanterieregiment Nigrelli, Nr. 36, so im J. 1682 errichtet worden. Nach dem unglücklichen Gefecht bei Calcinato, 19. April 1706, deckte er die Retirade, welcher die Franzosen bei Salo einfielen. „Er schlug sie mit Verlust 200

Mann zurück, daß er ihnen die bei Calcinato erhaltene Victorie ziemlich einbrachte." Des Prinzen Eugen Waffengefährte in dem Siegeszug nach Turin, wurde er am 7. Nov. mit einem Detachement vor Mortara geschickt, das sich auch nach einigem Widerstand ergab. „Die aus 400 Franzosen bestehende Besatzung wurde nach Valenza begleitet; es liefen aber unter Wegs viele derselben über, und nahmen unter den Kaiserlichen Dienste."

Zu der Impressa auf Toulon wirkend, hat Zumjungen sich sonderlich „Anno 1707 vor Susa signalisirt, da er die Citadelle dieser Stadt, nachdem er einige Aussenwercke mit Sturm eingenommen, in dem Angesichte der Frantzösischen Armee den 3. Oct. auf Discretion eroberte. Anno 1708 ward er General-Feld-Marschall-Lieutenant, und brach in solcher Qualität aus seinen Winterquartieren auf, setzte den 27. mit 8000 Mann über die Sesia bey Vercelli und rückte in das bey Buzolino abgestochene Savoyische Lager. Er wohnte hierauf dem feindlichen Einfall in Dauphiné bey und commandirte ein besonder Corps von 7 Bataillonen bey Chambre, allwo er anfänglich durch allerhand verstellte Arbeit die Feinde wegen des eigentlichen Orts des Einfalls irre zu machen suchte. Endlich, da solcher an einem andern Orte würcklich geschehen, muste er sich mit seinen Bataillonen zu S. Jean de Maurienne, jenseits des Arc-Flusses lagern, auch von der Armee allemal einen Marsch zurück bleiben. Anno 1709 wurde er anstatt des nach Rom gesendeten Marquis von Prié zum Gevollmächtigten bestellt, mit denen Italiänischen Fürsten wegen derer Contributionen zu handeln, daher er in diesem Feldzuge zu Meyland verblieben. Anno 1710 behielt er die Aufsicht über den Proviant und die Contributionen zu Meyland. Anno 1711, zu Ausgang des Jahrs, rückte er mit einem starcken Corpo Kayserlicher Trouppen in das Florentinische und bezog daselbst die Winter-Quartiere, um denen Spanischen Seehafen am Toscanischen Meere desto näher zu seyn, welche er im folgenden Jahre dem Könige Philippo V wegnehmen sollte. Den 14. März 1712 rückte er mit seinen 4500 Mann vor Porto Ercole, faste den 15. vor dem Fort di S. Philippo Posto und eroberte solches nebst Porto Ercole und Stella im May mit

Accord, nachdem sich solches fast 2 Monat lang tapffer gewehret hatte. Der General fand sich darauf den 12. May mit einer Suite von 160 deutschen Officiers zu Florentz ein, um sich vor die den Winter über im Florentinischen genossenen Quartiere gegen den Großherzog zu bedanken. Er kehrte hierauf wieder zurück nach Meyland, von dannen ihn der commandirende General Graf von Daun nach Wien sendete, das Reglement wegen der Winter-Quartiere vor die aus Savoyen in dem Meyländischen ankommenden Kayserl. Trouppen dem Kayser zur Confirmation zu überbringen."

Anno 1713 vermählte er sich mit der Gräfin Anastasia Basilica von Pergen, des Feldmarschall-Lieutenants von Martini Wittwe. Nach der Hochzeit „begab er sich von dem Kayserlichen Hofe mit seinem ganzen Gefolge wieder zurück nach Meyland. Anno 1715 befand er sich abermals zu Wien und ward daselbst in den Reichs-Freyherrenstand erhoben, auch in dem Gouvernement zu Novara bestätiget, worauf er den 14. Sept. sich von Wien wieder nach Meyland erhube und bey 200,000 Thlr. baar Geld zu Bezahlung der dasigen Trouppen mitbrachte, wodurch er bey den Soldaten grosse Freude anrichtete. Anno 1716 declarirte ihn der Kayser zum General-Feldzeugmeister, in welcher Qualität er bald darauf etliche Kayserliche Regimenter in das Genuesische rücken ließ, welche 2800 Mann stark, mit 6 Stücken in Novi auf Discretion lebten und täglich auf 3000 Ducaten Unkosten verursachten. Diesen Dorn aus dem Fuße zu ziehen, muste die Republic Genua sich mit dem Kayser gütlich vergleichen und selbigem die freye Ein- und Durchfuhr des Sardinischen Salzes gegen einen geringen Impost verwilligen, worauf die Kayserlichen das Genuesische wieder verliessen. Anno 1718 kriegte er Befehl, das Commando in dem Königreiche Sicilien an die Stelle des Generals Grafen von Caraffa auf einige Zeit zu übernehmen, worauf er mit einem starken Transport den 17. Nov. aus Neapolis in dem Lager unweit Melazzo anlangte, wiewohl er im May des folgenden 1719ten Jahres durch den Grafen von Mercy in dem Commando abgelöset wurde. Er wohnte darauf dem blutigen Treffen bey Francavilla und der harten

Belagerung der Citadelle von Messina, allwo er den 8. Oct. das Ravelin bestürmen halff, bey. Den 27. Nov. rückte er mit einem starken Corpo vor Palermo, welches sich den 30. freywillig ergab. Anno 1720 ward das Königreich Sicilien von denen Spaniern evacuiret und denen Kayserlichen völlig überlassen, worauf unser General zum Jungen das General-Commando in diesem Königreiche erhielte. Anno 1723 ward er General-Feldmarschall, nachdem er kurz zuvor das General-Commando im Hertzogthum Meyland erhalten. Anno 1725 declarirte ihn der Kayser zum Geheimen Rath und General-Commandanten aller Trouppen in den Niederlanden, wobey er zugleich den Rang gleich nach dem Grafen Visconti, Obrist-Hofmeister der General-Statthalterin, erlangte. Er starb endlich den 25. Aug. a. c. (1732) zu Brüssel plötzlich. Denn da er im Parc spazieren ging, überfiel ihn jähling ein so gefährlicher Schlagfluß, daß er auf der Stelle todt blieb. Er hat sein Alter auf 72 Jahr gebracht, aber so viel uns wissend, keine Kinder hinterlassen." Indem auch des Generals Bruder und dessen Söhne verstorben, wurde bei der Beerdigung der Zumjungen Wappen zerbrochen und in diesem Zustand in das Grab geworfen. Die Wittwe starb 1734.

Dielhelm, bei dem keine Meldung von der Burg, spricht von dem großen Hof und adlichen Gut, so einem Herrn von Marquard in Oestrich zustehe. Ein solches Gut besitzt auch die Familie Herber, welcher entsprossen Hofrath Herber, in einer stürmischen Zeit der Nassauischen Nationalversammlung Präsident. Ihm, der ein durchaus rechtlicher und würdiger Mann, hat man Alles, was damals an kühnen Reden und Gedanken vorgekommen, angerechnet, und deshalb, nach Beseitigung der Gefahr, einen Tendenzproceß gegen ihn erhoben. Es wurde Zuchthausstrafe für einige Monate gegen ihn erkannt, eine Schmach, welche ein gütiges Schicksal dem Beklagenswerthen, von der Welt ihn abrufend, und auch Andern, ersparte. Wie weit man damals noch bei uns in der Theorie und Praxis der Revolutionen zurück, wird ersichtlich aus dem Gang jener sehr exaltirten Partei, welcher doch in keiner Weise der Präsident angehörte. Eine solche, den Umsturz des Bestehenden beabsichtigend, hat

vor allen Dingen zweierlei durchzusetzen, 1. die Unverletzlichkeit der Volksvertreter, in deren Wahl gleich sehr die eigentliche Meinung und die Weisheit des Volkes sich zu ergeben pflegen, 2. die Abschaffung der Todesstrafe. Beides sind die unentbehrlichen Garantien, in deren Ermanglung eine Revolutionirung niemals gedeihen wird. Hat sie eine gewisse Höhe erreicht, daß für die Führer jede Gefahr beseitigt, dann mag immerhin die Todesstrafe in ihr verjährtes Recht mit Zinsen und Zinseszins wieder eingesetzt werden. An literarischen Celebritäten war Oestrich nicht ganz arm. Als eine solche ist zu nennen Heinrich von Oestrich, Pfarrer daselbst, endlich zugleich, seit 13. Juni 1319, Custos des St. Victorstiftes bei Mainz, früher Pfarrer zu Bischofsheim. Man hat von ihm ein ungedrucktes Werk: Commentarii in Dialogos S. Gregorii Papæ, gr. 4º. Am 18. Januar 1305 stiftete er ein Beneficium in der Pfarrkirche, auf Haus und Weinberge daselbst gegründet, so er dem Patronat des Capitels zu St. Victor untergab. Ueberhaupt hat er sich diesem Stift, auch andern Kirchen und Klöstern als ein freigebiger Wohlthäter erzeigt. Er starb 11. Mai 1327. Sein Nachfolger in der Pfarrei Oestrich, Nicolaus von Rockenhausen, Stifter und reichlicher Begifter der St. Nicolauscapelle zu Oestrich, gest. 1335, verdient ebenfalls ehrende Anmerkung. Im J. 1492 wird Heinrich von Ehrenberg, Domherr zu Worms, als Pfarrer zu Oestrich genannt.

Es war derselbe nicht dem Geschlecht der von Ehrenberg an der Mosel, als welches im J. 1400 erlosch, angehörig, sondern eines ganz andern, in dem Neckarthal ansässigen Stammes, dessen Wiege die vorlängst in Ruinen liegende Burg Ehrenberg, zwischen Wimpfen und Gundelsheim, gleich unterhalb Heinsheim, eine Stunde von dem Soolbad Rappenau, auf dem linken Ufer des Neckars. Besagtes Ehrenberg gewährt den herrlichsten Prospect über das romantische Thal, und liegt zu seinen Füßen ein Hof, mit der Burg gleichen Namen tragend. Johann von Ehrenberg, Domscholaster zu Speier, stiftete im J. 1157 die dasige St. Peterskirche. Hermann von Ehrenberg, portarius major ecclesiae Argentinensis, erscheint im J. 1237. Heinrich von Ehrenberg tritt dem Land-

frieden vom J. 1247 bei. Johann von Ehrenberg, Bisthumsverweser (episcopus vicarius) zu Straßburg, verkaufte im Jahr 1297 an den Bischof Konrad von Straßburg das Schloß zu Weiler oder Wihr bei Horburg, im Oberelsaß, so er selbst von Goscelin um 200 Mark Silber erkauft hatte. Eberhard von Ehrenberg, Gerhards Sohn, und Peter von Bertholdisheim (Bechtolsheim) vertauschen im J. 1247 die Güter, die sie zu Husen (Kirschgartshausen) bei Worms von dem Grafen Heinrich von Zweibrücken zu Lehen tragen, mit dessen Bewilligung an das Kloster Frauengarten zu Worms gegen zu Dirmstein belegene Güter. Der nämliche Eberhard hatte die Vogtei zu Osthofen, südlich von Alzei, an sich gebracht, und bedrückte die dem Liebfrauenstift in Mainz angehörigen Unterthanen dergestalt, daß der Kirchenbann über ihn und seinen Sohn Konrad verhängt werden mußte. Der Vergleich vom J. 1268 schien eine Aussöhnung bewirkt zu haben; aber noch in demselben Jahre erneuerte Eberhard seine Erpressungen, die vorzüglich in dem sogenannten Wegeschnitt, resectio viarum, bestanden haben, und der Bischof von Worms, Eberhard von Boyneburg, zog ihn darum zur Verantwortung. Der Ritter vermochte es nicht, sich zu rechtfertigen, und der Bischof nöthigte ihn, Donnerstag vor Lätare 1269 wegen des Geschehenen dem Domcapitel zu Worms, dem Abt von Hornbach, dem Liebfrauenstift zu Mainz, dem Magister des Templerordens, den Nonnen zu Mülen und der gesamten Einwohnerschaft von Osthofen Abbitte zu thun, auch sich samt seinem Sohne Konrad und seinem Tochtermann, Johann von Randeck, zu verschreiben, daß für alle Zukunft dergleichen Bedrückungen unterbleiben würden. Eberhard kommt noch am zwölften Tage 1276 vor. Er hatte für sich und seine Erben ein Jahrgedächtniß in dem Stifte Hegen bei Worms, regulirter Chorherren St. Augustini, und hierzu eine Rente von acht Malter Korn zu Lammersheim und sieben Malter Weizen zu Kirschgarten angeordnet; es bewilligen aber Theoderich, der Propst, und gesamtes Capitel zu Hegen, daß diese Rente jederzeit von Johann von Randeck oder dessen Erben zu bestimmtem Preise eingelöst werden möge, Donnerstag vor Mariengeburt 1297.

Eberhards Sohn, Konrad der Aeltere, genannt unter Andern im J. 1270, wurde der Vater von Diederich, der am 23. Sept. 1320 als des Deutschordens Comthur zu Heilbronn vorkommt, von Gerhard und von Konrad dem Jüngern, als mit welchem das Geschlecht sich in zwei Hauptlinien vertheilte.

Gerhard, 1316—1341, der Stammvater der ältern Linie, hinterließ die Söhne Gerhard den Aeltern, Gerhard den Jüngern und Heinrich. Dieser, Domsänger zu Speier, starb im April 1394. Gerhard der Aeltere war noch Domicellar zu Speier, und folglich einer der Jüngsten im Capitel, auch eben auf der Zechstube in fröhlichem Würfelspiel begriffen, als Abgeordnete des Capitels ihm verkündigten, wie er erkiest worden sei zu einem Bischof von Speier (den 25. Nov. 1336). Er rechtfertigte in glänzender Weise das ihm geschenkte Zutrauen. „Ein hochverständiger, geschickter und weiser Herr," tilgte er nach Verlauf der ersten zwei Jahre eine Schuld von 30,000 Pfund, die der vormalige Stiftsverweser, Balduin von Luxemburg, an dem Bisthum zu fordern hatte. Beharrlich auch ferner in diesem Geiste der Sparsamkeit, fand er sich vermögend, pfandschaftsweise die Kastenvogtei des Stiftes Udenheim zu erwerben, minder nicht die Pfandschaft auf Landau und Weibstadt durch neue, dem Reichsoberhaupt dargeschossene Summen zu bessern. Sein Münster bereicherte er mit Gütern, Zehnten und Zinsen. Zu Ehren und Lob Gottes stiftete er auf ewige Zeiten im hohen Chor zwei Priesterpfründen, und die Sacristei empfing von ihm einen reichen Schatz von Zierathen und Gewändern, deren Pracht und Kostbarkeit noch von späten Jahrhunderten bewundert wurde. „Seine Priesterschaft hielt er in gar schöner Zucht und Forcht, auch guter Ordnung," wie er denn selbst getreulich die Pflichten eines Oberhirten erfüllte. Dem Städtchen Udenheim gab er Marktrecht und Ringmauern. In dem Streite Ludwigs des Bayern mit dem Papste war er für den Kaiser, und mehrmals schickte er demselben das Stiftsvolk zu Hülfe, gleichwie er die dem Papste ergebenen Dominicaner aus der Stadt Speier verjagte. Mittwoch nach Jubilate 1359 gab Bischof Gerhard den Bürgern der nämlichen Stadt einen Brief, wonach seine Amtleute von ihnen

in dem ganzen Bisthum auswendig der Städt keine Beth, Steuer, noch irgend eine Schatzung heischen, fordern oder nehmen sollen, noch schaffen, daß dergleichen genommen werde, und sollen sie an ihren Gütern nicht beleidigen, noch schaffen, daß sie beleidigt werden, sonder Gebotten oder Verbotten, in keiner Weise. Gerhard starb den 28. Dec. 1363.

Sein Bruder Gerhard der Jüngere kommt noch im J. 1381 in Urkunden vor und hinterließ aus seiner Ehe mit Anna Hoffwarth von Kirchheim sechs Söhne. Die beiden ältesten, Heinrich, Domscholaster zu Speier, und Gerhard, Domherr zu Speier und Worms, starben dieser am 12. April 1404, jener im J. 1406. Erhard, der jüngste Sohn, hinterließ allein dauernde Nachkommenschaft, die mit dessen Urenkeln, Johann und Peter, sich in zwei Linien vertheilte. Peter erkaufte im J. 1513 einen Antheil an dem Zehnten zu Böckingen und lebte noch 1519; sein Sohn Dieter wurde belehnt im J. 1529; sein Enkel Dieter stand im J. 1533 unter Vormundschaft. Johann führte die ältere Linie fort, wird in Urkunden von 1464 und 1474 genannt und erzeugte in der Ehe mit Margaretha von Gemmingen die Söhne Johann, Domcustos zu Speier, gest. 10. Nov. 1513, Gerhard, Heinrich, Domherr zu Worms, Pfarrer zu Oestrich, gest. 19. März 1505, Albrecht und Eberhard. Dieser kommt 1469 und 1489 als Domherr zu Mainz vor. Gerhard starb als Domscholaster zu Mainz und Chorherr zu St. Alban den 20. Januar 1498; er hatte im J. 1469 der Universität Basel als Rector vorgestanden. Albrecht führte die ältere Hauptlinie fort und lebte noch im J. 1491. Heinrich, der älteste seiner Söhne, Domherr zu Worms und Speier, starb im J. 1540; der jüngste, Johann, war Domdechant zu Mainz, Dompropst zu Speier, Kämmerer des weltlichen Gerichts zu Mainz, und starb den 5. Nov. 1544. Dieter, der mittlere von Albrechts Söhnen, war vermählt mit Barbara von Berlichingen, und ist mit dessen Söhnen, Johann, verheurathet mit Amalia von Adelsheim, und Heinrich, verheurathet mit Rosina von Aschhausen, die ältere Hauptlinie des Geschlechtes erloschen. Johann kommt im J. 1513 und 1548, Heinrich 1555 vor.

Die jüngere Hauptlinie. Ihr Stammvater, Konrad der Jüngere, lebte im J. 1316. Dessen Söhne, Friedrich und Hans der Alte hinterließen beide Nachkommenschaft. Friedrichs Urenkel, Konrad (1472), hinterließ eine einzige Tochter, Margaretha, die im J. 1503 als Klosterfrau zu Rosenthal am Donnersberg vorkommt. Hans von Ehrenberg der Alte hatte der Söhne drei, Friedrich, Hans der Junge und Heinrich. Hans des Jungen Sohn, Heinrich, bekennt im J. 1411, daß er das Dorf Bargen bei Weibstadt samt dem Kirchensatz, auch das Weilerlein Wollenberg von einem Bischof von Worms zu Lehen trage, und befand sich im J. 1414 auf der Kirchenversammlung zu Constanz. Sein Enkel Philipp verkaufte Bargen an Hans Neidhard Horneck von Hornberg, löste solches aber im J. 1487 wieder ein, wird in Kaiser Friedrichs IV Mandat von 1488 als einer derjenigen genannt, welche dem schwäbischen Bunde beitreten müßten, und lebte noch 1523. Seine Hausfrau, Gertraud Horneck von Hornberg, hatte ihm die Söhne Lucas, Peter und Johannes geboren. Lucas, Domherr zu Mainz an. 1499, wird am 24. Mai 1500 der Pfarrei Bärstatt bei Schwalbach als Rector vorgesetzt, war Amtmann zu Bingen und Ehrenfels und starb den 23. Dec. 1536. Johannes, von den drei Brüdern der jüngste, vermählte sich im J. 1541 mit Barbara von Rosenberg, dann, als Wittwer, nochmals mit Amalia von Wittstatt genannt Hagenbach, und zum drittenmal mit Maria Echter von Mespelbrunn, und starb im J. 1570. In ihm glaube ich, Alles wohl erwogen, den edlen und ehrenfesten Johansen von Ehrenberg zu erkennen, dessen Reise zu dem heiligen Grabe in dem Reyse-Buch, Warhaffte eigentliche Reyse-Beschreibung deß Heiligen Lands und andern Oertern, S. 510—514 der Ausgaben von 1609 und 1670, abgedruckt worden. Die Reise, angetreten zu Venedig den 30. Jul. 1556, beendigt den 26. Dec. n. J., als an welchem Tage Johannes wiederum zu Venedig anlangte, beschäftigt sich ausschließend mit den heiligen Orten und den an ihnen haftenden kirchlichen Erinnerungen und gibt nicht die mindeste Nachricht weder von der Person noch von den Begleitern des Reisebeschreibers, noch auch von anderweitigen

Beobachtungen, die er angestellt haben könnte. Nur erfahren wir von Melchior von Seydlitz, der zur Zeit seiner Gefangenschaft in Rama von dem von Ehrenberg besucht worden, daß dieser „ehrliebende Kriegsmann" von einem Domherrn von Mainz begleitet gewesen. Auch erzählt Johann selbst, daß, vermöge Vertrags mit dem Schiffer, die Person 50 Goldkronen bezahlte, wofür sie zu führen gewesen gen Jerusalem und nach allen heiligen Orten, und wiederum frei nach Venedig zurückzuliefern. Johanns Tochter erster Ehe, Magdalena, geb. 1541, wurde an Christoph von Venningen verheurathet; Johanns Sohn anderer Ehe, Johann Heinrich der Alte, starb 1611, aus seiner Ehe mit Margaretha Echter von Mespelbrunn die Söhne Peter, Johann Heinrich der Junge und Philipp Adolf hinterlassend. Peter, geb. 30. März 1578, ward 1584 Domicellar zu Würzburg, resignirte 1606 und starb 15. Nov. 1617, nachdem er seit 1606 die Stelle eines Würzburgischen Rathes bekleidet hatte. Er blieb kinderlos, so scheint es nach Biedermanns Stammtafeln, in seiner Ehe mit Eva von Wiesenthau, verm. 4. Febr. 1606, und kinderlos blieb auch Johann Heinrich der Junge, der sich im J. 1618 mit Veronica Ursula von Gebsattel verheurathet hatte. Dieser, geb. 3. Juni 1580, wurde am 3. Juni 1631 Bambergischer Statthalter zu Forchheim und starb den 30. April 1647; seine Wittwe starb im J. 1661.

Philipp Adolf von Ehrenberg, geb. 27. Sept. 1583, wurde den 8. Januar 1600 als Domherr zu Würzburg aufgeschworen, nachdem sein Bruder, Peter von Ehrenberg, ihm seine Präbende abgetreten hatte, ging zu Capitel den 26. Mai 1609, wurde zum Dombechant erwählt 29. Januar 1619 und zum Fürstbischof von Würzburg 6. Febr. 1623. Man rühmt ihn als einen strengen Eiferer der Gerechtigkeit, und daß er in 42 wider die Zauberer und Hexen vorgenommenen Executionen 219 Personen allerlei Standes, Alters und Geschlechtes, endlich sogar seinen eigenen Nepoten, die letzte Hoffnung des Geschlechtes, der Zauberei halber, hinrichten lassen. Der angebliche Neffe (1), Ernest von Ehren-

(1) Daß (nach Biedermann) des Bischofs beide Brüder ohne Kinder gewesen, ist bereits erinnert worden. Daß der Protestant Biedermann aus Ehrfurcht für

berg, wurde unter den Edelknaben des Bischofs erzogen und hatte sich durch körperliche Schönheit, ausgezeichnete Talente, großen Fleiß, glänzende Fortschritte in den Studien und unschuldig-frommes, bescheidenes Betragen die allgemeine Liebe zu erwerben gewußt. Als aber im J. 1627 der Fürstbischof anfing, mit Feuer und Schwert die Zauberer zu verfolgen, wurde von Einigen, in den durch die Marter erzwungenen Aussagen, der Junker von Ehrenberg als Mitschuldiger angegeben und behauptet, er habe sich dem Bösen verschrieben, zum öftern die Hexentänze besucht, einige Mordthaten verübt und mehre seiner Vertrauten für den höllischen Bund angeworben. Als seine Verführerin wurde eine ihm nahe verwandte, schöne und geistreiche Edelfrau angegeben. Zu derselben Zeit und schon etwas früher glaubte man wahrzunehmen, wie daß der Junker sich gar sehr zu seinem Nachtheil verändert habe, daß sein Fleiß nachlasse, daß von der vormaligen Frömmigkeit und Andacht alle Spuren verschwunden seien, er vielmehr sich dem Trinken und Spielen ergebe, freie Reden und unehrbare Scherze sich erlaube und gegen Knaben und Mädchen ea agere, quibus leges ignem decreverunt.

So bedeutende Anklage durfte dem Oheim nicht verschwiegen bleiben; äußerst bestürzt über den ihm gemachten Vortrag beschloß der Fürst, den Verirrten nicht zu strafen, sondern zu bessern. Der Jüngling wurde außergerichtlich vernommen und nach abgelegtem freimüthigen Bekenntnisse den Vätern der Gesellschaft Jesu und nachhin den Franziscanern zur Aufsicht, Belehrung und Besserung anvertraut. Er gab die beste Hoffnung, betrug sich tadellos bei Tage, soll aber zur Nachtzeit, wie er später selbst bekannte, öfter aus dem Collegium und dem Kloster verschwunden sein, um den Hexentänzen beizuwohnen — »dies ad Deum, nox ad diabolum spectabat.« Jesuiten und Franziscaner mußten bekennen, daß

---

den Bischof sie verschwiegen haben sollte, ist so wenig wahrscheinlich, als des Bischofs finstere Strenge gegen eines Bruders Sohn. Wenigstens würde Philipp Adolf den andern Bruder, der ihn selbst überlebte, in der gemeinschaftlichen Angelegenheit zu Rathe gezogen haben. Ich vermuthe daß ein Vetter, von dem unten die Rede sein wird, Ernst Dietrich von Ehrenberg, der Unglückliche gewesen, aus dem man den bischöflichen Nepoten macht.

alle ihre Mühe fruchtlos geblieben sei. Den unverbesserlichen Sünder übergab der Fürst, so schmerzlich es ihm fiel, dem heimlichen Gericht, als in welchem ein Todesurtheil gesprochen wurde. Um 7 Uhr Morgens — Tag, Monat und Jahr sind nirgends angegeben — holten einige Jesuiten den Junker aus dem Bett und führten ihn nach dem Schlosse, wo das Urtheil vollstreckt werden sollte. Das sagten ihm die Begleiter; er blieb unerschrocken und bei der besten Laune. Als er aber in das Gemach trat, in die Versammlung der Richter, und die mit schwarzem Tuch bekleidete Bühne erblickte, entsank ihm urplötzlich der Muth; blaß und zitternd am ganzen Leibe bat er so inständig und beweglich um Gnade, daß die bis zu Thränen gerührten Richter Aufschub verfügten und selbst bei dem Fürsten die nachdrücklichste Fürbitte einlegten. Sie fanden ein geneigtes Gehör, und nach einigen Tagen sendete Philipp Adolf dem Unglücklichen einen seiner vertrautesten Räthe zu, volle Begnadigung und gänzliche Vergessenheit des Geschehenen zu verheißen für den Fall ernster und dauernder Besserung. Wie mag der Rath erstaunt sein, als er die Antwort für so gnädige Botschaft empfing. „Mein Herr, wenn Sie gesehen hätten, was ich gesehen habe, würden Sie der Nämliche geworden sein, der ich bin, und wenn ich nicht ein solcher wäre, so würde ich es noch werden.“ Alle Vorstellungen und Ermahnungen des Abgeordneten blieben vergeblich. Dieses bewog den Fürstbischof zu der Erklärung, daß nun die Gerechtigkeit ohne Weiteres ihren Lauf haben solle. Die traurige, schon einmal vorgefallene Scene wurde an dem nämlichen Orte wiederholt. Behend bestieg der Jüngling, von zwei Jesuiten begleitet, die Todesbühne. Die Väter ermahnten ihn zur Buße; er erwiderte, daß er nichts zu bereuen habe. Als er aber den schrecklichen Ernst bemerkte, so riß er sich los und suchte unter jämmerlichem Geschrei in allen Ecken und Winkeln Zuflucht. Endlich wurde dem Scharfrichter von den Beisitzern des Frongerichts befohlen, er solle dem Trauerspiel ein Ende machen und jede Gelegenheit wahrnehmen, um seinen Auftrag zu vollführen. Dem geschah also. Der Unglückliche, bewußtlos schreiend und hin und her laufend, kam unter den

gerichtlichen Schwertstreich und fiel. Bischof Philipp Adolf starb 16. Jul. 1631, daß er also die Einnahme der Marienburg durch die Schweden und die schreckliche Metzelei nicht mehr erlebte.

Die einzig noch vorhandene jüngere Linie des Hauses beruhte nur noch auf der Nachkommenschaft Peters, der ein älterer Bruder von Johannes, dem Reisebeschreiber, war. Peter, verm. mit Katharina von Oberstein, lebte im J. 1526. Sein Sohn Dietrich, geb. 1514, ward im J. 1532 Vater eines andern Dietrich, der als kurmainzischer Hofjunker und Amtmann zu Miltenberg der Kaiserkrönung Ferdinands I am 24. Oct. 1562 beiwohnte und am 13. Aug. 1585 das Zeitliche gesegnete. Seiner Söhne waren vier. Johann Dietrich, Domherr zu Mainz und Würzburg, Propst zu U. L. Frauen und Custos zu St. Alban in Mainz, starb zu Würzburg 2. Aug. 1612. Wolf Albrecht, Amtmann zu Miltenberg, auch markgräflich Badischer Rath und Amtmann zu Rastatt, starb im J. 1604 in dem Alter von 32 Jahren. Mit Kunegunde Jacobe Zand von Merl verheurathet, hatte er einen Sohn und eine Tochter. Der Sohn, Ernst Dietrich, starb frühzeitig (Biedermanns Worte); mir scheint er jener Ernst von Ehrenberg zu sein, der so tragisch endete unter Bischof Philipp Adolf, und wird meine Meinung bestätigt durch ein Schreiben in dem Archiv der Familie von Zand zu Lissingen, worin die ganze Mordgeschichte erzählt. Die Tochter, Anna Maria, wurde an Johann Konrad von Helmstatt verheurathet. Hans Wolf Eberhard von Ehrenberg, der jüngste von Dietrichs Söhnen, Amtmann zu Miltenberg im J. 1592, starb 16. Jul. 1597, ohne Kinder zu haben in seiner Ehe mit Agnes Elisabeth Knebel von Katzenellenbogen. Georg Christoph, der dritte von Dietrichs Söhnen, besaß Weißbach oder Weilbach und hinterließ aus seiner Ehe mit Anna Sibylla von Helmstatt die Tochter Anna Margaretha, vermählt mit Johann Philipp von Gemmingen (sie starb 1635), und den Sohn Johann Philipp von Ehrenberg, der gestorben ist als der letzte seines Namens, Geschlechtes, Schildes und Helms, ohne Leibeserben. Wappen: im silbernen Felde ein quer liegender rother Flug mit aufwärts gekehrten Schwingen und einem goldenen Monde.

Reichardshausen, Hattenheim, Erbach.

Zur Gemeinde Oestrich gehört das in kurzem Abstand von Hattenheim gelegene Reichardshausen, ursprünglich eine villa, die im Jahre 1123 genannt, doch von geringer Bedeutung gewesen sein wird. Die Localität, geeignet dem Kloster Eberbach eine directe Verbindung mit dem Rhein zu verschaffen, erregte die Aufmerksamkeit des klugen weitaussehenden Abtes Ruthard. „Zwei leibliche Brüder von Winkel und Mönche zu Eberbach hatten dem Kloster eine Hube Landes aus ihrem dortigen Erbe zugebracht und seine dasigen Ländereien zwar ansehnlich vermehrt, das Ganze war aber für ein besonderes Etablissement nicht zureichend, und ein Hof in dem großen Orte Winkel nicht dem System von Cisterz, auch vielleicht noch weniger dem Geschmack der Eberbacher entsprechend. Diese suchten daher ihre dortigen Güter auf eine schickliche Art zu verlegen und erreichten bald ihren Zweck. Dudo, ein Edelmann und Ministerial von Mainz, besaß eine Hube Landes zu Reichardshausen, deren Zins er vom Erzstifte zu Lehen trug. Darauf leitete Abt Ruthard einen Tausch ein, der ihn in Stand setzte, seinen Plan zu einem neuen Hof auszuführen. In dieser Absicht gewann er zuerst den Erzbischof Heinrich, der über seinen Vasallen Dudo großen Einfluß hatte und als Lehensherr bei dem projectirten Tausche wesentlich betheiligt war. Klagend trug er ihm vor, daß seine dem Güterbau zu Winkel vorgesetzten Brüder dem Weltgetümmel zu nahe wären und die ordensmäßige Einsamkeit in dem kleinen Reichardshausen weit besser zu erzielen sei. Ein Tausch mit Dudo sei daher dem Kloster für den geistlichen Beruf zweckmäßiger, ohne den Dudo in Rücksicht auf den zeitlichen Werth, den er ihm vollständig ersetzen wolle, zu benachtheiligen. Ein solcher Antrag, der seinen religiösen Beweggrund unterstützte, verfehlte bei dem frommen Erzbischof seine Wirkung nicht. Um den Erbachern die verlangte Stille zu gewähren, nahm er sich der Sache mit allem Ernste an, stimmte seinen Ministerialen ihren Wünschen und brachte den Tausch wirklich zu Stande.

Dudo verlor dabei nichts, ja er gewann zu Winkel an Ländereien mehr, als er zu Reichardshausen abgab; denn Abt Ruthard räumte ihm nebst der benannten Hube noch einen Theil dasiger Weingärten ein. Es waren diese jedoch mit acht Unzen zur erzbischöflichen Tafel zinsbar, und des Dudo Hube zu Reichardshausen frei, indem er ihren Zins selbst zu Lehen trug. Aber auch diese Ungleichheit wurde vom Erzbischofe aufgehoben. Er erließ dem Kloster den Zins vom Gute zu Reichardshausen gänzlich, belehnte den Dudo mit den acht Unzen der Weinberge zu Winkel, und erhielte ihn dadurch in seinem vorigen Verhältnisse zum Mainzer Stuhl. So vermittelte der großmüthige Gönner Eberbachs mit der passendsten Ausgleichung einen Tausch, den er auch 1152 selbst beurkundete und wodurch das Kloster zu einem seiner vortrefflichsten Höfe den Grund legte.

„Eben dahin ging aber auch Abt Ruthard's kluge Speculation. Das kleine Dörfchen Reichardshausen eröffnete ihm die Aussicht, daß es mit seinen wenigen Hütten nach und nach eingehen und den von ihm projectirten Klosterhof, seinem Wunsch und dem Ordensplane gemäß, ganz isoliren würde. Der neue, zu seiner Zeit schon rege Ansiedelungsgeist, in Folge dessen die Ortschaften ihre vormals nach altdeutscher Sitte weit zerstreuten Wohnstätten näher zusammen legten, kündete manchem geringen Dörfchen seine Auflösung an, wie sie dann nicht nur im Rheingau, sondern auch in andern Ländern wirklich erfolgte. Das nämliche Schicksal ließ sich also von Reichardshausen um so wahrscheinlicher voraussehen, weil es bei seiner nahen Lage zwischen ansehnlichen Orten auf eigenes Wachsthum keinen Anspruch hatte. Außer dieser günstigen Aussicht in die Zukunft bot aber der Tausch für Eberbach einen offenbaren Vortheil in der Lage der Dudo'schen Hube selbst, die ihm eine zweckmäßige Verbindung mit andern Besitzungen gewährte. Es hatte sowohl zu Hattenheim, als im obern Theile von Winkel (zu Oestrich) mehrere Güter, zu weit von einander entfernt, als daß sie sich aus einem oder dem andern Orte bequem bewirthschaften ließen, und für zwei besondere Wirthschaften waren sie zu gering. Die zwischen beiden gelegene Hube zu Reichardshausen zeigte also das einzige

Mittel, worin sich beide gewissermaßen zusammen reiheten und den schicklichen Raum für einen Hof zu ihrer gemeinschaftlichen Bearbeitung darboten. Abt Ruthard säumte daher auch nicht mit der Anlage und stellte den Hof noch selbst her. Wenigstens stand derselbe 1162, ungefähr fünf Jahre nach seinem Tod, schon da und diente außer dem Güterbaue noch zu einem andern Zweck. Er war nämlich schon damals zu einem Magazin bestimmt worden, um die auf dem Rheine zugeführten Früchte und andere Bedürfnisse niederzulegen. Das Dörfchen Reichardshausen ging nicht lange nachher ein und Ruthards Absicht wurde erfüllt."

Im J. 1219 wurde dem Klosterhof hinzugefügt die von Erzbischof Siegfried II an die Abtei vergabte, nahe anliegende Rheinau zwischen Hattenheim und Ingelheim, im Jahr 1234 erhielt der Hof neuen Zuwachs durch die von Sibold dem Schultheiß zu Winkel eingetauschte Länderei, welche zugleich die Gebrüder Embricho von Lohneck und Konrad von Winkel genannt Greifenklau von der Lehenseigenschaft freigaben, und 1388 trat der Edelknecht Markolf von Nesen den auf Reichardshausen haftenden Weinzins an die Abtei ab. Der Hof, eines der werthvollsten Güter der Abtei und eines Propsten Sitz, blieb ihr bis zur Säcularisation. Im Jahre 1807 „urkunden und bekennen hiermit für Uns, unsere Erben und Nachkommen an der Regierung, Wir Friedrich August, von Gottes Gnaden souverainer Herzog zu Nassau, und Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden souverainer Fürst zu Nassau, daß Wir Unserer resp. Frauen Gemahlin und Baaße, der Durchlauchtigsten Herzogin Louise zu Nassau Liebden, Unseren Hof zu Reichardshausen im Rheingau, nebst dazu gehöriger Aue und dem dabei liegenden Weinberg, der Pfaffenberg genannt, als ein künftiges wahres Eigenthum erb- und eigenthümlich geschenkt haben. Thun dies auch also hiermit und dergestalt, daß §. 1. Höchstgedachte Unsere resp. Frau Gemahlin und Baaße Liebden sothanen Hof, bestehend in den erforderlichen Wohn- und Oekonomiegebäuden, ersteren sammt den darin befindlichen, in der Anlage Lit. A verzeichneten Mobilien, zusammen 2½ Morgen 6 Ruthen haltend, sodann aus 9¾ Morgen 32 Ruthen Gartenland, 18¾ Morgen 17½ Ruthen

Wiesen und 67¾ Morgen 25 Ruthen Ackerland, so wie die dazu gehörige sogenannte Mönchsaue, bestehend in einem Wohnhaus und dazu gehörigen Wirthschaftsgebäuden ad $^1/_2$ Morgen, aus 3½ Morgen 22 Ruthen Gartenland, 20¼ Morgen 37½ Ruthen Wiesen, 15¾ Morgen 6½ Ruthen Ackerland und 24¾ Morgen 21 Ruthen Gebüsch; ferner den zunächst dabei gelegenen und mit einer Mauer umgebenen Weinberg, der Pfaffenberg genannt, ad 22 Morgen, so wie alle diese Güter in der Anlage Lit. B näher beschrieben sind, mit allen darauf ruhenden Gerechtsamen und Freiheiten, als ein wahres Eigenthum nutzen und genießen, auch §. 2. den von dem Reichardshäuser Hofgut und dem Hofbeständer Johann Jörg vermöge Pachtbriefs vom 9. Jänner 1806 bedungenen jährlichen Pacht ad 1105 Gulden vom 22. Februar d. J. an — den Pacht von der Mönchsaue aber, welche vermög Pachtbriefs vom 9. Mai 1806 an Herrn Grafen von Westphal auf 12 Jahre verliehen, vom 1. Mai dieses Jahres an mit jährlichen 515 Gulden zu genießen und einzunehmen haben sollen. §. 3. Alle in den Hofgebäuden befindliche Herrschaftliche Inventariat-Stücke, exclusive zweier Keltern und der vorhandenen Weinfässer, werden als künftiges Eigenthum mit übergeben und wird §. 4 in dem Oekonomiehof ein freier Platz gegen den Rhein, zu Auferbauung einer Remise, welche zu Aufbewahrung des für die Herrschaftliche Weinberge im Rheingau erforderlichen Strohes, der Wingertspfähle und Faßholz, auf Cameralkosten nachmals erbaut werden soll, so wie die freie Gerechtsame, jenes Stroh und Gehölz am Rhein ausladen und in gedachte Remise ein- und ausfahren zu dürfen, vorbehalten. §. 5. Alle übrige Gebäude und Hofraum werden gänzlich zur Benutzung als Eigenthum abgetreten und andurch Unsere resp. Frau Gemahlin und Baase Liebden in den ruhigen und ungestörten Besitz aller vorbenannten Stücke andurch und in Kraft dieses eingesetzt. Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigedruckten Herzoglich und Fürstlichen Insiegeln."

Durch spätere Schenkung vom 29/30. Oct. 1810 erhielt die Herzogin auch noch, statt des Georgenthaler Hofs im Oberamt Idstein, verschiedene ihrem Hof Reichardshausen bequemer gelegene

Grundstücke, nämlich an Weinbergen in Hallgarter Gemarkung 22 Morgen 3 Viertel 13 Ruthen, in Hattenheimer Gemarkung 19 Morgen 2 Vrtl. 10 Rth., an Wiesen zu Hallgarten 22 M. 1 V. 8 R., zu Hattenheim 8 Morgen 3 V. 20 R., an Ackerland zu Hallgarten 24 Morgen 3 V. 27 R., daß demnach die ganze Donation 285 Morgen 5¼ Ruthe umfaßte. Die Herzogin, geborne Prinzessin von Waldeck, starb zu Frankfurt 17. Nov. 1816, vier Töchter hinterlassend, und Reichardshausen wurde zu dem Preis von 143,000 Gulden an den Grafen Erwin von Schönborn verkauft. Dieser hat die Gebäude bedeutend erweitert und verschönert, ihnen auch weitläuftige und geschmackvolle Parkanlagen, die sich bis zum Rhein ausdehnen, hinzugefügt. Daneben hatte er in dem Schlosse eine ziemlich zahlreiche Sammlung von Gemälden neuerer Meister vereinigt, dergleichen Overbecks heilige Familie, Arbeiten von David, Gros, Hakkert, Vernet u. a., auch Bildwerke nach Modellen von Thorwaldsen, Schadow ꝛc. Die Sammlung ist aufgelöset, und das Gut selbst steht zum Verkauf. Wie man in Belgien den Reichthum der Großen nach der Zahl ihrer vollständig meublirten Schlösser, insonderheit nach der Zahl der darin aufgestellten Betten berechnet, so gibt im Rheingau die Zahl der in die Weinberge führenden Thüren einen Maasstab für die Beurtheilung des Umfangs der einzelnen Besitzungen. Seit dem Erwerb von Reichardshausen begreift das Schönbornische Eigenthum zu Hattenheim 16 Thüren. Der alte Dichter Püterich von Reicherzhausen war ungezweifelt ein Bayer.

Hattenheim, schon vor 954 vorhanden, wird von Erzbischof Siegfried I im J. 1069 Hatherheim genannt, und als viculus bezeichnet, war auch damals ein Filial von Eltville, ist aber für jetzt einer der ansehnlichsten und nettesten Orte des Rheingaues (910 Einwohner), schöne Landhäuser enthaltend und von zierlichen Gärten umgeben. Die ansehnliche Pfarrkirche ist dem h. Vincentius, 22. Januar, gewidmet, für eine Gemeinde, deren Wohlstand großentheils auf dem Weinbau beruhet, ein sehr glücklich gewählter Patron. Heißt es doch in dem alten Spruch: Vincentius hell und klar, gibt ein gutes Weinjahr. Eine Capelle

mit eigenem Gottesdienst bestand schon 995, und kommt noch im J. 1211 als Filial von Eltville vor. Antonius Clericus von Hattenheim wird 1208—1212 genannt, daß er also damals noch von Eltville abhängig, und keine selbstständige pfarrliche Gerichtsbarkeit auszuüben hatte. Nicht lange und es nennt der Oculus memoriae von Eberbach einen Antonius plebanus de Hattenheim, der vielleicht eine Person mit dem Antonius von 1208, wo dann aus dem vormaligen Vicar der erste Pfarrer, und zwar vor dem J. 1232 geworden wäre. Jedenfalls bestand bereits 1232 die Pfarrei in Hattenheim, und war 1239 die Gemeinde bedacht, der Kirche ein neues Steingewölbe aufzusetzen. Die Kosten davon zu decken, verkaufte sie dem Kloster Eberbach ihr Recht zu dem Wege, der durch die Mitte des Steinbergs nach dem Walde führte. »Universitas in Hattenheim vendidit fratribus in Eberbach omne jus, quod habebat in via que directe tendit per medias vineas in Steinberg versus silvas, et recepit a fratribus tres marcas ad opus nove testudinis in ecclesia sua ex lapidibus faciendum, actum 1239 circa initium Quadragesime,« sagt der den Verkauf bekundende Propst Wilhelm zu St. Moriz als Archidiacon im Rheingau. Der Kirchensatz ging von dem ritterlichen Geschlecht von Hattenheim über an die Langwerth von Simmern, die ihn noch besitzen. Die Pfarrei, 1214 Menschen, begreift die vormalige Abtei, jetzt Correctionshaus Eberbach, das Irrenhaus Eichberg, das Pförtnerhaus zu Reichardshausen, den Neuhof, den Hof Geisgarten, die beiden Kisselmühlen und das Auhaus.

Das Kloster Ilbenstatt besaß hier gleich nach seiner Stiftung, so wie zu Winkel, Weinberge, die es im J. 1141 an den erzbischöflichen Ministerial Embricho vertauschte. Eberhard, in Hattenheim zu Hause, »indigena et civis huius ville« que dicitur Hatternheim, hatte bei Lebzeiten seiner Frau Bertha den Schluß gefaßt, ins Kloster Eberbach zu gehen und dort unter den Mönchen den Rest seiner Jahre zu verleben. Die Frau starb, und der Wittwer traf Anstalt zur Vollziehung seines Vorsatzes. Er hatte nur eine schon verheurathete Tochter. Mit dieser und ihrem Manne theilte er ab, und behielt sich aus dem Seinigen nebst

einem Hause gewisse Weinberge vor, die er mit sich selbst dem Kloster zubrachte. Diese Wingerte waren aber mit jährlichem Weinzins behaftet, für welchen die Eberbacher das ihnen ohnehin unnöthige Haus gerne vertauscht hätten. Eberhard, entweder von selbst mit seiner ersten Verfügung unzufrieden, oder von den Mönchen dazu beredet, änderte vor der Profession die vorige Anordnung, traf mit seinem Tochtermann einen neuen Vertrag, überließ ihm das Haus mit einer Mark Geld und legte ihm dafür den jährlichen Zins auf, um das Kloster davon zu befreien. Wenn er je den Zins nicht entrichtete, sollten das Haus und die Geldmark ans Kloster zurückfallen. Die Urkunde ist 1160 in seinem Namen ausgestellt, und beweiset die schon damalige Sitte, daß die Novizen vor der Profession über ihre Patrimonien disponirten."

Die von Hattenheim, Dienstmannen der Mainzer Kirche, besaßen hier den noch jetzt unter dem Namen die Burg bekannten uralten Rittersitz. Wolpero und sein Bruder Rudeger von Hatterheim hatten dem Kloster Disibodenberg alle ihre Güter zu Windesheim, Hof, Aecker und Weinberge geschenkt. Deren ging das Kloster verlustig, nachdem die Mönche gelegentlich des Sturzes ihres Gönners, des Erzbischofs Ruthard, aus ihrem Hause vertrieben worden, es nahm sich jedoch Erzbischof Adelbert I der Bedrängten an, und seiner Vermittlung war es zu verdanken, daß Rudeger von Hatterheim, seines Bruders Wolpero Wittwe Adelheid und ihr Sohn Wilhelm die Güter in Windesheim an Disibodenberg zurückgaben, 30. April 1118. Wolfram von Hatterheim, 1130, 1145. Sifried 1225. Engelfried, mancus, Friedrich und Hartung, 1226. Mengoz und Friedrich, Ritter beide, 1228. Konrad 1253. Engelfried vergabte an Eberbach seinen Weinberg in Cullibige, 1253. Siegfried 1280, war todt 1292, und sind durch sein Ableben bedeutende Güter an Giselbert von Rüdesheim gefallen. Engelmann, ein Edelknecht, seine Hausfrau Elisabeth, seine Tochter Gudela, »Johannes et Nicolaus fratres milites de Scharpfenstein, consanguinei predictorum« verschenken all ihr unbeweglich Gut in Hattenheim und Walmeloch an das Kloster Eberbach, 1321.

Von Johann von Hattenheim, der wohl noch im Jahre 1411 vorkommt, sagt Erzbischof Johann: „Um solche halbe Wildhube, die gelegen ist in Heppenheimer Mark, und gen Lorsch gehört an das Hubegericht, dasselbe halbe Theil Johann von Hattenheim, Ritter, unser lieber Getreuer von uns und unserm Stift gehabt hat, daß wir dieselbe halbe Wildhube geliehen haben und leihen mit Krafft dießes Briefs für uns, unser Nachkommen und Stift Wilhelm Juden von Steine, Konnen seiner ehelichen Hausfrauen und ihren Erben, Söhnen und Töchtern," 2. Nov. 1405.

Des vor 1292 verstorbenen Siegfried von Hattenheim Erben, Giselbert von Rüdesheim und seine Hausfrau Elisabeth, wahrscheinlich eine Hattenheimische Erbtochter, vergabten all ihr Gut zu Gaulsheim an Eberbach, zum Heil ihrer und ihrer Eltern Seelen, des Dido und der Elisabeth von Scharfenstein, des Giselbert und Happecho von Rüdesheim. Den Ertrag dieses Guts, dann zwei Ohm fränkischen Weins aus ihrem Wachsthum im Wistelborn zu Hattenheim soll der Küchenmeister zu Eberbach alljährlich verwenden, um dem Convent eine Pitanze Weißbrod, Fisch und Wein am Festtage des h. Bartholomäus auszurichten. Sollte darin der Küchenmeister sich nachläßig erweisen und den festgesetzten Termin verabsäumen, so hat die Abtei unweigerlich 5 Mark Cöln. und die besagten zwei Ohm Wein an die Meisterin zu Aulhausen abzuführen. Der verbleiben, als verfallene Pön, zwei Mark und die zwei Ohm Wein, drei Mark aber wird sie, zu einer Tröstung, dem Prior und Convent zu Eberbach darbringen. Also geschehen 25. Aug. 1292. Durch eine zweite Urkunde vom 6. Dec. 1292 widmen die nämlichen des Siegfried von Hattenheim sämtliche Güter in Geisenheim, nämlich den Capellhof und St. Niclasen Capelle samt zwei anliegenden Morgen Wingert, 5½ Morgen Wingert im Fuchsberg, noch 3¼ Morgen Wingert, 10 oder 12 Morgen Ackerland, auch Zinsen, zum Kloster Eberbach, unter der Bedingung, für ewige Zeiten dreimal die Woche in St. Niclasen Capelle zu Geisenheim eine Seelmesse lesen zu lassen für Giselbert, Ritter, Elisabeth, Sifried, Eigelmann, Guda, Dido und Elisabeth. Claus, Nicolaus von

Scharfenstein, der eine der oben als Vettern der von Hattenheim bezeichneten Scharfenstein, war in Hattenheim begütert, und starb 3. Nov. 1357, kinderlos in seiner Ehe mit Nesa Salmann, Rudolfs zum Silberberg Tochter. Er wurde von seiner Bruderstochter Katharina von Scharfenstein beerbt. Die und ihr Gemahl Dieter Kämmerer von Worms, gest. 9. Jul. 1351, erhielten im J. 1344 von Graf Georg von Veldenz die Anwartschaft und Eventual-Belehnung auf die Hälfte aller von Veldenz lehnrührigen Güter derer von Scharfenstein, die gelegen sind zu Hattenheim oder anderswo, es seyen Aecker, Weingärten, Auen oder andere Güter, wie das genannt sei. Katharina wurde zugleich auf solche bewitthumt. Nach Ableben (1381) Frau Nesen, geb. Salmann, Clausens von Scharfenstein Wittwe, erhielt Katharinens Sohn Dieter für sein Erbtheil auch noch viele andere in der Umgebung von Mainz und im Rheingau gelegene, von den Salmann von Silberberg herrührende Güter und Gefälle, wie ihm denn in der Theilung mit seinen Schwestern, Anna, an Johann von Frankenstein verheurathet, und Juliana, Wittwe Heinrichs von der Thann, 13. Dec. 1381, in der Stadt Mainz der Hof, zum Mühlhuser, als ihn die Baumeister von dem Hof genannt zu Nierstein, getheilt han, It. der Hof zu Comede „höret halber zu diesem Loos," viele Zinse in der Stadt, noch mehr Länderei in ihrer nächsten Umgebung zugewiesen wurden. „Auch sind ihm worden alle die Güter, es sind Höfe, Hofstätten, Weingärten, Aecker, Wiesen, Garten, Hellergült, Weingült und andere Gülten und Zinse in den Dörfern und Marken zu Winkel, Mittelheim und Oestrich, als sie getheilt und gelooset sind von den Bürgern zu Mainz, It. Nordenstatt und was dazu gehöret und gefallen ist mit Loos, It. ist ihm gefallen Olm, Steinheim und die zwei Waldaffen mit allen Zinsen, Baugüter, Wiesen und Aecker, wie sie gefallen und getheilt sind mit den Bürgern zu Mainz, It. die Zinse, Güter und Weingärten zu Diebach und Caub." Eine Reihe von Jahren später bekennet derselbe Dieter Kämmerer von Worms, Edelknecht, „daß ich all mein Gülten, Nutzen und Zinse, die ich han zu den zwei Waldaffen, zu Steinheim, Hattenheim, Oestrich, Mittelheim und zu Winkel in dem Ringau, und die

Mannwerk zu Hattenheim und die Au gen Hattenheim über gelegen, und was davon gefallen mag, es sei Wein, Frucht, Pfähle, Obst und Geriß, Holz und Nüsse oder anders, und die Wiesen zu Erbach und mein Theil Haus und Garten zu Hattenheim und was darzu gehöret, und meinen Theil der Gülte zu Nastetten geliehen han Herrn Johanns von Spier, Frühmesser zu Hattenheim, daß er das nutzen und nießen soll und mag fünf Jahr, die nächst nach einander nach datum dieß Briefs kommend, alle Jahr umb 190 Gulden. Dieselbe 190 Gulden soll er mir geben zu zwei Zielen alle Jahr, uff St. Georgien Tag 100 Gulden und uff St. Remiges Tag 90 Gulden. Auch soll der Mist und das Geströh auf der Aue bleiben und soll die Bäume impfen und dem Holz kein Schade sein, und wär es, daß derselbe Herr Johann bauet am Hause zu Hattenheim oder auf der Aue mit meinem Willen und Wissen, das soll ich ihm an der obgenannten Gülte abschlagen. Wär es auch Sach, daß Miswachs käme, also daß ihm nit alle 7 Fuder Weins würden aus der Mannwerk, was ihm dann minder würde dann 7 Fuder Weins, so soll ich ihm 10 Gulden für das Fuder Wein abschlagen nach Marktzahlung, als sich das dann gebürt. Auch soll er mir alle Jahr 200 Pfähle von der Aue geben. Datum anno Domini 1393, feria tertia ante Remigii Episcopi."

Die Burg zu Hattenheim gelangte, wohl vor 1440, an ein Geschlecht, das nach Humbracht in der Wetterau heimisch, ursprünglich von Langerle geheißen haben soll. Wahrscheinlich ist es durch Erbgang zu dem Besitz in Hattenheim gekommen, indem damit das Patronat der dasigen Pfarre verbunden, und könnte es füglich die spätere Benennung, von Langwerth, dem langen, von Winkel bis Hattenheim sich erstreckenden Werth entlehnt haben. Des Nicolaus Langwerth (1440) Sohn Nicolaus erscheint 1464 und ff. J. als des Pfalzgrafen Ludwig Kanzler zu Simmern, daher wohl das von ihm auf die Nachkommen vererbte Prädicat von Simmern entstammen mag. Er starb 5. Juni 1502, 1545 sein Sohn Georg, welcher der erste sich in dem Rheingau niedergelassen haben soll, und der Vater geworden ist von Johann Georg zu Hattenheim, 1547. Von dieses Ur-

enkeln starb Johann Adolf 1700 als Deutschordens-Comthur zu Ober-Flörsheim, kurmainzischer Kämmerer, Obrist und Commandant zu Erfurt, während sein älterer Bruder, Georg Christoph, des Cantons Mittelrhein Ritterrath, in der Ehe mit Maria Katharina von Gemmingen Vater von sechs Kindern wurde, darunter die Söhne Gottfried und Philipp Reinhard. Gottfried Johann Weiprecht erwählte sich als Convertit den geistlichen Stand, wurde Domdechant zu Regensburg, Weihbischof und Bischof zu Germanopolis, kurbayerischer und Fürstl. Regensburgischer Geheimrath, Präsident des Consistoriums zu Regensburg, in welcher Eigenschaft er noch 1739 vorkommt, endlich Administrator des Hochstifts Regensburg. „Ein hohes Muster geistlichen Wandels, darum eines Biographen vollwürdig," äußert Bodmann. Sein Bruder, Philipp Reinhard, gest. 1729, war Nassau-Idsteinischer Oberforstmeister, dann Baden-Durlachischer Oberjägermeister; die neun Kinder seiner Ehe mit Christina von Gemmingen folgen also: Karl Philipp, gest. als Hessen-Hanauischer Regierungsrath, Johanna Christina, verheurathet an N. von Thon, kön. schwedischer Landrath, Georg Reinhard, Auguste Louise, vermählt mit N. von Bettendorf, kurmainzischer Geheimrath, Hofmarschall und Oberamtmann zu Königstein, Christoph Ludwig, holländischer Major, dann Ritterhauptmann vom Canton Mittelrhein, Gem. Juliana Löw von Steinfurt, Henriette Karoline, verm. mit Karl Philipp von Stein und Mutter des Ministers von Stein, Adolf Friedrich, kursächsischer Obristlieutenant, aus dessen Ehe mit Johanna Rosina von Bürgel genannt Fleckenbühl ein Sohn, Johann Georg Ernst, geb. März 1766, Maria Franzisca, Gem. N. von Kayn, kursächsischer Hauptmann, und endlich Marianne, Stiftsdame zu Schacke. Georg Reinhard, Hannöverischer Hofrath seit 1739, Oberappellationsrath und Landdrost, mit Melusina Sophie von Campen, Tochter von Christian Wilhelm, dem Hannöverischen General der Infanterie, und von Anna Louise von Hammerstein verheurathet, wurde Vater von sechs Kindern, darunter Louise Charlotte, Stiftsdame zu Mariensee an der Leine, Friedrich, Hofrath, Karl, Hofgerichtsrath zu Hannover, und Ernst Eber-

hard Kuno. Dieser, 1777 kön. großbritannischer Fähnrich und letzlich General, starb 28. Jul. 1809, mit Hinterlassung von zwei Söhnen. Davon besitzt der jüngere, Adolf Friedrich Freiherr von Langwerth zu Simmern, Hannöverischer Oberappellationsgerichtsrath a. D., geb. 16. Nov. 1802, Wichtringshausen im Hannöverischen, ist der ältere, Adolf Friedrich Ulrich, geb. 15. Mai 1797, als Hannöverischer Major a. D. den 26. Sept. 1846 verstorben. Er hinterläßt einen Sohn und zwei Töchter, deren Mutter, Isabelle Sophie, Tochter des geheimen Conferenzraths von Bülow-Bothkamp, zu Eltville residirt. Daselbst besitzen die von Langwerth den Sanecker Hof.

Zu Hattenheim, das bereits 1225 sein Scheffengericht hatte, geht die Limmerbach in den Rhein. Im Orte wurde geboren den 11. März 1741 Valentin Heimes, Sohn des Landmannes, welcher die dasigen Weinberge der Abtei Eberbach bearbeitete, und mag der Verkehr mit den Klosterherren nicht ohne Einfluß auf die Ausbildung der Fähigkeiten des Knaben geworden sein. Priester, Pfarrer zu Neuhausen bei Worms, empfahl sich Valentin durch eine seltene Brauchbarkeit für Geschäfte und durch seine stattliche Persönlichkeit der Aufmerksamkeit des Kurfürsten Friedrich Karl von Mainz, der zugleich Fürstbischof zu Worms. Er wurde von demselben zum geistlichen Rath und bald darauf, mit Hintansetzung älterer Bewerber, zum Weihbischof in Worms und Referendarius in geistlichen Angelegenheiten befördert. Nach dem im Sept. 1782 erfolgten Ableben des Weihbischofs Augustin Franz von Strauß ward er Weihbischof der Mainzer Diöcese; am 18. Jul. 1783 erhielt er das Bisthum Valona in partibus infidelium. Seine vielseitige Gewandtheit ließ ihn fortwährend höher steigen in des Fürsten Gunst, dem er zumal unentbehrlich in dem Streit mit dem h. Vater. Er soll den Rath gegeben haben, die Beschwerden gegen Rom in Gemeinschaft mit dem deutschen Episcopat zu betreiben, was denn zu den berüchtigten Conferenzen in Ems führte. Die besuchte Heimes als Bevollmächtigter seines Kurfürsten, und hat er die Emser Punctation vom 25. Aug. 1786 unterzeichnet. Obgleich damit nicht viel ausgerichtet, blieb sein Einfluß bei Hof unbegrenzt, und wurde nicht leicht Wichtiges ohne seinen Rath

vorgenommen. Bischof zu Valona, in Pontificalibus Vicarius generalis, in Spiritualibus Provicarius, wirklicher geheimer Staatsrath, Dechant zu U. L. Frauen in Mainz und zu St. Paul in Worms, Canonicus zu St. Victor und St. Johann in Mainz, Präses des erzbischöflichen Seminariums, Vicepräses des Examen synodale adprobandorum, verließ er, nachdem Mainz im J. 1797 den Franzosen überliefert worden, die bisherige Residenz, um sich nach vorübergehendem Aufenthalt zu Frankfurt in Aschaffenburg niederzulassen. Von des Kurfürsten Karl Friedrich Nachfolger Karl von Dalberg in allen seinen Würden bestätigt, auch zum Staatsminister ernannt, starb er an einem Schlagflusse zu Hattenheim, 23. Jul. 1806. Er wurde in der dasigen Pfarrkirche beerdigt. Viel Scharfsinn, ausgebreitete Kenntnisse, ein zuverlässiger Geschäftstact sind Eigenschaften, die ihm nicht abzusprechen. Christian Heimes, der Dechant zu St. Johann und Scholaster zu St. Victor möchte wohl sein Bruder gewesen sein.

Von Hattenheim ist es keine halbe Stunde bis Erbach, und führt der Weg dicht an dem gefeierten Markobrunn vorbei. Es ist das eine prächtige Quelle, in dem niedrigsten Abhang des Stralenbergs entspringend und in rothen Sandstein gefaßt. Der Fries des Brunnens tragt die Aufschrift: Markobrunn. Markenburne wird er in der Stiftung eines Jahrgedächtnisses, 1269, genannt. Bereits zu Anfang des 12. Jahrhunderts war der Hügel, der einen der edelsten Rheinweine tragt, bebaut und theilweise der Grafen von Veldenz Eigenthum. Die Lage gehört zum Theil nach Hattenheim, die Quelle selbst springt in Erbacher Markung. Eine andere Quelle in der Nähe, der Nußbrunnen, gibt ebenfalls einer guten Weinlage den Namen.

Das erste Haus in Erbach ist der Palast Ihrer Königl. Hoheit der Prinzessin Marianne von Preussen, geborne Prinzessin der Niederlande, als welche ihn von der gräflichen Familie von Westphalen übernommen, vielfach verschönert und gebessert hat, namentlich durch einen Anbau für die Aufnahme der reichen Bildersammlung. Beinahe jedes Fenster dieses fürstlichen Ansitzes genießt der herrlichsten Aussicht. Erbauet wurde er von dem Grafen Cle-

mens August von Westphalen, daher über dem Portal sein und der Gemahlin Wappen, die drei Leopardenköpfe von Bocholz erscheinen. Früher stand auf der Stelle derer von Marioth Rittersitz, zu dem, außer dem ansehnlichen Wohnhause, 90 Morgen Acker und Weinberg zusamt der Jagdgerechtigkeit gehörten. Die Rheinau, von Hattenheim bis Erbach sich erstreckend, „welche, nebst einem Häuschen und Stall, auf 30 Morgen Lands begreift," besaßen die Marioth in Gemeinschaft mit den Grafen von Gersdorf, die ebenfalls in Erbach begütert (von den Gersdorf ist Abth. III Bd. 8 S. 578—594 gehandelt). Später erkaufte Graf von Westphalen auch den Gersdorfischen Antheil der Rheinau, um die ganze Insel in eine liebliche, mit dem Schloß in Verbindung gebrachte Parkanlage zu verwandeln.

Die von Westphalen gehören zu den ältesten und vornehmsten Geschlechtern des Landes, von welchem sie den Namen führen, wenn auch ihre Abstammung von Hermann Billung, dem Sachsenherzog, eine müßige Erfindung ist. Nach der Fabel hinterließ Hermann einen Sohn Benno, dieser Vater eines Sohns Hermann, welcher seinen Namen de Westphalia auf die Nachkommen vererbte und als der erste Graf von Arnsberg anzusehen ist. Späterhin soll das Grafenhaus von Arnsberg sich in zwei Linien, die von Arnsberg und von Rudenberg getheilt haben. Hermann, der erste Graf von Rudenberg hatte, so heißt es weiter, zwei Enkel, wovon einer, namentlich Hermann, das Geschlecht der Burggrafen von Stromberg fortpflanzte, der andere, Heinrich als der eigentliche Stammvater der jetzt blühenden gräflichen Familie von Westphalen zu Fürstenberg ꝛc. zu betrachten ist. Offenbar ist lediglich der Namen das Fundament dieser Erfindung geworden, und hat man nicht bedacht, daß aus gleichem Grunde die unzähligen Sachs, Frank, Bayer, Schwab ihre Abstammung von den alten Herzogen der Sachsen, Franken, Bayern, Schwaben herleiten könnten.

Andreas von Westphalen, des Deutschordens Vicelandmeister in Liefland 1271, wurde 1274 von den heidnischen Lithauern erschlagen. Der Bischof Heinrich III von Paderborn, ein Spiegel zum Desenberg, 1361—1380, hat die Herrschaft Wünnenberg

denen von Westphalen zu Pfand gegeben und blieb sie beinahe 300 Jahre in deren Händen, bis der Fürstbischof Theodor Adolf (von der Reck), 1650—1661, die Pfandschaft mittels der Summe von 2626 Rthlr. ablösete. Lubert von Westphalen war 1441 Domherr zu Paderborn und würde die Dompropstei zu Osnabrück erhalten haben, so nicht Graf Konrad von Diepholz, Propst zu Deventer, bei dem päpstlichen Hofe Mittel und Wege gefunden hätte, die Pfründe für sich zu gewinnen. Arnold von Westphalen, Domdechant und 1449 Bischof zu Lübeck, wird gepriesen „als ein redlicher und kluger Mann, welcher den Bischofsstab mit Ruhm geführet, die eingerissenen Mißbräuche abgeschaffet und die Stiftseinkünfte, so durch die unordentliche Haushaltung seiner Vorfahren in ziemliche Verwirrung gerathen, verbessert, die das Stift drückenden Schulden abgetragen, und der sonst nicht unterlassen, alles anzuwenden, was zu innerlicher und äusserlicher Verbesserung seines Stifts gereichen möchte, wozu denn das von ihm erbauete und wohl eingerichtete Schloß zu Eutin, nebst der gleichfalls von ihm angelegten neuen Sacristey oder Gervekammer in der Domkirche zu Lübeck zu rechnen ist. Und weil er bei seinen Wissenschaften eine ausnehmende Staatsklugheit besaß, so konnte er sich dadurch die Hochachtung des Königs Christiani I in Dänemark und andrer Fürsten in Deutschland gar leicht erwerben, wie denn selbige ihn in den wichtigsten Staatsangelegenheiten mit Vortheil gebrauchet, worunter wir die bekannten Streitigkeiten, so zwischen dem deutschen Orden und den preussischen Städten, wie auch zwischen dem Rath zu Lüneburg und den Geistlichen und Prälaten lange Zeit obgewaltet, und durch Arnolds Bemühungen beigelegt worden, nur allhie erwähnen.“ Daß des Bischofs Vermittlung in Preussen, 1464, die gewünschten Erfolge nicht erbrachte, erklärt sich aus dem vollständigen Wahnsinn, welchem die Städte verfallen. Nur Wahnsinnige konnten polnische Herrschaft und Wirthschaft dem Ordensregiment vorziehen. Der Bischof starb 1466 und fand seine Ruhestätte in dem vordern Chor seiner Domkirche, laut der Inschrift: Arnoldus Westphal Episcopus an. 1466.

Lubert Westphalen besaß 1457 Scheidingen bei Werl, so eines andern Lubert (1584) Tochter Anna Margaretha dem Jan Evert von Kleinsorge zubrachte. Wilhelm von Westphalen, Propst zu Meschede um 1480, Domdechant zu Paderborn, wurde samt dem Archidiaconus zu Horhusen, Krafft von Westphalen, dem Heinrich von Westphalen und mehren andern Personen aus dem Ritter- und Bürgerstand delegirt, um des Fürstbischofs Streitigkeiten mit der Gemeinde Delbrück durch ein schiedsrichterliches Erkenntniß zu schlichten, was denn am Mittwoch nach Misericordia 1507 erfolgte. Ein anderer Wilhelm von Westphalen, Domherr zu Lübeck und Schwerin, 1502 Domdechant und 1505 Bischof zu Lübeck, starb 1509, daß demnach Hobbelings Anzeichnung, D. Wilhelmus Westphalen, Episcopus Lubecensis electus anno Dñi 1510, sub quo Lubecae religio catholica abrogatur anno 1530, auf einem Irrthum beruhet. Philipp von Westphalen war 1567 Dompropst zu Paderborn und Propst zu Meschede. Friedrich auf Dringenberg bekleidete um 1570 das Amt eines Landdrosten, in welchem der Sohn Friedrich sein Nachfolger geworden ist. Wilhelm, der Liga Obrister, vertheidigte im Aug. 1632 die Stadt Paderborn mit Einsicht und Muth gegen Baudissin und dessen Schweden, daß Pappenheim Zeit gewann, den Entsatz zu bewerkstelligen. Von ihm heißt es ferner: „Man hat auch nunmehr in Cöln verspüret, worauf es mit der Bevestigung von Deuz angesehen, denn im Monat Januari 1633 von der Gronsfeldischen Armee unter dem Obristen Westphalen 6 Compagnien zu Pferd und etlich hundert zu Fuß umb Deuz ankommen und dorten gemustert worden. Seynd in der Musterung in allem auf 28 (oder 8) Fähnlein zu Fuß und 20 Cornet Reuter, doch nicht allerdings complet befunden. Darzu Ihre Churfürstliche Durchläuchtigkeit zu Cöln 34,000 Reichsthaler zum Monatssold hergeben lassen.“ Ein Bruder des Obristen war vermuthlich Friedrich von Westphalen, kurcölnischer Rath, welchen Kurfürst Johann Schweikard von Mainz am Sonntag Reminiscere 1623 zum Amtmann auf dem Eichsfeld bestellte. Von den Schweden aufgehoben im März 1632, wurde er am 2. März 1634 von Kurfürst Anselm Kasimir in seinem Amt bestätigt. Dem

hohen Ruf von seiner Geschäftskenntniß verdankte er seine Ernennung zum „Assistenzrath zu Behuf der kaiserlichen Bundsarmada unterm Feldmarschalk Graf Philips von Mansfeld," 27. März 1634. Unerschütterlich treu dem alten Glauben, haben die von Westphalen, gemeinschaftlich mit den von Riesen, die Kosten getragen für die Anschaffung eines neuen Sargs, die Gebeine des h. Liborius aufzunehmen, nachdem der alte Sarg durch Herzog Christian von Braunschweig geraubt worden. Aus feinen silbernen Herzthalern gefertigt, stark vergoldet, ist er 2 Ellen lang, und heißt es darauf: Duse Arwet heffe ik Hans Krako Goldschmit tom Dringenberge maket von lauter Dalers ose hi bilagt siet, anno 1635.

Friedrich Wilhelm Freiherr von Westphalen, Herr zu Fürstenberg, Herbram, Alme, Laer, Dinkelburg, Borcholz, Lippspring, Herfort, Mülsbern, kurcölnischer Kämmerer und Geheimrath, adlicher Rath für das Herzogthum Westphalen und ritterschaftlicher Deputirter, lebte 1722. Wilhelm wird 1736 als Dombechant zu Paderborn und Propst zu St. Peter in Magdeburg aufgeführt. Friedrich Wilhelm Ludwig, geb. 5. April 1727, Domkellner zu Paderborn, concurrirte bei der Bischofswahl zu Hildesheim, 7. Febr. 1763, mit den Kurfürsten von Trier und Cöln, mit dem Prinzen Clemens Wenceslaus von Sachsen und dem Domherren von Mengersen. „Als es zur Wahl kam, hatte Friedrich Wilhelm Freiherr von Westphalen das Glück, durch die meisten Stimmen zum Fürsten und Bischof zu Hildesheim erwählt zu werden. Allein es protestirten 13 Canonici darwider und ließen das sogenannte nihil transeat super confirmatione electionis an die Dataria zu Rom gelangen. Als diese Sache allda untersucht wurde, ward dem neuerwählten Bischofe einstweilen die Verwaltung des Bisthums auf 4 Monate, bis die Bullen ausgefertiget, zugestanden, ihm auch die Domherrenstellen zu Münster und Paderborn gelassen. Den 16. Mai wurde die Wahl des neuen Bischofs von dem Pabste bestätiget." Schon am 7. März war er nach Paderborn gekommen, wo seiner Mutter Bruder Wilhelm Anton von Asseburg nur eben die Inful empfangen hatte. Feierlich bewillkommt, hielt er bei den dasigen Franziscanern die

Geistesübungen, dann wurde er noch vor Ostern zum Priester geweihet, las am 3. April, Ostersonntag, im Dom die erste Messe und wohnte am Ostermontag dem großen Friedensfest bei. Den 10. Oct. 1763 hielt er zu Hildesheim einen sehr prächtigen Einzug. Den 11. wurde er dem Dom und der Capitelstube eingeführt, den 23. Oct. mit vielem Gepränge durch den Bischof von Paderborn geweihet. Bereits am 29. April hatte er die Regierung angetreten.

Vor allem war der neue Fürstbischof bemühet, die Folgen des siebenjährigen Kriegs zu tilgen, wenn er auch in seiner Hauptstadt mit dem seiner Würde angemessenen Aufwand lebte. Vorzüglich wurde es sein Bestreben, durch Gesetze und nützliche Institute das Beste des Landes zu fördern. Noch im J. 1763 erging eine Verordnung in Betreff des Schulwesens, 1765 wegen Errichtung einer Brandversicherungs-Gesellschaft, 1766, 1773 und 1780 wegen der Feldbesichtigungen, 1770 wegen Errichtung einer Wittwencasse und wegen der Depositen. „Der Fürstbischof hat auch das Vergnügen gehabt, daß die Irrungen wegen der Grenzen des Churhannöverischen Amts Meinersen und Hildesheimischen Amts Peina, die über 200 Jahr gewährt, durch einen errichteten Vertrag zu großer Freude der beiderseitigen Unterthanen beigelegt worden. Es wurde dieser Vertrag den 17. und 18. Oct. 1771 durch Setzung der Grenzsteine in Beisein der hierzu bevollmächtigten Commissarien, nämlich, von Seiten der Churhannöverischen Regierung, des Oberappellationsraths Kruse und Geheimenraths-Secretairs Flügge, von Seiten des Bischofs aber, des Hof- und Regierungsraths Blume, unter Abfeurung der Kanonen von dem Walle der Stadt Peina in Gegenwart einer großen Menge Menschen glücklich vollzogen.“ Wegen der Dienste zu den unter seiner Regierung fast neu geschaffenen Heerstraßen erließ der Fürst 1774 eine Verordnung, welcher folgten 1780 jene wegen der Dienstboten und der Vormundschaften, 1781 die wegen der Ablagen und Leibzuchten, welches Gesetz die so lange bestrittene Erblichkeit des Meierrechts voraussetzt und fast die einzige Bestimmung für die Meierverhältnisse überhaupt ist, die Medicinalordnung von 1782, welche auch den von

dem Fürsten begründeten Unterricht der Hebammen und deren Anstellung umfaßt, die Verminderung der Feiertage und die Errichtung eines Leihhauses 1784, 1787 die Einführung eines neuen Gesangbuchs und neuer Schulbücher, alles Verordnungen, welche jetzt noch als die bedeutendsten Grundlagen des Provinzialrechts und der Provinzialverfassung bestehen. Am 7. Junius 1777 hatte Papst Pius VI erlaubt, die Karthause zu Hildesheim aufzuheben und ihre Güter dem Seminarium zuzulegen. Und so viel von Friedrich Wilhelms Wirksamkeit in dem einen Bisthum.

Er war nämlich am 1. Mai 1773 auch in Paderborn einstimmig zum Coadjutor seines Oheims, des Fürstbischofs Wilhelm Anton erwählt worden und hatte gleich nach dessen Ableben die Regierung des Bisthums angetreten. „Er kam deswegen am 31. Dec. 1782 von Hildesheim nach Paderborn, wo ihm vom Magistrate am Thore die Schlüssel überreicht wurden, trat am selben Tage als Fürstbischof von Paderborn auf, indem er den Tod seines Oheims bekannt machte. Die Leiche des Fürsten wurde am 3. Januar 1783 mit großem Gepränge in der Mitte des Doms gesenkt und die Leichenfeierlichkeit am 13. von Felix Tüllman, Prälaten in Abdinghof, im Dome gehalten. Friedrich Wilhelm reisete wieder nach Hildesheim und bereitete sich vor zum feierlichen Einzuge in unser Hochstift und in die Hauptstadt, der im Mai mit großem Gepränge erfolgte. Der Magistrat in Paderborn ließ, wohl in Absicht auf diese Feierlichkeit, am 4. April statt der ausgegangenen Balder-Linde zwei neue an denselben Ort pflanzen und errichtete Ehrenpforten. Die angesehensten Bürger vereinigten sich zum feierlichen Empfange. Bei seiner Ankunft ins Hochstift am 16. Mai wurde er im oberwaldischen District empfangen und von den dortigen Beamten in den vorwaldischen District begleitet, wo man sich zu seinem Empfange bereit hielt und ihn unter lautem Jubel in die Stadt begleitete. Der Einzug auf das Residenzschloß Neuhaus erfolgte am 21sten. Die Lustbarkeiten dauerten zehn Tage in einem fort.

„Der allgemeine Lehentag wurde am 24. Mai des folgenden Jahrs, wie gewöhnlich, auf dem großen Capitelhause der hiesigen Domkirche gehalten. Die Zahl der Kreuze und soge-

nannten Heiligenhäuser an den Feldwegen und Landstraßen hatte sich so sehr vervielfältiget, daß eine Vermehrung derselben dem Zwecke, gute religiöse Gedanken und fromme Entschlüsse zu bewirken, hinderlich gewesen seyn würde. Zudem waren viele derselben entweder durch die Zeit so sehr verdorben und verstümmelt, oder so widerlich ausgearbeitet, daß sie in den Vorübergehenden eher Verachtung, als Verehrung erwecken konnten. Daher erneuerte der Fürst den Befehl des Hermann Werner, alle unanständige Bilder von den Landstraßen und Feldwegen zu entfernen, und verstattete nur da, wo schon eins gestanden und dann nur mit Bewilligung des Archidiaconus und Pastors, ein neues steinernes aufzurichten. Sollte aber einer an so einen Ort ein neues geziemendes Bild von Holz setzen lassen wollen, so sollte er zugleich an den Pastor des Orts so viel Geld erlegen, als das Bild kostete, damit es von den Zinsen im Stande gehalten werden könnte. Die Anzahl der Feiertage hatte sich ebenfalls nach und nach in jüngeren Zeiten zu sehr vermehrt. Die zu große Menge von Tagen, an welchen niemand knechtliche Arbeiten verrichten und Gewerbe treiben durfte, begünstigte den Müßiggang, und eben dadurch auch die Ausschweifungen, statt daß sie zur Andacht und zur treuen Erfüllung aller Pflichten eines Christen führen sollten. Deswegen verminderte Friedrich Wilhelm mit Genehmigung des Pabstes Pius VI vom 1. Jan. 1785 an ihre Anzahl, setzte einige ganz ab und versetzte andere auf Sonntage, hob in Betreff der abgesetzten Feiertage die Pflicht auf, dem öffentlichen Gottesdienste beizuwohnen, und erlaubte die Verrichtung aller gewöhnlichen Geschäfte. Aber statt der Vigilien und Fasttage, welche mit den abgestellten Feiertagen verbunden waren, wurde nun nach dem Willen des Pabstes jede Mittwoche und jeder Freitag im Advente ein gebotener Fasttag.

„Bisher hatten einige ihre schatzbaren Grundstücke von den darauf haftenden Steuern zu befreien gesucht und dafür bisweilen ein Kapital an die Städte oder Gemeinheiten, zu denen diese Güter gehörten, hergegeben. Ging nun ein solches Kapital zu Grunde oder mehrte sich nach dem Bedürfnisse der Zeit die Zahl der Steuern, so war das offenbar zum Nachtheile der

Steuerpflichtigen. Die Landesstände machten darüber Vorstellungen an den Fürsten und drangen auf Abstellung dieses Mißbrauches. Daher erklärte derselbe (1783) dergleichen Verträge für ungültig, benahm aber doch den Städten und Gemeinheiten die Freiheit nicht, eine oder andere auf Grundstücken haftende Gerechtigkeit zu veräußern, wenn sie dieses nützlich oder nothwendig finden und die Summe zum Besten der Gemeinheit verwenden würden. Die Kaufleute ließen bisher ihre Buchschulden bisweilen zu lange stehen und klagten aüf das Ansehen ihrer Bücher, deren Richtigkeit sie mit einem Eide bekräftigten, nicht selten Schulden ein, die über 30 oder gar 40 Jahre gestanden hatten. Die Landesstände trugen dem Fürsten die bedenklichen und nachtheiligen Folgen dieses Verfahrens vor und bewirkten dadurch das Edict, die Bücher der Kaufleute sollten nur auf drei Jahre vom Tage des letzten Borgs oder der letzten abschlägigen Zahlung Glauben haben, und keine Klage sollte darauf statt finden, wenn die binnen dieser Zeit vorgeschriebene Anmahnung versäumt wäre. Lotterien, Lotto- und Hazardspiele, welche so manchen, der sich durch ein blindes Glück zu bereichern sucht, in Armuth stürzten und noch stürzen, wurden in unserem Lande nicht geduldet; letztere schlichen sich aber heimlich immer mehr ein, und zu den ersteren, die im Aussenlande nicht selten bestanden, reizten oft diejenigen, welche durch Ausbringung der Loose Gewinn suchten. Die Landesstände machten (1787) auf die Folgen aufmerksam. Daher die Verordnung: wer überwiesen werden kann, daß er sich mit einer Sammlung für Lotterien oder Lottospielen abgegeben hat, der soll für die ersten zwei Uebertretungsfälle eine Geldstrafe erlegen, für den dritten aber Gefängniß- oder Zuchthausstrafe erleiden, und wenn der Uebertreter dieser Verordnung ein Jude ist, seines Geleits verlustig erklärt werden. Beim Hazardspiele soll alles baare Geld, welches auf ein solches Spiel ausgesetzt wird, verwirkt seyn und den Armenhäusern zufallen, der Hauswirth aber, welcher solche Spiele in seinem Hause duldet, jedes Mal bestraft werden. Die Schwächlichkeit, wovon unser Fürstbischof 1764 befallen wurde, machte die Wahl eines Coadjutors in seinen beiden Bisthümern nöthig. Zu Hil-

desheim schritt man zu dieser Wahl am 7. März 1786, zu Paderborn am 12. Junius desselben Jahrs." Zu Paderborn wie zu Hildesheim wurde Franz Ego von Fürstenberg gewählt.

„Um diese Zeit wurde auf Betrieb der Landesstände die Straße (Chaussee) am sogenannten Mikkenpatte zwischen Kleinenberg und Hardehausen angelegt und 1788 beendigt. Dieser Strich war bisher ein Mordweg, an welchem alle andere Ausbesserungen nur auf kurze Zeit eine geringe Hülfe gewährten. Weit wichtiger und folgenreicher war die Aufmerksamkeit auf die Landschulen. Durch eine fürstbischöfliche Verordnung vom 31. Aug. 1788 wurde auf die Wichtigkeit des jugendlichen Unterrichtes aufmerksam gemacht und die Jugendzeit vom fünften oder sechsten bis zum vollendeten vierzehnten Jahre für den Schulbesuch gesetzlich bestimmt, der Anfang der Unterrichtsgegenstände festgesetzt, eine eigene Commission angeordnet, von welcher die Fähigkeit der Schullehrer geprüft und auf deren Zeugniß den fähigen eine Zulage aus der Landeskasse gezahlt, den weniger fähigen aber, welche sich in einem Zeitraume von drei oder vier Monaten die nöthigen Kenntnisse zu verschaffen fähig befunden würden, ein eigener Lehrer und Unterhalt aus derselben Kasse verschafft werden sollte." Der Fürstbischof Friedrich Wilhelm starb nach langwieriger Geistes- und Körperschwäche zu Hildesheim, 6. Januar 1789.

Sein jüngerer Bruder, Clemens August Wilhelm, kurcölnischer Kammerherr seit 1742, Drost zu Ebersberg und Medebach, Landdrost des Hochstifts Paderborn, fürstlich Hildesheim- und Paderbornischer Geheimrath und Oberstallmeister, war den 12. Oct. 1778 gestorben. Kinderlos in der Ehe mit Teresa Isabelle von Brabeck zu Söder, hatte er sich die zweite Gemahlin, Ferdinandine Adolfine von der Asseburg zur Hünneburg beigelegt. Die schenkte ihm einen Sohn und eine Tochter, Marianne, geb. 2. Febr. 1755, welche an Clemens August von Mengersen verheurathet wurde. Clemens August Wilhelm von Westphalen, geb. 12. Jan. 1754, fürstlich Hildesheimischer Oberstallmeister, wurde 1782 des Fürstbischofs zu Paderborn, Anton Wilhelm, des ausgezeichneten Regenten und trefflichen Haushälters Universal-Fideicommißerbe;

angeblich eine Erbschaft von 900,000 Rthlr. K. K. Kämmerer und Geheimrath, auch bevollmächtigter Minister bei den Kurhöfen von Trier und Cöln, bei dem westphälischen Kreis, kurmainzischer Staatsminister und des Hochstifts Paderborn Landdrost, hat er zu Friedberg als Burgmann 4. Oct. 1779, als Regimentsburgmann 2. Juni 1783 geschworen, und ist er zum Burggrafen daselbst und Großprior des St. Josephordens erwählt worden den 28. Mai 1805. Im Jahr 1806 wurde die Burg unter die Landeshoheit von Hessen-Darmstadt gezogen, doch übte sie fortwährend aus besonderer landesherrlichen Begünstigung die standesherrlichen Rechte aus. Durch den am 10. März 1817 abgeschlossenen Vertrag überließ der Graf von Westphalen (er war den 28. Juni 1792 von Kaiser Franz II in des H. R. Reichs Grafenstand erhoben worden) die ihm auf die Burggrafschaft Friedberg zustehenden Rechte an den Großherzog von Hessen, unter lebenslänglichem Vorbehalt der Würde eines Burggrafen und Standesherren. Ueber das Eigenthum der Burgmänner oder Ganerben konnte er freilich nicht verfügen, es ist dasselbe gleichwohl ein unmittelbarer Bestandtheil des Großherzogthums Hessen geworden.

Von den vielen Antiquitäten in der Reichsverfassung war eine der merkwürdigsten die Reichsburg Friedberg mit einer Burgmannschaft, die ihre Constituirung vielleicht von Kaiser Friedrich II empfing, samt der Bestimmung, das Reichsgut in der Wetterau zu schirmen und den Frieden unter den zahlreichen Landherren zu unterhalten. Sehr bald buhlte der niedere Adel um die Ehre, in diese Burgmannschaft, die mitunter dem Einzelnen kräftigen Schutz gewähren konnte, aufgenommen zu werden. Zur Aufnahme waren berechtigt alle diejenigen, welche von einem Burgmann, sei es auch in weiblicher Linie, abstammten. Es konnte demnach niemals an Burgmännern fehlen, wie man denn ihrer einst 300 gezählt haben will. Im J. 1805 waren der Burgmänner 102. Die gesamte Burgmannschaft wählte aus ihrer Mitte den Burggrafen, dessen Bestätigung von dem Kaiser zu erbitten. Zugleich mit deren Ertheilung empfing er die Belehnung mit den Reichslehen. Ihm war vor-

nehmlich die Sorge für Erhaltung der Privilegien der Burg und die Regierung der Grafschaft Kaichen anvertraut, so zwar, daß für alle wichtigen Angelegenheiten des Regiments Beirath und Einwilligung erforderlich. Das Regiment bestand aus zwölf Regiments-Burgmannen, zur Hälfte Katholiken, zur Hälfte Protestanten. Zwei davon wurden, jedesmal für die Dauer von 6 Jahren, zu Baumeistern erwählt, als welche in dringenden Fällen, wo die meistens abwesenden Regiments-Burgmänner nicht sofort zu befragen, dem Burggrafen mit ihrem Rath beistanden. Aus den Regiments-Burgmännern wurden auch die adlichen Sechser erkieset, welche von Reichswegen in dem Stadtrath von Friedberg saßen, mit den Rathsbürgern den ganzen oder vollen Rath ausmachen, und ohne deren und des Burggrafen, als des Präsidenten Zuziehung nichts Gültiges beschlossen werden konnte. „Als der Burgerrath den Obristen von Bünau, den Hofmeister Diede zum Fürstenstein und Philips Ludwigen von Frankenstein als adeliche Sechser benamset, so seynd dieselbe auf dem den 29. Martii 1660 gehaltenen Rathstag erschienen und haben den ihnen vorgelesenen Rittereid dem Herkommen gemäß auf die hölzerne Hand, worein ein Loch gebohret und worin das auf Papier geschriebene Evangelium S. Johannis verwahret ist, abgeleget." Der Burggraf hatte, da der Burg eine nach ihrer Behauptung unablösliche Reichspfandschaft auf der Reichsstadt Friedberg zustand, an der Reichspfandschaft einen uneingeschränkten Antheil, und präsidirte demnach in des Kaisers Namen als obrister Richter und Reichsamtmann in allen Reichs-, Kreis-, Justiz-, Polizei- und andern, das gemeine Stadtwesen betreffenden Angelegenheiten. Aus den Gefällen der Burg bezog er seine Besoldung, 6000 Gulden jährlich, neben welcher er auch von der Jagd, Waldung, Schäferei und Fischerei bestimmte Gefälle erhob. Unter den gemeinen Burgmännern hatte des Deutschordens Landcomthur in Hessen den ersten, den zweiten Rang des nämlichen Ordens Comthur zu Frankfurt. Das Recht zur Burgmannschaft wurde bloß durch Heurath oder Geburt erworben, und der Sohn oder Tochtermann eines aufgeschwornen Burgmanns, nach Beobachtung der statutenmäßigen Vorschriften,

dazu recipirt. Jeder angehende Burgmann hatte den im 13. Jahrhundert errichteten Burgfrieden, worin die Pflichten der Burghut bestimmt, zu beschwören.

Von jeher erfreute sich die Burg des besondern Schutzes der Kaiser, wie sie denn von diesen für ihre stete und treue Ergebenheit durch Güterverleihungen, durch Privilegien und andere Gnadenbezeigungen belohnt wurde. Am 19. Januar 1299 bestätigte K. Albrecht, am 8. März 1309 K. Heinrich VII die Privilegien der Friedberger Burgmannen; zweifelhaft bleibt es, ob Albrecht für die in dem Streit mit Adolf von Nassau ihm bezeigte Anhänglichkeit, oder Heinrich VII nach Aussterben der Grafen von Kaichen ihre Grafschaft der Burg verliehen habe. Sie übte darin alle landesherrlichen Rechte, einschließlich des freien Gerichtes, sie übte ferner das Geleitsrecht, unter ihrem Schutze standen die Juden in der Stadt, die Judengasse; K. Karl V verlieh ihr das Münzregale, so Joseph I im J. 1707 bestätigte. „Den 12. Febr. 1590 ist Engelbrecht Abelach als Münzmeister und den 1. Julii d. a. Johann Hegmann, Goldschmidt zu Frankfurt, als Wardein angenommen und verpflichtet worden. Es hat auch die Burg Friedberg, weilen sie im J. 1589 wieder münzen zu lassen resolviret, nicht nur besagten Jahrs, sondern auch in denen Jahren 1590 und 1591 durch ihren Rentmeister, in denen Jahren 1594 und 1595 aber durch respective Solms-Lichische und Nassau-Idsteinische Räthe die Münz-Probationstage zu Worms beschicket und sich dabei vertreten, auch ihre Münzmeistere und Wardeine allda beeidigen lassen. Unter des Burggrafen Konrad Löw von Steinfurt (erw. 23/13. Nov. 1617, gest. 17. März 1632) Regierungszeit ist auch das der Burg vi Privilegii Caesarei zustehende Münz-Regale wiederum exercirt und zu dem Ende im Jahre 1618 Hans Rück, gewesener Fürstlich Hollsteinischer Münzmeister zu Bremervörde, zum Münzmeister der Burg, nach geleisteter Caution von 4000 fl. unter der Stadt Hamburg Insiegel, Peter Bender von Frankfurt aber, welcher sowohl bei gedachter Stadt, als bei Hanau und Stolberg als Wardein bestellet ware, gleichfalls darzu angenommen, der Münzmeister auch zur Fürstlich Wormsischen Cantzley, um den gemeinen Eid allda abzulegen,

geschicket worden. Weilen aber die Stadt Friedberg, in welcher das Münzhaus damalen gestanden, die zur Probe angefangene Ausmünzung von 3Kreuzerstücken nicht leiden wollen, so ist ein neues Münzwerk in dem sogenannten Saal, auf welchem Platz dermalen die Burg-Cantzley stehet, erbauet, Sebastian Reeß von Rössin als der Burg Münzmeister angenommen, bei der Fürstlich Wormsischen Cantzley verpflichtet und mit Schlagung ganzer, halber und Ortsthaler, auch Goldgulden fortgefahren worden."

Streithändel mit der Stadt füllen in den Annalen der Burg manches Capitel. Einmal wurde sie von den Bürgern überfallen und zerstört, was K. Rudolf durch Urkunde d. d. Mainz 3. April 1276 den Thätern verzieh. Einen für die Stadt bedenklichern Charakter nahmen diese Händel an, nachdem sie von K. Karl IV im J. 1349 für 10,000 Gulden an die Grafen von Schwarzburg verpfändet worden, vorbehaltlich ihrer Reichsfreiheit. Im folgenden Jahrhundert kam nämlich die Pfandschaft an Mainz, Epstein, Isenburg und die Stadt Frankfurt. Die drei Herren überließen ihre Antheile von der Pfandschaft an die Burg Friedberg, was der Kaiser nicht nur bestätigte, sondern auch der Stadt Frankfurt befahl, das Gleiche zu thun. Hiermit begann eine neue Aera von Streitigkeiten, die sich bis zur Auflösung der Reichsverfassung fortspannen. Die Stadt mußte jedem neuerwählten und vom Kaiser bestätigten Burggrafen auf einem offenen Platz, die Freiheit genannt, huldigen, er präsidirte in dem Stadtrath und ernannte den Schultheiß und den Büttel. Die Beziehungen von Burg und Stadt zu ordnen, haben die Kaiser Rudolf I 1285, Albrecht I 1306, Ludwig IV 1335, Karl IV 1349, Ruprecht 1410, Karl V 1531 sich bemühet. In der Absicht, der drückenden Abhängigkeit von der Burg sich zu entziehen, suchte die Stadt mehrmalen der Landgrafen von Hessen Schutz. Aber in dem schimpflichen Verherrungs-Revers, um 1480, mußte sie versprechen, ohne den Willen der adelichen Sechser sich nie mit einem Herren zu verbinden. Ein zweiter Versuch wurde unter Landgraf Georg II, 1653—1657, gewagt. Im J. 1706 kündigte die Stadt die Pfandschaft auf und erbot sich, den Pfandschilling zu erlegen. Als sie deshalb ein kaiserliches Mandat mit Strafe belegte,

wollte sie 1713 sich mit Landgraf Ernst Ludwig verbinden, was indessen hintertrieben wurde. In einer 1710 eingereichten Deduction hatte die Stadt aufgestellt, „sie habe von Kaiser Richard 1257, 1317 von K. Ludwig IV ein Privilegium erhalten, daß sie nicht versetzt werden könne; es habe sich auch Karl IV, als er sie versetzte, reversirt, daß es ihr an der Reichsfreiheit unvorgreiflich sein solle. Nun könnten ja die Burgmänner, wenn es anders mit der Pfandschaft seine vollkommne Richtigkeit habe, nicht mehr Recht als der erste Pfandbesitzer haben, da ihr, der Stadt, dann zu Statten kommen müßte, daß eine Pfandschaft eigentlich keine Hoheit und Landesherrschaft ausmache. Daß die Stadt die sechs Burgmänner in ihrem Rath leiden müsse, und der Burggraf des Reiches Amtmann bei ihr sei, solches könne ihr so wenig an ihrer Reichsfreiheit schaden, als andern Reichsstädten, welche ehemals und jetzo der Kaiser Vögte in ihren Rathsversammlungen zulassen müßten. Endlich übe ja die Stadt alle Hoheit und Regalien, so andern Reichsstädten gehörten. Sie habe alle Reichsabschiede bis an. 1641 unterschrieben, habe ihren Anschlag in der Reichsmatricul und schicke ihre Reichsgelder unmittelbar der Reichscassa ein.“ Wie schon bemerkt, blieb die Rechtsfrage unentschieden. Die Burg wurde zu Reichstagen berufen, pflegte aber nicht zu erscheinen, gab auch keine Steuern, sondern war durch Privilegium Wilhelms von Holland, so Maximilian I bestätigt hat, von allen Real- und Personal-Oneribus frei. Hinsichtlich der dem Kaiser zu entrichtenden Rittersteuern oder Charitativgelder hielt sie sich, wie dies 1577 auf das Neue bestätigt worden, zu der gesamten rheinischen Ritterschaft, wollte aber nicht zugeben, daß sie ein dem Canton Mittelrhein einverleibtes Mitglied sei. Sie gehörte keinem Reichskreise an und galt als evangelischer Stand, obwohl auch Katholiken Burgmänner, ja auch Burggrafen werden konnten, wie denn 1727 die katholischen Burgmänner die Burg für einen Status mixtus ausgeben wollten. Seitdem haben sie das vollkommene Uebergewicht erlangt, so daß Ernst Ludwig von Breidenbach, gest. 21. Januar 1755, der letzte evangelische Burggraf geworden ist. Heißt es doch von ihm: „A. 1749 den 7. Aug. hatte er das

Glücke, zu Friedberg durch die meisten Stimmen zum Kayserl. Reichs-Burggrafen daselbst erwählt zu werden, obgleich die Catholischen Wahlglieder bereits den Baron Franz Heinrich von Dalberg proclamirt hatten." Dieser ist auch, durch Wahl vom 30. Jul. 1755, des von Breidenbach Nachfolger geworden. Er starb den 9. Dec. 1776, und es wurde am 11. Juni 1777 erwählt Graf Johann Maria Rudolf Walbott von Bassenheim, gest. den 15. Febr. 1805. Es folgte diesem in der Würde sein Schwiegersohn, der Graf von Westphalen.

Die Burg hat sich ehedessen selbst eine Ganerbschaft genannt, in der neuern Zeit aber behauptet, sie sei dergleichen im eigentlichen Verstande nicht. Im J. 1769 wurde sie, oder genauer die Burgmannschaft von Kaiser Joseph II mit dem St. Josephsorden begnadigt, von welchem Bd. 10 S. 583—584. Alljährlich wird ein Regiments-Convent und alle 6 Jahre ein allgemeiner Convent gehalten. Die gemeinen Rechnungen werden auf dem sogenannten Quartal-Convent, der sich alljährlich einigemal versammelt, abgenommen. In der letzten Zeit betrugen die Einkünfte 40—44,000 fl. jährlich. Der Beamtenstand war im Jahr 1805 folgender: Kanzleidirector, L. Conr. von Preuschen, auch Consistorialrath und des St. Josephsordens Secretarius. Kanzleirath: Jul. Gottfried Siegfrieden, auch Consistorialrath. Kammerrath und Rentmeister: C. L. Helmolt. Kammerassessor: J. Ph. Hofmann, Bauinspector und Geometer. Kanzleisecretair: G. Fr. Phil. Koch, des St. Josephsordens Kanzlist. Registrator: W. Büsser. Gerichtsschreiber und Kanzlist: Geo. Heinr. Rolfs. Kanzlist: J. Ph. W. Rolfs. Kanzleibote: J. G. Meyer. Das Consistorium bildeten der Kanzleidirector von Preuschen, der Kanzleirath Siegfrieden, der Inspector consistorialis und Burgpfarrer Fr. Ferd. Fertsch, der Consistorialassessor J. Rud. Rößing, Pfarrer zu Altenstatt und Rodenbach. Von sonstigen Bedienten werden genannt C. Aug. Schazmann, Stadtschultheiß in der Stadt Friedberg, Dr. J. Fr. Kritter, Burgmedicus und Physicus ordinarius; J. C. Marquard, Capitain der Garnison, auch Landhauptmann, Marschcommissar und Oberförster; Ph. Lebr. Koch, Amtmann zu Büdesheim,

Rendel und Kaichen; Fz. L. Helmolt, Amtmann zu Großen-, Kleinen- und OCarben, wie auch zu Ilbenstatt; W. L. Mader, Amtmann zu Altenstatt, Oberau, Rodenbach, Rommelhausen und Heldenbergen. Advocati und Procuratores, J. Fr. Dietsch, C. W. Schäfer, C. J. Bartz, Mart. Rau.

Zu der Burg gehörige Pfarren waren Großen-Carben, Büdesheim, Kaichen, Altstatt, Kleinen-Carben, OCarben, Rendel, Heldenbergen und Oberau. Außerdem stand an der Burgkirche, sowie zu Altenstatt mit dem Filial Rodenbach ein Caplan. Des Kanzleidirectors von Preuschen Vorgänger hießen mehrentheils Syndici. Zu einem solchen wurde im J. 1598 ernannt Dr. Tilemann Göthe. Friedrich Karl Mader war der Burg Syndicus und Kanzleidirector seit Aug. 1751. Man hat von ihm, † 26. April 1770, eine ungemein fleißige Arbeit, wenn auch darin zu ausschließlich der Jurist vorherrscht, unter dem Titel: Sichere Nachrichten von der Kayserl. und des heiligen Reichs-Burg Friedberg und der dazu gehörigen Grafschaft und freyen Gericht zu Kaichen. Lauterbach, 1766—1774, 3 Thle. in 8º. Von der Kriegsmacht der Burg, von den sogenannten Himmelmeisen, ist Bd. 1 S. 644—645 gehandelt.

Die Burg Friedberg, auf einer felsigen Anhöhe, dicht an der Stadt gelegen, und nach der Weise vergangener Jahrhunderte befestigt, enthält ein altes Schloß, vordem regelmäßig von dem Burggrafen bewohnt, oder das sogenannte Burggrafiat, den Kanzlei-, Archiv- und Bibliothekbau, das Rathhaus, die Hauptwache, das Krankenhaus, das 1768 erbaute Waisenhaus, in dem 14 arme Landeskinder unter der Aufsicht eines Präceptors und Pflegers erzogen werden, die Wohnungen für die Burgbedienten und beiläufig 20 Burgmannshäuser, verschiedenen adelichen Geschlechtern gehörig und großentheils verfallen, wie dies namentlich und seit lange der Fall mit dem der Deutschordenscomthurei Frankfurt-zuständigen Hause. Die Burgkirche, zum h. Georg, wird noch 1306 eine Capelle genannt, kommt aber 1372 als Kirche mit einem Pfarrer und fünf Altaristen vor. Der Inspector oder Pfarrer führte die Aufsicht über alle evangelischen Pfarrer des Gebiets. Die Burgpfarre bestehet noch heute, während die Burggebäude

theils als Caserne, theils als Local eines evangelischen Schullehrerseminariums benutzt werden, die Burg überhaupt 71 Häuser zählt. Zu derselben gehörten vordem die gleich unter ihr belegene Vorstadt, zum Garten genannt, und ein eigenes Territorium von Gärten, Wiesen, Feld und Wald, die Grafschaft Kaichen und Antheil der Grafschaft Staden.

Die Grafschaft Kaichen, durch mehre fremdherrische Ortschaften von Friedberg getrennt, bestand aus einem größern Stück in der Gabel der zusammenfließenden Nidda und Nidder, und aus dem kleinen Strich etwas nordöstlich davon an der Nidder, zwischen Hanauischen und Solmsischen Landen. Daraus hatte man das Amt Altenstatt gebildet, worin der große Marktflecken Altenstatt mit einem denen von Günterod zuständigen Schloß, das dahin eingepfarrte Filial Rodenbach, das Pfarrdorf Oberau mit dem Filial Rommelshausen, und endlich das katholische Pfarrdorf Heldenbergen, in dem andern Abschnitt der Grafschaft Kaichen gelegen. Die Evangelischen, 118 Köpfe, hatten ihren Gottesdienst in der Capelle auf der Naßburg, dem anliegenden Rittergut, so die Burg 1776 für 105,000 Gulden von denen von Bechtolsheim erkaufte. Außerdem besitzt hier der Graf von Solms-Rödelheim den Herrenhof und der Graf von Rhode die Oberburg, die Neuburg hingegen, ebenfalls ein freies Rittergut, so der große Graf Hahn in Mecklenburg erkauft hatte, vermuthlich in der Absicht, darauf eine Reichsstandschaft zu begründen, möchte wohl in dem allgemeinen Wechsel aller Verhältnisse wieder veräußert worden sein. Das zweite Amt der Burggrafschaft, Büdesheim, hat seinen Namen von dem unterhalb Heldenbergen an der Nidder belegenen evangelischen Pfarrdorf Büdesheim, dessen Pfarrer zugleich die evangelische Gemeinde in Heldenbergen besorgt. Das dasige Schloß ist derer von Edelsheim. Das evangelische Pfarrdorf Kaichen enthält 95 Häuser mit 609 Einwohnern. Eine mächtige Linde vor dem Ort bezeichnete die Stelle, wo in der Vorzeit das Freigericht Kaichen unter freiem Himmel abgehalten wurde. In dem evangelischen Pfarrdorf Rendel hat es mehre adliche Höfe. Den Pfarrer ernannte die Abtei Ober-Ilbenstatt, in Gefolge der von Heinrich von Isenburg 1358 ihr gemachten

Schenkung. Zum Amt Carben endlich gehörten OCarben, das evangelische Pfarrdorf, woselbst der Deutschorden einen Hof und beträchtliche Güter besaß, Groß-Carben, evangelisches Pfarrdorf mit mehren adlichen Höfen, in dessen Nähe zwei Mineralquellen, Klein-Carben, evangelisches Pfarrdorf, bei welchem die Nidda eine bedeutende Insel bildet, Ilbenstatt, das katholische Pfarrdorf, als dessen Pfarre die anliegende Abtei Ober-Ilbenstatt mit einem ihrer Conventualen besetzte. Es stand diese Abtei, gleichwie das Frauenkloster Nieder-Ilbenstatt, unter dem Schutze der Burg, welcher jedoch zu fortwährenden Streitigkeiten Anlaß gab. Die Carber Mark, in welcher begriffen Groß- und Klein-Carben, Kaichen, Büdesheim und Burggräfenrode, war ursprünglich ein kaiserlicher Bannforst; der Wald, auf anderthalb Stunden sich erstreckend, hat jedoch von den Nachbarn arge Verwüstung erlitten. Der regierende Burggraf war Obermärker und setzte einen Markschultheiß. Kloppenheim, ursprünglich zu der Grafschaft Kaichen gehörig, war 1659 an den Deutschorden für die Summe von 25,000 Gulden verkauft worden. An der Ganerbschaft Staden, vormals den Flecken Staden und die Dörfer Ober- und Niedermockstatt, Hegheim, Stammheim und Ober- und Unterflorstatt, letzlich aber nur mehr Staden, die beiden Florstatt und Stammheim begreifend, besaß die Burg Friedberg, laut Entscheidung des Reichs-Kammergerichts vom J. 1750, drei Neuntel.

Des Palastes zu Erbach Erbauer, hat Graf Clemens August von Westphalen auch das stattliche Gut Rixdorf bei Eutin in Holstein, von 54 Pflügen erkauft. Es gehören dazu Teresenhof, Tramm, Prostorf u. s. w. Er starb 26. Dec. 1818, aus der ersten Ehe mit der Gräfin Antoinette Walbott von Bassenheim, verm. 16. Jul. 1778, gest. 30. Sept. 1787, fünf Kinder hinterlassend. Die zweite Ehe mit Maria Teresa von Bocholz ist kinderlos geblieben. Die ältere Tochter, Ferdinandine Isabelle, geb. 19. Oct. 1781, heurathete 26. Jul. 1802 den Grafen Erwin Franz von Schönborn-Wiesentheid; die jüngere, Antoinette, geb. 6. Januar 1783, war seit 20. April 1800 des Grafen Friedrich Karl Joseph von Ingelheim Gemahlin und ist seit Oct. 1814 Wittwe. Rudolf Philipp Victor, Domicellar zu Hildesheim, Paderborn

und Eichstädt, geb. 6. März 1787, stand 1813 als Rittmeister bei der Hanseatischen Cavalerie und wurde bei Zarenthin gefangen. Er starb im Bad zu Muska als hannövrischer Obrist-lieutenant 1. Jul. 1828. Aus der Ehe mit Karoline von Lützow, verm. 1825, kam die einzige Tochter Karoline Auguste Elisabeth, geb. 26. Aug. 1826 und den 3. Aug. 1847 dem Freiherrn Albert von Campen angetraut. Joseph Clemens, Domicellar zu Hildesheim, geb. 7. März 1785, commandirte 1813 die Cavalerie der Hanseatischen Legion als Major und erwarb sich dort allgemeine Liebe. In dem Feldzug von 1815 war er als preussischer Premier-Lieutenant dem Feldmarschall Grafen von Ziethen attachirt. Obrist-Lieutenant a. D. hat er, Vormund der Kinder seines Bruders Friedrich Wilhelm, dessen Wittwe Elisabeth Gräfin von Thun am 29. April 1817 geheurathet. Es war das die Tochter des Grafen Wenzel Joseph von Thun, des Majoratsherren zu Tetschen, gest. 15. Dec. 1796, und der Gräfin Marianne von Kolowrat. Diese, Erbin der Herrschaft Kulm, im Leutmeritzer Kreise von Böhmen, starb im J. 1829 zu Laer, dem gräflich Westphalenschen Schlosse, nachdem sie durch Testament ihren Sohn, den Grafen Franz Anton von Thun, zu einem Drittel ihrer Erbschaft, zu zwei Dritteln ihre Tochter die Gräfin von Westphalen berufen hatte. Des Sohnes Erbtheil, samt dem gesetzlichen Pflichttheil auf fünf Zwölftel der Herrschaft Kulm angewiesen, erkaufte sein Schwager, Graf Westphalen, dem die andern sieben Zwölftel zugefallen, und hat er in dieser Weise die ganze Herrschaft, 23 Ortschaften, darunter das durch die Schlacht vom 29—30. Aug. 1813 welthistorisch gewordene Kulm, 10 Meierhöfe, davon 8 in eigener Regie, einer auf Zeitpacht, ein anderer zu Erbpacht ausgethan, 2 Schäfereien, 2534 Joch Waldung, 101 Joch Weingärten, vereinigt, und besitzt er neben derselben auch Rixdorf am Plöner See. Seine Gemahlin wurde ihm nach einer 43jährigen sehr glücklichen Ehe durch den Tod entrissen am 5. Dec. 1860. Sie hinterläßt ihm vier Kinder. Der ältere Sohn, Graf Wilhelm Clemens August, geb. 15. Febr. 1818, ist Obrist im k. k. Dienst und Commandeur von Clam-Gallas Uhlanen. Sein jüngerer Bruder, Friedrich Joseph, geb. 17. Januar 1824, stand als

k. k. Rittmeister bei Kaiser Alexander II Uhlanen, war dem Generalstab zugetheilt und erhielt in den glorreichen Feldzügen unter Radetzky eine Kugel in den Leib und 5 Lanzenstiche. In Gefolge des unseligen Friedens von Villafranca nahm er den Abschied. Ein dritter Sohn, Franz Anton, geb. 24. Juni 1819, war als Major im k. k. Dienst gestorben. Die beiden unverheuratheten Töchter leben bei dem Vater.

Friedrich Wilhelm Ferdinand, des Grafen Clemens August ältester Sohn, geb. 12. Oct. 1780, vermählte sich den 11. Juni 1804 mit der Gräfin Elisabeth von Thun, Wenzel Josephs Tochter, schloß sich der glorreichen Erhebung Oestreichs an und fiel, für den Kaiser streitend, bei Thann 19. April 1809. Er hinterließ die Söhne Clemens August Wilhelm, Otto Franz Rhaban und Rudolf Joseph. Rudolf Joseph, geb. 21. Dec. 1808, stand bei den preussischen Garde-Cürassieren, vertauschte diesen Dienst mit dem östreichischen, wird 1834 als Unterlieutenant bei Kaiser Cürassieren genannt, scheint aber bald darauf unverheurathet gestorben zu sein. Otto Franz Rhaban, geb. 26. Sept. 1807, starb 13. Oct. 1856 als k. preussischer Kammerherr und außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Hofe zu Stockholm. Verm. 2. Febr. 1845 mit Christiane Charlotte Amalie Auguste von Kanitz und Dallwitz, hinterließ er fünf Kinder, darunter zwei Söhne. Die Wittwe wohnt auch im Winter zu Kulm. Ihr Schwager, Graf Clemens August Wilhelm von Westphalen, geb. 12. April 1805, Erbschenk im Hochstift Hildesheim, Erbküchenmeister von Paderborn, Erboberjägermeister von Osnabrück, auf Fürstenberg, Eilern, Wohlbedacht, Herbram, Grundsteinheim, Dreckburg, Alme, Borgholz, Hervord, Grossenheim, Bosenholz, Talle, Dinkelburg, Heinholz, Kleehof, Ratzungen, Laer, Lippspring, Meschede und Mülsborn, gewann in der Ehe mit der Gräfin Kunegunde von Aicholt vier Söhne und eine Tochter. Die beiden ältern Söhne, Friedrich und Joseph standen 1860 im k. k. Dienst, als Rittmeister in der Armee. Die Mutter, die Gräfin Kunegunde starb den 10. Januar 1843.

Die Grafen von Aicholt sind ursprünglich in Kärnthen zu Hause, wo sie unter mehrem auch die in den alten Geschichten

von Kärnthen häufig genannte Herrschaft Portendorf zwischen Klagenfurt und Völkenmarkt besaßen. „Diß Schloß hat denen Herren Portendorffern ehedessen zugehört, welche den Brand in Kärndten gehabt, so lang ein Ertz-Hertzog auf dem Stuhl im Zollfeld die Lehen geliehen. Eine halbe Viertelstund unter der Kirchen, auf einer Gemein, stehet der also genannte Königs-Stuhl. Es ist aber in Kärndten ein altes Herkommen, daß ein jeder neu angehender Lands-Fürst von einem Bauern dieses Land zu Lehen zu empfangen pflegt, und zwar auf folgende Weis: Es ist ein Bauern-Geschlecht unter den Edelthümern, die Hertzogen zu Glasendorff genannt (so erblich bey selbigem Geschlecht verbleibt), von Alters hero befreyet; so offt ein neu-angehender Lands-Fürst die Huldigung in Kärndten empfahen und die Lehen verleihen will, so setzt sich der Bauer aus erblicher Gerechtigkeit auf einen runden flachen Marmelstein (welcher gleichwie eine runde Tafel formirt und zu Kärnburg unweit von Maria Saal auf der einen Seiten stehet. Neben ihn herum stellet sich das Land-Volck und die Bauerschaft ausserhalb der um den Stein aufgerichten Schrancken: alsdann kommt der angehende Lands-Fürst daher in einem groben Bauren-Kleid, auch dergleichen Hut und Schuhen, einen Hirtenstab in der Hand haltend; denselben führen zwey Land-Herren, und folget darauf der gantze Adel, in zierlichen Kleidern aufgeputzt, mit dem Panier des Ertz-Hertzogthums Kärndten. Vor ihnen her gehet zwischen zweyen Panieren der Graf von Görtz, als Erb-Pfaltz-Graf in Kärndten; neben dem Lands-Fürsten aber werden geführt auf einer Seiten ein schwartzes Rind und auf der andern ein mageres ungestaltes Roß. Sobald der Lands-Fürst dem Bauern zunahet, so schreyet er den Lands-Fürsten mit folgenden Worten an: Wer ist der, der also hochfärtig daher pranget? Hierauf antwortet das umstehende Volck: der Fürst des Lands kommt. Auf diß fragt der Bauer: ist er auch ein gerechter Richter und Liebhaber des Heils unsers Lands? freyer Eigenschafft? ist er auch ein Beschirmer des Christlichen Glaubens und der Wittiben und Waisen? Da antworten sie denn: ja, er ists und wirds seyn. Folgends muß der Lands-Fürst dem Bauern, um die obgemeldten

zwey Stuck bey seinen Treuen geloben, daß er Gerechtigkeit wolle halten, ob er wol deßwegen so arm werden sollte, daß er sich mit solchem Vieh, als dem Stier und Roß, ernähren müßte. Nach diesem fragt der Bauer wiederum: wie und mit was Gerechtigkeit wird er mich von diesem Stuhl bewegen? Dem gibt alsdann der Graf von Görz Antwort: Man wird dich mit 60 Pfenningen von dannen kauffen; diese zwei Haupt-Vieh, der Ochs und das Pferd, werden auch dein seyn, und du wirst des Fürsten Kleid nehmen, nicht weniger wird dein Haus frey und unzinsbar seyn. Hierauf nimmt der Bauer zwar das angebotene Vieh an und weichet dem Lands-Fürsten; jedoch erinnert er ihn, mit einem sanfften Backenstreich, gerecht zu richten. Welches dann der Ertz-Hertzog, sobald er auf diesen Stuhl (wohin er von obbemeldten zweyen Land-Herren geführet wird) gestiegen, zu thun gelobet, immassen er sich mit blossem Schwert etlichmal um und um kehret, dasselbe in die Luft schwinget und anbey verspricht, ohne Unterscheid der Personen gleich zu richten. Nach diesem begiebt er sich in die nechst dabey auf einem Berg gelegene St. Peters Kirchen und ziehet darin nach Vollbringung des Amts und Kirchen-Gesangs die Bauern-Kleider ab, hingegen seine Fürstliche an, und speist allda mit dem Adel und der Ritterschafft. Folgends reitet er zu dem Lehen-Stuhl (König-Stuhl genannt), setzt sich darauf und leistet einer Löbl. Landschafft mit entblöstem Haupt und aufgehobenen Fingern den gewöhnlichen ihme fürgehaltenen Eid, daß er nemlich gemeldte Landschafft bey allen ihren Genaden und Freiheiten, wie das von Alters herkommen, erhalten, handhaben und bleiben lassen wolle; hergegen nimmt er auch die Huldigung von seinen Landleuten auf und an, läßt hierauf die Lehen daselbsten beruffen und verleihet solche. Heutiges Tags aber werden solche Lehen durch hierzu verordnete Commissarios vor den Lands-Rechten zu vier Tägen beruffen und alsdann dieselben allda im Land verliehen. Der Graf von Görz, als (wie obgemeldt) Pfaltz-Graf in Kärndten, setzt sich hinter dem Lands-Fürsten auf die andere Seiten und verleihet auch nach seiner Gerechtigkeit. Der Erbland-Marschalck aber nimmt des Lands-Fürsten Pferd, der Erb-Schenck den guldnen Kopff und

der Erb-Truchseß die silbern Schüssel. So lang nun der Fürst auf dem Stuhl sitzt und leihet, so haben die Gradnecker von Alters die Gerechtigkeit und Gewalt, was sie für Wiesmaten unterdessen abmähen mögen, dasselbe Heu ist ihr, man löse es dann von ihnen; gleichfalls haben die von Portendorff (und anjetzo, weil dieses Geschlecht abgestorben, die Herren Mordaxen, welche nun Freyherrn in Crain sind, die Gerechtigkeit erblichen erlangt), so lang der Lands-Fürst auf bemeldtem Lehen-Stuhl sitzet und leihet, im Lande zu brennen, wo sie wollen, wenn man sich anderst mit ihnen nicht abfindet. Endlich ziehet der Lands-Fürst, samt allen Herren und Land-Leuten, in Saal, in Unser Frauen Kirchen, allwo das Te Deum laudamus gesungen und mit solchem dieser Actus beschlossen wird. Und dieses wurde vorzeiten also vest observirt. Nun aber wird der Lands-Fürst dieser Ceremonien erlassen, doch gegen gefertigten Revers, daß nemlichen solches der Löbl. Landschafft an ihren Freyheiten gantz unpræjudicirlich seye.

„Obige Ceremonien aber haben ihren Ursprung daher bekommen: Als Carolus Magnus (hernach Römischer Kayser) den Inguon, einen Grafen aus Franckreich, zum Hertzogen in Kärndten eingesetzt, und derselbige gesehen, daß fast das gantze Land unchristlich war, hat er die Inwohner von solcher heydnischen Abgötterey durch Christliche Prediger abwenden lassen, worüber sich die meisten Bauern bekehrt, der Adel aber annoch verstockt geblieben; in welcher Ansehung der Hertzog Inguon im Jahr 790 nach Christi Geburt eine stattliche Mahlzeit an einer mächtigen langen Tafel angestellt und dazu sowol die Bauern als Edelleut eingeladen, die Bauern aber oben, die Edelleut hingegen unten angesetzt. Ferner befahl er oben aufs beste in silbernen, unten aber in hültzernen Schüsseln mit gantz gemeinen und schlechten Speisen zu tractiren, auch in guldenen und silbernen Geschirren denen Bauren Wein, denen Edelleuten aber in hültzernen Bechern Wasser fürzusetzen. Als er nun um die Ursach befragt wurde, gab er zur Antwort, daß die Bauren viel edler seyen, als die Edelleute, weilen sie eine edle und reine Seel im Leib hätten, indeme sie den Christlichen Glauben angenommen; der Adel aber

wäre gantz verstockt in der Abgötterey und bey weitem nicht so hoch zu achten. Welcher arglistige Fund so viel gewürcket, daß die Edelleut auch sich tauffen lassen und zum Christlichen Glauben bekehret haben. Dannenhero Hertzog Inguon zu ewiger Gedächtniß, weil die Bauerschafft lang vor dem Adel die Abgötterey verlassen und zu Christo bekehret worden, angeordnet, daß künfftig die angehenden Lands-Fürsten durch einen Bauern sollten eingesetzt werden. — Nach deren von Portendorf Ableben haben die Herren Mordaxen nicht allein dieses Schloß, sondern auch die Gerechtigkeit, obgedachter massen im Land zu brennen, anererbt; von welchem Geschlecht noch anjetzo die Freyherren Mordaxen in Krain floriren. Das Schloß aber gehört der Zeit (1688) dem Herrn Johann Jacob Freyherrn von Aicholdt."

Schmutz, Historisch-topographisches Lexikon von Steyermark, berichtet: „Die Grafen von Aicholt waren noch zu Anfang des 17. Jahrhunderts einfache Edelleute. D. d. Prag den 2. September 1604 gab Kaiser Rudolf II diesem Geschlechte eine Wappenverbesserung. D. d. Wien den 31. März 1644 erhielten sie die Befugniß, das Wort von vorzusetzen. D. d. Wien den 12. Oct. 1685 wurde Hans Jacob von Aicholt in den Freyherrnstand erhoben. D. d. Wien den 18. Februar 1730 wurde Franz Joseph Freyherr von Aicholt in den Grafenstand erhoben. In Klagenfurt den 5. December 1647 wurden die von Aicholt in die Landmannschaft von Kärnthen aufgenommen. Christian Graf von Aicholt, k. k. Kämmerer, geheimer Rath und Besitzer des goldenen Civil-Ehrenkreuzes, langte den 21. April 1815 als Gouverneur in Gratz an, und erhielt für seine Person als Gouverneur von Innerösterreich am 5. May 1815 die steyerische Landmannschaft." Anton Aicholder von Aicholden, immatriculirter Landmann in Kärnthen, lebte 1647. Johann Jacob Freiherr von Aicholt, der Besitzer von Portendorf, war 1695 Generaleinnehmer in Kärnthen und 1699 ständischer Verordneter. Franz Joseph Freiherr von Aicholt war Generaleinnehmer in Kärnthen 1725. In den Grafenstand erhoben 1730, wird er 1734 und 1748 als ständischer Verordneter genannt. Norbert Graf von Aicholt, Kreishauptmann für Mittelkärnthen 1757, ist vielleicht

eine Person mit „Excell. Graf von Aicholdt Kreishauptmann zu Klagenfurt" 1782. Aloys Graf von Aicholt, fürstl. Passauischer Obristküchenmeister, war Director der deutschen Schulen im Hochstift und kurbayerischer Kämmerer, seit 1790 k. k. wirkl. Geheimrath und kurtrierischer Kämmerer. Ein Bruder von ihm wird sein Graf Franz Robert (Norbert?), der als der Prinzessin Kunegunde von Sachsen Obristhofmeister mit dem übrigen Hofpersonal der Prinzessin an das Hoflager ihres Bruders des Kurfürsten Clemens Wenceslaus von Trier kam, und ist von ihm nicht selten in der I Abth. des Antiquarius, Bd. 1 und 2, Rede gewesen. Als der Hof Coblenz verließ, ernannte ihn die Prinzessin zum Statthalter für das Fürstenthum Essen, wo er in der Ehe mit des Erbdrosten von Schell Tochter Vater von drei Kindern geworden ist, alle drei des Vaters, des schönen prächtigen liebenswürdigen Mannes vollbürtige Erben. Der Sohn, Graf Wilhelm, stand 1834 zu Gyöngyösch in Ungern, als zweiter Rittmeister bei Schwarzenberg Uhlanen, quittirte nachmalen und privatisirt in Münster, wenn er nicht, ein zweiter Seume, rüstig von dem Cabo Finisterra zum Nordkap schreitet. Seine Schwester Auguste, mit dem Grafen Maximilian Droste zu Vischering vermählt, ist noch vor der Gräfin von Westphalen im J. 1840 gestorben. Der Grafen von Aicholt selbstredendes Wappen ist vierfeldig: 1 und 4. ein Männlein, das eine Eiche erfaßt, 2. und 3. drei Sterne, oben zwei, unten einer. — Der Grafen von Westphalen 1751 gestiftetes Majorat beruhet auf Laer mit Mülsborn in dem heutigen Kreis Meschede, Dreckburg, Fürstenberg und Herbram mit Grundsteinheim und Wohlbedacht, Kreis Büren, Dinkelburg und Heinholz mit Natzungen, Kreis Warburg, Kleehof und Talle, Kreis Paderborn. Nach des Hochstiftes Paderborn Rittermatrikel vom J. 1662 bezahlten die von Westphalen von den fünf Rittersitzen zum Fürstenberg (Stammhaus), von den drei Rittersitzen zu Herbram, von dem Rittersitz Dinkelburg 63 Rthlr. Das Wappen zeigt in Silber einen rothen Querbalken, und über demselben einen schwarzen Turnierkragen. Wahlspruch: Fais que dois, arrive que pourra.

Die Kirche von Erbach, gleich hinter dem Palast auf erhöhtem Standort, ist aus einer Capelle entstanden, die urkundlichen

Nachrichten zufolge bereits im J. 995 vorhanden, und der Abhängigkeit von der Pfarrei Eltwil unbeschadet, ihren eigenen Vicarius mit dem Recht zu taufen und zu begraben hatte. Diese gegen Ende der dreißiger Jahre erneuerte Kirche ist bemerkenswerth, zumal der eigenthümliche Thurm, der im J. 1829 eine neue Spitze erhielt. Sie ist dem h. Marcus geweihet und seit undenklichen Zeiten eine selbstständige Pfarrei, welche, den drei Viertelstunden entlegenen Wachholderhof einbegriffen, 1230 Eingepfarrte zählt. Das Patronat überließ Kurfürst Lothar Franz 1714 dem St. Petersstift in Mainz tauschweise gegen jenes von Rauenthal. Den St. Michaelsaltar stiftete Kraft von Allendorf im J. 1396, daher die von Allendorf in dieser Kirche ihr Erbbegräbniß hatten. Deren Burgsitz hierselbst, im J. 1356 erbauet, ist aber keineswegs als das Stammhaus zu betrachten. Dieses stand in dem mit Katzenellenbogen rainenden Dörfchen Allendorf, nicht zu verwechseln mit Altendorf bei Merenberg, wovon die Fasti Limburgenses erzählen: „Ein Jahr darnach ward derselbige Cuno von Falkenstein Vormunder des Stiffts zu Trier, und zog aus mit der Stadt zu Limburg und gewann Altendorf, eines Ritters Wohnung, gelegen bei Merenberg, und war ein wüstes Haus, und verbrannte das und zerschleiste es zumal." Giselbert von Altendorf selbst wurde des Erzbischofs Kuno Gefangner 1363. Das mußt ich erinnern, weil namentlich Arnoldi diese von Altendorf in der Grafschaft Diez mit denen von Allendorf im Katzenellenbogischen zusammenwirft: jene sind ein Zweig des Ministerialengeschlechts von Merenberg; die von Allendorf hingegen waren der Grafen von Katzenellenbogen Ministerialen, und erscheint als solcher Heinrich von Allendorf unter den Zeugen der Urkunde, wodurch Friedrich von Frankenstein dem Grafen von Katzenellenbogen seine Burg Frankenstein öffnet, 23. Jul. 1292. Am 16. Juni 1295 verspricht Erzbischof Gerhard von Mainz den Gebrüdern Kraft und Emercho, Krafts von Allendorf Söhnen, »qui militarem habitum noviter assumpserunt, in subsidium et plenitudinem eorum militie,« 30 Mark Cöln. die bis zu dem nächsten St. Walpurgen Tag bezahlt werden sollen. Als ein pünktlicher Zahler scheint der Erzbischof nicht berufen gewesen

zu sein, deshalb will er zugeben: »Quodsi in solutione prediete pecunie quoad terminum premissum, quod absit, fuerimus negligentes, ex tunc iidem milites pignora nostra capere poterunt, et ad castra nostra seu munitiones ducere, et ibidem absque nostra offensa et indignatione qualibet tamdiu detinere, quousque ipsis de predictis triginta mareis justiciam faciamus.«

Kraft von Allendorf, Ritter, wird 1309 von Graf Wilhelm von Katzenellenbogen zum Burgmann auf Reichenberg angenommen. Heinrich von Allendorf, ein Ritter, Lukardis, seine Hausfrau, Christian und Ulbert, seine Brüder, vergeben an Peter, den Stiftsdechant zu St. Goar, einen Jahreszins von 4 Mark, 1311, und wird am 25. April n. J. Heinrich zu einem der vier Raitmänner erkoren für den Burgfrieden, welchen die Grafen Eberhard und Wilhelm von Katzenellenbogen hinsichtlich der Feste Dornberg errichtet haben. Am 12. Nov. 1328 bekundet „Crafft, ein Ruter von Aldindorff, daß ich Burgmann bin worden zu Reichenberg des edlen Grafen Wilhelm von Katzenellenbogen und seiner Erben um vier Mark Gelds, die soll er mir reichen binnen Jahresfrist, also daß ich zu Reichenberg ein Haus soll bauen, und soll da wohnen, und soll nit kehren von dem vorgenannten Herren. Die vorgenannt vier Mark soll er mir geben also lange, bis daß er 40 Mark mir bezahlt. Wann mir die 40 Mark werden bezahlt, so sind die vorgenannte 4 Mark los und ledig, und soll ich die 40 Mark Pfennige belegen an eigen Gut und beweisen, davon soll ich und mein Erben Burgmann sein zu Reichenberg.“

Kraft von Allendorf, Ritter, Gem. Lisa, wird 1331 des K. Johann von Böhmen Mann. Kraft heurathet 1337 des Johann Genne von Scharfenstein einzige Tochter Gutta, mit welcher der Gennen Allodien an die von Allendorf gelangten, was deren Uebersiedelung nach dem Rheingau zur Folge hatte. Als die Grafen Johann und Wilhelm Raitleute bestellten, „um alle Bruche, Zweiung, Krieg und Auflauf,“ die zwischen ihnen gewesen, zu richten, war der Erkornen einer Kraft von Allendorf, Ritter, 29. Januar 1339. Kraft ist wohl derselbe, welchen Graf Eberhard von Katzenellenbogen 1387 mit einem Mannlehen

auf den Hof Nastetten belehnt. Im J. 1397 besserte Erzbischof Johann II von Mainz Krafft des Alten Burglehen auf Scharfenstein, als dessen Zubehör genannt werden Hofstatt auf der Burg, 3 Pfund Geld vom Weinmarkt zu Erbach, Befreiung vom Rheinzoll für 20 Fuder, 6 Mark Geld von der Bede zu Hallgarten, Salmenwasser zu Eltvil, 30 Schilling Heller von einem Hof zu Erbach, 100 Pfund jährlich vom Zoll zu Ehrenfels. Kraft der Alte starb 5. Oct. 1403 und fand sein Grab zu Eberbach in der Klosterkirche neben seiner Hausfrau, gest. 13. März 1403, laut folgender Inschrift: Anno Dñi MCCCCIII tertio Non. Octobr. fer. sexta prox. post fest. beati Michaelis o. strenuus miles, Dñs Craffto de Altendorff senior. It. eodem anno predicto XIII Kal. Marcii in vigilia Benedicti Abbatis o. Dña Guda vxor eius c. a. r. i. p. Dieter von Allendorf, Edelknecht, 1394, ist wohl jener Diederich von Aldendorff, der am 25. Juni 1397 bekennet, „daß mir Graf Eberhard von Katzenellenbogen zu rechtem Mannlehen geliehen hat die Waldpodie auf dem Einrich, als ferne sie ihn antrifft, mit allen ihren Rechten, also daß ich und meine Lehenserben dem obgedachten meinem lieben gnädigen Herrn Graf Eberhard und seinen Lehenserben thun sollen von derselben Waldpodien als von Alters gewöhnlichen ist ein Waldbotte seinem Herrn zu thun.“ Dietrich, Gem. Jutta, und sein Bruder Heinrich werden auch 1418 genannt, Werner lebte 1423, Henne Burggraf auf Rheinfels 1435, Johann Benedictiner auf dem Jacobsberg zu Mainz 1467. Kraft der Junge, Ritter, starb 16. Jul. 1403, seine Wittwe Elisabeth Knebel von Katzenellenbogen 18. Aug. 1422, beide zu Eberbach begraben. Frau Elisabeth hatte den zweiten Mann, Kuno von Scharfenstein genommen. Adam von Allendorf, Krafts Sohn und des Kuno von Scharfenstein Stiefsöhn, wurde am 9. Oct. 1435 von Erzbischof Dietrich zum Vicedom im Rheingau ernannt und bekleidete sothanes Amt bis zu seinem Ende. Am Freitag nach Neujahr 1428 hatte Margaretha von Baden Gräfin zu Nassau den Erzbischof Konrad gebeten, daß er ihre Lehen zu Lorch auf Adam von Allendorf übertrage. Adam starb 18. Dec. 1454 und fand seine Ruhestätte zu Eberbach in der Klosterkirche; auf dem Grabstein heißt es:

Anno Dñi Millesimo CCCCLIIII xv Cal. Januarii o. nobilis domicellus Adamus de Aldendorff vicedominus Ringavie c. a. r. i. p. Neben ihm ruhet seine Hausfrau, Margaretha von Staffel, gest. 2. Nov. 1471: Anno Dñi MCCCCLXXI IIII Non. Novembris o. Margaretha de Staffel, uxor eiusdem. Laut Urkunde von St. Georgen Tag 1458 hat Frau Margaretha für den Chor der Weißen Frauen in Mainz eine Tapete und für die dasige Karthause ein Meßgewand mit dem Wappen gestickt: beides war noch gegen Ausgang des vorigen Jahrhunderts vorhanden; wohin es in den Zeiten der großen Spoliation gekommen ist, weiß ich nicht. Von Adams Söhnen starb der jüngste, Johann, Conventual im Jacobsberg zu Mainz, den 9. Mai 1467. Der älteste, Kraft, Ritter, Schultheiß zu Mainz 1456, als in welchem Jahr er des Heinrich Wolf von Sponheim Tochter Elisabeth heurathete, starb 14. Oct. 1474, daß demnach seine Wittwe, gest. 1500, ihm 26 Jahre überlebte. Der jüngste ihrer Söhne, Nicolaus von Allendorf wird als Chorherr zu St. Alban genannt 1524. Der älteste, Philipp, 1494, empfing in Gemeinschaft seines Bruders Werner von der vordern Grafschaft Sponheim aus den Maigefällen zu Kreuznach 12 Gulden Geld, starb jedoch ohne Kinder, wogegen sein Bruder Werner, † im Jan. 1527, die Söhne Hans Heinrich und Hans Werner hinterließ. Die wurden 1527 von Sponheim mit den 12 Gulden aus den Maigefällen zu Kreuznach und 5 Malt. Hafer aus dem Zehnten zu Mörsburg, dann auch von derselben Herrschaft mit Schallodenbach belehnt. Sie sind beide ehelos gestorben, Hans Werner im J. 1534. Ihr Bruder Kaspar war Schultheiß zu Geisenheim 1520, ein anderer Bruder, Adam, Ritter, geb. 1469, heurathete 1501 die Maria Specht von Bubenheim und starb 28. März 1518; auf seinem Grabstein zu Eberbach heißt es: Anno Dñi MDXVIII off den xxviii Tag Marcii starb der ehrenvest Adam von Allendorf dem Gott gnad. Er hat drei Söhne hinterlassen: der älteste, Kraft, kurtrierischer Haushofmeister 1542, Amtmann auf Ehrenbreitstein 1550 und 1557, starb 29. März 1560, unverehlicht. Nicolaus resignirte seine Präbende zu St. Alban in Mainz im J. 1526, freite sich 1531 die Anna Brömser von Rüdesheim und starb

14. April 1546. Von seinen fünf Söhnen starb der älteste, Heinrich, Domherr zu Trier und Chorherr zu St. Alban, 26. Mai 1557, Eberhard, ledigen Standes, 26. März 1568, Nicolaus 13. April 1546, Johann 1548, dieser, gleichwie Nicolaus, unbeweibt. Wilhelm endlich, gest. zu Erbach 8. Oct. 1568, war ohne Kinder geblieben in seiner Ehe mit Anna von Riedt, daß also mit ihm der Namen der Allendorf zu Grabe getragen wurde. Die Lehen wurden von den Lehenhöfen eingezogen, Dorf und Gericht Wambach, bei Schlangenbad, und Hettenheim unweit Schwalbach von Nassau; diese Ortschaften, Nassau-Saarbrückisches Lehen, wurden seit 1434 von den Allendorf besessen. Die Allodien mögen den Hilchen von Lorch zugefallen sein. Des Nicolaus Schwester Anna von Allendorf hatte 1540 den Adam Hilchen von Lorch geheurathet.

Der Allendorf Wappen zeigt im silbernen Feld einen rothen Schild und an dessen rechter Ecke einen goldenen Ring; das Helmkleinod besteht in einem roth und weiß abwechselnden Wulst, worauf rechts ein rothes, links ein silbernes Eselsohr, beide unten verbunden, sich erheben. „Warum ehemals so viele adeliche Geschlechter, besonders an unserm Rheinstrom," fragt Bodmann, „dieses illiberale Zeichen zum Helmkleinod, ja einige zugleich zur Unterscheidung der Aeste, gewählt haben? bleibt in der That noch symbolisches Problem. Man stritt um den Besitz von — Eselsohren, man verkaufte sie als Ehrenstücke rc. Zuverläßlich aber würde man es unglaublich finden, daß hie und da die Mode des hochadelichen schönen Geschlechts im Mittelalter selbst den Esel beim Ohr erwischt und sich daraus einen Kopfputz zu verschaffen gewußt habe, wenn nicht mit diesem possierlichen Schmuck auf einem vor mir liegenden Siegel einer Urkunde vom J. 1450 die hochgeborne Frau Margareth von Sombreffe Gräfin zu Virnenburg und zwar mit einem gar respektablen Paar Eselsohren in optima forma paradirte, und an unsere heutigen Herrn Luxus- und Mode-Journalisten die Frage stellte, ob sie nicht Lust fänden, diesen exotischen Kopfputz unter irgend einer Pariser Einkleidung und Benennung, als nagelneues Produkt des unerschöpflichen Erfindungsgeistes in diesem Fache, unsern Schönen neuerdings in

Anregung und Empfehlung zu bringen? Mag dabei doch wohl so mancher graue Ritter schon damals sich erinnert haben, wie ewig wahr es gewesen und bleiben werde, was von uns armen männlichen Adamskindern späterhin ein scharfsinniger J. Balde, Lyr. II 5 singt:

Raro vertice non scatet
Seu cornutum aliquid, seu bene mobile
Et par *auriculis Mydae*.

„Doch es bedarf, Scherz bei Seite, keiner neuen Demonstration, daß bereits in der Urwelt der Esel, seiner schlechten Garderobe und erbärmlichen Singtalents ungeachtet, die Ehre gehabt habe, das Bild der Stärke und Symbol der Helden zu sein. Vater Homer vergleicht den tapfern, im Streite begriffenen Ajax einem Esel (Patin. Numism. Impp. p. 390) und der Sohn Jakobs und Lea heißt seiner Festigkeit und Unverzagtheit halber Issachar oder der starke Esel. So wenig Schmähliches tragen dann auch die Münzen auf sich, worauf Dacien unter dem Bilde der einen Stab mit aufgestecktem Eselskopfe tragenden Person, bei Vaillant, Num. aer. Impp. in Colon. 306, — bei Banduri, Num. Impp. I 4, — im Musae. Farnes. IV Tab. IX und a. O. erscheint; und es verdient daher überhaupt zur Rettung der Ehre der auf so vielen Schildern und Helmen angesehener alten Adelsgeschlechter paradirenden ganzen und halben, gehenden, tanzenden und zum Streit aufgerichteten Eseln, Eselsköpfen, Eselsohren u. s. w. jenes verglichen zu werden, was darüber ein vortrefflicher Numismatiker, L. Jobert, dans la Science des Médailles antiques et modernes I 403, ein Pedrusi, ad Mus. Farnes. c. I. p. 157, und Chr. A. Kloß, de nummis contumeliosis et satyricis (in dessen Opusculis nummariis p. 14) mit dem Aufwande einer ausgebreiteten Gelehrsamkeit zu Tage gefördert haben." Dem Wappen nach eben so sehr, als vermöge der Lage ihrer Stammsitze sind mit den Allendorf eines gemeinsamen Herkommens die Gerolstein, Breder von Hohenstein, Katzenellenbogen, sämtlich der Grafen von Katzenellenbogen Ministerialen, und werden der Analogie nach die Katzenellenbogen, ohne Zusatz, von allen diesen Geschlechtern die Stammväter sein, wie das auch Helwich, Tapho-

graphia Nobilitatis rhenanae, anerkennt. Nachdem er 1. die von Katzenellenbogen, 2. die Sure von Katzenellenbogen, 3. die Kesselhut von Katzenellenbogen, 4. die Knebel von Katzenellenbogen genannt, fügt er hinzu: „Die Dritten haben den Namen gehabt Kesselhut von Katzenellenbogen, aus welchen Markolff, dazumal Castrensis oder Burgmann zu Katzenellenbogen, der letzte dieses Geschlechtes, 1387 ohne Mannserben gestorben, von welchen Geschlechtern weitläuftiger in den ausgestorbenen alten Geschlechtern des Rheinstrombs, so von mir colligirt und beschrieben, gehandelt würd. Die Vierte seint nun die jetzt noch lebende Knebel von Katzenellenbogen, welche ich schätze, daß sie samptlich von Alters und Anfangshero eines Herkommens, Stammes und Geblütß gewesen, welches dann aus der Gleichheit der Wappen erscheint, indem sie fast einerley Wappen führen, nemblich ein rodt Schildlein im weißen Veldt, außgenommen, daß sie darneben underschiedlich Beyzeichen, wie auch Cleynoder haben. Eß seint auch sonst noch viel andere adeliche außgestorbene Geschlechter, welche sich mit dieser der Schilden, wie auch etliche dem Helm nach ganz vergleichen, als nemblich die von Allendorff, die von Girstein, die von Hohenstein, die Breder von Hohenstein, die von Glumendal oder Glymendal (von denen bei Neudorf) ꝛc. ꝛc."

Gewöhnlich wird Heinrich von Katzenellenbogen, Domherr zu Mainz 1196, gest. 9. Januar 1213, dem Rittergeschlecht zugetheilt, Johannis und Wenck halten ihn jedoch für einen Grafen, wiewohl der Mönch von Arnstein von ihm nichts weiß. Hartbert von Katzenellenbogen und sein Sohn Dietrich werden 1219 als Zeugen genannt. In der Brudertheilung zwischen den Grafen Dieter und Eberhard von Katzenellenbogen, um das Jahr 1250, heißt es: »Concordavimus et ex festucando consensimus ut ratum haberemus et firmiter teneremus quidquid octo ex castrensibus nostris et amicis, Heinemannus, Thilmannus, Heinricus milites de Kazenelenbogen, Petrus notarius, Cunradus, Boemundus, Theodericus de Loifenselden, Hermannus dapifer, castrenses in Hohinstein, super particione bonorum nostrorum decreverint ordinare, qui taliter dicta bona dividere curaverunt ... Zeugen einer Zollbefreiung für die Abtei

Eberbach vom 1. Juli 1252 sind Theodoricus de Katzinelnbogin, Henricus filius suus, Heinricus dapifer, Theodericus filius suus, Cunradus filius dapiferi, und daß der dapifer ein Junker von Katzenellenbogen, glaube ich um so sicherer annehmen zu können, da eine Urkunde vom 21. April 1259 Theodericum et Heinricum dapiferum de Katzenelenbogen nennt. Thilmannus de Kazenelnbogen kommt im Jul. 1262, Henricus dapifer de Katzenelnbogen den 25. April 1263 vor. Dietrich und Heinrich von Katzenellenbogen, beide Ritter, befinden sich unter den Zeugen, welche am 11. Januar 1276 bekunden, daß Heinemann von Katzenellenbogen, Ritter, den obern Hof zu Klingelbach samt der Vogtei an die Abtei Bleidenstatt verkauft hat. Hermann von Katzenellenbogen ist Zeuge 23. Juli 1292. Gerhard, Domherr zu Mainz, stirbt 7. Januar 1297. Thilemann, Ritter, 1304. Dietrich, Domherr zu Mainz, 1315. Gilbert und Johann 1316. Lisa, Gem. Daniel von Langenau der Alte 1320. Johann 1330, strenuus miles, siegelt mit einem über den ganzen Schild gezogenen rechten Schrägbalken. Johann und Markolf, Ritter, und Heinrich, Edelknecht, verbürgen sich für Graf Wilhelm von Katzenellenbogen 12. Dec. 1338. Heinrich und Giselbert, Gebrüder, beide Ritter, 1350. Heinrich erscheint als des Grafen Eberhard von Katzenellenbogen Vormund 24. Dec. 1351. Wiprecht, Edelknecht, Ritza seine Hausfrau, 1351. Johann 1376. Henchen 1383. Sinn 1383. Heinrich, Domherr zu Mainz 1388. Volmar 1409, 1424. Philipp der Alte 1422, 1433, Katharina seine Hausfrau 1422. Johann von Katzenellenbogen genannt vom Rine 1434. Philipp der Junge 1438. Konrad 1473, Amtmann zu Dornberg 1488. Philipp Follmar von Katzenellenbogen, Burgmann daselbst, um 1450. Gem. N. Klüppel von Elferhausen, Johanns Tochter; sie wurde die Mutter jener Irmgard von Katzenellenbogen, die 1464 Thiel Vogt von Klingelbach sich beilegte. Philipp von Katzenellenbogen, todt 1481, gewann in der Ehe mit Erland von Gerolderod die Tochter Clara, so in erster Ehe an Engelbrecht vom Thurm zu Sinzig, in anderer Ehe an Werner Holzsattel von Nassenerfurt genannt Frankenhauser verheurathet, im J. 1526 als verstorben bezeichnet

wird. Jutta von Katzenellenbogen, 1471 an Otto von Schönberg bei Wesel verheurathet.

Die Sure von Katzenellenbogen kommen bereits 1252 vor. Heinrich Sure von Katzenellenbogen, Vicedom im Speiergau, 1331—1362, starb vor 1369. Henn und Heinrich Sure, Gebrüder, Else ihre Schwester, Herrn Heinrichs Sure, Ritter, selige Kinder, Johann von Katzenellenbogen, ihr Vetter, Herrn Heinrichs ihres Vaters Bruder, 1369 und 1376. Johann Sure, Ritter, 1381. Heinrich Sure von Katzenellenbogen, Ganerbe zu Reifenberg 1400. Die Sure führten zum Beizeichen, oben am rechten Eck des rothen Schildleins, eine goldene Krone, und könnten wohl in Beziehung gestanden haben zu der im Surthal auf dem Heiligenberg liegenden Surburg, Sauerburg, Bd. 5 S. 177—179.

Die Kesselhut von Katzenellenbogen, nicht nur der Grafen, sondern auch des Stiftes St. Alban Vasallen, waren Märker der Fuchshöle bei Holenfels. Johann Kessilhut 1276 oder 1277. Konrad Kesselhut, Deutschordensritter und Oberster Treßler vom 14. Febr. 1327 bis 12. Jul. 1331, hatte zum Nachfolger in dieser Würde den Ludolf König, wo er dann 1331 als Großcomthur auftritt. Daneben war er vom 27. Juni 1333 bis 10. Aug. 1334 Landcomthur zu Kulm. Die Großcomthurei gab er im Juni 1334 auf, wogegen er 1341 als Comthur zu Papau erscheint. Markolf Kesselhut von Katzenellenbogen, Edelknecht, 1367. Markolf Kesselhut der Alte und Markolf der Junge 1383. Markolf Burgmann auf Katzenellenbogen besaß zu Mannlehen einen Hof in Nastetten, den Graf Eberhard von Katzenellenbogen 1387 als heimgefallenes Lehen dem Kraft von Allendorf verlieh.

Von den Katzenellenbogen zum Thurm wird im September 1258 Dietrich genannt, zugleich mit Heinrich dem Truchseß in Katzenellenbogen. Am 26. Juni 1274 bekennt Hermann, Dietrichs von Katzenellenbogen zum Thurm Sohn, daß Graf Dieter von Katzenellenbogen ihm zu Burglehen 4 Mark jährlich, nämlich zu Greberod 35, zu Ruppertshofen 13 Schilling angewiesen hat, und verpflichtet sich Hermann, wenn diese 4 Mark mit 40 Mark abgelöset werden, das Burglehen der 40 Mark auf seine Erbgüter anzuweisen. Heinrich von Katzenellenbogen zum

Thurm und sein Bruder Hermann befinden sich unter den Bürgen, welche Ludwig von Isenburg der Gräfin von Katzenellenbogen, zur Sicherheit des für ihre beiderseitigen Kinder verabredeten Ehebündnisses stellt und betreffenden Falles zum Einlager in Wilmar verpflichtet, 1276 oder 1277. Johann Pyner von Katzenellenbogen, Trierischer Burgmann zu Hohenberg, führt über dem rothen Schild einen blauen Turnierkragen um 1340, dagegen setzt Johann Pyner von Katzenellenbogen zum Beizeichen neben den rothen Schild, oben am rechten Eck, einen wachsenden Mond, 1397.

Gerolstein, Girstein, ursprünglich Gerhardstein, im obern Theil des Wisperthals, an der nordöstlichen Grenze des Rheingaues, ist heutzutage ein Dörfchen mit den Ruinen zweier Burgen. Die höher, auf dem linken Ufer der Wisper gelegene, der eigentliche Gerolstein muß schon zu Anfang des 13. Jahrhunderts vorhanden gewesen sein, da es in der Beschreibung der Rheingräflichen Güter, 1209, heißt: »In Rumsceit et in Milingen reditus unius marce et dimidie obligati sunt Cunoni de Gerhartstein pro 15 marcis quas pro bonis dabit et in beneficio de Ringravio et pueris suis habebit.« Ungezweifelt tragt das Haus den Namen seines Erbauers, der vielleicht der im J. 1159 in einer Urkunde des Klosters Ilbenstatt vorkommende Graf Gerhard von Nüringen. Der einzige Graf von Katzenellenbogen des Namens Gerhard ist vor dem 10. Aug. 1312 gestorben. Die Ruinen dieses eigentlichen Gerolstein liegen genau über dem Dörfchen auf einem steilen Schieferfelsen von etwa 400 Fuß Höhe und zeigen nur unbedeutende Ueberbleibsel eines runden Eckthurms, dem sich ein langes Wohngebäude und einige Reste der Ringmauer anlehnen. Vogels, den Gestis Trevirorum entlehnte Angabe, daß Erzbischof Balduin von Trier im J. 1353 den Gerolstein belagerte, jedoch wegen Wassermangel abziehen mußte, beruhet zweifelsohn auf einer Verwechslung mit Gerolstein in der Eifel. Der Hauptburg gegenüber, auf dem rechten Ufer der Wisper, auf einen viel niedrigern Felsen, sind die Ruinen von Haneck gelagert, oder der Junkerburg, wie das Schlößlein im gemeinen Leben genannt wird. Im J. 1405

stiftet Philipp von Gerhardstein zu dem Altar auf Haneck bei Gerhardstein Güter zu Ockenheim, Kesselbach und Bleidenstatt. Haneck scheint identisch zu sein mit der Müllenburg zu Gerolstein, deren Capelle zu dotiren die beiden Philipp von Gerolstein 1424, cathedra Petri, einen Weinberg bei Lorchhausen erkauften. Im Dorfe Gerolstein war bereits 1363 eine Capelle, in welcher Philipp, Gerhard und Kuno von Gerhardstein einen Altar zu Ehren U. L. Frauen errichteten, 1363. Später wird ein Pfarrer von Gerardstein genannt; gegenwärtig ist der Ort, mit einer Bevölkerung von 191 Köpfen, Filial von Niedergladbach.

Von Kuno von Gerhartstein, 1209, ist Rede gewesen. Henricus de Gerhardstein Ritter 1261 und 1262. Kuno miles et Kuno, reliquique liberi sui de Gerolstein, 1268. Im J. 1291 wird Heinrich von Gerhardstein des Herzogs Johann I von Brabant Lehensmann: »Henri sire de Gerardstein par ses lettres données audit an 1290, jour de S. Mathieu apotre, transporta en main de notre duc sa cour de Blidenstatt, située au district d'Adolf comte de Nassau, valant annuellement cent marcs, et la reçut de lui en fief et à hommage, de l'aveu dudit comte de Nassau, qui scella lesdites lettres avec ledit sire de Gerardstein.« Ganzelin, Ritter, stirbt 13. Aug. 1332. In demselben Jahr hatte er sein Testament errichtet, worin er zum Vortheil des Priesters an der Capelle Betlehem in des Klosters Eberbach Hof zu Rüdesheim Gefälle stiftet, auch zu Treuhändern den Eberbacher Prior Nicolaus von Scharfenstein, Friedrich zum Volrades und Conradum nothum quondam Conradi militis, bestellt. Ganzelin wurde zu Eberbach beerdigt, wie dieses auch mit seiner Hausfrau Lisa von Rüdesheim, gest. 1332, der Fall sein wird. Irlindis von Gerolstein starb 13. Jul. 1358; ihr Grabstein befindet sich zu Eberbach und ihr Namen in dem dasigen Nekrolog. Kuno, Edelknecht, gest. 1360, Grabstein ebendaselbst. 1363, Philipp, Ritter, Gerhard und Kuno, Edelknechte, Stifter des Liebfrauenaltars zu Gerolstein. 1366, Kuno, Edelknecht, und Else von Liebenstein, seine Hausfrau, wohnen zu Lorch; Richwin, Kunos Bruder. Kuno, Edelknecht, des Ritters Philipp von Gerhardstein Sohn, stirbt 8. Febr. 136*; Grabstein

zu Eberbach. Philipp, Ritter, Kunos Vater, gest. 1. Oct. 1375; sein Grabstein ebendaselbst. Richwin, Edelknecht, gest. laut des Seelbuchs von Lorch, 1382, in festo SS. Perpetuae et Felic.; Dyttela, seine Hausfrau. Stephan, Edelknecht. 1398, Philipp der ältere und der jüngere, Brüder. Heinrich, Domherr zu Mainz, resignirt und tritt in den Cisterzienserorden. Philipp, Ritter, gest. 3. Jul. 1400; Grabstein zu Eberbach. 1405, Philipp, Ritter, Wohlthäter der Capelle auf Haneck. 1417, Philipp, Amtmann zu Drammersheim. 1427, Philipp und Philipp der junge, Brüder. Heinrich, Domherr zu Mainz 1429, 1430. 1436, Philipp der ältere, stirbt 1456; seine Hausfrau Florina von Saneck zu Waldeck. 1443, Heinrich. Philipp, Domherr zu Mainz, Dr. Decret., studirt sich zu Tod, 18. April 1478, begraben im Kreuzgang der Domkirche, an der Domschule. 1452, Johann und Philipp; ihr Vater, Philipp der ältere war in demselben Jahr gestorben, als ihre Schwäger werden genannt Philipp von Lindau und Friedrich von Schönberg. Dietrich von Gerolstein, Edelknecht oder Wäpeling, stritt unter den Fahnen des Grafen von Charolais und fiel in der Schlacht von Montlhéry, 16. Jul. 1465.

Es gab diese Schlacht die Losung zu dem Ausbruch der seit längerer Zeit waltenden Eifersucht zwischen Burgund und Frankreich, folglich zu allen Kriegen, von welchen seit beinahe einem halben Jahrtausend Central-Europa heimgesucht wird; sie und die Umstände, durch welche sie herbeigeführt, erfordern daher eine genauere Betrachtung. Ludwig XI hatte nicht sobald den Thron der Valesen bestiegen, als sich seines Herzens Drang, der Durst nach böser That kund gab. Den Vater hatte er dergestalten gekränkt, daß dieser in der Furcht des von dem Sohn ihm zu reichenden Giftes jegliche Nahrung verweigerte und also eines jammervollen Todes starb. Alle Freunde Karls des Siegreichen wurden durch den Nachfolger angefeindet, seine Einrichtungen verworfen. Der gute Herzog von Burgund, bei dem Karls VII Sohn eine Freistätte, die großmüthigste Aufnahme gefunden, wurde der Gegenstand der giftigsten, kaum unter gleißnerischen Achtungsbezeigungen verborgenen Anfeindung, sein Sohn, des Hauses einzige

Hoffnung, ward von steten, bald offenen, bald schleichenden Nachstellungen umgeben, Philipp durch ungetreue Rathgeber verleitet, das Land an der Somme, das Sühnopfer für den an Johann dem Unerschrockenen verübten Mord, der Preis, welchem Frankreich die Fortdauer seiner Existenz verdankte, gegen ein Sündengeld von 400,000 Schilden zurückzugeben.

Behandelte Ludwig XI in solcher Weise denjenigen, der ihm seine Krone gerettet, so war er, der Vatermörder, nicht minder des einzigen Bruders giftigster Feind. Daß Karl Herzog von Berry, ein schwacher, fügsamer, der Eitelkeit ergebener Jüngling sich hergab, einer Partei Oberhaupt zu sein, hat K. Ludwig ihn gezwungen, minder nicht den Herzog von Calabrien, Karl von Anjou schnöde behandelt, schwer sich versündigt an dem greisen Held, an dem großen Bastard von Orléans, der einst der Jungfrau von Orléans Siegesgenosse, den Engländern das drei Jahrhunderte lang von ihnen besessene Aquitanien entrissen hat. Am lebhaftesten spricht sich jedoch des Königs Art aus in seinem Verfahren gegen den Marschalk von Dammartin, von dessen bewegtem Leben ich hier eine Skizze gebe, weil es so genau französische Zustände schildert.

Anton von Chabannes, Graf von Dammartin, Baron von Toucy und du Tour, ein jüngerer Sohn des bei Azincourt gefallenen Robert, geb. 1411, war des Grafen von Ventadour, dann des tapfern Lahire Page, wurde in dem Treffen bei Verneuil von den Engländern gefangen und wohnte, nachdem er sich aus dieser Gefangenschaft gelöset, der Belagerung von Gergeau, dem Gefecht bei Patay, 1429, und dem Entsatz von Compiègne, 1430, bei. Im Jahre 1432 wurde ihm die Hauptmannschaft von Stadt und Schloß Creil, und er unternahm von dort aus häufige Streifzüge, insbesondere warf er den Bastard von St. Pol und den Baron von Humières nieder, und mußten beide ihm ein starkes Lösegeld bezahlen. Sein wachsender Ruf versammelte um ihn eine große Schar von Abenteurern; sie zu beschäftigen und zu ernähren, führte er sie 1437, wiewohl der Herzog von Burgund seit zwei Jahren mit dem König ausgesöhnt war, nach Cambresis und Hennegau. In diesen reichen Provinzen verübten seine Ecorcheurs, wie man sie nannte, arge

Gewaltthätigkeiten, bis sie in den Sold des Grafen von Baudemont traten und hierdurch Gelegenheit fanden, Lothringen in gleicher Weise zu verheeren. Im August 1438 schloß Chabannes einen neuen Soldvertrag mit dem Herzog von Bourbon, in dessen Erfüllung er zu der Wiedereroberung von Meaux, 1439, mitwirkte. Nebenbei trieb er gleichwohl auch das vorige Gewerbe, daher ihn der König eines Tages als Capitaine des Ecorcheurs begrüßte. „Euere Feinde allein," versetzte der Beleidigte vielmehr trotzig als wahr, „Euere Feinde allein habe ich geschunden, und wie mich bedünkt, ist ihre Haut Euch einträglicher gewesen, denn mir." Sich weiter zu rächen, nahm Anton Antheil an der Praguerie, und auch nach ihrer Unterdrückung hielt er fest zu dem Dauphin; er befand sich in dessen Gefolge bei der Einnahme von Pontoise, 1442, bei dem Entsatz von Dieppe, 1443, und in dem Zug nach Basel, 1444, war er unter allen Hauptleuten der gewaltigste, wenn er auch nicht, wie Johannes Müller will, Marschalk von Frankreich.

In der Schlacht bei St. Jacob, 26. Aug. 1444, begegneten sich in dem Felde von Prattelen die Armagnaken und über anderthalbtausend Schweizer. Die Schweizer kamen nicht unerwartet. Zeichen von Farnsburg und schnelle deutsche Reiter, die für den Marschall Graf Dammartin bis hinauf nach Sekingen lagen, unterrichteten von ihrem Zug und ihrer Zahl. Er — Anton von Chabannes, ein Held, so bieder, als man mit heftigen Leidenschaften es sein kann — hervor nach Prattelen, tet alles Troßvolk von Im, ordnete 100 Pferde, die Feinde zu locken, andere um jene zu unterstützen, andere um dem Feind in die Seite zu fallen. So erwartete sie Dammartin auf den Wiesen. Sie kamen. Nachdem die hundert leicht umgeworfen worden, rannten viele an den Zeug; er war bedeckt: sie sprengten die Bedeckung und drangen mit einer so fürchterlichen Gewalt und Kraft ein, daß die Kunst zu Schanden wurde und der Marschall das einzige Heil in der Uebermacht erkannte. Da er sich mit beträchtlichem Verlust (40 Mann, ein michlen Teil, et wie vill) in die Stellung bei Muttenz zurückzog, da er mit verdoppelter Macht und auf verschanztem Boden jetzt wieder stand, vermochte

weder dieses noch die Ermüdung des Marsches und der That, die Eidgenossen dem Befehl ihrer Hauptleute gelehrig zu machen, und sie warfen mehr Tausende, als sie selbst Hunderte hatten, in die Flucht über die Birs. Die Scharen des Marschalls, den Feind bewundernd, doch getrost auf die weit überlegene Zahl und auf die Anstalt ihres Führers, hielten in Vereinigung mit dem Gewalthaufen des Dauphins nicht weit von dem Wasser. Wie getrieben von unversöhnten Schatten der bei St. Jacob an der Sil Mißhandelten, der bei Greifensee Ermordeten, rannten die Schweizer Haufen stürmisch in die Birs, um vor der Mündung des feindlichen Geschützes und im Angesicht der unzähligen Scharen am andern Ufer hinauf zu klettern. Die ganze französische Artillerie brannte los. Hans von Rechberg, Ritter, mit 600 deutschen Reitern, nach ihm 8000 schwere Pferde, die ganze Macht der Armagnaken, der Heerhaufen Ludwigs (des Dauphin), drang, brach, sprengte mit äußerster Gewalt in die Reihen der Schweizer, welche, da sie durch die Birs nicht ohne Verlust gekommen waren, jetzt vergeblich trachteten, sich wieder zu formiren: denn die Scharen wurden dergestalt getrennt, daß 500 Mann auf eine Au zwischen den Wassern herabgedrängt und sofort umringt, die übrigen genöthigt wurden, mitten durch die Feinde einen Weg nach Basel zu suchen; finden aber konnten sie ihn nicht, denn Chabannes, den Gang der Schlacht voraussehend, hatte schon früher 8000 Mann auf die der Stadt nahe liegenden Höfe Gundoldingen und nach St. Margarethen gelegt, damit nicht die Besatzung durch Ausfall oder Vereinigung die Kräfte des Feindes erneuere oder in die Stadt ihn aufnehme. Der Hülfe aus der Stadt beraubt, ermüdet vom Marsch, ermüdet von Siegen, des Todes gewiß, entschlossen, unbezwungen, bemächtigten sich die 500 des Gartens und Siechenhauses bei St. Jacob, so daß diese eingeschlossen, jene auf der freien Au, in verschiedener Lage gleich offenbar verloren waren. Der Dauphin, der ihre Tapferkeit ehrte, und viele französische Feldherren, überzeugt, daß keiner ungerochen sterben würde, wünschten durch Capitulation den Weg zum Frieden zu bahnen. Da fiel der östreichische Ritter Peter von Mörsberg dem Marschall von Dam-

martin zu Füßen, flehentlich erinnernd, wie er versprochen, keinen zu schonen. Und es folgte der dreimal erneuerte, dreimal abgeschlagene Sturm, bis der Kampf ein Ende nahm, weil keiner der Schweizer mehr am Leben, um ihn fortzusetzen. Der Dauphin aber führte sein Heer nach dem Elsaß zurück, um bald darauf, 28. Oct. 1444, zu Ensisheim mit den Eidgenossen Frieden zu schließen.

Hiermit scheint zugleich Antons Verbindung mit dem Dauphin aufzuhören; er trat neuerdings in Karls VII Dienste, empfing von demselben mancherlei Aufträge, auch Pensionen, und war der erste, welcher dem König Kenntniß gab von der Verschwörung des Dauphin (1446). In dem Verhör, welches er deshalb am 17. Sept. 1446 vor dem Kanzler bestand, erklärte Chabannes, noch vor der Reise, die er auf des Königs Befehl nach Savoyen thun müssen, habe er mit dem Dauphin in dem Schlosse zu Chinon am Fenster gelegen; da habe der Prinz, auf einen vorübergehenden Schützen von der schottischen Leibwache deutend, zu ihm gesagt: „Hier sehet ihr die Leute, die das Königreich Frankreich in Unterthänigkeit erhalten, mit denen, meine ich, sollte man bald fertig werden können." Als er dagegen von der Nothwendigkeit einer Sicherheitswache für den König gesprochen, habe der Prinz die Unterredung abgebrochen mit den Worten, daß er gesonnen sei, ihm Chabannes eine erbliche Rente von 1000 Livres auf die Grafschaft Valentinois zu geben. Aus Savoyen heimgekehrt, habe er dem Dauphin seine Aufwartung gemacht, und das Gespräch sei wieder auf die Schotten gekommen. Vertraulich den Arm auf seine Schulter lehnend, habe der Prinz zu ihm gesagt: „Es ist Zeit, daß wir darauf denken, sie fortzuschaffen." Das möchte schwer fallen, habe er erwiedert. „Fünfzehn bis zwanzig Armbrustschützen habe ich," so fuhr der Prinz fort, „und dreißig reitende Schützen wenigstens, auf die ich mich verlassen kann. Ihr gebt mir noch fünf oder sechs Schützen, insbesondere den Richard, den Ihr von dem Herzog von Bourbon habt. In Rasilly, wo der König sich jetzt aufhält, findet jedermann freien Eingang, auch meine Leute kann ich einen nach dem andern einschwärzen, und dann bin ich der

Burg Meister: denn Ihr sollt wissen, daß ich auch unter dem Hofadel meine Freunde habe; als ein solcher ist mir kürzlich noch Nicole Chambre angegeben worden." Chabannes entgegnete, er würde sich, wenn er auch die Burg Rasilly gewinne, schwerlich halten können, indem in allen Städten der Nachbarschaft Ordonnanzcompagnien lägen, die sich alsbald dem König zu Hülfe einfinden würden. „Das laßt Euch nicht kümmern, ich werde dabei sein. Jeder fürchtet freilich dem König in die Augen zu schauen, und glaube ich gern, daß meinen Leuten dann der Muth entgehen sollte; aber in meiner Gegenwart wird ein Jeder thun, was ich haben will." Diesen Worten folgten große Verheißungen; der Graf von Dammartin sollte Güter erhalten, wie er sie noch nicht gehabt. Auch sprach Chabannes von geheimen Berathungen zwischen Johann von Daillon, Ludwig von Bueil und Ludwig von Laval-Châtillon, deren bekannte Ergebenheit für den Dauphin sie als Mitwissende um die Verschwörung bezeichnete. Eine so wichtige Mittheilung veranlaßte genaue Untersuchungen; mehre der Verbrecher zweiten Ranges wurden überführt und bestraft: aber der Dauphin selbst nannte Alles, was Dammartin vorgebracht, eitel Unwahrheit und Betrug. Sie wurden confrontirt, und der Ankläger sagte dem Prinzen ins Angesicht, daß er nichts vorgebracht habe als die reine Wahrheit. Der Dauphin strafte ihn Lügen, worauf jener erwiederte, zu gut kenne er die Ehrerbietung, die er dem Sohne seines Herren schulde; aber er sei bereit, gegen einen jeden von des Dauphin Hofe, der ihn der Lüge bezüchtigen wolle, seine Ehre zu wahren.

Der Dauphin verließ den Hof; Chabannes aber, dessen Gesinnung nicht weiter zweifelhaft sein konnte, wurde des königlichen Vaters Liebling. Den 18. Nov. 1449 empfing er die Würde eines Groß-Panatier von Frankreich, und am 8. Sept. 1450 die Amtmannsstelle zu Troyes, welcher er bis zum 20. Mai 1452 vorstand. Seiner Hut wurde Jacob Coeur anbefohlen, nachdem der König dessen Einziehung verordnet hatte, und er präsidirte auch der Commission, welche sich mit der Untersuchung der angeblichen Verbrechen dieses Mannes beschäftigte. Wie er

sich nicht geschämt, zu Gericht zu sitzen über Coeur, dem er stets ein erbitterter Feind gewesen, so nahm er noch weniger Anstand, sich dessen confiscirte Güter, insonderheit St. Fargeau, in dem Licitationstermin um 20,000 Goldthaler zusprechen zu lassen, nachdem ihm der König eine bedeutende Summe aus Coeurs Confiscation zu erheben geschenkt hatte. Im J. 1455 zog er in Gesellschaft des Marschalls von Loheac nach Rouergue, um die dort gelegenen Festungen des Grafen von Armagnac einzunehmen, und mehre derselben wurden ihm von dem König verliehen, gleichwie schon den 1. April 1453 mit Blancafort in Guyenne geschehen. Diese Herrschaft forderte Chabannes als seiner Frauen Erbstück, und hatte er sie mit gewaffneter Hand den Engländern entrissen. Im J. 1456 wurde er zum Seneschalk von Carcassonne und zum Anführer des Heeres ernannt, welches bestimmt, den fortwährend rebellischen Dauphin zu züchtigen. Von seinen Unterthanen in Dauphiné gehaßt, zählte Ludwig für den bevorstehenden Kampf hauptsächlich auf den Beistand seines Schwiegervaters, des Herzogs von Savoyen. Chabannes besuchte diesen an seinem Hofe und fand es nicht allzu schwer, ihn der Verbindung mit dem unzuverlässigen Schwiegersohn zu entziehen, gleichwie der Herzog solches Vergnügen an dem gewandten und angenehmen Unterhändler fand, daß er demselben eine Summe von 10,000 Goldthalern anwies, zu deren Sicherheit die Baronie Clermont in Genevois dienen sollte. Ohne Aussicht auf Hülfe aus Savoyen, wollte der Dauphin den Anzug der Kriegsvölker nicht abwarten, er entfloh in geringer Begleitung unter dem Schein einer Wallfahrt nach St. Claude (Aug. 1456).

Der Graf von Dammartin blieb in hohem Ansehen, so lange Karl VII bei Leben, erhielt auch zu seinen vielen Aemtern noch eine Compagnie von 100 Lanzen. Kaum hatte aber der König am 22. Jul. 1461 zu Mehun die Augen geschlossen, als der Graf die Gefahren bedachte, die seiner unter der neuen Regierung warten mußten. Sein erster Gedanke war, Zuflucht im Ausland zu suchen. Seine Diener sollten ihn begleiten, und er befragte darum einen nach dem andern, ob er wohl gesonnen, eines Flüchtlings Loos zu theilen: so gütig und wohlthätig er

sich gegen sie erwiesen, antworteten doch alle verneinend; viele versicherten ohne Hehl, sie würden sich um seinetwillen nicht in die mindeste Gefahr begeben. »Et mesmement un nommé Carville, son valet-de-chambre et tailleur, auquel ledit comte demanda un petit courtault, qu'il avait, qui ne valait pas cent sols, pour envoyer un page dehors; lequel Carville lui répondit tels mots ou semblables: Mgr. si vous me voulez donner le mulet, que Mgr. de Nemours vous a donné, je vous baillerai mon courtault, et non autrement, dont ledit comte eut grand deuil, et lui dit: Ha! Carville, vous ne montrez pas que vous soyez bon serviteur, ni loyal, de m'abandonner maintenant en ma grande nécessité, et de me refuser si petite chose, c'est mal reconnu les biens et honneurs, qu'avez eu de moi.« An der Möglichkeit einer Flucht verzweifelnd, gelang es dem Grafen doch zuletzt, unter seinen Leuten einen Getreuen zu finden, der es übernahm, die Briefe zu befördern, so er an den Herzog von Burgund, an den Admiral von Montauban, an den Piemonteser Bonifaz von Valperga und an Joachim Rouault geschrieben, um ihre Vermittelung bei dem zürnenden König nachzusuchen.

Boyault Dimonville, so hieß der Abgesandte, erreichte ohne Hinderniß Avesnes, wo Ludwig XI damals noch weilte, sah den Admiral und den von Valperga und fand bei den beiden kläglichen Empfang; der Admiral insbesondere ertheilte ihm die Versicherung, daß der König, wenn er den von Chabannes nur hätte, sein Herz den Hunden vorwerfen lassen würde, und so viel ihn selbst betraf, sollte er ersäuft werden, wenn er um sieben Uhr Abends noch an dem königl. Hoflager zu finden. Der Bote flüchtete zu einem königl. Secretair, der ihm die verschiedenen Bittschriften zeigte, in denen um Antheil an der gegen den Grafen von Dammartin auszusprechenden Confiscation gebeten war, und der ihm zugleich die Mittel verschaffte, den bereits nach Laon abgegangenen Rouault zu ereilen. Rouault bewährte sich als ein Ehrenmann, äußerte seine Bereitwilligkeit, dem gefährdeten Freund zu dienen, empfahl jedoch vor der Hand als das Wesentlichste, daß er seine Person in Sicherheit bringe,

Das Nämliche rieth der Herzog von Burgund, den die Krönungsfeier nach Rheims führte, und an den Boyault erst bei dieser Gelegenheit sein Schreiben abgeben konnte. Darum hielt sich Chabannes eine Zeitlang verborgen, dann aber wurde das Gefühl seiner Unschuld in ihm allzu mächtig, und er trat vor den König, sich ein Urtheil nach aller Strenge der Gesetze, »sans consulter sa miséricorde,« zu erbitten. Der Monarch behandelte ihn mit Härte, ließ ihn nach der Conciergerie, später nach dem Thurm vom Louvre bringen und seine Güter in Beschlag nehmen; auch wurde Karl von Melun, der Großmeister, »homme qui ne perdait aucune occasion de ruiner les personnes auprès du Roi, desquelles il pouvait espérer la confiscation,« zum Verwalter dieser Güter ernannt, »avec promesse de confiscation en cas de condamnation.« Melun war nicht säumig, und seinen Bruder Nantouillet zu Hülfe nehmend, bemeisterte er sich aller beweglichen Habe des Grafen von Dammartin; Silber- und Bettwerk, Tapeten, Mobilien, was sich der Art zu Dammartin, Saint-Fargeau, Rochefort, Bourges, oder in dem Hôtel de Beautreillis, Straße St. Antoine zu Paris vorfand, das zu Voulne in Auvergne aufbewahrte Hausarchiv, sogar ein eisernes Gitter, welches noch nicht befestigt, ließ Melun wegnehmen, das Gitter namentlich, um solches an seinem Hause zu Paris anzubringen. Die Einkünfte der Güter verwendete er nach Belieben, und da auch die Baronie Clermont auf die erste Nachricht von Antons Katastrophe von dem Herzog von Savoyen eingezogen wurde, gerieth seine Hausfrau dergestalt in Noth, daß sie mit ihren Kindern drei Monate lang von der Mildthätigkeit ihres Pächters zu Mitry bei Dammartin leben mußte.

Mittlerweile ging der gegen Chabannes eingeleitete Proceß seinen raschen, vorzüglich durch Meluns Bemühungen und Betrügereien beförderten Gang, und durch Urtheil vom 20. Aug. 1463 wurde er des Majestätsverbrechens für schuldig befunden, für immer aus dem Königreich verwiesen und sein Eigenthum confiscirt. Mitry vergab der König an Karl von Melun, Saint-Fargeau an die Kinder des Jacob Coeur, welche sich in den Proceß eingelassen und die ihrem Vater genommenen Güter zu-

rückgefordert hatten; doch mußten sie an den von Melun 2000 Schilde bezahlen. Vaste de Montespedon, der Amtmann von Rouen, erhielt die Herrschaften Rochefort und Auriere in Auvergne, der von Lau die Herrschaft Blancafort. Durch einen weitern Parlamentsbeschluß vom 2. Jul. 1464 wurde die Insel Rhodus als Verbannungsort für Anton angewiesen. Allein dergleichen Beschlüsse pflegten den König wenig zu kümmern; er ließ den Verbannten nach der Bastille bringen und enger verwahren als vorher.

Bei dem Ausbruche des Kriegs für das Gemeinwohl fand Anton Gelegenheit, dem Kerker zu entrinnen (12. März 1465); von seinem Neffen und seinen Freunden unterstützt, wendete er sich stracks nach Saint-Fargeau, wo Gottfried Coeur sich in tiefer Sicherheit wähnte: die Burg wurde erstiegen und geplündert, gleichwie das benachbarte Saint-Maurice-sur-l'Averon, Coeur selbst als Gefangener fortgeführt. Von da sich nach Süden wendend, durchzog Chabannes die Auvergne; im Vorbeigehen nahm er Saint-Pourçain, und ohne Hinderniß gelangte er zu dem Herzog von Bourbon. Er kämpfte bei Montlhéry und erlangte, daß dem Friedensschlusse vom 27. Oct. 1465 der Art. 18 beigefügt wurde, der seine vollkommene Restitution verordnete. Diese erfolgte auch in aller Form Rechtens durch eine Reihe von Decreten und Parlamentsbeschlüssen, und was noch auffallender, Chabannes kam alsbald bei dem König in Gunst. Am 23. Febr. 1466 wurde ihm die Würde eines Großmeisters von Frankreich, die noch eben Karl von Melun gehabt, am 19. Oct. 1466 eine jährliche Pension von 9000 Livr. verliehen; am 6. April 1467 erhielt er Bestallung als Lieutenant général der Champagne, »avec pouvoir de remettre tous crimes et délits,« und am 5. Dec. 1472 eine weitere Pension von 3000 Livr. Er wurde in den Staatsrath gezogen, auch bei der Stiftung des St. Michaelordens in denselben aufgenommen; ein Umstand, der den Herzog von Bretagne veranlaßte, die ihm zugesendete Ordenskette zurückzuweisen, mit den Worten: »qu'il ne voulait point tirer au collier avec Chabannes.« Der Herzog schien demnach nicht an des Chabannes Abkunft von den Grafen von Angou-

lême zu glauben. Reichlichen Ersatz für seine Verachtung mußte Anton in der steigenden Vertraulichkeit des Königs finden. Ein eigenes Chiffre wurde ihm angewiesen, um mit dem Monarchen zu correspondiren und zu den delicatesten Angelegenheiten vorzugsweise verwendet zu werden.

Eine solche war insbesondere der Kampf der Lütticher gegen den Herzog von Burgund; der König von Frankreich durfte eben so wenig die Lütticher sinken lassen, als den Herzog von Burgund herausfordern, und beides erreichte Ludwig XI, indem er zu Anfang des J. 1468 den Lüttichern eine starke Hülfsmacht zusendete, diese aber paralysirte, indem er sie unter den Befehl des in alle Geheimnisse des Cabinets eingeweihten Grafen von Dammartin stellte. Als Ludwig XI sich im Herbst 1468 nach Péronne und in die Gewalt des Herzogs von Burgund begab, ließ er an der Grenze ein kleines Heer unter Antons Befehlen zurück. Von Péronne aus richtete Ludwig am 9. Oct. ein Schreiben an den Grafen, worin gesagt, daß er dem Herzog versprochen habe, mit ihm die Lütticher zu überziehen, und Befehl gegeben, die Lehenpferde und die Francs-archers, eine Art von Landwehr, zu entlassen. Von Zwang, von einem Mißbehagen an des Herzogs Benehmen findet sich in dem Schreiben keine Spur; gleichwohl konnte der Graf sich nicht überzeugen, daß der König ernstlich spreche; es schien ihm, als müsse der Befehl, das Volk abzudanken, durch die Umstände erzwungen sein. Darum heißt es in seinem Antwortschreiben, er halte sich überzeugt, daß der König sich nicht in vollkommener Freiheit befinde und wider Willen gegen die Lütticher ausziehen müsse: darum könne er sich nicht entschließen, die Lehenpferde und die Francs-archers zu entlassen; man würde ihrer vielleicht sehr bald bedürfen. Er erhielt darauf einen zweiten Brief, d. d. Namur, 22. Oct., worin der König versichert, daß er willig gegen die Lütticher streite, niemals in größerer Zufriedenheit eine Reise angetreten habe, und daß auch nicht die fernste Veranlassung zu einem Zwist mit dem Herzog von Burgund vorliege. Er erkenne die ausgezeichnete Ergebenheit, die ihm der Graf bei dieser Gelegenheit bezeige; es habe derselbe ihm den größten Dienst, der nur zu erwarten

gewesen, erwiesen: „denn," setzt er hinzu, „des Herzogs von Burgund Leute möchten besorgen, ich wolle sie betrügen, und jene dort (die Franzosen) dürften meinen, ich sei ein Gefangner, daß ich also, bei gegenseitigem Mißtrauen, unglücklich werden könnte." Ludwig XI erklärt sich nicht deutlicher über den großen Dienst, den er von dem Grafen empfangen hat. Fast will es scheinen, daß derselbe vielmehr darin bestand, daß die Truppen entlassen, als zusammengehalten wurden, indem durch des Grafen Verfahren den Burgundern der Argwohn eines Betrugs, den Franzosen der Gedanke an Gefangenschaft benommen wurde; beides konnte aber nur durch die Abdankung, keineswegs durch das Zusammenhalten der Truppen erlangt werden, und es ergibt sich daher die Wahrscheinlichkeit, daß Dammartin vor dem Empfang des zweiten Briefs gehorcht habe. Das letzte Schreiben wurde durch einen königl. Officier überbracht, den ein Burgunder, Nicolaus Boisseau, begleitete. Dem Burgunder sagte der Graf, er wundere sich gewaltig über seines Herren Verfahren, und daß derselbe so treulos handle an einem König, dem er so viele Verbindlichkeiten schuldig sei. Wenn der König nicht nächstens wiederkomme, würde das ganze Reich sich erheben, ihn zu holen. Man würde mit des Herzogs Landen verfahren, wie er mit den Lüttichern verfahren wolle; Frankreich sei nicht arm an wackern Rittern, die ihren Herren wohl zu finden und zu rächen wüßten.

Nach der Verurtheilung Karls von Melun verschenkte der König dessen confiscirte Güter an Chabannes, der sich jedoch aus Mitleiden für die zurückgelassenen minderjährigen Kinder mit den Gütern Saint-Mars und les Tournelles begnügte; diese wollt er als eine Entschädigung für seine von Melun verkauften Mobilien und für die von demselben während eines Zeitraums von vier Jahren gehobenen Einkünfte seiner Güter gelten lassen. Im J. 1469 schickte der König den Grafen nach Guyenne, mit Vollmachten, wie sie wohl schwerlich jemals ein Unterthan gehabt, um den Landfrieden herzustellen, zunächst aber den Grafen von Armagnac zu unterwerfen. Dieser versuchte der Mittel viele, um das drohende Ungewitter abzuwenden oder wenigstens den Marsch des Heeres aufzuhalten; allein Anton ließ sich nicht

irren, rückte vor Lectoure und nahm Besitz von der ganzen Grafschaft, während der seiner Länder entsetzte Fürst Zuflucht in Fuenterabia suchte. Alles bewegliche Eigenthum des Grafen von Armagnac wurde eingezogen und verkauft, mit seinen Beamten ein allgemeiner Wechsel vorgenommen und die Bestrafung derjenigen, die man als seine Mitschuldigen ansehen konnte, verordnet. Die Vertheilung der confiscirten Besitzungen blieb dem König vorbehalten, und wie zu erwarten, erhielt Chabannes von denselben seinen reichlichen Antheil; durch zwei verschiedene Urkunden vom Nov. 1470 wurden ihm die Herrschaften Severac, la Guyole, Cabrespines, Banavant, Montesce, Lepuech und la Care in Rouergue verliehen.

Als der König und der Herzog von Burgund sich am 10. April 1470 zu einem Waffenstillstand auf drei Monate einigten, war Chabannes unter den Bürgen des Königs, und zwar betraf seine Bürgschaft die Grenzen von Amiens, an denen er nachmals als Generallieutenant für Beauvoisis, seit dem 8. Dec. 1470, den Oberbefehl führte. Bei dem Ausbruch des Krieges nahm er Amiens, Montdidier und Roye, und es richtete der wegen dieses Verlustes nicht wenig erzürnte Herzog von Burgund an ihn ein sehr hartes und trotziges Schreiben, welches aber Chabannes in gleichem Ton beantwortete: »Très-haut et puissant Prince,« so beginnt die Antwort, »j'ai vu vos lettres, que vous m'avez écrites, lesquelles je crois avoir été dictées par votre conseil et très grands clercs, qui sont gens pour faire lettres mieux que moi, car je n'ai point vécu du métier de la plume ..... pour vous faire réponse touchant l'article de Conflans, que vous appelez le bien public, et que véritablement doit être appelé le mal public ..... je veux bien que vous entendiez, que si j'eusse été avec le Roy, lorsque commençates le mal public, vous n'en eussiez pas échappé à si bon marché, que vous avez fait, et mêmement à la rencontre de Montlhéry, par vous induement entreprise.« Daß er hierin nicht prahle, bewies Chabannes hinreichend im folgenden Jahre bei der Vertheidigung von Beauvais, von dannen der Herzog von Burgund mit Verlust und Schande abziehen mußte.

Seitdem zumal galt Chabannes als der erste Krieger seiner Zeit, wie sich das besonders aus dem Standpunkt, welchen die Romane des 15. Jahrhunderts dem Grafen von Dampmartin anweisen, ergibt. Peter von Rohan, der Marschalk von Frankreich, erbat sich das Schwert, mit dem sein Freund so rühmliche Thaten verrichtet hatte. „Ich will," ließ Chabannes ihm entbieten, „das Verbot des seligen Königs nicht überschreiten: man soll seinem Freunde nichts Spitziges schenken. Aber ich schicke das Schwert an Bajaumont, und aus dessen Händen soll der Marschall es empfangen." Bajaumont erhielt die Weisung, das Schwert um Six-blancs an einen Bettler zu verkaufen, für das erlöste Geld eine Messe zu Ehren de Monsieur Saint-George lesen zu lassen, sodann das Schwert zurückzukaufen und es dem Marschall von Rohan zuzustellen.

Auch das Glück schien in seiner Gunst für Chabannes unermüdlich; es ließ ihn den Untergang seiner beiden mächtigsten Feinde, des Connétable von St. Paul und des Herzogs von Burgund, erleben, und damit sein Triumph vollständiger werde, übergab Ludwig XI ihm den Befehl des Heeres, das bestimmt, die Eroberung oder vielmehr Verwüstung von Flandern zu vollführen. Er sollte, so lautete sein Auftrag, die Verheerung so weit treiben, daß es dem Lande nimmer möglich werde, davon sich zu erholen. „Denn," schrieb ihm der König, „Ihr seid ebensowohl ein Beamter der Krone wie ich, bin ich König, so seyd Ihr Großmeister." Indessen nährte der König schon geraume Zeit einen Verdacht gegen seinen Großmeister; bereits am 1. Oct. 1476 schrieb er an Saint-Pierre: »Il me semble que vous n'avez qu'à faire une chose, c'est de sçavoir, quelle sureté le duc de Nemours avait baillée au connétable d'estre tel comme lui, pour faire le Duc de Bourgogne régent, et pour me faire mourir, et prendre M. le Dauphin, et avoir l'autorité et gouvernement du royaume, et le faire parler clair sur ce point-ci, et le faire gehenner bien étroit. Le connétable en parle plus clair par son procès, que ne fait Messire Palamedes et si notre chancelier (d'Oriolle) n'eut eu peur qu'il eut découvert son maître, le comte de Dammartin et lui aussi,

il ne l'eut pas fait mourir sans le faire gehenner et sçavoir la vérité de tout.« Dieser Verdacht erwuchs im J. 1480 zu solcher Stärke, daß Ludwig dem Großmeister seine Ordonnanzcompagnie nahm, ihm auch erklärte, daß er beschlossen habe, „ihn nicht weiter zum Kriegsmann zu machen, ungeachtet ich sehr wohl erkenne, daß kein Mann in meinem Reiche den Krieg besser versteht wie Ihr, und daß ich keinem mehr vertrauen könnte, falls mir Wichtiges zustoßen sollte." Ueber solchen Entschluß beklagte sich der Großmeister in den ehrerbietigsten Ausdrücken; er blieb aber bis zu Ende der Regierung Ludwigs XI in Ungnade. Karl VIII hingegen bestätigte ihn am 23. Sept. 1483 in der Würde eines Großmeisters und verlieh ihm am nämlichen Tage die Hauptmannschaft von Harfleur, Montierviller und Château-gaillard.

Als auf dem Reichstage zu Tours, im Januar 1484, Karl von Armagnac sich dem König zu Füßen warf, beredt und wahr die an seinem Hause verübten Greuel erzählte, und hierauf die erbetene Erlaubniß erhielt, die Urheber solcher Greuel gerichtlich zu belangen, da sagte Chabannes laut, in Allem sei dem Grafen von Armagnac ganz recht geschehen, denn er sei an dem König zum Verräther geworden. Der Graf von Comminges und andere Freunde des Hauses Armagnac versetzten, daß der Graf von Dammartin in seinen Hals hinein gelogen habe. Sogleich entflogen die Schwerter der Scheide, und wäre der König nicht zugegen und mit aller Macht bemüht gewesen, diese Zwistigkeit beizulegen, so würde viel Blut vergossen worden sein. Chabannes selbst hatte keinen Antheil an der Ermordung des Grafen von Armagnac, an der Vergiftung der hochschwangern Gräfin, wohl aber sein Neffe Balsac, und wir haben gehört, wie bedeutend sein Antheil an der Beute gewesen. Am 2. Febr. 1486 wurde Chabannes zum Commandanten und Gouverneur von Paris ernannt. Er starb daselbst im 77. Altersjahre, den 25. December 1488, und wurde in der Stiftskirche zu Dammartin beerdigt (er hatte bei derselben sechs Präbenden und eben so viele, laut Urkunde vom Dec. 1483, bei der Kirche zu St. Fargeau gestiftet). Durch Eheberedung vom 20. Sept. 1439 hatte

er sich mit Margaretha von Nanteuil, Gräfin von Dammartin, der einzigen Tochter und Erbin von Reinald von Nanteuil, Herrn von Acy und von Maria von Fayel, Gräfin von Dammartin, Vicomtesse von Fayel, verheurathet, und mit ihr den Sohn Johann, dann drei Töchter erzeugt.

Die Masse von Malcontenten, so der König muthwilliger Weise herangezogen, fand alsbald in seinem Bruder einen Mittelpunkt. »Si fut une journée tenue à Notre-Dame de Paris, où furent tous les scellés envoyés de tous les seigneurs qui voulurent faire alliance avec mondit seigneur le frère du roi, et portoient iceux qui avoient les scellés secrètement, chacun une aiguillette de soie à sa ceinture, à quoi ils connoissoient les uns les autres; et ainsi fut faite cette alliance, et dont le roi ne put oncques rien savoir. Toutefois il y avoit plus de cinq cents, que princes, que chevaliers, que dames et damoiselles, et écuyers, qui étoient tous acertenés de cette alliance, et se faisoit cette emprise sous ombre du bien public, et disoit-on que le roi gouvernoit mal le royaume et qu'il étoit besoin de le réformer.

»En ce temps se mirent sus en armes de tous côtés iceux alliés et autres du royaume de France, et cuidoit le roi que ce fût pour venir à son aide, mais il trouva bien le contraire. Et au regard du comte de Charolois, il avertit le duc son père de l'alliance qu'il avoit faite avec monsieur de Berry, frère du roi, où étoient compris les ducs de Bretagne, de Bourbon et d'Alençon, ensemble le comte du Maine, le comte d'Armagnac, le comte de Dunois et moult d'autres grands personnages; et en ce temps se conduisoit mondit seigneur de Berry par le conseil du duc de Bretagne et par le comte de Dunois, et requirent leurs alliés de toutes parts; et quand le bon duc entendit que son fils étoit allié avec tant de gens-de-bien, il fut content qu'il s'acquittât et qu'il tint promesse aux autres princes, et qu'il fît son armée en ses pays telle qu'il la pourroit avoir.« Jedoch mußte, dafür ihn zu gewinnen, der Herzog von Bourbon, Johann II sich auf die Reise nach Lille begeben, »feignant venir voir son oncle le

duc Philippe de Bourgogne, lequel, entre toutes les maisons du monde, aimoit cette maison de Bourbon. Cedit duc de Bourbon étoit fils de la soeur dudit duc Philippe, laquelle étoit veuve, long-temps avoit, et étoit là avec ledit duc son frère, et plusieurs de ses enfants, comme trois filles et un fils. Toutefois l'occasion de la venue dudit duc de Bourbon étoit pour gagner et conduire ledit duc de Bourgogne de consentir mettre sus une armée en son pays, ce que semblablement feroient tous les princes de France, pour remontrer au roi le mauvais ordre et injustice qu'il faisoit en son royaume, et vouloient être forts pour le contraindre, s'il ne se vouloit ranger. Et fut cette guerre depuis appelée le Bien-public, pource qu'elle s'entreprenoit sous couleur de dire que c'étoit pour le bien public du royaume. Ledit duc Philippe, qui depuis sa mort a été appelé le bon duc Philippe, consentit qu'on mit sus des gens, mais le noeud de cette matière ne lui fut jamais découvert, ni ne s'attendoit point que les choses vinssent jusques à la voie de fait.«

Die Bedenklichkeiten des alten Herzogs zu beseitigen, wird nicht wenig beigetragen haben das zahlreiche Gefolge, mit welchem sein Sohn zu Lille sich eingefunden hatte, 7—800 Ritter und Edelknechte, darunter der Graf von Saint-Pol, Ludwig von Luxemburg mit seinen Söhnen, den Grafen von Marle und Brienne, und dem Herren von Roussy, sein Bruderssohn Jacob von Luxemburg Herr von Fiennes, des Prinzen von Oranien Sohn, der Sire de Château-Guyon u. s. w. Die zahlreiche Begleitung deutet zur Genüge an, daß Karls Entschluß seit längerer Zeit gefaßt, wie denn auch seine Rüstung sehr bald beendigt wurde. Der Graf von Saint-Pol, »principal-conducteur de ses affaires, et le plus grand chef de son armée,« führte beiläufig 300 Gleven und 4000 Schützen. Nicht minder zahlreiche Geschwader befehligten des Herzogs von Cleve Bruder, Adolf von Ravenstein, und Anton der Bastard von Burgund. Außer ihnen standen dem Grafen von Charolais zur Seite als sein General-Lieutenant Johann von Luxemburg Herr von Hautbourdin, des Grafen Walram von Saint-Pol unehelicher Sohn, ein

in den Kriegen der Franzosen und Engländer vielfältig geprüfter Degen, und Wilhelm von Contay, dieser ebenfalls ein tapferer und vorsichtiger Rittersmann. Ueberhaupt zählte das Heer etwan 1400 Gleven, »mal armés et mal adroits, car long-temps avoient été ces seigneurs en paix, et depuis le traité d'Arras avoient peu vu de guerre qui eût duré. Les hommes-d'armes étoient très-forts, bien montés et bien accompagnés, car peu en eussiez vous vu qui n'eussent cinq ou six grands chevaux.« Der Bogenschützen mochten 8—9000 sein, »et quand la monstre fut faite, y eut plus à faire à les renvoyer qu'à les appeler, et furent choisis tous les meilleurs.« Hierzu kamen noch Cranequiniers, Couleuvriniers, Coustilliers, jeder als Zugabe einen bleiernen Hammer führend.

Die ersten Feindseligkeiten verübte Johann von Longueval auf Vaux, Hauptmann bei den Schützen des Bastards von Burgund. Er nahm den 1. Mai Arleux und Crevecoeur. Es wurde das die Losung für mehre Edle der Picardie, sich zu Gunsten von Burgund zu erklären, und im Schrecken um solche Bewegung flüchteten der Graf von Nevers und Joachim Rouault, der Marschalk von Frankreich, die mit einer Besatzung von 4000 Mann das feste Péronne hüten sollten, in Eile auf Noyon und Compiègne, doch in Péronne das adliche Aufgebot der Provinz und 500 francs-archers zurücklassend. Dem Vortrab folgte auf der Ferse die Hauptmacht der Burgunder. Den 15. Mai brach der Graf von Charolais von Quesnoy auf. Zu Honnecourt, an der Schelde, wartete seiner die Artillerie, »dont il avoit foison, car parmi la ville d'Arras avoient passé 236 chars chargés d'artillerie, tant bombardes, mortiers, veuglaires, serpentines et autres traits à poudre, laquelle artillerie avoit été prise au château de Lille; et disoiton que autre grande quantité d'artillerie étoit passée par Cambray, que on avoit prise à Bruxelles et à Namur, et tout vint en l'ost du comte à Honnecourt.« Den 4. Juni hatte der Graf von Charolois kaum vor Bray-sur-Somme sich gezeigt, und es wurden ihm die Stadtschlüssel überreicht. Den 7. wurden Nesle und Roye genommen, und zwei Tage später öffnete Montdidier seine Thore; »et étoient ceux de Montdidier ceux qui plus

aimoient de toutes les terres dessus la rivière de Somme le duc de Bourgogne, et avoient toujours aimé. Environ le 25. juin, après que la ville de Montdidier se fût rendue, le comte de Charolois se partit de Roye et alla mettre le siège devant le châtel de Beaulieu, qui est un fort château, appartenant au seigneur de Nesle, et y avoit un gros village; auquel châtel y avoit plusieurs compagnons de guerre qui, sachant sa venue, boutèrent le feu en la ville, et ardirent le plus beau et meilleur de la ville. Auquel siège y fut environ huit jours, durant lesquels le château fut moult endommagé de canons et autres traits à poudre, et fut tellement battu que ceux de dedans se rendirent, saufs leurs vies, biens et harnais, et se rendit le jour Saint-Jean-Baptiste. Tout au long du chemin ne faisait ledit comte (de Charolais) nulle guerre, ni ne prenoient rien ses gens sans payer. Aussi les villes de la rivière de Somme et toutes autres laissoient entrer ses gens en petit nombre, et leur bailloient ce qu'ils vouloient pour leur argent: et sembloit bien qu'ils écoutassent qui seroit le plus fort, ou le roi ou les seigneurs.« Also Commines. Weiter zogen die Burgunder gen Port-Saint-Maxence, so, samt der Brücke über die Oise, der Commandant, Madrey, gegen ein Stück Geld ihnen überlieferte. »Et à cette cause vinrent et passèrent parmi l'Isle-de-France, qui par les dessusdits fut fort dommagée, nonobstant qu'ils disoient partout où ils passoient, qu'ils venoient pour affranchir le pays de France, et pour le bien public. Et incontinent après le passage fait audit Pont-Saint-Maxence, les Bourguignons eurent la place de Beaulieu, qui longuement avoit été tenue contre iceux Bourguignons par aucuns de la charge et compagnie de Joachim Rouault, qui s'en allèrent par composition, eux et leurs biens saufs. Et lesdits Bourguignons, ainsi venus en ladite Isle-de-France, se répandirent en divers lieux en icelle, et y prirent Dampmartin, Nantouillet, Villemonble, et autres menues places; et puis allèrent à Lagny-sur-Marne, où ils firent plusieurs exploits, comme de ardre et brûler tous les papiers qu'ils trouvèrent sur le fait des aides, et ordonnèrent en la-

dite ville que tout y seroit franc; et si ordonnèrent que le sel qui étoit au grenier dudit lieu pour le roi, fut baillé et distribué à tous ceux qui en voudroient avoir, en payant le droit du marchand seulement. Et le dimanche, dernier jour du mois de Juin, Joachim Rouault, maréchal de France, atout 110 lances, vinrent et arrivèrent en la ville de Paris pour la garde d'icelle, combien qu'il n'en étoit guères de métier, car les habitans d'icelle, qui tous étoient bien unis et loyaux au roi, étoient assez suffisants pour la garde d'icelle ville. Voyant à Paris que les Bourguignons approchoient, fut ordonné et établi en icelle ville de Paris un grand guet à cheval, qui alloit toutes les nuits sur les murs et en ladite ville, depuis l'heure de minuit jusques au jour apparent: pour la conduite duquel guet y avoit capitaines ordonnés par icelle ville par chacune nuit, de gens de façon d'icelle, auquel guet étoient ordinairement de 160 à 200 chevaux, aucunes fois plus et à l'autre fois moins. Et le mardi 2. juillet, maître Jean Balue, évêque d'Evreux, fit le guet de nuit parmi ladite ville, et mena avec lui la compagnie dudit Joachim Rouault avec clairons, trompettes et autres instruments sonnants par les rues et sur les murs, qui n'étoit pas accoutumé de faire à gens faisants guet.

»Le vendredi ensuivant la compagnie ou la plupart des Bourguignons vinrent et arrivèrent à Saint-Denys, eux loger illec. Et ce jour venoient à Paris 30 chevaux de marée, dont les Bourguignons en prirent les 22; les autres 8 chevaux se sauvèrent et vinrent à Paris. Et bientôt après que les Bourguignons eurent été ainsi arrivés audit lieu de Saint-Denys, partie d'eux s'en allèrent devant le pont de Saint-Cloud pour le cuider avoir (ce qu'ils ne purent pour cette fois) et atant s'en retournèrent. Et le dimanche 7. juillet lesdits Bourguignons vinrent voltiger devant Paris, et n'y gagnèrent rien, sinon qu'il n'y en eut aucuns d'eux tués de l'artillerie étant sur les murs d'icelle ville, et puis s'en retournèrent audit lieu de Saint-Denys. Et le lundi ensuivant, 8. juillet, les Bourguignons vinrent derechef devant Paris, et délogèrent

tous dudit Saint-Denys, et en amenèrent avec eux toute leur artillerie. Et par grande cautelle et subtilité envoyèrent, avant qu'ils se montrassent, quatre de leurs hérauts aux portiers de la porte Saint-Denys. Et vinrent lesdits quatre hérauts demander des vivres pour leur ost, et aussi que on leur donnât passage parmi la ville, et dirent que si on ne leur bailloit ledit passage et les vivres, qu'ils entreroient dans la ville au déshonneur et grande confusion d'icelle ville et de ceux dedans. Et ainsi qu'on écoutoit les quatre hérauts, et avant qu'on eût pu avoir loisir de leur rendre aucune réponse, les Bourguignons cuidants prendre à dépourvu les habitants de ladite ville, et mêmement ceux qui gardoient ladite porte de Saint-Denys, vinrent à grande fureur, grosse compagnie et armée passer jusqu'à Saint-Ladre et plus avant, cuidants gagner les barrières qui aux faubourgs devant ladite porte de Saint-Denys avoient été faites, et venir jusques à ladite porte et dedans la ville, en jetant par eux canons, serpentines et autres traits: à quoi leur fut moult asprement et vaillamment resisté par les bourgeois et autres étant illec de par ladite ville, et aussi par les gens dudit Joachim et de lui-même, qui s'y vinrent trouver. Et y eut lors des Bourguignons tués et navrés, et puis s'en retournèrent aux champs sans autre chose faire, et se mirent en bataille devant la ville; et lors il y eut beau heurtibilis de canons, veuglaires, serpentines, coulevrines et autre trait, qui leur fut envoyé de la ville et dont y eut aucuns de tués et navrés. Et durant ladite escarmouche y eut un paillard sergent à verge du Châtelet, nommé Casin Chollet, qui en courant fort échauffé par plusieurs des rues de Paris, crioit à haute voix ces mots: »»Boutez vous tous en vos maisons, et fermez vos huis, car les Bourguignons sont entrés dedans Paris.«« Et à cause de l'effroi qu'il fit, y eut plusieurs femmes grosses qui en accouchèrent avant terme, et d'autres en moururent et perdirent leur entendement.« Ein ernstlicher Angriff erfolgte nicht.

»Toutefois,« fügt Commines hinzu, »monseigneur de Hautbourdin, lequel avoit été nourri à Paris, lorsque la ville n'étoit

point si forte qu'elle est à présent, eut été assez d'opinion qu'on l'eût assaillie. Les gens-d'armes l'eussent bien voulu, tous méprisant le peuple, car jusques à la porte étoient les escarmouches, au désavantage de ceux dedans. Toutefois il est vraisemblable que la ville n'étoit point prenable. Le lendemain au matin se tint conseil, savoir si on iroit audevant du duc de Berry et du duc de Bretagne, qui étoient près, comme disoit le vicechancelier de Bretagne, qui montroit lettres d'eux: mais il les avoit faites sur des blancs, et autre chose n'en savoit. La conclusion fut que l'on passeroit la Seine, combien que plusieurs opinèrent de retourner, puisque les autres avoient failli à leur jour, et qu'avoir passé la Somme et la Marne, c'étoit assez et suffisoit bien, sans passer la Seine, et y mettoient grands doutes aucuns, vu qu'à leur dos n'avoient nulles places pour eux retirer, si besoin en avoient. Fort murmurèrent tous ceux de l'ost sur le comte de Saint-Pol et sur ce vicechancelier: toutefois le comte de Charolois alla passer la rivière et loger au pont Saint-Cloud. Le lendemain dès qu'il fut arrivé, lui vinrent nouvelles d'une dame du royaume qui lui écrivoit de sa main, comme le roi partoit de Bourbonnois, et à grandes journées alloit pour le trouver.

»Le mardi ensuivant ne fut rien fait devant Paris, sinon que le comte de Saint-Pol, qui étoit audit lieu de Saint-Denys avec le seigneur de Charolois, se partit de Saint-Denys avec aucuns Picards et Bourguignons, pour s'en aller au pont Saint-Cloud et pour le prendre et avoir (ce qu'il ne put avoir ce jour). Et le mercredi ensuivant fut menée audit de Saint-Pol certaine quantité d'artillerie comme de 50 à 60 chariots. Et ce même jour aucuns de la compagnie de messire Pierre de Brezé issirent dehors Paris pour aller à leur adventure dessus les Bourguignons, qui ainsi alloient audit Saint-Cloud, desquels Bourguignons en fut par eux tué deux, et en fut pris cinq, dont l'un d'iceux fut fort navré et tellement que tout le devant de son visage lui fut abattu d'un coup d'épée, et lui pendoit le visage à sa peau sur sa poitrine. Et par

iceux Bourguignons fut pris un archer, serviteur de messire Jean Mohier, chevalier de la compagnie dudit de Brezé. Et ledit jour de mercredi, environ six heures de nuit, les Bourguignons baillèrent une escarmouche terrible et merveilleuse au boulevard dudit Saint-Cloud, qui fort épouvanta ceux dedans, qui le tenoient pour le roi; tellement qu'ils prirent composition de rendre ledit pont à l'heure présente, ce qu'ils firent, et s'en revinrent à Paris, eux et leurs bien saufs, et si promirent de livrer et bailler lesdits cinq Bourguignons pris ledit jour.

Jeglicher Zweifel war hiermit beseitigt, das Ufer der Seine verlassend, wendete der Graf von Charolais sich gen Longjumeau, während sein Vortrab, unter dem Grafen von Saint-Pol, Montlhéry, 2 Stunden weiter, besetzte. »Et envoyèrent espies et chevaucheurs aux champs, pour savoir la venue du roi et son chemin. En la présence du comte de Saint-Pol fut choisi lieu et place pour combattre audit Longjumeau: et fut arrêté entr'eux, que le comte de Saint-Pol se retireroit à Longjumeau, au cas que le roi vint, et y étoient les seigneurs de Hautbourdin et de Contay présens.«

Lange durften die Burgunder ihrer Feinde nicht erwarten. In Gewaltmärschen kam der König von Montluçon, wo er noch am 6. Jul. weilte, herangezogen, und mocht er wohl, nachdem seine Vereinigung mit dem Grafen von Maine erreicht, 2200 Geharnischte in seinem Heer zählen, ungerechnet das Aufgebot der Ritterpferde von Dauphiné, dann 40—50 Edelleute aus Savoyen, »gens de bien«. Gleichwohl war er nicht des Willens zu schlagen, ihm hätte genügt, Paris zu erreichen, das vereitelte jedoch Peter von Brezé, der Großseneschalk der Normandie, welchem die Vorhut anbefohlen. »Je les menerai aujourd'hui si près l'un de l'autre,« hat dieser gegen einen Vertrauten geäußert, »qu'il sera bien habile qui les pourra démêler. Et ainsi le fit-il, et le premier homme qui y mourut, ce fut lui et ses gens: et ces paroles m'a contées le roi, car pour lors j'étois avec le comte de Charolois.« Den 16. Jul. vor Tag brach der König von Châtres (Arpajon) auf, kurz vor

Sonnenaufgang befand er sich auf den Höhen von Montlhéry, und es entwickelten sich sofort seine drei Heersäulen: der Vortrab unter Brezé, im Mitteltreffen der König, in der Nachhut der Graf von Maine, mit 7—800 Gleven. »Et disoit-on que ès dites trois batailles y avoit 2200 hommes d'armes portant lances, les mieux en point et les mieux montés que gens d'armes furent oncques; et là étoit la fleur des gens de guerre, qui étoient en grand nombre, combien que plusieurs fussent demeurés derrière, qui étoient mal montés et à pied, pour le grand chemin que le roi fit en hâte. Le roi de France et son ost étant en bataille sur le Montlhéry et voyant au-dessous du mont, en la vallée, en tirant vers Paris, le comte de Charolois et son ost mis en ordonnance, qui les attendoit de pied coi, fut par l'espace de quatre heures ou plus en bataille sans l'assaillir, combien qu'ils fussent à un trait d'arc près l'un de l'autre, durant lequel temps le comte de Charolois faisoit jeter ses engins sur les gens du roi, et en tuèrent plusieurs; mais pour ce que le roi ni les siens ne descendirent, ni firent manière d'assaillir, ains faisoit aussi jeter ses engins à poudre pareillement ès gens du comte, desquels il n'avoit pas tant que le comte, car tous n'étoient pas encore venus (et quand tous eussent été venus qu'il faisoit venir, si n'en avoit-il guères au regard de ceux du comte) durant ce temps, plusieurs des gens du roi commencèrent à touppier (tournoyer) autour de l'ost du comte, comme pour l'environner, ou pour lui donner le soleil en l'oeil. Ce apercevant le comte et ses gens, si prirent les capitaines conseil ensemble, et combien que le comte n'étoit point venu pour combattre le roi, doutant que ceux de Paris ne fussent avertis que le roi étoit illec, et ne vinssent à grosse puissance en son aide, et ne fussent assaillis d'un lez du roi et de l'autre de ceux de Paris, conclurent de marcher avant, et issir de leur fort, et assaillir le roi et sa puissance. Lors commanda le comte de Charolois de marcher avant, et se partirent en deux ailes, l'une vers le bois, l'autre du côté du village, et la bataille au front emprès le charroi, ayant les bois au dos. Et com-

bien que on ne sait bonnement qui premier assaillit des trois batailles, au commencer la bataille fut boutée au village, pour empêcher que les François ne descendissent par le village de Montlhéry.«

So wenig war der Erbe von Burgund gesonnen zu schlagen, daß, nachdem der Graf von Saint-Pol die Annäherung des Feindes melden lassen, er lediglich den Bastard Anton von Burgund mit seinem Geschwader vorgehen ließ, er selbst aber längere Zeit im Zweifel blieb, ob er ein Gleiches zu thun habe. Zuletzt setzte er sich doch in Bewegung, daß er gegen 7 Uhr vor Montlhéry eintraf. »Et déja y avoit cinq ou six enseignes du roi qui étoient arrivées au long d'un grand fossé, qui étoit entre les deux bandes. Encore étoit en l'ost du comte de Charolois le vicechancelier de Bretagne, Romillé, et un vieil homme d'armes, appelé Maderey, qui avoit baillé le Pont-Saint-Maxence: lesquels eurent peur pour le murmure qui étoit entr'eux, voyant qu'on étoit à la bataille, et que les gens de quoi ils s'étoient faits forts, n'y étoient point joints. Si se mirent les dessusdits à la fuite avant qu'on combattît, par le chemin où ils pensoient trouver les Bretons. Ledit comte de Charolois trouva le comte de Saint-Pol à pied, et tous les autres se mettoient à la file comme ils venoient, et trouvames tous les archiers dehoussés, chacun un pal devant soi, et y avoit plusieurs pipes de vin défoncées pour les faire boire: et de ce petit que j'ai vu, ne vis jamais gens qui eussent meilleur vouloir de combattre, qui me sembloit un bien bon signe et grand reconfort. De prime-face fut advisé que tout se mettroit à pied sans nul excepter, et depuis muèrent propos, car presque tous les hommes-d'armes montèrent à cheval. Plusieurs bons chevaliers et écuyers furent ordonnés à demeurer à pied, dont monseigneur des Cordes et son frère étoient du nombre. Messire Philippe de Lalaing s'étoit mis à pied (car entre les Bourguignons lors étoient les plus honorés ceux qui descendoient avec les archiers) et toujours s'y en mettoit grande quantité de gens de bien, afin que le peuple en fut plus assuré et ombattît mieux, et tenoient cela des Anglois.

»Le comte de Charolois,« berichtet Olivier de la Marche, »mit ses batailles en ordre, et là furent faits chevaliers d'une part et d'autre, et en puis parler, car je fus ce jour chevalier. Le seigneur de Clecy, Jehan de Montfort, Hemer Bouton, et pour notre chef le seigneur de Châteauguyon, fils du prince d'Orange et de la soeur du comte d'Armagnaç et plusieurs autres fumes chevaliers à ce premier rencontre.« Es wurde aber, meint Commines, die Zögerung mit dem Ab- und Aufsitzen der Reisigen den Burgundern sehr nachtheilig. »Les gens du roi venoient à la file de la forêt de Torfou, et n'étoient point 400 hommes-d'armes quand nous les vimes, et qui eût marché incontinent, semble à beaucoup qu'il ne se fut point trouvé de résistance, car ceux de derrière n'y pouvoient venir qu'à la file, comme j'ai dit, toutefois toujours croissoit leur nombre. Voyant ceci, vint ce sage chevalier monseigneur de Contay dire à son maître, monseigneur de Charolois, que s'il vouloit gagner cette bataille, il étoit temps qu'il marchât, disant les raisons pourquoi, et si plutôt l'eût fait, déjà les ennemis fussent déconfits, car il les avoit trouvés en petit nombre, lequel croissoit à vue d'oeil, et la vérité étoit telle. Et lors se changea tout l'ordre et tout le conseil, car chacun se mettoit à en dire son advis. Et jà étoit commencée une grosse et forte escarmouche au bout du village de Montlhéry, toute d'archiers d'un côté et d'autre. Ceux de la part du roi conduisoit Poncet de Rivière, et étoient tous archiers d'ordonnance, orfevrisés et bien en point. Ceux du côté des Bourguignons étoient sans ordre et sans commandement, comme volontaires. Si commencèrent les escarmouches, et étoit à pied avec eux monseigneur Philippe de Lalaing et Jacques du Maes, homme bien renommé, depuis grand-écuyer du duc Charles de Bourgogne. Le nombre des Bourguignons étoit le plus grand, et gagnèrent une maison, et prirent deux ou trois huis, et s'en servirent de pavois. Si commencèrent à entrer en la rue et mirent le feu en une maison. Le vent leur servoit, qui poussoit le feu contre ceux du roi, lesquels commencèrent à désemparer et à monter à

cheval et à fuir: et sur ce bruit et cri commença à marcher et à chasser le comte de Charolois, laissant, comme j'ai dit, tout ordre paravant devisé.

»Il avoit été dit que l'on marcheroit à trois fois, pource que la distance des deux batailles étoit longue. Ceux du roi étoient devers le château de Montlhéry, et avoient une grande haie et un fossé au devant d'eux. Outre étoient les champs pleins de bleds et de féves et d'autres grains très-forts, car le territoire y étoit bon. Tous les archiers dudit comte marchoient à pied devant lui, et en mauvais ordre: combien que mon advis est que la souveraine chose du monde pour les batailles sont les archiers, mais qu'ils soient à milliers (car en petit nombre ne valent rien) et que ce soient gens mal montés, à ce qu'ils n'ayent point de regret à perdre leurs chevaux, ou du tout n'en ayent point; et valent mieux pour un jour en cet office ceux qui jamais ne virent rien, que les bien exercés. Et aussi telle opinion tiennent les Anglois, qui sont la fleur des archiers du monde. Il avoit été dit que l'on se reposeroit deux fois en chemin, pour donner haleine aux gens de pied, pource que le chemin étoit long, et les fruits de la terre longs et forts, qui les empêchoient d'aller, toutefois tout le contraire se fit comme si on eût voulu perdre à son escient.

»Le comte marcha tout d'une boutée, sans donner haleine à ses archiers et gens de pied. Ceux du roi passèrent par cette haie par deux bouts, tous hommes d'armes, et comme ils furent si près que de jeter les lances en arrêt, les hommes-d'armes bourguignons rompirent leurs propres archiers et passèrent par-dessus, sans leur donner loisir de tirer un coup de flèche, qui étoit la fleur et espérance de leur armée. Car je ne crois pas que de 1200 hommes-d'armes ou environ, qui y étoient, y en eût 50, qui eussent su coucher une lance en arrêt. Il n'y en avoit pas 400 armés de cuirasses, et si n'avoient pas un seul serviteur armé. Et tout ceci à cause de la longue paix, et qu'en cette maison de Bourgogne ne tenoient nulles gens de solde, pour soulager le peuple des

tailles. Ainsi rompirent eux-mêmes la fleur de leur armée et espérances: toutefois Dieu qui ordonne de tel mystère, voulut que le côté où se trouva le comte (qui étoit à main dextre derrière le château) vainquit, sans trouver nulle défense, et me trouvai ce jour toujours avec lui, ayant moins de crainte que je n'eus jamais en lieu où je me trouvasse depuis, pour la jeunesse en quoi j'étois, et que je n'avois nulle connoissance de péril; mais étois ébahi comme nul s'osoit défendre contre tel prince à qui j'étois, estimant que ce fut le plus grand de tous les autres.«

Während in blinder Hast der Erbe zu Burgund seinen Vortheil auf dem rechten Flügel hinter der Burg, um sie herum, bis eine halbe Stunde weit von Montlhéry verfolgte, stand es ganz anders auf dem linken Flügel. »A la main senestre étoit le seigneur de Ravestein et messire Jacques de Saint-Pol et plusieurs autres à qui il sembloit qu'ils n'avoient pas assez d'hommes-d'armes pour soutenir ce qu'ils avoient devant eux, mais dès lors étoient si approchés qu'il ne falloit plus parler de nouvel ordre. En effet ceux-là furent rompus à plate couture et chassés jusques au charroi, et la plupart fuya jusques en la forêt, qui étoit près de demie lieue. Au charroi se rallièrent quelques gens de pied bourguignons. Les principaux de cette chasse étoient les nobles du Dauphiné et Savoisiens, et beaucoup de gens-d'armes aussi, et s'attendoient d'avoir gagné la bataille, et de ce côté y eut une grande fuite des Bourguignons, et fuyoient la plupart pour gagner le Pont-Saint-Maxence, cuidant qu'il tint encore pour eux. Du côté du comte de Charolois s'enfuirent le tiers de ses gens ou plus, entre lesquels le seigneur d'Aimeries, son premier chambellan, lequel avoit cent lances d'ordonnance, le seigneur de Haplincourt, qui portoit le penon des archiers du comte de Saint-Pol, le seigneur de Rabodanges, et autres sans nombre, tous lesquels s'enfuirent au pont Saint-Cloud, réservé le seigneur de Rabodanges, qui n'alla point plus de deux lieues loin qu'il ne retourna, et avec lui quatre mille combattants, mais ce fut après qu'un hérant lui vint dire que

le comte de Charolois se combattoit encore, et qu'il avoit gagné la bataille. Beaucoup de fuyards demeurèrent en la forêt, et entre autres le comte de Saint-Pol, qui étoit assez bien accompagné, s'y étoit retiré, car le charroi étoit assez près de ladite forêt, et montra bien depuis qu'il ne tenoit pas encore la chose pour perdue. Du côté du roi prit la vilaine fuite le comte du Maine, frère du roi de Sicile, oncle du roi; le seigneur de Montauban, admiral de France, le capitaine des archiers du roi, et autres sans nombre, et jusques au nombre de 800 lances ou plus, qui tous tournèrent vers Estampes, sans nul d'eux retourner d'un côté et d'autre. Tous les chemins étoient couverts de bagues, comme malles, bouges, vaisselles, joyaux, harnois, chevaux, que laissèrent cheoir les fuyants, et nuls d'eux n'avoient loisir de recueillir, de peur qu'ils avoient, car d'un côté et d'autre il sembloit que les ennemis fussent à leurs talons, et si ne les suivoit-on pas. Du côté du roi fut un homme d'état qui s'enfuit jusques à Lusignan sans repaître, et du côté du comte un autre homme de bien jusques au Quesnoy. Ces deux n'avoient garde de se mordre l'un l'autre.

In der tollen Hetze verfiel zu wiederholtenmalen der Erbe von Burgund dringender Gefahr. »Un vieil gentilhomme de Luxembourg, Antoine le Breton, le vint quérir et lui dit que les François s'étoient ralliés sur le champ, et que s'il chassoit plus guères, il se perdroit. Il ne s'arrêta point pour lui, nonobstant qu'il lui dît par deux ou trois fois. Incontinent après arriva monseigneur de Contay, qui lui dit semblables paroles, et si audacieusement qu'il estima sa parole et son sens, et retourna tout court; et crois s'il fût passé outre deux traits d'arc, qu'il eût été pris, comme aucuns autres, qui chassoient devant lui: en passant par le village, trouva une flotte de gens à pied qui fuyoient. Il les chassa, et si n'avoit pas cent chevaux en tout. Il ne se retourna qu'un homme à pied qui lui donna d'un vouge parmi l'estomac, et au soir s'en vit l'enseigne. La plupart des autres se sauvèrent par les jardins, mais celui-là fut tué. Comme

il passoit rasibus du châtel, vimes les archiers de la garde du roi devant la porte, qui ne bougèrent. Il en fut fort ébahi, car il ne cuidoit point qu'il y eût plus ame de défense. Si tourna à côté pour gagner le champ, où lui vinrent courir sus quinze ou seize hommes-d'armes ou environ (une partie des siens s'étoient jà séparés de lui), et d'entrée tuèrent son écuyer tranchant, qui s'appeloit Philippe d'Ognies et portoit un guidon de ses armes: et là ledit comte fut en très-grand danger et eut plusieurs coups, et entre les autres un en la gorge d'une épée, dont l'enseigne lui est demeurée toute sa vie, par défaut de sa bavière qui lui étoit cheue et avoit été mal attachée dès le matin, et lui avois vu cheoir, et lui furent mises les mains dessus, en disant: Monseigneur, rendez-vous, je vous connois bien, ne vous faites pas tuer. Toujours se défendoit, et sur ce débat le fils d'un médecin de Paris, nommé maître Jean Cadet (qui étoit à lui) gros et lourd et fort, monté sur un gros cheval de cette propre taille, donna au travers et les départit. Tous ceux du roi se retirèrent sur le bord d'un fossé, où ils avoient été le matin, car ils avoient crainte d'aucuns qu'ils voyoient marcher qui s'approchoient, et le comte, fort sanglant, se retira à eux comme au milieu du champ, et étoit l'enseigne du bastard de Bourgogne toute dépecée, tellement qu'elle n'avoit pas un pied de longueur, et à l'enseigne des archiers du comte il n'y avoit pas quarante hommes en tout; et nous y joignames (qui n'étoient pas trente) en très-grand doute. Le comte changea incontinent de cheval, et le lui bailla un qui étoit lors son page, nommé Simon de Quingey, qui depuis a été bien connu. Ledit comte se mit par le champ pour rallier ses gens, mais je vis telle demie heure que nous qui étions demeurés là, n'avions l'oeil qu'à fuire, s'il fût marché cent hommes. Il venoit seulement à notre secours des troupes de 10 ou 20 hommes des notres, tant de pied que de cheval: les gens de pied blessés et lassés, tant de l'outrage que leur avions fait le matin, qu'aussi des ennemis, et vis l'heure qu'il n'y avoit pas cent hommes, mais peu à peu en venoit. Les bleds étoient

grands, et la poudre la plus terrible du monde, tout le champ semé de morts et de chevaux, et ne se connoissoit nul homme mort pour la poudre.

»Incontinent vimes saillir du bois le comte de Saint-Pol, qui avoit bien 40 hommes-d'armes avec lui et son enseigne, et marchoit droit à nous, et croissoit de gens, mais ils nous sembloient bien loin. On lui envoya trois ou quatre fois prier qu'il se hâtât, mais il ne se mua point et ne venoit que le pas, et fit prendre à ses gens des lances qui étoient à terre et venoit en ordre, qui donna grand reconfort à nos gens, et se joignirent ensemble avec grand nombre, et vinrent là où nous étions, et nous trouvâmes bien 800 hommes d'armes. De gens de pied peu ou nuls, ce qui garda bien le comte qu'il n'eut la victoire entière, car il y avoit un fossé et une grande haie entre les deux batailles. Lesquelles étant ainsi rangées l'une devant l'autre, se tirèrent plusieurs coups de canon qui tuèrent des gens d'un côté et d'autre. Nul ne désiroit plus de combattre, et étoit notre bande plus grosse que celle du roi: toutefois sa présence étoit grande chose, et la bonne parole qu'il tenoit aux gens-d'armes, et crois véritablement que si n'eût été lui seul, tout s'en fût fui. Aucuns de notre côté désiroient qu'on recommençât, et par espécial monsieur de Hautbourdin, qui disoit qu'il voyoit une file ou flotte de gens qui s'enfuyoient. Qui eût pu trouver archiers en nombre de cent pour tirer au travers de cette haie, tout fût marché de notre côté.

»Etant sur ce propos et sur ces pensées, et sans nulle escarmouche, survint l'entrée de la nuit, et se retira le roi à Corbeil, et nous cuidions qu'il se logeât et passât la nuit au champ. D'aventure se mit le feu en une caque de poudre, là où le roi avoit été, et se prit à aucunes charrettes, et tout du long de la grande haie, et cuidions que ce fussent leurs feux. Le comte de Saint-Pol, qui bien sembloit chef de guerre, et monseigneur de Hautbourdin encore plus, commandèrent qu'on amenât le charroi au propre lieu où nous étions et qu'on nous cloît, et ainsi fut fait. Comme nous étions là en

bataille et ralliés, revinrent beaucoup des gens du roi qui avoient chassé, cuidant que tout fut gagné pour eux, et furent contraints de passer parmi nous. Des gens de nom de ceux du roi moururent messire Geofroi de Saint-Belin, le grand sénéschal de Normandie et Floquet, capitaine. Du parti des Bourguignons moururent Philippe de Lalaing et des gens à pied et menus gens plus que de ceux du roi, mais de gens de cheval en mourut plus du parti du roi. De prisonniers bons les gens du roi en eurent des meilleurs de ceux qui fuyoient. Des deux partis il mourut 2000 hommes du moins, et fut la chose bien combattue, et se trouva des deux côtés des gens de bien, et de bien lâches.

»Quand nous fumes clos de ce charroi, chacun se logea le mieux qu'il put. Nous avions grand nombre de blessés, et la plupart fort découragés et épouvantés, craignant que ceux de Paris, avec 200 hommes-d'armes qu'il y avoit avec eux, et le maréchal Joachim, lieutenant du roi en ladite cité, sortissent et que l'on eût affaire des deux côtés. Comme la nuit fut toute close, on ordonna 50 lances, pour voir où le roi étoit logé. Il y en alla par adventure 20. Il y pouvoit avoir trois jets d'arc de notre camp jusques où nous cuidions le roi. Cependant monseigneur de Charolois but et mangea un peu, et chacun en son endroit; et lui fut adoubée sa plaie qu'il avoit au col. Au lieu où il mangea, il fallut oter quatre ou cinq hommes morts pour lui faire place, et y mit l'on deux botteaux de paille, où il s'assit: et remuant illec, un de ces pauvres gens nuds commença à demander à boire. On lui jeta en la bouche un peu de tisane, de quoi ledit seigneur avoit bu, dont le coeur lui revint et fut connu, et étoit un archier du corps dudit seigneur, fort renommé, appelé Savarot, qui fut pansé et guéri.« Es wurde gerathschlagt, was nun vorzunehmen, die mehrsten, Saint-Pol und Hautbourdin darunter, waren der Ansicht, man müsse mit dem grauenden Tage aufbrechen, um Freundesland, Burgund zu erreichen. »Le dernier qui opina fut monseigneur de Contay qui dit que sitôt que ce bruit seroit en l'ost, tout se mettroit en

fuite, et qu'ils seroient pris devant qu'ils eussent fait vingt lieues, et dit plusieurs raisons bonnes, et que son advis étoit que chacun s'aisât au mieux qu'il pourroit cette nuit, et que le matin à l'aube du jour on assaillît le roi, et qu'il falloit là vivre ou mourir. A l'opinion dudit de Contay conclut monseigneur, et dit que chacun s'en allât reposer deux heures, et que l'on fût prèt quand sa trompette sonneroit, et parla à plusieurs particuliers, pour envoyer reconforter ses gens.

»Environ minuit revinrent ceux qui avoient été dehors, et pouvez penser qu'ils n'étoient point allés loin, et rapportèrent que le roi étoit logé à ces feux qu'ils avoient vus. Incontinent on y envoya d'autres, et une heure après se remettoit chacun en état de combattre; mais la plupart avoit mieux envie de fuire. Comme vint le jour, ceux qu'on avoit mis hors du camp, rencontrèrent un charretier qui étoit à nous et avoit été pris le matin, qui apportoit une cruche de vin du village et leur dit que tout s'en étoit allé. Ils envoyèrent dire ces nouvelles en l'ost, et allèrent jusques là. Ils trouvèrent ce qu'il disoit et le revinrent dire: dont la compagnie eut grand'joie, et y avoit assez de gens qui disoient lors, qu'il falloit aller après, lesquels faisoient bien maigre chere une heure devant. Quand il fut grand jour, tout monta à cheval, et les batailles qui étoient bien éclaircies; toutefois il revenoit beaucoup de gens qui avoient été cachés ès bois. Le comte de Charolois fit venir un cordelier, ordonné de par lui à dire qu'il venoit de l'ost des Bretons, et que ce jour ils devoient être là. Ce qui réconforta assez ceux de l'ost: chacun ne le crut pas, mais tantôt après environ dix heures du matin, arriva le vicechancelier de Bretagne, appelé Romillé, et Madrey avec lui, dont ai parlé ci-dessus, et amenèrent deux archiers de la garde du duc de Bretagne, portant ses hocquetons, ce qui réconforta très-fort la compagnie, et fut enquis et loué de sa fuite (considérant le murmure qui étoit contre lui) et plus encore de son retour, et leur fit chacun bonne chere.«

Den ganzen Tag brachte der Graf von Charolais auf dem Schlachtfeld zu, »fort joyeux, estimant la gloire être sienne.

Ce qui depuis lui a coûté bien cher: car oncques puis il n'usa de conseil d'homme, mais du sien propre: et au lieu qu'il étoit très-inutile pour la guerre paravant ce jour, et n'aimoit nulle chose qui y appartint, mais depuis furent muées et changées ses pensées, car il y a continué jusques à sa mort: et par là fut finie sa vie, et sa maison détruite, et si elle ne l'est du tout, si est-elle bien désolée. Trois grands et sages princes, ses prédécesseurs, l'avoient élevée bien haut, et y a bien peu de rois (sauf celui de France) plus puissans que lui: et pour belles et grosses villes, nul ne l'en passoit. L'on ne doit trop estimer de soi, par espécial un grand prince, mais doit connoître que les grâces et bonnes fortunes viennent de Dieu. Deux choses plus je dirai de lui: l'une est, que je crois que jamais nul homme pût porter plus de travail que lui, en tous endroits où il faut exercer la personne; l'autre, qu'à mon advis je ne connus oncques homme plus hardy. Je ne lui ouï oncques dire qu'il fût las, ni ne lui vis jamais faire semblant d'avoir peur, et si ai été sept années de rang en la guerre avec lui, l'été pour le moins, et en aucunes l'hiver et l'été. Ses pensées et conclusions étoient grandes; mais nul homme ne les savoit mettre à fin, si Dieu n'y eût adjouté de sa puissance.«

Den dritten Tag wurde aufgebrochen und in Montlhéry übernachtet, »dont le peuple en partie s'étoit fui au clocher de l'église, et partie au château. Le comte les fit revenir et ne perdirent pas un denier vaillant, mais payoit chacun son écot, comme s'il eût été en Flandres. Le château tint, et ne fut point assailli.« Den andern Tag wurde der Marsch fortgesetzt bis Etampes, »qui est bon et grand logis, et en bon pays et fertile, afin d'y être plutôt que les Bretons, qui prenoient ce chemin: afin aussi de mettre les gens las et blessés à couvert, et les autres aux champs, et fut cause ce bon logis et le séjour que l'on y fit, de sauver la vie à beaucoup de ses gens.« Zu Etampes trafen auch endlich ein, die längere Zeit zu Châteaudun die Ereignisse abgewartet hatten, der französische Prinz, der Herzog von Bretagne,

Dunois, Andreas von Laval, der Marschall von Loheac, Anton von Bueil Graf von Sancerre, Peter von Amboise-Chaumont und dessen nachmalen so berühmter Sohn Karl. Sie hatten 800 Reisige, »de très-bonne étoffe, dont il y en avoit très-largement de Bretons qui nouvellement avoient laissé les Ordonnances. D'archiers et autres hommes de guerre, armés de bonnes brigandines avoit en très-grand nombre et pouvoient bien être 6000 hommes à cheval, très-bien en point. Et sembloit bien à voir la compagnie, que le duc de Bretagne fût un très-grand seigneur, car toute cette compagnie vivoit sur ses coffres.«

Gleich in den ersten Berathungen ergaben sich Zerwürfnisse, wie sie unter Verbündeten gewöhnlich. Die Bretagner, nach deren Wahn Ludwig XI der Krone verlustig, der Prinz Karl sein Nachfolger, schienen nur bedacht, die Burgunder, als gefährliche Nebenbuhler, nach Haus zu schicken, und eine Aeußerung des Prinzen selbst beunruhigte den Grafen von Charolais nicht wenig. »Avez-vous ouï parler cet homme?« äußerte der Graf gegen seine Vertrauten, »il se trouve ébahi pour 7 ou 800 hommes qu'il voit blessés, allant par la ville, qui ne lui sont rien, ni qu'il ne connoît: il s'ébahiroit bientôt si le cas lui touchoit de quelque chose et seroit homme pour appointer bien légèrement et nous laisser en la fange: et pour les anciennes guerres qui ont été le temps passé entre le roi Charles son père, et le duc de Bourgogne mon père, aisément toutes ces deux parties se convertiroient contre nous, pourquoi est nécessaire de se pourvoir d'amis,« das ist, eine Allianz mit England zu suchen. Auch in anderer Beziehung hatten die Ereignisse eine ungünstige Wendung genommen. Der König, mit einem Gefolge von höchstens hundert Reisigen, befand sich seit dem 12. Juli in Paris, beschäftigt, sein flüchtiges Volk zu sammeln, die Anstalten für die Sicherheit der Hauptstadt zu fördern und ihre träge Bevölkerung zu bewaffnen. »Illec, à son de trompe, allèrent parmi la ville crier alarme et que tôt on allât à l'aide du roi, lequel se combattoit au comte de Charolois; mais oncques, pour cris qu'ils fissent, la commune

ne se bougea, mais Joachim Rouault, maréchal de France, avec environ 500 hommes de guerre, tous à cheval, partirent prestement de Paris et s'en allèrent au pont Saint-Cloud, où ils ne trouvèrent personne des gens du comte de Charolois; car ceux que le comte avoit laissés pour garder le pont, ils l'abandonnèrent et s'enfuirent quand ils virent les seigneurs d'Aimeries, Haplincourt, Inchy et autres sans nombre fuir, et disoient que le comte avoit tout perdu. Le maréchal entra dedans la ville, et tous les fuyants qui depuis y vinrent, détint prisonniers, dont il y eut grand nombre, et les mena à Paris. Les seigneurs d'Aimeries, Inchy et autres qui étoient passés parmi le pont Saint-Cloud, fuirent jusqu'au Pont-Saint-Maxence, cuidants passer la rivière d'Oise, mais ils ne purent pour le seigneur de Mouy, capitaine de Compiègne, et plusieurs gens de guerre des garnisons de Corbie, Senlis, Clermont, Crespy et autres places, lesquelles avoient jà ouï nouvelles de la bataille et cuidoient que le comte de Charolois eût tout perdu, et que le roi eût eu la victoire; pourquoi ils s'étoient assemblés et étoient allés mettre le siége au Pont-Saint-Maxence, du côté vers Montdidier; et livrèrent un assaut au pont, par lequel assaut ceux dedans se rendirent, sauf leurs biens. Là furent pris le seigneur d'Aimeries et moult d'autres; le seigneur de Haplincourt fut pris entour Paris et mené à Paris. Pour bref dire, oncques nul homme de nom de ceux qui s'enfuyoient, n'échappèrent, qu'ils ne fussent pris, ou morts, ou noyés, et en fit-on à Paris plusieurs noyer.« Auch der Graf von Charny hatte Unglück gehabt, »lequel s'étoit parti de Bourgogne, avec lui 50 lances ou environ, pour venir avec le comte de Charolois, et non voulant aller ni soit mettre sous le maréchal de Bourgogne, lequel conduisoit et étoit chef de l'armée de Bourgogne, fut rencontré d'aucuns des gens du roi, et par force fut rué jus et pris prisonnier, et le remanant de ses gens, qui ne furent ni pris ni morts, se sauvèrent; et depuis fut le comte de Charny mis à rançon, à 20,000 couronnes d'or. Le comte avoit épousé la fille bastarde du duc de Bourgogne; il avoit été en son

temps vaillant chevalier, et fait plusieurs armes, mais il étoit ancien, et avoit environ 68 ans ou plus.«

Der Aufenthalt zu Etampes beschränkte sich auf einige Tage, dann wurde eine Seitenbewegung gegen Saint-Mathurin de l'Archant und Moret, in dessen Nähe der Loing sich in die Seine ergießt, vorgenommen. »Monseigneur Charles et les Bretons demeurèrent en ces deux petites villes, et le comte de Charolois s'en alla loger en une grande prairie, sur le bord de la rivière de Seine (bei Moret), et avoit fait crier que chacun portât crochets pour attacher ses chevaux. Il faisoit mener sept ou huit petits bateaux sur charroi et plusieurs pipes par pièces, en intention de faire un pont sur la Seine, pour ce que ces seigneurs n'y avoient point de passage. Monseigneur de Dunois l'accompagna, lui étant en une litière (car pour la goutte qu'il avoit, il ne pouvoit monter à cheval) et portoit l'on son enseigne après lui. Dès qu'ils vinrent à la rivière, ils y firent mettre de ces bateaux qu'ils avoient apportés, et gagnèrent une petite isle qui étoit comme au milieu, et descendirent des archiers qui escarmouchèrent avec quelques gens de cheval qui défendoient le passage de l'autre part, et y étoient le maréchal Joachim et Salazar. Le lieu étoit très-désavantageux pour eux; parce qu'il étoit fort haut et en pays de vignoble, et du côté des Bourguignons y avoit largement artillerie, conduite par un canonnier fort renommé, qui avoit nom maître Gerauld, lequel avoit été pris en cette bataille de Montlhéry, étant lors du parti du roi. Fin de compte il fallut que les dessusdits abandonnassent le passage et se retirèrent à Paris. Ce soir fut fait un pont jusques en cette isle, et incontinent fit le comte de Charolois tendre un pavillon, et coucha la nuit dedans, et 50 hommes-d'armes de sa maison. A l'aube du jour furent mis grand nombre de tonneliers en besogne, à faire pipes de mérain qui avoit été apporté, et avant qu'il fut midi, le pont fut dressé jusques à l'autre part de la rivière, et incontinent passa ledit seigneur de Charolois de l'autre côté et y fit tendre ses pavillons dont il y avoit grand nombre, et fit passer tout son ost et toute

son artillerie pardessus le pont et se logea en un coteau pendant devers la rivière, et y faisoit très-beau voir son ost pour ceux qui étoient encore derrière.

»Tout ce jour ne purent passer que ses gens. Le lendemain à l'aube du jour passèrent les ducs de Berry et de Bretagne, et tout leur ost, qui trouvèrent ce pont très-beau et fait en grande diligence. Si passèrent un peu outre et se logèrent sur le haut pareillement. Incontinent que la nuit fut venue, nous commençames à apercevoir grand nombre de feux bien loin de nous, autant que la vue pouvoit porter. Aucuns cuidoient que ce fut le roi, toutefois, avant qu'il fut minuit, on fut adverti que c'étoit le duc Jehan de Calabre, seul fils du roi René de Sicile, et avec lui bien 900 hommes-d'armes,« theils Lothringer, mehrentheils aber Burgunder aus dem Herzogthum und der Grafschaft. »Bien fut accompagné de gens de cheval, mais de gens de pied peu. Pour ce petit de gens qu'avoit ledit duc, je ne vis jamais si belle compagnie, ni qui semblassent mieux hommes exercés au fait de la guerre. Il pouvoit bien avoir six-vingts hommes-d'armes bardés, tous Italiens ou autres, nourris en ces guerres d'Italie, entre lesquels étoit Jacques Galiot (Galeotto), le comte de Campobasso, le seigneur de Baudricourt, pour le présent gouverneur de Bourgogne, et autres; et étoient ses hommes-d'armes fort adroits, et pour dire vérité, presque la fleur de notre ost; il avoit 400 cranequiniers, que lui avoit prêté le Comte-Palatin (1) gens fort bien montés et qui sembloient bien être gens de guerre, et avoit 500 Suisses à pied, qui furent les premiers

---

(1) Vermöge des unlängst mit Kurfürst Friedrich dem Streitbaren erneuerten Bündnisses. »Cranequin,« erklärt Lenglet du Fresnoy, »est un pied de biche, duquel on bande une arbaléte, et sont appelés Cranequiniers ceux qui usoient d'arbalétes à tels bandages, qui étoient proprement arbalétriers à cheval.« Johannes Müller übersetzt Cranequiniers einmal mit Hallparteniere, ein andermal hält er sie für Artilleristen. Ich bin nicht ungeneigt anzunehmen, daß der alte Namen beibehalten wurde, als man den Leuten statt der Armbrust die Feuerwaffe gab, und daß der streitbare Pfalzgraf vornehmlich den reitenden leicht beweglichen Hackenschützen seine Erfolge verdankte.

qu'on vit en ce royaume ([1]) et ont donné le bruit à ceux qui sont venus depuis, car ils se gouvernèrent très-vaillamment en tous les lieux où ils se trouvèrent. Cette compagnie que vous dis, s'approcha le matin, et passa ce jour pardessus notre pont.« Also Commines, dem doch Oliv. de la Marche theilweise widerspricht:

»Si reviendrons à parler en celui temps des Bourguignons, que menoit et conduisoit le maréchal de Bourgogne, messire Thibaut de Neufchâtel seigneur de Blamont. Il avoit avec lui son frère, le seigneur de Montagu, le marquis de Rotelin, les deux frères de Toulongeon, messire Claude et messire Tristan, lesquels étoient bien accompagnés. Aussi avoit-il le seigneur d'Epiry, le seigneur de Rye, le seigneur de Soye et les enfans de Vaudrey que conduisoit Philippe de Vaudrey, gruyer de Bourgogne. Il avoit Guiot Dusie et plusieurs autres bons personnages, et d'autre part se joignit avec eux le duc Jehan de Calabre, un moult noble prince; et certes quand les Bourguignons et les Lorrains furent assemblés ensemble, c'étoit une moult belle armée et puissante d'hommes d'armes; et au milieu de la Beauce leur vinrent nouvelles que le roi de France avoit gagné cette bataille de Montlhéry et que le comte de Charolois étoit ou mort ou pris, dont de plein saut la compagnie fut moult effrayée. Mais ce noble prince de Calabre reconfortoit toute la compagnie et disoit qu'il ne croyoit point que cette noblesse et puissance fut déconfite pour un jour, et pria qu'on eût patience d'ouïr les secondes nouvelles, et que les premières nouvelles de la guerre ne sont jamais sûres ni vraies, et que quand il seroit vrai de la déconfiture, il s'offrit en sa personne de demeurer avec les Bourguignons et conseilloit d'eux tirer devers le bon duc Philippe, pour prendre vengeance de ce grand méchef à lui avenu, et se montroit le duc de Calabre vrai et loyal prince en cette partie; et combien qu'il y eut des piques et des

(1) Es ist demnach eine Aufschneiderei von Joh. Müller, daß an dem Tage bei Montlhéry die schweizerische Ordonnanz geleuchtet habe.

partialités entre lui et le maréchal de Bourgogne, toutefois il mit tout arrière dos, et besognoit de conseil et d'aide avec ledit maréchal familièrement, et le maréchal avec lui; et en devisant de ces matières et regardant qu'il étoit de faire, il vint un certain messager qui lui certifia sur sa vie que le comte de Charolois avoit obtenu la journée et gagné la bataille. Si fut ce grand deuil mis en toute joie, et marchèrent pour venir devers le comte, et étoient tous en escadres, qui étoit moult belle chose à voir. Quand les ducs de Berry et de Bretagne surent la venue des Bourguignons et du duc de Calabre leur cousin, ils partirent de Moret en Gâtinois pour aller audevant, et d'autre part se partit le comte de Charolois et se joignit avec monseigneur de Berry pour aller audevant du duc Jehan de Calabre. Et pouvez croire qu'ils se firent grand honneur et grande fête à l'assembler, et pendant ce temps le comte de Charolois fit tendre ses tentes et ses pavillons sur la rivière de Seine, et sembloit que ce fut Raimondin qui eut fait une nouvelle ville. Là tinrent les seigneurs un conseil comment ils soutiendroient la bataille, si les seigneurs de France revenoient encore une fois. Mais monsieur de Beuil, qui moult savoit de la guerre, affirmoit toujours qu'ils ne reviendroient plus à la bataille, et que le roi de France en avoit assez pour cette fois; et fut conclusion de tirer à Saint-Martin-de-Larchamp, et que là se prendroient conclusions de ce qu'il seroit de faire, et fut cette grosse armée séparée pour celle fois. Le duc de Calabre, le comte de Charolois et le comte de Saint-Pol demeurèrent à Saint-Mathurin. Les ducs de Berry et de Bretagne et grande partie de la seigneurie se logèrent à Nemours, et le seigneur de Hautbourdin se logea en une ville qu'il avoit gagnée.« —

»Le tout ensemble s'étoit joint pour venir plus assurément avec monseigneur de Calabre, lequel sembloit aussi bien prince et grand chef de guerre comme nul autre que visse en la compagnie, et s'engendra grande amitié entre lui et le comte de Charolois. Quand toute cette compagnie fut passée, que l'on estimoit cent mille chevaux tant bons que mauvais,

ce que je crois, se délibérèrent les seigneurs de partir pour tirer devant Paris, et mirent toutes leurs avant-gardes ensemble. Pour les Bourguignons, les conduisoit le comte de Saint-Pol. Pour les ducs de Berry et de Bretagne Oudet de Rye (d'Aydie) et le maréchal de Loheac, comme il me semble, et ainsi s'acheminèrent,« auf dem rechten Ufer der Seine, Stromabwärts. »Le comte de Charolois et le duc de Calabre prenoient grande peine de commander et de faire tenir ordre à leurs batailles, et chevauchèrent bien armés, et sembloit bien qu'ils eussent bon vouloir de faire leurs offices. Les ducs de Berry et de Bretagne chevauchoient sur petites haquenées à leur aise, armés de petites brigandines fort légères, pour le plus encore disoient aucuns qu'il n'y avoit que petits clous dorés pardessus le satin, afin de moins leur peser, toutefois je ne le sais pas de vrai. Ainsi chevauchèrent toutes ces compagnies jusques au pont de Charenton près Paris, à deux petites lieues, et le 19. août, lundi, les Bretons et Bourguignons et autres de leur compagnie vinrent devant le pont de Charenton, auquel lieu ils assirent plusieurs pièces d'artillerie et d'icelles tirèrent aucuns coups contre la tour dudit pont. Et incontinent ce fait, ceux qui avoient la garde dudit pont, l'abandonnèrent et s'en vinrent à Paris; parquoi, et qu'ils n'eurent nulle résistance, passèrent incontinent pardessus ledit pont avec leur artillerie. Et ce même jour, environ vèpres, iceux Bretons et Bourguignons vinrent voltiger par-devant Paris, et celle nuit aucuns d'eux s'allèrent loger dedans le parc du bois de Vincennes, environ de 3 — 4000 hommes.« Vom 24. Aug. an bezogen die Fürsten die ihnen zugetheilten Quartiere. Der Graf von Charolais nahm seinen Aufenthalt in dem ihm zuständigen Schloß Conflans; »le comte et ceux de sa compagnie furent logés à Conflans, c'est à savoir le comte, pour son corps au château, le comte de Saint-Pol et l'avant-garde entre Paris et Conflans, le bastard de Bourgogne et l'arrière-garde entre Conflans et le pont de Charenton, et ferma ledit comte un grand pays de son charroi et de son artillerie, et avec lui se logea le duc de Calabre. A

Saint-Maur-des-fossés et à Beauté et autour du bois de Vincennes avec leurs armées furent logés les ducs de Berry et de Bretagne, et tout le demeurant envoyèrent loger à Saint-Denys. Les gens du comte d'Armagnac et du duc de Nemours demeurèrent en Brie, lesquels on estimoit à 5 ou 6000 combattants.

»Et tous les jours se faisoient de grandes escarmouches devant Paris, du côté de la porte Saint-Antoine. Le roi de France avoit assemblé à Paris grosse armée et grands gens-d'armes, et les étoit allé quérir jusques en Normandie, et par une noire nuit envoya les francs-archers normands faire un tranchis garni d'artillerie, tellement qu'il battoit du long de la rivière et du travers, et se pouvoit on tenir à grande peine à Conflans. Mais le duc de Calabre et le comte de Charolois visitèrent en leur personne ledit tranchis, et prestement firent apporter grandes cuves à vendanger (car légèrement pouvoit-on recouvrer desdites cuves, pource que grands vignobles sont en ce quartier); et de ce firent gros boulevards, garnis de bonne artillerie, et tellement battoient du travers de la rivière, que les Normands qui étoient ès tranchis n'osoient lever la tête: et firent iceux princes faire un pont sur la rivière (zum linken Ufer führend), par lequel les Bourguignons passoient, et tous les jours y avoit grande escarmouche de là l'eau; et quand François se venoient montrer, le duc de Calabre avoit une petite compagnie de Suisses qui prestement passoient l'eau, et ne doutoient point les gens de cheval, car ils étoient communément trois Suisses ensemble, un piquenaire, un coulevrinier et un arbalétrier, et étoient si duits de ce métier, qu'ils secouroient l'un l'autre au besoin; et se bouta avec eux un archier du corps du comte de Charolois, nommé Savarot, qui se montra moult bien avec lesdits Suisses.

»La tranchée que les gens du roi avoient faite, étoit fort longue, tirant vers Paris, et toujours la tiroient avant, et jetoient la terre de notre côté, pour soi taudir de l'artillerie, car tous étoient cachés dedans le fossé, ni nul n'eut osé montrer la tête. Ils étoient en lieu uni comme la main et

en belle prairie. Je n'ai jamais tant vu tirer pour si peu de jours, car de notre côté on s'attendoit de les chasser de là à force d'artillerie. Ainsi se passa trois ou quatre jours. La crainte fut plus grande que la perte des deux côtés, car il ne se perdit nul homme de nom. Quand ces seigneurs virent que ceux du roi ne s'émouvoient point, il leur sembla honte et péril et que ce seroit donner coeur à ceux de Paris. Car le roi y vint en très-grande compagnie et mit bien deux mille hommes-d'armes en la ville: tous les nobles de Normandie, grande force de francs-archers, les gens de sa maison, pensionnaires et autres gens de bien qui se trouvent avec tel roi en semblables affaires. Pour remédier à cela, il fut conclu en conseil que l'on feroit un très-grand pont sur grands bateaux: et couperoit-on l'étroit du bateau et ne s'asseyeroit le bois que sur le large, et au dernier couplet y auroit de grandes ancres pour jeter en terre. Avec cela furent amenés plusieurs grands bateaux de Seine, qui eussent pû aider à passer la rivière et assaillir les gens du roi. A maître Girauld, canonnier, fut donnée la charge de cet ouvrage, auquel il sembloit que pour les Bourguignons étoit grand avantage de ce que les autres avoient jeté les terres de notre côté, pource que quand ils seroient outre la rivière, ceux du roi trouveroient leur tranchée beaucoup au-dessous des assaillans, et qu'ils n'oseroient saillir dudit fossé, pour crainte de l'artillerie.

»Ces raisons donnèrent grand coeur aux notres de passer, et fut le pont achevé, amené et dressé, sauf le dernier couplet, qui tournoit de côté, prêt à dresser, et tous les bateaux amenés. Dès qu'il fut dressé, vint un officier d'armes du roi dire que c'étoit contre la trêve, pource que ce jour et le jour précédent y avoit eu trêve, et venoit pour voir ce que c'étoit. A l'aventure il trouva M. de Bueil et plusieurs autres sur ledit pont, à qui il parla. Ce soir passoit la trêve. Il y pouvoit bien passer trois hommes-d'armes, la lance sur la cuisse, de front; et y pouvoit bien avoir six grands bateaux, que chacun eût bien passé mille hommes à la fois, et plusieurs

petits: et fut accoustrée l'artillerie pour les services à ce passage. Si furent faites les bandes et les rôles de ceux qui devoient passer, et en étoient chefs le comte de Saint-Pol et le seigneur de Hautbourdin.

»Dès que minuit fut passé, commencèrent à s'armer ceux qui en étoient, et avant jour furent armés, et oyoient les aucuns messe en attendant le jour, et faisoient ce que bons chrétiens font en tel cas. Cette nuit je me trouvai en une grande tente qui étoit au milieu de l'ost, où l'on faisoit le guet, et s'attendoit l'heure de voir cet ébat. Soudainement nous ouïmes ceux qui étoient en ces tranchées, qui commencèrent à crier à haute voix: Adieu, voisins, adieu, et incontinent mirent le feu en leurs logis et retirèrent leur artillerie. Le jour commença à venir. Les ordonnés à cette entreprise étoient jà sur la rivière, au moins partie, et virent les autres jà bien loin, qui se retiroient à Paris. Ainsi donc chacun s'alla désarmer, très-joyeux de ce département. Et à la vérité ce que le roi avoit mis de gens, ce n'étoit que pour battre notre ost d'artillerie, et non pas en intention de combattre, car il ne vouloit rien mettre en hasard, mais son intention étoit de traiter paix et départir la compagnie, sans mettre son état en péril de chose si incertaine qu'une bataille.

»La trêve ne duroit jamais guères qu'un jour ou deux. Aux autres jours se faisoit la guerre tant aspre qu'il étoit possible, et continuoient les escarmouches depuis le matin jusqu'au soir. Je ne vis jamais une seule journée qu'il n'y eût escarmouche. Un jour fut entrepris à Paris de nous venir combattre, et crois que le roi n'en délibéra rien, mais les capitaines, et de nous assaillir de trois côtés. Les uns devers Paris, qui devoit être la grande compagnie. Une autre bande devers le pont de Charenton, et ceux-là n'eussent guères su nuire, et 200 hommes-d'armes qui devoient venir par devers le Bois-de-Vincennes. De cette conclusion fut averti l'ost, environ la minuit, par un page qui vint crier de l'autre part de la rivière, que aucuns bons amis des seigneurs les advertissoient de l'entreprise et en nomma aucuns, et incon-

tinent s'en alla. Sur la fine pointe du jour vint messire Poncet de Rivière devant le pont de Charenton, et M. du Lau d'autre part devers le Bois-de-Vincennes jusques à notre artillerie, et tuèrent un canonnier. L'alarme fut fort grande, cuidant que ce fût ce dont le page avoit adverti la nuit. Tost fut armé monseigneur de Charolois, mais encore plutost Jean duc de Calabre: car à toutes alarmes c'étoit le prémier homme armé, et de toutes pièces, et son cheval toujours bardé. Il portoit un habillement que ces conducteurs portent en Italie, et sembloit bien prince et chef de guerre, et tiroit toujours droit aux barrières de notre ost, pour garder les gens de saillir, et y avoit d'obéissance autant que monseigneur de Charolois, et lui obéissoit tout l'ost de meilleur coeur; car à la vérité il étoit digne d'être honoré.

»En un moment tout l'ost fut en armes, et à pied, au long des chariots par le dedans, sauf quelques deux cents chevaux qui étoient dehors au guet, et excepté ce jour, je ne connus jamais que l'on eût espérance de combattre, mais cette fois chacun s'y attendoit. Et sur ce bruit arrivèrent les ducs de Berry et de Bretagne, que jamais je ne vis armé que ce jour. Le duc de Berry étoit armé de toutes pièces. Ils avoient peu de gens, ainsi ils passèrent par le camp, et se mirent un peu au dehors pour trouver messeigneurs de Charolois et de Calabre, et là parloient ensemble. Les chevaucheurs qui étoient renforcés, allèrent plus près de Paris, et virent plusieurs chevaucheurs qui venoient pour savoir ce bruit en l'ost. Notre artillerie avoit fort tiré, quand ceux de M. du Lau s'en étoient approchés si près. Le roi avoit bonne artillerie sur la muraille de Paris, qui tira plusieurs coups jusques à notre ost, qui est grande chose (car il y a deux lieues?); mais je crois bien qu'on avoit levé le nez bien haut aux bâtons. Ce bruit d'artillerie faisoit croire de tous les deux côtés quelque grande entreprise. Le temps étoit fort obscur et trouble, et nos chevaucheurs qui s'étoient approchés de Paris, voyoient plusieurs chevaucheurs, et bien loin outre devant eux voyoient grande quantité de lances de-

bout, ce leur sembloit, et jugeoient que c'étoient toutes les batailles du roi, qui étoient aux champs, et tout le peuple de Paris, et cette imagination leur donnoit l'obscurité du temps.

»Ils se reculèrent droit derrière ces seigneurs qui étoient hors de notre camp, et leur signifièrent ces nouvelles et les assurèrent de la bataille. Les chevaucheurs saillis de Paris s'approchoient toujours, pource qu'ils voyoient reculer les notres, qui encore les faisoit mieux croire. Lors vint le duc de Calabre là où étoit l'étendard du comte de Charolois et la plupart des gens de bien de sa maison, pour l'accompagner, et sa bannière prête à déployer, et le guidon de ses armes, qui étoit l'usance de cette maison, et là nous dit à tous ledit duc Jehan: »»Or ça nous sommes à ce que nous avons tous désiré: voilà le roi et tout ce peuple sailli de la ville et marchent, comme disent nos chevaucheurs; et pour ce, que chacun ait bon vouloir et coeur. Tout ainsi qu'ils saillent de Paris nous les aunerons à l'aune de la ville, qui est la grande aune«« (1). Ainsi alla reconfortant la compagnie. Nos chevaucheurs avoient un petit repris de coeur, voyant que les autres chevaucheurs étoient foibles, se rapprochèrent de la ville, et trouvèrent encore ces batailles au lieu où ils les avoient laissées, qui leur donna nouveau pensement. Ils s'en approchèrent le plus qu'ils purent, mais étant le jour un peu haussé et éclairci, ils trouvèrent que c'étoient grands chardons. Ils furent jusques auprès des portes, et ne trouvèrent rien dehors: incontinent le mandèrent à ces seigneurs, qui s'en allèrent ouïr messe et dîner, et en furent honteux ceux qui avoient dit ces nouvelles, mais le temps les excusa, avec ce que le page avoit dit la nuit de devant.«

Was vollends das lächerliche Abenteuer in Vergessenheit brachte, war eine nicht unbedeutende Verstärkung, so Philipp von Saveuse dem Heer der Fürsten zuführte. Der, »ancien chevalier de soixante-douze ans ou plus,« hatte in der allgemeinen Muthlosigkeit, so eine Folge der falschen Nachricht von

(1) Die alte Pariser Elle ist ungemein groß.

dem Verlust der Schlacht bei Montlhéry, durch seine Festigkeit die Landschaft Artois vor dem Einfall der Feinde bewahrt. »Et environ vingt archiers avec lui voulut entrer dedans Bapaume, laquelle entrée ceux de la ville lui refusèrent, et sembloit que aucuns de la ville ne fussent pas léals au duc de Bourgogne, leur seigneur. Quand il vit ceci, dit à ceux de la ville que, s'il n'y entroit pas par beau, il y entreroit par force; ce voyant, ceux de la ville le laissèrent entrer ens à petite compagnie. Il fut moult ébahi du refus, et à la vérité c'étoit chose pour ébahir, car ils étoient nuement tenus de la comté d'Artois et au duc de Bourgogne, et sembloit que si la chose fût allée comme on disoit, qu'ils se fussent tournés avec le comte de Nevers, duquel comte un de ses archiers étoit mayeur de la ville. Le seigneur de Saveuse y coucha la nuit, et le lendemain, 20. juillet environ midi se partit et alla à Arras, et logea en la cité, en sa maison. Illec manda prestement ceux de la ville d'Arras, auxquels il rémontra comme il étoit de nécessité de mettre gens sus pour garder les pays du duc, pour aller conforter et requérir leur prince, le comte de Charolois, si métier étoit. Et étois présent moi qui ai mis ces choses par écrit, quand il réquit qu'on lui voulût prêter dix-mille écus, en soi obligeant à rente viagère ou héritière, ou qu'on voulût acheter pour dix-mille écus des meilleurs héritages qu'il eût ni lui ni sa femme, au rachat d'un an; et que cet argent étoït pour employer à mettre gens de guerre sus, avec tout ce qu'il avoit d'argent, de vaisselles et de bagues; que tout vouloit emplòyer avec son corps pour secourir et aider le comte de Charolois et servir son prince; lequel argent il ne put recouvrer. Toutefois autant d'argent qu'il avoit ni qu'il put emprunter, il employa à mettre gens-d'armes sus; et manda par toutes les villes du duc, dont il étoit seigneur, car il tenoit bien huit-mille florins de rente ou plus, à tous ceux qui s'étoient accoutumés d'armer avec lui, et aux gens de guerre, que prestement vinssent en armes devers lui; et à ceux qui n'avoient de quoi leur armer, leur faisoit bailler jacques, arcs, trousset et chevaux, ou trouvoit

manière qu'ils étoient habillés; et à ce faire s'y employoit diligemment la dame de Saveuse, sa femme, pour complaire à son mari. Et tant fit de lui-même que, ains qu'il fut quinze jours, assembla de trois à quatre cents compagnons de guerre bien en point, tant à pied que à cheval. Ce tems pendant, le duc de Bourgogne envoya audit seigneur de Saveuse un mandement par lequel il le commettoit capitaine-général d'Artois, et manda aux bonnes villes, châtellenies d'Artois et de Lille, qu'on mît sus des gens de guerre au plus grand nombre que on pourroit, et allassent devers le seigneur de Saveuse. Lesquels y envoyèrent tellement qu'ils se trouvèrent en dedans quinze jours devers le seigneur de Saveuse deux-mille combattans et plus de pied; le seigneur de Roubais, riche de dix-mille florins de rente ou plus, grand terrien; Jehan de Montmorency, chevalier, seigneur de Neveles en Flandres, riche et grand terrien; le seigneur de Beaufremont, chevalier.«

Also gestärkt, nachdem er sich vollends der Städte Bapaume, Montdidier und Bray-sur-Somme versichert, trat Saveuse an der Spitze von 120 Lanzen und 1500 Schützen den Marsch zur Seine an, mit sich führend eine schwere Geldsumme (120,000 Schilde), so der Herzog von Burgund dem Sohne zuschickte. Zu Montdidier hat der von Hautbourdin mit seinen Reisigen sich eingefunden, dem Geldtransport zu mehrer Sicherheit. »Et leur fut nécessité d'être bien accompagnés de gens-d'armes, car plusieurs garnisons des gens du roi s'assemblèrent et firent plusieurs embûches pour les ruer jus et prendre lesdites finances; desquelles embûches le seigneur de Saveuse en fut adverti. Si se tinrent lui et ses gens toujours en bonne ordonnance, jusques à tant qu'ils vinrent à Conflans devers le comte de Charolois. Quand le seigneur de Saveuse approcha de Conflans, si tira de ses gens, sans plus, d'une part avec lui, et se mit en bataille et belle ordonnance, et vint où le comte de Charolois étoit. Lequel il faisoit beau voir, car, combien qu'il eût soixante-douze ans, si étoit-il monté et habillé comme si ne eût que quarante ans, et avoit quatre ou cinq pages après

lui, atout riches salades, leurs chevaux et le sien chargés d'orfévreries, semés de croix de Saint-Andrieu. Le comte de Charolois le vit en cet état moult volontiers, et lui fit grande chère, et dit-on que, en lui faisant le bien-veignant, il lui dit: »»Seigneur de Saveuse, soyez le très-bien venu; je voudrois que eussiez été avec moi au Mont-le-Héry, et m'eût coûté quarante mille écus d'or.«

In Kurzem wurde die Freude noch erhöhet durch die Nachricht von der Einnahme von Péronne und der Gefangenschaft des Grafen von Nevers. »Le 3. octobre 1465 un gentilhomme, natif de Bourgogne, nommé Arcquembaut, lequel un mois paravant avoit été plusieurs fois à Péronne, devers le comte de Nevers, par le moyen du seigneur de Saveuse, et puis, par sauf-conduit du roi, avoit été en France devers le comte de Charolois, et retourné devers le duc, son père, et disoit-on que c'étoit pour trouver le traité du comte, et que le comte devoit rendre Péronne, icelui Arcquembaut, en la compagnie du seigneur de Roubais, du seigneur de Fourmelles et autres, jusques au nombre de cinq à six cents combattans, environ quatre heures du matin vinrent devant Péronne, et quand ils approchèrent de la ville, ledit Arcquembaut, lui douzième à pied, avec les autres, alla au boulevard devant le châtel et monta dedans par échelles, et prit ledit boulevard et ceux dedans, par le moyen desquels il entra incontinent dedans la tour du châtel, où il trouva le comte de Nevers, le seigneur de Sailly et autres en leurs lits, lesquels il prit prisonniers; et ce fait, environ le point du jour, le comte et ses gens jetèrent cris au prendre, tellement que ceux de la ville l'ouïrent, lesquels vinrent en armes devant le châtel, auquel étoient jà entrés 60 à 80 hommes des gens du duc de Bourgogne qui vinrent sur les murs montrer à ceux de la ville comment ils étoient au duc de Bourgogne, et qu'ils se rendissent à lui. Lesquels prirent advis de répondre à trois heures après dîner, et de trois heures à cinq; à laquelle heure ils obéirent au commandement des gens du duc et ouvrirent les portes au seigneur de Roubais et aux autres.

Et par cette façon fut prise la ville et mise en la main du duc, dont aucuns disoient que le comte de Nevers l'avoit ainsi voulu laisser prendre, afin que le roi de France, auquel il avoit fait serment, ne le voulût charger de sa foi, et que son traité étoit fait au duc et à son fils. Mais quoiqu'il en fût, on mena prestement ledit comte prisonnier au châtel de Béthune, et ledit Arcquembaut demeura à Péronne, lequel avoit le renom de bien écheller villes et châteaux, et par lui fut prise et échellée la ville de Luxembourg, comme on disoit, en l'année 1442.«

Dergleichen Erfolg, statt der verbündeten Fürsten Eintracht zu fördern, diente vielmehr dazu, die Eifersüchteleien zu steigern und den Umtrieben des Königs von Frankreich, der nur bedacht, seine Gegner einzuschläfern und zu theilen, einen weitern Spielraum zu eröffnen. Im Sept. schon wurde unterhandelt, wie denn Olivier de la Marche schreibt: »Ainsi se continuoit la guerre du côté de Conflans, et quasi tous les jours se tenoit conseil à Beauté devant M. de Berry et les autres princes.« Beauté war ein königliches Schloß, zwischen dem Park von Vincennes und Nogent auf einem der die Marne beschließenden Hügel gelegen. »Et tous les jours y alloient le duc de Calabre et le comte de Charolois, armés et l'épée ceinte, et étoient habillés de journades pareilles, et sembloient bien deux princes et deux capitaines qui désiroient plus le débat que la paix; et toujours étoient ces deux princes d'opinion de mener la guerre outre, pource qu'ils trouvoient le roi de France variable en ses promesses. A ce conseil venoient les députés de Paris, et nommément l'évêque de Paris, un moult notable clerc, frère de maître Alain Chartier; mais à nulle fois ne se put trouver nulle bonne conclusion. D'autre part le roi de France, qui moult étoit subtil en ses affaires, mit sus de son côté un parlement qui se tenoit en la Grange-aux-Merciers, assise assez près de Conflans, et duquel parlement étoit chef monsieur Charles duc d'Anjou. Et monsieur de Berry et les princes y envoyèrent leurs députés. Et tendoit icelui parlement à fin de trouver un expédient sur la

réformation du royaume et sur le bien public, dont les princes faisoient plainte. En ce temps furent prises plusieurs trèves d'une part et d'autre, et durant lesdites trèves nous allions à Paris faire grand'chère, pour notre argent, où nous étions les très-bien venus. Et qui me demanderoit comment se trouvoient les vivres pour si grande et puissante armée qu'il y avoit à Paris et dehors, tant de gens-d'armes comme de chevaux, je réponds certes que la cité de Paris étoit lors fort pleine de blés et de vins, et fit grandement son profit de l'armée. D'autre part le comte de Roussy, fils du comte de Saint-Pol, avoit trouvé manière de soi bouter et tenir main forte dedans la ville de Lagny-sur-Marne, dont moult de biens et de pourvéances vinrent aux princes et à l'armée qui étoit hors de Paris.«

Daß in jenen Friedenshandlungen das öffentliche Wohl der letzte Gegenstand der Betrachtung, wird niemand bezweifeln. Sie galten lediglich dem Privatinteresse der Conföderirten, und als diese scheinbar gesichert durch die in dem Friedensvertrag von Conflans, 5. Oct. 1465 von dem König gemachten Concessionen, nahm der Krieg ein Ende. An den Grafen von Charolais trat der König ab, »pour lui et ses hoirs males ou femelles, descendants de lui en directe ligne, à toujours les villes, cités, terres, forteresses et seigneuries appartenantes à nous de et sur la rivière de Somme, d'un côté et d'autre, comme Amiens, Saint-Quentin, Corbie, Abbeville, ensemble toute la comté de Ponthieu deçà et delà ladite rivière de Somme, Dourlens, Saint-Riquier, Crevecoeur, Arleux, Montreuil, le Crotoy, Mortagne, avec leurs appartenances et appendances quelconques, et tous autres qui nous peuvent appartenir à cause de notre dite couronne, depuis ladite rivière de Somme inclusivement, en tirant du côté d'Artois, de Flandres et de Hainaut, tant de notredit royaume, que de l'Empire, lesquelles notre oncle de Bourgogne tenoit et possédoit naguères au moyen du traité d'Arras, et avant le rachat et désengagement que nous avons fait. En y comprenant aussi, au regard des villes séantes sur ladite rivière de Somme, du côté de notre royaume, les

banlieues et échevinages d'icelles villes, et tout ainsi et en la forme et manière que notredit oncle les tenoit et possédoit, pour jouir par notredit frère et cousin et sesdits hoirs, et les hoirs de sesdits hoirs males ou femelles, descendants d'eux en directe ligne, desdites cités, forteresses, villes, terres et seigneuries en tous profits et revenus, tant de domaines comme des aides ordonnés pour la guerre, et aussi des tailles et autres émoluments quelconques, ainsi que faisoit notredit oncle, et sans y retenir aucune chose, fors les foi et hommage, ressort et souveraineté: et lequel transport nous avons fait et faisons au rachat de deux cents mille écus d'or bons et de poids, à présent ayants cours. Lequel rachat nous et nos successeurs ne pourront faire de notredit frère et cousin, ni durant sa vie: mais seulement nous et nosdits successeurs ne pourront faire desdits hoirs de notredit frère et cousin, descendants d'eux en directe ligne, qui tiendront icelles terres, parmi leur baillant et payant à une fois ladite somme de 200,000 écus, à présent courants.« Weiter gibt der König zu, »que lui et ses enfants males ou femelles, procrées en mariage de son propre corps, tant seulement durant leur vie, tiennent et puissent tenir la comté de Boulogne par la forme et manière, que par le traité d'Arras notredit frère et cousin la peut tenir ... Et aussi avons promis et accordé, promettons à notredit frère et cousin, que nous lui ferons bailler et dépêcher pleinement, purement et franchement, et en tant qu'à nous est, lui baillons et délivrons dès maintenant les châteaux, villes, châtellenies et prévôtés de Péronne, Montdidier et Roye, avec toutes leurs appartenances et appendances quelconques, déchargés de toutes gagères et rachats, en tels et semblables droits qu'elles furent baillées et transportées à notredit oncle son père, par ledit traité d'Arras. Et avec ce avons baillé et transporté à notredit frère et cousin pour lui, ses hoirs et successeurs quelconques, et en héritage perpétuel la comté de Guines.« Nachträglich wurden dem Grafen auch noch die Prévôtés Vimeu, Beauvoisis und Foulloy, Dependenzen des Bailliage Amiens, zugetheilt. Diese Bestimmungen gebe ich hier

umständlich, weil sich daraus ergibt, daß Karl der Kühne so ziemlich die alte Naturgrenze von Flandern wieder erobert hat: eitel Usurpation war aller Besitz der Könige von Frankreich auf dem rechten Ufer der Somme; ein Umstand, den vielleicht Groß-Deutschland bei seinem Erwachen aus siebenhundertjähriger Erstarrung beherzigen wird.

Dem Tage von Montlhéry überlebte das Geschlecht der Gerolsteiner um ein volles Jahrhundert. Johann und Kuno von Gerolstein werden 1466 genannt. Flongin von Geroltstein, des Kaspar von Mielen genannt Dieblich Hausfrau, und Philipp de Gerenstein, 1480. Peter, Besitzer von Haus und Hof zu Lorch, war todt 1496. Philipps starb Dienstag nach Judica 1522. Hermanns von Gierstein und der Anna Knebel von Katzenellenbogen Tochter, Philipps von Langeln, des Amtmanns zu Wiesbaden Hausfrau, wurde Wittwe 1524. Heinrichs von Gierstein und der Anna Knebel von Katzenellenbogen Tochter Elisabeth kommt 1550 als des Wolf Hermann von Geispitzheim Hausfrau vor. Wilhelm Friedrich von Gerolstein starb 1569, Heinrich, der letzte Mann des Geschlechts, im J. 1573. Die Allodien scheinen denen von Geispizheim geworden zu sein; das Lehen hat Landgraf Philipp II von Hessen eingezogen. Es gehörten dazu die Doppelburg Gerolstein, das gleichnamige Dorf von 12 oder 15 Unterthanen, das Dorf Ober- und Nieder-Fischbach, 24 Hufen Land zu Pohl, mehre Zehnten und Gefälle. Eine Nebenlinie mögen ausmachen die von Gerstein zu Hohenstein, woselbst sie Burgmänner. Sie unterschieden sich durch das Beizeichen eines Ringes und blühen vielleicht noch in Preussen, wie denn mehre von Gerstein genannt Hohenstein in der Armee dienen.

Von Hohenstein, der in der Nähe von Schwalbach, an der Aar, kühn und romantisch gelegenen Burg, führten den Namen verschiedene Geschlechter, die vielleicht insgesamt von den von Laufenselden, Burgmänner auf Hohenstein um 1250, abstammen, dem Wappen nach aber ungezweifelt derer von Gerolstein Vettern waren. Als solche kann ich jedoch nur die von Hohenstein kurzweg, die Breder von Hohenstein und die Breder genannt Bochler anerkennen, wogegen die Hohenstein mit dem Sparren

offenbar eines andern Stammes sind. Die von Hohenstein, welche neben dem rothen Schild eine schwarze Blume mit goldenem Kelch führen, waren von Katzenellenbogen belehnt mit dem Burgsitz zu Hohenstein, zwei Höfen zu Ruppenrod, dem Zehnten zu Kemel und Wisper (Wußbar). Von Nassau empfingen sie Güter zu Breithard, absonderlich den Zehnten 1359, auch Güter in der Esterau und bei Wiesbaden, von der Grafschaft Sponheim Güter zu Nievern und 14 Pfund Heller zu Castellaun, von der Abtei Prüm den halben Hof zu Badenhart, zwischen St. Goar und Pfalzfeld, auch Güter bei Stromberg. Walther von Hoynstein 1322. Nese von Hohenstein, Aebtissin zu Besselich in der Grafschaft Diez 1428. Philipp, Deutschordensritter, Comthur zu Würzburg, Statthalter der Ballei Lamparten 1485. Philipp von Hoinstein wird 1521 von Sponheim belehnt mit der Vogtei zu Nievern und Fachbach und den 10 Pfund Heller. Dietrich, des Fürstbischofs von Speier Rath und Fauth zu Bruchsal 1549, starb 23. Febr. 1571. Die einzige Tochter seiner Ehe mit Katharina Roth von Burg-Schwalbach, Anna, wurde an Gernand von Schwalbach verheurathet, starb 3. Januar 1606 und ruhet zu Kiederich. Von Dietrichs Brüdern war Philipps von Hohenstein zu Kiederich seit 1512 mit Walpurg von Engelstatt verheurathet und durch sie Vater der einzigen Tochter Bilhildis, die an Emmerich von Engelstatt verheurathet, oder nach andern in der Wiege verstarb. Philipps starb 1529. Ein anderer Bruder, Georg von Hohenstein, gewann in der Ehe mit Margaretha Schlichter von Erpfenstein drei Kinder. Elisabeth war Klosterfrau zu Gummersheim bei Odernheim. Johann, Domherr zu Mainz, Worms und St. Alban, starb 22. Febr. 1558. Philipps von Hohenstein heurathete 1547 des Vincenz von Stein bei Nassau Tochter Maria, überlebte auch der zweiten Frau, Quirins von Nassau Tochter Anna, und starb, der letzte des Geschlechts, 14. Sept. 1586.

Die Breder von Hohenstein führen die Blume nicht, wohl aber, als jüngere Linie, den blauen Turnierkragen. Sie trugen zu Lehen: von Katzenellenbogen Haus und Güter zu Katzenellenbogen, Schwalbach, Wilsperg, Schiesheim (Schussen), Ober-

hausen, Selbach, St. Goar, Laufenfelden, zu der Erlen, Gefälle zu Dörsdorf, Singhofen und Kemel; von Nassau das Molsbergische Gut zu Niedergladbach, seit 1452, samt der niedern Gerichtsbarkeit; einen Hof zu Mielen, Zehnten zu Pohl und Lollschied, Manngelder zu Hadamar; von Sponheim Güter zu Badenhart, Spessert, Leideneck, Leiningen, Hahn, Dudenroth, zu Burglehen auf Castellaun; von Kurpfalz Gefälle zu Wesel; von Mainz Gefälle zu Altenwiesen und Gaubeckelheim; von der Grafschaft Rieneck Gericht und Güter zu Lindschied und Heimbach. Am 2. April 1240 erlaubt Rheingraf Emmerich, daß Hermann von Hohenstein seine Gemahlin Wiltrud bewitthume auf das Burglehen zu Rheinberg, nämlich in Hirzenach 24 Malter Hafer Bopparder Maas, in Lorch 25 Schilling Trierischer Pfennige, die um St. Remigien Tag fällig, in Springe die Vogteigefälle, in Heimbach und Watzelheim zwei Antheile von dem Rauchkorn, in Bärstatt ein Antheil Zehnten, zu Wiesborn die Mühle, zu Hausen, neben Wiesen und Bungert, 10 Schilling Trierisch.

Heinrich, Henn oder Hermann und Philipp Breder von Hohenstein, Gebrüder, 1320. Im J. 1446 theilen sich Henn der Junge, Otto und Dieter Breder, Gebrüder, dergestalt, daß Henn das Burghaus auf Greifenstein, die beiden andern jenes auf Hohenstein haben sollen. Philipp Breder von Hohenstein und Johanna von Kynthusen, Eheleute, verkaufen dem Hospital zu Zweibrücken eine Kornrente von 5 Malter, 4. Dec. 1517. Mittwoch nach Egidien 1543 consentirt Graf Jacob von Zweibrücken, als Lehensherr, daß die Gebrüder Breder von Hohenstein ihr Schloß Hattweiler, unweit Zweibrücken, seit 1721 die Gustavsburg genannt, dem Erzstift Trier öffnen. Philipps und der von Kynthausen Sohn, Philipp ebenfalls genannt, auf Hattweiler gesessen, heurathete 1557 die Salome Wurmser zu Vendenheim und Schaftolsheim. Seine Tochter Barbara erscheint 1570 und 1593 als des Friedrich von Stein-Callenfels Hausfrau. Sein Sohn Peter Breder von Hohenstein starb als der letzte des Geschlechtes zu Frauenstein, 1605. Dessen Ehe mit des Johann Mauchenheimer von Zweibrücken Wittwe, Margaretha Klüppel von Elkerhausen (Abth. II Bd. 3 S. 661—663)

war kinderlos geblieben. Noch sind zu nennen Anna, Klosterfrau auf dem Rupertsberg, Meisterin zu Eibingen, gest. 22. Dec. 1499. Werner, Abt zu Limburg seit 1510, gest. 8. Oct. 1531. Peters und der Anna von Irmtraud Sohn Konrad, mit Margaretha von Rheinberg verheurathet, starb 30. Sept. 1589. Sein Sohn Konrad führte dem Herzog von Südermanland ([1]), nachmaligen K. Karl IX von Schweden, liebens- und verehrungswürdigen Andenkens, seine erste Gemahlin zu, des Kurfürsten und Pfalzgrafen Ludwig Tochter Anna Maria. Besagter Konrad Breder von Hohenstein, Schultheiß des Rittergerichts zu Nierstein seit 1574, starb 30. Sept. 1589. Er ruhet zu Nierstein, gleichwie seine zweite Gemahlin, Anna Maria von Scharfenstein, verm. 1576, gest. 1613. Seine erste Gemahlin, des Geschlechts Senft aus dem Elsaß, hatte ihm die einzige Tochter Susanna hinterlassen, als welche ein Mecklenburger, Hartwich Pentz von Besendorf sich freite. Der zweiten Ehe gehören an Konrad Breder von Hohenstein, todt 1606, und Anna Katharina, die 1609 den Kaspar Wilhelm von Bubenheim heurathete. Wilhelma Breder von Hohenstein, Chorfräulein auf Rupertsberg, starb 18. März 1612. Ein Seitenast der Breder entlehnte den Beinamen Bocheler oder Bochler dem Dorf Bochel zwischen Nastetten und Welmich und führte in dem Schilde eine Binde und als Helmzier zwischen zwei Flügen einen Knaben, der den innern Rand der Flüge anfaßt. Henne Breder von Hohenstein genannt Bocheler und sein Sohn Nicolaus geloben dem Erzstift Mainz und den Ganerben zu Waldeck im Wisperthal, die Burg Waldeck wohl zu bewahren. Nicolaus kommt auch 1445 und 1456, Heinz Bochler genannt Breder 1450 und 1452 samt Emmerich Breder vor. Die Knebel von Katzenellenbogen sind Bd. 7 S. 231—244 behandelt, daß demnach die ganze Sippschaft Katzenellenbogischer Vasallen, welche den Schild im Schilde führen, dargestellt. Die Materie vollends zu erschöpfen, gebe ich die Vögte von Klingelbach, die nicht nur Vasallen, sondern auch

(1) Bekanntlich hat ein späterer Herzog von Südermanland, Karls IX Beispiel befolgend, ebenfalls seinem Neffen die Krone genommen.

unächte Abkömmlinge des Grafengeschlechts gewesen zu sein scheinen. Thiele oder Diele, Vogt zu Klingelbach, Burgmann zu Katzenellenbogen, stellt am Sonntag nach unsers Herrn Leichnam 1472 zu Handen des Abtes Johann von Prüm einen Lehenrevers aus, betreffend den Hof zu Bochel, wie ihn der schwarze Konrad besaß. Dieles Hausfrau Irmgard, Tochter des Philipp Folmar von Katzenellenbogen, Burgmann daselbst, kommt 1464 als Wittwe Klüppel von Elkerhausen vor. Die Vogtei zu Klingelbach besaß Diele bereits 1456, als Lehen von der Herrschaft Schaumburg. Sein Sohn Adam, 1483, kinderlos in der Ehe mit N. von Mudersbach, Daniels Tochter, nahm die zweite Frau, Eilgen Büsser von Buseck, und gewann mit ihr den Sohn Dietrich. Dem brannte 1550 sein Haus zu Lorchhausen ab, daher er 1552 zu Lorch wohnte; Gem. Margaretha Stumpf von Waldeck, von welcher der Sohn Hans Reinhard von Klingelbach, der sich 1595 die Elisabeth von Nordeck zur Rabenau beilegte. Aus sothaner Ehe kamen drei Kinder, Wolf Adam, Hans Endres, Apollonia. Hans Endres von Klingelbach, 1579, heurathete die Judith von Hoenburg zu Faulbach, welche als kinderlose Wittwe ihre Güter zu Lorch 1612 den Kindern ihrer Schwester Juliane von Langenbach schenkte. Wolf Adam von Klingelbach zu Lorch 1631, Fürstlich Nassauischer Rath, gewann in der Ehe mit Anna Ursula von Stein bei Nassau die einzige Tochter Dorothea Elisabeth von Klingelbach. Die wurde an Hermann Riedesel zu Eisenbach verheurathet, als mit welchem die Wittwe von Klingelbach rechten mußte. D. d. Eltvil, 22./12. März 1655 ertheilt sie dem Oberschultheiß zu Nassau, Jörg Philipp Busch, Vollmacht, in diesem Rechtsstreit sie zu vertreten, und nimmt sie gegen ihren Schwiegersohn die Güter zu Eltvil und Nastetten als Witthum, dann das Drittel der Errungenschaft in Anspruch. Von dem Besitzthum derer von Klingelbach ist Abth. II Bd. 9 S. 301, 307 und 308 gehandelt worden; im Wappen führten sie eine schwarze Bärentatze im silbernen Feld.

In frühern Zeiten hatte Erbach, Eberbach eigenen Adel. Theodericus de Everbach 1189. Brunecho et filius suus 120*, in einem alten Rheingräflichen Lehensverzeichniß. Wigandus

1226. Dudo miles de Eberbach dictus Schade verpflichtet sich durch Urkunde vom J. 1275 an St. Peters Stift zu Mainz alljährlich 3 Mark Cölnischer Pfennige zu entrichten, »quos dare debet de vinea habente mensuram 5½ juger. sita in Eberbach, im Schadenberg, juxta Markenbrunn.“ Im Jahre 1836 erhielt die für den Rheingau errichtete evangelische Pfarrei zu Eberbach ihren Sitz und für die Abhaltung des Kirchendienstes ein eigenes Local.

Der Neuhof, der Steinberg, Hallgarten.

Zu Erbach mündet in den Rhein die aus dem Petersbörnchen oberhalb des Hofs Geisgarten kommende Eberbach, und das von ihr durchströmte Thal führt allmälig hinan zu der Abtei Eberbach, zunächst zu dem Neuhof, von dessen Entstehung Bär Folgendes erzählt. „Noch zu Lebzeiten des Stifters Adelbert erwarb Eberbach in seiner Nähe durch dessen Unterstützung ein neues Gut, die Grundlage des noch heute bestehenden Neuhofs. Das Collegiatstift zu St. Johann in Mainz besaß in der Winkeler (Oestricher) Feldgemarkung, nicht ferne vom Kloster, ein Allod mit einer Hofraithe. Es hieß Hargarten und wurde entweder von dem schon bestehenden Orte so genannt, oder gab dem in der Folge daselbst entstandenen Dorf seinen Namen. Im J. 1112 hatte der Propst Ceizolf einen gewissen Ruthard von Winkel mit demselben belehnt. Das Lehen wurde aber in den letzten Jahren des Erzbischofs Adelbert offen und frei. Die Lage empfahl es den Eberbachern und erregte bei ihnen das Verlangen, es selbst zu besitzen. Ob sie ihren gütigen Stifter um seine Vermittlung ersucht haben, oder ob er ihrem Gesuche zuvorgekommen sei, läßt sich mit Grund nicht bestimmen. Genug, Adelbert nahm sich ihrer bei dem Stift an und erwirkte ihnen gegen einen jährlichen Zins von zwei Talenten das Gut als Eigenthum, wie es vorher Ruthard von Winkel als Lehen besessen hatte. Die eigentliche Lage, die Grenzen und der Inhalt des Gutes lassen sich aus der Urkunde nicht genau angeben. So viel scheint aber

aus seinem Namen und andern Umständen, die wir bald vernehmen werden, gewiß, daß es mit seiner Hütte in der Nähe des heutigen Ortes Hallgarten lag, wohin sich noch jetzt ein Theil der Neuhöfer Flur erstreckt, und auch in die Hallgarter Feldgemarkung einschlägt, die damals noch in der Oestricher begriffen war.

„Dieses Allod war nach einem Archivalbericht, den ich sogleich anführen werde, die erste Grundlage zum heutigen Neuhof. Es kam aber nach einigen Jahren auf der andern Seite in der Hattenheimer Feldgemarkung ein neuer Zuwachs hinzu. Heinrich Zache, ein Cleriker zu Coblenz und wahrscheinlich von Hattenheim gebürtig, besaß in diesem Ort eine Hube (30 Morg.) Landes, die in Aeckern, Wiesen und besonders in vortrefflichen Weinbergen bestand. Durch seine, mit der auswärtigen Pfründe verbundene persönliche Anwesenheit davon entfernt, beschloß er sein Erbgut abzugeben und verschenkte es an die Eberbacher, denen er selbst mit ganzer Herzensneigung zugethan war, und denen das Gut besser als ihm convenirte. Beide waren nur noch über einen eben nicht gar wichtigen Umstand in Verlegenheit. Der Mansus war dem Erzbischof zu Mainz mit Wein- und anderm Zins verpflichtet, und sowohl der Geber wie die Empfänger wünschten die Befreiung von dieser ständigen Last. Der wohlthätige Stifter Eberbachs war kurz vorher (1137) gestorben und sein Brudersohn, Adelbert II ihm nachgefolgt. In der Vermuthung, daß dieser von seines Oheims Gesinnungen für Eberbach nicht abweiche, trug man ihm das Anliegen vor und fand williges Gehör. Adelbert erließ dem Kloster auf immer den Zins, und sein nächster Nachfolger bestätigte die Befreiung.

„Die Grundstücke dieser Hube lagen von dem erstgedachten Hargarten zu fern, als daß sich ihr Bau mit demselben bequem hätte verbinden lassen. Ruthard folgte daher dem Ordensplan und errichtete in der Nähe der Hattenheimer Güter ein kleines Höfchen (curticula), aus dem sowohl der Zacheische Mansus wie die von Adelbert I geschenkten Weinberge einstweilen und so lange bearbeitet werden sollten, bis sich in der Folge die Gelegenheit zu einer größern Anlage eröffnete. Diese blieb nicht lange aus.

Glück und Industrie der Eberbacher beschleunigten die Vorbereitung. Von dem nahen Steinberg wurde bald ein guter Theil gekauft oder eingetauscht, und die meisten der im Zwischenraum der zwei kleinen Höfe gelegenen Felder kamen durch wiederholte Schenkungen allmälig in einer zusammenhängenden Flur an das Kloster. Nun war der Plan vollständig gereift, und Abt Ruthard konnte ihn selbst noch ausführen. An der südlichen Grenze des von ihm zur Rebenflur in Aussicht genommenen Steinbergs, worin er den nöthigen Raum von einigen Bürgern aus Hattenheim für seinen Zweck erlangt hatte, auf einer aussichtreichen Anhöhe begann er einen größern Hof, in welchem er nachher die vorhin zwischen den zwei kleinen Hütten vertheilte Wirthschaft vereinigte. Die Wahl der Lage machte seinem Verstand alle Ehre und verräth einen weit aussehenden, gleichsam prophetischen Geist. Noch heut zu Tage, nachdem durch spätere Erwerbungen die ursprünglich dazu gehörige Landflur ansehnlich erweitert ist, steht der Hof an seiner passenden Stelle, und kaum würde sich eine zweckmäßigere Lage für ihn auffinden oder wünschen lassen. Gleich einer Warte gewährt er einen freien Ueberblick über seine, ihn von allen Seiten weit und ohne Trennung umgebenden Ländereien, und die ausgedehnte Fernsicht über die Rheingebirge und Thäler erhöht den Reiz der Bewohnung. Anfänglich und bis 1163 hieß er noch, wie das Höfchen, das er ablöste, Hargarten; bald änderte sich aber die Sprache, und schon 1178 kömmt er in einer Bulle des Papstes Alexander III unter dem Namen Nuenhoven (Neuhof) vor.

„Abt Ruthard und die Seinigen hatten aber schon vorher in der Anlage eines andern Hofes, eben auch in der Nähe desselben, ein vielleicht noch größeres Meisterstück öconomischer Bewirthschaftung dargestellt, wie wir sogleich sehen werden. Dem jüngern Adelbert war 1141 Markolf auf dem Mainzer Stuhl wie in der Zuneigung für Eberbach gefolgt. Seine Regierung war sehr kurz und füllte nicht einmal ein ganzes Jahr aus. Aber sein Gedächtniß ist in Eberbachs Jahrbüchern durch eine doppelte Wohlthat verewigt, die sich bis auf unsere Tage erhielt. Die erste legte den Grund zu dem Draiser Hof, dessen Ursprung

einer umständlichen Erzählung nicht unwerth ist. Schon bei der ersten Stiftung waren dem Kloster Eberbach Güter zugefallen, die in der Erbacher Feldgemarkung und nicht weit vom Ort entfernt lagen. Sie waren nachher mit dem Kloster selbst an die Colonie von Clarevall gekommen und durch deren gutes Glück binnen einem Jahrzehnt beträchtlich angewachsen. Es fehlte nur noch an der ordensmäßigen Einrichtung und an einem schicklichen Platz zur zweckmäßigen Anlage des Hofes. Diesen fand Ruthard ganz seinen Wünschen entsprechend zwischen Erbach und Eltville; allein das Grundeigenthum gehörte zum bischöflichen Fronhof in Erbach. Kauf und Tausch, die gewöhnlichen Erwerbsmittel, waren hier nicht anwendbar, und die Erreichung des Ziels hing blos von dem Wohlwollen des Fürsten ab. Ruthard trug dem Erzbischof sein Anliegen vor, und Markolf schenkte bereitwillig 1141 dem Kloster den zur Erbauung des Hofes auserſehenen Platz. Der zugesagte kleine Feldbezirk, damals fast werthlos und wegen der sumpfigen Beschaffenheit seines Bodens ganz unbenutzt, schien sich zur Anlage gesunder Wohnungen wenig zu eignen. Aber die Mönche von Eberbach wußten das ungünstige Terrain durch Fleiß und Beharrlichkeit für ihren Zweck vortheilhaft herzurichten; sie gruben Teiche aus, leiteten die Quellen hinein und verschafften durch Canäle dem Wasser einen steten Abfluß in den nahen Rhein. Bald war der Boden ausgetrocknet, zur Landwirthschaft brauchbar, und der ausgehobene Teichgrund leistete durch Erhöhung des Bodens für die Anlage der Gebäude selbst die wesentlichsten Dienste. Zwei mit fließendem reinem Wasser stets angefüllte Teiche, mit schmackhaften Fischen besetzt, befriedigten nicht nur die Bedürfnisse der Bewohner des Hofes, sondern gewährten auch der zur ständigen Enthaltung von Fleischspeisen verbundenen zahlreichen Klosterfamilie zu Eberbach die wichtigsten Vortheile. So trefflich wußte Ruthard mit seinen Mönchen auch die Fehler des Terrains zu nützen, und man überzeugt sich hieraus, mit welcher Klugheit und Umsicht sie die von ihrem Institut empfohlene Landwirthschaft zu betreiben verstanden. Kaum war der Hof vollendet, so wetteiferten die Bewohner von Eltville, Kiedrich und Erbach mit einander, seinen noch geringen

Flächengehalt durch Schenkung, Tausch oder käufliche Abtretung zu vermehren. Hieraus erwuchs bald ein beträchtliches Gut, dessen Oeconomiegebäude von ihrer eigenen Feldflur ohne Unterbrechung umgeben sind. Noch jetzt, auf seiner ursprünglichen Stelle, führt der Hof den alten Namen, und seine Ländereien sind ebenso wegen ihres innern Werthes wie wegen des schicklichen Verhältnisses der Aecker, Wiesen und Weinberge geschätzt. Nicht minder bietet die angenehme und günstige Lage der Gebäude in der Nähe des Rheinstroms für den Betrieb der Haus-, und Landwirthschaft die größte Bequemlichkeit. So besteht heute noch das klug ausgewählte und noch klüger ausgeführte Werk Ruthards, und seinen betriebsamen Brüdern zu Eberbach gebührt das Verdienst, einen ungesunden Sumpf in einen freundlichen Garten umgeschaffen zu haben.

„Unter den Acquisitionen des Jahrs 1141 zeichnet sich eine besonders aus, wodurch der Neuhof ansehnlich verstärkt und besser arrondirt worden. Eine Edeldame, Margarethe von Wiesbaden, besaß zwischen Hallgarten und dem Hof ein aus Weinbergen, Aeckern und Wald bestehendes Gut, das von mehreren Seiten die klösterliche Flur berührte. Die Wittwe starb, und das Allodium ward unter ihren Sohn Konrad und zwei Tochtermänner, Erpho von Geispizheim und Volkmar von Sonnenberg vertheilt. Durch die Zerstückelung verlor das sonst wichtige Gut von seinem Ansehen, und die drei Loose hatten für keinen der Erbnehmer einen beträchtlichen Werth; sie waren daher zum Verkauf geneigt und boten das Gut zusammen dem Kloster feil. Die Eberbacher ergriffen die ungesuchte Gelegenheit zu einer so zweckmäßigen Erwerbung mit beiden Händen, ließen sich in Handlung ein und schlossen um 38 Marken den Kauf. Dadurch war aber das Kloster noch nicht sicher gestellt. Gedachte Edelfrau hatte nebst den drei Gutserben noch einen Sohn und eine Tochter hinterlassen, denen zwar durch die Verloosung kein Theil an dem Gut, aber doch als Miterben überhaupt das Einlösungsrecht zustand. Um dann auch von dieser Seite den Kauf zu befestigen, mußten die Verkäufer mit Bürgestellung versprechen, binnen einer gewissen Frist den Verzicht aller deren zu erwirken, die auf das Gut einen

Anspruch machen könnten. Sie hielten auch Wort. Der Sohn, Adam von Wiesbaden mit seiner Gattin, und die Tochter Alberade mit ihrem Gemahl Embricho Greifenklau stellten sich in Gesellschaft der drei Verkäufer zu Hattenheim vor ein Gericht und verzichteten für sich und ihre Nachkömmlinge auf alles Recht zu diesem mütterlichen Erbe. Nun erlegten die Mönche vor der nämlichen Versammlung den Kaufschilling, nahmen das Gut feierlich in Besitz und verschafften ihrem Neuhof einen eben so wichtigen als passenden Zusatz.

„Minder beträchtlich, aber noch weit bequemer für denselben Hof war ein im nämlichen Jahr vollzogener Tausch. Im Mittel des vom Kloster schon ganz angeflurten Steinbergs lag noch ein ungebautes, von Hecken und Sträuchen verwildertes Stück Landes, das einer gewissen Lutgard in Hattenheim zugehörte. Es war ihr unlängst durch den Tod ihres einzigen Kindes aus erster Ehe zugefallen, und sie hatte mit ihrem dritten Gatten Lust, ein wirklich unnützes und nur mit vielen Kosten rottbares Feld zu veräußern. Die Lage und Qualität konnten aber Niemanden als die Eberbacher zum Ankauf reizen. Diese stellten sich auch als Kauflustige dar, nicht sowohl weil sie aus naher Erfahrung die Güte des Bodens kannten, als damit sie aus ihrem Steinberg alles fremde Eigenthum entfernten. Bei diesen wechselseitigen Verhältnissen kam also der Handel bald zu Stande. Nur war noch der Scrupel zu heben, ob auch Lutgard das ihr vom ersten Ehemann durch das gemeinschaftliche Kind angefallene Gütchen rechtsgültig veräußern könne? Um also nichts dabei zu wagen, legte man die Rechtsfrage dem Munizipal-Gericht zur Entscheidung vor. Die Gemeine zu Hattenheim kam nach dortiger Sitte vor dem Kirchhof zusammen, prüfte die Aufgabe nach ihren Landesgesetzen und gab den feierlichen Spruch, daß Lutgard mit Einwilligung ihres dritten Gemahls das befragte Grundstück auf was immer für eine Art zu veräußern befugt sei, ohne daß die Erben ihrer beiden ersten Ehemänner einen gültigen Einspruch machen könnten. Nun ward der Handel vollzogen. Das Kloster gab den Eheleuten nebst dritthalb cölnischen Marken einen Weingarten zu Hattenheim am Zimberwege, und sie wiesen dem Kloster

ihre Wildniß im Steinberg an. Wilhelm, Propst zu St. Moritz in Mainz, wohnte der Verhandlung bei und beurkundete den ganzen Verlauf mit Brief und Siegel." Wegen des Zehntens vom Neuhof hatte aber die Abtei späterhin manchen Anstand auszufechten und besonders viele Neckereien von denen von Scharfenstein zu ertragen, bis dahin Johann von Scharfenstein der Abtei sein Zehentrecht am Neuhof überließ, wogegen diese ihm tauschweise einige Weinberge in Kiedericher Mark abtrat.

Dem Hofe schließt der Steinberg sich an, das berühmte Weingeländ, um dessen Geschichte ich abermals den gelehrten Bursarius befragen muß. „Der zwischen dem Kloster und seinem Neuhof gelegene und als Rebenflur auch nur für beide zweckmäßige Steinberg erhielt ohne Zweifel seinen Namen von dem Schieferboden, der sich, nach so vielhundertjähriger Cultur, noch heute mehr oder weniger darin zeigt. Anfänglich war dieser Namen einem besondern District eigen, ward aber in der Folge dem ganzen Berg beigelegt, so weit derselbe von Eberbach erworben und mit Reben besetzt worden. Er kam nur stückweise ans Kloster, und durch mehr als hundertjährige Sammlung zur heutigen Integrität. Sein ehemaliges Verhältniß ließ auch nur allmälige Erwerbung zu. Denn er war, als Privat-Eigenthum, unter mehrere Besitzer getheilt und ohne Zweifel zum Anbau bestimmt. Allein die Wildniß, Rauhigkeit und Entfernung schreckten die mehrsten Inhaber von der Unternehmung ab. Nur einige hatten sich über alle Schwierigkeit hinweggesetzt und vom ganzen Bezirke ungefähr 14 Morgen mit Reben bepflanzt. Der weit größte Rest blieb wüst liegen und wartete auf nähere und mehr entschlossene Besitzer. In diesem Zustande trafen die ersten Eberbacher den Steinberg an. Sie sahen die ihnen bequem gelegene, von ihrer Situation zur Rebenflur bestimmte Wildniß, und schlossen aus dem Ertrage der wenigen Rottstücke, daß auch der übrige Bergraum einer nicht undankbaren Cultur empfänglich wäre. Zur Handarbeit berufen und in Rottungen geübt, machten sie daher Speculation auf dessen Erwerbung, und eben die Schwierigkeit, welche den Privat-Besitzern ihre dortigen Grundstücke unnütz machte, erleichterte den Mönchen die Ausfüh-

rung ihres großen Planes. Nur einige Morgen davon fielen ihnen durch Schenkung zu. Den weit größten District erwarben sie nach und nach durch Kauf und besonders durch Tausch von den Bürgern zu Hattenheim, denen es erwünschlich war, für ödes und ihnen darum unnützes Außenfeld einen billigen Geldpreis oder nähere und schon urbare Grundstücke zu erhalten. Das ganze Detail dieser hundertjährigen Acquisition ist in dem Archival-Auszug und zum Theil in den Kauf- oder Tauschbriefen selbst bis auf uns schriftlich erhalten worden.

„Zuverlässig hatte schon der erste, weitaussehende Abt Ruthard zu dieser großen, für Eberbach eben so ganz als einzig zweckmäßigen Erwerbung den Plan entworfen und zum Theil auch ins Werk gesetzt. Da seine Nachfolger auf der ihnen vorgezeichneten Bahn rastlos fortstrebten, war nach Verlauf eines Jahrhunderts (1232) der ganze Steinberg mit seinem schon vorhin urbaren und noch öden Inhalt Eberbachs Eigenthum. Nur blieb der Gemeinde Hattenheim, wohin er eingemarkt ist, durch dessen Mitte ein Wegrecht übrig, das man aber bald hernach (1239) eben auch abkaufte. Wie so ein Wust nach dem andern angeschafft war, schritt man sogleich zur Rottung, und die Mönche selbst legten Hand an diese saure Arbeit. Um diese mehr zu befördern, ward bald nach 1150 das Höfchen Hargarten wegen seiner Entfernung verlassen und nächst am Steinberge der Neuhof erbaut. Dadurch ward nebst andern Bequemlichkeiten für die Rottung mehr Zeit gewonnen, weil die Arbeiter ihr Tagewerk, wegen der Nähe ihrer Ruhestätte, früher anfangen und länger fortsetzen konnten. Bei so zweckmäßigen Anstalten konnte es an Beschleunigung der Cultur nicht fehlen, und war also kein Wunder, daß die vorige Wildniß schon vor Ende des 12. Jahrhunderts weit größten Theils in eine schöne Rebenflur umgeschaffen war.

„Was die Eberbacher vom Steinberger Bezirke schon gebaut und zehntbar an sich brachten, davon gaben sie auch selbst Zehnten, ohne sich an den ganzen Umfang ihres Privilegiums zu halten. Den Ertrag ihres Neurot sammelten sie aber unverzehntet ein und, so lange derselbe noch nicht so beträchtlich

war, ohne Ein- und Widerspruch der Decimatoren. Die Rottung und mit ihr die Weincrescenz nahmen allmälig zu und reizten nun auch den Appetit zu ihrem Zehnten. Die Pastoren von Eltville, oder vielleicht nur erst das gegen 1200 in diesem Pastorat und den ihm einverleibten Zehnten von Hattenheim nachgefolgte St. Peterstift, suchten daher ihr Recht zu erweitern und nahmen auch einen guten Theil des Steinberger Neurot in Anspruch. Den ordentlichen Rechtsweg zu seinem Ziele wollte das Stift nicht sogleich betreten, sondern versuchte nur, oder ließ doch Versuche zu, seinen Anspruch durch Thathandlungen geltend zu machen und sich so einen Besitz zu verschaffen. Da sich die herzhaften Brüder vom Neuhof in öffentlichen Fehden nichts abgewinnen ließen, schlug man von der andern Seite einen Schleichweg ein und ließ durch gedungene Räuber an einem Sonntag unter dem hohen Amt im Kloster, welchem die Conversen vom Neuhof beiwohnen mußten, von einem Noval-Acker, der hernach eben auch mit Reben angelegt worden, den Fruchtzehnten wegnehmen.

„Derlei für geistliche Körperschaften allerdings unanständige Mißhelligkeit und besonders die faustrechtmäßigen Attentate konnten nicht lange ohne öffentliches Aergerniß fortgesetzt werden. Um es zu heben, begann endlich das Stift den königlichen Weg und belangte das Kloster bei dem päpstlichen Stuhl. Von diesem wurden die drei Wormser Prälaten, der Dechant Johann von Neuhausen, Dechant Konrad zu St. Andreas und Custos Wernher zu St. Paul als Richter mit der Vollmacht ernannt, drei andere für sich zu bestellen. Da sie in der Ferne nur mit Aufwand von Zeit, Mühe und Kosten sich dem Geschäfte selbst unterziehen konnten, bedienten sie sich ihrer Berechtigung und subdelegirten die Mainzer Chorherren, den Domsänger Christian, den Domherrn Herold und den Scholaster Raimund zu St. Stephan. Diese Dreimänner griffen im Jahre 1217 das Werk an und gaben den Parteien Audienz. Da sich das Kloster nebst der ohnehin auch factischen Frage über den Umfang des Neurot zugleich auf seinen Besitzstand berief, ward ein Zeugenverhör beliebt und im Mai 1217 vorgenommen. Dreizehn der ältesten Mönche

und Conversen, die zum Theil über 50 Jahre im Kloster gelebt hatten, wurden über den Streitpunkt vernommen und ihre beschworenen Aussagen gerichtlich protocollirt. Ich habe dieses schöne Actenstück, woraus der Gegenstand des Prozesses und die ursprüngliche Beschaffenheit des Steinbergs am besten ersichtlich ist, schon anderswo aus der Urschrift geliefert. Die Zeugnisse fielen eben nicht günstig für das Stift aus, und die Eberbacher durften mit vollem Zutrauen dem Sieg entgegensehen. Dennoch blieben sie ihren Grundsätzen der Mäßigung getreu und willigten in einen gelindern Austrag. Die zwei Subdelegirten, Herold und Raimund, und mit ihnen Theobald, Custos zu St. Stephan, durch Compromiß von den Parteien als Schiedsrichter gewählt, stimmten zusammen gegen das Peterstift und sprachen das Kloster durch einen definitiven Bescheid vom jenseitigen Anspruch auf den Novalzehnten frei. Die für Neurot gemeinschaftlich anerkannten Districte wurden namentlich bestimmt, und da über ungefähr 28 Morgen Acker und Weinberge, so wie über den Bezirk des Hofes Steinheim einiger Anstand übrig blieb, so wurden zwar auch diese vom Naturalzehnten freigesprochen, doch aber dem Kloster ein jährlicher Geldkanon zu 5½ Talenten dafür auferlegt. Die Schiedsrichter promulgirten ihr Laudum feierlich im Dec. 1217 und ließen es mit den Zeugnissen und Siegeln aller Mainzer Stiftskirchen bekräftigen. Die Parteien hatten sich aber schon vorher ganz nach dessen ihnen schon bekannten Inhalt freundlich vertragen und die Conventualacte am 14. Nov. desselben Jahres gegen einander ausgewechselt. So ward nicht nur der Streit beigelegt, sondern auch die gute Harmonie wieder hergestellt und eine Fehde, die anfänglich mit einigem Aergerniß den Grundsätzen und Maximen der Welt gemäß geführt worden, endlich doch ganz nach dem Geist des Evangeliums geendet."

Der Zehnte von einigen im Streit begriffenen Districten wurde in eine Geldabgabe verwandelt, welche St. Peters Stift bis zu seiner Auflösung bezog. Der Naturalzehnte blieb nur auf beiläufig 14 Morgen haften, die in der Folge, fernern Zwistigkeiten vorzubauen, besonders abgesteint wurden, und dem

Stift bis zu seinem Untergang zehntbar blieben, indem es die mehrmals wiederholten vortheilhaften Anträge auf Ablösung jenes Zehentrestes, sei es durch Tausch gegen einen bedeutenden Güterstrich, sei es gegen Entrichtung einer starken Geldsumme, beharrlich zurückwies. Die Stiftsherren scheinen also doch eine Ahnung von der Preiswürdigkeit des Steinberger Weins gehabt zu haben. Im Kloster selbst wußte man von Anfang her ihn zu schätzen, wie denn noch 1332 einer Matrone aus Hattenheim Weinberg eingetauscht wurde, um den Steinberg zu erweitern; seine eigentliche Vollendung hat er aber erst durch Abt Raimund erhalten. „Schon war dessen ganzer Raum, so weit er mit Reben bepflanzt oder der Bepflanzung fähig war, in Eberbachs ungetrenntem Besitze. Nur bestand darin noch eine fremde, lästige und der Integrität nachtheilige Servitut. Die Mitte desselben war nämlich von einem öffentlichen Wege durchschnitten, dessen sich die Hattenheimer zu ihren Waldfuhren bedienten. Dieser genirte die Mönche in der Behandlung ihres Weinbergs und setzte sie bei schon reifen Trauben mancher Räuberei lockerer Passagiere aus. Sie wünschten daher längst, den noch übrigen Dorn auszureißen und alles fremde Oeffnungsrecht vom Steinberge zu entfernen. Die Hattenheimer konnten des Wegs leicht entbehren, indem sich ihnen in der Nähe mehrere zum nämlichen Ziel führende und, so viel sich noch jetzt aus der Situation abnehmen läßt, bequemere Straßen darboten. Allein man hatte es hier mit einer Gemeine zu thun, die nach Gewohnheit viel hartnäckiger auf altes Recht und Herkommen hielt und sich darum nicht so leicht zu einer Abtretung stimmen ließ.

„Doch erschien endlich für Eberbach der günstige Zeitpunkt. Die Gemeine war 1239 im Baue ihrer Kirche begriffen und wollte sie mit einem Steingewölbe ausrüsten. Dazu waren Gelder nöthig, und man suchte Quellen auf, die man, ohne den Privatkassen wehe zu thun, benutzen könnte. Unter den gemeinen Fonds stellte sich auch der ihnen ganz entbehrliche Weg durch den Steinberg dar. Die Bürger willigten nun um so lieber in dessen Veräußerung, weil sie ihn auf der einen Seite für ein Opfer zur Ehre Gottes ansahen, und auf der andern ihre eigenen Säckel

dadurch geschont wurden. Der Handel kam also bald zu Stande. Die Gemeine trat dem Kloster den Weg mit allem Recht als volles Eigenthum auf immer ab und empfing dafür zu ihrem Kirchengewölbe drei Marken. Wilhelm, der Propst zu St. Moriz und Archidiacon im Rheingau, wohnte der Verhandlung bei und beurkundete den Verkauf mit einem feierlichen Briefe. Nun waren die Eberbacher unbeschränkte Herren vom Steinberg und konnten ihre Rebenflur gegen allen fremden Eintritt schließen. Die Sperrung geschah aber nach Sitte der Zeit nur mit einem lebendigen Zaune, der zwar die Einbrüche erschweren, die Frevel vermindern, aber nicht ganz verhindern konnte. Für einen von den gemeinen Fluren isolirten und sich bis an den Wald, den gewöhnlichen Schlupfwinkel der Räuber, hinstreckenden Weinberg war die Hecke ein zu schwacher Damm gegen vorsätzliche Diebereien. Dennoch blieb es durch fünf Jahrhunderte bei dieser unzulänglichen Barrière, und aus Kraft- oder Muthlosigkeit zu einer solidern Verwahrung begnügte man sich, durch Schützen und Wächter die Traubendiebereien, so viel thunlich, zu verhüten. Diese wuchsen aber endlich in spätern Jahren zu häufig an und bestimmten den jüngst verlebten Abt Adolf Werner zu Errichtung einer stärkern Schutzwehr. Er unternahm es, den ganzen Weinberg sammt einer an dessen Fuße nach der Länge hinziehenden Wiese mit einer tüchtigen, 12 Fuß hohen Mauer zu umfangen, besiegte alle sich entgegenstellenden Schwierigkeiten, vollendete binnen drei Jahren (1761—1763) das große Werk und verewigte durch dies dauerhafte Monument sein auch von andern Seiten her rühmliches Gedächtniß." Indessen lag dort noch 1366 manches ungebaut, wie denn im besagten Jahr die Abtei einen Theil des mit dem Weinberg rainenden Wildlandes an Johann von Rüdesheim verlieh. Der also vervollständigte Weinberg, der größte im Rheingau, hält an 100 Morgen.

Daß der Steinberger bereits im vorigen Jahrhundert als eines der gepriesensten Gewächse des Rheingaues berufen, mag die hier folgende Abhandlung von Rheinweinen aus dem Jahre 1792 darthun. „Die Rheinweine wachsen im Lande Rheingau. Dieses wird in die obere und untere Gemarkung eingetheilt,

d. h. in die Dörfer, die hoch an den Wald heran liegen, und in die, so am Rheinstrome liegen. Die ersten haben größtentheils in den hitzigen Jahren wegen ihres schweren Bodens den Vorzug und ihre Weine erhalten auch früher eine hochgelbe Farbe. Die andern gewinnen aber in den Jähren, die nicht so hitzig sind. Die übrigen Rheinweine werden theils an dieser Seite des Rheins, theils an jener Seite gezogen. Mainz zum Standort genommen, sind die besten diesseitigen Rheinweine die, welche zu Laubenheim, Bodenheim, Bischheim, Nierstein, Dienheim, Harschheim wachsen, die besten jenseitigen aber sind die, welche zu Hochheim, zum Theil auch zu Wickert und Kostheim in den besten Lagen wachsen. Hernach in dem Rheingau selbst sind vorzüglich die besten: 1) zu Asmannshausen und Rüdesheim, der dasige Hauptberg, das Rodtland und die sogenannten Hinterhäuser (d. h. die Berge, die hinter einem gewissen District von Häusern dort liegen), 2) zu Geisenheim, der Rothenberg und Kapellgarten, 3) auf dem Johannesberg, der Fuldische Schloßberg, 4) zu Hattenheim der Markerbrunner, 5) bei dem Kloster Eberach der Steinberg, 6) zu Kiederich der Gräfenberg, 7) zu Rauenthal der Hauptberg. Auf den Bergen, die einen schweren, steifen und steinigten Grund haben, wachsen die stärksten, schwersten und dauerhaftesten Weine. Die Berge hingegen, die einen hitzigen Kiesboden haben, bringen starke, geistige und sehr flüchtige Weine hervor. Zur Gesundheit sind die für Jedermann am besten und sichersten, die auf mittelmäßigen Anhöhen, wie zu Hochheim ꝛc., gezogen werden, weil sie den Reben ein zartes und leichtes Erdreich geben, welches mehr locker ist und das Regenwasser besser annimmt. Hingegen sind die Weine schädlicher, die in tiefen Gegenden wachsen und einen feuchten, kalten und schweren Grund haben, sie werden auch nach langen Jahren erstlich trinkbar. Die den angenehmsten Geruch haben, sind die, die einen mit Leim, rothem Mergel und verwitterten Schiefersteinen vermischten Boden haben. Ueberhaupt aber ist die zum besten Weinwachs dienlichste Lage diejenige, wo der Berg zu steigen anfängt, und wo der Abhang des Berges von Norden südwärts sich neiget. Die Weine, die auf einem ganz

frisch oder neugedüngten Weinberge wachsen, sind zwar fett, feurig und kostbar von Geschmack, aber der Gesundheit schädlich, weil der frische Dünger ein fressendes Salz und groben Schwefel in sich hat, der sich durch Regen und Schnee auflöset und in einen scharfen Mistschlamm verwandelt wird, den der Weinstock in sich zieht rc. Im Rheingau werden die Gattungen von Reben gebaut: 1) Allgemeine, welches die kleinen Rißlinge sind, und die nach den Orleaner Reben den besten und stärksten Wein geben und früher zeitig werden. 2) Die Orleaner, der Klebroth oder rothe Burgunder. 3) In den Hausgärten hat man Kleinberger und Muscatellerreben. Die ersten zwo Sorten hielt der Herr von Forster für die zuträglichsten im Rheingaue, die meisten andern, besonders die Rutlanderreben, sind schädlich, zumal da die letztern sogleich ihr Feuer verlieren. Vielmehr hält er sehr vortheilhaft, die rothen Burgunderreben, die man zu Asmannshausen hat, weiter im Rheingaue einzuführen, weil 1) die rothe Farbe dem ächten weißen Rheinwein nicht schadet, 2) derselbe 14 Tage früher reif wird, als der Rißling, mithin auch in schlechten Jahren zeitig wird, 3) weil er gleich im Herbst verkauft werden kann, welches dem gemeinen Mann vortheilhaft ist.

„Die Weinberge werden hier alle 5 bis 6 Jahre gedünget. Alte Erde, Gassenkoth, alter Lehm von abgebrochenen Häusern, kurz, alter ausgelegener Dünger ist der beste, weil die Trauben davon nicht so viel Geschmack und Feuer annehmen. Das Düngen ist am vortheilhaftesten vor dem Winter. Der Küh- und Pferdemist ist der beste. Wenn der Weinstock öfters umgehackt und gelockert wird, so ist ihm dies sehr gut, weil das Unkraut ihm alsdann die Nahrung nicht entzieht. Die Spitzen und Seitenranken werden zu rechter Zeit abgeschnitten, zusammengebunden und dünn oben auf den Stock zum Trocknen gesteckt, im Winter den Kühen gebrühet zum Futter gegeben. Bei der Weinlese ist zu beobachten, daß die Trauben eigentlich mit Messern abgeschnitten und nicht abgerissen werden, weil sonst viele Beeren abfallen. Hernach werden sie in große Bütten getragen und gemostert (d. h. sie werden mit Kolben, wie im Rheingau und

bei Worms geschieht, zerstoßen, oder mit Füßen von Mosterknechten getreten, wie zu Frankfurt und in dieser Gegend Gebrauch ist, welches aber nicht sehr appetitlich aussieht). Hiernächst werden die gemosterten Trauben in Fässern, welche oben einen großen hölzernen Trichter haben, wodurch sie ins Faß geschüttet werden, an die Kelter geführet und von Kelterknechten gekeltert, und zuletzt wird der gekelterte Most durch Röhren in die Keller geleitet. Die Kelter oder Mostpresse ist von verschiedener Art. Im Rheingau hat man entweder eine große Baumkelter oder die hölzerne Schraubkelter, oder auch eine eiserne Schraubkelter; die letzte ist noch nicht lange im Gebrauch, hat auch verschiedene Fehler. Bei dem Keltern ist der erste Ablauf aus der Presse der lieblichste und schwächste, der zweite der stärkste und rascheste, der dritte der schlechteste; daher müssen sie alle drei zusammen vermischt werden, wenn der erste Ablauf sich lange halten soll. Jeder Kuchen (den man dort Secker nennt) wird viermal frisch beschnitten und gepresset, so daß endlich nichts mehr herausläuft. Die ausgepreßten Kuchen sind zum Brandteweinbrennen sehr gut. Sie müssen aber, sobald sie von der Kelter kommen, bevor sie sich entzünden und ihre Kräfte verdünsten, mit den Händen zerrieben, in ein Faß festgetreten und oben einen halben Schuh dick mit feuchtem Lehm zugeschmiert und mit Sand überschüttet werden; diese eingemachten Treßter (sie sind eben das, was die Treber bei dem Bierbrauer sind) können auch im Nothfalle zum Futter für Ochsen und Rinder gebraucht werden, für die Kühe aber sind sie zu hitzig, weil sie die Milch darnach verlieren.

„Ein rheinisches Stückfaß muß 7½ Ohm halten. Alte Fässer, worauf ein guter Wein gelegen, der einen guten Weinstein angesetzt hat, sind zum Füllen die besten, weil eben der gute Weinstein dem eingefüllten Most besondere Kräfte gibt und zu dessen reinigender Gährung weit mehr als ein neues Faß beiträgt. Sie müssen aber wohl gereinigt und ausgebrühet seyn. In neuen Fässern bekömmt der Wein einen zärtern und lieblichern Geschmack, in den alten aber mehr Stärke und ein rascheres Wesen, indem die neuen bei Gährung des Weines viel von seinem Schwefelsalz und öligten Theilen einziehen, welches die alten

wegen des angesetzten Weinsteins nicht thun. In kleinen Fässern wird der Wein lieblicher, zärter und früher trinkbar, in großen aber stärker und kräftiger, in welchen er auch nur halb so viel zehrt, als in den kleinen. Die Gährung des Weins ist die natürliche Reinigung des Weins. Sie scheidet den Most in vier Haupttheile: 1) in den Schaum oder Gescht, welcher den obersten Platz einnimmt, 2) in die dicke Weinhefe oder sogenannte Druse, die auf den Boden des Fasses sinkt, 3) in die arbeitende und gährende Feuchtigkeit, die sich in der Mitte hält, 4) in den Weinstein, der sich am Faß selbst ansetzt. Der geistige Theil des Weins ist die wirkende Ursache der Gährung, die eine warme Witterung gleich in den ersten Tagen nach der Füllung befördert. Die besten Weine gähren am ersten. Wenn der neue Wein ausgegohren und nicht mehr aufstößt, so müssen die Spundlöcher mit Filz u. s. w. bedeckt werden, damit die Kräfte nicht zuviel ausdünsten. Bei nicht zu kalter Witterung kann dieses nach Martini geschehen. Noch ist zu bemerken, daß die alten, ausgelegenen Weine mit jüngern von gleicher Art und Güte aufgefüllt werden müssen. Die Kennzeichen eines ächten, gesunden Rheinweins sind folgende: er muß 1) einen lieblichen Geschmack haben, 2) sich in einem reinen Glase klar und deutlich zeigen, 3) bei dem Einschenken muß man ein rauschendes Säuseln hören, und der Wein mit vielen kleinen Perlen über sich springen, 4) beim schnellen Einschenken muß sich mitten im Glase ein kleiner Schaum mit kleinen Bläschen zeigen, der aber gar bald verschwinden muß; wenn der Schaum sich langsam ansetzt und auch langsam vergeht, so ist es kein gutes Zeichen, sondern Künstelei zu vermuthen."

Indessen war es vielmehr dunkele Sage, was man sich von der Güte des Steinberger Weins erzählte, als eigentliche Kenntniß, er scheint vornehmlich im Kloster getrunken worden zu sein, wie das wohl anderwärts der Fall. So hatte man im Lande selbst, in Hochburgund, nicht die fernste Kenntniß von dem herrlichen Wein von Château-Chalon, der in Stärke, Feinheit, Lieblichkeit die edelsten Champagnersorten übertreffend, in der Abtei, Frauenkloster Benedictinerordens, lediglich in der Küche

verbraucht wurde. Es begab sich, daß für einen reisenden Mönch, dem gar kurz die Zeit zugemessen, in der Küche selbst getischt worden. Einige Jahre später kam derselbe Reisende wiederum zum Kloster; indem er aber jetzt im Orden zu hohen Ehren gelangt, verfehlte die Aebtissen nicht, ihn an ihre Tafel zu ziehen. Hoch ging es da auf, und wie in jenem Lande manche germanische Sitte bis auf den heutigen Tag florirt, so fand man sich veranlaßt, den werthen Gast der Reihe nach die herrlichen Weine des Klosters kosten zu lassen. Er musterte sie mit Kennerzunge, war unerschöpflich in fortwährend sich steigerndem Lobe; wie er aber letzlich ein schließliches Urtheil, welcher der vielen Proben er den Preis zuerkenne, abgeben sollte, entgegnete er trocken, köstliche Weine durchaus habe man ihm vorgesetzt, aber — in vino veritas — keiner erreiche den vor Jahren ihm hier vorgesetzten. Erstaunt über solchen Bescheid, ließ die Aebtissin sich erzählen, wann, unter welchen Umständen der Gast einst im Kloster gespeiset habe; er referirte, und als sich ergab, daß es am Küchentisch gewesen, erhob sich ein einziger Schrei der Verachtung über des Mannes elende Probe. Er beharrte aber steif und fest in seiner Ansicht; um so sicherer ihn zu beschämen, ließ die Aebtissin ein Pröbchen von dem Küchenwein umgeben, und daß er alles übertreffe, was zeither im Kloster vorgekommen, hat die Gesellschaft schließlich anerkannt. Also kam zu Ehren der Wein von Château-Chalon, der seitdem die Krone aller moussirenden Getränke geblieben ist.

Der wahre Werth des Steinbergs war in den ersten Jahren nach der Säcularisation von Eberbach noch so wenig ermittelt, daß der Herzog von Nassau den Neuhof samt seinem unschätzbaren Zubehör gar gern um 50,000 Gulden, wenn ich mich recht erinnere, verkauft hätte. Wodurch der Handel rückgängig geworden, weiß ich nicht, das aber weiß ich, daß seitdem dem Johannisberg in dem Steinberg der furchtbarste Nebenbuhler erwachsen ist. In der Versteigerung von 1831 wurde das beste Stück, da der Wein noch kein Jahr alt, mit 2705 Gulden bezahlt. Daß in den Jahren 1857 und 1858 der Steinberger sogar den Johannisberger übertroffen habe, behauptet ein Kenner ersten

Ranges. Im J. 1857 wurden im Steinberg 80 Stück Wein gewonnen, und kam das halbe Stück von 1800 bis 3090 Gulden zu stehen. Im J. 1858 waren es nur 50 Stück, zu 660 bis 2970 Gulden; 40 Stück im J. 1859. Im J. 1822 hatte Prinz Emil von Hessen-Darmstadt ein halbes Stück Steinberger, oder 3½ Ohm zu 6105 Gulden gesteigert, daß er mithin die Flasche beinahe mit 11 Gulden bezahlte.

Nicht viel über eine Viertelstunde von dem Neuhof, etwas tiefer, seitwärts, unweit der Quelle der Limmerbach, beherrscht das Dorf Hallgarten das nach Hattenheim hinabgehende Thal. Zu Hallgarten, Hagenboingartun, Hargardun, Hargarten, besaß das St. Johannisstift zu Mainz ein Allod, so der Stiftspropst Zeisolf zu Handen des Erzbischofs Adalbert dem Ruthard von Winkel überließ, tauschweise gegen einen der beiden Mansen, welche Ruthard jenseits Rheins, Winkel gegenüber, besaß. Dabei wurde bedungen, daß Ruthard und seine Erben einem jeweiligen Propst zu St. Johann den Treueid schwören und alljährlich an St. Martins Festtage an des Stiftes Corpus praebendarum zwei Pfund Pfennige entrichten. Wird der Termin verabsäumt, so ist das am folgenden Tage mit 5 Schilling zu büßen, worauf 14 Tage Anstand, auch zum zweiten- und drittenmal zu bewilligen, nach Ablauf der drei Fristen ist aber der Mansus samt den Gütern verfallen, »quia quicunque hec bona habet, eundem mansum habere debet.« Es wurde ferner bestimmt, daß sothanes Allod niemals unter mehr als vier Erben zu vertheilen, niemals ohne Wissen und Willen des Propstes zu verkaufen, daß auch niemals der Zins herabzusetzen. Endlich sollte das Gut im Falle der Vernachlässigung und mangelhaften Anbaues in gleicher Weise verfallen sein. Also bestimmte 1112 Propst Zeisolf, der überaus würdige und gottesfürchtige Prälat, deß Abstammung man von den alten Gaugrafen zu Worms herleitet. Sein Andenken lebte noch 1789 in einem Kunstdenkmal im Kloster Jacobsberg, in einem seitdem verschwundenen bronzenen Weihwasserkessel mit folgender Inschrift:

Omnis mundus aquis distinguitur iste quaternis,
Quod scriptis totidem renovandum signat eundem.

Jacobe sancte Dei prece nos dignare tueri,
Istud Christe datum Ceizolfi sit tibi gratum.

Kein volles halbes Jahrhundert blieb das Erblehen denen von Winkel: es wurde dem Kloster Eberbach, vorbehaltlich der zwei Pfund Zins, verliehen, wie denn schon in des Papstes Alexanders III Schutzbrief für das Kloster, 6. Febr. 1162 (1163), unter dessen Besitzungen »grangia proxima abbatie que dicitur Hargarden cum pertinentiis suis,« vorkommt.

Zugebend, daß der Namen des Waldorts Hallgarten schon im Anfang des 12. Jahrhunderts vorkommt, erinnert P. Herm. Bär, er scheine „dort noch mehr nur einen gewißen Felddistrikt, als ein Dorf zu bezeichnen. Auch in der Folge, bis ins 13. Jahrhundert zeigen sich mehrere Spuren solcher Bedeutung. Mein Schenkungsbuch von 1211 thut von Halgarten mehrmalen ähnliche Meldung, z. B. »Ab Eberhardo frigido cambivimus I duale apud vineam Hargarten.« Und »Rubertus de Solmerso dedit nobis duas particulas terre infra vineam nostram Hargarten. Andre gleichlautende Stellen zu geschweigen, werd ich in meiner Vermuthung dadurch gestärkt, weil weder in dem erwehnten Schenkungsbuche, noch in einer andern mir bekannten Urkunde des 12ten Jahrhunderts von Halgarten, als einem Dorfe, ausdrückliche Meldung geschieht, und alle Erwerbungen des Klosters Eberbach über der schon damalen bestimmten Grenzlinie der Hattenheimer Feldmarke nicht nach Halgarten, wo sie doch lagen, sondern nach Winkel (Destrich) gerechnet werden. Nach einer hergebrachten Sage, die ich weder hinlänglich begründen, noch widerlegen kann, war Halgarten ursprünglich nur ein Jagdhaus. So viel ist aber gewiß, daß es noch in der Mitte des 13ten Jahrhunderts ein kleines, unbedeutendes Dörfchen war, wie mir aus einer Urkunde vom Jahr 1255 erhellet: Ejusdem villule presentibus his colonis. Auch das Wort Coloni scheint Halgartens damalige Jugend und noch neue von Fremdlingen geschehene Ansiedlung zu verrathen.

„Diese Nachrichten zusammen genommen sprechen dem Orte Halgarten kein hohes Alter zu und reichen wahrscheinlichen Grund, seine Entstehung nicht über die zwote Helfte des 12ten Jahr-

hunderts vorzurücken. Seine Genealogie scheint mir mit jener des Dorfs Johannisberg parallel, und Halgarten gewißermaßen eine Colonie des Klosters Eberbach zu seyn, wie jener dem Kloster Bischofsberg sein Aufkommen zu danken hat. Die Gründe meiner Hypothese darf ich eben nicht weit ausholen; sie bieten sich aus der Nähe dar. Zur Anrottung des großen felsigten Steinbergs waren den Eberbacher Mönchen viele Arbeiter nöthig. Aus den Landeseinwohnern, die in diesem Zeitraume selbst ihre ganze Industrie auf eigenen Anbau richteten, ließen sich solche nicht hernehmen. Man dingte sich also Frembdlinge, die, von häußlichen Geschäften frei, dem schweren Rottungswerk ununterbrochen obliegen konnten. Diesen gefiel das Klima des Rheingaues besser als ihre Heimath, und mehrere davon siedelten sich in der Nähe des Steinbergs an. Sogar scheint das Kloster aus seinem Eigenthum ihnen den Grund zu ihrer Anbauung abgetreten zu haben. Wenigstens sind noch heute zu Tage wenige Hofraiten in Halgarten, die dem Kloster mit Grundzinse nicht behaftet wären. Diese Schuldigkeit konnte in der Folge zwar aus andern Quellen herrühren. Aber ihre Allgemeinheit, mit den übrigen Umständen verglichen, scheint was Besondres anzudeuten und läßt einen ursprünglichen Beitrag des Klosters zur Entstehung oder doch merklichen Erweiterung des Orts Halgarten argwöhnen."

Dagegen erinnert Bodmann: „Es bestand demnach schon eine Cultur zu Hargarten, ehe solches Eberbach erhielt. Die erste Cultur, so weit sich zurückgehen läßt, erhielt der Ort durch die Hofleute der Herren von Winkel (Greifenklau), denen sie ihre Erbleihe zum Bau überlassen hatten. Daß die erste Ansiedelung Hallgartens, aus einzelnen Bauernhöfen bestehend, schwach gewesen sey, ist wohl begreiflich; aber der Rodungsgeist brachte sie gar bald in die Höhe; durch die Anlegung des klösterlichen Steinbergs, welche bald darauf erfolgte, mögen nach dem von Bär wahrscheinlich gemachten Wege sich die Colonen gar sehr vermehrt, und aus einer Villula, welche gleichwohl schon 1255 Schultheiß und Schöpfen hatte, eine ansehnliche Gemeinde erwachsen seyn."

Die hier von Bodmann angezogene Urkunde, vom 5. März 1255, stellt aus Giselbert Fuchs von Rüdesheim, der Vicedom

im Rheingau, und wird darin bekundet, daß die Eheleute Dietrich und Mechtild von Hargarden zur Sacristei in Eberbach eine Ohm rothen Weins aus ihrem einen Morgen haltenden Weinberg auf dem Hargarthen alljährlich zu entrichten, gestiftet haben. Besagten Wein soll ein zeitlicher Sacristan für den Bedarf der täglichen Messen verwenden. Tragt der Wingert keine volle Ohm rothen Weins, soll, die Ohm zu ergänzen, weißer Wein, und zwar vom besten, der da gewachsen, geliefert werden. Den Zeugen der Verhandlung, worunter Peregrinus, des Orts Schultheiß, hat der Sacristan Gottfried, ihr Gedächtniß zu stärken, den sogenannten Bodenwein gereicht. Im Jahre 1246 verkauften Konrad von Wiesbaden und Lukard, Eheleute, dann ihr Sohn Arnold dem Kloster alle ihnen noch übrigen Güter in der Terminei Hallgarten und dem Neuhof. Nur ein halbes Talent jährlicher Gült nahm Konrad bei dem Verkaufe aus, das er vom Grafen zu Sponheim lehenweis besaß und darum nicht veräußern durfte. Der Handel ward in der Stille, wie unter Freunden, abgeschlossen und berichtigt. Damit er aber wegen dieser Heimlichkeit keinen Anstoß leiden möchte, ließ man ihn vor Schultheiß, Scheffen und der ganzen Gemeinde zu Hattenheim ausrufen und vom Archidiacon Wilhelm öffentlich verbriefen. Frau Lukard und ihr Sohn Arnold werden in der von Hrn. Rossel gelieferten Stammtafel derer von Wiesbaden nicht genannt, wohl aber ist darin aufgenommen Konrad von Wiesbaden genannt Poto, Wäpeling, der in Gemeinschaft seiner Frauen Anna 1237 all sein Gut zu Hattenheim, Weinberge, Aecker, Häuser, Zinsen an die Abtei Johannisberg verkaufte, vor Schultheiß und Scheffen, in iudicio quod dicitur Botding. Bodo von Wiesbaden, Ritter, wird 1268 genannt. Lena, des Ritters Johann von Wiesbaden Wittwe, und ihre Kinder Johann und Grete werden 1318 genannt, und wird Erkenbold von Wiesbaden, der Scholaster zu St. Peter in Mainz, diesen Kindern beizuzählen sein. Katharina von Wiesbaden, domicella, starb 1379. Jenem adeligen Geschlechte scheint Nicolaus von Wiesbaden, der Bischof zu Speier, nicht anzugehören. Heißt es doch von ihm: „war von geringen Eltern, aber von großer Gelehrsamkeit, regierte

15 Jahre und starb 1396." Ich werde seiner bei Wiesbaden gedenken.

Unter Vermittlung des Erzbischofs Gerlach verglich sich die Abtei Eberbach 1370 mit der Gemeinde hinsichtlich der Bede, und sollte das Kloster von seinen dasigen Besitzungen jährlich 12 Pfund Heller entrichten. Auch die von Rüdesheim waren hier begütert. Aus dem Umstand, daß das Dorf in den Zehntbezirk des St. Victorstiftes gehörte, ergibt sich, daß Hallgarten Anfangs zu Oestrich eingepfarrt war. Das war noch 1333 der Fall, aber seit 1338 kommt hier ein eigner Pfarrer und namentlich 1345 Konrad, „Pharner" zu Hallgarten vor. „Dieser war vielleicht aber auch der erste, und ich finde dafür eine nicht ganz zweideutige Spur. Im J. 1333 schenkten Reinhard und Dyna, Eheleute von Halgarten, dem Kloster Eberbach ihr ganzes Hab und Gut mit der Verfügung, daß nach eines von beiden Hintritt die Abtei alle ihre Güter in Besitz nehmen, für sich benutzen und dem Ueberlebenden jährlich eine an Geld, Frucht, Wein und Heu bestimmte Pension abreichen sollte. Gemeinschaftlich hatten sie unter einander beschlossen, nach eines von ihnen Tode nicht wieder zu heirathen. Diese ihre Wahl vertrauten sie dem Abte von Eberbach und dem Pfarrer von Oestrich an und legten sich selbst vor ihnen die Strafe auf, daß der Ueberlebende, wenn er ohne ausdrücklichen Consens Eberbachs zur zweiten Ehe schreiten würde, sogleich der ganzen Pension verlustig sein sollte. Alles das setzten sie schriftlich auf und ließen es von den zwei Vertrauten, dem Abt von Eberbach und dem Pfarrer von Oestrich, besiegeln. Allerdings erhellet aus der selbst gewählten Strafe, daß beiden sehr daran gelegen war, den überlebenden Theil von der andern Heirath abzuhalten. Wahrscheinlich machten sie also ihren ordentlichen Seelsorger in einer so wichtigen Sache und zwar um so mehr zu ihrem Vertrauten, weil er auch mit dem Abte von Eberbach der schicklichste war, die zweite Verehelichung zu hintertreiben. Halgarten hätte also damals noch ganz in den Oestricher Pfarrsprengel gehört und nur zwischen 1333 und 1345 einen eigenen Plebanen, vielleicht in der Person des oben erwähnten Konrads den ersten erhalten." Im J. 1360 stiftete der

Pfarrer Diel von Guttenberg die Frühmesserei. Die Kirche ist zu Ehren von Mariä Himmelfahrt geweihet. Zu ihr pfarrten, das Mapper Schützenhaus bei Stephanshausen eingerechnet, 1166 Menschen im J. 1851.

Eberbach.

Von dem Neuhof gelangt man in einer kleinen Viertelstunde, sanft aufsteigend, nach Kloster Eberbach, 1 Stunde von dem Dorfe Erbach. Noch thront hoch über dem antiken Eingangsthor, wie vor Jahrhunderten, das Bild der Gebenedeiten, aber der nächste Schritt schon wird den Wanderer belehren, daß hier nicht mehr das Gotteshaus, dessen Untergang vor 40 Jahren Bodmann so schmerzlich beklagte. „Unter Rheingaus sämmtlichen Klöstern zeichnete sich keines vortheilhafter und ruhmwürdiger aus, als die Abtey Eberbach. Diese war es wirklich, die sich um diesen Landstrich durch neu eingeführte Cultur fast aller Zweigen, durch musterhafte Haushaltung und Industrie, strenge klösterliche Disciplin und auferbauliche Religiosität das redendste Verdienst erwarb, und daher unter ihnen wie der Mond unter den kleinern Gestirnen glänzte. Dem gründlichen Kenner dessen, was sie von Anbeginn bis zu ihrer Unterdrückung war und that, muß es wahrhaft schwer fallen, ihren Biographen nicht zu machen; wenigstens verdient von ihren Mitschwestern keine ein bleibenderes, dankbares Denkmal, und daher mit höherm Rechte eine ausführliche, beurkundete, eigene Geschichte, welche aber außer unserm Plane liegt. — Kaum waren die aus Bernhards Pflanzschule hoher Frömmigkeit und beispiellosen Fleißes zu Clarevall ausgehobene Sprößlinge auf unserm Rheingauer Boden angelangt und hatten die wenigen Besitzungen der Kanonie von Erzbischof Adelbert als kärgliche Mitgift einer neuen Klosterstiftung in einige Ordnung gebracht, als sie auch auf der Stelle anfingen, nachgeradehin hier alles auszubreiten und in Anwendung zu bringen, was ehemals bey Clarevals Anlegung geschehen, und sonächst selbst in die Grundgesetze des Instituts übergegangen

war. Genau modelten sie nicht nur ihre häusliche Einrichtung nach jener ihres Mutterklosters, legten ihre Wohnungen nach dem nämlichen Plane an, errichteten klösterliche Fabriken, führten dahin Wasserleitungen, rodeten rings umher Waldungen aus, ordneten den Gottesdienst, sangen und beteten unter freudiger, fast ununterbrochener Handarbeit im freyen Felde u. s. w., sondern übertrugen gar frühzeitig ihren so ganz in Fleisch und Säfte verwandelten Culturgeist auch außer ihren Mauern. Wie sich die Kreise um den ins Wasser geworfenen Stein allmälig erweitern, so verbreitete sich auch jener in Kurzem weit umher; von Eberbach aus, gleich einem neuen Deukalion, schien gegen die Mitte des 12. Jahrhunderts eine neue Schöpfung des Rheingaus auszugehen: man sah, man staunte und — ahmte nach.

„Auch häusliche Frömmigkeit und Sittlichkeit auswärts war das hohe Unterscheidungszeichen der neuen Stiftung von allen andern Klöstern und Ständen dieses Landstrichs; in diesen war eben Eingezogenheit, Disciplin und Religiosität in demselben Maaße im Verfall, wie umgekehrt die roheste Unsittlichkeit, Unwissenheit und geistige Barbarey über die sämmtlichen Stände der Layen längsthin die Ueberhand gewonnen hatten. Auch hier ward Eberbach Muster. Alle Klöster rings umher dachten itzt an Reformen ihrer Disciplin und häuslichen Wirthschaft; der größte Theil der weiblichen ließ es dabey nicht einmal bewenden, er ging gegen die Mitte des 13. Jahrhunderts noch einen Schritt weiter, trat ohne Zwang und unaufgefordert, ganz von freyen Stücken, von dem alten Orden ab und zog das neue Ordenskleid der Eberbacher (Cisterzienser), damit aber auch — fast möchte man sagen — den neuen Culturmenschen an. Die geistliche Vaterschaft und Visitatur Eberbachs unterhielt den ausgestreuten guten Samen und ließ ihn, wie die Klostergeschichte bewährt, in vortreffliche Pflanzen und heilsame Früchte übergehen.

„Und gerade so verhielt es sich auch mit den übrigen Ständen unseres, sonst von der Natur so reichlich ausgestatteten Landstrichs. Der unbändige Rittergeist fand in Eberbach ein hohes Muster von Sittlichkeit und Sanftmuth, zugleich auch ein Modell, wie er seinen Finanzzustand, der gewöhnlich nichts taugte,

ohne die ihm so eigene bekannte Faustmittel auf Kosten Anderer in Ordnung bringen möge. Selbst Eberbachs Klosterkirche verbürgte es, daß hohes Gefühl von Hochachtung im Leben und Bespiegelung der sanften Tugenden dieser Versammlung ein mächtiges Triebrad in der Maschine so mancher unmenschlichen Menschen dieser Klasse seyn mußten, sich noch vor ihrem Ende mit Gott und der Welt auszusöhnen und in den unzähligen dort gewählten Grabstätten eine Ruhe zu suchen, die sie andern im Leben so selten vergönnet hatten. Auf den Rheingauer Bürger und Landmann ging von dieser neuen Pflanzschule eine überaus segenreiche Handleitung aus, wie er durch neue Anrodung wüster Strecken seinen Reichthum erhöhen, seine Producte mit Gewinnst absetzen und selbst an der Hand angelegter Fabriken, Niederlagen, Ausfuhren und damit verbundener Handelsspeculationen Schöpfer neuen Erwerbs und erhöhten Wohlstandes werden könne; die im Schooße Rheingaus von Eberbach neu angelegte Klosterhöfe (Grangien) waren in der Hinsicht wirklich für das Land so viele Ackerbau- und ländliche Wirthschaftsschulen, und die darinnen angelegten Capellen trugen mächtig bey, auch religiösen Geist in eben dem Grade zu verbreiten, wie sittlicher und sanfter durch die Hofmeister und die Conversen dort eingeführt und unterhalten ward; das nämliche Glück führte Eberbach, vornehmlich im 12. und 13. Jahrhundert, auch benachbarten Ländern durch die zahlreichen dorthin angepflanzten Höfe zu, deren größter Gütertheil dem Anrodungsfleiße Eberbacher Mönchen seine Cultur zu verdanken hat. Die Geschichte der alten obern Grafschaft Katzenellenbogen kann dieses unter andern nicht mißkennen.

„Eberbach betraf geschichtlich manch harter Unfall, der andern Klöstern einen gänzlichen Untergang würde bereitet haben; in seiner Sparsamkeit, Klugheit, Nachgiebigkeit und häuslichen Ordnung aber fand es immer eben so viele Kraftmittel, die Wunden auszuheilen und sich bald wieder auf den alten Fuß zu setzen. Es hielt immer streng an seinen Erzbischöfen, wußte die Gunst der benachbarten Fürsten und Grafen zu gewinnen und zu unterhalten, war nachgiebig gegen die Habsucht so mancher Edelleute, von denen es Ruhe und Eintracht nicht selten durch

freiwillige große Opfer erkaufte, mischte sich nicht in politische Welthändel, deren Strom so manche andere unrettbar mit sich fortriß, und entging durch practische Anwendung des Grundsatzes: Weiche der Zeit, unzähligen Gefahren, die es bestürmten. Mit Neid und Mißgunst, auch Verfolgung, hatte es manchen harten Kampf zu bestehen, wußte sich aber dagegen mit Glimpf und Sanftmuth, nicht selten selbst mit Großmuth und Opfern, so trefflich zu bewaffnen, daß jene sich ausgesöhnt sahen, ehe sie es selbst glaubten, und oft aus Neidebengeln noch überdies Eberbachs große Wohlthäter wurden. — Dies ist der kurze Umriß des politischen Bildes von Eberbach, welches auszumalen wir seinem Geschichtschreiber überlassen.

„Auch wissenschaftliche und Kunstcultur blühte in den Mauern der alten Erbacher Asceten. Frühzeitig hatten sie für eine Kammer in ihren Ordens-Collegien gesorgt, dahin Zöglinge abgeschickt und dort auf ihre Kosten unterhalten, welche bey ihrer Rückkehr durch Unterricht ihren Brüdern nützten. Eberbach stand demnach im 13. und 14. Jahrhundert auch in hohem Rufe der Gelehrsamkeit, wozumalen die Mönche, mit Verlassung des alten Ordens-Grundgesetzes, sich nicht auf Studien zu legen, und mit Aufgebung der Hacke und Spate für Selbsthandarbeit, diesem edlern Zweige der Cultur zu fröhnen angefangen und durch Abschreiben sowohl als Selbstfertigen brauchbarer Werke sich selbst und andern auch in dieser Hinsicht nützlich zu werden begonnen. Uebrigens werden wir im Verlaufe dieser Schrift gewahr werden, daß nicht leicht eine einzige Vision derselben, seye es die geist- oder weltliche, und in dieser die ökonomische oder politische, letztere selbst wieder nach allen ihren Aesten, sich darlege, wozu nicht Eberbach reichliche Beiträge steure, ja manchmal gar wie Oel oben schwimme; so wichtig wußte sich demnach durch seine manchfaltigen Verhandlungen in- und auswärts unseres Rheingaues dieses Kloster im Mittelalter zu machen. Einen trefflichen Beweis hiervon, obgleich nur von der ökonomischen Seite, gab uns ein vor Kurzem verewigtes, sehr würdiges Mitglied desselben durch eine brauchbare Schrift; für die übrigen ergreifen wir um so lieber die Arbeit, den Faden fortzuspinnen, als er

mit vielen Nebenkenntnissen und Hilfsmitteln verwebt werden muß, welche jenem sonst gelehrten und scharfsinnigen Manne nicht zu Gebot standen. Schließlich war Eberbach auch der Stammsitz der Humanität und des Wohlwollens gegen den Fremdling, wie gegen den Einheimischen; seine Gastfreundschaft, ihm durch das Ordensinstitut und mehre dazu eigens bestimmte Stiftungen zum Gesetz gemacht, — sein altes, vormals in seinen Mauern befindliches Hospital, und die in der Folge an dessen Stelle getretene reichliche Ausspendungen an Rheingaus Kinder der Armuth, verpflichteten auch von dieser Seite die Nachkommen, ihm den Tribut eines dank- und ehrenvollen Andenkens zu zollen. So ging demnach Eberbach mit dem Glanze der unumwölkten Sonne an einem schönen Sommerabende unter und hinterließ eine sanfte Abendröthe, welche das Gefühl von Anmuth, Dankbarkeit und Hochachtung noch lange in dem Herzen manches Biedermanns erhalten wird."

Keineswegs waren jedoch Cisterzienser des Ortes erste Bewohner. Erzbischof Adalbert, des Klosters Erbauer, hatte regulirte Chorherren dahin gesetzt, sich jedoch bereits 1131 genöthigt gesehen, sie von dannen zu verweisen, worauf sie nach längerm Umherirren in Gottesthal sich niederließen (S. 222). An die Stelle der Vertriebenen traten Benedictiner vom Johannisberg, welche nach des Erzbischofs Verordnung der Oberaufsicht des dasigen Abten unterworfen blieben. Eberbach war demnach als ein Priorat vom Johannisberg zu betrachten, eine Stellung, welche wohl durch die geringe Ausstattung des Hauses geboten: sie blieb spärlich, wenn ihr gleich einige Güter in Eltvil zugelegt wurden, auch der Erzbischof, auf der Rheingauer Wunsch, dem Kloster aus der nächsten Umgebung eine Strecke Landes anwies, so er zugleich für immer vom Zehnten und jeglichen Dienstbarkeiten befreite. Ausgemacht ist es nicht, daß Eberbach von den Benedictinern bezogen wurde, gewiß aber, daß sie noch in demselben Jahr das für sie werthlose Eigenthum um den Preis von 50 Pfund Silber dem Erzbischof überließen. Dieser wünschte auf seinem Eigenthum ein Cisterzienserkloster zu stiften, wie er denn in der dritten Stiftungsurkunde für Eberbach äußert:

„Ich hatte ein besonderes Verlangen, eine Abtei des Ordens von Cisterz auf meinem eigenen Grunde zu stiften. Ich habe deshalb durch mein Bittschreiben den ehrwürdigen, wegen der ihm verliehenen Gnaden der Welt bekannten Mann, Herrn Bernhard Abt von Claravall, nach Alemannien berufen und ihn angelegentlich ersucht, mir aus seinem eigenen Hause einen Convent von Mönchen zuzuschicken, wie er auch gethan hat." Des h. Bernhard Anwesenheit in Eberbach wird nicht nur durch eine uralte Tradition, sondern auch durch ein Denkmal bekundet. Eine Stelle, ungefähr 300 Schritte von dem Kloster, dem Neuhof zu, heißt seit Jahrhunderten Bernhardiruhe. Dieser Namen war vordem, nach alter Sitte, einer Eiche eingeschnitten und bewahrte das Gedächtniß von dem, was hier vorgefallen, bis auf die spätesten Nachkommen. Nachdem der Baum Alters halber eingegangen, widmete einer der Klosterbewohner seine Ersparnisse zur Errichtung eines andern, die Tradition aufzubewahrenden Monuments. Er setzte auf den Platz, wo die Eiche gestanden hatte, dem h. Bernhard zu Ehren und zum Andenken von dessen persönlicher Gegenwart, eine kleine Capelle. Die über der Thüre angebrachten Verse, deren Zahlbuchstaben als des Baues Datum das Jahr 1701 ergeben, setzen den alten Namen als bekannt voraus, und enthalten den vielleicht zu buchstäblich aufgenommenen Sinn, daß Bernhard, ermüdet, hier ausgeruhet habe: Divus Bernhardus fessos hic sarcuit artus, juxta Eberbaci claustra locare volens. Hunc precibus puris cura celebrare viator, illius ut meritis sit tibi sancta quies. Richtiger in der Fassung scheint der unter die lateinischen Verse gesetzte Reim:

Allhier es heißt Bernhardiruh,
Lieb geb der Ruh die Werk hinzu.

Der Namen war auch vor beinahe vierhundert Jahren so bekannt, daß Bernhardiruh 1497 in einer feierlichen Grenzbeschreibung als eines der Mäler bezeichnet wird: „Gayn sant Bernhartiruge herabet obwendig des Walkmolenwegs. Geschehen 1497."

Die Lage von Eberbach fand der Heilige genau so, wie er sie für seine Klöster wünschte. Im Hintergrund eines nicht sehr

geräumigen Thals fast versteckt und nur aus weiter Ferne sichtbar, sind die Gebäude von mächtigen Bergen umgeben, den Schutzwehren für des Rheingaues Rebengeländ. Da ist die Hamm, 1690 Pariser Fuß über der Meereshöhe, mit den weiter entlegenen Höhen bei Hausen vor der Höhe und dem Mapperhof. In weiter Ferne tritt nordöstlich, südlich von Rauenthal, der Hausekopf hervor, 1597 Fuß. Westlich vom Kloster, nördlich von Hallgarten, zeigen die Rabenköpfe Spuren germanischer Befestigung, 1720 Fuß. Weiter entlegen, den Rabenköpfen nördlich, erheben sich die kalte Herberg, 1720, und der graue Stein, 1457 Fuß, zwischen dem Mapper Bollwerk und Stephanshausen. Diesen schließen sich an Rheinabwärts der Dachsköppel bei Winkel, 1334, das Forsthaus am Weißenthurm, 1299, das Jägerhorn, 1598, der Kammerforst, 1220 Fuß, die zu dem Niederwald und der Rossel oberhalb Rüdesheim, 1000 Fuß, herabsinken. Gegen Süden ist die Aussicht freier, gleichwie das gelind abhängige Terrain den Klosterbering vor den Ueberschwemmungen bewahrt, welche, von den Bergen herabstürzend, bei plötzlichem Abgang des Schnees den Niederungen nicht selten gefährlich werden. Vom Thale aus betrachtet und den Höhen ringsum verglichen, scheint Eberbach sehr tief zu liegen, und doch ist es bedeutend höher als der Johannisberg, von dem man doch wähnen sollte, daß er über den ganzen Gau sich erhebe.

Noch im Laufe des J. 1131 traf die von dem h. Bernhard entsendete Colonie aus Clairvaux zu Eberbach ein, der Sage nach am 14. Sept. Sie bezog das unlängst noch von den Chorherren bewohnte Haus, auf der linken Seite der durch den Klosterbering gehenden Eberbach, und es nahm ihren Anfang die gleichnamige Abtei, die wohl in Deutschland die erstgeborne Tochter von Clairvaux sein könnte. „Die langher eingewurzelte und durch die bei den Ordenscapiteln selbst eingeführte Rangordnung gleichsam authorisirte Meinung spricht zwar dem Kloster Himmerod in der Eifel vor Eberbach ein Altersvorrecht zu. Diese Rangordnung gründet sich aber auf den in mehrere Verzeichnisse der Clarevaller Klöster eingeschlichenen Irrthum, daß Eberbach nur erst im J. 1135 gestiftet worden. Zuverlässig nahm

es aber schon 1131 seinen Anfang und zwar mit wirklicher regulärer Einrichtung, wie aus Adelberts Stiftungsbriefe und andern Denkschriften unläugbar erhellet. Himmerod wurde nur erst im Jahr 1134 gestiftet, wie der fast gleichzeitige Cäsarius von Heisterbach, dem wohl der Ursprung seines Mutterklosters nicht unbekannt war, ausdrücklich bezeuget. Will man aber auch mit der Genesis ecclesiarum Clarevallensium Himmerods Anfang in das Jahr 1132 setzen, so war ihm dennoch Eberbach um ein Jahr zuvorgekommen. So lange also die Stiftungsepoche der Abtei Himmerod aus unverdächtigen Urkunden nicht als früher dargethan wird, kann man dem Kloster Eberbach unter den deutschen Töchtern von Clarevall die Erstgeburt nicht absprechen; denn der Rang, welchen Himmerod in Ordensconventen schon lange vor ihm behauptete, gründet sich entweder auf Irrthum, oder wahrscheinlicher auf eine alte Gewohnheit, nach welcher dessen Aebte wegen näherer Lage in der Vorzeit fast die Erbvicarien der Clarevaller Archimandrite in Deutschland waren, und dadurch auch den ordentlichen Rang vor Eberbach erschlichen." Also Bär, hingegen behaupteten im Orden alle Aebte, deren Stiftung aus dem J. 1134 herrührt, vor jenen von Eberbach den Rang, gleichwie zu Cisterz und Clairvaux idus februarii 1135 als der Stiftungstag von Eberbach galt.

Noch im J. 1173 wurde der ursprüngliche Bau von den neuen Eigenthümern bewohnt, im J. 1186 bezogen sie aber das neue Dormitorium auf der andern Seite, welches mit der in demselben Jahr geweihten Kirche in Verbindung stand. Der von dem h. Bernhard selbst ernannte Abt Ruthard erfüllte unermüdlich in dem langen Verlauf seines Regiments die um ihn von dem großen Meister gehegten Erwartungen. Kaum war die Stiftung vollzogen, als Ruthard und seine Gefährten freudig Hand anlegten, in Anwendung zu bringen, was vordem bei der Gründung von Clairvaux geschehen, und hiermit in die Grundgesetze des Instituts von Cisterz übergegangen war. Genau wurde die häusliche Einrichtung nach jener der Mutterklöster gemodelt, ein Wohngebäude nach dem nämlichen Plan errichtet, es entstanden Werkstätten, in welchen die Conversen je nach den

Bedürfnissen des Klosters die rohen Stoffe verarbeiteten, es wurden Wasserleitungen geführt und Waldungen gerodet, und während in dieser Weise Eberbach sich zu einer Musterschule für die umliegende Landschaft ausbildete, war die klösterliche Gemeinde zugleich eine Schule ächter Religiosität und der reinsten Sittlichkeit, auch bereits der Sitz eines gemeinnützigen literarischen Treibens.

Absonderlich folgenreich für die Landescultur sind Ruthards öconomische Einrichtungen geworden. Davon gab er das erste Beispiel in dem Hof Leheim. Daselbst hatte Erzbischof Adalbert dem Anselm von Gummeldingen zu dem Preis von 80 Mark 13 Hufen Land abgekauft, die er nach Eberbach schenkte. „Das Gut lag aber in der Feldmark von Leheim zerstreut und das zugehörige Haus im Dorfbann, ein Umstand, der sich mit dem System der Cisterzienser nicht wohl vertrug. Ruthard schaffte daher mit den Seinigen bald Rath. Sie ersahen sich außer dem Ortsbezirk eine Stelle, die sie zur Anlage eines Hofs zweckmäßig fanden. Alsdann suchten sie ihre, auf der andern Seite davon entferntere Ländereien gegen solche einzutauschen, die ihrer erwählten Niederlassung näher lagen. Das Project kam bald zur Ausführung. Die verschiedenen Gutsbesitzer fanden sich zum Tausche geneigt, weil sie dabei nichts verloren. Ohnehin waren die Cisterzienser in dortiger Gegend noch eine neue Erscheinung, standen wegen der Strenge ihres Instituts in großem Ruf und machten darum auf die Einwohner desto wirksamern Eindruck. Dadurch wurde binnen kurzer Zeit so viel Landes in eine Flur vereinigt, wie es zu einer besondern Ansiedelung nöthig schien. Nun begannen sie den Bau, und nach einigen Jahren stand der Leheimer Hof vollendet da. Albert der Stifter berichtet selbst die Entstehungsgeschichte desselben auf diese Weise. Der Hof war also im J. 1137, in welchem Jahre der Erzbischof starb, schon erbaut. Bei den Eberbachern war dies das erste Resultat des Cisterzer Landwirthschaftsbetriebs und das Muster für die später gegründeten Höfe. Mit diesem, obgleich sehr ansehnlichen Geschenk war die Freigebigkeit des frommen Stifters noch nicht erschöpft. Da der Hof fern vom Kloster und gleichsam in der

Fremde lag, wollte er auch in der Nähe seinem Eberbach einen Zuwachs verschaffen. Er kaufte daher abermals aus seiner Privatkasse mehrere Weinberge zu Hattenheim, die, außer dem Zehnten, von aller Abgabe frei waren, und vermehrte mit denselben seine erste Schenkung. Auch diese Mitgabe war für Eberbach von Dauer. Die Weingärten wurden in der Folge an Bürger zu Hattenheim erblich vergeben und sind bis jetzt dem Kloster zinsbar.

„Im dritten Jahre nach seiner Stiftung erwarb Eberbach schon den zweiten Hof, und auch diesen hatte es der Empfehlung seines Gönners Adelbert zu danken. Die Geschichte dieser neuen Erwerbung ist merkwürdiger als der Hof selbst und verdient wegen ungewöhnlicher Umstände aus einem fast gleichzeitigen Bericht genauer erzählt zu werden. Auf dem Berge zwischen Bingen und Drechtingshausen, damals Nenthres, in der Folge Lenthers und Faizberg genannt, lag ein unbedeutendes, aus Wald angerottetes Stück Feld, welches mit dem ganzen dortigen Landbezirk der Stadt Bingen, als gemeines Alment, zugehörte. In diesem Revier hatte sich mit ihrer Bewilligung ein gewisser Einsiedler, Namens Ruthard, niedergelassen, eine Einsiedelei errichtet und vermuthlich auch selbst den kleinen Anbau der Wildniß unternommen. Er war sehr fromm, und sein Eifer für die Ehre Gottes gab ihm eine seiner Andacht würdige Entschließung ein. Ganz für sich, ohne äußere Unterstützung, begann er den Bau einer Capelle, um vielleicht seine Einsiedelei für die Zukunft zur Fortsetzung seines Instituts einzuweihen. Die Arbeit war schon weit gediehen und das Kirchlein der Vollendung nahe. Aber nun erkrankte der fromme Baumeister und mußte wegen Körperschwäche seine Capelle unausgeführt liegen lassen. Da keine Genesung für ihn zu hoffen war, sahen sich die Grundherren um einen neuen Colonen für das Gütchen um. Durch die fromme Absicht des Anachoreten gleichsam geweiht, schien diese Ansiedelung einen geistlichen Besitzer zu verlangen. Selbst Erzbischof Adelbert, dem die Sache bekannt war, betrachtete sie aus diesem Gesichtspunkt, übernahm die Vermittelung und machte die Binger seiner neuen Pflanzung zu Eberbach geneigt. Diese willigten ein, traten dem Kloster das urbare Land sammt der Hütte und

dem Capellchen als Eigenthum ab, wiesen ihm eine größere Feldfläche zum weitern Anbau an, und Adelbert bestätigte 1134 die von ihm vermittelte Schenkung in einer feierlichen Urkunde. Bald nachher starb der fromme Eremit, und der Ruf seiner Heiligkeit veranlaßte einen Streit über seine Reliquien. Die Binger forderten seine Leiche als die Verlassenschaft ihres Alumnen, und die Eberbacher dieselbe als Zugehör ihres Gutes; doch wurde der geistliche Prozeß durch Vergleich bald beigelegt: die Mönche versprachen der Stadt, das vom seligen Ruthard begonnene Capellchen auszubauen, und erlangten dafür seinen Körper, den sie im Kloster selbst beisetzten. So entstand Eberbachs zweiter Hof Nenthres. Er war anfänglich sehr unansehnlich, bekam aber bald ein besseres Ansehen. Die dahin gesetzten Brüder fuhren mit dem Anbau der Wüstenei fort und erweiterten durch Anrottung der Wildniß seine Fluren. Zwar gelangte er selbst nie zu der genügenden Größe, empfahl sich aber von einer andern Seite: denn wie vom Hofe Leheim allmälig zwischen Rhein und Main andere Höfe und Güter wenigstens veranlassungsweise abstammten, so bot auch Nenthres die fruchtbare Gelegenheit dar, zwischen dem Rhein und der Nahe sehr beträchtliche Güter zu erwerben; er blieb über 300 Jahre bei dem klösterlichen Fond und ward 1451 an den Mainzer Kurfürsten Diether vertauscht."

Im J. 1141 schenkte Erzbischof Markolf, des frommen Stifters zweiter Nachfolger, aus den Grundstücken des erzbischöflichen Fronhofs zu Erbach den zur Erbauung eines Hofes ausersehenen Raum (s. S. 403). „Ein wichtiger Zuwachs fiel diesem Hof bald nach seiner Entstehung am jenseitigen Rheinufer zu. Gerade dem Hofe gegenüber lag eine Insel, durch einen schmalen Kanal, der noch jetzt wegen seiner Versandung Altrhein heißt, vom festen Lande getrennt. Sie war von beträchtlicher Ausdehnung und gehörte, wie fast alle Auen im Mainzer Gebiete, dem Erzbischof. Markolf ließ sie ihrer Länge nach in zwei Theile abmessen und schenkte sie an die Klöster Eberbach und Gottesthal, so daß die beiden unteren Huben dem beginnenden Hof zur Ausstattung dienen sollten, von dem sie auch bis heute noch den

Namen Draiser-Aue führt. Heinrich I bestätigte seines Vorfahren Schenkung, und die ganze Insel blieb nach der Abtheilung im bleibenden Besitze der beiden Klöster."

Bereits war die Klostergemeinde so angewachsen, daß sie im J. 1142 eine Zahl von Brüdern aussenden konnte, um das neugegründete Kloster Schönau, bei Heidelberg, die erste Tochter von Eberbach, zu besetzen; nach der Regel müssen also schon damals der Brüder wenigstens sechzig gewesen sein. „Auf der linken Rheinseite, zwei Stunden von Mainz, wo die Feldgemarkungen der drei Ortschaften Fintheim, Oberolm und Esenheim zusammentreffen, lag ein ausgedehnter Landstrich, zum dasigen Birkenwald gehörig, aber meistens verwüstet und nur mit unnützen Gebüschen, Hecken und Sträuchen bewachsen. Ob er als väterliches Erbe oder als Domäne dem Erzbischof zugehörte, läßt sich aus dem Schenkungsbriefe nicht sicher schließen. Genug, daß in jedem Falle dessen Veräußerung hauptsächlich von ihm abhing. Die Eberbacher kannten Lage und Beschaffenheit dieser Haide, wünschten sich ihren Besitz und zeigten Lust, die Wildniß in eine ergiebige Flur umzuschaffen. Heinrich gab bald ihrem Plan seine Zustimmung. Aus dem, was sie zu Nenthers und Draise schon geleistet hatten, war ihm ihr Fleiß und ihre Geschicklichkeit in Umarbeitung von Wüsteneien schon bekannt. Gern wies er ihnen also den Stoff zu einem neuen Versuche an und gab ihnen 1144 von gedachter Wildniß 20 Huben zum ewigen Eigenthum. Die Mönche legten sogleich Hand an das Werk, bauten sich eine Wohnung, rotteten das Gesträuch, wo es ihnen am zweckmäßigsten schien, aus, und errangen sich binnen kurzer Zeit ein ansehnliches Pflanzgut. Noch heute läßt sich der Umfang ihrer Schöpfung genau bestimmen. Aller Neurot war sowohl durch ihr Ordensprivilegium vom Papst, wie durch die Anordnung des Erzbischofs Heinrich selbst, vom Zehnten befreit, und diese Befreiung wurde in der Folge, 1170, von Christian I feierlich bestätigt. Die zehntfreie Flur des Birkenhofs betrug noch in jüngeren Zeiten 150 Morgen. So viel, also wenigstens den vierten Theil des Ganzen, haben die Eberbacher selbst von der Wildniß urbar gemacht.

„Sie ließen aber bald mit der Rottung nach oder setzten sie doch nur langsam fort, da sich ihnen eine doppelte Aussicht darbot, deren eine den weiteren Umfang als unnöthig und die andere den Stillstand als vortheilhaft ankündigte. Auf einer Seite bekamen sie Gelegenheit, eben dort so viel wirkliches Saatfeld zu erwerben, als für eine vollkommene Landwirthschaft nöthig schien. Dudo, ein reicher Edel- und Dienstmann von Mainz, besaß neben ihnen ein Allodium von sechs Huben Ackerland und bot sie gegen ihre Weingärten zu Geisenheim an. Der Tausch selbst war ihnen genehm, aber das Aequivalent zu gering. Um es also mit den verlangten Weinbergen auszugleichen, versprach Dudo noch drei Huben daselbst, welche den Mönchen der Lage und Güte wegen convenirten, vom Kloster St. Maximin bei Trier anzuschaffen. Er hielt Wort, erwarb die drei Huben und vollzog mit Eberbach den projectirten Tausch. Auf der andern Seite lernten die Mönche durch die Rottung selbst die Qualität des Bodens besser kennen und fanden, daß er sich zur Waldung zweckmäßiger benutzen ließ. Ohnehin waren im dortigen Gaue, durch die schon längst weiter gediehene Cultur, die Waldungen seltener geworden, und die nähere Bekanntschaft mit dem Lande machte sie ohne Zweifel auf dieses Mißverhältniß aufmerksam. Sie änderten daher ihren ersten Plan, gaben dem übrigen Theil der Wildniß eine andere, dem Boden angemessenere, wie dem ländlichen Bedürfnisse mehr entsprechende Bestimmung, vertilgten nur das unnütze Gesträuch, bepflanzten die Blösen mit Eicheln und erzogen durch sorgsame Cultur einen Holzbestand, der wegen der schönen ganz ebenen Lage sowie seinem reichen Ertrag eher einem Lustwald zu gleichen schien.

„Die Weinberge zu Geisenheim, welche nach obigem Bericht an den Edelmann Dudo vertauscht worden, waren vorher ein geistliches Lehen der Mainzer Kirche. Hartwig, ein Domherr, hatte sie von Erzbischof Adelbert empfangen und bis nach dessen Tod besessen. Dem Kloster Eberbach ganz ergeben, wünschte er ihm dieses schöne Beneficium zuzuwenden und erreichte glücklich sein Ziel. Er resignirte dasselbe dem Erzbischof Markolf, und dieser übergab es auf sein Verlangen dem Kloster als Eigenthum.

Nur den lebenslänglichen Genuß der Weinberge hatte sich Hartwig gegen den jährlichen Zins einer Karrate Wein vorbehalten und wurde nun aus einem erzbischöflichen Vasall ein Gutspächter Eberbachs. Der ansehnliche Betrag der Weingärten läßt sich daraus ermessen, daß sie bei dem nachfolgenden Tausche als ein zureichendes Aequivalent für 9 Huben (270 Morgen) Ackerfeld geschätzt wurden. Und dennoch war Hartwigs Freigebigkeit noch nicht erschöpft. Er war inzwischen Domsänger und Propst zu St. Johann geworden und sah durch beide Würden auch seine geistlichen Einkünfte merklich vermehrt. Seine Patrimonialgüter wurden ihm daher entbehrlich, und er faßte den Entschluß, dem Kloster Eberbach einen Theil davon abzutreten. Im J. 1144 vollzog er den frommen Vorsatz und schenkte dem Kloster ein Haus zu Mainz, ein anderes mit zugehörigen Weinbergen zu Eltville und sein ganzes Erbe an Aeckern und Weinbergen zu Walluf. Erzbischof Heinrich bestätigte die Schenkung, welche den Grund zum Steinheimer Hof legte, der noch heute zwischen Eltville und Walluf besteht. Weil aber die von Hartwig überlassenen Güter für eine besondere Oeconomie noch nicht zureichten, auch zu sehr zerstreut lagen, so wurden sie einstweilen noch vom Draiser Hof aus gebaut, bis sie durch allmäligen Zuwachs vermehrt und durch Tausch abgerundet, ein eigenes Etablissement verdienten, das nach dreißig Jahren wirklich erfolgte."

Im J. 1144 erhielt Eberbach die zweite Tochter, indem es eine Colonie nach Otterberg bei Kaiserslautern aussendete, und im folgenden Jahre begründete Ruthard den Sandhof, der auf dem linken Rheinufer, Eltvil gegenüber, gelegen. Eine vornehme Frau, Bertha „hatte vor einigen Jahren dem Kloster ein in der Feldgemarkung des kleinen Dörfchens Walsheim bei Heidesheim gelegenes Landgut von 9 Huben vermacht und ihr Gemahl Gottfried, ein freier Edelmann von Imsweiler, in ihre Schenkung eingewilligt. Das fromme Paar fand sich um so mehr zu milden Stiftungen geneigt, weil ihre Ehe kinderlos war; doch hatten sich beide unter gewissen Bedingnissen den lebenslänglichen Genuß der Güter vorbehalten. Bald nachher starben sie. Das Vermächtniß wurde vollendet, und Eberbach nahm die 9 Huben Landes in

Besitz. Dies ging aber nicht ohne Widerspruch vorüber. Drei Brudersöhne der Bertha protestirten gegen die Besitznahme, stellten sich als rechtmäßige Erben ihrer Verwandten dar und nahmen die Walsheimer Verlassenschaft in Anspruch. Die Mönche wurden betroffen und fürchteten, zwar nicht das Recht, sondern die Macht und das Ansehen ihrer Mitbewerber, an deren Freundschaft ihnen gelegen war. Um sich daher mit guter Manier der Verlegenheit zu entziehen, suchten sie die Vermittelung des Erzbischofs Heinrich nach, der ihnen besonders wohlwollte und über die Prätendenten Alles vermochte. Dieser nahm sich auch der Sache nachdrücklich an, stimmte die drei Bewerber zum Frieden und stiftete zwischen beiden Parteien einen freundschaftlichen Vergleich. Das Kloster blieb im Besitz des stattlichen Vermächtnisses und erbot sich zur gänzlichen Beseitigung der jenseitigen Ansprüche 30 Mark an Geld zu erlegen. Auch dieses Lösegeld wurde ihnen durch einen günstigen Zufall ersetzt. Hartwin, der jüngste Bruder, erkrankte bald nach diesem Vertrag, wurde der Reue und Milde zugänglich und erließ dem Kloster nicht nur seinen Theil an der bedungenen Summe, sondern gab ihm in derselben Gegend aus seinem Eigenthum noch eine Hube Landes dazu.

„Der Inhalt dieser 10 Mansen bestand in Aeckern, Wiesen, Weinbergen, Wald und Weide, die zusammen ein in seiner Art vollkommenes Landgut ausmachten. Allein die einzelnen Grundstücke waren zerstreut und lagen theils in der Fläche nach dem Rheinufer zu, theils an und jenseits eines in ziemlicher Ferne sich erhebenden Berges. Zur Beseitigung der mit der Lage verbundenen Unbequemlichkeit waren zwei kleine Höfchen, eines in dem Dörfchen Walsheim am Rhein in der Gegend des jetzigen Heidenfahr, das andere auf dem noch heute sogenannten Hünelberge, wo dermalen zwei Mühlen und eine Ziegelhütte stehen, erbaut worden. Zu dem ersten waren die niederen, zum andern die oberen Felder gezogen worden, um deren Bestellung zu erleichtern. Diese zwei Hütten mit ihren zugewiesenen Ländereien waren die Elemente des Sandhofs, welcher nachher, zwischen 1162 und 1177, am Fuße des Berges und im Mittel der von einander entlegenen Felder, 1000 Schritte vom Rhein, errichtet

worden. Nun wurde das obere Höfchen, als unnöthig, sogleich abgelegt. Das untere, zu Walsheim am Rheinufer, blieb einstweilen als Absteigequartier stehen, kommt noch 1205 in einer Bulle des Papstes Innocenz III vor, ging aber auch nicht gar lange nachher und vor 1238, vielleicht mit dem Dörfchen Walsheim selbst, gänzlich ein. Dieses ist die wahre Herleitung des noch heute bestehenden und seiner physischen Lage nach ganz passend so genannten Sandhofs bei Heidesheim. Er nahm in der Folge an Erwerbungen so reichlich zu, daß er an Menge der Güter fast alle andere übertraf und auch von Seiten der Einkünfte vormals zur ersten Classe gezählt wurde. Allein durch wiederholte Sandfluthen, die einen weitläuftigen Feldraum überströmten, kam er nach und nach sehr weit herab, und in jüngern Zeiten stand sein Ertrag mit dem Maaße der Güter und seiner ehemaligen Ergiebigkeit gar nicht mehr im Verhältniß." Von Eberbach aus wurde auch, zwischen 1147—1160, die Abtei Valdieu in der niederländischen Grafschaft Daelhem besetzt, und wird sie noch 1282 zur Filiation von Eberbach gezählt; im J. 1323 war sie aber davon eximirt und allem Ansehen nach dem Abt von Clairvaux unmittelbar unterworfen.

Dagegen war der Wohlstand von Eberbach fortwährend im Zunehmen begriffen. Die Erwerbung von Reichardshausen ist S. 294 — 296 besprochen. Ihr folgte jene des bei Kreuznach gelegenen Hofs Breitenfels, ursprünglich Breitenfaß. „Er wurde noch unter Abt Ruthard, zwischen mehreren Ortschaften, einsam erbaut und dadurch zur Erwerbung seiner Fluren gelegener. Auch Große stellten sich jetzt zu seinem Aufkommen mit milden Beiträgen ein, worunter sich die Herren von Stein, Wierbach und Waldeck auszeichnen. Dadurch wuchs er an Aeckern, Wiesen, Weinbergen, Wald und Weiden allmälig zu einer bedeutenden Größe an, ward in der Nähe mit einer Mahlmühle ausgestattet und nahm lange Zeit unter den Sternen zweiter Größe den ersten Platz ein. Nach zweihundertjährigem Flor kam er aber durch fremde Zudringlichkeiten von seinem Wohlstand herab, ward mit Azzen, Frohnden und anderen Servituten fast über seine Kräfte beschwert und endlich im 16. Jahrhundert aus Noth an die Familie von Dienheim verkauft.

„Wie der eben beschriebene Hof Breitensaß von Renthers, so ging in derselben Zeit der Hof Haßlach von jenem zu Leheim hervor. Er war schon in seinem Anfange groß, aber auch mit besonderen Umständen verbunden, die seine Entstehung merkwürdig machen. Im Oberrheingau, nicht weit vom Main und Rhein, lag zwischen Bauschheim und Rüsselsheim ein geringes Dörfchen, Haßlach genannt, dessen Grundeigenthum der Abtei St. Alban bei Mainz zustand. Schon vorlängst hatte dies Kloster sein dortiges Gut an mehrere Hübner gegen jährlichen Zins erblich ausgethan, die sich dabei ansiedelten, das Dörfchen errichteten und geraume Zeit ihre Huben bearbeiteten, ohne von ihrer Grundherrschaft die mindeste Störung zu leiden. Allein von einer andern Seite waren sie in der Folge desto ärgeren Plagen ausgesetzt. Das Gut selbst und darum auch seine Colonen standen nämlich unter fremder Vogtei. Die Grafen von Rieneck trugen sie von der Mainzer Kirche und von ihnen das niederadelige Geschlecht von Escholbrücken zu Lehen, das seine Gerichtsbarkeit auf den schon gewöhnlichen Fuß mit aller Strenge und Härtigkeit ausübte. Die guten Hübner wurden so sehr belästigt, ausgeschält, tyrannisirt, daß sie unter solchem Joche nicht mehr ausharren konnten. Der größte Theil von ihnen war daher wirklich schon ausgewandert, die übrigen darauf gefaßt, und sowohl dem Ort als der zugehörigen Feldmark stand die gänzliche Verödung bevor.

„Eberbach besaß daselbst schon zwei von St. Alban erbrührige Huben, die ihm Heinrich von Rüsselsheim, ein junger Edelmann, mit Einwilligung seiner Mutter geschenkt hatte, und diese waren das erste Element zum dortigen Hofe. Sie wurden einstweilen von den Brüdern zu Leheim besorgt, und dadurch lernten dieselben den Zustand des Oertchens und der Ländereien von Haßlach genauer kennen. Sie sahen den größten Theil öde, den Grundherren unnütz, und bekamen Lust, an die Stelle der Ausgewanderten zu treten und die verlassenen Güter in Bau zu nehmen. Man sprach die Albaniter darum an und fand sie geneigt. Im J. 1155 kam ein Erbvertrag zu Stande, kraft dessen das ganze Dörfchen mit seinen Fluren an die Eberbacher überging. Frei vom Zehnten und allen weiteren Abgaben sollten

diese jährlich 100 Malter Roggen an ihre Erbherren abliefern, und was die noch übrigen Colonen unter ihrem Pflug hatten, in dem Pacht mitbegriffen sein. Würden auch diese, wie zu vermuthen war, ihre Huben verlassen, so sollten sie gleich den andern ohne weitere Verhandlung an Eberbach fallen. Dagegen bedung sich auch die verleihende Abtei aus, daß, wenn in der Folge die Eberbacher selbst den Erbbestand aufgeben wollten, das völlige Gut mit allen Gebäuden und Meliorationen an sie ohne irgend einen Ersatz zurückfallen sollte.

„Auf diese Art kam Haßlach als der zehnte Hof 1155 an Eberbach und ward ihm drei Jahre hernach von Erzbischof Arnold bestätigt. An Ländereien war freilich die Erwerbung sehr groß und begriff die ganze Markflur des heutigen Dorfes Haßlach. Sie war aber auch sehr beschwert und nach der vormaligen Erfahrung manchen Chikanen ausgesetzt. Ohne Zweifel wußten die Eberbacher, warum die dortigen Einwohner ihre Hütten und Huben verlassen hatten, und mußten also gleiches Schicksal besorgen. Sie hatten aber, wie es scheint, die Freundschaft des damaligen Vogtes gewonnen, und im Vertrauen auf die allgemeine Achtung, in der sie standen, dachten sie auch in der Folge sich gegen ungerechte Zudringlichkeiten verwahren zu können.

„Fast zur nämlichen Zeit entstand auf dem jenseitigen Rheinufer in dem kleinen Orte Dulzenheim ein anderes Höfchen, das mit dem Hofe Haßlach verbunden ward. Benanntes Dörfchen lag zwischen Mainz und Weißenau, ungefähr da, wo hernach die Karthaus errichtet worden. Es kommt in den damaligen Urkunden öfters vor, ging aber in der Folge, wie mehrere seines Gleichen, so ein, daß es weder eine Spur, noch im gemeinen Leben ein Gedächtniß von sich zurückließ. Daß es am Rheinufer lag, erhellet daraus, weil es von Fischern bewohnt war. Einer aus dieser Zunft, mit Namen Gißler, hatte einen Sohn in den Schulen, der sich zum klösterlichen Stand erklärte und nach Eberbach ging. Die Eltern freuten sich über seinen Entschluß und gaben dem Kloster zu dessen Aussteuer ein Häuschen mit einer halben Hube Acker und Weinberge. Dies war der erste Grund zum dortigen Höfchen. Andere gute Leute vermehrten sogleich den kleinen

Anfang bis zur ganzen Hube. Bald hernach kam eine Zulage, die nicht sowohl wegen ihrer eignen, als wegen der Größe ihres Urhebers und der charakteristischen Veranlassung merkwürdig ist. Erzbischof Arnold hatte sich eines Tages mit seiner edeln Gesellschaft in der Gegend von Haßlach auf der Jagd verspätet, kam Abends auf den Hof und übernachtete bei den Eberbacher Conversen. Diese von so hohem Besuch überrascht und in Verlegenheit gesetzt, boten zwar Haus und Alles, was in ihren Kräften stand, gutmüthig an; sie hatten aber keinen Wein, den sie ihren erhabenen Gästen vorstellen konnten. Arnold ward dadurch gerührt, und da ihn der Viztum Helfrich mit Anderen von dem Gefolge, welche eben auch die guten Brüder wegen dieses Mangels bei ihrer schweren Arbeit bedauerten, zu einer Wohlthat noch mehr aufforderte, wies er auf der Stelle dem Kloster einen Weinberg von drei Morgen zu Dulzenheim mit der ausdrücklichen Verordnung an, daß die Hofbrüder zu Haßlach den Ertrag desselben beziehen und, so lange sie von diesem Wein trinken, den an die Hofpforte kommenden Armen zu seinem Gedächtniß täglich einen vollen Becher davon abreichen sollten. So erzählet der Archivalauszug die Geschichte, aus der wir zwei Züge in Arnolds Charakter, Herablassung und Gutherzigkeit, ganz schmucklos und darum zuverlässiger, als aus feierlichen, absichtlich vorbereiteten Handlungen kennen lernen." Nachmalen scheint das Gütchen Dulzenheim gegen Güter in Kiedrich vertauscht worden zu sein.

Ruthards letzte Schöpfung, die er, gleichwie die Kirche, nur beginnen sollte, war der Hof Wahlheim bei Hahnheim an der Selz. Bei keinem andern wurde so systematisch, mit so rastloser Thätigkeit und so großem Aufwand fortgearbeitet, als eben bei dem Wahlheimer. Wenn man die im schönsten Zusammenhang und gleichsam nach Vorschrift zum nämlichen Zweck fortschreitenden Handlungen verschiedener Aebte betrachtet, wenn man fast den ganzen Inhalt der zwei Dörfer Wahlheim und Bleidesheim, den Zehnten und die Vogtei durch einzelne sehr zahlreiche und meistens theure Ankäufe an den Hof zusammengebracht sieht, wird man fast überzeugt, daß Ruthard schon bei der ersten Anlage dessen künftige Größe ins Auge gefaßt, die Stufen und Mittel dazu

berechnet und den Plan seinen Nachfolgern zur steten Befolgung hinterlassen habe. Der Hof nahm aber, wie der Archivalauszug wörtlich berichtet, auf folgende Art seinen Anfang: „Zu Nieder-olm wohnte ein gewisses Ehepaar, Ulrich und Gertrude, die in der Feldmark des Oertchens Wahlheim, wovon der Hof seinen Namen zog, fünf und eine Viertelhube Landes besaßen. Diese verkauften sie gesammter Hand und im Beisein vieler angesehenen Zeugen dem Kloster Eberbach um 62 Marken." Ruthards Sterbejahr läßt sich mit Zuverlässigkeit nicht angeben; Bodmann glaubte 1157 annehmen zu können. Der Tag steht fest, 14. Aug..

Sein Nachfolger wurde Eberhard, ebenfalls St. Bernhards Schüler und dessen Reisegefährte bei den Wanderungen durch Deutschland, wo ein neuer Kreuzzug zu predigen. Das verschaffte ihm den Stoff zu der glänzenden Reisebeschreibung, die unter dem Titel Buch von Bernhards Mirakeln bekannt ist, und die er, 1147 nach Clairvaux zurückgekehrt, dort vollendete. Nach Verlauf von etwa 10 Jahren wurde er nach Eberbach abgefertigt, um als Ruthards Nachfolger das Kloster zu regieren. Als solcher erscheint er zum erstenmal 1158. Von ihm geht aus die Gründung des Hofs Gebenbrunnen, Gehaborn, zwischen Darmstadt, Griesheim und Weiterstatt, der indessen wegen der Neckereien der Nachbarn niemals recht gedeihen wollte, und im J. 1578 an den Landgrafen Georg I von Darmstadt abgetreten wurde, gegen Erlaß der Atzungsgerechtigkeit, welche Hessen auf diesem, wie auf dem Hainer- und Riedhauserhof hergebracht hatte. Im J. 1163, oder nach römischem Styl, den 6. Febr. 1162 erhielt Eberhard von Papst Alexander III den großen Schutzbrief, der besonders merkwürdig durch die Aufzählung des außerordentlichen Reichthums in Grundgütern, den Eberbach in dem Zeitraum von 23 Jahren zusammengebracht hatte. Es besaß hiernach: 1) die Grangia Hargarden, der nachmalige Neuhof, 2) duo Cellaria, sita super ripam Rheni, Treysen et Richardeshusen, der Draiserhof und Reichardshausen, 3) Grangia de Lehem, Leheim, auf dem rechten Rheinufer, beiläufig in der Richtung von Oppenheim, doch von dem Strom entfernt. Aus der Grangia ist der Hener- oder Henauerhof erwachsen, 797

Morgen Ackerland, welche das Kloster mit 10 Pflügen bauen ließ, 4) Grangia de Haselach, in dem heutigen Dorf Haßloch bei Rüsselsheim. Sie gab 100 Malter Frucht, wurde aber im J. 1331 an die Herren von Falkenstein vertauscht. 5) Grangia de Birkehe, der sehr bedeutende Birkerhof bei Oberolm. 6) Grangia de Berge, welche vielleicht später unter dem allgemeinen Namen Sandhof einbegriffen. 7) Grangia de Walesheym; so hieß vordem der Hof Heidenfahr, dicht am Rhein, bei Heidesheim. 8) Grangia de Hetdenesheym oder Heddesheim. 9) Grangia de Nenteres, der Lendershof. 10) Grangia de Walehem, der Wahlheimerhof, bei Hahnheim und Dienheim. Dazu mag wohl auch der sehr bedeutende Hof in Dienheim selbst, welchem später St. Niclasen Clause einverleibt wurde, gehört haben. 11) Grangia de Gebenbrunnen, Gehaborn. 12) Domus et cellarium Colonie situm. Von seinem Anbeginnen war das Kloster auf den Weinbau angewiesen. Die ersten Erwerbungen bestanden entweder in Weinbergen, oder in öden Feld- und Waldstrichen, deren Lage und Boden zum Weinbau einladen mußten. Dadurch wurde dieser Bau gleich Anfangs des Klosters wichtigster Erwerbzweig, und von selbst ergab sich die Nothwendigkeit, den darin gewonnenen Ueberfluß zu versilbern. Dies geschah, mit Bewilligung der Ordensobern, durch Vermittlung Cölnischer Kaufleute. Nachdem man eine Zeitlang mit diesen gehandelt, suchte das Kloster den zeither von den Zwischenhändlern bezogenen Gewinn sich anzueignen. Dieses konnte jedoch mit Vortheil nur in Cöln geschehen. Dahin wurden die Weine auf eigene Rechnung und in eigenen Schiffen geführt, und dort in dem Wohn- und Lagerhause, domus et cellarium, bis zum Verkauf aufbewahrt. Des Klosters Weinhandel gelangte zu solchem Ruf, daß demselben von allen Seiten Begünstigung zu Theil wurde, daß Kaiser und Fürsten wetteifernd Befreiung von allen Rheinzöllen ertheilten, wie dieses namentlich von Kaiser Friedrich II im J. 1213, von dem Grafen Dieter von Katzenellenbogen 1219, von dem Pfalzgrafen Otto 1247, von den Grafen Dieter und Eberhard von Katzenellenbogen 1252, von den Herren von Falkenstein 1261, von denen von Schönberg ob Wesel 1266 geschah, und die Stadt Cöln

schenkte sogar dem Kloster, zu besserm Betrieb seines Geschäftes, das St. Servatien-Thor (Freitag vor Dreikönigen 1291).

In des Kaisers Friedrich I Streit mit der Kirche hielt Abt Eberhard, wie sein Orden im Allgemeinen, getreulich zu dem h. Stuhl und zu seinem Erzbischof. „Im J. 1166 (1165) ward Erzbischof Konrad von seinem Stuhl verstoßen, weil er den Abgott des Kaisers nicht anbeten wollte, und Christian statt seiner eingeschoben. Der Abt Eberhard von Eberbach floh nach St. Anastasien, das unweit Rom gelegene Kloster grauen Ordens, und viele, Mönche sowohl als Conversen, flohen nach Clarevall und andern verschiedenen Orten." Die Regierung des verwaiseten Klosters übernahm der Prior Mefrid. „Der Prior Mefrid war, soviel göttliche Dinge betrifft, ein Mann von ausbündiger Frömmigkeit, hoch angesehen von der Welt, der auch in den gefährlichsten Zeiten der Spaltung, welche von Kaiser Friedrichs Partei ausgehend, viele Jahre lang die Kirche zerriß und kreuzigte, unter den fürchterlichsten Stürmen durch bewundernswürdige Sorgfalt sein Haus vor Schiffbruch und gänzlichem Untergang bewahrte. Neben andern Geistesgaben sind ihm zu Zeiten auch geheime Offenbarungen geworden." Standhaft hielt er die klösterliche Zucht aufrecht und der Lohn ist ihm nicht ausgeblieben. Bis in die spätesten Zeiten hat sich der Ruf seiner Heiligkeit unter den Brüdern vererbt. Zum letztenmal wird er 1173 als Prior genannt. Man hat von ihm einen Brief, im eigenen und des Convents Namen an die heilige Seherin Hildegard gerichtet, und freuen sich darin die Eberbacher der mannichfaltigen Gaben, „mit denen Gott die heilige Jungfrau erleuchtet, und empfehlen sich nach frommer Sitte in ihr Gebet. Sie hatten aber noch eine besondere Angelegenheit, wegen der sie das Schreiben abfertigten. Es ging ein Ruf, Hildegard habe in prophetischem Geiste eine Schrift von den Conversen der Cisterzienser aufgesetzt. Davon baten sie sich ein Exemplar aus, um sich unterrichten und ihre heilsamen Lehren befolgen zu können." Der Seherin Antwort ist den Conversen durchaus ungünstig, brandmarkt ihre Heuchelei und weissagt in ziemlich deutlichen Ausdrücken die schweren Unruhen, mit welchen sie die Klöster bedrohen. Mitt-

lerweile hatte die Verfolgung aufgehört, Abt Eberhard kehrte nach Eberbach zurück, etwan 1168, und ist daselbst 1170 oder 1171 gestorben. Außer dem Buch von den Mirakeln des h. Bernhard besitzen wir von ihm einen an die h. Hildegard gerichteten Brief.

Abermals wurde aus Clairvaux ein Abt begehrt und dafür Gerhard, zeither Prior in Clairvaux, ausersehen. „Gerhard bezeichnete den Antritt seines Regiments mit der Erwerbung eines dem Kloster anstoßenden Wäldchens, so die Einwohner von Erbach freundnachbarlich ihm überließen. Dafür nahm er die Erbacher in die Gemeinschaft des Tricenarius auf. Es ist das ein feierliches Jahrgedächtniß bei den Cisterziensern, begreifend „die 30 Tage, die zwischen dem 17. Sept. und 18. Oct. verlaufen, und ist für die Seelenruhe der im jüngst verstrichenen Jahre abgeschiedenen Brüder, Schwestern, Eltern, Anverwandten und Gutthäter gewidmet. Am 17. Sept. werden gedachte Seelen feierlich losgesprochen. Am folgenden Tage wird mit solenner Vigil und Seelenamt der Anfang gemacht, und von nun an muß jeder Priester zu gleicher Intention binnen einem Jahre 20 Messen lesen, die, weil ihre Ansagung auf St. Lambertustag (17. Sept.) geschieht, gewöhnlich Lambertiner genannt werden. Statt dieser Messen haben die Conversen 1500 mal das Vater unser und die Klosterfrauen 10 mal den ganzen Psalter zu beten, die aber beide ihre Schuld durch Procurirung von 20 Lambertinern lösen können. Dadurch ward der sonst nur den Cisterziensern eigene Namen dieser Messen auch manchem Cleriker bekannt, mit deren Aushülfe sich die Klosterfrauen ihre zehn Psalter vom Halse schafften. Uebrigens wird noch binnen dem Dreißiger täglich einem Armen eine (statt ehemaliger zwei) gute Mönchsportion in Speise, Brod und Wein abgereicht. Diese sind die guten Werke, an deren Verdienstlichkeit sich die Erbacher, wie Brüder, Theilnahme wünschten und erhielten." Außerdem schenkte der Abt in die noch sehr mangelhaft ausgestattete Capelle zu Erbach einen anständig vergoldeten Kelch. „Die Gemeinde, durch ein für ihr gegenwärtiges Bedürfniß so zweckmäßiges Anerbieten überrascht, nahm zwar den Kelch gutmüthig an, aber nicht als Preis ihrer Gabe, sondern ausdrücklich nur als ein

ewiges Denkmal der wechselseitigen Harmonie, und gelobte dabei, daß solcher auf ewige Zeiten für den Dienst ihres Altars geweiht sein und bleiben sollte."

In demselben Jahr 1173 erwarb Gerhard den Waldgrund, aus welchem allmälig der Mapperhof gebildet worden. Wie der Abt berichtet, hatte in dem Forst, Appo genannt, an dem Zusammenfluß der Bächlein, der Eremit Heinrich seine Wohnung, mit dem guten Willen der Eigenthümerin, Frau Dagemudis, Wittwe des Ritters Heinrich von Geisenheim. Die Brüder von Eberbach wünschten das Gut an sich zu kaufen, zögerten aber damit, in der Hoffnung, etwas von dem geforderten Preise herabzudingen. Das bekam ihnen übel, denn Dagemudis verkaufte das Gut um 60 Mark an Konrad den Vicedom von Rüdesheim. Jetzt erkannten die Brüder, wie vortheilhaft das Grundstück ihnen gelegen, welches Aecker, Wiesen, Weide und, was im Rheingau von eigenthümlichem Werth, eigene Waldung umfassend, zugleich ihr Eigenthum auf dieser Seite abrundete, und sie bequemten sich, von dem Vicedom um 70 Mark zu erkaufen, was sie für 60 hätten haben können. Der neue Klosterhof zum Appen, später Mappen, war bereits 1178 ausgebaut, mußte aber im J. 1649 an die Greifenklau verkauft werden. Den von der Abtei Bronnbach, ebenfalls Cisterzienserordens, erhobenen Anspruch auf den Hof Gehaborn beseitigte Gerhard durch Vergleich und durch ein bares Opfer von 6 Mark; er war es auch, der im J. 1174 aus den Händen Konrads von Münzenberg den Ort Arnsburg übernahm, daselbst eine Colonie von Cisterziensern einführte und ihr einen Professen aus Eberbach, den ehrwürdigen Ruthard vorsetzte, daher Arnsburg bis zu seinem Ende eine Tochter von Eberbach geblieben ist. Vermuthlich ist auch der Hof Steinheim eine von Gerhards Schöpfungen, wiewohl nach dem J. 1174 von ihm keine Meldung geschieht. Von ihm heißt es auf dem Grabstein: Gerhardus, dolus in quo non fuit ullus. So hatte ihn den angehenden Novizen der h. Bernhard bezeichnet in dem Ausruf: „Sehet da einen wahren Israeliten, in dem kein Trug ist."

Gerhards Nachfolger, Arnold, wird zuerst in der von Papst Alexander III für Eberbach gegebenen Bestätigungsbulle, d. d.

Anagni 26. Januar 1177 (1178) genannt. Darin werden als des Klosters Besitzungen aufgeführt: Gevenbrunnen, Leheim, Haßlach, Walheim, Birken, Walsheim, Sand, Heddesheim, die curia zu Bingen, Reichardshausen, Draisen, Steinheim, Neuhof, Mappen, Eigenhoven (fehlerhaft, statt Wizenowe, Weissenau), die curia zu Mainz, die curia zu Cöln. Außerdem werden zwei neue Privilegien bewilligt. Das erste gibt den Eberbachern das Recht, alle freien Cleriker und Laien, woher sie immer kommen möchten, in ihre Mitte aufzunehmen. Das andere weihet ihre Höfe zu Freistätten und verwahrt sie gegen Raub, Brand, Mord, Captur und alle Gewaltthätigkeit durch den apostolischen Bannfluch. Im J. 1178 ließ Arnold in der allgemach ihrer Vollendung entgegengehenden Klosterkirche zwei Altäre consecriren, die Einweihung der Kirche selbst erfolgte aber erst am 23. Mai 1186, und wurde die heilige Handlung von Erzbischof Konrad I. in Beisein der Bischöfe Konrad von Worms, Heinrich von Straßburg und Hermann von Münster unter großen Feierlichkeiten vollzogen. „Es war Sitte, daß Hauptkirchen, um die Ceremonien festlicher zu machen, unter Beistand mehrer Bischöfe consecrirt wurden, und ein glücklicher Zufall verschaffte dem Eberbacher Tempel die nämliche Solennität. Konrad war eben von den drei Bischöfen von Worms, Straßburg und Münster in Mainz besucht. Diese lud er zur Beiwohnung ein und vollzog mit ihnen am 23. Mai 1186 die feierliche Weihung. Nach dem Urgesetze von Cisterz ward die Kirche mit dem hohen Altare zur Ehre der jungfräulichen im Himmel aufgenommenen Mutter Gottes und aus Privatandacht zur Ehre des h. Johannes des Täufers gewidmet.

„Soweit sich bisher Eberbachs Besitzungen schon verbreitet hatten, waren sie doch außer dem Hause zu Cöln noch alle in den Mainzer Kirchsprengel eingeschränkt. Im Jahr 1190 ward ein Schritt weiter gethan, und auch in der Trierischen Diözese der Anfang zu Erwerbungen gemacht, die sich nachher durch zwei Jahrhunderte auf beiden Lahn- und Rheinufern beträchtlich vermehrten. Die Erstlinge keimten zu Hadamar auf, wo Heinrich Frio und seine Gemahlin Judith dem Kloster ein Häuschen und

anderthalbe Huben Ackerlandes schenkten, den Urstoff eines neuen Hofes, der sich bald zu ansehnlicher Größe emporschwang; denn bald nachher, vielleicht noch im nämlichen Jahre 1190, erhielt der erste Grund durch andere Schenkung einen viel beträchtlichern Zuwachs, als er selbst nicht war. Hermann Würsting und seine Gattin Christine, beide reich und edel, aber kinderlos, hatten sich aus Andacht zur freiwilligen Enthaltung und einem frommen Leben verbunden. Der erste beschloß sogar, den Rest seiner Tage Gott im Klosterstande zu weihen und erklärte sich für Eberbach. Damit er aber nicht ohne standesmäßiges Apportat ins Kloster einträte, musterte er seine Güter, traf mit seiner Gemahlin über das gemeinschaftliche Allodialvermögen feste Uebereinkunft und wies dem Kloster sein ganzes Landgut zu Hadamar als wirkliches Eigenthum an. Nur war der Frau die Wohnung im Haus und der halbe Genuß von den Ländereien lebenslänglich vorbehalten. Beide Eheleute verkündeten ihre Schenkung auf einem Landgerichte zu Reckenforst, welches Graf Gerhard von Diez feierlich abhielt, und thaten auf das verschenkte Gut öffentlich Verzicht. Nun vollzog Hermann seinen Beschluß und ging ins Kloster. Das von ihm abgetretene Gut war von großem Inhalt und begriff, nebst einem ansehnlichen Haus, Wiesen, Aecker, Weiden und 22 Leibeigene. Diese letzten wurden aber vermuthlich vom Kloster bald freigelassen, denn sie vertrugen sich nicht wohl mit den Gesetzen von Cisterz, und in der Folge zeigt sich auch von ihnen keine weitere Meldung. Mit dieser Zulage sah der Hof von Hadamar seinen Güterstock schon sehr reichhaltig, und er nahm ferner binnen wenig Jahren so zu, daß er vor 1211 sechs Conversen mit seinem Feldbau beschäftigte. Doch ging man hier von der sonst befolgten Regel ab und ließ den Hof im Ortsbanne stehen, es sei nun, daß die Lage der Feldgüter keinen zweckmäßigen Standpunkt zur äußern Ansiedelung gewährte, oder daß man in einer noch waldigen Gegend die isolirte Wohnung für gefährlich hielt. In der Folge traf man zwar mit andern Höfen im Lahngau die nämliche Einrichtung und versetzte sie nicht außer den Ortschaften. Bei diesen fand sich aber ein eigener mit jenem zu Hadamar nicht analogischer Beweggrund ein, denn

die meisten davon waren für einen abgesonderten Anbau so gering und alle entstanden nur erst in spätern Zeiten, da Eberbachs Landwirthschaft größtentheils geändert war und die schon eingeführten Verpachtungen der Güter an haussässige Colonen die einsamen Höfe entbehrlich machten."

Das Jahr zuvor, 1189, hatte Arnold durch Tausch von Kaiser Friedrich I die Rheininsel Fahrwerth bei Gimsheim, zwischen Oppenheim und Worms, erworben, als worüber K. Heinrich VI am 1. Febr. 1190 die Bestätigungsurkunde ausfertigen ließ. Ohne Zweifel gehört ebenfalls in das J. 1190 ein anderer Tausch, durch welchen, gegen Hingabe des einen Hauses in Bingen, Eberbach einen Weinberg bei Büdesheim von den Herren von St. Alban erwarb, und kommt in dieser Verhandlung Arnold zum letztenmal vor, daher sein Todestag wohl auf den 15. Sept. 1190 gesetzt werden könnte. An seine Stelle trat Mefrid, nicht zu verwechseln mit dem oben genannten Prior dieses Namens, um mit Klugheit und Erfolg das Kloster gegen die vielfältigen meist ungegründeten Ansprüche und Anfechtungen der Nachbarn zu vertheidigen. Vorzüglich lebhaft war der Streit in Betreff des Hofs Dadenborn in der Markung von Walhausen, der seinem Anfang nach ein Vermächtniß des h. Bernhard. Godebold der ältere von Wierbach hatte das Kreuz genommen, suchte aber nachmalen Dispensation. Die ertheilte ihm der Heilige, und dafür seine Dankbarkeit zu bezeigen, übergab ihm für seine Tochter Eberbach Godebold ein Allod, „das er in seinem eigenen Gebiete zu Wallhausen von einem gewissen Hesso erkauft hatte. Dieses geschah wahrscheinlich 1147 und also noch unter dem alten Abt Ruthard.

„Nicht gar lange nachher kam eine neue Erwerbung hinzu. Hermann Brucho, ein Edelmann, verließ die Welt und ward Mönch zu Eberbach. Bevor er aber seinen Beschluß vollzog, kaufte er von seinen eignen Hübnern ein ansehnliches Stück Landes und schenkte es dem Kloster. Dieses Gut war größer als das Godeboldsche, hing mit demselben zusammen und lag eben so wie jenes verwildert da. Beide zusammen gaben nun Stoff genug für eine besondere Ansiedelung und machten es auch um so nöthiger, weil sie öde waren und zur bequemern Rottung

nähere Ansiedelung forderten. Man baute daher in ihrer Mitte eine Hütte, die aber noch eine Zeit lang mit dem Hofe Breitenfaß oder Heddesheim vereint blieb und darum 1178 in der päpstlichen Bulle noch nicht unter eigenem Namen vorkommt. Doch wuchsen beide in der Folge durch mehre Erwerbungen so an, daß ihre Vereinigung nicht wohl länger bestehen konnte. Man trennte sie daher noch im 12. Jahrhundert von einander, schuf die Hütte bei Wallhausen in einen vollständigen Hof um und bestellte ihn unter dem Namen Dadenburne mit einer eignen Wirthschaft. Er stieg, wie andere, nach und nach zu einer merklichen Größe, blieb vierhundert Jahre lang in Eberbachs Besitz und ward im 16. für die Klöster fatalen Jahrhundert an das freiherrliche Geschlecht von Dahlberg verkauft, dessen wahrscheinlicher Urahn, Godebold von Wierbach, den ersten Grund dazu gelegt hatte.

„Weil dieser Hof, wie wir sahen, aus Neurot entstanden war, genoß er von Anbeginn aus dem römischen Privilegium der Zehntfreiheit. Sie bestand bis auf Mefrid und den jüngern Godebold von Wierbach ungekränkt. Nun gab es aber Neckereien. Der Sohn oder Enkel wich von den Wegen seines Vaters oder Ahnherrn ab und begann das Kloster im Besitz der Immunität zu stören. Die Haupttriebfeder war dessen Bruder Gotfried, Propst zu Kreuznach und Pastor zu Wallhausen, der seine dortigen Pfarrgefälle mit dem Zehnten zu Dadenburne zu vermehren suchte. Da beide für gütliche Anträge kein Ohr hatten, und Eberbach seine durch Verjährung bestätigte Freiheit nicht so schlechterdings aufgeben wollte, kam es zum Prozeß. Das Kloster triumphirte und ward in seinem rechtmäßigen Besitz gegen die Ansprüche aufrecht erhalten. Aber auch als Sieger verleugnete Mefrid seinen Charakter nicht. Hatte er vor dem Rechtsstreite Erbietungen gethan, um diesen zu verhüten, so führte er nun seine Anerbietungen aus und erwirkte dadurch, daß er, was ihm der Richter zugesprochen hatte, ohne Widerwillen, ja mit Gunst seiner Gegner desto ruhiger erhielt. Den Plan führte er durch folgende Mittel aus. Godebold war an Eberbach aus seines Bruders Eberhard Testament, der sich im Kloster sein Begräbniß

erwählt hatte, zwölf Marken schuldig. Diese ließ ihm Mefrid nach und legte noch sechs Marken aus der Klosterkasse zu, wofür er zum Ersatz des Dadenburner Zehnten der Kirche zu Wallhausen ein eigenes Gut anschaffen sollte." Für den Hof zu Hadamar machte Mefrid eine bedeutende Erwerbung. Im Jahr 1196 wird er noch als Abt zu Eberbach genannt, er schied aber von dannen, um die Regierung der Abtei Arnsburg zu übernehmen, wo er 1219 gestorben sein wird.

Albero von Stein, in Eberbach der 6te Abt, erlebte den Aufruhr der Conversen, der an sich schon auf arge Unordnung in dem klösterlichen Haushalt schließen läßt. Die mag auch vornehmlich die Abdankung des Abtes Mefrid veranlaßt haben: der häufige Wechsel in Klöstern, wie in den größten geistlichen Staaten ist allemal ein Zeichen von Verfall und schlechter Zeit. Daß dergleichen über Eberbach gekommen, bekundet Cäsarius von Heisterbach in der fünften Distinctio de daemonibus, cap. 29. Wilhelm, der Abt von Sainte-Agathe oder Valdieu wollte im J. 1210 sein Mutterkloster Eberbach besuchen. Zu Cöln angelangt, sprach er zu seinen Begleitern, dem Mönch und dem Conversen, dieser Adolf genannt: „Es wird ein Werk der Barmherzigkeit sein, wenn wir jene Besessene, die Schwester unseres Conversen in Eberbach besuchen, damit wir diesem von dem Zustand seiner Schwester berichten können." Das war ihnen recht, sie gingen nach dem Hause, wo die Person mit und unter vielen saß, und der Abt richtete eine Frage an sie, erhielt aber keine Antwort. Er fragte weiter: „willst Du deinem Bruder etwas sagen lassen?" Sie blieb stumm, und der Abt fuhr fort: „Ich beschwöre Dich bei demjenigen, welchen heute in der Messe meine Hände faßten, antworte mir." Alsbald gehorchte der Teufel und antwortete durch des Weibes Mund. Darauf gebot der Abt seinen beiden Begleitern, das unglückliche Geschöpf zum Boden hinauf zu führen, damit er das Gespräch außerhalb des Bereichs von Zeugen fortsetzen könne.

Dieses geschah, der Teufel aber, um Verschiedenes von dem Abt befragt, häufte Lügen auf Lügen, und es sprach der Abt: „Bei dem Allerhöchsten beschwöre ich Dich, nur Wahrheit mir zu ant-

worten.“ Nachdem er hiervon das Versprechen empfangen, hieß der Abt den Mönch und den Conversen bei Seite gehen, fragte darauf nach dem Zustand verschiedener Seelen, die unlängst zu Eberbach und St. Agatha den Weg alles Fleisches gegangen, und empfing er von diesen allen, deren doch das Weib keinen jemals gesehen hatte, so genaue Nachricht, daß jeder Zweifel um die Wahrheit schwinden mußte. Von den einen hieß es, sie befänden sich in der Herrlichkeit, von den andern, sie seien noch in der Pein; für diese hat der Abt besondere Gebete angeordnet. Die Besessene belehrte ihn noch um vieles andere, daß er höchlich sich verwunderte. Nachmalen von dem Conversen um die Erlaubniß ersucht, mit der Besessenen unter vier Augen sprechen zu dürfen, zog er sich samt dem Mönch in etwas zurück. Es begann der Converse: „Gleichwie mein Abt Dich ermahnte, daß Du seine Fragen nur mit Wahrheit beantworten solltest, also ermahne ich Dich, daß Du, irgend meiner Seele Nachtheiliges in mir wahrnehmend, dieses mir zur Stunde bezeichnen wollest.“ Antwortet der Teufel: „Dergleichen habe ich wahrgenommen. Gestern hast Du, ohne Vorwissen deines Abtes, zu Maastricht, da und da, von jener Frau zwölf Denare angenommen, sie in ein Tüchlein gewickelt, und den Bündel tief in dem Busen verborgen.“ Das war allerdings richtig. Denn der Converse erinnerte sich, daß er damals bei sich gedacht habe: wenn dein Abt Dich vielleicht irgendwohin schickt, magst du mit diesem Schilling die Ausgabe bestreiten. Darauf fragt er: „Weißt Du noch etwas mehr?“ und es entgegnet der Teufel: „ich weiß, Du bist ein Dieb. — Seit ich in den Orden aufgenommen worden, bin ich keines Diebstahls mir bewußt.“ Wiederum spricht der böse Feind: „Ich will Dir den Diebstahl nachweisen. In den Zeiten jener Theurung hast Du Frucht und andere Dinge, welche des Klosters, aber nicht dein Eigenthum, den Armen gereicht.“ Antwortet der Converse: „Ich habe nicht geglaubt, daß solches Werk der Barmherzigkeit Sünde sei. — Bei meiner Treu,“ erinnert der Teufel, „die ist es, indem es ohne Erlaubniß geschah, und ohne daß Du davon geplaudert hättest.“ Die Beichte heißt dem Teufel ein Geplauder. Ungesäumt geht der Converse hinunter, ruft den

Abt bei Seite, eröffnet dem in demüthiger Beichte die aus des Teufels Mund vernommenen Vorwürfe und empfangt dafür die verdiente Buße. Sodann geht er wieder hinauf zu der Besessenen und fragt, ob sie von ihm noch andere Sünden wisse, und vernimmt den tröstenden Bescheid: „Bei dem über mich verhängten Urtheil, ich weiß nichts mehr von Dir, denn in dem Augenblick, daß Du behufs jenes Geplauders die Knie beugtest, war Alles, was ich früher wußte, ausgelöscht.

Durch den Abt beschworen, daß er sich von dannen hebe, antwortet der Teufel: „Wohin soll ich gehen?“ Spricht der Abt: „Sieh, mein Mund ist geöffnet, vermagst Du da einzukehren? — Ich kann nicht einkehren, wo heute der Allerhöchste eingekehrt ist. — So laß Dich nieder auf diese beiden Finger,“ und er streckt den Daumen und Zeigefinger aus. „Ich kann nicht,“ klagt der Versucher, „indem Du heute den Allerhöchsten angefaßt hast.“ Der Abt hatte nämlich am Morgen Messe gelesen. Es bestand dieser darauf, daß der Böse ausgehe. „Das will der Höchste nicht, ich werde noch zwei Jahre in ihr weilen, demnächst soll sie auf dem Wege zum Grab des h. Jacobus befreiet werden,“ wie das auch eingetroffen ist. Jetzt vereinigten sich der Mönch und der Converse, um den Abt zu bitten, daß er dem Teufel befehle, sich ihnen nach seiner wahren Gestalt darzustellen. Es meint der Abt: „das scheint mir nicht wohlgethan; begnügt Euch mit dem, so ich ihm auferlegt habe.“ Die beiden bestanden auf ihrem Begehren; ihnen endlich nachgebend, spricht der Abt: „Ich befehle Dir in Christi Namen, daß Du in deiner natürlichen Gestalt vor uns erscheinest. — Ihr wollt Euch nicht zufriedengeben, Ihr habet mich dann gesehen? — Nein,“ entgegnet der Abt, und es beginnt, Angesichts ihrer, das Weib zu schwellen, und zu eines Thurmes Gestalt sich zu erheben, während seine Augen funkeln und gleich einem Ofen glühen. Ueber dem Anblick fällt in Ohnmacht der Mönch, verliert alle Besinnung der Converse, und hätte nicht der Abt, standhafter als beide, in Hast dem Teufel geboten, daß er die vorige Form wieder annehme, sollt er wohl ebenfalls seiner Sinne verlustig geworden sein. Scheinen Dir diese meine Worte

nicht allerdings glaubhaft, so frage die, sie sind noch, meines Wissens, bei Leben, und sie, die Ordensmänner, werden Dir reine Wahrheit erzählen.

Der Teufel, dem Gebot gehorsam, nahm die frühere Gestalt einer Frauen wieder an, sprach aber zugleich zum Abt: „Niemals hast Du gleich Thörichtes gefordert. Sei versichert, daß, so Du nicht heute das heilige Meßopfer dargebracht hättest, keiner von Euch irgend jemanden wieder erzählt haben würde, was ich eben Euch mittheilte. Meinst Du, es könne ein Mensch mich sehen und leben? Keineswegs.“ Die Leute, welche erwartungsvoll unten geblieben waren, eilten herauf, als sie den Lärm auf dem Boden vernahmen, fanden den Conversen und den Mönch, beide halbtodt, begossen sie mit Wasser, um sie ins Leben zurückzurufen und trugen sie die Stiege hinab. Der Teufel aber fragte den Abt: „Wo gehst Du jetzt hin? — Nach Eberbach. — Ich auch,“ versetzte der unheimliche Gast, „war in Suverbach (Säuferbach oder Sauf-Erbach) und habe daselbst wacker zugeschürt.“

Bekanntlich ist Cäsarius ungemein reich an solchen Teufelsgeschichten. Dramatischer und wohl auch besser erzählt sind die beiden folgenden, der neueren Zeit angehörend und historische Namen berührend. »M. de Caylus, qu'il ne faut pas confondre avec son oncle l'antiquaire, était un des adeptes les plus zélés de la nouvelle secte. Il avait eu la satisfaction de communiquer avec Belzébuth, et quand il ne pouvait s'empêcher de jurer en bonne compagnie, c'était par Coeur de Satan. Il avait une fois emmené votre père avec M. de Lauzun, M. de Fronsac et le Duc de Chartres, dans les carrières de Montmartre, afin de leur y faire voir le diable; mais, à leur entrée dans la caverne, ils furent assaillis par une grêle de coups de bâton dont ces quatre messieurs ont été couverts de meurtrissures et d'emplâtres pendant près d'un mois. Ils ne furent pas autrement maltraités, car on ne les dévalisa point. Lauzun m'a dit que c'était comme des coups de fléau qui seraient tombés sur eux du même côté d'un certain passage assez étroit et fort obscur qu'il fallait traverser avant d'arriver dans la carrière. On apercevait

mais de très loin, la faible lueur d'une lampe qui devait être suspendue à la voûte de la grande caverne; et voilà tout ce qu'ils virent pour cette fois-là.

»La Gazette de France annonça que Mgr le Duc de Chartres était tombé de cheval et que sa tête avait porté sur la barrière de son manége. Le Duc de Fronsac en fut quitte pour se tenir dans son lit avec ses rideaux et les volets fermés, sans rien changer à ses habitudes. Je fis dire à ma porte que M. votre père était allé voir le diable et qu'il ne s'en était pas bien trouvé, ce qui m'affligeait et m'étonnait médiocrement. Enfin le Duc de Lauzun ne fit rien dire et ne dit rien du tout, quoiqu'il allât partout comme à l'ordinaire; et quand M. le Dauphin voulait le questionner sur le bras qu'il avait en écharpe et les marques noires qu'il avait à la figure, il répondait à M. le Dauphin: — Qu'est-ce que cela vous fait? ce qui lui servait parfaitement à détourner l'attention, tant on avait à parler sur la prodigieuse étrangeté d'une pareille réplique.

»Eh bien! ma tante, je l'ai vu, me dit Lauzun un jour, j'ai vu le diable. — Est-ce que c'est encore à Montmartre, mon garçon? Comment t'en trouves-tu pour aujourd'hui? — Ma tante, c'était dans la nuit de vendredi dernier, chez M. le duc de Chartres, et Mme Agnès de Buffon y à pleuré comme une gouttière. — Mon Dieu! comment cette jeune femme ose-t-elle afficher une intimité pareille?... — Voilà qui ne me regarde pas du tout, et j'oserai même ajouter que vous avez trop de bonté pour cette comtesse Agnès de Buffon: Mme de Genlis en dit qu'elle est comme ce papillon du cabinet de son beau-père qui s'appelle la grande coquette, et qu'elle n'a rien de bon que ce qu'elle a de beau. — Laissez-moi tranquille avec les médisances de Mme de Genlis, et parlez-moi plutôt du diable.

»Lauzun me dit alors avec une simplicité sérieuse et qui finit par me donner le frisson, car il a toujours été d'une véracité parfaite et nullement conteur. . . . . *Il se trouve ici deux pages raturées.* . . . . et qu'ayant mis sur cette

table une coupe de cristal dans laquelle on voyait flotter un crapaud, lequel avait reçu tous les sacremens de l'église, depuis le baptême jusqu'à l'extrême-onction..... — Mais l'ordre et la confirmation, vous n'y pensez pas, lui fis-je observer. — Ma tante, reprit-il avec un air d'amertume et de mépris douloureux, est-ce que le duc de Chartres n'a pas à sa disposition les deux mains consacrées et sacrilèges d'un évêque?... Après quoi, cette horrible personne, car Lauzun n'avait pu démêler si c'était un homme ou une femme, se mit à genoux devant la table, en disant tendrement à son crapaud: — Saint Ange, mon cher Ange, mon bel Ange, l'Enfer triomphera-t-il pour nous? Michel dénouera-t-il ce que Satan a lié? Oyez-moi, oyez-moi, oyez-moi! L'animal fit alors des évolutions tellement brusques que l'eau de la coupe en jaillit jusque sur le duc de Chartres, qui devint blême et qui s'essuya le visage. Ce fut pour lors que les évocations commencèrent, et qu'il fut prescrit à toutes les personnes présentes de se mettre à genoux, ce que M. de Lauzun refusa pour son compte, en disant qu'il se trouvait mal aussitôt qu'il était dans cette posture. Les autres s'agenouillèrent à l'imitation du duc de Chartres.

»On vit apparaître alors à l'autre bout de la salle, ajouta Lauzun, sans aucun bruit et de la manière la plus inexplicable, une figure d'homme absolument nu. Il était de grandeur un peu plus que naturelle, ayant le teint d'un beau pâle et les yeux merveilleusement noirs; cheveux bouclés, belle poitrine, avec des membres parfaitement bien proportionnés, les hanches et l'abdomen admirablement juvéniles; une belle barbe frisée, fine et touffue, et du reste *nullum cujusvis sexus indicium,* ce qui, par-dessus toute chose, avait préoccupé le duc de Lauzun.

»Il me dit aussi que cette figure du diable avait une cicatrice qui lui partait du front, en tournoyant en arêtes aiguës jusqu'à son talon gauche, ainsi qu'un lacet de soie d'un pourpre vif........ (A FULGURE ET TEMPESTATE LIBERA NOS DOMINE! m'écriai-je en baissant la tête;) et cette belle

apparition fut terminée par un éclat de voix sonore qui parut sortir de la bouche de ce diable, laquelle était alors grande ouverte, mais sans aucun mouvement d'articulation visible. Lauzun ne voulut jamais me rapporter ce que Satan leur avait dit; mais on a su par la duchesse de Gèvres, à qui M. de Caylus disait toutes choses, que c'étaient les mots suivans, avec des intervalles assez marqués pour y donner une interprétation qui, j'en fais ma coulpe, est revenue souvent à ma pensée.«

Die unordentliche Wirthschaft in Eberbach beschleunigte den Ausbruch der Empörung, die zunächst durch die Fußbekleidung, die Boten (bottes, Stiefel) veranlaßt. Deren bekamen nach der Observanz die Mönche alljährlich ein Paar, indessen die von ihnen abgelegten Stiefel vielleicht den Conversen zu Theil wurden, wie denn diese überhaupt den Mönchen nachstehen mußten. Das wurmte sie aber, die vielleicht an Zahl den Conventualen überlegen, auch auf ihre Wichtigkeit pochten, indem die Verwaltung des Zeitlichen größtentheils in ihren Händen. Sie einigten sich zu gemeinsamem Handeln, kündigten den Obern den Gehorsam auf und wählten sich aus ihrer Mitte einen eigenen Abt. Daß hierbei die Mönche viel zu leiden hatten, ist begreiflich; glücklicherweise wurde man zeitig der Rebellen Meister, vielleicht ohne des Abtes Zuthun. Dafür aber verdankte das Kloster dessen Verwandtschaft mit dem Rheingrafen Wolfram die Erwerbung des Gutes zu Elzheim, unweit des Birkerhofs, welches der Rheingraf nach Eberbach schenkte.

Ein ungleich bedeutenderer Zuwachs war das Gut zu Dienheim, so ein Burgmann zu Oppenheim, Walbrun, dem Kloster zuwendete. Unbeweibt, war er des Willens, seine Tage in Eberbach zu beschließen, vorher aber dahin sein ganzes Eigenthum in Dienheim zu geben. „Er hatte aber zwei Brüder, von denen er nicht wußte, ob sie nicht vielleicht seine Verschenkung als rechtswidrig bestreiten würden. Um daher sicher zu handeln, ließ er seine Befugniß in einem öffentlichen Gericht untersuchen und die Frage darin entscheiden, ob er das unbeschränkte Recht und freie Macht hätte, seine Güter, wie und an wen er immer

wollte, ohne gültigen Widerspruch zu veräußern. Diese Frage ward nach seinem Wunsch mit ja beantwortet. Der ältere Bruder Baldemar unterschrieb den Ausspruch und willigte mit Vergnügen in Walbruns fromme Schenkung. Nicht so dachte der jüngere Bruder Godbert. Er kehrte sich nicht an die Entscheidung und protestirte gegen Walbruns frommes Vermächtniß. Sein Widerspruch veranlaßte ein neues Gericht. Die Sache ward noch einmal reiflich untersucht, der erste Spruch bestätigt und Godberts Protestation für ungültig erklärt. Nun vollzog Walbrun seinen Beschluß, trat dem gegenwärtigen Abt Albero mit allen Rechtsfeierlichkeiten seine Güter ab, ging selbst ins Kloster und starb noch in demselben Jahr als Hospes oder als Noviz. Damit der jüngere Bruder Godbert daraus keinen Stoff zu neuen Chikanen auffassen möchte, kam das Kloster zuvor, fand sich in Güte mit ihm ab und erwirkte von ihm durch ein freiwilliges Opfer von vier Marken seine Verzichtleistung auf allen Anspruch. Das Walbrunische Gut begriff 110 Morgen urbares Ackerfeld und 22 Morgen Weinberge, ein Inhalt, der sowohl durch innern Werth der Grundstücke als wegen der blühenden und durch die Nähe des Rheins dem Kloster bequemen Lage das Geschenk zu einem der größten erhob, die je mit einem Male nach Eberbach gekommen waren. Man säumte daher auch nicht, die nöthigen Anstalten zu treffen. Sogleich wurden zwei Häuser am Ende des Ortes Dienheim erkauft, eine besondere Wirthschaft angelegt und ein neuer Hof errichtet, der binnen sechs Jahren durch Kauf, Tausch und wiederholte Gaben so zunahm, daß er 1211 schon 300 Morgen zählte und von fünf Conversen gepflegt ward."

In der Bulle vom 30. Mai 1205, an „die lieben Söhne, Albero Abt und seine Brüder in Eberbach" gerichtet, nimmt Papst Innocentius III des Klosters Höfe und Güter, absonderlich die neuen, Bensheim, Laubenheim, Heimbach, Dienheim, Dadenborn und Hadamar in seinen Schirm, bestätigt die alten und ertheilt neue Privilegien. „Die Professen zu Eberbach sollen in ihren und des Klosters eignen Sachen rechtsgültig zeugen können. Alle Veräußerungen liegender Güter ohne Einwilligung des größern oder bessern Theiles vom Kapitel sind nichtig. Der Con-

vent haftet nicht für Schulden und Bürgschaften, die ein Privatglied ohne Vollmacht auf- und übernommen. Die Eberbacher können nicht auf Synoden, nicht zu öffentlichen Tagsatzungen, nicht wegen ihres Hab und Gut vor einen weltlichen Richterstuhl gefordert werden. Im Kloster und seinen Höfen sollen keine öffentlichen Zusammenkünfte oder Gerichtshaltungen Statt haben. Niemand soll die regelmäßige Wahl der Aebte hindern, noch sich in die Ein- oder Absetzung derselben auf was immer für eine Art einmischen. Wenn der ordentliche Bischof dem neugewählten Abt die Einsegnung versagt, soll er dennoch alle Amtsgewalt ausüben und die ihm vom eignen Hirten widerrechtlich abgeschlagene Weihung von einem fremden empfangen können. In Rücksicht auf die Profession (noch nicht Jurament), welche die Aebte bei ihrer Einsegnung ablegen, sollen die Bischöfe mit der hergebrachten Formel: ohne Nachtheil des Ordens, zufrieden sein. Die Kirchen-, Altäre-, Gefäße-, Oel-Weihungen soll ihnen der Ordinarius, was immer für eine Gewohnheit entgegenstehen möchte, unentgeldlich verrichten oder sie widrigenfalls und bei Erledigung des Stuhles befugt sein, sowohl diese als auch die höheren Ordensweihen von jedem andern mit der römischen Kirche vereinten Bischofe zu nehmen. Alle Censuren, die von Bischöfen über die Eberbacher oder die Ihrigen wegen nicht entrichteten Zehenten oder sonst aus Veranlassung ihrer Privilegien verhängt werden, sind unkräftig. Alle römischen Bullen, die gegen Eberbach mit Verschweigung des Cisterzer Ordens ausgebracht werden mögen, sollen als erschlichen keine Autorität und Wirkung haben. Den Schluß machen die gewöhnlichen Segenswünsche für die Gönner und Bannflüche gegen die Feinde Eberbachs und der Bulle."

Der in dieser Bulle genannte Hof zu Laubenheim „ward von zwei Brüdern aus Bingen, Walpert und Berthold gestiftet, die aus ihrem dortigen Erbe dem Kloster 10 Morgen Weinberge schenkten. Für das zugehörige Haus gab man ihnen 30 Marken, schaffte bald durch Kauf und Tausch mehrere Weingärten mit einigem Ackerland dazu und richtete eine Niederlassung ein. Sie kam aber doch nie zu merklichem Ansehen, blieb als Filial mit Weißenau verbunden und ging vermuthlich mit diesem im 14.

Jahrhundert durch Tausch an die dortige Karthaus über. Zum Hof in Heimbach, der sich bis auf unsere Zeiten erhielt, ward nur der erste, eben nicht sehr wichtige Stoff geschenkt. Der ganze, sehr schnelle Anwuchs zur Bedeutenheit war Frucht der Industrie und ward von den Mönchen, nachdem einmal die Niederlassung daselbst beschlossen war, mit ihrer gewohnten Rastlosigkeit in Benutzung aller Gelegenheiten erkauft oder eingetauscht. Im 14. und 15. Jahrhundert, da sein Inhalt noch beträchtlicher als in den jüngern Zeiten war, stand er bei den Eberbachern so wie überhaupt das dortige Weingewächs in vorzüglicher Achtung."

Noch im J. 1206 kommt vor als Alberos Nachfolger Theobald, bis dahin Abt zu Schönau. Als Abt zu Eberbach hatte er von wegen des Hofs zu Heidesheim mit Herdegen von Winternheim, 1209, dann auch mit vielen andern Nachbarn zu rechten. Im J. 1211 ließ er ein Urkundenbuch, den späterhin sogenannten Oculus memoriae anfertigen, das mit dem Ursprung des Klosters anhebend, die betreffenden Stiftungs- und Bestätigungsurkunden mittheilt, hierauf zu den Höfen übergeht, von jedem einzelnen in der Kürze den Ursprung beschreibt, diesen mit einer oder andern der frühesten und wichtigsten Urkunden belegt, endlich auszugsweise alle bis zum J. 1211 gemachten Erwerbungen anführt. Im J. 1212 wurde dem Kloster ein halbes Haus in Cöln zu Theil. Werner Birklin daselbst und seine Hausfrau Bilhilde hatten ihr halbes Haus einem Kloster vermacht, dessen Bestimmung sie jedoch ihren vier Kindern überließen. Die entschieden sich für Eberbach, bedingten sich aber dabei einen ungewöhnlich schweren Zins, nämlich ein Jahrgedächtniß für den Vater und eines für die Mutter, 36 Paar neue Schuhe und 12 Röcke, davon sechs zu 5, die übrigen zu 4 Ellen, und sollten diese Kleidungsstücke alljährlich in Beisein des Pfarrers zu St. Brigitten den Armen ausgetheilt werden. Im J. 1213 wurde der Grafen von Rieneck Gut in der Markung von Eschenheim und Elzenheim, 13 Hufen, mit dem Birkenhof grenzend, zum Preis von 204 Mark angekauft. In demselben Jahr schenkte Frau Ottilia von Worms ihr bedeutendes Gut zu Dienheim und ein Haus zu Worms, so sie um 23 Pfund Silber erkauft hatte. Am

24. Oct. 1216 wurde der Hof Haßlach von der drückenden Vogtei frei gekauft: das kostete 30 Mark und ein Streitroß von 4 Mark. Am Charfreitag 1219 schenkte Werner von Bolanden die ausgedehnte Rheininsel zwischen Hattenheim und Ingelheim, die Langau.

Abt Theobald starb 21. Febr. 1221. „Von seiner Grabstätte wie von denen seiner Nachfolger bis ins 14. Jahrhundert ist keine Spur übrig. Aber sein Namen steht in allen Katalogen, und sein Gedächtniß blühte immer im Segen und Rufe der Heiligkeit. Daß sich Theobald dieses schönen Nachruhms ganz würdig gemacht habe, zeigt sich aus seinen Acten, die ihn als einen um Eberbach verdienstvollen Mann und vollkommenen Prälaten darstellen. In Behandlung der Geschäfte eben so geschickt und unermüdet, als glücklich, gab er seinen Unternehmungen immer die zweckmäßigste Richtung und wußte die mißlichsten Fälle zum mindesten Nachtheil zu lenken. Den Chikanen der Uebelgesinnten begegnete er immer mit Liebe, oft mit Freigebigkeit. Habsucht, Neid oder Mißverstand der Gegner konnten ihn zu Rechtsstreiten nöthigen, nichts ihn von seiner Friedfertigkeit abbringen, und eben darum verdiente er alle Processe zu gewinnen, weil er sich auch nach dem Siege zur freundschaftlichen Uebereinkunft noch eben so geneigt erwies, als er vor begonnener Fehde war. Unstreitig verdient Theobald einen Rang unter Eberbachs besten Aebten und die ihm in dem Ordensalmanach angewiesene Stelle unter den Seligen.

„Daß sich unter einem so exemplarischen Abt auch Mönche zur Heiligkeit bildeten, läßt sich wohl denken. Ich will nur von zweien Erwähnung thun, deren Ruf sich bis auf uns in festerm Andenken erhielt. Der erste war Wernher, von Jahren ein Jüngling, von Verstand ein Mann, in der Jugend ein Greis, an Leib und Seele eine Jungfrau und ein ausgemachtes Bild der klösterlichen Vollkommenheit. Nach wenigen Jahren seines religiösen Wandels näherte er sich in Unschuld dem Ziel und starb gegen 1219, nicht ohne Vorgeschmack der seiner wartenden Glückseligkeit. Der andere, mit Wernher gleichzeitige, aber viel länger geprüfte war Anian, ein Convers, der von seiner Jugend

bis zum grauen Alter unter dem Joche der Disciplin ohne Tadel ausharrte. Mit der Heilungsgabe begnadigt, zog er manche Preßhafte zu sich und machte sie mit Auflegung der Hand gesund. Er lebte noch 1220, starb aber nicht lange hernach im Rufe der Heiligkeit." Noch sind unter Theobalds Zeitgenossen der Prior Enfridus, von dem hernach, und der Mönch Theoderich, von welchem Cäsarius, zu merken.

Am 1. Mai 1221 wurde die Wahl eines neuen Abtes vorgenommen. Wilhelm I, der Abt von Clairvaux, kam mit den Aebten von Fontenay und Hemmerode selbst dahin; von Eberbachs Filial-Aebten erschienen drei, die von Schönau, Otterberg und Valdieu. Es gab dabei, wie es scheint, keine Schwierigkeit, und Konrad, ein Mönch von Clarevall, trug den Stab davon. In Jahren vorgerückt, saß er nicht viel über vier Monate († 18. Sept. 1221), aber ein unvergängliches Andenken hat er sich gestiftet in dem Exordium magnum Cisterciense, das nicht nur ein Erbauungsbuch sein soll, sondern auch die Nebenabsicht hat, die über alle Reiche der Christenheit verbreiteten Brüder mit dem Ursprung des Instituts von Cisterz und den heldenmüthigen Tugenden seiner ersten Väter näher bekannt zu machen, und nebenbei die schwarzen Mönche, die Cluniacenser abzufertigen, als welche fortwährend die Cisterzienser verleumdeten, ihr Scheiden von Molesme als Vermessenheit und ihre Reformation als eine Geburt des Stolzes, der Heuchelei und Neuerungssucht verschrien. In seiner Amtswürde erscheint Konrad in der Urkunde vom Mai 1221, laut welcher die Abtei Valdieu ihm ihr Gut in Spay zu dem Preis von 80 Mark überließ.

An Konrads I Stelle trat Erkenbert, der Sohn der um ihrer Wohlthätigkeit gegen Eberbach gepriesenen Ottilia von Worms, und demnach ohne Zweifel ein Sprößling des alten Geschlechtes der Kämmerer von Worms. Er war aus Eberbach als Abt nach Arnsburg gegeben worden, zu Eberbach hatte er nicht nur die gewöhnlichen Streitigkeiten mit Vögten und andern ritterlichen Nachbarn auszufechten, sondern er sah sich auch in einen viel ernstlichern Handel mit den Rheingauern verwickelt. Die meinten dem Kloster das hergebrachte Mark- und Beholzigungs-

recht beschränken oder gar entziehen zu können. Es war nämlich seit der Stiftung von Eberbach mit dem Hauptgegenstand des Rheingauer Märkerbunds, der noch heute besteht, und unter dem Namen Haingeräth bekannt ist, eine wichtige Aenderung vorgegangen. Nach der Grundlage dieses Vereins waren noch in der ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts alle zwischen der Waldaf und Wisper zum Rheingau gehörige Waldungen der ganzen Landschaft gemein, und jeder Ort, jeder Bürger hatte das Recht, sich darin, wo er wollte, zu beholzen. Außer einigen Lehen und Allodien, die im großen Bezirk zerstreut lagen, wußte man damalen vom Unterschiede der Privat- und Landeswaldungen nichts, und der Vorder- und Hinterwald waren in der gemeinen Sprache nur wegen physischer Situation, ohne den heutigen Begriff des Privat- und gemeinen Eigenthums, so genannt. Rücksichten von Belang bestimmten aber die Insassen, die allzu weitschichtige Gemeinschaft aufzulösen; es wurde der ganze Waldbezirk vor der Höhe getheilt, und jeder selbstständigen Gemeinde nach Verhältniß ihrer Volksmenge und mit Rücksicht auf die Lage ihrer Feldmark ein abgesonderter District zu Eigenthum angewiesen. Vermöge dieser Theilung, die im J. 1173, vielleicht bereits 1158 vollzogen, bedeuteten in der Volkssprache des Rheingaues Privat- und vordere Waldungen eines und dasselbe. Denn die hintern, der Wisper zu sich ausdehnenden Forsten blieben unzertheilt und dem ganzen Land bis auf den heutigen Tag gemein, daher in der Volkssprache Hinterwald und allgemeiner Landeswald gleichbedeutende Ausdrücke sind. „Eberbach, sowie der Adel und andere Klöster, die schon existirten, zogen zwar bei der Theilung kein besonderes Loos. Aber dergleichen Körperschaften, die das Markrecht hatten, waren doch darin nicht mitbegriffen, und traten nun in Beziehung auf die Privatwälder mit den umliegenden Ortschaften in die nämlichen Rechte und Verhältnisse, in denen sie bei der vorhinigen Gemeinschaft mit dem ganzen Lande standen. Nach geschehener Theilung ließen sich die Ortschaften ihre nun eigene Waldungen viel näher als vorhin angelegen sein und duldeten mit Verdruß jede auswärtige Genossenschaft. Sie suchten daher Eberbach aus den Privat-

wäldern zu verdrängen und scheinen dazu einen gemeinsamen Plan in der Stille abgefaßt zu haben. Da es bei solcher Stimmung ohne vorläufige Neckereien nicht wohl abgehen konnte, so wurden die Mönche dadurch aufmerksam und entdeckten ohne Zweifel den sie bedrohenden Anschlag." Sie riefen den Schutz des Erzbischofs Sigfrid II an, und dieser, 1225, aus Dankbarkeit für die »dilecta nobis filia, Eberbacensis ecclesia, que vitulos labiorum suorum incessanter pro salute nostra Domino immolat,« ertheilte, erneuerte, bestätigte ihnen das bis auf seine Zeiten hergebrachte Markrecht in den von allen Seiten das Kloster umgebenden Waldungen, untersagte den benachbarten Rhein- und Waldflecken ohne Consens der Eberbacher einen Bann (Hege) anzulegen, befahl aber, daß, wenn dergleichen Hege durch gemeinsame Uebereinkunft angeordnet worden, sie von beiden Theilen, dem Kloster nämlich und den Ortschaften, beobachtet werde. Dieses bestätigte auf der Synode zu Mainz, 10. Dec. 1225, der päpstliche Legat, Konrad, der Cardinal-Bischof von Porto, jeden Frevler an diesem Markrecht mit dem apostolischen Bannfluch bedrohend, und die Rheingauer, »milites et comprovinciales« zu Margarethen 1226 in dem Klosterhof Mappen zu einem Haingericht vereinigt, sprachen dem Kloster durch einen feierlichen Abschluß nach dem Herkommen an allen sich weit und breit erstreckenden Waldungen die vollkommene Gemeinschaft zu. Diese Erklärung war deutlich, aber noch zu allgemein, und konnte in besondern Fällen leicht verdreht werden. Um daher das daraus fließende Recht näher zu bestimmen, ward in Gemäßheit der erzbischöflichen Dictatur den nahe ums Kloster gelegenen Ortschaften auferlegt, die ihnen gestattete Waldhege nur mit Consens und Mitwirkung der Eberbacher anzulegen." Der so vielfältig um das Kloster verdiente Abt Erkenbert resignirte 1228, und den erledigten Stuhl nahm Raimund ein, Cölner von Geburt.

Der neue Abt, thätig für die Ummauerung von Oppenheim, wie er denn ein Stück Mauer und Graben mit einem Aufwand von 28 Mark aus der Klostertruhe herstellen ließ, erwarb zu Boppard, durch der Eheleute Wasmud und Lutgard Schenkung ein Haus samt vielen Weinbergen, wozu er noch die Güter der

brabäntischen Abtei Villers, absonderlich den großen Weinberg Schindehengst erwarb, so daß er der Begründer der nachmaligen sehr wichtigen Besitzung Boppard geworden ist. Eine mächtige Stütze fand er in dem frommen und gelehrten Prior Enfridus, gest. 16. März 1246 (Henriquez ad 26. Oct.). Raimund starb 28. Oct. 1247. „Er war ein Mann von Talenten, gelehrt, scharfsinnig und reif in Anschlägen, die er auch nach dem Beispiel seiner besten Vorfahrer meistens selbst ausführte. Dem Papst Gregor IX und Erzbischof Sifrid III, zwei competenten Richtern, hat er in den wichtigsten Aufträgen seine Einsicht und Klugheit bewährt. Selbst bei dem König Heinrich VII stand er in Ansehen und erschien mehrmalen unter den ersten Reichsfürsten an seinem Hofe. Sein unbescholtener Leumund erwarb ihm ein so volles Zutrauen, daß er durch bloße Eiderbietung Partei und Richter von seinem Recht überzeugte. So ruhmvoll dadurch seine Regierung für ihn selbst, so gesegnet war sie für das Kloster. Er schaffte zwar keinen neuen Hof, aber den Höfen so viele Güter an, die zusammen einen der größten Höfe ausmachten. Durch Verpachtung einiger Ländereien führte er zuerst eine Art von Wirthschaft ein, die nach ihm zur steten Regel ward. Durch eben so bekannten Eifer für die Klosterzucht hatte er sich seinem Erzbischof so empfohlen, daß dieser ihm die Reformation der Abtei Lorsch vorzüglich anvertraute." Von ihm ist noch zu erinnern, daß er die dem Kloster durch Betrug entfremdete Au bei Budenheim wiedergewonnen hat, 1240. Um dieselbe Zeit „legte sich im Rheinbett nicht weit von Reichardshausen eine Insel, oder vielmehr eine Sandstrecke an, die sich zu einer Aue umschaffen ließ. Aus dem Grund der Regalien gehörte sie dem Mainzer Stuhl, weil sie in dessen Gebiete entstanden und keinem Privateigenthum angewachsen war. Ihre Situation machte sie für die Eberbacher sehr passend und reizte ohne Zweifel ihre Lust, die Insel als einen Pendant zu dem nahen Hof zu besitzen. Erzbischof Sifrid willfahrte ihrem Gesuch, oder kam vielleicht ihren Wünschen zuvor, indem er ihnen das rohe Werth unter dem jährlichen Zins eines Käses zu ewigem Eigenthum schenkte. Nun hatten die Brüder neuen Stoff, ihre schon geprüfte Kunst und

Industrie in Cultur der Auen auszuüben und den ungeschlachten Sandhügel in eine ergiebige Flur umzuwandeln. Sie legten auch Hand an und stellten bald eine fruchtbare Insel her, die sich bis auf den heutigen Tag im klösterlichen Eigenthum erhielt und unter dem von ihrem ehemaligen Erbzins angestammten Namen Käsbret im Rheingau bekannt ist." Um die Bepflanzung und Urbarmachung der vielen Auen, um ihre Vertheidigung gegen Fluthen und Eisgang erwarb sich das Kloster überhaupt besonderes Verdienst. Wenn viele der in alten Nachrichten aufgeführten Rheininseln, großentheils durch die Nachlässigkeit der Besitzer, vorlängst verschwunden sind, dergestalt, daß ihre Lage nicht mehr zu ermitteln, haben sich hingegen alle von Eberbach abhängende Rheinauen ohne Ausnahme bis zu unsern Tagen glücklich erhalten.

Durch des Erzbischofs Siegfrid III Urkunde vom 18. Januar 1231 waren die Güter des klösterlichen Hospitals, ein mäßiger Hof und 12 Morgen Weinberg zu Winkel, von allen Abgaben befreiet worden, »ne aliquis unquam de bonis illis quicquam exquirat, quoniam ad pauperum elemosinam ad predictam portam (monasterii) indifferenter supervenientium sunt deputata.« Das Hospital bestand in dem alten, ehemals von den Chorherren und sodann von den ersten Cisterziensern bewohnten Gebäude und wurde nach Bärs Meinung von dem ruhmvollen Abt Theobald gegründet. Wenigstens findet sich zu dessen Zeit die erste Nachricht von der Existenz eines Hospitals. „Eigentlich war es nur für die Armen bestimmt; denn in allen sich darauf beziehenden Urkunden erscheint es nur als Armenhospital. Da aber solchen eine längere Unterhaltung darin gestattet war, und man diejenigen, die während ihres dasigen Aufenthalts erkrankten, mit Anstand nicht fortschaffen konnte, so gibt sich von selbst, daß wenigstens nebenher auch Krankenpflege in den Stiftungsplan mit aufgenommen war. Eben dies erhellet auch deutlicher aus späteren Nachrichten. Im 16. Jahrhundert gab es Mehrere, die sich in das Hospital einkauften und ihre lebenslängliche Verpflegung, wie solche im Hospital gäng und gebe war, mit einer gewissen Summe contractmäßig erwarben. Sie

wurden Hospitalpfründner genannt, sowie Andere, die sich eine lebenslängliche Mönchsportion anschafften, Conventspfründner hießen. Daß bei solchen Verträgen auch die Krankenpflege mit einbedungen war, liegt hell vor Augen. Sie war also in der Einrichtung des Hospitals mitbegriffen und kam wenigstens jenen Armen zu statten, welche darin siech wurden. Zur Verwaltung des für das Institut geordneten Fonds und zur Pflege der Armen waren anfänglich zwei Mönche und wenigstens auch zwei Conversen angestellt, die in einer Urkunde vom Jahr 1225 Hospitalbrüder, in einer andern von 1241 Provisoren genannt werden. Die Zahl der Mönche ward aber in der Folge nur auf einen reducirt, der unter dem Namen Spitalmeister die Oberaufsicht und Rechnung führte und so viele Brüder, als dazu nöthig waren, zur Aushülfe bekam. Dies Hospital bestand bis ins 16. Jahrhundert (1), ging aber noch in oder bald nach dem ersten Viertel desselben, und wahrscheinlich durch den berufenen Aufstand der Rheingauer 1525, wodurch das Kloster selbst bis fast in Bettelstand gerieth, gänzlich ein. Wenigstens finden sich von dessen Existenz in der Folge keine weitern Nachrichten, und die bis über die Mitte des Jahrhunderts fortgedauerte Zerrüttung des häuslichen Zustandes gibt dem Stillschweigen der Urkunden volle Beweiskraft." Besagtem Hospital schenkten im April 1241 die Wittwe Carissima und ihre Schwester Glismud ihr Haus in Boppard, samt allem dem, so Carissima dazu erworben hatte. Bekanntlich hatte Eberbach seines Gleichen kaum in der reichlichen Austheilung von Almosen.

„(1) Bei Gelegenheit des großen Jubeljahrs 1500 ernannte Abt Martin von Eberbach besondere Beichtväter in und für das Hospital. »»Ad recipiendum et audiendum confessiones in hospitali nro Eberb.«« Unter diesen war auch der Spitalmeister: »»et Fr. Johannes de Heydelberga Hospitalarius.«« Für die Conversen und weltliche Dienerschaft des Klosters ward unter andern der h. Geistaltar im Hospital zum Besuch angewiesen. »»Pro conversis et laicis familiaribus nostris — Primo altare S. crucis in choro conversorum — et altare S. Spiritus in hospitali nostro.«« Die ganze Anordnung, wahrscheinlich von Abt Martin eigenhändig geschrieben, ist noch vorhanden und Beichtstühle, ein Altar im Hospital und der Spitalmeister, die darin vorkommen, zeugen von damaliger Existenz des Hospitals."

Ungemein possierlich ist die von Bär vorgebrachte Entschuldigung, daß er doch am Schlusse seiner verdienstlichen Arbeit des Hospitals gedenkt. „Um auf einer Seite schwache Brüder nicht zu ärgern, und auf der andern manchem Uebelgesinnten keinen Scheingrund zur Chikane zu reichen, that ich in der Geschichte selbst bei den einschlägigen Epochen davon keine Meldung und ließ auch, um mich auf keinerlei Weise zu compromittiren, die sich darauf beziehenden Urkunden weg. Nun aber die Krise ganz geändert und dadurch aller Stein des Anstoßes weggeräumt ist, ersetze ich hier den Mangel und lege die Data von diesem ehemaligen Hospital öffentlich vor." Gleich darauf äußert er: „Vor einigen Jahrzehnten kam eine Druckschrift zum Vorschein, worin der Verfasser, selbst ein Mönch, verschiedene Data anführte, um die ehemalige Existenz eines solchen Hospitals bei seinem Kloster zu beweisen und die Erlöschung desselben gewissermaßen seiner eignen Abtei als Raub an der Armuth Schuld zu geben. Nach dem Bericht einer öffentlichen Zeitschrift kam die Sache zur Untersuchung, die aber, vielleicht zum Verdruß oder wenigstens zur Schande des wo nicht falschen, doch zweideutigen Bruders für sein Kloster keine nachtheiligen Folgen hatte." Hinc illae lacrymae. Autor des armseligen Buchs, welchem diese Verwahrung gilt, ist Michael Winkelmann, weiland Mönch zu St. Maximin bei Trier, von welchem Bd. 2 S. 752. In der von Merian gelieferten Abbildung von Eberbach ist noch die Hospitalskirche zu sehen.

Des Abtes Walther Regiment, 1248—1252, ist dem Kloster nicht minder vortheilhaft geworden als jenes seines Vorgängers. Im J. 1249 erkaufte er zu dem Preis von 300 Mark der Abtei Ilbenstatt Hof Riedhausen bei Dornheim, der 932 Morgen haltend und 10 Pflüge beschäftigend, stets eine der wichtigsten Besitzungen der Abtei geblieben ist. So hat auch Abt Walther den Hof Wahlheim durch glücklichen Kauf ungemein vergrößert und durch Schenkung des Schiffers Friedrich dessen Haus zu Oberwesel mit 3 beträchtlichen Weinbergen erworben. Gleich im f. J. 1253 erhielt „der neue Hof einen wichtigen Zuwachs. Arnold und Heinrich, zwei leibliche Brüder, von Wesel gebürtig,

hatten sich zu Eberbach Gott geweiht. Sie stammten aus einer zwar nur bürgerlichen, aber reichen Familie, und die Klöster waren noch durch kein Verbot von der Erbschaft ihrer Proselyten ausgeschlossen. Dennoch machten die Eberbacher keine Speculation darauf und nahmen beide Candidaten unbedingt in ihr Mittel auf. Dies uninteressirte Betragen rührte die Aeltern und spornte sie zu ähnlicher Generosität an. Aus eigner Bewegung bestimmten sie also zur Aussteuer ein Haus in der Stadt mit mehren Weingärten, die sie mit Einwilligung ihrer übrigen Kinder bei lebendigem Leibe dem Kloster übergaben und von dem Stadtgerichte versichern ließen. So war nun schon der Hof mit den von Caub und andern Orten dahin gezogenen Gütern von merklicher Größe, wuchs durch wiederholte Schenkungen immer an und stand bei den Eberbachern in den zwei folgenden Jahrhunderten wegen seines reichen und unter den sogenannten Thalweinen schon damals hervorstechenden Ertrags in besonderm Werth und Ansehen. Wie sich aber Eberbachs Verhältnisse in dasiger Gegend überhaupt sehr änderten, so verlor auch dieser Hof in spätern Zeiten seinen Rang und fiel in die Klasse derjenigen, welche nur die Zahl vermehren."

Im J. 1253 erkaufte Abt Walther, gemeinschaftlich mit dem Abt von Himmeroth, eine Kammer in dem Hauptkloster Cisterz, groß genug, um sie und die Aebte ihrer Filiation, Schönau, Otterberg, Valdieu, Arnsburg, Bebenhausen, Heisterbach, Marienstatt zur Zeit des Generalcapitels zu beherbergen, zu welchem Ende Citeaux zehn Bettstätten zu stellen hatte. Dafür wurde ein für allemal die Summe von 40 Pfund Turnosen erlegt. „Um aber auch für Diener und Pferde sichere Unterkunft zu haben, gab Walther für sich und seine Suffragane noch 16 Pfund für einen Stall, der ihnen immer offen stehen und von Cisterz in brauchbarem Stand erhalten werden mußte." Am 18. März 1254 wurde Eberwin, des edlen Mannes Eberhard von Echzell Sohn, in das Klosterhospital aufgenommen, um darin zu haben »stipendium, quale uni de nostris fratribus solet ministrari,« wogegen der Vater 11 Morgen Weinberg und einige Zinsen in Steinheim, dann 5 Morgen Weinberg in Mummen-

heim dem Kloster übertrug. Im J. 1255 erkaufte Walther von der Abtei Arnstein um den Preis von 40 Mark Cölnisch das Frenkenfeld bei Gernsheim, ein geschlossenes Stück Land von mehr als 30 Hufen, 900 Morgen, die damals zwar noch großentheils Wildniß und nur erst im 16. und 17. Jahrhundert vollständig angebaut wurden. Indessen hatte Walther sich bereits 1254 einen Coadjutor beigelegt, in dessen Hände er nach dem 1. Dec. 1257, etwan 1258 den Hirtenstab niederlegte; dieser Handlung überlebte er aber wenigstens um 6 Jahre. Sein Andenken scheint zeitlich im Kloster erloschen zu sein, „ob er gleich mit seinen Thaten vor vielen andern die Unsterblichkeit verdient hatte. Den einzigen Ruthard ausgenommen hat keiner von den Aebten das klösterliche Patrimonium so reichlich vermehrt. Der Hof Riedhausen, von erster Größe, das noch wichtigere Frenkenfeld und die fast eben so beträchtlichen Erwerbungen zu Wahlheim sind noch bestehende Denkmäler seiner Thätigkeit und sichern ihm bei der späten Nachkommenschaft den Anspruch auf ihre Dankbarkeit zu. Kein Jahr seiner Regierung, das er nicht mit einer löblichen That auszeichnete. Kein Hof, den er nicht mit neuem Anwuchs vermehrte."

Der bisherige Coadjutor Werner war seit 1248 Abt zu Arnsburg gewesen. Ihm hat, April 1262, Embricho von Caub die Hälfte des herrlichen Gräfenberg bei Kiedrich als ein Almosen dargebracht. Um dieselbe Zeit „erhielt Eberbach ein wichtiges Vermächtniß und darin den Urstoff zu seinem Hof in Mosbach. Sifried von Frauenstein, ein angesehener Edelmann, war im Begriff, eine Wallfahrt nach Rom anzutreten. Er lebte in einer ungesegneten Ehe, und indem er die Ungewißheit der menschlichen Dinge überhaupt und besonders die Zufälle bei sich überdachte, die ihm auf seiner Wanderschaft begegnen könnten, beschloß er, sein Haus zu bestellen, und traf mit Einstimmung seiner Gemahlin über seine Habseligkeiten eine Verfügung, wie sie sich von einem frommen Pilgrim erwarten ließ. Er wählte sich fünf Klöster aus, denen er alle sowohl eigene als erbliche Güter bestimmte. Sie waren Eberbach, Tiefenthal, Gnadenthal, Gottesthal und Aulhausen. Dem ersten wies er selbst alle seine

Besitzungen zu Mosbach und Biebrich an. Die anderwärtigen Güter sollten durch Abt und Prior zu Eberbach und noch vier andere Executoren unter die Frauenklöster nach der für jedes bequemsten Lage vertheilt werden. Von dieser Portion sequestrirte er einen Betrag von zwölf Marken, welche Abt und Prior zu Eberbach jährlich so lange erheben und verwenden sollten, bis seine etwa rückständigen Schulden getilgt wären. Uebrigens sollte das Vermächtniß bei Erzielung eines Leibeserben aufhören und im andern Falle nur erst nach seinem und seiner Gattin Tode in Erfüllung gehen. Das Testament ward sowohl von ihm und seiner Schwiegermutter, als von den fünf Executoren versiegelt. Sifried kam von seiner Pilgrimschaft glücklich zurück und traf im folgenden Jahr mit dem Eberbacher Legat eine wichtige Aenderung. Nebst den Seitenverwandten schloß er auch seine etwaigen Töchter von allem Anspruch aus. Würde ihm aber ein Sohn geboren, sollte dieser zwar die erblichen Güter zu Mosbach und Biebrich in Besitz nehmen, die eignen aber mit allem Genuß dem Kloster so lange überlassen, bis er solche mit hundert baaren Marken eingelöst hätte. Doch nahm er auch in diesem Falle 12 Morgen an Aeckern und Weinbergen namentlich aus, die dem Kloster als ewiges Eigenthum verbleiben sollten. Um dieser Verfügung die legale Festigkeit zu geben, machten sie beide Eheleute öffentlich kund und resignirten die eignen Güter zu Mosbach auf der freien Straße, die erblichen aber vor dem Frohnhof und Landgericht in die Hände des Abtes Werner, des ehemaligen Abtes Walther und des Priors Dieterich. Mit alle der Assecuration nicht zufrieden, stellten sie sich im folgenden Jahr 1262 vor dem Erzbischof Werner ein, erneuerten ihr Geschenk und ließen es von ihm mit einem Briefe autorisiren. Feierlich ward der erste Grund zu Eberbachs Hofgut in Mosbach gelegt, das in der Folge nicht nur selbst merklich zunahm, sondern auch der Samen von zwei andern Höfen, in Wiesbaden und Schierstein, war. Im J. 1260 erkaufte Werner des Klosters Aulhausen Gut zu Trechtingshausen, wofür er 160 Mark bezahlte. Er starb aber den 17. Juni 1261; so kurz seine Regierung, so rühmlich war sie für ihn und ersprießlich für das Kloster. Seine

schönen Erwerbungen hatten alle das Glück, auf die späte Nachwelt zu kommen."

Heinrich I, zur Abtswürde gelangt im Sommer 1261, erwarb die andere Hälfte des Gräfenbergs durch Tausch mit Heinrich von Heppenheft, der dafür 5 Weinberge bei Caub erhielt, Aug. 1263; der Abt resignirte aber im Sept. oder Oct. desselben Jahrs und wurde durch Ebelin ersetzt, als welchem Erzbischof Werner im J. 1265 die vier Frauenklöster, Sion bei Alzei, Marienkron vor Oppenheim, Mariendalheim bei Mainz und Gottesthal im Rheingau untergab, mit dem Auftrag, nach den Gesetzen von Cisterz zu binden, zu lösen, zu reformiren und alle regulaire Gewalt auszuüben. Siebzehn Jahre früher, um 1248 hatte Erzbischof Siegfrid das Kloster Altenmünster zu Mainz, Benedictinerinen bis dahin, dem Orden von Cisterz einverleibt, unter des Abtes von Eberbach Aufsicht. Ein Gleiches geschah nach und nach mit andern Frauenklöstern, so daß deren einst 17 von Eberbach abhingen, nämlich Altenmünster, Weißefrauen und St. Agnesen zu Mainz, Dalheim (Vallis sacra) bei Mainz, Gottesthal, Aulhausen und Tiefenthal im Rheingau, Nonnen- oder Marienmünster bei Worms, Marienkron, Rosenthal bei Kirchheim-Boland, St. Johann bei Alzei, Sion bei Alzei, Kumd bei Simmern, St. Katharinenthal in der Nähe von Kreuznach, Marienborn oder Weidas, unweit Alzei, Engelthal zu Ober-Ingelheim, Deimbach, unweit Erbesbüdesheim. Sion und Deimbach wurden bald von Eberbach emancipirt. Die sechs Klöster in der Pfalz und zwei zu Mainz gingen in der Folge wieder ein. Uebrigens litt das Kloster zu Ebelins Zeiten unter drückendem Geldmangel, der besonders gelegentlich eines Hauskaufs zu Oppenheim bemerkbar wird. „Humbert vom Widder, ein Patricier von Frankfurt und Bürger zu Mainz, hatte sich zu Oppenheim, ich weiß nicht, durch Kauf oder Erbschaft die dem vormaligen Stadtschultheis Marquard von Wunnenberg zugehörige Kurie erworben. Er war sehr reich und nicht minder geneigt zu frommen Stiftungen. Da er nicht Lust hatte, sich in Oppenheim niederzulassen, widmete er auch dasiges Haus zu mildem Geschenk und übergab es der Stadt für ihr Hospital, das nicht weit davon

entfernt lag. Diesem war es zu eignem Gebrauch nicht nöthig und konnte ihm nur durch Vermiethung oder Verkauf nützlich sein. Ein günstiger Umstand für die Eberbacher, denen das Haus gar wohl behagte. Es war geräumig, von andern Wohnungen und dem Getümmel der Straßen abgesondert und darum nach ihrem Wunsch und den Ordensmaximen in der Stadt selbst isolirt. Sie wollten es sich dann auch anschaffen und boten dem Magistrat den Kauf an. Er war selbst nicht abgeneigt, wollte aber für sich über ein so neues Geschenk nichts beschließen und wies die klösterlichen Agenten mit einer Deputation aus ihrer Mitte an Humbert. Dieser wollte anfänglich vom Verkaufe gar nichts hören, sondern das Haus nur um jährliche 50 Malter Roggen, eine Karrate Hunischen Wein, ein Talent Heller und das Brennöl für zwei Lampen, eine ewige in der Kirche und eine nächtliche auf dem Krankenhause des Hospitals, erblich überlassen. Ein so schwerer und dabei ewiger Hauszins stand den Eberbachern nicht an, und sie brachten es durch Vorstellungen dahin, daß Humbert in den Verkauf willigte. Der Handel ward um hundert dreißig cölnische Mark abgeschlossen und nach löblichem Gebrauch mit einem Trinkgebote solennisirt. Nur fehlten nun dem Kloster die baaren Gelder. Seine Deputirten standen daher um zweijährige Zahlungsfrist an und erboten sich, bis dahin den obgedachten Zins vom Hause zu entrichten. Das Erbieten war allerdings annehmlich und für das Hospital vortheilhaft. Allein Humbert verwarf es als wucherisch, und wenig fehlte, daß er den Kauf nicht ganz aufsagte. Doch überließ er die Sache dem Rath von Oppenheim, mit dem sie zwar unter Bedingung der zweijährigen Pension zu Stande, aber nicht zu Ende kam. Denn Humbert beharrte auf seinem frommen Eigensinne, verdammte die Convention als ungerecht, und forderte sogleich den Kaufschilling oder das Haus zurück. Daher ein neuer Umtrieb, bis endlich der Rath dem Kloster durch seine Vermittlung einigen Zahlungsverschub, ohne allen Zins, erwirkte." Nichts desto weniger hat Ebelin doch noch des Grafen von Kessel Allod zu Trechtingshausen angekauft. Er starb oder resignirte im März — April 1272.

Der muthmaßlich im Mai 1272 erwählte Abt Richolf mußte alsbald nach dem Antritt seines Regiments, um nur die dringendsten Gläubiger befriedigen zu können, die Güter zu Ockenheim veräußern. Dann erwirkte er von Kaiser Rudolf die Urkunde vom 18. Januar 1274, worin es heißt: „In Erwägung, daß Abt und Convent zu Eberbach — mit erbaulicher Andacht und stetem Eifer dem Gottesdienst obliegen, in Ansicht der ungeheuchelten Treue und Anhänglichkeit, durch die, wie man uns glaubhaft berichtet, sie sich gegen uns und das römische Reich besonders auszeichnen, willfahren wir ihrem Bitten und nehmen ihr Kloster und Personen, Leute, Höfe, Güter, alle gegenwärtige und zukünftige rechtmäßige Besitzungen in unsern und des Reichs besondern Schutz, und bestätigen aus Königlicher Freigebigkeit, erneuern und bekräftigen mit diesem Brief alle Privilegien, Freiheiten und Rechte, die ihnen vom seligen Kaiser Friedrich vor seiner Absetzung und dessen Vorfahren am Reich ertheilt worden." In demselben Jahr, den 16. Aug., vergabte Rüdger von Oestrich seine Güter zu Oestrich und Olm an das Kloster, unter dem Beding: »ut annue in festo S. Potentianae conventui consolationem faciat, et refectionem solennem in pane triticeo, vino franconico et piscibus copiose; quicquid vero superfuerit de redditibus dictorum bonorum ad usum pauperum in hospitali decumbentium convertat; quodsi non observaverit, solvet pro qualibet subtractione ecclesie S. Victoris VI marcas; negligentem autem deferet plebanus in Oesterrich ad decanum et capitulum S. Victoris.« Ueberhaupt schien zu Richolfs Zeiten die vormalige Freigebigkeit gegen Eberbach neu aufzuleben. Eine gute Anzahl von Schenkungen sind urkundlich bekannt, doch werden sie bei weitem überboten durch die Erwerbungen zu Schierstein und Limburg. „In erstgedachtem Orte und zu Dotzheim waren dem Kloster durch mildes Vermächtniß einige Ländereien zugefallen, die es nur durch Verpachtung nützen konnte. Philipp Marschall von Frauenstein, ein angesehener Edelmann und Eberbachs Gönner, war eben auch in beiden Orten, besonders zu Schierstein, mit einem wichtigen Allodium angesessen, und konnte die klösterlichen Grundstücke bei den

seinigen bequem mitbauen. Er bot sich daher 1275 als Pachter an und erhielt sie in lebenslänglichen Bestand. Nie war dem Kloster eine Verpachtung einträglicher, als diese. Philipp, durch den auf ihn genommenen Bedacht aufgefordert, versicherte dasselbe nicht, wie gewöhnlich, durch Versatz, sondern durch Schenkung eines Eigenthums und trat ihm seine Güter in beiden Feldmarken feierlich ab. Alsdann nahm er sie vom Kloster in lebenslänglichen Pacht, und versprach von den Schiersteinern jährlich 21 Malter Roggen und 26 cölnische Soliden, von den Dotzheimern aber 4 Marken jährlich zu entrichten und dabei alle darauf haftende Beschwerden allein zu tragen. Philipp beurkundete selbst die von seiner Gemahlin bewilligte Anordnung und ließ sie vom geistlichen Gerichte zu Mainz bestätigen. Dies war die Hauptanlage zu dem Schiersteiner Hofgut, das in der Folge, wie andere, zunahm und sich bis auf unsere Zeit erhielt.

„Die zweite nicht gleichgültige Schenkung ist vom J. 1277. Mechtild, eine Beguine zu Limburg an der Lahn, von Vele genannt, hatte nur einen Bruder, Hermann, der zu Eberbach Mönch geworden. Ihrem Institut gemäß selbst nicht gesinnt zu heurathen, folgte sie ihrem Bruder gewissermaßen nach, verschwesterte sich durch ein geistliches Bündniß noch enger mit dem Kloster, trat ihm mit Vorbehalt der lebenslänglichen Nutznießung all ihr beweg- und unbewegliches Vermögen ab und legte den Grund zum dasigen Klosterhof. Nach einer alten Tradition war Limburg damals viel größer, als es heute noch ist, und dabei eine wichtige Handelsstadt. Dieser Umstand, mit ihrer Situation verbunden, machte sie den Eberbachern interessant. Sie besaßen in der Nähe zu Ober- und Niederhadamar zwei Höfe und in andern geringern Orten derselben Gegend mehrere Güter. Diese waren alle vom Kloster zu weit entfernt, als daß sich die erzielten Früchte bequem dahin bringen ließen. Man mußte sie also an der Stelle vertreiben, und zu einem vortheilhaften Umsatz war eine schickliche Niederlage nöthig, bei der man die günstigste Gelegenheit abwarten und sogleich benutzen konnte. Dazu hatte Limburg wegen seiner Lage und Beschaffenheit den natürlichen Beruf. Die Eberbacher folgten diesem Wink und siedelten sich

in der Stadt allmälig an. So zweckmäßig aber die neue Ansiedelung für den gegenwärtigen Zustand war, fiel doch erst in der Folge dessen Wichtigkeit in die Augen. Im vierzehnten Jahrhundert erwarb das Kloster in den umliegenden Ortschaften mehre Güter, die es wegen der Zerstreuung und nach der schon allgemeinen Sitte um einen Theil des Ertrags verpachtete. Nun stand der Limburger Hof ganz an seinem Orte. Denn er ward das Centrum, wohin die Pächte von allen Seiten einkamen und woraus die Aufsicht über die im Umkreise gelegenen Höfe bequemer war. Er blieb aber auch nur in dieser Rücksicht dem Kloster wichtig und kam für sich selbst nie zu einem bedeutenden Ertrag." Im J. 1277 erkaufte Richolf von den Wolfskehl und denen von Kronberg den wichtigen Bünsheimerhof bei Leheim, dessen 1303 Morgen das Kloster in der letzten Zeit mit 13 Pflügen bearbeiten ließ, nachdem er lange Zeit schwere Lasten, besonders in Azzung und Fuhrfronden, tragen müssen. „Durch einen sehr kostbaren Vergleich mit dem Landgrafen Georg I (1578) sind jene gänzlich abgethan und diese auf einen festen Fuß gesetzt, nach welchem Eberbach von seinen drei noch übrigen Höfen bei der landesfürstlichen Residenz drei Wägen mit 12 Pferden und 6 Knechten in Allem, außer der Mundprovision, unterhalten mußte."

Ein abermaliger Angriff der Landschaft des Rheingaues auf des Klosters Markrecht wurde im J. 1279 durch richterliches Erkenntniß abgewiesen und Eberbach bei all seinen Gerechtsamen geschützt. Da sich gelegentlich der Ordenscapitel viele Aebte der Filiation von Clairvaux aus Deutsch- und Niederland einzufinden pflegten, „so ward oft das Gedränge über den Hausraum zahlreich, und manche von den Aebten mußten sich in ihren Quartieren sehr enge behelfen. Dieser Ungemächlichkeit auszuweichen, kaufte Richolf für sich, seine Suffraganen und alle ihre Nachfolger um 50 Tourer Pfunde ein besonderes Zimmer, das für sie jederzeit frei und offen stehen sollte." Richolf starb den 3. Januar 1284 oder 1285. „Nach Inhalt der Acten war seine Präfectur für ihn selbst eben so rühmlich, als heilsam für das Kloster, und sichert ihm einen Platz unter den besten Aebten zu.

Durch kluge Wirthschaft stellte er die unter seinem Vorfahren ein wenig zerrütteten Finanzen so weit her, daß sie, ohne Recurs zu außerordentlichen Mitteln, für das häusliche Bedürfniß zureichten. Wenigstens findet sich unter ihm keine Spur eines Verkaufs oder nur Feilgebots liegender Gründe. Denn die bei seinem Antritt geschehene Veräußerung der Ockenheimer Güter war schon vor seiner Wahl beschlossen. Durch Ankauf des Hofs Bönsheim, durch Gründung der Höfe zu Mosbach, Schierstein und Limburg hat er sich auf die späte Nachwelt bleibende Denkmäler gestiftet. Selbst eben so thätig als geschickt, gab er zu den wichtigsten Geschäften, wie oft geschieht, nicht nur den Namen, sondern, wie die besten seiner Vorweser, auch Hand und Kopf her, ging an Ort und Stelle und pflog mit Großen und Kleinen persönliche Unterhandlungen. Nicht minder auf das geistliche Wohl bedacht, erhielt er die Klosterzucht in ihrem ursprünglichen Flor und pflanzte Eberbachs guten Ruf, den es von Clarevall hergebracht und schon durch ein und ein halbes Jahrhundert unversehrt behauptet hatte, weiter fort." Gleichzeitig mit Richolf lebte in Eberbach der Prior Gebeno, von dem, außer einer Lebensgeschichte des h. Ulrich, des Bischofs von Augsburg, auch Speculum futurorum temporum seu pentachordum, ein Commentar zu den Revelationen der h. Hildegard, in der Handschrift vorhanden.

Abt Heinrich II, wahrscheinlich des Geschlechts von Scharfenstein, zeigte sich in den wenigen Jahren seines Regiments des Stabes würdig, wie er denn durch Kauf und Tausch den zeitlichen Wohlstand des Klosters beförderte. Die letzte von ihm bekannte Urkunde ist vom 7. Juni 1287 datirt. Sein Nachfolger Sigfrid kommt von 1290 — 1298 häufig vor, mag auch jener Abt von Eberbach sein, welchen der Papst Nicolaus IV im J. 1290 zum Conservator der sämtlichen Privilegien, Freiheiten und Indulgenzen der mächtigen Stadt Mainz bestellte. Ihm hat die Stadt Cöln im J. 1292 das Rheinthor zu St. Servatien abgetreten: „Es zeugt das von der großen Hochachtung und dem unbeschränkten Zutrauen, mit welchem Magistrat und Bürgerschaft den Eberbachern zugethan waren. Die wußten aber auch die

Wohlthat zu schätzen und nicht minder großmüthig zu erwiedern. Auf ihre Kosten führten sie über das Thor einen Thurm auf, welcher die Stadt im Frieden verschönerte, im Krieg beschirmte und ihnen selbst zur Warte für ihre Rheinschifferei diente. Man hielt auch zu Eberbach dies Etablissement wie ein Palladium dreihundert Jahre lang im Besitz und in Ehre. Die Harmonie zwischen Stadt und Kloster dauerte bis ins 16. Jahrhundert unzerrüttet fort, und das letzte übte die ihm gestatteten Vorrechte ganz ungestört aus. Endlich begann bei dem Magistrat eine Eifersucht über die ihm fast gleiche Autorität eines auswärtigen Klosters und fachte nach einander verschiedene Mißhelligkeiten an. Dennoch erhielt sich Eberbach gegen alle Zudringlichkeiten im Besitze und benutzte sein Rheinthor fort, bis nach Erlöschung des Hansebundes auch die Bedeutenheit der Stadt Cöln in der Handlung allmälig ausging. Dadurch minderte sich für die Eberbacher das Interesse der dortigen Anlage, die nun ihrem Hauptzweck nicht mehr so ganz entsprach und dabei mancherlei Widersprüche leiden mußte. Um sich dann weiterer Chikane los zu machen, verkaufte es 1596 Thor und Thurm mit allem Recht an die Stadt und behielt nur sein ursprüngliches Haus. Nach dem dreißigjährigen Kriege kam unter den Eberbachern selbst die Meinung aus, das Kloster habe zu Cöln eine ganze Straße mit den daran gelegenen Häusern im Besitz gehabt, und während der Auswanderung und des Aufenthalts des Convents in dieser Stadt von 1631 bis 1635 seien Straße, Häuser und Thor aufgezehrt worden. Diese Sage ist aber gewiß falsch. Denn weder findet sich in den vorherigen Urkunden eine Spur von einer ganzen Straße zu Cöln, noch in den spätern von einer so theuren Zehrung eine Nachricht. Und das Rheinthor mit dem Thurme war zuverlässig schon über 30 Jahre früher verkauft. Ohnehin ist auch irrig, daß sich der ganze Convent 3 Jahre lang in Cöln und auf Klosters Kosten aufgehalten habe. Die meisten vertheilten sich zum Hospitiren in niederländische Klöster." Die finanzielle Lage von Eberbach scheint sich unter Sigfrids Regiment keineswegs gebessert zu haben; im J. 1298 waren die 42 Mark, so für ein dringendes Bedürfniß zu verwenden, nur

durch einen Rentenverkauf aufzubringen. Das mag dem Abt seine Stellung verleidet haben, er resignirte in demselben Jahr und kehrte nach Heisterbach zurück, wo er bis zum J. 1312 lebte. Zu Heisterbach hatte er Profeß gethan.

Abt Johann I kommt am 10. Aug. 1299 vor. Ihn ebenfalls drückte schwer die auf dem Kloster ruhende Schuldenlast. „Unter Eberbachs Gläubigern zeichneten sich einige Juden als die lästigsten aus. Diese Nation hatte damals in Deutschland den Geldhandel großentheils in ihrer Gewalt. Sowohl ihr politischer, obgleich harter Zustand, als die religiösen Begriffe, gaben ihr dazu wichtigen Vorschub. Durch Staatsgesetze vom Besitze der Ländereien und von Betreibung zünftiger Handwerke ausgeschlossen, hatten sie nur die Handelschaft als einziges Nahrungsmittel übrig. Dazu wurden dann auch die jungen Israeliten, wie noch heute, von Kindheit angeführt, und da sich darin nur mit Geld fortkommen ließ, so lernten sie mancherlei Arten, sich dies Element zu vermehren und größere Vortheile davon zu erzielen. Dabei kam ihnen ihre Religion wohl zu statten. Kraft dieser wähnten sie sich den Wucher gegen fremde Glaubensgenossen unbeschränkt erlaubt, und da die Reichsgesetze über den Gewinn aus Geldanleihen noch nichts verordnet hatten, so konnten sie die ihrer Hülfe bedürftigen Christen nach Willkür ausschälen. Bei unablöslichen Anleihen, die unter den Christen fast allein üblich waren, bestimmte der damalige Curs jährlich Eins von Zehen, wie wir aus mehren Beispielen ersehen haben. Es läßt sich daher leicht denken, welch unmäßigen Gewinnst sich die Juden aus ihren Anleihen bedingen mochten. Daß wenigstens die Eberbacher von ihren Creditoren dieser Nation sehr hart gehalten worden, ergibt sich aus dem Mittel, das sie endlich gegen solche Schinderei ergriffen haben. Sie wandten sich nämlich an König Albert I und baten um seinen Schutz gegen ihre wucherische Zudringlichkeit, den sie auch sogleich erhielten. Albert erließ 1299, 10. Dec., an alle Juden im deutschen Reich einen feierlichen Brief, worin er ihnen allen Wucher gegen Eberbach scharf untersagte und sie auf bloße Rückforderung der Capitalien einschränkte. Damit war aber den gewinnsüchtigen Israeliten nicht gedient,

und es fehlte ihnen auch nicht an Ausflüchten gegen das königliche Edict. Die Eberbacher hatten ihnen in ihrer Noth die schweren Zinsen handschriftlich zugesagt und durch Bürgschaften gesichert. Darauf beriefen sich nun die Creditoren und wollten sich an ein späteres Verbot nicht kehren. Allein König Albert bestätigte im J. 1300 sein voriges Edict, erklärte alle dergleichen wucherische Verträge für ungültig und zernichtete allen Anspruch der Juden auf Bürg- und Pfandschaften für solches Aufgeld. Die wichtigsten Gläubiger Eberbachs waren die Wittwe und Söhne eines gewissen Schönemann von Düren und Simon von Bergheim. Da sie auch gegen das andere nur noch allgemeine Patent auf ihrer Forderung gegen das Kloster bestanden, so erließ Albert im nämlichen Jahr 1300 am 29. des Brachmonats an sie selbst einen engern Befehl von gleichem Inhalt und verbot dabei allen Christen, erwähnte Juden bei ihren wucherischen Prätensionen gegen Eberbach auf was immer für eine Weise zu unterstützen.

„Dieser Keil drang endlich durch, stürzte aber das Kloster in eine andere Verlegenheit. Denn weil die dadurch betroffenen Juden des gewöhnlichen Gewinns aus ihrem Geld nicht entbehren wollten, kündigten sie die Hauptsummen auf, um solche bei andern, nicht so wie Eberbach Privilegirten einträglicher anzulegen. Dagegen konnte man sich nun nicht sträuben, und da es an zureichender Baarschaft fehlte, so beschlossen Abt und Convent, einen ständigen Zins von 32 Marken zu verkaufen. Um aber auch dabei allen möglichen Vortheil zu erzielen, wählten sie den Weg der Vergantung und stellten den Zins um das Meistgebot feil. Der Versuch gelang, und Gerhard von Aachen, ein reicher Bürger von Mainz, erstand den Zins der 32 Marken um 480 Marken, nämlich eine um fünfzehn, obgleich sonst noch zehn für eine gäng und gäbe waren.“ Bereits am 16. Oct. 1306 erscheint der neue Abt, Peter, in seiner amtlichen Thätigkeit, die besonders wohlthätig durch so manche ihm dargebrachte Schenkungen. In Verpachtung der Weinberge folgte er fleißig dem Beispiel seines Vorgängers, und sind noch viele durch ihn ausgefertigte Leihbriefe vorhanden. Sie beziehen sich meist auf

Boppard und Osterspay, und stipuliren regelmäßig die Entrichtung der halben Trauben. „Sonderbar ist es aber und fast wundermäßig, daß die ursprünglichen Bedingnisse in dortiger Gegend bis auf den heutigen Tag unverrückt bestanden." Das Kloster scheint sich unter seinem kurzen Regiment — er starb 12. Sept. 1310 — erholt zu haben, woraus zu schließen, daß unter ihm die Disciplin blühte.

Wilhelm, der 20te Abt, wurde aus Arnsburg berufen, wo er, Profeß zu Eberbach, schon mehre Jahre das Ruder geführt hatte. Seit dem Advent 1310 in Eberbach thätig, konnte er schon am 14. Sept. 1311 die schwere Schuld von 3600 Pfund kleiner Turnosen, so bei dem Orden gemacht worden, tilgen. Im J. 1313 bezahlte er andere 100 Pfund großer Turnosen, oder 300 Mark Cöln., so das Kloster dem Kurfürsten Peter von Mainz schuldete. Auch unter diesem Abt flossen die Spenden reichlich, als wozu der Drang, die von dem Ordenscapitel bestimmte Zahl von Religiosen durch neue Stiftungen zu vermehren, vorzüglich Veranlassung gegeben haben wird. Der Abt Heinrich von Cisterz hat nämlich für Eberbach 1314 das Indultum suscipiendi prebendarios ausgestellt, wonach »si aliqui devotione ducti — pro aliquibus prebendis apud vos instaurandis redditus ad hoc sufficientes perpetuo vestro monasterio deputare decreverint, tot personas quot per huiusmodi redditus sine grauamine et dampno monasterii vestri sustentari et nutriri poterunt ultra numerum, vobis et monasterio vestro per vestrum visitatorem taxatum vel taxandum, recipere et vestire libere valeatis.« — „Durch die hier vorkommenden Präbenden darf sich Niemand irre führen lassen. Präbende hieß das ordentliche Tractament an Speise, Trank und Kleidung, das den Mönchen oder auch den weltlichen Dienstleuten im Kloster gereicht ward. Daher der Unterschied zwischen Conventual- und Laical-Präbende oder Spende, davon sich Manche eine oder die andere vom Kloster erkauften und Präbendisten oder Pfründner genannt wurden, so wie auch der Copist des Privilegiums die supernumerären Mönche Præbendarios in der Aufschrift nennet." Noch unter diesem Abt mußten für überzählige Mönche in der Klosterkirche zehn neue Altäre errichtet werden.

Am 17. April 1320 ließ Wilhelm die Capelle in dem neuen Klosterhof zu Boppard und 1324 jene in der Kellnerei zu Limburg einweihen. „Daß man bei solchen Capellenbauten auch die Höfe selbst nach Würde zu besserm Ansehen hergestellt habe, versteht sich von selbst. Abt Wilhelm war zu derlei Pracht geneigt, und die glückliche Aenderung der Bewirthschaftung bot ihm dazu hinreichenden Stoff. Binnen seinen ersten acht Jahren sah er nicht nur die Passivschulden getilgt, sondern einen so ergiebigen Ueberschuß in der Kasse, daß er selbst Capitalien hinleihen und sehr wichtige Ländereien mit eigner Baarschaft erwerben konnte.“ Zu den ansehnlichsten Erwerbungen der Art gehört der Ankauf eines Hauses zu Bretzenheim mit 126 Morgen prächtigen Ackerlandes, 3 Morgen zu Marienborn und einem Stückchen Wald bei Treisen. „Unter diesen häufigen und meist glücklichen Sorgen für das zeitliche Wohl ließ sich Abt Wilhelm mit eben so rastlosem und fruchtbarem Eifer die Disciplin und reguläre Ordnung angelegen sein. Von keinem seiner Vorfahren sind so viele Reisen zum Generalcapitel bekannt.“ Behufs dieser Reisen erwarb er für seine und seiner Suffraganäbte zu Schönau, Otterberg, Arnsburg, Bebenhausen und Disibodenberg Bequemlichkeit in drei verschiedenen Abteien, nämlich zu Longvay (Longum vadum) im Bisthum Langres, 1323, zu Auberive, desselben Bisthums, 1327, und zu Pont-Jefroy in der Stadt Metz, 1334, Kammern und Ställe, und zwar ist in den Kaufbriefen von 1323 und 1327 einzig Rede von Raum für Menschen und Pferde. Allein 1331 bedingte man auch Wagenremisen: »Preterea currus eorum, si non possent locari in stabulo, in curia seu in alio loco utili infra septa monasterii debemus collocare.« — „Seit 1327 war man also von der alten Einfalt abgewichen und hatte zur gemächlichern Reise die Kutschen eingeführt. Manchem schon betagten Abt mag freilich das so weite Reiten beschwerlich und das Fahren ein Bedürfniß gewesen sein, welches dann auch in dergleichen Fällen ohne Zweifel schon vorher als Ausnahme gestattet worden. Allein diese Ausnahme ward in den jüngern Jahren zur Regel, und die Sorge, mit welcher sich die sechs oben genannten Aebte 1334 zu Pont-Jefroy auch für ihre Wägen eine schickliche Unter-

kunft bestellten, gibt nicht dunkel zu verstehen, daß die bequemere Art zu reisen damals schon allgemein war. Doch wich man nicht sogleich ganz von der Ordensvorschrift ab und schränkte sich noch auf die statutenmäßige Pferdezahl ein. Denn sechs Aebte schafften sich nur für 12 Pferde Stallung an. Uebrigens, wie sonderbar es auch scheinen mag, begannen die Generalcapitel von der Zeit, als sich die Aebte ihren Besuch durch Anschaffung der Kutschen bequemer gemacht hatten, allmälig seltener zu werden, wurden auf weitere Fristen hinausgesetzt und hörten endlich gar auf, periodisch zu sein." Man denke sich aber unter diesen Wagen keine Kutschen, die sind eine in Ungern gemachte Erfindung späterer Zeit, und sollen ihren Namen von dem Städtchen Kitsee empfangen haben.

Wichtiger als jene die Miethe von Kammern bezweckende Transactionen, und für Eberbach auszeichnend „war eine geistliche Erwerbung, die Abt Wilhelm auf seiner Comitialreise 1332 bewirkte und die bis auf den heutigen Tag existirt. Die Eberbacher trugen heißes Verlangen, in ihrem Kloster, das der h. Bernhard selbst gepflanzt und im Leben mit seiner Gegenwart beehrt hatte, ein reelles Denkmal von ihrem Vater, nämlich von seinem Leichnam eine Reliquie zu besitzen. Der heilige Körper ruhte noch ganz zu Clarevall, und eine fromme Eifersucht der dortigen Mönche für diesen Schatz ließ andern wenig Hoffnung, in ihre Reliquienschreine ein Stückchen davon zu erhalten. Dennoch glückte dem Abt Wilhelm sein Versuch. Er hatte sich durch seinen Religionseifer und sonst rühmliche Eigenschaften bei den Ordensprimaten, besonders bei seinem Archimandriten zu Clarevall in großes Ansehen gesetzt, das ihn zu einigem Anspruch auf solche Mittheilung vor andern zu berechtigen schien. Er wagte daher auch die Bitte, und sie ward ihm gewährt. Abt Johann von Clarevall, um Bernhards erstgeborne Tochter in Deutschland auszuzeichnen und dessen Verehrung sowohl in Eberbach selbst, als in dortigen Landen mehr zu verbreiten, beschenkte den Abt Wilhelm mit einigen Partikeln vom Haupte, nämlich von der Kinnbacke, vom Hirn und reinsten Fleische des h. Vaters und stellte zugleich die Authentik darüber aus, deren Urschrift

bis auf uns erhalten worden. Sie ist 1332 am 7. September und also bei der Gelegenheit gefertigt, da Wilhelm auf seiner Reise nach Cisterz zur vorläufigen Unterredung mit seinem Archimandriten in Clarevall eingekehrt war. Diese, obschon kleine Reliquie ihres h. Vaters ward zu Eberbach mit größter Freude aufgenommen, in Gold eingefaßt und von jeher eben so religiös verehrt, als sorgfältig verwahrt. Ein auffallender Beweis davon zeigte sich noch in spätern Zeiten. Als die Eberbacher im Jahr 1631, durch den schwedischen Einfall überrascht, die Flucht ergriffen und den ganzen häuslichen Vorrath, Archive, Bibliothek, ja selbst einen großen Theil des Kirchenschatzes im Stich ließen, packten sie doch das Bernhardinische Heiligthum, wie ihr Palladium, ein und brachten es nach Cöln. Aber auch hier glaubten sie es noch nicht sicher genug und schickten es, vielleicht aus Mißtrauen gegen die reliquiengeizige Stadt, selbst nach Brabant, von woher sie es nach dem Krieg durch einen deputirten Geistlichen zurückbringen ließen und mit feierlichem Gepränge im Kloster empfingen. Ohne Zweifel gewann die Reliquie ihres h. Vaters bei den Eberbachern einen größern Werth aus der hergebrachten Meinung, daß sie solchen Schatz, außer Clarevall, mit keinem andern Kloster theilten. Nach einer häuslichen Tradition ward in vorigen Zeiten der größere Theil davon in der Absicht nach Clarevall verlangt, um durch Vergleich die Echtheit sicher zu stellen. Die Eberbacher ahnten aber eine Nachstellung und schickten nur in Wachs einen ganz gleichen Abdruck dahin. Man hielt ihn zu dem h. Körper und fand dessen kleinen Defect gänzlich dadurch ersetzt, wodurch dann auch aller Verdacht einer Unterschiebung verschwand. Da ich jedoch von dieser Geschichte kein schriftliches Zeugniß finde, so kann und will ich die Tradition nicht verbürgen. Sie ist aber auch für die Echtheit der Reliquie ganz entbehrlich. Denn ihre ursprüngliche Erwerbung aus der Quelle ist diplomatisch bekannt, und die fast eifersüchtige Sorgfalt der Eberbacher für ihre Bewahrung schließt allen Verdacht einer nachgefolgten Verwechslung aus."

Am 21. Dec. 1330 vertauschte Abt Wilhelm den so vielen Anfechtungen ausgesetzten Hof Haßlach mit Kuno von Falkenstein

gegen den Antheil Zehnten zu Oberaschbach und Dorfgülle, der jährlich 130 Malter Korn, 37 Achtel Weizen und 9 Mark 8 Schilling Geld abwarf. Abt Wilhelm, „ein in und nach seinem Berufe wirklich großer Mann, der sich durch lange ruhm- und thatenvolle Regierung sehr glänzend ausgezeichnet hat," starb 3. Juni 1346; kurz vor seinem Tod scheint er resignirt zu haben. Doctor der Theologie wird er in einer alten Handschrift genannt, und mag er verschiedene gelehrte Männer um sich gehabt haben. Ein solcher war zumal, unter den Senioren, Giselbert, der im J. 1330 als Magister und der Decrete Lehrer, 1333 als jurium Doctor vorkommt.

Es folgen: 21) Nicolaus I, erwählt 1346, resignirte 1352 und starb 22. April 1359. 22) Heinrich III, aus Cöln gebürtig, starb 13. April 1369. 23) Konrad II starb 15. Nov. 1371, sepultus in choro Eberbacensi, ubi non longe a summo altari (gemeinschaftlich mit Erzbischof Gerlach) pulcherrimam et elevatam habent sepulturam, juxta quam continuo lampas ardet, schreibt Jongelin. 24) Jacob von Eltvil, erwählt 1372, »gymnasii quondam Parisiensis decus et S. Theologiae Doctor insignis (Trittheimius).« Von seinen schriftstellerischen Arbeiten werden genannt: Quaestiones variae Parisiis disputatae, Sermones ad fratres, Epistolae ad diversos (deren Zierlichkeit gerühmt wird) und ein ausführlicher Commentar in quatuor libros Sententiarum, der noch um die Mitte des 17. Jahrhunderts in der Abtei des Dunes, Flandern, aufbewahrt wurde. Jacob resignirte 1392 und starb 9. Nov. 1393. 25) Nicolaus II von Boppard, erw. 13. Nov. 1392, erhielt für sich und seine Nachfolger den Gebrauch der Pontificalien und starb 3. Nov. 1407. 26) Arnold II von Heimbach, erw. 1407, starb 31. März 1436. Einer seiner Conventualen, Gerhard Coci, wurde am 6. Nov. 1411 von Papst Johann XXIII zum Bischof von Chrisopolis geweihet. 27) Nicolaus III von Caub, erw. 1436, starb 10. März 1442. 28) Tillmann aus Johannisberg, erw. 1442, starb 7. Juli 1456. 29) Richwin aus Lorch, erw. 1456, starb 5. Nov. 1471. 30) Johann II aus Germersheim, starb 5. Nov. 1475. 31) Johann III Bode aus Boppard, »priscae pietatis

amans et servantissimus aequi,« starb 14. Dec. 1485. 32) Johann IV Edelknecht aus Rüdesheim, »vir tam in theologiae, quam in utriusque juris scientia optime versatus,« regierte bis ins 14. Jahr und starb 5. Oct. 1499. 33) Martin Rysslink aus Boppard, erw. 1499, starb 4. Oct. 1506. Er hat das große Weinfaß von 74 Fuder Gehalt, welches der Abt Johann Bode anfertigen lassen, vermuthlich um ein Seitenstück zu St. Bernhards Tonne in Clairvaux zu haben, vollkommen zu Stand gebracht und zum erstenmal am 1. Dec. 1500 füllen lassen. »Hoc magnum vas ebiberunt Rinckavienses ão 1525 in tumultu rusticorum, ita ut jacuit per annos 19 vacuatum, et per D. rev. Andream Abbatem Confluentinum renovatum est ão 1543; continet quartam partem mensuræ prædictæ. Hoc magnum vas nichil emolumenti monasterio attulit, immo plus damni, magnum nomen et vacuam bursam. Qui se exaltat, humiliabitur, et qui se humiliat, exaltabitur.« Abt Martin hat auch viel gebaut, die ganze Kirche samt dem Kreuzgang im J. 1500 erneuert und bemalt, den kunstreichen Hochaltar und das Chorgestühl errichtet. 34) Nicolaus IV von Eltvil, erwählt 1506, gest. 1. Juni 1527, hat den Bauernaufstand 1525 erlebt und sah sich genöthigt, den Rebellen beigehenden Revers auszustellen. „Wir Bruder Niclas Abt, Bruder Jacob Prior, Bursirer, Alten und der gantze Convent des Klosters zu Erbach im Rheingau, bekennen hiermit und thun kund gegen allermänniglich in und mit Kraft dieses Briefs, daß wir uf heut dato uns gäntzlich vereinigt und vertragen haben mit den ehrenvesten gemeiner Ritterschaft, ehrsamen vorsichtigen Räthen und Bürgerschaft der gantzen gemeinen Landschaft im Rheingau um nachfolgende Artikel, welche sie sich gegen uns in Beschwerung anmassen und beklagt haben. Zum Ersten. So sollen und wollen wir Abt und Convent und alle unsere Nachkommende nun hinfür und zu allen Zeiten von unsern liegenden Gütern, welcherley die seynd, im Rheingau in einer jeden Gemarke gelegen, die Bethe gleich andern Bürgern und Inwohnern geben, dabey achten, wachten, raisen und alle andere Diensten in dem Flecken, darin wir häuslich Wohnung haben, und derhalben mit nichts, wie bisher, gefreyt seyn. Zum

Andern. So sollen und wollen wir an keinem Ort im Rheingau, da wir Hof und Güter liegen haben, einige Schäferey, wie bishero geschehen, halten oder haben, sondern sollen die gänzlich abthun und verlassen, als wir auch gethan haben. Zum Dritten. So sollen und wollen wir alle gemeine Alment, die bis anhero in unsern des Klosters Nutzen und Gebrauch mit Waiden und andern Nutzungen gehabt, verlassen, und die alle in Gebrauch gemeiner Landschaft und männiglich liegen lassen. Zum Vierten. Nachdem unser Hof zum Appen ausserhalb der Landschaft zwischen der Gehege gelegen, und die Landschaft sich besorgt, daß dem Stift Mainz und Rheingau ein Schaden durch solchen Hof zu Handen kommen möchte, sollen und wollen wir denselbigen Hof abthun und schlaifen, und die Bäu hinwegschaffen und keine mehr dahin bauen oder schaffen dahin gebaut zu werden, und der Begriff des Hofs in Gebrauch gemeiner Landschaft gebraucht und gekert werden soll. Zum Fünften. Sollen und wollen wir nun hinfürter kein Zins oder Gült, Pfacht oder Gefälle im Rheingau mehr haben noch fordern, sondern haben uns deren gänzlich und zumal verziehen und begeben, wo aber Gült um Gült erkauft jetzund kürzlich angenommen und die Hauptsumme noch nicht vergnügt, soll hinfürters bis zur Hauptsumme ausgericht und bezahlt werden, und alsdann todt und ab seyn, auch nicht mehr gegeben werden. Zum Sechsten. Sollen alle Testament und gestiftete Bruderschaften bey uns todt und ab seyn und derhalben nichts erfordern oder ersuchen. Zum Siebenten. So sollen wir nun hinfürter keine Person in unser Kloster annehmen, sondern sollen also aussterben, und solche Güter unsers Klosters im Rheingau gelegen nach dem Aussterben hinfüro einer gemeinen Landschaft zuständig seyn, damit zu erhalten Hausarme und alle andere nothdürftige Dinge eines gemeinen Nutzen der Landschaft, und ob einer jetzund im Kloster eines Abfalls worden wäre, deß sollen wir uns hierin auch begeben und gänzlich verzeihen. Zum Achten. Ob einer oder mehr in unserm Kloster wären, die nicht gern hierin, sondern heraus begehrten, dem sollen und wollen wir solches vergünstigen und zulassen, und sollen ihm 200 Gulden zusamt seinen Kleidern und Büchern vor seinen

Abscheid geben und folgen lassen zu seiner Ernährung und Unterhaltung. Zum Neunten. Alle Drittelgüter, so den Armen verliehen und dasselbige fünfzig Jahr gereichet, soll todt und ab seyn und nicht mehr gegeben werden; so aber solches nicht so wäre erhoben und gegeben worden, soll hinfürter gegeben und gereicht werden das Drittel, bis es sich an die obgemeldte 50 Jahre erstreckt, alsdann soll es auch ab und todt seyn. Zum Zehnten. So sollen und wollen wir kein geistlich Recht oder fremd Recht gebrauchen in weltlichen Sachen wider die Bürger und Inwohner des Rheingaues, sondern uns bey ländlichem Rechten begnügen lassen, wie andere Bürger. Zum Eilften. So sollen und wollen wir zwo Rothschlangen, 24 Schuh lang und mit allem Zugehör, dazu zwei Gezelt, zu Nutz und Nothdurft gemeiner Landschaft bestellen und verschaffen; auch sollen wir durch Edel und Bürger gemeiner Landschaft alle Viertel Jahrs uns besichtigen lassen und alle nothdürftige Dinge dazu anzeigen und Rechenschaft von allen unsern Habituren und Gütern, wie solches angelegt sey, berechnen. Auch so sollen wir uns nun fürterhin keiner eigener Waldungen unterziehen, sondern solche zu Nutzung gemeiner Landschaft gestellt werden. Und ob es wäre, daß noch etwas durch gemeine Landschaft des Rheingaues beschlossen, verordnet, bewilligt oder erlangt würde, sollen und wollen wir alles, als andere Bürger, annehmen und denselbigen nachleben und nachkommen. Dies alles, wie obsteht, haben wir Abt, Prior, Bursirer und Convent gemeiniglich und sonderlich vor uns und unsere Nachkommende also stet und fest zu halten zugesagt und versprochen, in Beyseyn etlicher, der Ehrwürdiger, wohlgebohrn, Edeln, unsern Gnädigen Herrn des Hochwürdigen Dhomkapitels sonderlich verordneten, auch in Beysevn des Ehrenvesten Henrich Brömbsers von Rüdesheim, Vizedom im Rheingau, und anderer von Adel im Rheingau. Deß zu Urkund haben wir obgemeldte Abt, Prior, Bursirer, Altern und Convent vor unsern und unsers Convents wegen gebeten die ehrwürdige vorgemeldte unsere Gnädige Herrn des Dhomkapitels, daß sie ihre Kapitels-Insigel hieran wollen hencken, welche wir Dechant und Kapitel des hochwürdigen Dhomstiftes zu Mainz uf Zusagung

der Unsern, so bey diesem Handel gewesen, mit Bitte der gemeldten Geistlichen Brüder gethan; und deß zu mehrer Sicherheit haben wir Abt, Prior, Bursirer, Altern und Convent unser Convents-Insigel auch hieran gehangen. Datum uf Sambstag nach dem Sonntag Cantate, Anno Domini 1525 (20ter May)."

In einer zweiten Verschreibung vom 30. Mai heißt es: „Wir Bruder Niklas Abt und Convent, Herrn und Brüder gemeiniglich des Klosters Erbach im Rheingau gelegen, bekennen uns offentlich in und mit Kraft dieses Briefs, vor uns und unsere Nachkommende, als wir uns mit den ehrenvesten gemeiner Ritterschaft und gemeiner Landschaft im Rheingau gütlich vertragen nach Inhalt Brief und Sigel, auch ihnen dabey zugesagt, uf Mondtag nach Urbani alle Brief und Sigel samt Zinsbücher zu überliefern, daß sich gemeine Landschaft also in Mangel beklagt und nicht gänzlich erfunden, so haben wir doch unsern merklichen Fleiß angethan und vorgekehrt, gereden, geloben und versprechen, ob einige Brief, Sigel und Register durch uns oder von unsers Convents wegen veräussert wären, dieselbige wieder beyheimisch zu verschaffen, auch nun hinfürter keinige zu veräussern, zu verkaufen, zu verpänten oder niemands zuzustellen, sondern hier ufgerichtem Vertrag, Brief und Sigel getreulich und ungefährlich bleiben lassen. Deß zu wahrer Urkund haben wir Abt und Convent unser Insigel zu Ende dies Briefs gehangen. Datum uf Dienstag nach unsers Herrn Auffahrt. Anno 1525 (30ter May)." Der Aufstand hat überhaupt große Noth über das Kloster und dem Hospital namentlich den Untergang gebracht.

35) Laurentius aus Dornheim, vorhin zu Schönau, wurde am 4. Juni 1527 zum Abt in Eberbach erwählt und am 18. Juni von Erzbischof Albrecht confirmirt. Er starb zu Zons unterhalb Cöln 14. Januar 1535 und wurde in der Kirche der Abtei Knechtsteden, Prämonstratenserordens, begraben. 36) Wendelin von Boppard, erw. 24. Januar 1535, starb, bevor er die Bestätigung empfangen, 24. Nov. 1535. 37) Karl Peffer aus Mainz, erw. 1. Dec., confirmirt 31. Dec. 1535, benedicirt 11. März 1537, starb 1. Januar 1539. »Hic magnæ authoritatis fuit apud Albertum archiepiscopum.« 38) Johann V Bertram

aus Boppard, erwählt 9., confirmirt 14. Januar 1539, wurde am Sonntag Jubilate desselben Jahrs von Erzbischof Albrecht in Person eingesegnet und starb 23. Sept. 1541. 39) Andreas Bopparter aus Coblenz, erw. 30. Sept., confirmirt 12. Oct. 1541, wurde am 9. Juli 1542, zugleich mit dem Fürstabt von Fuld, durch Erzbischof Albrecht zu Aschaffenburg eingesegnet und starb zu Frankfurt, während der Herbstmesse, 14. Sept. 1553. In demselben Jahr wurden hier gezählt 26 Conventualen und 26 Conversen. 40) Pallas (Palladius) Brender aus Speier, erw. 22. Sept. 1553, auch in demselben Jahr durch den Bischof von Mysien, Balthasar Waneman benedicirt, starb am Jahrtage seiner Wahl, zu Mainz 1554. 41) Daniel aus Bingen, erw. 29. Oct. 1554, confirmirt den 12. Dec. und in demselben Monat des Jahrs 1554 durch den Weihbischof Waneman benedicirt, resignirte 23. Aug. 1565 und starb zu Geisenheim, 18. März 1571. 42) Johann VI Monreal aus Boppard, erwählt im Aug. 1565, starb 7. März 1571 auf dem Klosterhof Reichardshausen. 43) Philipp Sommer aus Kiederich wurde in Beisein erzbischöflicher Commissarien, das erste Beispiel der Art, erwählt und starb auf dem Draiserhof, 29. Mai 1600. 44) Valentin Molitor aus Rauenthal, erw. 25. Juni 1600, geweihet 14. Oct. 1601, starb 19. Januar 1618. 45) Leonhard I Klunckhart aus Rüdesheim, erw. 21. März 1618, erlebte den schwedischen, eigentlich hessischen Einfall 1631, der mit einer grausamen Plünderung begann. Die reiche Bibliothek wurde beinahe gänzlich zerstört, die Kirche zu einem Pferdestall gemacht. Vorher war der Abt mit dem gesamten Convent nach Cöln geflüchtet, wo dann Leonhard am 29. Nov. 1632 entschlief und seine Ruhestätte in dem Kloster Mariengarten, Cisterzienserordens, fand.

Während noch der Krieg in seiner schauerlichsten Gestalt auf Eberbach lastete, hatte dahin Axel Oxenstjerna einen Abstecher gemacht, sintemalen für ihn daselbst Besitz ergriffen, auch eine besondere Verwaltung durch den neuen Herren angeordnet worden. Er tafelte in dem geleerten Bibliotheksaal und überschaute aus dessen Fenster die herrlichen Fluren, so auserSehen, einen Theil der Dotation des schwedisch-römisch-deutschen Reichserzkanzleramtes auszumachen.

Von diesem Manne, der für Deutschland die unselige Wichtigkeit erlangen sollte, von seinem Geschlecht will ich doch Einiges mittheilen. Als der Stammvater desselben gilt gewöhnlich der Lagman in Upland, Torgny Torgnyson, der, ein Verwandter der Gemahlin des Königs Erik Segersäll, denselben in der Schlacht auf Fyriswall, 983, so wirksam unterstützte, insbesondere durch eine Anzahl von Sensenwagen nach des Lagmans eigener Erfindung. Als der Jarl Ragwald Ulfsson nach der Ehre strebte, in dem verderblichen Kriege zwischen Olof Skötkonung und Olof Haraldson, dem König von Norwegen, Vermittler zu werden, fand er es vor Allem nothwendig, sich des Beistandes des Lagmans zu versichern: denn was dieser zu dem Reichstag sprach, pflegte als das Ergebniß göttlicher Weisheit angenommen zu werden; bei allen Zeitgenossen hieß Torgny der Weiseste in Schweden. Ragwald und sein Begleiter, der norwegische Stallare (Marschall) Biörn, wurden dem Lagman in der großen Halle seiner Burg Salistaborg in Upland vorgestellt. Auf einem Throne sitzend hörte er ihr Anbringen; ein Bart, der bis auf die Knie reichte, bedeckte ihm die ganze Brust. Biörn mußte bekennen, einen so stattlichen Mann habe er noch nicht gesehen. Nach den ersten Begrüßungen wies Torgny dem Jarl den Platz an, den dieser früher, als er noch im Hause erzogen wurde, einzunehmen pflegte; es vergingen aber mehre Tage, bevor von Geschäften gehandelt werden konnte. Torgny tadelte den Jarl, daß er sich in Dinge eingelassen, die über seine Kräfte gingen, versprach aber doch den Reichstag zu besuchen und wenigstens so viel durchzusetzen, daß Vetter Ragwald ohne Gefahr seine Friedensvorschläge würde hören lassen können.

Der Reichstag fand statt 1023; der Friedensbote wie der Vermittler wurden aber gleich hart von König Olof Skötkonung abgewiesen, und dem Jarl insbesondere erklärte Olof, wie er den von ihm eingegangenen Waffenstillstand als Hochverrath ansehe, der wenigstens mit Landesverweisung zu bestrafen sei; denn daß er hierin seiner Frau Willen gethan, könne seine Strafbarkeit nicht mindern. Erschöpft von der zornigen Rede setzte sich der König nieder; darauf stand der Lag-

man Torgny auf, und mit ihm gerieth die ganze Versammlung, die bis dahin stumm gewesen, in Bewegung. Jener sprach mit einer Stimme, die das Waffengeklirr übertönte: „Wie hat sich doch der Könige von Schweden Sinn verändert! Mein Großvater Torgny erzählte mir oft von Erik Emundsons großen Thaten in verschiedenen fernen Ländern, von der Eroberung von Finnland, Karelen, Esthland und Kurland, von den Burgwällen und weitläufigen Festungswerken, die der König dort als Zeugen seiner Herrschaft zurückließ. Aber so hochtrabend war er nicht, daß er denen das Reden verbot, die ihm Wichtiges vorzutragen hatten. Mein Vater Torgny war lange um König Biörn Erikson, der mit großer Macht regierte, weil er sich freundlich gegen sein Volk erwies. Mir ist Erik Segersäll in frischem Andenken: er hat sein Reich auf das Tapferste vertheidigt, die Grenzen von Schweden erweitert; aber seine Männer ließ er frei im Rathe sprechen, wenn es ihnen gefiel. Der jetzige König hingegen will nur von Dingen hören, die ihm gefallen und auf denen er mit kindischer Heftigkeit besteht. In Nachlässigkeit läßt er seine östlichen Zinsländer, eins nach dem andern, verloren gehen; dagegen strebt er nach dem Besitz von Norwegen, welchen die Könige von Schweden nie begehrt haben: darum alle diese Unruhe. Deren ist aber sämtliche in Schweden ansässige Gemeine müde und ihr Wille, daß der König mit Norwegen Friede mache und dem König von Norwegen seine Tochter Ingierd zur Ehe gebe. Will er das, so ist das ganze Volk bereit, mit ihm in den Tod zu gehen und ihm zu helfen, die Länder jenseit der Ostsee wieder zu gewinnen, die seiner Väter gewesen. Will er nicht, so mag er den Unwillen des Volkes fürchten, des Volkes, welches schon früher fünf nicht minder hochmüthige Könige auf dem Mora-Thing ersäufte.“ Der kühnen Rede gab der ganze Kreis auf gewöhnliche Art, durch Waffengeklirr, seinen Beifall; Olof aber war, wie sich das von selbst versteht, weder zweifelhaft noch säumig in seiner Wahl. Torgny mag dem Frieden mit Norwegen nicht gar lange überlebt haben; ihm wurde ohne Zweifel der in Lislena-Kirchspiel unweit der Kirche befindliche Runenstein, ein Meisterwerk des berühmten Bali, gesetzt; unter

Drachen- und Pferdegestalten ist hier zu lesen: Katr . . dem Tornaig (oder Torgny) ihrem guten Mann, und dem Jorundr und Abiörn. Dieser Name Abiörn ist besonders merkwürdig, weil er auch später häufig bei diesem Geschlechte vorkommt.

Sixten Sixtenson zu Tofta und sein Sohn Nils, beide Reichsräthe, waren unter den ersten Schweden, welche in gerechtem Abscheu der an den Kindern von König Knut Erikson verübten Grausamkeit die Waffen gegen den Mörder erhoben und dem Prinzen Erik Knutson, der allein dem Blutbade in Elgarähs entkommen war, halfen, den Thron seines Vaters wieder einzunehmen, 1205 — 1210. Für sein Geschlecht aber ist Sixten Sixtenson noch wichtiger als Stammvater aller schwedischen Oxenstjerna und Sparre: denn von seinem Sohne Knut Sixtenson kommen die Sparre von Hiulstad und Engsö her, die einen rothen Sparren im goldenen Felde führten, und sein Enkel Abiörn Sixtenson zu Tofta, Salestad und Engsö, verheurathete sich mit der Tochter des Reichsrathes Nils Bengtson, aus dem alten Oxenstjernaschen Hause zu Langserum in Smaland, bei Nydala-Kloster, in dem Kirchspiele Svenerum, in Wastra-Härad; dieses Sohn aber, Nils Abiörnson, nahm nach dem Erlöschen der Smalandschen Oxenstjerna ihren Namen und ihr Wappen an und vererbte dieselben auf seine Nachkommenschaft. Es ist das der nämliche Nils Abiörnson, der als einer der einflußreichsten Räthe von König Magnus Erikson vorkommt und der im J. 1325 Bergshammar auf Togdö und Stenby, auf Thosterö, an den Dompropst zu Strengnäs um 500 Mark verkaufte. Des Nils Sohn, Bengt, der noch im J. 1365 als Reichsrath lebte, wurde in seiner Ehe mit Brigitta ein Vater von drei Kindern: die Tochter, Martha, heurathete den Gustav Sture; ein Sohn, Arfwed, war Erzbischof zu Upsala (?); der andere, der Reichsrath Johann auf Salestad, war verheurathet und Vater zweier Söhne, des Nils Jönson und des Bengt Jönson. Nils Jönson, auf Diursholm und Fräsewick, nahm schon unter Eriks von Pommern Regierung lebhaften Antheil an allen politischen Bewegungen, wie er dann im J. 1436 bei der Belagerung von Stockholm den Angriff auf die westliche Stadtseite leitete, wurde

als Reichsrath 1442 von König Christoph während dessen Reise nach Norwegen zu einem der fünf Reichsvorsteher ernannt und regierte nach Christophs Tod unter gleichem Titel, unter dem alleinigen Beistande seines Bruders Bengt, das ganze Reich. Dagegen scheiterte er in dem Bestreben, bei der vorgenommenen Königswahl sich selbst oder seinen Bruder auf den Thron zu erheben; nur fünf Stimmen waren für die Oxenstjerna, 63 für Karl Knutson Bonde, 20. Jun. 1448. Nils Sohn, Erik Nilson, kommt im J. 1456 als des Königs Karl Marschalk vor, ward aber später dieses Königs erbitterter Gegner. Sein Bruder Bengt Jönson, auf Salestad, erscheint im J. 1442 und 1448 in dem wichtigen Amte eines Reichsvorstehers als seines Bruders College und zugleich als Reichsmarschalk.

Von dessen Söhnen wurde Jöns Bengtson, nach des Erzbischofs Nils Tod, im J. 1448 von den Domherren zu Upsala zu ihrem Erzbischof erwählt und sowohl von dem Papst als von dem Concilium zu Basel bestätigt. Kaum als Erzbischof installirt, hatte er seine ganze Aufmerksamkeit der bevorstehenden Königswahl zuzuwenden. Mit der gesamten Geistlichkeit behauptete er, eine rechtmäßige Wahl könne nur durch die Abgeordneten der drei in der Calmarschen Union begriffenen Reiche geschehen. Als aber sein Vater und sein Oheim als Bewerber um die Krone auftraten, mußte die erzbischöfliche Partei unterliegen. Jöns meinte den in Stockholm versammelten Reichstag durch seine Abreise nach Upsala zu zerreißen, erleichterte aber dadurch nur den vollständigen Sieg der Gegenpartei. Karl Knutson wurde gewählt zu des Erzbischofs nicht geringer Bestürzung, der aber doch nach Stockholm kam, dem König huldigte und von ihm die Härade Oelande und Norunda, in Upland, als Lehen empfing. Sein Groll gegen Karl war aber hiermit nicht beschwichtigt, vielmehr trat er in geheime Verbindungen mit Dänemark, als deren erste Folge der für Karl Knutson so nachtheilige Halmstader Vertrag vom J. 1450 betrachtet werden muß. Den Erzbischof dafür zu züchtigen, wurde ihm das neuerlich erworbene Lehen Borkholm genommen, und sein und der gesamten Geistlichkeit Mißvergnügen, gleichwie es der

Dänen Hoffnungen steigerte, beschleunigte den Ausbruch des Krieges. Westergothland wurde durch des Erzbischofs Einfluß vermocht, dem König von Dänemark zu huldigen; er selbst aber, obgleich er alle für die Lösung des Palliums aufgebrachten Gelder zu besserer Verwahrung seiner Burg Stäke anwendete, wagte es noch nicht, offene Feindseligkeiten zu verüben. Er suchte vielmehr und erhielt Verzeihung für das Vorgefallene, und das Reich hätte sich vielleicht einiger Ruhe erfreuen können, wäre nicht durch die von König Karl im J. 1453 verordnete Untersuchung des geistlichen Eigenthums, der eine Reduction folgen sollte, eine wahrhaftige Herausforderung an die Geistlichkeit ergangen.

Ehe Jöns den keck hingeworfenen Handschuh aufnahm, wollte er wenigstens den Versuch machen, seine eigenen Ansprüche durchzusetzen. Er forderte Ersatz für einige im Dienste der Krone verlorene Schiffe, vornehmlich aber die Rückgabe der ihm entrissenen Lehen. Die zu Stockholm auf dem Reichstag von 1457 versammelten Reichsherren fanden den Anspruch billig und meinten, der König müsse ihm gerecht werden. Aber Karl wollte sich nicht übereilen und dachte vielmehr mit Freundlichkeit und glatten Worten zu bezahlen. Am Sonntag nach St. Kanuts Tag, dem Ende der Julfeier, richtete er die Hochzeit seiner Muhme Brigitta Bonde auf dem Schlosse zu Stockholm aus, und die Großen wurden bei dieser Gelegenheit auf das Herrlichste bewirthet. Der Erzbischof und der Bischof Sigge von Strengnäs saßen an des Königs Seite, aßen und tranken wie die Uebrigen drei Tage lang mit ihm aus einer Schüssel und einem Becher und machten sich lustig wie er, so daß nur Eintracht und Vertrauen zu walten schienen. Des Erzbischofs Mutterbruder, Nils Christerson Wasa, saß als Drost, sein Vatersbrudersohn, Erik Nilson Oxenstjerna, als Marschalk zu Tische, beide voll Aufmerksamkeit für den König, aber bereits mit dem Prälaten im Einverständniß. Der Reichsrath fand es nöthig, daß der König Truppen sammle, um den Dänen Borckholm wieder zu entreißen; dieser Ansicht nachgebend, brach Karl nach Kalmar auf, und solche Gelegenheit nahm der Erzbischof wahr, um seinen Groll zu äußern. Zuerst ließ er des Königs Vogt, den Hakan Suenson, greifen und zu Salestad

einkerkern. Darauf heftete er an die Hauptthüre des Doms zu Upsala einen Fehdebrief, worin er dem König Karl die Treue aufsagte; dieser habe, hieß es in dem Briefe, Geistliche und Weltliche unterdrückt, sich mit dem Laster der Ketzerei befleckt, böse Diener gehalten, das Reich in langwierige Kriege verwickelt und allen guten Rath verachtet. Dann zog Jöns selbst nach seiner Domkirche, legte Hut und Stab auf St. Eriks Schrein nieder, waffnete sich mit Harnisch und Helm, umgürtete sich mit dem Schwert und gelobte, dasselbe nicht in die Scheide zu werfen, es sei dann Schwedens Zustand anders geworden.

Während seine Reisige des Königs nächst belegene Höfe plünderten, ließ er sich von dem Landvolke huldigen; dann zog er, verstärkt durch die aufgebotenen Dalkerle, über Westerås aus, den König aufzusuchen. Auf halbem Wege trat Karl ihm, zwar nur mit geringer Macht, entgegen. Gleichsam als wolle er sein geringes Häuflein noch mehr in Gefahr bringen, machte der König bei Togde und Elgsund, unweit Strengnäs Halt, 9. Febr. 1457, und ließ bei der strengen Kälte das Volk sich wärmen, kochen und trinken, wie jedem beliebte. Plötzlich fiel der Erzbischof über die berauschten schlaftrunkenen Reiter her; sie stellten sich in Unordnung auf dem Eise bei Kungsberg, wurden aber sogleich zerstreut, und der von Allen verlassene, schwer verwundete König entrann kümmerlich nach Stockholm. Hier meinte er sich zu vertheidigen; aber der Erzbischof folgte ihm auf dem Fuße. Die Belagerung begann mit Ernst; in einem Ausfall lernte der König nicht nur der Bürger Feigheit, sondern auch ihre Neigung zu Verrath kennen, und er fand es zuletzt gerathen, bei Nacht und Nebel zu Schiff zu gehen und nach Danzig zu flüchten. Die Stadt wurde alsbald übergeben, alle Festungen des Reiches, bis auf das einzige Kalmar, folgten diesem Beispiel, und Jöns trat als Schwedens Fürst und Vorsteher an die Spitze der Geschäfte, erwirkte für sich, seinen Kanzler und seine Capelläne päpstliche Absolution, daß er mit gewaltsamer Hand seinen König, der zwar in der Bulle ein Tyrann und Priesterfeind genannt wird, aus dem Lande getrieben hatte, und empfing von dem Reichsrath die Zusage, daß alle von ihm dem Reich zum Besten ge-

machten Schulden bezahlt werden sollten, und zugleich eine Danksagung, daß er das Vaterland aus der Knechtschaft erlöset habe.

Jöns war indessen keineswegs gesonnen, im eigenen Namen zu regieren, er wollte den König von Dänemark, Christian I vorschieben und zweifelte nicht, von dessen Dankbarkeit den Besitz der höchsten Gewalt ohne ihre Verantwortlichkeit zu erlangen. Die eine Hälfte seines Bestrebens war bald erreicht: Christian wurde am 24. Juni 1457 auf Morawiese zum König von Schweden erwählt und stellte zur Stunde eine Urkunde aus, wodurch er den Erzbischof und dessen Erben von allem Anspruch wegen erhobener und auf den Krieg mit Karl Knutson verwendeten Gelder losgab, ihm auch erlaubte, Almar-Stäke als ein Kirchenschloß nach Gefallen zu bauen und zu nutzen; aber wenn Jöns gerechnet hatte, in Christians Namen Schweden zu beherrschen, so hatte er sich geirrt: ein sehr ausgedehnter Einfluß war das Einzige, so der thätige König ihm zukommen ließ, und auch diesen suchte Christian allgemach zu mindern. Im Begriff, einen Zug nach Finnland vorzunehmen, 1462, übertrug er dem Erzbischof die Erhebung einer schweren und darum sehr gehässigen Steuer. Aber bei seiner Zurückkunft fand er statt des Geldes nur ein allgemeines und drohendes Mißvergnügen. Ihm schien es, als habe der Prälat allein dasselbe veranlaßt, und Christian ließ denselben verhaften, auch im J. 1463 das Schloß Stäke wegnehmen. Augenblicklich empörten sich die Bauern von Upland, und der Papst befahl den Erzbischöfen von Riga und Magdeburg und dem Bischof von Strengnäs, den König mit dem Bann zu belegen, wenn er nicht sofort den Erzbischof freigebe. Aber Christian meisterte den Aufruhr, zwang den Erzbischof, sich vor dem Reichstag zu verantworten, Sept. 1463, und ließ ihn, ungeachtet seiner gediegenen Vertheidigung, nach Kopenhagen abführen.

Jetzt trat indessen der Bischof von Linköping, Kettil Karlson Wasa, als der Vertheidiger der Kirche auf; seine Siege riefen den König Karl Knutson aus der Verbannung zurück, und Christian, in der Hoffnung, die wankende Krone auf seinem Haupte zu befestigen, verglich sich mit dem Erzbischof und gab

ihm Vollmacht, mit den abgefallenen schwedischen Herren zu handeln, und Versicherung, daß er fortan allen ein huldvoller König sein wolle, 1464. Des Erzbischofs Rückkehr zeigte sich alsbald verderblich für Karl Knutson; seine Anhänger, Bischof Kettil an der Spitze, verließen ihn. Jöns kam nach Upsala, bewilligte einen Nachlaß in den Steuern, bestellte mehre Reichsvorsteher, worunter Bischof Kettil, nahm Karls Vögte gefangen, sammelte Truppen und handelte überhaupt als ein König. Unweit Upsala stieß er auf das königliche, von Bo Dyre Karlson Bonde geführte Heer; statt der erwarteten Schlacht kam es am 14. Dec. 1464 zu einem Waffenstillstand, der mit Dreikönigen ablaufen sollte. Bonde entließ den größten Theil seines Heeres; der Rest wurde von dem Bischof von Linköping angegriffen und zerstreut. Die Belagerung von Stockholm begann unmittelbar mit Ablauf des Waffenstillstandes, und nach dem auf dem Eise gegen den Riddarholm am 23. Januar 1465 gelieferten Treffen fand Karl keinen andern Ausweg, als vor der Kirche die Knie zu beugen, der Krone zu entsagen und sich lediglich den Besitz von Raseborg und einem Theile von Finnland zu bedingen.

Kurz vorher hatte der Erzbischof gesucht, seine Verhältnisse zu einem künftigen König festzustellen, und war ihm von den Bischöfen und der Mehrheit der Reichsräthe für den erlittenen Schaden und die unverschuldete Gefangenschaft Stäkes-Lehen auf immer, doch daß es der König mit 10,000 Mark Stockholmisch lösen möge, zugesprochen worden. Mancherlei Umstände verzögerten indessen die Wirkung dieses Entscheids, und erst im folgenden Jahre konnte die Besitznahme der Burg erfolgen; zugleich wurden auch die Krongefälle aus der Stadt Upsala dem Erzbischof übergeben. Dagegen verschrieb er sich d. d. Wadstena, Lichtmesse 1466, zwei Pfründen von 100 Mark jährlich, die von dem Reichsrath gestiftet worden, zu unterhalten; wollte der König hierin eine Aenderung treffen, so müsse er Stäke mit 12,000 Mark lösen und für ewige Zeiten zwei Singmessen zu Ehren der Reichspatronen stiften. Noch mehr verzögerte sich das Geschäft, um dessen willen Jöns eigentlich zurückgekommen war;

denn obgleich er als Reichsvorsteher mit der Krone Schlössern und Gerechtsamen nach Belieben schaltete, so durfte er doch bei des Volkes Abneigung gegen die dänische Regierung kaum den Namen Christians nennen. Er dachte sich des Hauptes der Opposition, des Nils Boson Sture zu Ekfiö und Penningsby zu entledigen, wollte denselben zu sich locken, dann in Penningby greifen lassen; aber Sture entkam nach Finnland, und bei der fortdauernden Widerspenstigkeit des Reichstages von Wadstena war schon der Vertrag von Jonköping, die indirecte darin ausgesprochene Bestätigung der Kalmarschen Union, als ein sehr bedeutender Fortschritt zu Christians Gunsten zu betrachten. Aber auch dagegen erhob sich alsbald mächtiger Einspruch, insbesondere von Seiten des Pfandbesitzers von Gothland, des Iswar Axelson Tott; des Erzbischofs nützlichster Verbündeter, der Bischof Kettil wurde ihm durch den Tod entrissen; der aus Finnland wieder eingetroffene Nils Sture klagte ihn vor dem Reichstag an.

Unter solchen Umständen mußte der Erzbischof eine bestimmtere Richtung annehmen. Seine Gewalt zu sanctioniren, ließ er sich von einer freilich nicht vollzähligen Reichsversammlung in Telje zum Reichsvorsteher erklären, und suchte sich des Schlosses zu Stockholm zu versichern, indem er dasselbe an Iswar Gren übergab und von demselben Versicherung nahm, daß das Schloß zunächst ihm, dann dem König Christian, dessen Gemahlin und Kindern zu Handen gehalten werden solle. Dieser letzte Zusatz öffnete Allen und Jedem die Augen. Ein unabhängiger Reichstag sammelte sich zu Stockholm; das Schloß wurde dem Erzbischof abgedrängt, und Nils Sture, der seine Absicht, den König Karl wieder auf den Thron zu erheben, öffentlich aussprach, plünderte den erzbischöflichen Schatz in Gefle, nahm Jöns Vögte gefangen und fand überall Anhang. Unter dem Vorwand einer Wallfahrt zu St. Brigitten Heiligthum in Wadstena näherte Jöns sich den Grenzen von Dänemark. Während er hier mit König Christian über den weitern Betrieb ihres gemeinsamen Unternehmens handelte, Neujahr 1467, siegten seine Feldherren, Erik Nilson Oxenstierna und Erik Karlson Wasa bei Arboga und in Helsingland. Schon war Stockholm von allen Seiten ein-

beschlossen; der Erzbischof selbst hatte sich, von dänischen Völkern begleitet, bei der Belagerung eingefunden: aber Erik Oxenstjerna, der auf der Seite von Nerike den Angriff führte, ließ sich von dem unter Jswar Sture herbeieilenden Entsatz schlagen, und die Belagerung mußte aufgehoben werden. Gleich darauf erlitt Erik Wasa bei Westeräs von den Sturen und den Dalkerlen eine gleiche Niederlage, und ganz Schweden erhob sich, um den König Karl zurückzurufen. Dem Erzbischof brach das stolze Herz; er begab sich nach Borkholm auf Oeland, um in der Einsamkeit zu trauern, und starb daselbst den 15. Dec. 1467.

Des Erzbischofs Brüder, Christer Bengtson und David Bengtson folgten in allen Dingen der politischen Ansicht ihres Bruders, und ist unter ihnen Christer merkwürdiger, weil von ihm das ganze folgende Geschlecht Oxenstjerna abstammt. Einer seiner Söhne, jener Sten Christerson, dem bei einer Grenzbesichtigung, durch Entscheid vom Montag nach St. Eriks Tag 1500, der Lachsfang bei Elfkarleby, bisher ein Zubehör von Salestad, abgesprochen worden, ließ, um sich dafür zu rächen, den königlichen Vogt erschlagen, veranlaßte dadurch den Ausbruch der Empörung gegen König Johann II und wurde dafür, samt den andern Herren des schwedischen Rathes, durch den in Kalmar versammelten Reichsrath von Dänemark und Norwegen für einen Meineidigen und Aufrührer und aller Güter und Freiheit, seiner Ehre und seines Adels für verlustig erklärt, 1505. Zuletzt ließ er sich mit dem Erzbischof Trolle in eine geheime Verbindung gegen den Reichsvorsteher Sten Sture ein; weil er aber das Geheimniß nicht zu bewahren wußte, wurde er von dem Reichsvorsteher in der Burg zu Nyköping, die ihm anvertraut war, überfallen und gefangen weggeführt. Seine Geständnisse, so umfassend sie auch waren, konnten ihm die Freiheit nicht wieder verschaffen, er starb im Gefängniß 15. Aug. 1516.

Christers anderer Sohn, Bengt, auf Salestad, Mörby und Steninge, wurde im J. 1476 Reichsrath, in welcher Eigenschaft auch sein mit Anna Sested vermählter Sohn, Christer Bengtson, auf Mörby und Steninge, der einzige Stammhalter des Geschlechts, erscheint. Dieses jüngern Christer Sohn, Gabriel Christerson

Oxenstierna, auf Eka und Lindö, Freiherr auf Mörby und Steninge, Herr auf Gäddeholm und Fanö, wurde schon im J. 1544, nachdem er früher Mönch gewesen, zum Reichsrath ernannt und am 4. Oct. 1559 mit der Bewahrung von Stockholm, Stadt und Schloß, betrauet. Am Krönungstage, 29. Jun. 1561, erhielt er von König Erich XIV den Freiherrnstand und die Würde eines Reichsmarschalls; am 1. Jul. 1568 wurde er Admiral von der ganzen königlichen Flotte, am 12. Oct. 1568 Statthalter von Esthland und 1569 Lagman von Südermanland. Er starb im J. 1585, aus seiner Ehe mit Beata, einer Tochter des Erik Trolle auf Ekholm und Lagnö, sechs Söhne und fünf Töchter hinterlassend. Von den Söhnen sind insbesondere Gustav und Bengt, als Stifter der Linien in Kronburg und Korsholm, zu merken. Gustav Gabrielson, zu Fiholm, Rinkestad und Fanö, war mit Barbara Bjelke verheurathet, diente in der Jugend wider die Spanier in den Niederlanden, wider die Türken in Ungern, und war als Reichsrath in den Händen des Herzogs Karl ein sehr nützliches Werkzeug, um den Sturz des Königs Sigismund herbeizuführen. Ein Sohn von ihm war der berühmte Reichskanzler Axel Oxenstierna Freiherr zu Fiholm, Kinitha und Tidöe.

Geboren zu Fanö in Upland, 16. Juni 1584, genoß Axel anfänglich eine strenge und, wie es scheint, für die Kirche bestimmte Erziehung. Man gab ihm den, nachmals als Bischof zu Abo bekannt gewordenen Isaak Rothorius zum Lehrer, einen jungen Mann, der arm, doch kenntnißreich, sich die Liebe seines lernbegierigen Zöglings erwarb und dieselbe stets bis an seinen Tod bewahrte. Nach dem Tode seines Vaters, 18. Januar 1597, wurde der junge Axel mit seinen Brüdern unter der Aufsicht des Rothorius von seiner vorsichtigen Mutter ins Ausland geschickt, theils um sich besser ausbilden zu können, theils damit er den damaligen politischen Ereignissen in Schweden fern bleibe. Axel ging mit seiner Begleitung nach Deutschland, studirte fünf Jahre lang in Rostock, Jena und Wittenberg Theologie, Staats- und Rechtswissenschaften neben den alten und einigen neuern Sprachen, unter welchen ihm die lateinische und deutsche

am geläufigsten wurden, und lag zugleich den damals üblichen Ritterübungen ob. In Wittenberg hielt er mehre Disputationen. Hierauf besuchte er etliche angesehene deutsche Städte und Höfe; aber auf die Verfügung Karls IX, welche alle im Ausland lebenden schwedischen Edelleute zurückrief, begab sich Axel im J. 1603 wieder in die Heimath. Als Kammerjunker an den Hof gezogen, und im J. 1606 zu einer Gesandtschaft nach Mecklenburg verwendet, dann in Anerkennung seiner Geschicklichkeit 1609 in den Reichsrath gezogen, wurde er, Jul. 1609, dem Hofkanzler beigegeben in der Sendung, die widerspenstige Handelsstadt Reval zur Nachgiebigkeit zu zwingen. Weniger glücklich war Axels Sendung nach Dänemark zu Anfang des Jahrs 1610, wo er die Streitigkeiten beider Reiche durch einen dauerhaften Frieden beilegen sollte. Dennoch aber soll der alternde König Karl IX den jungen Staatsmann so zu schätzen gewußt haben, daß er in seinem letzten Willen ihn zu einem der sechs Reichsräthe ernannte, welche unter dem Präsidium der Königin Mutter und des Herzogs Johann, bis dahin der Kronerbe das 18te Jahr erreiche, die Vormundschaft führen sollten. Vielleicht war es Karls Absicht, hierdurch den hohen Adel, welchen er so schwer mißhandelt hatte, für den jungen Fürsten zu gewinnen. Gustav Adolf und sein Rathgeber Oxenstjerna glaubte jedoch, dieses auf kürzerm Wege erreichen und zugleich die Nachtheile beseitigen zu können, welche die Anwendung jener Vorschrift herbeiführen mußte. Denn ein achtköpfiges Regiment taugte nicht für eine wenig befestigte Herrschaft, die auf allen Seiten von drohenden Gefahren umgeben. Im Namen der königlichen Wittwe, des Herzogs Johann und der sechs Reichsräthe wurde ein Landtag nach Nyköping ausgeschrieben. Anfangs Dec. 1611 traten die Stände zusammen. Den 10. erfolgte der erste Vortrag, noch in der Regentschaft Namen. Mehre Tage vergingen in lebhaften Unterhandlungen zwischen Gustav Adolf, seiner Mutter, den übrigen Vormündern und der Ritterschaft. Den 17. Dec. ließ die verwittwete Königin dem Landtag durch Oxenstjerna eröffnen, daß sie nicht gesonnen sei, länger an der Regierung Theil zu nehmen, hingegen wünsche, ihren Sohn Gustav

Adolf, nachdem derselbe nun sein 18tes Jahr angetreten, für mündig und zum Herrscher des Reichs erklärt zu sehen. Ihrem Beispiel folgte Herzog Johann, der zugleich die feierliche Entsagung auf sein Recht zur Krone wiederholte. Adel und Priesterstand wurden durch umfassende Concessionen gewonnen, und der jugendliche Herrscher empfing die Huldigung der gesamten Stände.

In Anerkennung seiner Verdienste um diese Angelegenheit wurde Axel am 6. Jan. 1612 zum Reichskanzler ernannt, jedoch ist er damit nicht sofort zur Alleinherrschaft im Cabinet gelangt. Längere Zeit mußte er sie mit Johann Skytte theilen, der Sage nach ein natürlicher Sohn K. Karls IX, welcher der Erzieher Gustav Adolfs gewesen. Es erzählte um 1680 Graf Lindsköld, nach einer in Gustav Adolfs Zeit hinaufreichenden Tradition: „Herr Johann Skytte war heimlich in politischem Streit mit dem Reichskanzler Oxenstjerna. Skytte wollte vollends Kohlen machen aus dem alten vornehmen Adel, dessen Anmaßung K. Karl IX so mächtig gebrochen hatte. Der König glaubte, daß er nunmehr nicht so gar gefährlich wäre, und daß, da Se. Majestät beide Parteien kurz hielt und beiden schmeichelte, könne es wohl hingehen, daß sie auf einander wachten, nicht aber, daß sie just obenauf käme. Der König hatte überdies seine eigenen Gedanken an Skyttes Idee und deren Folgen für die königliche Macht selbst in größerm Verdacht, als die nunmehrigen Projecte des alten Adels. Er äußerte gegen den klugen Sten Bjelke, zu welchem er großes Vertrauen hegte: „„Die Skyttianer mögen wohl den Gedanken haben, ohne König zu regieren, während ihr Andern ihn doch wenigstens für den Schein haben wollt. Der Adel ist ein Mittelstand, insonders die Reichen, der den Skyttinern die Wage halten kann, um zu hindern, daß sie den König nicht unter ihre schmeichelnde Katzenpfote krällen. Ihr Andern seid von Natur zu vornehm, einen so anzugehen: man muß sich bloß wahren vor Euch, daß Ihr nicht das Steuer führt im Namen des Königs; denn die Aristocratie ist gar harthändig. Ich halte aber doch mit dem Reichskanzler, daß die Demokraten dagegen blutdürstig sind, wenn sie zur Macht kommen. Ueberdies grünt keine gloire über ihrem ewigen Streiten und Zanken;

das beweiset zu allen Zeiten die Regierungsweise dieser Partei, und beklagenswerth der König, der sich von ihrer Lockspeise bethören läßt, die schlimmer als der harte Händedruck der Andern.""

Wenn aber Skytte die Incunabeln einer demokratischen Partei vorstellt, so zeigte sich Oxenstjerna als der entschiedenste Gegner solcher Tendenzen, als eingefleischter Aristokrat. „Es ist disreputirlich," sagte er im Rath, „von subditorum motibus zu reden. Gibt man nach, so folgt innerer Aufruhr. Weigert man subditis in solchen Fällen das Wort, so pflichtet man bei und schleppt tyrannidem in rempublicam et rerum omnium confusionem. In solchen Fällen, wo Einer sein Vaterland opprimiren sieht, alle jura majestatis über den Haufen werfen, und das ganze regnum in formam provinciae redigiren, sollte man da Einen zum Schweigen überreden können? Das ist ein Unterfangen, das viele Köpfe kostet. Hätten unsere Vorfahren unter Engelbrecht und dem alten König Gustav nicht eine gute Resolution gefaßt, so hätte uns der heutige Tag unter Dänemark gefunden mit derselben Condition wie Norwegen." In einer spätern Sitzung von 1650 äußert er: „Jedermann weiß, welche bestia respublica ist. Schweden kann nur regie gubernirt werden. In Schweden ist populus am mächtigsten, wenn nicht von regibus Zucht gehalten wird." Viel zu scharfsinnig war Gustav Adolf, um nicht unter zwei Uebeln das minder bedrohliche zu wählen. In der mildesten Weise, allmälig wurde Skytte bei Seite geschoben.

Am 6. Juli 1613 klagt Skytte in einem Schreiben an Oxenstjerna, er werde in seiner Ruhe gestört, durch mancherlei Aufträge suche man ihn von der Person des Königs zu entfernen; solches geschehe mit des Königs Willen, und sei es in Frage gewesen, ob er nicht gänzlich seines Dienstes zu entlassen. Der Kanzler möge doch solchen Plänen entgegenwirken, und scheint dieser auch des gedemüthigten Feinds sich angenommen zu haben. Aber der Groll blieb auf beiden Seiten lebendig. „Ihr habt Euch vermuthlich in das Lesen Macchiavells vertieft," redete Oxenstjerna den Collegen vom Reichsrath an, der auf sich warten lassen. „Ihr kennt ihn von Natur aus," entgegnete Skytte. Im Jul. 1636 nach Stockholm zurückgekehrt, speisete der Reichs-

kanzler bei Skytte, und es fragte dessen Enkel: „Ist das einer der fünf Könige?“ Das verwies der Großvater dem Knaben. Oxenstjerna, niemals seiner Sitte wegen gepriesen, lächelte und sprach: „Das Ferkel grunzt der Sau nach.“ Mit einer von Skytte im Rath vorgebrachten Meinung nicht einverstanden, äußerte er: »Rem acu tetigisti,« eine Anspielung auf das Gewerbe des Bürgermeisters zu Nyköping, der vor dem Gesetz als Skyttes Vater geltend, im gemeinen Leben Bengt Schneider hieß.

Allem Ansehen nach that mehr noch als Oxenstjernas politische Richtung und was er auf dem Landtag zu Nyköping geleistet, um seinen Sieg über Skytte zu entscheiden, seine administrative Tüchtigkeit. Geld und Soldaten waren die Dinge, deren vorall für seine weitausgehenden Absichten der König bedurfte. Das Conscriptionsgesetz, nach Oxenstjernas Entwurf durchgeführt, schuf eine militairische Macht, wie sie keinem andern Herrscher zu Gebot stand. In finanzieller Hinsicht ist Oxenstjerna weit über seine Zeit hinausgegangen, der eigentliche Erfinder des großen Grundsatzes geworden, worauf die ganze Staatsklugheit unserer Zeit beruhet, die Einnahme zu dem Betrag der Ausgabe zu erheben, nachdem Jahrhunderte lang beschränkte Köpfe sich abgemühet hatten, die Ausgabe nach der Einnahme zu reguliren, kleinliches Streben, das niemals zu Großem führen kann. Schwere Opfer, namentlich in den vielen Monopolen, hat der Reichskanzler seinem armen Vaterland abgefordert. Dazu wußte er als reicher Grundbesitzer trefflich sich vorzubereiten. Er war vorlängst seiner Bauern Tyrann geworden, wie er denn noch heute bei Schwedens Bauerschaft in fürchterlichem Andenken steht. Das ist ein Zug, der nicht selten bei den Heroen des Liberalismus, bei den ausgezeichnetesten Beglückern der Menschheit sich ergibt. Der König, welcher jedem seiner Unterthanen für den Sonntag ein Huhn im Topfe wünschte, und sein gepriesener Minister Sully werden von unparteiischen Zeitgenossen als die unbarmherzigsten Bauernschinder geschildert. Der citoyen des deux mondes, la Fayette war für die Neger seiner Plantage auf Cayenne ein möglichst ungnädiger Gebieter. Daß Oxenstjerna ebenfalls zu den Befreiern und Beglückern der

Menschheit gehört, ist für uns Deutsche zwei Jahrhunderte lang eine ungezweifelte Wahrheit gewesen. Er hat unsere Freiheit gerettet, so sagten einstimmig die Weisen der Nation, und erst in der neuesten Zeit hat die Ansicht sich geltend gemacht, daß die Freiheit, wie er sie uns gebracht, nur den Höchstbeglückten zu gute kommt, daß die Masse des Volkes von ihr nicht den mindesten Genuß hat, daß sie vielmehr die schreckliche Verarmung und Herabwürdigung des Volkes bestimmt, des Volkes, welches, durch die Natur auserseben, das erste der Erde zu werden, nur mehr ein Volk von Heloten ist.

Von des jugendlichen Königs reifem Urtheil, wie von seines Ministers Geschäftstüchtigkeit zeugt die Unwandelbarkeit der zwischen ihnen bestehenden Beziehungen. Meinungsverschiedenheit, die nicht selten auffallend hervortrat, störte das trauliche Verhältniß im mindesten nicht. Beide hatten, dieser von jenem und jener von diesem, eine hohe Meinung. Entlud sich des Königs stürmisches Wesen in Ungeduld über des Reichskanzlers Ruhe und Bedenklichkeiten, so dämpfte dieser mild die unzeitige Hitze, und war das nicht möglich, so pflegte der König ihm die Sachen zuzuweisen, damit die Heftigkeit, wenn sie nicht gezügelt werden konnte, keinen Schaden verursache. Diese Ruhe und Besonnenheit war Ursache, daß Oxenstjerna die Personen, mit denen er zu thun hatte, leicht durchschauen lernte. Ohne ihn hätte der König, was er auch selbst gestand, nicht unternehmen können, was er mit Erstaunen der Mit- und Nachwelt vollbrachte. Gleich nach der Thronbesteigung riefen die von Karl IX ererbten Kriege den Sohn an die Grenzen des Reichs und über dieselben hinaus, während sein Freund und Minister Oxenstjerna ihm theils dort rathend zur Seite stand, theils die innern Angelegenheiten des zerrütteten Reiches verwaltete. Der Frieden mit Dänemark mußte durch große Opfer erkauft werden; desto glänzender dem Schein nach fiel der Frieden mit Rußland, 1617, aus. Als diese beiden Kriege geendet und die Unruhen im Innern des Reichs gedämpft worden, rieth Oxenstjerna die Krönung vorzunehmen. Sie erfolgte am 12. Oct. 1617, wobei der Reichskanzler zum Ritter geschlagen wurde. Die Beilegung

neuen Zwistes mit Dänemark beschäftigte ihn hierauf so angelegentlich, als die Bekämpfung der leidenschaftlichen Liebe seines Monarchen für die schöne Ebba Brahe, wobei die Königin Mutter treulich ihm beistand. Als aber Gustav Adolf auf seiner Reise nach Deutschland die Brandenburgische Prinzessin Maria Eleonora kennen gelernt und sie sich zur Gemahlin erwählt hatte, wurde Oxenstjerna im Aug. 1620 nach Berlin geschickt, um das Ehebündniß abzuschließen. Er führte im Oct. n. J. die königliche Braut nach Stockholm.

Im folgenden Jahre begann der König den Krieg mit Sigismund von Polen, des Wahlreichs sollte dieser, wie früher des Erbreichs entsetzt werden; da vertraute Gustav die Staatsverwaltung seinem Reichskanzler mit neun Reichsräthen als Gehülfen und Stützen zur Seite. Nur selten begab Axel sich ins königliche Feldlager, und als Dänemark im J. 1624 abermals Besorgnisse erregte, eilte Oxenstjerna, dieselben durch Verhandlungen zu beseitigen, bis der Dänenkrieg in Deutschland, von 1625—1629, während dessen Schweden eine zuwartende Stellung einnahm, alle Besorgnisse von selbst zerstörte. Im Sommer 1622 war die Eroberung von Liefland vollbracht. Noch in diesem Jahr erhielt Oxenstjerna in dem eroberten Lande eine reiche Dotation: man weiß, wie gern, wie häufig Gustav Adolf das von Grotius aufgestellte Recht der Eroberung ausübte. Oxenstjerna erhielt zu seinem Antheil die Stadt Wolmar, die Starostei und das Bisthum Wenden, zu welchem auch die großen Güter Schmilten und Burtneck gehörten, und hat er sich durch Erwerbung von Cremon, Breslau, Schillingshof, Serbigall noch weiter im Lande ausgebreitet. Für Wolmar war seine Herrschaft sehr wohlthätig: er gab der Stadt einen eigenen Magistrat, von dessen Aussprüchen er zwar die Appellation sich vorbehielt; er ließ sie auch in regelmäßige Quadrate eintheilen und mit schweren Kosten durch Wälle und Graben, auch verschiedene Bastionen befestigen. Aber der Stadt Wenden war er kein so gütiger Herr; sie mag ihm wegen des Bisthums gehässig gewesen sein. Er bemächtigte sich der Stadtgüter, und konnte der Abgang, welchen die Bürger dadurch in ihrer Nahrung empfanden, weder durch die neue

Befestigung, noch durch die grundherrliche Besatzung, darunter auch Artillerie, noch durch den von dem Kanzler angeordneten Magistrat und die von ihm besoldeten Officianten ersetzt werden.

Als im J. 1626 der Krieg sich nach Preussen zog, hatte auch dahin Oxenstjerna dem König zu folgen, nicht bloß zur Leitung der diplomatischen Geschäfte, sondern auch zur Beaufsichtigung des Kriegswesens, so oft im Laufe jeden Winters die Angelegenheiten seines Reiches den König in die Heimath riefen. Oxenstjerna hingegen wurde nur einmal in jener Zeit entfernt, als er im Aug. 1628 nach dem geängstigten Stralsund gesandt ward, die Stadt mittels Bündnisses in schwedischen Schutz nahm und sich wegen deren Vertheidigung auf seiner Rückkehr mit K. Christian IV von Dänemark besprach. Seine merkwürdigste Handlung in diesem Zeitraum bleibt jedoch der Abschluß des sechsjährigen Waffenstillstandes mit Polen, welchen der Cardinal von Richelieu durch seinen Unterhändler Charnacé vermitteln ließ. Daß dieser dabei einen schweren Stand gehabt habe, ergab sich bei der zweiten im Dorfe Altmark bei Stuhm gehaltenen Zusammenkunft (die erste war durch einen Titelstreit vereitelt worden). Es sollte dabei alles Zeit raubende Ceremoniell möglichst vermieden werden. Mit abgemessenen Schritten näherten sich einander die beiderseitigen Bevollmächtigten, indem aber keiner, in der Furcht, der Ehre seines Gebieters irgend etwas zu vergeben, den ersten Gruß darbringen wollte, starrte man einander an. Das wurde dem Podagristen, dem polnischen Großkanzler und Bischof Jakob Zadzik zu lang, mit den Worten: „damit der erste Act der Höflichkeit von den Polen ausgehe, wünschen wir Euch schwedischen Herren einen guten Morgen," machte er Anstalt, sich zu setzen, und mit der ihm stets zu Gebot stehenden göttlichen Grobheit erwiderte Oxenstjerna: „Und damit wir nicht undankbar erscheinen mögen, so wünschen wir Euch polnischen Herren Erleuchtung des Geistes."

Aus dem polnischen entspann sich sofort der deutsche Krieg. Seit längerer Zeit mit dessen Vorbereitungen beschäftigt, schrieb Gustav Adolf an den Reichskanzler im Sommer 1629, sein Vorhaben ihm mitzutheilen, seine Meinung darum zu vernehmen.

Oxenstierna antwortete: „Wenn ich die Schwäche unserer Hülfsmittel und die Stärke unserer Feinde in Erwägung ziehe, so kann ich unmöglich einen Angriffskrieg billigen. Angenommen auch, Eure Maj. setzen ihr Heer in den möglichst besten Stand, so bleibt es doch im Vergleich der zahlreichen kaiserlichen Streitkräfte immer unbedeutend. Und womit soll ein so wichtiger Krieg bestritten werden? Der Kaiser oder seine Feldhauptleute erpressen von allen Ständen des deutschen Reichs ungeheure Summen, und ihre Soldaten leben auf Kosten der Länder, die sie in Besitz genommen. Die unterjochten Stände, welche auf diese Art ihre Fesseln selbst bezahlen müssen, seufzen zwar nach Befreiung, aber sie sind unvermögend, das Mindeste dafür beizutragen. Schweden allein kann die großen Kosten nicht aufbringen. Ich weiß wohl, daß man für Geld Soldaten genug bekommt, allein wie geneigt sind dieselben zu Meutereien, sobald die Bezahlung des Soldes verzögert wird, oder wenn man ihnen keine guten Winterquartiere verschafft! Vortheilhafter würde es meinem Erachten nach sein, wenn wir warteten, bis der Kaiser uns angreift. Wir sind zur See mächtig genug und haben für Schweden nichts zu befürchten; unsere Landmacht ist hinreichend, Preussen zu vertheidigen." Auch später blieb Oxenstierna der Meinung, des Königs Entschluß sei ein fatum, dispositio divina, impetus ingenii gewesen. „Ich rieth seiner seligen Majestät, daß er sich nicht mit der Armee auf deutschen Boden begeben solle, — hätte der König meinen Rath befolgt, so wäre er arbiter totius septentrionis geworden."

Vielleicht war es diese Meinungsverschiedenheit, welche den Monarchen bestimmte, bei seiner Abreise aus Polen den Reichskanzler in Preussen zurück zu lassen, auf daß er die Verwaltung der eroberten Provinzen leite und frische Kriegsvölker, welche Feldmarschall G. Horn im J. 1630 dem König in Deutschland zuführte, ausrüste. Außerdem sollte er bei dem projectirten Congreß zu Danzig den kaiserlichen Gesandten gegenüber auftreten; er begnügte sich, die Forderungen seines Gebieters schriftlich aufzustellen. Nach dem Sieg bei Leipzig wurde, wegen Vervielfältigung der Geschäfte, der Reichskanzler zum König gefordert. Den

im Frankfurt treffend, begrüßte er mit den Worten, daß er ihm lieber in Wien zu seinem Sieg Glück hätte wünschen mögen. Im gleichen Sinne äußerte er, 18 Jahre nach des Königs Tod, vor versammeltem Reichsrath: wenn Gustav Adolf unmittelbar nach der Schlacht von Leipzig des Kaisers Erbland überzogen, den Marsch nach dem Rhein unterlassen hätte, so würde der Kaiser nimmermehr haben subsistiren können. Bei des Königs Aufbruch nach Franken und Bayern empfing Oxenstjerna die Leitung der diplomatischen Geschäfte und des Kriegswesens an Rhein und Main. Für jene gab ihm der König den in deutschen Reichsangelegenheiten erfahrenen würtembergischen Vicekanzler, Jacob Löffler, als tüchtigen Gehülfen an die Seite; in Kriegssachen unterstützten ihn zwei junge ehrgeizige deutsche Reichsfürsten, der Pfalzgraf Christian von Birkenfeld und Herzog Bernhard von Sachsen-Weimar. Ihre Unfügsamkeit und Eifersucht aber brachte ihm die Ueberzeugung bei, daß es höchst nachtheilig sei, Fürsten und andern hohen Personen, welche weder Verweise noch Vorstellungen achteten, wichtige Kriegsämter anzuvertrauen. Seine Klagen bei dem König bewirkten, daß Bernhard abgerufen und Feldmarschall Horn ihm untergeordnet wurde. Sein diplomatisches Werk war der unter französischer Vermittlung am 12. April 1632 mit Kurtrier abgeschlossene Neutralitätsvertrag, der ihm aber später viele Sorgen verursachte.

Als der Krieg um Nürnberg sich zu concentriren schien, wurde Oxenstjerna, immer noch in Mainz anwesend, beordert, alle in den vordern Reichskreisen entbehrlichen Truppen an sich zu ziehen und damit dem König zu Hülfe zu eilen. Das stürmische Drängen, in welchem der Marsch geboten, gereichte dem Kanzler zu nicht geringer Bestürzung, er sputete sich um so mehr, und ein tüchtiges Heer führte er den Main hinauf. Bei Windsheim zog er das Volk an sich, mit welchem Herzog Bernhard aus Oberschwaben gekommen, den 19./9. Aug. 1632; kurz vorher war auch Johann Baner mit seinen Regimentern eingetroffen. Jetzt hatte der Kanzler 36,000—40,000 Mann beisammen, eine mächtige Hülfe, die den Angelegenheiten um Nürnberg eine ganz andere Gestalt geben mußte, wenn nicht Wallenstein die Vereinigung dieses

Heeres mit dem König hintertrieb. Dafür that aber der kaiserliche Feldherr nicht das Mindeste. Durch keinen Schuß aufgehalten, erreichte der Kanzler am 23./13. Aug. Neustadt an der Aisch. Am folgenden Tage traf er in Bruck bei Erlangen mit dem König zusammen. An der Spitze von mehr als 50,000 Schweden und Mamluken sich befindend, wagte Gustav Adolf den verfehlten Angriff auf der Kaiserlichen Lager bei Fürth. Wie er demnächst im Begriff, auf weiten Umwegen der Donau sich zuzuwenden, ließ er in Nürnberg eine Besatzung von 5000 Mann unter Kniphausen zurück, während Oxenstjerna von dort aus die politischen Angelegenheiten leiten sollte. Von der Donau durch die Ereignisse in Sachsen abgerufen, nahm der König auf dem schnellen Zuge dahin den Kanzler mit sich bis Arnstadt, wo er entlassen wurde, um in Frankfurt den Bund der vier obern deutschen Reichskreise mit Schweden abzuschließen. Wäre Gustav bei Leben geblieben, so ergab sich als des Bundes Resultat ein protestantisches Kaiserthum, jetzt blieb es bei dem Heilbronner Vertrag. Auf die Kunde von Gustav Adolfs Tod wehklagte der gemüthliche aber gedankenlose deutsche Bürger, insofern er der neuen Lehre zugethan, und gab sich verloren; der große Haufen der Katholiken frohlockte, und wurde zu Madrid auf der Bühne des Helden Fall in einem zwölf Tage hintereinander wiederholten Auto vorgestellt. Der Kaiser, gewohnt an großartigen Wechsel der Dinge, bezeigte keineswegs Freude, sondern vielmehr herzliches Mitleiden, dessen Aeußerung er bei dem Anblick von Gustav Adolfs blutigem Koller wiederholte, während Papst Urban VIII, französischen Interessen ergeben, seinen Antheil bei einem für die Kirche so wichtigen Ereigniß nur durch eine stille Messe, dargebracht in Santa Maria dell' Anima, der Nationalkirche der Deutschen, bekundete; erst am folgenden Morgen, Sonntag, donnerten die Kanonen der Engelsburg, ob aus Freude über den Fall des fürchterlichen Ketzers, oder über die Nachricht von der Wahl Wladislaws IV zum König von Polen, dieses blieb zweifelhaft.

Zu Hanau 21./11. Nov. empfing Oxenstjerna die Nachricht von seines Herren Fall, und stracks eilte er nach Sachsen, um, so Barthold, „als der Stellvertreter des Gefallenen im rascher

Besonnenheit das Heft der Dinge zu Handen zu nehmen. Der Reichskanzler in seiner kühlen Verständigkeit schon früh ein Gegner der ins Unbestimmte, Romanhafte sich verlierenden Pläne Gustav Adolfs, sah den deutschen Krieg aus einem ganz veränderten Gesichtspunkte an. Der umfassende Geist seines Königs war nahe daran, das arme Schweden über Deutschland zu vergessen; in Deutschland gedachte er ein großes Reich zu gründen, zu welchem Schweden nur provinzielle Bedeutung behielt: deshalb war er entschlossen, Frankreich nicht einen Fußbreit Landes abzutreten; der verständige, kalt überlegende schwedische Mann dagegen, welcher eine Verbindung seines weniger fähigen Sohnes mit der Kronerbin, dem Kinde Christine, nimmer ernstlich sich einfallen ließ, bezweckte Mäßigeres, das aber lohnend genug war und auch ihm persönliche fürstliche Stellung verbürgte. Schweden sollte ein mächtiges Glied des deutschen Reiches werden, als Entschädigung für seine Theilnahme am Kriege und für das Blut seines Königs einen starken Zusammenhang von Ländertheilen sich zusprechen und darum mit den bisherigen Verbändeten so lange unter Waffen bleiben, bis der Kaiser zum Frieden gezwungen sei. Ein vollständiger Sieg der protestantischen Partei in Deutschland lag ganz außerhalb seiner Pläne; Sicherheit seiner Glaubensgenossen genügte ihm. So war Oxenstjerna, obgleich zur Nachgiebigkeit gegen Frankreich gedrungen, dennoch mehr conservativ für Deutschlands uralte geschichtliche Verhältnisse gesinnt, als sein König, der den Boden des Reichs zwar zusammenhalten wollte, aber eine revolutionair zu nennende Stellung für sich bezweckte. Indem Oxenstjerna in dieser Weise schon früh den hohen Gedankenflug seines Herren auf historischem Boden niederzuhalten gesucht, durfte Frankreich hoffen, durch ihn zu gewinnen, was hinzugeben Gustav Adolf als Verrath am Heiligsten betrachtete; deshalb wies denn Richelieu die Gesandten an, den Reichskanzler zur Abtretung des linken Rheinufers rasch zu bestimmen, wiewohl der kluge Schwede keineswegs geneigt war, die erlangten Waffenvortheile an Frankreich sogleich für mäßigen Beistand zu verkaufen, er vielmehr die Franzosen durch Verzögerung zu kräftigerm Antheil am deutschen Kriege zu ver-

mögen gedachte, vom harten Stande seiner Partei gegen Oesterreich, Spanien und die Liga im voraus überzeugt.

„Nachdem der Kanzler sich daher vorläufig der Standhaftigkeit der oberdeutschen Stände zu Frankreich versichert und ein allgemeines Bündniß der protestantischen Reichsglieder mit Schweden, das unterbrochene Werk Gustav Adolfs eingeleitet, eilte er über Würzburg nach Erfurt, berichtete von da aus über den Zustand der deutschen Angelegenheiten nach Schweden (14./4. Dec.), traf das vom König geführte Hauptheer in Altenburg und langte am 25. Dec. in Dresden an. Obgleich Oxenstjerna, im Hoflager Johann Georgs fast wie ein König selbst empfangen, die Versicherung, man wolle den Krieg fortsetzen, erhielt, mußte er doch auch bald merken, daß man von seinen drei Vorschlägen," die genauere Verbindung mit Schweden und die schwedische Satisfaction betreffend, keinen annehmlich finde. Mit dem wenig verheißenden Bescheid, man werde die wichtige Angelegenheit mit Brandenburg berathen, verließ er Dresden, „fand in Berlin beifälliger Gehör, da man an die Verbindung des Kurprinzen mit der Erbin von Schweden noch ernßlich dachte, befahl Sachsen den Kriegsvölkern des Kurfürsten einzuräumen, trennte eigenmächtig in Altenburg, wo er am 8. Januar 1633 angekommen," das Heer in drei verschiedene Armeen für Franken, Westphalen und Niederrhein und ließ ein viertes Heer als Reserve um Magdeburg und in Thüringen sich bilden. „Ungeachtet Oxenstjerna damals noch nicht die Vollmacht des schwedischen Reichsrathes, welcher ihn zum Legaten der Krone im römischen Reiche und bei allen Herren mit fast unumschränkter Gewalt verordnete, in Händen hatte, da dieselbe erst am 13./3. Januar 1633 ausgestellt wurde, konnte der energische, umsichtige Kanzler doch so willkürlich schalten, und als schwedischer Edelmann dem stolzen, aber unentschlossenen, schwerfälligen und politisch unfähigen Kurfürsten von Sachsen die Leitung der höchsten protestantischen Angelegenheit aus den Händen winden, wenn man in ihm traditionsweise den Stellvertreter Gustav Adolfs verehrte: wenn die um Kriegsbefehl hadernden, eifersüchtigen Fürsten auf ihn als das gesetzlich entscheidende Oberhaupt und als die Quelle

ihrer Befugnisse mit Achtung und Furcht blickten. Nach diesen vorläufigen Anordnungen eilte Oxenstjerna über Erfurt nach Franken zurück, wohl erkennend, daß er für den Erfolg seiner Pläne gefügigere Werkzeuge in den Fürsten und Ständen der vier obern Kreise finden würde, als an den spröden Niedersachsen, an dem eigenwilligen, Selbstständigkeit begehrenden Johann Georg und dem schwankenden, schwachen Georg Wilhelm von Brandenburg. Indem also die Hauptmasse der Protestanten einem gemeinsamen, einmüthigen Wirken im Sinne des Schweden sich nicht bequemte, berief Oxenstjerna jene vielfach gegliederten kleineren Stände zur Tagefahrt nach Heilbronn, weil Ulm zu fern und den kämpfenden Heeren Aldringers und Horns zu nahe lag.

„Fragen wir nun, wer ernstlich Krieg wollte, so wird die Antwort für deutsches Volksgefühl betrübend lauten. Der Kaiser, gewarnt durch die bösen Erfahrungen der letzten Jahre, schon mißtrauisch gegen seinen gebieterischen Oberfeldherrn, im Verlust seines schönen Erblandes Schlesien, war den Friedenserbietungen nicht abgeneigt, deren Vermittelung der König von Dänemark übernommen hatte; selbst der gefürchtete Waldstein rieth, den Protestanten den Frieden unter Vergessung des Vergangenen anzubieten, und von der Rücknahme des Restitutionsedictes war die Rede. Nur wollte Ferdinand wie Maximilian nicht die Gesetze des Friedens aus den Händen übermüthiger Fremdlinge empfangen, die auf Demüthigung des Reichs und des Hauses Oesterreich zugleich ausgingen. So sehen wir, daß der größte Theil der mächtigeren deutschen Fürsten und des gemißhandelten Volkes aufrichtig den Frieden wünschte, der auch zu erlangen stand, sobald man protestantischer Seits die Quelle der Macht in Einmüthigkeit und nicht im Besitz von Gütern erkannte, welche der katholischen Partei wider den Religionsfrieden entrissen oder durch Gustav Adolfs Siege erobert waren. Krieg dagegen, mitleidlosen Krieg wollten die Ausländer, die heimathlosen, beutesüchtigen Heere, die kleinen Fürsten, meist jüngere Söhne ihres Hauses, welche nichts zu verlieren, wohl aber die lockenden, betrüglichen Schenkungen des Schwedenkönigs zu genießen hofften; Krieg wollten die kleineren Stände in Franken, Schwaben

und am Rhein, die Gustav Adolf durch urkundliche Verheißungen eines Theiles der Eroberungen über die katholische Partei geködert hatte; am Kriege arbeitete endlich eine Rotte von Vaterlandsverräthern, die im französischen und schwedischen Solde standen und denen ein Friede den Genuß ihres schmachvollen Lohnes raubte. Das Kriegsfeuer schürten vor allen ehr-, pflicht- und vaterlandsvergessene Beamte der Stände in den obern Kreisen, weltkundig im Solde Schwedens und von Frankreich bestochen, der würtembergische Kanzler Jacob Löffler, der pfalzzweibrückische Geheimrath Philipp Streiff von Lauenstein, Graf Philipp Reinhard von Solms, die badenschen, pfälzischen Minister und andere, welche die Stimmen in der Tagefahrt führten, die Uneigennützigkeit und den Edelmuth der beiden Kronen priesen, auf thätigen Dank drangen, und welche die Nachwelt für die Hingabe der deutschen Reichsgrenze an Frankreich mit ihrem Fluche zu brandmarken hat.

„Auch der maaslos ehrgeizige Oxenstjerna, abgesehen von der jeder großartigen Natur angebornen Lust, zu herrschen und zu befehlen, und abgesehen von dem lockenden politischen Vortheile seines geliebten Heimathlandes, wünschte den Krieg; „„zum deutschen Kriege war kein scopus principalis defensio Religionis, sondern, daß regnum Sueciae et consortes Religionis,““ fügt er hinzu, „„in Sicherheit säßen““; der Kanzler liebte über alles fürstlichen Prunk, und das edle, alte Kurfürstenthum mit dem goldenen Mainz, mit dem weinreichen Strome, soll ihm schon durch seinen verstorbenen Herrn zugesichert sein; gewiß ist, daß die erkauften ständischen Beamten Frankens das kostbare Reichsland ihm auswirken wollten, gleichwie seinem Schwiegersohn Gustav Horn das Hochmeisterthum Mergentheim. Indem nun Richelieu und Oxenstjerna der Minderzahl der protestantisch-deutschen Welt geschickt sich zu bemächtigen wußten, sie dieselben, von denen kaum einer oder der andere im trüben Halbverstande die Sache der Gewissensfreiheit zu befördern wähnte, unter einen Hut vereinigten, und die frommen Eiferer des Lutherthums, aller weltlichen Klugheit und jedes vaterländischen Gefühls baar, dem zertretenen, todmatten Volke vorpredigten, „„alles geschehe zu

seiner Rettung vor ewigem und zeitlichem Verderben"", war der grauenvolle Krieg in Ostfranken, in Bayern, in Schwaben, im Elsaß, am mittleren und niederen Rhein, in Lothringen, Westfalen, Niedersachsen und Schlesien bereits wieder aufgelodert, ehe man die stimmberechtigte, leidende Nation gehört und die Erbietungen des Kaisers, den sie, in dem Bewußtsein ihres Unrechts, nicht den offenen Feind zu nennen wagten, auch nur der Oeffentlichkeit gewürdigt hatte! Wahrlich, wäre Olivarez mit seinem Hofe, mit den Jesuiten und ihren Unterhändlern bis auf den letzten Mann nach Mexico ausgewandert, und hätte der Kaiser laut gelobt, auch in seinen Erblanden das Gewissen frei und den Protestanten alle bis zum Jahre 1631 entrissenen geistlichen Güter preiszugeben, jene kampflustige, selbstsüchtige und hochverrätherische Partei würde kaum die Hand nach dem Oelzweige ausgereckt haben, um die Todeswunde von zwanzig Millionen Brüdern zu kühlen."

Wenn auch nicht Kriegsheld, aber aufgefordert durch seine brennende Vaterlandsliebe, die ihm die Leitung der Angelegenheiten zu einem Ehrenpunkt machte, durch das unbegrenzte Vertrauen des abgeschiedenen Königs, der bei seinem Leben ihm schon eine fast unumschränkte Führung der Geschäfte anvertraut hatte, und durch seine persönliche Kenntniß von dem Zustand Deutschlands und durch seinen tiefen Blick in das Gewebe der Staatspolitik, sich dieser ungewöhnlichen, jedoch nothwendigen Stellung zu fügen und den Hof eines Herrschers zu halten, besaß Oxenstjerna Charakterfestigkeit genug, in äußerer fürstlicher Pracht, in welcher er von nun an erschien, doch Mäßigkeit und Einfachheit zu behalten, ohne aber die an ihm gepriesene Ruhe und Besonnenheit stets in seiner Gewalt zu haben. Er war seinem Aeußern nach ein großer, Ehrfurcht gebietender Mann, mit offenem, ernsten Antlitz, und sein nach damaliger Sitte zugestutzter Bart gab seiner Haltung ein angenehmes Ansehen, welches seine von ausgebreiteten Kenntnissen unterstützte Beredtsamkeit noch anmuthiger machte. Mit Anna Baat von Tidöe frühzeitig verheurathet, zeugte er eilf Kinder, von denen nur zwei Söhne, Johann und Erich, ihn wenige Jahre überlebten und das Geschlecht fort-

pflanzten. Auf die Nachwelt aber ging sein Ruhm über; selbst einer der größten Männer seiner Zeit, wurde er hochgeschätzt von Richelieu, Mazarin, Urban VIII und später von Whitelocke, der sich zur Ehre anrechnete, sein Schüler gewesen zu sein. Unter Arbeiten erzogen, wie er selbst geäußert hat, und mit Staatsgeschäften überladen, wußte er sich doch Mußestunden zum Lesen der Bibel und der alten Griechen und Römer abzugewinnen, die ihm ein altgediegenes Ansehen gaben, so daß Groot ihn Jedem der Weisen des Alterthums gleichstellte. Obwohl gewöhnt, beim Schlafengehen die Sorgen abzustreifen und sie am andern Morgen gestärkt wieder aufzunehmen, so verursachte ihm doch des Königs Tod die erste schlaflose Nacht. Ein sicherer Blick, durch mannichfaltige Erfahrung gestärkt, erleichterte indessen, was augenblicklich unübersteiglich erschien.

Den Beruf, den er in Deutschland übernahm, bestätigte die königliche Regierung in Stockholm bis zu dem Vollgenuß der königlichen Macht und Mündigkeit, wofür sie aber seine aristokratischen Grundsätze in Anspruch nahm, um sie zur Entwerfung eines neuen Reichsgrundgesetzes zu benutzen. Gustav Adolf hatte nämlich bei seiner Volljährigkeitserklärung als junger und unerfahrener König dem schwedischen Adel unerhörte Vorrechte zugestehen müssen, die er aber allmälig, ja schon bei der Krönung im J. 1617, mißachtete. Nach seinem Sinn hatte er zehn Jahre später in Preussen, als er seine bei Dirschau empfangene Halswunde für tödtlich hielt, dem Reichskanzler einen letzten Willen über die Staatsverwaltung Schwedens dictirt, den dieser erst nach dem Fall des Königs bekannt machte und nach Stockholm schickte. Sind auch die dort von Manchen vorgebrachten Zweifel an der Aechtheit der Urkunde nicht bestimmt erwiesen, so ist doch der Unwille gewiß, den ihr Inhalt bei Vielen, besonders dem Adel, erregte. Die Männer, welche der Regierung vorstanden, verlangten die Wiedereinführung der durch den getödteten König beschränkten Rechte des Adels und Feststellung des aristokratischen Princips in der Staatsverfassung. Auf ihr Anrathen nun arbeitete Axel den letzten königlichen Willen in ein neues Reichsgrundgesetz um, dergestalt, daß die Gewalt der Staatsverwaltung dem Adel nicht

nur so lange, als die Vormundschaft über die hinterlassene unmündige Thronerbin Christina dauern würde, sondern auch überhaupt in solchem Maße überlassen wurde, daß sie nur ein kräftiger Gewalthaber des Thrones wieder zerstören konnte; denn der Regent drohte ein Schatten zu werden und die Blüthe oder der Fall des Königreichs lediglich von den Tugenden oder Fehlern des Adels abzuhängen, wie man überhaupt im Sinne haben mochte, ein aristokratisches Wahlreich zu gründen.

Es ist merkwürdig, unbegreiflich zugleich, wie der so vielseitig gebildete Staatsmann Oxenstjerna, das Schicksal Frankreichs übersehend, scharfsinnig auf ein System hinarbeitete, welches gerade zu seiner Zeit der Cardinal von Richelieu mit außerordentlicher Anstrengung aus dem französischen Staatsleben zu verbannen suchte. Darum ist er auch dem Tadel seiner Zeitgenossen nicht entgangen, welcher um so bitterer, als die Neuerung durch dieses Verfassungswerk während Christinens Minderjährigkeit willkürlich eingeführt wurde und der Reichskanzler sich selbst den Verdacht zuzog, sein Haus auf den schwedischen Thron heben zu wollen. Den im J. 1634 versammelten Reichsständen wurde es mit der Einkleidung, als sei es von Gustav Adolf selbst ausgegangen, vorgelegt, von ihnen nur unter Murren (denn die nichtadelichen Reichsstände wurden Schattenbilder) zur Annahme und am 29. Jul. dieses Jahres zur öffentlichen Kunde gebracht. Die vormundschaftliche Regierung schloß demnach die Königin Wittwe Maria Eleonore und deren Schwager, den Pfalzgrafen Johann Kasimir, trotz ihrer heftigen Widersprüche, von der Theilnahme an den Staatsgeschäften aus und übergab deren Führung fünf Reichsräthen (auch der Fünfmännerrath genannt), zu denen Axel Oxenstjerna gehörte, und 20 Senatoren. Sie mußten, wie ihre untergeordneten Gehülfen, von Adel sein. Oxenstjerna insbesondere behielt das Amt eines Ministers der auswärtigen Angelegenheiten mit den ausgedehntesten Befugnissen, denen der Wink beigefügt, sich an Elbe und Oder zur Beschützung Pommerns zurückzuziehen und Frankreich, England samt Holland in den Krieg zu verwickeln, sobald sich ergebe, daß die schwedische Macht im südlichen Deutschland nicht aufrecht zu erhalten.

Allen Rangstreit zu vermeiden, ließ der Kanzler bei Eröffnung der Heilbronner Versammlung die in seiner Wohnung, in dem Refectorium des Deutschordenshauses den 18./8. März stattfand, keine Stühle setzen, und stehend vernahmen die Herren seine Anträge, im Wesentlichen dahin gehend, daß man miteinander und mit Schweden ein festes Bündniß schließe und so lange für einen Mann stehe, bis die evangelischen Kurfürsten und Stände die Reichsgrundsatzungen hergestellt, der Krone Schweden Satisfaction gegeben, daß man den Kaiser und die katholische Liga als Feinde erkläre, über Stellung und Unterhalt des Kriegsvolks sich einige, über die oberste Leitung des Bundes bestimme und die Krone Schweden gegen etwaige andere Angriffe sichere. Wie herrisch er auch auftrat, wie gebieterisch der Ton des schwedischen Edelmannes zu den deutschen Reichsfürsten, die er nicht immer wie Bundesgenossen, sondern wie Untergebene behandelte, hudelte, ja tyrannisirte, es wurden ihm doch mancherlei Hindernisse in den Weg gelegt. Der Kurfürst von Sachsen, der unterdessen mit Georg Wilhelm von Brandenburg eine Zusammenkunft gehabt, versuchte heimlich und öffentlich die Einigung der Protestanten unter schwedischer Leitung zu hintertreiben und den Beschluß von einer allgemeinen Zusammenkunft der Glaubensgenossen abhängig zu machen. Georg Wilhelm erklärte sich zwar noch beifällig und rieth zur Einheit, der pfälzische Minister von Rusdorf aber machte die Meinung geltend, daß die Deutschen des schwedischen Schutzes nicht bedürften, wenn sich Kurpfalz, Sachsen und Brandenburg zur Lenkung des Krieges vereinten.

Aehnliche Ansichten fanden sich bei Mehren, wie bei Herzog Georg von Lüneburg, welcher durch eigenmächtiges Verfahren den Verfügungen des Reichskanzlers entgegenzuwirken versuchte, so daß Frankreich Anfangs zweifelhaft, wen es eigentlich bei Fortsetzung des Krieges zu unterstützen habe, bis Feuquières zu Würzburg von Oxenstjerna Aufklärungen über die wahre Beschaffenheit der Dinge erhalten hatte. Er unterstützte hierauf den Schweden auf der Tagfahrt zu Heilbronn in der Stiftung des evangelischen Bundes zur Fortsetzung des Krieges am 13. April 1633, arbeitete aber dem Reichskanzler darin entgegen, daß die

ihm übertragene Leitung der Bundesgeschäfte durch einen beigegebenen Bundesrath von eilf Mitgliedern beschränkt wurde. Der Reichskanzler hingegen reizte und erbitterte viele angesehene deutsche Familien durch die Vertheilung eroberter Länder und Güter, womit er selbst in unbesonnenem Stolze, wenn man der Nachricht eines Zeitgenossen glauben darf, Hohn und Spott trieb. Es kam ihm lächerlich, ja widersinnig vor, daß deutsche Fürsten von einem schwedischen Edelmann Länder und Güter (welche im Namen der Königin Christine verschenkt wurden) verlangten und dieser jenen solche gab. Die wunde Seite seiner Herrschaft in Deutschland war es, daß er durch solche Mittel sich erst Gunst verschaffen mußte, bei denen sowohl, welche die Mittel zur Kriegführung gaben, als bei denen, welche die Heere befehligten, und was besonders gleich Anfangs seine Macht untergrub, war der Umstand, daß er für den Heerbefehl der Bundestruppen keine gewisse Bestimmungen festsetzen konnte und dadurch seine Günstlinge, wie den Herzog Bernhard von Sachsen-Weimar, und andere deutsche Feldherren verletzte. Die Einheit des Heerbefehls, die unerläßliche Zügelung der Generale zur Lenkung eines Hauptplanes ging gänzlich verloren, Zwiespalt, Ungehorsam und Eifersucht erhielten die Oberhand, und der versäumte Entsatz Regensburgs, 1634, gab das sprechende Bild vom wahren Zustande des Bundes und seiner Glieder.

Noch tagte man zu Heilbronn, als Feuquières in der auffallendsten Weise darzuthun wußte, wie sehr in den Künsten der Diplomatie er dem Schweden überlegen. Durch seine Zwischenträger unterrichtet, daß im Werke sei, dem Kanzler zur Belohnung seiner Verdienste das Stift Mainz und die Kurwürde anzutragen, widersetzte er sich der Entfremdung einer Beute, nach welcher den Franzosen belüstete, ingeheim mit solchem Nachdruck, indem er auf die Gefahren, so eine solche unmäßige Concession dem Frieden bringen könnte, hinwies, daß die Ausführung unterblieb, obgleich der fränkische Kreisdirector Christoph Agricola am 16. April 1633 seine Mitstände zu dem einmüthigen Antrag bestimmt hatte. Die Sache kam aber doch nochmals in Anregung.

Am 15. April 1634 trug der Reichsdrost Gabriel Oxenstjerna im schwedischen Senat vor, daß sein Bruder, der Reichskanzler ihn gebeten habe, das Gutachten des Rathes über das gemachte Anerbieten einzuholen, und den 4. Aug. 1634 schrieb die Regierung an den Kanzler selbst: „Falls die deutschen Stände, wie uns von mehren Seiten berichtet worden, die große Arbeit und den Fleiß unseres geliebten Bruders mit irgend einer Recompens für seine Person bedenken wollen, — mögen wir es gern sehen; und da wir nicht vermuthen, daß unser geliebter Bruder dadurch sich dem Dienst des Vaterlandes entziehen werde, so zweifeln wir nicht, daß unsere allergnädigste Königin und die Stände des Reiches es auch gern sehen werden." Hiernach wird man kaum dem Kanzler den Vorwurf machen können, daß er über den öffentlichen der häuslichen Angelegenheiten vergessen habe. Dagegen nennt er in einem Schreiben an seinen Sohn Erich vom 29. Juni 1637 das Project, diesen mit der Königin zu verheurathen, eine Einbildung, einzig des Belachens werth, bittet auch den jungen Mann, sich zu verheurathen, auf daß aller Verdacht schwinde.

Gegen des Herzogs von Friedland Anträge, welche er, wie noch sein spätes Geständniß lautete, nie recht begreifen konnte, verhielt Oxenstjerna sich mit weiser Vorsicht. Die Anerbietungen Wallensteins beim Schlusse des zweiten schlesischen Waffenstillstandes, welche Arnim zu Gelnhausen dem Reichskanzler vortrug (11./1. Sept. 1633), und von dem Argwöhnischen als unzuverlässig und unausführbar, kaum der Mittheilung an die Stände gewürdigt wurden, veranlaßten doch ihn und Feuquières, vertraute Officiere nach Schlesien zu schicken, um, falls der Verräther es ernstlich meine, ihm die Krone von Böhmen zu bieten. Aber so fest und geistesgewandt Axel die Obervormundschaft des Heilbronner Bündnisses zu behaupten strebte, er fand sich aller Orten gehemmt durch die Umtriebe und mehr noch durch das Geld französischer Agenten, die zunächst um den Besitz von Philippsburg buhlten. Wie lästig auch dieser den Kaiserlichen gebliebene Waffenplatz den Landen der obern Kreise, war die Belagerung bis jetzt nur lässig betrieben worden, wohl um der Frage über

das Besatzungsrecht in der zu erobernden Feste auszuweichen. In solchem Gedräng mußte der Landesherr, der Kurfürst von Trier und Fürstbischof von Speier, Philipp Christoph sich am härtesten gestraft fühlen, französischen Schutzes wenig froh werden, denn la Saludie und Bussy-Lameth schalteten in Städten und Schlössern nach den Eingebungen leichtsinnigen Uebermuths, benutzten schonungslos Kirchen und kurfürstliche Prunkgebäude zu militairischen Zwecken, während die Spanier ungehindert die Grenzen des Erzstifts überzogen und die schwedisch-deutsche Partei den ohnmächtigen Fürsten mit Hohn und Feindseligkeit straften, daß er seine Hauptfeste lieber den Franzosen als dem Bunde gönnen wollen.

Indem aber der Krieg in Oberdeutschland eine den Schweden durchaus günstige Richtung genommen hatte, Wallensteins Heer aus Sachsen, der Lausitz, Mark, Pommern zurückwich, die nimmer ernstlich gemeinten Neutralitätsversuche des Kurfürsten Ferdinand und der Stadt Cöln, auch des Pfalzgrafen von Neuburg, ebenso die von Dänemark versuchte Vermittlung durch den Kanzler abgewiesen worden, entschloß er sich zur Reise nach Halberstadt, um auf der dort stattfindenden Versammlung, 6. Febr. (27. Jan.) 1634, die beiden sächsischen Kreise und Westphalen für das Heilbronner Bündniß zu gewinnen. Vorher, 30./20. Dec., schrieb er eine Tagfahrt nach Frankfurt aus für den 10./1. März, den Rheingrafen Otto ernannte er zu seinem Stellvertreter, dann, 10. Januar, begab er sich auf die Reise. Mancherlei Besorgnisse lasteten auf seinem schöpferischen Geist: Frankreichs ungestümme Forderungen, des Herzogs Bernhard angemaßte Selbstständigkeit, Gerüchte von einer bevorstehenden Aussöhnung des Kurfürsten von Sachsen mit dem Kaiser, endlich der Zweifel, ob für seine Krone Gustav Adolfs erster, nicht auf redlichem Wege gemachter Erwerb, das Herzogthum Pommern zu behaupten, dessen Besitz der Kurfürst von Brandenburg jetzt schon, bei dem nicht mehr fernen Erlöschen des herzoglichen Hauses, mit vollem Recht ansprach, auch seinen Anschluß zu einem allgemeinen Bündniß von der Anerkennung dieses Rechtes abhängig machte.

Als die zweckmäßigste Einleitung für seine Absichten hatte Oxenstierna der bevorstehenden Bundesversammlung absonderlich zur Berathung vorgelegt: „welchermaßen der Krone Schweden in Ansehung der vom glorwürdigsten König dem gesamten, in höchster Gefahr und vor menschlichen Augen beinahe im gänzlichen Untergange begriffenen evangelischen Wesen, mit Aufsetzung Kron und Scepter, Leibs, Habs und Bluts erwiesenen, endlich mit unverschmerzlichem und unersetzlichem Verluste seines edlen königlichen Lebens versiegelte, unschätzliche Treue, mit unvergeßlicher, wirklicher, selbstredender Dankbarkeit zu begegnen sei.“ Gleichwohl ging nur sehr unvollständig in Erfüllung die in der ersten Sitzung, 14./4. Febr., von Oxenstierna aufgestellte Proposition, „eine Vereinigung der niedersächsischen Stände nach den für Oberdeutschland zu Heilbronn beliebten Grundsätzen.“ Der Kurfürst von Sachsen hatte durch offenes Ausschreiben vor neuem, mit den Reichsgesetzen unverträglichem Bündniß gewarnt, und die Stände selbst wollten bei der herkömmlichen Kreisverfassung beharren. Der Kanzler mußte sich mit dem Beschluß vom 28. Febr. begnügen, worin die Stände erklärten, sie würden vereinigt bleiben, die weitere Vereinigung mit dem obersächsischen und westphälischen Kreise versuchen und über die Art und Weise der Bildung eines evangelischen Ganzen zu Frankfurt berathen helfen. Zugleich wurde Herzog Georg von Lüneburg zum General-Feldobristen des niedersächsischen Kriegsheeres erwählt, doch im schwedischen Interesse Johann Baner ihm beigegeben.

Zu Stendal suchte Oxenstierna persönlich den Kurfürsten von Brandenburg zu gewinnen, Kursachsen für das Bündniß vorbereiten zu lassen; aber in Frankfurt gelangten die Angelegenheiten nicht zum Ziele; dort ergaben sich der Hindernisse zu viel: der Reichsstände hartnäckiges Beharren auf herkömmliche Reichsverhältnisse, die Menge der verschiedenartigen Meinungen und Interessen derselben, der Einzelnen Haß gegen den Reichskanzler, sowie dessen Hitze und stolze Anmaßung, der Franzosen Unzufriedenheit, der Holländer Eifersucht und der Engländer Gleichgültigkeit (drei fremde Mächte, welche Oxenstierna sowohl als die deutschen Bundesgenossen im Auge hatten) wirkten hemmend auf

die Angelegenheiten, und Oxenstierna erkannte, daß selbst sein Directorium über die vier obern Reichskreise, oder den Heilbronner Bund, ohne Nutzen wäre. Von dem Treiben des Frankfurter Convents gibt des Grafen Brahe Tagebuch eine sehr ergötzliche Schilderung, die man dem Wiener Congreß ꝛc. etwan entlehnt glauben sollte: „Die Stände ließen Prunk und Staat den Zügel, viele lebten in täglichem Saus und Braus, bekümmerten sich wenig um das allgemeine Beste, waren neidisch auf Schwedens Glück, mißgönnten ihm das Directorium. Der Kurfürst von Sachsen schürte und warf um, was Andere aufbauten; der Kurfürst von Brandenburg sah einzig auf Pommern, die Calvinisten auf den König von England, Herzog Bernhard von Weimar auf seine Hoheit und wie er allein schalten und walten und von Niemand dependiren möchte; die Herzoge von Braunschweig und Lüneburg hatten Aemulation mit dem Landgrafen von Cassel; jeder suchte seinen Vortheil; französisches Geld verführte Hohe und Niedere; Ritterschaft und Städte zankten um Sitze; nirgends Vertrauen; der Eine beneidete den Andern; Fürsten, Grafen und Herren waren wie Kinder, folgten dem was ihre Doctoren und Juristen ihnen vorpredigten, welche in allen Conventen hinter ihren Herren standen, sprachen und antworteten als für Stumme. Quantum degeneraverint a pristina virtute! Jeder wollte für sich leben und agiren, so König als General, nicht bedenkend, daß sie alle bloß membra corporis sub uno capite waren, woraus folgte, dum singuli pugnant, universi vincuntur. Sie führten rechtlose Waffen gegen ihren Herrn den Kaiser, welchen sie also nannten; denn so lange sie ihn ihren Herrn nannten und das Schwert gegen ihn zogen, konnte ihr Krieg nichts Anderes als Rebellion genannt werden. Allein, welches Argument man auch brauchte, half es nichts; sie wollten niemals den Kaiser für Feind erklären, noch minder der römischen Krone unwerth, spielten und tändelten mit dem Krieg und statu publico et privato. Den Reichskanzler als schwedischen Legaten und Director des evangelischen Bundes ehrten sie gar sehr und zollten ihm sowohl als mir viel Achtung; allein wenn es der Reichskanzler am besten mit ihnen meinte, legten sie es am

schlimmsten aus, und wahrlich bei ihnen galten weder Gründe noch Rath zu Recht und eigenem Besten. Da ward gezaudert und disputirt und umsonst die Zeit abgenützt, bis die unglückliche Schlacht bei Nördlingen geschlagen war."

Des Kanzlers Grundsatz, die Franzosen (die bisher nur Geld zahlten) so lange als nur immer möglich von der öffentlichen Theilnahme an den deutschen Angelegenheiten entfernt zu halten, wurde von nun an aufgegeben, und bevor die Niederlage des Bundesheeres bei Nördlingen seiner Herrschaft Grab wurde, übergab er schon den Franzosen die bedeutende Festung Philippsburg und schlug dem Botschafter Ludwigs XIII vor, daß Frankreich gegen jährliche Zahlung einer Million Livres an Schweden die Leitung des Kriegswesens vom Rhein bis an Weser und Elbe übernehmen und die Verlängerung des polnischen Waffenstillstandes befördern sollte, während er Norddeutschland mit Einschluß des undankbaren sächsischen Kurstaates lenken wollte.

Die gleich darauf folgende Nördlinger Schlacht änderte plötzlich den Zustand der Dinge dergestalt, daß der Reichskanzler den Franzosen keine Bedingungen mehr vorschreiben konnte, und insofern mochte der erste Augenblick nach der eingelaufenen Nachricht von diesem unglücklichen Ereigniß den Schweden bestürzter gemacht haben als die vom Tode seines Monarchen. Der flüchtige Abschied der versammelten Reichsstände am 3. Sept. blieb ohne Kraft und Eindruck, die getroffene Uebereinkunft mit den französischen Gesandten vom 20. desselben Monats stieß der voreilige Vertrag zu Straßburg am 9. Oct. wieder um, und endlich machten die vom Reichskanzler abgeschickten Bundesräthe, Jacob Löffler und Streiff, von denen jener Oxenstjernas Fähigkeit zur Leitung der Geschäfte bereits verschrien hatte, dessen Herrschaft in Oberdeutschland durch den Pariser Vertrag ein Ende. Löffler wurde zwar verstoßen, aber die Bundesglieder, schon zu sehr an französischen Einfluß gewöhnt, unterzeichneten seinen Vertrag, und viele von ihnen, des Reichskanzlers Herrschaft längst überdrüssig, traten schmähend gegen denselben auf und erinnerten ihn sogar an Friedlands Schicksal auf dem Collegialtage zu Regensburg. Officiere, Generale und gemeine Krieger

stimmten dreist ein in die aufgeregte Stimmung; Vorwürfe und Schmähungen, Verachtung und Erniedrigung, Furcht ließen in seiner gekränkten Seele keinen andern Entschluß übrig, als sich nach dem Norden zurückzuziehen. Die Franzosen, aufmerksam und thätig bei diesem verwirrten Zustande, waren anfänglich zweifelhaft, ob sie den Reichskanzler als Geisel durch die Bundestruppen gefangen nehmen oder nach dem Norden ziehen lassen sollten, kamen aber bald zu glimpflicher Behandlung zurück, vielleicht aus Besorgniß, daß der uneinige und fast verarmte Bund ihnen zur Last fallen würde. Er wurde von ihnen ermuthigt, aber auch bestürmt, den Pariser Vertrag anzuerkennen, was er entschieden ablehnte, und zur Aufrechthaltung der beleidigten schwedischen Macht sandte er zu Anfang des Jahres 1635 den berühmten Hugo de Groot, das Jahr zuvor in schwedische Dienste berufen, an den französischen Hof. Allein dieser Gesandtschaft machte Richelieu dieselben Schwierigkeiten, welche im verflossenen Jahre König Karl I von England dem Sohne des Reichskanzlers, Johann Oxenstjerna, entgegengesetzt hatte: man wollte nämlich die Vollmacht und Beglaubigung eines Edelmannes nicht anerkennen; daher die Streitigkeiten, welche Groot bei seinem Erscheinen in Paris mit dem Hofe hatte, den Hauptzweck der Sendung hemmten und den Reichskanzler geneigt machten, sich selbst nach Frankreich zu begeben.

Die beiden Bundesversammlungen zu Worms, vor Ablauf des Jahres 1634 und zu Anfang des folgenden, hatten für ihn und die schwedische Macht keinen wesentlichen Nutzen gehabt; er entsagte daher allem Einfluß, überließ dem Herzog Bernhard von Sachsen-Weimar die Leitung des Kriegswesens und die der Bundesgeschäfte dem Rheingrafen Otto, der an seiner Stelle mit Widerspruch Vieler zum Vicedirector bestellt wurde. Hierauf begab er sich im April 1635 nach Compiègne, wo eben der französische Hof weilte. Am 26. April kam er mit einem Gefolge von 200 Personen daselbst an. Ludwig XIII und dessen Gemahlin nahmen ihn huldvoll auf, und der gewandte Groot machte den Dolmetscher für die Reden der königl. Personen und des Reichskanzlers. Er wurde mit solcher Pracht bewirthet, daß

er der französischen Ueppigkeit schmähte, nahm aber sehr übel, daß Mazarin in Stiefeln seinen Besuch erwiderte. Die Hauptsachen besprach und beschloß er mit dem Minister Bouthillier, mit dem er auch am 28. April eine Uebereinkunft traf, welche vorläufig beide Mächte auf die Bekämpfung eines und desselben Feindes in Deutschland mit Berücksichtigung der von Schweden gemachten Eroberungen wies, bis umständlichere Verhandlungen nähere Bestimmungen zum Schlusse bringen würden. Er begab sich hierauf reich beschenkt nach der französischen Hauptstadt und lebte dort einige Tage in Groots Wohnung. Alsdann reiste er über Dieppe in den Haag, wo er, wie überhaupt in Holland, mit größter Auszeichnung empfangen wurde. Holländische Kriegsschiffe geleiteten ihn auf dem Meer in die Elbe nach Niedersachsen.

Auf der Reise von der Küste nach Magdeburg pflog er zuerst Unterhandlungen mit dem Landgrafen Wilhelm von Hessen-Cassel, dann zu Salzwedel mit dem kurbrandenburgischen Abgeordneten, mit welchem er sich aber weniger verständigen konnte, als mit dem Landgrafen. Die Wirkungen des Prager Friedens zwischen dem Kaiser und dem Kurfürsten von Sachsen ließen sich nicht hemmen. Ueberall fand Oxenstjerna Abneigung, Furcht, Schrecken und Verzweiflung, ja Vereinigung fast aller seiner bisherigen Bundesgenossen mit Kursachsen und dem Kaiser zur Vertreibung der Schweden, so daß diese geneigt, den Frieden für eine Verschwörung gegen ihr Volk zu halten. In und um Magdeburg, wo er im Juni 1635 ankam, sah er den Feldmarschall Baner und dessen Heer, die einzige und darum seit der Nördlinger Schlacht sehr geschonte Stütze der schwedischen Macht, aber in schlimmerm Zustande, als das Bundesheer, so er am Rhein verlassen hatte. Es war in Aufruhr und tobendem Verlangen nach Erfüllung gegebener Verheißungen begriffen. Der Ungestüm der Officiere war so gefährlich, daß, wenn Baner ihn nicht geschützt hätte, er ein Gefangner der zuchtlosen Krieger geworden wäre. Oxenstjerna, über solche Händel „schier außer Consilien versetzt," mußte in dieser Lage mehr seiner persönlichen Sicherheit, als des Vortheils der Krone gedenken. Sein hochmüthiges herrisches Wesen hatte schon früher mehr als einen tüchtigen Mann

getrieben, voll Ingrimm den schwedischen Dienst zu verlassen. Kniphausen, einer der Helden des Tages von Lützen, lebte vom Krieg zurückgezogen; der Obrist Christoph von Houwald, eines Tuchhändlers Sohn und in der Jugend der Kaufmannschaft bestimmt, dann seit dem polnischen Kriege Gustav Adolfs treuer tapferer Genosse, war um dieselbe Zeit von Oxenstjerna in der heftigsten Erbitterung geschieden, indem sein Schreiber, den rückständigen Sold des Principalen fordernd, von dem Kanzler mit Schlägen abgefertigt, gleichwie das Schreiben keiner Antwort gewürdigt wurde. Als er nun, in Obristen Eigenschaft, in der Stadt Danzig Dienst getreten, hatte er die größte Lust, den Sohn Oxenstjerna, der eben zu Danzig sich befand, festzunehmen, und nur durch geschmeidige Worte vermochte der erschrockene Diplomat sich aus der Schlinge zu ziehen. Oxenstjerna, unlängst nach dem Mainzer Kurhut trachtend, vor dem im vorigen Jahr noch Fürsten sich beugten, um von seiner gewaltigen Hand ein Länderalmosen zu erbetteln, war so klein geworden, daß er vor der Rache zürnender Officiere sich verstecken mußte. In solcher Noth, da auch die Sachsen anfingen, den Schweden lebhaft zuzusetzen, schrieb Oxenstjerna, auf den Rath seines Vertrauten, Christoph Karl Graf von Brandenstein zu Oppurg, der Krone Schweden Groß-Schatzmeister für Deutschland, ehrerbietigst an den Kaiser und verlangte, als traue er der Vollmacht und dem Willen des Kurfürsten von Sachsen nicht, freies Geleit bis nach Wien für den Gesandten seiner Königin; verzweifelte er im Ernst an einem glücklichen Ausgang des Kriegs, oder wollte er, des Zuzugs der bis dahin in Preussen verwendeten Völker noch nicht sicher, durch eine Schalkheit augenblicklicher Verlegenheit sich entziehen? Jedenfalls sollte der obengenannte Brandenstein in Wien unterhandeln. „Als er aber An. 1637 ein Friedens-Negotium der Schweden mit dem Kaiser auf sich nahm und zu dem Ende bei Erhaltung sichern Geleits nach Wien berufen wurde, ward er unterwegs zu Dresden nebst seiner hochschwangern Gemahlin angehalten und gefangen gesetzt, weil er, als kursächsischer Vasall, die kurfürstlichen Avocatoria nicht respectiret, auch sonsten wider Sachsen Consilia sollte gemacht haben, und

mußte er nach vier Jahren in dem Gefängniß zu Dresden, nicht aber auf seinem Schloße Oppurg, wie einige melden, seinen Geist aufgeben. Sein einiger Sohn Christian starb An. 1640 und ging also die gräfliche Linie dieser Familie aus. Im Artic. IV Pacis Osnabrugens. stehet, daß die Wittwe und Erben dieses Grafens sollten in alle ihre durch Veranlassung des Kriegs entzogenen Güter und Rechte, Oppurg, Knau, Grünau im Osterland, wieder gesetzet werden."

In seiner schimpflichen Flucht war Oxenstierna insofern noch glücklich, daß er den wichtigen Paß Dömitz vor den Lüneburgern besetzen, auch der Hauptplätze im Mecklenburgischen sich bemächtigen konnte; Wismar, wo er den 1. Oct. anlangte, wurde verwahrt, durch Alexander Leslie für die Sicherheit von Stralsund gesorgt, damit Pommern entweder als letztes Unterpfand eines glimpflichen Friedens oder als Waffenplatz für einen neu beginnenden Krieg zu behaupten. Befehle ergingen zugleich nach Preussen an Graf Jacob de la Gardie und Hermann Wrangel, alle entbehrlichen Streitkräfte nach den deutschen Küsten zu schaffen, daraus, während Baner der Mittel- und Niederelbe angeklammert, ein neues Heer zu bilden, so einen erträglichen oder nach Beschaffenheit vortheilhaften Frieden erobern möge. Daneben aber ließ Oxenstierna bereits Zeichen von Ermüdung blicken, wie er denn nur aus beleidigtem Stolz die Vermittlung von Sachsen, das zu derb in seinen Aeußerungen über Schweden, verwarf, unter dem Vorgeben, „die Gewährleistung des Friedens durch den Kurfürsten kränke die Ehre und die Sicherheit der Krone," und für die Fortsetzung der Unterhandlung lieber den Herzog Adolf Friedrich von Mecklenburg verwendete. Der rüstete sich eben zu einer Reise nach dem sächsischen Hoflager, 2. Nov. (23. Oct.), als Oxenstierna, 6. Nov. (27. Oct.), sich über See von Wismar nach Stralsund begab, keineswegs, selbst nach dem Waffenstillstand von Stuhmsdorf und der Wiederkehr schwedischen Waffenglücks bei Dömitz, die freudigen Hoffnungen seines Feldherrn Baner theilend. Denn der Königin Christina Vormünder und der Reichsrath fanden seit dem Prager Frieden die Fortsetzung des Kriegs allzu beschwerlich für die Mittel des König-

reichs, verzichteten sogar der früher geforderten Entschädigung, so daß einzig der gewandtesten französischen Unterhändler Anstrengung, mit reichlichen Geldverheißungen verbunden, bei dem Kanzler und bei den Ständen die Lust zur Erneuerung des deutschen Kriegs erwecken konnte.

Ein solcher Unterhändler, der Marquis de Saint-Chamont, eine halbe Million Livres mit sich führend, hatte Paris am 28. Aug. verlassen, erreichte Wismar am 27./17. Oct., nachdem Oxenstjerna, im Begriff, die Fahrt nach Stralsund anzutreten, ihn wissen lassen, er werde seiner noch sechs Tage in Wismar erwarten; wurde aber sehr kühl empfangen. Vorwürfe nur vernahm er aus Oxenstjernas Munde: „Für das Bündniß sei es zu spät, die deutschen Bundesgenossen hätten die Krone verlassen, zugleich die besten Truppen; jeder möge seinen Frieden machen so gut er könne, wie er auch dem Landgrafen gerathen habe; er stehe nur noch um fünf Tonnen Goldes mit dem Kurfürsten im Handel. »Enfin,« heißt es bei Richelieu, »il lui témoigna un si grand étonnement et abattement de coeur, que tout ce qu'il lui proposa pour relever le parti lui paroissoit impossible, et ne sut jamais tirer de lui aucune parole assurée, mais seulement des réponses douteuses et ambiguës, qui témoignoient l'inquiétude et la mauvaise assiette de son esprit.« Daß der Kanzler Comödie spielte, kann ich nicht glauben, hat doch Kurfürst Philipp Christoph in einem Concept sub manu propria niedergelegt: „Hingegen ist der Churfürst sehr sorgfeltig, damit der Schweden Macht nach der Nördlinger Schlacht nit gar und zumal zertrennt werde. In dießer Stundt thun Herr Cantzler Oxenstern, Pfalz-Pirckenfeld, Zweybrücken und Saarbrücken ire ganze Hoffnung uff Frankreich und Trier setzen."

Nur zögernd, nachdem er am 3. März (23. Febr.) 1636 von Stralsund nach Wismar sich erhoben hatte, gab Oxenstjerna, nach dreiwöchentlicher Besprechung, am 30./20. März eine Reihe Artikel „auf Bestätigung beider Kronen" heraus. Weil er die noch immer unterbliebene offene Kriegserklärung von Seiten Frankreichs gegen den Kaiser forderte, und seinen Widerwillen gegen das Bündniß mit scheinbar gewichtigen Gründen stützte:

„die Deutschen verdienten nicht, daß man ihrer sich annehme, da sie die Fremden, aller Verbindlichkeiten ungeachtet, haßten," war der Franzose aufrichtig genug zu gestehen, „der Wankelmuth und der undankbare Trotz der Deutschen verhindere nicht einen Kampf fortzusetzen, den man nicht zu derselben Vortheil, sondern um den gemeinsamen Feind zu besiegen, unternommen habe." In Bezug auf die erste Forderung entgegnete er, Frankreich könne mit dem gleichen Recht Schwedens Kriegserklärung gegen Spanien fordern. Wie Saint-Chamont die von Oxenstjerna am 30./20. März überreichten Bedingungen demnach zu günstig für Schweden fand, und vier Monate, bis zum 1. Aug. Frist, um die Bestätigung seines Königs einzuholen, begehrte, kam man endlich am 11./1. April auf vorläufige Artikel überein: „der Welt glauben zu machen, daß beider Bündniß abgeschlossen sei, in der Zwischenzeit auf keine Friedensvermittlung einzugehen und aufrichtig und gemeinschaftlich jeden Schritt der Art zu überlegen." Oxenstjerna hielt es selbst damals nicht für unnöthig, den Besitz von Mainz und Worms, die Gültigkeit der schwedischen Schenkungen in Deutschland und die Behauptung der neuesten schwedischen Eroberungen im Elsaß, Benfeld und Dachstein, anzuregen, bemühte sich für die Befreiung seines Schwiegersohns Horn, empfing von Saint-Chamont ein Angeld von 90,000 Rthlr. und erzwang zuletzt das Versprechen, daß Frankreich kein Heer auf deutschem Boden errichten wolle, damit Raub, Mord und Brand exclusive Berechtigungen von Schweden blieben.

Die vormundschaftliche Regierung in Schweden machte Schwierigkeiten, die Wismarer Artikel, „in deren Gefolge sie sich wieder zu Gunsten Frankreichs bei dem Krieg betheiligen sollte," vor Berufung eines ständischen Ausschusses zu bewilligen, befahl dem Reichskanzler, die Friedenshandlungen zu Lübeck zu beschicken, verhieß ihm zu Beistand den Hofkanzler Johann Salvius und lud ihn ein, auf dem schwedischen Reichstag im Sommer persönlich sich einzufinden. Froh vielleicht, die Last der undankbaren, hochverantwortlichen Geschäfte andern Schultern aufladen zu können, eilte Oxenstjerna von Wismar nach Stralsund zurück, um von dort aus die letzten Anordnungen für den

Krieg zu treffen. Erfahren in der Weise, Geld aufzutreiben, unbedenklich in der Wahl der Mittel, war er bedacht, an Oder, Elbe, Weser möglichst zahlreiche Heere aufzustellen, aus Schweden die nöthigen Ersatzmannschaften heranzuziehen. Daneben überwachte er das ganze Frühjahr hindurch die vergeblichen, von Dänemark und Mecklenburg vorgenommenen Friedenshandlungen; er beantwortete Saint-Chamonts Einladung zu mündlicher Besprechung, um die verheißene Bestätigung des Wismarer Vertrags zur bestimmten Zeit auszuwechseln, mit der Zusage, daß er der Vormünder Erklärung selbst einholen wolle, ging am 14./4. Juli auf dem Ruden zu Schiff, kam am 24./14. Jul. 1636 nach zehnjähriger Abwesenheit in seinem Vaterlande an und wurde mit großem Gepränge empfangen. Hier, im Reichsrath, soll er zunächst vor solchen ausgedehnten Vollmachten, wie sie in Deutschland ihm übertragen worden, gewarnt haben, weil Eigennutz leicht Mißbrauch damit treiben könnte. Er meinte wohl die verführerischen Anerbietungen, welche ihm in Deutschland gemacht worden waren, erstlich die Lockungen der französischen Gesandten zu einer Verheurathung zwischen einem seiner Söhne und der Thronerbin Schwedens, dann die Anträge der Heilbronner Bundesgenossen für den Besitz des Kurfürstenthums Mainz. Bougeant ebenfalls will wissen, der Reichskanzler habe bei der vormundschaftlichen Regierung zu Stockholm des Kurfürstenthums wegen angefragt; diese soll aber ihre Zustimmung nur unter der Bedingung gegeben haben, wenn er so lange in schwedischen Diensten bleiben werde, bis der Friede zur Zufriedenheit der Krone abgeschlossen worden sei. So viel ist gewiß, die Franzosen, die solches Anerbieten seinem Sinne nicht entgegenhielten, wiederholten dasselbe nach der Nördlinger Schlacht, um ihn zu fesseln.

Was die Vermählung Christinens mit seinem Sohne anlangt, so brachte sie Feuquières bald nach Gustav Adolfs Tod zur Sprache, ohne daß sich ermitteln läßt, wie der Reichskanzler den Antrag aufgenommen hatte. Später ist ihm Schuld gegeben worden, daß er seinen Sohn Erich zu Christinens Gemahl bestimmt habe, sie möge nun, wie Bougeant behauptet, auf den deutschen Kaiserthron, oder blos auf den schwedischen

Königsthron gesetzt werden. Gewiß ist, daß sich Oxenstierna nach seiner Rückkehr aus Deutschland der Erziehung Christinens annahm und sie täglich in Staatsrecht und Politik unterrichtete, und daß er sie von ihrem 16. Jahre an bei den Senatssitzungen Antheil nehmen ließ. Er schloß die schwache, rathlose Maria Eleonore von der Theilnahme an der Erziehung ihrer Tochter aus. Sie wurde nach Gripsholm verbannt und faßte dort, gleich einer Maria von Medici, den verzweiflungsvollen Entschluß, lieber kümmerlich im Ausland, als königlich in Schweden leben zu wollen. Sie führte denselben am 29. Jul. 1640 durch die Flucht nach Dänemark und weiter nach Deutschland aus. Manche meinten, Oxenstiernas Feindschaft gegen die bedrückte königliche Wittwe rühre von deren Abneigung gegen die Verheurathung ihrer Tochter mit des Reichskanzlers Sohn Erich her.

Wie dem auch sei, Oxenstierna arbeitete dem Plan der Vermählung Christinens mit dem jungen Pfalzgrafen Karl Gustav eifrig entgegen, und als die Königin nach ihrer Krönung merkte, daß der Reichskanzler und sein adelicher Anhang die Thronfolge unentschieden lassen wollten, so bestimmte sie 1649 den Pfalzgrafen zu ihrem Nachfolger und meinte, daß, wenn sie die Sache nicht entschiede, die Häuser Oxenstierna und Brahe sich um die Krone bewerben und dadurch innere Kämpfe entstehen würden. Und da Christina anfänglich nicht abgeneigt war, dem Pfalzgrafen Karl Gustav die Hand zu reichen (sie sprach noch im J. 1648 bei dessen Abreise nach Deutschland davon), folglich dieselbe einem Unterthanen zu verweigern, so suchte der Reichskanzler, wie man behauptete, die Vornehmsten des Reiches für die Meinung zu gewinnen, daß ein ausländischer Gemahl der Königin dem heimischen Reiche schaden würde. Ja der alte Reichshistoriograph Messenius gab ihm in einer Schmähschrift Schuld, daß er dem jungen Pfalzgrafen nach dem Leben gestrebt hätte. Leidenschaftlichkeiten mögen allerdings die Anklagen übertrieben oder entstellt haben; aber unverwerflich sind die Zeugnisse Christinens selbst, die sie in reifern Jahren verschiedentlich über Oxenstiernas Bestrebungen abgelegt hat: sie bezüchtigte ihn einmal öffentlich der

Sehnsucht nach einer veränderten Regierungsform, die er in die Hände einer vornehmen Familie bringen wolle; dann machte sie ihm selbst, als sie die Regierung schon im J. 1651 niederlegen wollte, zur Bedingung ihrer längern Regentschaft, daß nie wieder von Vermählung ihrer Person, wogegen sie allmälig einen Widerwillen gefaßt hatte, die Rede sein sollte. Hieraus, wenn auch der Vater seinen Sohn zur Widerlegung der Gerüchte verheurathete, schloß man doch richtig, Oxenstjerna habe dem Adel großes Ansehen, sich selbst aber im Reich Unentbehrlichkeit verschaffen wollen, um dieses wählbar zu machen. Ungezweifelt war es sein, nicht unberechtigter Ehrgeiz, den ersten Unterthan im Reiche vorzustellen; nach der Krone zu trachten, ist ihm weder im eigenen, noch in des Sohnes Namen eingefallen, und falls er dafür ein Gelüsten empfunden haben könnte, würden die vielen Kriegsleute ihn sicherlich auf andere Gedanken gebracht haben.

Im Uebrigen erschien der Reichskanzler in Schweden mit demselben unbeschränkten Ansehen, dessen er in Deutschland genossen hatte, und wenn auch Ränke der Großen ihm entgegentraten, wie der Haß des Reichsdrostes Pehr Brahe, welchen er durch Familienverbindungen zu heben wußte, so stand doch bis zur Mündigkeit Christinens seiner Macht kein ernstliches Hinderniß im Wege; denn aus seinen Verwandten, Freunden und Günstlingen war die Mehrheit der Senatsglieder zusammengesetzt, und seine Stimme erhielt in Berathungen und Beschlüssen die Ueberlegenheit, so daß er in Verdacht gerieth, er würde das, was sich nicht immer in Gutem fügen wollte, mit Gewalt zwingen. Als daher zu Ende 1643 der Dänenkrieg ausbrach, ließ er, unter seines Schwiegersohnes Gustav Horn Leitung, ein Heer rüsten, das neben dem Torstensonschen die Dänen bekämpfen, aber auch Oxenstjernas Widerwärtige im Reiche demüthigen sollte. Allein er hatte eigentlich seit den früher erlebten Verdrießlichkeiten auf das Nachbarreich einen unauslöschlichen Haß geworfen und arbeitete mit wahrer Jünglingskraft an diesem Kriege, wie an den seit dem 18./8. Januar 1645 begonnenen Friedensverhandlungen zu Brömsebro, welche in einem ehrenvollen und vortheilhaften Frieden für Schweden endeten, aber nach der Meinung

Einiger noch glänzender geendet haben würden, wenn nicht Christina den Reichskanzler in so günstigen Umständen mit Eile gedrängt hätte, damit des alten Staatsmannes Ansehen nicht zu sehr wachse. Gelegentlich von Gustav Horns Vordringen in Schonen, Winter 1644, instruirte er dessen Secretair, den Feldmarschall zu erinnern, daß, wo es einige Bibliothecae publicae gebe, besonders wo einige Manuscripta zu kriegen, solche nicht zerstreut, sondern vollständig nach Stockholm zu schicken seien. So hatte er auch von Torstensson verlangt, daß, wofern er in etwelche papistische Orte komme, wo schöne und kostbare Bibliotheken zu finden, wie vorigen Sommer zu Reiße und Ollmütz, er die Bücher nach Schweden schicke, zur Besserung der Bibliotheken an den Hochschulen und Gymnasien.

Aus Dankbarkeit für Oxenstjernas Thätigkeit bei dem Krieg und Frieden mit Dänemark ernannte ihn Christina am 16. Oct. 1645 zum Grafen von Södermöre, welche Auszeichnung er sich schon mehre Male verbeten hatte. Der Grafenbrief ist vom 19. Nov. 1645. Die Grafschaft wurde radicirt auf den Bezirk Södermöre in Smaland mit seinen eilf Kirchspielen. Die Einkünfte schätzte man zu 15,000 Rthlr. jährlich. Den 20. Aug. n. J. hatte der Reichskanzler den Rittersitz Kongsberg im District Aker von Südermanland, mit mehren Inseln im Mälar, zusammen 37 Höfe, als Vergabung erhalten. Diese wurde den 10. Dec. mit 21½ Höfen vermehrt, und an demselben Tag dem Kanzler zugestanden, alle diese Kronlehengüter für ewige Zeiten als Freigüter ankaufen zu dürfen.

Christinens Thronbesteigung (7. Dec. 1644) gab der Allgewalt Oxenstjernas einen Stoß. Sie, im Kriege geboren und erzogen, bewies zeitig überwiegende Neigung zum Frieden; Oxenstjerna war anderer Meinung. Schon 1641 klagte sie, daß die Stimme des Friedens bei ihm kein Gehör fände, sondern daß er dem Gesandten Salvius in Deutschland Verweise gäbe, so oft er von Tractaten schreibe. Deshalb setzte er noch in demselben Jahre durch, daß sein Sohn Johann, obgleich dieser seine Unfähigkeit erkannte und seines Sträubens ungeachtet, zum Haupt der schwedischen Gesandtschaft auf dem Friedenscongreß in Deutsch-

land ernannt wurde. Er gab nachmals dem Schwächling weise Lehren in dem schweren Geschäfte. Allmälig gerieth der Sohn mit seinem Gehülfen, Adler Salvius, in Zwiespalt, welchen Christina nährte.

Den 10. April 1647 schrieb die Königin an die Gesandtschaft: „Messieurs, diese paar Worte füge ich meinem öffentlichen Schreiben einzig bei, auf daß ich euch eigenhändig entdecke, wie ich fürchte, daß dieser wünschbare Tractat, der bisher so gute Hoffnung eines günstigen Entscheids gab, durch irgend welche mir nicht völlig klare Ursachen muß gehemmt worden sein. Nun, um euch über meinen Willen völlig ins Klare zu setzen, so mögt ihr überzeugt sein, daß ich vor allen Dingen nach einem sichern und ehrenvollen Frieden trachte; und weil die satisfactio coronae schon völlig im Reinen ist und nichts mehr restirt als die Befriedigung des Soldaten und die gravamina der Stände, so ist mein Wille, daß ihr die Sachen mit guter Manier im Gang haltet, bis Erskine zu euch kommen kann und euch seine Commission kund thut, und dann das Werk zu einem erwünschten Ende bringet, die Condition der Stände, die Satisfaction der Krone und die Befriedigung des Soldaten ausführend, so gut es sich ohne Friedensbruch thun läßt, und dann ferner nicht auf die lange Bank schieben, wie bisher geschehen ist; sofern anders geschieht, mögt ihr zusehen, wie ihr es vor Gott, den Ständen des Reichs und mir zu verantworten habt; von diesem Ziele lasset euch durch keinerlei Phantasien ehrsüchtiger Menschen abwendig machen, insoweit es euch lieb ist unser höchsten Ungnade auszuweichen und ihr nicht Lust habt deshalb bleich und roth mir Rede zu stehen, dann mögt ihr gewiß sein, daß keine Autorität noch Familienschutz mich hindern soll der Welt das Mißfallen zu zeigen, das ich an unvernünftigen Proceduren habe." Noch deutlicher kund zu geben, wem eigentlich der Wischer gelte, schrieb die Königin zugleich an Oxenstjernas Collegen Salvius: „Ich werde nicht unterlassen eurer Treue und eurem Fleiße in allen Gnaden Rechnung zu halten, und mit der andern Partei werde ich mich so stellen, daß ich aller Welt zeigen will, daß auch der Reichskanzler nicht einsam die Welt mit einem Finger

zu bewegen vermag. Sapienti sat. Meinen Brief, der hier beiliegt, an euch beide, mögt ihr an Graf Johann Oxenstjerna übergeben; und obgleich ich darin euch beide hart anfahre, so ist er doch allein damit gemeint. Fügt es so, daß d'Avaux dessen Inhalt zu wissen bekommt, auf daß die Franzosen nicht eine schiefe Meinung von mir fassen, sondern sehen mögen, wessen die Schuld ist. Ihr dürft ganz versichert sein, daß ich euch schadlos halten werde; und wenn Gott euch einmal mit Frieden heimhilft, sollen eure Dienste mit senatoria dignitate vergolten werden. Des Grafen Magnus Interesse empfehle ich euch wie mein eignes. Ich bitte, laßt mich wissen, wie sich Graf Johann Oxenstjerna beim Lesen meines Briefs an euch beide geberdet."

Der stolze Johann Oxenstjerna entgegnete, daß er bereit sei, von seinem Betragen Rechenschaft abzulegen, sobald es der Königin gefalle; daß er persönlicher Ursachen und Angelegenheiten halber schon lange gewünscht habe, von der Fortsetzung der Unterhandlungen befreiet zu werden. Er wisse wohl, daß eine so geringe Person wie er entbehrlich sei, allein derjenige, welcher Ihrer Majestät einen solchen Brief zu schreiben eingegeben, solle ihm dafür einmal verantwortlich sein, falls sie im Leben sich träfen. Einige Wochen darauf konnte er der Königin berichten, daß die Schuld der Verzögerung um so weniger auf ihm laste, als die französischen Minister selbst das Friedenswerk aufschöben. Den seinem Sohn angethanen Verdruß hat ebenfalls und höchlich der Reichskanzler empfunden. Aus Stockholm, 29. Mai 1647, schrieb er an denselben: „Der Brief, der dir geschrieben worden, hat mich nicht wenig turbirt, und bin ich deshalb den 25. dieses mit Ihrer Majestät in Unterredung gekommen. Es thut mir leid, und ich glaube, wenn er nicht geschrieben wäre, daß man vielleicht damit innehielte. Man sucht ihn zu excusiren und will vorgeben, er sei nur eine Warnung. Allein die Worte sind licht und klar. Wie dem auch sei, so steht er und kocht. Was mich betrifft, so soll man, mit Gott, mich nicht ohne Resolution finden." In jener Unterredung hatte die Königin zuletzt geäußert, daß sie den fraglichen Brief nicht in böser Meinung gegen des Kanzlers

Sohn geschrieben habe, worauf eine scheinbare Versöhnung erfolgte, wiewohl Axel sich für einige Zeit vom Hofe entfernte. Aus der Einsamkeit von Tidön schrieb er an Johann, 19. Jul. und 4. Aug. 1647: „Ich bin nun mit meiner Frau seit ungefähr fünf Wochen daheim auf meinen Gütern, um meiner Privatangelegenheiten zu warten, denn ich habe mich, wie dir bekannt ist, die ganze Zeit hin allein de publicis, aber wenig um meine privata bekümmert. Uebrigens steht hier bei uns auf dem Lande Alles gut, und ein herrliches Fruchtjahr vor Augen; das segne Gott! Ueber zwei Tage reise ich nach Fiholm, das Haus und meine Rodungen zu besehen. Daselbst hab ich heuer eine Schar Dalbursche gehabt, die allbereits ein großes Stück gereutet haben, so daß ich hoffe, Fiholm mit Raum und Wiesen versehen zu haben. Das Schlimmste mit mir ist, daß ich nicht gehen kann es zu besehen, und vor vierzehn Tagen hatte ich das Unglück, mit meinem Pferd in einem Sumpf zu stürzen, wo ich das Bein an einem Geheg quetschte, was mich so übel mitnahm, daß ich seither auf kein Pferd kommen konnte."

Aber das Friedensgeschäft verlor er darum nicht aus den Augen. D. d. Tidön, 4. Aug. 1647, schreibt er an seinen Sohn: „Ich ersehe aus deinem jüngst angelangten Schreiben, daß Trautmannsdorf, von dem spanischen Ambassador instigirt, abgereiset ist, und daß der Tractat verzögert wird, daß du und dein Collega sich fortwährend in Münster aufhalten, und daß die Franzosen, welche früher dich wegen Verschub blamirt haben, nun selbst den Fortgang hindern. Hierin geht nichts vor, worüber ich sagen wollte: non putaram. Und stelle ich deshalb Alles Gott anheim, wie es Ihm gefällig ist zu disponiren. Allein es verdrießt mich, daß wir selbst so kindisch judiciren, und noch mehr, daß wir so procediren. Ich bin von ehemals nicht so gewöhnt, sondern pflege, wie du weißt, contra quoscunque casus resolvirt zu sein. Sed haec dies aliam vitam, alios mores postulat. Doch, mein Sohn, hoffe ich, daß Gott und die Zeit wohl offenbaren wird, wer es recht und wohl meint. Movire dich nicht sehr. Geh deinen Weg, wie es sich ziemt, und suche den Dienst und die Reputation unserer Königin und des Reichs

zu befördern; und wofern etwas hinten bleiben sollte, so sieh darauf, daß du keinen großen Theil daran habest. Den Rest befehle Gott an! Deine Particular-Difficultät sehe ich wohl, und welche Ungelegenheit dir aus dieser Verzögerung erwächst, allein achte es als ein malum necessarium und trag es mit Geduld." Weiter, Stockholm, 12. Dec. 1647, äußert der Kanzler: „Du wirst aus dem eigenen Schreiben Ihrer Maj. ihre Intention vernehmen, daß du daselbst verbleibest und die Commission mit Salvius verrichtest so fürder wie bisher. Lieber Sohn, hast du so lange Zeit dich geplagt und so viel Aerger getrunken, so harre noch aus und laß dich nicht von der Impatienz verleiten." Dagegen spricht der Vater bedeutende Impatienz aus in dem Schreiben d. d. Stockholm, 4. März 1648: „Dein College genießt seines gewohnten Vertrauens, doch ist man hier nicht wie früher des Friedens sicher, obgleich dein College in seinen Privatbriefen wenig Anderes zu schreiben weiß, und discurirt mit einem Haufen ratiunculis, als lese er Terentium oder Plautum für Schulknaben, seine große Wissenschaft zu zeigen. Allein, mein Sohn, laß das auf sich beruhen; was real ist, dabei bleibe, und wende, so viel du kannst, alle offenbare Jalousie ab." Den 5. Febr. 1648 hatte er an den nämlichen geschrieben: „Deine Mutter hat in etwas das Bett hüten müssen, aber auch mir spielt das Alter theilweise mit."

Die Klagen des Sohnes hatten auf den Vater so nachdrücklich gewirkt, daß er sich bei der Königin bitter beschwerte und seinen Abschied mit der Erlaubniß verlangte, sein Leben im Ausland zu beschließen. Die Königin, allerdings gegen den alten Reichskanzler kalt, je mehr ihr Liebling, der junge Graf Magnus de la Gardie Einfluß gewann, fand in ihrer Launenhaftigkeit den geforderten Abschied willkommen; allein die Reichsräthe, darin eine Schmach für die Regierung sehend, riethen, den verdienstvollen, erfahrenen Staatsmann zufrieden zu stellen. Orenstierna behielt sein Amt in der ganzen Ausdehnung, in welcher er es bisher bekleidet hatte, namentlich vom Ende des J. 1653 an, und zwar unter Beistand seines Sohnes Erich; aber der frühere

unbeschränkte Einfluß, der wohl auch Eifersucht in Christinen, wie in den Höflingen derselben neidische Ränke erweckt haben mochte, war untergraben. Seine Unentbehrlichkeit in Staatssachen, die Verehrung durch die fremden Botschafter ihm erzeigt, Christinens vielleicht erzwungene Hochachtung gegen ihn, sowie die schonenden Rücksichten für sein zunehmendes Alter waren zwar natürliche Folgen seiner Verdienste und seines Familieneinflusses; allein es blieb doch, da Christina ihm nicht in allen Stücken, vielleicht in der Furcht, durch ihn verdunkelt zu werden, folgte, ein heimlicher Gram in seiner Seele zurück. Hierzu kam seine Unzufriedenheit über die Menge an Christinens Hof herbeigezogener Fremdlinge, über deren Ausschweifungen, sowie über den westphälischen Frieden, den er wie die Generale ein übereiltes Werk nannte. Ja man glaubte auch für so außerordentliche Anstrengungen einen bedeutendern Erfolg errungen zu sehen, wenn Oxenstjerna, ungeachtet der Schwächen seines Sohnes, seinen frühern Einfluß behauptet hätte. Daher griff ein von ihm begünstigter Prediger zu Stockholm, nach Chanuts Zeugniß, diesen Frieden einst in voller Kirche schmähend an, während Christine und ihr Hof von Freude über denselben erfüllt waren. Doch setzte nun der Reichskanzler, aller Verbindung mit Frankreich abhold, den unmittelbaren Handelsverkehr mit Spanien unter Bekämpfung nicht geringer Schwierigkeiten durch, nachdem er schon im Jahr 1640 einen Handelsvertrag mit Portugal und ein Bündniß mit Holland zu gemeinschaftlicher Vertheidigung abgeschlossen hatte. Handelsgesellschaften in Schweden beförderte er (auch der Heilbronner Bund im J. 1633 war von ihm in den schwedisch-indischen Handelsverein, doch ohne Erfolg, gezogen worden), wie Gustav Adolf, vorsichtig, um nicht in der Kaufleute Fesseln verstrickt zu werden. Aber diese Thätigkeit sowohl als seine Maßregeln zur Hebung aller nutzlosen und hemmenden Handelsverbote, wie beim Getreidehandel und Bergwerkswesen, waren nicht immer segensreich, weil sie von aristokratischen Mißgriffen nicht frei. Doch soll er der Erste gewesen sein, der die Gewerbefreiheit in Schweden eingeführt hat. Man rühmt ferner von ihm scharfe Beaufsichtigung der Beamten und strenge Anforde-

rung an vollkommene Erfüllung des Berufs, welcher aber durch sein barsches Wesen den Beamten nicht selten lästig werden mochte. Hieraus ergibt sich der Zweifel an der ihm gemachten Beschuldigung, daß er die Verantwortlichkeit der obern Staatsbeamten abgeschafft habe, wenn zumal bedacht wird, daß nur einigermaßen wichtige Dinge nach seiner Meinung gelenkt werden mußten, obgleich er das Beamten- und Statthalterwesen, die Bureaukratie, zur Erleichterung des Dienstes vervielfacht haben soll.

In Religionssachen wirkte Oxenstjerna ganz nach den Begriffen seiner Zeit: zeigte er sich auch für das Schicksal der Reformirten in den Unterhandlungen zum westphälischen Frieden theilnehmend, so bewies er doch kalte Gleichgültigkeit gegen des berühmten Schotten John Dury (Durams) Versuche (1636—1638) für eine Vereinigung beider evangelischen Kirchen, und bis zur Verfolgung an dem schwedischen Bischof Matthiä für ähnliche geläuterte Entwürfe hat er es getrieben. Aber wissenschaftlichen Verkehr unterhielt er stets mit in- und ausländischen Gelehrten, und seine Urtheile über die Wissenschaften wurden in Schweden als Orakel angenommen. In seinem Sinn beförderte er Aufklärung und Bildung. Fünf Gymnasien errichtete er zum Theil aus eigenen Mitteln, und die von Gustav Adolf ihm geschenkte Kurmainzer Bibliothek bestimmte er für die Anstalt zu Westerås; sie ging aber, nach Loccenius, auf der See zu Grunde. Nach Johann Skyttes Tode wurde er im J. 1645 Kanzler der Akademie zu Upsala und sah er bei Prüfung der Studenten und bei Vorlesungen, denen er, so oft es die Zeit gestattete, beiwohnte, hauptsächlich auf Bildung tüchtiger Staatsbeamten. So rühmlich nun auch seine Uneigennützigkeit, indem er dem Staate 30,000 Rthlr. Banko ohne Zinsen lieh, mußte er doch noch im J. 1641 zur Deckung der Kriegskosten für mehr als eine Million Krongüter theils verkaufen, theils verpfänden, welche dem im auswärtigen Krieg reich gewordenen Adel zum Vortheil gereichten.

Man hat in der neuern Zeit den Aristokraten Oxenstjerna in Schutz genommen und gegen historische Zeugnisse irrig behauptet, der Adel Schwedens habe ausschließlich alle Bildung, Gelehrsamkeit, Aufklärung und ritterliche Tugenden in sich vereinigt;

allein wenn der Kanzler auch Genie und Verdienst vermöge seines Wahlspruches, nach welchem Verdienst und Ruhm über die Geburt zu setzen, ermunterte und unterstützte, und wenn er auch die ihm von Christinen noch vor deren Abdankung angebotene fürstliche Würde als eine drückende und nutzlose Auszeichnung für das Reich abgelehnt hat, so hinderte er doch nicht, daß auf der Akademie zu Abo ungescheut gelehrt wurde, die Kinder des Adels empfingen schon durch die vornehme Geburt einen edlern Charakter. Außerdem ließ er während seiner Herrschaft 40 Personen adeln; die Arbeiter in seiner Kanzlei mußten meist von Adel sein, und die es nicht waren, wurden geadelt. Auch Christinen hatte er seine ausschweifenden Begriffe über diesen Stand eingeimpft, so daß diese es nicht für unpassend fand, ihren Leibschneider in den Adelstand zu erheben. Daher konnte er, wie ihm zur Last gelegt wird, die Abgabenfreiheit des Adels, mit Ausnahme der Dienst- und Hülfsleistungen für den Staat, vertheidigen, und auf dem Reichstage von 1644 beleidigte er durch harte, ungeläuterte und verhöhnende Gesinnungen den gesamten Bauernstand. Sechs Jahre nachher bedrohte er sogar die erneuerten Fürbitten der nichtadelichen Reichsstände mit Bestrafung, und die launenhafte Christine half den Gegenständen der Klagen nicht ab. Allerdings hatte sich der höhere Adel theils durch solche Stütze, theils durch seine Verwandtschaft mit dem königlichen Hause, wie durch das von Oxenstjerna verfaßte Reichsgrundgesetz zu so mächtigem Selbstgefühl erhoben, daß ihn erst der kraftvolle Karl X Gustav demüthigen konnte. Als entschiedener Vorfechter der Adelsprivilegien gerieth der Kanzler über der dadurch veranlaßten Gährung in persönliche Gefahr. Er blieb unerschrocken, Tage lang, so oft die Thüre sich öffnete, den gegen ihn ausgesendeten Mörder erwartend.

Dies Alles, die Bedrückung der unadelichen Stände und der Schwarm schwelgender Fremdlinge am Hofe steigerten des Volkes Erbitterung in dem Maße, daß Christinens Thronentsagung willkommen aufgenommen wurde, während Oxenstjerna sie lebenslänglich auf dem Throne zu fesseln und den ihm verhaßten jungen Pfalzgrafen von der Thronfolge abzuhalten äußerst bemüht war.

Doch mußte der alte Staatsmann noch kurz vor Christinens Abdankung, als ihn der Adel zu ihr abgesandt hatte, um gewisse Bestimmungen über die Lehnbarkeit einer Anzahl Güter in Pommern und Schweden auszumitteln, eine empfindliche Kränkung erdulden und anhören, daß die Königin in der Hitze über seine Festigkeit ihn einen alten Narren schalt und ihn schweigen hieß. Da erwiderte der Graf: „Ich erkenne meine Unfähigkeit für den Dienst der Krone," und entfernte sich. Am 10. März 1649 erklärten die Stände und der Reichsrath den Pfalzgrafen Karl Gustav zum Thronfolger, im Falle die Königin ohne Erben sterbe. Erst am folgenden Tage ließ Axel, der sich jeder Theilnahme bei den Berathungen enthalten hatte, widerstrebend bewegen, daß er den Beschluß unterschreibe, und äußerte er gegen den bei dieser Gelegenheit an ihn abgesendeten Hofkanzler Turgel: „Ich bekenne ernstlich, daß, wenn mein Grab mir zu dieser Stunde offen und es in meiner Willkür stände, mich ins Grab zu legen oder das Instrument über die Thronfolge zu unterzeichnen, so hole mich der Teufel, wenn ich nicht lieber mich ins Grab legte als es unterschriebe." Er unterschrieb endlich mit zitternder Hand. Auch als Karl X Gustav den Thron bestieg, konnte er nicht überredet werden, der Feierlichkeit beizuwohnen. Am 25. Oct. 1651 kündigte die Königin dem Reichstag die Absicht an, die Krone niederzulegen. Sie blieb unerschütterlich bei den Vorstellungen des Raths, gab jedoch nach, als der Reichskanzler an der Spitze eines ständischen Ausschusses sie beschwor, von ihrem Vorhaben abzustehen. Als aber die Königin am 11. Febr. 1654 ihren letzten unwiderruflichen Entschluß abzudanken kund gab, da sprach, nach längerm Abrathen, der Reichskanzler: „Muß es sein, dann je eher je lieber." Die Gnade der Königin hatte sich ihm in etwas wieder zugewendet. Sie und ihr Nachfolger (16./6. Jun. 1654) beförderten seinen Sohn Johann zum Obermarschall und den dem Vater an Wesen und Charakter gleichenden Erich zum Nachfolger in der Reichskanzlerwürde. Er aber bekleidete, trotz der Gebrechlichkeit des Alters, sein Amt auch unter Karl Gustav mit solchem Einfluß, daß er, obwohl dieser seine, mit Hülfe Brahes entworfene Capitulation zur Sicherstellung der Rechte des Königs, des Reichsrathes und der

Reichsstände bei der Krönung abgelehnt hatte, siegend gegen den königlichen Schwager, Magnus de la Gardie, wirken konnte.

Oxenstjerna erkrankte tödtlich in seinem Berufe, in der Versammlung der Reichsräthe. Der junge König, welcher Verdienste zu schätzen und seine Leidenschaften gegen den alten Staatsmann, der sein Glück hatte verhindern wollen, ebenso zu beherrschen, als die äußern Eingebungen des Hasses und der Verfolgung weise abzulehnen verstand, besuchte den Kranken und erhielt von ihm das kostbare Andenken, das ihm Ludwig XIII im J. 1635 zu Compiègne gegeben hatte, einen Diamantring. Seine letzten Worte galten aber der Königin Christine und der Reue, die sie in der Fremde über ihre Thronentsagung empfinden würde. „Sie ist doch des großen Gustav Tochter," sprachs und verschied. Karl X Gustav hingegen äußerte vor der irdischen Hülle, welche Oxenstjernas gewaltiger Geist am 28. Aug. 1654 verließ, in tiefes Anschauen versunken, die merkwürdigen Worte: „Glücklich, wer so gelebt hat! Glücklich, wer so stirbt!" Der Leichnam wurde zuerst in die Jacobskirche, dann (18. März 1655) in die Hauptkirche zu Stockholm unter großem Gepränge und endlich in die Familiengruft zu Fiholm gebracht.

Uebersehen darf nicht werden, daß diesem rastlosen Staatsmann auch die Abfassung des im J. 1653 zu Stockholm erschienenen und vom Baron von Chemnitz als sein Eigenthum angesprochenen zweiten Theiles vom königlich-schwedischen in Deutschland geführten Kriege zugeschrieben wird. Ferner soll er wesentlichen Antheil an der zu ihrer Zeit Aufsehen erregenden Schrift: De ratione status Imperii Romano-Germanici, welche derselbe Chemnitz unter dem Namen Hippolitus a Lapide 1640 herausgab, und die gleichsam das Todesurtheil des deutschen Volks, gehabt haben. Endlich mißt man ihm auch die Flugschrift De arcanis Austriacae Domus bei. Sein Leben selbst ist erst im J. 1831 von dem schwedischen Handelsconsul zu Stralsund J. F. von Lundblad in schwedischer Sprache bearbeitet und von F. von Schubert ins Deutsche übertragen worden.

Von Axels drei Söhnen starb Gustav unvermählt. Johann, geb. 1611, wurde von dem Vater ausersehen, um als erster

Gesandter Schweden auf dem Friedenscongreß zu Osnabrück zu vertreten. Ihm, der einige Besorgniß äußerte, daß er als ein Neuling mit so vielen erprobten Staatsmännern zu ringen haben werde, schrieb Axel jene beruhigenden Worte: Nescis, mi fili, quantilla prudentia homines regantur. Ein des Vaters doch nicht allerdings unwürdiger Sohn, starb er als Reichsrath und Reichsmarschall 1657 zu Wismar; er hatte sich in erster Ehe, 1636, mit Anna Margaretha Sture, gest. 1647, und 1648 mit Margaretha Brahe verheurathet. Sein Bruder, Erik Axelson Graf von Södermöre, Freiherr auf Kimito und Nynäs, geb. im J. 1624, wurde der Königin Christina Oberkammerherr, 1646 Gouverneur von Esthland, 1651 Reichsrath, 1652 Präsident des Commerzcollegiums, daher er in dem im J. 1654 mit England abgeschlossenen Schifffahrts- und Handelstractat zugleich mit seinem Vater stipulirte. In demselben Jahre noch erhielt er das Amt eines Reichsvicekanzlers, nach dessen Tode wurde er Reichskanzler und im folgenden Jahre Statthalter in dem von den Schweden besetzten polnischen Preussen. Er starb an einem hitzigen Fieber den 15. Oct. 1656, aus seiner Ehe mit Elisabeth Brahe drei Söhne und drei Töchter hinterlassend. Ein Sohn, Axel, starb als Rittmeister unvermählt im J. 1676. Mit dem andern, mit dem Grafen Karl Gustav, der sich im J. 1684 mit der Gräfin Hedwig de la Gardie verheurathete, ist die Linie in Södermöre ausgestorben. Ihr Besitzthum war schon früher durch die Reduction verloren gegangen.

Des Reichskanzlers Bruder, Gabriel Gustavson Oxenstjerna, Freiherr auf Kimito (in dem eigentlichen Finnland) und Nynäs, Herr auf Tyresiö und Forssa, wurde im J. 1612 des Herzogs Johann von Ostergothland Rath, 1617 Reichsrath, Schloßhauptmann zu Stockholm und Landshöfding von Upland, ging 1621 und 1625 als Gesandter nach Dänemark und Holland und erhielt 1633 die Reichsdrostenwürde, während er zugleich die Aemter eines Präsidenten des Oberjustizrathes und eines Landrichters in Westergothland bekleidete. Als Reichsdrost führte er mit seinen vier Collegen, den hohen Würdenträgern, nämlich dem Marschall, Admiral, Kanzler und Schatzmeister, die Vormundschaft über die Königin Christina; er selbst ging auch mit Malte Soop nach

Deutschland, um die Leiche des Königs Gustav Adolf zu empfangen. Er starb im J. 1640, wurde aber im Grabe noch, 1651, samt seinen Söhnen, mit dem gräflichen Titel beehrt. Diese Söhne, Gustav, Ture, Johann und Gabriel, waren sämtlich aus Gabriels erster Ehe mit Margaretha Bjelke von Nynäs und Akerö. Der älteste, Gustav Gabrielson, Freiherr auf Kimito, Herr auf Tyresiö, wurde am 1. Nov. 1639 Landeshauptmann über Westmanland, am 28. Mai 1642 Gouverneur von Esthland und Reval, am 25. Januar 1645 Reichs- und Kanzleirath. Am 10. Nov. 1651 wurde er nebst seinen Brüdern und seinem verstorbenen Vater in den Grafenstand erhoben und seine Grafschaft auf Kronoberg radicirt. Seine Gemahlin, Maria Sophia de la Gardie hatte ihm nur Töchter geboren. Ture Gabrielson, geb. im J. 1614, war Landshöfding von Upland und hinterließ aus zwei Ehen die Söhne Ture, geblieben 1676 vor Wolgast, Gabriel, Gustav und Johann. Johann nahm die katholische Religion an und erhielt eine Abtei in Polen. Gabriel Tureson, geb. zu Stockholm im J. 1641 (nicht zu verwechseln mit seinem Vetter Gabriel Gabrielson), bereisete nach zurückgelegten Studien einen großen Theil von Europa, that einige Feldzüge und wurde auch zu verschiedenen diplomatischen Sendungen gebraucht. Seine Ernennung zum Generalgouverneur des Fürstenthums Zweibrücken, 1699, war jedoch eigentlich als eine Ungnade zu betrachten. Gleichwohl regierte er diese entlegene Provinz mit großem Ansehen; Einheimische und Nachbarn fühlten sich gleich sehr durch seine großartige Repräsentation angezogen und geblendet. Diese Repräsentation verzehrte jedoch sein Vermögen, eine unglückliche Ehe verbitterte ihm alle Lebensfreuden, und Neider, die er in Stockholm zurückgelassen hatte, benutzten jede Gelegenheit, ihm weh zu thun. Seine Gesundheit erlag dem vielfältigen Verdruß, er starb im Mai 1707, und wurde die Leiche nach Schweden gebracht und feierlich durch den Bischof Billberg beerdigt, daß er demnach wenigstens äußerlich in der Gemeinschaft der schwedischen Kirche verharrt haben muß. Auch in verschiedenen Stellen seiner Pensées spricht er als ein Lutheraner; dagegen handelt er anderwärts in sehr bestimmten Ausdrücken von Ver-

bannung und Güterverlust, die er um der katholischen Religion willen getragen, und in seiner Grabschrift, die er sich selbst gesetzt hat, ist die Anspielung auf eine Religionsveränderung nicht zu verkennen. Hier deren Worte:

Patria, domo et mando,
Verae religionis, pravae uxoris et podagrae causa
Carui.
Peccator eram, cinis sum,
Amplius nihil.
Apage viator, brevi talis eris.

Des Grafen ursprünglich französisch geschriebene, vielfältig aufgelegte Pensées sur divers sujets, avec des réflexions morales, befinden sich in Jedermanns Händen. Der zu solchem Geschäft freilich keineswegs geeignete Herausgeber, Bruzen de la Martinière, hat sie von Gemeinplätzen und Stylsünden nicht zu reinigen gewußt; dadurch wird mancher tiefe Gedanke, manches glänzende Wort verunstaltet. Des Grafen Gemahlin, Christine, war die Tochter des Grafen Erich Oxenstierna in Södermöre. Sein Sohn, Axel Gabrielson, Graf zu Kronoberg, Generalmajor und Commandeur des Schwertordens, starb auf seinem Gute Tidön unvermählt, 24. Aug. 1755.

Des Hauses Korsholm Stammvater, Bengt, der vierte Sohn von Gabriel Christerson und Beata Bjelke, Freiherr zu Mörby, Ekebyholm und Lindholm, des Herzogs Karl von Südermanland Rath und Marschall, befand sich in dessen Gefolge, als derselbe im J. 1579 zu Heidelberg sein Beilager feierte, und starb als Statthalter von Südermanland und Wermeland den 12. April 1591, nachdem er in erster Ehe mit Sigrid Ros, des Grafen Gustav Johanson Tochter, die den 25. Juni 1586 starb, in anderer Ehe mit Brigitte Bosse, Knuts Tochter, verheurathet gewesen. Der Sohn der zweiten Ehe, Bengt Bengtson, Freiherr auf Ekebyholm und Söderbo, Herr auf Rappin in dem heutigen Werroschen Kreise von Liefland, geb. 19. Oct. 1591, wurde, als er von seinen weitläuftigen Reisen zurückkehrte, im Jahr 1620 König Gustav Adolfs Kammerherr, 1626 Gouverneur in Elbing, 1627 Oberstallmeister, den 16. Sept. 1634 Reichsstallmeister und Generalgouverneur von Liefland und Ingermanland, 1641

Reichsrath. Er starb zu Riga 9. Jun. 1643. Der Sohn der ersten Ehe, Gabriel Bengtson, Freiherr auf Lindholm und Mörby, geb. 1584, kam im J. 1612 als Gouverneur nach Reval, wurde 1617 Reichsrath, 1645 Generalgouverneur von Liefland, nachher Lagman über Wermeland und Dal, 1651 Reichsschatzmeister und den 31. Jan. 1652 Reichsadmiral. Den 26. März 1651 hatte er ein Patent als Graf von Korsholm und Wasa erhalten, und zwar wurden ihm als Grafschaft die Stadt Wasa mit der Burg Korsholm, dann Mustasari, Groß- und Kleinkyro in Osterbothnien verliehen. Seine Introduction auf der Grafenbank unter Nr. 8 erfolgte im J. 1652. Er starb 1656. In seiner Ehe mit Anna Baner, verm. 17. Nov. 1610, hatte er drei Söhne, Gabriel, Bengt und Gustav, und fünf Töchter. Gabriel Bengtson, der älteste der Söhne, wurde im J. 1653 Reichsrath, 16[illegible] Reichsmarschall und starb 1671. Seine Gemahlin, Marca (nicht Maria; geb. zu Venedig 1626, hatte sie die Republik des h. Marcus zum Taufpathen gehabt) Christiana Gräfin von Löwenstein-Wertheim, eine Stieftochter (nicht Wittwe, wie es gewöhnlich heißt) des berühmten Feldherrn Baner, hatte ihm die Söhne Gustav und Gabriel geboren. Gustavs einziger Sohn, Gabriel, blieb im Jahre 1709 bei Pultawa als Hauptmann. Gustavs Bruder, Gabriel, hatte einen Sohn, Georg, geb. im J. 1699, der im Oct. 1756 Generalmajorsrang erhielt.

Des ersten Grafen von Korsholm anderer Sohn, Gustav Gabrielson Graf von Korsholm und Wasa, starb im J. 1694 als königl. Geheimrath, der dritte Sohn, Bengt Gabrielson Graf von Korsholm und Wasa, Freiherr von Mörby und Rosersberg, geb. 1623, studirte zu Upsala, bereisete den Continent und wohnte den Friedensunterhandlungen zu Osnabrück bei. Karl Gustav ernannte ihn zum Generalgouverneur von Warschau und Oberpolen und umgab ihn mit königlichem Gepränge: dadurch sollte der Statthalter der Polen Augen blenden. Bengt mußte nachmals auch die Friedenspräliminarien entwerfen, entwickelte hierbei eben so viele Gewandtheit, als positive Kenntniß und erhielt zum Lohn die Direction in der Kanzlei der auswärtigen Angelegenheiten und großen Einfluß auf die gesamte Reichsver-

waltung. Er wurde der entschiedene Gegner von des Grafen Magnus de la Gardie ehrgeizigem System, auch von Karl XI, sobald dieser die Regierung antrat, zum Reichsrath bestellt 1673, konnte aber doch den Krieg von 1674 nicht verhindern. Das Unglück der schwedischen Waffen brachte seine Weissagungen zu Ehren, und Karl XI hielt den für den geeignetesten Friedensboten, der überhaupt keinen Krieg gewollt hatte. Bengt erschien demnach als bevollmächtigter Minister auf dem Friedenscongreß zu Nimmegen, 1677—1679, und seine Bemühungen und Erfolge in dem Friedensgeschäfte wurden mit der Präsidentschaft des hohen Tribunals zu Wismar und der Oberlandrichterstelle von Ingermanland belohnt. Im J. 1681 wurde er Premierminister und Präsident des Kanzleirathes und der gänzliche Umschwung in Schwedens äußerer Politik, der Verzicht auf das Bündniß mit Ludwig XIV, das für Schweden ebenso nachtheilig als lästig für das gegen den rastlosen Ehrgeiz des Königs von Frankreich bewaffnete Europa, sind vornehmlich als Bengts Werke zu preisen. Er wollte, daß Schweden sich einzig im Norden vergrößere und zumal verstärke, sich alles Antheils an fremden, fernen Händeln entschlage und durch eine unabhängige, ehrenvolle Politik den innern Wohlstand begründe. Seine Ansichten fanden bei Karl XI die geziemende Anerkennung und Fügsamkeit, wie das insbesondere ein Brief des Monarchen an den Minister, gleich ehrenvoll für beide, beurkundet. Der stolze und harte Karl findet es nicht unter seiner Würde, die Dienste, so er von Oxenstjerna empfangen, zu beloben und ihm dafür offen und männlich zu danken. Das friedliche, so lange von Bengt verfolgte System wurde durch seines Königs Tod zerstört und der Nachfolger ganz eigentlich zum Krieg gezwungen.

Nach Karls XII ersten, staunenswürdigen Erfolgen, nachdem Dänemark gedemüthigt, der Zar in seine Wildnisse zurückgetrieben, Polen erobert war, schrieb der greise Oxenstjerna für den jungen Helden jenes berühmte Mémoire, das als ein Meisterwerk politischer Weisheit, als ein Denkmal wahrhaftiger und furchtloser Vaterlandsliebe in mehren historischen Sammlungen Platz gefunden hat. Reich durch seine Erfahrungen, auf das Genaueste

die Interessen des Vaterlandes beurtheilend, wagte er es, den König auf die Vortheile seiner Lage aufmerksam zu machen und auf die Umstände, welche ihn einladen sollten, in so günstigen Verhältnissen Frieden zu schließen. Er zeichnet die Stellung, welche ein solcher Frieden dem König, nicht nur im Norden, sondern in Europa überhaupt, anweisen mußte, ahnet aber auch die Folgen, welche die Verlängerung des Krieges hervorrufen könnte. Karl hörte nicht auf den guten Rath, und Oxenstierna starb, nachdem er kaum sein Mémoire abgesendet hatte, 22. Jul. 1702. Gleich dem großen Axel Oxenstierna, dem er überhaupt in vielen Dingen ähnlich, war Bengt ein warmer Beschützer der Wissenschaften, und insbesondere hat die Universität Upsala, der er seit dem J. 1681 als Kanzler vorstand, viele Denkmäler seiner Freigebigkeit aufzuweisen. Er war in erster Ehe mit Eva Wachtmeister, in anderer Ehe mit Magdalena Steenbock verheurathet; von sieben Söhnen überlebten ihn nur drei. Der älteste, Gabriel, blieb als holländischer General in der Schlacht bei Malplaquet den 11. Sept. 1709; ein anderer, Gustav Bengtson, starb 1694 als königlicher Rath und Reichs-Feldzeugmeister; dessen Sohn, Gustav Gustavson, wird 1710 als Oberst genannt. Graf Johann Oxenstierna stirbt im März 1733. Graf Karl wird im Sept. 1750 Hauptmann bei der Artillerie, Graf Johann Gabrielson im Jahre 1766 Hofjunker an dem neu gebildeten Hofe des Kronprinzen. Der Kammerherr Freiherr Karl Oxenstierna wird den 25. Nov. 1773 Comthur des Wasaordens; das ganze Geschlecht war demnach nicht in den Grafenstand erhoben. Im J. 1809 werden genannt: Axel Freiherr von Oxenstierna, Oberhofjägermeister und Reichsherr, Jacob Gustav Graf Oxenstierna, Caroline Gräfin Oxenstierna geb. Wadenstierna, Johann Gabriel Graf Oxenstierna, Reichsmarschall, des Seraphinenordens Kanzler seit 1790. — Das eigentliche Geschlechtswappen zeigt eine im Visir liegende rothe Ochsenstirn, mit dergleichen Ohren und Hörnern, im goldenen Felde, auf dem goldenen gekrönten Helm erhebt sich wiederholt die Stirn; die Helmdecke ist roth und golden.

Nach des Abts Leonhard von Eberbach Tod traten die in verschiedenen Ordenshäusern zerstreut gewesenen Conventualen, Behufs

der Wahl eines Nachfolgers in Cöln zusammen, und sie entschieden sich für 46) Nicolaus V Weinbach aus Oberlahnstein, 18. April 1633, der auch sofort von dem noch in Cöln weilenden Erzbischof Anselm Kasimir confirmirt wurde. Nicolaus Weinbach resignirte 13. Mai 1642 und starb 31. März 1658. »Vir sane magne expectationis, mihique inprimis multis nominibus excolendus,« schreibt Jongelin. 47) Johann VII Rumpel aus Ballenberg, erw. 15. Mai, confirmirt 14. Juli 1642, starb zu Gottesthal, 3. Febr. 1648. 48) Johann VIII Hofmann aus Miltenberg, erw. 15. März 1648, resignirte vor erlangter Confirmation 23. Aug. 1648, und starb 3. Januar 1658. 49) Christoph Hahn, Abt zu Schönthal, wurde am 6. Sept. 1648 von Erzbischof Johann Philipp, jure devolutionis ernannt, resignirte am 27. März 1651. 50) Balthasar Bund aus Aschaffenburg, erwählt 28. März, bestätigt 7. April 1651, starb 14. Febr. 1653. 51) Vincentius Reichmann aus Eltvil, erw. 21. April, confirmirt 6. Aug. 1653, starb auf dem Draiserhof, 2. März 1665. 52) Eugen Greber aus Mainz, erw. 27. April, confirmirt 12. Mai 1665, starb an der Pest, 15. Aug. 1666. Unter ihm waren der Priester 22, der Novizen 2, der Laienbrüder 7. 53) Alberich Kraus aus Boxberg, erw. 8. März, confirmirt 23. Mai 1667, starb 11. Mai 1702. Er hat demnach den gewaltigen Sturmwind vom 25. Sept. 1679 erlebt, der fast alle Klostergebäude dachlos machte und sie auch sonst hart beschädigte, daß kaum das ganze Jahr 1680 hinreichte, um nur das Nothdürftigste an Dächern und Thürmen wieder herzustellen. Dem gesellten sich plötzliche Ueberschwemmungen von der Eberbach und ihren Zuflüssen ausgehend, wie denn überhaupt ein schwer zu bewältigender Ueberfluß an Wasser den Fußboden von Kirche und Kloster stellenweise feucht legte und den Fundamenten bedrohlich wurde.

Angesichts dieser Gefahr fand der 54te Abt, Michael Schnock aus Kiederich, erw. 29. Mai, confirmirt 8. Juli 1702, eine Totalreparatur der Kirche dringend nöthig. Es wurde demnach der Gottesdienst und alles auf die Clausur Bezügliche zeitweise eingestellt; die Conventualen, bis auf die wenigen Aufseher für die Bauarbeiten, vertheilten sich in benachbarte Abteien, und die um-

fassenden Arbeiten nahmen im Sommer 1705 ihren Anfang. Im J. 1707 konnte bereits die großartige Orgel aufgestellt werden, wie es heißt, eines italienischen Meisters Meisterwerk. Auf einer Bühne, deren Balkenlöcher annoch in der Mauer sichtbar, füllte sie im Westende die ganze Breite des Mittelschiffes. Bei der Uebertragung derselben in die Pfarrkirche zu Wiesbaden, 1806, mußten wegen Mangel an Raum mehre Theile zurückbleiben, und hat der Brand dieser Kirche, 27. Juli 1850, das herrliche Werk vollends vernichtet. Augenzeuge der Bauthätigkeit zu Eberbach soll am 9. Sept. 1705 ein Rheinreisender, angeblich der kurpfälzische Gesandte, Arnold * * *, geworden sein. Damit seine vel quasi Relation, zuerst in der neuen Preussischen Zeitung gegeben und mehrmals, namentlich in den Rheinischen Blättern, Mainz 1859, abgedruckt, unter dem Titel: Eine Rheinreise. Von Cöllen a. R. nacher Maynz A. D. 1705. Aus den Reise-Annotationibus des Herrn Arnold, nicht weiter das Publicum äffe, will ich doch mit dieser Mystification mich beschäftigen. Wichtige Ursachen müssen den Herausgeber, oder den Abschreiber, wie er sehr glücklich sich bezeichnet, bestimmt haben, uns den Familiennamen dieses Reisenden, der als ein Dienstmann der Kurfürstin Sophie von Hannover, „meiner gnedigen Frauen würcklicher Geheimter Schreiber oder Secretarius und gelegentlicher vertrauter Ausreutter," aufgeführt wird, zu verschweigen. Höchlich ist eine solche vorsichtige Zurückhaltung zu beklagen, indem die Mittheilung des Namens vielleicht doch einen oder den andern Zweifel um den Ursprung sothanen Reiseberichtes gelöset haben möchte. Ist es doch schon etwas bedenklich, daß Hr. Arnold in demselben Jahr mit Blainville, dem englischen Legationssecretair, den Rhein bereisete.

Ungleich bedenklicher scheint jedoch die Art und Weise, in welcher an gar vielen Stellen Hr. Arnold von seiner „durchläuchtigen gneddigen Frauen, voll sanfter Duldung vor der Menschen Schwächen, ist sie niemalen von irgend einer solchen erfasset worden; von der bräutlichen Zuneigung der werten Jungfer Elisabeth, meine rosinblumige Jungfer Elisabeth von achtzehn Frühlingen," spricht. Dergleichen pittoreske Wendungen

sollte man kaum einem Dichter, geschweige einem Ausreuter de anno 1705 zutrauen. Der verwandten Phrasen finden sich aber noch gar viele, wie z. B. die Westhunnen, i. e. die Franzosen, die grande nation, item „auf sanfter Anhöhe das Städtchen Lintz, das Herz so frischen Lebens voll in der Brust mir schlägt, des königlichen Rheinstroms glanzvolles Angesicht, von Andernach nach Coblenz stehet mit großen güldenen Buchstaben auf der Marmeltaffel in meinem Hertzen eingemeisselt, aber schwartz läßt sie nicht, sondern rosinroth; die steilen Felßwipffel, Weinlaub-umwunden und Waldtgekrönet, Leudesdorff wie im süsen Lächeln; die Sayn, mich gemahnend wie ein bescheiden Mägdlein, so voll schüchterner Anmuth in einer prächtigen Fürstin Gemach tritt; vor Schönheit wurden meine Augen feucht, vor Schönheit falteten sich meine Hände; es schwimmt sich so schön auf den mondenerglänzenden Wellen; von röthendem Abendstrale übergossen," die Betrachtungen über den Geiz, sind alle dem Jahr Christi 1705 wildfremde, dem J. 1858 um so geläufigere Redensarten und Ansichten, die gleichwohl noch überboten werden durch des Reisegefährten, des Jakob Henrich Ausspruch bei dem Mäusethurm: „Es sey das Mährlein, überall und immer, ein zart und grün Blatt am Baum des Erdenlebens, drauf, in nicht seltnen Fällen, ein Tröpflein Honigthau's aus dem Paradiese sich befindte. Was z. B. kann wirksamer das Erbarmen preddigen, indem es die Selbstsucht strafet, als diese Mäusemähr; und nimmer möcht ich dem lieben Kinderthumb solche Blumenzier im weitten Gartten der Ueberlieferungen entzogen wissen. Zudem ist das, was wir Mährlein achten, oft nur die klarste und lauterste Wahrheit in anmuthig bunter Gewandung, und eine irgendwelche Gefahr für die Seele weiß ich darinnen nimmer aufzufinden; der Erden Nüchternheit kommt doch alzubaldt, und zieht dann gefährlichere Berauschung hinter sich."

Dergleichen Wendungen gegenüber muß jede Illusion schwinden; sie herzustellen, hilft weder die ängstliche, nicht selten zwar verunglückte Bemühung, die Rechtschreibung einer längst vergangenen Zeit sich anzueignen, noch die so häufig vorkommende Beschreibung von Essen und Trinken, in welcher sich ein Bestre-

ben, mit Walter Scott zu wetteifern, dann der Feinschmecker, welcher Berliner Weißbier dem Champagner vergleicht, nicht verkennen läßt, endlich nicht die eine oder andere Prophezeihung, mit welcher der Prophet im J. 1858 ziemlich leichte Arbeit gehabt haben wird. So ruft er, einen stolzen Adler erblickend, der über dem Ehrenbreitstein schwebt: „Ei, Du passest recht zur Stelle, Königsvogel!“ und der alte Obrist auf der Pfalz im Rhein vertraut ihm: es sei ihm oftmals in stillen Nächten, beim einsamen Trunke, als müsse eben an dieser Stelle einmal eine That geschehen abseiten der Kriegsvölker deutscher Nation wider Frankreich. Sichtlich ist hier Blüchers Rheinübergang im Jahr 1814 gemeint.

Ein starker Glauben gehört dazu, um mit dem Reisebeschreiber anzunehmen, daß seiner „durchläuchtigen gneddigen Frauen gemünzter Reichthum, welchen nach Hannover zu bringen, ihm anbefohlen, viel mehr noch denn 200,000 Dukaten betragen habe; possirliche Unwissenheit verräth er aber von Brühl, oder wie er alterthümlich schreibt, von Broel, des Herrn Ertzbischofen von Cöllen Sommersitz, mit prächtigem Schloß und lustigem Thiergartten (Dielhelms, S. 719, ipsissima verba), handelnd. „Jetzt aber war derselbe auf dem churpfälzischen Schloß zu Bensberg, welches von der Höh im Waldt aus der Ferne auf den Rhein herabsieht; dorten auch habe ich ihme meine Reverenz bezeugen dörffen, und schienen Seine Gnaden gar viel auf meine durchläuchtige gneddige Fraue, so wie insonders auf deren Hochwürdige Frau Schwester die Frau Abbatissin von Montbuisson (Maubuisseau, nicht Montbuisson, verbessert der Abschreiber, es heißt aber Maubuisson) zu halten. Uebrigens, so ist der gneddige Herr nur selten und immer nur für kurze Tage in Cöllen, meistenzeits in Bonn verweilende.“ Das war aber gerade damals keineswegs der Fall. Ein halbes Jahr bevor Marlborough die Belagerung von Bonn unternahm, den 13. Oct. 1702, hatte der Erzbischof und Kurfürst Joseph Clemens seine Residenz verlassen, vorgebend, er werde einer Schweinsjagd im Kottenforst beiwohnen. Statt dessen hörte er, unter Thränen, in der Capelle des Dorfes Poppelsdorf Messe, dann

erhob er sich nach Dinant, in dem ebenfalls von ihm besessenen Hochstift Lüttich, von da nach Luxemburg und Lille, endlich nach Valenciennes. Samt seinem Bruder, dem Kurfürsten von Bayern in die Acht erklärt den 29. April 1706, lebte er bis zum Frieden von Baden, über 12 Jahre in der Verbannung, daß demnach eitel Dichtung der von Hrn. Arnold ihm abgestattete Besuch.

Dem, oder dem Abschreiber ist ähnliches Unglück mit einem Reisegefährten, dem Gräflein Charles Dieudonné Marie von Guitaud passirt. Deß Herr Vater soll befreundet gewesen sein mit der schönen, wohlgelehrten Madame de Sévigné, worüber zunächst zu erinnern, daß die unübertreffliche Briefschreiberin mit der viereckten Nase weder schön, noch gelehrt genannt zu werden verdient. Diese Betrachtung konnte nun freilich den Reisebeschreiber nicht hindern, sich auf einmal, nach seinem Ausdruck, en pays de connoissance zu befinden. Er will nämlich wissen, es habe die Herzogin von Orléans seiner gneddigen Frauen zum Oeftern von der Sévigné und ihrer vielbewunderten Tochter, Madame de Grignan, mit welcher jene gewissermaßen ein Zwillingsgestirn (ein Ausdruck, dem Beginn des 18. Jahrhunderts so fremd, als das gleich darauf vorkommende Siebengebürg), geschrieben. Das wäre allerdings keine Unmöglichkeit, wahrscheinlich ist es aber nicht, daß die viel schreibende Herzogin hinreichende Selbstverleugnung besessen haben sollte, um einer andern Schreiberin, durch welche so unendlich sie verdunkelt, zu gedenken. Daneben ist unvereinbar mit bekannten Thatsachen, was von der Sévigné Briefen M. de Guitaud erzählt haben soll, daß nämlich diese Briefe, deren eine große Menge vor Händen liege, für den Druck gesammelt würden. Das Sammeln war unnöthig, da der eigentliche Reichthum dieser Correspondenz auf den an die Tochter, die Gräfin von Grignan gerichteten Briefen beruhet. Diese starb den 13. Aug. 1705; den von der Mutter ihr hinterlassenen Schatz hatte sie als den werthvollsten Theil der Erbschaft gehütet, »et il n'étoit pas vraisemblable qu'elle consentit jamais à ouvrir au public ces archives de famille.« Auch die Enkelin, die Marquise von Simiane, dachte von ferne nicht an eine Veröffentlichung, als sie ihrem Vetter

Bussy, dem Sohne des berühmten Mémoirenschreibers, auf dessen inständiges Bitten, Abschrift von einer ziemlichen Anzahl der auf sie vererbten Briefe mittheilte. Aus dieser Abschrift ist dann, nicht im Wege Rechtens, die erste, dürftige Ausgabe der Briefe, 1726, 2 Bde. in 12° entstanden.

Auf noch schlimmere Abwege ist der Reisebeschreiber gerathen um die Person des Gräfleins von Guitaud. Der Sévigné Freund, Nachbar und Lehensherr, denn ihr Gut Bourbilly war ein Lehen von Epoisses, Wilhelm von Pechpeirou und Cominges, Graf von Guitaud, hatte sich 1661 gefreiet die Magdalena von la Grange, des Marquis von Epoisses und Grafen von Maligny Tochter. Die starb im Jahr 1667, und weil sie kinderlos, vermachte sie Epoisses dem Prinzen von Condé, der aber 1672 die Herrschaft seinem ersten Kammerherren, dem Grafen von Guitaud schenkte. Seit dem 15. Oct. 1669 mit Elisabeth Antonia von Berthamon verheurathet, starb dieser »pieux seigneur« im J. 1685, nachdem er in seiner zweiten Ehe fünf Kinder, darunter zwei Söhne, Ludwig Athanasius und Anton Cyprian, gesehen. Der jüngere, Anton Cyprian, der Theologie Licentiat, wird dem Vater nicht lange überlebt haben. Der ältere, der Graf von Guitaud, Obrist eines Infanterie-Regiments, wurde Brigadier 1710, Maréchal-de-camp 1719, General-Lieutenant, und 1731 Verordneter, Elu, der Ritterschaft von Burgund. Ob er, dessen Enkel noch 1780 Epoisses besaß, als das Gräflein Charles-Dieudonné-Marie gelten kann, mag dem Ermessen des Abschreibers anheimgestellt bleiben. Fast möcht es scheinen, als habe dieser auf gut Glück eines in der Sévigné Briefen vorgefundenen Geschlechtsnamens sich bemächtigt, um seinem Gemälde wohlthätigen Schatten, sich die Gelegenheit für patriotische Expectorationen zu verschaffen.

Seiner wunderbaren Prophetengabe habe ich die gebürende Anerkennung nicht versagt, viel wunderbarer aber mag es erscheinen, daß eine Reisebeschreibung aus dem J. 1705, wenn sie dann und wann den vielen poetischen, gemüthlichen, burschikosen, tapfern Redensarten einige sparsame Nachrichten von den im Vorbeifahren gesehenen Ortschaften einwebt, diese beinahe ausschließlich und wörtlich dem Rheinischen Antiquarius von

Dielhelm, deß erste Ausgabe doch dem Jahr 1739 angehört, entlehnen konnte. Davon hier einige Proben.

Herr Arnold ***	Dielhelm.
Die Stadt Cöln darf den Wahlspruch führen: Colonia fidelis ecclesiae Romanae filia.	S. 737. Zu ihrem Wahl- und Sinnspruch führt sie diese Worte: Colonia fidelis Romanae Ecclesiae filia.
Es ist selbe (die Cölnische Cathedrale) dem Apostel St. Petro gewidmet, und ohne Frag das vortrefflichste Gebäu im deutschen Reiche, ja möglicherweiß auf gantzem löblichen Erdenrundt, doch leider bei Weitem nicht so ausgebauet, als derjenige, der sie aufzurichten hat angefangen, sonder Zweiffel im Sinne gehabt. Nur der hohe Chor ist gewölbet und der Thurm nicht über die Hälfte erhöhet; hanget aber in derselben eine große Glocke von 225 Zentnern, oder die so schwer sein soll, als ansunsten 19 Fuder Weins zu sein pflegen. Der weite innere Raum des Gotteshauses bestehet aus 4 Reihen Pfeilern, die hochherrlich anzuschauen sind; vor etwas recht Wunderbares auch muß ich die Stockbögen am hohen Chor achten, so wie den Hochaltar, von einem Stück schwartzen Marmels, nisi fallor 16 Schuh lang und deren an 9 breit. In der Sakristei zeiget man großen Schatz, unter diesen	S. 721. Unter den dasigen Kirchen ist insonderheit die Cathedral oder Domkirche zu merken, so dem Apostel Petro gewidmet, und eine der ansehnlichsten und grösten Kirchen, ja eines der vortreflichsten Gebäue in Deutschland, doch aber bei weitem nicht so ausgebauet ist, als derjenige, der sie zu bauen hat angefangen, sonder Zweifel im Sinne gehabt hat. Sie ist aber ausser dem Chor sonst nicht gewölbet. Der Kirchthurm soll nicht über die Helfte aufgebaut seyn. Es hängt in demselben eine grosse Glocke von 225 Centnern, oder die so schwer seyn soll, als sonsten 19 Fuder Wein zu seyn pflegen. Der inwendige Platz bestehet aus vier Reihen Pfeiler oder Säulen, und das hohe und schöne Chor ist allein ganz fertig. Es werden dessen Stockbögen für etwas recht wunderbares gehalten. Der dasige Hauptaltar, so 16 Werkschuhe in die Länge und 8 in die Breite hält, besteht aus einem ganzen Stein von schwar-

Herr Arnold ***	Dielhelm.
den Stab, so St. Petrus geführet haben soll; es ist solcher aus versilbertem Helffenbein und hält man ihne in einer silberübergüldeten Scheiden verwahrt.	zem Marmel. In der Sakristey zeigt man einen grossen Schatz, und in solchem unter andern einen Stab von Helffenbein in einer silbernen übergüldeten Scheide, welches des Apostels Petri Stab soll gewesen seyn.
Die Kirche zu St. Ursula und den Eilftausend Jungfrauen, daran ein adelig Frauenkloster hanget, ist nicht eben groß, aber gar alt und stehet in hohem Ansehn. Auch liebe ich ihre Legend und mag nicht mit unserm gelehrten und scharfsichtigen Herrn von Leibnitz achten, die Eilftausend wären nur eine Jungfrau gewesen, so Ximiliam geheißen: Ursula et XI millia. Absonderlich werden die Hirnschädel der H. Ursel und ihres Bräutigamen hochgehalten, hangende beisammen in gesöndertem Behältnisse, und sind ihre Verlobungsringe inwendig darinnen bevestiget.	S. 726. Die dasige Kirche zu St. Ursulä oder den eilftausend Jungfrauen ist nicht gar groß; aber doch sehr alt und in ziemlichen Ansehn. Was es mit der H. Ursula und ihren eilftausend Jungfrauen für eine Beschaffenheit habe, ist nunmehro eine bekannte Sache. Dann als einer in einem alten Märtyrerverzeichniß folgende zwey Namen angetroffen hatte, Sta Ursula et Undecimilla, oder, wie Herr von Leibnitz meynet, Ursula et Ximilla &c. Absonderlich werden die Schädel der heil. Ursula und ihres Bräutigams sehr hochgehalten. Sie hängen beysammen in einem besondern Behältnisse, und es sind ihre guldne Verlobungsringe inwendig an den Hirnschädeln angemacht.
Unter denen weltlichen Gebäuden pranget das Rath-Hauß herfür, so einen starken und prächtigen, von ausgehauenen Steinen erbauten und rundamb-	S. 732. Unter den weltlichen Gebäuden pranget das dasige Rathhaus hervor. Es ist ein grosses gothisches Gebäude, so einen hohen und prächtigen, von

Herr Arnold ***

her mit allerlei schönem Bildtwerk gezierten Thurm hat, von deme man die große reiche Stadt, ihre anmuthigen Baumreihen und üppigen Fruchtgelände, so wie den hellen Strom weithin übersehen kann. Drinnen aber betrachtet man, unter andern merkwürdigen Sachen, mehrere Rüstkammern, herrlich ausgefüllet mit Armbrüsten, Bögen, Pfeilen, Köchern, Schilden, Spiesen, Morgensternen, zahllosen Schwertern und anderm Gewehr.

Das Stadtwappen ist getheilt, und hat im untern Fach im silbernen Feldte 11 rothe Feuerflämmlein, von wegen der Eilftausend Jungfrauen, im obern aber im rothen Feldte Drei güldene Kronen von wegen der H. Drei Könige; welches aber Andere auf das dreifache Stadtregiment — als des Herrn Erzbischoffen, des Raths und des Rectorn der hohen Schulen — haben ausdeuten wollen.

Bonn ist unter dem Kaiser Carolo Crasso von den Normannen mit Feuer und Schwert verwüstet worden, nachgehends aber wieder auferbauet.

Dielhelm.

ausgehauenen Steinen erbauten, und rund umher mit allerley schönem Bildwerk gezierten Thurm hat, von welchem man die ganze Stadt übersehen kan. Man betrachtet darinnen unter andern Sachen etliche Rüstkammern voll Armbrüste, Bögen, Pfeile, Köcher, Schilde und dergleichen altväterischem Gewehrs.

S. 737. Das Wappen der Stadt Cöln ist getheilt, und hat im untern Fach im silbernen Felde eilf rothe Feuerflämmlein wegen der eilftausend Jungfrauen, im obern Fach aber im rothen Felde drei guldne Kronen, wegen der Heil. drei Könige, welches aber andere auf das dreifache Stadtregiment, als des Herrn Erzbischofs, des Raths und des Rectors der dasigen Universität ausdeuten wollen.

S. 673. Unter dem Kaiser Carolo Crasso wurde sie von den Normannen samt den benachbarten Schlößern Colonia, Tolbiacum und Novesium mit Feuer und Schwerdt verwüstet, nachgehends aber wieder auferbaut.

Herr Arnold ***

Dann kommt man an den Weißen Thurm, der vor Zeiten sich der Platzeborn hat nennen lassen. Er ist Gemeingut zu den Ertzstiften Cöllen und Trier, da er den starken vierkantigen Grenzstein bildet, und hat gleichzeitig das Ampt, von dem Oberlandt das niedere zu scheiden.

Die Bergveste Ehrenbreitstein hieß vor Alters erst Irmstein, dann Hermanstein. Als Hermann Hillinus nämblich Ertzbischof zu Trier worden, so hat er sich um a. D. 1153 und folgenden Jahren große Müh gegeben, das alte Castrum, wie auch Schloß Helffenstein, so lange schon gäntzlich wüste liegt, wieder aufzubauen. Das Schloß ließe er stark bevestigen, mit einem haltbaren Thurm versehn, zierliche Gebäude aufführen und mit großen Unkosten eine Zisterne in den Felßen hauen; nachdeme ließ Kurfürst Johannes I, ein geborener Marggraf in Baden, a. D. 1481 dieses Schloß ausbessern und noch mehr bevestigen, ingleichen mit einem trefflichen Bronen versehen, wo das Wasser erst 280 Schuh tief unter dem Felßen sich funde.

Dielhelm.

S. 659. Ein alter, viereckigter Thurm, den man vor Zeiten den Platzeborn und Pfaffenthurn geheissen hat, heutiges Tages aber den weissen Thurn nennet. Er gehört den beyden Churfürsten zu Trier und Cöln, indem sich in selbiger Gegend das trierische Gebiete vom cölnischen und das niedere vom Oberland scheidet.

S. 654. Die Bergfestung Ehrenbreitstein, vor Zeiten aber Irmstein. Als Hermann Hillin Erzbischof zu Trier wurde, gab er sich 1153 und folgenden Jahren große Mühe, dieses alte verfallene Castell wieder aufzubauen, und legte dabey noch das Schloß Helfenstein an, welches aber schon lange gänzlich wüste liegt. Im J. 1160 ließ er dieses Schloß noch stärker befestigen, wie auch mit einem haltbaren Thurn versehen, imgleichen viele andere trefliche Gebäude darinnen aufführen, und mit großen Unkosten eine Cistern in den Felsen hauen. Nachhero ließ Churfürst Johannes I, ein geborner Marggraf von Baaden, im J. 1481 dieses Schloß ausbessern und noch mehr befestigen, wie auch mit einem tiefen Brunnen versehen, welcher 280

Herr Arnold ***	Dielhelm.
	Schuhe tief durch den Felsen gehauen wurde.
Die Pfarrkirche in Coblenz zu Unsrer lieben Frauen lieget recht in mitten der Stadt, auf dem allerhöchsten Punkt, und thuen ihre in mehreren Wölbungen und Absätzen aufsteigende Thürme eine fürtreffliche Würkung vor das Auge.	Da diese Kirche auf dem höchsten Standpunkte in der Mitte der Stadt sich ganz frei, ohne von Häusern eingeschlossen zu seyn, emporhebt, so bewirkt sie mit ihren in mehreren Wölbungen und Absätzen künstlich geformten Thürmen ein nicht unbedeutendes Ansehen. So heißt es indessen nicht bei Dielhelm, sondern in Langs Rheinreise, dritte Ausgabe, 1818.
Dabei war Niederlahnstein und die schöne verwitterte Ritterburg Lahneck zu betrachten, und ist daselbsten Grund und Boden Nassauischen Besitzes. Auch die Wiedtbach läßt Hr. Arnold *** aus dem Nassauischen kommen. Ein gutes Gedächtniß ist vorall dem Lügner nöthig.	Auch bei dieser Stelle muß der Reisende von 1705 von dem Vorwurf, daß er den Antiquarius von 1739 abgeschrieben habe, freigesprochen werden. Bekanntlich war bis 1803 Niederlahnstein Trierisch, Lahneck Mainzisch, und beschränkte sich auf Bieberich und Schierstein der Nassauische Besitz am Rhein.
Lateinisch hieß das Städtlein (Boppard) Boppardum, das Gräflein wollts frantzösiren und er nannte es Bon port oder Beau port, weilen es würklich einen guten und schönen Hafen besitzet.	S. 636. Andere wollen es lieber Beauport oder Bonport, das ist, einen schönen und guten Hafen nennen.
Rheinfelß. Als a. D. 1702 der Frantzoß durch allerley Kunstgriffe das Ertzstift Cöllen mit starker Heeresmacht beleget,	S. 629—630. Nachgehends als 1702 bei anwachsender Gefahr, da die Franzosen durch allerhand Kunstgriffe das Chur-

Herr Arnold ***	Dielhelm.
Stadt und Vestung Trarbach an der Mosel erobert, und die wichtige Bergveste Rheinfelß weder sattsame Mannschaft, noch Geschütz, Kriegs- und Mundt-Vorrath hatte, und solchergestalt von Allem entblöset war, so ruckten des jetztregierenden Herrn Landtgrafen zu Hessencassel hochfürstliche Durchlaucht u. s. w.	fürstenthum Cöln mit starker Mannschaft belegt, die Stadt und Festung Trarbach an der Mosel erobert, und sich in selbiger Gegend aller Orten zusammenzogen, anbei auch die wichtige Festung Rheinfels weder sattsame Mannschaft noch Geschütz, Munition und Proviant hatte, und solchergestalt von allem entblöset war, die kaiserliche Besatzung aber dennoch auf casselisches Begehren nicht ausziehen wollte, so rückten des regierenden Landgrafen hochfürstliche Durchlaucht u. s. w.
Unser Schifflein hält vor dem Lurleifelß, und — ihn tüchtig begrüßende, — erzählt Jakob Henrich, daß Marner, ein alter Deutscher Singmeister, so zu Kaiser Friedrich II Zeitten, mithin etwa ums J. d. H. 1235 gelebt, der verwunderlichen Mähre von der Lurlei allererst Anzeig gebracht, (Anm. Also doch etwas vor Clemens Brentano), so wie daß Melissantes in seiner Curiösen Orographie bemerket, daß man schwerlich dieses Wiederhalls Gleichheit in andern Welttheilen antreffen würde.	S. 608. Bey Goarshausen liegt der sehr berühmte und wegen des vielfältigen Wiederhalls schon in den alten Zeiten bekannt gewesene Lurleyberg, welcher auf lateinisch Lurleius benannt wird. Er besteht aus einem hohen Felsen, den Marner, ein alter deutscher Singmeister, so zu Kaisers Friedrichs des II Zeiten ums Jahr 1235 gelebt hat, den Lurleberg nennet. Es schreibt Joh. Gottf. Gregorius, sonst Melissantes genannt, in seiner curieusen Orographie pag. 571, daß man dieses Wiederhalles Gleichheit schwerlich in andern Welttheilen antreffen werde. Aus Dielhelms Worten

Herr Arnold ***	Vielhelm.
	läßt sich wohl mit Gewißheit schließen, daß Marner allerdings nur von dem Wiederhall, keineswegs von dem „Nixlein Lureley" gesprochen hat, mithin Brentanos Anspruch auf Priorität besteht.
Die Pfaltz. Der Befehlshaber, ein churpfältzischer alter Kriegsobriste nur mit einem Arme, war sehr freundlich, da ich mich ausgewießen, meinen Namen sowohl als mein Wappen noch kennende. Er hat ein ziemliches an Canon und anderm Kriegsgeräth, aber nur alte Soldaten mit Wunden und Narben unter sich; die länglichte Spitze des Felßeilandes muß ihnen vor ein Gärtlein dienen, da ich mir denn einige Blätter und Blüthlein pflückte, um sie meiner Durchläuchtigen gneddigen Frauen zu Füßen legen zu können. In diesem inwendig mit vielen und tiefen Gewölben versehenen Burgbau muß ich insonderheit den Bronnen vor etwas recht Merkwürdiges achten, denn er ist über Glauben und Maas tief in den Felß gehauen, und giebt ein recht gutes Wasser, so gantz anders als das Rheinwasser schmecket. Zuoberst auf dem Thurm befindet sich eine Glocke, womit allemal die auf- und niedergehenden Schiffe, des so ge-	S. 605. In diesem inwendig mit vielen Gewölben versehenen Schlosse ist sonderlich der Brunnen merkwürdig, welchen man über die massen tief in den Felsen gehauen hat, und dennoch ein recht gutes Wasser giebt, das ganz anders als das Rheinwasser schmeckt. Ueber dem Eingange hängt ein Fallgatter, zu welchem man vermittelst einer hölzernen Treppe oder Stiegen hinaufsteigen muß. Zuoberst auf dem Thurn befindet sich eine Glocke, womit jedesmal alle auf- und niedergehende Schiffe des Zolls wegen angezeigt werden. Es hat auch dieses Schloß seinen eigenen Commendanten und ist mit ziemlicher Artillerie versehen, wird aber nur mit churpfälzischen Invaliden besetzet. Nicht weniger werden von Churpfalz sowohl Staats- als andere Gefangene dahin in sichere Verwahrung geschickt. Die Insel, worauf das Schloß steht, läuft etwas lang den Rhein herunter und muß dem Commendanten mit zu einem

Herr Arnold ***	Dielhelm.
nannten güldenen Zolles wegen angezeiget werden.	Garten dienen. Daß in diesem Garten der Reisende Blätter und Blüthen pflückte, um sie seiner Churfürstin zuzusenden, ist ein sinniger Zug, den die an merkwürdigen Stellen Heu und Steine einsammelnden Engländer des 19. Jahrhunderts ihm entlehnt zu haben scheinen. Uebrigens mag man hier die Kunst bewundern, in welcher Hr. Arnold, Dielhelms Worte getreulich beibehaltend, ihnen eine veränderte Stellung zu geben wußte.

Was von Bacharach bis Bingen der Reisende erzählt, das gibt mindestens eben so vollständig Dielhelm S. 595—601, und wenn es bei diesem S. 596 irrthümlich heißt: „An des kleinen Wassers, die Wisperbach, Einfluß liegt der Flecken und das Benedictiner Mönchskloster Lorch oder Lörich, so unter das Bisthum Maynz gehört," so hat auch diesen Schnitzer Hr. Arnold getreulich abgeschrieben. Hingegen könnte als sein Eigenthum zu betrachten versucht werden, was von italienischen Handelshäusern in Bingen, von den Ottini, Brolio und Pomario erzählt, wer nicht wüßte, daß dieses einem Klebe, 1800, oder Al. Schreiber, 1812, entlehnt. Schreibern insbesondere gehört an der einzige für den Rheingau aufgefundene Zusatz: „Vollraths, dem schönen Schloß der Barone von Greiffenklau, des einzigen annoch blühenden Geschlechtes der alten Rhingower Edlen." Alles Uebrige, sofern es von einigem Belang, ist dem ehrlichen Frankfurter Haarkräusler abgeschrieben. Nachzuweisen, daß es mit dem von Mainz Gesagten derselbe Fall, wird man von mir nicht verlangen. Es mag die Verweisung auf Dielhelm S. 530—562 genügen.

Der Abt von Eberbach, Michael Schnock starb 27. Nov. 1727, sein Nachfolger, 55) Adolf I Dreimülen aus Eltvil, wurde erw.

19. Dec. 1727, confirmirt 13. Mai 1728 und starb 21. März 1737. 56) Hermann Hungrichhausen aus Mengerskirchen im Dillenburgischen ist ungezweifelt ein Abkömmling des mit Peter Melander Graf von Holzappel, dem berühmten Feldherren, verschwägerten Johann Gottfried Hungrichhausen zu Hadamar. Deß Hausfrau, leibliche Schwester des Feldherren, getraut 24. Nov. 1636, starb 10. Febr. 1649 und wurde zu Nieder-Hadamar beerdigt. In dem Nassauischen ist in unsern Tagen die Familie Hungrighausen erloschen. Dagegen kennt Langs Adelsbuch des Königreichs Baiern, 1815, die „Heyden von Hungershaussen, Edle. I. Conrad Joseph, Advocat in München, geb. 7. Jenner 1788. II. Heinrich Joseph, Reichs-Archiv-Secretär. Geb. 24. December 1788. Brüder. Aus dem Nassauischen abstammend; den 23. Aug. 1745 erhielt der Großvater Anton Friderich, Reichsvicariats-Hofgerichts- und Regierungs-Secretär zu Amberg von Max III ein Adelsbestätigungs- und Edelndiplom." Im Jahr 1746 wurden zu Eberbach gezählt 39 Conventualen, 2 Novizen, 5 Laienbrüder. 57) Adolf II Werner aus Saalmünster, erw. 24. Sept., confirmirt 13. Oct., consecrirt 13. Dec. 1750, starb an Jahren und Verdiensten reich, 1. Juni 1795. 58) Leonhard II Müller aus Rüdesheim, erw. 6. Juli 1795, hat die schweren Zeiten des Revolutionskriegs erlebt, deren Folgen für Eberbach Bürger Becker bespricht. „Ich hatte ehemals schon einige bacchantische Tage (si fabula vera) unter den Epikuräern dieses Klosters zugebracht. Man war da, wenn man nur irgend durch einen Vorwand seinen Besuch zu beschönigen wußte, ein willkommener Gast. Jetzt waren die Mönche zerstreut, und im Kloster lag fränkisches Militär. Der Pater Kellner, dessen Vertrauen wir endlich durch unsern christkatholischen Glauben zu gewinnen wußten, führte uns unter Thränen in dem ruinirten Kloster umher. Wir fanden hier die prächtig meublirten Zimmer in Wachstuben verwandelt, und besonders den Keller in einem Zustande, der freilich den Mönchen keine Aussicht auf die Zukunft giebt, wenn die Klöster auf dem rechten Rheinufer nach der Wiederherstellung des Friedens wirklich noch beibehalten werden sollten. Ich muß indessen offenherzig gestehen, daß ich in einem schönen Lande

lieber eine Abtei finde, als einen adeligen Hof. Der ärmere Theil des Landes hat gewiß noch einigen Vortheil von seiner Gastfreundschaft, und das Geld wird doch wenigstens im Lande verschwelgt. Aber der Adel trägt es nach der Hauptstadt und giebt keine Almosen auf seinen Schlössern. Der abteiliche Unterthan steht sich auch hier in der That besser, als der ritterschaftliche. Jener hat doch einen Hinterhalt in der Eifersucht des Landesherrn, besonders da der Weg nach Rom abgeschnitten war. Dieser aber hängt einzig und allein von der Laune seines Tyrannen ab, der oft nicht einmal denkt:

Ultimus anser erat; superi vetuere necari.

Glücklich wir, die wir weder Mönche noch Adel haben!" Im J. 1803 wurde die Abtei aufgehoben. Damals waren, den Abt ungerechnet, der Capitularen 17; die Einkünfte berechnete man zu 40,000 fl., viel zu niedrig ohne Zweifel, da die Abtei an Körnerfrüchten nur jährlich gegen 10,000 Malter erhob. Abt Leonhard, aus seinem Sitze vertrieben, wendete sich nach Rüdesheim und starb daselbst, in dem Alter von 73 Jahren, 10 Monaten 27 Tagen, am 18. Dec. 1818, als der letzte Abt zu Eberbach.

Vier Jahre vor seinem Abt hatte auch der Abtei Bursierer und Geschichtschreiber, Hermann Bär, die Welt verlassen. Geboren 1. Januar 1742 zu Oberolm, war Hermann der Sohn schlichter, gottesfürchtiger, wohlhabender Eltern, Johann Adam Bär und Anna Maria Weber. Was die Eltern veranlaßte, den Knaben zum Studiren anzuhalten, ist nicht ermittelt; vielleicht hat der Umstand, daß einer der Eberbacher Herren regelmäßig auf dem Birkerhof in der Markung von Oberolm wirthschaftete, Veranlassung gegeben, den Knaben den Studien und letzlich der Kirche zu widmen. Er that Profeß zu Eberbach (7. Aug.?) 1761, bei welcher Gelegenheit er seinen Taufnamen Johannes mit dem Klosternamen Hermann vertauschte, und scheinen von nun an historisch-antiquarische Studien, gestützt auf die reichhaltigen Archive der Abtei, den vorzüglichsten Theil seiner geistigen Thätigkeit ausgemacht zu haben, daß er als gewissenhafter Forscher und tüchtiger Geschichtschreiber bereits bei Lebzeiten in der Literatur einen achtunggebietenden Namen sich erwerben konnte. Im

Publicum trat er zuerst auf mit Beiträge zur Mainzer Geschichte der mittlern Zeiten. I. Stück. Diplomatischer Versuch einer Genealogie Christians II Erzbischofs zu Mainz. Mit Beilagen. Mainz, 1789, S. VI und 141. Am Schlusse des Vorberichts äußert der Verfasser: „Denn ich will ja nicht hoffen, mit meinem ersten Versuche dem gelehrten Publikum so unwillkommen zu sein, daß mich dessen unfreundliche Aufnahme von ferneren Auftritten abschrecken sollte." Gleich im folgenden Jahr erschien: Diplomatische Nachrichten von der natürlichen Beschaffenheit und Kultur des Rheingaues in mittlern Zeiten von P. Hermann Bär, des Klosters Eberbach Priester und Bursierer. Mit Urkunden. Mainz, 1790. S. X und 318. Es werden für alle Zeiten diese Nachrichten den Rang einer Quellenschrift behaupten, wie denn Bodmann sich ihrer in seinem großen Werk trefflich gebraucht hat. Es sollte folgen Diplomatische Geschichte der Abtei Eberbach im Rheingau. Im Auftrag des Vereins für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtskunde bearbeitet und herausgegeben von Dr. K. Rossel, Secretär des Vereins. Erster Band. Mit einem Titelkupfer und 5 lith. Tafeln. Wiesbaden, auf Kosten des Vereins gedruckt, 1855. S. XIV und 688. Bis zum J. 1231 reichend. Der zweite Bd. mit einem Titelkupfer und 1 lith. Tafel, S. VI und 400, erschien 1858 und reicht von 1231—1231. Die Herausgabe selbst zu besorgen, ist P. Bär durch die Zeitumstände verhindert worden: um so größeres Verdienst haben der Verein und Hr. D. Rossel namentlich durch die Veröffentlichung einer für rheinische Geschichte so wichtigen Arbeit, durch die reichen, dem Herausgeber angehörenden Zusätze und Berichtigungen sich erworben. Noch hinterließ P. Bär einen aus vielen Stücken bestehenden Apparat zur Geschichte seines Klosters, der indessen, außer einer magern Skizze, von der neuern Zeit wenig und seit 1702 gar nichts bietet. Daß Hr. Rossel aus diesen Bruchstücken eine Fortsetzung des Geschichtswerkes liefern werde, wage ich kaum zu hoffen. Dagegen ist er mit einem Urkundenbuch der Abtei beschäftigt, wovon bereits 3 Lieferungen abgedruckt, daß in kurzem

der 1te Bd. vollendet sein wird. Außerdem hat Hr. Rossel die Redaction übernommen des Prachtwerkes: Denkmäler von Nassau. Herausgegeben von dem Verein für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtsforschung. I. Heft, die kirchlichen Alterthümer von Wiesbaden, die Heiliggrab-Kapelle zu Weilburg, das Graue Haus zu Winkel. Wiesbaden, 1852, fol. Denkmäler aus Nassau, II. Heft. Die Abtei Eberbach im Rheingau. Erste Lieferung. Das Refectorium (bisher sogenannte alte Kirche). Text S. 1—15, Tafel I—VII. Denkmäler aus Nassau, III. Heft. Die Abtei Eberbach. Zweite Lieferung. Die Kirche. Mit VI lithogr. Tafeln und 11 Figuren in Holzschnitt und Ueberdruck, Wiesbaden, 1862.

Als ich zum erstenmal, im Frühling 1818, das einst so glänzende Eberbach besuchte, führte ein Fuhrweg durch die Kirche; die vielen aufgerissenen Grabstätten mahnten zur Vorsicht, daß man nicht hinabstürze. Von den 34 Altären war nicht einer verschont geblieben. Von einem angeblichen silbernen Altar mit dem überreich geschmückten Bilde der Königin der Gnaden wußte man nur, daß er dreimal geflüchtet worden, das erstemal nach Sachsen, das zweitemal im Schwedenkrieg 1632 nach Cöln, endlich zum drittenmal während der französischen Invasion, wohin und was aus ihm geworden, waren undurchdringliche Geheimnisse. Den Werth dieses Altars hat man zu mehr als 40,000 Gulden angegeben. Nur an hohen Festtagen wurde er aus seinem sichern Verschluß in der Paramentenkammer hervorgeholt und dem Hochaltar aufgesetzt: dann mußten zwei Knechte in der Kirche wachen. Außer der im Byzantinischen Styl erbauten Hauptkirche ist noch die alte, wahrscheinlich aus der Zeit der ersten Stiftung im J. 1135 herrührende Kirche mit drei Schiffen unter einem Dach und sehr schlanken Säulen bemerkenswerth; nur die Gewölbe scheinen später aufgesetzt. Das alte Dormitorium ist leider mit vielen Wänden durchbaut. Der Capitelsaal, vorlängst und vielleicht noch ein Holzbehälter, möchte wohl dem 15. Jahrhundert angehören. Das neuere Dormitorium, etwan zwischen 1300—1400 erbaut, im Lichten 232 Fuß lang, 42 Fuß

tief, fällt auf durch die sehr eigenthümliche, vielleicht einzige Anordnung der Pfeilerreihe; niedrige, runde, starke Säulen mit mannichfaltigen Knäufen tragen hohe, 20 Fuß weit gespannte Spitzbogengewölbe: jede der zehn Säulen ist um etwas höher wie die vor ihr stehende, die erste hat nämlich 5 Fuß 3 Zoll, die letzte 6 Fuß 5 Zoll Höhe. Steht man nun bei dieser, so vermehrt sich die perspectivische scheinbare Verkürzung der übrigen, und der ganze Raum erscheint dadurch größer; stellt man sich dagegen an das andere Ende, so erscheinen alle Säulen von gleicher Höhe. Unter diesem Dormitorium liegt ein gleich musterhaft ausgearbeiteter Keller.

Im Grafenchor der Hauptkirche befanden sich die Monumente von 16 Grafen oder Gräfinnen von Katzenellenbogen, die hier ihre Ruhestätte gefunden haben, anhebend mit Eberhard I, † 1311, und Bartholomäus, dem Propst zu Oberwesel, † 1316. Großartig war zu nennen das Monument des Erzbischofs Gerlach, geborner Graf von Nassau, 1371, das mit seinem thurmartig ansteigenden, im reichsten gothischen Baustyl aufgeführten Baldachin mitten in der Kreuzverzierung freistehend, dem Hochaltar unmittelbar gegenüber seine Stelle gefunden hatte. „Das Bild des Erzbischofs, mit Stab und Insul, in Stein ausgehauen, lag horizontal auf seiner mit Reliefs aus der heiligen Geschichte geschmückten Tumba, und das Monument, um welches man von allen Seiten frei herumwandeln konnte, bildete Jahrhunderte hindurch für alle Besucher des herrlichen Baues den Glanzpunkt nie ermüdender staunender Bewunderung. Die Renovation der Kirche unter Abt Valentin Molitor (Nr. 44) hat dem herrlichen Kunstwerk durch seine Versetzung an die nördliche Chorwand, wo es noch heute sich befindet, den empfindlichsten Schaden gethan; doch behielt auch damals noch der Stein mit dem Bildniß des Erzbischofs seine ursprüngliche Lage." In der Grabschrift heißt es: Sub anno Natiuitatis Domini 1371 die 12. mensis Februarii, in castro Aschaffenburg, Reuerendus in Christo Pater Dominus Gerlacus de Nassau, ex regali prosapia ortus, Archiepiscopus Moguntinus felicis recordationis, et deuotus Mariae Virginis gloriosae capellanus tumbatus; propter acerbitatem

doloris inexpressibilis, et passionis intolerabiliter, afflictione duorum videlicet lapidum oculatim hic positorum, in ipsius vesica per anatomiam repertorum, caussati, diem suum clausit extremum. Cuius anima requiescat in pace, per saecula infinita. Pro quo omnes et singuli hos lapides intuentes, humili corde et flexis poplitibus depromant, Requiem aeternam dona ei Domine et lux perpetua luceat ei, Amen.

Ein späterer Erzbischof von Mainz, wie Gerlach dem Hause Nassau entsprossen, Adolf II, † 1475, hat hier ebenfalls seine Ruhestätte und die folgende Grabschrift gefunden: Anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, sexta mensis Septembris, obiit Reuerendissimus in Christo Pater et Dominus D. Adolphus II de Nassau, Archiepiscopus Moguntinus: cuius anima requiescat in pace. Amen. Von beiden Fürsten werde ich an geziemender Stelle handeln. Den Lebenslauf von Gerlachs unmittelbarem Nachfolger, dem Erzbischof Johann von Luxemburg, der hier ebenfalls beerdigt, zu zeichnen, weiß ich aber keine passendere Gelegenheit, als gerade hier, Angesichts der folgenden Grabschrift: Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo tertio pridie Nonas Aprilis obiit Reverendus in Christo Pater et Dominus Joannes Archiepiscopus Maguntinus, cuius anima requiescat in sancta pace amen. Er ist in ganzer Figur, die Mitra auf dem Haupt, den Bischofsstab haltend, abgebildet. Daß er gewöhnlich und namentlich in der von Jongelinus mitgetheilten Grabschrift als Graf von Saint-Pol bezeichnet wird, läßt nicht undeutlich erkennen, daß die Zeitgenossen um seine Familienverhältnisse nicht gehörig unterrichtet waren. Serrarius, welchem Strobel beipflichtet, hält ihn für den Sohn des Herzogs Wenzel von Luxemburg und Brabant, der aber zufällig kinderlos. Schunk nennt ihn von Linwey, was er durch Ligne erklärt. Wie man sieht, hat in dem Laufe von vier Jahrhunderten das Studium der Genealogie der jüngern Linie des Luxemburgischen Kaiserhauses, dieses für die Mosellana insbesondere so wichtigen Geschlechts, keine erheblichen Fortschritte gemacht. Ich gedenke, so weit mir das möglich, sie aufzuklären.

Graf Heinrich I der Große von Luxemburg erheurathete mit Margaretha von Bar das zwischen Toul und Saint-Dizier gelegene Ligny mit dem weitläuftigen Gebiet. Damit wurde der zweite Sohn, Walram abgefunden, während der Erstgeborne, Heinrich II in der Grafschaft Luxemburg succedirte. Walram empfing im April 1270 von seinem Bruder die Belehnung über Ligny und Roussy. Am 23. Aug. 1284 übernahm er zu Handen des Grafen Reinold von Geldern die Hut des zwar lebhaft bestrittenen Herzogthums Limburg, auch der Festen Limburg und Herzogenrath, wie er denn am Freitag vor Magdalenen 1285 die Abtei Valdieu in Schutz nahm. In der Anhänglichkeit zu Geldern verharrend, bestritt er bei Woringen, 5. Juni 1288, den Herzog von Brabant, und fand er dort, gleichwie seine Brüder, der Graf von Luxemburg und die Bastarde Heinrich und Balduin, einen rühmlichen Tod. »Waleran était, suivant Hocsem, le plus beau et le plus généreux chevalier de toute l'armée, il combattait à proximité de l'endroit où se trouvait le comte, quand, épuisé par les fatigues et plus encore par les blessures qu'il avait reçues, il expira, en tombant de cheval. Sa mort fut une grande perte pour le comte de Luxembourg, elle ne le découragea pourtant pas, au contraire, ce prince n'en devint que plus animé.« Walram hatte sich des Gilles von Beaumez Wittwe, Johanna von Beaurevoir beigelegt und von ihr die Söhne Heinrich und Walram II. Heinrich, auf Ligny, woselbst er in der Stiftskirche zwei Anniversarien, für den Vater und für die Mutter anordnete, starb ohne Nachkommenschaft nach 1304. Walram II, mit der mütterlichen Herrschaft Beaurevoir, wo die Schelde entspringt, abgefunden, folgte dem Bruder in dem Besitz von Ligny, vermählte sich vor 1316 mit Guiotte Castellanin auf Lille, Frau auf Hautbourdin, Emmerin, Sainghien, Phalempin, la Bassée und Herlies, verkaufte 1316 das Städtchen Deinse bei Gent an den Grafen Robert III von Flandern, stiftete 1330 zu Hautbourdin die beiden Caplaneien Liebfrauen und St. Johann Baptist und lebte noch im J. 1353.

Sein Sohn Johann, Castellan von Lille, erscheint unter den Geiseln, welche 1360 für die Erfüllung des Friedensvertrags

von Bretigny nach England gegeben wurden, und starb 1364, aus der ersten Ehe mit Alix von Flandern, der Erbin von Richebourg, die Söhne Guido, Walram, Heinrich und Johann, dann vier Töchter, darunter Johanna, verm. 8. Dec. 1350 mit dem Grafen von Saint-Pol, Guido IV von Châtillon, hinterlassend. Johann, dessen im J. 1347 gedacht wird, widmete sich der Kirche, als in welcher die Verwandtschaft mit Kaiser Karl IV ihm schleunige Beförderung verhieß. Die nächste Gelegenheit gab der Wahlstreit in Straßburg, nach des Bischofs Johann von Lichtenberg Tod, 1365. Eine Partei im Domcapitel war für den Dechant Johann von Ochsenstein, die andere für den Dompropst, den Grafen Hanemann von Kyburg. Den Zwist zu vermitteln, rief die Stadt Straßburg den Papst an, 21. Oct. 1365, und erbat sich zu ihrem Oberhirten entweder den Domdechant, oder aber des Dompropsten Neffen, den Grafen Egeno von Kyburg, ebenfalls Habsburgischen Stammes. Indem aber eine Verständigung unter den Mitbewerbern nicht zu erreichen, machte der Kaiser seinen Einfluß bei dem römischen Hof geltend, und auf Karls IV Empfehlung wurde Johann von Luxemburg, ohne daß er Mitglied des Domcapitels gewesen, zum Bischof von Straßburg ernannt. Am 11. Juni 1366 hielt er unter großem Gepränge seinen Einzug. Ein seit längerer Zeit bestehender Mißbrauch nahm alsbald seine Aufmerksamkeit in Anspruch. Mehre Landherren, mitunter auch bischöfliche Beamte, hatten nach Belieben mit der Verlassenschaft der Pfründenbesitzer geistlichen Standes gehandelt, bemächtigten sich nicht nur der vorgefundenen Habe, sondern vereitelten auch die testamentarischen Bestimmungen. Dem Unfug ein Ende zu machen, verordnet der Bischof, 7. Nov. 1366: daß inskünftige bei Sterbfällen von Geistlichen einzig der betreffende Erzpriester über die Verlassenschaft zu verfügen haben soll. Er wird nach Abzug der bischöflichen Taxe, des ferto (¼ Mark Silber), die Legate austheilen und das Uebrige den natürlichen Erben zustellen. Sollte jemand den Erzpriester in der Vollziehung dieses bischöflichen Befehls stören, so hat er den weltlichen Arm zu Hülfe zu rufen, und verfallen Landherren, welche sich einer solchen Widersetzlichkeit schuldig machen, mit ihrem ganzen Gebiet dem Kirchenbann.

Wie es scheint, erweckte sich der Bischof durch diese Maasregel viele Feinde, und mag er bei deren Durchführung auf mancherlei Hindernisse gestoßen sein. Die werden ihm die Geschäftsthätigkeit verleidet haben; er nahm seitdem bei der Verwaltung nur wenig Antheil. Von mildem Charakter, mit einem vorwiegenden Hang zur Bequemlichkeit, zur Kleiderpracht und Tafelfreude begabt, nicht selten im Trunk sich übernehmend, ließ er seine Beamten walten: die trieben arge Willkür, übten besonders viele Bedrückungen an den in ihren Amtsgebieten ansässigen Ausbürgern der Stadt Straßburg, obwohl in dieser Hinsicht die Stadt sich im J. 1368 für die Dauer von 10 Jahren mit dem Bischof geeinigt hatte. Ein Ereigniß im Innern des Domcapitels, dem J. 1370 angehörend, mußte den von Natur schüchternen Prälaten noch zurückhaltender machen. Seine beiden Mitbewerber um das Bisthum, Dompropst und Dechant, setzten auch jetzt noch den Hader fort und machten nicht selten in den härtesten Reden ihrem Unwillen Luft. So sagte eines Tags der Dechant: in ungesetzlicher Weise habe der von Kyburg sich der Dompropstei eingedrängt. Diese Rede fiel nicht auf den Boden, es wurde davon nach Rom berichtet und dort zu Handen des Dombechants eine Entscheidung gegeben, welche den Propst seiner Würde entsetzte. Er scheint sich jedoch in Betreff der Anklage gerechtfertigt zu haben, und der Proceß blieb ohne weitere Folgen.

Aber Rache zu nehmen an dem Verläumder hat der schwer beleidigte Dompropst nicht unterlassen. Dafür gewann er seinen Bruder, Graf Berthold von Kyburg, und zwölf andere Ritter oder Knechte, und von denen begleitet, überfiel er am 12. Sept. 1370 die Dechanei, wo eben Johann von Ochsenstein am Nachtimbiß saß. Bei dem Anblick der vielen Bewaffneten dachten die Dienstleute nicht an Widerstand, den leistete zwar der Gefährdete, er wurde aber bald überwältigt, unter Geschrei und Lärm aus dem Hofe fortgeschleppt und durch das enge Richtergäßlein nach der Ill gebracht, wo ein Nachen bereit, ihn aufzunehmen und weiter zu führen. In große Aufregung versetzte solches Attentat die Stadt, man suchte aller Orten nach dem verschwundenen Dechant, bis am dritten Tage ermittelt wurde,

daß von dem Dompropst der Streich ausgegangen. Als ferner dem Rath berichtet wurde, es halte der Hauptthäter sich im Oelgäßchen, bei St. Stephan verborgen, wurden der Ammeister und der Städtmeister mit ihren Dienern und Knechten ausgesendet, um auf ihn zu fahnden. Das wurde leichtlich bewirkt, und der von Kyburg, um daß er der Stadt Ehre angetastet und gegen ihre Freiheit sich vergangen hatte, zum Gefängniß gebracht. Der Rath säumte jedoch nicht, die beiden Meister hinsichtlich der Folgen, welche die Verhaftung eines Geistlichen von so hohem Rang für sie haben konnte, sicher zu stellen. Es war nämlich alsbald nach des Dompropstes Verhaftung, in Kraft eines Synodalbeschlusses, von sämtlichen Behörden des bischöflichen Sprengels der öffentliche Gottesdienst eingestellt worden, bis dahin der Rath sich anheischig machte, seinen Gefangenen dem Bischof auszuliefern. Das geschah aber nur pro forma, und sollte der Propst in städtischer Haft verbleiben, bis dahin er der Kirche und allen durch seinen Frevel betroffenen Individuen Genugthuung geleistet haben würde. Der Vorschlag, den Propst in der Stadt Gewahrsam zu lassen, war von dem Rath ausgegangen, um zu verhüten, daß das bischöfliche Gebiet durch die Anhänger des Propstes heimgesucht werde. Der päpstliche Hof ließ die Sache auf sich beruhen; gleichwohl zog sie noch viele Unruhen und Fehdschaften nach sich. Die verlängerten sich bis in den Sommer 1371, wo dann der Dechant gegen ein Lösegeld von 4000 Gulden und nach Erlegung eines Kostgeldes von 60 Pfund seine Freiheit erhielt. Am 12. Juli 1372 beschwur der endlich ebenfalls aus der Gefangenschaft entlassene Propst die Versöhnung mit der Stadt: ein Lösegeld wurde ihm nicht abgefordert; nur bezahlte er mit 400 Pfund die Kosten seines Unterhalts. Seinem Bruder, dem Grafen Berthold, wurde für immer der Aufenthalt in Straßburg untersagt. Diesen Ausgang hat der Bischof nur aus der Ferne vernommen.

Von Karl IV erhielt er auf sein bittliches Ansuchen am 10. Febr. 1371 ein Protectorium, wodurch der Propst zum Jungen St. Peter in Straßburg, Götz von Grostein zum Verweser der Angelegenheiten des Hochstifts ernannt, und der Stadt

geboten, in dieser Eigenschaft ihn zu schützen. Zwei Tage darauf, 12. Febr. starb Erzbischof Gerlach von Mainz, und eine Partei im Capitel, durch den Dompropst Heinrich Beyer von Boppard geleitet, wählte den Brudersohn des Verstorbenen, den Grafen Adolf von Nassau, während die andere Partei, die größere und bessere, den Erzbischof Kuno von Trier postulirte. Der nahm den Ruf nicht an, seinem Nebenbuhler war der Kaiser nicht günstig, und auf dessen Empfehlung vergabte Papst Gregor XI die erledigte Inful an Johann von Luxemburg, der zeither das Hochstift Straßburg »pie et honeste rexerat«, wie Bruschius will. Schon vorher hatte Karl IV sich bemühet, ihm das Erzbisthum Cöln zu verschaffen. Sofort, zu Nürnberg 1371, bestätigte Johann alle Freiheiten des Erzstiftes Mainz, nachdem er am 22. Juni zu Prag auf dem Altstädter Markt öffentlich und in Gegenwart vieler Fürstlichkeiten die Reichslehen empfangen hatte. Gegen Ende Febr. 1372 ritt er feierlich zu Mainz ein, und dort scheint mehr noch als zu Straßburg seine französische Natur aufgefallen zu sein. Er war, heißt es von ihm, ein Mann von majestätischer Gestalt, schön von Angesicht, von sanfter Gemüthsart, aber einfältig, von wenigem Geist. Er überließ die Geschäfte gewöhnlich seinen Beamten, fühlte sich bei einer wohlbesetzten Tafel glücklich und soll Morgens nie eine Antwort ertheilt haben, so er nicht vordersamst einen fetten Kapaun verzehrt hätte. Ein wackerer Zecher, war er seiner nicht jederzeit mächtig. Man nannte ihn, das alles berücksichtigend, den Bischof Hammel oder Lamm, oder auch den französischen Bischof.

Vor Ausgang Mais 1372 traf der Kaiser selbst zu Mainz ein, nach dem Rhein gerufen durch das Unglück seines Bruders, des Herzogs Wenzel. Der war in der Schlacht bei Basweiler, so beschrieben Bd. 3 S. 651—652, des Herzogs von Jülich Gefangner geworden. Während des Kaisers Aufenthalt zu Mainz wurde die Synode eröffnet, welche den Anspruch des Papstes, von allen Einkünften der Beneficien den Zehnten zu erheben, einstimmig verwarf und die Unmöglichkeit, eine solche Abgabe zu entrichten, auseinandersetzte. „Durch die Verheerungen der Pest, die häufigen Fehden und Erpressungen der Räuber war der Land-

mann so verarmt, daß die Pfründen nicht hinreichten, ihre Besitzer nothdürftig zu ernähren. Hierzu kamen die drückenden Exactionen der apostolischen Kammer, die unter allerlei Vorwand so große Summen aus dem Lande zog, daß gute Münzsorten äußerst rar wurden. Die Vorgesetzten der Stifter und Klöster vereinigten sich demnach, ihre Klagen an Se. Heiligkeit, deren wohlmeinende Gesinnungen allgemein bekannt seyen, gelangen zu lassen, und baten um Abhülfe. Sie erklärten jenen, der aus Gewissensskrupel den Zehnten zahlen oder sich vergleichen würde, für infam und seiner Revenuen verlustig."

Der Kaiser weilte in Mainz bis zum 10. Juni, und mag seine Abreise durch eine tumultuarische Bewegung in der Stadt beschleunigt worden sein. „Es kriegten einige kaiserliche Hofleute mit den Bürgern beim Würfelspiel Händel. Die Wuth der letztern ging so weit, daß sie ihre Gegner, die vor der Uebermacht fliehen mußten, bis in die Wohnung der Kaiserin, im Thiergarten, verfolgten, wo sie auch mehrere derselben verwundeten und einen gar ermordeten, und mehreres von der Kaiserin Geschmuck raubten. Der Ernst des Stadtrathes, der die Rädelsführer nachdrücklich züchtigte, stellte die Ruhe wieder her. Aber der Kaiser sah nicht bloß die Angreifer, sondern auch diejenigen unter den Seinigen, die Anlaß dazu gegeben hatten, für sträflich an. Die am meisten Schuldigen mußten es mit dem Leben büßen, und um die Quelle eines ähnlichen Unfugs für die Zukunft zu verstopfen, jagte er alle Würfelhelden vom Hofe." Die Stadt hatte er am andern Tage verlassen.

Von des Erzbischofs Thätigkeit ist nicht viel zu berichten. Zu Eltvil, 28. Juli 1371 bestätigte er die Privilegien der zu Bingen bestehenden Handelsgesellschaft Ottini, und am Ostertag 1372 jene der Stadt Erfurt. D. d. Eltvil, 11. Aug. 1372 freiete er der Propstei Hirzenach Hof Treiß bei Finten von allen und jeden Abgaben, wogegen die Propstei jährlich zu St. Michaels Tag an die Hofkammer liefern sollte 100 Krüglein, zu Siegburg gebacken, und zwei Paar Stiefel. In demselben Jahr nahmen die Rheingauer die Burg Delkenheim, die zur Raubhöle geworden, brannten sie aus und führten den Burgherren Wilderich in die

Gefangenschaft. Der Stadt Erfurt verhieß Johann Schutz gegen die Unternehmungen des Markgrafen von Meissen, gleichwie er ihr die Zahlung der 100 Mark Silber, so sie jährlich als Ersatz des in der Judenschlacht unter Erzbischof Gerlach Geraubten entrichten sollte, erleichterte. Zu Aschaffenburg, 4. Januar 1373 genehmigte er die Anordnung einer Commission für die Abhörung der Zollrechnung zu Lahnstein, und auf Ehrenfels, 30. Nov. 1373 gab er seinen Willen für die Stiftung der Karthause zu Erfurt. Er starb zu Eltvil, 4. April 1373 (1374), „nicht ohne Verdacht," äußert Werner, „von beigebrachtem Gift." Das Domcapitel postulirte hierauf den mittlerweile zum Bisthum Speier beförderten Adolf von Nassau. „Allein der Pabst versagte ihm die Bestätigung, wie man glaubt aus dem Grunde, weil ein allgemeines Gerücht ihn des beförderten Todes seines Vorfahren beschuldigte."

Des Kurfürsten Bruder, Guido von Luxemburg Graf von Ligny und Saint-Pol, Castellan von Lille, Herr auf Roussy, Beaurevoir, Richebourg rc. vermählte sich im J. 1550 mit Mathilde (Mahaut) von Châtillon, des Grafen Johann von Saint-Pol und der Johanna von Fiennes Tochter, als welche durch den unbeerbten Abgang ihres Bruders Guido eine überreiche Erbin werden sollte. Nicht nur die unermeßliche Grafschaft Saint-Pol mit ihren 250 Dörfern, mit Doullans, Lucheu, Bohain, sondern auch der Fiennes ganzer Besitz, die Castellanei Bourbourg, Fiennes, Tingry in Boulonnois, Ruminghen, wurden ihr zu Theil. An des Vaters Stelle war Guido als Geisel nach England gegeben worden, von dannen er jedoch nach vierjähriger Haft um das J. 1367 entfloh. Es schreibt Froissart: »En ce temps étoit revenu en France messire Guy de Ligny, comte de Saint-Pol, sans prendre congé aux Anglois, et par grande subtilité. La matière seroit trop longue à deviser, je m'en passerai brièvement. Lequel comte haïssoit tant les Anglois qu'il n'en pouvoit nul bien dire, et rendoit grand'peine à ce que le roi de France descendît à la prière des Gascons (die bereits der englischen Herrschaft überdrüssig); car bien savoit que si le prince (der schwarze Prinz) étoit appelé en parlement, ce

seroit un mouvement de grande guerre. A l'opinion du comte de Saint-Pol étoient descendans plusieurs prélats, comtes, barons et chevaliers du royaume de France; et disoient bien au roi que le roi d'Angleterre ni le prince de Galles n'avoient en rien tenu la paix, ni ce qu'ils avoient juré et scellé, selon la teneur des traités, qui furent faits à Bretigny de-lès Chartres, et depuis confirmés à Calais; car les Anglois avoient toujours couvertement et subtilement guerroyé le royaume de France, plus depuis la paix faite que en devant.« Den Frieden zu brechen, hätte K. Karl V kaum der Vorstellungen des Grafen von Saint-Pol bedurft; doch waren sie zeitgemäß und fanden darum eine angemessene Belohnung. Ligny wurde im Sept. 1367 durch den König von Frankreich zu einer Grafschaft erhoben, wofür der Graf ungesäumt seine Dankbarkeit bezeigte.

»Si très tôt que le comte Guy de Saint-Pol et messire Hue de Châtillon, maître pour le temps des arbalétriers de France, purent penser, aviser ni considérer que le roi d'Angleterre étoit défié, il se trairent avant pardevers Ponthieu; et avoient fait secrètement leur mandement de chevaliers et d'écuyers d'Artois et de Hainaut, de Cambrésis, de Vermandois, de Vimeu et de Picardie; et étoient bien six-vingt lances, et vinrent à Abbeville. Si leur furent tantôt les portes ouvertes; car c'étoit chose pourparlée et avisée; et entrèrent ces gens d'armes ens, sans mal faire à nul de ceux de la nation de la ville (29. April 1368). Messire Hue de Châtillon, qui étoit meneur et conduiseur de ces gens, se trahit tantôt de celle part où il pensoit à trouver le sénéchal de Ponthieu, messire Nicole de Louvain, et fit tant qu'il le trouva, et le prit et le retint son prisonnier; et prit encore un moult riche clerc et vaillant homme durement, qui étoit trésorier de Ponthieu. Ce jour eurent les François maint bon et riche prisonnier, et se saisirent du leur, et perdirent les Anglois à ce jour tout ce qu'ils avoient en ladite ville d'Abbeville. Encore coururent ce jour même les François chaudement à Saint-Valery, et y entrèrent de fait et s'en saisirent; et aussi au Crotoy et le prirent, et aussi la ville de Rue sur la mer.

Assez tôt après vint le comte de Saint-Pol au Pontderemy-sur-Somme où aucuns Anglois de là environ étoient recueillis. Si les fit assaillir ledit comte, et là eut grande escarmouche et forte, et y fut fait chevalier Galeran, son aîné fils, lequel se porta bien et vaillamment en sa nouvelle chevalerie. Si furent ces Anglois, qui là étoient, si durement assaillis, qu'ils furent déconfits et morts et pris, et ledit pont et forteresse conquis, et demeura aux François. Et briévement tout le pays et la comté de Ponthieu furent délivrés des Anglois, ni oncques nul n'y en demeura qui pût gréver le pays.«

Dafür den Grafen von St. Pol zu züchtigen, zog der Herzog von Lancaster von Calais aus, zuerst gen Térouanne, wo der Graf »atout grande foison de gens d'armes« aufgestellt. Darauf verfolgten die Engländer die Straße nach Hesdin. »Quand le comte de Saint-Pol sentit que les Anglois s'en alloient vers son pays, il connut bien qu'ils n'y alloient mie pour son profit, car trop le haïssoient: si se partit de nuit et recommanda la cité au seigneur de Saimpy et à monseigneur Jean de Roye, et chevaucha tant qu'il vint à la ville de Saint-Pol. A lendemain, à heure de prime, les Anglois furent devant, et là eut grande escarmouche; et vint grandement bien à point la venue du comte à ceux de la ville de Saint-Pol, car par lui et par ceux qu'il amena fut la ville gardée. Si vous dis que le duc de Lancastre et toutes ses gens se reposèrent du tout à leur aise, et rafraîchirent en la comté de Saint-Pol, et ardirent et exilérent tout le plat pays, et y firent moult de dommages, et furent devant le châtel de Pernes, où madame du douaire (des verstorbenen Grafen Johann zweite Gemahlin, Johanna Bacon, Frau auf Molay) se tenoit; et proprement en avisant le fort, le duc de Lancastre tâta les fonds des fossés à un glaive, mais point n'y assaillirent, combien qu'ils en fissent grand semblant. Si passèrent outre et vinrent devant Lucheu, un très bel châtel dudit comte: si ardirent la ville, mais le château n'eut garde; puis passèrent outre en approchant Saint-Riquier. Et ne cheminoient lesdits Anglois le jour que trois ou quatre lieues: si ardoient et

exiloient tout le plat pays où ils conversoient. Si passèrent la rivière de Somme à la Blanche-Tache au-dessous d'Abbeville, et puis entrèrent au pays de Vimeu, et avoient intention de venir à Harfleur, sur la rivière de Seine, pour ardre la navie du roi de France. Le comte de Saint-Pol et messire Moreau de Fiennes, atout grands gens d'armes, cotoyoient et poursuivoient l'ost des Anglois, par quoi les Anglois ne s'osoient dérouter, fors aller leur droit chemin ou chevaucher en si grande route que pour combattre les François, si ils se fussent, par aucune aventure, traits avant. Et aussi cheminèrent et chevauchèrent tout le pays de Vimeu, et la comté d'Eu, et passèrent au-dessus de Dieppe, et chevauchèrent, et firent tant par leurs journées qu'ils vinrent devant Harfleur, et là se logèrent. Le comte de Saint-Pol s'étoit avancé et étoit entré dans la ville atout deux cents lances.« Drei Tage blieben die Engländer in Unthätigkeit vor Harfleur liegen, sodann traten sie den Rückmarsch an. Zu Calais angelangt, entließ der Herzog von Lancaster alle die fremden Söldner, namentlich die Deutschen unter Hrn. Walram von Born.

Als am 23. September 1370 Robert Knowles mit seinen Engländern vor Paris erschien, hielt der Graf von Saint-Pol mit mehren andern Rittern von der Besatzung an der Barrière vor dem Thor Saint-Jaques. Einen Tag und zwei Nächte lagen die Engländer vor der Stadt, dann bezogen sie eine Stellung zwischen Paris und Montlhéry. »Un chevalier de leur route avoit voué le jour devant qu'il viendroit si avant jusques à Paris qu'il heurteroit aux barrières de sa lance. Il n'en mentit point, mais se partit de son convoi, le glaive au poing, la targe au col, armé de toutes pièces; et s'en vint éperonnant son coursier, son écuyer derrière lui sur un autre coursier, qui portoit son bassinet. Quand il dut approcher Paris, il prit son bassinet et le mit en sa tête: son écuyer lui laça par derrière. Lors se partit cil brochant des éperons, et s'en vint de plein élai férir jusques aux barrières. Elles étoient ouvertes, et cuidoient les seigneurs qui là étoient qu'il dût entrer dedans; mais il n'en avoit nulle volonté. Ainçois

quand il eut fait et heurté aux barrières, ainsi que voué avoit, il tira sur frein et se mit au retour. Lors dirent les chevaliers de France qui le virent retraire: »»Allez-vous-en, allez, vous vous êtes bien acquitté.«« A son retour, ce chevalier, je ne sais comment il avoit nom, ni de quel pays il étoit, mais il s'armoit de gueules à deux faces noires et à une bordure noire cadentée, eut un dur encontre, car il trouva un boucher sur le pavement, un fort loudier, qui bien l'avoit vu passer, qui tenoit une hache tranchante à longue poignée et pesant durement. Ainsi que le chevalier s'en r'alloit tout le pas, et que de ce ne se donnoit de garde, ce vaillant boudier lui vient sur le côté et lui desclique un coup entre le col et les épaules si très durement qu'il le renversa tout en deux sur le col de son cheval; et puis recouvre et le fiert au chef fort, et lui embat sa hache tout là dedans. Le chevalier, de la grande douleur qu'il sentit, chéit à terre, et le coursier s'enfuit jusqu'à l'écuyer qui l'attendoit au tournant d'une rue sur les champs. Cet écuyer prend le coursier et fut tout émerveillé qu'il étoit avenu à son maître: car bien l'avoit vu chevaucher et aller jusques aux barrières, et là heurter de son glaive et puis retourner arrière. Si s'en vint celle part, et n'eut guères allé avant, quand il le vit entre quatre compagnons qui féroient sur lui ainsi que sur une enclume; et fut si effrayé qu'il n'osa aller plus avant, car bien voyoit qu'il ne lui pouvoit aider: il se mit au retour au plus tôt qu'il put. Ainsi fut là mort ledit chevalier; et le firent les seigneurs qui étoient en la porte, enterrer en sainte terre, et ledit écuyer retourna en l'ost, qui recorda l'aventure qui étoit à son maître avenue. Si en furent tous les compagnons courroucés.«

Kurz vorher hatte Graf Guido dem Herzog von Bourbon einen Ritterdienst geleistet, ihm geholfen bei der Belagerung von Belle-Perche. Die Feste mußten die Engländer aufgeben; aber die Mutter des Herzogs von Bourbon, die sie zeither als eine Gefangne behandelt hatten, schleppten sie mit sich fort. Ein anderer Ritterdienst, da Graf Guido sich aufgemacht hatte, seinem Vetter, dem Herzog von Luxemburg und Brabant beizustehen, kostete ihm

das Leben. Die Veranlassung zu dem Streit erzählt Pelzel in folgenden Worten: „Der Kaiser Karl hatte seinen Bruder Wenzel, den er sehr liebte, mit Ehrenbezeugungen und Wohlthaten überhäuft und ihn auch zum Reichsverweser in den Niederlanden und zum Straßenaufseher in ganz Deutschland ernannt. Die Herzoge zu Jülich und Geldern waren über diese Ehrenstellen, womit der Herzog Wenzel bekleidet war, eifersüchtig und suchten Gelegenheit, ihren Neid und Zorn ausbrechen zu lassen, welches sie auch auf eine sehr unanständige Art thaten. Der Herzog zu Jülich ließ nämlich eine Bande von Räubern in seinem Lande herumstreifen, welche nur die fremden Reisenden plünderten, ohne den Einwohnern daselbst Schaden zuzufügen. Einige Kaufleute aus Brabant, welche von diesen Straßenräubern geplündert worden, beschwerten sich darüber bey dem Herzog Wenzel, als dem Reichsverweser in diesem Theile von Deutschland. Derselbe nahm dieses über die massen übel, besonders da man ihn versicherte, daß die Räuber unter dem Schutze des Herzogs zu Jülich stunden, und daß ihnen derselbe nicht nur Pferde verschaffte, sondern ihnen auch eine freie Zuflucht in seinen Landen verstattete. Erstlich schickte der Herzog Wenzel Gesandte an den Herzog zu Jülich und begehrte Genugthuung; da aber keine erfolgen wollte, fiel er mit einem Heere in das Jülichische und verheerte das Land. Da ihm aber die Herzoge von Jülich und Geldern mit Kriegsvölkern entgegen zogen, so kam es bey Baßweiler zu einer hitzigen Schlacht, welche der Herzog Wenzel zu Luxemburg nicht nur verlor, sondern auch in die Gefangenschaft gerieth. Der Herzog Eduard von Geldern, des Herzogs zu Jülich Schwager, wurde in der Schlacht tödtlich verwundet und starb den dritten Tag darauf." Von der Schlacht, auf dem Felde von Basweiler geliefert, 20. Aug. 1371, ist Bd. 3 S. 651 und Abth. III Bd. 5 S. 638—643 gehandelt. Des Grafen von Saint-Pol Leichnam wurde von den Siegern auf dem Schlachtfelde gefunden. Wie es heißt, hatte ein Edelknecht, als das Gefecht schon zu Ende, mit kaltem Blute ihn niedergestoßen, er mußte aber, auf des Herzogs von Jülich Gebot, am Galgen sterben, »pour n'avoir épargné le sang d'un prince de si grande naissance.«

Der Kinder des Grafen von Saint-Pol waren sieben: Walram III, Johann, Peter, Andreas, Johanna, Maria, als Wittwe Johanns von Condé auf Moriamez an Simon den Jungen, Graf von Salm in Püttlingen, Margaretha, in erster Ehe an Peter von Enghien Graf von Lecce, in anderer Ehe an Johann von Werchin, den Seneschalk von Hennegau verheurathet. Johanna, demoiselle de Luxembourg, blieb in Gefolge ihrer andächtigen Richtung unvermählt, hielt den K. Karl VII von Frankreich zur Taufe, und erbte, auf Ableben ihres Großneffen, des Herzogs von Brabant, Philipp von Burgund, die Grafschaften Saint-Pol und Ligny und starb zu Beaurevoir, nicht lange nach dem 10. Sept. 1430. Andreas wurde seines Bruders Peter Nachfolger in dem Archidiaconat von Dreux, erhielt das Bisthum Cambray durch Wahl vom 31. Januar 1390, unternahm eine Pilgerfahrt nach dem h. Land und starb 1396. Er ruhet in der Domkirche zu Cambray, bis auf das Herz und die Eingeweide, so vermöge seines letzten Willens zu Avignon, neben der Leiche seines Bruders, des seligen Peter von Luxemburg, beigesetzt wurden.

Der Graf von Saint-Pol wird von den gelegentlich des Canonisationsprocesses seines Sohnes vernommenen Zeugen genannt ein tapferer und vorsichtiger Ritter, der ungemein andächtig, fromm und den Armen hold, der niemals zuließ, daß seine Soldaten auf dem Marsch das Geringste ohne Bezahlung nahmen, und der, wenn ja die Bezahlung vergessen worden, aus seiner Tasche den Eigenthümer auf das vollständigste entschädigte. Er fastete jeden Freitag und Samstag, enthielt sich am Mittwoch des Fleisches, am Freitag der Fische. »Item quod in annis puerilibus, antequam matrimonium contraheret, adeo se maturum reddidit, mundi lascivias et vitia adeo abhorruit ab ineunte aetate, quod in virginali statu, quod usque ad tempus, quo matrimonium contraxit, dicitur et reputatur permansisse. Item quod postquam fuerit in Anglia obses pro rege Franciae, fidem et castitatem conjugalem servavit; et alibi ubique idem fecit, nunquam audito contrario.« Seiner Unterthanen Wohl lag ihm dergestalt am Herzen, daß er, gewahrend, wie sein Sohn, der Graf von Saint-Pol, durch das Korn reite, ihm den Stock

um die Ohren schlug, was sich mehr denn einmal zutrug. Auch die Gräfin Mathilde wird als eine ungemein gottesfürchtige Frau, eine Wohlthäterin der Armen geschildert und von ihr gerühmt, daß sie die Kinder im Glauben, in der Hoffnung und Liebe zu Gott erzog. Sie lebte noch den 27. Aug. 1371, wie sich aus einem Parlamentsbeschluß ergibt, daß sie also dem Gemahl, wenn auch nur eine kurze Zeit überlebte.

Peter von Luxemburg, der selige Bekenner, war zu Ligny, auf der im J. 1748 niedergelegten Burg, geboren 20. Jul. 1369. Als vater- und mutterlose Waise hat ihn bis zu seinem achten Jahr die verwittwete Gräfin von Saint-Pol, Fauquemberg und Orgieres, Johanna von Luxemburg, seines Vaters Schwester erzogen. Studienhalber wurde er im Alter von 10 Jahren nach Paris gebracht, wo er zu Präceptoren den Nicolaus Chaudronnier und Nicolaus Claquien, nachmalen den Michael Alant erhielt. »Inter scholares repertus est omnibus humilior, et magistris suis obsequens, exemplaris, diligens.« Während in den Freistunden seine Mitschüler der Lust sich überließen, verschloß er sich in sein Kämmerlein, dem Gebet und der Betrachtung obzuliegen. Solche Anlagen der Kirche zu gewinnen, verlieh der Papst, motu proprio, dem frommen Kinde ein Domcanonicat zu Paris. Peters Studien wurden durch einen Zug von Bruderliebe unterbrochen. Seinem Bruder Walram die Freiheit zu verschaffen, ging der zwölfjährige Knabe freiwillig als dessen Bürge nach Calais in die Gefangenschaft, und 9—10 Monate hat er darin zugebracht. Während eines Aufenthaltes zu Ligny, ein ganzes halbes Jahr lang, stand er regelmäßig zu Mitternacht auf, um in Gesellschaft seiner Schwester Johanna, die in vielen Dingen ihm Vorbild und Lehrerin geworden ist, zur Mette zu gehen. Zwei Stunden und mehr pflegten dann die Geschwister im Gebet zuzubringen. Dermaßen ernst war bereits der Jüngling geworden, daß er seinem Bruder Andreas, wie dieser selbst erzählt, das Lachen nicht nur verwies, sondern wohl gar mit Ohrfeigen besserte. Gegen sich selbst war er nicht minder streng. Vielfältige Fasten, schwere Bußübungen und Macerationen hat er sich auferlegt. Papst Clemens sah sich genöthigt, dem durch das strenge

Leben Abgeschwächten den Genuß von Fleisch, sub poena excommunicationis, zu gebieten, und daß er einen Theil wenigstens seiner Marterwerkzeuge ablege. Den besten Theil des Ertrags seiner Präbenden widmete er den Armen, der Präbenden wurden aber allgemach mehre, z. B. das Archidiaconat von Dreux in dem Bisthum Chartres, das Archidiaconat Brüssel in dem Sprengel von Cambray und endlich, nach des Dietrich Beyer von Boppard Ableben, gegen den Willen zwar von Kaiser Wenzel, das Bisthum Metz, etwan im Lenzmonat 1384. Er wurde daselbst am Pfingstsonntag 1384 ohne alle Festlichkeit durch den Domsänger eingeführt und hielt im folgenden Jahre, begleitet von seinem Bruder Walram und andern Herren, seinen feierlichen Einzug, er selbst barfuß und ein Eselein reitend. Sofort nahm er, in Gesellschaft des Weihbischofs, eine Visitation vor, »magno cum fructu.« Es begannen aber die Streitigkeiten mit der Stadt Metz, von wegen der Dreizehn Männer, deren Ernennung die Bürgerschaft dem Bischof nicht zugestehen wollte, indem er, wegen des fehlenden Alters, nur als Administrator zu betrachten sei. Das ihm angethane Unrecht ertrug der Bischof in Geduld; sein Bruder, der Graf von Saint-Pol hingegen wollte die Metzer mit Gewalt zur Unterwürfigkeit bringen und richtete in ihrem Gebiet arge Verwüstung an, bis dahin der Kaiser zu Gunsten der Stadt entschied. Noch blieben andere Feinde zu bestreiten. Die mehrsten bischöflichen Schlösser befanden sich in den Händen von Vettern und Anhängern des verstorbenen Bischofs, absonderlich des Grafen von Salm, welche auszutreiben zumal für den Nachfolger eine Ehrensache, da sie, in der Obedienz von Urban VI, von einer Creatur von Clemens VII als Schismatiker zu betrachten. Mit Hülfe seines Bruders brachte der Bischof an 1500 Lanzen zusammen, und haben die, zum Theil unter seiner persönlichen Anführung, nach und nach die Festen Vic, Moyenvic, Marsal, Nomeny, Baccarat, Epinal erobert, für den Bischof eine Gelegenheit, an den vielen Gefangnen seine Milde zu bethätigen. Aber der Graf von Saint-Pol, als Sieger, forderte eine gewaltige Summe, 44,000 Franken von wegen der aufgegangenen Kriegskosten und wollte um derent-

willen den besten Theil des bischöflichen Gebiets in Händen behalten. Das konnte Peter nicht zugeben, die beiden Brüder kamen zu Unfrieden, bis es dem Bischof gelang, durch Abtretung seines ganzen Erbtheils und Hinzufügung von 8000 Franken den Anspruch zu des Stiftes Eigenthum abzukaufen.

Dem Bisthum folgte im April 1386 die Verleihung des Cardinalshuts, unter dem Titel S. Georgii ad Velum aureum, und sollte der jugendliche Cardinal-Diacon nach Avignon verziehen. Er sprach zu Ligny bei der geliebten Schwester Johanna ein, »quae columba erat infellica, innocens et immaculata, totaque pulcra et decora virtutibus et bonis exemplis. Quae quidem fratri suo cardinali beatissimo, quem tenerrime diligebat, virga fuit directionis, et manna dulcedinis. Qui ad invicem fruentes sanctis colloquiis, praeclarisque spiritualibus consolationibus, alter alterum ad virginitatem perpetuo servandam illibatam, devotissime adhortabantur; ad dilectionem Dei super omnia, et charitatem, innocentiam, humilitatem, et alias ceteras praefulgidas virtutes.« An dem glänzenden Hofe von Avignon verharrte Peter in seinem einfachen gottseligen Leben, in strengen Bußübungen, denen doch bald seine zarte Leibesbeschaffenheit unterliegen sollte. Zweimal wurde er durch ein himmlisches Gesicht getröstet. Nach der Peterskirche zu Avignon gehend, erblickte er inmitten eines Stralenkranzes das Bild des Gekreuzigten, und so betroffen fühlte er sich durch diese Erscheinung, daß er wohl eine halbe Stunde sprachlos blieb und als ein Todter nach dem anstoßenden Kloster getragen werden mußte. Das nämliche Gesicht wurde ihm, als er auf des h. Vaters Geheiß die neuen Anlagen zu Villeneuve-lez-Avignon in Augenschein nahm. Diese Visionen scheint Peter als die Ankündigung seiner bevorstehenden Auflösung betrachtet zu haben, zumal die Schwindsucht, von welcher er behaftet, in den letzten fünf Monaten rasche Fortschritte gemacht hatte. War er auch unlängst mit dem Gedanken einer Wallfahrt nach Jerusalem beschäftigt gewesen, so dachte er jetzt nur mehr an die Vorbereitungen einer ungleich weitern Reise. Er bestimmte, daß seine Leiche, falls er extra curiam Pontificis sterbe, zu Paris auf den Kirchhof des

Innocents mitten unter den Armen, und wenn er zu Avignon sterben würde, daselbst auf St. Michaels oder der Armen Kirchhof, wie er im gemeinen Leben genannt, beerdigt werde. Er ernannte zu Universalerben seine Geschwister Johann, Andreas und Johanna; Andreas sollte alle seine Bücher, die Ausstaffirung seines besten Zimmers und sein werthvollstes Roß, Johanna den schönsten Silberbecher, der Dom zu Metz 100 Goldgulden für ein Jahrgedächtniß haben. Er ließ seine Diener zusammenrufen und jeden einzeln schwören, daß er zur Stunde seinen letzten Willen erfüllen wolle. Dann mußte einer nach dem andern die unter dem Kopfkissen verborgene Geißel ergreifen und damit dem Sterbenden einige Hiebe geben, um nach seinem Ausdruck ihn zu bestrafen, daß er Brüder als Diener behandelt habe. Er richtete die heilsamsten Ermahnungen an seinen Bruder Andreas, vermachte seiner Schwester Johanna noch absonderlich die von ihm entworfenen Vorschriften für das Geistesleben, empfing die Sterbsacramente und verschied in der Karthause von Villeneuve-lez-Avignon, 2. Jul. 1387; einen Franken hat man bei ihm, dem Almosengeber, gefunden. Die Leiche wurde nach Avignon gebracht, wie der Selige es gewünscht, und es folgte eine unübersehbare Reihe von Mirakeln, unter seiner Anrufung erworben. Todte wurden erweckt, Stumme, Blinde, Taube, Fieberkranke von ihren Gebrechen geheilt. Das Gleiche ereignete sich mit Lahmen und Gichtbrüchigen aller Art, mit den von Tollheit und Wuth Befallenen, mit gebrochenen Gliedern, mit Aussatz, Fisteln, Blutfluß, gefährlichen Geburten, mit Erlösung aus Gefangenschaft oder aus den Händen von Räubern, mit Schiffbruch, fallender Sucht, Eigenthumsverletzung, Kopfweh, Stein, Unterleibskrankheiten, Brandunglück rc. rc.

Schön bespricht Froissart die Verehrung, so man zu Avignon dem Andenken des liebenswürdigen Jünglings zollte. »En ce temps et en celle saison furent les nouvelles épandues de saint Pierre de Luxembourg, le cardinal, et que son corps étoit saintis en la cité d'Avignon, et lequel en ces jours faisoit et fit merveilles de miracles, et tant et si grande foison qu'innumérables. Si vous dis que ce saint cardinal fut

un homme en son temps de très bonne, noble, sainte et dévote vie; et fit toutes oeuvres plaisantes à Dieu. Il étoit doux, courtois et débonnaire, vierge et chaste de son corps, et large aumônier. Tout donnoit et départoit aux pauvres gens; rien ne retenoit des bien de l'église, fors que pour simplement tenir son état. Le plus du jour et de la nuit il étoit en oraisons. Les vanités et superfluités et les pompes de ce monde il fuyoit et eschevoit; et tant fit que Dieu, en sa jeunesse, l'appela en sa compagnie; et, tantôt après son trépas, il fit grands miracles et apperts; et ordonna à être enseveli au sépulchre commun des pauvres gens; et en toute sa vie n'y eut qu'humilité; et là gît, et fut mis en la chapelle de saint Michel.

»Le pape et les cardinaux, quand ils virent que les miracles du corps saint se multiplioient ainsi, en écrivirent au roi de France, et par espécial à son frère aîné, le comte Waleram de Saint-Pol; et lui mandèrent qu'il allât en Avignon. Le comte ne s'en voulut point excuser ni deporter d'y aller, mais y alla; et donna de belles lampes d'argent, qui sont devant son autel. On se pourroit émerveiller de la grande créance, que ceux du pays de là environ y avoient, et des visitations qu'ils y faisoient, et des présens que rois, ducs, comtes, dames et gens de tous états faisoient. Et en ces jours que je fus en Avignon, car par là, pour le voir, je retournai de la comté de Foix, de jour en jour ces oeuvres et magnificence s'augmentoient; et me fut dit qu'il seroit canonisé. Je ne sais pas comment depuis il en est avenu.« Die glänzendste Huldigung aber sollte Peter in dem letzten Seufzer seines Gönners, Clemens VII empfangen. Es betete der Sterbende: »Ah! beau Sire Dieu, si je te prie que tu aies merci de mon ame, et me veuilles pardonner mes péchés: et toi très-douce mère de Dieu, je te prie que tu me veuilles aider envers ton benoit fils, notre Seigneur: et vous tous les benoits Saints du paradis, je vous supplie que vous veuillez aider à mon ame aujourd'hui; ah! Luxembourg, je te prie que tu me veuilles aider.« Die Verhandlungen um die Canonisation nahmen gleich

im J. 1390 ihren Anfang, hatten aber noch kein Resultat ergeben, als die Bürgerschaft von Avignon den Beschluß faßte, das Andenken des Seligen in einem Festtage, unter Enthaltung von aller Gewerbsthätigkeit alljährlich den 5. Juli zu begehen, was eine Verordnung des Bischofs Karl von Conti, 3. Jul. 1600, auf den ganzen Sprengel ausdehnte. Daß der 5. Juli als festum duplex begangen werde, verordnete nachmalen Papst Urban VIII, sintemalen Clemens VII im J. 1527 die Erhebung des Leichnams verordnet und am 9. April 1530 die Beatification Peters von Luxemburg ausgesprochen hatte. Die Canonisation ist trotz aller Bemühungen des um die Kirche so verdienten Herzogs Franz von Luxemburg, und obgleich dieser für die Kosten der Feier im Namen des Königreichs Frankreich die Summe von 100,000 Goldstücken angeboten hatte, nicht erfolgt, weil jener ältere Clemens VII, ein Graf von Genf, in Rom als Papst nicht anerkannt wurde, folglich ungültig die von ihm verliehene Cardinalswürde. Wolle man, das wurde der Familie bedeutet, von ihr aber nicht eingegangen, den Cardinalstitel fallen lassen, so stehe nichts der Canonisation im Wege. Ueber des Bekenners Grab hat sich nachmalen eine Capelle, dann ein Cölestinerkloster erhoben. „In der Gruft unter der Erden," heißt es in Merians Topographie, „ligt Petrus Luzeburgius, der einen Knaben, so von einem Thurm herunter gefallen und alle Glieder zerbrochen, durch sein Gebet wieder also zurecht gebracht haben solle, daß die zerbrochene und abgesonderte Stück für sich selbsten wieder zusammengewachsen, und der Knab zu seiner vorigen Gesundheit gelangt ist." Vergl. Histoire de la vie, des miracles et du culte du bien-heureux Pierre de Luxembourg, par François Mounas, 1766, in 12°.

Des Cardinals ältester Bruder, Walram III Graf von Saint-Pol und Ligny, war nur 16 Jahre alt, da er an des Vaters Seite, nachdem er eben den Ritterschlag empfangen, auf dem Basweiler Felde stritt und des Herzogs von Jülich Gefangner, zeitig doch und ohne Lösegeld durch des Kaisers Vermittlung aus der Gefangenschaft entlassen wurde. Fortwährend lagen die französische Besatzung in Boulogne und die Engländer zu

Calais sich in den Haaren, und hatten die Engländer mit Vortheil eine von Boulogne ausgegangene Streifpartei bestritten, 1374. »Ce propre jour avoit fait sa montre messire Hue de Châtillon, qu'on dit monseigneur le maître (des arbalétriers), et avoit avec lui tous ces capitaines de là environ; et étoient bien 400 lances. Le jeune comte de Saint-Pol, messire Walleram, étoit tout nouvellement revenu de sa terre de Lorraine, et n'avoit mie séjourné à Saint-Pol trois jours, quand, par dévotion, il étoit parti pour aller en pélerinage à Notre-Dame de Boulogne: si ouït dire sur son chemin que monseigneur le maître et ces François chevauchoient: si lui vint en avis que ce lui seroit blâme et vergogne, puisque il savoit leurs gens sur le pays qui chevauchoient, s'il ne se mettoit en leur compagnie, et n'y voulut trouver nulle excusance, ainsi que un jeune chevalier qui se désire avancer et qui quert les armes; et s'en vint ce propre jour au matin avec monseigneur Hue de Châtillon et les autres compagnons, qui furent tout réjouis de sa venue. Si chevauchèrent liement ensemble celle matinée vers Ardres, et rien ne savoient des Anglois, ni les Anglois d'eux; et cuidoient les François que les Anglois fussent en Ardres, et vinrent jusques à là et firent leur montre et leur course devant les barrières; et quand ils eurent là été une espace ils s'en retournèrent et prirent leur chemin devers Licques et devers Tournehem.

»Si très tôt que les François se furent partis de devant Ardres et mis au retour, en chevauchant moult bellement, un Anglois issit de la ville d'Ardres et se mit à voie couvertement à l'aventure, pour savoir si jamais il trouveroit leurs gens pour recorder ces riches nouvelles. Et tant alla et tant vint de long et de travers que sur son chemin d'aventure il trouva le seigneur de Gommignies, monseigneur Gautier Devereux et monseigneur Jean de Harleston. Si s'arrêta à eux et eux à lui, et leur conta comment les François chevauchoient et avoient fait leur montre devant Ardres. »»Et quel chemin tiennent-ils?«« dirent les chevaliers. »»Par ma foi, mes seigneurs, ils prirent le chemin pour aller vers

Licques; car encore depuis que je me suis parti, je les ai vu sur le mont de Tournehem, et crois qu'ils ne soient pas loin de ci. Tirez sur dextre, en côtoyant Licques et Tournehem, j'ai espoir que vous les trouverez, car ils chevauchent tout le pas.«« Adonc recueillirent ces trois chevaliers tous leurs compagnons et remirent ensemble, et chevauchèrent tout le pas, la bannière du seigneur de Gommignies tout devant, et les deux pennons des deux autres chevaliers de lez.

»Ainsi que les François eurent passé Tournehem et qu'ils tiroient à aller vers Licques, ils ouïrent nouvelles de ceux du pays, et furent signifiés que les Anglois chevauchoient et étoient hors d'Ardres: si en furent trop malement joyeux, et dirent qu'ils ne demandoient ni quéroient autre chose; et faisoient trop grande enquête où ils en pourroient ouïr nouvelles, car ils faisoient doute qu'ils ne les perdissent. Et furent sus un état une espace qu'ils se départiroient en deux chevauchées pour eux trouver plus prestement; et puis brisèrent ces propos et dirent, tout considéré, qu'il valoit mieux qu'ils chevauchassent tout ensemble. Si chevauchèrent baudement, bannières et pennons ventilans, car il faisoit bel et joli. Et trop étoit courroucé le comte de Saint-Pol qu'il n'avoit tout son arroy, et spécialement sa bannière, car il l'eût bouté hors; et frétilloit tellement de joie qu'il sembloit qu'il n'y dût jamais venir à temps. Et passèrent outre l'abbaye de Licques, et prirent droitement le chemin que les Anglois tenoient. Si vinrent à un bosquet dessus Licques, et là s'arrêtèrent et rassanglèrent leurs chevaux, et firent en cedit bosquet une embûche de trois cents lances, desquelles messire Hue de Châtillon étoit chef; et fut ordonné le comte de Saint-Pol à courir à cent lances, chevaliers et écuyers avec lui. Assez près de là au long d'une haie, étoient descendus les Anglois, et avoient rassanglé leurs chevaux; et fut ordonné Jean de Harleston à courir atout vingt-cinq lances pour ouvrir l'embûche des François, et se partit et sa route avec lui. Et l'avoient bien le sire de Gommignies et Gautier Devereux au département avisé que, s'il venoit sur les

coureurs des François, qu'il se fit chasser. Ainsi chevaucha Jean de Harleston, et vint sur le comte de Saint-Pol et sa route qui étoient tous bien montés. Sitôt que les Anglois furent venus jusques à eux, ils firent leur montre, et tantôt se mirent au retour pour revenir à leurs compagnons qui les attendoient au long de la haie en très bonne ordonnance et tout à pied, leurs archers devant eux: Quand le comte de Saint-Pol les vit fuir, il fut un petit trop aigre d'eux poursuivre, et férit cheval des éperons, la lance au poing, et dit: »»Avant! avant! ils ne nous peuvent échapper.«« Lors vissiez dérouter ces François et mettre en chasse après ces Anglois, et les chassèrent jusques au pas de la haie. Quand les Anglois furent là venus ils s'arrêtèrent, et aussi firent le comte de Saint-Pol et sa route; car ils furent recueillis de ces gens et de ces archers qui commencèrent à traire à effort et à navrer chevaux et à abattre chevaliers et écuyers. Là eut un petit de bon estour, mais tantôt il fut passé, car le comte de Saint-Pol et ceux qui avec lui étoient n'eurent point de durée à ces Anglois. Si fut ledit comte pris d'un écuyer de la duché de Guerles, et en celle route le sire de Poix et plus de soixante bons prisonniers, chevaliers et écuyers.

»Droitement sur le point de cette déconfiture étoit venu, en frappant des éperons, monseigneur Hue de Châtillon et sa bannière, et étoient bien trois cents lances; et chevauchèrent jusques au pas de la haie où les autres avoient combattu, et encore y en avoit qui se combattoient. Quand le sire de Châtillon vit la manière que le comte de Saint-Pol et sa route étoient rués jus, si n'eut mie désir ni volonté d'arrêter, mais férit cheval des éperons et se partit et sa bannière. Les autres par droit d'armes n'eurent point de blâme s'ils le suivirent, quand c'étoit leur sire et leur capitaine. Ainsi se départirent de là trois cents hommes, tous bien montés et taillés de faire une bonne besogne et de recouvrer la journée et le jeune comte de Saint-Pol, auquel cette aventure fut moult dure, et à tous les bons chevaliers qui avec lui furent pris.

»Sachez que au commencement, quand les Anglois virent venir sur eux cette grosse route, tous bien montés et appareillés de faire un grand fait, ils ne furent mie bien assurés de leurs prisonniers ni d'eux-mêmes; mais quand ils les virent partir et montrer leurs talons, ils furent grandement reconfortés, et n'eurent nulle volonté adonc de chasser ceux qui fuyoient; mais montèrent à cheval et firent monter leurs prisonniers, et tantôt fut nuit. Si retournèrent ce soir en la garnison d'Ardres, et se tinrent tout aises et tout joyeux de ce qu'ils eurent. Ce propre soir, après souper, acheta le sire de Gommignies le comte de Saint-Pol à son maître qui pris l'avoit, et l'en fit fin de dix milles francs. A lendemain chacun des capitaines retourna où il devoit aller, Jean de Harleston à Guines et Gautier Devereux à Calais, et emmenèrent leurs prisonniers et tout leur butin.

»Ces nouvelles s'espardirent jusques en Angleterre et vinrent jusques au roi; et lui fut dit que son chevalier, le sire de Gommignies avoit eu rencontre et bataille aux François, et si bien s'y étoit porté qu'il avoit déconfit les François, et tenoit le comte de Saint-Pol à prisonnier. De ces nouvelles fut grandement réjoui le roi d'Angleterre, et tint ce fait à grande prouesse; et manda par ses lettres et par un sien écuyer au seigneur de Gommignies qu'il le vînt voir en Angleterre et lui amenât son prisonnier. Le sire de Gommignies obéit, rechargea Ardres à ses compagnons, et puis s'en partit, le comte de Saint-Pol en sa compagnie. Si vinrent à Calais, et là se tinrent tant que ils eurent vent pour passer outre; et quand ils eurent ils entrèrent en un passager. Si arrivèrent ce propre jour qu'ils montèrent, à Douvres. Depuis exploitèrent ils tant que ils vinrent à Windsor, où le roi se tenoit, qui reçut le seigneur de Gommignies en grande cherté. Tantôt le sire de Gommignies, quand il eut fait la révérence, ainsi qu'on doit faire à un roi, lui présenta et donna le comte de Saint-Pol, pour tant qu'il sentoit bien que le roi le désiroit à avoir pour deux raisons; l'une étoit que le roi n'avoit point aimé son père, le comte Guy, pourtant

que sans congé il s'étoit parti d'Angleterre et que très grande peine avoit mis à la guerre renouveler; l'autre qu'il en pensoit bien à ravoir ce grand capitaine et bon chevalier, le captal de Buch (Abth. I Bd. 3 S. 249—264), qui gissoit en prison en la tour du Temple à Paris ens ès dangers du roi de France. Si remercia liement le roi le sire de Gommignies de ce don et de ce présent, et lui fit tantôt délivrer vingt mille francs. Ainsi demeura le jeune comte de Saint-Pol en prison courtoise devers le roi d'Angleterre, reçu sur sa foi d'aller et de venir parmi le châtel de Windsor et non issir de la porte sans le congé de ses gardes; et le sire de Gommignies retourna à Ardres entre ses compagnons. Si paya bien aise, de l'argent du roi d'Angleterre l'écuyer de Guerles qui pris avoit le seigneur de Ligny comte de Saint-Pol.«

Fünf Jahre verlebte Graf Walram in der Gefangenschaft. »Bien est vérité que le roi d'Angleterre, le captal de Buch vivant, l'offrit plusieurs fois au roi de France pour ledit captal; mais le roi Charles (V) ni son conseil n'y vouloit entendre ni le donner pour échange; dont le roi anglois avoit grande indignation. Si demeura le jeune comte de Saint-Pol prisonnier en Angleterre dedans le bel châtel de Windsor, et avoit si courtoise prison qu'il pouvoit aller partout ébattre, jouer et voler des oiseaux environ Windsor: de ce étoit-il reçu sur sa foi.« Einsam befand sich aber Walram nicht in der Prachtburg. Da hausete regelmäßig des schwarzen Prinzen Wittwe (seit 1376), Johanna, Tochter Johanns von Woodstock, des Grafen von Kent. Die hatte eine der frühern Ehe mit Thomas Holand Grafen von Kent angehörende Tochter, »madame Mahault, la plus belle dame d'Angleterre. Le comte de Saint-Pol et cette dame s'entraimèrent loyaument et enamourèrent l'un l'autre; et étoient ensemble à la fois en danses et en carolles et en ébattemens, tant qu'on s'en aperçut, et s'en découvrit la dame, qui aimoit le comte de Saint-Pol ardemment, à madame sa mère.« Unlängst, 1377, hatte der reizenden Mathilde Halbbruder, Richard II, den Thron bestiegen, und am 18. Jul. 1379 wurde der Ehecontract der beiden Liebenden ausgefertigt. Der

Graf von Saint-Pol wurde zu einem Lösegeld von hunderttausend Goldfranken angesetzt; davon sollte er die Hälfte bei seiner Ankunft zu Calais, die andere Hälfte in zwei Terminen, zu Weihnachten nächstkommend und zu Ostern erlegen, als Geisel für die richtige Bezahlung seinen Bruder Peter und, nach seiner Wahl, die Feste Guise oder Bohain ausliefern. Froissart berechnet das Lösegeld zu 120,000 Franken und meint, es sei ihm die Hälfte hinsichtlich seiner Vermählung erlassen worden. Dessen thut aber der Ehevertrag keine Erwähnung.

»Pour trouver la finance, quand les convenances furent prises, le roi d'Angleterre fit grâce au comte de Saint-Pol de repasser la mer, et de retourner sur sa foi dedans l'an. Si vint le comte en France voir le roi et ses amis, le comte de Flandre, le duc de Brabant et le duc Aubert, ses cousins, qui le conjouirent liement. Le roi de France en cet an fut informé trop dur contre le comte de Saint-Pol; car on le mit en soupçon qu'il devoit rendre aux Anglois le fort châtel de Bohain; et le fit le roi saisir de main mise et bien garder, et montra le roi que le comte de Saint-Pol vouloit faire envers lui aucun mauvais traité, ni oncques ne s'en put excuser; et pour ce fait furent en prison au châtel de Mons en Hainaut le chanoine de Robertsart, le sire de Vertaing, Jaquèmes du Sart et Girart d'Obies. Depuis se diminuèrent ces choses et allèrent à néant, car on ne put rien prouver sur eux, et furent délivrés; et le comte de Saint-Pol retourna en Angleterre pour lui acquitter devers le roi, et épousa sa femme, et fit tant qu'il paya les soixante mille francs en quoi il étoit obligé, et puis repassa la mer, mais point n'entra en France car le roi l'avoit en haine. Si allèrent demeurer le comte et la comtesse sa femme au châtel de Ham-sur-Eure (in der Grafschaft Namur), que le sire de Moriamez (Johann von Condé), qui avoit sa soeur épousée, lui prêta, et là se tinrent tant que le roi Charles vécut, car oncques le comte ne put retourner à son amour.«

Das Exilium war indessen von kurzer Dauer: K. Karl V starb den 16. Sept. 1380; sehr bald nahm der Nachfolger,

Karl VI, den Grafen von Saint-Pol zu Gnaden auf, und in kurzem ward dieser ein entschiedener Liebling, daß kein kriegerisches Ereigniß, keine Reise des Hofs, keine Sitzung des Parlaments oder geheimen Raths, kein Friedensschluß ohne seine Mitwirkung stattfinden konnte. Des Königs Begleiter in dem Zug nach Flandern, 1382, wurde ihm ein ungemein einträgliches Geschäft zugetheilt. »Le roi séjournant à Tournay, le comte de Saint-Pol eût une commission de corriger tous les Urbanistes (die von der Obedienz des Papstes Urban VI), dont la ville étoit moult renommée. Si en trouva-t-on plusieurs; et là où ils étoient trouvés, fut en l'église Notre-Dame ou ailleurs, ils étoient pris et mis en prison et rançonnés moult avant du leur. Et recueillit bien le comte, et sous briefs jours, par cette commission douze cent mille francs; car nul ne partoit de lui qui ne payât ou donnât bonne sûreté de payer.« In denselben Tagen hatte Walram, bei Roosbeek die Flamänder bestritten, gleichwie er 1388 in dem Heere sich befand, welches der König in Person nach Geldern führte (Abth. III Bd. 5 S. 683—698). Noch in demselben Jahre besuchte Walram in Karls VI Auftrag den Congreß zu Lollingen, wo zwischen den beiden Kronen Waffenstillstand für die Dauer von drei Jahren geschlossen wurde, und diesen Vertrag durch K. Richard bekräftigen zu lassen, ging er nach England, von dannen er doch zeitig wiederkam, um den Festlichkeiten, gelegentlich des Einzugs der jungen Königin, Isabella von Bayern, beizuwohnen. »Si fut le comte de Saint-Pol le très bien venu du roi et de tous les seigneurs; et étoit à cette fête, et de-lez la reine de France sa femme qui fut moult réjouie de sa venue.« Kurz darauf wurde die Gräfin, während ihres Aufenthaltes zu Luchen, durch den Besuch eines Landsmanns, Peter von Courtenay, erfreut. Der war nach Frankreich gekommen, um mit Guido von la Tremouille zu stechen, wurde aber, wie die erste Lanze gebrochen, durch K. Karls Machtspruch gestört. Blieb ihm nichts übrig, als nach Haus zu gehen: ihn sicher zu geleiten, wurde ihm der Sire de Clary beigegeben, und beide zusammen machten der Gräfin von Saint-Pol, »qui moult joyeuse étoit de leur

venue,« die Aufwartung. In des Gesprächs Verlauf, »la comtesse demanda à messire Pierre de Courtenay quelle chose il lui sembloit des états de France. Messire Pierre en répondit bien et à point et dit: »»Certainement, madame, les états de France sont grands, beaux et bien étoffés, et bien gardés. En notre pays nous n'y saurions avenir. — Et vous contentez-vous bien, dit la dame, des seigneurs de France? Ne vous ont-ils point fait bonne chère, et bien recueilli? — Certes, madame, répondit le chevalier, je me contente grandement d'eux tant que de la recueillette; mais de ce pour quoi j'ai passé la mer, ils se sont petitement acquittés envers moi; et veux bien que vous sachiez que, si le sire de Clary, qui est chevalier de France, fut venu en Angleterre et eût demandé armes à qui que ce fût, on l'eût répondu, servi et accompli son désir et sa plaisance, et on m'a fait tout le contraire. Bien est vérité que on nous mit l'un devant l'autre en armes, messire Guy de la Trémouille et moi; et lorsque nous eûmes joûté une lance, on nous prit sus; et me fut dit, de par le roi, que nous n'en ferions plus et que nous en avions fait assez. Si dis, madame, et le dirai et le maintiendrai partout où je viendrai, que je n'ai à qui su faire armes, et que pas il n'a demeuré en moi, mais en ces chevaliers de France.««

»Le sire de Clary, qui là étoit présent, nota cette parole et se tut à trop grande peine; et toutefois il se souffrit, pourtant que il avoit le chevalier anglois en charge et en convoi. La comtesse de Saint-Pol répondit et dit: »»Messire Pierre, vous vous départez très honorablement de France, quand vous avez obéi, en armes faisant, à la prière du roi; car plus n'en pouviez faire puisque on ne vouloit. Au venir, au retourner et au faire ce que vous avez fait, ne pouvez-vous point avoir de blâme; et tous ceux et celles qui en ouïront parler de ça la mer et de là, vous en donneront plus d'honneur que de blâme; si vous contentez, je vous en prie. — Dame, répondit le chevalier, aussi fais-je et ferai. Je ne m'en quiers jamais de soucier.«« Atant laissèrent-ils cette parole et rentrèrent en autres en persévérant le jour et la

nuit, jusques au lendemain que messire Pierre de Courtenay prit congé à la comtesse de Saint-Pol, et elle lui donna au département un très bel fermail d'or, et aussi un au seigneur de Clary par compagnie. Si départirent de Lucheu au matin et prirent le chemin de Boulogne, et tant firent qu'ils y vinrent et y logèrent une nuit, et à lendemain ils chevauchèrent vers Marck et vers Calais. Entre Boulogne et Calais n'a que sept lieues bien courtoises et beau chemin et ample. Ainsi qu'à deux lieues de Calais on entre sur la terre de Marck et d'Oye et de la comté de Guines, lesquelles terres étoient pour ce temps au roi d'Angleterre.

»Quand ils approchèrent Calais, messire Pierre de Courtenay dit au seigneur de Clary: »»Nous sommes en la terre du roi d'Angleterre. Sire de Clary, vous vous êtes bien acquitté de moi conduire et convoyer. Grands mercis de votre compagnie,«« und damit wollt er sich empfehlen, aber es sprach Clary: »Messire Pierre, vous êtes en Angleterre sur la terre de votre roi. Je vous ai convoyé et accompagné tant que ci, au commandement du roi notre sire et de monseigneur de Bourgogne. Il vous peut bien souvenir comment, devant hier, vous et moi étions en la chambre de madame de Saint-Pol, qui nous fit très bonne chère. Vous parlâtes là trop largement, ce me semble, et au trop grand blâme et préjudice des chevaliers de France; car vous dîtes que vous veniez de la cour du roi et n'aviez trouvé à qui faire armes. Vos paroles là dîtes et proposées montrent et donnent à entendre qu'il n'y a chevalier en France qui ait osé faire armes, ni joûter à vous, ou courir trois cours de glaive. Je veux bien que vous sachiez que je m'offre ici, quoique je sois l'un des moindres de notre marche, que le royaume de France n'est pas si vide de chevalerie, que vous ne trouviez bien à qui faire armes, si vous voulez à moi, soit encore anuit ou demain de matin, et je le dis à cette entente. Ce n'est par haine ni félonie que j'ai à vous, ni sur vous; ce n'est fors que pour garder l'honneur de notre côté, car je ne veux pas que, vous retourné à Calais ou en Angleterre, vous vantez

que sans coup férir vous avez déconfit les chevaliers de France. Or, répondez, s'il vous plait, à ma parole.«

Der von Courtenay bedachte sich nicht um die Antwort. »Sire de Clary, vous parlez bien et j'accepte votre parole, et veux que demain au matin, en cette place, vous soyez armé à votre entente et je le serai aussi, et courrons ensemble l'un contre l'autre trois cours de glaive, et par ainsi racheterez-vous l'honneur du roi de France, et me ferez grand plaisir. — Je vous créante,« sprach der von Clary, »que je serai ci à l'heure que vous me dites.« Pünktlich fanden sich am andern Morgen die beiden Kämpen zur Stelle, der Engländer begleitet von Johann Devereux, dem Commandanten zu Calais, und mehren Reisigen. In dem ersten Rennen wurde keiner berührt. In dem zweiten Rennen durchbohrte Clary des Gegners Schild und rannte ihm die Gleve in die Schulter, daß die Spitze eine Hand breit herausstrat. Tödtlich verletzt, stürzte der Engländer vom Gaul, mit ihm beschäftigten sich seine Landsleute. Da ritt Clary hinzu, und es wurde ihm gesagt: »Vous n'êtes pas bien courtois joûteur. — Pourquoi? dit le sire de Clary. — Pour ce que vous avez enferré tout outre l'épaule messire Pierre de Courtenay. Vous dussiez et pussiez bien plus courtoisement avoir joûté.« Antwortet Clary: »De la courtoisie n'étoit pas en moi, puisque j'étois appareillé et accueilli pour la joûte; et autant en pussé-je avoir eu, si l'aventure se fût portée contre moi, en venant de lui sur moi; mais au cas qu'il s'est atys de la joûte à moi, demandez-lui, ou je lui demanderai, si vous voulez, si il lui suffit, et si il lui en faut ou veut plus?« Entgegnet Devereux: »Nennil, chevalier, partez-vous, car vous en avez assez fait.«

Ritt also der Sieger seines Wegs, vermeinend sein Bestes gethan zu haben. Das war keineswegs die am Hof zu Paris waltende Ansicht: man fand da höchst strafbar den Ritter, welcher, dem Engländer zum Geleitsmann gegeben, so rauh mit ihm verfuhr. »On parle de poursuites, d'information, de témoins, l'on se tait du reste« (Corneille). Längere Zeit verhaftet, mußte der Gefährdete noch einen scharfen Verweis hin-

nehmen: »Sire de Clary, vous cuidâtes trop bien avoir fait et trop vilainement avez ouvré, quand vous vous offrîtes à faire armes à messire Pierre de Courtenay qui étoit au conduit du roi, et on le vous avoit baillé en garde pour mener et conduire jusques en la ville de Calais. Vous fîtes un grand outrage, quand vous relevâtes les paroles lesquelles il disoit en gengles à la comtesse de Saint-Pol, devant que vous dussiez être retourné en France devers les seigneurs, et eux dit et remontré: *Telles paroles impétueuses contre l'honneur des chevaliers de France a dit en la présence de moi messire Pierre de Courtenay.* Et ce qu'on vous en eût conseillé à faire, dussiez avoir fait; et pour ce que point ne l'avez fait avez-vous eu cette peine. Or soyez une autre fois mieux avisé, et si remerciez de votre délivrance monseigneur de Bourbon et le sire de Coucy, car ils y ont fort entendu pour vous, et aussi à la comtesse de Saint-Pol, car la bonne dame s'en est grandement bien acquittée de vous aider à excuser. — Le sire de Clary répondit et dit: »»Grands mercis! mais je cuidois avoir bien fait.««

Bei dem großen Tournier in London, Sonntag nach Michaelis 1370, sich zu betheiligen, fuhr Graf Walram hinüber nach Dover und weiter nach London. »Là vint le comte de Saint-Pol très bien accompagné de chevaliers et d'écuyers, et tous armés en harnois de joûte, pour commencer la fête. De celles joûtes eut le prix pour ce dimanche, de ceux de dehors le comte Waleran de Saint-Pol, et de ceux dedans le comte de Huntingdon.« Bei den Friedenshandlungen zu Amiens, 1391, thätig, gastirte Walram einstens die sämtlichen englischen Ritter. Seine Ansprüche zu dem Mitbesitz von Luxemburg durchzusetzen, versuchte er den zweifelhaften Zustand des Landes, wo theilweise Kaiser Wenzel, theilweise Markgraf Jost von Mähren anerkannt, zu benutzen. Des Markgrafen Statthalter war seit 28. April 1394 Graf Dieter von Katzenellenbogen. „Grave von St. Paul," schreibt der Chronist Mechtel, „ware aber des Lands zu Lutzelburg Feind, und kame im Jahr 1395 ganz feindlich mehr dann mit 1200 Glenen, Rittern und Knechten, in das Land, und hatte

darzu noch hundert Schützen. Indessen so bewarbe sich obgenannter Graf Dieter von Katzenellenbogen dieser Landen, und hatte (mit Hülfe von Jülich und Cleve) mehr dann 2000 Gleven, Ritter und Knecht, zusammengebracht. Aber der Grave von St. Paul hatte sich mit den Seinigen umbgriffen und verschanzet, also da Graf Dieter uff einen Morgen mit ihnen wollte streiten, da waren die Walen (Welschen) des Nachts hinweggeritten, und ließen ihre Pfeifer die ganze Nacht pfeifen uff der Wallen, daß man wähnet, es wären sie noch da. Also ward Graf Dieter auch einmal betrogen, und die Walen kamen darvon." Im Jahre 1396 ging Walram als Gesandter nach England und vermittelte einen Stillstand für 25 Jahre, gleichwie er K. Richards II Vermählung mit der Prinzessin Isabella von Frankreich zu Stande brachte. Bei dieser Gelegenheit äußerte der König seine Besorgnisse um des Herzogs von Glocester Haltung. »Monseigneur,« rieth Walram, »il le vous faut mener par douces paroles et amoureuses. Donnez-lui du votre largement. S'il vous demande quoi que ce soit, accordez lui tout; car c'est la voie par laquelle vous le gagnerez. Il le vous faut blandir tant que vous en aurez fait que le mariage soit passé et que vous ayez votre femme amenée en ce pays. Et quand tout sera fait et accompli, vous aurez nouvel avis et conseil, et auriez bien puissance de ôter les rebelles à vous et mauvais contre vous. Car le roi de France au besoin vous aidera. De ce devez vous être assuré. — En nom Dieu, beau-frère, vous parlez bien, et je le ferai ainsi,« concludirte K. Richard.

Nicht lange, und Walram hatte sich mit Karl von Albret in das Commando der 500 Lanzen zu theilen, so der König von Frankreich den Grafen von Hennegau für ihre Fehde mit den Friesen lieh. Enkhuisen war der den vereinigten Streitkräften angewiesene Sammelplatz, da schifften sie sich ein auf einer Flotte, zu deren Dienst 30,000 Matrosen aufgeboten worden, und fuhren hinüber nach Kuinder. Ihnen das Landen zu verwehren, hatten sich da 6000 Friesen aufgestellt, »il étoit le jour Saint-Barthélemi 1396, par un dimanche. Entre ces Frisons y eut une femme vêtue de bleu drap qui, comme folle et enragée,

se bouta hors des Frisons, et s'en vint pardevant le navire; laquelle femme vint tant en approchant iceux Hainuyers qu'elle fut près d'eux le trait d'une flèche. Tantôt cette femme là venue, elle se tourna et leva ses draps, c'est à savoir sa robe et sa chemise, et montra son derrière aux Hainuyers et à toute la compagnie qui voir le voulut, en criant aucuns mots, ne sais pas quels, non qu'elle dit en son langage: »»Prenez là votre bien venue.«« Tantôt que ceux des nefs et des vaisseaux perçurent la mauvaiseté de celle femme, il tirèrent après flèches et viretons. Si fut tout prestement enferrée par les fesses et par les jambes, car au voir dire se sembloit neige qui volât vers elle du trait qu'on lui envoyait. Et ne demeura guères que les aucuns ne saillirent hors des nefs, les aucuns en l'eau et les autres dehors, et se mirent à course après cette malheureuse femme, les épées toutes nues en leurs mains; si fut tantôt prise et atteinte, et finalement toute dépécée en cent mille pièces ou plus.« Es hat auch die Einladung eine solche Begeisterung hervorgerufen, daß troß des mannhaftesten Widerstandes der Friesen feste Stellung auf einem Deich genommen wurde. Da ordneten sich die Sieger zu einer Linie von einer halben Stunde Länge. Den Dienstag darauf wurde der Angriff auf der Friesen Hauptmacht, 30,000 Mann, geboten. Als Löwen stritten sie, aber vollständig war ihre Niederlage, erbarmenlos die Verfolgung, so daß der Gefangnen kaum 50 gezählt wurden. Absonderlich fiel der große Friese, wie die Holländer selbst ihn nannten, Juno Juwinghen von Bolswaart, als ein Held, wie er in Preussen, Ungern, Türkei, auf Rhodus und Cypern sich erwiesen hatte. Bedeutende Folgen hat der Tag aber den Siegern nicht gebracht: nachdem sie Dörfer und Höfe in Brand gesteckt, viel Ungemach von der rauhen Jahrszeit erlitten, zogen sie heim auf dem Weg, den sie gekommen.

Abermals ging im J. 1397 der Graf von Saint-Pol als Gesandter nach England, und abermals unterhielt ihn der König von seinen Besorgnissen um den Herzog von Glocester. Walram meinte, er dürfe nicht länger zusehen: »Si vous le laissez con-

venir, il vous détruira. Si y pourvoyez avant tôt que tard. Il vaut mieux que vous teniez en danger que on vous y tienne,« Worte, die nicht verloren gegangen sind. Gloecester mußte, etwan im Sept. 1397, sterben. Nicht lange hatte Richard sich zu freuen, daß er des einen Gegners ledig; der Herzog von Lancaster nahm ihm Krone und Leben. Des Schwagers Geschick wollte Graf Walram, auf kurze Zeit Statthalter zu Genua, nicht ungerächt lassen. Er schrieb: »Très-haut et puissant prince Henri duc de Lancastre, moi Waleran de Luxembourg, comte de Ligny et de Saint-Pol, considérant l'affinité, amour et confédération que j'avois par devers très-haut et puissant prince Richard roi d'Angleterre, duquel j'ai eu la soeur en épouse, et la destruction dudit roi, dont notoirement êtes inculpé et très grandement diffamé; avec ce, la grande honte et dommage que moi et ma génération de lui descendant pouvons et pourrons avoir au temps à venir, et aussi l'indignation de Dieu tout puissant et de toutes raisonnables et honorables personnes, si je ne m'expose avec toute ma puissance à venger la destruction dudit roi, dont j'étois allié: pour tant, par ces présentes vous fais à savoir qu'en toutes manières que je pourrais, je vous gréverai: et tous dommages, tant par moi comme par mes parents, tous mes hommes et sujets, je vous ferai, soit en terre, soit en mer: toutefois hors du royaume de France, pour la cause devantdite, non pas aucunement pour les faits mus ou à mouvoir entre mon très redouté et souverain seigneur le roi de France et le royaume d'Angleterre. Et ce je vous certifie par l'impression de mon sceau. Donné dans mon châtel à Luxembourg, le dixieme jour de février l'an 1402.

»Lesquelles lettres furent envoyées au dessusdit roi par un héraut du comte Waleran. A quoi fut répondu par ledit roi Henri que de ce ne faisoit compte, et qu'il avoit bien intention que le comte Waleran auroit à faire garder contre lui sa personne, ses sujets et ses pays. Après cette défiance le comte se disposa et prépara par toutes manières à faire guerre au roi d'Angleterre et aux siens.« Zugleich ließ er,

dem Grafen von Rutland, Sohn des Herzogs von York und Enkel K. Eduards III von England, seine Verachtung zu bezeigen, zu Bohain auf seiner Burg eine Puppe fertigen, den Grafen von Rutland mit seinem Wappen vorstellend, und dazu einen tragbaren Galgen. Die ganze Maschine wurde im Stillen nach einem seiner Schlösser in der Landschaft Boulonnais gebracht. Zwei Ritter, Robinet von Rebreteng und Aléaume von Bimeur, von etwelchen mannhaften Gesellen begleitet, unternahmen es, sie zu den Thoren von Calais zu führen. Da wurde der Galgen aufgeschlagen, Rutland daran gehängt, den Kopf abwärts, und erstaunten die Engländer nicht wenig, als sie bei Aufschließung der Thore diese Maschinerie fanden. Ohne Säumen nahmen sie die Puppe vom Galgen ab und trugen sie nach der Stadt, »et depuis ce temps furent par long espace plus enclins à faire dommage et déplaisir au comte Waleran, à ses pays et sujets que paravant n'avoient été.«

Die Verachtung, welche hier der Graf von Saint-Pol dem englischen Prinzen erwies, war so reichlich verdient, daß die Neuern nicht leicht davon reden mögen. Ich will aber ihr Geheimniß verrathen. Der Usurpator, Heinrich IV hatte sich kaum des Throns bemächtigt, als die Grafen von Rutland, Kent, Huntingdon und Lord Spencer, denen itzt die von Richard II verliehenen Titel Albemarle, Surrey, Exeter und Glocester genommen waren, sich mit dem Grafen von Salisbury und Lord Lumley zum Verderben des Thronräubers einigten. Er sollte in Windsor aufgehoben werden. Zu Weihnachten kamen sie zusammen, aber es fehlte derjenige, der an ihnen zum Verräther geworden. Der Graf von Rutland, so sagen die Beschönigter, erhielt über Tisch ein Schreiben: sein Vater, der Herzog von York, verlangte den Inhalt zu wissen, und Rutland, der nicht weiter das von einem der Verschwornen ihm mitgetheilte Geheimniß zu bewahren wußte, beeilte sich, dasselbe dem König zu offenbaren. Wie dem auch sei, am Abend des 5. Januar 1400 überrumpelten die Verschwornen, von 500 Reitern begleitet, die Burg Windsor, so jedoch an demselben Morgen der gewahrschaute König verlassen hatte. Betreten und verwirrt, wendeten die Herren sich den

westlichen Grafschaften zu, um die dort besonders zahlreichen Anhänger Richards II zu den Waffen zu rufen. Sie wurden aber bald ereilt, nachdem die Regierung mit der Londoner Beihülfe ein Heer von 20,000 Mann aufgebracht hatte, und mußten sich trennen. Die Grafen von Kent und Salisbury wurden in Circenster durch die Bürger gefangen genommen und ohne Umstände am folgenden Tage enthauptet. Zu Bristol erfuhren Spencer und Lumley dasselbe Schicksal. Der Graf von Huntingdon, Thomas Blount, Benedict Sely, viele andere Verschworne erlitten auf Heinrichs IV Befehl die schreckliche noch bestehende Strafe für Verrath. Blount ward gehenkt, der Strick aber bald abgeschnitten; man hieß ihn niedersitzen vor einem großen Feuer; mit einem mächtigen Rasiermesser bewaffnet, trat der Henker zu dem Leider hin, als welchem die Hände gebunden, kniete vor ihm nieder, und bat um Verzeihung, daß er seines Amtes warten, ihn tödten müsse. Thomas fragte: „Sollt Ihr aus dieser Welt mich erlösen? — Ja, ich bitte Euch, verzeihet mir," und Thomas küßte ihn, zum Zeichen der Vergebung. Wieder kniete der Henker, schnitt dem Unglücklichen den Bauch auf, und die Gedärme hart unter dem Magen ab, band die zusammen und warf sie ins Feuer. So saß Blount eine Weile mit offenem Bauch vor dem Feuer, das seine Gedärme verzehrte. Thomas Erpingham, des Königs Kämmerling, schimpfte und höhnte ihn mit den Worten: „Geh und such Dir einen Meister, der Dich heile!" Entgegnet Blount: „Te Deum laudamus! Gesegnet sei der Tag, an dem ich geboren ward, und der von heute, da ich sterbe im Dienste meines Herren und Gebieters, des edeln Königs Richard." Abermals kniete der Henker vor ihm nieder, in Demuth ihn zu küssen, dann wurde dem Geschlachteten der Kopf abgehauen, sein Leib geviertheilt.

Als seine und seiner Unglücksgefährten Viertheile nach London gebracht wurden, kamen ihnen 18 Bischöfe, 34 Aebte, überhaupt eine unzählbare Menschenmenge entgegen, und wurden die schrecklichen Siegeszeichen mit nicht minder schrecklichen Freudenbezeugungen empfangen. Noch war zurück das für jeden, dem noch einige Empfindung von Ehre und Menschlichkeit übrig, entsetz-

lichste Schauspiel. Der Graf von Rutland, den Kopf seines Schwagers, des Lords Spencer auf einer Stange tragend, überreichte ihn dem König, als seiner Treue Pfand. Der Schändliche, welcher bald darauf durch des Vaters Tod, 1. Aug. 1402, Herzog von York und erster Prinz vom Hause wurde, hatte als Werkzeug zu dem Mord seines Oheims, des Herzogs von Glocester gedient, darauf den König Richard, der ihm vertraute, verlassen, sich wider das Leben Heinrichs IV, dem er den Treueid geleistet, verschworen, darauf seine Mitverschwornen, die durch ihn verführt, verrathen, und prangte jetzt vor den Augen der Welt mit dem Abzeichen seiner vielfachen Schande.

Der Graf von Saint-Pol, Obrist-Forstmeister von Frankreich seit 1402, ließ es bei dem Absagebrief und dem Galgenbild nicht bewenden. Zwar mißlang sein Angriff auf die Insel Thanet, 1403, aber Plymouth wurde in Brand gesteckt, und eine große Anzahl von Fahrzeugen, 50 in allem aufgebracht. »En l'an 1404 il assembla à Abbeville environ 1600 combattants, èsquels il y avoit grande partie de nobles hommes, qui avoient fait grande pourvéance de chairs salées, de biscuit, de vin, de cervoise, de beurre, de farines et autres choses nécessaires à mettre en mer; duquel lieu d'Abbeville furent menés par le comte au port de Harfleur, où ils trouvèrent des nefs et des vaisseaux à leur volonté; et quand ils eurent là séjourné aucun peu de jours pour appointer et ordonner leur besogne, en eux se recommandant à monseigneur saint Nicolas montèrent èsdits vaisseaux et cinglèrent tant qu'ils vinrent en l'île de Wight, auquel lieu descendirent à terre, en démontrant chère hardie de combattre leurs ennemis, desquels furent à icelle descente assez peu vus, car tous ceux de ladite île, au moins la plus grande partie, s'étoient retraits ès bois et ès forteresses. Et là y eut faits plusieurs nouveaux chevaliers de la partie du comte. Si allèrent fuster aucuns méchants villages, et boutèrent le feu en aucuns lieux.

»Durant lequel temps vint devers le comte un prêtre du pays, d'assez bon entendement, lequel traita avec lui pour le rachat et salvation d'icelle île, comme il donnoit à entendre,

moyennant qu'il en seroit payé grande somme de pécune au comte et à ses capitaines, qui à ce s'inclina assez; mais, à bref dire, c'étoit une déception que faisoit ledit prêtre afin de les délayer et attarger de paroles, entretemps que les Anglois s'assembleroient pour les venir combattre. De laquelle besogne le comte Waleran fut averti, et pour ce lui et les siens remontèrent en leur navire, et s'en retournèrent ès parties de là où ils étoient venus, sans autre chose faire. Pourquoi plusieurs grands seigneurs qui étoient avec lui en prirent grande déplaisance, pour tant qu'ils avoient mis grand argent à faire leurs pourvéances. Et aussi les pays par où les gensd'armes passèrent en furent moult travaillés; si en commença-t-on, en plusieurs parties, à murmurer très fort contre ledit comte, mais on n'en put avoir autre chose.«

Auch der Angriff auf Marck, den Außenposten von Calais, 1405, nahm einen verkehrten Ausgang. »Environ le mois de mai le comte de Saint-Pol, capitaine de Picardie de par le roi, assembla ès pays de Picardie et de Boulonnois de 4 à 500 bassinets, avec 60 génois arbalétriers, et environ mille Flamands à pied, des marches vers Gravelines, lesquels il mena et conduisit de Saint-Omer vers Tournehem; et de là s'en alla mettre siége devant un châtel nommé Merck, à une grosse lieue près de Calais, lequel tenoient les Anglois qui, avec les autres garnisons de leur parti, avoient couru et travaillé de nouvel moult fort ledit pays de Boulonnois et autres terres voisines. Si fit le comte lever devant ledit châtel plusieurs engins, desquels il avoit grande abondance, dont le châtel fut grandement oppressé. Si se défendoient ceux dedans très courageusement. Et adonc le comte voyant qu'icelui par force d'assaut ne pouvoit prendre sans trop grande peine et perte de ses gens, les fit loger dedans les maisons de la ville, qui étoit close de vieux fossés, lesquels il fit réparer pour être plus sûr à l'encontre de ses adversaires, tant de Calais comme d'autres garnisons: et le lendemain fit assaillir la basse-cour du châtel, laquelle fut prise par force, et y gagnèrent les assaillants grande foison de chevaux, vaches,

brebis et juments. Auquel assaut fut messire Robert de Bérengeville, chevalier, navré, dont il mourut bref ensuivant. Et en icelui jour issirent de Calais environ cent hommes d'armes, lesquels en chevauchant vinrent assez près des François, et les avisèrent tout à leur aise, et puis se retrahirent en la ville de Calais; et tantôt après, par un héraut mandèrent au comte de Saint-Pol que le lendemain viendroient dîner avec lui, si là les vouloit attendre. Auquel héraut fut répondu que, s'ils y venoient, ils seroient reçus et qu'ils trouveroient tout prêt le dîner. Le lendemain très matin issirent de la ville de Calais deux cens hommes ayant bassinets, 200 archers et environ 300 hommes à pied, légèrement armés, et avec eux menèrent douze ou treize chars chargés de vivres et artilleries; lesquels tous ensemble conduisoit un chevalier anglois nommé Richard Haston, lieutenant à Calais du comte de Somerset, frère de Henri de Lancastre, pour ce temps roi d'Angleterre.

»Si cheminèrent en bonne ordonnance jusqu'assez près de leurs ennemis, lesquels par leurs espies et chevaucheurs furent de ce avertis, mais point ne se préparèrent ni mirent en ordonnance dehors leurs logis pour les combattre, ainsi que faire le devoient; ainçois les attendirent dedans leurs clôtures et fossés si longuement, que les Anglois commencèrent terriblement à tirer sur eux et les tuer et navrer du trait, sans qu'iceux François leur pussent faire grande résistance. Et adonc en assez bref terme la plus grande partie des Flamands et gens de pied se commencèrent à devoyer et mettre en fuite, à l'exemple desquels se départirent aussi grande partie des gens d'armes. Et aussi les arbalétriers génois, qui avoient le jour devant alloué la plus grande partie de leur trait à l'assaut devantdit, n'avoient point remis ni appointé autres carreaux au point de leurs arbalètes des garnitures de leur artillerie qui étoient sur les chars; par quoi, quand ce vint au besoin, ils ne firent pas grande défense. Et par ainsi les Anglois, sans que de leur partie y eut grand dommage, déconfirent assez brévement les François, et de-

meurèrent victorieux sur la place; mais le comte de Saint-Pol avec aucuns de sa compagnie, se partit sans avoir nulle occupation de sa personne, et par dehors Saint-Omer s'en retourna à Térouanne. Et tous ceux généralement, qui de sa partie demeurèrent, furent pris et occis en la place, desquels morts pouvoit avoir jusqu'au nombre de 60 ou environ, et furent pris de notables chevaliers ou écuyers de 60 à 80 ou environ.«

Drei Tage später, in der Nacht, versuchten die Engländer, 500 an Zahl, reichlich versehen mit den vor Marck erbeuteten Geschützen, sich der Stadt Ardres zu bemächtigen, wurden aber mit Verlust von 40—50 Mann abgewiesen. »Et adonc le comte de Saint-Pol, qui étoit trait, comme dit est, à Térouanne, espérant aucunement recouvrer son honneur, manda par toutes les marches de Picardie gens à venir vers lui. Si vinrent le seigneur de Dampierre, Jean de Craon et plusieurs autres nobles hommes en très grand nombre. Avec lequel comte ils eurent plusieurs conseils, èsquels ils conclurent d'aller à puissance vers les marches de leurs adversaires, pour iceux esmayer et gréver de toute leur puissance. Mais en ces propres jours fut mandé de par le roi au comte et autres seigneurs dessusdits qu'ils ne procédassent plus avant de faire ladite entreprise, car le roi y avoit pourvu d'autres gens. Et à savoir, y envoya le marquis du Pont, fils au duc de Bar, le comte Dammartin et Harpedanne, chevalier de grand renom, atout 400 bassinets et 500 autres hommes de guerre, qui se logèrent à Boulogne et autres lieux de la frontière, pour lequel mandement et venue dessusdite, le comte de Saint-Pol ne fut point bien joyeux, mais il lui convint souffrir, fût à bon gré ou autrement, les parlers du monde; car autrement il n'y eut su mettre remède, fors seulement ouïr parler le monde.«

Ungezweifelt hat diese in Frankreich erfahrne Zurücksetzung, zusamt der Verschwägerung, das mehrste beigetragen, den Grafen von Saint-Pol auf das innigste den Interessen von Burgund zu verknüpfen. Gleich im Beginn der Feindseligkeiten 1410 führte

er dem Herzog 200 Streiter zu, die zu Ménil-au-Bois und in den nächsten Dörfern der Umgebung von Paris einquartiert wurden. Damit erwarb er sich die Würde eines Groß-Bouteillers von Frankreich, 29. Oct. 1410, und bald darauf das Gouvernement der Stadt Paris, wofür ihm sein Neffe Johann von Luxemburg, kaum noch ein Jüngling zu nennen, beigegeben. »Lesquels sailloient et résistoient très souvent contre les Orléanois qui, aucunes fois, venoient courir jusqu'auprès de la ville de Paris. Et principalement y étoient ordonnés pour garder la personne du roi, afin que par aucuns moyens de ceux tenant la partie d'Orléans ne fût séduit et emmené hors de la ville de Paris.« Das war keine leichte Aufgabe, zumal nachdem der Herzog seine Flamänder hatte entlassen müssen. Indessen behauptete sich Walram gegen die vielfältigen Angriffe der Orléanisten, die sich zu Saint-Denys festgesetzt hatten und bis zu den Thoren der Hauptstadt streiften. »Et y avoit souvent de très dures escarmouches et de très grandes apertises d'armes.«

Die Gefahr für Paris war überstanden, und im Frühjahr 1411 überzog Walram die Landschaft Valois, wo zunächst die Stadt Crespy sich unterwarf. »Après s'en alla au châtel de Pierrefons, qui moult fort étoit et défensable et bien garni, et rempli de toutes choses appartenant à guerre: et lui là venu se mit à parlementer avec des Bosqueaulx, qui en étoit capitaine.« Der nahm 2000 Goldschilde und räumte den Platz. Dem Beispiel folgten das ungemein feste la Ferté-Milon, Villers-Cotterets und überhaupt die ganze Landschaft. »Lequel mit partout garnison de ses gens, puis s'en alla en Soissonnois vers Coucy.« Die Stadt ergab sich nach der ersten Aufforderung, die Burg schickte sich an zu entschlossenem Widerstand. »Le comte Waleran fit environner et loger ses gens assez près de la forteresse, et icelle très fort combattre et travailler de canons et autres habillements de guerre. Et entre les autres choses, fit employer mineurs à grande foison, pour miner la porte de la basse-cour, nommée la porte Maître-Odon, qui étoit pour autant de chose un aussi bel, fort et notable édifice qui fût

à vingt lieues à la ronde; et avec ce minèrent au-dessous d'autres grosses tours, et tant continuèrent en oeuvre que la besogne fut prête pour bouter le feu dedans: et enfin, après que messire Robert d'Esne eut derechef été sommé de lui rendre, fut par le comte ordonné à un certain jour que toutes ses gens fussent mis en armes prêts pour assaillir. Après laquelle ordonnance et que tout fut prêt, fit bouter le feu dedans; lequel feu, par le moyen des apprêts qui subtilement étoient faits dedans icelle, tant continua que finalement la plus grande partie de ladite porte fut confondue, et cheut tout à plat; mais tant de bien y eut pour les assiégés que le mur qui étoit vers eux demeura entier; et par ainsi n'eurent les gens d'armes guère d'avantage pour les envahir. Si furent aucuns, tant d'une partie que de l'autre, morts et navrés à cette besogne; et pareillement fut partie une tour cornière, qui étoit assez puissante, et ne put cheoir tout jus, pour le mur de la ville, auquel elle s'appuya. Si demeura, sur la partie ainsi inclinée, un homme de guerre, qui étoit sus pour la défendre, lequel fut en très grand péril de perdre sa vie, mais enfin, par la diligence de ceux dedans, il fut mis à sauveté.«

Drei Monate ungefähr hatte der Graf vor der Burg gelegen, dann capitulirte Robert von Esne, gegen Empfang einer Summe von 1200 Schilden. Der Graf legte Besatzung ein, und kehrte nach Paris zurück. »Et là, tantôt après, comme chevalier sage, discret et de grande prudence, et digne de rémunération, fut par le roi et son conseil élu et commis connétable de France; et là lui fut baillée l'épée, en faisant par le comte le serment de bien et loyaument exercer ledit office, duquel fut déposé et jugé indigne messire Charles d'Albret.« Des von Albret Absetzung wurde den 5. Mai 1411 ausgesprochen. Ein Jahr später wurde der Connétable ausgesendet, vollends den Grafen von Alençon zu überwältigen. Deß Freunde, Gaucourt, Johann von Dreux und Andere rafften eine große Macht zusammen, in der Meinung, den Connétable, der mit der Belagerung von Saint-Remy-au-Plain beschäftigt, zu überfallen, und würde

das gefangen sein, so nicht eine versprengte Patrouille zu den Waffen gerufen hätte. »Le connétable, faisant déployer sa bannière et sonner ses trompettes, issit hors de son logis avec une partie de ses gens, et se mit en bataille pour recevoir ses ennemis, et fit arrêter le surplus: et là, étant monté sur un cheval, allant de lieu en autre, mit ses gens en ordonnance et les exhorta benignement à bien et hardiment combattre les ennemis du roi et de la couronne de France. Et adonc, par le conseil des plus sages de sa compagnie, furent mis au derrière de sa bataille les chars et charrettes, et les chevaux et varlets qui les gardoient. Et à chacun côté de la bataille furent mis emprès les hommes d'armes, les archers et arbalétriers à manière de deux ailes, tant et si loin qu'ils se pouvoient étendre.

»Après laquelle ordonnance ainsi faite, et qu'ils voyoient leurs ennemis venir vers eux, furent faits nouveaux chevaliers, Jean de Luxembourg, Jean de Beaussault et plusieurs autres. Et adonc le connétable se mit à pied au plus près de sa bannière; et incontinent les Orléanois ou Armagnacs vinrent, une partie courants à grande force, tous à cheval, dedans la ville, cuidant soudainement envahir leurs adversaires devant qu'ils en fussent avertis. Et quand ils aperçurent qu'ils étoient tous ensemble, se rassemblèrent ensemble, et en faisant grand bruit et grand cri, se boutèrent tous à cheval devant les archers et arbalétriers, et en tuèrent de première venue jusqu'à douze ou environ, et les autres se mirent outre un fossé avantageux, et commencèrent à tirer, tant de leurs arcs comme arbalétes, assez continuellement; et tellement se maintinrent qu'ils grévèrent fort iceux Orléanois, et les mirent en desroi par force de leurs traits, lesquels les chevaux ne pouvoient souffrir, et ruèrent jus plusieurs de leurs maîtres; et adonc le connétable fit marcher sa bataille, et aller avant pour assembler à eux, et leur cria à haute voix: »»Ça, ribaudaille, voyez-me ci que vous querez, venez à moi!«« Lesquels, non pouvant résister, principalement pour le desroi de leurs chevaux, qui étoient si fort

blessés qu'ils ne les pouvoient conduire, commencèrent tantôt à tourner le dos et eux mettre à fuite. Et lors les gens du connétable, tant hommes d'armes comme archers, en élevant grands cris, commencèrent de toutes parts à frapper en eux et les navrer et occire cruellement, et par spécial les archers, qui étoient légèrement armés, les poursuivirent vigoureusement, et en firent mourir plusieurs à grand martyre. Et là avoit un vivier dedans lequel plusieurs chevaux cheurent atout leurs maîtres. Et lors de rechef il y eut un vaillant homme d'armes breton, qui se férit dedans lesdits archers, cuidant et espérant que ses compagnons le suivissent, mais tantôt il fut tiré jus de son cheval et mis à mort très cruellement. Adonc le connétable, voyant ses ennemis être tournés à déconfiture, fit incontinent monter plusieurs de ses gens à cheval et les poursuivre vigoureusement. En laquelle poursuite en furent morts et pris grand nombre, et les autres se sauvèrent à Alençon et autres lieux et forteresses de leur obéissance. En outre, iceux retournants de la chasse, ramenèrent bien 80 prisonniers, entre lesquels étoit le seigneur d'Anières, et messire Janet de Garochières, fils du seigneur de Croisy, lequel étoit à cette besogne avec le connétable; et quand il vit son fils, qui étoit venu contre lui, fut ému de si grande ire que si on ne l'eût tenu, il eût tué son fils dessusdit.«

Wohl 400 Todte ließen die Orléanisten zurück, zusamt 120—140 Gefangnen. Die Burg von Saint-Remy öffnete ihre Thore unmittelbar nach der Schlacht, und gemeinschaftlich mit K. Ludwig von Neapel unternahm der Connétable die Belagerung von Bellesme, das ebenfalls, gleichwie Domfront, capitulirte. Er kehrte nach Paris zurück, wo Ehrenbezeugungen und reiche Geschenke des Siegers erwarteten, mußte aber zeitig der Nordgrenze sich zuwenden, da die Engländer mit einem Angriff drohten. Den ihnen zu verleiden, suchte Walram der Feste Guines sich zu bemächtigen; seine Leute wurden jedoch abgetrieben, und zum Ueberfluß verlangte der König, daß er die dem Herzog von Orléans zugehörigen Burgen Coucy und Pierrefons dem Eigenthümer überliefere. Eben hatte er zu Boulogne und Lollingen

mit den Engländern Waffenstillstand abgeschlossen, und er wurde nach Paris berufen. Daß man ihm das Schwert des Connétable abfordern werde, war kein Geheimniß, und entsendete Walram, den Streich abzuwehren, seinen Neffen, den Grafen von Conversano und den Vidame von Amiens, 1413. Denen war Robert le Jeune, Advocat zu Amiens, beigegeben, und hatte dieser vor dem König und versammeltem Rath das Wort zu führen. Niemals, das machte der Sprecher besonders geltend, habe sein Herr sich bei den Parteikämpfen betheiligt, niemals dem König zu Nachtheil Städte und Festen eingenommen, wie das von andern geschehen. Sein kühnes Wort mißfiel; es durch die beiden Gesandten wahr halten zu lassen, wurde ihm aufgegeben; das zu thun, weigerten sich die Herren, und wurde Meister le Jeune ins Gefängniß geschickt, woraus ihn doch des Grafen von Saint-Pol Schwager, der Herzog von Bar, mit genauer Noth erbat. Coucy und Pierrefons mußten dem Herzog von Orléans zurückgegeben werden; es kamen auch königliche Deputirte nach Saint-Pol, den Grafen aufzufordern, »qu'il rendît ou envoyât l'épée de connétable, mais il répondit que de son gré, et sans le conseil de ses amis, il ne la rendroit, mais en conseil avec eux il répondroit dedans bref terme, tellement que le roi seroit content de lui. Laquelle réponse ouïe par iceux seigneurs, après que le connétable les eût très honorablement festoyés, revinrent à Paris et racontèrent au roi, en la présence de son conseil, l'état de leur ambassade, dont on ne fut pas bien content.«

Wie bald darauf, 1414, es hieß, Walram sei mit dem Pferde gestürzt, habe das Bein gebrochen und liege zu Saint-Pol krank darnieder, wurde von mehren angenommen, das sei eitel Finte, um des Königs Gebot zu umgehen, was um so glaublicher, da, etwan im Oct. 1414, »Waleran, soi disant encore connétable de France, se partit de sa comté de Saint-Pol atout environ 600 combattants, hommes d'armes et archers, desquels il y avoit bien 60 Anglois, et s'en alla par Bohain à Laon, auquel lieu lui furent fermées les portes, dont il fut mal content. Et se logea au-dessous de la ville; et puis de

par Rheims et par Châlons s'en alla à Ligny, et tantôt après le suivit la comtesse sa femme, lesquels tous ensemble solennisèrent la fête de Toussaints. Et en bref temps après, délaissant sa femme et son châtel de Ligny, s'en alla à Luxembourg, à Thionville et en aucunes autres bonnes villes en sa duché de Luxembourg, de laquelle duché et comté de Chiny icelui comte de Saint-Pol étoit gouverneur, commis de par le duc Antoine de Brabant, son beau-fils.« Gegen Andreastag zog Walram aus, die Feste Neufville an der Maas, ein der Provinz ungemein beschwerliches Raubnest, zu belagern. Ganzer sechs Wochen lag er davor, dann überließ er die Fortsetzung der Belagerung einem seiner Officiere, der auch nach andern sechs Wochen die Burg zu Fall brachte. Während dem weilte Walram für kurze Zeit in Damviller, später zu Jvoy, wo er die ganze Fastenzeit 1416 zubrachte.

»Le 10. avril 1415 (1416) Waleran comte de Saint-Pol et de Ligny soi disant encore connétable de France, accoucha malade dedans le châtel d'Ivoy, en la comté de Chiny; et la cause de sa maladie, comme il fut commune renommée, fut pource que son médecin lui bailla un clystere trop fort. Et environ douze jours après (19. April) fina sa vie, et fut enterré en la grande église de ladite ville d'Ivoy, devant le grand-autel, en grandes pleurs et gémissements de ses gens, combien que par son ordonnance de testament, fait moult notablement en son vivant, il eût ordonné être rapporté et mis en l'abbaye de Cercamp, de laquelle ses prédécesseurs comtes de Saint-Pol étoient fondateurs. Et dame Bonne, sa femme, soeur au duc de Bar, laquelle durant sa maladie manda pour venir devers lui, ayant désir et regret de parler à elle et la voir en son dernier jour, icelle faisant grande diligence, et avec elle la nièce de Waleran, soeur de messire Jean de Luxembourg, vinrent et arrivèrent à Ivoy environ deux heures après son trépas, nonobstant que, pour elles plus hâter à venir, chevauchèrent grand espace enjambées sur chevaux trottants. Lesquelles dames là venues, voyant la mort d'icelui, furent moult tristes et ennuyées au coeur. Et après que la com-

tesse eut là séjournée environ huit heures, et licencié les gensd'armes du comte son mari, s'en rétourna à Ligny, auquel lieu elle fit célébrer en l'église collégiale un service pour son seigneur et mari. Et là, en l'absence d'elle, et par son procureur suffisamment fondé, renonça à toutes les dettes et biens quelconques de sondit feu mari, excepté son douaire, en mettant sur la représentation de sondit seigneur et mari sa courroie et sa bourse, et demandant de ce aux tabellions publics, là étant présents, pour ladite dame un ou plusieurs instruments.«

Es war die zweite Frau, Bonna, des Herzogs Robert von Bar und der Prinzessin Maria von Frankreich jüngere Tochter, welche, Schlüsselbund und Börse auf ihres Herren Gedächtnißtafel werfend, seiner Erbschaft verzichtete. Der ersten Frau, Mathilde von Holand, gedenkt als einer Verstorbenen Walram in dem Fehdebrief an den König von England. Bonna von Bar war ihm durch Eheberedung vom 2. Juni 1400 beigelegt worden; am 5. Nov. 1418 hat sie Nanteuil-la-Fosse, 2 Stunden von Soissons, an Johann von Neufchâtel verkauft. Kinderlos in ihrer Ehe, testirte sie im J. 1436. Aus Walrams erster Ehe kam die einzige Tochter Johanna, welche als des Vaters alleinige Erbin von Freiern ohne Zahl umlagert. Den 19. Febr. 1392 wurde sie dem Grafen von Rethel und nachmaligen Herzog von Brabant, Anton von Burgund verlobt; die Trauung folgte zu Arras, 21. Febr. 1402. Eine der ersten Schönheiten ihrer Zeit, starb Johanna den 12. Aug. 1407, und wurden ihre Söhne Johann und Philipp von Burgund, Walrams, des Großvaters Erben, nur daß er seiner Schwester Johanna Ailly-sur-Noye, bei Amiens, zu lebenslänglichem Genuß, seinem natürlichen Sohn Hennequin die Herrschaft Hautbourdin in der Castellanei Lille und seinem Neffen Johann von Luxemburg eine Rente von 3000 Pfund vermachte. Des Hauses wichtigste Besitzungen schienen demnach für immer an eine fremde Familie überzugehen, allein die beiden Prinzen von Brabant starben ohne rechtmäßige Nachkommenschaft, Johann im J. 1427, Philipp 1430: Brabant, ihr väterliches Erbe, zog der Herzog von Burgund an sich, Saint-

Pol, Ligny, die Castellanei Lille fielen zurück auf Walrams betagte Schwester Johanna.

Von Walrams natürlichen Söhnen war der eine, Simon, seit 7. Januar 1441 legitimirt, Propst der Kirche zu Saint-Omer; der andere, Johann, Hennequin (Hänschen), der Sire de Hautbourdin, versuchte sich gar jung im Kriegshandwerk. Er war bei der Einnahme von Braine-le-Château, vertheidigte 1426 die Stadt Hoorn in Nordholland gegen die Angriffe der zürnenden Gräfin Jacobine und machte sich den Franzosen furchtbar, daher der Herzog von Bedford ihm die Hut der wichtigen Stadt Meaux vertraute, um 1429. Er entriß den Franzosen das seit längerer Zeit von ihnen besetzte Avallon, wobei zwar die Feigheit des Commandanten, Forte-Epice, ihm sehr zu Statten kam. »La lâcheté de ce capitaine des Nivernistes, et son insolent procédé avec les dames d'Avallon la veille de sa fuite, dans un bal, produisirent une haine irréconciliable entre l'Avallonois et le Nivernois. Des pères par testament laissoient à leurs filles une dot honnête, mais à condition qu'elles n'épouseroient pas un homme né au delà de l'Yonne et de la Cure, sans quoi ces testamens prononçoient exhérédation. On se souvient d'un ancien proverbe:

Ma fille, ne passe pas les rivières,
Sans quoi sous ta cote les étrivieres . . . . .«

Worte, aus denen sich ergibt, daß in jener abgelegenen Gegend heurathsfähige Töchter zu Anfang des 18. Jahrhunderts der Ruthe noch nicht entwachsen waren. In der Dankbarkeit für denjenigen, dem seine Hauptprovinz die Befreiung von Feindesnoth verdankte, verlieh Herzog Philipp in dem dritten Ordenscapitel, abgehalten zu Dijon, 29. Nov. 1433, den Vließorden à messire Jehan de Saint-Pol, chevalier, conseiller et chambellan du duc, nachdem er denselben d. d. Arras, 12. Juni 1433 legitimirt hatte. Zwei Jahre später folgte Hennequin dem Herzog in die Fahrt nach Arras, zu den Friedensconferenzen, die ihm zwar nichts Erfreuliches brachten. K. Heinrich V von England hatte, seine wichtigen Dienste zu belohnen, ihm am 10. Sept. 1429 die confiscirte Baronie Montmorency und alle übrigen Güter Johanns II

von Montmorency verliehen; die mußt er jetzt aufgeben. In demselben Jahr 1435 bekämpfte er zu Saint-Omer einen irrenden Ritter aus Castilien. »Gutierre Quijada, señor de Villagarcia, vuelto de su romeria de Jerusalen, hizo armas en Sant Omer con Pedro señor de Hautbourdin, hijo bastardo del conde de San Polo, en el año de 1435. Tiró la lanza Quijada quinze pasos antes que llegara el contrario, pasándola por encima de su hombro, y clavándola en el suelo con tanta fuerza, que con dificultad se pudo arrancar. La del señor de Hautbourdin no llego ni con mucho. Despues se combatiéron con las hachas, descargándose recios golpes, y asiéndole Quijada dió con él en el suelo, y levantada la hacha en los manos, le pudiera matar, si el duque Felipe, en cuya presencia se hizo el combate, non echara el baston. El otro hijo, tambien bastardo del conde de San Polo se llamaba Diego, y este estaba aplazado para combatirse con Pedro Barba; pero no pudiendo acudir por enfermedad, riño por el igualmente Gutierre Quijada.« Dem Spanier wird man zu Gute halten, daß er den von Hautbourdin Peter statt Hänschen nennt.

Der unverhoffte Ausgang dieses Kampfspiels scheint des von Hautbourdin Liebhaberei für dergleichen Ergötzlichkeit keineswegs getilgt zu haben. Gelegentlich der Vermählung K. Jacobs II von Schottland mit Maria von Geldern schrieb er eine emprise d'armes aus. »Ce noble et vaillant homme, qui, en tous ses faits, s'est toujours grandement et honorablement gouverné tant en armes comme en toutes autres choses, en gardant toujours l'honneur de son prince et de son souverain seigneur, et aussi l'honneur de toutes dames et demoiselles,« um nicht sofort sich erkennen zu lassen, nahm Zuflucht zu einer Fiction nach dem Geschmack der Zeit. Es wurde das folgende Schreiben verbreitet: »A tous excellents, hauts et puissants princes et princesses, barons, seigneurs, dames et gentils chevaliers, qui, de leur grâce, voudront voir ces lettres, recommandations et aimables saluts; je, qui de plusieurs suis appelée Belle Pélerine, à l'occasion de ce que suis informée que assez brief doivent être les hauts pardons en la cité de Rome, me suis

préparée de longue main à faire le voyage audit lieu, et pour ce mise en chemin; et pour ma foiblesse, et que suis une coutumière de grande peine endurer, allai avant par petites journées, en visitant par dévotion les saints lieux que pouvois trouver en mon chemin; et tant exploitai en cette manière, que fortune me mena assez près de la mer, au bout d'une haute forêt très dévoiable, en laquelle étoient en aguet aucuns pillards et robeurs de mer, qui, moult fièrement et effrayément, vinrent contre moi et ceux de ma compagnie. Et certainement crois, vu leur maintien, que par eux eusse été morte ou prisonnière, si ne fût un chevalier qui d'aventure chevauchoit près d'illec; lequel, quand il vit la noise, vint hâtivement contre les robeurs, et, par sa franchise, délivra de leurs mains moi et ma compagnie; et je, qui de cet effroi avois été fort épouvantée, gisois comme pâmée à terre, quand le chevalier me redressa et me prit doucement en ses bras, en disant: »»Ma chère dame, ne vous ébahissez de rien; prenez coeur et vous confortez; car, la merci Dieu! vous êtes délivrée de vos ennemis; et s'il vous plaise, je suis prêt de conduire vous et votre compagnie en aucune bonne ville et sûre place près de ci.««

»Et quand il eut ce dit, et je fus un peu revenue à moi, et eus pouvoir de parler, je le remerciai de bon coeur de la grande courtoisie et bonté qu'il m'avoit faites; et lors commençai très fort à penser au danger et péril où j'étois, considérant que le chemin que j'avois encore à faire étoit bien lointain et périlleux; et pareillement le retourner en mon pays, sans avoir fait mon pélerinage, me seroit grief et très déplaisant; et lors, en pleurant, je lui dis: »»Sire chevalier, je suis la plus troublée gentille femme qui soit aujourd'hui en ce monde, et ne sais à présent comment me conduire.«« Et quand il ouït ce, il me dit doucement: que s'il étoit rien où il sût mettre conseil, ou chose faire, que le corps d'un chevalier pût par honneur accomplir, il se y voudroit sans rien épargner. Adonc, quand le ouïs si franchement parler, et les gracieuses offres qu'il me faisoit, je lui découvris mon

affaire, et comment je étois issue de ma contrée pour faire mon pélerinage, dont j'avois grande partie à faire encore, et chemin très périlleux, et de retourner en mon pays voyois péril et danger, si n'avois bon et sûr conduit. Si lui suppliai que, pour l'amour de Dieu, par pitié et compassion que tous gentils chevaliers doivent avoir des dames désolées, il me voulût, par sa courtoisie prendre en sa conduite durant mon pélerinage, que j'avois et ai, comme raison, en grande dévotion de parfaire. Atant pensa le chevalier un peu; et à chef de priesse, me répondit: »»Ma chère dame, envers vous ne refuserois jà chose que bonnement pusse faire; et à conduit, si Dieu plait, ne faudrez-vous pas; ne jà dommage, ni déshonneur n'aurez en tout le chemin, tant que je vous en puisse garantir et défendre, et quoi qu'il m'en doive advenir. Ma très chère dame, pour vous en avertir, il est vrai que par contrainte de voeu par moi fait, ne pourrois ores entendre à cette besogne, ni autres quelconques où il convint délai ni trait de temps, si premier n'avois accompli une entreprise d'armes; c'est de garder un pas ou lieu, emprès la tour de Beau-Jardin, sur le chemin d'entre Calais et Saint-Omer, en Picardie, au diocèse de Térouanne, jadis appelé la place de Beau-Jardin, et à présent la Croix de la Pèlerine, et lequel pas ou lieu j'ai intention de garder, et garderai, s'il plait à Dieu, du quinzième jour de juillet 1449, jusques à la fête Notre-Dame my-août, où inclus et compris est un mois entier, pour délivrer tous gentilshommes chevaliers, extraits de noble lignage; les armes sont déclarées en certains chapitres que j'ai par écrit. Et pour ce, ma très chère dame, si ce est votre plaisir de vous reposer en ce pays, après le travail que avez eu, je serai prêt, ma dite entreprise accomplie, emprendre à vous mener et conduire où il vous plaira, et cependant vous faire tout l'honneur que je pourrai. Si me veuillez sur ce dire votre bon plaisir.««

»Sur quoi dès que eus entendu le doux parler dudit chevalier, et pensé au grand danger où j'avois été, et que, si je n'avois bonne et sûre conduite, pourrois encore cheoir

au grand et très ennuyable danger dessusdit, je, considérant que la réponse dudit chevalier étoit courtoise et ses offres gracieuses, le en remerciai humblement, et demeurai sur ses convenances. Pour ce est-il, très excellents, très hauts et très puissants princes et princesses, barons, seigneurs, dames et gentils chevaliers, que je, pélerine dessusdite, étant de présent en étrange contrée, en grand ennui et déplaisir, et très désirant de faire mondit pélerinage, auquel, par les causes devantdites, je ne savois plus avant exploiter sans la conduite du chevalier dessusdit, qui a empris à moi conduire en ce voyage, ce que faire ne peut avant l'accomplissement de sadite entreprise d'armes, me adresse à votre bonne grâce, et vous supplie en toute humilité, autant que gentille femme, en telle perplexité peut et sçait faire, que de votre noblesse et franchise, et en faveur des dames, vous plaise de votre bénignité donner et octroyer congé et licence, et, qui plus est, induire les nobles chevaliers de vos cours, pays et seigneuries, à ce que de leur courtoisie, veuillent entendre à abréger mondit voyage, par la délivrance de l'emprise d'armes dudit chevalier, selon la forme des chapitres ci-après déclarés, et aussi à vous, vaillants chevaliers, supplie doucement que pour l'honneur de vos dames vous plaise de ainsi faire; en quoi faisant vous conquerrez l'honneur et loyale renommée; et en serai à toujours tenue de prier Dieu pour vous, et à mon pouvoir vous porter bon renom, ce que tous chevaliers doivent mettre peine d'acquérir. Si, à chacun chevalier qui ainsi viendra travailler pour ma délivrance, donnerai un bourdon d'or garni d'un riche rubis, priant qu'il lui plaise porter toute l'année pour remembrance de moi. Si pourra avoir chacun connoissance de leur noble et vaillant courage, et de l'amour et honneur qu'ils portent aux dames. Et m'a requis ledit chevalier, et aussi le certifie à tous, qu'il ne fait sadite entreprise pour quelque haine, envie ou malveillance d'aucun, et prie que nul ne veuille avoir imagination contraire; ains le fait pour à son pouvoir exhausser le noble état de chevalerie; et soi y occuper, pource que, Dieu merci!

on est à présent en ces marches assez en repos du travail des guerres; et le fait aussi pour avoir greigneur connoissance et accointance des bons chevaliers étrangers, en espérance de dorénavant mieux valoir. Et pource que le chevalier dessusdit ne veut à présent ci être nommé, je, pour obvier aux doutes et imaginations que aucuns y pourroient avoir à cette occasion, certifie, par vérité, qu'il est extrait de noble lignage et de puissante maison, et sans vilain reproche. Et le trouvera-t-on prêt et appareillé au jour et place déclarés ès chapitres dont devant est touché, pour faire et accomplir sadite entreprise, si il plait à Dieu de le garder d'encombre et léal ensonne. Et afin que foi soit ajoûtée à ce que devant est écrit, j'ai supplié à haut et puissant prince, monseigneur le comte d'Estampes, que, de sa bénigne grâce, lui plaise faire mettre le scel de ses armes à ces présentes, et aussi aux chapitres de ladite entreprise d'armes; lequel, de sa grâce, le m'a octroyé.«

Dem Schreiben folgen die Capitel der emprise, von denen ich doch eines mittheilen muß. »Premièrement, ledit chevalier, du bon plaisir et par le congé et licence de très haut et très puissant prince, et son très redouté seigneur, monseigneur le duc de Bourgogne, de Brabant et de Limbourg, comparra et sera en personne, le quinzième juillet l'an 1449, sur un pas, lieu, ou place, emprès la tour de Beau-Jardin, sur le chemin entre Calais et Saint-Omer, en Picardie, au diocèse de Térouanne, appelé jadis la Tour de Beau-Jardin et à présent la Croix à la Pélerine, et, à l'aide de Dieu, gardera ledit pas, lieu, ou place, depuis le quinzième jour de juillet jusques à la feste de l'Assomption Notre-Dame my-août, audit an, où tout inclus et compris est un mois entier; emprès laquelle croix il fera pendre un écu blanc à une bande de velin vermeille, en signifiance de l'écu que souloit porter en son temps ce noble et vaillant Lancelot du Lac, qui tant fut loyal et heureux en armes; et après cet écu aura une lance et une hache à dague, appuyée à un palis auquel pendra un cor que veneurs ont accoûtumé de porter en chasse.«

Des Herzogs von Burgund und anderer Grossen Herolde übernahmen es, diese Scripturen zu verbreiten. Artois, der roi d'armes, ging nach Frankreich, wurde sehr ehrenvoll am Hofe empfangen, und berührten der Graf von Tancarville, ein castilianischer Ritter, und Andere die Wappenschilde, aber der König untersagte schlechterdings die Theilnahme bei jenem Waffenspiel. An dem Hofe von Bretagne »ne trouva homme qui voulût toucher aux emprises qu'il avoit portées,« und kein besseres Glück machte er in der Normandie, wo der Herzog von Somerset als Statthalter waltete. Toison-d'Or fand in England und Schottland niemanden »qui se advisât de toucher.« Namur besuchte in Deutschland das Hoflager Kaiser Friedrichs IV und andere Höfe, aber ein einziger Ritter, Bernhard de Vivant (?) berührte die beiden Schilde in des Herolds Gewahrsam. Er wendete sich nach dem pays de Berne, worunter vielleicht die Mark Verona zu verstehen, und Bernhard der Bastard von Foix »toucha aux emprises et promit et scella d'y venir au temps qui étoit assigné.« Châtel-Belin, der Castilien und Aragon bereisete, »ne trouva homme qui y touchât.« Bereits, das ist nicht zu verkennen, lag die Ritterschaft in den letzten Zügen, obgleich Hautbourdin für seine Person sich nicht abhalten ließ, in den Schlachten von Rupelmonde, 16. Juni 1452, und Gavre, 22. Juli 1453, mit der größten Auszeichnung zu streiten. Im J. 1454 hatte er, das Hochstift Lüttich zu überziehen, 1800 Streiter zusammengebracht, als es dem Bischof gelang, die dem mächtigen Querulanten schuldigen Geldsummen aufzubringen und hiermit das Ungewitter zu beschwören. Von Hautbourdins Thätigkeit in dem Krieg um das gemeine Wohl, von der Einnahme von Péronne, die er in Gemeinschaft mit dem von Savense vollbrachte, ist Rede gewesen. Er starb 1466, ohne Kinder aus seiner Ehe mit Jacobine von la Tremouille-Dours zu hinterlassen, und verlor an ihm der Herzog von Burgund einen seiner tüchtigsten Feldherren; im Sept. 1464 hatte er seinen Bastard, den Johann von Luxemburg genannt Caulus legitimiren lassen.

Guidos und der Mathilde von Châtillon dritter Sohn, Johann I, ward in der Erbtheilung mit Beaurevoir und Richebourg

abgefunden. Um das J. 1385 zog er mit seinem Schwiegervater nach Apulien, die Rechte Mariens von Bretagne, der Königin von Neapel und Herzogin von Anjou gegen K. Karl III zu verfechten. Er hatte sich nämlich mit Ludwigs von Enghien und der Johanna von San-Severino Tochter Margaretha verheurathet. Diese und ihre Muhme, Maria von Enghien, beerbten die beiden großen Häuser Brienne und Enghien. Maria brachte die Grafschaft Lecce in Apulien und anderes an die Orsini, Margaretha erhielt zu ihrem Antheil die wichtigen Güter in der Champagne, die Grafschaften Brienne und Rosnay, die Baronie Piney und Ramern, die Grafschaft Conversano in Terra di Lavoro, die Baronie Enghien mit ihren 18 Dörfern, Condé u. s. w., auch den Anspruch des Hauses Brienne zu dem Herzogthum Athen, zu Theben, Korinth und Argos. Johann I starb um 1397, seiner Wittwe Testament ist vom 19. Sept. 1398, errichtet auf der Burg zu Tarent. Ihrer Kinder waren fünf, Peter I, Ludwig, Johann II, Katharina und Johanna, diese 1415 mit Ludwig von Ghistel und zum andernmal mit Johann von Melun auf Antoing und Epinoy verheurathet. Katharina sollte nach dem väterlichen Testament eine Aussteuer von 2000 Unzen Gold haben, das bestätigte die Mutter, die Unze Gold zu 60 Carolus Silber berechnend und die ganze Summe auf ihre Güter in Frankreich und Neapel anweisend. Ludwig widmete sich der Kirche. Bischof von Térouanne, übte er im Namen des Herzogs von Bedford und der Regentschaft vom Febr. 1424 bis in den Herbst 1435 das Kanzleramt von Frankreich, mit einem Gehalt von jährlich 5000 Pfund. Er weilte noch zu Paris, als durch Einverständniß die Stadt den Franzosen überliefert wurde, 1436. »Louis de Luxembourg évêque de Térouanne, les évêques de Lisieux et de Meaux, le seigneur de Willoughby et plusieurs autres, tenant le parti des Anglois, doutant ce qui leur advint, c'est à savoir que le commun ne se tournât contre eux, firent loger leurs gens en la rue Saint-Antoine auprès de la Bastille; et firent ladite Bastille bien garnir de vivres et de plusieurs habillements de guerre, et avec ce tinrent leurs gens armés et sur leur garde pour eux y retraire si besoin leur en étoit.«

Dieser Nothfall trat sehr bald ein. Der Connétable und l'Isle-Adam rückten vor die Bastille, »où étoient les Anglois, c'est à savoir les susdits évêques et seigneurs, qui déjà se retrayoient dedans ladite Bastille et cuidoient aucunement résister, mais ce fut peine perdue, car leurs adversaires étoient trop puissants au regard d'eux, parquoi ils furent assez tôt reboutés, et en y eut de morts et pris en petit nombre. Et après furent faites barrières au devant de la porte de la Bastille de quartiers de bois. Et se logèrent gens d'armes aux Tournelles et autres logis au plus près, afin qu'iceux Anglois ne pussent saillir dehors. Et lors tous leurs biens qu'ils avoient laissés furent pris et départis. En après, l'évêque de Térouanne, le seigneur de Willoughby et leurs complices eurent parlement avec les François, lequel parlement, par le moyen du seigneur de Ternant et de Simon de Lalaing vint à conclusion par tel si qu'en rendant la Bastille, ils s'en iroient, saufs leurs corps et leurs biens. Si eurent sauf-conduit du connétable de France, sous lequel ils s'en allèrent à Rouen par eau et par terre, et à leur département firent les Parisiens grande huée en criant: *A la queue!* Et issirent les Anglois par la porte des champs, et allèrent par autour monter sur l'eau derrière le Louvre. Si perdit l'évêque de Térouanne sa chapelle, qui étoit moult riche, et grande partie de ses joyaux et autres bonnes bagues, qui demeurèrent au connétable. Toutefois il fut aucunement favorisé du seigneur de Ternant et de messire Simon de Lalaing, et lui fut secrètement rendue aucune partie de ses biens, qui étoient aval la ville.« In demselben Jahr 1436 erhielt Ludwig das Erzbisthum Rouen, 1439 den Cardinalshut, sodann das Bisthum Ely. Er starb zu Hathfield, 18. Sept. 1443, und ruhet in der Domkirche zu Ely.

Johann II von Luxemburg auf Beaurevoir und Choques ist der streitbare Held, der so vielfältig die Chronikenschreiber beschäftigt. Ein Knabe noch zog er an der Seite seines Oheims, des Grafen Walram zu Feld, daß er bereits am Morgen der Schlacht von Saint-Remy-au-Plain, 1412, den Ritterschlag

empfangen konnte. Im J. 1414 wurde er, »qui étoit lors jeune chevalier,« zum Hauptmann der wichtigen Stadt Arras und der daselbst eingelegten 600 Reisigen bestellt. In Erwartung des gewaltigen im Anzug begriffenen französischen Heers, das in allem wohl 200,000 Köpfe stark, darunter 3000 Helme, führte er mehre glückliche Streifzüge aus, deren einer dem Städtchen Ham an der Somme verderblich; dann beschäftigte er sich mit den zweckmäßigsten Vertheidigungsanstalten, gegen welche alle von den Franzosen angewendete Gewalt nichts vermochte. Dafür ließen sie die ganze Herrschaft Saint-Pol ihre Wuth empfinden. Arras selbst wurde durch die meisterhafte Vertheidigung gerettet, wenn auch der Herzog sich bequemte, in dem Waffenstillstand vom 4. Sept. 1414 die Schlüssel der Stadt dem König von Frankreich zu überliefern.

Anders gestalteten sich die Dinge im J. 1417, als der Herzog von Burgund, an der Spitze von wohl 60,000 Pferden, den Zug nach Paris antrat. »Jean de Luxembourg alla passer l'Oise atout grand nombre de gensd'armes qu'il avoit, par Pressy à aucuns petits bateaux, et firent ses gens en la plus grande partie nager leurs chevaux outre la rivière, et se logea en un village assez près; et le lendemain, atout une partie de ses gens, alla courir devant la ville de Senlis, dans laquelle étoit bailli Robert d'Esne, atout soixante combattants ou environ. Lequel fit saillir ses gens tous de pied à l'encontre dudit de Luxembourg et y eut grande escarmouche. Toutefois la plus grande partie du commun de la ville n'étoit pas bien contente de ce que Robert d'Esne menoit guerre aux gens du duc de Bourgogne; et pour tant, la nuit ensuivant, le commun prit ledit Robert d'Esne et tous ses gens, et après qu'ils en eurent tué huit ou dix, le mirent en prison; mais, par le moyen d'aucuns des plus notables, il fut mis hors de la ville avec tous ses gens et leurs bagues. Et le lendemain très matin fut messire Jean de Luxembourg mandé de ceux de Senlis, lesquels, pour et au nom du duc de Bourgogne, lui baillèrent obéissance, et entra dedans à son plaisir.« Nicht lange, und Johann wurde ausersehen, das nämliche, von

dem Connétable Grafen von Armagnac beinahe zu Fall gebrachte Senlis zu entsetzen. Er hatte an die 8000 Streiter bei sich, und denen fühlte Armagnac sich nicht gewachsen. Er äußerte: »Puisque n'est pas ici le duc de Bourgogne ou son fils, nous ne pouvons pas grandement gagner. Je conseille que nous nous retrayons; car ce sont compagnons aventuriers qui ne demandent qu'à gagner et ne sont pas grandement riches.« Er zog von dannen.

Sonntag 18. Mai 1418 fiel Paris in der Burgunder Gewalt. »Et y vinrent les jours ensuivants la plus grande partie des capitaines de Picardie atout leurs gensd'armes, c'est à savoir Jean de Luxembourg, le sire de Fosseux et moult autres, espérant qu'audit lieu de Paris trouveroient bon gagnage; mais la plus grande partie trouvèrent le contraire de ce qu'ils avoient pensé, et fallut qu'ils payassent leurs dépens.« Dagegen nahmen ihren Anfang die Metzeleien in den Gefängnissen, von denen die Septembertage 1792 die genaueste Nachbildung geworden sind. »Le 12. juin s'assemblèrent les communes gens de Paris de petit état, jusqu'à 60,000 ou plus, environ quatre heures après midi, et tous armés, doutant, comme ils disoient, que les prisonniers ne fussent mis à délivrance, nonobstant les désenhortements du nouvel prévôt de Paris et plusieurs autres seigneurs, embâtonnés de vieux maillets, haches, cognées, massues et moult d'autres bâtons dissolus, en faisant grand bruit, criant: Vive le roi et le *duc de Bourgogne!* s'en allèrent à toutes les prisons de Paris, c'est à savoir au Palais, à Saint-Magloire, à Saint-Martin-des-Champs, au grand Châtelet, au Temple et autres lieux où étoient les prisonniers, rompirent lesdites prisons, tuèrent chepier et chepière et tous ceux qu'ils y trouvèrent, jusqu'au nombre de seize cents ou environ. Desquels furent les principaux le comte d'Armagnac, connétable de France, maître Henri de Marle, chancelier du roi, les évêques de Coutance, de Bayeux, d'Evreux, de Senlis et de Saintes; le comte de Grandpré, Remonet de la Guerre, l'abbé de Saint-Corneille de Compiègne, messire Hector de Chartres, Enguerrand de Martinet,

Charlot Poupart, argentier du roi, les seigneurs de la chambre de parlement, des requêtes, du trésor, et généralement tous ceux qui étoient èsdites prisons; desquels plusieurs y étoient pour débats et pour dettes, mêmement tenant la partie de Bourgogne. Et en cette fureur furent occises plusieurs femmes par la ville, et où elles furent mises à mort furent laissées. Et dura cette cruelle occision jusqu'au lendemain dix heures devant midi.

»Et pour tant que les prisonniers du Grand-Châtelet étoient garnis d'armures et de trait, ils se défendirent moult fort et navrèrent et occirent plusieurs merdailles d'icelles communes; mais le lendemain, par feu, fumée et autre assaut furent pris; et en firent les dessusdits saillir plusieurs du haut des tours aval, et les autres les recevoient sur leurs piques et sur les pointes de leurs bâtons ferrés, et puis les meurtrissoient paillardement et inhumainement. A cette cruelle occision étoient présents le nouvel prévôt de Paris, messire Jean de Luxembourg, Jacques de Harcourt, le seigneur de Fosseux, le seigneur de l'Ile-Adam, le vidame d'Amiens, les seigneurs de Chevrèuse, de Chatellux, de Cohen, messire Edmond de Bombers, le seigneur d'Auxois et plusieurs autres, jusqu'au nombre de mille combattants ou au-dessus, tous armés sur leurs chevaux, pour défendre les occiseurs, si besoin étoit. Toutefois moult étoient émerveillés de voir faire telle dérision, mais rien n'osoient dire, fors: *Mais enfants, vous faites bien.* Et les corps du connétable, du chancelier et de Remonet de la Guerre furent tous denués, liés et pris ensemble d'une corde par trois jours, et là les traînoient de places en places les mauvais enfants de Paris. Et avoit le connétable de travers son corps, en manière de bande, ôté de sa peau environ deux doigts de large par grande dérision. Et furent en cet état tout nus par trois jours à la vue de chacun, et au quatrième jour furent traînés sur une claie par un cheval dehors Paris, et enterrés en une fosse nommée la Louvière, avec les autres. Et après, combien que les seigneurs dessusdits se missent en peine de rapaiser le commun de

Paris, en eux remontrant qu'ils laissassent punir les malfaiteurs par la justice du roi, néanmoins ne voulurent pas cesser; ainçois alloient par grandes tourbes ès maisons de ceux qui avoient tenu le parti du comte d'Armagnac ou de ceux qu'eux-mêmes haïssoient, lesquels tuoient sans merci, et emportoient le leur. Et qui alors à Paris haïssoit un homme, de quelque état qu'il fut, Bourguignon ou autre, il ne falloit que dire: *Voyez là un Armagnac!* et tantôt étoit mis à mort, sans en faire autre information.«

Ein Aufruhr der Besatzung lieferte die gewaltige Feste Coucy 1419 in Luxemburgs Hände; »quant aux biens, il en eut la plus grande partie, et au regard de ceux qui les avoient conquis, en furent assez petitement enrichis.« Roye, die Stadt, so durch der Besatzung Nachlässigkeit verloren gegangen, erforderte eine scharfe Belagerung, bis sie den 18. Januar 1419 capitulirte. Den Vertheidigern hatte Johann freien Abzug zugesichert, sie waren aber nicht weit, als eine starke Schar Engländer eintraf und sofort die Abziehenden verfolgte, hierbei unterstützt durch eine große Anzahl burgundischer Ritter. Schweren Verlust haben hierdurch die Franzosen erlitten, Luxemburg aber fühlte sich tief verletzt durch den Bruch seiner Zusage, und tödtliche Feindschaft bestand seitdem zwischen ihm und den Croy und Longueval, welche als der Engländer Gehülfen am thätigsten sich bezeigt hatten. Im Beginn des J. 1420 wurde Johann gegen die der Umgebung von Troyes ungemein lästige Feste Alibaudières ausgesendet. Ohne Säumen ließ er Sturm laufen. »Durant lequel assaut messire Jean de Luxembourg, qui étoit au plus près dudit boulevard, avoit levé la visiére de son bassinet, et regardoit la contenance des défenseurs par entre deux chênes; mais l'un des défenseurs ce percevant, le férit assez près de l'oeil d'une lance ferrée ou non ferrée, ne sais pas bien lequel, duquel coup il fut très durement navré, et en perdit finalement la vue d'icelui oeil. Et lors aucuns de ses gens le ramenèrent dedans sa tente pour lui reposer, et assez tôt après son étendard, qui avoit été porté à l'assaut, fut pris par le bout et coupé au plus près de la lance où il

tenoit, dont ledit de Luxembourg, en poursuivant de courroux en autre, fut très iré.« Man schaffte ihn nach Troyes, »où il fut soigneusement visité par notables médecins,« die Belagerung aber setzte fort sein Bruder, der Graf von Conversano, und an den mußte die Feste sich ergeben.

Noch hatte in des J. 1420 Lauf Johann als Vormund seines Neffen, des Grafen von Ligny, des burgundischen Prinzen, mit dem Cardinal-Herzog von Bar zu streiten. Dem war die Lehenspflicht für Ligny nicht geleistet worden und er forderte sie mit gewaffneter Hand. Die Stadt wurde belagert, endlich die Fehde vertragen. Während Herzog Philipp von Burgund noch mit Schleifung der Festungswerke von Pont-de-Remy beschäftigt, Anfangs Aug. 1421, »alla messire Jean de Luxembourg devant la ville de Saint-Riquier, atout cent hommes d'armes d'élite, sous la sûreté du seigneur d'Offemont, et mena avec lui six hommes d'armes, montés et habillés, pour faire armes et rompre lances contre six Dauphinois des gens dudit d'Offemont. Lesquelles paravant avoient été entreprises par leurs certains messages. Lesquelles deux parties venues l'une contre l'autre sous bonne sûreté, commencèrent à jouter et courir l'un contre l'autre; mais de première venue les deux Dauphinois, premiers joutant, tuérent les deux chevaux de leur partie adverse; et après, les autres ensuivant, tant d'un côté comme d'autre, rompirent aucunes lances très gentillement, et en la fin, par trop courte heure, en y eut deux de chacune partie qui ne coururent pas l'un sur l'autre. Et finalement, sans ce qu'il y eût oncques homme blessé de nulle desdites parties, prirent congé amiablement l'un à l'autre et se départirent; et retourna ledit de Luxembourg atout ses gens au Pont-de-Remy, et le seigneur d'Offemont dedans Saint-Riquier. Toutefois Jean de Luxembourg avoit mené avec lui, pour la sûreté de sa personne, cent hommes d'armes des plus experts et mieux habillés de la compagnie du duc de Bourgogne, et avec ce avoit laissé en embûche, dedans un bois, environ trois cents combattants, pour avoir aide si besoin étoit; et à son partement, quand il eut tiré les cent hommes

d'armes dessusdits dehors, et assis ladite embûche, et qu'il fut mis à chemin, regarda aucunement derrière lui, et vit que ceux qu'il avoit laissés au bois susdit se commençoient déjà à defrayer, et mener leurs chevaux paître aux bleds à pleins champs; et lors, de ce tout troublé, prit une lance et courut vigoureusement à eux pour les faire remettre au lieu où il les avoit laissés. Et adonc les dessusdits, sans attendre l'un l'autre, se retrahirent à pointe d'éperons, tant comme chevaux les pouvoient porter; néanmoins il raconsuivit un homme d'armes nommé Aloyer, auquel il perça la cuisse et le porta jus de son cheval, et à plusieurs autres donna de durs coups. Et après qu'il les eut remis en ordonnance, et dit plusieurs injures à ceux qui les devoient conduire, s'en alla parfournir son entreprise.«

Im Beginn des siegreichen Gefechts bei Saint-Riquier, 31. Aug. 1421, empfing der Herzog von Burgund von Johanns Hand den Ritterschlag. Dieser aber, allzu hitzig den weichenden Feind verfolgend, wurde zum Gefangnen gemacht, »et emmené grand espace. Mais depuis, par aucuns des gens du duc de Bourgogne, et aussi des siens, fut rescous. Néanmoins il fut navré moult vilainement sur le visage de travers le nez.« Von wegen dieser Wunde konnte er nur in einer Sänfte getragen den Bewegungen seiner Reisigen folgen. Nach erfolgter Genesung versammelte er, die Picardie, wo er fortwährend den Oberbefehl führte, von Feinden zu säubern, eine bedeutende Macht: mehre Festen der Umgebung von Amiens wurden genommen, le Quesnoy, Lonroy, Héricourt, zuletzt nach längerm Widerstand das von Coquart von Cambronne vertheidigte Araines, 1422, und andere Raubnester. Dafür rächte sich Pothon de Saintrailles, indem er, 3. Oct. 1423, Ham, »par faute de guet,« erstieg. »Pour laquelle prise Jean de Luxembourg fut fort troublé, parce que c'étoit à lui. Et pour tant, en grande diligence, assembla ce qu'il put assembler de gens d'armes, à tout lesquels, au tiers jour de la prise, il chevaucha jusqu'à ladite ville, et en grande hardiesse tout soudainement fit icelle assaillir et passer ses gens d'armes parmi la rivière,

avec son étendard. Et reconquit Jean de Luxembourg en bref la ville sur ses ennemis, et en prit et mit à mort cruelle grande partie; et ledit Pothon avec aucuns de ses gens, se réfugia en Thiérache. Toutefois ils furent poursuivis, et y en eut en icelle poursuite grande foison de pris. Auquel jour fut pris dedans la ville et navré terriblement un homme d'armes nommé messire Jean de Fontenelle et Valérien de Saint-Germain, auquel Valérien messire Jean de Luxembourg fit bref ensuite trancher la tète.«

Im April 1423 eroberte Johann Oisy, ferner die Kirche von Breissi, von welcher aus die Schnapphahnen die ganze Umgegend beunruhigten, und den Thurm la Borgne, »et furent pris en les deux places bien quatre-vingts d'iceux, entre lesquels étoit un nommé le Gros Breton, un de leurs capitaines, et furent tous pendus aux arbres.« Weiter nahm Luxemburg die Burg Wiègue, und indem er mit den Anstalten der Belagerung von Guise beschäftigt (1424), wurde bei einem Ausfall Pothon von Saintrailles sein Gefangner, jedoch bald wieder freigegeben, gegen ein mäßiges Lösegeld, unter der Verpflichtung, mit seiner Mannschaft auf das linke Ufer der Loire sich zurückzuziehen und nicht wiederzukommen, es geschehe denn in Gesellschaft des Königs Karl. Die Belagerung von Guise hingegen wurde mit Lebhaftigkeit fortgesetzt, bis die Stadt zu Handen des von Luxemburg capitulirte, 18. Sept. 1424. Auch Beaumont in der Argonne mußte, nach längerer Vertheidigung, sich an ihn ergeben, 1428, und die Stadt Mouzon sich verpflichten, das Gleiche zu thun, so sie nicht bis zu St. Remigien entsetzt werde. Wichtigeres ereignete sich vor Compiègne. »Durant le temps que le duc de Bourgogne étoit logé à Condin, comme dit est, et ses gens d'armes ès autres villages auprès de Condin et de Compiègne, advint, la nuit de l'Ascension, à cinq heures après midi, que Jeanne la pucelle, Pothon, avec plusieurs autres nobles et vaillants capitaines françois, avec eux de cinq à six cents combattants, saillirent hors, tous armés de pied et de cheval, de la dite ville de Compiègne, par la porte du pont vers Mont-Didier; et avoient intention de combattre et

ruer jus le logis de messire Baudo de Noyelle, qui étoit à Marigny, au bout de la chaussée, comme dit est en autre lieu. Si étoit, à cette heure, messire Jean de Luxembourg, avec lui le seigneur de Créquy, et huit ou dix gentilshommes, tous venus à cheval, non ayant sinon assez petit de son logis devers le logis de messire Baudo; et regardoit par quelle manière ou pourroit assiéger icelle ville de Compiègne. Et adonc iceux François, comme dit est, commencèrent très fort à approcher icelui logis de Marigny, auquel étoient, ou la plus grande partie, tous désarmés.

»Toutefois, en assez bref terme s'assemblèrent, et commença l'escarmouche très grande, durant laquelle fut crié à l'arme en plusieurs lieux, tant de la partie de Bourgogne comme des Anglois; et se mirent en bataille les dessusdits Anglois contre les François, sur la prée, au dehors de Venète, où ils étoient logés; et étoient environ cinq cents combattants. Et d'autre côté, les gens de messire Jean de Luxembourg, qui étoient logés à Claroy, sachant cet effroi, vinrent les aucuns hâtivement pour secourir leur seigneur et capitaine, qui entretenoit la dite escarmouche, et auquel, pour la plus grande partie, les autres se rallièrent: en laquelle fut très durement navré au visage ledit seigneur de Créquy. Finalement, après ce que la dite escarmouche eut duré assez long espace, iceux François, voyant leurs ennemis multiplier en grand nombre, se retrahirent devers leur ville, toujours la pucelle Jeanne avec eux, sur le derrière, faisant grande manière d'entretenir ses gens et les ramener sans perte; mais ceux de la partie de Bourgogne, considérant que de toutes parts auroient bref secours, les approchèrent vigoureusement, et se férirent en eux de plein élai. Si fut, en conclusion, comme je fus informé, la dessusdite pucelle tirée jus de son cheval par un archer, auprès duquel étoit le bâtard de Vendôme, à qui elle se rendit et donna sa foi; et il, sans délai, l'emmena prisonnière à Marigny, où elle fut mise en bonne garde. Avec laquelle fut pris Pothon le Bourguignon et aucuns autres, non mie en grand nombre. Et les dessusdits

François rentrèrent en Compiègne, dolents et courroucés de leur perte; et, par spécial, eurent moult grande déplaisance pour la prise d'icelle pucelle. Et, à l'opposite, ceux de la partie de Bourgogne et les Anglois en furent moult joyeux, plus que d'avoir cinq cents combattants: car ils ne craignoient ni redoutoient nul capitaine ni autre chef de guerre tant comme ils avoient toujours fait jusqu'à ce présent jour icelle pucelle. Si vint, assez tôt après, le duc de Bourgogne, atout sa puissance, de son logis de Condin, où il étoit logé, en la prée devant Compiègne.

»Et là s'assemblèrent les Anglois, ledit duc et ceux des autres logis en très grand nombre, faisant l'un avec l'autre grands cris et rébaudissements, pour la prise de ladite pucelle: laquelle icelui duc alla voir au logis où elle étoit, et parla à elle aucunes paroles, dont je ne suis mie bien recors, jà soit ce que j'y étois présent. Après lesquelles se trahit ledit duc et toutes ses gens chacun en leur logis, pour cette nuit. Et la pucelle demeura en la garde et gouvernement de messire Jean de Luxembourg. Lequel après, dedans brefs jours ensuivants, l'envoya, sous bonne conduite, au château de Beaulieu, et de là à Beaurevoir, où elle fut par long temps.«

Es war der 23. Mai 1430, als die Jungfrau von Orléans in der Feinde Gewalt fiel. Ohne Säumen erkaufte sie Johann von Luxemburg von dem Bastard von Vendôme, um sie vordersamst nach seiner Burg Beaulieu, dann nach Beaurevoir, seinem eigentlichen Wohnsitz bringen zu lassen. Dort hauseten auch seine Gemahlin und seine betagte fromme Tante Johanna von Luxemburg. Beide empfingen die Unglückliche mit mitleidigem Wohlwollen, baten, sie möge Frauenkleidung anlegen, weil ihre Männertracht in den Augen ihrer Feinde als unverzeihliches Verbrechen gelte. Diese Bitten waren so freundlich und herzlich, daß die Jungfrau später bekannte, hätte sie das thun dürfen, so würde sie es lieber diesen Damen als irgend einer andern Dame in Frankreich, die Königin ausgenommen, zu Liebe gethan haben. Johanna von Luxemburg hat auch ihren Neffen inständig gebeten;

die Jungfrau nicht den Engländern auszuliefern, was er doch endlich aus Furcht der ihm angedrohten kirchlichen Strafen thun mußte. Ein Sündengeld von 10,000 Livres ist ihm dafür geworden. Im Juni desselben Jahrs nahm er Crespy-en-Laonnois und Soissons. Um die gleiche Zeit starb kinderlos Philipp von Burgund, der Herzog von Brabant, und wurde sein Herzogthum von dem Agnat, dem Herzog von Burgund eingenommen, während die Grafschaften Ligny und Saint-Pol, als Luxemburgisches Gut, der nächsten Erbin, Johanna von Luxemburg zufielen, »et pour tant qu'elle aimoit moult cordialement son neveu messire Jean de Luxembourg, lui donna à prendre et avoir grande partie d'icelles seigneuries après son trépas, dont point ne fut bien content le comte de Conversano, seigneur d'Enghien, frère ainé de Jean de Luxembourg, et depuis eurent aucunes redargutions, mais enfin se concordèrent l'un avec l'autre.« Mit Ligny und einigen Gütern in Cambrésis, mit Bohain, Serain, Héllucourt, Marcoin, Cantaing sich begnügend, überließ Johann dem Bruder die Grafschaft Saint-Pol, 1436; dem dritten Bruder, dem Bischof Ludwig von Térouanne, wurde das Schloß Huclies in Boulonnais und die Castellanei Tingry zugetheilt.

Die Belagerung von Compiègne, von Johann und dem Grafen von Huntingdon in Gemeinschaft geführt, mußte nach vielfältigen und langwierigen Anstrengungen, Angesichts des Entsatzes, aufgehoben werden (Dienstag vor Allerheiligen 1430), »délaissant honteusement en leurs logis et en la grosse bastille très grand nombre de grosses bombardes, canons, veuglaires, serpentines, coulevrines et autres artilleries, avec plusieurs engins et habillements de guerre qui demeurèrent en la main des François, lesquelles artilleries étoient au duc de Bourgogne. Pour lequel département messire Jean de Luxembourg eut au coeur très grande déplaisance, toutefois il n'en put avoir autre chose.« Im J. 1432 eroberte er mehre Festen in der Champagne, wogegen sein geschworner Feind, Robert von Saarbrücken, der Damoiseau von Commercy, Ligny, die Stadt erstiegen und geplündert hat, ohne sie

doch behaupten zu können. Die verjährten Streithändel mit dem Herzog von Bar wurden 1433 ausgeglichen. Zu dem Ende kam der Herzog selbst nach Bohain, wo die stattlichste Aufnahme und Bewirthung seiner warteten, um allem Anspruch zu der Grafschaft Guise zu entsagen. »Et pour en avoir plus grande sûreté, se dessaisit le duc de Bar, dedans le châtel de Bohain, sans contrainte, présents plusieurs de ses hommes, qui avoient été demandés avec aucuns officiers d'icelle comté, et autres notaires impériaux et apostoliques qui pour ce y étoient; et avec ce fut protesté un autre appointement touchant à Jeanne de Bar, fille à messire Robert de Bar, comte de Marle, c'est à savoir pour sa part et portion qu'elle tendoit à avoir, à cause de son feu père, sur la duché de Bar.« Zu Ausgang Oct. 1433 erfocht Johann einen namhaften Vortheil über die Besatzung von Laon. »Et jà soit que les François fussent en plus grand nombre que lui, toutefois, tantôt qu'il les aperçut, se férit des premiers dedans eux, sans plus attendre après ses gens, et, pour vrai, il y fit de grandes merveilles et faits d'armes de sa personne. Si fut ce jour le jeune comte de Saint-Pol mis en voie de guerre; car le comte de Ligny, son oncle, lui en fit occire aucuns, lequel y prenoit grand plaisir.« Der Franzosen blieben 160 auf dem Platze, 60—80 wurden gefangen und mehrentheils den andern Tag gehenkt.

Dem Frieden von Arras beizutreten, weigerte sich Johann beharrlich, obgleich er auf der Reise dahin den Herzog von Burgund begleitet hatte, obgleich diese Hartnäckigkeit ihm des Herzogs Ungnade zuzog. Den für seine Unterwerfung von dem König von Frankreich bewilligten Termin ließ er verstreichen, und es entspann sich zwischen ihm und den Franzosen eine lebhafte Fehde, in deren Lauf 1436 die Königlichen die Stadt Soissons eroberten. Die war dem größten Theil nach seiner Stieftochter Eigenthum, und hatte er daselbst Besatzung eingelegt. Auch seine Besitzungen in Cambrésis schienen bedroht durch ein Heer von Ecorcheurs, das sich auf Hennegau geworfen hatte, 1437. »Néanmoins ils ne méfirent rien sur ses terres, pour

ce qu'il étoit toujours bien pourvu de gens de guerre; mais lui baillèrent leurs scellés, et lui à eux, de rien entreprendre l'un sur l'autre.« Ueberhaupt beobachtete Johann von nun an eine zweifelhafte Neutralität. »Il se tenoit comme neutre, et pour le temps avoit peu de hantise avec nulle de ces parties. Si faisoit très fort fournir et garnir ses villes et châteaux de vivres et d'artillerie, sur espérance de lui défendre contre ceux qui nuire ou gréver le voudroient. Et jà soit ce que par plusieurs fois il eût été requis et admonesté de faire serment au roi Charles de France, néanmoins oncques ne s'y voulut consentir; et étoit tout réconforté d'attendre les aventures qui advenir lui pourroient; car il avoit les scellés du roi d'Angleterre, du duc d'York et de plusieurs autres seigneurs anglois, par lesquels ils lui promettoient sur leur foi et honneur que, s'il advenoit que les François approchassent en aucune manière pour lui faire guerre, ils le viendroient secourir à si grande puissance, qu'ils le délivreroient de tous ses ennemis, quelque autre besogne qu'ils eussent à faire; et sur ce ledit de Luxembourg se fioit très grandement.«

Hingegen hatten die Differenzen mit dem Herzog von Burgund eine solche Wendung genommen, daß Johann sich veranlaßt fand, durch Schreiben vom 2. Febr. 1439, gerichtet an die Ritter des Vließordens, dessen Inhaber er seit der Stiftung, eine Rechtfertigung hinsichtlich mehrer gegen ihn erhobenen Vorwürfe zu versuchen. Ein zweites Schreiben vom 13. April 1439 an den herzoglichen Geheimrath, worin um mehre Punkte Genugthuung geboten, fand um so leichter Eingang, da Johann, im Besitz der Festen Coucy, Beaulieu, Ham, Nesle, la Fere, Saint-Gobin, Marle, Arsy, Montagu, Guise, Hérisson, Bohain, Beaurevoir, Honnecourt, Oisy, jeden Augenblick sie den Engländern öffnen und hierdurch den Niederlanden die schwersten Drangsale bereiten konnte. Demnach wurden zu Cambray, über welche Stadt Johann die Schutzherrlichkeit übte, Verhandlungen angeknüpft, die zu einer vollständigen Versöhnung ausgingen. Auch mit den Franzosen kam es zu keinen ernstlichen Feindseligkeiten. »Les capitaines qui menoient et entretenoient les gens

de guerre, le doutoient fort, pource qu'ils le sentoient moult vaillant de sa personne, et que toujours il étoit pourvu de gens de guerre pour résister contre eux, s'ils lui faisoient aucun dommage; et savaient bien que s'il les trouvoit sur aucune de ses seigneuries à son avantage, il les feroit détruire sans en avoir aucune miséricorde. Et pour ces raisons, quand ils approchoient desdites seigneuries, ils étoient tous joyeux de bailler leurs scellés, promettant de non lui faire aucun dommage ni quelque grief ou déplaisir à lui ni aux siens; et ainsi le firent plusieurs fois; et aussi il étoit content de les laisses paisibles sur icelles conditions. Toutefois, peu de temps devant sa mort, le roi Charles de France avoit conclu de non plus lui bailler aucuns jours de répit; et avec ce étoit du tout délibéré de venir à grande puissance contre lui, pour le subjuguer et mettre en son obéissance, ou au moins le contraindre de lui faire le serment d'Arras.« Aber bevor es dazu kommen können, in der Nacht zu Dreikönigen 1440, starb Johann, »qui de sa même personne avoit été très chevaleureux et moult douté,« auf seiner Burg zu Gaise, in dem Alter von beiläufig 50 Jahren. Sofort wurden Coucy, Nesle, Beaulieu in Vermandois von ungetreuen Befehlshabern französischen Herren überliefert. Alles übrige erbte der Neffe, Graf Ludwig von Saint-Pol, denn Johanns Ehe mit Johanna von Bethune, Roberts, des Vicomte von Meaux, und der Isabella von Ghistel älteste Tochter, war kinderlos geblieben. Er hatte sich diese überreiche Erbin als Roberts von Bar, des Grafen von Marle und Soissons Wittwe, beigelegt den 23. Nov. 1418. Ihr waren nicht allein Vendeuil und die übrigen Besitzungen ihres Vaters, denen die Erbschaft der Eleonora von Coucy, als die Vicomté Meaux, die Herrschaft Condé in der Brie, la Ferté-Ancoul, Tresmes, Eekeren, Hoboken, Rumpst in Brabant, der vierte Theil der Grafschaft Vianden, ein außerordentlicher Zuwachs, sondern auch das unermeßliche Eigenthum des Hauses Ghistel, bis auf die verschiedenen, in Flandern, Hennegau und Artois gelegenen Güter, welche ihre Mutter, Isabella von Ghistel auf Ghistel, Ingelmünster, Wive 2c. 1422

und 1424 einer jüngern, an Ralf von Ailly verheuratheten Tochter zuwendete. Der Frau Johanna gesamtes Eigenthum fiel auf ihre Tochter erster Ehe, Johanna von Bar, die an Ludwig von Luxemburg verheurathet.

Johanns älterer Bruder, Peter von Luxemburg, 19ter Graf von Brienne und Conversano, Herr auf Enghien, Richebourg und Bournival, in der brabäntischen Maierei Nivelles, auch, als seiner Tante Johanna Erbe, Graf von Saint-Pol, Castellan von Lille und Herr von Fiennes, war noch ein Jüngling, als er 1409 an der Seite des Grafen von Hennegau die ihrem Bischof rebellischen Lütticher bestritt. Unverbrüchlich den Interessen von Burgund ergeben, wirkte er zu der Belagerung von Melun, 1420. »Et en ce même siége fit le roi (Karl VI) amener sa femme la reine, grandement accompagnée de dames et de damoiselles, et y séjournèrent environ un mois, étant logées en une maison qu'avoit fait faire le roi d'Angleterre, toute propice emprès ses tentes, qui étoient loin de la ville, afin que des canons ne pussent être travaillées. Et là, devant la tente dudit roi, de nuit sonnoient moult mélodieusement par l'espace d'une heure, ou environ, à jour faillant et au point du jour, huit ou dix clairons d'Angleterre et autres divers instruments. Et entre-temps que ces besognes se faisoient, Pierre de Luxembourg comte de Conversano retournant du siége de Melun, pour aller en sa comté de Brienne, accompagné de 60 hommes ou environ, fut rencontré des Dauphinois, qui se tenoient à Meaux, lesquels, pource qu'ils étoient en trop grand nombre au regard de lui, l'emmenèrent avec toute sa gent audit lieu de Meaux, où il fut long espace, jusqu'à tant que le roi d'Angleterre l'assiégea.« Die Stadt hielt sich aber noch, als Johann von Luxemburg durch geschickte Unterhandlung und ein starkes Lösegeld seinem Bruder die Freiheit verschaffte, 1421. In dem Krieg um Hennegau focht Peter, Ritter des Vließordens seit dessen Begründung, gegen den Herzog von Glocester. Später fiel er bei dem Herzog von Burgund in Ungnade, vermuthlich wegen der Heurath seiner Tochter Jacobine, wogegen seine Verbindungen mit den Engländern um so inniger geworden sind,

wie ihm dann der Regent, der Herzog von Bedford das Heer anvertraute, so zu der Wiedereinnahme von Saint-Valery bestimmt. Die Stadt capitulirte nach einer Vertheidigung von drei Wochen, und Peter wollte die Belagerung von Rambures vornehmen, als er am 31. Aug. 1433 der Pest erlag. Seine Leiche wurde nach Cercamp in das Erbbegräbniß gebracht. Aus seiner Ehe mit Margaretha del Balzo (des Baux), des Herzogs Franz von Andria ältere Tochter, verm. im Mai 1405, gest. 1469, kamen acht Kinder.

Die Söhne Ludwig, Theobald und Jacob hinterließen alle drei Nachkommenschaft. Walram starb jung, Johann fand in Africa den Tod. Die älteste Tochter, Jacobine, wurde des Herzogs von Bedford zweite Gemahlin. »Si avoit ce mariage été traité, certain espace de temps paravant, par le moyen et sollicitude de l'évêque de Térouanne, Louis de Luxembourg, qui pour ce temps étoit un des principaux gouverneurs et conseillers du duc de Bedford: duquel mariage le duc de Bourgogne n'en fut point content du comte de Saint-Pol, pource que, sans son su et conseil, il avoit ainsi allié sa fille. Et toutefois, les fêtes et les noces furent faites solennellement en l'hôtel épiscopal de la ville de Térouanne (zu Anfang des J. 1433). Et pour la joie et plaisir que le duc de Bedford eut et prit de ce mariage, car la fille étoit frisque, belle et gracieuse, âgée de dix-sept ans ou environ, et afin que de lui il fût perpétuellement mémoire, il donna à l'église de Térouanne deux cloches moult riches, notables et de grande valeur, lesquelles il fit amener, à ses propres coûts et dépens, du pays d'Angleterre; et aucuns jours après la fête finie il s'en partit.« Der Herzog von Bedford starb den 14. Sept. 1435; die kinderlose Wittwe heurathete den Ritter Richard Wydeville, der ihr durch die Schönheit seiner Person empfohlen, aber mit Gefängniß und um 1000 Pfund gestraft wurde, weil er eine Kronvasallin, eine solche war die Herzogin von wegen ihres Witthums, ohne königliche Erlaubniß geheurathet hatte. Im J. 1448 zum Lord, 1466 zum Grafen von Rivers ernannt, wurde Wydeville in der Schlacht bei Edgecote, 26.

Juli 1469, samt seinem Sohne Johann gefangen und gleichwie dieser auf Befehl von Clarence und Warwick enthauptet. Die Herzogin hatte ihm überhaupt 15 Kinder geboren, darunter die Tochter Elisabeth, „die sowohl," berichtet Hume, nach der vortrefflichen Verdeutschung von J. J. Dusch, „wegen der Reizungen und Schönheit ihrer Person, als auch wegen andrer liebenswürdiger Eigenschaften merkwürdig war. Dieses junge Frauenzimmer hatte sich mit dem Sir John Gray von Groby verheyrathet, mit welchem sie auch verschiedne Kinder hatte; und nachdem ihr Mann, der an der Seite der Lancastrischen Partey gefochten hatte, in der zweyten Schlacht bey St. Albans geblieben, und seine Güter confiscirt waren, begab seine Wittwe sich zu ihrem Vater auf seinen Landsitz zu Grafton in Northamptonshire. Der König kam auf einer Jagd von ungefähr zu diesem Hause, um die Herzogin von Bedford zu besuchen; und da dieses eine erwünschte Gelegenheit zu seyn schien, von diesem galanten Monarchen einige Gnade zu erlangen, warf diese junge Wittwe sich ihm zu Füßen und bat ihn mit Thränen, mit ihren armen unglücklichen Kindern Mitleiden zu haben. Der Anblick einer so großen Schönheit in so großer Betrübniß rührte den verliebten Eduard sehr; die Liebe stahl sich unvermerkt unter dem Schein des Mitleidens in sein Herz, und ihre Betrübniß, welche einer tugendhaften Matrone so wohl stund, machte, daß seine Hochachtung seiner Liebe bald gleich wurde. Er hob sie mit Versicherung seiner Gnade von der Erde auf; er merkte, daß seine Leidenschaft durch das Gespräch mit einem so liebenswürdigen Gegenstande sich jeden Augenblick vermehrte, und es währte nicht lange, so lag er selbst bittend zu den Füßen der Elisabeth. Allein diese Dame verabscheuete, entweder durch die Empfindung ihrer Pflicht, eine ehrlose Liebe, oder merkte, daß der Eindruck, den sie gemacht hatte, tief genug wäre, daß sie die höchste Erhebung hoffen könnte, und weigerte sich aufs äußerste, seiner Liebe ein Genüge zu leisten, und alle Schmeicheleyen, Liebkosungen und Bitten des jungen und liebenswürdigen Eduard wurden von ihrer strengen und unbeweglichen Tugend abgewiesen. Seine Liebe, die durch Widersetzung gereizet und durch seine

Hochachtung für solche edle Gesinnungen vermehret wurde, riß ihn zuletzt über alle Grenzen der Vernunft weg: und er erbot sich, sowohl seinen Thron als sein Herz mit derjenigen Dame zu theilen, die wegen der Schönheit ihrer Person und der Würde ihres Charakters zu beiden ein großes Recht hätte. Die Vermählung wurde in der Stille zu Grafton gefeiert. Das Geheimniß wurde eine Zeitlang sorgfältig verhehlet: keiner argwohnte, daß ein Prinz von so freier Lebensart sich so sehr einer romanhaften Liebe ergeben könnte. Und es waren wichtige Ursachen, welche diesen Schritt, insbesondere zu dieser Zeit, im höchsten Grade gefährlich und unvorsichtig machten."

Diese Heurath, überhaupt ungünstig aufgenommen, erregte insbesondere das Mißvergnügen des Königmachers und seiner mächtigen Vetterschaft. Die zu beruhigen, wurde ausgesprengt, des Königs Unerfahrenheit sei durch die Herzogin und ihre Tochter mißbraucht worden; man habe ihn durch Zauberei und Liebestränke bethört, und als er endlich seine Uebereilung einsah und sich bemühte, die unwürdigen Bande aufzulösen, seien ihm unübersteigbare Hindernisse gemacht worden. Der Welt darzuthun, daß ungegründet der Vorwurf, er habe sich eine Frau von niederer Herkunft gesucht, richtete Eduard eine Einladung an ihren mütterlichen Oheim, Jacob von Luxemburg-Richebourg, als welcher, von hundert Rittern und Edelknechten seines Gefolges umgeben, der Krönung der Königin (22. März 1465) beiwohnte. Um so hartnäckiger lastete auf ihrer Mutter der Verdacht der Zauberei, wie aus der von ihr dem K. Eduard IV eingereichten Beschwerdeschrift hervorgeht: „Dem König unserm Herren und Souverain zeiget an und klaget jämmerlich Eure demüthige und getreue Vasallin Jacobe Herzogin von Bedford, daß, obwohl sie jederzeit nach Vorschrift der heiligen Kirche an Gott geglaubt hat und noch glaubt, was einer rechtschaffenen Christin geziemt, sie doch Thomas Wake Esq. in einem großen Theil Eures Reichs in den Ruf der Hexerei gebracht hat und sich einbildet, sie treibe Zauberei und Hexenwerk; als welcher Wake damals, als Ihr, souverainer Herr, das letzte Mal zu Warwick waret, mehren dort gegenwärtigen Lords eine fingerlange, in der Mitte ge-

brochene, mit einem Drath gebundene, einen Geharnischten vorstellende bleierne Figur gebracht und gesagt hat, solche sei von dieser Eurer Bittstellerin gemacht worden, um damit Zauberei und Hexenwerk zu treiben, während Gott weiß, daß weder sie noch irgend jemand der Ihrigen solche jemals sahen." Natürlich erkannte der König die Unschuld der Herzogin. Sie starb den 30. Mai 1472.

Ihre Schwester Isabella wurde vermittels Eheberedung vom 9. Januar 1443 dem Grafen von Maine, Karl von Anjou vermählt. Diesem hatte K. Karl VII die sämtlichen Güter Peters und Johanns von Luxemburg, nachdem sie von wegen Anhänglichkeit zu den Engländern confiscirt worden, geschenkt. Er überließ sie jedoch, rücksichtlich dieser Vermählung, dem rechtmäßigen Erben Ludwig von Luxemburg; nur mußten ihm die Grafschaft Guise, Novion in Vermandois, Montmirail, Anthon und la Bazoche, Nogent-le-Rotrou in Perche zu rechtem Eigenthum abgetreten werden. Isabella testirte im J. 1472. Eine dritte Schwester, Katharina, durch Heurathsvertrag vom 2. Jun. 1445 des Herzogs Arthur III von Bretagne Gemahlin, starb kinderlos 1489. Ludwig I von Luxemburg, zur Zeit von des Vaters Tod etwan 15 Jahre zählend, ward von früher Jugend an seines tapfern Oheims treuer Waffengefährte und diesem der Gegenstand der herzlichsten Zuneigung. Johann vornehmlich hat seiner reichen Stieftochter Hand dem Neffen verschafft. »Le dimanche 16. juillet 1435 Louis de Luxembourg comte de Saint-Pol, de Conversano, de Brienne, et seigneur d'Enghien, épousa Jeanne de Bar, qui étoit seule fille de messire Robert de Bar, comtesse de Marle et de Soissons, dame de Dunkerque, de Warneton et de moult d'autres grandes et notables seigneuries, belle-nièce de messire Jean de Luxembourg comte de Ligny. Et furent les noces faites dedans le châtel de Bohain. Auquel lieu furent environ cent chevaliers et écuyers de la famille et amitié des deux parties, sans y avoir nuls princes des fleurs de lys, dont icelle comtesse étoit issue moult prochaine. A laquelle fête furent la comtesse de Saint-Pol, douagière, mère du comte Louis, et plusieurs de ses enfants.

Le comte de Ligny, comme il fut commune renommé, soutint les frais et dépens d'icelle fête. Si y fut-on servi très abondamment, et avec ce y fut faite très joyeuse chère de tous ceux là étant, en boires, mangers, danses, joûtes et autres ébattements.« Von dem gewaltigen Reichthum, welchen die Braut von der Mutter zu erben hatte, ist S. 637—638 gesprochen; von des Vaters wegen besaß sie fast das ganze Erbe der großen Häuser Coucy und Flandern-Cassel, die Grafschaft Soissons zur größern Hälfte, und Marle (wozu seit 1413 auch la Fère und Montcornet gehörten), Dünkirchen, Gravelines, Bourbourg, Cassel, überhaupt ein Gebiet, das sich vom Meer bis zu den Thoren von Ypern erstreckte, ferner Warneton, Dissy, Bornhem, Alluye, Montmirail, Auton, Brou, la Bazoche.

Von Hause aus dem K. Karl VII nicht zum besten empfohlen, sollte Ludwig dessen vollen Zorn empfinden gelegentlich eines in jenen Zeiten nur allzu häufigen Ereignisses. Ein Zug Artillerie, aus Flandern kommend, wurde auf dem Wege nach Paris zu Ribemont, wo Ludwig Besatzung unterhielt, geplündert, 1440. Dafür wurde Genugthuung gefordert, und als er damit zögerte, erhob sich der König in Person, um den ungehorsamen Vasallen zu züchtigen. Ribemont wurde von der Besatzung aufgegeben, Marle beschossen, und Ludwig, ohne Aussicht auf Hülfe aus Burgund, mußte um Gnade bitten. Die wurde ihm, auf seiner Mutter eifrige Verwendung, nachdem er die ihm so nachtheilige Heurath seiner Schwester mit dem Grafen von Maine bewilligt und den Unterwerfungsact vom 20. April 1441 ausgestellt hatte. Vollständig wurde indessen die Confiscation der Luxemburgischen Güter erst durch königliche Briefe vom 8. Jul. 1444 zurückgenommen, wiewohl Ludwig bereits im Jahr 1441 bei der Belagerung von Pontoise die Heeresfolge geleistet hatte. »En outre, Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol et de Ligny, qui paravant avoit fait son amas de gens d'armes en ses seigneuries, y arriva environ huit jours après la Saint-Jean atout six cents combattants ou environ, très bien en point; et faisoit moult chaud. Si mit ses gens en bataille assez près du logis du roi; lequel, avec aucuns de ses princes

et capitaines, les alla voir bien à loisir, et toutes ses gens, et fut moult joyeux de sa venue. Si le festoya et mercia moult grandement de ce qu'il l'étoit venu servir à si belle compagnie.«

Den Festivitäten zu Chalons, 1445, veranlaßt durch Karls VII Zusammenkunft mit der Herzogin von Burgund, wohnte Ludwig bei. »Il faisoit fort beau voir les noblesses et riches parements qu'avoient iceux seigneurs et autres qui étoient de leur compagnie, avec lesquels se trouvoit assez souvent aux dites joûtes le comte de Saint-Pol en fort bel arroi, qui aucunes fois, à la fin d'icelles, avoit le plus de renommée et réputation d'avoir le mieux fait, et emportoit le prix des dames pour le mieux joutant.« Gelegentlich des Soester Kriegs wurde er, »lequel avoit grande amitié et cordial amour, dès il y avoit long-temps, avec le jeune damoiseau de Clèves, et se tenoient eux deux comme frères d'armes dès leur jeunesse,« mit einem Heer von 500 Reisigen und 1200 Schützen dem Herzog von Cleve zu Hülfe geschickt, 1446. Im J. 1449 unterstützte er an der Spitze einer Schar von 800 Mann der Franzosen Operationen in der Normandie, absonderlich durch die Occupation von Gournay, Neufchâtel, Pont-l'Evêque, Lisieur, Mantes. Großes Aufsehen erregte er durch seine prächtige Haltung bei der Besitznahme von Rouen, Oct. 1449. »Après venoit celui qui eut bien sa part du bruit et des regards de la journée, savoir Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, qui étoit monté sur un coursier pommelé, couvert de satin bleu, chargé d'orfévrerie, brodé de franges de fils d'or et de soie: il avoit autour de lui cinq pages, vêtus fort richement de la même couleur dessusdite, desquels les harnois et salades de tête étoient bien richement garnis; il faisoit porter après lui deux lances, dont l'une étoit couverte de drap d'or, et l'autre de velours violet; et si avoit-il affublé un chaperon de satin découpé, fourré de menu vair. Après les pages dessusdits paroissoit le palefrenier, qui menoit en main un grand coursier couvert de drap d'or; en la compagnie duquel étoient plusieurs chevaliers et écuyers revêtus de fort beaux habillements.«

Aufgeboten zu des Herzogs von Burgund Dienst (1452), hütete der Graf von St. Pol das wichtige Aloft und wurden die von dort unternommenen Streifzüge den Gentern ungemein lästig. Davon galt der eine dem für die Subsistenz von Gent so wichtigen Lande Waes. »Le noble comte de Saint-Pol, lequel étoit en garnison en la ville d'Aloste, qu'on appele le pays des Quatre Métiers, et est moult fort pays, marchisant au pays de Waes, si avoit volonté d'entrer audit pays de Waes. Si assembla icelui comte ses deux frères germains, avec Adolf de Clèves, frère du duc de Clèves, et neveu du duc de Bourgogne, Cornille, bastard du duc, et plusieurs autres chevaliers et nobles combattants; et entra lui et sa compagnie au pays de Waes; et incontinent qu'ils y furent, entrevinrent allencontre d'eux une grosse compagnie de Gantois, et assaillirent ledit comte. Mais les Gantois ne durèrent comme rien, ains furent par le comte et ses gens prestement et en peu d'heures rués jus; et se tournèrent les Gantois en fuite; et si en mourut deux cents ou plus. Ce fait, le comte cuidoit être assuré pour le jour; mais les Gantois se réunirent derechef à moult grande puissance et compagnie, et vinrent rassaillir et courre sus audit comte.

»Quand on vint dire ces nouvelles au comte, tantôt remit ses gens en bataille, pour recueillir les Gantois; et à cette recueillote furent faits chevaliers nouveaux: Adolf, neveu au duc de Bourgogne, Thiébaut de Luxembourg, seigneur de Fiennes, frère audit comte de Saint-Pol, Cornille, bastard du duc, gouverneur de Luxembourg, lequel étoit sage et hardi chevalier, et plusieurs autres, dont je me tais pour brieveté. Lesquels chevaliers faits, eux et leur compagnie se férirent ès Gantois si fièrement et par telle empainte (choc) que derechef les mirent encore une fois en deroute. En cette bataille mourut des Gantois environ de trois cents ou plus; mais en cette seconde récousse et rencontre, y eut quatre des archiers du corps du duc de Bourgogne qui y firent merveille de vaillance, l'un nommé Hoste le Sur, l'autre le Martire; de deux autres je ne sais leur nom. Après ce fait,

le comte et ses gens se retirèrent par le susdit pont en sa garnison.«

In dem Gefecht bei Rupelmonde, 15. Juni 1452, führte der Graf von Saint-Pol die Vorhut, »où à l'abord furent faites de grandes vaillances,« und ließen die Genter 5—600 Todte zurück. Bald darauf wurde er von dem König von Frankreich zu einem der Gesandten ernannt, welche die Vermittlung zwischen dem Herzog von Burgund und der rebellischen Stadt zu übernehmen hatten. »Et pource que le susdit comte de Saint-Pol étoit lors au service dudit duc en icelle guerre, le roi lui écrivit lettres portant comment il l'avoit délégué son ambassadeur en cette ambassade, et l'avoit dénommé en ladite commission avec les dessusdits; pourquoi il lui mandoit qu'il tirât avec eux, et s'employât au bien de la paix pour terminer cette guerre. Lequel, quand il eut reçu ces lettres, répondit que volontiers de sa puissance il s'y employeroit; et bien le devoit-il faire, car il avoit et possédoit de belles terres en ladite comté, lesquelles étoient bien en aventure, par la continuation de la guerre, d'être entièrement mises en ruine. Par ainsi se joignit-il avec lesdits ambassadeurs, lesquels ensemble se transportèrent devers le duc, auquel ils présentèrent les lettres du roi: et lui, en grande révérence et à grande joie, les reçut.« Der Graf übernahm den Auftrag, ohne sich doch in die Stadt zu wagen, »pour autant que chacun jour il leur faisoit guerre, et avoit fait alliance avec le duc à cause des terres et seigneuries qu'il tenoit de lui.«

Im J. 1453 übernahm der Graf von St. Pol, gemeinschaftlich mit dem Marschall von Burgund, das Commando der Hülfstruppen, welche der Herzog entsendete, um die Engländer in Aquitanien bestreiten zu helfen; den Grafen von St. Pol hatte K. Karl VII ausdrücklich sich erbeten. Vorher glänzte er in den Festlichkeiten zu Lille, wo er namentlich, gleichwie sein Bruder, der Sire de Fiennes, gegen den Schwanenritter, Adolf von Cleve eine Lanze brach. »Lequel étoit venu et extrait anciennement du chevalier au Cigne, lequel étoit fils de la soeur du duc de Bourgogne, frère du duc de Clèves; et avoit

le chevalier fait voeu de joûter celui jour contre tous venants, à chacun un coup de lance. Lequel chevalier au partir de son hôtel avoit un cigne de la grandeur d'un cheval, au moins la façon, car c'étoit un homme vif dedans; lequel conduisoit ledit chevalier atout une longue chaîne de fin or, et le cigne étoit adextré de deux sagittaires, fort bien faits, qui tenoient des arcs et des flèches en leurs mains, et faisoient manière de tirer à l'encontre de ceux qui vouloient approcher le cigne, ce qui étoit belle chose et plaisante à voir. Après alloit ledit chevalier, tenant à la chaîne, comme j'ai dit, armé de toutes armes fort richement et gentiment; duquel le cheval étoit couvert de drap de damas blanc, bordé de franges d'or et ayant son écu de même; et à dextre et sénestre, et au derrière il avoit trois jeunes enfants, pages, habillés de blanc, allants en manière d'angels, montés sur de beaux coursiers enharnachés de drap blanc, bien découpé. Après eux venoit un palfrenier, tout vêtu de blanc, monté sur un petit cheval, lequel conduisoit à la main un destrier tout couvert de drap blanc, bordé de grandes lettres d'or, et frangé d'or, à la devise de messire Adolf; et derrière lui venoit le duc de Clèves, frère du chevalier entrepreneur, et monsieur Jean de Coimbre, nommé l'infant Dom Pedro, qui fut fils du bon roi Dom Jean de Portugal, avec grand nombre de chevaliers et nobles hommes, tous vêtus de blanc, à la parure et livrée du chevalier au Cigne, qui portoient des lances en bonne ordonnance.

»En tel état et compagnie fut amené le chevalier devant les dames, et fut présenté par Toison-d'Or, roi d'armes, à la duchesse de Bourgogne et aux autres princesses, dames et damoiselles; lequel fut bienveingné comme il appartenoit. Et tost après qu'il fut amené dans les lices, le cigne qui l'avoit amené, ensemble les sagittaires furent mis sur un grand hourt, pour attendre le retour. Gérard de Roussillon fut le premier qui se présenta à l'encontre du chevalier, auquel le chevalier bailla si grand coup de la première course, qu'il lui perça et fendit son écu tout outre, dont ledit Gérard eut grand

destourbier. Après vint messire Jean de Montfort, moult grandement houssé de soie et bordure. Assez tost après suivit Louis de Luxembourg comte de Saint-Pol, houssé d'un riche drap d'or, la moitié gris et la moitié cramoisi, et le seigneur de Fiennes, son frère, couvert de velours noir, à larmes noires, montrées d'un peu de blanc.«

Dem Gelübde zum Fasanen verpflichtete sich der Graf von Saint-Pol in folgenden Worten: »Je voue aux dames et au faisan que avant que soit six semaines, je porterai une emprise à intention de faire armes à pied et à cheval, laquelle je porterai an et jour en la plus grande partie du temps; et je ne laisserai, pour chose nulle qui m'advienne, si le roi ne me le commande, ou quelque armée suffisante se fasse à aller sur les infidèles, par le roi en sa personne, ou par son commandement, ou autrement pour y aller, en laquelle armée, si c'est le bon plaisir du roi afin de servir la chrétienté, j'irai de très bon coeur, mettrai peine, au plaisir de Dieu, d'être des premiers qui assembleront avec les infidèles.« Die Ausdrücke, die ganze Tendenz des von dem Grafen gesprochenen Gelübdes mißfielen dem Herzog, »parce qu'il ne se montrait point sujet tel qu'il étoit.« Seinen Unwillen gab der Fürst zu erkennen durch das an seine Dienerschaft ergangene Verbot, den von dem Grafen von Saint-Pol zu Cambray angestellten Festlichkeiten beizuwohnen.

»Le comte de Saint-Pol, qui avoit été à icelle fête du banquet, fit crier et faire savoir à tous nobles, tant de l'hôtel du duc de Bourgogne, comme d'autre part, que le 18. mars 1454, il feroit une fête en la ville et cité de Cambray, qui est ville d'Empire, laquelle se nommeroit la fête de la Licorne, auquel jour il seroit lui quarantième de nobles hommes, montés et armés chacun la lance et l'épée au poing, et icelles épées seroient rabattues et les pointes coupées, pour courre la lance contre autres quarante qui y viendroient, et puis tournoyer lesdites épées. Auquel jour comme il avoit fait crier, il se trouva sur le marché de ladite cité, où il avoit fait faire un parc grand et spacieux, bien fourni de bonnes

lices de bois, lui quarante et deuxième, tous de ses gens, sans y être venu aucuns autres de l'hôtel dudit duc, ni d'autres, sinon deux gentilshommes, dont l'un étoit chevalier, et se nommoit messire Waultre, lequel étoit du pays de Brabant, assez près de Louvain, et portoit sur son heaume un morion; et l'autre s'appeloit Philippe de Lalaing.

»Quand ledit comte vit qu'il avoit fait une grande dépense pour fournir à ladite fête, et la rendre plus solemnelle en plusieurs manières et grandes préparations pour les banquets, et qu'il n'y avoit aucun autre de venu, sinon ceux dessusdits, il reconnut assez qu'aucuns avoient pris peine envers ledit duc, afin qu'il n'y laissât aller aucun de ceux de son hôtel; ce nonobstant, il n'en montra aucun semblant de courroux; mais joyeusement, quand ils se trouvèrent audit parc, il fit départir lesdits quarante, avec les deux dont dessus est fait mention, et puis partirent l'un contre l'autre, c'est à savoir vingt et un d'un côté, et vingt et un de l'autre; et, en ce point, selon le contenu de ladite criée, ils coururent les lances, où il y eut de beaux horions donnés; ce qui étant fait, ils tournoyèrent desdites épées; en quoi faisant, ledit comte fut désarmé en deux lieux; et y fit grandement son devoir, car pour celui de dedans, il eut ce jour le prix; et pour celui de dehors, il fut donné audit chevalier étranger. Et me fut dit que la cause pourquoi il y eut si peu de gens de l'hôtel dudit duc, ce fut au moyen du comte d'Etampes, parce que durant la guerre de Gand, dont ci-devant est fait mention, il y avoit eu aucuns rameurs entre iceux comtes d'Etampes et de Saint-Pol, touchant l'avant-garde de l'armée; et combien que leurdit rameurs vint peu à la connoissance du peuple, néanmoins ils ne s'entre-aimoient pas l'un l'autre. Et toutesfois il n'en arriva point de voie de fait, parce que chacun d'eux craignoit de courroucer ledit duc.

»Ce nonobstant, icelui comte de Saint-Pol fit de soi-même toujours grande chère; et y eut le jour de ladite fête, au banquet qui se tint dans l'hôtel épiscopal de l'évêque de ladite cité, plusieurs nobles chevaliers et écuyers, dames et da-

moiselles, avec les plus notables bourgeois et bourgeoises d'icelle cité, qui furent servis de plusieurs et divers mets, tant de poissons de mer, comme d'eau douce, fort exquis, grands et merveilleusement gros, pource que ladite fête échut en temps de carème. Lesquels poissons ce comte avoit fait rechercher avec soin longtemps avant, espérant, qu'à icelle fête dût être présent le duc de Bourgogne en personne, accompagné de son fils, le comte de Charolais, et de leur noble chevalerie; et étoit icelui de Saint-Pol en grand désir et volonté, à icelle fête, de recevoir et bien traiter lesdits duc, son fils et ses gens. Semblablement y furent servis de vins bons et exquis de plusieurs manières, en grande abondance. Quant à l'hypocras, il fut quasi mis à l'abandon, comme s'il n'eut rien coûté. Et, pour entremets, y fut faite au plus près l'histoire de Melusine et ses enfants, en grands personnages. Finalement ladite fête fut de grande dépense et excessive, à ce que je pus connoître de la chose. Et fut grand dommage qu'il n'y avoit de hauts princes en grand nombre, car les préparatifs et la dépense, et aussi la grande chère et la bonne volonté qu'y fit paroître le comte de Saint-Pol, le valoient bien.«

Zwischen dem Grafen von St. Pol und den Croy, die seit längerer Zeit den burgundischen Hof beherrschten, waltete von jeher schwere Eifersucht und Abneigung. Die wurden zum Höchsten gesteigert, als Anton von Croy sich beigehen ließ, für seinen Sohn die Hand der ältesten Tochter von Luxemburg zu suchen. »En icelui temps Antoine seigneur de Croy, qui de longtemps avoit toujours été premier chambellan du duc de Bourgogne, qui l'avoit fort en grâce, par lesquels moyens il avoit grande autorité dans tous les pays d'icelui duc, avoit un fils nommé Philippe, qui étoit son fils aîné; et il s'avisa que Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, avoit une très-gente damoiselle, qui étoit sa fille aînée; et lui sembla que, s'il pouvoit trouver manière et moyen de faire l'alliance de sondit fils avec ladite damoiselle, au temps à venir ce seroit pour grandement relever et exhausser la génération et la maison de

Croy, ce qui lui fit rechercher tous les moyens dont il put s'aviser envers ledit comte de Saint-Pol, afin de parvenir au traité de mariage de son fils et de ladite damoiselle; toutefois, quelques moyens qu'il y trouvât, icelui comte n'y vouloit condescendre. Et à la vérité aussi, il en avoit bien raison, pour ce que ladite damoiselle étoit sortie de si noble lieu comme des fleurs de lis; car sa mère étoit fille du comte de Marle, et ledit de Croy n'étoit descendu que de simple bannière.

»Or, quand ledit de Croy reconnut que le comte de Saint-Pol ne se vouloit accorder à cela, il trouva les moyens envers le duc son maître, sous d'autres couleurs qu'il prit, à ce que toutes les terres et revenus qu'icelui comte de Saint-Pol avoit ès pays et seigneuries dudit duc son maître fussent toutes mises en ses mains, et à chacune place il y fit commettre des gens de par lui. Et entre les prétextes et couleurs qu'il rechercha pour y parvenir, il dit audit duc que ce comte de Saint-Pol avoit grandement offensé envers lui, en tant qu'il avoit marié une de ses soeurs à Charles d'Anjou comte du Maine; et, qui pis étoit, il lui avoit baillé, avec sadite soeur, sa ville, son château et comté de Guise, le tout sans le congé et licence de lui; ce qu'il ne pouvoit faire avec raison, attendu qu'il étoit son vasal et sujet, à cause de plusieurs seigneuries de Hainaut, Namur et autres, auxquels ladite ville et château de Guise étoient marchissants, et pourroient grandement pis valoir. Ce qu'il représentoit au duc, pour le plus enflammer contre ce comte de Saint-Pol; lequel, par ces moyens et autres, fut longtemps qu'il ne pouvoit être ouï ni écouté en ses raisons, ni ravoir sesdites terres et seigneuries en sa main, ce qui lui tourna à grand préjudice et dommage.

»Avec cela, ledit seigneur de Croy prenoit peine chacun jour envers le duc son maître, d'éloigner icelui comte de la présence de sa personne; à quoi il travailla tellement, qu'ainçois qu'il pût avoir et obtenir sa paix envers ledit duc, et ravoir sesdites terres en sa main, il convint que ledit comte

de Saint-Pol accordât audit duc l'alliance du mariage de sadite fille avec le fils dudit de Croy, dont les fiançailles furent faites sur certaines et grandes peines de repentises. Lesquelles choses icelui comte de Saint-Pol ne faisoit pas bien libéralement ni de bon coeur; mais à cette heure, il ne pouvoit faire autrement. Et convint qu'il baillât sadite fille, pource qu'elle étoit encore jeune d'âge, à la dame de Croy, femme dudit seigneur, afin de l'apprendre et de l'endoctriner; laquelle y fut long espace de temps. Et tout ce en quoi on lui pouvoit complaire en l'hôtel du seigneur de Croy, on lui faisoit, afin de l'induire à l'achèvement parfait de ce mariage. Et fut menée en la ville de Luxembourg, de laquelle ledit de Croy étoit gouverneur pour le duc.

»Et en cette année mil quatre cents cinquante et cinq, ce seigneur de Croy, sachant véritablement que le comte de Saint-Pol ni ses autres enfants n'étoient aucunement contents du parachévement de ce mariage, il se disposa de prendre jour pour les faire épouser; lequel jour il fit savoir au comte de Saint-Pol et aux autres ses enfants, afin que si leur plaisir étoit d'y être, il en seroit bien joyeux. Lesquelles nouvelles étant venues à sa connoissance, il en fut fort déplaisant, et envoya devers le seigneur de Croy lui présenter et offrir de payer les sommes d'argent qui avoient été dites, au traité dudit mariage, devoir être payées par celui qui de ce se repentiroit; lesquelles offres ledit de Croy ne voulut accepter; et aussi il avoit tellement induit la damoiselle, qui étoit jeune, comme dit est, qu'elle dit que le marché lui plaisoit bien.

»Quand ledit comte sût les réponses d'icelui de Croy, et que le jour s'approchoit que les épousailles se devoient faire, il mit sus une grosse armée, dont il fit chef son fils aîné, qu'on nommoit lors Jean Monsieur, et qui de droit étoit, par la succession de madame sa mère, comte de Marle; et envoya ses gens en intention d'aller en ladite ville de Luxembourg, pour reprendre et ravoir sa soeur. Mais quand ledit de Croy fut averti de la venue d'icelui Jean Monsieur, il fit

monter aussitôt à cheval deux chevaliers de son hôtel, c'est à savoir le seigneur de Rubempré et le seigneur de Maingoval, qui étoient ses deux neveux, et avec un homme de son conseil les envoya audevant d'icelui Jean Monsieur, pour lui dire et déclarer que, s'il venoit audit Luxembourg pour être et assister aux noces de sa soeur, il y fût le très-bien venu; mais que s'il y venoit pour autre chose faire, ils lui signifioient que pas n'entreroit en la ville. Quand lesdits chevaliers et cet homme de conseil eurent reçu cette charge d'ainsi parler, ils partirent de Luxembourg, et tirèrent tant qu'ils rencontrèrent icelui Jean Monsieur avec son armée; auquel ils dirent, en la meilleure manière qu'ils purent, la charge qu'ils avoient du seigneur de Croy. Desquelles paroles ledit Jean Monsieur ne fut pas content, et retourna en sa place de Châteler devers ledit comte son père, sans autre chose avoir pu besogner en ce voyage, de quoi il fut fort déplaisant. Et, non-obstant toutes ces choses ainsi faites, ledit seigneur de Croy les fit épouser, et faire leurs noces le plus solennellement qu'il se put; et fut là ledit mariage consommé.«

Zum Höchsten entrüstet, daß man in solcher Weise über sein Kind verfüge, suchte der Vater Hülfe bei dem Legaten zu Avignon, der auch den Patriarchen von Antiochia beauftragte, die Klage zu untersuchen. Der Termin war angesetzt auf den 13. Aug. 1456, wo die beiden Parteien ihre Rechtsgründe vorbringen sollten. Die Croy erschienen aber nicht, und der Handel war insofern beendigt. Um so thätiger erwiesen sich die Croy an dem burgundischen Hofe, wo sie gegen den Grafen die schwersten Inzichten vorbrachten, auch die Sequestration seiner sämtlichen niederländischen Besitzungen durchsetzten. Dagegen suchte der Graf sich zu verantworten. »Comme en l'an précédent cinquante-six, Philippe duc de Bourgogne, eût fait mettre en sa main la terre d'Enghien, appartenant au comte de Saint-Pol, laquelle terre est hors du royaume de France, et jà-soit-ce que le comte eût plusieurs grandes terres et seigneuries enclavées ès pays du duc, qu'il tenoit du royaume, le duc n'avoit touché qu'à la terre

d'Enghien, laquelle étoit, comme dit est, hors du royaume; le comte, désirant avoir main-levée de sadite terre, ou savoir pourquoi le duc la avoit mis en sa main et en faisoit recevoir les profits, envoya prier et requérir au duc qu'il lui plût lui envoyer un sauf-conduit, afin qu'il pût venir vers lui et savoir les causes pourquoi il avoit mis ses terres en ses mains. Lequel sauf-conduit le duc ne voulut bailler, ni envoyer de prime face, si ledit comte ne se déclaroit son ennemi; mais s'il se déclaroit son ennemi, très volontiers lui envoyeroit. A quoi fut répondu par le comte: qu'il ne se déclareroit point son ennemi, mais son humble sujet, et que pour doute de son ire n'oseroit venir devers lui sans sauf-conduit, et autrement il n'y viendroit point. A la parfin, le duc lui envoya un sauf-conduit. Et tantôt que ledit comte eut ledit sauf-conduit, accompagné du seigneur d'Offemont, du seigneur de Genlis, du seigneur de Haplaincourt et autres chevaliers, jusqu'au nombre de vingt-quatre ou plus, avec deux avocats de parlement, et autres gens de conseil et écuyers, bien jusques au nombre de deux cents chevaux environ, le quinzième du mois de septembre audit an cinquante-sept, arriva en la ville de Bruxelles, où étoit ledit duc, et le seizième jour dudit mois, le comte vint devers le duc en son hôtel à Bruxelles, et illec, en public, présents tous ceux qui y vouloient être, fut dit et remontré audit comte par le conseil du duc présent: comme le comte étoit bien tenu à lui; et que tout le bien qu'il avoit, venoit la plupart de lui ou de ses prédécesseurs; car par les prédécesseurs du duc auroit été envoyé quérir le père dudit comte avec ses deux oncles, frères de sondit père, au pays de Luxembourg, lesquels on avoit rapporté petits enfants en hottes; et depuis, par le moyen du duc, avoient ensous lui et ailleurs les seigneuries que chacun savoit, c'est à savoir sondit père, nommé Pierre de Luxembourg, la comté de Saint-Pol, la seigneurie d'Enghien et autres terres; son oncle, messire Jean de Luxembourg, la comté de Ligny et plusieurs autres grandes terres; et si le avoit fait capitaine de la comté d'Artois, et

son second oncle cardinal de Rouen. Mais pourquoi il avoit fait mettre sa terre d'Enghien en sa main, étoit, pour certains homicides occultes et autres crimes que le duc disoit que le comte avoit faits, ou fait faire, lesquelles choses on lui déclara. Et dura la déclaration bien l'espace de trois heures, en lui déclarant aussi qu'il n'étoit point venu vers le duc comme son sujet et vassal, ains étoit venu l'épée au poing, accompagné comme ci-dessus est dit, et par sauf-conduit. Après laquelle proposition faite par le conseil du duc contre le comte, le comte répondit: que, au regard du sauf-conduit, il ne l'avoit pas pris comme ennemi du duc, ains étoit et avoit été prêt de le servir; et que s'il ne doutoit que lui, il le sentoit si sage et si prudent que en tout et par tout il se mettoit en sa volonté; mais il savoit de certain que en sa cour avoient aucuns qui l'enflammoient devers lui, et ne l'aimoient pas; pourquoi, doutant l'ire de son prince, il n'eût osé venir sans sauf-conduit, requérant au surplus au duc qu'il pût parler à lui à part pour lui dire et s'excuser des crimes qu'on lui mettoit sus, ou si non, qu'il fut ouï en public en ses excusations, ce qui fut accordé. Toutefois, quelque excusation qu'il fit, tant par sa bouche que par la bouche de maître Jean de Popincourt, avocat en parlement, la main du duc ne fut pas levée de sa terre d'Enghien, et s'en partit le comte sans rien faire. Et la cause principale pour quoi, entre plusieurs autres, on présumoit que ledit Philippe duc de Bourgogne, n'étoit pas bien content du comte, étoit: pour tant que jà pièça le comte, qui avoit plusieurs enfants, tant fils comme fille, avoit donné à mariage sa fille aînée légitime pour prendre à mariage au fils aîné du seigneur de Croy, lequel étoit premier chambellan et gouverneur du duc; laquelle avoit été et étoit passé dix ans en la main dudit seigneur de Croy, pour tant que ladite fille étoit trop jeune, et étoit aussi son fils; mais en icelui temps furent assez âgés; pourquoi le seigneur de Croy avoit fait les noces de son fils et de ladite fille environ le Noël, l'an précédent, et les avoit fait coucher ensemble. Lesquelles noces s'étoient

faites contre la volonté du comte; et n'y avoit point été; ains y avoit envoyé son fils aîné, secrètement, accompagné de gens de guerre, pour la cuider embler et la ramener en son hôtel; mais le seigneur de Croy en fut averti. Si s'en retourna le fils du comte de Saint-Pol sans rien faire, et le seigneur de Croy leur fit consommer le mariage. Depuis lequel mariage consommé, le seigneur de Croy voulut que le comte payât le mariage de sa fille, ce que le comte ne voulut. Toutesfois, touchant toutes ces choses, ne fut rien parlé par le duc, quand il fit déclarer au comte les causes qui le avoient mu à avoir ses terres en sa main.«

Die Rechtfertigung wollte nicht allerdings glücken, und suchte Graf Ludwig Zuflucht an dem französischen Hofe, wo er, zwar für jetzt ohne Erfolg, um die Würde eines Connétable sich bewarb. Daß er aber Ursache hatte, dem Unwillen des Herzogs von Burgund auszuweichen, ergibt sich aus einigen Anzeichnungen bei J. du Clercq. »Environ ce temps, un chevalier, nommé le seigneur de Roncq, lequel avoit épousé la soeur bastarde du comte de Saint-Pol, et lequel étoit l'un de ceux qui mettoient à exécution aucuns criminaux faits quand le comte de Saint-Pol les vouloit faire faire, c'est à savoir, de voie de fait, et de battre ou tuer un compagnon, lequel avoit fiancé une jeune fille, laquelle ledit sieur de Roncq ne vouloit pas qu'il prît, pour ce qu'il l'aimoit, fit prendre ledit compagnon environ la ville de Renty, puis le fit coucher à terre, et couper la lachure de son pourpoint, puis couper les génitoires et son membre, puis lui fit fendre le ventre et prendre le coeur de son ventre, et partir en deux, et ainsi mourut.

»Audit an aussi, le premier jour de mai, en la ville d'Avesnes-le-Comte, lequel jour étoit la fête, vint un gentilhomme, nommé Philippe de Brimeu, capitaine de Lucheu, lequel étoit au comte de Saint-Pol, accompagné de bien vingt-quatre hommes de guerre, tant de pied qu'à cheval; et illec, environ deux heures après midi, trouvèrent Agnieux de Croix, compagnon de guerre, auquel ils donnèrent bien dix-sept ou dix-huit plaies; et illec fut découpé tant ès bras, jambes,

visage, tête que ailleurs, car ils ne le vouloient point tuer; ains disoit toujours ledit Philippe qu'ils ne le tuassent point; mais à chacun horion que on lui donnoit, on lui disoit que le comte de Saint-Pol se recommandoit à lui. Et la cause pourquoi on lui fit ce, étoit, pour tant que ledit Agnieulx, environ huit ans devant, accompagné de plusieurs compagnons, avoit battu et vilainné le bailli et sergeant de la ville de Saint-Pol. Desquels compagnons aucuns avoient été pendus et exécutés à mort, tant pour ce que pour autres choses, et en avoient été pareillement découpés; et disoit-on que encore seroient ainsi habillés ceux qui avoient été avec ledit Agnieulx ledit bailli battre.«

Nichtsdestoweniger fand der Graf von Saint-Pol Mittel, im J. 1458 seinen Frieden mit dem Herzog zu schließen. »Environ ce temps aussi, fut l'accord fait d'entre Philippe, duc de Bourgogne, et le comte de Saint-Pol; et vint le comte devers le duc à Mons en Hainaut, là où ledit duc le reçut très-bénignement. Et parlèrent par plusieurs fois le duc et le comte moult privément ensemble, seul à seul. Duquel accord chacun fut moult joyeux, et même le comte de Charolois, fils du duc, lequel festoya le comte moult hautement en mangers et autrement; si firent les seigneurs et princes.« Es vergingen indessen noch einige Jahre, bevor der Graf vollständig zu Gnaden aufgenommen wurde, 1461, und zwar gelegentlich von des Herzogs Fahrt nach Paris, wo er den neuen König Ludwig XI einführte. Auf der Rückreise besuchte der Herzog Ham und andere Besitzungen des Grafen. »Et étoit ledit comte très-bien en la grâce dudit duc; et avoit le roi, lui étant à Paris et le duc aussi, fait la paix du seigneur de Croy et du comte de Saint-Pol; laquelle haine avoit un temps duré, nonobstant que le fils aîné du seigneur de Croy eût épousé la fille dudit comte de Saint-Pol, par laquelle, à la requête du roi Louis, le duc de Bourgogne pardonna tout son maltalent au comte de Saint-Pol, et fut ledit comte très-bien en la grâce dudit duc, comme il y parut; car le duc repassa par plusieurs de ses places, èsquelles ledit comte festoya le

duc moult hautement et richement; puis repassa le duc par Cambray où le comte de Saint-Pol aussi le festoya moult grandement. Et étoient tous ceux des pays du duc très-bien contents et joyeux de ce que le duc étoit content dudit comte et que le comte étoit moult bien en sa grâce; car le comte étoit très-bien aimé ès pays du duc, et aussi il avoit à perdre par tous les pays dudit duc, en chacun pays plusieurs grosses terres et forteresses; et étoit, comme on disoit, un des plus riches et même le plus riche comte de France,« wie er denn allein mit Frau Johanna von Bar ein Einkommen von wohl 50,000 Livres erheurathet hatte.

Die Wichtigkeit eines solchen Mannes konnte einem Ludwig XI nicht entgehen. »En ce temps (1464), le roi Louis fit ajourner à son de trompe le comte de Saint-Pol, Louis, à être devers lui en personne sur le troisième défaut; lequel comte, doutant d'être banni du royaume, par sauf-conduit du roi et autres grands moyens qu'il eut, alla devers le roi à Nogent. Et illec fut très-grandement reçu du roi, et fut traité fait; et fit serment et hommage au roi de ce qu'il tenoit de lui; et lui montroit le roi tout l'amour et honneur qu'il pouvoit. Et disoit-on que le roi lui avoit requis qu'il lui fît serment de non jamais converser avec le comte de Charolois, ne l'aider, ni conforter; à quoi il répondit: qu'il avoit fait serment au comte de le servir, lequel serment il ne pouvoit rompre.« Des Königs Künste scheiterten an des Grafen beharrlicher Abneigung für die Croy, welcher um so sicherer zu fröhnen, er das engste Freundschaftsbündniß errichtet hatte mit dem, diesen Günstlingen nicht minder feindlichen Erben von Burgund, mit dem Grafen von Charolais. Diese Freundschaft und das Aufgeben des Landes an der Somme, wozu die Croy den alternden Herzog verleiteten, hatten wesentlichen Antheil bei dem Krieg um das gemeine Wohl (beschrieben S. 358—395). Außerordentliche Thätigkeit hat der Graf, seit Kurzem des Grafen von Charolais Obristhofmeister, entwickelt in dem Bestreben, die mächtigsten Landherren für das dem König entgegengesetzte Bündniß zu gewinnen; als verständiger Feldherr hat er in dem Kriege sich bewährt.

In dem Laufe des Kriegs um die eigene, wie um der Verbündeten Schwäche belehrt, hielt Ludwig XI für das Sicherste, die Fürsten durch den Einzelnen gespendete Vortheile zu trennen, daneben in der gleichen Weise die verläßlichsten Befehlshaber und Räthe ihnen abwendig zu machen. Nach Wunsch ist ihm solches gelungen, wie denn namentlich der Graf von Saint-Pol der ihm vorgehaltenen Lockspeise nicht zu widerstehen vermochte; er erhielt die Würde eines Connétable von Frankreich, mit 24,000 Franken Gehalt, durch königlichen Bestallungsbrief vom 5. Oct. 1465, und wurde am 12. Oct. vereidet, wobei der König persönlich in dem alten Königshof zu Paris, le Palais ihm das Amtsschwert umgürtete.

Die neuen Beziehungen zu Frankreich hielten indessen den Grafen nicht ab, in den beiden Zügen gegen die Lütticher, 1466, den Vortrab der Burgunder zu befehligen, »non pas par l'autorité du roi, ni avec ses gens-d'armes, mais amena de ceux qu'il avoit amassés ès marches de Picardie.« Indem aber der Connétable bei der Plünderung der reichen Handelsstadt Dinant leer ausgegangen, wies der Herzog von Burgund ihn auf die Stadt Tuin an, »laquelle ville de Tuin le duc avoit donnée au comte de Saint-Pol pour la prendre et piller et faire sa volonté, en récompensation de ce qu'il n'avoit eu, ni ses gens, quelque butin à la prise de Dinant. Laquelle ville de Tuin se rendit au comte de Saint-Pol, pour et au nom du duc. Et moyennant certaine somme de deniers que elle paya au comte de Saint-Pol, connétable de France, et qu'ils promirent d'abattre leurs portes et toute la muraille de la ville, et Saint-Tron pareillement, ils ne furent point pillés. Et disoit-on que ledit connétable eut dix-mille florins de Rhin pour sa récompense; et encore ne se tenoit-il pas bien récompensé du butin de Dinant, ni ses gens aussi.« Gleich aber im f. J., Oct. 1467, trat in durchaus veränderter Haltung der Graf vor den neuen Herzog von Burgund, der eben zu Löwen mit dem Ordnen eines gegen die Lütticher bestimmten Heeres beschäftigt.

»Là arriva devers lui le comte de Saint-Pol, connétable de France (qui pour lors s'étoit de tous points réduit au roi,

et se tenoit avec lui) et le cardinal Ballue, et autres envoyés: lesquels signifièrent audit duc de Bourgogne, comme les Liégeois étoit alliés du roi, et compris en sa tréve, l'avertissant qu'il leur donneroit secours, en cas que ledit duc de Bourgogne les assaillît. Toutesfois ils offrirent, s'il vouloit consentir que le roi pût faire la guerre en Bretagne, que ledit seigneur le laisseroit faire avec les Liégeois. Leur audience fut courte et en public: et ne demeurèrent qu'un jour. Le duc de Bourgogne disoit pour excuse que les Liégeois l'avoient assailli, et que la rupture de la trève venoit d'eux, et non pas de lui: et que pour telles raisons ne devoit abandonner les alliés. Les dessusdits ambassadeurs furent dépêchés; comme il vouloit monter à cheval (qui étoit le lendemain de leur venue) leur dit tout haut qu'il supplioit au roi ne vouloir rien entreprendre sur le pays de Bretagne. Le connétable le pressa, en lui disant: »»Monseigneur, vous ne choisissez point: car vous prenez tout, et voulez faire la guerre à votre plaisir à nos amis, et nous tenir en repos, sans oser courre sus à nos ennemis, comme vous faites aux votres, il ne se peut faire, ni le roi ne le souffriroit point.«« Le duc prit congé d'eux, en leur disant: »»Les Liégeois sont assemblés, et m'attends d'avoir la bataille avant qu'il soit trois jours; si je la perds, je crois bien que vous ferez à votre guise: mais aussi, si je la gagne, vous laisserez en paix les Bretons.«« Et après monta à cheval: et les ambassadeurs allèrent en leur logis s'apprêter pour eux en aller.« Zu einem Gespräch unter vier Augen hatte der Herzog gegen den Connétable geäußert: »Beau cousin, vous êtes bien mon ami, et par tant je vous avertis que vous preniez garde que le roi ne fasse de vous comme il a fait d'autres: si vous voulez demeurer par deça, vous serez le très-bien demeuré.« Der Warnung hat aber der Graf um so weniger geachtet, da seiner um so mehr sich zu versichern, ihm, dem Wittwer, der König durch Eheberedung, d. d. la Motte d'Esgry in Gatinois, 1. Aug. 1466, die Hand seiner Schwägerin, der Prinzessin Maria von Savoyen verschafft, ihr zur Aussteuer die Grafschaft Guise

und Noyon, oder, da es ihm nicht möglich sein würde, über die besagten Besitzungen zu verfügen, statt deren 60,000 Schilde verschrieb, endlich dem jungen Ehepaar die Anwartschaft auf die Grafschaft Eu verlieh, als zu deren Besitz der Connétable nach einigen Jahren durch das Ableben des letzten Grafen gelangte. Die besagte Grafschaft umfaßte 50 Kirchspiele und wurde gegen Ende des 17. Jahrhunderts zu dem Preis von 1,600,000 Livres verkauft.

Als K. Ludwig XI 1468 nach Péronne in die Falle ging, befand sich unter seinen wenigen Begleitern auch der Connétable, »qui en rien ne s'étoit mêlé de cette aventure, mais lui en déplaisoit: car pour lors le coeur lui étoit cru; et ne se trouvoit pas humble envers le duc de Bourgogne comme autrefois, et pour cette raison n'y avoit nul amour entre les deux,« und als der König genöthigt, die durch seine Künste abermals gegen Burgund bewaffneten Lütticher zu bestreiten, stand wiederum der Connétable ihm zur Seite. So sehr hat dieser durch die dem bedrängten Monarchen bezeigte Anhänglichkeit sich empfohlen, daß er in dem 1469 gestifteten St. Michaelsorden der dritte Ritter geworden ist. Er scheint auch vorzüglich thätig gewesen zu sein, die Bevölkerungen von Saint-Quentin, Amiens und Abbeville zum Aufruhr zu reizen, und mögen seine Erfolge in dieser Hinsicht nicht wenig beigetragen haben, den König zur Wiederaufnahme der kaum in Gefolge des Vertrags von Péronne eingestellten Feindseligkeiten zu bewegen.

»Le comte de Saint-Pol, homme trés-sage, et autres serviteurs du duc de Guyenne, et aucuns autres, désiroient plutôt la guerre entre ces deux grands princes, que paix, pour deux regards. Le premier, craignoient que ces très-grands états qu'ils avoient, ne fussent diminués, si la paix continuoit: car le connétable avoit quatre cens hommes-d'armes, ou quatre cens lances, payés à la montre, et n'avoit point de contrôleur, et plus de trente mille francs tous les ans, outre les gages de son office, et les profits de plusieurs belles places qu'il tenoit. L'autre, ils vouloient mettre sus au roi, et disoient entre eux, sa condition être telle, que s'il

n'avoit débat par dehors, et contre les grands, qu'il falloit qu'il en eût avec ses serviteurs, domestiques et officiers: et que son esprit ne pouvoit être en repos. Et par ces raisons alléguées, tâchoient très-fort de remettre le roi en cette guerre: et offroit le connétable prendre Saint-Quentin tous les jours qu'on voudroit: car ses terres étoient à l'environ, et disoit encore avoir très-grande intelligence en Flandres et en Brabant, et qu'il feroit rebeller plusieurs villes contre le duc.« Saint-Quentin öffnete ihm seine Thore im Dec. 1470, für die Occupation von Amiens fand er eben so wenig Schwierigkeiten, da Herzog Karl keineswegs gerüstet, der französischen Armee zu widerstehen. »Le duc de Bourgogne, qui étoit en crainte très-grande du commencement, envoya un homme devers le connétable, lui prier ne lui vouloir faire le pis qu'il pourroit bien: et ne presser point âprement cette guerre, qui lui étoit encommencée, sans l'avoir défié, ni semons de rien. Le connétable fut fort aise de ces paroles, et lui sembla bien qu'il tenoit le duc en la sorte qu'il demandoit: c'est à savoir en grand doute. Si lui manda pour toute réponse, qu'il voyoit son fait en bien grand péril, et qu'il n'y connoissoit remède qu'un, pour en échapper: c'étoit qu'il donnât sa fille en mariage au duc de Guyenne, et qu'en ce faisant, il seroit secouru de grand nombre de gens, et se déclareroit ledit duc de Guyenne pour lui et plusieurs autres seigneurs: et que lors lui rendroit Saint-Quentin, et se mettroit des leurs. Mais que sans ce mariage, et voir cette déclaration, il ne s'y oseroit mettre: car le roi étoit trop puissant, et avoit son fait bien accoutré, et grandes intelligences ès pays dudit duc, et toutes paroles semblables, de grand épouvantement. Je ne connus oncques bonne issue d'homme qui ait voulu épouvanter son maître, et le tenir en subjection, ou un grand prince de qui on a affaire, comme vous entendrez de ce connétable. Car combien que le roi fût lors son maître, si avoit-il la plûpart de son vaillant, et ses enfans, sous le duc de Bourgogne: mais toujours a usé de ces termes, de les vouloir tenir en crainte tous deux: et l'un par

l'autre: dont mal lui en est pris. Et combien que toute personne cherche à se mettre hors de subjection et crainte, et que chacun haïsse ceux qui les y tiennent, si n'y en a-t'il nuls qui en cet article approchent les princes: car je n'en connus oncques nuls, qui n'ayent mortelle haine à ceux qui les y ont voulu tenir.

»Après que le duc de Bourgogne eût oui la réponse du connétable, il connut bien qu'en lui ne trouveroit nulle amitié, et qu'il étoit principal conducteur de cette guerre, et conçut une merveilleuse haine contre lui, qui jamais depuis ne lui partit du coeur: et principalement que pour tels doutes le vouloit contraindre à marier sa fille.« Der Herzog von Burgund sollte schlechterdings genöthigt werden, seine Tochter dem Bruder des Königs, dem Herzog von Guyenne, zu geben. Des Herzogs eiserner Sinn widerstand jedoch allen Zumuthungen und Einflüsterungen. »Lui, comme prince courageux et de vertu, fit une grosse armée, et se vint loger devant Amiens, et fortifia son camp tellement qu'il étoit périlleux à y entrer; et le connétable, atout 1500 hommes d'armes des ordonnances et 4000 francs-archers, se bouta à Amiens,« und nach einem thatenlosen Feldzug wurde Waffenstillstand für ein Jahr abgeschlossen 1470, »dont le connétable montroit signe de déplaisir, car sans nul doute (quelque chose que les gens ayent pensé, ni sussent penser au contraire) ledit comte de Saint-Pol étoit lors ennemi capital du duc de Bourgogne: et eurent plusieurs paroles, et oncques puis n'y eut amitié de l'un à l'autre, comme vous avez vu par l'issue.« Der Waffenstillstand, mehrmalen unterbrochen und erneuert, führte zu Unterhandlungen und letzlich zu einem Friedensschluß 1472, abenteuerlich und unwürdig, wie ihn kaum die neueste Zeit aufzuweisen vermag. Der König versprach, Amiens und Saint-Quentin zurückzugeben, überließ dazu dem Herzog die beiden Grafen, von Nevers und Saint-Pol, um mit ihrem Besitzthum nach Belieben zu schalten. Dagegen wollte der Herzog sich ruhig verhalten, falls Ludwig XI Bretagne und Guyenne wegnehmen würde.

Der Vertrag brach sich aber an dem Tod, oder genauer an der Vergiftung des Herzogs von Guyenne, und in größerer Lebhaftigkeit erneuerten sich die Feindseligkeiten. Die Belagerung von Beauvais mußten die Burgunder aufheben, vornehmlich von wegen der festen Haltung des Connétable, der auch mit gleichviel Einsicht und Glück die Normandie vertheidigte. »Après avoir demeuré douze jours devant Rouen, le duc de Bourgogne se conseilla (vu qu'il ne pouvoit finir la bataille) qu'il se retrairoit: ce qu'il fit à moult belle ordonnance, et retira contre Amiens. Mais le connétable faisoit toujours ses diligences, et tellement qu'il se boutoit toujours ès villes, dont le duc de Bourgogne pouvoit peu profiter.« Des wichtigen hiermit ihm geleisteten Dienstes ist aber Ludwig XI nicht lange eingedenk geblieben, wie sich gelegentlich der Erneuerung des Waffenstillstandes, 1473, ergab. »En menant ce traité l'on murmuroit des deux côtés contre le comte de Saint-Pol, connétable de France: et l'avoit le roi pris en grande haine, et les plus prochains de lui semblablement. Le duc de Bourgogne le haïssoit encore plus: et en avoit meilleure cause (car je suis informé à la vérité des raisons des deux côtés) et n'avoit point oublié le duc que le connétable avoit été occasion de la prise d'Amiens et de Saint-Quentin: et lui sembloit qu'il étoit cause et vraie nourrice de cette guerre, qui étoit entre le roi et lui: car en temps de trèves, lui tenoit les meilleures paroles du monde, mais dès ce que le débat commençoit, il lui étoit ennemi capital: et ledit comte l'avoit voulu contraindre à marier sa fille, comme avez vu ci-devant. Encore y avoit une autre pique: car durant que le duc étoit devant Amiens, le connétable fit une course en Hainaut: et entre les autres exploits qu'il fit, il brûla un château, nommé Solre, qui étoit à un chevalier, nommé messire Baudouin de Lannoy. Pour le temps de lors on n'avoit point accoûtumé de mettre feu, ni d'un côté ni d'autre: et prit le duc son occasion sur cela des feux qu'il mettoit, et qu'il avoit mis en cette saison. Ainsi se commença à pratiquer la manière de défaire le connétable: et du côté du

roi en furent ouvertes quelques paroles, par gens qui s'adressoient à ceux qui étoient ennemis du connétable, étant au service du duc; et n'avoit point moins de suspicion sur le connétable que ledit duc: et chacun le disoit occasion de la guerre: et se commencèrent à découvrir toutes paroles et tous traités, menés par lui, tant d'un côté que d'autre: et mettoient en avant sa destruction.

»Quelqu'un pourra demander ci-après, si le roi ne l'eût su faire seul. A quoi je réponds que non: car il étoit assis justement entre le roi et le duc. Il tenoit Saint-Quentin en Vermandois, grosse ville et forte. Il avoit Ham et Bohain, et autres très-fortes places siennes, toutes près dudit Saint-Quentin: et y pouvoit mettre gens à toute heure, et de tel parti qu'il lui plaisoit. Il avoit du roi quatre cens hommes-d'armes, bien payés, dont lui même étoit commissaire, et en faisoit la montre. Sur quoi il pouvoit pratiquer grand argent: car il ne tenoit point le nombre. Outre il avoit d'état ordinaire quarante cinq mille francs: et si prenoit un écu pour chacune pipe de vin qui passoit parmi ses limites, pour aller en Flandres ou en Hainaut: et si avoit de très-grandes seigneuries siennes, et grandes intelligences au royaume de France et aussi au pays du duc, où il étoit apparenté.

»Toute cette année que dura cette trève, s'entretenoit cette marchandise: et s'adressoient ceux du roi à un chevalier du duc, appelé monseigneur d'Humbercourt, dont ailleurs avez ouï parler en ce livre, lequel de tout temps haïssoit très-fort le connétable: et la haine étoit renouvelée n'y avoit guères: car en une assemblée qui s'étoit tenue à Roye, où ledit connétable et autres étoient pour le roi, le chancelier de Bourgogne, le seigneur d'Humbercourt, et autres pour le duc, en parlant de leurs matières ensemble, le connétable démentit très-vilainement ledit seigneur d'Humbercourt. A quoi ne fit autre réponse, sinon ce qu'il enduroit cette injure, il n'attribuât point cet honneur à lui, mais au roi, à la sûreté duquel il étoit venu là pour ambas-

sadeur: et aussi à son maître, de qui il représentoit la personne: et qu'il lui en feroit rapport. Cette seule vilenie et outrage, bien tôt dits, coûta depuis la vie au connétable, et ses biens perdus, comme vous verrez ci-après.«

Ungleich bedrohlicher ließen die Conferenzen von Bouvines (1474) sich an, wo der Kanzler von Burgund und Humbercourt in des Herzogs Namen unterhandelten. »Le connétable fut averti que l'on y marchandoit à ses dépens: et fit grande diligence d'envoyer vers ces deux princes; à chacun donnoit à connoître qu'il entendoit le tout: et fit tant, pour cette fois, qu'il mit le roi en suspicion que le duc le vouloit tromper, et tirer ledit connétable des siens. Et pour ce à grande diligence envoya le roi devers ses ambassadeurs, étant à Bouvines, leur mandant ne conclure rien contre le connétable, pour les raisons qu'il leur diroit, mais qu'ils allongeassent la trève, selon leur instruction, qui fut d'un an ou six mois, je ne sais lequel. Comme le messager arriva, il trouva que tout étoit déjà conclu, et les scellés baillés dès le soir de devant: mais les ambassadeurs s'entendoient si bien, et étoient si bons amis qu'ils rendirent lesdits scellés: qui contenoient que le connétable étoit pour les raisons, qu'ils disoient, déclaré ennemi et criminel envers tous les deux princes: promettoient et juroient l'un à l'autre que le premier des deux, qui lui pourroit mettre la main dessus, le feroit mourir dedans huit jours après, ou le bailleroit à son compagnon pour en faire à son plaisir: ou à son de trompe il seroit déclaré ennemi des deux princes et parties, et tous ceux qui le serviroient et porteroient faveur ni aide. Et davantage promettoit le roi bailler au duc la ville de Saint-Quentin, dont assez a été parlé: et lui donnoit tout l'argent, et autres meubles du connétable, qui se pourroient trouver dedans le royaume, avec toutes seigneuries tenues du duc: et entre les autres, lui donna Ham et Bohain, qui sont places très-fortes, et à un jour nommé devoient le roi et le duc avoir leurs gens-d'armes devant Ham, et assiéger ledit connétable.

»Toutefois, pour les raisons que je vous ai dites, fut rompue toute cette conclusion: et fut entrepris un jour et lieu, où le connétable se devoit trouver pour pouvoir parler au roi en bonne sûreté: car il doutoit de sa personne, comme celui qui savoit toute la conclusion qui avoit été prise à Bouvines. Le lieu fut à trois lieues de Noyon, tirant vers la Fère, sur une petite rivière, et avoient du côté dudit connétable relevé les guets. Sur une chaussée, qui y étoit, fut faite une forte barrière. Le connétable y étoit le premier: et avoit avec lui tous ses gens-d'armes, ou peu s'en falloit; car il avoit trois cens gentils-hommes d'armes passés: et avoit sa cuirasse sous une robe desceinte. Avec le roi y avoit bien six cens hommes-d'armes: et entre les autres y étoit monseigneur de Dammartin, grand maître d'hôtel de France: lequel étoit ennemi capital du connétable. Le roi m'envoya devant faire excuse au connétable dequoi il l'avoit tant fait attendre. Tost après il vint: et parlèrent ensemble: et étoient cinq ou six présens de ceux du roi, et des siens aussi. Le connétable s'excusa dequoi il étoit venu en armes, disant l'avoir fait pour crainte du comte de Dammartin. Il fut dit en effet, que toutes choses passées seroient oubliées, et que jamais ne s'en parleroient: et passa le connétable du côté du roi: et fut fait l'appointement du comte de Dammartin et de lui: et vint au gîte avec le roi à Noyon: et puis le lendemain s'en retourna à Saint-Quentin, bien réconcilié, comme il disoit. Quand le roi eut bien pensé et ouï le murmure des gens, il lui sembla folie d'avoir été parler à son serviteur, et l'avoir ainsi trouvé, une barrière fermée au-devant de lui, et accompagné de gens-d'armes, tous ses sujets, et payés à ses dépens: si la haine y avoit été paravant grande, elle l'étoit encore plus: et du côté du connétable le coeur ne lui étoit point appetissé.«

Unter diesen Umständen war für den Grafen von Saint-Pol der Tod seiner Gemahlin, 1475, ein doppeltes Unglück: »dame de bien, laquelle étoit soeur de la reine, qui lui étoit support en sa faveur, car toujours s'entretenoit la marchan-

dise encommencée contre lui. Oncques puis ne fut assuré le connétable.« In der nächsten Umgebung von Saint-Quentin hatte der Graf von Dammartin mit seinen Reisigen sich gelagert, daß der Connétable auf die ihm bewilligten Gleven nicht mehr zählen durfte, sondern die Stadt mit seinen Lehensleuten, 300 Mann, besetzen mußte. Ihn wo möglich noch mehr mit dem Herzog von Burgund zu verfeinden, ließ ihn der König dem Hennegau einfallen, Avesnes belagern. »Ce qu'il fit en grande crainte: car il craignoit fort. Il fut devant peu de jours, faisant faire grand guet sur sa personne, puis se retira en ses places, et manda au roi (et ouïs moi même son homme, par le commandement du roi) qu'il s'étoit levé, par ce qu'il étoit certainement informé qu'il y avoit deux hommes en l'armée, qui avoient pris charge du roi de le tuer: et dit tant d'enseignes apparentes, qu'il ne s'en falloit guères qu'il ne fût cru: et que l'un des deux ne fut suspicionné d'avoit dit au connétable quelque chose qu'il devoit taire. Je n'en veux nul nommer, ni plus avant parler de cette matière.« In der Verzweiflung suchte der Connétable sich mit dem Herzog auszusöhnen; es wurde unterhandelt, die Abtretung von Saint-Quentin verheißen: aber die zu zweimalen behufs der Besitznahme dahin entsendeten Burgunder mußten stets unverrichteter Dinge sich zurückziehen. Im Gegentheil versuchte der Connétable eine Verständigung mit dem König; »et le roi pressoit fort que le connétable vint devers lui et lui offroit certaine récompense, qu'il demandoit pour la comté de Guise, comme autrefois lui avoit promis. Ledit connétable étoit bien content de venir, pourvu que le roi fît serment, sur la croix Saint-Loup d'Angers, de ne faire nul mal à sa personne, ni consentir qu'autre le fît; et alléguoit qu'aussi bien lui pourroit faire ledit seigneur ce serment, comme il avoit fait autre-fois au seigneur de Lescut: et à cela lui répondit le roi, que jamais ne feroit ce serment à homme: mais que tout autre serment que ledit connétable lui voudroit demander, qu'il étoit content de le faire. Vous pouvez bien entendre qu'en grand travail d'esprit étoit le roi, et aussi ledit connétable: car il ne passoit un

seul jour pour un espace de temps, qu'il n'allât gens de l'un à l'autre, sur le fait de ce serment.«

Mittlerweile war der König von England mit einer bedeutenden Macht zu Calais angelangt, und hatte der Herzog von Burgund Eile, mit dem mächtigen Bundesgenossen sich zu besprechen. Als die Einleitung hierzu, legte er dem König ein Schreiben vor, worin der Connétable den beiden verbündeten Herren alle von ihm abhängende Hülfleistung zusagte, »et dit sa créance, et la fit un peu plus grasse qu'elle n'était: car il assuroit le roi d'Angleterre que le connétable le mettroit dedans toutes ses autres places.« Auf solche Verheißung, ausgehend von dem Oheim seiner Königin, setzte Eduard IV sofort gegen Saint-Quentin sich in Bewegung. »Les Anglois s'attendoient qu'on sonnât les cloches à leur venue, et qu'on portât la croix et l'eau bénite au devant. Comme ils s'approchèrent près de la ville, l'artillerie commença à tirer; et saillit des escarmouches à pied et à cheval, et y eut deux ou trois Anglois tués, et quelques-uns pris: ils eurent un très-mauvais jour de pluie, et en cet état s'en retournèrent en leur ost, fort mal contents, murmurant contre ce connétable, et l'appeloient traître.«

Sofort schwanden des Königs von England kriegerische Gelüste: er nahm ein Stück Geld und zog heim. Doch befand er sich noch auf dem festen Lande, als der Connétable abermals seine Erfahrungen in dem Schaukelsystem, wenigstens bei K. Ludwig XI zur Anwendung bringen zu können glaubte. »Monseigneur le connétable commença à soi apercevoir de ces marchés, et avoir peur d'avoir offensé de tous côtés: craignant toujours cette marchandise, qui avoit cuidé être contre lui à Bouvines, et pour cette cause, il envoyoit souvent devers le roi: et sur l'heure dont je parle, vint devers ledit seigneur un gentil-homme, appelé Louis de Creville, serviteur du connétable, et un sien secrétaire, nommé maître Jean Richer, qui tous deux vivent encore: et dirent leur créance à monseigneur du Bouchage et à moi, premier qu'au roi: car le plaisir dudit seigneur étoit tel. Ce qu'ils apportoient plut

fort au roi, quand il en fut averti: pour ce qu'il avoit intention de s'en servir, comme vous oïrez. Le seigneur de Contay, serviteur du duc de Bourgogne, qui avoit été pris naguères devant Arras, alloit et venoit sur sa foi devers ledit duc, et lui promit le roi donner sa finance et rançon, et une très-grande somme d'argent, s'il pouvoit traiter la paix. D'aventure il étoit arrivé devers le roi, ce jour qu'arrivèrent les deux dessus nommés serviteurs du connétable. Le roi fit mettre ledit seigneur de Contay dedans un grand et vieil ôtevent, qui étoit dedans sa chambre, et moi avec lui, afin qu'il entendît et pût faire rapport à son maître des paroles, dont ledit connétable et ses gens usoient du duc: et le roi se vint soir sur un escabeau rasibus dudit ôtevent, afin que nous pussions mieux entendre les paroles que diroit Louis de Creville, et avec ledit seigneur n'y avoit que le sieur du Bouchage. Ledit Louis de Creville et son compagnon commencèrent lors leurs paroles, disant que leur maître les avoit envoyé devers le duc de Bourgogne, et qu'ils lui avoient fait plusieurs remontrances, pour le desmouvoir de l'amitié des Anglois, et qu'ils l'avoient trouvé en telle colère contre le roi d'Angleterre, qu'à peu fut qu'ils ne l'avoient gagné, non pas seulement à laisser les Anglois, mais à aider à les détrousser en eux retournant. Et en disant ces paroles, pour cuider complaire au roi, ledit Louis de Creville commença à contrefaire le duc de Bourgogne, et à frapper du pied contre terre, et à jurer S. George, et qu'il appeloit le roi d'Angleterre Blancborgne, fils d'un archer, qui portoit son nom: et toutes les moqueries qu'en ce monde étoit possible de dire d'homme. Le roi rioit fort et lui disoit qu'il parlât haut, et qu'il commençoit à devenir un peu sourd: et qu'il le dît encore une fois: l'autre ne se feignoit pas, et recommençoit encore une fois de très-bon coeur. Monseigneur de Contay, qui étoit avec moi, en cet ôtevent, étoit le plus ébahi du monde, et n'eût jamais cru, pour chose qu'on lui eût su dire, les paroles qu'il oyoit.

»La conclusion des gens dudit connétable étoit, qu'ils conseilloient au roi, que pour éviter tous ces grands périls, qu'il voyoit appareillés contre lui, il prit une trève: et que le connétable se faisoit fort de le guider: et que pour contenter ces Anglois, on leur baillât seulement une petite ville ou deux pour les loger l'hiver, et qu'elles ne sauroient être si méchantes qu'ils ne s'en contentassent: et sembloit sans rien nommer, qu'il voulut dire Eu et Saint-Valéry. Et lui sembloit que par ce moyen, les Anglois se contenteroient de lui, et du refus qu'il leur avoit fait de ses places. Le roi à qui il suffisoit d'avoir joué son personnage, et faire entendre au seigneur de Contay les paroles dont usoit et faisoit user ce connétable par ses gens, ne leur fit nulle mal-gracieuse réponse, mais seulement leur dit: »»J'enverrai devers mon frère, et lui ferai savoir de mes nouvelles««: et puis leur donna congé. L'un fit le serment en la main du roi que s'il savoit rien qui touchât le roi, de le révéler: il greva beaucoup au roi de dissimuler de cette matière, où ils conseilloient de bailler terre aux Anglois: mais doutant que le connétable ne fît pis, il n'y voulut point répondre, en façon qu'ils connussent qu'il l'eût mal pris: mais envoya devers lui. Le chemin étoit court, et un homme ne mettoit gueres à aller et retourner. Le seigneur de Contay et moi partîmes de cet ôtevent, quand les autres s'en furent allés: le roi rioit, et faisoit bien bonne chère: mais ledit de Contay étoit comme homme sans patience d'avoir ouï telles sortes de gens ainsi se moquer de son maître, et vu encore les traités qu'il menoit avec lui: et lui tardoit bien qu'il ne fût jà à cheval pour l'aller conter à son maître le duc de Bourgogne. Sur l'heure fut dépêché ledit seigneur de Contay, et son instruction écrite de sa main propre, et emporta une lettre de créance de la main du roi, et s'en partit.«

Kein besseres Glück machte der Connétable in dem Versuch, mit dem König von England sich zu verständigen, im Gegentheil ließ dieser alle von dem Neffen empfangene Briefe dem König von Frankreich ausliefern. »Et ne savoit plus le connétable à quel

Saint se vouer, et se tenoit comme pour perdu. Mainte pensée avoit jà eu ce puissant homme, où il prendroit son chemin pour fuir: car de tout étoit informé, et avoit vu le double des scellés qui avoient été baillés contre lui à Bouvines. Une fois s'adressa à aucuns serviteurs qu'il avoit, qui étoient Lorrains: avec ceux-là délibéra fuir en Allemagne, et y porter grande somme d'argent (car le chemin étoit fort sûr) et d'acheter une place sur le Rhin, et se tenir là jusques à ce qu'il fut appointé de l'un des deux côtés. Une autrefois délibéra tenir son bon château de Ham: qui tant lui avoit coûté, car il l'avoit fait pour se sauver en une telle nécessité: et l'avoit pourvu de toutes choses, autant que château qui fut en lieu de notre connoissance. Encore ne trouva-t-il gens à son gré, pour demeurer avec lui: car tous ses serviteurs étoient nés des seigneuries de l'un prince ou de l'autre: par aventure que sa crainte étoit si grande, qu'il ne s'osa suffisamment découvrir à eux: et je crois certainement qu'il en eût trouvé qui ne l'eussent pas abandonné, et bon nombre: et n'étoit pas tant à craindre pour lui d'être assiégé des deux princes, que d'un seul: car c'étoit chose impossible que les deux armées se fussent accordées.«

Der Connétable wird wohl zeitig Kenntniß erhalten haben von dem Waffenstillstand, welchen für die Dauer von 9 Jahren Ludwig XI und Herzog Karl am 13. Sept. 1475 zu Soleuvre, der Burg im Luxemburgischen, abschlossen, und der nebenbei als ein vorläufiger Partagetractat über des Connétable Besitzungen gelten kann. Heißt es doch darin: »Et aussi est traité et accordé pour plus ample déclaration, que les terres et seigneuries de la Ferté, Châtellier, Vendeuil et Saint-Lambert, dépendants de la comté de Marle, demeureront au roi en obéissance, pour y prendre tailles, aides et tous autres droits, comme des autres terres de son obéissance, la seigneurie et revenu demeurant à M. le comte de Marle (als seiner Mutter Gut), et pareillement les châteaux, villes, terres, châtellenies et seigneuries de Marle, Gercy, Montcornet, Saint-Gobin aussi demeureront à mondit seigneur de Bourgogne en obéissance, pour

y prendre telles aides et tous autres droits dessusdits. La seigneurie et revenu demeureront au comte de Marle, selon le contenu de l'article précédent.«

Betäubt durch die erlangte Gewißheit von alsolcher Bestätigung des zu Bouvines abgeschlossenen Vertrags, war der Connétable einen Augenblick des Willens, Saint-Quentin den Burgundern zu überliefern (5. Sept.), aber ein Schreiben der Königin von Frankreich raubte ihm vollends die Besinnung, so daß er heimlich, von wenigen begleitet, Saint-Quentin verließ. »N'est merveille si le connétable s'éloignoit de Saint-Quentin, car la reine de France, sa belle-soeur, sachant aucunement la volonté du roi, désirant le désappointer, lui manda par ses lettres, que si chère il avoit la vie, se partît d'illec, car le roi contendoit totalement à lui enclore.« In schnellem Ritt gelangte er über Quesnoy nach Binch und von da nach Mons, während Ludwig XI sich nur vor Saint-Quentin zeigen durfte, um Einlaß zu erhalten. »Le roi de France étant aucunement averti que le connétable étoit en variance de rendre Saint-Quentin au duc de Bourgogne, se mit sus, accompagné de vingt-mille combattans; et environ six heures de vêpre, le quatorzième de septembre, se trouva en la ville dudit Saint-Quentin, où il fit nouveaux officiers, déstituant ceux que le connétable y avoit ordonnés. Et les dames des seigneurs étant illec tenant le parti du connétable, furent contraintes de partir hâtivement; car le roi fit bannir tous ceux étant à Saint-Quentin, qui étoient adhérens au connétable, icelles ensemble leurs enfans et familles, chargés d'autant de biens et non plus qu'elles en pouvoient porter en leurs gerons, et le demeurant demeuroit au profit du roi et à ses commis. Icelles dames et damoiselles, et autres leurs adhérens, fort déconfortés, et non sans cause, arrivèrent à Cambray.«

Die Nachricht von der Uebergabe von Saint-Quentin war nur eben eingetroffen, als der Herzog den Großamtmann von Hennegau, den von Aimeries befehligte, den Flüchtling in Mons festzuhalten, »en façon qu'il n'en pût saillir, et que lui fût défendu de partir de son hôtellerie. Le bailli n'osa refuser

et le fit: toutefois la garde n'étoit pas étroite pour un tel homme, s'il eût eu vouloir de fuir.« Dann kam der Befehl, ihn nach Valenciennes und weiter nach Péronne zu bringen, wohin einzig der Barbier und ein Kammerdiener ihm folgen durften. Vertragsmäßig sollte er binnen acht Tagen den Franzosen ausgeliefert werden, es verging aber ein voller Monat, bevor der Herzog von Burgund zu einer Entschließung sich bequemte, die auch vielleicht kaum erfolgt wäre ohne die hartnäckige Vertheidigung von Nancy, 24. Oct. — 30. Nov. 1475. Für seinen Zwist mit Lothringen die bewaffnete Intervention von Frankreich befürchtend, erließ Karl den Befehl zur Auslieferung, welchen des Grafen von Saint-Pol Todfeinde, der Kanzler Hugonet und Humbercourt mit Vergnügen vollstreckten. »Aucuns m'ont dit que trois heures après vinrent messagers à diligence, de par le duc, pour commander à ses gens ne point bailler le connétable, qu'il n'eût fait à Nancy, mais il étoit trop tard.« Am 12. Nov. hatte der König von Frankreich das gesamte confiscirte Eigenthum des Connétable dem Herzog von Burgund übertragen. Am 24. Nov. ließ der Connétable, immer noch zu Péronne verwahrt, sein Testament aufnehmen. Darin gibt er seinem Sohn Ludwig alle seine fahrende Habe, die Grafschaft Ligny, das Haus zu Brügge und die Herrschaft Acre bei Lessine, seinem Sohn Peter die Grafschaft Brienne, Pougy und Bourdenay, dem petit Charles, dem Domherrn zu Cöln, die Güter in Cambrésis, samt dem Haus zu Cambray, der Jaqueline von Saint-Simon, zu lebenslänglichem Genuß, sein Eigenthum zu Chavignon in Laonais und die Herrschaft Cressy, der Bastardtochter Annette die Herrschaft la Feuillie bei Catteau-Cambrésis und 3000 Franken, der Bastardtochter Yolantha 2000 Franken u. s. w. Der Aufnahme des Testaments folgte alsbald die Auslieferung, so zu Péronne am Thore stattfand, und die Transportirung nach Paris. Dort den 27. Nov. eingetroffen, »habillé d'une cape de camelot, doublée de velours noir, dedans laquelle il étoit fort embrunché, et étoit monté sur un petit cheval à courts crins fort velu,« wurde der Gefangne sofort in die Bastille gebracht, vorläufig von dem Kanzler, dem ersten und zweiten Präsidenten

verhört und demnächst einer Specialcommission übergeben, die ihn, den Majestätsverbrecher, zum Tod verurtheilte, wie sich von selbst versteht, da der Kanzler das Präsidium führte. Die vielfältigen Umtriebe gegen die Sicherheit des Staats konnte der Angeklagte nicht läugnen; doch mag der Besitz unermeßlicher Güter seine Schuld nicht wenig erschwert haben.

Am 19. Dec. 1475 wurde ihm das Todesurtheil verkündigt, »duquel dictum et sentence il se trouva fort perplexe, et non sans cause, car il ne cuidoit point que le roi, ni sa justice, le dussent faire mourir. Et dit alors et répondit: Ha! Dieu soit loué, voyez si bien dure sentence; je lui supplie et requiers qu'il me donne grâce de bien le connoître aujourd'hui. Et si dit outre à Mr. de Saint-Pierre, ha, ha, Mr. de Saint-Pierre, ce n'est pas si ce que m'avez toujours dit, et à tant se rétrahit. Et lors ledit Mr. de Saint-Pol fut mis et baillé ès mains de quatre docteurs en théologie, dont l'un étoit cordelier, nommé maître Jean de Sordun, l'autre Augustin, le tiers pénitencier de Paris, et le quart étoit nommé maître Jean Huë, curé de Saint-André des Arts, doyen de la faculté de théologie audit lieu de Paris, auxquels, et à Mr. le chancelier, il requit qu'on lui bailla le corps de Notre-Seigneur, ce qui ne lui fut point accordé, mais lui fut fait chanter une messe devant lui, dont il se contenta assez. Et icelle dite, lui fut baillé de l'eau bénite et du pain béni, dont il mangea: mais il ne bût point lors depuis, et ce fait demeura avec lesdits confesseurs jusques à entre une et deux heures après midi dudit jour, qu'il descendit dudit palais et remonta à cheval, pour aller en l'hôtel de ville, où étoient faits plusieurs échafauds pour son exécution. Et avec lui y étoient le greffier de ladite cour, et huissiers d'icelle. Et audit hôtel de ville descendit et fut mené au bureau dudit lieu, contre lequel y avoit un grand échafaud dressé, et au joignant d'icelui on venoit par une allée de bois à un autre petit échafaud, là où il fut exécuté. En icelui bureau fut illec avec ses confesseurs, faisant de grands et piteux regrets, et y fit un testament tel quel, et sous le bon plaisir du roi, que

ledit sire Denis Hesselin écrivit sous lui. En faisant lesquelles choses il demeura audit bureau jusques à trois heures dudit jour, qu'il issit hors d'icelui bureau, et s'en vint jeter au bout dudit petit échafaud et mettre la face, les deux genoux fléchis devant l'église Notre-Dame de Paris, pour y faire son oraison, laquelle il tint assez longue en douloureux pleurs et grande contrition, et toujours la croix devant ses yeux, que lui tenoit maître Jean de Sordun, laquelle souvent il baisoit en grande révérence, et moult piteusement pleurant. Et après sadite oraison ainsi faite, et qu'il se fût levé debout, vint à lui un nommé Petit-Jean, fils de Henri Cousin, lors maître exécuteur de la haute justice, qui apporta une moyenne corde dont il lia les mains dudit de Saint-Pol, ce qu'il souffrit bien benignement. Et en après le mena ledit Petit-Jean, et fit monter dessus ledit petit échafaud, dessus lequel il se arrêta, et tourna le visage par devers ledit chancelier, de Gaucourt, prevôt de Paris, seigneur de Saint-Pierre, greffier civil de ladite cour, dudit sire Denis Hesselin, et autres officiers du roi notre sire, étant illec en bien grand nombre, en leur criant merci pour le roi, et leur requérant, qu'ils eussent son ame pour recommandée. Non pas, comme il leur dit, qu'il n'entendoit pas qu'il leur coûtât rien du leur. Et aussi se retourna au peuple étant du côté du saint Esprit, en leur suppliant aussi de prier pour son ame, et puis s'en alla mettre à deux genoux dessus un petit carreau de laine aux armes de ladite ville, qu'il mit à point et le remua de l'un de ses pieds, où il fut illec diligemment bandé par les yeux, par ledit Petit-Jean, toujours parlant à Dieu et à ses confesseurs, et souvent baisant ladite croix. Et incontinent ledit Petit-Jean saisit son épée, que son père lui bailla, dont il fit voler la tête de dessus les épaules, si tôt et si transivement, que son corps cheit à terre aussitôt que la tête, laquelle tête, incontinent après, fut prise par les cheveux par icelui Petit-Jean, et mise laver en un seau d'eau étant près d'illec, et puis mise sur les appuis dudit petit échafaud, et montrée aux regardans ladite exécution, qui étoient bien deux

cents mille personnes et mieux. Et après ladite exécution, ainsi faite, ledit corps mort fut dépouillé et mis avec la tête, tout enseveli dedans un beau drap de lin, et puis bouté dedans un cercueil de bois, que ledit sire Denis Hesselin avoit fait faire. Et lequel corps ainsi enseveli, que dit est, fut venu quérir par l'ordre des cordeliers de Paris, et sur les épaules l'emportèrent inhumer en leur église. Et auxquels cordeliers ledit Hesselin fit bailler quarante torches pour faire le convoi dudit corps, après lequel il fut et le convoya jusques audit lieu des cordeliers, et le lendemain y fit aussi faire un beau service en ladite église, et aussi en fut fait service à Saint-Jean-en-Grève, là où aussi sa fosse avoit été faite, cuidant que on l'y dût enterrer, et y eut été mis si n'eût été que ledit de Sordun dît à icelui de Saint-Pol, que en leurdite église y avoit enterrée une comtesse de Saint-Pol, et qu'il devoit mieux vouloir y être enterré, que en nulle autre part, dont icelui de Saint-Pol fut bien content, et pria à ses juges que sondit corps fut porté auxdits cordeliers.

»Après qu'il eût été confessé, et qu'il vouloit venir audit échafaud, dit et déclara à ses confesseurs, qu'il avoit dedans son pourpoint soixante-dix demi-écus d'or, qu'il tira hors d'icelui, en priant audit cordelier, qu'il les donnât et distribuât pour Dieu, et en aumône pour son ame, et en sa conscience, lequel cordelier lui dit, qu'ils seroient bien employés aux pauvres enfans novices de leur maison, et autant lui en dit le confesseur Augustin des enfans de leur maison. Et pour tous les apaiser, dit et répondit icelui défunt connétable à sesdits confesseurs, qu'il prioit à tous lesdits quatre confesseurs, que chacun en prît la quatre partie, et que en leurs consciences le distribuassent là où ils verroient qu'il seroit bien employé. Et en après tira un petit anneau d'or, où avoit un diamant, qu'il avoit en son doigt, et pria audit pénitencier, qu'il le donnât et présentât de par lui à l'image Notre-Dame de Paris, et le mît dedans son doigt, ce que ledit pénitencier promit de faire. Et puis dit encore audit cordelier de Sordun, beau père voyez-ci une pierre que j'ai

longuement portée en mon col, et que j'ai moult fort aimée, pource qu'elle a grande vertu, car elle résiste contre tout venin, et préserve aussi de toute pestilence, laquelle pierre, je vous prie que portez de par moi à mon petit-fils, auquel direz, que je lui prie qu'il la garde bien pour l'amour de moi, laquelle chose lui promit de le faire. Et après ladite mort, monseigneur le chancelier interrogea lesdits quatre confesseurs, s'il leur avoit aucune chose baillée, qui lui dirent, qu'il leur avoit baillé lesdits demi-écus, diamant et pierre, dessus déclarés. Lequel monseigneur le chancelier leur répondit, que au regard d'iceux demi-écus et diamant, ils en fissent ainsi que ordonné l'avoit, mais que au regard de ladite pierre, qu'elle seroit baillée au roi, pour en faire à son bon plaisir.«

Des Preises für die Auslieferung des Mannes, der bei ihm Schutz gesucht hatte, des königlichen Donationsbriefs vom 24. Januar 1475 (1476) sollte der Herzog von Burgund nicht lange genießen. Die vorgefundenen Gelder, 76,000 Schilde, wurden in den fortdauernden Rüstungen verbraucht, und nachdem der kühne Karl vor Nancy, 5. Januar 1476 (1477), den Tod gefunden, nahm der König das Grundeigenthum ein, um solches unter seine Günstlinge zu vertheilen. Der Graf von Roussillon erhielt Ligny, mit Brienne wurde Karl von Amboise, mit Saint-Pol Guido Pot, der Ueberläufer, mit Marle, Ham, Soissons, Beaurevoir, Oisy, überhaupt mit den meisten von Johanna von Bar herrührenden Gütern der Marschall von Gié abgefunden. Nicht minder reichlich wurden Wilhelm von Estouteville, Wilhelm von Chaumont, Georg von la Trimouille und andere bedacht.

Der Graf von Saint-Pol hatte aus der ersten Ehe sieben Kinder, Johann, Peter II, Anton, von welchem die Linie in Brienne, Karl, »le petit Charles,« gest. als Bischof zu Laon 24. Nov. 1509, Jacobine, verm. 1455 mit Philipp von Croy, Graf von Porcien, Helena, verm. laut Eheberedung vom 2. März 1465 mit Janus von Savoyen, Graf von Genf, Philippine, Aebtissin du Moncel bei Pont-Saint-Maxence 1475. Der andern Ehe gehören an Ludwig II und Johanna (oder Agnes), Aebtissin

zu St. Agnes in Gent. Der unehelichen Kinder waren acht, darunter Johann, welchem des Vaters Codicill die Herrschaft Hautbourdin zuwies, und Robert, Bischof von Angoulême 1481, gest. 1492.

Ludwig II, geb. 1467, wurde unbeschadet seiner nahen Verwandtschaft mit dem König und den Ehepacten seiner Mutter, durch welche Ligny ihm verschrieben, in das Unglück seines Hauses verwickelt und lebte in Dürftigkeit bis zum Tod Ludwigs XI. Karl VIII entzog ihn der Dunkelheit, gab ihm sein Eigenthum zurück und behandelte ihn mit ausgezeichnetem Wohlwollen. »Charles VIII eut pour favori premièrement le comte de Ligny, le plus beau prince de ce temps que l'on sût, gentil, vaillant, adroit, généreux, qui étoit l'amour des dames et l'admiration de la noblesse.« Als erklärter Günstling folgte er dem König in den Feldzug nach Neapel, 1494. An der Spitze von 2000 Schweizern und 500 Lanzen führte er den Cardinal della Rovere seinem Bisthum Ostia ein. Er unterhandelte mit Alexander VI, der zu einem Vergleich sich bequemen mußte, und ritt sodann samt Alegre, als die beiden ersten Generale, zu Rom ein. Auf dem Rückzug, 1495, bestimmte er den König, die Republik Siena unter seinen Schutz zu nehmen. »Il se figura qu'il pourroit tirer parti des dissensions intestines, pour obtenir la souveraineté de Sienne. Quelques factieux l'encouragèrent dans cette espérance; et le roi qui avoit plus besoin que jamais de toutes ses forces pour lui-même, laissa cependant trois cents hommes à Sienne, sous le commandement de Gaucher de Dinteville, pour garder cette prétendue souveraineté de Ligny. Celui-ci fut en effet nommé capitaine-général de la république, avec 20,000 florins d'appointemens par année, en retour de ce que le roi s'engageoit à garantir aux Siennois tout leur territoire, à la réserve de Montepulciano. Mais avant la fin de juillet 1495, de nouveaux soulèvemens avoient chassé de Sienne le lieutenant de Ligny et tous les Français.«

Auch der Pisaner, welche so hart gedrückt unter der Herrschaft von Florenz, nahm Ligny sich an; auf seine Verwendung wurden sie für unabhängig erklärt. Die meisten den Florentinern

entzogenen Plätze wurden den Creaturen des Grafen anvertraut, Pisa selbst dem von Entragues, Sarzana dem Bastard von Roussy, aus dem Luxemburgischen Hause. Als diese, der übernommenen Pflichten uneingedenk, die ihnen anvertrauten Pfänder verkauften, fiel der Graf von Ligny in Ungnade, die doch bald vorüber. Der König konnte ohne seinen Liebling nicht sein.

Unter Ludwig XII, der ihm den St. Michaelsorden verlieh, ihn zu seinem Obrist-Kämmerer ernannte, stieg wo möglich des Grafen Ansehen noch höher. Im J. 1499 theilte er sich mit Trivulzio und Aubigny in das Commando der zur Eroberung der Lombardei ausgesendeten Armee. Schon im nächsten Jahr kam Ludwig Sforza aus Deutschland zurück, in der Absicht, sein Herzogthum wieder zu gewinnen; Ligny behauptete sich in Como, bis ein dreimal wiederholter Befehl Trivulzios ihn nöthigte, seinen Posten zu verlassen und auf Mailand sich zurückzuziehen. Die Bewegung wurde indessen bald unterdrückt, obwohl sie über den größten Theil des Landes sich ausgedehnt hatte. »Il faut entendre que quand le roi de France eût fait sa première conquête de la duché de Milan, il voulut récompenser ses bons serviteurs, en leur donnant terres et seigneuries audit duché; mêmement au seigneur de Ligny, Tortona, Voghera et quelques autres places, où ils s'étoient révoltés quand le seigneur Ludovic revint d'Allemagne, ce qui avoit fort fâché le seigneur de Ligny. Si se délibéra de les aller voir, et mena en sa compagnie le vertueux capitaine Loys d'Ars, son lieutenant, le bon chevalier sans peur et sans reproche, qui portoit son guidon alors, et plusieurs autres gentilshommes. Si vint jusqu'à Alexandrie, et faisoit courir le bruit, qu'il mettroit Tortone et Voghera à sac, combien qu'il n'en avoit nulle volonté, car il étoit de trop bonne nature. Quand ses sujets surent sa venue, et le bruit qui couroit de leur destruction, furent, et non sans cause, bien étonnés. Si eurent conseil ensemble qu'ils enverroient au-devant de leur seigneur, le plus humblement qu'ils pourroient, pour impétrer miséricorde, ce qu'ils firent: et jusques au nombre de vingt des plus apparens le vinrent trouver à deux milles de Voghera, pour lui

cuider faire la révérence, et eux excuser. Mais, combien qu'on les montrât au seigneur de Ligny et les connût assez, ne fit pas semblant de les voir, et tira outre jusques dedans la ville, au logis qui étoit pris pour lui.

»Les pauvres gens qui étoient allés au-devant, furent bien étonnés de si étrange recueil. Si se retirèrent en leur ville le plus doucement qu'ils purent, et cherchèrent moyen de parler au capitaine Loys d'Ars pour faire leur appointement envers le seigneur; ce qu'il promit à son possible faire; car jamais ne fut gentilhomme de meilleure nature. Si leur assigna jour à lendemain: cependant alla faire ses remontrances au seigneur de Ligny, le suppliant qu'en sa faveur il les voulût écouter, ce qui lui fut accordé. Et le lendemain, après le dîner, cinquante des plus apparens de la ville vinrent à son logis, et têtes nues, se jétèrent à genoux devant lui, en criant: *Miséricorde!* Puis commença à parler l'un d'entre eux, homme fort éloquent,« und schloß die Rede mit den Worten: »Et en signe qu'ils veulent demeurer envers vous tels que je vous dis, vous font en toute humilité un petit présent selon leur puissance, qui est de trois cens marcs de vaisselle d'argent, lequel il vous plaira prendre, en démontrant que votre ire est cessée sur eux.«

»Alors se tut, et fit apparoître sur deux tables, bassins, tasses, gobelets et autre manière de vaisselle d'argent, que le seigneur de Ligny ne daigna regarder, mais en homme courroucé, fièrement répondit: »»Comment, méchants, lâches et infâmes, êtes-vous si hardis d'entrer en ma présence, qui, comme faillis de coeur, sans cause ni moyen, vous êtes révoltés? Quelle foi désormais pourrai-je avoir en vous? Si on fût venu mettre le siége devant votre ville, icelle canonner et assaillir, c'eût été autre chose: mais ennemi ne s'est jamais montré, qui fait assez apparoître que de votre propre volonté êtes retournés à l'usurpateur de cette duché. Si je faisois mon devoir, ne vous ferois-je pendre et étrangler, comme traîtres et déloyaux, aux croisées de vos fenêtres? Allez, fuyez de devant moi; que jamais ne vous voie.«« En

disant lesquelles paroles, les pauvres citoyens étoient toujours à genoux.

»Alors le vaillant et prudent capitaine Loys d'Ars mit le bonnet hors de la tête, et, un genou en terre, dit: »»Monseigneur, pour l'honneur de Dieu et de sa passion, faites-moi cette grâce que à ma requête leur veuillez pardonner votre maltalent; car je leur ai promis, et jamais n'auroient fiance en moi si m'aviez refusé. J'espère, Monseigneur, que toute votre vie les trouverez bons et vrais sujets.«« Et les pauvres gens, sans attendre qu'on répliquât, commencèrent tous d'une voix à crier: *Monseigneur, il sera ainsi que dit le capitaine, au plaisir de Monseigneur.* Le bon seigneur de Ligny, ouïe leur clameur, mu de pitié, et quasi larmoyant, les fit lever, et leur déclara deux propos, l'un d'amitié et l'autre de rudesse, pour montrer qu'ils avoient grandement failli.

»Quand à l'un dit: »»Allez; pour l'amour du capitaine Loys d'Ars, qui tant m'a fait de services, que pour beaucoup plus grosse chose ne le voudrois refuser, je vous pardonne, et n'y retournez plus. Mais au regard de votre présent, je ne le daignerois prendre, car vous ne le valez pas.«« Si regarda autour de lui, et advisa le bon chevalier (Bayard), auquel il dit: »»Picquet, prenez toute cette vaisselle, je la vous donne pour vetre cuisine.«« A quoi soudainement répondit: »»Monseigneur, du bien que me faites, très-humblement vous remercie; mais jà Dieu ne plaise que biens qui viennent de si méchantes gens que ceux-ci, entrent en ma maison: ils me porteroient malheur.«« Si prit pièce à pièce toute cette vaisselle, et à chacun qui étoit là en fit présent, sans que pour lui en retint la valeur d'un denier; qui fit ébahir toute la compagnie, car alors il n'eût su finer dix écus.

»Quand il eût tout donné, partit hors de la chambre; aussi firent les habitans. Si commença à dire le seigneur de Ligny à ceux qui étoient demeurés. »»Que voulez-vous dire, Messeigneurs? avez-vous vu le coeur de Picquet et sa libéralité? Ne lui fit pas Dieu grand tort, qu'il ne le fît roi de quelque puissant royaume? il eût acquis tout le monde à lui

par sa grâce. Croyez-moi que ce sera une fois un des plus parfaits hommes du monde.«« Bref, toute la compagnie donna grande louange au bon chevalier. Quand le seigneur de Ligny eût un peu pensé pour ce jour, et considéré que ne lui étoit rien demeuré du présent qu'il lui avoit fait, le lendemain à son lever lui envoya une belle robe de velours cramoisi, doublée de satin brochée, un fort excellent coursier, et trois cents écus en une bourse, qui ne lui durèrent guères, car ses compagnons y eurent part comme lui.«

Ligny befand sich in des Königs Gefolge, als dieser am 26. Aug. 1502 der Stadt Genua einritt, bewarb sich auch um das Commando der nach Apulien bestimmten Armee, »et en pria le roi qui lui refusa tout à trac: en quoi lui fut fait grand tort, car à cause des alliances et maison de sa femme il étoit raison qu'il y allât; aussi que pour ce sujet il y pouvoit avoir de grandes intelligences, mais surtout qu'il étoit bon capitaine, brave, vaillant, jeune et très beau; dont il en conçut par tel refus un si grand dépit, qu'il en mourut de regret.« (Brantôme.) Zu Lyon von einer Krankheit befallen, deren Tödtlichkeit er alsbald erkannte, errichtete Ludwig am 12. Oct. 1503 sein Testament, worin dem König die Herrschaft Voghera und die Häuser Vangilore und Casino zugetheilt. Er starb allgemein beklagt, in dem Alter von höchstens 37 Jahren, den 31. Dec. 1503. K. Karl VIII hatte ihn während der ephemeren Occupation von Neapel mit Dianora de Guevara, der ältesten Tochter von Peter de Guevara, dem Marchese del Vasto, Grafen von Ariano und Apici, Groß-Seneschalk von Neapel und von Isotta Ginevra del Balzo, Fürstin von Altamura, verheurathet, und besaß er, theils in Gefolge dieser Heurath, theils durch königliche Donation, die Herzogthümer Andria und Venosa, das Fürstenthum Altamura, die Grafschaft Montepeloso, Canosa, Minervino, Bisceglia, daher er regelmäßig sich betitelte: Fürst von Athen, Herzog von Andria und Conversano, Graf von Venosa und Altamura. Die kinderlose Ehe wurde aber zeitig durch den Tod aufgelöset. »Car quand le roi Charles VIII voulut retourner en France, amena avec lui le seigneur de Ligny,

dont bientôt après, ainsi que le bruit fut, la dame mourut de deuil.«

Des Connétable ältester Sohn, Johann, 22ter Graf von Soissons, Graf von Marle und Roussy, Marschalk von Burgund, Ritter des goldenen Vließes (1473), gerieth 1475 auf einem Streifzug in französische Gefangenschaft. »Audit temps au commencement de décembre, fut amené le comte de Roussi, qui prisonnier étoit dedans la grosse tour de Bourges, jusques au Plessis du Parc, autrement dit le Montils-lez-Tours, où le roi étoit. Et illec fut parlé à lui, et lui fit plusieurs grandes remonstrances des grandes folies, èsquelles par long-temps il étoit entremis, et comment il avoit abusé du roi durant ce qu'il avoit été et soi porté son ennemi, et fait plusieurs grands et énormes maux à ses villes, pays et sujets, comme maréchal de Bourgogne pour le duc. Et comment vilainement et honteusement il avoit été pris prisonnier par les gens de guerre du roi, qui pour lui étoient en armes audit pays de Bourgogne sous la charge de Mgr. le duc de Bourbonnois. Et par ledit de Roussi baillée sa foi au seigneur de Combronde, et comment il avoit accepté de mondit seigneur le duc vingt et deux mille écus d'or. Et lui fit le roi de grands peurs et effrois, dont ledit seigneur Roussi cuida avoir froide joye de sa peau: mais en conclusion le roi le mit à quarante mille écus de rançon, et lui fut par lui donné terme de les trouver et apporter devers le roi dedans deux mois après ensuivans, pour tous termes et délais, et que autrement et où il y auroit faute dedans ledit terme, qu'il fût assuré qu'il mourroit.« Johann fand den Tod in der Schlacht bei Murten, 22. Jun. 1476. Er war unverheurathet.

Peter II Graf von Saint-Pol, von Marle, Brienne, Conversano, 23ter Graf von Soissons, 21ter Vicomte von Meaux, Castellan von Lille, Herr von Enghien, Oisy, Ham, Beaurevoir, Bohain, Condé in Brie, Bourbourg, Dünkirchen, Belle, Luchen, Vendeuil, Chavignon, Bournival, Acre, la Bassée, des Transports de Flandres, des Tonlieux de Bruges, hieß bei des Bruders Lebzeiten einzig Graf von Brienne. Von wegen seiner

Anhänglichkeit zu Burgund ist er niemals zum Genuß der in Frankreich belegenen Güter gekommen. Bei dem Aufruhr zu Gent, 1477, war er ungemein geschäftig: »il haïssoit le seigneur d'Humbercourt et le chancelier Hugonet, pource qu'ils livrèrent son père à Péronne entre les mains des serviteurs du roi.« Er sah auch die beiden Herren das Blutgerüst besteigen. Mit der Großmutter, der Herzogin Margaretha, und mit Adolf von Cleve-Ravenstein vertrat er Pathenstelle bei dem am 22. Juni 1478 gebornen Erzherzog Philipp. In dem feierlichen Aufgang zur Kirche, 28. Juni, hielt der von Cleve sich der Herzogin zur Rechten, zur Linken »haut et puissant seigneur monseigneur Pierre de Luxembourg comte de Saint-Pol, de Brienne et de Marle,« während sein Bruder Ludwig das Salzfaß trug. Der Graf von Saint-Pol verehrte dem Kindlein einen reichen Helm und eine goldene Lilie. Peter starb auf der Burg zu Enghien, 26. Oct. 1482. »Le vingt-sixième jour d'octobre, monseigneur Pierre de Luxembourg, comte de Saint-Pol, de Ligny, de Conversan, de Brienne, de Marle et de Soissons, trépassa de ce siècle, en la ville d'Enghien, et délaissa deux filles, l'une, nommée Marie, laquelle fut mariée au comte de Romont, et la maisnée, nommée Françoise, à messire Philippe de Clèves. Les solemnités des obséques dudit comte furent célébrées en l'église d'Enghien, aussi somptueusement que jamais furent faites pour comte de Saint-Pol; et fut ladite église où il repose, tendue de draps noirs, ayant quatre aunes de large, armoyés de ses armes, étoffés de fin argent, et du collier de la toison-d'or, dont il étoit chevalier; et étoient illec cierges ardens du poids de livre et demie en nombre de six cents, à demi pied près l'un de l'autre.

»*Item,* au milieu du choeur étoit la chapelle et la bière à quatre pans, de onze à douze pieds de haut; au-dessus étoient cinq cents cirons de une livre, et à quatre quartons les blasons du trépassé, et quatre chandeliers ayans chacun un cierge pesant dix livres.

»*Item* dessous la bière étoit une couche à crête de six à sept pieds de haut, couverte de velours noir, et une

croix blanche de velours; et traînoit à tous côtés quatre aunes; et dessus ledit drap un riche pale de velours cramoisi, à une croix blanche.

»Le jeudi vingt-huitième de novembre, se partirent du château d'Enghien, en habits de deuil embrochés, pour venir aux vigiles: Loys, monseigneur de Luxembourg, le seigneur de Fiennes, le seigneur de Renty, le seigneur de Beloeil, Loys Rollin, fils du bailli de Hainaut, Baudouin de Fontaines; et au devant d'iceux étoient dix-sept officiers, tous vêtus de cottes d'armes; et au-dessus d'iceux, soixante-douze que chevaliers, qu'écuyers ou gens d'office, tous vêtus de noir et chaperons de même.

»Et aux ailes du deuil, de cent à six-vingt hommes, vêtus de noir et embrochés, portans chacun un flambeau armoyé; autres gens des villages dudit seigneur, jusques au nombre de neuf cents, semblablement habillés, portoient chacun un flambeau.

»*Item,* Toison-d'Or mit sur la bière un très riche chapeau comtal; et pareillement un roi d'armes portoit et mit sur la bière la cotte d'armes dudit seigneur; et six autres hérauts et officiers, vêtus de cottes d'armes du trépassé, portoient chacun une bannière des six comtés dont il avoit le titre et seigneurie.

»*Item,* le deuil étoit accompagné de monseigneur l'évêque de Cambray, de messire Olivier de la Marche, représentant la personne du d[illegible] dont il étoit premier maître d'hôtel, le comte de Romont, le seigneur de Ligne, le seigneur de Boussu, le seigneur de Goux, le bailli de Hainaut, le seigneur de Fontaine, Hugues de Melun, le seigneur d'Inchy et le seigneur de Condé.

»*Item,* trois messes furent chantées auxdites obsèques, l'une du Saint-Esprit, par l'abbé de Cambron, l'autre de la vierge Marie par l'abbé de Marolles, et celle de *Requiem* par l'abbé de Cambray. Et quant le deuil fut disposé pour venir à la dernière messe, le seigneur de Lisuneau porta le pennon de mondit seigneur; Robert de Melun et le seigneur

de Vertain conduisirent un coursier houssé et paré des armes du trépassé; Hugues de Melun porta l'épée; le seigneur de Hames porta l'écu; le seigneur de Fontaine porta le heaume, timbre et armage; le seigneur de Boussu la bannière dudit seigneur. Toutes ces choses furent apportées en l'église et offertes, puis mises à l'entour de la bière. Le cheval pareillement fut offert, mais ne retourna pas vers la bière, car l'on avoit fait un huis propice au choeur de ladite église par lequel il passa outre.

»Loys monseigneur alla premier à l'offertoire, et le deuil en suivant comme dessus; puis fut fait un notable sermon à la louange de Dieu et du bon seigneur trépassé, où fut comprise sa généalogie; et furent distribués aux pauvres la somme de six cents francs, où furent onze mille personnes, desquelles trente-huit furent éteintes en la presse, dont la pitié fut durement ennuyeuse et lamentable.« Peter war in seiner Ehe mit Margaretha von Savoyen, des Herzogs Ludwig Tochter und Wittwe des Markgrafen von Montferat, Johann Paläologos, gest. im Ghisteler Hof zu Brügge, März 1483, ein Vater von drei Söhnen, welche den Kinderjahren nicht überlebten, und zwei Töchtern geworden.

Davon blieb die jüngere, Franzisca, Frau von Enghien, kinderlos, wiewohl sie seit 1487 mit Philipp von Cleve in Ravenstein verheurathet. Ihre ältere Schwester, Maria, nahm, als ihres Oheims, des Grafen von Romont, Jacobs von Savoyen Wittwe, den zweiten Mann (8. Sept. 1487), den Grafen von Vendôme, Franz von Bourbon, als womit sie zum Genusse der bis dahin ihr vorenthaltenen Güter in Frankreich gelangte. Denn wenn auch in dem Friedensvertrag von 1482 die vollständige Restauration des Hauses Luxemburg bedungen, so hatten nichts desto weniger die unrechtmäßigen Inhaber der Güter Vorwand und Mittel gefunden, die Vollstreckung der bezüglichen Stipulation zu verzögern. Dem machte die zweite Heurath ein Ende. Durch königliches Edict, am 10. Febr. 1488 bei dem Parlament einregistrirt, wurde die Gräfin von Vendôme dem Besitz aller von der Großmutter, wie auch von dem Conné-

able herrührenden Güter eingewiesen. Sie überlebte dem zweiten Herren und starb zu la Fère, 1. April 1546, nachdem sie zu Gunsten ihrer Kinder über Saint-Pol, Marle, Soissons, Conversano, die Vicomté Meaux, Enghien, Dünkirchen, Gravelines, Ham, la Roche, Beaurevoir, Bohain, Bourbourg, die Castellanei Lille 2c. verfügt hatte.

Männliche Nachkommenschaft, die von Brienne genannte Linie, hinterließ einzig des Connétable dritter Sohn, Anton I, welchem die Grafschaften Brienne und Roussy, die Baronien Rameru und Piney, die Vicomté Machaut, Pougy und Warneton, auch nach des Bruders Tod die Grafschaft Ligny zugefallen sind. Seinen Beziehungen zu dem Hof von Burgund entrissen, ging er über in Karls VIII Dienst, wie ihm denn am 12. Juni 1493 der mißliche Auftrag wurde, die Erzherzogin Margaretha in das Vaterhaus zurückzuliefern. Ludwigs XII Rath und Kammerherr, erhielt er am 19. Mai 1504 ein Restitutionsedict gleichen Inhalts, wie das früher seiner Nichte Maria bewilligte. Er wurde noch verschiedentlich zu Gesandtschaften verwendet und starb 1515. Am 15. März 1472 hielt er Hochzeit mit Antoinette von Beaufremont Gräfin von Charny und Montfort, Frau auf Arnay-le-Duc, Pouilly und Mont-Saint-Jean, von welcher zwei Kinder. Claudius starb unvermählt, Philiberte Gräfin von Charny wurde 1494 mit Johann von Chalons vermählt. Der Vater, Wittwer, schritt zur andern und zur dritten Ehe, mit Franzisca von Croy-Chimay und mit Egidia von Coetivy. In der zweiten Ehe war geboren Karl I Graf von Brienne, Ligny und Roussy, Vicomte von Machaut, Baron von Rameru, Piney, Warneton, Ghistel, Pougy, Ivry, Garennes, Epinay, Beynes 2c. Hauptmann über 50 Lanzen, General-Lieutenant in dem Gouvernement der Picardie, dann, 1522, in jenem von Ile-de-France und Paris. Im Jahr 1519 hatte er seine Ansprüche zu dem Herzogthum Luxemburg an Robert von der Mark überlassen, sie jedoch in kurzem gegen Abtretung der Herrschaft Machaut wieder an sich gebracht, zugleich die Wiederlöse von Machaut zu dem Preis von 10,000 Livres sich bedungen. Er starb 1530, in dem Alter von beiläufig

42 Jahren, aus der Ehe mit Charlotte von Estouteville, der Erbin von Beynes, Massy, Marcilly, Jvry, die Söhne Anton II, Ludwig und Johann, dann mehre Töchter hinterlassend.

Eine Tochter, Franzisca, wurde 1535 dem Markgrafen Bernhard III von Baden und als dessen Wittwe dem Grafen Adolf von Nassau-Wiesbaden angetraut. Ihre Tochter zweiter Ehe hat Roussy in das Haus Manderscheid getragen. Die Mutter starb, zum andernmal Wittwe, zu Useldingen, ihrem Wittwensitz, 27. Juni 1566. Johann von Luxemburg, Abt von Jvry in der Normandie, von la Rivour bei Troyes und Saint-Maur, Administrator, seit 1539, dann 1547 Bischof zu Pamiers, wird als ein ausgezeichneter Redner gepriesen. Er starb zu Avignon 1548. Ludwig Graf von Roussy, Baron von Saint-Martin d'Ablais und la Nouvelle, starb 11. Mai 1571 kinderlos in der Ehe mit Antoinette von Amboise, Antons von la Rochefoucault-Barbezieux Wittwe. Ihre großen Güter, Ravel, Chaumont, Meillan, Sagonne, Linieres in Berry, Preuilly, mit seinen 24 Kirchspielen die erste Baronie der Landschaft Touraine, Charenton u. s. w. hatte Ludwig meist verschleudert. Anton II Graf von Brienne und Ligny, Baron von Rameru und Piney, Vicomte von Machaut, auf Ghistel, Tingry, Pougy, Montaingon, Warneton, Hauptmann über 50 Lanzen und Obrist der Legionen von Champagne und Brie, unternahm es, von seinem Bruder Ludwig unterstützt, das wenig haltbare Ligny gegen Kaiser Karl V zu vertheidigen, 1544. Genöthigt zu capituliren, benahm er sich in der Unterhandlung so unvorsichtig, daß die Kaiserlichen Gelegenheit fanden, von der Feldseite aus die Burg zu ersteigen, worauf die Besatzung der Stadt das Gewehr streckte. Die Anführer blieben bis zum Ende des Kriegs in Gefangenschaft, Anton aber starb in dem Alter von 44 Jahren zu Ligny, 18. Febr. 1557. Seit 1535 mit Margaretha von Savoyen-Tende, des Connétable von Montmorency Schwägerin, vermählt, hinterließ er neben einer Tochter, die Söhne Johann, Franz und Anton. Dieser, des St. Michaelordens Ritter, auf Piney, Morvilliers, Obsonville bei Nemours, Fair und Ramedes, starb unverheurathet, während der Belagerung von la Rochelle, 1573.

Johann Graf von Brienne und Ligny, Baron von Saint-Martin d'Ablais, gerieth wegen der Erbtheilung mit seinen Brüdern zu Streit. In dem darauf erfolgten Vergleich, 23. Nov. 1572, wurde festgesetzt, daß, gleichwie die Grafschaft Ligny laut testamentarischer Bestimmung Ludwigs II vom J. 1503 stets nur dem männlichen Erben zuzufallen habe, künftig auch mit der Grafschaft Brienne und der Baronie Piney geschehen solle, so lange männliche Nachkommenschaft, von den drei Contrahenten entsprossen, vorhanden sein würde, eine Bestimmung, welche in demselben Jahr die Bestätigung des Parlaments erhielt. Johann, für Thron und Altar streitend, diente namentlich bei der Belagerung von Sancerre, 1573, wozu er seine Compagnie von 50 Lanzen geführt hatte. Er starb zu Brienne, 1. Juli 1576, in dem Alter von 39 Jahren. Ihm überlebten aus seiner Ehe mit Wilhelmine von der Mark-Sedan, Roberts IV Tochter, drei Kinder. Der Sohn, Karl II, 25ter Graf von Brienne und Ligny, Gouverneur von Stadt und Landschaft Metz, Hauptmann über hundert Lanzen, focht für K. Heinrich III gegen die Ligue, gleichwie für seinen Schwager Epernon in der berühmten Stubenschlacht zu Angoulême (Bd. 2 S. 414—420). Des nämlichen Schwagers Cavalerie befehligte er, nachdem diesem die Hut von Blois anvertraut worden, April 1579. »Le comte de Brienne, par complaisance pour ces troupes peu disciplinées, et pour leur accorder plus de liberté, avoit pris son logement au château de Saint-Ouen (bei Amboise), assez loin de l'armée du roi. Aussi le duc de Mayenne trouva la majeure partie des soldats du comte répandus par les villages des environs. Les uns furent prisonniers, le reste abandonna ses chevaux et chercha à se sauver par la fuite. Le comte lui-même fut assiégé dans le château et forcé de se rendre, après avoir essuyé quelques volées de canon.« Vermöge der Capitulation sollte er gegen den Herzog von Elbeuf, welchen Epernon zu Loches gefangen hielt, ausgewechselt werden, was aber wegen dessen Weigerung, den Gefangenen freizugeben, unterblieb. Brienne mußte lange Zeit zu Paris in der Gefangenschaft ausharren, ein Umstand, der nicht ohne Einfluß auf K. Heinrichs III

waltsames Ende. Die blutige That auszuführen hatte Jacob Clément übernommen. »Mais, pour autant que frère Jacques n'avoit aucune connoissance aux gens de guerre, et qu'il ne pourroit parvenir à Saint-Cloud ni passer sans passeport, s'advisa que le comte de Brienne y avoit bon crédit; pour cette cause, il va au Louvre, où ledit sieur étoit pour lors, gardant la chambre et empêché de sortir pour quelques petits empêchements que chacun sait, où étant, parla au chapelain dudit comte, et lui déclara comme ayant affaire vers le roi, il venoit pour avoir un passeport de monsieur. Là se trouve le secrétaire dudit sieur, qui lui dit qu'à grande peine en pourroit-il avoir. Le chapelain dit que, puisque c'étoit un religieux, que monsieur ne lui refuseroit et n'en feroit difficulté, et le pria d'en écrire un tout prêt, ce qu'il fit. Or, ainsi qu'ils devisoient par ensemble, le secrétaire dit: »»J'ai vu que j'aimois bien les moines, mais maintenant je ne les aime guères, car les moines ont été cause de notre malheur, parce qu'il vint à Saint-Ouen trois cordeliers demander l'aumône à monsieur le comte, qui leur donna trois écus, et allèrent advertir l'ennemi de nos affaires, et fûmes chargés incontinent.«« Frère Jacques lui répondit: »»Il peut être que ce ne fut pas les religieux, et qu'il y en avoit d'autres qui vous pouvoient découvrir. — Je ne sais, dit le secrétaire; on nous à dit aussi qu'il y avoit un religieux jacobin qui avoit délibéré de tuer le roi.«« Frère Jacques, sans s'effrayer ou changer de couleur, leur répondit: »»Il peut bien être.«« Sur ces termes, le passeport s'achève, et vint à monsieur le comte qui achevoit de dîner et mangeoit du fruit, qui sans difficulté, après avoir parlé quelque temps avec le religieux, et donné aussi quelque parole de créance et une lettre, signa ledit passeport, lui fit prendre du vin, et ainsi prit congé frère Jacques.« Von K. Heinrich IV erhielt Brienne den Orden des Heiligen Geistes 1597, dagegen blieb ohne Wirkung die Erhebung der Grafschaft Brienne zu einem Herzogthum, indem das Parlament sich weigerte, das königliche Patent einzuregistriren. Karl war ohne Kinder in seiner Ehe mit Anna von Nogaret,

des Herzogs von Epernon Schwester, verm. 20. Febr. 1583, und es gelangten durch sein Absterben, 23. Nov. 1605, die Fideicommißgüter, Brienne, Ligny u. s. w., an seines Vaters Bruder, den Herzog von Piney.

Franz von Luxemburg, Herzog von Piney, Fürst von Tingry, Graf von Roussy, Ligny, Brienne und Rosnay, Vicomte von Avranche, Argentan, Jemes und Saint-Silvain in der Normandie, Baron von Pougy, Ponthierry, Vendeuvre, Rameru, la Fauche, Saint-Martin d'Ablais, Bohain, Hucliers und Hedineux, auf Brincourt, Oudincourt, Vieurville rc., Ritter der königlichen Orden, Geheim- und Staatsrath, Hauptmann über 100 Lanzen, war dem geistlichen Stande bestimmt und mit den Abteien l'Isle und Haute-Fontaine bei Vitry ausgestattet, als er, in Betracht, daß sein Neffe unverheurathet, er selbst noch keine Weihen empfangen hatte, seinen Pfründen resignirte, um sich am 13. Nov. 1576 mit Diana von Lothringen, des Herzogs Claudius von Aumale Tochter, zu vermählen. Kurz vorher, Sept. 1576, war seine Baronie Piney, einschließlich Rameru, zu einem Herzogthum erhoben worden. Im J. 1586 wurde er nach Rom gesendet, dem neuerwählten Papst Sixtus V Glück zu wünschen und ihn, wo möglich, der Ligue zu entfremden. Mit ungewöhnlichen Ehrenbezeigungen empfangen, scheint er gleichwohl mit allgemeinen Verheißungen abgefertigt worden zu sein. Nichts desto weniger hat er sich mit dieser Sendung die Erhebung seiner Baronie Tingry zu einem Fürstenthum verdient.

Unter den Großen einer von den ersten, den König Heinrich IV anzuerkennen, wurde er zum andernmal 1589 nach Rom abgeschickt, um die Gründe, durch welche der Adel zu dieser Anerkennung bewogen, dem Papst vorzutragen. Viel hat er diesmal ebenfalls nicht ausgerichtet, und wenn auch von dem an die Subsidien für die Ligue ausblieben, so wird das hauptsächlich dem öconomischen System des Papstes zuzuschreiben sein. Bei der Krönung Heinrichs IV, zu Chartres, Febr. 1594, stellte Franz den Grafen von Toulouse vor. Vier Jahre später ging er abermals nach Rom, dem Papst Clemens VIII in des Königs von Frank-

reich Namen die Obedienz zu leisten. Im J. 1599 trat er in die zweite Ehe mit Margaretha von Lothringen, des Herzogs Nicolaus von Mercoeur Tochter, verwittwete Herzogin von Joyeuse, und K. Heinrichs III Schwägerin. Sie starb kinderlos, 20. Sept. 1625, zwölf Jahre nach ihrem zweiten Herren, der in seinem Schloß zu Pougy, 30. Sept. 1613, verschied, reich an Jahren, Würden und Gütern.

In seiner ersten Ehe hatte der Herzog von Piney, neben fünf Töchtern, den Sohn Heinrich gewonnen. Geboren 11. Oct. 1582, waren diesem zu Pathen gegeben K. Heinrich III und die Königin Mutter, Katharina von Medici, vertreten durch den Grafen von Chaligny, Heinrich von Lothringen und die Herzogin von Guise. »Le dimanche 27. de Janvier 1585 sur les quatre heures après midi, Henri de Luxembourg, fils de haut et puissant prince monseigneur François de Luxembourg, premier duc de Piney, pair de France, chevalier des deux ordres du roi Henri III de ce nom, conseiller de Sa Majesté en ses conseils privé et d'état, mari de très-illustre princesse madame Diane de Lorraine, fille de feu très-illustre et très-vaillant prince monseigneur Claude de Lorraine, duc d'Aumale, fut baptizé en l'église paroissiale de Pougy, au diocèse de Troyes, étant lors âgé de deux ans trois mois seize jours, en la forme requise et accoûtumée entre les grands, et spécialement ceux, que les rois tiennent sur les fonds. L'on alla prendre le petit enfant au château de Pougy, en un grand lit d'honneur, auquel on montoit par trois petits degrés, couverts tout à l'entour de grands tapis de Turquie, de tapis de velours et de drap d'or. Et sur ledit lit y avoit une fort belle et riche couverture d'hermines blanches mouchetées. Du dessous de cette couverture fut pris et levé le petit prince par deux grandes et vertueuses dames, mesdames de Praslin et de la Chaussée, qui le baillèrent à très-honnête, illustre et vertueuse dame, madame de Dinteville, laquelle le mit par l'avis et prière de toute la compagnie, ès mains de puissant seigneur, monsieur Joachim de Dinteville, son mari, chevalier des deux ordres du roi, conseiller de Sa Majesté et son lieutenant-

général au gouvernement de Champagne et Brie, pour le porter à l'église.

»Devant icelui seigneur marchoient en premier rang plusieurs gentilshommes du pays, portans trois gros flambeaux de cire blanche. Après lesquels venoit le seigneur de la Chaussée, portant le grand cierge blanc du baptême. Puis le sieur de Cheley portant le chresmeau. Le sieur de Belan la salière. Le sieur de Saint-Amand l'aiguière. Le sieur du Châtel le bassin. Le sieur de Listenois le jeune la serviette. En cet ordre, et étant tous lesdits seigneurs fort richement vêtus, fut porté ledit petit prince jusques à l'église. Monseigneur Henri de Lorraine comte de Chaligny, frère de la reine regnante, le suivoit pour en être parrain: et très-illustre princesse madame Catherine de Clèves duchesse de Guise pour en être la marraine, au nom dudit roi Henri III de ce nom, et de sa très-honorée dame et mère, la reine Catherine de Medici, étans là envoyés expressément par leurs majestés, qui n'y purent venir en personne, encore qu'ils l'eussent promis, et fait, pour y être, retarder ledit baptême deux ans trois mois; au bout desquels ils avoient commis en leurs places mondit seigneur de Chaligny et madame de Guise. Haut et très-puissant prince monseigneur Henri de Lorraine, duc de Guise, pair et grand-maître de France, gouverneur des provinces de Champagne et Brie, étoit au plus près desdits parrain et marraine. Puis suivoient plusieurs grands seigneurs, dames et damoiselles du pays. Et en cet ordre fut le petit prince apporté jusques à la porte de l'église, où réverend père en Dieu messire Claude de Baufremont, évêque de Troyes, revêtu de ses ornements pontificaux, assisté des abbés de La Rivour et Basse-fontaine, de son official et des chanoines dudit Pougy, tous revêtus de chapes de soie, le reçut; fit une fort docte et sainte exhortation sur le baptême, entendit le nom de Henri donné et imposé par lesdits parrain et marraine; puis fit les saintes prières, exorcismes et cérémonies sur l'enfant, jusques à ce qu'il fallut aller aux saints fonds. Auxquels mondit sieur de

Dinteville continua le porter toujours entre ses bras. Lesdits fonds étoient artificiellement préparés devant le grand autel de ladite église, et y avoit trois petits dégrés tout à l'entour, couverts de tapis de Turquie, tapis de velours et de drap d'or. Là le petit prince reçut le saint lavement, et les saintes onctions de la main dudit sieur évêque. Puis, l'exhortation faite par lui-même audit seigneur parrain et à ladite dame marraine, fut reporté par ledit sieur de Dinteville audit château de Pougy, avec la même conduite, honneur et révérence, qu'il y avoit été apporté. Dequoi tous les assistans de cette tant grande, belle et honorable compagnie se réjouissoient, louans dieu du baptême heureux de ce si gentil petit prince, qu'ils jugeoient tous devoir être quelque jour un très-grand personnage, et comme un protecteur assuré de toute la patrie, descendant par une longue entresuite et révolution d'années, tant du côté paternel que maternel, de plusieurs rois, empereurs, ducs et autres potentats d'Allemagne, France, Hongrie, Bohème, Sicile, Bourgogne, Luxembourg, Lorraine et Flandre: à l'exemple desquels, et particulièrement de monseigneur son père, il ne pouvoit faillir d'être amateur de la vertu, et observateur des saintes loix divines et humaines, sous l'obéissance et conduite desquelles il aspireroit toujours à grandes choses. Dieu par sa sainte grâce lui en donne perpétuellement la volonté, et le fasse par sa sainte bénédiction croître et multiplier sur terre, lui donnant le coeur et piété invincible de ses grands bisayeux, Sigismond, Charles et Henri, jadis empereurs très-vertueux et très-puissants, et une longue lignée, qui par prouesse et magnanimité les ensuive. Ainsi soit-il.

»Au surplus monseigneur son père fit un grand et solennel festin à toute cette assemblée, le soir du baptême: auquel mondit seigneur et madite dame, parrain et marraine, furent servis de toutes les plus exquises viandes et vins que l'on avoit pu faire venir de tous les côtés de la France et Flandre. Et furent lesdits seigneur et dame servis à la royale, n'étant qu'eux deux seuls à une grande table, qui leur

étoit préparée expressément, avec chacun leurs maîtres d'hôtel, écuyers, échansons, et autres officiers; tout ainsi que si le roi et la reine y eussent été en personne. Monseigneur de Guise tenoit une autre grande table pour lui, les princes, et autres grands seigneurs et dames, qui furent tous servis de pareilles viandes que celles de la table susdite. Comme aussi deux autres tables pour les gentilshommes et damoiselles, le tout avec fort bon ordre, bons visages, bonnes chères de tous côtés: et après souper force musique, un grand bal, une comédie, et toute autre sorte d'ébattements et recréations honnêtes, qui durèrent l'espace de trois jours.« Der Täufling, zum Mann gereift, wurde des Herzogs von Mayenne Begleiter in der Gesandtschaftsreise nach Spanien 1612, und dort von K. Philipp III mit hoher Auszeichnung behandelt. Heinrich Herzog von Luxemburg und Piney, Fürst von Tingry, Graf von Brienne, Roussy, Rosnay und Ligny, Souverain von Aigremont, Baron von Vendeuvre und Rameru, Hauptmann über 100 Lanzen, starb zu Jargeau, 23. Mai 1616, der letzte Mann des Kaiserhauses, und wurde zu Ligny beigesetzt. Im Sept. 1597 hatte er, kaum 15 Jahre alt, sich laut Eheberedung vom 19. Junius 1597 mit Magdalena von Montmorency, Tochter Wilhelms von Montmorency-Thoré und Frau auf Montbéron, Thorey en Tonnerois, Gandelus, la Prune-au-Pot, Dangu, Macy, Savoisy, Réelle, Montigny, Wimes, Hachet-le-Grand, Liencourt und Bellencourt in Artois, gest. im Dec. 1615, vermählt. Aus dieser Ehe kamen zwei Töchter, Margaretha Charlotte und Maria Liese. Diese, Fürstin von Tingry und mit Heinrich I von Levis Herzog von Ventadour vermählt, trennte sich von ihm mit dessen Einwilligung, indem die Ehe kinderlos, um sich in dem von ihr gestifteten Karmelitenkloster zu Chambéry zu verschließen. In dessen Kirche legte sie am 22. Sept. 1641 die Gelübde ab, und daselbst starb sie den 18. Januar 1660, nach dreißig der Andacht geweihten Jahren. Ihre ältere Schwester, Margaretha Charlotte Herzogin von Piney, Gräfin von Ligny, auf Dangu rc. starb zu Ligny, im Nov. 1680, in dem Alter von 72 Jahren. Verm. laut Eheberedung vom 6. Januar 1620 mit Leo von Albert, des Conné-

table von Luynes Bruder, Wittwe 25. Nov. 1630, war, sie die zweite Ehe eingegangen mit Karl Heinrich von Clermont-Tonnerre, gest. 8. Jul. 1674. Die Tochter dieser zweiten Ehe, Magdalena Charlotte Bonna Teresa von Clermont genannt von Luxemburg, Herzogin von Piney, Fürstin von Tingry, Gräfin von Ligny, auf Dangu ꝛc. wurde in der Ehe mit Franz Heinrich von Montmorency-Bouteville, dem nachmaligen Marschall von Luxemburg, die Ahnfrau des neuern Hauses Luxemburg (Abth. III Bd. 4 S. 792).

Noch ist von zwei Brüdern des Connétable von Saint-Pol, von Theobald und Jacob von Luxemburg zu sprechen. Dieser, »messire Jacques de Luxembourg seigneur de Richebourg,« verrichtete Wunder von Tapferkeit in dem Treffen bei Gavre, 1453 den Gentern geliefert. Am 22. März 1465 ward er zu London Zeuge der Krönung seiner Nichte, der Gemahlin König Eduards IV. »Le roi envoya requérir au comte de Charolois, qu'il lui voulût faire cet honneur, qu'il lui envoyât aucuns seigneurs des amis d'elle et de son sang, afin qu'on ne pensât pas qu'elle ne fût de noble lieu et de noble sang; lequel comte y envoya Jacques de Saint-Pol, frère du comte de Saint-Pol et oncle à icelle reine, accompagné de chevaliers et nobles hommes jusques au nombre de cent chevaux ou environ, et donna audit Jacques six cents couronnes, et à chacun chevalier ou gentilhomme cent couronnes pour eux festoyer honorablement en Angleterre. Et fut honorablement reçu en Angleterre, et lui fit le roi grande chère et à eux tous; et firent des joûtes et ébattements plusieurs, car icelui Jacques avoit en sa compagnie de nobles hommes, pour faire tous ébattements, fussent armes, joûtes, tournois, courir aux barres, jouer à la palme et tous autres déduits. Après que le roi l'eût festoyé moult grandement, et tant qu'on ne pourroit plus, il retourna devers le comte de Charolois.«

In seinem Unwillen über die Croy verschenkte der Graf von Charolais das ihnen entrissene Lannoy an Jacob von Luxemburg, wogegen dieser bei Montlhéry einer der vordersten im Streit. Verrath und der Bürger von Arras Uebermuth überlieferten ihn

französischer Gefangenschaft. »Lors le roi cuida retirer son armée: et espéroit gagner le duc de Bourgogne à cette trève, vue la nécessité en quoi il étoit: mais une femme, que je connois bien, mais je ne la nommerai point, pource qu'elle est encore vivante, écrivit une lettre au roi, qu'il fît tourner ses gens devant Arras et les environs: le roi y ajoûta foi: car elle étoit femme d'état. Je ne loue point son oeuvre: pource qu'elle n'y étoit point tenue: mais le roi y envoya monseigneur l'admiral bastard de Bourbon, accompagné de bon nombre de gens: lesquels brûlèrent grande quantité de leurs villes, commençans vers Abbeville jusques à Arras. Ceux de ladite ville d'Arras, qui de longtemps n'avoient eu nulle adversité, et étoient pleins de grand orgueil, contraignirent les gens de guerre, qui étoient en leur ville de saillir: le nombre n'étoit pas suffisant pour les gens du roi: en façon qu'ils furent remis de si près, que largement en y eut de tués, et de pris, et même tous leurs chefs: qui furent messire Jacques de Saint-Pol, frère du connétable, le seigneur de Contay, le seigneur de Carency et autres: dont il s'en trouva des plus prochains de la dame, qui avoit été occasion de cet exploit: et y eut ladite dame grande perte: mais le roi en faveur d'elle répara le tout par le temps.« Jacob wurde dem König Ludwig XI vorgeführt und befragt, vorzüglich in Bezug auf Saint-Quentin, so er in des Herzogs von Burgund Auftrag zu dreimalen hatte occupiren sollen. »Ledit seigneur lui demanda, combien il avoit de gens pour y entrer: il répondit que la troisième fois il avoit trois mille hommes. Ledit seigneur lui demanda aussi, s'il se fût trouvé le plus fort, s'il eût tenu pour le roi, ou pour le connétable. Ledit messire Jacques de Saint-Pol répondit que les deux premiers voyages il ne venoit que pour réconforter son frère: mais que la troisième, vu que ledit connétable avoit trompé son maître et lui par deux fois, que s'il se fût trouvé le plus fort, il eût gardé la place pour son maître, sans faire violence audit connétable, ni à rien qui eût été à son préjudice, sinon qu'il n'en fût point sailli à son commandement. Depuis et peu de temps

après, le roi délivra de prison ledit messire Jacques de Saint-Pol, et lui donna des gens-d'armes en bel et grand état, et s'en servit jusques à la mort. Et ses réponses en furent cause.« Der König, der Thaten eingedenk, so Jacob bei Eroberung der untern Normandie, im Treffen bei Formigny 1450 verrichtet hatte, gab ihm eine Compagnie Lanzen mit einer starken Besoldung, schenkte ihm auch, 30. Jul. 1481, Nogent-le-Rotrou, Alluye, Pierrecoupe, Montmirail, Authon und la Bazoche-Gruet. Das Alles hat man aber an dem burgundischen Hofe sehr übel vermerkt, und heißt es in den Registern des Vließordens, gelegentlich des zu Herzogenbusch am 5—8. Mai 1481 abgehaltenen Capitels: »Messire Jacques de Luxembourg, seigneur de Ricebourg, combien qu'il fût pris en exploit de guerre honorablement, et pour la querelle et défense de feu de très-noble mémoire monseigneur le duc Charles, jadis duc de Bourgogne et de Brabant, comme chef et souverain du noble ordre de la Toison-d'or, dernier défunt, néanmoins depuis sa liberté de prison lui, qui étoit et est sujet naturel de très-haut, très-excellent, très-puissant prince monseigneur Maximilian, archiduc d'Autriche et de Bourgogne, et de madame la duchesse sa compagne, chef et souverain du dit ordre, et lui, chevalier, frère et compagnon d'icelui, à cause de ce grandement obligé et astreint par étroit serment audit ordre, n'a pas seulement fait serment audit roi de France, adversaire de mondit seigneur et madame, mais a délaissé de porter le collier d'icelui ordre de la Toison-d'or; et sans rendre et renvoyer ledit collier, a reçu et porté publiquement l'ordre dudit roi de France, s'est montré en armes avec les ennemis de mondit seigneur, en exploits de guerre, et a reçu, par don et autorité d'icelui, et appréhendé à son profit villes, places, terres et seigneuries appartenans à mesdits seigneur et dame, et à leurs féaux vassaux et sujets, ce que faire ne pouvoit selon lesdits serments par lui faits audit ordre, par quoi il a été jugé hors d'icelui ordre, et déclaré inhabile pour jamais plus le porter. Fait comme dessus.« Den Orden hatte Jacob im Jahre 1468 erhalten, und wurden zugleich mit

ihm in derselben Weise mehre andere abtrünnige Ritter bestraft. Er starb den 20. Aug. 1487, seine Wittwe, Elisabeth von Roubaix, die Erbin der gleichnamigen Herrschaft in Flandern, im J. 1502. Sie hatte nur Töchter geboren, welche Richebourg und Roubaix in die Häuser Werchin und Melun trugen. Der angebliche Sohn Johann Jacob von Luxemburg kann nur ein Bastard sein, und würde ich seiner nicht erwähnen, wenn nicht mehre seiner Nachkommen sich des Grafentitels von Mörs angemaßt hätten.

Theobald von Luxemburg, der Stifter der Linie in Fiennes, wurde bei der Brudertheilung mit den Herrschaften Fiennes, Armentieres und Erquinghem abgefunden. Verm. 1. Juni 1441 mit der Erbin von Sotteghem, Philippine von Melun, trat er nach ihrem Ableben in den Cisterzienserorden, wie denn Jac. du Clercq erzählt: »En celui an 1456, environ le mois de mai, Thiébaut de Luxembourg, chevalier, seigneur de Fiennes, frère germain au comte de Saint-Pol, s'en alla rendre moine de Cisteaux, en l'abbaye de Cisteaux, lequel Thiébaut étoit de l'âge de 36 ans, très beau chevalier, et avoit été marié à la fille du seigneur d'Anthoing, de laquelle il avoit à celui jour plusieurs enfants et étoit sa femme morte; et disoit-on que dès son enfance avoit eu volonté d'entrer en religion et servir Dieu. Toutefois, jusques au jour qu'il se rendit, avoit été moult mondain, vaillant chevalier et gentilhomme; mais il n'eut guère été en religion qu'il ne fut abbé d'Igny, près Dormans, et puis eut d'autres abbayes (Orcamp namentlich), et tant fit qu'il fût évêque du Mans, et puis alla en cour de Rome, afin d'avoir plus d'honneurs et de bénéfices.« Ueberhaupt scheint der Chronist dem Bischof nicht gar hold gewesen zu sein. Im J. 1465 kam dieser nach den Niederlanden, als Oberhaupt einer französischen Gesandtschaft, und es schreibt du Clercq: »lequel évêque, comme dit est ci-dessus, s'étoit rendu moine en l'abbaye de Cisteaux, et avoit laissé grandes terres et seigneuries, et cuidoit-on que ce fut par grande dévotion; mais tantôt qu'il fût moine, il ne cessa tant qu'il fût abbé d'Igny, et d'abbé d'Igny évêque du Mans, et sur toutes choses

aimoit deniers, comme on disoit; et disoit-on que ledit évèque y besogna peu ou néant.« Theobald, Cardinal durch Creation von Sixtus IV, starb 1. Sept. 1477 und wurde in seiner Domkirche begraben. Ihm überlebten 9 Kinder, darunter 5 Söhne.

Der jüngste Sohn, Franz stiftete die Linie der Vicomtes von Martigues, von der unten. Philipp, Bischof von Mans und Térouanne, Domdechant zu Tournay, Abt zu Saint-Vincent binnen Mans und zu Saint-Martin in Séez, wurde im J. 1495 zum Cardinal-Priester, tit. S. Marcello e Pietro, und später zum Cardinal-Bischof von Albano ernannt. Im J. 1498 erscheint er als Legat a látere und einer der Richter für die Ehescheidungs-Angelegenheit Ludwigs XII. Im J. 1512 vertauschte er das Bisthum Térouanne gegen jenes von Arras. Er starb, 71 Jahre alt, 22. Jun. 1519 und wurde in der Domkirche zu Mans beigesetzt. Lange erhielt sich das Gedächtniß seiner Güte und Mildthätigkeit: durch sein Testament hat er die Mittel zu der Errichtung des Collége du Mans zu Paris gegeben, gleichwie er das Schloß Ivry-l'Evêque, eine Stunde von Mans, erbaute. Sein ältester Bruder, Jacob I, Herr von Fiennes, Sotteghem und Gavre, Gouverneur von Douay, Rath und Kammerherr des Erzherzogs Maximilian, des Vließordens Ritter 1478, focht bei Guinegate 1479 und starb 1487. Maria von Berlaymont, Frau auf Ville, Hamaïde, Cantaing, Pommereul, Hauterange und Vassers, hatte ihm acht Kinder geschenkt. Der jüngste Sohn, Franz, erhielt auf Abdankung seines Oheims Philipp das Bisthum Mans, dem er doch nur 2 Jahre 8 Monate vorstehen sollte. Er starb 8. Sept. 1509. Johann Herr von Ville, des Erzherzogs Philipp Obristkämmerer, auch Ritter des Vließordens, war mit Isabella von Cuilenburg, Frau auf Borselen und Hoogstraten verheurathet, starb aber ohne Nachkommenschaft 21. Sept. 1508. Seine Wittwe heurathete den Anton von Lalaing. Der älteste Sohn, Jacob II, auf Fiennes, Armentieres, Gavre, Cantaing und Sotteghem, Pair von Hennegau und Artois, der Erzherzoge Maximilian und Philipp Rath und Kämmerer, Ritter des goldenen Vließes im J. 1491, freite sich eine reiche Erbin. Margaretha von Bruges, Frau auf Aury, Flavy und Fontaines,

war die Tochter Ludwigs von Bruges und der Maria von Aury. Diese besaß, als des Hauses Aury letzte Tochter, dessen sämtliche Güter, Aury, Gennes, Montorgeuil, Dompierre, Estouyes rc. und hatte noch dazu den Reichthum ihrer Mutter, Johanna von Flavy, die ebenfalls eine Erbtochter, und namentlich die Herrschaften Flavy, Basentin, Averdoing und Maiserolles geerbt. Von ihren vier Kindern kommen nur Jacob III und Franzisca in Betracht.

Jacob III, Baron von Fiennes, Armentieres, Gavre, Aury-le-Château und sur-Eau, auf Averdoing, in der Grafschaft Saint-Pol, Maiserolles, Fontaine-sur-Somme, Flavy, Sotteghem, Arquenghien, wurde auf des Grafen Engelbert II von Nassau Ableben Statthalter und General-Capitain in Flandern, ferner Kaiser Karls V Kammerherr und Ritter des goldnen Vließes 1519, in demselben Jahr, daß seine Baronie Gavre zu einer Grafschaft erhoben wurde. Die mächtige Stadt Tournay mußte sich durch Capitulation vom 30. Nov. 1521 an ihn ergeben. Kinderlos in der Ehe mit Helena von Croy, ist er im J. 1530 mit Tod abgegangen, daher seine Schwester Franzisca die Erbin aller seiner Besitzungen wurde. Verm. 1516 mit dem Grafen Johann IV von Egmond, Wittwe 19. April 1528, starb sie den 1. Nov. 1557.

Theobalds von Luxemburg-Fiennes fünfter Sohn, Franz, erhielt durch seines Vetters, Karls IV von Anjou, des Grafen von Maine und Titularkönigs von Neapel, Testament vom 10. Dec. 1481 die wichtige Vicomté Martigues, samt Penes und Châteauneuf in der Provence. Im J. 1488 ging er mit Robert Gaguin, dem General der Mathuriner, als Gesandter nach England. Im J. 1491 mit ausgedehnten Vollmachten zum Groß-Seneschalk und Gouverneur der Provence ernannt, gerieth er darüber in arge Weitläuftigkeiten mit Aimar von Poitiers-Saint-Valier. Im J. 1495 folgte er dem König Karl VIII in den Zug nach Neapel. Bei den Feierlichkeiten in Genf gelegentlich des Empfangs der jugendlichen Gemahlin des Herzogs Philibert von Savoyen, der Erzherzogin Margaretha, veranstaltet, legte der Vicomte von Martigues hohe Ehre ein durch seine Meister-

schaft in ritterlichen Uebungen, Dec. 1501. »Le dimanche ensuivant se firent grosses joûtes de six, qui reçurent tous venants. Le premier fut le bastard de Savoye, puis François de Luxembourg, le seigneur de Cheveron, le grand-écuyer, le seigneur de Valençon et le maître-d'hôtel Cardon. Il y avoit un grand château, touré de quatre tours, une grande porte au milieu, où s'ouvroit la tête d'un lion, qui ouvroit la gueule si grande, que les joûteurs passèrent à cheval pour venir sur les rangs. Assez près étoit le jardin d'Autriche, où il y avoit un haut arbre, au bout duquel étoit une belle marguerite, et plusieurs petites marguerites à l'entour. Au premier jour des joûtes partirent de la plus haute tour six dragons, jetant feu l'un après l'autre, portant chacun les armes des six joûteurs, et rentroient les dragons en la marguerite de l'arbre. Le premier venant sur les rangs fut le bastard de Savoye contre le seigneur de Siboix, et étoient les chevaux des six joûteurs houssés des armes de Savoye, et le lendemain des armes de madame; et convenoit que chacun d'iceux, tant défendeurs que joûteurs, fissent dix courses; et celui qui moins rompoit de lances que son compagnon, étoit tenu donner à l'autre autant de verges d'or que le nombre en étoit. Il y eut de bons joûteurs d'une part et d'autre, souverainement François de Luxembourg vicomte de Martigues, qui fut servi de Frédéric bastard de Melun; et ledit François monseigneur renvoyoit ses gens dormir au bout des lices« (Molinet).

Des Vicomte von Martigues Gemahlin Eleonore, einzige Tochter von Janus von Savoyen Graf von Genf und von Helena von Luxemburg (S. 672), Wittwe von Jacob Ludwig von Savoyen Marquis von Gex, hatte in die zweite Ehe getragen das Marquisat Baugé in der Bresse, wozu 25 große Kirchspiele, 80 Dörfer und mehr als 30 Lehen gehörten, dann die in Savoyen oder der Wadt belegenen Herrschaften Evian, Festerne, Montay, Bevay, Blonay und la Tour-du-Peil. Sie starb in hohem Alter, 1. Mai 1530, und wurde zu Annecy in der Kirche des Dominicanerklosters beigesetzt. Von ihren zwei Söhnen war der jüngere, Gabriel, Rhodiserritter. Der ältere, Franz II

Vicomte von Martigues verzog nach der Bretagne, wo er durch seine Heurath mit Charlotte von Brosse genannt Penthièvre ausgedehnte Besitzungen, Penthièvre, die Vicomté Bridiere, Sainte-Severe, l'Aigle, Boussac, les Essarts, Palluau, Chantoceaux, Huriel, la Perouse, Fliest, Châtelacher, le Bourg-Archembaut an sich gebracht hatte. Er wurde ein Vater von drei Kindern. Der ältere Sohn, Karl III, einer der Vertheidiger von Metz 1552 und von Hesdin 1553, wurde zu Hesdin durch einen Büchsenschuß verwundet. Nach der Einnahme des Schlosses ließ der Prinz von Piemont ihn, der sorgfältigern Pflege halber, nach seinem eigenen Quartier bringen, »ou il ne fut guères qu'il ne mourut, et fut fort regretté pour sa valeur et générosité.« Er ebenfalls hatte eine überreiche Frau heimgeführt, Claudia von Foix, Gräfin von Comminges, Beaufort und Rhetel, Vicomtesse von Lautrec, Villemur und Fronsac, auf l'Esparre, Castillon, Coutras, Lescun, Orval, Raurourt ꝛc., Guidos XVII von Laval Wittwe. Sie starb im Wochenbett 1553, und überlebte ihr nur kurze Zeit ein einziges Kind, Heinrich von Luxemburg.

Karls III jüngerer Bruder Sebastian, Herzog von Penthièvre, Vicomte von Martigues, hieß in seinen frühern Jahren der Marquis von Baugé oder auch le Chevalier sans peur. Einer der Vertheidiger von Metz, wurde er im f. J. 1553 beordert, sich in das belagerte Térouanne zu werfen. An der Spitze von 300 Mann brach er sich Bahn durch der Kaiserlichen dicht geschlossene, hartnäckig vertheidigte Linie, daß er die Bresche zu übersteigen vermochte. Nichtsdestoweniger wurde die Stadt mit Sturm genommen den 20. Junius 1553, und Sebastian gerieth in Gefangenschaft, ohne doch sofort erkannt zu werden. Dieses Incognito behauptete er bis nach seines Bruders Tod, wo dann sein Name, und daß er dessen alleiniger Erbe, verrathen, er auch als ein Gefangner von Wichtigkeit strenger bewacht wurde, bis er, nach vierthalb in Gravelines vertrauerten Jahren, seine Freiheit durch ein starkes Lösegeld erkaufte. Nachdem er dem Herzog von Guise bei der Einnahme von Calais und Guines treulich beigestanden, wurde er im J. 1560, der Königin-Re-

gentin zu Beistand, mit dem Titel eines »couronnel général des bandes françoises en Ecosse,« nach Schotland detachirt. Ihm waren 1000 Mann Fußvolk und einige Reiterei beigegeben, und damit sollte er das von der ganzen Macht der Rebellen belagerte Leith behaupten. »Ce siége du petit Leith a été des plus grands qu'aient été depuis quarante ans aux guerres étrangères, pour être la place fort petite et peu forte, et là aussi y étoient assemblées toutes les forces d'Angleterre et d'Ecosse, le tenant si étroitement serré par terre et par mer, qu'un rat n'y eût su seulement entrer. Le siége dura si long-temps qu'on étoit à la fin, même que les capitaines et soldats vécurent fort long-temps de coquilles et moules, que la mer, quand elle se retiroit et baissoit, laissoit sur le sable. Mais pourtant, pour en amasser si peu qu'ils pouvoient, il falloit attaquer de si grosses escarmouches, qu'ils en achetoient le manger bien cher, et par mort et par des blessures et beaucoup de peines. Mondit sieur de Martigues y acquit la gloire d'être un très-brave couronnel et fort-vaillant.« Also Brantôme, den aber Walther Scott noch zu überbieten weiß, versicherned, „daß die Franzosen sich mit solcher Geschicklichkeit und Entschlossenheit vertheidigten, daß sie dem Rufe, in welchem sie als beste Truppen Europas standen, völlig entsprachen." Die Franzosen jenes Zeitalters galten vielmehr, absonderlich unsern Landsknechten und Reitres und den Spaniern verglichen, als die schlechtesten Truppen, so daß Franz I, Heinrich II keinen Krieg hätten führen können ohne die abtrünnigen Schweizer, ohne die noch ungleich strafbarern deutschen Ueberläufer in ihrem Sold, die Rheingrafen, den Vogelsberger, Roggendorf, Reifenberg &c. Mehr als irgend ein anderes Volk sind die Franzosen solchen Perioden der Erschlaffung ausgesetzt; man bedenke nur der Normänner Treiben in Neustrien und Aquitanien, der Engländer fortwährende Ueberlegenheit im 14. und 15. Jahrhundert, den dreißigjährigen und siebenjährigen Krieg, die ersten Jahre des Revolutionskriegs. Uebrigens ergaben sich eitel vergeblich der Franzosen Ausdauer und Beharrlichkeit vor Leith. Der Edinburgher Friedensvertrag, abgeschlossen durch Montluc, den

Bischof von Valence, den falschen Priester, sicherte den Triumph der Rebellion.

Brantôme fahret fort: »M. de Martigues pourtant, étant arrivé à Paris avec force gentilshommes et capitaines des siens, ne fut sans un petit accident de fortune qui lui arriva, dont il n'y avoit aucune raison qu'elle lui fît ce trait sur le coup de sa gloire; car, ainsi qu'il étoit en son logis qu'il dînoit, et n'attendoit que les chevaux de poste pour aller trouver le roi à Fontainebleau, et lui faire la révérence, on lui vint dire que les sergens avoient pris un de ses capitaines, et l'emmenoient prisonnier au petit Châtelet. Lui, aussi prompt du pied que de la main, sort de table, part et court, et ses gens après lui, et attrape les sergens, les estrille un petit, et recourt d'entre leurs mains son capitaine, et retourne en son logis: dont la cour de parlement en ayant eu des nouvelles, en fut fort émue, et soudain fait sa forme de justice en cela accoutumée; si bien qu'il fallut que mondit sieur de Martigues fut arrêté en son logis, lequel il eut pour arrêt. Soudain M. de Martigues envoya un courrier au roi pour lui porter des nouvelles de tout, dont Sa Majesté et toute sa cour en fut fort troublée; car il étoit fort aimé, et n'attendoit-on que sa venue d'heure à autre. La reine en fut fort fâchée, pour voir ainsi traiter un tel seigneur, qui ne faisoit que venir combattre si heureusement et vaillamment pour elle, son royaume et son état. MM. ses oncles, M. de Guise, M. le cardinal de même, en étoient fort dépilés, à cause de ce grand service fait à la reine, leur nièce. La reine et d'autres dames, des grandes que je sais, qui en faisoient la contestation en un souper, disoient: qu'il n'y avoit droit ni raison que la justice fût si impudente et aveuglée, que, sans avoir égard à un tel service signalé de M. de Martigues et de ses gens, fait au roi, d'aller prendre ainsi si inconsidérément, et si tôt, sans leur donner loisir de se remettre, et leurs bourses, et respirer de la grande fatigue d'un si long siége, ni sans avoir fait au moins la révérence à son roi, venir faire prisonniers telles gens, à

l'appétit d'un créditeur importun qui plutôt devoit être mis en prison.

»Pour fin, le roi y envoya soudain et dépêcha l'un de ses capitaines des gardes, avec très-ample commission. Etant donc à Paris, il fait sa charge si habilement et si sagement, qu'il sortit M. de Martigues de telle peine. Mais pour intériner sa grâce, si fallut-il pourtant qu'il passât le guichet; et disoit-on que, s'il ne fût été du calibre de la grande maison qu'il étoit, et le remarquable service qu'il venoit de faire au roi et à la reine, il en fût été en peine, et les choses ne se fussent passées si doucement comme elles passèrent. Cela fait, il vint à la cour, aussi bien venu du roi, des reines, des dames et de tout le monde que j'ai jamais vu grand venir d'un voyage. Vous voyez pourtant que c'est que de la justice, et comme le temps passé on lui portoit honneur et révérence: car quiconque l'offensoit, elle n'avoit égard aux maisons, ni aux races, ni au service des rois, ni à chose quelconque.«

Als im Sept. 1562 der Herzog von Etampes aus der Bretagne herüberkam, um dem Wüthen Montgommerys Einhalt zu thun, hatte er seinen Neffen Martigues als alter ego bei sich. Ihren glücklichen Waffen wich Montgommery, um in Havre Zuflucht zu suchen; schwer aber ließ Martigues bei der Einnahme von Vire die dort in großer Zahl vorgefundenen Bürger von Mans büßen, daß sie das Grabmal seines Großoheims, des Bischofs Philipp von Luxemburg zerstört, des Sarges nicht verschont hatten. In Anerkenntniß der Befreiung von le Mans, Bayeux rc. erhielt Martigues das Amt eines Colonel-général de l'infanterie française, so durch des von Randan Fall vor Bourges erledigt, und zu guter Stunde wurde ihm dieses Commando übertragen. Kaum hatte der Prinz von Condé die durch d'Andelot in Deutschland geworbenen reitres an sich gezogen, als er vor den Thoren von Paris dem Krieg ein Ende zu machen dachte, Ausgang Nov. 1562. Die gepriesenen Gensd'armes, der Stolz und die Blüthe der französischen Heere, der besten Truppen Europas, verschwanden wie die Spreu vor dem Winde bei dem Anblick der Reiter: ungehört

blieb des tapfern Herzogs von Guise zweimal wiederholter Ruf: »Ah! gensd'armes de France, prenez la quenouille et quittez la lance,« und einzig durch das Feuer der Archibusierer, welche Martigues in die massive Windmühle vor dem Thor Saint-Jacques geworfen hatte, wurde das königliche Heer, die Hauptstadt vor einem vernichtenden Unfall bewahrt. »J'ouïs M. de Guise louer fort le soir M. de Martigues d'avoir très-bien fait ce jour-là, et qu'il pensoit qu'il fut plus vaillant et hasardeux que sage couronnel et prévoyant: mais qu'il étoit les deux, et qu'un jour il seroit un grand capitaine.«

In dem Treffen bei Dreux zeichnete der Vicomte sich nicht minder aus, wie vor Rouen und Orléans, nichts desto weniger mußte er vermöge der Pacification vom 19. März 1563 sein Commando an d'Andelot abgeben. Dagegen beerbte er 1565 seinen Oheim, den Herzog von Etampes, dem er seit 20. März 1562 für das Gouvernement der Bretagne adjungirt. »Il exerça ce gouvernement si bien et si sagement, qu'il en acquit très-grande gloire, et se fit fort aimer à la noblesse de là; si bien qu'on lui donna cette réputation de l'avoir fait sortir de son pays, de l'avoir menée où bon lui sembloit, et depaysée; ce que gouverneur de long-temps n'avoit fait, ni su faire.« Dieser persönliche Einfluß allein verschaffte ihm die Mittel, dem im Vordringen nach der Loire begriffenen d'Andelot neun Cornetten Reiterei, etwelche reitende Mousquetairs, 10 Fähnlein und eine zahlreiche Ritterschaft aus seiner Provinz entgegenzustellen. Auf die Mitwirkung des Herzogs von Montpensier zählend, warf er sich kühn dem Vortrab der Feinde entgegen. Den errungenen Vortheil verfolgend, befand er sich urplötzlich Angesichts einer ihm weit überlegenen Macht, zwischen Angers und Saumur. Ein Rückzug war unmöglich geworden, blindlings führt Martigues seine Scharen zum Angriff, und d'Andelot, unter den Führern der Hugonotten der streitbarste und kriegserfahrenste, entging kümmerlich der Gefangenschaft, mußte mit namhaftem Verlust weichen (Sept. 1568). »Martigues, content de s'être ouvert le passage et d'avoir chassé de ses postes un grand capitaine du mérite de d'Andelot, et

craignant que s'il s'obstinait à pousser encore les ennemis, il leur donneroit temps de rassembler toutes leurs forces et de lui fermer les passages par où il pourroit faire sa jonction avec Montpensier, il fit sonner la retraite et continua sa marche du côté de Saint-Martin et des Roziers. Mais en suivant la levée, dont est accompagnée la Loire, il vit au-dessous de lui, dans la vallée, le corps entier de la Noue, desorte que se trouvant enveloppé de toutes parts, il reconnut que pour se tirer de ce mauvais pas, il falloit redoubler de hardiesse. Donc il fit dire à Puigaillard qui, poussé par d'Andelot, lui demandoit du secours, qu'il eût à se sauver comme il pourroit. En même temps il fit charger les troupes de la Noue, qui furent enfoncées et laissèrent la route de Saumur libre. Martigues y fut reçu en vainqueur,« d'Andelot aber, ohne Mittel die Loire zu überschreiten, gerieth in die äußerste Noth, aus der ihn doch Montpensier durch seine Fahrlässigkeit entkommen ließ.

Bei Montcontour that Martigues den ersten Angriff; wenige Tage zuvor, Sept. 1569, hatte der König seine Grafschaft Penthièvre zu einem Herzogthum erhoben. Bei der Belagerung von Saint-Jean-d'Angely hatte er sich mit der Anlage einer Batterie befaßt und wollte eben einige Archibusiere hinter den Schanzkörben aufstellen, als eine Büchsenkugel aus der Stadt ihn vor die Stirne traf, daß er nach wenigen Stunden des Todes, 29. Nov. 1569. »Le roi Charles reçut une grande perte par la mort de ce prince, pour avoir été l'un des plus magnanimes et vaillants de son temps, ayant fait de grands et recommandables services à la couronne de France.« Es überlebte ihm aus seiner Ehe mit Maria von Beaucaire, verm. 1560, die einzige Tochter Maria von Luxemburg, geb. 15. Febr. 1562, verm. 12. Jul. 1575 mit Philipp Emanuel von Lothringen, Herzog von Mercoeur, dem sie Penthièvre, Martigues, das Marquisat Baugé, Sauverges, Boussac, Thomine, die halbe Grafschaft Riberat, die Vicomté Plaches, überhaupt alle Güter des Hauses Penthièvre zugebracht hat. Sie starb 6. Sept. 1623, sieben Jahre nach dem Ableben des letzten Mannes aus dem Luxem-

burgischen Hause, als ein fernerer Beweis für die Richtigkeit des Satzes, daß es mit den Geschlechtern die gleiche Bewandtniß hat wie mit den Bäumen in Flur und Feld; das allmälige Eingehen der Aeste kündigt den nicht allzu fernen Untergang des Baumes an.

Der Orden von Cisterz, jener prachtvolle Baum, stark genug, um beinahe ganzer drei Jahrhunderte dem schrecklichen, durch die Reformation ihm bereiteten Verlust zu überleben, wurde durch die französische Revolution gefällt, zuerst in seinem Wiegenland, dann in der übrigen Christenheit. Dem gemeinsamen Schicksal konnte Eberbach nicht entgehen, vielmehr mußte es dasselbe in besonderer Härte empfinden. Kirche und Kloster erlitten eine grausenhafte Mißhandlung, gleichsam die Wiederholung von dem Bildersturm in den Niederlanden während der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts. Beinahe möchte man als rettende That begrüßen die Versetzung der Monumente der Grafen von Katzenellenbogen (S. 568) in den Park zu Biebrich. Davon schreibt Hr. Rossel in der Geschichte des Klosters Eberbach: „Leider hat eine spätere pietätslose Zeit auch diese Denkmäler nicht unangetastet gelassen. Als der Herzog Friedrich August im J. 1806 die modernisirte Burgruine herrichten ließ, die seitdem einen der malerischsten Punkte des Biebricher Parkes bildet, und hierzu einige echt mittelalterliche Decorationen zum Aufputz wünschenswerth erschienen, da wurden aus der säcularisirten Abtei ohne Anstand einige der schönsten Denkmäler weggeholt und in der Mosbacher Burg aufgestellt. Fern von der geweihten Stätte, da ihre Gebeine ruhen, müssen jener Grafen gepanzerte Steinbilder jetzt an den Thoreingängen und in dem Corridor der Burg als decorative Statisten Wache stehen und dem Eintretenden einen Begriff von der Romantik des Mittelalters beibringen helfen. — Von den sechs hier aufgestellten Monumenten gehören fünf der Familie der Grafen von Katzenellenbogen zu und zwar:

„1) Das älteste, ohne Inschrift, nach Kostüm und Ornamentik aus dem Ende des 13. oder dem Anfang des 14. Jahrhunderts herrührend, im Corridor rechts aufgestellt, ist ohne Zweifel das Bildniß des Grafen Eberhard I, † 1312. Wenn

nämlich Dahl in Müllers Beiträgen zur deutschen Kunst- und Geschichtskunde, Leipzig 1837, I, S. 19, unsern jetzt inschriftlosen Grabstein auf Eberhard I, † 1312, bezieht, so steht zwar damit die Ansicht Wencks (Hess. L.-G. I, S. 335 Anm. y) im Widerspruch, der einen andern ebenfalls inschriftlosen Grabstein aus dem Clarenkloster in Mainz — jetzt im Museum zu Wiesbaden — gewiß ganz unrichtig für jenen Eberhards I ausgibt. Unserm Dafürhalten nach hat aber Dahl allerdings darin das Richtige getroffen, daß er den letztgedachten in Müllers Beitr. I, Bl. VI abgebildeten Grabstein für denjenigen Diethers IV, † 1315, annimmt; es bliebe daher für unsern aus Eberbach hierhergebrachten Stein nur zu ermitteln übrig, ob derselbe mehr für Eberhard I, oder etwa für dessen Sohn Berthold, † 1319, anzusprechen sein möchte. Da jedoch Bertholds Grabstein in Eberbach (vgl. Wenck a. a. O. I, Urk. S. 272) mit einer Inschrift versehen war, welche unserm Steine fehlt, so müssen wir an seinen Vater Eberhard I, den Stifter der Neu-Katzenelnbogischen Linie, den klugen Rathgeber und tapfern, treuen Kriegsgenossen der Könige Rudolf von Habsburg und Adolf von Nassau, seines Neffen, um so gewisser denken, als derselbe urkundlich ein hohes Alter erreicht hat und das Steinbild wirklich einen Mann von hohen Jahren erkennen läßt. Die Figur, mit betend vor der Brust gefalteten Händen, über welche die geöffneten Ringelhandschuhe malerisch zurückfallen, mit der Toga bekleidet, welche das Schwert lose umgürtet, gemahnt auch künstlerisch ganz an den strengen, feierlichen Typus, der die Kunstgebilde des 13. Jahrhunderts charakterisirt. Die fein gefühlte Behandlung der Gesichtszüge, des Haares, der Gewandung erinnert auffallend an den Styl des herrlichen Grabmonumentes Graf Heinrichs II von Solms († nach 1258) in der Klosterkirche zu Altenberg bei Wetzlar. Vgl. Müllers Beiträge, II, Bl. 11.

„2) Auch das nächststehende Bild im Corridor, in künstlerischer Ornamentik wohl das vollendetste von allen, von einer reichen architectonischen Einfassung umgeben, ist ohne Beischrift. Die elegante Rüstung, der Wappenrock, mit darunter befindlichem Panzerhemde, der Turnierhelm in der Linken, zeigen große Aehn-

lichkeit mit dem Monument Johanns von Falkenstein († 1371) in der Kirche zu Arnsburg. Der Name des Dargestellten läßt sich aus den beiden Statuetten von Heiligen errathen, die in den Füllungen zu beiden Seiten der Figur unter Baldachinen angeordnet sind, rechts Johannes der Täufer, links Johannes der Evangelist. Es ist also ein Johannes und zwar kein anderer als Graf Johannes I, † 1357, dessen Grabschrift Wenck (a. a. O. S. 274 Nro. XIII) mittheilt. Vermuthlich stand dieselbe auf einer das imposante Monument umgebenden besondern Einfassung und ist bei dem Abbruch und Transport zurückgeblieben. Der pyramidale Aufsatz nebst den beiden Vialen, die über dem Monumente bis zur Decke des Vorplatzes hinauf reichen, sind modernes Flickwerk, wie auch die beiden Nassauischen Wappenschilder in diesem Aufsatz, wodurch man wahrscheinlich die imposante Heldengestalt zu einem Nassauer stempeln wollte, um sie dann mit desto größerer Wahrscheinlichkeit für Kaiser Adolf von Nassau ausgeben zu können, unter dessen Namen unser Steinbild gar manchem Besucher der Burg vorgewiesen worden ist.

„3) Rechts neben dem innern Eingang steht, durch seine Umschrift kenntlich, Graf Philipp der Aeltere, der Letzte seines Stammes, † 1479. Am äußern Thoreingang neben der Brücke rechts sein Sohn:

„4) Graf Philipp der Jüngere, † 1453, von dem Müller a. a. O. I, Bl. V eine sehr gelungene Abbildung geliefert hat. Endlich ihm gegenüber, zur Linken von der Brücke:

„5) dessen Großvater, Graf Johannes III, † 1444. Bei den drei letzten Monumenten sind die Grabschriften, wie sie Wenck a. a. O. I, S. 277, Nr. XXIV, XXV, XXIX mittheilt, bis auf einzelne Beschädigungen wohl erhalten."

Es urtheilt von der Kirche Lassaulx: „Sowie der Dom in Mainz die Baustile mehrer Jahrhunderte an einem und demselben Gebäude vereinigt, und darum das Aeußere keinen angenehmen Eindruck gewährt, so sind solche zu Eberbach an einzelnen Gebäuden zu erkennen, wovon zugleich jedes zu den ausgezeichneten gehört. Zuerst die alte Kirche mit drei Schiffen unter einem Dach und sehr schlanken Säulen, wahrscheinlich

noch aus der Zeit der ersten Stiftung im Jahre 1131 und nur die Gewölbe aus späterer, dann das alte leider mit vielen Wänden durchbaute Dormitorium, die neuere 1186 geweihte Kirche, das spätere Dormitorium, etwa zwischen 1300 und 1400 erbaut, endlich der Capitelsaal, gegenwärtig ein Holzstall, allenfalls zwischen 1400 und 1500. Sehr eigenthümlich, ja vielleicht einzig ist die Anordnung der Pfeilerreihe in jenem neuern, im Lichten 232 Fuß langen, 42 Fuß tiefen Dormitorium; niedrige, starke, runde Säulen mit mannichfaltigen Knäufen tragen hohe, 20 Fuß weit gespannte Spitzbogengewölbe; jede der 10 Säulen ist um etwas höher, wie ihre vorhergehende, die erstere hat nämlich 5 Fuß 3 Zoll, die letzte 6 Fuß 5 Zoll Höhe: steht man nun bei dieser, so vermehrt sich die perspectivische scheinbare Verkürzung der übrigen, und der ganze Raum erscheint hierdurch größer; stellt man sich dagegen an das andere Ende, so erscheinen alle Säulen von gleicher Höhe. Unter demselben findet sich ein eben so zierlicher Keller, mit den besten Weinen aus deutschen Gauen." Der ganze innere Raum der prächtigen Kirche wurde viele Jahre lang zu einem Heu- und Strohmagazin verwendet, das Portal als Ein- und Durchfahrt für den bereits besprochenen, die Kirche durchschneidenden Fahrweg benutzt. Eine Scheidewand, bei dem 10. Pfeilerpaar anhebend, wurde quer durch das Innere geführt. Die im J. 1836 von Herzog Wilhelm angeordnete Einrichtung des östlichen Theils der Kirche, vom Chor und Querschiff bis zum 5. Pfeilerpaar, behufs der Abhaltung des Gottesdienstes, veranlaßte die anständigere Herrichtung dieses Theils des Kircheninnern, so wie die Beschränkung des Scheuerraums auf den mittlern Theil des Gebäudes, der dann freilich durch eine neue bis zu den Wölbungen reichende Zwischenmauer von dem übrig gebliebenen Kirchenraum geschieden werden mußte. Um diese fragmentarische Restauration, um die Rettung und Aufstellung der Gedächtnißtafeln der hier ruhenden Erzbischöfe von Mainz, der Aebte u. s. w. hat mein gelehrter ehrenwerther Freund, Hr. Archivar Habel, ausgezeichnetes Verdienst sich erworben.

Die übrigen Klostergebäude wurden seit 1811 zu einem Correctionshaus und zu einem Irrenhaus eingerichtet, welches

gleich in den ersten Jahren seiner Existenz einen ausgezeichneten Ruf sich erwarb und fortwährend bewahrt hat. Das Correctionshaus ist zur Bestrafung bestimmter, zu keiner härtern Strafe geeigneter Vergehen und zur bürgerlichen und sittlichen Besserung solcher Individuen angeordnet worden, die wegen Müßiggang oder Arbeitsscheu verurtheilt sind. Die Sträflinge theilen sich in zwei Hauptclassen: solche, die auf eine von wenigstens drei Monaten und höchstens fünf Jahren bestimmte, und solche, die auf unbestimmte Zeit verurtheilt sind, wornach sich denn auch die besondere Behandlung der einzelnen richtet. Jeder muß übrigens von seinem Arbeitsverdienst ohne Zuschuß von außen her leben und darf seinen ganzen Ueberverdienst nach freier Willkür verwenden. An der Spitze der Anstalt steht ein Director, dem ein Cassirer samt Accessist, der Haus- und der Hülfsarzt, der Schullehrer, der Verwalter, fünf Werkmeister, zwei Aufseherinen für die weiblichen Sträflinge, ein Wachtmeister mit eilf Gardisten beigegeben. In kirchlicher Hinsicht pfarrt das Correctionshaus, dessen freiwillige Bevölkerung zu 52 Köpfen angegeben wird, mit seinen 160 katholischen Sträflingen nach Hattenheim. Den evangelischen Gottesdienst besorgt hier, wie in der Irrenanstalt, ein eigener Vicarius.

Die Irrenanstalt, die noch 1843 ebenfalls in den Klostergebäuden untergebracht war, ist seitdem nach dem eigens für sie erbauten Eichberg übertragen worden. Das mächtige Gebäude, auf die Höhe über Eberbach gelagert, ist auf weite Strecken vom Rhein aus sichtbar. Die Anstalt „hat zunächst die Bestimmung, solche inländische Irren zum Behufe der Verwahrung, Verpflegung und fortgesetzten physischen und psychischen Behandlung aufzunehmen, die nach Anstellung aller in ihrer zeitherigen Lage möglich gewesenen Versuche ungeheilt geblieben und ihres Verstandes in dem Grade beraubt sind, daß sie der Ruhe und Sicherheit ihrer Nebenmenschen gefährlich werden können und deshalb besondere Anstalten zu ihrer Unschädlichmachung erheischen. Es werden aber auch ausländische Irren aufgenommen. Die Verpflegung der Irren erfolgt nach vier verschiedenen Classen. Ausländer zahlen in der ersten Classe jährlich 800 Gulden, in

der zweiten 420 Gulden, in der dritten 350 Gulden und in der vierten 200 Gulden; Inländer dagegen in der ersten Classe 500 Gulden, in der zweiten 320, in der dritten 210 Gulden. Rücksichtlich der in die vierte Classe aufgenommenen Inländer, wohin ganz Arme oder wenig Bemittelte gehören, wird das nach den jährlichen Preisen berechnete Kostgeld und der Bedarf für Kleidung aus dem Vermögen der aufgenommenen Personen oder den Armencassen bezahlt, alles andere aber aus dem Fond des Instituts bestritten. Auch hat sich ein besonderer Verein zu dem Zwecke gebildet, Entlassene aus dem Zucht-, Corrections- und Irrenhause an Orten, wo ihr früherer Lebenswandel oder ihre Krankheit nicht bekannt geworden sind, unterzubringen, zu beaufsichtigen und zu unterstützen." Die Heil- und Pflegeanstalt Eichberg leitet ein Director, selbstverständlich ein Arzt von Ruf, dem als Hülfsärzte ein Medicinalassistent und ein Medicinalaccessist, ferner ein Cassirer, ein Verwalter, ein Oberwärter, zwölf Wärter, neun Wärterinen und eine Aufseherin beigegeben. Die 28 Katholiken, nebst 64 katholischen Irren, pfarren nach Hattenheim. Den evangelischen Gottesdienst besorgt der Vicarius in Eberbach.

Außer der Strafanstalt bewahrt Eberbach noch den eigentlichen Schatz des Domanial-Kelleramts. In seinen ausgedehnten prachtvollen Kellern lagern die zum Verkauf bestimmten, wie auch die inländischen Herzoglichen Cabinetsweine, eine Auswahl, wie man sie gewiß nicht leicht in Deutschland weiter findet. In diesem Weincabinet sind im J. 1816 „an Weinen aus den Jahren 1804, 1806, 1807 und 1811 im Ganzen 88 Fuder 5 Ohm 1 Vrtl. im damaligen Werthanschlage von 140,900 fl. vorhanden gewesen. Als im J. 1818 auch die Verwaltung der in den Hofkellern von Biebrich und Weilburg vorräthigen Weine der Generaldomänendirection übertragen ward, lagerten in diesen Kellern sowie in dem von Eberbach an älteren Weinen aus der Zeit vor dem Jahre 1816 im Ganzen 224 Fuder oder 179 Stück 1 Ohm 18 Vrtl. Nach der letzten Naturalrechnung der Domanialweinlager bestand deren Vorrath am Schlusse des Jahres 1847:

1) in den Vorrathkellern zu Eberbach und Biebrich in
1208 Ohm 19 Vrtl. 3 M.

2) in den Filialkellern zu Hochheim, Wiesbaden, Eberbach und Rüdesheim:

a) an weißem Wein, in 1518 „ 17 „ $2^{15}/_{16}$ M.

b) an rothem Wein, in 27 „ 4 „ 1 „

Zusammen 2755 Ohm 1 Vrtl. $2^{15}/_{16}$ M.
oder 367 Stück 3 Ohm 11 Vrtl. $2^{15}/_{16}$ Maas."

Kiedrich, Scharfenstein.

Von Eberbach führt über die meist bewaldeten Höhen ein Weg, die herrlichsten Aussichten beherrschend, nach Kiedrich. Im Abhange rechts ist der Wachholderhof gelegen, bei welchem die rebellischen Bauern im Jahr 1525 gleichsam ihr Hauptquartier hatten. Kiedrich selbst, in höchst romantischer Lage, wenn auch in Eleganz den am Rhein gelegenen Ortschaften nicht zu vergleichen, ist gleichwohl von den sogenannten Waldflecken der erstgeborne. Die Kirche zu Eltvil samt den davon abhängenden Zehnten in Eltvil selbst, Katercho, Wallus, Steinheim, Erbach, Hattenheim hatte Erzbischof Friedrich, 937—954, dem von ihm gegründeten St. Petersstift in Mainz zugewendet. Im Jahre 1018 verpachtete Erzbischof Egilbert seinen Hof in Kiteriche zu 22 Mark an das Kloster Bleidenstatt. Am 24. Junius 1118 schenkt Erzbischof Adalbert I den Hof zu Kitercho, der ihm auf tödtlichen Abgang der Hiltrudis, Wittwe seines Ministerialen Wulferich, durch des Grafen Ludwig richterliches Erkenntniß zugesprochen worden mit allem Zubehör an Land und Leuten, dem Kloster zu St. Johann auf dem Bischofsberg. Den Novalzehnten in der Gemarkung besaß St. Victors Stift bereits 1143, und schenkte demselben Erzbischof Heinrich 1147 aus der hiesigen Frohnhube einen Bauplatz für Anlegung einer Zehentscheuer. Im 13. Jahrhundert besaß den Ort Rheingraf Emich

pfandweise von wegen verschiedener Darlehen, die er folgendermaßen specificirt: Die Villa in Kedircho besitzt der Rheingraf zum Pfand für gemachte Vorschüsse, nämlich 5 Mark, dem von Rom kommenden Nuntius des Erzbischofs bezahlt. Durch Sifried, den erzbischöflichen Caplan, übermacht 8 Mark. Für den Neffen des Erzbischofs, den Hartrad von Merenberg aus der Gefangenschaft zu lösen, 36 Mark. Dem Erzbischof für die Reise zu dem Landgrafen, 4 Mark. Dem Nuntius des Königs O. 2 Mark. Die empfangenen 30 Malter Korn sind zu 5 Mark angeschlagen. Für die Söldner, die sogenannten Sergeanten, 34½ Mark 16 Denare und 51 Malter Korn, diese zu 9½ Mark berechnet, welches alles diese Söldner in 5 Wochen verzehrten. Item wurden auf des Bischofs Geheiß dem Gottfried von Wirbach Namens des Grafen Lampert 10 Mark gegeben. Item für von dem von Waldmannshausen erkauften Weizen 9 Mark. Ungezweifelt hat von diesem Besitz der Rheingrafen, nicht aber von ihren Lehensfolgern, den Grafen von Nassau, die ausgezeichnete Weinlage, der Gräfenberg den Namen. Gräfinberg müßte Storck, der Erfinder des Namens Gräfinburg für die Feste o bTrarbach, schreiben, um consequent zu erscheinen.

„Abt Werner von Eberbach, 1258—1262, schaffte," also schreibt P. Hermann Bär, „den schönen Gräfenberg an, dessen süße Früchte das Kloster noch heute genießet. Dieser edle Weinhügel, der Stolz und die Zierde der Kiedricher Rebenflur, war ursprünglich ein Eigenthum der Grafen von Nassau. In der Folge gaben sie ihn aber den Herren von Heppenheft zu Lehen, die unter den Burgmannen von Caub in nicht geringem Ansehen standen. Damals war er samt einem zugehörigen Hausplatz in Kiedrich von zwei Familien gleich getheilt. Embricho und sein Bruder Konrad traten ihre Hälfte davon als mildes Almosen an Eberbach ab und ersetzten dem Graf Walram sein Lehen mit Auftrag eines eignen Weingartens zu Caub. So gierig auf den Gotteslohn war aber Heinrich, ihr Vetter, nicht. Er fand sich zwar eben auch nicht ungeneigt, das Kiedricher Gut zu veräußern; allein von Schenkung und Seelengerede wollte er nichts hören. Nur trug er dem Kloster seine Hälfte vom Gräfenberg

und die Hausstätte gegen jährlichen Drittheil der rothen Weincrescenz erblich an. Abt Werner, der zu temporisiren gelernt hatte, ging einstweilen den lästigen Bestand ein und tröstete sich mit der festen Aussicht auf eine baldige Aenderung, die ihn das Local-Verhältniß zwischen dem Gut und seinem Herrn erwarten ließ. Heinrich residirte als Castellan zu Caub, von seinem Kiedricher eben nicht sehr großen Eigenthum merklich entfernt, und man durfte voraussetzen, daß er einen bequemen Tausch nicht verschmähen würde. Darauf gründete Werner seinen Plan, suchte dem Kloster in Cauber Terminei Weinberge anzuschaffen, für die er den Rest des Gräfenbergs eintauschen könnte, und wir werden diesen Zweck nach vier Jahren unter seinem Nachfolger wirklich erreicht sehen." Abt Heinrich „vollendete, was sein Vorgänger mit dem Gräfenberg eingeleitet hatte. Dessen Plan zufolge brachte er zu Caub so viele Weingärten ans Kloster, als zum Aequivalent für jenen Berg zureichend schien. Nun bot er dem zu Caub burgsässigen Heinrich von Heppenheft den Tausch an. Dieser zeigte sich, wie man voraussah, ganz bereitwillig, nahm die ihm so wohl gelegenen Weingärten an, trug sie dem Grafen Walram zu Lehen auf und verschaffte dadurch dem Kloster seinen Gräfenberg als volles Eigenthum."

Im J. 1286 geben Wolffinus scultetus in Rudesheim et Methildis, Eheleute zu Kiedrich, in strata publica ville eiusdem, zwei Weinberge, gelegen in loco dicto Waldenhelffen, altera in loco dicto Altwikes, und auf den Fall, daß ihre beiden Töchter ohne Kinder sterben, ihre gesamte Habe zu Kiedrich an das Kloster Eberbach. Im J. 1296 setzen Sifrid Bode, Ritter, und Sophie, Eheleute, alle ihre Güter in Kiedrich zum Unterpfand für eine von gedachtem Kloster übernommene Pacht in Wiesbaden. Die Verhandlung ist aufgenommen vor dem hiesigen mit Schultheiß und Scheffen besetzten Gericht. Im J. 1359 widmeten Ruprecht von Buches und seine Gemahlin Guda ihr hiesiges bedeutendes Eigenthum zur Stiftung eines neuen Altars in der Abteikirche. Den sehr heftig gewordenen Streit der Gemeinde mit der Abtei, als welche sich weigerte, von ihren Gütern die Bede zu entrichten, ließ Erzbischof Gerlach 1367 durch alle

zu dem Ende versammelte Schultheißen und Scheffen des Rheingaues „von der Wüschebur an bis zur Waldaffen" entscheiden, und wurde Eberbach verurtheilt, jährlich 10 Mark Pfennige zu erlegen. Im Jahre 1417 stiftete ein hiesiges bürgerliches Ehepaar, seine ganze Habe hierzu bestimmend, ein Hospital, „daz man die Billgeryn, die Valentinum den lieben Himmelforsten suchen, darynne herborgen sal, wann sy es begeren." Diesen Pilgrimen zu Gute bildete sich hier gegen die Mitte des 15. Jahrhunderts die Elende Bruderschaft, die sich zur Aufgabe nahm, unbemittelten Pilgrimen, die in ihrer Wallfahrt sterben, ein christliches Begräbniß zu verschaffen. Der Wallfahrt Ziel, die Pfarrkirche zum h. Valentinus bestand urkundlich bereits 1275 und hatte, außer dem Pleban und dem Frühmesser, fünf Altaristen für die fünf Nebenaltäre. Die Kirche, schreibt de Lassaulx, zeigt ein trefflich vollständiges Exemplar des Stils gegen Ende des 15. Jahrhunderts; die Kanzel ist von 1491, die Kirchstühle 1510 von Erhard Sallkener aus Abensberg, welcher ähnliche zu Gauodernheim fertigte. Auch die dasige etwas ältere Capelle mit einer künstlichen Treppe und einem Steinhelm, d. h. steinernem Thurmdach, gehört zu den besten der Art." In der That übertrifft St. Michaels Capelle auf dem Kirchhof über dem Beinhaus, in dem reinsten gothischen Styl, durch die Vollendung der Ausführung die Pfarrkirche, die an sich schon ein herrliches Baudenkmal. Die Capelle wurde 1427 fundirt. Ich glaube schon erinnert zu haben, daß es der Vorzeit frommer Brauch gewesen, neben die Hauptkirchen eine dem h. Michael geweihte Capelle zu setzen, damit der Erzengel, der Hüter der Himmelsburg, auch das irdische Gotteshaus unter seinen Schutz nehme. In der neuesten Zeit hat ein vornehmer reicher Engländer aus eignen Mitteln die Capelle auf das Prachtvollste restaurirt, wo sie denn im J. 1861 eingeweihet wurde. Der Nämliche beschäftigt sich gegenwärtig in gleich verdienstlicher Weise mit der Pfarrkirche.

Der h. Valentinus, dieser Pfarrkirche Patron, wurde von wegen der Unschuld seiner Sitten, durch den h. Felicianus, den Bischof von Foligno, zum Bischof von Interamna (Terni) geweihet, um das J. 260. Eifrig in dem Bekehrungsgeschäft, hat

er sehr bald eine Anzahl gläubiger Schüler um sich versammelt, dergleichen Saturninus, Castulus, Magnus Lucius, die Jungfrau Agapes, die alle die Marterkrone zu erlangen berufen. Der Machthaber Aufmerksamkeit scheint Valentinus doch nur durch das Wunder, so er an einigen edeln Athenern wirkte, erregt zu haben. Die, Proculus, Ephebus und Apollonius, waren, die Wissenschaft der Lateiner sich anzueignen, nach Rom gekommen und wohnten bei ihrem Landsmann Craton, der in des Demosthenes und Cicero Redekunst gleich heimisch, für sie der geeignetste Lehrer. Deß einziges Söhnlein, Chäremon wurde im Laufe seiner Studien von einer Lähmung befallen, die so vollständig, daß der Kopf zwischen den Knien ihm steckte. Die Heilkünstler der Hauptstadt insgesamt vermochten nichts gegen das unerklärbare Uebel, verzweifeln schier wollte der Vater, da erzählte ihm eines Tags Fonteius, vir tribunitius, sein eigner Bruder, von demselben Uebel in noch höherm Grad ergriffen, sei durch einen Heiligen, den Bischof Valentinus, der zu Interamna wohnhaft, von der Krankheit hergestellt worden, den zu beschicken, möge er nicht unterlassen. Das ließ nicht zweimal Craton sich sagen. Einige Freunde übernahmen es, den heiligen Mann herbeizurufen. Er kam, wurde in Cratons Haus aufgenommen, und führte der Vater ihn zu des Kranken Lager. Dem möge er, so bat Craton, helfen, wie er dem Bruder des Fonteius geholfen.

Sprach der Bischof: „Wenn du willst, soll er geheilt werden.“ Entgegnet Craton: „Ich gebe dir meine halbe Habe, wenn du den Knaben aus diesen Banden zu lösen vermagst. — Ich wundere mich,“ hebt wiederum Valentinus an, „daß du, der erfahrne Lehrer, nicht begreifst, was ich damit sagen wollte, er wird, so du willst, geheilt werden. Denn an meinen Jesum glaubend, wird dein Glauben vor Gott ungleich kostbarer befunden werden, als das Vertrauen zu hölzernen oder metallnen Götzenbildern. Glaube demnach, daß der Sohn Gottes, Jesus Christus, der wahre Gott ist, sage ab dem eiteln Bildertand, und dein Kind ist geborgen. — Ich weiß nichts,“ bekennt Craton, von eurer Religion, gehört nur habe ich, daß ein jeder durch seinen Glauben selig wird, daß keinem des andern Glauben

nützen, noch deß Unglauben schaden kann." Weiter lehret der Bischof, bis zu seinen Füßen fallet der Redner, sprechend: „Ich glaube, daß, welchen du verkündigst, der wahre Gott sei." Wiederum lehrt Valentinus: „Der christliche Glauben äußert sich nicht nur in Worten, sondern auch in Werken. — Welches sind die Werke?" fragt Craton, und es spricht der Mann Gottes: „Absagen mußt du den von Menschenhänden gefertigten Bildern, welche in den Tempeln angebetet werden, und du wirst, dem reinsten Wasser eingetaucht und hierdurch aller Sünde bar, als ein Sohn Gottes angenommen werden. — Wie kann Wasser die Sünde abwaschen? — Das Wasser nimmt durch das Geheimniß der hh. Dreifaltigkeit den heiligen Geist in sich auf, und durch den werden alle Sünden und Verbrechen getilgt." Es erinnert der bekümmerte Vater: „Unsere Disputation länger fortsetzend, verkürzen wir meines Kindes Leben."

„Wenn du nicht," fällt der heilige Bischof ein, „glaubst, was du niemals hören noch sehen konntest, so ist dein Sohn nicht zu retten. Niemals hast du gehört, daß eine Jungfrau empfangen, geboren hat, und nach der Geburt Jungfrau geblieben ist. Hast du jemalen gehört oder gesehen, daß einer trockenen Fußes über des Meeres Abgründe dahin schritt, den Winden gebot, mit einem Wink den Sturm beschwichtigte, zuletzt gekreuzigt, gestorben und begraben, am dritten Tage wieder auferstand und Angesichts Vieler gen Himmel fuhr, auf daß er, wie die Engel bezeugen, nochmals von dannen komme, zu richten die Lebendigen und die Todten. Glaubst du, daß dieses geschehen, so tritt heran und laß dich taufen, damit du für deinen Sohn Gesundheit erbittest und durch ihn zu ewigem Leben gelangest." Versetzt Craton: „Was du auch sagen magst, der vielen Worte Sinn läßt also sich zusammenfassen: wenn gesund wird derjenige, um den sie gesprochen. — Indem," belehrt St. Valentinus, „alle der Welt Weisheit, in welcher du Meister zu sein wähnest, vor Gott eine Thorheit ist, und du nicht so vollkommen glauben kannst, als der Glauben es erheischet, so gib mir dein Wort, daß du, falls deinem Sohne Gesundheit werde, samt allen deinen Hausgenossen zu Christus dich bekehren wollest." Darauf hat Craton

seine Frau und sämtliche Hausgenossen herbeigerufen und niedergestreckt in den Staub verheißen, daß sie insgesamt an Christum glauben würden, so das Kind genese. Des Versprechens Zeugen waren Proculus, Ephebus, Apollonius, und haben sie, begierig, des Chäremon Gesundheit zu werben, das gleiche Gelöbniß gesprochen.

Darauf ließ St. Valentinus ein Kämmerlein sich anweisen, darin mit dem kranken Knaben einen Tag und eine Nacht in tiefer Stille, die für das ganze Haus geboten, zuzubringen. Er verschloß der Kammer Thüre, breitet auf dem Boden sein härenes Bußgewand und legt darauf den Knaben, den halbtodt vom Lager er aufnahm. Die ganze Nacht brachte der Bischof im Gebet und im Lob des Herren zu; gegen Mitternacht erfüllte glänzendes Licht das Stüblein, so daß die draußen auf der Lauer standen, wähnten, es brenne darin. Eine Stunde später erhob sich der Knabe, vollkommen geheilt und sofort mit lauter Stimme den Schöpfer preisend. Und als die Eltern den Lobgesang vernahmen, die Stimme erkannten, die drei Jahre lang nur Gestöhn und Schmerzenseufzer hören ließ, rannten sie wider die Thüre, Oeffnung verlangend. Aber es verwies der Heilige sie zur Geduld: „ich werde euch nicht einlassen, ich habe dann meine Aufgabe in der bestimmten Anzahl von Gebeten und Hymnen gelöset.“ Sie mußten sich gedulden bis zur Morgenstunde, wo dann der Heilige den vollkommen hergestellten Knaben seinen Eltern zuführte. Da ließen Craton und seine Hausfrau sich taufen, und das thaten die übrigen Hausgenossen, Chäremon und die drei Athener, die, hiermit nicht zufrieden, den weltlichen Studien gänzlich valedicirten, um sich fortan nur mit den Geheimnissen des Christenglaubens zu beschäftigen.

Dem Wunderthäter gesellten sich Schüler in großer Zahl, darunter Abundius, des Stadtpräfecten Placidus Sohn. Daß dieser den Göttern abtrünnig geworden, klagte Placidus seinen Collegen vom Senat, und empfanden die heftigen Zorn ob dem Verführer der Jugend, dergleichen nach ihrer Ansicht St. Valentinus. Er wurde in Banden dem Senat vorgeführt, mit Ruthen gehauen, angewiesen, den Göttern zu opfern, nach langwieriger

Geiselung dem Gefängniß zugeschickt. Aber er hatte in Mitten der Pein und auch im Gefängniß den Heiland verherrlicht, und schien solche Standhaftigkeit den Machthabern noch bedenklicher als selbst die Bekehrungen. Sie ließen bei stiller Nacht den Glaubensboten dem Kerker entführen, und wurde er auf Befehl des wüthigen Stadtpräfecten Placidus enthauptet. Den Leichnam brachten die drei Athener, Proculus, Ephebus und Apollonius nach Interamna, wo sie in der Vorstadt ihm seine Grabstätte anwiesen. Von dem theuren Lehrer zu scheiden, fanden die dankbaren Schüler unmöglich: sie beteten täglich bei dem Grabe, wurden darüber von den Heiden ergriffen, vor Gericht gestellt und, wie es Leontius, der Consular, verordnete, hingerichtet. Die Leichname der Märtyrer, seiner Mitschüler, hat der h. Abundius unweit von dem Grabe des gemeinsamen Lehrers zur Erde bestatten lassen.

Lange Jahre darnach, gegen Anfang des 12. Jahrhunderts, hat Baldrich der Bischof von Dol, gelegentlich einer Pilgerfahrt, zu Rom das Haupt des h. Valentinus empfangen und, weil er von seinem Sitz in der Bretagne vertrieben, besagtes Haupt in die berühmte Abtei Jumieges (Gemeticum) an der Seine gegeben. Wunder in großer Zahl soll die Reliquie, Heilungen, namentlich an Wahnsinnigen dort gewirkt, Pest und Dürre verscheucht haben. Zu Kiedrich vorzüglich wird St. Valentin als besonderer Schutzpatron und Nothhelfer gegen die fallende Sucht und andere unheilbare Krankheiten angerufen, wie dann die Kirche einige Reliquien von ihm besitzt. Sie enthält auch mehre Grabmonumente, darunter jenes des Kaspar von Eltz, kurmainzischer Rath, Vicedom, Hofrichter und Großhofmeister, gest. im Januar 1619, seines Alters 69.

Aus Jumieges haben die normännischen Sieger die Verehrung des heiligen Bischofs Valentinus nach England getragen, und erhält sie sich dort in einer Beziehung bis auf den heutigen Tag. „Am 14. Februar, dem St. Valentinstag, wählt sich jeder Vogel, wie die Engländer meinen, sein Weibchen für den übrigen Theil des Jahres. Nach einer seit undenklichen Zeiten herkömmlichen Sitte, deren Ursprung vielleicht sich im Heidenthum

verliert, muß derjenige Mann, der an diesem Tage ein Mädchen zuerst sieht, auf wenigstens zwölf Monate dessen Liebhaber seyn, dessen Valentin heißen. Seit der Reformation ist dem heil. Valentin noch das Recht geblieben, den Cupido des Alterthums vorzustellen. Den Mädchen sendet man an diesem Tage Gedichte zu, was den Liebesboten nicht unerheblichen Gewinn abwirft." Uebrigens wolle man nicht, wie zwar häufig geschehen, den h. Valentinus Bischof mit St. Valentinus Presbytero Martyre Romae, via Flaminia verwechseln. Von dem ist die Bekehrung des Asterius, eines der Beamten des Stadtpräfecten zu Rom, und der ganzen Haushaltung, 46 Personen, ausgegangen. Dem ist, gleichwie dem Bischof, der 14. Februar geweihet. Außer den beiden führen die Bollandisten noch einen Märtyrer Valentinus an, der in dem spanischen Kloster Socvellanos verehrt wird, einen andern, dessen Leib die Jesuitenkirche zu Gent besitzt (2. Sonntag nach Ostern), einen dritten, dessen Leichnam Graf Ludwig von Egmond von Papst Gregor XV im J. 1623 erhielt, und den er Anfangs zu Hamalde in seiner Schloßcapelle der öffentlichen Verehrung aussetzte, »ubi et miraculis claruit, et in subsidium advocatus hernosis maxime auxilio fuit et opitulationi.« Späterhin wurde der größere Theil des Leichnams nach Armentières in St. Brigitten Kloster gegeben. Endlich hat auch in Africa ein h. Valentinus zusamt 24 Kriegern die Marterkrone gewonnen.

Im J. 1851 zählte Kiedrich, einschließlich der 11 Mahlmühlen, 1364 Einwohner, durchaus Katholiken, die an Ackerland 600 Morgen, 500 M. Weinberge und 396 M. Wiese, ein Schatz, dergleichen kaum eine andere Gemeinde des Rheingaues aufzuweisen vermag, auch bedeutende Waldungen besitzen, wiewohl hier, gleichwie aller Orten im Gau, ein sehr großer Theil der nutzbaren Länderei den Forensen zusteht. Das nöthige Brodkorn mögen die Einwohner bei allem Fleiß wohl kaum gewinnen; dagegen betreiben sie mit gleich viel Emsigkeit und Erfolg den Obstbau, besonders in edlern Sorten, die durch die Herren von Ritter und durch die Abtei Eberbach eingeführt wurden. Die Obstzucht ist wohl nirgend im Herzogthum vorzüglicher. Das Hauptproduct bleibt jedoch ein sehr vorzüglicher Wein, von dem

im Durchschnitt jährlich 150, in Hauptjahren an die 300 Stück geherbstet werden. Der Gräfenberg insbesondere, in dessen Besitz die herzogliche Domaine, Graf von Fürstenberg, Baron Ritter, die Erben Wilkens sich theilen, genießt eines europäischen Rufs.

Das Geschlecht der Ritter von Grünstein hat seinen Stammsitz Meluznenburg (Lünenburg) im Stift Utrecht, unweit Cuylenburg. Es theilte sich nach der Erwerbung des Rittersitzes Groenensteyn in die zwei Linien zu Lünenburg und zu Grünstein. Jene ist vorlängst erloschen, des Hermann Cornelius Friedrich Ritter von Grünstein und der Maria Katharina Landschad von Steinach Sohn, Stephan, heurathete die Anna Ursula von Schwalbach, einzige Schwester des letzten Schwalbach, des ehelos verstorbenen Kaspar Gernand, und brachte dadurch einen großen Theil des Besitzthums der Schwalbach, namentlich die Güter in Kiedrich auf seine Nachkommen. Sein Sohn Johann Heinrich Daniel wurde in der Ehe mit Maria Elisabeth Wilhelmine von Warsberg der Vater von Damian Hartard Ernst, Vicedom zu Mainz seit 1732, gest. 13. März 1742, welcher der Stammvater aller spätern Ritter von Grünstein geworden ist. Sie theilten sich in der Folge in zwei Aeste, wovon der noch blühende von Damian Emmerich Ernst, kurmainzischer Geheimrath und Hofgerichtspräsident, abstammt, während der andere mit seinem Begründer Franz Anton, kurmainzischer Kämmerer und Hofrath, erloschen ist. Constantin Philipp Anton, Reichsfreiherr Ritter von Grünstein, geboren 10. Jul. 1777, herzoglich Nassauischer Kämmerer, auch einst Präsident der Rechnungskammer, war in erster Ehe mit Maria Anna Franzisca von Wiesenthau, gest. 1827, in anderer Ehe seit 26. Jun. 1832 mit Louise von Welden verheurathet und starb 14. Dec. 1855, aus der zweiten Ehe drei Söhne hinterlassend. Sein Bruder, Philipp Franz Karl, Großcomthur des St. Georgenordens, kön. bayerischer Kämmerer und wirklicher Geheimrath, ist in der Ehe mit Sophia Elisabeth de Luze Vater eines Sohns und einer Tochter geworden. In einer in Niederland zurückgebliebenen Linie glänzte noch im 17. Jahrhundert als Beförderer der Wissenschaften und Culturanstalten, als Gönner der Gelehrten Theodor

Johann Albert Ridder zu Groenenstein, Herr auf Andelst, Kessenich, Rynsteyn, dessen Humanität und Eifer für die Unterstützung historischer Forschungen zu rühmen, der gelehrte Holländer A. Mathäi in dem Buch de Nobilitate nicht Worte genug findet.

Kiedrich hatte vordem auch eigenen Adel. Eckehardus de Kitercho et filius eius erscheinen als Zeuge im J. 1165, wie im J. 1228 Ernest de Kitercho. Adelheid, Herprechts von Kiedrich Wittwe, hat sich durch eine Stiftung zu Gunsten der Abtei Eberbach verewigt. „Sie war reich, unbeerbt und darum zu milden Stiftungen desto besser gefaßt. Ihre Wohnung zu Kiedrich machte sie mit den Eberbachern mehr bekannt und neigte ihre Freigebigkeit auf dieses Kloster. In ihren Schenkungsbriefen nennt sie sich Schwester Adelheid und war also mit Eberbach affiliirt, oder wahrscheinlicher nach dem Tode ihres Eheherrn in das Institut der Beguinen getreten. Schon vor zehn Jahren hatte sie den Eberbacher Convent in einem besondern Stiftungsbrief vorläufig zu ihrem Universalerben erklärt. Diesem Beschluß zufolge traf sie 1286 über ihr großes Patrimonium die testamentarische Verfügung. Zuerst wies sie aus ihren dem Kloster vermachten Besitzungen zu Kiedrich und Oberheimbach jährlich 20 Marken an Geld, eine Carrate Wein vom besten Gewächs zu Heimbach und drei Ohm aus dem Gräfenberg zu Kiedrich an, welche der Versammlung auf Weihnachten und Marienhimmelfahrt zu einem ausreichenden Mahle verspendet werden sollten. Alsdann bestimmte sie zu einem ähnlichen Zweck einen ständigen Pacht von 100 Malter Weizen, den sie um 160 baare Marken vom Kloster erkauft hatte, und der nach des Abts Willkür vom Leheimer oder einem andern Hof geliefert und binnen der vierzigtägigen Fasten zu Weißbrod für die Mönche verbacken werden sollte. Endlich, weil sich vorgedachter Convent alle Freitage „„mortificirte und aus heiliger Andacht über die Ordensgesetze von Milchspeisen enthielt,““ wies sie dem Küchenmeister zur Verbesserung der auf diese Tage zu reichenden Pitanzen den jährlichen Ertrag ihrer Güter zu Gaulsheim und Büdesheim an, welche sie um 220 Marken erkauft hatte. Um die Erfüllung ihres Vermächtnisses sicher zu stellen, verband sie diejenigen,

denen die Vollziehung auflag, unter strengster Religionspflicht zur genauesten Sorgfalt. Ja mit dieser Anordnung nicht zufrieden, verpönte sie jedes sträfliche Versäumniß der Spende mit jedesmaligem Verlust der Revenüen, welche sogleich an das Mainzer Domcapitel fallen sollten. Den nicht unmerkwürdigen Beweggrund solcher außerordentlichen Fürsorge drückt sie in ihrem Testament selbst mit folgender Rügung aus: „„Weil es oft geschieht, daß die mit der Marie zu den Füßen Jesu in der Stille ihrem Seelenheil obliegenden Conventualen, wie abgestorben vom Herzen und vor den Augen der Menschen verborgen, von den Officialen vernachläßigt werden, wie auch einige Weltleute aus der Erfahrung wissen."" Dies wichtige Vermächtniß ward zur Vermehrung der Feierlichkeit am Festtage des heil. Bernhard (20. Aug.) ausgefertigt, vom Abt zu Eberbach, von Dechant, Scholaster und Domcapitel zu Mainz besiegelt."

In einem Bannbrief für das Domcapitel zu Mainz, 8. Sept. 1331, wird ein Clas Hut von Kiedrich, Ritter, und Ver (Frau) Gertrud, seine eheliche Hausfrau genannt. Daß aber das eigentliche Geschlecht von Kiedrich seinen Namen abgelegt habe, um sich fortan von seinem Burgsitz auf Scharfenstein zu benennen, ist nicht unwahrscheinlich. Scharfenstein, die Burg auf einem freundlichen freistehenden Hügel, dem zu ihren Füßen liegenden Kiedrich gegenüber, zeigt noch in ihren Ruinen, wie ansehnlich und ausgedehnt sie gewesen. Waltherus de Scharphinstein wird 1191 als einer der Mainzer Domherren genannt. Die Burg war also damals bereits vorhanden und ohne Zweifel Eigenthum der Erzbischöfe, ihrer muthmaßlichen Erbauer. Im Jahr 1222 erklärt Erzbischof Sigfried II, apud castrum nostrum Scarpenstein, es habe vor ihm und in seine Hand Werner Curb allem Recht zu des Klosters Eberbach Hof Haßlach verzichtet. Der nämliche Erzbischof weilte auf der Burg 20. Aug. 1215 und 2. April 1230. Am 16. Jul. 1255 stellen Erzbischof Gerhard I, im J. 1263 Werner auf Scharfenstein Urkunden aus. Desgleichen hat der Schattenkönig Wilhelm von Holland den Scharfenstein besucht und daselbst in Betreff der Capelle zu Friedberg eine Urkunde ausgestellt, 15. Nov. 1252. Im Jahr

1301 belagerten die im Dienste Kaiser Albrechts ausgezogenen Mainzer den Scharfenstein, mußten jedoch nach dreitägigen vergeblichen Anstrengungen, non sine confusione, abziehen. Nichtsdestoweniger sah sich nachmalen Erzbischof Gerhard II genöthigt, neben Bingen, Klopp, Lahnstein, Ehrenfels, auch den Scharfenstein dem Kaiser zu überliefern, und noch 1304 befand sich dieser, oder genauer sein Treuhänder Gottfried von Brauneck, in der drei Burgen, Scharfenstein, Ehrenfels und Klopp Besitz. Im J. 1318 belagerten K. Ludwig, Erzbischof Balduin von Trier und ihre Helfer die für K. Friedrich III haltenden Festen Wiesbaden und Scharfenstein, ohne ihrer Meister werden zu können.

Damals und seit lange bestand auf Scharfenstein eine zahlreiche Burgmannschaft, die von Zeit zu Zeit durch neue Werbungen verstärkt wurde. Im J. 1248 waren hier 4 Burgmänner, deren jeder ein Burglehen von 20 Mark Jahresertrag besaß. Einen Werbebrief stellte Erzbischof Gerhard II am 27. Nov. 1297 aus: „Wir bestellen den Ritter Heinrich von Glimmendal zu unserm Burgmann auf Scharfenstein, unter dem Versprechen, ihm 40 Mark Aachener Pfennige zu geben. Indem uns das Geld dafür nicht eben zu Handen, verschreiben wir ihm dafür unsere Mühle bei Kiedrich, die zwar verfallen. Er soll sie wieder aufbauen, die dadurch veranlaßte Ausgabe berechnen und der Mühle so lange genießen, bis ihm für die 40 Mark und die aufgewendeten Baukosten Bezahlung geworden, wo er dann die 40 Mark zum Ankauf eines Allods zu verwenden und dieses der Mainzer Kirche lehenbar aufzutragen hat." Am Dienstag nach Pfingsten 1289 hatte der nämliche Erzbischof den Ritter Friedrich von Rüdesheim für dessen Lebzeit zum Burggrafen auf Scharfenstein bestellt, mit der Clausel, daß, wenn einer der folgenden Erzbischöfe irgend eine Veranlassung finden sollte, den Ritter dieses Amtes zu entsetzen, solches nur geschehen könne, nachdem dem Burggrafen Bezahlung geworden für eine Schuld von 320 Mark reinen Silbers, welche er bei dem Erzbischof ausstehen hat. Stirbt aber der Burggraf im Amt, so haben seine Erben wegen besagter Schuld nichts zu fordern, sie erlischt mit seinem Tode.

In der Folge mag die Burg den Gemeinern von Scharfenstein zu Lehen angesetzt worden sein, und verschwinden diese allmälig, bis auf das von Scharfenstein benannte Geschlecht, das, in mehre Haupt- und Nebenäste getheilt, sich nicht allein durch die Wappenbilder, sondern mehr noch durch die Tincturen, in die Schwarzen, die Grünen und die mit den Steinen schied, und an vielen Orten des obern Rheingaues, zu Kiedrich, Erbach, Hattenheim, Neudorf, auch zu Mainz, vielfältig sich niederließ. Schon im 13. Jahrhundert hatte eine Nebenlinie sich auf dem Himmelberg, dem zwischen Kiedrich und Rauenthal belegenen Waldhügel, eine kleine Burg erbaut, die nur erst im 15. Jahrhundert einging. Sie heißt im gemeinen Leben die alte Burg. Egeno, miles, et Cunradus de Scharpinstein erscheinen in einer Urkunde von 1206; in einer andern vom 19. April 1219 werden Egeno de Scarpenstein, Rudolfus ibidem genannt. Meingot von Scharfenstein, dann die Ritter Diederich und Hartwich (dieser wenigstens ungezweifelt ein Scharfenstein) sind Zeugen einer Urkunde des Erzbischofs Sigfried II für St. Alban vom J. 1227. Im J. 1249 vermachen Nicolaus von Scharfenstein, Ritter, und Emelina, Eheleute, dem Kloster Eberbach eine jährliche Gift. Am 20. Januar 1253 beurkundet Erzbischof Gerhard I, daß Heinrich von Dusburg und Hertwich von Scharfenstein, beide Chorherren zu Mariengraden, sich eines am jüngstvergangenen St. Stephanstag, während der Mette, bei ihrem Mitcanonicus Gelfred begangenen Diebstahls in Geld und andern Dingen angeklagt haben, daher er will, daß die beiden Sünder zu nächstkommendem Lichtmessenabend sich auf die Reise begeben, so daß sie bis zum Sonntag Exaudi außerhalb der Grenzen von Deutschland sich befinden. Es soll auch Heinrich von Dusburg drei, Scharfenstein zwei Jahre lang den deutschen Boden meiden.

Aus Gnaden wird jedoch zugegeben, daß, falls sie zu Paris, »vel in alio solempni studio,« zum Behuf ihrer Studien sich aufhalten wollen, Heinrich von Dusburg die halbe, der von Scharfenstein die volle Präbende beziehe, während sie in Sitten und Wissenschaft sich vervollkommnen. Wenn sie aber den Schul-

disciplinen nicht obliegen, sind sie von dem Genuß der Präbenden ganz und gar auszuschließen. Hat Heinrich von Dusburg die drei Jahre überstanden, so kann er seine Präbende nicht verdienen, es habe ihn dann der h. Stuhl oder ein apostolischer Legat dispensirt, und er, nach abgelegter geistlicher Kleidung, in claustro eine sechswöchentliche Gefängnißstrafe ausgehalten. Dann ist er befähigt, in der Kirche seine Präbende zu verdienen, jedoch soll er daselbst jederzeit den untersten Platz haben, niemals zu Capitel kommen, auch für immer der capitularischen Stimme verlustig sein, wie nicht minder der Curie, so er zeither von der Kirche gehabt. Niemals ist ihm von der Kirche wegen eine Curie oder ein Haus zu verleihen. Nach Verlauf der beiden Jahre soll Hertwich ebenfalls die Präbende nicht verdienen, er habe dann vorher Dispensation erhalten und die Carcerstrafe, wie oben, ausgehalten. Von dem Capitel bleibt er fünf Jahre, von der begangenen Missethat an gerechnet, ausgeschlossen. „Sodann aber kann er, nach von uns oder dem Nachfolger empfangener Dispensation, zum Capitel aufgenommen werden, wenn anders dem Capitel einleuchtet, daß er in Führung und Studien sich gebessert hat." Des Nicolaus von Scharfenstein Wittwe Resa wird 1294 angeführt. Nicolaus und Gerhard sitzen in dem Manngericht, so von wegen des Grafen Ludwig von Rieneck Verlassenschaft einberufen, 1339. Haymanns von Scharfenstein Tochter Katharina wurde an Adam Schlump von Winternheim verheurathet, laut der Ehepacten von 1483. Johann von Scharfenstein, Walbott zu Mainz 1525, lebte noch 1550.

Vorlängst mußten vielfältige Theilungen vorgenommen worden sein. Der obengenannte Meingot von Scharfenstein hatte wenigstens zwei Söhne, Nicolaus und N. Jener führt in seinem Siegel in einer Urkunde von 1249 den schwarzen Balken ohne Stein. Sein Bruder N. aber hatte einen Sohn Wilhelm, in dessen Wappenschild der nachmalen grün tingirte breite Balken mit einem schmalen darüber vorkommt, weshalb er unbedenklich wo nicht als der unmittelbare Ahnherr, zuverlässig aber doch als einer der ältesten unter den Grünen von Scharfenstein aufgestellt werden darf. Wilhelm wurde 1273 von der Abtei St. Alban

mit 2 Carraten Wein, zu Bodenheim fallend, belehnt. Eberhard, Ritter, 1355. Seine Tochter Richenza heurathete den Friedrich von Schönberg bei Wesel. Bruno wird zum Abt in St. Alban erwählt 1371, † 1380. Otto, Ritter, stirbt 1391, seine Hausfrau Getza Stumpf von Waldeck 1404. Auf den Grabsteinen zu Kiedrich heißt es: Anno Dñi MCCCLXXXXI obiit strenuus miles Otto de Scharpenstein, in die Pentecostes. Anno Dñi MCCCCIV obiit Getza, eius uxor, die ipsa Letare, quorum anime r. i. p. Ihr Sohn Trushard, Chorherr zu St. Alban, starb 17. Januar 1419. Wilhelm der Junge und Grete, Eheleute 1396 und 1410. Otto, Abt zu St. Alban, Eberhard der ältere, Kuno der ältere, Kuno der jüngere, Otto und Henne, seine Brüder, sind 1309 ihres Vetters Trushard Eideshelfer für seine Aufnahme in das Domcapitel zu Mainz. Bruno, Domherr zu Mainz 1407, † 12. Juni 1415. Bruno, Domcustos zu Mainz und Propst zu U. Lieben Frauen in Wesel, läßt 1415 die Capelle in der Domcustorei einweihen, stirbt 1. Juli 1416 und ruhet in St. Niclasen Capelle am Dom, wo er vordem cum Almutio abgemalet. Er hatte einen Bruder Namens Gerhard. Bruno, Custos zu St. Alban, sein Vetter. Trushard, Domherr 1417, stirbt 17. Januar 1419. Eberhard 1423. Anna war an Gilbert von Schönborn verheurathet. Konrad 1428, † 1432, zu Kiedrich begraben. Otto 1441, des seligen Otto Sohn, gest. um 1444. Gerhard, Brunos Bruder, Domcustos 1470. Johann und seines Bruders seligen Kinder, 1470. Wilhelm, gest. 30. Mai 1496, begraben zu Geisenheim; seine Hausfrau Ode von Rhein. Gertrud, Wilhelms Tochter, war 1468 an Johann Brömser von Rüdesheim verheurathet; Wittwe 1480, nimmt sie den zweiten Mann, Friedrich von Rüdesheim der jüngere. Johann der jüngere von Scharfenstein, der letzte dieses Astes, starb in der Blüthe seiner Jahre eines gewaltsamen Todes. Er wurde begraben zu Hattenheim auf dem Kirchhof vor dem Kreuz. Auf dem Grabstein heißt es: Anno Dñi 1517 (28. März) starb der Ernvest Johan von Scharfenstein, dictus junge, dem Got gnade.

Die Schwarzen von Scharfenstein führten im silbernen Felde einen breiten, oben und unten aber mit einem schmalern einge-

faßten schwarzen Balken, auf dem Helm zwei ausgebreitete silberne Flüge über den schwarzen Balken. Von ihnen werden genannt Dido Scarpinstein, Zeuge der Urkunde von 1268, wodurch die Brüder Hermann, Johann und Friedrich von Biegen dem Kloster Altenmünster die auf den drei jährlichen Vogtgedingen zu Igstatt schuldigen servitia für 35 Mark Cölnischer Pfennige verkaufen. Graf Adolf von Nassau erlaubt dem Ritter Nicolaus von Scharfenstein, »ob grata, qui idem Nicolaus nobis impendit, servitia,« alles dasjenige, so er von dem Grafen zu Lehen trage, seiner Hausfrau Ofinia (Euphemia) zu Witthum zu verschreiben, »dicte Ofinie presentem litteram sigillo nostro tradidimus communitam,« Samstag nach Christi Himmelfahrt 1277. Nicolaus von Scharfenstein, der mit des Stadtkämmerers von Mainz, des Rudolf zum Silberberg Tochter Agnes verheurathet, erkaufte 1333 in Gemeinschaft Frau Nesen, seiner ehelichen Wirthin, und Hartmuths von Kronberg von Konrad von Bickenbach deß Theil der Burg Tannenberg und aller dazu gehörigen Güter und Dörfer, es sei eigen oder Lehen, Gericht, Leute, sodann sein Theil und Recht an dem Zehnten zu Adilspach, um 2624 Pfund Heller und fünftenhalben Schillinge Heller. „Wir han auch ausgenommen," sagt der Verkäufer, „die Dörfer die hernach geschrieben stehen, Adilspach, das Henneche, Guntersblum und Norheim, und die Güter, die darin hören, ohne den Zehnten zu Adilspach, den han wir ihnen verkauft, und han auch ausgenommen unser Mannlehen und unser Kirchensätze. Wäre aber, daß kein Mannlehen zu Losung stünde, oder was Gut zu Losung steht, das sollen sie oder ihre Erben losen und sollens inhaben, mit Namen, was zu Tannenberg höret oder vormals gehöret hat."

Truschard ist 1285 Zeuge der Urkunde, wodurch die besagten Brüder von Biegen die Hälfte der Vogtei zu Heidesheim an das Kloster Altenmünster verkaufen. Johann, 1312, 1328, hatte sein Wappen in Glas gemalt und seinen Leichenstein zu Eberbach. Auf dem Leichenstein heißt es: † Anno Dñi MCCCXXIX vii Id. Oct. O. Johannes de Scharpenstein. Diedo et Elisabeth eius uxor. Didos Schwester, Elisabeth, an Giselbert von Rüdes-

heim verheurathet, und mit ihrem Herren in der Anhänglichkeit zu dem Kloster Eberbach wetteifernd, wollte gemeinschaftlich mit demselben dem Convent in Eberbach zu ihrem und ihrer Eltern ewigem Andenken jährlich einen guten Tag stiften (25. August 1292). „Zu dem Ende schenkten sie dem Kloster ihre ganze Habe zu Gaulsheim unter der Bedinguiß, daß von dem Ertrag den Conventualen am 24. August ein ausreichendes Mahl in Weißbrod und Fischen gereicht werden sollte. Um den Schmaus vollkommen zu machen, wiesen sie aus einem ihrer Weinberge zu Hattenheim, Westelborn genannt, jährlich zwei Ohm Franzwein dazu an. Die Verwaltung der Pitanz ward nach schon hergebrachter Gewohnheit dem Küchenmeister aufgetragen und die Spende unter Verlust des Weins und zweier Geldmarken, welche dem Kloster Aulhausen zufallen sollten, auf das schärfste anbefohlen. Noch mehr ward aber die Veräußerung der Güter selbst verpönt. Denn in diesem Fall sollte sogleich das ganze Vermächtniß für Eberbach aufhören und dem St. Martinsstift in Bingen auf immer zu Theil werden."

Im J. 1312 schenkten Dido und seine Schwester Elisabeth, jetzt Giselberts von Rüdesheim Wittwe, nach Eberbach alle Güter und Gefälle, die ihnen zu Lorch und Gaulsheim zustanden. „Die reinen Einkünfte davon widmeten sie dem Convent für einige besondere Pitanzen, hauptsächlich aber dazu, daß von Kreuzerhöhung an jedem Mönch und Conversen im Kloster täglich zwei Eier oder dafür ein Häring aufgetischt werden sollten. Von Kreuzerhöhung an ward den Mönchen nach der Regel des heil. Benedict täglich nur eine Mahlzeit zur Non (Nachmittag 3 Uhr) gestattet, und dies dauerte bis zu der noch strengern vierzigtägigen Fasten. Um die Eberbacher einigermaßen dafür schadlos zu halten, stiftete Dido für sie seine Eier- oder Häringspitanz, und verordnete dabei ausdrücklich, daß wegen ihr weder von der ordentlichen Diät, noch von etwa schon vorherigen Pitanzen ein Abzug geschehen solle. Für jeden Abzug mußten auch hier dem Convent zu Bleidenstatt 4 Mark und dem dasigen Prior, der sich bei den Senioren in Eberbach über die getreue Befolgung jährlich einmal zu erkundigen hatte, alle zwei Jahre zur Beloh-

nung ein Paar neuer Schuhe präsentirt werden. »Ut hujusmodi labor Priori de Blidenstatt gravis non existat, sed potius delectabilis et solatiosus — ordinamus — quod cellerarius coquine nostre sepedicto Priori alternatis annis duos Botos novos dare tenebitur.« Um sich für das wichtige Geschenk dankbar einzustellen, versprach Abt Wilhelm, bei dem Klosterhof zu Kiedrich eine Capelle zu bauen, solche mit allen Erfordernissen gehörig einzurichten, für Didos und seiner Voreltern Seelenheil wöchentlich darin durch einen Priester aus hiesigem Mittel eine Messe zu bestellen, und so oft diese binnen einer ganzen Woche, sonder zulängliches Hinderniß, unterlassen würde, den Mangel jedesmal dem Convent in Bleidenstatt mit einer Mark zu büßen. Sicher haben solche Strafmarken den Bleidenstatter Fiscus nie bereichert; denn die versprochene Messe ward in den Capitular-Turnus aufgenommen, und wird nach bereits 500 Jahren noch heutzutage mit der religiösesten Genauigkeit besorgt." Noch schenkten 1329 Dido und Elisabeth, seine Hausfrau, alle ihre Güter in Lorch zu bestimmten Pitanzen.

Am Freitag nach Quasimodogeniti 1333 erkaufen Nicolaus von Scharfenstein und Agnes, seine eheliche Hausfrau, von Frau Ida von Rach und ihrem Sohn Gottfried von Randeck das Burglehen, so sie hatten zu Oppenheim zu Lehen von dem Reich, und mußten die Hausgenossen und Burgmänner dafür Gewährschaft leisten. Indem Oppenheim, Burg und Stadt, an das Erzstift Mainz verpfändet waren, gab zu solchem Verkauf Erzbischof Balduin als Provisor zu Mainz seine Einwilligung, unter der Bedingung, daß, wie weiland Eberhard von Randeck gethan, das Burglehen, wozu 50 Pfund Heller jährlicher Renten aus Fischereien und Wiesen bei Oppenheim gehören, verdient werde. Am 20. Sept. 1342 vergönnt K. Ludwig Clasen von Scharfenstein, daß er seines Bruders Tochtermann, den Dieter Kämmerer von Worms in die Gemeinschaft aller Lehen, die er von dem Reiche hat, aufnehme. Am Sonntag nach St. Gallen Tag 1344 bekundet Graf Georg von Veldenz, daß er um ernstliche Bitten willen Clausen von Scharfenstein verleihet „mit diesem Brief Dieter, des Kämmerers Sohn von Worms, und Katharinen,

seiner ehelichen Wirthin, und ihren beiden Kindern, die lehenbar mögen sein, das halbe Theil aller der Lehen, die der vorgenannte Claus von uns und unser Herrschaft zu Lehen hat und gelegen sind zu Hattenheim oder anderswo, mit den Fürworten, wenn Herr Claus von Scharfenstein nit mehr ist, und auch ob er verführe ohne Kind, daß dann alle Lehen und Gut, die Herr Claus itzund von uns hat zu Lehen, zumal fallen sollen auf den vorgenannten Dieter und Katharinen, und sollen sie und ihre zwei Leibeserben, die lehenbar mögen sein, dasselbe Lehen und Gut von uns und unsern Erben zu Lehen han und empfangen. Wäre es auch, daß derselbe Herr Claus etliche Kind gewinne, so soll dann diese Satzung zwischen ihm und dem vorgenannten Dieter todt sein."

Am 16. Juni 1346 bekundet K. Karl IV, „daß wir an haben gesehen getreue willige Dienste, die uns und dem Reich der gestrenge Ritter Claus von Scharfenstein oft unverdrossen gethan hat und noch thun soll und mag in künftigen Zeiten, und haben ihm sein Lebtag bestätigt solch Burglehen mit Wasser, Wiesen und anderer Zugehörung, das er hat in der Burg zu Oppenheim, und haben ihm dazu von besonderer Gnaden die Freundschaft gethan und Gnaden, wann daß er nicht ist, daß Nese, seine Hausfrau, dieselbe Burglehen haben, halten und nießen soll ihr Lebtage, in aller der Maße, als Claus dieselben itzund haltet und besitzet." Am Freitag nach Drei Königen 1354 erklärt derselbe König, daß er durch fleißige Bitte seines Getreuen, Claus von Scharfenstein, und durch getreue willige Dienste von Dieter Kämmerer von Worms empfangen, besagten Dieter und seine Lehenserben lasse kommen in die Gemeinschaft des Burglehens zu Oppenheim und der Mannlehen zu Nieder-Ingelheim und Weinheim, die von dem heiligen Reich rühren und Claus von Scharfenstein innehat und besitzet, „so daß beide sämtlich und in Gemeinschaft die Burg- und Mannlehen ihr Lebtage sollen halten, besitzen und Uns und dem heiligen Reich darum sein verbunden. Und geschähe, daß ihrer einer abginge ohne Lehenserben, so sollen der andere und seine Lehenserben die obgenannten Burg- und Mannlehen halten und besitzen."

Diese Bestimmung mag Frau Nesen nicht allerdings zugesagt haben; sie zu beruhigen, erklärte Dieter Kämmerer von Worms am Freitag nach Frohnleichnam 1354: „ist es Sach, daß Herr Claus abgeht, das Gott verbiete, so soll Frau Nese dieselben Burglehen haben, besitzen, nießen und brauchen, all die Weile sie gelebet, gleicher Weise als ob Herr Claus lebte. Und dazu soll ich Dieter ihr beholfen und bestanden sein, ob es meiner Kinder Willen oder irgend jemand anders nit wäre, daß ihr das fest und stet gehalten werde.“ Deß zu mehrer Sicherheit wurden ihr Bürgen gestellt, und hat an demselben Tage das weltliche Gericht zu Mainz die Verhandlung bestätigt, „und dazu sollen die Bürgen zu Mainz einfahren in ein erbare offen Herberge und da leisten und nimmer außer Leistung zu kommen, Frau Nesen sei eher erfüllet und alles stete gehalten. Also wär es Sache, daß Frau Nese von wem immer Ansprach gewinne von der Lehen wegen, dieweil sie lebt, so wäre ihr Herr Dieter tausend Pfund Heller schuldig zu einer Pön, und sollte doch fest und stet sein.“

Nicolaus von Scharfenstein und seine Hausfrau waren ausgezeichnet freigebige Wohlthäter für alle Stifte und Klöster der Stadt Mainz und des Rheingaues, wie das die Necrologe beweisen. Namentlich stifteten sie im J. 1349 im Kloster Eberbach einen Altar zu Ehren der hh. Bartholomäus, Andreas und Nicolaus, begabten es auch mit Renten und schenkten 60 Pfund Heller zum Bau der Capellen. Nicolaus starb im Rufe der Heiligkeit 1357 und wurde in der Klosterkirche zu Eberbach beerdigt, wo auch sein Grabstein: † Anno Dñi MCCCLVII III Non. Decembr. in vigilia b. Barbare Virg. O. Nicolaus de Scharpinstein, miles, qui morabatur in Hattinheim. c. a. r. i. p. a. Ein Vierteljahrhundert später beinahe wurde neben ihn gebettet seine Wittwe, Frau Nese, wie das ihr Grabstein bezeuget: † Anno Dñi MCCCLXXXI. o. Nese, Kemmerer Rudolfes dochter, Clas von Scharpenstein Ritters Hausfraw. uf dinstag vor unser frawen dag Nativitatis. Um ihre Erbschaft scheinen sich einige Missel erhoben zu haben, denn am Freitag nach Mariengeburt 1381 bekennen und thun kund „Ich Katharine

zum Humbrecht und wir die andern Mitganerben, die das angehet und dazu gehören, Frau Nesen seligen Erben, Herrn Claus seligen Wittwe von Scharfenstein, Ritters, sämtlich und sonderlich, daß wir gelobet han auf Gott und unsere Seelen ohne Gefährde, wär es Sach, daß wir oder unser einer affter datum dieses Briefs gerait Gut fänden an Gold, an Silber, oder an gemünztem Geld, das von Herrn Clas seligen von Scharfenstein und Frau Nesen seligen, seiner ehelichen Hausfrauen, darkommen wäre, ausgenommen silbern Trinkfaß und Kleinod, über das Gut das itzo funden ist, der oder die, wer unter uns der vorgenannten Frau Nesen selig Gut fände, die sollen das gefundene Gut unverzüglich geben und überantworten Herrn Johann Herren zu Frankenstein, Frau Annen, seiner ehelichen Hausfrau, Frau Juliana, Heinrichs von Thann Edelknecht seligen Wittwe, und Dieter Kämmerer, Edelknecht, Herrn Claus von Scharfenstein seligen Erben, das Drittel und die Zwazahl soll uns, der vorgenannten Frau Nesen seligen Erben, verbleiben, und soll uns, der Frau Nesen seligen Erben, darüber niemand drängen mit Gericht oder, ohne Gericht zu keinem Eide und in keine Weise, ohne alle Gefährde." Die an Dieter Kämmerer von Worms verheurathete Bruderstochter des Nicolaus von Scharfenstein, Katharina, war auf Kiliani, 8. Juli 1351, gestorben und im Kloster Himmelkron zu Hochheim bei Worms begraben worden. Ihr Bruder mag gewesen sein Clas von Scharfenstein der Junge, Ritter, der am Sonntag nach Lucä 1357 bekennt, die Mühle zu Pfungstett gemeinschaftlich mit Rudolf von Ortenberg von Hrn. Konrad von Frankenstein zu Lehen zu tragen.

Wilhelm der Alte von Scharfenstein, Ritter, 1381, starb 1390, wie es denn auf seinem Grabstein zu Hattenheim heißt: † Anno Dñi MCCCXC o. dnus Wilhelmus de Scharpenstein, miles strenuus c. a. r. i. p. a. In der Ehe mit einer von Saulheim war er Vater geworden von Kuno der Alte, Kuno Vitzthum im Rheingau, Johann und Hermann, die 1409 sich mit Gerhard, Henne und Gerhard, Gebrüdern, Wilhelm, Altohrs seligen Sohn, alle von Scharfenstein (mit den Steinen) wegen des Zehenten zu Gonzenheim verglichen. Kuno kommt seit 1401 als Vice-

Diese Bestimmung mag Frau Nesen nicht allerdings zugesagt haben; sie zu beruhigen, erklärte Dieter Kämmerer von Worms am Freitag nach Frohnleichnam 1354: „ist es Sach, daß Herr Claus abgeht, das Gott verbiete, so soll Frau Nese dieselben Burglehen haben, besitzen, nießen und brauchen, all die Weile sie gelebet, gleicher Weise als ob Herr Claus lebte. Und dazu soll ich Dieter ihr beholfen und bestanden sein, ob es meiner Kinder Willen oder irgend jemand anders nit wäre, daß ihr das fest und stet gehalten werde." Deß zu mehrer Sicherheit wurden ihr Bürgen gestellt, und hat an demselben Tage das weltliche Gericht zu Mainz die Verhandlung bestätigt, „und dazu sollen die Bürgen zu Mainz einfahren in ein erbare offen Herberge und da leisten und nimmer außer Leistung zu kommen, Frau Nesen sei eher erfüllet und alles stete gehalten. Also wär es Sache, daß Frau Nese von wem immer Anspruch gewinne von der Lehen wegen, dieweil sie lebt, so wäre ihr Herr Dieter tausend Pfund Heller schuldig zu einer Pön, und sollte doch fest und stet sein."

Nicolaus von Scharfenstein und seine Hausfrau waren ausgezeichnet freigebige Wohlthäter für alle Stifte und Klöster der Stadt Mainz und des Rheingaues, wie das die Necrologe beweisen. Namentlich stifteten sie im J. 1349 im Kloster Eberbach einen Altar zu Ehren der hh. Bartholomäus, Andreas und Nicolaus, begabten es auch mit Renten und schenkten 60 Pfund Heller zum Bau der Capellen. Nicolaus starb im Rufe der Heiligkeit 1357 und wurde in der Klosterkirche zu Eberbach beerdigt, wo auch sein Grabstein: † Anno Dñi MCCCLVII III Non. Decembr. in vigilia b. Barbare Virg. O. Nicolaus de Scharpinstein, miles, qui morabatur in Hattinheim. c. a. r. i. p. a. Ein Vierteljahrhundert später beinahe wurde neben ihn gebettet seine Wittwe, Frau Nese, wie das ihr Grabstein bezeuget: † Anno Dñi MCCCLXXXI. o. Nese, Kemmerer Rudolfes dochter, Clas von Scharpenstein Ritters Hausfraw. uf dinstag vor unser frawen dag Nativitatis. Um ihre Erbschaft scheinen sich einige Missel erhoben zu haben, denn am Freitag nach Mariengeburt 1381 bekennen und thun kund „Ich Katharine

zum Humbrecht und wir die andern Mitganerben, die das angehet und dazu gehören, Frau Nesen seligen Erben, Herrn Claus seligen Wittwe von Scharfenstein, Ritters, sämtlich und sonderlich, daß wir gelobet han auf Gott und unsere Seelen ohne Gefährde, wär es Sach, daß wir oder unser einer affter datum dieses Briefs gerait Gut fänden an Gold, an Silber, oder an gemünztem Geld, das von Herrn Clas seligen von Scharfenstein und Frau Nesen seligen, seiner ehelichen Hausfrauen, darkommen wäre, ausgenommen silbern Trinkfaß und Kleinod, über das Gut das itzo funden ist, der oder die, wer unter uns der vorgenannten Frau Nesen selig Gut fände, die sollen das gefundene Gut unverzüglich geben und überantworten Herrn Johann Herren zu Frankenstein, Frau Annen, seiner ehelichen Hausfrau, Frau Juliana, Heinrichs von Thann Edelknecht seligen Wittwe, und Dieter Kämmerer, Edelknecht, Herrn Claus von Scharfenstein seligen Erben, das Drittel und die Zwazahl soll uns, der vorgenannten Frau Nesen seligen Erben, verbleiben, und soll uns, der Frau Nesen seligen Erben, darüber niemand drängen mit Gericht oder, ohne Gericht zu keinem Eide und in keine Weise, ohne alle Gefährde." Die an Dieter Kämmerer von Worms verheurathete Bruderstochter des Nicolaus von Scharfenstein, Katharina, war auf Kiliani, 8. Juli 1351, gestorben und im Kloster Himmelkron zu Hochheim bei Worms begraben worden. Ihr Bruder mag gewesen sein Clas von Scharfenstein der Junge, Ritter, der am Sonntag nach Lucä 1357 bekennt, die Mühle zu Pfungstett gemeinschaftlich mit Rudolf von Ortenberg von Hrn. Konrad von Frankenstein zu Lehen zu tragen.

Wilhelm der Alte von Scharfenstein, Ritter, 1381, starb 1390, wie es denn auf seinem Grabstein zu Hattenheim heißt: † Anno Dñi MCCCXC o. dnus Wilhelmus de Scharpenstein, miles strenuus c. a. r. i. p. a. In der Ehe mit einer von Saulheim war er Vater geworden von Kuno der Alte, Kuno Vitzthum im Rheingau, Johann und Hermann, die 1409 sich mit Gerhard, Henne und Gerhard, Gebrüdern, Wilhelm, Altohrs seligen Sohn, alle von Scharfenstein (mit den Steinen) wegen des Zehenten zu Gonzenheim verglichen. Kuno kommt seit 1401 als Vice-

dom im Rheingau vor, nachdem er früher Amtmann zu Hofheim gewesen. Im J. 1413 schlichtete er als erbetener Schiedsrichter die zwischen dem Erzbischof und dem edel Junker Johann von Wied Herr zu Isenburg waltende Feindschaft. Zu Aposteltheilung 1415 schreibt er: „Meinen schuldigen Dienst, gnädiger Herr, Herr Johann Erzbischof zu Mainz. Ich Cune von Scharpenstein, Hauptmann meines gnädigen Herren des Römischen Königs und Vitzthum im Rheingau, lassen Euch wissen: solche Mannlehen und Burglehen als ich von Euch han, und auch, als ich Euer Diener und Rath bin, und was Eide und Gelübde ich Euch darüber gethan han, das sag ich Euch auf, und will Euch darum zu der Zeit nit mehr verbunden sein, ausgescheiden mein Vitzthumamt und Frauenstein." Dem folgen Klagen über nicht erfüllte Verheißungen. Weiter heißt es: „Darauf Ihr mich dringet und gedrungen habt, daß ich Euch Rathsdienste und alle Verbindnisse vorgeschriebener Maasen auffage, und wäre deß lieber überhoben gewesen." Diese Aufkündigung betrachtete der Erzbischof als eine ihm angethane Beleidigung, und derenthalben sich zu verantworten, wurde Scharfenstein auf den Dienstag nach Jacobi nach Aschaffenburg vor ein Manngericht geladen. Ohne Zweifel hat er jedoch das Vitzthumamt von wegen einer Pfandschaft behalten, bis er im J. 1415 davon geritten war, wie es in dem Amtsbrief für den neuen Vitzthum, Johann Brömser von Rüdesheim, vom 26. Dec. 1415 heißt. Dieser waltete bis 1417, worauf denn Kuno das Amt wieder übernahm, auch häufig bis 1420 darin erscheint. Allem Ansehen nach hat Erzbischof Konrad III ihn dessen Dienstag nach Reminiscere 1424 entsetzt und ihm dagegen für seine Lebtage das Burggrafenamt in Luckenmühl verliehen. Kuno hausete meist zu Erbach und ist im Jahr 1427 mit Tod abgegangen. Von den Kindern seiner Ehe mit Kraffts von Allendorf Wittwe, Elisabeth Knebel von Katzenellenbogen, scheint ihm lediglich eine Tochter überlebt zu haben, die an einen Vetter, Henne von Scharfenstein verheurathet wurde. Nicolaus der Junge hingegen hinterließ aus der Ehe mit Salentins Hund von Saulheim Tochter mehre Kinder, darunter Salentin, Domherr zu Mainz, Amtmann zu Bingen, gest. 22. Januar

1473. Der Ast erlosch in der Person von Johann von Scharfenstein, der Jüngere genannt, 1500.

Die von Scharfenstein mit den Steinen führten im silbernen Feld einen schwarzen Balken, der oben und unten von schwarzen Steinen in ungleicher Zahl und Ordnung begleitet. Ihre Abstammung ist zweifelhaft. Einige lassen die Grünen und Schwarzen von einem ganz andern Hauptstamm, als die Gennen, die Kratzen und die mit den Steinen herkommen, behandeln die letzten als ein eigenes, von Grün und Schwarz ganz abgesondertes Geschlecht und betrachten die Gennen und Kratzen als von ihm ausgegangene Seitenäste. Hingegen betrachten Andere die Schwarzen als den Hauptstamm, der im Anfang des 13. Jahrhunderts den schwarzen Balken ohne Steine, bald hernach aber mit Steinen unter vielen Abwechslungen geführt und in der Folge den Gennen, Kratzen rc. das Dasein gegeben haben soll. Wilhelm von Scharfenstein, genannt Altohr, wurde, unter mehren Kindern, Vater eines Gerhard, † 1445, dessen Enkel, Johann von Scharfenstein zu Kiedrich 1477, gest. 1520, in der Ehe mit Guda von Bobenhausen, verm. 1485, eine zahlreiche Nachkommenschaft gewann, darunter Johann der Jüngere, Walbott zu Mainz 1521, gest. 22. Jul. 1555. Dieser wurde in der zweiten Ehe mit Anna Wolfskehl von Fetzberg, Vater jenes Dieter, gest. 1567, von dessen vier Söhnen zwei, Johann Dieter und Philipp Melchior in Frankreich auf dem Schlachtfeld fielen; Wilhelm Heiderich kam durch Gift um, und Hans Georg starb plötzlich, 17. April 1604. Er hinterließ die Söhne Johann Friedrich und Johann Gerhard Werner. Dieser, geb. 1592, fürstlich Wormsischer Hofjunker, fand den Tod in Piemont, 1617, bei der Belagerung oder Vertheidigung von Vercelli. Sein Bruder, Johann Friedrich von Scharfenstein, geb. 1584, starb unverheurathet zu Mainz, 10. Aug. 1632, und wurde bei seinen Voreltern in der Pfarrkirche zu St. Ignatius beerdigt. Da er seines Stammes Letzter, wurde ihm das Wappen gebrochen mit in das Grab gegeben. Eine Nebenlinie dieses Astes, die zwar Andere von den Brunen aus dem Ast der Grünen von Scharfenstein herleiten, mögen die Brunen von Scharfenstein sein, vermuthlich nach ihrem unmittel-

baren Stammvater genannt. Sie besaßen unter der Burg Scharfenstein unweit Kiedrich ein ansehnliches Burghaus, welches vielleicht der uralten Herren de Keterecho Stammsitz gewesen. Am Mittwoch vor Pfingsten, 7. Juni 1429, versichern Elizabeth, relicta quondam Johannis armigeri, filii dicti Brun de Scharpenstein, nec non Truschardus, Johannes et Otto, confratres, filii mei, ihrer Tochter, resp. Schwester, Nonne zu Retters, einen lebenslänglichen Spielpfennig von 14 Schilling Cölnisch, »super curiam nostram infra castrum Scharpenstein sitam, quam tenet nunc Gerhardus dictus Walpodo.« Der drei Söhne Vatersbruder Otto besiegelte die Urkunde, und heißt es in seinem Siegel: S. Ottonis Brun de Scharpenstein. Der Hof besteht theilweise noch, ist aber durch die Grafen von Solms, der Kratz von Scharfenstein Miterben, veräußert worden.

Die Gennen von Scharfenstein führten im silbernen Feld ein schwarzes Andreaskreuz, von 13 rothen Steinen begleitet, 3 in jedem der drei obern Winkel, 4 in dem untern Winkel, nach Humbracht ein rothes Andreaskreuz mit 13 schwarzen Steinen. Als ihren Stammvater betrachtet Bodmann den Vatersbruder jenes Heinrich von Scharfenstein, der, nach ihm, sich zuerst, 1390, Kratz nannte, den Emmerich von Scharfenstein genannt Genne, 1320. Emmerich Genne hatte einen Sohn, Johann, 1357, und dieser eine Tochter, Gutta, welche, die letzte der Linie und des Namens, mit Krafft von Allendorf vermählt wurde und den 17. Febr. 1403, ihr Herr aber den 5. Oct. n. J. verstarb. Beide wurden zu Eberbach in dem Kreuzgang beerdigt. „Das Bild dieser Gutta, mit ihrem und ihres Eheherrn Geschlechtsschilde, befindet sich in einer überaus schönen Glasmalerei an einem Fenster des Kreuzganges daselbst, an der Stelle ihrer Gräber."

Auch der Zweig der Kratz von Scharfenstein ist, nach Bodmann, ein Abkömmling der Scharfenstein mit den Steinen. „Indem uns vor dem Schlusse des 14. Jahrhunderts keiner dieses Namens in Urkunden vorgekommen ist, so halten wir solches für einen der jüngsten Aeste dieses Hauses. Heinrich von Scharfenstein (mit den Steinen), 1340, hatte 5 Söhne, wovon Heinrich sich 1390 zuerst Kratz von Scharfenstein nannte und der Stifter

des Kratzschen Astes ward. Dessen Wappenschild bestand in einem rothen Balken im silbernen Felde, mit 13 schwarzen Steinen, oben 4, 3, unten 3, 2, 1." Jener Heinrich wurde in der Ehe mit Katharina von Wiltberg, Völkers Tochter, Vater eines andern Heinrich, gest. 1449, aus dessen Ehe mit Irmgard von Metzenhausen ein Sohn und zwei Töchter kamen. Die jüngere Tochter, Margaretha Kratz von Scharfenstein nahm den Schleier in dem Kloster Engelport, Prämonstratenserordens, wurde zur Meisterin erwählt 1450 und regierte das Haus 82 Jahre lang, demselben sehr zu Vortheil und noch mehr den Armen zu Trost. Dafür wurde ihr im Leben noch die Gabe, Wunder zu wirken, wie denn im Jahre 1530 auf ihr Gebot die durch die vielen Almosen erschöpften Speicher sich plötzlich wieder füllten. Sie starb, über hundert Jahre alt, 19. Nov. 1532. Ihr Bruder Heinrich, gest. vor dem J. 1507, wurde in der Ehe mit Margaretha von Sötern ein Vater von 6 Kindern, darunter Kaspar, gest. 1513, dessen und der Agnes von Schönberg bei Oberwesel Sohn Philipp, Amtmann zu Coblenz 1549—1552, gest. 8. Aug. 1570, seit 1531 mit Anna von Schönenburg verheurathet, 15 Kinder gewann, darunter die Söhne Johann Philipp, Deutschordenscomthur zu Mecheln, Kaspar, Hugo, Philipp, Kuno, Comthur zu Mechelen, Friedrich. Hugo, Domdechant zu Trier, wurde den 15. Juni als Propst zu St. Paulin bei Trier eingeführt, den 28. Dec. 1582 als Archidiaconus major vereidet, am 4. Febr. 1588 zum Domdechant und am 27. Sept. 1623 zum Dompropst in Trier erwählt und starb 25. Juni 1625, alt 84 Jahre. Er war auch Dompropst zu Speier. Philipp, Dompropst zu Mainz 1595, wurde den 4. Mai 1604 zum Bischof von Worms erwählt und starb 13. Juli n. J. Er war daneben Propst zu St. Bartholomäus in Frankfurt. Kaspar, mit Maria Jacobe von Hagen verheurathet, hinterließ vier Kinder: Hugo, Domherr zu Mainz und Worms, Propst zu St. Bartholomäus in Frankfurt, gest. 31. März 1619, Johann Philipp, Domherr zu Trier, Worms und Speier, Margaretha, Aebtissin zur Stuben an der Mosel, gest. 1654, Maria Christina, verm. 1611 an Philipp von Hattstein.

Friedrich, der jüngste der Brüder, war Amtmann zu Lichtenberg 1562, Obrister im französischen Dienst, fürstlich Lothringischer Rath 1584, endlich kurtrierischer Obrister und Commandant auf Ehrenbreitstein. Er ohne Zweifel hat von Lothringen die Pfandschaft Saargemünd und Saaralb übernommen. In der ersten Ehe mit Elisabeth von Boyneburg genannt Honstein gewann er die Söhne Anton und Johann Bechtold, Domherr zu Mainz, Trier, Worms und Speier, gest. 8. Juni 1594, dann die an Johann Diederich von Metternich zu Zievel verheurathete Tochter Margaretha; seiner zweiten Ehe mit Johanna von Ligneville gehören an: Hannibal, der als Obristlieutenant vor Ofen blieb 1602, Judith, Gem. Johann von Hattstein, und Alexander, der 1604 seine Domprähende zu Mainz resignirte, 1616 die Maria Agatha Echter von Mespelbrunn heimführte und 1620 kinderlos verschied. Anton Kratz von Scharfenstein, kurtrierischer Rath, auch Amtmann zu Coblenz und in der Bergpflege, 1588—1615, hat zu Marienrod im Kloster das wunderliche, Bd. 4 S. 225—232 erzählte Abenteuer bestanden. Seine erste Frau, Gotthards von Metternich zu Zievel Tochter, Antons Walbott von Bassenheim Wittwe, gest. 1614, hat ihm 6 Kinder geschenkt, während ihre Nachfolgerin im Ehebett, Barbara von Merode kinderlos geblieben ist. Des ältesten Sohns, der eine der Celebritäten des 30jährigen Kriegs, des Grafen Johann Philipp Kratz von Scharfenstein Lebens- und Leidensgeschichte ist Bd. 1 S. 455—459 vorgetragen worden. Hugo Eberhard, Domcantor, dann Custos zu Mainz, auch Kämmerer, welchen Amtes er doch am 13. Jul. 1638 entlassen wurde, Domherr zu Trier und Worms, in der Trierischen Kirche Chorbischof tit. S. Lubentii 1627—1650, war der Coadjutor, welchen Kurfürst Philipp Christoph im Jahr 1650 sich auserseben hatte, erhielt doch 1653 die Trierische Dompropstei, 1654 das Bisthum Worms und starb im März 1663 zu Regensburg, wo er sich von wegen des Reichstags aufhielt. Deutschland verlor an ihm einen seiner größten Fürsten. Lothar, Domherr zu Trier und Worms 1610, starb 1620. Adam Diederich, kaiserlicher Obrister und Commandant zu Landsberg an der Warthe, blieb über einem Ausfall, April 1631. Amalie Regina

wurde an Johann Otto von Gymnich, Anna Elisabeth an Philipp Diederich von Schönenburg mit den Kreuzen verheurathet.

Der Feldmarschalk hatte in erster Ehe, mit Maria von Metternich, des Kurfürsten Lothar von Trier Schwester, fünf Kinder, in anderer Ehe mit Eleonora von Fels die Töchter Amalie Regina Elisabeth, Stiftsdame zu St. Cäcilien binnen Cöln, und Eleonore Barbara Maria, verm. 1653 an den Grafen Johann August von Solms-Rödelheim, gesehen. Der älteste Sohn, Lothar Hugo, erscheint als Domherr zu Mainz und Trier 1626; Friedrich Karl, Domherr zu Trier, Domicellar zu Mainz und Würzburg, starb in blühendem Alter; Maria Agatha wurde an Emmerich Ernst von Wiltberg verheurathet; Anna Katharina starb ehelos.

Der Stammherr endlich, Johann Anton, kurtrierischer Geheimrath und Hofmarschall, hatte nur in erster Ehe, mit Anna Franzisca von Sötern, des Kurfürsten Philipp Christoph von Trier Großnichte, Kinder, wohingegen unfruchtbar die zweite Ehe mit der Rheingräfin Anna Maria von Daun. Die vier Töchter sind aber in der Wiege oder gleich nach der Geburt gestorben; zu Jahren kam einzig der Sohn Hugo Ernst Graf Kratz von Scharfenstein, Freiherr von Riesenberg, kurtrierischer Geheimrath und Oberamtmann zu Boppard. Er starb 1721, der letzte seines Geschlechtes, Namens, Schildes und Helms. Durch Testament hatte er über seinen Nachlaß verfügt, hauptsächlich wohl zu Gunsten derer von Wiltberg; das schöne Gut zu Kamp, sein gewöhnlicher Wohnsitz, den er noch heute durch Spuk beunruhigen soll, Bd. 4 S. 643—645, gab er dem Kloster Oberwerth, wo eine seiner Freundinen den Schleier genommen hatte. Die große Herrschaft Kauth und Riesenberg, in dem nachmaligen Klattauer Kreise von Böhmen, eine Erwerbung des Feldmarschalks, die er der Hofkammer mit 35,000, sowie das anstoßende Drachkow mit 6790 Schock Meißn. bezahlte, mag durch des Erwerbers Fehltritt verloren gegangen sein. Das Haus zu Coblenz in der Judengasse kam zum Verkauf. Die Gräfin von Solms, die Halbschwester, von der Mutter, die eine Hussitin, in ihrem Glauben erzogen, wird mit dem Pflichttheil abgefunden

worden sein. Aus den ihr angewiesenen einzelnen Gütern in dem Trierischen, Mainzischen und auf dem Hundsrücken componirte der Reichsdeputations-Hauptschluß von 1803 eine Grafschaft Cratz-Scharfenstein, für deren Verlust das fürstliche Haus Solms durch die Abteien Arnsburg und Altenberg entschädigt wurde. Die Burg Scharfenstein selbst kam späterhin an die Walbott von Bassenheim, die noch heute, schreibt P. Herm. Bär, die Ruinen mit einem schönen Anhange von Gütern besitzen.

Dem Herkommen nach den Scharfenstein durchaus fremd, sind die Eselweck von Scharfenstein, welche von wegen eines Burgsitzes diesen Beinamen führten, vornehmlich aber zu Mainz hauseten. Heinrich und Wilhelm Eselweck von Scharfenstein, Gebrüder, einigten sich zu Pfingsten 1279 hinsichtlich ihrer Lehen, in der Weise, daß die Wittwe des zuerst Verstorbenen mit ihren Kindern, männlichen oder weiblichen Geschlechts, der Lehen genießen soll, wie ihr Herr sie gehabt; würde sie aber zur zweiten Ehe schreiten, soll der überlebende Bruder sie der Lehen entsetzen, die Vormundschaft und Mundeburde der hinterlassenen Kinder übernehmen und die Lehen unter sie vertheilen. Die Urkunde wurde zu Eberbach niedergelegt, so daß, falls darauf zu recurriren, diejenigen, welche dazu berechtigt, männlichen Geschlechtes wohlverstanden, sie innerhalb des Klosters, Weibsleute aber vor der Klosterpforte einsehen mögen. Ist die Urkunde gelesen, so wird sie auch ferner im Kloster verwahrt, ohne daß sie jemalen von dannen zu entfernen. Heinrich Eselweck von Scharfenstein war am Mittwoch vor Allerheiligen 1278 von Friedrich Stal von Biegen mit dem ihm eigenen Dorf Igstatt zu Erbe belehnt worden, so daß nach seinem Tod Wittwe und Töchter das Lehen besitzen mögen. Er hatte sich aber dem Kurfürsten von Mainz durch Fehdschaften mißfällig gemacht und durfte das Mainzische Gebiet nicht betreten, deshalb er um das Fest des h. Märtyrers Albanus seinen Bruder Wilhelm bevollmächtigte, das Lehen Igstatt zu Handen Gottfrieds von Epstein, »nomine Dominorum Veteris Monasterii Moguntini,« zu resigniren. Im J. 1283 werden genannt Henricus et Nicolaus dicti Eselwecke milites de Scharpenstein. Ein Nebenzweig der Eselweck mögen die Stange von Scharfenstein sein.

Wilhelm Stange von Scharfenstein war Lehenmann der Propstei zu St. Victor, und hat aus dessen Händen der Stiftscantor Ludwig zu Kreuzerfindung 1275 das Lehen, 2 Carraten Weins aus dem Hof Oestrich, abgelöset, um es zu Stiftungen an seiner Kirche zu verwenden.

Hinter dem Scharfenstein, im Petersthal, lag das kleine Castell, »quod Nuwinhus vulgariter appellatur, retro castrum Scharphynstein,« das zwar Erzbischof Sigfried II castellum S. Petri nennt in der Urkunde vom 26. Nov. Pontificatus nostri anno 20, wodurch er das Stift zu Bingen ermächtigt, nach dem Tod eines Canonicus die Einkünfte von dessen Präbende zwei Jahre lang zum Vortheil der Fabrik zu verwenden. Erzbischof Peter, der wohl in seiner vielfältigen Reisen Verlauf die Grande-Chartreuse bei Grenoble besucht und von dort eine hohe Verehrung für den Orden mitgebracht hatte, wird geflissentlich eine analoge, wenn auch nur das Schattenbild einer Alpenlandschaft darstellende Oertlichkeit gesucht haben, und seine Wahl für die zu begründende Karthause fiel auf eine wüste Stelle des St. Petersthals. Von der Grande-Chartreuse aus wurden ihm um das J. 1306 einige Karthäuser zugeschickt, darunter der Pole Martin, der mit der Einrichtung sich befassen sollte. Ohne Säumen legte man Hand ans Werk, und mag bereits im J. 1312 der Bau vollendet, das Haus bezogen worden sein, denn mehre Urkunden über dessen Besitzungen gehören in das besagte Jahr; aber erst im J. 1326 wurde die neue Karthause durch Beschluß des Generalcapitels in den Orden aufgenommen. Die Stiftung machte der Erzbischof aus seinem persönlichen Vermögen, wie sowohl der Hauptstiftungsbrief vom 21. Mai 1320, als auch einzelne Kaufbriefe bekunden. So hatte er die Güter zu Weilbach, Wicker und Massenheim im J. 1312 um 346 Pfund Schilling 8 Heller von Wolfram von Eberstein, Ulrich von Bickenbach und Elisabeth, Wittwe Gottfrieds von Hohenlohe, andere Güter ebendaselbst in dem nämlichen Jahr von Graf Poppo von Eberstein, seiner Gemahlin Guda und Frau Elisabeth, der Wittwe Gottfrieds von Hohenlohe, um 754 Pfund 13 Schilling 4 Heller erkauft. In dem Stiftungs-

brief sind die Grenzen des eigentlichen Klosterguts genau beschrieben: »que distinctio seu limitatio a fontibus inclusis usque ad finem pratorum dicte vallis (S. Petri) mediis hic inde interclusis, videlicet agris, pratis, pascuis, riuulis et silvis, et usque ad summitates montium, que a transeuntibus in valle videri possunt, et non vltra, se extendit.« Auch Beholzigungs- und Weiderecht in den anliegenden Waldungen verlieh der Stifter seinem Kloster, dessen Grundstein er eigenhändig gelegt hatte. So lange die Karthause seines mächtigen Schutzes genoß, blieb sie unangefochten; kaum hatte Peter die Augen geschlossen, 4. Juni 1320, so begannen die Anfeindungen, die Angriffe von Seiten der benachbarten Ritter, die es nicht verschmerzen konnten, daß ihre Jagdgerechtsame durch das neue Kloster beschränkt. Am ärgsten setzten die unmittelbaren Nachbarn, die Gemeiner auf Scharfenstein, den wehrlosen Clausnern zu, daß diese genöthigt, den Erzbischof Matthias anzurufen. Der schickte eine Commission auf Ort und Stelle, und wurde die Klage vollkommen begründet gefunden, wiewohl man aus zarten Rücksichten annahm, das Getöse der Jäger störe die Mönche in ihrer Andacht. So wurde denn die Karthause nach der unmittelbaren Nähe von Mainz übertragen, 1322, bei Lebzeiten des Priors (seit 1320) Johannes II, der den Grundstein zu dem Neubau legte, auch der Baumeister der Karthausen zu Trier, Coblenz, Cöln und Würzburg geworden ist und 1325 verstarb. Die Translation hat Erzbischof Matthias im J. 1324 feierlich bestätigt.

Eltvil.

Die Kiedricher Bach, die in ihrem kurzen Lauf 14 Mühlen treibt, geht hinab nach Eltvil, um in den Rhein zu münden. Dahin führen auch über sanfte Abhänge mehre Pfade, die um so fleißiger begangen werden, da Eltvil seit unfürdenklichen Zeiten die Metropole des Rheingaues vorstellt. Andere Pfade sind zugerichtet den Außenwerken gleichsam von Eltvil, dem Draiserhof und der Sicambria. Der Draiserhof, dessen Ursprung

S. 403—404 besprochen, wurde zeitig, gleich jenem in Reichertshausen, zu einem klösterlichen Weinlager benutzt, wie er denn in der Bulle vom J. 1162 als cellarium bezeichnet wird. Durch Ankauf und Schenkung sollt er bald bedeutenden Zuwachs erhalten. Im J. 1208 kaufte die Abtei 18 Morgen Ackerland, der Morgen zu 11 Schilling Cöln., das Ganze zu 17 Mark, von Boemunds von Eltvil Söhnen Werner und Heinrich. Im J. 1218 sagten Gottfried von Epstein als Vassal und Albrecht von Schenkenstein als Aftervassal dem Erzbischof Siegfried das Lehen der nahe gelegenen Insel auf, welche sodann der Erzbischof an Eberbach vergabte. Im J. 1366 kaufte die Abtei von Nicolaus von Scharfenstein und Hebela, Eheleuten, 1½ Morgen Ackerland, und in demselben Jahr von Kuno, dem Schultheiß zu Eltvil, 6 Viertel Acker. Die zwischen Kiedrich, Eltvil und dem Hof gelegene, davon abhängende Mühle hatte Erzbischof Siegfried II der Abtei 1228 gegen eine jährliche Recognition von 2 Pfennigen verliehen. Der Draiserhof und der oberhalb Eltvil belegene Hof Steinheim wurden im J. 1803 dem um das Haus Nassau hochverdienten Minister Hans von Gagern verliehen, von diesem aber, der Zeitlebens ein Verächter des Geldes, wenn dieses sein Eigenthum, ganz eigentlich verschleudert. Hans von Gagern starb, 86 Jahre alt, den 22. Oct. 1852 auf seinem Rittersitz Hornau bei Epstein, den die von Coudenhoven von den Bettendorf ererbt hatten. Hier der amtliche Bericht nm jene Donation:

„Wir Friedrich August, von Gottes Gnaden Fürst zu Nassau ꝛc. ꝛc., und Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden Fürst zu Nassau ꝛc. ꝛc., urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unsere Nachkommen: daß Wir in Betracht der von dem Regierungs-Präsidenten Freiherrn von Gagern Unserem Fürstlichen Hause vielfältig geleisteten nützlichen und ausgezeichneten Dienste, es für Unsere Pflicht gehalten haben, demselben eine angemessene Belohnung hierfür zu leisten, und Uns sonach gnädigst bewogen gefunden haben, ihm und seiner Familie erb- und eigenthümlich als eine Schenkung zu überlassen:

„1) das Draiser Hofgut zu Erbach, an Aeckern 182 Morgen 3 Viertel 20 Ruthen, an Wiesen 16 Morgen 3 Viertel

6 Ruthen und an Weinbergen, namentlich eigenen, 7 Morgen 1 Viertel 11 Ruthen, an Zinsweinbergen 29 Morgen 1 Viertel 11 Ruthen haltend, nebst einer Erbbestandsmühle, wobei an Aeckern 16 Morgen 2 Viertel 2 Ruthen und an Wiesen 1 Morgen 3 Viertel 14 Ruthen befindlich sind;

„2) das Steinheimer Hofgut, an Aeckern 219 Morgen 5 Ruthen, an Wiesen 3 Morgen 27 Ruthen, an eigenen Weinbergen 31 Morgen 2 Viertel 2 Ruthen haltend, wobei ein Antheil Rheinaue mit 20 Morgen Aecker, 1 Morgen Wiesen, 29 Morgen Weidenstücken befindlich ist; sodann

„3) das Seminarien-Haus und Gut zu Erbach, welches an Weinbergen, so theils dem ehemals zu Mainz bestandenen St. Peters-Stift, theils dem St. Gangolfs-Stift, theils dem Seminarienfond selbst zugestanden haben, 8 Morgen 3 Viertel 27 Ruthen befindlich sind;

sammt allen auf diesen Gütern haftenden Rechten und Gerechtigkeiten, einschließlich der damit verbundenen Lasten, so wie solches alles sich gegenwärtig befindet und in der hier beiliegenden Beschreibung angeführt und verzeichnet ist, also und dergestalt, daß derselbe in den Besitz und Genuß dieser geschenkten Güter von dem Augenblick an eintreten soll, wo die Aufhebung der Abtey Erbach geschehen wird. Zu dessen Urkunde haben Wir ihm Freiherrn von Gagern hierüber gegenwärtigen Schenkungsbrief unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedruckten Fürstlichen Insiegeln in Gnaden mitgetheilt.

„So geschehen Biebrich den 30. August 1803.

„Schloß Engers den

„Die Hofkammer zu Wiesbaden, vom Fürsten Friedrich August (13. Juni 1803) hinsichtlich des Ertrags und Werthes der dem Freiherrn von Gagern zugedachten, vormals zur Abtei Eberbach gehörenden Gütern um Bericht aufgefordert, erstattete denselben mit Vorlage nachfolgender summarischen, durch genaue Schätzung ermittelten Zusammenstellung der Güter nach ihrem Flächengehalt, Ertrag und Capitalwerth.

	Bezeichnung der Güter.	Flächengehalt. Mrg.	V.	R.	Berechnung des jährl. Rein-Ertrags. fl.	kr.	Anschlag des Capitalwerths. fl.	kr.	Steuercapital. fl.	Steuer in Simplo. fl.	kr.
	I. Das Draiser Hofgut.										
a.	Wohnhaus mit Oeconomiegebäuden	—	—	—	—	—	5030	—	1667	6	56¾
b.	Garten und Hof	6	2	5	—	—	1045	—	1519	6	19¾
c.	Ackerland	182	3	0	—	—	36681	30	13284	55	21
d.	Wiesen	16	3	6	—	—	4898	—	2008	8	22
e.	Weinberge	8	—	1	—	—	2153	20	299	1	14¾
f.	Zinsweinberge	29	1	7	—	—	7333	20	2242	9	20¼
g.	Erbbestände: 1) eine Erbbestandsmühle	—	2	22	—	—	—	—	333	1	23¼
	2) Garten	—	—	—	—	—	—	—	72	—	18
	3) Ackerland	16	2	2	—	—	—	—	1671	6	57¾
	4) Wiesen	1	3	14	—	—	—	—	306	1	16¼
	Der jährliche Canon dieser Mühle beträgt 40 Mltr. Korn (à 5 fl.), capitalisirt à 6 pCt., beträgt	—	—	—	—	—	3333	20	—	—	—
	Der jährliche Brutto-Ertrag der Güter und Weinberge ist berechnet zu . . . . 5889 fl. 45 kr.										
	Hiervon in Abzug gebracht die Reallasten, Bau- und Unterhaltungskosten rc. . . 3476 fl. 44 kr.										
		—	—	—	2419	1	—	—	—	—	—
	Zusammen	262	2	7	2419	1	60474	30	23401	97	30¼

	Bezeichnung der Güter.	Flächengehalt.			Berechnung des jährl. Rein-Ertrags.		Anschlag des Capitalwerths.		Steuercapital.	Steuer in Simplo.	
		Mrg.	V.	R.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	fl.	kr.
	II. Das Steinheimer Hofgut.										
a.	Wohnhaus mit Deconomiegebäuden auf dem Hof	—	—	—	—	—	3100	—	2333	9	43¼
b.	Kleines Häuschen mit Scheuer auf der Au	—	—	—	—	—	430	—	—	—	—
c.	Garten und Hofraum innerhalb der Mauer	3	1	12	—	—	798	—	300	1	15
	" außer den Mauern	2	1	17	—	—	628	—			
d.	Eigenthümliches Ackerland	219	—	5	—	—	30614	30	17072	71	8
	a. In der Neudorfer und Oberwallufer Gemarkung:										
	Wiesen	3	—	27	—	—	845	—	179	—	44¾
	Weinberge	31	2	2	—	—	5411	20	2989	12	27½
	b. Auf der Rheinau:										
	Ackerland	20	—	—	—	—	2133	20	468	1	57
	Wiesen	1	—	—	—	—	160	—			
	Weinberge und Heckenstücke	29	—	—	—	—	1546	40	906	3	46¼
	Brutto-Ertrag der Güter und Weinberge, veranschlagt zu .... 6771 fl. 40 kr.										
	Hiervon abgezogen die Lasten, Feldbau, Unterhaltungskosten .... 4950 fl. 46 kr.	—	—	—	1810	54	—	—	—	—	—
	Zusammen	309	1	23	1810	54	45666	50	24247	101	1¾

	Bezeichnung der Güter.	Flächengehalt. Mrg.	B.	R.	Berechnung des jährl. Rein-Ertrags. fl.	kr.	Anschlag des Capitalwerths. fl.	kr.	Steuer-capital. fl.	Steuer in Simplo. fl.	kr.
	III. Der Seminariumshof zu Erbach.										
a.	Wohnhaus mit Deconomiegebäuden	—	2	3	—	—	3150	—	783	3	15¾
b.	Garten und Hausplatz	—	—	—	—	—	498	—	—	—	—
c.	Weinberge	8	3	27	—	—	3570	40	1120	4	40
	Jährlicher Brutto-Ertrag veranschlagt zu . . . 762 fl. 30 kr.										
	Abzug für Lasten, Bau- und Unterhaltungskosten . . . 519 fl. — kr.	—	—	—	243	30	—	—	—	—	—
	Summa	9	1	30	243	30	7218	40	1903	7	55¾
	Zusammentrag.										
I.	Der Draiser Hof samt Zubehör	262	2	7	2419	—	60475	—	23401	97	30¼
II.	Der Steinheimer Hof	309	1	23	1811	—	45667	—	24247	101	1¾
III.	Das Erbacher Gut	9	1	30	243	—	7219	—	1903	7	55¾
	Gesammtsumme	581	1	20	4473	—	113361	—	49551	206	27¾

„Durch eine weitere Donationsurkunde d. d. Biebrich den 12. Oct. 1803 wurde noch die auf der Abtei Eberbach haftende Jagdgerechtigkeit auf den Draiser und Steinheimer Hof transferirt. Sodann wurde mittels Ministerialresolution vom 1. Nov. 1810 zur Entschädigung für die den obengenannten Gütern durch das Edict vom J. 1809 entzogene Steuerimmunität dem Herrn von Gagern die volle Zehntfreiheit vom J. 1811 an bewilligt. Nach einem Promemoria des Regierungspräsidenten Ibell vom 4. Aug. 1815 über obige Schenkung (in den Ministerial-Acten) ist diese Zehntbefreiung veranschlagt zu 538 fl. 20 kr. und dabei bemerkt, daß sämtliche Objecte von Freiherrn von Gagern successive um den Kaufpreis von 140,000 fl. veräußert worden seien. (¹) Privatnachrichten zufolge sollen die beiden Höfe I. und II. von den Herren Herber und Kertell zusammen um 100,000 fl. erkauft worden sein. Der Draiser Hof wurde später von Hrn. Herber an den Freiherrn von Bodelschwingh, der ihn noch besitzt, (um 90,000 fl.) käuflich abgegeben. Der Steinheimer Hof kam im J. 1848 durch Erbtheilung der Kertellschen Familie (im Anschlag von 140,000 fl.) in den Besitz des Herrn Wittekind."

Der heutige Besitzer des Draiserhofs ist der Freiherr Gisbert von Bodelschwingh-Plettenberg, geb. 13. Januar 1790, Fideicommißbesitzer auf Bodelschwingh, Herr der Güter Rodenberg, Schörlingen, Bamenohl, Borghausen, Schwarzenberg in Westphalen, Gereshoven, Ketzgen und Ketzgerhof im Jülichischen, Loward im Königreich Holland, Teschendorf, weiland derer von Wedel Lehen in dem vormaligen Säziger Kreis von Hinterpommern. Er hat in seiner Ehe mit Wilhelmine von Plettenberg-Stockum drei Söhne gewonnen, ist auch selbst ein Plettenberg, obgleich er nach altem, jetzt meist verkannten Herkommen

„(1) Die uneigennützigen Verdienste des Herrn Staatsministers Freiherrn von Gagern um das Land bei seinen Missionen zu Paris und Wien sind hinlänglich bekannt. Schon im J. 1787, 26. März, trat derselbe als Regierungsrath in Nassau-Weilburgische Dienste. Seit 6/9. August 1811 auf sein Ansuchen mit seinem vollen Gehalt und Dienstrang pensionirt, lebt derselbe, hoch bejahrt und allgemein verehrt, auf seinem Landgut zu Hornau."

den angeheuratheten Namen Bodelschwingh obenan stellt. Daß die von Plettenberg, mögen sie nun der nachmaligen Stadt den Namen gegeben oder ihn von ihr empfangen haben, des Ortes Vogtei und auch ihre dasigen Güter nach und nach an die Grafen von der Mark verkauft haben, unterliegt keinem Zweifel. Gotscalcus de Plettenbracht wird 1179, Heulolphus 1187 genannt. Rabodo, 1231, ist der Hauptstifter des Dominicanerklosters zu Soest. Johann von Plettenbracht, Ritter, Marschalk von Westphalen, befehdete 1296 des Grafen von der Mark Hofmeister, den Rötger von Altena. Schloß und Städtchen Hellenberg, durch den Grafen von Waldeck zerstört, wurde durch ihn 1310 wieder aufgebaut, gleichwie er den Dörfern Osterfeld und Belicke Stadtrecht verschaffte. Sein Enkel Gerhard, 1335—1380, baute den Clusenstein, Neuenrode und Neustadt, und wurde der Vater eines andern Gerhard, Gerd, der 1385 als Herr, Burgmann vielleicht zum Schwarzenberg bei Plettenberg bezeichnet wird. Seine Nachkommen haben allmälig die übrigen Burgmänner auf Schwarzenberg ausgekauft, und am 9. Dec. 1661 hat Kurfürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg an Christoph von Plettenberg zum Schwarzenberg und Grevel, Drost zu Plettenberg, das Schloß Schwarzenberg käuflich überlassen, mit dem Vorbehalt, „daß Haus, Thurm und Roßhaus ein Burglehen bleiben sollen. Besagtes Haus hat schöne Gerechtsame, nicht nur in Ansehung der Waldungen, wie es denn eigenthümlich den Küchenberg und einen Theil von dem Soen besitzt, auch an der Lenhauser Mark betheiligt ist, sondern es müssen auch die Insassen der Bauerschaften Pasel und Eiringhausen nicht allein, wenn sie Bäume fällen, an das Haus Stammgeld entrichten, sondern es wird auch von ihnen gefordert, daß sie die daraus gebrannten Kohlen an derer von Plettenberg Hämmer liefern. Demnächst gehören auch zu dem Schloß die schönsten Jagdgerechtigkeiten und Fischereien.“ Christophs Sohn, Jobst Heinrich, Drost zu Plettenberg 1688, erheurathete mit Anna Sophia von Hüchtenbrock zu Gartrop den schönen Rittersitz Heeren (die Ehepacten sind vom 16. Febr. 1679), gleichwie dessen Enkel, Gisbert Friedrich Wilhelm, Erb- und Gerichtsherr zu Heeren, Schwarzenberg, Werve, Hilbeck, durch seine Heurath

mit Gisberta Anna Louise von Bodelschwingh die Bodelschwingh'schen Stammgüter erheurathete, und stammen von ihm ab nicht nur die Bodelschwingh-Plettenberg, sondern auch die Linie Plettenberg-Heeren, deren heutiger Stammhalter Gustav Freiherr von Plettenberg, Majoratsherr auf Hilbeck, Heeren, Werve und Hahnen, Lieutenant im k. preussischen Gardedragonerregiment, geb. 20. Mai 1835. Die Plettenberg zu Grevel haben zum Ahnherrn Christophs jüngern Sohn, Christian Wilhelm Ferdinand auf Grevel, Johanniterordens-Ritter, Obrist in holländischen Diensten, † 1689, der in der Ehe mit der Gräfin Olympia Teresa von Arberg die Söhne Heinrich Ferdinand, Dompropst zu Passau 1735, Friedrich Christian und Franz Karl, dieser Deutschordens-Comthur zu Waldbreidbach und k. k. Obrister, gewonnen hatte. Friedrich Christian, geb. 6. Aug. 1686, Herr zu Grevel und Stambsried in der Oberpfalz, kurcölnischer Comitialgesandter, ging 1735 in der gleichen Eigenschaft in k. k. Dienste und blieb Principal-Commissarius bis zum Tod Kaiser Karls VI. Er selbst starb im Nov. 1744, aus der Ehe mit Maria Johanna von Gymnich zwei Söhne hinterlassend, mit welchen wohl die Linie zu Grab getragen wurde. Grevel haben die Grafen Nesselrod erkauft. Drei andere Nebenlinien, in Schellenberg, Husten und Grimminghausen, waren vorlängst erloschen.

Der Linie in Neilen Ahnherr wurde Johannes von Plettenberg, des Marschalks von Westphalen jüngerer Bruder Hunold. Drost zur Hovestatt hat er 1301 dem Amtmann zum Hamm, Berthold von Thümen eine Schlacht geliefert, darin er jedoch unterlag. Sein Sohn, Hunold von Plettenbrecht, des Erzbischofs Wilhelm von Cöln Kämmerer, beschenkte in Gemeinschaft seiner Hausfrau Lenecke St. Walpurgen Stift und St. Peters Capelle zu Soest. In der nämlichen Capelle stiftete er 1374 einen Altar, und wird er in der Urkunde der alte Ritter genannt. Sein jüngerer Sohn Heidenreich pflanzte die Linie in Meiderich, deren Mannsstamm im Jahre 1638 erloschen ist; der ältere Sohn, Hunold, auf Neilen, wird in einem Brief von 1355 famulus, 1359 — 1370 der junge Ritter, Herrn Hunolds

Sohn, genannt. Er lebte noch 1391. Hunold und Diederich, Gebrüder, auf Neilen, werden 1603 von der Aebtissin zu Herdicke mit Lekingsen und Barmendorf belehnt. Diederich war Vicedom und Domcantor zu Münster und Paderborn, Propst zum Lustorf. Hunold wurde der Vater von Wolter Heinrich, in dessen Sohn Georg Kaspar auf Neilen 1678 der Mannsstamm der Linie ausging.

Hermann von Plettenberg in Lenhausen erkaufte 1494 das Haus Stockum von den Gebrüdern von Neheim. Sein Urenkel Christoph, † 25. April 1601, erheurathete mit Cunera von Marhüls das gleichnamige Gut. Von dessen Urenkeln blieb Bernd Heinrich auf Marhüls, des Prinzen von Oranien Gardehauptmann, vor Maastricht 1676. Christoph Hermann, auf Stockum, fiel im Duell. Moriz Heinrich, auf Lenhausen und Stockum, General-Major von der Infanterie in holländischem Dienst, wurde der Vater von Christoph Friedrich Stephan auf Stockum, geb. im Oct. 1698. Er diente K. Friedrich Wilhelm I. von Preussen, wurde Major bei Bredow Cürassier im J. 1741, erhielt als Obristlieutenant den Orden pour le mérite, Juni 1747, wurde Obrist und Regimentscommandeur bei Bredow, Juli 1749, erhielt als Generalmajor das Dragonerregiment von Ruitz 1757 und im Aug. 1763 die gesuchte Entlassung. Sein Antheil Lenhausen hat er an den Grafen von Plettenberg verkauft, dagegen das Haus Heide im Kirchspiel Unna erkauft. Er hinterließ eine zahlreiche Nachkommenschaft, und wird die Linie Stockum heute repräsentirt durch den Freiherrn Eugen von Plettenberg, geb. 1805, Sohn des königl. preussischen 1818 verstorbenen Obristen Diederich von Plettenberg-Stockum.

Den Namen des gemeinsamen Stammvaters der Linien in Lenhausen, Nordkirchen und Osterwide weiß ich nicht zu finden. Dessen Sohn Christian von Plettenberg, auf Lenhausen, 1570, erheurathete Osterwide mit Anna von Nagel. Sein jüngerer Sohn, Nagel von Plettenberg, gründete die bald wieder erloschene Nebenlinie in Osterwide, Goens und Oldersum. Der ältere Sohn, Heinrich, auf Lenhausen, 1578, wurde der Vater Christians, der 1607 zu Limburg an der Lenne mit Finentrop, Bergstraß und

Werl belehnt, zwei Söhne und zwei Töchter hinterließ. Ida, Aebtissin zu Fröndenberg, starb 1671, Christian, Domscholaster zu Münster, 1687; der Stammherr, Bernd, auf Lenhausen, Bergstraß, Finentrop, gewann in der Ehe mit Ottilia von Fürstenberg zu Waterlapp die Söhne Friedrich Christian, Ferdinand, Wilhelm, Bernd, Friedrich Moriz, Christian Diederich. Friedrich Christian, zu Lenhausen, geb. 8. Aug. 1644, wurde Domherr zu Münster, der Hofkammer und des Hofgerichts Präsident, Domdechant, endlich zum Fürstbischof erwählt 29. Jul. 1688 und starb 5. Mai 1706. Die Grabschrift nennt ihn »pietate clarus, consilio providus, labore indefessus, animo ad omnem casum immotus, patrem patriæ, principem pacis, qui faciebat judicium cuncto populo suo.« Er hat aus eigenen Mitteln das Schloß zu Ahaus erbaut, dem zu Vecht die unterirdischen Gewölbe hinzugefügt, das dasige Zeughaus reichlich ausgestattet, große Summen, in Gefolge seines Bündnisses mit dem Kaiser, Holland und England, auf den Kriegsstaat verwendet, auch 1692 dem Kaiser gegen den Türken ein Hülfscorps von 4000 Mann zugeschickt, ohne damit dem Lande Kosten zu verursachen. Die überaus werthvolle Besitzung Nordkirchen verschaffte er seinem Neffen Ferdinand Adolf.

Ferdinand, Dompropst zu Münster, Domdechant zu Paderborn, Domcapitular zu Hildesheim, Canonicus zu St. Victor binnen Mainz, vertrat das Bisthum häufig auf Reichstagen, war auch bei den Friedenshandlungen zu Ryswyk gegenwärtig. Wilhelm, des Deutschordens Landcomthur in Westphalen, Comthur zu St. Georgen in Münster, befehligte in dem Reichskrieg mit Frankreich des Hochstiftes Münster Völker. Bernd war zu Münster und Paderborn, Friedrich Moriz zu Hildesheim und Münster Domherr. Christian Diederich, Domscholaster zu Hildesheim, wird wegen seiner ausgebreiteten historischen und antiquarischen Kenntnisse von Schaten sehr gerühmt. Johann Adolf, auf Lenhausen, Bergstraß, Melrich, Nordkirchen, Davensberg und Meinhövel, kurcölnischer Kammerherr und Geheimrath, wurde 20. Juli 1689 in des h. R. R. Freiherrenstand erhoben und starb 1698. Ihm überlebten aus der Ehe mit Franzisca Teresa

Gudula von Wolf-Metternich die Söhne Ferdinand Adolf, von dem unten, und Bernd Wilhelm. Dieser, geb. 25. Jul. 1695, auf Lenhausen, Melrich, Bergstraß, Lembeck, Finentrop, Loe, Mercklinckhausen, Essentau, Lacke, Coppel, Emte, Hagenbeck und Hovestatt, welches seine herrliche Erwerbung, wurde zugleich mit seinem Bruder 1724 in den Reichsgrafenstand erhoben. Kurcölnischer Geheimrath, Drost zu Werl und Neheim, ist er am 12. April 1730 verstorben. Seit 1721 mit Sophie Agnes Gräfin von Westerholt verheurathet, hinterließ er neben zwei Töchtern die Söhne Joseph Clemens, Clemens August und Ferdinand Joseph, dieser, auf Unter-Lenhausen, Domherr zu Münster, Hildesheim und Paderborn, fürstl. Hildesheimischer Geheimrath, geb. 21. Januar 1728, gest. vor 1788. Clemens August, auf Dickburg, geb. 26. Oct. 1727, Domherr zu Paderborn und Münster, Domicellar zu Mainz, Propst des Fräuleinstifts zu Lippstadt, starb 1779. Joseph Clemens, auf Lenhausen, Hovestatt u. s. w., geb. 23. März 1723, war kurcölnischer geheimer Land- und Kriegsrath, Drost zu Werl, Neheim und Oestinghausen, Erbkämmerer des Herzogthums Westphalen, mit Clara Regina Adriane Droste von Füchten in erster, in anderer Ehe mit Maria Teresa von Weichs-Körtlinghausen verheurathet, und hatte in der zweiten Ehe zwei Kinder. Die Tochter, Marianne, heurathete 1804 den Alexander von Krane zu Brockhausen; der Sohn, Graf Clemens August Joseph, geb. 24. Nov. 1767, † 15. Dec. 1805, wurde in der Ehe mit Bernardine Antoinette Droste von Vischering Vater des Grafen Joseph Franz, geb. 21. Mai 1804, heutiger Besitzer von Lenhausen u. s. w., auch seit 15. Mai 1834 mit der Gräfin Maria von Merveldt vermählt.

In Bezug auf den ältern Bruder des Begründers der Linie in Hovestatt und Lenhausen, Ferdinand Adolf Reichsgraf von Plettenberg zu Wittem, Freiherr zu Eyß und Schlenacken, Herr zu Nordkirchen, Meinhövel, Davensberg, Lembeck, Capelle, Neuburg, Gülpen, Mergeraden, Bolsum, Hemerich, Kenten, Quadrat, Ulmen, Alroth, Burfort, Geisbeck, Haselburg, Grotenhaus, Hagenbeck, Emten, Koppel, Lacke, Vogelsang ist Abth. III Bd. 4 S. 381—396 eine biographische Skizze mitgetheilt worden. Die Herr-

schaft Eyß im Umfang des Herzogthums Limburg hat er 1722 für 5500 Rthlr. und bald darauf auch von dem Grafen von Giech die Reichsherrschaft Wittem an der Geul erkauft; wegen Wittem mit Eyß und Schlenacken erhielt er die Reichsstandschaft und Aufnahme in das westphälische Grafencollegium. Am 30. Januar 1733 hat Kurfürst Clemens August von Cöln ihm das durch Absterben des Franz Arnold von Frenz heimgefallene Schloß zu Ulmen in der Eifel, samt dem Hof zu Wassenach und einem Burglehen zu Nürburg zu neuem und rechtem Mannlehen angesetzt (1772 an den Grafen von Goltstein verkauft). Des Grafen Ferdinand Adolf einziger Sohn Franz Joseph Maria, geb. 14. Mai 1714, des h. R. R. Graf von Plettenberg und Wittem, Freiherr zu Eyß und Schlenacken, Herr deren Herrschaften Kosel, Nordkirchen u. s. w., Erbkämmerer des Erzstiftes Cöln, Erbmarschall des Hochstifts Münster, k. k. wirklicher Geheimrath und Kämmerer, Brigadier der Leibgarde des Prinzen von Oranien, vermählte sich 10. Nov. 1737 mit Maria Aloysia Franzisca, des Fürsten Franz Anton von Lamberg und der Prinzessin Ludovica Friderike Ernestine von Hohenzollern Tochter, gest. zu Wien, 27. März 1796, wurde im Oct. 1750 dem Besitz der Reichsgrafschaft Wittem eingeführt und starb 20. April 1779, Vater von acht Kindern. Die Tochter Bernardine heurathete den Fürsten Dominik Andreas von Kaunitz-Rietberg-Questenberg. Der zweite Sohn, Clemens August, † 26. März 1771, gewann in der Ehe mit Marianne von Galen den einzigen Sohn Maximilian Friedrich, geb. 20. Januar 1771. Dieser verlor mit der Abtretung des linken Rheinufers seine Reichsherrschaft, erhielt aber als Entschädigung dafür die vordem der Abtei Hegbach zuständigen Ortschaften Mietingen und Sulmingen, die seitdem sogenannte Grafschaft Mietingen, samt dem Zehnten zu Baltringen, 590 Jauchert Wald und einer auf Buxheim radicirten Rente von 6000 Gulden. Verm. 20. Januar 1801 mit einer Gräfin von Gallenberg, hinterließ er bei seinem Absterben die einzige Tochter Maria Gräfin von Plettenberg-Mietingen, geb. 22. März 1809, und seit 16. Febr. 1833 mit dem Grafen Nicolaus Franz Esterhazy verheurathet.

Johanns von Plettenberg und der Irmgard von Vischenich Sohn Gerhard wurde der Vater Rabolds auf Lach, der, fürstlicher Jülichischer Hofmeister und Amtmann zu Bergheim 1513, Kessenich mit Margaretha von Binsfeld erheurathete. Von seinen drei Söhnen war Rabold, auf Eller, Drost zu Heimbach, des Herzogs von Jülich Marschalk und Kanzler 1495—1544; mit Margaretha von Eynenberg hat er Drimborn und Landskron erheurathet. Sein Sohn Rabold wurde 1541 mit Drimborn belehnt; indem er aber kinderlos in der Ehe mit Maria von der Donck 1545, theilten sich in den Nachlaß seine drei Schwestern, und erhielt Margaretha, Gem. Friedrich von Elz, Drimborn und etwas von Landskron; Irmgard, an Johann von Harff verheurathet, erhielt Nörvenich und etwas von Landskron; Katharina, Gem. Hermann Quad von Wykerad, erbte Eller und etwas von Landskron. Johann von Plettenberg, des ersten Rabold zweiter Sohn, auf Lach, Jülichischer Landmarschall, starb kinderlos 1590. Der dritte Sohn, Bertram, 1531, auf Kessenich, erheurathete Grund mit Anna von Nesselrod und wurde ein Vater von acht Kindern, darunter Wilhelm, Johann, Bertram, Capitular zu Siegburg, und Heinrich, gest. 1659, kinderlos in zwei Ehen, mit Anna von Metternich, der Erbin zu Reinhardstein, und Juliana von Boulich. Johann, auf Kessenich, Amtmann zu Bergheim, blieb ebenfalls ohne Nachkommenschaft in der Ehe mit Sophia von Wachtendonk. Wilhelm, auf Grund und Kessenich, Amtmann zu Bornefeld und Hückeswagen, Wittwer von Katharina von Nagel, nahm die zweite Frau, Elisabeth von Haus, und hat diese neben fünf Töchtern ihm den Sohn Bertram gebracht. Alsolcher, mit Aleid Quad von Büllesheim verheurathet, mußte den einzigen Sohn, Bertram ebenfalls genannt, 1614 begraben, daß also mit ihm die rheinische Linie erloschen ist. Grund erbte seine älteste Schwester Margaretha, die als Gerhards von Waldenburg genannt Schenkern Wittwe den zweiten Mann, Johann von Neuhof genannt Ley zu Gorghausen nahm. Die längst erloschenen Linien der Plettenberg zu Schönrad, Engstfeld und Wischelingen darf ich wohl übergehen, um dafür von denen von Plettenberg in Lief- und Kurland zu handeln.

Im J. 1426 erscheint Wolter von Plettenberg als Comthur zu Dobbeln und demnächst zu Mietau. Im J. 1432 kamen einer von Sponheim und einer von Plettenberg in des Andreas Gayl Gesellschaft nach Liefland. Godert von Plettenberg war 1450—1461 liefländischer Ordensmarschalk. Wolter von Plettenberg, der bisherige Ordensmarschalk, wurde 1494 zum Heermeister von Liefland erwählt, und empfängt des Ordens eine Linie durch ihn den höchsten Glanz. Seine Geschichte ist Abth. I Bd. 3 S. 402—416 gegeben. „Wulff von Plettenberg hat die Vereinigung der Landschaft auf die neuen Mannlehnsrechte, genannt die Gnade, 1523 mit besiegelt. Wolter von Plettenberg wurde 1538 von dem liefländischen Heermeister, nebst Andern, als Commissair nach Esthland gesandt, um den dasigen Adel mit der Revalschen Bürgerschaft zu vergleichen. Wolter von Plettenberg war 1555, nebst Andern, Mitgesandter des Heermeisters nach Schweden. Johann von Plettenberg hat 1561 die Subjections-Pacten mit zu Stande gebracht. Ueberhaupt folgt der liefländische Zweig nach ganz authentischen Nachrichten und einer Ahnentafel vom J. 1686 also auf einander: Johann von Plettenberg, des Heermeisters Bruder, war Deutschordensritter, Herr der Häuser Lude-Groshof, Homeln, Ruhenthal 2c. Das zuletzt erwähnte Gut verkaufte er 1505 an Otto Grothuß. Vermählt hatte er sich mit Gertrud Tödwen, Tochter eines Ritters. Aus dieser Ehe gingen, so weit die Nachrichten reichen, folgende Kinder hervor: 1) Goesse von Plettenberg, vermählt mit Kersten von Tiesenhausen, auf Roest, Wadts 2c. Er starb 1540. 2) Anna von Plettenberg, vermählt mit Johann Ungern auf Pürckel und von der Best. 3) Wolter von Plettenberg auf Lude-Groshof und Homeln. Er bekam 1551 vom Heermeister Heinrich von Galen gewisse Gerechtigkeiten an das Schloß Ermes. Seine Gemahlin war Elisabeth von Tiesenhausen aus dem Hause Berson. Nur eins von seinen Kindern hab ich gefunden, nämlich Fromhold von Plettenberg, Erbherr auf Lude-Groshof und Homeln. Als der Zar Iwan Basiliewitsch im J. 1577 den Schatten-König von Liefland, den Herzog Magnus von Holstein zu sich entbot, dieser aber Bedenken trug, das feste Wenden zu verlassen, mußten

zwei von des Herzogs Räthen, Fromhold von Plettenberg absonderlich, die bedenkliche Unterhandlung mit dem Fürchterlichen übernehmen. Nicht viel Worte, desto mehr Hiebe hat es gegeben zu Ascherade 31. Aug. 1577, und wurden die beiden Herren, schrecklich gegeißelt oder geknutet, nach Wenden zurückgeschickt. In der Ehe mit Elisabeth Schwartzhoff aus dem Hause Altenwoge und Ecken erzeugte Fromhold den Wolter von Plettenberg, Starost auf Neuhausen, Erbherr auf Lude-Groshof und Homeln. Bei der großen polnischen Revision der liefländischen Güter im J. 1599 wird er generosus in Lude haeres et vexillifer Dorpatensis genannt. In des Gadebusch liefländischen Jahrbüchern kommt er noch unter dem J. 1615 mit vor. Es scheint, daß die liefländischen Güter um das J. 1621 von der Familie mögen auf irgend eine, mir unbewußte Art abgekommen sind, denn bei seinem mir bekannten Sohn kommt nichts davon vor. Derselbe war Hieronymus von Plettenberg, Obrister und Erbherr auf Nerfften, Salwen und Daudsewas in Semgallen, welche Güter er von wegen seiner Mutter, Anna von Effern, geerbt hatte. Er hinterließ zwei Töchter, von welchen die eine, Eva Elisabeth, mit Wolter von Plettenberg, aus dem Hause Linden herstammend, vom kurländischen Zweige, sich vermählte; geb. 3. Sept. 1636, Erbherr auf Nerfften, Salwen, Daudsewas, Grawendahl und Misshof, starb dieser am 31. Januar 1672. Am 24. Nov. 1782 starb der königl. polnische Geheimrath und Ritter des Stanislaus-Ordens, Heinrich Ernst von Plettenberg, Erbherr auf Semieten, als der letzte männliche Erbe dieses Geschlechts in Kurland. Das Stammgut Linden blieb also bei den zwei Töchtern seines schon vorher gestorbenen ältesten Bruders. Der nähere Ahnherr dieser erloschenen kurländischen Linie in Westphalen war Heinrich von Plettenberg, Herr zu Meiderich 1581, welcher Helena von Hatzfeldt zur Gemahlin hatte. Seine beiden Söhne waren: 1) Johann von Plettenberg Herr zu Meiderich, welcher 1624 starb; 2) Wilhelm von Plettenberg, welcher im 16. Jahrhundert nach Kurland ging und Erbherr auf Linden und Birsegalln, in Semgallen, wurde. Heinrich von Plettenberg aus dem Ascheradschen ist in der Matricula milit. Curland.

1605 für den adlichen Roßdienst zu 3 Pferden angeschlagen. Wilhelm von Plettenberg war 1620 kurländischer Ritterbanksrichter, und hat seine Ankunft in diesen Landen aus der Grafschaft Mark angegeben „„und zum Beweise seines alten Adels angeführt, daß einer seines Geschlechts, Wolter von Plettenberg, Heermeister des liefländischen Ordenslandes gewesen, auch daneben seine Ahnen producirt, als Vaterslinie: Plettenberg, Lappe, Tödwen, Brackel; Mutterlinie: Hatzfeld, Nesselrod, Droste, Schorlemmer. Sein Geschlecht wurde damals in die erste Classe verzeichnet."" Von wegen ihrer Abstammung aus dem Hause Meiderich haben die Gebrüder Heinrich von Plettenberg, Oberhauptmann zu Tuckum und fürstlicher Rath, Erbherr auf Linden, Biesegallen ꝛc., Barthold, Erbherr auf Wolgunde, in der Folge fürstlicher Landmarschall und Oberrath, dann Franz Wilhelm, Erbherr auf Santen, den „Hermann Gottfried von Bockenförde genannt Schüngell, Dumherr des Stifts Fritzlar, anno 1638 bevollmächtiget, ihre Güter in Westphalen, so ihnen in diesem Jahr von ihrem Vetter Diedrich von Plettenberg, Erbherrn auf Meiderich und Langenholthusen, durch dessen Tod angestorben, zu übernehmen."

Bleibt mir noch übrig von den eigentlichen Bodelschwingh zu handeln. Bodelschwingh, schreibt der Pfarrherr zu Frömern, „ist ein trefflicher Rittersitz mit schönen Gärten und fischreichen Teichen umgeben, eine halbe Stunde von Mengede und neben dem Dorf gleiches Namens gelegen. Zu diesem Schloß gehöret auch das Gericht Bodelschwingen, welches von dem Gericht Mengede ganz unterschieden ist. Die Besitzer dieses Hauses sind Erbvögte des kais. freien Hofes Frolinde, Richter der ersten Instanz derer in der Grafschaft Dortmund wohnender Frolinder Hofsleute, Schultheißen des vom Abten zu Werden lehnrührigen Hofes und Hofgerichts zu Marten, auch Holzrichter zu Hockerde, in dem Walde Meinelo. Zu diesem Schloße gehörte vorzeiten ein berühmter Freistuhl, davon noch ohne Zweifel die Gewohnheit ist, daß in einer nahe bei dem Schloß gelegenen Weide unter einem großen Hagedornen Strauch den Verbrechern heutiges Tages das Urtheil gesprochen wird. Henrich Linne Freigraf nennt in einem

Briefe vom Jahr 1443 den Freistuhl zu Bodelswingen des Hilgen Richs Overste Frigericht."

Als deren von Bodelschwingh erster Stammvater wird betrachtet Giselbert Specke, Ritter, aufgeführt in einem Brief des Stifts Herdicke vom J. 1303, auch als Richter zu Buchen 1306. Sein Sohn Ernst dictus Specke de Bodelswinge, famulus, und dessen Hausfrau Elisabeth verkaufen 1318 an das Kloster Elsey einige Güter zu Tospele, »sub pensione trium obulorum, super palum regium in Tremonia annuatim solvendorum.« Am Samstag nach Remigien 1328 erkaufte Ernst das Holzgericht zu Hockerde in dem Wald Meinelo, und mag er wohl der 1337 genannte Ernestus Specke, dapifer Arnoldi comitis de Marca in Bocum sein. Hingegen dürfte ein Sohn von ihm sein jener Ernst von Bodenswengel, welcher im J. 1387 von der Stadt Dortmund die Lehen über das halbe Gericht Mengede zu Mannlehen empfing. Dieses Bruder, Gerd von Bodelswing zu Bodelschwingen 1397, 1408, wurde der Vater von Ernst, der Großvater von Gerd, unter dessen Söhnen Wennemar, Ernst, der Ahnherr der Linie in Mengede, und Heinrich, des Deutschordens Ritter, Comthur zu Wellem und Landcomthur in Westphalen 1483, zu merken. Der Stammherr, Wennemar Herr zu Bodelschwingen, herzoglicher Marschall und Rath, Drost zu Lünen, Hofsschultheiß zu Hockerde, Gerichtsherr zu Mengede, starb 28. Mai 1532. Sein Sohn Gisbert erheurathete mit Anna Stael von Holstein „das schön Schloß und freier Rittersitz" Ickern, eine halbe Meile von Mengede an der Emscher gelegen. Sein Sohn Wennemar war ein Vater von sechs Söhnen, darunter Gisbert und Jobst Wilhelm, von dem unten. Gisberts Enkel, Gisbert Bernd, Director der Märkischen Ritterschaft, Cleve-Märkischer Hofgerichtsrath, starb im März 1686, Vater von Wessel Wirich, Friedrich Wilhelm, kön. preussischem Obristlieutenant, geblieben vor Landau, 17. Oct. 1704, und Gisbert. Des Johanniter-Ordens Senior und Comthur zu Schievelbein, Geheimer Regierungsrath für die Neumark, Drost zu Altena und Iserlon, Erbherr zu Sallenthin, ist dieser, 80 Jahre alt, den 20. Sept. 1735 verstorben. „Kurbrandenburgischer Kammerjunker, hatte er An. 1688

das Unglück, in einer Rencontre einen von Morrien zu entleiben; er ward aber occasione der Geburt des Churprinzens, hernach Königs in Preussen, gewisser vorkommenden Umstände halber pardonirt und nachgehends Regierungsrath zu Küstrin, Oberhofmarschall Markgraf Albrechts zu Sonneburg, Ritter und Kanzler des Johanniterordens." Wessel Wirich, Generalkriegscommissarius für die Grafschaft Mark, freite sich die Erbtochter von Wilm Salentin Retzgen zu Gerreshoven, Oberausen, Merum und Budingen, Alstein Almuth Louise, 1688, und wurde durch sie Vater des einzigen Sohns Gisbert Wilhelm, auf Bodelschwingh, Gerretzhoven, Oberausen, Merum, Budingen, Loe, Santfurt, Efferen, Loenen, Rechede und Senne, Gerichtsherr zu Bodelschwingh und Mengede, Hofsschultheiß zu Hockerde und Marten, Erbvogt des kaiserlichen freien Hofs Frolinde, Erbthürwärter des Erzstifts Cöln (aus der mütterlichen Erbschaft), gest. 13. April 1753. Aus der zweiten Ehe mit Katharina Sophia Louise Theodora Vogt von Elspe hinterließ er die einzige Tochter Gisbertine Anna Louise, geb. 2. Aug. 1729 und 1754 dem Freiherrn Gisbert Friedrich Wilhelm von Plettenberg zu Heeren angetraut, und dem hat sie das ganze Besitzthum der Hauptlinie zugetragen. Also entstand das Haus Bodelschwingh-Plettenberg.

Die Linie der Bodelschwingh in Mengede erlosch in der Person von Gerd, 16. April 1604. Jene in Ickern, an deren Spitze Wennemars und der Isabella von Wachtendonk jüngster Sohn, Jobst Wilhelm, 1625, wurde zu Grab getragen mit den vier Töchtern seines Sohns Franz, auf Ickern, Loburg und Altenmengede, kurbrandenburgischer Obrist 1666. Die älteste dieser Töchter, Margaretha, die Erbin zu Ickern, heurathete den Diederich Quad von Landskron zu Flammersheim. Franz hatte aber einen jüngern Bruder, Reiner oder Reinhard, der im J. 1633 als Herr zu Velmede erscheint, nachdem dieser „wohlgelegene und schöne Rittersitz unweit der Zesicke an der Landstraßen, die von Camen nach Lünen führt, im Amt Camen und Kirchspiel Metler gelegen", das Eigenthum seiner Gemahlin Anna Felicitas von Oynhausen, die als Wittwe den Rittmeister Jobst von der Brüggen heurathete und den 26. Juni 1669 verstarb. Ihr Sohn,

Reinhard Diederich von Bodelschwingh zu Belmede, wurde den 13. Juni 1668 bei der Ritterschaft der Grafschaft Mark aufgeschworen. Sein Sohn, Christoph Gisbert Diederich auf Belmede, † 19. Sept. 1744, wurde Vater von Christoph Gisbert Christian auf Belmede, der die Lehengüter der erloschenen Hauptlinie in Bodelschwingh beanspruchte, auch 1754 zu Dortmund mit dem Gericht Mengede belehnt wurde. Ein Enkel oder Urenkel von ihm wird gewesen sein Ernst von Bodelschwingh-Belmede, der, Landrath in Westphalen, zum Oberpräsidenten der Rheinprovinz ernannt wurde und hier seine genaue Kenntniß von Personen und Sachen bekundete, indem er, königlicher Commissarius für die Bischofswahl zu Trier, in der ersten Probe dem Bischof Arnoldi, dem milden, versöhnlichen, demüthigen Priester, die Exclusion gab. Im J. 1842 erfolgte seine Ernennung zum Finanzminister und im J. 1844 zum Cabinetsminister. Seinen Rathschlägen soll es zuzuschreiben sein, daß im J. 1848, Angesichts der letzten zu nehmenden Barricade, die siegenden Truppen abgerufen wurden, um sofort Berlin zu verlassen und in Dänemark des Kaisers Bart zu suchen. Der von Bodelschwingh-Belmede wurde darauf Regierungspräsident zu Arnsberg und starb sehr plötzlich über einer fröhlichen Jagdpartie, 1852 oder 1853. Ein Bruder von ihm ist der Finanzminister Karl von Bodelschwingh-Heyde, geb. 16. Dec. 1800. In Bezug auf Belmede meint Heinrich von Hövel, Speculum Westphaliæ, es sei eben so ungereimt, wenn man das Rittergeschlecht von Behlen im Stift Münster von der Prophetin der Bructerer, von Velleda herleite, als wenn andere auf die Gedanken verfallen, das Schloß Belmede in der Grafschaft Mark, nebst den Geschlechtern gleiches Namens, seien Ueberbleibsel dieser Velleda.

Dem Draiserhof folgt zunächst Sicambria, dicht am Rhein, die reizende Villa, von geschmackvollen Anlagen umgeben, ursprünglich der Cappelhof (nicht Capellhof) genannt. Im Jahre 1464 erkaufte die Abtei Eberbach von Johann Knebel von Katzenellenbogen und Anna, seiner Hausfrau, einen Weinberg zu Eltwil, Cappelhof genannt. Wie er der Abtei entfremdet worden, weiß ich nicht. In der neuesten Zeit hat Hr. Nilkens, der reiche

Weinhändler in Coblenz, den Hof käuflich von einem Herrn von Langer in Darmstadt an sich gebracht, bedeutend verschönert, auch ihm, unter Ermächtigung der herzoglichen Regierung, den seiner Heimath, dem Lande zwischen Maas und Schelde entlehnten Namen Sicambria beigelegt. Weislich hatte er der Regierung die Mühe, einen passenden Namen zu finden, erspart, vielleicht sich erinnernd, daß diese Behörde, angerufen, den anstößigen Familiennamen Kuheuter umzuwandeln, dafür das edlere Milchsack gewählt hatte. Der Namen Sicambria pranget über dem Eingang des herrschaftlichen Hauses; die Inschrift wird aber in der neuesten Zeit von wegen des Buchstabens C angefochten: dem wollen die Kritiker ein G substituiren, indem man glaubt, die Benennung des germanischen Stammes der Sicambrer von ihren Wohnsitzen zwischen Sieg und Emscher herleiten zu können. Wo hätten aber die Ubier vor ihrer Verpflanzung nach dem linken Rheinufer gewohnt? Sodann schreiben Jul. Cäsar und Ovid stets Sicamber. Indessen ist unsere große Zeit vorzugsweise eine Zeit sprachlicher Entdeckungen, deren Krone vielleicht der herrliche folgenreiche Fund, daß der unsterbliche Dichter Vergilius, nicht Virgilius zu heißen hat. Seitwärts von Sicambria über die Landstraße, etwas erhöhet, liegt, von Parkanlagen begleitet, des Hrn. Marx ausgedehnte Villa, beinahe dem Städtchen Eltwil sich anschließend.

Von demselben schreibt Bodmann: „Wenn Bär u. A. Eltwils Urstände in die römische Periode versetzen und ihm unter allen übrigen Orten des Rheingaues das höchste Alter zusprechen, so pflichte ich dieser Meinung nicht bey. Urkunden und Denkmäler bewähren es handgreiflich, daß 1) sein Ursprung pur deutsch seye, auch 2) Lorch, Winkel, Rüdesheim, vielleicht auch Kiderich, die Ehre eines gleichen Alters mit ihm theilen. Von einem Römercastelle daselbst weiß die Geschichte eben so wenig. Zuverlässig gehört unser alter Weiler, woraus Eltwil herworging, nicht diesem Zeitraum, sondern der Karolingischen Periode an. Fast von keinem Flecken des Rheingaues läßt sich die primitive Eigenschaft und dadurch der Ursprung seines allmälig entwickelten Emporsteigens so bestimmt und deutlich als von Eltwil nach-

weisen. Hier war, so lange dieser Gau sich noch in der Fiscalgewalt unserer deutschen Könige befand, gerade so wie zu Rüdesheim und Lorch im untern Rheingau und wie zu Wiesbaden in der Königshunderte, ein königl. Oberhof, welcher unstreitig schon damals jene Unterhöfe, Bezirke und Villicationen unter sich begriff, die sich noch später nachher durch Mark-, Gerichts-, Heerbanns-, kirchliche und andere Verbindungen rings umher, gleich mindern Gestirnen um den Mond, dem polit. Forscherauge kenntlich machen.

„Eltvil, durch K. Ottos I Freygebigkeit sammt dem obern Rheingaue bis zum Ausflusse des Elsbachs (Elisa) mit der primatischen Kirche zu Mainz vereint, behielt als erzbisch. Saal- und Dinghof diesen Vorzug unverrückt, gewann dadurch frühzeitig einige Befestigung, eine ansehnlichere Bevölkerung und Wohlstand, schwung sich eben dadurch in die uralte, aus jenem Curialvorzuge ihm angestammte Ehre eines rheing. Gerichtsoberhofs, ward darauf der Sitz des Landgerichts und eines rheing. Erzpriesters, erhielt endlich den so glänzenden als ersprießlichen Vorzug, sich mit einer eigenen erzbisch. Burg und bald darauf von K. Ludewig IV mit dem Landstadtrecht geziert zu sehen. Denn der Provisor des Erzstiftes Mainz, Erzbischof Balduin zu Trier, um der unruhigen, in Fehde mit ihm begriffenen Mainzer Bürgerschaft einen Zaum anzulegen und ihr den Rheinpaß von unten herauf wie von oben herab, bei Flörsheim, die Mainzufuhr abzuschneiden, baute im J. 1330 eine neue Burg zu Eltvil und brachte dem dahinterliegenden Orte, um ihm mehrere Aufnahme, der Burg selbst aber dadurch mehrere Hände zur Vertheidigung zu verschaffen, im J. 1332 von K. Ludewig die feyerliche Urkunde zuwege, wornach ihm gestattet ward, sich ummauern und befestigen, sich auch der Freyheiten der Stadt Frankfurt bedienen zu dürfen. Durch diesen neuen Vorzug, in Verbindung der ältern, überflügelte nunmehr Eltvil seine vorhin gleich ansehnliche Schwestern des Rheingaues gar mächtig und ward, zumal durch einige besondere Freyheiten unterstützt, das förmliche Haupt des gesammten Landes des Rheingaues.

„In dieser, damal vielbedeutenden Auszeichnung stieg Eltvil allmälig immer höher. Es ward nicht nur für den obern Rhein-

gau, sondern auch rings umher für eine beträchtliche Strecke rechts und links des Rheinstroms der Oberhof, d. i. das Rechtsorakel für Belehrung in verworrenen Rechtsfällen und für Erledigung der von Untergerichten den Parthepen zugefügten Beschwerden die Freistätte, sodann, nach dem Untergang des uralten rheing. Mallus, der Lützelaue, der gewöhnliche Versammlungsort der gesammten Landschaft in Dingen jeder Art, die das Interesse des Landes und seiner sämmtlichen Genossen in Anspruch nahmen, und sowie so viele benachbarte Kirchen Filiale der Eltviler Hauptkirche waren, so modelte sich nach diesem hierarchischen Muster genau auch die politische Verfassung: Steinheim, Oberwalluf, Rauenthal und lange Zeit auch Kiderich standen unter dem Eltviler Gerichtszwange; ein unstreitiger Rest des alten fiscaloberhöfischen Verbandes und späterhin Mutter des Eltviler Oberamts und dessen Schultheißerey. Ferner, sowie jene Dorfgemeinden in frühern Zeiten mit Eltvil nur Eine Pfarrgemeinde ausmachten, so bildeten sie eben auch in diesem Zeitraume nur Eine Markgemeinde. Diese Markgenossenschaft war im Mittelalter eine fruchtbare Mutter mannichfaltiger Anstalten, aber auch eben so vieler Zwisten zum Nachtheil nachbarlicher Eintracht. Noch jetzt ist Eltvil von Neudorff in Ansehung der Feldmarke nicht geschieden, dergestalt, daß beide Gemeinden noch wirklich nur Eine Markgemeinde ausmachen.

„Endlich bildete in vordern Zeiten die Gemeinde zu Eltvil mit den übrigen Töchtergemeinden auch nur Eine und dieselbe Heerbannsgemeinde, welche, mit den übrigen unvermischt und in abgesonderter Schaar (Compagnie), unter des Landhauptmanns (des Rheingrafen, nachher Vicedoms) Anführung auszog, mit der gesammten Rotte des Rheingaues zwar ihre Kriegseventure bestand, hingegen die Anstalten und Kosten ihrer Reise, Folge, Heerwägen, reisige Schäden rc. unter sich abgesondert anordnete, umlegte und ausglich, mithin ein genaues Muster der altrömischen Metrokomial-Verfassung, obgleich im verjüngten Maasstabe, bey sich aufstellte.

„Alle diese uralten Verhältnisse machten demnach Eltvil dieses obigen Vorzugs nicht nur nicht unwürdig, sondern trugen

umgekehrt zur Befestig- und Erhöhung seines hervorstechenden Ansehens unter seinen Landesgenossen das Meiste bey, obgleich Mißgunst, Neid &c. — die ewigen Gefährten des Erhabenen — nicht müßig waren, bey Gelegenheit sich öffentlich und heimlich entgegen zu lagern. Damit verband sich noch in der Folge, daß die Burg zu Eltvil im 14. und 15. Jahrhundert gleichsam das ordentliche Hoflager unserer Mainzischen Erzbischöfe war, wodurch neben dem Glanze auch Nahrung, Handel, Bevölkerung vermehrt und Eltvils alter Wohlstand in dem Maße erhöht ward, daß damit jener unserer sämmtlichen Landstädte des Erzstifts in keinen Vergleich gestellt werden mochte. Dort hausete überdies eine beträchtliche Anzahl edler Geschlechter, die durch den gräulichen Spuk, welcher Mainz im J. 1462 betroffen hatte, noch ansehnlichen Zuwachs erhielt; auch war es zu wiederholten Malen die Zufluchtstätte der aus Mainz flüchtigen Klerisey, als welche noch im J. 1519, „„do die pestilenzische Regierung zu Menze was,““ Gesundheits wegen sich lange dort aufhielt, wie solches wegen den bürgerl. Unruhen und Meutereyen gleichfalls im J. 1435, 1449 &c. geschehen war."

Urkundlich wird Eltvil zum erstenmal im J. 1032 genannt, als Wulferich für das Jahrgedächtniß seines Vaters Dudo einen daselbst gelegenen Weinberg an Bleidenstatt schenkte. Dahin gaben ferner Dirolf und Heilrad, Eheleute, einen Weinberg in confinio Altavilla iuxta ripam Rheni, der Seelen Dirolfs und seiner Mutter Friderun zu Trost, 1090. Am Ostertag, 8. April 1151, schenkt Erzbischof Heinrich I an das Kloster auf dem Jacobsberg das Fischwasser die Waldaffe, insoweit es zu dem erzbischöflichen Frohnhof in Eltvil gehörte; dafür soll man im Kloster den Tag Cosmä und Damiani, als an welchem der Erzbischof die Weihe empfing, feierlich begehen, nach seinem Ableben aber für ihn ein Jahrgedächtniß halten. Von wegen des Jahrgedächtnisses verheißt er den Brüdern eine reichliche Pitanz, plenariam charitatem aus dem Ertrag des von dem Frohnhof abhängenden Forstes.

Nicht sowohl die Anmuth der Landschaft, als vielmehr die Nähe der Stadt Mainz, der sie eine Brille zu werden bestimmt,

scheint die Anlage einer Burg am obern Rande des Ortes veranlaßt zu haben. Balduin von Luxemburg, der Erzbischof von Trier, nachdem er bereits 1320 durch Postulation berufen worden, den erzbischöflichen Stuhl von Mainz einzunehmen, konnte oder wollte der zweiten Postulation vom J. 1328 sich nicht versagen. Er übernahm sofort die Verwaltung des andern Erzstiftes, ergriff von allen Festen Besitz. „Denn es herrschte zu dieser Zeit," erzählt Tritthem, „ein großer Streit zwischen dem Clerus und der Bürgerschaft zu Mainz, weil jener an seinen alten Freiheiten und Rechten festhielt, welche die Bürger zu unterdrücken strebten. Und diese Zwistigkeit war es, welche die Canoniker bewog, den Erzbischof Balduin zum Verweser zu wählen, weil sie ihn als einen klugen und hochherzigen, mit Königen und Fürsten befreundeten Mann kannten, durch den sie den Uebermuth der Bürger zu brechen hofften. Noch bei Lebzeiten des Erzbischofs Matthias hatte der in Avignon residirende Papst Johannes XXII die demnächstige Besetzung des erzbischöflichen Stuhles von Mainz der apostolischen Verfügung vorbehalten, und als die Erledigung erfolgte, ernannte er am 11. October 1328 den Propst von Bonn, Heinrich von Virnenburg, zum Erzbischof und ertheilte ihm, obgleich derselbe damals noch nicht die Priesterweihe empfangen hatte, die Befugniß, die Jurisdictionsrechte des Mainzer Stuhles, insbesondere so weit sie die römische Königswahl beträfen, schon jetzt auszuüben. Inzwischen erhielt er aber die Nachricht von der Postulation Balduins, und obgleich er deshalb dem Mainzer Capitel sein großes Erstaunen darüber ausdrückte, weil ihm die päpstliche Reservation doch bekannt sein müsse, und befahl, dem päpstlichen Provisor Heinrich sich zu unterwerfen: so gehorchten doch weder das Capitel, noch der Postulirte diesem Befehl, ein Beweis, wie sehr diese päpstlichen Reservationen wiederum den reinen Friedenshimmel trübten, dessen seit der neuen Epoche der Wahlfreiheit bei Besetzung der bischöflichen Stühle die deutschen Kirchen genossen. Aber auch die Mainzer Bürgerschaft verweigerte es, den neuen Beschützer der Kirche, wie die Gesta Trevirorum ihn nennen, aufzunehmen; denn sie fürchtete den strenggesinnten und mächtigen Mann. Um

deshalb ihn von einem Besuch der Stadt abzuhalten, sowie jede Gemeinschaft mit ihm innerhalb der Stadt zu verhüten, vertrieben die Bürger fast alle Geistlichen aus Mainz, überfielen auf Laurentiustag (10. Aug.) 1329 das Kloster Jacobsberg, das sie nebst der Kirche zerstörten und in eine feste Burg zur Bedeckung der Stadt umwandelten, und legten das prachtvolle Kloster St. Alban wie das St. Victorstift und das erzbischöfliche Schloß in Asche. „Von dieser Zeit an," schreibt Trithem, „bis zur vollständigen Unterwerfung der Stadt, welche in meinem Geburtsjahr (1462) Statt hatte, ist als Strafe Gottes für diese Frevel das Glück den Mainzern immer entgegen gewesen. Sie sanken täglich immer mehr, bis sie endlich, durch die Größe ihrer Schuld gedrückt und zu nichte gemacht, Hülfe und Freundschaft aller Städte im Umkreise verloren und zuletzt, in Folge eines Aufruhrs auch Stadt, Herrschaft und obrigkeitliche Gewalt verlierend, gezwungen waren zu sterben oder auszuwandern." Der vertriebene Clerus flüchtete auf seine Güter im Rheingau. Balduin aber rückte mit einem Heer heran, das Gebiet von Mainz zu verwüsten und zu zerstören. Um den Mainzern endlich allen Verkehr abzuschneiden, befestigte er Eltvil, wo er zugleich eine Burg errichtete, sowie nicht minder Gaualgesheim und die Kirche zu Flörsheim, damit auf diese Weise Waaren und Alles, was etwa heimlich von Frankfurt nach Mainz geschafft werden könnte, weggenommen und der Stadt überhaupt weder Lebensmittel noch andere Nothwendigkeit zugeführt würden.

Die Stärke der neuen Festung zu mehren, wurde auch ein Anfang gemacht mit der Befestigung des anliegenden Fleckens, welche zwar in offenem Widerspruch mit der von Kaiser Friedrich II der Stadt Mainz 1224 ertheilten, von Richard von Cornwall und Rudolf I bestätigten Handfeste, »ut infra quatuor leucas in districtu seu circuitu ciuitatis predicte nulla prorsus munitio, castrum, ciuitas aut oppidum, aut exstructio, que Burglich Buw vulgariter appellatur, a modo construatur,« es mußte daher für Balduins Schöpfungen zu Eltvil und Algesheim ein Rechtstitel gesucht werden. Den ertheilte K. Ludwig am 23. Aug. 1332, und heißt es in der Urkunde: „Auf Bitten

des ehrwürdigen Balduin, Erzbischofes von Trier, Provisor des heiligen Stuhles von Mainz, unseres Fürsten und geliebten Secretarius, sowie auch zum Vortheil der Mainzer Kirche schmücken wir kraft Unserer kaiserlichen Machtvollkommenheit durch Gegenwärtiges den Ort Eltevil, im Rheingau gelegen und zur Mainzer Kirche gehörig, mit der Wohlthat der Freiheit, so daß dieser Ort mit Mauern, Gräben und anderen Befestigungen umgeben und beschützt werden mag. Der Ort und seine Bewohner sollen sich der Freiheit und Immunitäten wie unsere Stadt Frankfurt, sowie der Abhaltung eines Wochenmarktes auf immer erfreuen u. s. w." Wenn der um die Geschichte des Rheingaues so vielfach verdiente Eberbacher Bursier Pater Bär glaubte, durch die Verleihung dieser Freiheit sei Eltvil Reichsstadt geworden, so hat dem schon Bodmann widersprochen, indem er sagt: „Bei Errichtung neuer Städte, neuer Klöster, neuer hohen Schulen u. s. w. war es gemeine Sitte des Mittelalters, der neuen Pflanzung die Freiheit einer ältern, benachbarten dieser Art als Mitgift zu ertheilen, — dabei hatte es aber keineswegs die Meinung, diese neuen Geschöpfe dem alten Verbande mit ihrem Fürsten und dem Lande zu entreißen, sofort sie zu Reichsfreien und unmittelbaren Reichs- oder Freistädten zu erheben, sondern das Ganze bezog sich auch hier, wie natürlich, nur auf die mit jenen Mutterstädten gleiche Befugniß, sich zu befestigen, und die Marktfreiheit." Im Allgemeinen ist das nun zwar richtig, im Besondern jedoch nicht, und die eigentliche Bedeutung ergibt sich am klarsten aus einer Urkunde vom 25. Febr. desselben Jahres (Böhmer, Cod. dipl. Moenofrancofurtanus I, 517), worin der Kaiser sagt, daß die von ihm an einige Städte, Märkte und Dörfer der Herren ertheilte Freiheit nicht den Sinn habe, als sollten diese nun alle die Freiheit und besondern Gnaden haben, wie Frankfurt und andere Reichsstädte, sondern daß sie sothane Freiheit nur an den Wochenmärkten haben möchten, und ihr Urtheil zu suchen nach derjenigen Stadt Recht, darnach sie Freiheit erhalten hätten.

„Inzwischen war auch der kaiserliche Rechtsspruch gegen die Mainzer ergangen, der am 27. Januar 1332 dahin gefället

worden, daß die Stadt auf Klage der Geistlichkeit wegen eines ihr zugefügten über 200,000 Mark Silber betragenden Schadens in die Acht erklärt und Anleit (1) auf ihr Gut gegeben wurde. Zugleich wurde die Stadt aller von dem Erzstift erhaltenen Privilegien verlustig erklärt; die Acht und Anleit sollten ohne Einwilligung der Kläger nicht zurückgenommen werden; wer den Verurtheilten fürder beholfen sei, solle gleiche Schuld tragen; alle früher mit ihnen eingegangenen Bündnisse endlich sollen aufgelöst sein. Ferner beurkundete der Kaiser, daß an dem genannten Gerichtstag zwischen der Geistlichkeit von Mainz auf der einen und dieser Stadt auf der andern Seite, das Stift St. Victor gegen Rath, Bürger und Gemeinde daselbst auf Erlegung von 6000 Mark Silber wegen Zerstörung seines Münsters geklagt, und er demselben auf sein Ansuchen den Gottfried von Epstein, den zeitlichen Amtmann zu Oppenheim, und Burgmannen und Rath daselbst zu Anleitern auf das Mainzer Gut, und viele genannte Herren und Städte zu Schirmern und Helfern gegeben habe.

„Zwischen dem Erzbischof Balduin und der Stadt Mainz kam es jedoch bald zur Ausgleichung, indem er bereits den 22. Juli dem Landfrieden beitrat, welchen die Städte Mainz, Straßburg, Worms, Speier und Oppenheim mit dem Bischof Gerlach von Worms und den Pfalzgrafen Rudolf und Ruprecht geschlossen hatten und den er am 21. August durch besondere Urkunde zu halten versprach.

„Noch harrte aber die Angelegenheit wegen der Ernennung Heinrichs von Virnenburg zum Erzbischof von Mainz ihrer Entscheidung. Am 30. April 1333 hatte zwar der Papst Johannes XXII den Erzbischof Balduin, der, gestützt auf die Wahl einiger Mainzer Canoniker, sich der Verwaltung dieses Erzstifts bemächtigt habe, aufs ernstlichste gemahnt, dasselbe an den mit der päpstlichen Provision versehenen rechtmäßigen Erzbischof Heinrich zu überlassen, und zugleich den Domdechant von Angers, Gerhard von Bisturre, als seinen Bevollmächtigten zur Entscheidung dieses

„(1) Einsetzung in die durch gerichtliche Autorität erhaltenen Güter."

Gegenstandes beglaubigt; allein der Tod ereilte den Papst am 4. Dec. 1334, ehe noch eine Erledigung dieser Zwistigkeit erfolgt war. Sein Nachfolger Benedict XII griff die ganze Angelegenheit in demselben Sinne wieder auf und entschied sich für die Ernennung Heinrichs, trotz der Verwendung des Königs Philipp von Frankreich für Balduin. In einem Briefe vom 5. Juli 1336 schrieb er deshalb an den König, dessen Einmischung in deutsche Angelegenheiten zu dieser Zeit sehr bezeichnend ist, daß demnach durch feierliche, bei dem römischen Stuhl verhandelte Processe erkannt worden sei, wie das Erzbisthum Mainz vermöge der noch bei Lebzeiten des Erzbischofs Matthias von Papst Johann XXII auf den Erledigungsfall sich vorbehaltenen Provision dem päpstlichen Provisen Heinrich von Virnenburg gehöre, die von einigen Mainzer Canonikern vorgenommene Wahl Balduins, Erzbischofs von Trier, ebenso unbefugt gewesen sei, als dessen eigenmächtige und gewaltsame Occupation des Mainzer Stuhls, weshalb der König ihn dann für entschuldigt halten wolle, wenn er aus Gründen des Rechts dessen für Balduin eingelegter Empfehlung keine Folge geben könne. Jetzt gab dann auch Erzbischof Balduin nach und resignirte in einem Schreiben vom 12. Nov. 1336 auf die Verwaltung des Erzstifts, die er durch an den Papst abgesandte Bevollmächtigte in dessen Hände niederlegte. Unterm 16. Dec. veröffentlichte der Papst diese Resignation und forderte in einem Schreiben vom 10. Januar 1337 die Einwohner der Stadt und Diöcese Mainz auf, seinen Bevollmächtigten Guigo von St. Germain und Nicolaus Capoccia von St. Omer zu gehorchen, die er mit der körperlichen Besitznahme des Erzstifts und seiner geistlichen und weltlichen Verwaltung beauftragt habe. Am 11. April kamen die beiden Machtboten nach Bingen, wo das Domcapitel sich aufhielt, und forderten dasselbe auf, ihnen die Verwaltung des Erzstiftes zu übergeben, und nachdem auch der Erzbischof Balduin das Capitel zu sich nach Bacharach berufen hatte, um ihm zu erklären, daß er die Verwaltung niederlege, wurde dann Heinrich von Virnenburg als Erzbischof anerkannt. Weil jedoch zu befürchten stand, daß der Papst wegen der Widersetzlichkeit

des Capitels dasselbe zur Strafe ziehen werde, so fand die Anerkennung Heinrichs nur unter der Bedingung Statt, daß er dem Capitel des Papstes und römischen Stuhles Huld erwerbe, so daß der Papst an ihren Leib und Gut keinerlei Ungnade lege und sie aus dem Bann lasse, bis wohin das Capitel im Besitz von Lahneck, Lahnstein, Ehrenfels, Bingen, Oppenheim, Starkenburg und Wildenberg bleiben möge.

„Als Erzbischof Heinrich die Regierung des Erzstiftes antrat, waren Burg und Befestigung von Eltvil noch nicht vollendet. Obgleich dieselben aber als Zwangsmittel gegen seine eigenen Freunde, die Mainzer Bürger, entstanden waren, so mochte er doch ihren Werth viel zu gut einsehen, um sie unausgeführt zu lassen oder gar wieder zu zerstören, und er ließ es sich deshalb zur ersten Sorge sein, das begonnene Werk zu Ende zu führen, wie dieses namentlich die Binger Chronik berichtet, worin es heißt: „„— und fing an der neu Erzb. Henricus daß schloß zu Elvelt außzubauen und daß stättlein mit graben und mauren zu befestigen, was von Balduino von Trier angefangen außzuführen."" Während des Baues wurde die Burg jedoch im Jahre 1339 von einem Brande heimgesucht, der nicht nur einen beträchtlichen Theil derselben zerstörte, sondern auch sämtliche dort niedergelegte Urkunden von den Zeiten der Merowinger ab bis zum 13. Jahrhundert vernichtete. So erzählt Bodmann, ohne jedoch die Quelle anzugeben, woher diese Nachricht geschöpft, die auch an keinem andern Orte zu finden und daher nicht weiter zu belegen ist, während er hinwiederum ferner berichtet, daß Erzbischof Heinrich sowie dessen Nachfolger Gerlach sie wieder hergestellt hätten und dieser letztere, ein geborner Graf zu Nassau, sie verschönert und zu seinem Lieblingssitz und steten Sommeraufenthalt gewählt habe, weil sie dem Lande seiner Voreltern und Verwandten so nahe gelegen war. Erzbischof Heinrich war nur bis zum J. 1346 im Besitze von Eltvil; denn am 7. April dieses Jahrs wurde er von Papst Clemens VI excommunicirt, suspendirt und des Mainzer Bisthums verlustig erklärt: weil er trotz der päpstlichen Warnung seine Verbindung mit dem gebannten Kaiser Ludwig fortgesetzt, demselben Beistand geleistet

und so der Kirche, seiner Mutter, die ihn erhoben, Trotz geboten habe; weil er ungehorsam, treulos gewesen und die Eide gebrochen, die er dem Papst Johannes und seinen Nachfolgern geschworen habe; weil er trotz der über ihn verhängten Suspension fortgefahren habe, die Befugnisse geistlicher und weltlicher Aemter auszuüben, so unter andern den Erwählten von Würzburg zu weihen u. s. w., wie dieses alles die in Schunks Beiträgen 2, 352 mitgetheilte, ausführliche Collatio facta per Clementem P. P. VI. in depositione Henrici Archiepiscopi Moguntini enthält. An seine Stelle ernannte der Papst den zwanzigjährigen Dombechanten Gerlach, der sich auch sofort in den Besitz des Rheingaues setzte und zunächst am 11. Juli die Wahl des Markgrafen Karl von Mähren zum deutschen König leitete, wie dieses der Papst gewünscht hatte. Die Wahl geschah zu Rhens durch die Erzbischöfe von Mainz, Cöln und Trier, den König Johann von Böhmen und Rudolf von Sachsen, welche einmüthig erklärten, daß das Reich schon seit einiger Zeit erledigt gewesen sei; allein Karl konnte auch selbst dann noch nicht in den ruhigen Besitz des Reiches kommen, als durch den am 11. October 1347 erfolgten plötzlichen Tod Ludwigs sein großer Gegner beseitigt worden, da namentlich Ludwigs Sohn, der Markgraf Ludwig von Brandenburg, das bayerische Haus und der abgesetzte Erzbischof Heinrich ihm einen neuen Gegenkönig aufzustellen bemüht waren, den sie endlich in Verbindung mit dem Herzog von Sachsen-Lauenburg in dem Grafen Günther von Schwarzburg fanden, welcher von ihnen am 1. Januar 1349 als König gewählt wurde. Zwar fielen seine eigenen Brüder sowie der Pfalzgraf Rudolf wieder ab, doch wagte er es, mit einem Heer gegen Karl zu ziehen; sein Vortrab wurde indeß von dem Grafen Eberhard von Würtemberg geschlagen, worauf ein großer Theil seiner Truppen auseinanderlief und er sich genöthigt sah, in die Burg und Stadt Eltvil sich zu werfen und sich bis über die Ohren zu verschanzen. Hier stieß auch Ludwig von Brandenburg zu ihm, aber nicht mit einer Unterstützung, sondern mit dem Rath, sich mit Karl zu vergleichen, der ihn belagerte. Günther, der nun wohl sah, wie wenig

Aussicht für ihn da war, die dargebotene Krone zu behaupten, ging darauf ein, erhielt durch den Vertrag vom 24. Mai 1349 20,000 Mark Silber als Abstand und begab sich nach Frankfurt, wo er bald darauf, am 14. Juni starb. Albert von Straßburg und die Limburger Chronik sagen, er habe von einem Frankfurter Arzt, Freydank mit Namen, bei seinem Aufenthalt in Eltvil (Alchphyl) Gift erhalten, und dieses, meint Bodmann nach dem Chron. Sanpentrin., sei durch diejenigen veranlaßt worden, welche ihm die Gegenkönigswürde aufgedrungen, ihn nachher im Stiche gelassen und ihrer Treulosigkeit sich geschämt hätten. „„Tausend Tode,““ soll Günther gesagt haben, „„wenn es möglich wäre, möcht ich sterben, damit euch, meinen Verräthern, und euern Nachkommen der Judasname ewig anhangen müßte.““

„Eine nochmalige starke Befestigung erhielt die Burg zu Eltvil unter Erzbischof Johann II im J. 1409. Dieser beabsichtigte nämlich, einen neuen Thronwechsel herbeizuführen, und hatte sich deshalb bereits mit den Erzbischöfen von Trier und Cöln geeinigt, als König Ruprecht, seine gefährdete Stellung einsehend, beschloß, durch einen Kriegszug den Entwürfen des Erzbischofs zuvorzukommen. Dieser, durch getreue Boten davon unterrichtet, daß der erste Einfall dem Rheingau gelten sollte, befestigte eiligst seine Burg zu Eltvil und besetzte sie mit einer ansehnlichen Truppenmasse, als plötzlich der König auf der Burg Landskron bei Oppenheim starb und ein neuer Thronkrieg dadurch dem Reich erspart wurde.

„Seit Gerlachs Zeiten war die Burg die beständige Residenz der Mainzer Erzbischöfe gewesen, und so starben hier am 4. April 1373 Johann I von Luxemburg-Ligny, am 10. Juni 1434 Conrad III aus dem Geschlecht der Wildgrafen und am 6. Sept. 1475 Adolf II von Nassau, bis endlich Erzbischof Dieter von Isenburg, der von 1475 bis 1482 regierte, die Martinsburg in Mainz erbaute, die nun eine beständige Residenz der Kurfürsten wurde. Doch ließ sie Erzbischof Berthold von Henneberg, welcher vom Jahr 1484 bis 1504 auf dem Stuhl des h. Bonifacius saß, im Zeitgeschmack erneuern, und Erzbischof Sebastian von Heusenstamm nahm nach der Zerstörung der Martinsburg durch

den Markgrafen Albrecht im J. 1552 wiederum da seine Residenz. Hier starb er auch am 18. März 1555. Als aber sein Nachfolger Daniel Brendel von Homburg die Martinsburg wiederum hergestellt und erweitert hatte, und endlich gar das neu erbaute Schloß zu Aschaffenburg Aufenthaltsort der Erzbischöfe wurde, gerieth die Burg zu Eltvil allmälig in Verfall, ein großer Theil wurde abgebrochen und der Rest dem zeitlichen Landschreiber des Rheingaues zur Amtswohnung eingeräumt."

Im Sommer 1584 nahm der kranke Kurfürst August von Sachsen mit einem Gefolge von mehr als hundert Personen und 225 Pferden auf Einladung des Kurfürsten von Mainz Quartier im Schlosse und Städtchen Eltvil, um von dort aus die Brunnencur zu Langenschwalbach zu gebrauchen, zu welchem Behufe das Wasser bei Nacht durch Träger von dem Bade aus dahin gebracht wurde. Die Unsicherheit hatte in Folge der Religionskriege so überhand genommen, daß der Kurfürst von Sachsen sich nur hinter den Gräben und Mauern des wohlverwahrten Schlosses sicher fühlte. Das Schloß muß indessen im dreißigjährigen Kriege (1640?) eine Zerstörung erlitten haben, da die Merian'sche Abbildung von Eltvil in der Topographia archiepiscopatus Moguntinensis von 1645 Thurm und Burg dachlos darstellt. Im Text heißt es: „Hat ein Schloß, so jetzt abgebrannt."

„Von der Mainzischen Burg," schreibt mein werther Freund, Hr. Assessor Eltester, „sind noch bedeutende Reste, obwohl stark modernisirt, vorhanden. Von guter Wirkung ist namentlich der 80 Fuß hohe, massiv aus rothen Sandsteinquadern erbaute Thurm, nach dem Wappen und der Jahrzahl auf der Rheinseite, 1485, von Erzbischof Berthold von Mainz aufgeführt, möglicherweise den ältern Thurm in sich schließend, da die Mauern von ungewöhnlicher Dicke sind. Der Thurm hat unten einen Verließraum, darüber 4 gewölbte Stockwerke mit Kreuzstockfenstern, und über einem sehr zierlichen Bogenfries, der dahinter befindliche Machicoulis (Gießschlöte zur Bestreichung des Fußes des Thurms) verbirgt, ein Wachtzimmer mit hohem Spitzdach. Ein achteckiger Treppenthurm und drei zierliche Erkerthürmchen krönen

die Zinne sehr malerisch. Von dem innen offenen Gebäudeviereck, das sich dem Thurm nordwestlich anlehnte, mit 2 runden Eckthürmen, stehen nur die alten hohen Außenmauern aufrecht. Das Hauptwohngebäude des Erzbischofs war sicher der südliche Flügel, wo noch die Substructionen eines großen Gebäudes unter den modernen Amtsgebäuden zu erkennen sind. Auf der Ostseite von der Stadt her ist noch das schön profilirte gothische Einfahrtsthor erhalten, zu welchem eine Zugbrücke über den 80 Fuß breiten und 20 Fuß tiefen gemauerten Graben führte. Auf der Rheinseite zieht sich um den Fuß des Thurmes die alte Ringmauer mit ihren Zinnen und zierlichen Eckthürmchen. Die ehrwürdigen Kanonenkugelnarben des 30jährigen Krieges auf der Rheinseite des Thurmes hat die neueste rosenfarbene Anpinselung gründlich vertilgt. Die Burg wird jetzt als Amts- und Renteigebäude von dem Amte Eltvil benutzt."

In der Nähe der Burg stand wohl auch die Münze, welche, im 14. Jahrhundert angelegt, bis in das folgende ihre Thätigkeit fortsetzte. „Das älteste Mainzer Münzprivilegium, welches man kennt, ist jenes, welches Erzbischof Gerlach im Jahre 1354, 22. Januar, dem Eltviler Münzmeister, dem Brabänter Johann von Wesemale ertheilt hat. Ebenderselbe verlieh im J. 1360 die Münze und das Haus zu Eltvil Friedrichen von Münstereifel. Im J. 1382 bestellte Erzbischof Adolf I den Meister Johann von Richense auf 12 Jahre als Münzmeister zu Eltvil, Bingen und Höchst. Nach dieser Zeit finde ich von Eltviler Münzmeistern nichts mehr. Die Freyheiten derselben enthält eine weitläuftige Urkunde Erzbischofs Gerlach vom Jahre 1354, wovon wir hier die Summarien liefern. Sie bestanden 1) in der Freyheit von allen Geld- und andern Abgaben, ausgenommen den Pacht, den sie an den Erzbischof zu liefern hatten. 2) In ihrem und ihrer Diener privilegirten Gerichtsstande vor dem Erzbischof oder seinem Commissar in gröberen Verbrechen. 3) In der Fürderung auswendig des Landes und Gerichtes. 4) In der Freyheit von Schätzung und Zoll ihrer Kaufmannschaft und andern Sachen. 5) In der Pflicht des Münzherrn, im Falle der Gefängniß sie zu ledigen und zu lösen, ohne allen

ihren Schaden. 6) In dessen Zusicherung, sie binnen der bestimmten Zeit von der Münze nicht zu entsetzen, und 7) im Vorzugsrechte bey neuer Verpachtung nach Ablauf der vorigen Zeitpacht. Sie wurden immer auf bestimmte, 5—7 Jahre angenommen. Erzbischof Gerlach ließ nicht auf seine Rechnung, sondern auf Kosten der Münzer, gegen Pacht und Schlagschatz münzen; dieser bestand von der Mark Gold in einem halben kleinen Gulden, von der Mark Silber aber in einem großen Turnosen oder 2 Schill. Heller. Ohne des Wardeins Verhängnisse durfte die Münze nicht von der Münzstatt weggetragen werden; sie kam in eine Büchse, wozu sowohl der Münzmeister, als der Wardein einen Schlüssel hatte. Sie ward von erzbischöfl. münzverständigen Commissarien geseigert und geprüfet, und wenn sie recht befunden war, erhielt der Münzmeister darüber seine Quittung. Befand sich dabey, daß bey der Mark Golds oder Silbers nur 2 Grän, oder dabey, an Schrot oder Korn gebrachen, so war der Münzmeister zwar nicht straffällig, jedoch verbunden, solches beym künftigen Werke und Schlage wieder einzubringen und hinzu zu thun."

Auch eine Buchdruckerei hat der Ort gehabt. „Heinrich Bechtermünz (Bechtelmonze), ein Schüler und Gehülfe Henchins Genßfleisch, genannt Gudenberg, gleichfalls Mainzer Patrizier und mit Genßfleisch verwandt, errichtete zu Eltvil noch bey des Erfinders Lebzeiten, und zwar mit dessen eigenen, ihm jedoch nicht zum Eigenthum, sondern nur nutznießlich überlassenen Typen und Druckzeuge, eine Buchdruckerey; er starb aber vor Genßfleisch im Jahre 1467, und sein Bruder Niclas vollendete das von ihm angefangene, nun äußerst seltene Werk: Vocabularium latino-teutonicum, 1467, in kl. 4. mit Hülfe Wigands Spieß von Ortenberg. Eben dieser fertigte 1469 eine neue Auflage davon mit den nämlichen Typen, die er nach Henchins Tode vom Mainzer Stadtsyndicus (Kanzler) Dr. Conrad Homery (nicht Humbracht, wie Köhler meint) erhalten hatte. Neue Auflagen davon erfolgten ferner in den Jahren 1472, 1479. Heinrichs Hausfrau war Grede von Schwalbach zu Niederhofheim, mit welcher er eine im J. 1464 an Jacob von Sorgenloch ver-

heurathete Tochter, Else, und einen Sohn, Heinrich Bechtermünz, erzeugte. Unser Heinrich kommt bereits in einer noch ungedruckten Urkunde vom J. 1440 off den ersten Sontag nach St. Felentins (Valentins) Dag, in Gesellschaft Clas Widenhoffs und Johann Molsberg, als Zeuge vor. Nach einem alten Calendar oder Necrologe von einem Hagiologio des Klosters St. Agnes zu Mainz starb er III Idus Julii (1467), wo auch die Todestage seines Vaters Johann Bechtelmunze und seiner Mutter Nese, imgleichen seines Bruders verzeichnet sind. Er starb zu Eltvil und fand seine Grabstätte in der Pfarrkirche daselbst, wo auch noch das ihm errichtete Denkmahl zu sehen ist. Hanns Bechtelmunz, Heinrichs Sohn, starb auch zu Eltvil 1483 und ward daselbst begraben; sein Denkmahl tragt die Inschrift: Anno Dñi M. CCCC. LXXXIII den 5 . . . tag Aug. obiit validus Joannes de Bechtelmunss, c. a. r. i. p. Das daran befindliche Wappen kommt genau mit jenem überein, welches sich unter andern auf dem Denkmahle des 1498, 9. Jun. verstorbenen und zu Eltvil begrabenen Jacobs von Sorgenloch, imgleichen auf dem Grabsteine des 1510, Dienstag, den 8. Tag nach Martini verlebten, vor dem St. Katharinen-Altar des Klosters Eberbach beerdigten Philipp von Sorgenloch, mit den Ahnen Sorgenloch, Bechtermünz, Udenheim, Schwalbach, und unter den Wappen der 16 Ahnen des im J. 1614, 19. Nov. verstorbenen Phil. Adolf von Molsberg, auf dessen Denkmahle in der Kirche zu Bodenheim befindet. Als Scheffe des Gerichts zu Hechtsheim zeigt sich unser Hanns Bechtelmünz in Urkunden vom J. 1467, 1471, 1472, 1481, nach welchem er daraus verschwindet; an diesem Orte besaßen die drei Geschlechter, Gensfleisch, Bechtelmünz und Spieß, ansehnliche Höfe." Hans hinterließ nur Töchter, Klosterfrauen alle drei. In Gemeinschaft seiner Schwester Else, die an Jacob von Sorgenloch und als Wittwe an Hans von Sorgenloch genannt Gensfleisch verheurathet, beerbte er den Oheim Nicolaus Bechtermünz, deß einzige Tochter Margaretha Priorin zu Dalheim. Die genannten Erben verkauften das Druckergeräthe an die Kogelherren zu Marienthal, die hinwiederum, als sie zu drucken aufhörten, im J. 1508 an Friedrich Haumann

von Nürnberg, Buchdrucker im Kirschgarten zu Mainz verkaufen. Dort mag die Officin zu Grunde gegangen sein.

Die stattliche gothische Kirche zu St. Peter und Paul, im Herzen der Stadt gelegen, war „noch im 12. Jahrhundert die einzige Pfarrkirche im sogenannten Oberamt Rheingau, von der alle übrigen Ortschaften in diesem Sprengel als Filiale abhingen. Erzbischof Friedrich hatte sie in der Mitte des 10. Jahrhunderts (936 bis 954) sammt dem Zehnten der schon damals eigens bestandenen fünf Dörfer Hattenheim, Erbach, Kiedrich, Steinheim und Walluf dem St. Peterstift bei Mainz zur Verbesserung seiner Präbenden geschenkt, den Pfarrsatz dasigem Propst zugeeignet und für den von ihm zu ernennenden Pastor den Zehntertrag von Hattenheim besonders angewiesen. Im Jahr 1069 erneuerte Sifrid I dem Stifte seine durch Unfall beschädigten Documente darüber und bestätigte mit seiner Autorität die ansehnliche Schenkung seines Vorfahrs.

„Zweihundert Jahre lang blieb das Stift in unangefochtenem Besitze der so wichtigen Pfarrei. Nun trat aber das Frauenkloster Tiefenthal als Mitwerber auf und nahm die Kirche zu Eltvil, als ein Geschenk des Erzbischofs Arnold, von dem es zwei Diplome darüber aufwies, in Anspruch. Die Sache kam unter Arnolds Nachfolger Konrad zum Prozeß, ward auf seinen Befehl und in seinem Namen vom damaligen Dompropst Christian geschlichtet, der aber nachher als Erzbischof sein Urtheil selbst reformirte, gelangte durch Appellation an das päpstliche Gericht und ward endlich nach vieljährigem Umtriebe von dem nach Mainz zurückgekehrten Erzbischof Konrad 1183 für das St. Peterstift definitiv entschieden, wie uns derselbe in einem darüber ausgefertigten Briefe sehr umständlich berichtet.

„Die oben genannten fünf Dörfer hatten anfänglich in ihrer Mitte noch keine Gotteshäuser, und ihre Einwohner mußten nicht nur selbst zu den gebotenen Religionsübungen nach Eltvil wandern, sondern auch ihre neugebornen Kinder zur Taufe und ihre Todten zum Begräbnisse dahin bringen. Dies ward ihnen aber in der Folge zu lästig, und wie Bevölkerung und Wohlstand zunahmen, wetteiferten sie mit einander, sich ihre Andacht bequemer zu machen. In dieser Absicht erwirkten sie

sich nach und nach von den Erzbischöfen das Privilegium, kraft dessen sie in ihrem Bezirke Kirchen erbauten und eigene Priester dingten, die, in ihrer Mitte wohnend, ihnen auf Sonn- und Festtagen die feierliche Liturgie, die Verkündigung des Wortes Gottes und sonst, nebst Ausspendung der übrigen Sacramente, auch Taufe und Begräbniß verrichten konnten.

„So hatten sich nun zwar die Nebendörfer ihren Kirchengang und andere Religionspflichten erleichtert, sie blieben aber dennoch in dem Send- oder Zehntbanne der Mutterkirche zu Eltvil, und ihre Privatkirchen hießen darum nur Capellen. Die Einrichtung bestand schon vor Ende des 10. Jahrhunderts, und der kleine Ort Steinheim bei Eltvil war der erste, oder ist doch aus einer ungedruckten Urkunde der erst bekannte, wo solche getroffen worden. Ein dort angesessener Edelmann hatte darin mit Genehmigung des Erzbischofs Willigis ein Gotteshaus erbaut und aus seinem Erbe begiftet. Er ließ es von dem ehrwürdigen Azzo, Bischof der alten Stadt (Orvieto), Gott und der Ehre seiner Heiligen einweihen, und Willigis gab den Einwohnern zu Steinheim das Privilegium, daß sie in ihrer Capelle taufen und begraben lassen und sich nach ihrem Belieben einen tauglichen Priester wählen sollten, der in ihrer Mitte wohnen und den Kirchendienst zu gewissen Stunden desto richtiger versehen könnte. Sei es nun, daß die Steinheimer aus zufälligem Hinderniße ihr Vorrecht nicht sogleich in Ausübung brachten, oder vom Pastor zu Eltvil Widerspruch fanden: sie verlangten nach einem halben Jahrhundert von Erzbischof Sifrid und erhielten die Bestätigung, wovon der Originalbrief noch da ist. „„Diese von meinem Vorfahrer gegebene Erlaubniß,““ spricht Sifrid, „„bestätige auch ich der Capelle zu Steinheim, daß sie nämlich Taufe, Begräbniß und einen beständigen Priester in ihrer Mitte haben können.““

„Da hätten wir also ein diplomatisches Zeugniß von der Kirchenverfassung im 10. Jahrhundert, wie ich solche oben überhaupt darstellte, freilich nur von dem einzigen Steinheim, von dem sich aber aus der Analogie auch auf andere, zumal wichtigere Ortschaften sicher schließen läßt. Doch ich bedarf nicht

einmal des analogischen Beweises, indem mir die nämliche Urkunde die positive Nachricht davon darbietet. Wirklich fand das Beispiel von Steinheim bald Nachahmung, und schon in der Mitte des 11. Jahrhunderts zeigen sich auch in den andern drei Rheinorten, Walluf, Erbach und Hattenheim einheimische Capellen mit gleichen Befugnissen; denn Erzbischof Sifrid I füget in derselben Urkunde, worin er die Steinheimer Capelle mit ihren Willigisischen Vorrechten bestätigt, den oben angeführten Worten Folgendes bei: „„wie auch die übrigen Capellen zu Hattenheim, Erbach und Walluf haben.""

„Da Sifrid nur die Rheinorte zum Beispiel und als mit dem Tauf- und Begräbnißprivilegium begabt nennt, so scheint ausgemacht, daß die Walddörfer Kiedrich, Rauenthal, Neudorf und Oberwalluf zu seiner Zeit (1059 — 1084) entweder noch keine einheimischen Capellen, oder doch jene Begünstigung nicht hatten. Von Rauenthal und Neudorf ist diese Bemerkung aus spätern Nachrichten zuverlässig; denn das erste bekam nur erst im 14. Jahrhundert eine Capelle, und das andere mußte noch im Anfang des 16. die neugebornen Kinder nach Eltvil zur Taufe bringen. Von Kiedrich und Oberwalluf kann ich zwar die Epoche ihres eigenen Gottesdienstes nicht angeben; doch läßt sich vom ersten, einem sehr alten und merklich angewachsenen Orte, mit Grund vermuthen, daß es den Rheinflecken bald nachgerückt sei und sich eine ebenso privilegirte Capelle verschafft habe.

„Die meisten Nebenorte hatten also schon im 11. Jahrhundert, ja zum Theil noch früher, ihren einheimischen Kirchendienst. Sie blieben aber dabei als Filiale der Pfarr- oder Sendgerichtsbarkeit von Eltvil unterworfen und mußten ihre Priester selbst unterhalten, ohne von dem in ihrer Feldgemarkung fallenden Zehnten eine Zubuße fordern zu können, wie Sifrid in gedachter Urkunde ausdrücklich verordnet. Um daher diesen Unterhalt und mit ihm die Bedienung ihrer Capellen auf immer zu sichern, dachte man auf ständige Fonds und brachte Grundstücke zusammen, die man den Geistlichen zu ihrem Stipendium anwies. Hin und wieder gab es edelmüthige Gönner, die aus ihrem reich-

haltigen Vermögen Capellen- und Priesterpfründen stifteten, wie uns Sifrid in gedachter Urkunde von Steinheim berichtet. Anderswo ging es nicht so schleunig zu. Die Vermächtnisse waren seltener oder fielen nicht so ergiebig aus, und die Gemeinden trugen selbst aus ihren Alimenten zur Errichtung des Fonds bei. Auch davon sahen wir ein Beispiel zu Hattenheim, wo die Bürgerschaft gegen die Mitte des 12. Jahrhunderts den vom Kloster Eberbach ertauschten Weingarten zu ihrer Kirchenpfründe schlug. Auf solche Art entstanden nach und nach die in der Folge sogenannten Pfarrgüter, die man in Deutschland noch heut zu Tage, und zwar im Rheingau vorzüglich an Weinbergen antrifft, die sich bei einigen Orten vor andern mehr oder weniger auszeichnen, nicht zwar nach Verhältniß der Größe und Bevölkerung, sondern je nachdem sich zur Anlage derselben mehr oder weniger freigebige Stifter eingefunden hatten.

„Diese Kirchenverfassung im Oberamt Rheingau bestand bis ins 13. Jahrhundert, da endlich die Capellen zu selbstständigen Kirchen und die Filialen zu Pfarreien erhoben wurden. Die Epoche dieser Umgestaltung läßt sich zwar nicht genau und auf Jahr oder Tag bestimmt angeben, es finden sich aber einige nicht zweideutige Spuren, aus denen sich ersehen läßt, daß sich die Umwandlung nach 1211 und, wenigstens zum Theil, vor 1232 ereignet habe. Ich darf voraussetzen, daß Hattenheim, als einer der ältesten mit eigener Capelle versehenen Filialorte, auch einer von den ersten war, der mit gänzlicher Exemtion von Eltvil und freier Pfarrei begabt worden. Nun zeigt sich aber Hattenheim bis 1211 noch unter den Filialen; denn der Compilator des oft belobten Archivalauszugs führt in seinen Bruchstücken von Urkunden den dortigen Geistlichen immer nur unter dem Titel Ecclesiasticus, Clericus oder Priester von Hattenheim an. Dieser nur allgemeine, beständig gebrauchte Ausdruck deutet unfehlbar an, daß er damals noch von Eltvil abhängig und mit keiner Pfarr-Gerichtsbarkeit ausgerüstet war. Bald nachher änderte sich aber die Sprache, und der nämliche Geistliche wird vom Continuator des Auszugs auf das Jahr 1232 unter den Zeugen einer Verhandlung unter dem Titel Plebanus angeführt. Sogar zeigt

sich mir eine Spur, den ersten wahren Pfarrer von Hattenheim namentlich, und zwar vor dem Jahre 1232, aufzustellen. Zwischen den Jahren 1208 und 1212 kommt ein Antonius Clericus von Hattenheim unter den Zeugen vor. Nicht gar lange nachher wird vom Continuator des Archivalauszugs ein Antonius Plebanus von Hattenheim angeführt. Ist dieser mit dem vorigen eine Person, so ward er aus einem vormaligen Vicar der erste Pfarrer, und zwar noch vor 1232; denn in diesem Jahre tritt Arnold als Plebanus auf. Wie dem aber sein mag, wenigstens war schon 1232 zu Hattenheim die Pfarrei errichtet.

„Daß in andern Ortschaften, die schon lange ihre Capellen und eigene Priester hatten, um dieselbe Zeit eine gleiche Metamorphose vorgegangen sei, läßt sich aus der Analogie und der frommen Eifersucht, die wir schon bei den Capellen gesehen haben, gar nicht bezweifeln. Der Papst Alexander III hatte nicht gar lange vorher mit seinem berühmten Decretalbriefe den Ton dazu gegeben, indem er den Bischöfen nicht nur Vollmacht, sondern Befehl ertheilte, in den Sprengeln, wo mehrere Ortschaften zu einer Mutterkirche gehörten, auch gegen den Willen der ursprünglichen Patrone neue Pfarreien zu errichten. Die Execution war im Eltviler Kirchspiel und überhaupt im Rheingau um so leichter, weil die meisten Filiale schon eigene Capellen und ständige Pfründen für ihre Seelsorger hatten; denn dadurch war schon ein beträchtlicher Fond zum standesmäßigen Pfarrgehalt angelegt, und das Peterstift, welches als primitiver Pastor und Zehntherr der Alexandrinischen Constitution die Congrua herreichen mußte, kam mit Anweisung geringerer Competenzen davon, worüber sich anderswo mehr Schwierigkeit und darum Verzögerung einfanden. Um so viel sicherer läßt sich daher glauben, daß man, nachdem einmal der Anfang gemacht war, in einem Orte nicht stehen blieb, sondern auch die andern Filiale, worin sich die nämliche Vorbereitung darbot, zu Pfarreien beförderte und also die bisherigen Capellen in den fünf älteren Ortschaften: Walluf, Steinheim, Erbach, Hattenheim und Kiedrich, in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts zu selbstständigen Pfarrkirchen geworden seien. Ohne Zweifel blieben aber Rauenthal und Neudorf eben darum

noch lange zurück, weil sie weder Capellen noch Fonds in ihrem Mittel hatten.

„Um der erlangten Würde zu entsprechen, begannen die Pfarrgemeinden nun auch neue Kirchen zu bauen, oder die alten in eine bessere Form umzuschaffen. Auch darin stellt sich mir die Hattenheimer als eine der ersten dar. Schon im Jahre 1239 war sie im Bau begriffen, ihre Kirche mit einem neuen Gewölbe von Steinen auszurüsten. Um sich einen Beitrag für die Kosten anzuschaffen, verkaufte sie dem Kloster Eberbach ihr Recht an einem öffentlichen Weg, der durch die Mitte des Steinbergs in den Wald hinzog. Wilhelm, Propst zu St. Moriz und Archidiacon im Rheingau, beurkundete den Verkauf und merket ausdrücklich die Bestimmung des Kaufschillings zum neuen Kirchengewölbe an.

„Uebrigens ging man bei Errichtung dieser Pfarreien auf einer Seite fast durchaus von der Alexandrinischen Vorschrift ab. Nach dieser sollte die Ernennung der neuen Pfarrer dem primitiven Pastor oder Zehntherrn zur Vergeltung der abzureichenden Competenzen zufallen. So geschah aber hier nicht, und das St. Peterstift erhielt, neben dem jeherigen Patronat von Eltvil, nur jenes von Rauenthal, das es im Jahre 1714 gegen den Pfarrsatz von Erbach vertauschte. Alle übrigen Pfarreien bekamen andere Patronen. Der Grund dieser Ausnahmen von der Regel liegt ohne Zweifel in den früheren Verhältnissen. Alle Ortschaften hatten schon vor der Zeit ihre bepfründeten Capellen, und diese ihre Lehenherren, die sich entweder, als Stifter, aus dem canonischen Grundsatze auch das Recht, die Präbendarien zu ernennen, erworben hatten, oder solches in der Folge durch merkliche Dotirung von den Gemeinden, welche größtentheils die ursprünglichen Patrone der Capellen waren, an sich brachten. Das Stift ließ die Abweichung ohne vielen Widerspruch und um so leichter geschehen, weil es wegen der schon bestehenden Pfarrpfründen desto geringere Competenzen anzuweisen hatte, und also für bloßen Rechtsverlust auf der andern Seite mit reellem Gewinn schadlos gehalten ward.

„Aus diesem fast ganz diplomatischen Berichte von der alten Pfarrkirche zu Eltvil ist nun leicht begreiflich, wie und warum

das dortige Pastorat an den Domdechant Heinrich gekommen sei. Der edle Zehntertrag von der schon weit angebauten Flur von Hattenheim, welchen Erzbischof Friedrich dem Pastor von Eltvil angewiesen hatte, war ein zu fettes Stipendium, als daß es einem Plebejer zu Theil werden sollte. Die Pröpste zu St. Peter, damals immer selbst Domherren, ernannten daher gewöhnlich Cleriker von Adel dazu, die sich, wie auch anderswo häufig der Fall war, eben nicht selbst mit der so weitschichtigen Seelsorge abgaben, sondern nur die Wolle zogen und die Weide ihrer Heerden gedungenen Stellvertretern überließen. So that auch der Domdechant Heinrich; ein gemietheter Vicar besorgte das Hirtenamt, und er hob den schönen Zehnten von Hattenheim."

Die Kirche zu Eltvil rührt in ihrer jetzigen Gestalt von Erzbischof Gerlach, 1346—1371, her. Den Thurm, rother Sandstein, erbaute Erzbischof Konrad III, wie das Mainzische und Rheingräfliche Wappen über dem Portal und der bereits auf Abwege gerathene gothische Styl verrathen. Erzbischof Adolf II bestätigte am 14. Dec. 1468 die Statuten, zu welchen der Pfarrherr und die Altaristen sich verpflichtet hatten. Der Altaristen waren 1614 sechs, für so viele Seitenaltäre; der Leichensteine zählt Helwig 17 auf, als derer von Koppenstein, von Sorgenloch, von Molsberg, Frei von Dern, Schönberg, Bicken, Hülshofen, Binsfurt, Bechtermünz, Stockheim, Weiß von Löwenstein u. s. w. Die Frühmesse wurde 1312, 1450 der heilige Kreuzaltar von Konrad Rabe von Idstein gestiftet. Die außerhalb der Stadt belegene Capelle zu St. Nicolaus, von Hermann Burgethor von Waldeck fundirt und 1327 bestätigt, soll die Ruhestätte des Erzbischofs Heinrich III (von Virnenburg) geworden sein; Andere suchen sein Grab zu Bonn, Münstermaifeld, Eberbach, wo man doch nichts von ihm weiß. Die wunderthätige Hostie hat Erzbischof Johann II von Nassau hierhin gegeben, und erzählt er davon, Eltvil, 24. Juni 1402: In der österlichen Zeit des Jahrs 1400 war die Gemeinde von Gladbach in der Pfarrkirche versammelt, um aus den Händen des Pfarrers Volpo das Sacrament des Altars zu empfangen. Unter den Andächtigen befand sich eine Frau, des Namens Ela, ob sie

gleich, als notorische Ehebrecherin, von dem Genuß der Sacramente ausgeschlossen worden. Sie zurückzuweisen, glaubte Volpo nicht wagen zu dürfen; größeres Scandal zu vermeiden, reichte er ihr die geweihte Hostie, die aber sofort, Angesichts der Vielen, dem Munde des Weibes entflog, sich auf den Arm des Pfarrherren niederließ, um von dannen in kreisförmigen Wendungen zu der Patene aufzusteigen. Davon sie zu lösen, ergab sich als eine Unmöglichkeit. Die Mähre von solchem Wunder verbreitete sich durch die ganze Landschaft, und der Erzbischof, besorgend, daß in dem einsamen Gladbach das Heiligthum die ihm gebürende Verehrung nicht empfangen würde, beschloß, dasselbe nach der Pfarrkirche von Eltvil zu übertragen. Zu dem Ende ging eine Procession nach Gladbach. Dann verordnete der Erzbischof, es solle »predictum verum Dominici Corporis sacramentum prefate patene sic adherens,« alljährlich zu Johannis Geburt vor dem Amt processionaliter und bei brennenden Kerzen durch die Straßen von Eltvil getragen werden, doch daß bei ungünstigem Wetter erlaubt, die Procession auf den Umfang der Kirche zu beschränken. Endlich werden Indulgenzen verliehen Allen, welche dieser Feier in Andacht beiwohnen.

Eltvil hatte vordem eigenen Adel. Buobo de Eltavilla wird 1108, Ernestus de alta villa 1131, 1134, Gottfried, Ritter, und Siegfried 1228, Berward 1256, Konrad de Eltevile, Ritter, 1289 genannt. Gottfried, Ritter, schenkt 1296 seiner Tochter Gertrud $^1/_2$ Mark von einer Wiese zu Delkenheim und kommt noch 1329 vor. Agnes von Eltvil, Wittwe des Hermann an dem Burgethor zu Lorch. Meingot, Ritter, 1330. Konrad Schenk von Eltvil, Untervitzthum im Rheingau 1372. Die Jud von Eltvil, vermuthlich eines Herkommens mit den Jud zum Stein in der Stadt Mainz, waren Lehenleute der Abtei St. Maximin bei Trier und erfreuten sich eines bedeutenden Besitzes im Rheingau. Jacob Jude, den man nennet Wülfferseyden, 1437, ist wohl eine Person mit Jeckel Jubde von Elfeld, der 1440 einen Theil seines Hauses zu Hattenheim an Henne Zum Jungen verkauft. Grete und Sielchin (Sibylla), Jacobs Schwestern, 1445. Ihre Mutter Christine, die an Wilhelm Jud von Eltvil

verheurathet, stirbt 1483. Wilhelm vergleicht sich mit dem Kloster Eberbach in Bezug auf Haus und Güter zu Klopheim 1485. Wilhelm, Amtmann zu Wiesbaden 1498. Wilhelm, Schultheiß zu Lorch 1507. Heute besitzen die Grafen von Eltz am untern Ende der Stadt, am Rhein ein modernes Haus; der ansehnlichen Gemäldesammlung vorzüglichste Zier ist eine Susanna im Bad, von Domenichino. Mitten in der Stadt liegt der Freiherren von Langwerth von Simmern Hof in dem malerischen italienischen Styl des 17. Jahrhunderts. Ungemein freundlich ist die Lage, gleichwie die ganze Disposition der Stadt, der man nicht ansieht, daß sie einst von finstern Mauern umschlossen gewesen. Von diesen Mauern ist außer einem alten, als Gefängniß benutzten Thurm wenig mehr vorhanden. In dem Schematismus der Diöcese Limburg für das Jahr 1851 wird die katholische Bevölkerung zu 2168, in dem Staats- und Adreß-Handbuch für das Herzogthum die Gesamtbevölkerung zu 2190 Köpfen angegeben. Die Markung umfaßt 6641 Morgen.

Gleich jenseits der alten Umschließung von Eltvil fällt auf der Rheinberg, das geschmackvoll in gothischem Styl restaurirte Burghaus der Grafen von Grunne mit hohen Giebeln und runden Treppenthürmchen. Auf der Stelle hatten die Münch von Lindau einen Ansitz, den die Erbin der Linie, Anna Münch von Lindau ihrem Herrn, Johann Frei von Dern zubrachte, 1496. Dieser mag viel daran gebaut haben, wie denn das Haus nach seinen wesentlichsten Details dem Anfang des 16. Jahrhunderts anzugehören scheint. Es blieb der Frei von Dern Eigenthum bis zu ihrem Erlöschen 1737, kam mit der Erbtochter an Adolf Wilhelm Franz von Greifenklau, 1753, und nach etwa 60 Jahren zum Verkauf, wodurch das Burghaus des Grafen Carlomann von Grunne Eigenthum geworden ist, wie es denn noch in den Händen seines Enkels sich befindet.

Die Grafen von Grunne sollen ein Zweig der Hemricourt sein, eines Geschlechtes des alten Hasbaniens, das vornehmlich um des Schriftstellers Jacob von Hemricourt willen Aufmerksamkeit verdient. Thomas und Ameil von Hemricourt, Brüder, lebten zu Anfang des 13. Jahrhunderts. Als die Stadt

Lüttich 1212 von den Brabäntern genommen und aufs Schrecklichste heimgesucht wurde, verhinderte Thomas allein, durch seinen Einfluß bei dem Herzog von Brabant, die gänzliche Zerstörung der unglücklichen Stadt. Als die Lütticher ein Jahr später, am 13. Oct. 1213, in dem Treffen bei der Warde de Steppe, unweit Montenaken und Houtem, blutige Rache nahmen, stritten Thomas und Ameil in der Sieger vordersten Reihen, und indem sie die Schmach des Vaterlandes tilgten, rächten sie zugleich eine persönliche Unbill. Ihr Feind, Heinemann von Hotteburge, fiel unter ihren Streichen. Um der Blutrache zu entgehen, heuratheten Thomas und Ameil jeder eine Tochter des gefallenen Ritters. Thomas wurde der Vater von vier Söhnen. Auch Ameil hinterließ eine zahlreiche Nachkommenschaft, welche die sämtlichen Ortschaften längs der Yrne, auch mehre Dörfer im Innern des Landes bevölkerte; aus derselben sind vornehmlich die von Bovignistier und Stier zu bemerken (Wilhelm Frognut, Gerhard de Byle, Thomas de Lantremange, Robert de Crenwick).

Des Wilhelm Frognut älterer Sohn (der jüngere, Gottfried, besaß Herk bei Tongern), Wilhelm Malclerc, genannt ly bon Sires de Hemricourt, war einer der gewaltigsten Ritter des 13. Jahrhunderts; bis nach Neapel drang des zu Schimpf und Ernst gleich furchtbaren Kämpen Ruf, daß Karl von Anjou sich ihn erbat, um in dem Zweikampf, den er zu Bordeaux mit dem König von Aragon bestehen sollte, an seiner Seite zu fechten. Der Zweikampf unterblieb. Aber Wilhelm fand ferner Gelegenheit genug, seinen unbändigen Muth zu zeigen: eine seiner wichtigsten und hartnäckigsten Fehden galt denen von Berlo; in einer andern, mit dem Vilain de Jardegnée wurde er dessen Gefangener. »Adont fist ly Vilains traire ariere ses amis et arainat le Saingnor de Hemricourt par ceste maniere: Sires de Hemricourt, Sires de Hemricourt vos aveis tamains ans porsyet le monde de là meire et decha meir et asteit partis de tamains perveulheuz assauz et al dierain esteis cheus en las don si povre escuwier que je suy; je vos conjure par la foid que vos deveis a Dieu et a Monss. Saint George que vous moy dites, que vos feriez de moy, se vous me teniez en teile

point que je vous tieng a present? et ilh respondit com hardis et sains paour, par le seriment dont tu mas conjureit et par les oez Dieu, tu morois de ceste main, dont tamains ont esteit mors: Sires de Hemricourt, Sires de Hemricourt, respondit ly Vilains, de ma mort ne sieroit ce nint gran domage, mais delle vostre ne sieroit jamais ly domage restoreis, ja ne plaice a Dieu, que de sy petit homme que je suy, soit mors sy vailhans hons que vos esteis, mais je vos requiere et recarge soy loyalteit de chevalerie que moy voilhiez acordeir a voz cuziens de Blehen (welche die Fehde eigentlich betraf), car tout ce que je leur ay forfait je lamenderay a vostre ordinance et moy suffyerat vostre simple parolle, car je ne suy nint dignes de rechivoir le creance de sy vailhant homme que vous esteis, et de ce que je ay mespris envers vos, je vos en prie merchis: ilh aidat releveir le bon Saingnor et s'en genoulhat devant ly et ilh ly pardonat et ly otroyat de faire la dite pais, sy qu'il fist, car ilh chevachat tantost a Blehen et fist de la dite Werre une bonne pais, se demoront apres ce bon voisins, chil de Blehen et de Jardegneez, car ilh estoient assy cuziens dedit linage de Harzeez, sy qu'il demoront de dont en avant en pais. De ceste cortoisie et gentileche fut puis ly Vilains dessurnommeis mult prisiez, loyez et avanchiez, s' en fut tot le sorplus de son eage honoreis de tos Saingnors.« So Hemricourt, S. 123, und mag diese Stelle als eine Probe seiner Sprache dienen.

Thomas von Hemricourt zu Lantremange hatte einen Sohn, der geistlich, und drei Töchter. Die eine, Maria, verliebte sich in einen jungen Mann, Namens Adam, den Sohn des Wilmar de Tombor, eines ehrlichen Bauersmanns aus Hemricourt, welchen Adam sie als ihres Vaters Liebling und Geschäftsführer kennen gelernt, entfloh mit ihm nach St. Trond und ließ sich dort trauen. Grenzenlos war des Vaters Zorn; zwei Jahre lang mußte Adam, fortgesetzter lebensgefährlicher Nachstellung zu entgehen, sich in St. Trond eingeschlossen halten. Endlich erfolgte doch die Aussöhnung. Adam lebte bei dem Schwiegervater und führte nach wie vor dessen Geschäfte; aber niemals

war Thomas zu bewegen, daß er der Tochter auch nur das Mindeste gegeben hätte, obgleich er ihres Sohnes Pathe geworden. Dieser Sohn, auch Thomas von Hemricourt genannt, studirte zu Paris, wurde, als einer der größten Rechtsgelehrten, Sentencier de la cour de l'Officiat zu Lüttich und erzeugte in seiner Ehe mit Clemence de Cornut sieben Söhne. Der älteste, Adam, wurde Mönch in der Abtei Beaurepaire und Prior zu Reckheim; der zweite, Thomas, starb als einer der reichsten Weinhändler der Stadt Lüttich; der jüngste, Gilles, Secrétaire des échevins de Liège und vermählt mit Ida d'Abée, interessirt uns besonders als der Vater Jacobs von Hemricourt, des Geschichtschreibers.

Jacob, dessen Geburtsjahr anzugeben ich nicht vermag, war zweimal vermählt, in erster Ehe mit Franzisca de Mission, deren Vater, Peter de Mission, ein wohlhabender Bürger und Tuchmacher in Lüttich, in zweiter Ehe mit Agnes von Coir, der Wittwe Johanns von Lavoir. Er überlebte beiden Frauen, trat in hohem Alter in den Johanniterorden, ohne jedoch von den Ordenseinkünften etwas zu beziehen, — wahrscheinlich war er also was man in spätern Zeiten Chevalier de grâce nannte, — starb den 18. Oct. 1403 und wurde zu Lüttich in der Chapelle des clercs beigesetzt. Das ihm daselbst errichtete Grabmonument ist, samt der Capelle selbst, unter der französischen Herrschaft verschwunden; von jenem hat indessen Salbray einen Abriß geliefert. Der Nämliche hat auch Hemricourts Hauptwerk edirt unter dem Titel: Miroir des nobles de Hasbaye, composé en forme de chronicque par Jacques de Hemricourt chevalier de S. Jean de Jérusalem, l'an 1353. Où il traite des généalogies de l'ancienne noblesse de Liège et des environs, depuis l'an 1102 jusques en l'an 1398. Avec l'histoire des guerres civiles dudit pays, qui ont duré l'espace de quarante cinq ans et le traité de paix, qui fut concluë ensuite desdites guerres. Mis du vieux en nouveau langage, enrichy d'un grand nombre de figures en taille-douce, et dédié à Monseigneur le Comte de Marchin, par le Sr. de Salbray. A Bruxelles, chez E. Henry Fricx, 1673. fol. S. 375.

Hemricourt, dessen Stellung von jener der meisten Chronikschreiber wesentlich verschieden, hat auch eine ihm durchaus eigenthümliche Manier angenommen. Statt Annalen zu liefern, erzählt er die Schicksale und Verbindungen seiner Verwandten und Bekannten; nicht nur daß er Dinge vortragt, die ihm auf das Genaueste bekannt sein mußten, nicht nur daß er über Gegenstände belehrt, die in den gewöhnlichen Chroniken so sehr vernachlässigt sind, das häusliche Leben, die häusliche Politik des Mittelalters, sondern es gibt auch das persönliche Interesse, so er an Allem nimmt, seiner Darstellung eine Lebhaftigkeit, einen Glanz, dergleichen kein einziger Schriftsteller der mittlern Zeit besitzt. Unvergleichlich, durch den kindlichen Ton, die biblische Einfalt ist der Eingang, worin der Chronist von dem Herkommen der Warfusée, des ausgebreiteten Geschlechts, handelt. „Zu dieser Zeit," schreibt Hemricourt, „lebte ein edler Ritter, genannt Raso der Bärtige, Bruder des Grafen von Dammartin-en-Goyelle, welcher im Schilde führte eine Kirchenfahne mit drei Ringen, die Farben weiß ich nicht. Dieser Ritter fiel durch eine Unthat, von der nichts gemeldet, in die Ungnade des Königs Philipp von Frankreich, der mit Isabella von Hennegau vermählt, und wurde des Reiches verwiesen. Er zog aus, mit sich führend eine reiche Habe, viele Kostbarkeiten und Rosse, und wendete sich nach der Stadt Huy, wo er ein großes Haus machte, Jäger, Falconiere, Hunde und Stoßvögel hielt. Jagd und Fischfang waren seine gewöhnlichen Zeitvertreibe. Einst hatte er vom frühen Morgen an auf dem Gebiet von Warfusée gejagt, da hörte er, um die Mittagsstunde, das Glöcklein, welches ankündigte, wie eben der Priester in der Capelle der Burg Warfusée das geheimnißvolle Werk der Elevation begehe. Dahin wendete der von Dammartin alsbald sein Roß, denn ihn trieb es, das Hochwürdigste zu ehren, und noch zu rechter Zeit erreichte er die Capelle, wo der Burgherr selbst dem Meßopfer beiwohnte. Die Elevation ist vollbracht, und des Burgherrn Blicke fallen auf den Fremdling. Er läßt ihn zu Tisch bitten und bewillkommt ihn nach der Messe mit traulichem Handschlage, befragt den Gast um Herkommen und Stand, führt ihn nach dem Saal. Hier läßt er

die Tische ordnen und sodann die schöne Alix, seine einzige Wonne, herbeirufen; sie soll den fremden Ritter begrüßen. Das Fräulein kommt sofort auf des Vaters Gebot und wendet sich als eine wohlgezogene Tochter dem Ritter zu, heißt ihn willkommen und verkehrt mit ihm in anständiger und anmuthiger Freiheit. Der gute Herr von Warfusée läßt die beiden neben einander sitzen und bewirthet reichlich und mit freudigem Herzen den fremden Ritter und dessen Gefolge, daß sie alle darüber erstaunen. Nachdem man abgespeist und sich noch einige Kurzweil gemacht, dankte Herr Raso dem Baron von Warfusée und seiner Tochter für empfangene Ehre und geleistete gute Gesellschaft und beurlaubte sich gar höflich, wogegen der Freiherr den Scheidenden vielfältig bat, er möge, so oft sein Weg ihn vorbeiführen würde, Schloß Warfusée nicht unbesucht lassen; denn er könne ihm kein größeres Vergnügen gewähren, als durch seine Gesellschaft. Und Raso, bereits in Liebe verfallen zu Fräulein Alix, versprach das willig, und kam so oft wieder, daß endlich, nachdem sie einander vollkommen kennen gelernt hatten, eine Heurath geschlossen wurde zwischen Herrn Raso dem Bärtigen von Dammartin-en-Goyelle und Fräulein Alix. Und bald darauf erbaute Raso nahe bei Warfusée einen Thurm samt einer ehrbaren Wohnung und nannte den zum Gedächtniß seiner Voreltern und Herkunft Dammartin. Du sollst aber wissen, daß die meisten der Warfusée, Männer wie Frauen, ein durchstochenes Ohrläppchen haben, durch dessen Oeffnung eine Nähnadel gezogen werden mag, ohne das Ohr zu verletzen. Das haben sie geerbt von Raso dem Bärtigen, dessen Ohr also durchstochen war, wie die Ueberlieferungen der Alten berichten."

Arg hat sich der Herausgeber der Chronik, Salbray, oder genauer, der Abbé Massart, an dem Werk versündigt. Salbray war nämlich ganz unfähig, einen französischen Autor aus dem 14. Jahrhundert zu verstehen; außerdem war er auch ein höchst flüchtiger Arbeiter, wie sich dieses aus den ersten Zeilen ergibt. Er versichert nämlich in seinen Nachrichten von des Ritters Leben, die zwar ungleich dürftiger, als die hier mitgetheilten, derselbe sei den dritten Tag des Decembers 1403 gestorben, während die

gegenüber angebrachte Grabschrift ganz deutlich den 18. December zeigt. Aber noch wesentlichere Fehler fallen dem Herausgeber zur Last. Hemricourt erzählt z. B., er habe sein Werk im J. 1398 geschlossen, und doch wird S. 73 eine Begebenheit aus dem J. 1415 (Hemricourt starb, wie gesagt, 1403) erzählt; Salbray kann demnach nicht das Original, wie er doch ausdrücklich versichert, sondern nur eine interpolirte Abschrift vor sich gehabt haben, und ein neuer correcter Abdruck, etwa für die Sammlung der deutschen Geschichtschreiber, in die das Werk allerdings gehörte, wird um so wünschenswerther, da des Canonicus Jalheau Ausgabe vom J. 1791 (à Liége, chez Bassompierre, fol.), mit Hinweglassung des Urtextes, nur Massarts Uebersetzung liefert, nach dem Geschmack des 18. Jahrhunderts zugestutzt, der doch einige brauchbare Anmerkungen hinzugefügt, während des Prälaten Bütkens Arbeit unvollendet geblieben ist. — Ein anderes Werk des gelehrten Hemricourt, ein Tractat de la temporalité de l'évêché de Liège ist nur in der Handschrift vorhanden, und gemeiniglich der unter dem Namen Pawillart bekannten Sammlung Lütticher Gesetze, Freiheiten und Verträge einverleibt; noch vor sechzig Jahren hatte dieser Tractat Gesetzeskraft. — In seiner ersten Ehe mit Franzisca de Mission wurde Jacob Vater eines Sohnes, Gilles, der nach einander drei Frauen nahm: die erste, Johanna Boileau de Mons, starb kinderlos; die zweite, Agnes de Lavoir, war seiner Stiefmutter Tochter erster Ehe und wurde die Mutter von Johann und Franzisca von Hemricourt; die dritte, Maria de Bleyen, hinterließ ebenfalls mehre Kinder. — Richard von Hemricourt, Herr von Seron, Meffe, Forvie, erheurathete im J. 1660 Ramioul, an der Maas, unweit Lüttich, erkaufte auch um das J. 1700 Mozet bei Namur, so doch sein Sohn, Konrad Richard Ferdinand Joseph von Hemricourt, wieder veräußerte, wie das auch der Fall mit dem schönen Ramioul gewesen. Berthold Franz Walter Graf von Hemricourt, Domherr zu Lüttich seit dem J. 1768, lebte noch 1796, und seines Bruders männliche Nachkommenschaft blühet bis auf den heutigen Tag.

Georg Hemricourt de Mozet — für diese Bezeichnung kann ich die Gewähr nicht übernehmen: finde ich doch, daß erst am

3. Febr. 1672 die Regierung der Niederlande Namens Karls II Königs von Spanien das bisher zu den Domainen der Grafschaft Namur gehörige Mozet an Franz von Corswarem veräußerte, und daß dessen Wittwe das Gut am 16. Mai 1695 an eine Baronin Harhe de Bierzet und diese an Richard von Hemricourt verkaufte. Doch lassen wir das bei Seite. Georg Hemricourt de Mozet Graf von Grunne Herr zu Harsin, herzoglich lothringischer Kämmerer und erster ständischer Deputirter der Provinz Luxemburg, starb zu Grunne, in dem wallonischen Luxemburg, 27. April 1749. Aus seiner Ehe mit Franzisca Christophora Eleonore de Lambertye, Tochter des Marquis Georg de Lambertye, des herzoglich lothringischen Obristkämmerers, auch Hofmarschall und der Stände von Lothringen Marschall, kamen acht Kinder, darunter drei Söhne, die vor dem Feind geblieben sind. Sie folgen also: 1) Nicolaus Franz. 2) Philipp Anton. 3) Anna Franzisca, Stiftsdame zu Remiremont, geb. 4. Juni 1700. 4) Karl, k. k. Kämmerer und Obrist bei Stampach, Cürassier, gest. zu la Roche. 5) Louise Franzisca Dieudonnée, geb. 19. Juni 1715, gest. zu Namur, 11. Januar 1779, Wittwe seit 1748 von Philipp von Pinchart, auf Wartez und Ville-en-Warêt, erster Deputirter der Ritterschaft von Namur. Es wurden diese Pinchart den 22. Jul. 1652 geadelt. 6) Norbert, Grenadier-Hauptmann bei Thüngen, blieb 22. Jul. 1739 in der Schlacht bei Krotzka. 7) Vincenz, Obristwachtmeister in seines Bruders Regiment, fiel 21. Aug. 1742 in einem Ausfall der Besatzung von Prag. 8) Ludwig, k. k. Kämmerer und Obristlieutenant bei Karl Lothringen, Infanterie, blieb in der Schlacht von Hohenfriedberg, 4. Juni 1745. Der Sohn, mit welchem die Bedeutung der Familie anhebt, Nicolaus Franz Joseph, geb. zu Grunne, 25. Dec. 1701, kam in des Herzogs Franz Stephan von Lothringen Gefolge nach Wien. „Er ward 1734 Obrister bey Suckow Infanterie und 1735 General-Feld-Wachtmeister, in welcher Qualität er den nachherigen Feldzügen in Ungern wider die Türcken beywohnte. A. 1737 im Oct. bekam er das Infanterie-Regiment Müffling. A. 1739 wurde er in der Schlacht bey Krotzka bleßiret. A. 1740 kam er unter dem Grafen

von Neuperg in Schlesien zu stehen und ward im Mart. 1741 General-Feld-Marschall-Lieutenant." Er wurde, tödtlich verwundet, unter einem Leichenhaufen hervorgezogen. „Er brachte etliche Jahre zu, ehe er wieder curirt wurde. Im Nov. 1743 fand er sich auf erhaltenen Paßport zu Paris ein, um allda seine Wunden aus dem Grunde heilen zu lassen. Es hieß, er habe zugleich Instruction und Vollmacht gehabt, an einem Vergleiche zwischen den Häusern Oesterreich und Bayern zu arbeiten; aber das Gerüchte hievon ist falsch gewesen. Er kehrte nach vollendeter Cur wieder nach Wien zurücke, ohne die geringste Conferentz mit einem Minister gehalten zu haben. A. 1744 wohnte er dem Feldzuge in Deutschland unter dem Printzen Karl von Lothringen bey und führte die letzte Colonne, als die Armee nach dem Rheinstrom marschirte, um über solchen zu passiren und dem Elsas einzufallen, welche Unternehmung aber fruchtlos abliefe. A. 1745 wohnte er der Schlacht bey Striegau in Schlesien bey, gieng darauf nach Wien und begleitete alsdenn den Groß-Hertzog nach der Armee im Reich, von dar er ihm nach Franckfurt folgte, als solcher daselbst zum Kayser erwehlet worden. Im Nov. wurde er mit einem Corps von 10,000 Mann nach Sachsen geschickt, um sich mit der Sächsischen Armee wider die Preussen zu vereinigen, die zu Ende dieses Monaths in die Sächsischen Lande eingefallen waren. Er wohnte den 18. Dec. mit 2000 Mann von seinem Corpo der Schlacht bey Kesselsdorff bey und kriegte nach geschlossenem Frieden sein Winter-Quartier in Böhmen. A. 1746 gieng er mit einem Corpo nach den Niederlanden, um die allirte Armee in Brabant zu verstärcken. Er wartete den 26. Mart. zu Cölln auf den Feld-Marschall Grafen von Batthiani, mit welchem er bey der Armee anlangte und darauf diesem sowohl als den folgenden Feldzügen bis zum Aachischen Friedensschlusse beywohnte, mittlerweile aber den 14. Apr. 1747, samt seinem Bruder in den Reichs-Grafen-Stand erhoben wurde." K. K. wirklicher Geheimrath und Kämmerer, Generalfeldzeugmeister, Inhaber des vormaligen Infanterieregiments Müffling, Nr. 26, seit Oct. 1737, Gouverneur zu Ath, des Herzogs von Lothringen Envoyé extraordinaire in Berlin bei K. Friedrichs II Thron-

besteigung und bei dem Friedenscongreß zu Aachen, starb er auf seinem Schloß Grunne, unweit Namur, 15. Febr. 1751, da er im Begriff, das Fürstenthum la Roche zu erkaufen und zugleich das Gouvernement von Luxemburg zu übernehmen. „Er hat in der Kriegskunst vortreffliche Wissenschaft und Erfahrung erlangt, war mäßig, munter, wachsam, tapfer, bei Officieren und Soldaten beliebt, und wegen seiner großen Verdienste selbst bei dem Kaiser sehr hoch angesehen."

Es beerbte ihn sein Bruder Philipp Anton, k. k. Generalmajor von der Cavalerie, geb. 26. Nov. 1702, † 17. Mai 1753 zu Namur. Verm. mit der Gräfin Anna Terese Eszterhazy, war er ein Vater von drei Kindern geworden. Der ältere Sohn, Ferdinand Maria, geb. in Ungern 1725, gerieth, Obrist bei des Oheims Regiment, in preussische Gefangenschaft, von dannen er doch zu Anfang Aprils 1763 zurückkam, wurde den 27. April n. J. Generalmajor, am 1. Januar 1771 Feldmarschall-Lieutenant und starb zu Wien 1779 unvermählt. Sein Bruder, Philipp Anton Maria Joseph Reichsgraf von Grunne, auf Harsin, Castillon, Wartez, Ville-en-Warêt und Friset, geb. auf der Mutter Gut Nyek in Ungern, 11. Febr. 1732, ward wegen seiner ausgezeichneten Bravour an dem blutigen Tage von Torgau auf dem Schlachtfeld zum Major ernannt, hatte als Obrist und Festungscommandant zu Königgratz im Lauf des bayerischen Erbfolgekriegs die besagte Festung zu vertheidigen, erhielt durch Adoption die Güter des ausgestorbenen Geschlechtes Pinchart in der Grafschaft Namur und starb zu Königgratz, 3. April 1797, aus der Ehe mit Christiane von Holstein die Söhne Philipp und Carlomann hinterlassend. Philipp Ferdinand Wilhelm Hemricourt de Mozet de Pinchart Graf von Grunne auf Wartez, Ville-en-Warêt und Frizet, dann seit 1802 auf Dobersberg, Ilnau, Beygarten, Taxen im Viertel Obermanhardsberg, Oestreich unter der Enns, machte 1790 als Rittmeister die letzte Campagne des Türkenkriegs mit, wurde sodann wirklicher Kämmerer des Erzherzogs Karl, des Generalgouverneurs der Niederlande, focht von 1792 an gegen die Franzosen, 1793 als des Kaisers Flügeladjutant, 1796 und 1797 als Obrist und kaiserlicher und

Reichs-Generaladjutant am Rhein und 1799 als Commandeur des Dragonerregiments Kaiser Franz II, wurde im Beginn des Feldzugs von 1800 Generalmajor und schloß am 25. Dec. n. J. mit dem französischen General Lahorie die dem Lunéviller Frieden einleitende Demarcations- und Waffenstillstands-Convention. Ritter des Maria-Teresa-Ordens 1801, Hofkriegsrath 1805, zweiter Inhaber des Ulanenregiments Erzherzog Karl Ludwig, k. k. Kämmerer und Geheimrath, starb er, General der Cavalerie im Pensionsstand, 26. Januar 1854. Der Sohn seiner Ehe mit Rosalie von Feltz, verm. 25. Sept. 1801, Graf Karl Ludwig, geb. 25. Aug. 1808, ist k. k. Kämmerer und Geheimrath, Feldmarschall-Lieutenant, erster General-Adjutant des Kaisers rc., auch Vater von sechs Kindern.

Graf Joseph Maria Carlomann auf Castillon und Beau-Logis, geb. 20. Febr. 1769, Obrist-Lieutenant bei Latour Dragoner, wurde im J. 1804 außerordentlicher Gesandter bei dem dänischen und nachmalen bei dem westphälischen Hof. Auf dem Schlachtfeld von Aspern zum Generalmajor ernannt, seit 1818 königlich niederländischer General-Lieutenant und Gesandter bei dem Bundestag zu Frankfurt, hat er die anmuthige Besitzung bei Eltvil erkauft, wie er denn auch alleiniger Besitzer der Güter in den Niederlanden geworden ist. Er starb 7. Oct. 1853, zwölf Jahre nach seinem erstgebornen Sohn, dem Grafen Alexander, † 16. Dec. 1841, von dem jedoch ein Sohn, Graf Arthur, geb. 1840. Außerdem überleben dem Grafen Carlomann zwei Söhne und eine Tochter, vermählte Gräfin Robiano, sämtlich Kinder seiner Ehe mit Elisabeth von Secus, vermählt 28. Januar 1812.



Ueberſicht des Inhalts.

